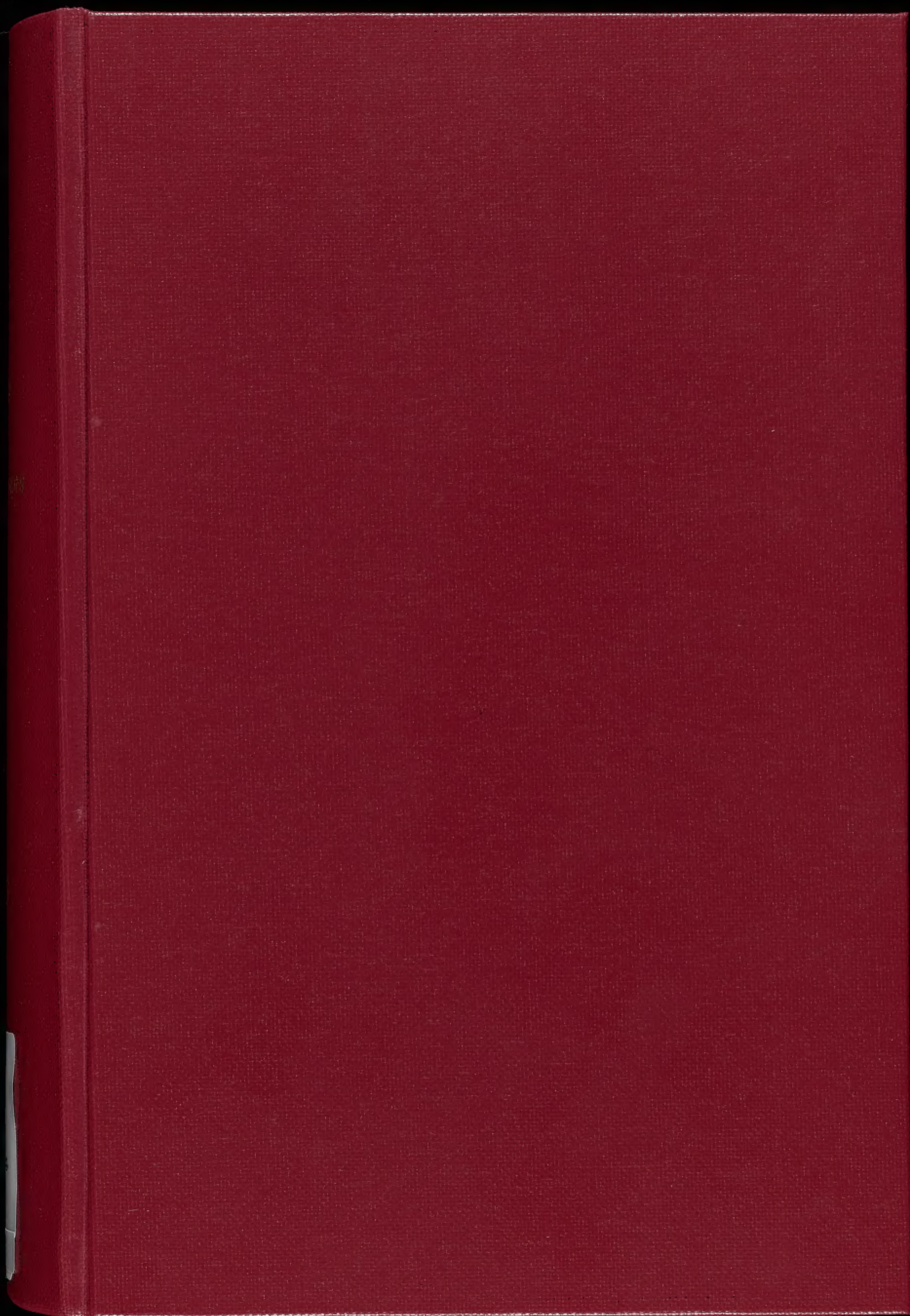
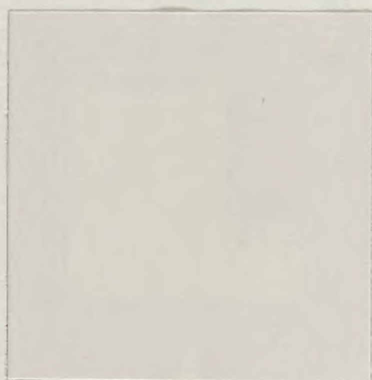




REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

—

1917

LA CLOSERIE DE CHAMPDOLENT[1]

DERNIÈRE PARTIE (2)

VI. — LA RÉCOLTE DU GOÉMON

Quand les deux domestiques de Kerjan eurent mangé la soupe, puis une large tranche de pain beurré, le plus jeune, qui se disait encore malade, se leva de table ; mais Le Treff avala une dernière crêpe de blé noir et plusieurs bols de cidre. Puis, sans hâte, il se prépara pour cette expédition de Mousterlin, endossant, par-dessus son gilet de tricot, une veste sans manche, soutachée de velours, la seconde d'après le rang d'ancienneté, et qu'il mettait toujours s'il devait travailler hors du domaine. Marie s'habilla un peu, elle aussi : mais, pour protéger le bonnet, le ruban et la collerette, elle jeta, sur sa tête et sur ses épaules, le châle de laine qu'elle attacha, sous le menton, avec une épingle double. Et elle monta dans la charrette aux flancs cintrés, qui était toute semblable à la carène d'un bateau de pêche, posée sur deux roues. Le Treff monta près d'elle. Dans le fond, sur les planches, il y avait deux fourches, une grosse pour le valet, une petite pour Marie. Les deux chevaux étaient attelés en flèche : dans les brancards, la vieille jument couleur d'acier, large de croupe et large d'épaules, mais lasse et qui n'avait point de trot, et, en avant, tirant par

(2) Voyez la *Revue* des 1er et 15 juin.

saccades, ombrageux, flairant le vent et le sol, mordant qui s'approchait, un avorton de cheval blanc qui se dandinait entre ses traits de corde.

Il fallut bien vingt minutes pour déboucher, des petits chemins, sur la route qui va de Fouësnant à Mousterlin. Marie n'était point d'humeur à causer; elle avait la pensée au loin. Elle se répétait à elle-même les phrases de la lettre que l'abbé Alain, en ce moment, devait emporter vers Quimper, et qui serait bientôt lue, là-bas, par des yeux qu'elle essayait d'imaginer, dans la brume, ouverts et la regardant avec tristesse, fermés, pleurant, ouverts de nouveau et ne croyant pas encore. L'attelage allait un peu plus vite. Le Treff fouaillait, pour s'échauffer.

— Aurait pas fallu faire ça avec la Jolie! disait-il. Elle nous aurait jetés dans la mer. Pauvre Jolie! A présent, sa peau tannée court le monde!

— Vous croyez, Le Treff?

— Bien sûr! Les bêtes comme elle meurent les premières.

Il dit encore :

— Voilà la sacrée brume qui s'effiloche; c'est pas trop tôt!

Le grand nuage, depuis trois jours et trois nuits montant dans la mer, se brisait, en effet. Dans la nappe uniforme, étendue sur des lieues et des lieues de pays, il s'ouvrait des corridors d'un bleu ardent que le vent élargissait, ou resserrait très vite. Rai de lumière courant sur les bois de Landebec! Grain sur Beg-Meil! Souffle qui passe au ras de terre, et soulève les cheveux de Marie! C'est le monde qui va secouer son chagrin. Avant le soir, le ciel sera clair. Marie était seule avec Le Treff, sur la route devenue toute plate, route bordée de landes et de maigres champs, que divisent des pommeraies. Les maisons ne manquent pas d'abord, aux deux côtés, puis l'herbe devient rare, la pointe s'amenuise et la mer est au delà. Plus d'habitations, si ce n'est un petit hôtel, volets fermés, bâti dans la coulée des dunes, et, à droite de la route, la grande ferme de Mousterlin, toute l'année dans l'embrun, toute l'année dans le bruit des marées, et que protègent de vieux ormes drossés par la tempête.

Les chevaux se sont mis au pas, à cause du sable que le vent a roulé jusqu'à plus de trois cents mètres de la plage.

— Y a du monde au goémon! dit Le Treff.

Là où la dune est fendue, droit en avant, là où la route s'abaisse, tourne un peu et s'unit à la plage, on apercevait le haut bord des charrettes arrêtées sur la grève, des têtes de chevaux dressées, humant le vent de la mer, comme si l'avoine était au large, et des fourches qui se levaient aussi, chargées de goémon, décrivaient un arc de cercle, et retombaient.

Le valet de Kerjan cingla, d'un coup de fouet, les reins du Bihan, le petit cheval de flèche, qui fit un rude effort; la peau de la poulinière se plissa; les muscles des deux bêtes se tendirent à se rompre, et les roues pénétrèrent dans le sable léger.

C'était la pointe de Mousterlin, la sauvage et la désolée, presqu'île de sable, arrondie à l'extrémité, nuit et jour battue et polie par les lames, et qui devrait céder et couler dans la mer. Mais elle est bien armée. Elle a, pour défendre son museau, une corne comme un espadon, un éperon de roches brunes et de roches noires. Jusqu'où va-t-il? Dieu le sait, et un peu les pêcheurs qui tendent dans les creux leurs casiers à homards, et abritent leurs bateaux derrière les tables de pierre, les carapaces de tortues, les dos de monstres immobiles, que la marée ne découvre jamais tout à fait. Là, dans l'abîme des eaux qui n'ont jamais la paix, dans les courans qui luttent, et se tordent en remous, et répandent leur écume le long des anses voisines, il y a des forêts d'algues rousses et d'algues transparentes, les unes en forme d'épées, gaufrées le long des bords, d'autres aplaties, souples comme des courroies, d'autres taillées en forme d'arbustes, qui portent au bout des branches des capsules gonflées d'air. On entrevoit, dans les beaux jours, leurs bras qui montent et qui se tordent. La mer a ses halliers. La tempête les abat, lorsque l'heure est venue. Le flot les soulève et les pousse à la côte. Et, entre la pointe de Beg Meil et celle de Ben Odet, où les chênes et les ormes verdoient sur les falaises, la pointe rase de Mousterlin s'avance dans le grand large, et reçoit tout le fumier de mer qui fera lever les blés.

Voici donc la charrette de Kerjan qui tourne sur la plage, droit au vent, et qui suit le bourrelet énorme de goémon, amassé et tassé par la dernière marée, dans lequel des fermiers de la côte de Fouësnant, ou du bourg de Clohars, des vieux ou des tout jeunes, enfoncent leurs fourches jusqu'au manche. Ils

enfoncent leurs fourches, ils ont de la peine à les arracher du tas et à les soulever, chargées de ces lanières gluantes qui pendent en banderoles autour des hampes redressées, et qui sont jetées dans les charrettes. Déjà six charrettes sont acculées au remblai de goémon. Kerjan, septième, se range tout au bout de l'équipe. Le Treff et Marie descendent de la voiture. Celle-ci leur cache à moitié les voisins. Ils sont juste au milieu de la courbe que décrit la plage. La pente est raide. Les cailloux sont tout proches et la mer tourne autour. Elle montera bientôt. Rien que du sable, des roches, des vagues, des nuées devant soi.

Les chevaux soufflent, les gens aussi. Il faut bien regarder le champ avant de travailler. A gauche, une clarté enveloppe, au loin, les arbres de Beg Meil. La mer reçoit des lumières qui voyagent. La mer s'endort quand la pluie est longue. On voit au loin l'archipel des Glenans, comme une escadre disséminée, toutes ses proues à l'Est, qui commence à s'enlever sur l'horizon plus clair. Et Le Treff, qui regarde aussi, laboureur habitué à la compagnie des marins, trotteur de grèves au lendemain des naufrages, pêcheur de crabes dormeurs les jours de grande marée, s'amuse à nommer les cailloux, pour montrer qu'il sait tout. Le vent lui trousse sa barbe rousse et la divise en flammes.

— Tenez, Marie, en face, le Corbeau ; plus loin Men Vras, avec la Vache, où l'on prend les plus beaux homards. Plus loin, voyez-vous une balise?

— Non.

— Ce que c'est que des yeux de femme! Eh bien! les îles au moins ne peuvent pas vous échapper? La grosse, là, c'est l'île aux Moutons, dont on parle souvent dans les cabarets. Elle a toujours sa couronne de fleurs blanches, mais pas bonnes à cueillir, je vous en réponds. Des vagues, ma chère, des vagues qui ne sont pas tendres à connaître! Ah! le soleil l'amignonne : voyez!

Une grande barque, à voile jaune et tendue, passait dans la rayée, à la pointe de l'île.

— Chalutier, dit Le Treff, ça va vers Concarneau.

D'avoir vu la voile et entendu ces noms-là, Marie est toute troublée.

— Travaillons! dit-elle.

Marie alors se détourne et prend sa fourche. Elle enlève une fourchée de goémon, pas trop grosse, comme elle peut faire, et commence à charger l'arrière de la charrette, tandis que Le Treff chargera l'avant. Elle se hâte, et lui aussi. Et après un quart d'heure, le vent ayant soufflé, elle rajuste son fichu de laine, d'où sont sorties les brides du bonnet. Par-dessus la charrette, en se soulevant sur la pointe des pieds, en montant un peu sur le bourrelet d'algues, que voit-elle? un vieux qui travaille à dix pas d'elle, un homme qui a de petits favoris courts, tout blancs, et qui a l'air bien las. C'est le closier de Champdolent. Il est seul. Il a posé sa veste à terre et mis dessus un galet. Son large chapeau, rejeté en arrière, découvre le front qui est tout en sueur. Lentement, mais sans se reposer, il continue la besogne. Elle est loin d'être achevée. Pauvre ancien! A-t-il aperçu Marie? Rien ne le dit. Il ne se détourne pas. Il ne prête attention ni aux mots qui remontent le vent, quand les hommes crient, un peu plus bas, sur la plage, ni au mouvement de ce point noir, là-bas, un pêcheur sans doute, qui va faire glisser sa plate sur le sable, et rejoindre son bateau ancré entre les roches. La pluie tombe encore, mêlée de lumière vive.

Ainsi une heure s'écoula. Nerveuse, désireuse de finir cette lassante besogne, Marie avait fait sa part du chargement, ou peu s'en fallait. De la pointe de la fourche, elle se mit à égaliser les couches de goémon, entre les montans de la charrette. Elle passa même à droite, du côté où se trouvait Jean Quéverne, et elle vit que le closier de Champdolent ne travaillait plus. Il avait pris quelques poignées de foin, emportées dans un filet à grosses mailles, et, les ayant placées sur le sable mouillé, sous le nez de la jument de Champdolent, il enlevait la têtière et le mors, pour que la bête pût manger. Alors, Marie s'approcha : il ne pouvait la voir. Elle jeta, dans la charrette moins qu'à demi pleine, une fourchée de goémon, puis une autre, puis une autre : il ne pouvait l'entendre. En quelques minutes, comme elle y mettait toute sa force, elle en eut fait autant que le vieux père en une demi-heure. Lui, tranquille, le bras appuyé sur le garrot de la Buissonne, il respirait l'air qui devenait plus doux.

A gauche, du coin de l'œil, Le Treff observait Marie. Il ne comprenait point, et riait dans sa barbe fauve, de la bonne plaisanterie. Mais quand il s'aperçut qu'elle ne s'arrêtait point

de travailler pour ce pauvre closier, il haussa les épaules, piqua sa fourche dans le sable, et, croisant les bras, les appuyant sur le manche, l'air dédaigneux, il attendit, pour voir comment cela finirait.

Il attendit tout juste le temps que mit la Buissonne à manger sa poignée de foin. Comme elle relevait la tête, et la secouait, ramenant avec sa langue les derniers brins d'herbe sèche que le vent lui disputait, le closier se détourna : il aperçut Marie qui travaillait pour Champdolent. Ses bras se levèrent d'étonnement, la joie reparut sur ce visage d'honnête homme qu'elle n'habitait plus guère, puis Jean Quéverne, devinant qu'on l'épiait, à droite et à gauche, reprit son air tranquille et las, et il vint vers Marie.

Il arriva jusqu'auprès d'elle, qui n'osait plus le regarder, et travaillait encore.

— Marie? ma petite Marie, c'est vous qui avez fait cela?

— Je vous ai vu fatigué, père, et je vous ai servi.

En vérité, ceux qui guettaient les paroles ne purent comprendre celles-là, qui furent dites à voix basse. Quéverne dit encore, pour elle seule :

— Marie, je n'ai pas eu un si bon jour depuis trois ans!

Il eut envie sans doute de nommer un de ses fils, soit Pierre, soit Alain, car il hésita un instant. Puis, se baissant pour ramasser sa veste, il se rapprocha de la jument, reboucla la bride qu'il avait enlevée, serra la sangle, puis, à haute voix :

— Hue, la Buissonne!

Les roues fendirent le sable, et le vent commença tout de suite à écrêter les ornières, effaçant la trace de la charrette de Champdolent, à demi pleine, et qui s'en allait.

Marie reprit sa place, à l'arrière de la charrette de Kerjan, et se remit à l'ouvrage. Le valet qui, lui aussi, piquait la fourche dans le goémon, demanda, en soulevant le faix :

— Qu'est-ce qu'il vous a dit, le Quéverne?

— Il m'a dit merci.

Mais l'homme, avant d'emporter la charge de lanières brunes qui coulaient et s'agitaient autour de lui, éclata de rire, et répondit :

— C'est votre mari, que vous avez aidé!

Elle se tut. Le travail pressait. La mer commençait à monter, et le ciel était vert au-dessus des Glenans.

VII. — LE CONCERT DANS LES PINS

Son mari était au cantonnement. Deux compagnies logeaient dans le village, c'est-à-dire dans des maisons qui n'avaient plus de toit, plus de vitres, plus de meubles. Les murs droits sont encore des abris à qui souffre du vent. Des hommes dormaient, la nuit, entre les quatre clôtures de pierre de ce qui fut une habitation, une propriété jalousement aimée : cuisine du fermier; boutique de l'épicier; forge du charron; salle carrelée où le curé recevait ses paroissiens, et, les jours de conférence, traitait ses confrères; cellier de l'aubergiste; grange toujours pleine du riche du village, cultivateur tout ensemble et marchand de grain. Canonné par les Allemands, canonné et reconquis récemment par les Français, le pauvre village en ruines rendait aux hommes et aux bêtes plus de services, depuis quatorze mois, qu'il n'en avait rendu, au temps où les grandes nuées d'automne, crevant sur la plaine champenoise, ne mouillaient que les toits bien entretenus et la terre blanche, maigre nourrisseuse d'herbe. On était à sept kilomètres du front nouveau. De temps à autre, un aviateur allemand en reconnaissance laissait tomber une bombe ou deux sur ces groupes de soldats, ces camions, ces cuisines, ces chevaux au piquet, ces bâches recouvrant on ne sait quelles provisions et qui encombraient la rue tournante et courte, ne laissant au milieu que le passage de deux roues. Et tout cela était l'arrière, le lieu de repos, le cantonnement auquel on rêvait, dans la tranchée.

La 7e compagnie logeait plus haut, à moins d'un kilomètre, sur le renflement très léger au pied duquel on avait autrefois, pour les mieux garantir de l'orage et du vent, bâti les maisons du village. Là, s'étendait un bois de pins, long et peu large, suivant la ligne de faîte, et la crêtant d'une falaise qui fut verte et compacte trente ans au-dessus des terres arables. Dans les jours chauds, au temps de la paix, toute la plaine le regardait avec envie. Les oiseaux de passage y logeaient tous une nuit. Les arbres avaient été semés soigneusement; ils étaient bien venus, malgré l'avarice de cette craie blanche où rayonnaient leurs racines. Mais la guerre est bûcheronne. Elle avait brisé plus de branches que dix étés n'en font pousser, rompu des troncs, percé des jours. Puis, par deux fois, une vague de gaz

asphyxians avait roulé sur la colline. Et les arbres, ceux qui restaient, ayant bu le poison, leurs couronnes étagées autour de la tige, leurs pinceaux d'aiguilles vertes, leurs épis large ouverts et qui balayaient le sol, avaient pris une couleur d'ocre rouge. La futaie était morte et demeurait debout, sanglante. Au milieu, deux baraques en planches, depuis peu transportées par le Génie, servaient de logement à des troupes, et, en ce moment, à la 7e compagnie du bataillon d'infanterie coloniale. Dans une autre baraque, plus petite, à gauche, le capitaine Hellequin avait installé ses bureaux.

Pierre Quéverne sortait, avec d'autres, de la chambre, comme il disait, lorsque, soudain, tous les autres le quittèrent et coururent vers la baraque où logeait le capitaine. A la porte, un groupe de coloniaux entourait le vaguemestre :

— J'en ai-t-il une?... Et moi ?... Et moi ?...

C'était la famille qui venait aux avans, avec ses baisers, ses regrets, les nouvelles qui ne varient guère, et le soutien des mots qui furent écrits pour nous. Les hommes tendaient les bras, comme s'ils se rendaient à cette force victorieuse : « Et moi ? Et moi ? Et nous ? »

Quéverne ne se mêlait jamais à ces heureux. Les déceptions eussent été trop fréquentes. Il s'éloigna donc, comme d'habitude, les mains dans les poches, voulant gagner la lisière du bois, d'où la vue est grande sur la plaine. Il avait pris de la vigueur encore et de l'assurance, depuis qu'il faisait la guerre, et disait volontiers : « Je me porte bien, mais je croyais savoir ce que c'est que le gros temps, et c'est ici que je l'ai appris. » Aucun soldat de métier ne lui en aurait remontré, ni pour astiquer un fusil, ni pour chaparder du vin dans la cave d'une maison éboulée, ni pour découvrir l'emplacement d'une mitrailleuse, ni pour tailler une bague dans la fusée d' n obus : seulement, quand la bague était faite, il la donnait aux amis. « Chez moi, disait-il encore, on n'aime que les vrais bijoux. »

Il allait donc vers la lisière qui n'était pas bien loin de là, car on voyait, entre les colonnes rompues des pins, entre les branches pendantes, fauchées, tordues, des morceaux de la plaine, tout entière vibrante dans la lumière du soir. Et il allait lentement, retenu par l'espoir qui ne meurt pas d'être enfin comme un de ceux-là, auxquels on écrivait. Il portait haut la tête, selon sa coutume, et rien ne pouvait faire deviner la

détresse de ce flâneur qui cherchait le soleil et un coin pour s'asseoir.

— Pierre?

— Après?

— Y en a une pour toi!

Il tressaillit, ne se détourna pas, et cria :

— Apporte, Kerdudal, si c'est pas de la blague!

Derrière lui, il entendit un pas qui s'approchait, et Kerdudal, sautant devant lui, l'arrêta. Il avait une lettre à la main.

— Voilà, et d'une écriture jolie, encore! Une femme! Et ça vient de Fouësnant.

Quéverne regarda, et répondit :

— La mienne.

Il n'avait pas perdu l'expression insolente qui lui était habituelle; il avait seulement pâli, et les cartilages de son cou s'étaient gonflés, comme s'il étouffait. Avant de tendre la main, il regarda l'enveloppe, une seconde fois.

— C'est bien d'elle, dit-il. Tu peux donner.

Il prit la lettre et la mit dans sa poche de gauche, la profonde, qui descendait jusqu'à son genou.

— Tu ne la lis pas?

— Plus tard.

— Je croyais que tu n'en avais jamais? demanda naïvement Kerdudal.

— C'est-à-dire, pas souvent comme ça, par le vaguemestre. Ah! mon pauvre vieux, on dit tant de choses dans le militaire! Des nouvelles de chez moi? J'en ai autant que j'en veux... plus quelquefois... Allons nous reposer, puisque, demain, nous remontons en ligne.

Les deux hommes, entre les arbres empoisonnés, qui n'avaient plus que la forme de leur espèce et dont la sève était tarie, continuèrent leur chemin côte à côte, l'un très grand, flegmatique, épanoui, confiant, l'autre silencieux, mais l'œil toujours ardent et courant les lointains. Ils s'étaient retrouvés depuis une quinzaine. Après la grande offensive de Champagne, les unités décimées ayant été reformées, Kerdudal avait été versé à la 7e compagnie. Demande du capitaine Hellequin? Erreur? Hasard? Il n'en saurait jamais rien. Ce sont des choses qu'il ne faut point approfondir. Ils étaient compagnons de cham-

brée, de soupe, de marche, de guet et de danger. Le voisinage de Kerjan et de Champdolent aurait dû rendre la conversation facile et intime entre les deux hommes. Fréquente, elle l'était. Cependant ils ne parlaient point de plusieurs des gens qu'ils connaissaient le mieux : pas une fois le nom de Marie n'avait été prononcé. Souvent même, ils ne causaient que des choses du régiment, du vin, des chefs, des camarades. Et Pierre avait commencé à donner à Kerdudal des leçons de bombarde. « Comme ça, disait-il, quand tu retourneras au pays, tu pourras jouer dans les noces. »

A la lisière du bois, ils s'assirent, adossés au tronc d'un pin abattu, que ses maîtresses branches, enfoncées dans l'herbe, tenaient encore incliné, comme un homme appuyé sur ses coudes. Ils avaient devant eux une vaste campagne plate, roussie par le soleil et par la chimie de la guerre, tachetée çà et là d'un peu d'herbe renaissante, et que traversait, à l'horizon, du Nord au Sud, une route, autrefois bordée d'arbres, à présent nue. Le canon tonnait au delà de la route. Au pied du plateau, deux charrues, parallèles, l'une conduite par un tout jeune gars, l'autre par une femme, défonçaient la jachère, et, dans l'immensité, soulevaient une poussière minuscule, comme deux moineaux qui se poudrent. Ce fut l'unique objet qui attira le regard et émut le cœur du valet de Kerjan.

— Ah! dit-il, les vois-tu, Quéverne? Ils sont rentrés d'avant-hier, dans la cave de leur maison, la mère et le fils, parce que le père est comme nous, un pauvre bougre qui se bat, et déjà ils travaillent ; c'est bien...

Et, un moment après :

— Voilà tout de même de la terre réconciliée.

Sans savoir pourquoi, lui, descendant de vieille race terrienne, il employait le mot qui, après une profanation, exprime la rentrée en grâce et la bénédiction nouvelle d'une église.

— Oui, dit Pierre, ils ont du cœur. Ça n'est pas des domestiques de ferme, que tu connais bien, qui viendraient labourer si près des lignes, au risque de recevoir un obus!

— Quinquis, n'est-ce pas? Il n'est pas brave. Mais Gueule de renard ne l'est guère plus. Ne devrait-il pas être avec nous?

Quéverne fit un signe d'assentiment.

— A cette heure, ils commencent tranquillement, chez nous, à battre leur blé noir.

Chez nous! Les mots sacrés qui les faisaient tous rêver, souffrir, espérer, et aussi affronter la mort, ceux-là que la guerre, depuis quatorze mois, avait arrachés aux maisons perdues dans les campagnes, et dont chacune a charge d'un morceau de la terre de France, toute labourée! Les deux soldats, du même élan, étaient déjà revenus au pays de Cornouaille, aux fermes de Kerjan et de Champdolent, bâties sur la même pente qui descend vers la mer. Ils ne pensaient déjà plus aux valets de ferme, ni à la récolte du sarrasin; ils songeaient à la même jeune femme : Marie. Et il y eut entre eux un long silence.

— A propos, repartit Quéverne, il faut que je lise ma lettre!

Il disait cela sans hâte. Il ne voulait pas se démentir. Puis il avait peur de l'inconnu. Dans les rares occasions où le père avait écrit, ou la sœur Julie, la religieuse, ou le beau second maître du *Jauréguiberry*, Pierre, pour décacheter la lettre, s'était servi de son doigt, qui déchirait de travers le papier. Mais, quand il eut mis la main au fond de sa poche, en se baissant, il ramena, du même coup, la lettre et un couteau serpette, à manche de corne, et, ayant passé la lame recourbée dans la fente de l'enveloppe, près de l'angle, il coupa le papier avec soin, comme si c'était une relique, un morceau du voile d'une sainte de Bretagne.

Kerdudal, par discrétion, ainsi que cela se doit, regardait les attelages qui progressaient dans la plaine, tandis que son camarade prenait connaissance de la lettre. Des grondemens d'artillerie lourde arrivaient de l'horizon; la plaine relançait de la lumière vers le ciel comme aux jours d'été; il faisait bon se reposer sur l'herbe.

— Kerdudal?

Comme la voix de Pierre Quéverne avait changé, en une petite minute!

— Dis, Kerdudal, c'est ma petite fille qui m'écrit,... cette fois! La mère a mis seulement l'adresse, et les mots, comme de juste... Ce qu'elle doit être mignonne, cette Jeanne-Marie!

Stupéfait, n'y comprenant rien, trop timide pour le montrer, Kerdudal continua de s'intéresser à la plaine, sans rien répondre

et sans bouger. Il cueillit une herbe, et la mit dans sa bouche. Puis, s'enhardissant, une idée lui étant venue :

— Je l'ai revue, ta Jeanne-Marie!

— Tu ne l'as jamais dit!

— Dame, c'était avant les attaques de septembre, quand j'ai été en permission. Je ne faisais pas partie de la septième.

— A qui elle ressemble à présent?

Embarrassé, Kerdudal mordillait son brin d'herbe.

— N'aie pas peur! Dis franchement! Ce n'est pas à moi?

— Non, à elle, tout à fait!

— Elle est jolie, alors! Elle promettait, quand je l'ai quittée. Mais c'était si petit! Ah! elle ressemble à Marie? Quelle bonne idée! Alors elle doit avoir le teint clair?

— Tout blanc, avec des petites taches de rousseur.

— Un air que je n'ai pas vu à grand monde de chez nous?

— Il m'a semblé aussi.

— Une voix qui fait du mal ou du bien à entendre, et qui prend le cœur. Tu te rappelles?

— Elle n'a pas parlé devant moi.

— Eh bien! mon compagnon, c'est la fille qui me l'écrit, mais c'est la mère qui l'a pensé : elles me disent de prendre ma permission, et de venir à Fouësnant!

Kerdudal n'y put tenir plus longtemps. Il tourna la tête, et reconnut que Pierre Quéverne s'était rapproché de lui, qu'il avait de la joie plein les yeux, qu'il riait en montrant ses dents blanches, et qu'il lui tendait la lettre. Et, tout saisi d'avoir appris tant de choses en un moment, le grand valet de Kerjan, perdant cette prudence paysanne qui, jusqu'alors, l'avait empêché de causer librement, osa dire :

— J'ai revu aussi ta femme, dans la grande pommeraie, un matin que le vent avait rudement gaulé les pommes!

Il se mit à raconter la journée passée à Kerjan et à Champdolent, les mots qu'il avait dits, même ceux qui n'importaient guère, et comment Marie s'était informée de Pierre.

— Si j'avais su que ça te ferait plaisir, bien sûr, je te l'aurais dit plus tôt. Mais voilà, on a peur : les ménages, c'est des secrets.

— Oui. Le monde n'y entend rien. N'y a que le bon Dieu. Toi, Kerdudal, qui connais maintenant un brin de la vérité, n'en parle pas!

— Bien sûr !

— N'en parle ni à présent, ni plus tard !

— On la saura, quand tu seras allé en permission.

— Si j'y vas.

Kerdudal mit la main sur l'épaule de Quéverne, et répondit :

— Oui, je sais, tu n'as pas voulu, quand c'était ton tour ; mais ça peut se reprendre, une permission ! Je t'amènerai un camarade qui n'a pas de famille, et qui a bon cœur. Pour une pièce de quarante sous, je suis sûr qu'il céderait...

— Non. Il faut qu'auparavant je fasse une chose.

— Laquelle ?

— Le coup de main sur la tranchée boche. Tu ne peux pas comprendre pourquoi. C'est des choses convenues avec le capitaine. Après, je répondrai à Marie.

— Tu as donné ton nom au capitaine ?

— Pas encore.

Ils se trouvaient en confiance à présent ; ils se sentaient plus d'amitié l'un pour l'autre, et Kerdudal, flatté, content de lui-même, prévoyant que l'étape du lendemain serait rude, s'étendit tout de son long près de l'arbre, la tête posée sur ses mains jointes. Il prit le temps de rêver un peu.

— Pierre, il y a une chose qui me vient souvent à l'esprit. Je voudrais te demander ce que tu en penses.

— Dis !

Et Pierre, toujours accoté contre le tronc du pin, commença de bourrer sa pipe.

— Voilà : quand je serai rentré à Fouësnant, — ou bien à Pleuven, car je peux changer d'idée, — je ne sais pas si je ferai mieux de rester garçon, comme je suis, ou de me marier. Rester garçon, ça n'est pas gai, et me marier, ça me fait peur.

Il n'eût pas parlé ainsi dix minutes plus tôt. L'autre répondit, négligemment :

— Tout dépend de ce que tu trouveras.

— Oh ! je ne serai pas embarrassé ! Des filles, chez nous, il n'en manque pas ! Et des jolies !

— C'est vrai.

— Et de celles qui s'entendent à dépenser la paye de l'homme !

Ils se mirent à rire tous les deux, et à dire des noms. Puis, brusquement, le grand blond Jean-Jérôme devint sérieux, comme était sérieuse l'idée qu'il avait au fond du cœur, et dit, les yeux fixés là-haut :

— Tu crois vraiment, Quéverne, qu'on est plus heureux quand on se marie ?

Pierre tira quatre bouffées de fumée, les suivit des yeux dans l'air, et dit :

— Oui, je le crois aujourd'hui.

Puis, après un moment :

— Peut-être tu auras de la chance. Ce qu'il faut, c'est une femme douce.

— Oui bien.

— Riche ou pas riche, ça ne fait rien, pourvu que l'argent lui reste dans la main. Une qui, une fois mariée, ne regarde plus par la fenêtre. Une qui pense à toi plus qu'à sa jeunesse.

— Je voudrais bien.

— Qui ait de la religion.

— Elles en ont toutes.

— Oh ! que non ! C'est leur bravoure, vois-tu. Une femme qui vaille mieux que nous.

— Je ne demande pas mieux.

— Une gentille enfin ; voilà, mon vieux. Tâche de trouver !

Ce qui restait de tabac dans la pipe fut fumé en silence.

Le soleil s'était couché. Rien ne vivait plus dans la plaine, que le roulement du canon, très loin, par intervalles. Les charrues dételées se confondaient avec les mottes. Des écharpes de brume, tendues au-dessus des creux, montaient insensiblement à la rencontre de la lune. Les deux soldats se relevèrent, et revinrent au cantonnement. A la dérobée, et tandis qu'ils marchaient entre les arbres devenus couleur de fumée, Kerdudal regardait Pierre Quéverne, avec une certaine déférence, comme un être supérieur, profond dans ses desseins, et dont la conversation était pleine de mystère. Car deux hommes ne peuvent causer l'un avec l'autre, de quelque sujet grave, sans se trouver déjà en relations d'autorité. S'il avait pu connaître les âmes, il aurait vu un malheureux que la lettre de Marie réjouissait comme un trop beau rêve, dont on a peur de s'éveiller ; un fier qui défendait sa peine et son passé comme

il pouvait, avec une pauvre habileté ; un énergique, prompt à se décider, et capable de suivre une résolution, même la plus dure qui fût.

Comme Pierre Quéverne longeait le mur de planches derrière lequel se trouvait le bureau du capitaine Hellequin, la porte s'ouvrit, un soldat sortit, et Pierre entra. Le capitaine signait des pièces. Il ne regarda pas qui entrait.

— Qui est là ?

— Quéverne, mon capitaine.

— Pour quoi faire ?

— Vous avez demandé des volontaires, pour après-demain ?

— Oui.

— Il paraît qu'il vous faut des prisonniers ?

— Oui, c'est l'ordre.

— Pour moi, les meilleurs prisonniers, c'est les morts. Inscrivez-moi tout de même ; on tâchera d'en avoir de vivans.

— Merci, mon brave. Tu es inscrit.

Pierre aurait aimé que le capitaine se retournât, et lui dît : « Eh bien ! Quéverne ? D'où en sommes-nous ? » Mais l'officier semblait totalement absorbé par la paperasserie. Pierre se retira.

Le ciel demeurait clair.

Une heure plus tard, après la soupe, dans la longue baraque d'à côté, qui recevait encore un peu de clarté du dehors par les baies tendues de toile huilée, quatre-vingts hommes de la 7e écoutaient un concert. La plupart étaient étendus sur les bat-flancs inclinés, bâtis en planches comme le reste et maigrement garnis de paille. La tête appuyée sur un coude, ou sur le mur, sérieux, muets, ils se laissaient aller à la musique comme des nageurs à la vague, tout entiers plongés dans cette onde de joie ou de mélancolie qui les berçait ensemble. Le son d'une musette, grêle et passionné, gouvernait cette assemblée de paysans, combattans d'hier, combattans de demain, séparés du monde et de la tendresse de chez eux. L'air était embrumé par la fumée de quatre-vingts pipes ou cigarettes. Quatre nappes de lumière, très haut, adieu du ciel encore vivant, traversaient la baraque, et la fumée devenait bleue quand elle passait là.

Qui donc amusait ainsi les compagnons de la guerre ? Un

soldat aux cheveux roux, au teint vif, assis au sommet du bat-flanc de droite, juste au milieu de la salle, et qui appuyait ses épaules à la cloison. Il ne regardait personne; il avait le regard levé au-dessus de la paille et des compagnons; il ne riait pas; il ne parlait pas, quand, à la fin des morceaux, les mains applaudissaient, et que des voix criaient : « Bravo, Pierre! Du triste, à présent? Non! du gai? *Auprès de ma blonde!* Non! pas ça! Tu sais bien : *la Chanson des amoureux pauvres?* » Il jouait, presque sans intervalle, des morceaux de musique empruntés au répertoire des cafés-concerts ou de l'Opéra, des pardons de Bretagne, ou des maisons retirées où les mères chantent encore, près des berceaux. Il y avait des airs canailles et des airs très doux, et de lentes mélodies coupées de ritournelles endiablées, valses entremêlées de galops, élégies qu'un éclat de rire interrompait, et les hommes, au fond de leur âme, trouvaient que cela ressemblait à la vie. Quéverne jouait très bien, les joues creusées par l'effort, les doigts courant sur le flageolet de bois blanc acheté à la foire de Quimper, ses gros doigts qui avaient manié les voiles, la charrue et le fusil.

Dans la baraque voisine, le capitaine Hellequin examinait les pièces comptables de la compagnie. Le sergent-major, debout près de lui, classait les feuilles, entre les pages d'un registre ouvert sur la table. La chambre était très petite, et séparée seulement de celle de la troupe par une douzaine de pins. Quelques notes et surtout le bruit des applaudissemens venaient jusque là, dans le vent du soir. Quand il eut donné la dernière signature, Hellequin se leva, songea un moment : « Est-ce bien tout? Sommes-nous parés pour la relève? » puis, à demi-voix :

— Je lui ai promis d'aller l'entendre. Il faut aussi que je le félicite d'autre chose. C'est un homme, décidément.

Et il sortit de la chambre.

Quand il entra dans la grande baraque, avec précaution, les hommes étaient si attentifs, si absorbés par les variations qu'exécutait Quéverne sur l'air du *Lac* de Niedermeyer, que personne n'entendit le bruit de la porte, et que personne n'aperçut, l'instant d'après, droit et debout le long des planches, l'officier aux moustaches de Gaulois, qui souriait. Ce fut seulement à la fin du morceau, qu'une voix cria, au milieu des bravos :

— Fixe !

La paille remua ; tout du long des bat-flancs, des torses se redressèrent vivement.

— Repos ! bonsoir, mes enfans !

— Bonsoir, mon capitaine !

Les hommes, se recouchèrent. Quatre ou cinq seulement demeurèrent assis, pour mieux voir. Le capitaine, faisant signe à Quéverne de continuer, se tint debout à trois pas de la porte, et les hommes le regardaient, parce qu'il avait bon air. Il écoutait, comme eux, les mains dans les poches de la culotte qu'il portait large, en souvenir des régimens d'Afrique. Quéverne, qui avait salué, en portant à la hauteur du front la main qui tenait le flageolet, attaqua un de ses morceaux favoris, une sorte de complainte, qu'on entend, les jours de fête, autour de la chapelle de Sainte-Anne de Fouësnant, un chant de biniou auquel répond la bombarde, un dialogue en mineur d'une tristesse infinie, dont le vent et la mer pourraient être les deux voix accordées et toujours reprenant le chapelet de leur misère.

Un jeune gars breton, étendu dans la paille, aux pieds de l'officier, et qui n'avait pas dit un mot depuis une heure, leva sa tête mince, trop pâle, un peu folle, et demanda :

— Vous l'aviez pas entendu, mon capitaine ?

— Jamais. Il joue comme un artiste.

— Il y en a plus d'un chez nous ! Il y a aussi Bodivit, vous savez, un homme dont la femme est sortie de Kerasploc'h ; il sonne du biniou encore mieux que Quéverne ne joue de la bombarde : on lui a demandé, un grand chef, oui, de faire venir son biniou, pour amuser les camarades, dans les tranchées. Mais son biniou de concours et de noces est trop beau pour les tranchées : Bodivit en a fait venir un autre, qui pleure tout de même bien.

— Alors, tu appelles ça une bombarde, l'instrument dont joue Quéverne ?

Le Celte mince eut un fou rire :

— Non, mon capitaine ! C'est un flageolet, une musette, ce que vous voudrez : pas une bombarde. Il n'y en a que chez nous, des bombardes ! Elles sont noires, elles ont sept trous, elles ont un pavillon d'ivoire : mais elles refusent de sonner ailleurs qu'en Bretagne, parce qu'il faut, voyez-vous, que le sonneur, avant de souffler, ait trempé l'anche dans du cidre !

Ayant dit ce souvenir de chez lui, l'homme se tut, coupa un bout de corde de tabac, et se mit à le mâcher, lentement.

— Bravo! dit le capitaine, tu m'as fait plaisir, Quéverne.

Il s'approcha de l'endroit où était Pierre. Mais celui-ci s'étant prestement levé, se trouva dans le couloir central de la baraque, avant que l'officier eût fait la moitié du chemin. Le bruit avait déjà recommencé; la plupart des hommes, échappant au pouvoir des notes, réveillés comme d'une ivresse, parlaient haut et remuaient. Le capitaine frappa, d'une main amicale et forte, l'épaule de Pierre, et ils purent causer quelques instans, dans le vacarme de tous, sans être entendus des voisins.

— Je compte sur toi?

— Oui, mon capitaine.

— J'ai mis ton nom sur la liste des volontaires. C'est très bien. Encore mieux que de jouer du flageolet. Après-demain soir, n'est-ce pas?

— Oui, on sera là.

Les toiles huilées ne laissaient plus passer qu'une lumière jaune et morte.

VIII. — COUP DE MAIN

Le surlendemain, presque à la même heure, la 7e compagnie occupait une partie du secteur où elle avait déjà tenu les premières lignes. La journée s'était passée très calme. On connaissait jusqu'aux rats, qui avaient des noms : le pansu, la moustache, tire-la-jambe, pince-sans-rire. La craie, délayée par une averse froide, le matin, coulait sous le caillebotis, au fond des tranchées. L'orage passé, le ciel était devenu d'une extrême pureté. Mais, presque aussitôt, le canon, muet jusque là, s'était mis à tonner chez les Français, puis, comme une réponse nécessaire, chez les Allemands. L'attaque était prévue pour la tombée de la nuit, et la nuit tombait. Le bombardement augmentait de violence. Sifflemens, éclatemens, déchiremens de l'air qui ne cessait de crier. Le sol tremblait. Entre les deux lignes, sur la pauvre jachère champenoise déjà bossuée, des obus de gros calibre tombaient à chaque moment, et projetaient, en éclatant, des gerbes de terre, de fumée, de mitraille et de débris de bois. La tranchée allemande était entièrement

masquée par un rideau flottant de poussière et de vapeur, plus haut qu'une futaie centenaire, et la tranchée française, à cinquante pas à droite et à gauche du poste d'écoute de la Tortue, était aussi cachée dans un nuage. Là, dans la petite redoute creusée en pleine craie, que protégeait, insuffisamment, une calotte de rondins et de mottes de terre, là et dans les boyaux d'accès, trente volontaires étaient groupés autour de l'officier, un sous-lieutenant tout jeune, charmant de visage, blême un peu, et riant, et très maître de ses nerfs, qui, toutes les minutes, regardait l'heure, au cadran de la montre attachée à son poignet. Ils étaient calmes, sauf deux ou trois, exaltés par le danger, qui plaisantaient. Quelques-uns devaient songer à la mort, mais ils ne le disaient pas. C'était la campagne française qui va au labour par l'orage; c'était la marine qui s'embarque par gros temps.

— Dans cinq minutes, les gars, dit l'officier à voix basse, baïonnette au canon, et doucement, hein? pas de plaisanterie!

Les hommes, sans faire de bruit, exécutèrent l'ordre, vérifièrent une dernière fois que les cartouches étaient bien à leur place et les grenades aussi. Et ils se regardèrent les uns les autres.

— En voilà un qui rigole, dit un des plus petits. On ne dirait pas qu'on va où on va.

— Eh bien, quoi? dit Quéverne : on va faire des prisonniers! on le sait bien!

— C'est l'heure, mes gars, dit l'officier; en avant!

Il prit la tête, et sortit le premier.

Silencieusement, les trente hommes, comme des lapins déboulant d'une garenne où on a lâché le furet, escaladèrent les tranchées, par les degrés taillés dans la paroi verticale, et dans la nuit presque faite, dans la fumée, on vit leurs ombres se mouvoir vite. Qui les voyait? des yeux amis, derrière les créneaux des tranchées voisines. Qui les regardait? toute la compagnie, tout le bataillon même, dispersé dans les petites allées creuses des tranchées, et qui savait qu'à cette minute précise, trente camarades allaient tenter un coup de main. Mais tous ne voyaient pas, et la fumée cacha bientôt les ombres même aux guetteurs demeurés au poste d'écoute. Pas un coup de fusil. Rien que le canon qui continuait de gronder; mais l'artil-

lerie savait, elle aussi, que les trente hommes venaient d'attaquer et elle allongeait le tir.

Dans les abris, combien d'oreilles tendues, guettant le crépitement des mitrailleuses, qui pouvaient anéantir cette petite troupe aventurée! Non, rien que les éclatemens des obus, le tremblement incessant de l'air et de la terre, et dans le bruit énorme, le sifflement des pierres et du plomb, des mortelles abeilles déchaînées et volant à travers la fumée.

Trois minutes, cinq minutes d'angoisse. La sixième n'était pas achevée, qu'un des guetteurs de la Tortue dit :

— Les voilà !

Une ombre qui grandit, une autre, puis une troupe qui sort de la brume de guerre; ils courent; ils sont tous là. Celui qui est en tête crie :

— Nous avons pris six Boches !

Toute la grappe, en un instant se rassemble, s'aplatit et coule dans la tranchée, coloniaux et prisonniers, tous ensemble. L'étroite fente est pleine de soldats, tachés de blanc, déchirés, soufflant, contens, qui se précipitent, entraînent les Boches vers l'abri où sont les mitrailleuses. Car le bombardement est enragé. Les Allemands se vengent. La crête de la tranchée, à gauche, est arrachée par l'explosion d'un obus. Un autre obus éclate dans la tranchée même, en arrière. Deux hommes tombent. Ils se relèvent et rejoignent. On se presse dans l'abri, où l'on ne peut tenir que sept ou huit. Le gros de la troupe reste dehors. Le sous-lieutenant est à l'extérieur, accoté contre la paroi de craie. Il n'a plus de casque. Une déchirure, d'où le sang coule, traverse son visage, de la pointe du menton à l'oreille. Il regarde, il compte ses volontaires, il dit des noms qu'on n'entend pas. La nuit est venue. Un à un, les prisonniers sont poussés devant lui. Il allume son briquet, pour voir, et son visage devient dur.

— Emmenez ça, et promptement! Quéverne, tu en as pris deux pour ta part : conduis-les à l'arrière, avec Morel, Dutaux et Mouchemin!

Dutaux buvait, pour se remettre; Mouchemin buvait. Ils continuèrent, passèrent le pouce sur l'orifice du goulot, remirent le bouchon, et firent demi-tour.

Ah! ce fut une promenade rapide! On ne s'arrêtait pas. Par les boyaux, les six prisonniers, — trois bravaches et trois loques, — contens d'avoir été pris et d'échapper au dur régime

de la guerre, trottaient, reconnus au passage par les guetteurs, masses grises, serrées contre la muraille, et qui se détournaient à demi, puis reprenaient la veille, devant le créneau. Car on ne pouvait se tenir debout sur les banquettes de tir. Le bombardement redoublait. Quéverne marchait le dernier, houspillant deux retardataires, un géant carré, barbu, à lunettes, qui traînait la jambe, et une sorte d'avorton, effaré et cauteleux, qui croyait son heure venue, et levait les mains, dans la nuit déchirée d'éclairs, parce que, derrière lui, Quéverne, dont les nerfs et le sang étaient encore travaillés par la colère du combat, criait : « Hue! les Boches! Hue! sale gibier! » Et les tueurs de Français s'en allaient, roulant, soufflant, hagards, aussi vite que le permettaient le sol détrempé, le caillebotis par endroits brisé, contre lequel le pied se heurtait, et l'ombre très profonde dans la tranchée qui tourne.

On fit ainsi un quart d'heure de chemin; on descendit une pente faible, on en monta une autre, et là, il y avait un mauvais passage, pris d'enfilade par les batteries allemandes. Quéverne, au moment où la tête de la colonne allait s'engager entre les talus exposés au feu et déjà ébréchés par les explosions, commanda, de sa même voix de colère :

— Baissez-vous, sales Boches! Y a du danger par ici!

Ils comprirent le français; ils se plièrent en deux; on passa. Mais, au moment où la tranchée s'infléchissait vers l'Est, et où les hommes étaient tout près du poste du commandant, une volée d'obus tomba autour d'eux. Tous furent jetés à terre. Un seul ne se releva pas : Quéverne. Deux des camarades revinrent vers lui, des compagnons, éparpillés dans la nuit, furent hélés. Le poste de secours était proche. On courut chercher une civière, et le Breton évanoui, pansé à la hâte, l'épaule ouverte par un éclat d'obus, continua le voyage vers l'arrière. C'étaient les deux Allemands, le géant et le pauvre hère, qui portaient le blessé, et c'était un des camarades de Pierre, maintenant, qui fermait la marche, et disait :

— Le sang lui coule de partout : allez vite! Pauvre gars, qui jouait si bien : *Auprès de ma blonde...* Il n'est pas mort, tout de même, mais ça n'est pas une bonne blessure, l'épaule...

Ils commençaient de sortir de la zone du feu, et il y avait du vent, au-dessus d'eux, qui ne sentait plus la fumée.



Trois jours plus tard, à l'hôpital n° 47, entre Suippes et Mourmelon-le-Grand, Pierre Quéverne reposait dans un lit blanc, face à la fenêtre, le dernier lit, à droite, dans la longue salle du baraquement. Il avait l'épaule gauche enveloppée de gaze, de toile, de feuilles d'ouate, le tout ficelé, serré, moulé par des bandes Velpeau. Entre cette épaule gonflée et l'autre mince, et qui soulevait, à chaque respiration, la chemise neuve du service hospitalier, la tête, exsangue et droite creusait son gîte dans l'oreiller. Les yeux étaient clos, les mains cachées sous le drap. Le blessé, opéré une première fois à l'ambulance, l'avait été de nouveau dans la matinée, à son arrivée à l'hôpital 47. Il dormait. Le chirurgien avait dit : « Guérira certainement, mais ce sera long. Le n° 1 est libre? — Oui, monsieur le major. — Emmenez. » Le tuyau d'un poêle traversait la salle. Peu de bruit à l'intérieur. Les blessés, nombreux, presque tous atteints gravement, avaient cette seconde bravoure de souffrir en silence. Les grandes étendues du camp de Châlons, tout autour, protégeaient de leurs vagues de vent et de leurs bois, et de leurs bruyères désertes, cet îlot habité, où toutes les douleurs voisinaient, mais pas dans le bruit, pas dans l'air empoisonné, pas dans la vision de la mort. C'est à peine si on entendait le bruit des grosses assiettes de faïence, coulant et s'emboîtant l'une dans l'autre, et formant la pile, au sortir des mains de cinq laveurs de vaisselle, qui travaillaient dans un appentis, vers le milieu de la baraque. Le canon, qui grondait souvent, se taisait ce jour-là. Il était deux heures. Le blessé dormait.

Un officier arriva du bout de la salle, précédé par un infirmier, qui s'effaça en murmurant : « Oui, mon capitaine, c'est lui. » Et Hubert Hellequin s'avança, sur la pointe du pied, entre la cloison et le lit de Quéverne. Il avait sur les lèvres un sourire de bienvenue qui s'effaça. Il demeura immobile, regardant son soldat qui respirait faiblement, avec lenteur, mais régulièrement. Il pensait : « Je suis le seul parent, moi, le chef, qui puisse venir le visiter aujourd'hui. J'exerce mon droit paternel, j'attendrai que mon fils blessé sorte de son sommeil. Ça ne sera pas long. Déjà ses lèvres grimacent et veulent se plaindre. La douleur l'éveille... Non, elle a passé. Comme il est blanc! Pauvre petit! Entre ses moustaches rousses et ses cheveux fauves, il n'a pas une goutte de sang sous la peau. Je voudrais voir ici la femme qui l'a fait souffrir. Elle viendrait,

avec sa coiffe de mousseline, et elle ne serait pas plutôt entrée que le cœur lui chavirerait de retrouver Pierre dans cet état-là. Nous sommes dans un temps où il faut vite se réconcilier. Si on refuse l'occasion, est-on sûr de ne pas arriver trop tard, la seconde fois? Ça doit être une de ces filles, comme j'en ai connu, qui s'entendent aussi à défaire la créature de Dieu. C'est un morceau de fer allemand qui l'a blessé à l'épaule, mon pauvre Quéverne, mais le cœur était malade depuis longtemps. Il a dû pleurer à cause d'elle. C'est pour cela que le camarade leur faisait tant de peine à tous, et tant de plaisir, en jouant de son flutiau. Je l'avais deviné, avant même d'avoir causé avec lui, une nuit, en faisant mon tour dans la tranchée. Chère jeunesse qui as porté le plus lourd chagrin : l'oubli de celle que tu aimes encore!... »

— Mon capitaine, elle a écrit!

La voix qui disait cela était comme une voix d'enfant, faible et claire. Pendant que l'officier regardait en l'air, Pierre avait ouvert les yeux; il avait reconnu; il essayait de sourire; il parlait, et sa main droite, avec précaution sortait de dessous le drap. Mais la tête n'avait pas bougé.

— J'en suis content, mon brave! Tu vas mieux?

— Oui, un peu.

— Tu guériras! Le major me l'a dit.

— Je veux bien guérir à présent... Elle a écrit, c'est-à-dire que la petite a écrit : mais la mère tenait la plume, vous comprenez? C'est comme si elle avait marqué, sur le papier : « Mon cher Pierre, » tout pareil! Cherchez dans ma musette!

Les yeux du blessé, encore noyés de sommeil et de rêve, obéissaient mal et erraient au plafond...

— Tu veux que je lise la lettre de ta femme?

— Oui, et vous ne serez pas le premier : Kerdudal aussi l'a lue; mais lui, il ne comprend pas tout... Au fond, dans le portefeuille.

L'officier s'était baissé; il prenait, sur le plancher, la musette, puis, dans l'étalage de bazar qu'enveloppait la toile bise, le vieux calepin, fermé par un lacet de brodequin.

— Elle est facile à trouver : il n'y en a qu'une, mon capitaine.

— Voici, dit Hellequin..., carte postale aux drapeaux alliés... « Mon cher papa. » — ... Gentil, tout cela!... très gentil!... — « Je serai contente, et maman aussi. C'est elle qui me le dit

pour vous... » Eh bien! mon Pierre, iras-tu en permission, cette fois?

— Çà ne suffit pas, mon capitaine.

— Comment! Tu n'irais pas montrer, à ta femme et à ta fille, ta croix de guerre?

— Je l'ai donc?

— La proposition est déjà partie, et je t'ai fait une citation soignée, tu sais!

Sur les yeux bruns, Hellequin vit que les paupières s'abaissaient, et qu'entre les cils, deux larmes, mal combattues par une volonté affaiblie, coulaient. Il ne dit rien, pour que la joie fût libre de durer. Un souffle de vent heurta les fenêtres, en face, comme un voyageur qui veut entrer. Les deux hommes, immobiles et muets l'un près de l'autre, étaient, en esprit, bien loin de l'hôpital. Ils voyaient une cour de ferme, et la porte de la maison dont une jeune femme descendait les marches, tandis que, devant elle, une enfant, portant sa première coiffe blanche, courait en tendant les bras du côté du chemin, et criant : « C'est mon papa qui revient de la guerre! Venez, maman, venez! » Sans doute ils se représentaient diversement les choses et les personnes, mais l'émotion les tenait émerveillés et sans parole, parce que le malheur de plusieurs années prenait fin en ce moment, et que Marie Quéverne, douce et pâle de visage, ses rubans flottant derrière elle, s'avançait à son tour, et qu'elle aussi, elle ouvrait les bras...

Quand Pierre et son capitaine se retrouvèrent dans la salle d'un baraquement hospitalier, l'un déjà pressé par le temps, obligé de rejoindre sa troupe, l'autre couché, fiévreux, l'épaule gauche pesante comme un sac de blé, ils sentirent mieux que jamais qu'il y avait entre eux de l'amitié. Plus habitué à se commander soi-même, l'officier prit un ton plaisant, et dit, avec un petit rire qui n'était que des lèvres :

— Alors, je demanderai bientôt pour toi un congé de convalescence? Je connais le major. Sois tranquille!

L'homme le regardait maintenant, entre ses paupières demi-closes, d'un air si triste...

— Çà ne suffit pas encore?... Non?... Ah! je me rappelle!... N'aie pas l'air si malheureux, mon Pierre, je me rappelle, j'ai compris... Tu me l'avais presque dit, déjà, te souviens-tu? dans la tranchée?..

Il se pencha.

— Tu veux que l'ancienne condamnation soit effacée, avan de retourner à Fouësnant ?

Les pauvres lèvres sourirent.

— Une misère, mon Pierre, cette histoire-là ! Quand un soldat a fait comme toi son devoir, on n'a plus le droit de lui demander s'il n'avait pas bu un verre de trop, avant 1914... Mais tu es haut d'honneur. Tu prétends avoir tes titres en règle, et un arrêt de la Cour de Rennes, pour le montrer à tes jaloux. C'est bon, on l'aura ! Et alors : une jolie femme qui t'aime, et qui te le dit, un bel enfant, une grande ferme, une croix de guerre avec une étoile sur la poitrine, une citation magnifique, l'estime de tous les camarades et l'amitié de ton capitaine, dis, penses-tu que tu en auras, des envieux ? Tiens, tu vas seulement signer, là, sur la page de mon carnet ; moi, j'écrirai la lettre ce soir ; je la ferai passer par la voie hiérarchique, et tu l'auras, ta réhabilitation, avant longtemps, je t'en réponds !

Hellequin tira, de la poche de sa vareuse, un bloc-note, tendit un stylographe au soldat, et quand, malaisément, celui-ci eut tracé « Pierre Quéverne, » au bas de la page, se retira, disant :

— Tout ira bien. Repose-toi. Pense à Fouësnant, à Marie et à Jeanne-Marie. Au revoir, mon glorieux !

Peu de minutes après, Hellequin, devant la porte de l'hôpital 47, sous le petit auvent de planches qui était le seul ornement architectural de la baraque, montait dans un automobile. Le médecin-chef l'avait reconduit.

— Je résume ainsi mon avis : blessure profonde, mais tout est remis en place ; l'opération a débarrassé votre soldat des esquilles et des morceaux de laine qui avaient déterminé l'inflammation ; la fièvre va tomber ; dans dix jours, je pourrai le faire transporter à Châlons.

— Combien de temps pour que la plaie soit fermée ?

— Un mois, peut-être un peu plus. Mais l'homme est très sain. Ça ira vite.

— Au revoir, docteur !

« Dans un mois, songea Hellequin, en attirant la portière de la voiture, j'aurai l'arrêt de la Cour de Rennes. Pierre Quéverne rentrera chez lui avec la croix de guerre, le casier judiciaire net, et la joie dans le cœur. A présent, sa femme lui écrit... Le pauvre garçon ! Avait-il l'air content de me montrer la lettre !...

J'aurais voulu voir la photographie de cette fille de Fouësnant qui a fait souffrir mon ami très brave. Elle ne le vaut pas, j'en réponds! Lui, j'ai connu son pareil, vingt fois, en Afrique : mêmes yeux qui brasillent, même poil, même allure, mêmes colères : et un cœur de petit poulet, quand on sait les prendre!... Enfin, ça ne me regarde pas. Ils s'arrangeront. Moi, je poursuis la réhabilitation au pas de charge! Je l'aurai! »

La nuit descendait. L'officier, rencogné dans la voiture qui filait à toute vitesse, regardait venir, du fond de l'immense étendue plate, les bois de pins qui débleuissaient, grandissaient, montraient leurs troncs pelés, rouges dans la lumière du couchant, appuyés à toute l'ombre où le soleil n'entrait plus, et soudain, comme emportés en arrière par le vent, disparaissaient, ouvrant aux yeux une clairière nouvelle, dont l'herbe et les buissons coulaient en nappes grises, et pauvres, et déjà endormies. Et parfois, quand le squelette d'un arbre mort se levait à l'horizon, tout seul, image qui tremblait à travers la vitre, et dérivait vers le gouffre des pays dépassés, oubliés et finis, Hellequin, à demi rêvant, croyait suivre des yeux une barque de pêche, avec le filet pendu à la pointe du mât, et qui faisait route vers un port de Bretagne, poussée par des rames invisibles.

IX. — LE DÉPART

Dès le lendemain, Hellequin rédigea la demande de réhabilitation que Pierre Quéverne avait signée en blanc. Il y joignit quelques pièces, et, notamment, son avis, qu'il libella ainsi :

« Pierre Quéverne, soldat à la 7e compagnie, n'a cessé de donner l'exemple du courage, et de cette autre bravoure en tenue de treillis, qui se nomme endurance. Dévoué à ses chefs, plein de cœur, Français tout à fait, a été grièvement blessé, au retour d'un coup de main heureux, auquel il avait pris part comme volontaire. »

Le soir même, le commandant, nouvellement arrivé au corps et auquel le dossier avait été porté, mettait sa note à côté de celle du capitaine de la 7e. « Avis très favorable. Cet homme a largement racheté un moment de violence, dont personne, je suppose, ne se souvient plus. »

Trente-six heures plus tard, au milieu des papiers amassés

sur une table de cuisine qui meublait son abri, le colonel, — qui commandait le régiment depuis le début, — signait ces lignes méditées avec scrupule : « J'appuie vigoureusement la demande. Énergique, plein d'allant, plusieurs fois volontaire pour des missions périlleuses, Quéverne a su même trouver, dans le danger, le commandement à jeter aux camarades. Précieux soldat. »

Le général ne fut point d'un autre sentiment. Et la demande, régulière, signée, contresignée, timbrée, s'achemina, d'étape en étape, vers la magistrature.

Huit jours encore s'écoulèrent. Le capitaine Hellequin, revenu en première ligne, dormait tout habillé, dans la couchette de son poste de commandement. Il avait été réveillé deux fois, dans la nuit, par des alertes. Le jour commençait, pour ceux qui ne vivaient pas sous terre. Trois petits coups furent frappés à la porte qui faisait communiquer la chambre de l'officier et celle des soldats. Le caporal téléphoniste, n'entendant pas de réponse, entra :

— Mon capitaine?... On vous demande au téléphone.

— Qui?

— Le médecin-chef de l'hôpital 47.

Hellequin sauta à bas de la couchette, passa dans la chambre voisine et, tournant à gauche, s'assit devant l'appareil où déferlaient jour et nuit, comme des vagues sur une plage, des voix venues du large.

— C'est vous, Marlier? Oui, c'est moi, capitaine Hellequin. Qu'y a-t-il?

— Pierre Quéverne est très mal.

— Perdu?

— J'en ai peur. L'inflammation n'a pas cédé. Elle s'est étendue. Peu importent les causes, n'est-ce pas? Je suis inquiet. Il vous demande.

— Hélas! je suis en première ligne. Impossible. Ce sera un des chagrins de cette guerre, qui ne m'épargne pas dans mes amitiés. Quéverne a-t-il sa tête à lui?

— Toute.

— Dites-lui que je l'aime bien. Je vais prévenir son frère, l'abbé Alain.

Hellequin raccrocha le récepteur, et demanda au téléphoniste :

— Donnez-moi le R 41.

Quatre hommes étaient là, autour de lui. Ils avaient en partie entendu, en partie deviné le dialogue, et, voyant l'officier très ému, l'un d'eux, Breton, qui avait une figure de chèvre maigre et un regard toujours noyé, dit :

— Faut pas vous en faire, mon capitaine : ça n'est que l'un de nous.

Que voulait-il dire? Quel sens obscur, de révolte ou d'humilité, revêtait la formule ambiguë? L'officier n'eut pas l'air de douter. Il répondit, posément :

— C'est justement pour cela, Le Coz : un des miens.

Et ceux qui se trouvaient là, dans cette cave de guerre, comprirent tous que cet homme rude, leur chef, avait pour eux une sorte de tendresse dont la cause leur était inconnue. Ils crurent en lui, même Le Coz. Aucun d'eux ne l'eût peut-être avoué. Mais ils avaient tant besoin d'affection que leur âme fut remuée, et qu'ils demeurèrent silencieux, tant que l'officier parla au chef d'état-major de la division, et même un peu après qu'il eut quitté la chambre. Il n'y a qu'un amour : le souvenir leur était venu à tous des choses de chez eux.

Il n'était que trop vrai : Pierre Quéverne allait plus mal. La blessure s'était infectée, et ni l'opération, ni les pansemens renouvelés, n'avaient pu enrayer l'action des poisons versés dans les tissus de cette chair jeune, par les éclats de métal, les fragmens d'étoffe, la boue et l'infernale poussière du champ de bataille. La fièvre à coups rapides brassait et usait, dans les veines de ce pauvre corps, un sang diminué. Depuis la veille, on ne luttait plus. Des piqûres de morphine calmaient la douleur quand elle s'avivait trop. On avait transporté Quéverne dans un appentis clos, par quoi se terminait, à droite, le baraquement de l'hôpital.

Vers la fin du jour, prévenu dès le matin, l'abbé Alain put arriver près de son « jeune. » Il avait eu bien du mal à faire la longue route. Pour lui, point de voiture particulière, mais le hasard des rencontres : un camion automobile qui revenait de livrer de l'avoine; la carriole d'un paysan champenois pris de pitié pour ce grand voyageur sans parapluie, coiffé d'un bonnet de police, et qui marchait dans la boue, sous l'averse. Puis, ç'avait été une longue route à pied, à travers le camp de Châlons, entre des bois tout pareils et des clairières toutes pareilles. Il

était arrivé trempé, crotté, exténué. Mais l'âme était maîtresse. Il avait ouvert la porte; il avait aperçu Pierre; il s'était penché au-dessus de lui, avec la même tendresse et le même geste qu'aurait eus la mère Quéverne, celle qui fut de Champdolent et qui est maintenant en paradis.

— Ah! mon jeune, comme te voilà! C'est moi, me reconnais-tu? Alain? l'abbé Alain qui suis aumônier des chasseurs? Tu sais bien?... Ton frère?... Celui qui t'a appris à pêcher les crabes sur les roches de Mousterlin?... Ça te dit quelque chose... Oui, à présent, tu commences à me retrouver... Regarde-moi encore? Nous avons toujours été amis... Tu es en famille, mon jeune. Je suis là!

Il dit ensuite à l'infirmier :

— Vous pouvez vous retirer : je le veillerai.

Pierre était immobile, étendu sous la couverture grise, les mains cachées dans le lit; il ouvrait les yeux à l'appel des mots, mais l'âme n'y montait que par degrés, hésitante. C'est une chose affreuse, un regard qui ne pense pas. La souffrance avait retiré la vie dans ce cœur qui battait encore, et qui luttait contre la mort, difficilement. Elle vint pourtant, l'âme fraternelle, elle s'annonça par un peu de lumière, elle s'épanouit tout à fait, et Pierre, à qui on parlait de sa jeunesse, pour accueillir et remercier Alain eut un sourire d'enfant.

— Tu t'éveilles donc, mon jeune? Tu me souris. Comment vas-tu?

— Très mal, mon vieux. Je suis content : on se revoit... Peut-être que tu n'as pas mangé?... Faut demander, tu sais : il y a du pain, ici.

Ils causèrent l'espace d'un demi quart-d'heure. Le blessé essaya de raconter comment il avait fait un coup de main dans la tranchée allemande, et qu'au retour, un éclat d'obus... Avant qu'il n'eut achevé, la respiration lui manqua. Il tourna la tête, vivement, pour ne pas montrer l'angoisse qu'il endurait, et, quand la crise fut passée, il s'efforça de sourire une seconde fois, pour faire entendre à Alain : « Tu vois, c'est fini, ce n'est rien! » Mais il rencontra, sur le visage de son aîné, une si grande pitié et une crainte si claire, qu'il demeura tout interdit. Il se recueillit un moment, puis, comme s'il demandait à son officier l'heure de l'assaut :

— Tu crois donc que je m'en vas?

Et avant que la réponse lui fût donnée :

— Je me confesserai donc à toi, mon frère Alain... Je veux bien... Je veux ce que tu me diras... Tu as raison de ne pas me tromper... Aide-moi seulement.

Il dit encore :

— On est plus longtemps mort que vivant.

Dans cette cabane de planches, que le vent ébranlait et que battait la pluie, l'abbé Alain reçut la confession de son frère. Ils pleuraient tous deux, celui qui frappait sa poitrine et celu qui absolvait. Pierre demanda ensuite à recevoir le viatique, e quand il eut communié, la Bretagne aurait pu baiser au fron son enfant moribond : car il était beau à voir, ses grosse mains jointes sur le drap, ses yeux clos, et ses lèvres, se pauvres lèvres pâles sous la moustache rousse, murmurant un prière que Dieu seul entendait.

Il était alors environ dix heures du soir. Vers dix heures un quart, Pierre fit signe de s'approcher à l'abbé qui était assis au pied du lit, sur une chaise.

— Toi, dit-il, tu reverras Marie, n'est-ce pas?

— Sans doute, à moins qu'une balle ne m'attrape aussi.

— Elle m'a envoyé une lettre, tu sais, une lettre où elle m'appelait...

— Que faudra-t-il lui dire, mon Pierre?

Le fils du closier de Champdolent chercha un instant c qu'il était nécessaire de dire, la chose première, la plus grande :

— Dis-lui que je la regrette tout de même.

Il sembla vouloir dire quelques paroles encore. Ses lèvre remuèrent. Mais la force lui manqua. Il s'était endormi, de c sommeil plein de rêves et de combats intérieurs, qui épuise le malades.

Au pied du lit, l'aîné veillait. Il laissait, entre ses doigts couler son chapelet, comme s'il filait l'amarre d'un bateau qui s'en va. La faim, ni le froid ne le tiraient de la prière, ni de la contemplation de ce visage où la douleur creusait toujours plus avant, mais parfois, quand la tempête secouait le toit, que la pluie flagellait les deux vitres de la fenêtre, et que la flamme de la veilleuse à pétrole tremblait, au fond de la salle, dans son manchon de verre, il pensait : « Mon Pierre n'entend pas même le grain. »

Et alors, laissant tomber ses bras, et le corps ployé, il revoyait, en imagination, le beau marin qui ne dormait jamais, dans les mauvais temps, même à terre.

Vers minuit, Pierre s'éveilla de nouveau, péniblement, comme la première fois. Il gémissait; il se dégageait de l'étreinte de ces forces obscures qui nous font dire, au réveil : « Contre quoi ai-je lutté? Pourquoi suis-je si las? Quels sont les visages de tout à l'heure, dont j'ai encore l'épouvante? »

— Alain, j'ai oublié de te dire : dans ma musette, il y a ma croix de guerre; ça n'est pas le gouvernement qui me l'a envoyée; non, pas encore. C'est un camarade qui est venu me voir; il en avait une : il me l'a donnée.

— Tu veux que je la remette, à qui, mon Pierre?

— A Marie. Ça sera le souvenir.

Il se tut; il eut l'air d'apercevoir, devant lui, un peu au-dessus de son lit, une image toute pleine de joie.

— Tu trouveras aussi un porte-plume que j'ai fait pour Jeanne-Marie, en remerciement de sa lettre; tu trouveras encore mon espèce de flûte; elle est pour Kerdudal. Je lui ai appris à jouer. Et comme ça, plus tard, à Kerjan, j'aurai l'air encore d'y être, quand il jouera.

La nuit continua de crier et de pleurer. Elle travaillait pour les semailles.

Une autre fois, Pierre Quéverne parla, sans appeler, sans relever ses paupières, et d'une voix qui rêvait :

— Mon frère Alain? Si tu es encore là, mon frère Alain?

Un sanglot lui répondit oui.

— Êtes-vous content?

— De quoi?

— Je meurs t'y comme vous voulez?

Le prêtre baisa la tempe toute moite de sueur.

Pierre reprit, mais si bas que les mots ne quittaient plus les lèvres :

— Mon capitaine...

— Oui, le capitaine Hellequin. Je comprends. Tu veux que je lui fasse une commission?

Il n'eut point de réponse. La grande marée du vent passait sur la Champagne. Les deux frères l'écoutèrent ensemble, une minute, comme ils avaient fait dans leur enfance, bien loin, bien loin de là. Du moins l'abbé put croire que Pierre écoutait

la nuit. Puis il entendit, très nettement, ces derniers mots :

— Mon capitaine l'avait bien dit : « Après la croix, ça sera le retour, mon garçon, ça sera le paradis ! »

Un peu avant le jour, le quatrième fils et septième enfant de Jean Quéverne, de Champdolent, rendit son âme qui avait souffert.

X. — LES LINGÈRES

Dans la rue longue, montante, divisée au bout en trois routes et qui est tout Fouësnant, la maîtresse lingère habite sur la droite, pas bien loin de la poste. La salle est profonde, les murs sont blanchis à la chaux, trois femmes travaillent : la patronne au milieu, debout; une ouvrière également debout, au fond, presque dans l'ombre; une assise près de la fenêtre. Et il y en a deux qui repassent des coiffes et des bonnets, et qui lissent, à coups de fer, des rubans et des fonds de mousseline, et même des mouchoirs brodés qui sont devenus à la mode, et que les belles filles se font donner, les années de cidre, ou les années de pêche. La plus jeune des trois femmes, Mathilde, celle qui travaille près de la fenêtre, Mathilde qui est blonde, et qui a le visage clair avec des yeux tout bleus, qui ne pensent guère et savent seulement rire et pleurer, met la dernière main à une parure de deuil. Depuis plus d'une heure, elle est assise et penchée, cousant. Elle se redresse, prend entre deux doigts une coiffe en coton molletonné, un ruban blanc, un col sans dentelle qui sera tuyauté largement, son œuvre qu'elle est près d'achever. Elle l'élève dans la lumière. Elle dit, pendant que ses compagnes, à quelques pas d'elle, foulent la mousseline, de la pointe ou du talon du fer, pendant que la vapeur d'eau monte des deux tables, en petits flocons, et coule vers la rue :

— Voilà donc la coiffe de veuve et le col de Marie Quéverne. Il fallait que ce fût fini ce soir. J'aurai fini avec le jour. Ça sera pauvre tout de même !

— Pour une qui est si jeune !

— Pour une qui a du bien !

Le silence revient. Le fer coule sur les planches doublées d'étoffe. Personne n'a regardé la coiffe pauvre.

La maîtresse lingère, courbée, au milieu de la pièce, et sans

s'arrêter de lisser les rubans d'une coiffe de noces peut-être, fleurie comme un talus de printemps, demande :

— Dites, Mathilde, aura-t-elle du crêpe autour des poches et au bas de son tablier ?

— Non.

— Pourtant, ça se fait bien, aujourd'hui, pour celles qui sont riches.

— Sans doute, mais elle a fait dire à la couturière, — c'est Marcelline elle-même qui me l'a répété : « Je ne veux que du coton noir, tout uni. »

— Est-ce curieux ? Une femme qui a aimé la toilette comme pas une ici !

Un rire sonne, tout au fond de l'atelier, et une voix enrouée répond :

— Pourquoi curieux ? Les maris, moins on les regrette et plus sévèrement on porte leur deuil. Il le faut bien : le monde est méchant.

— Tais-toi, Léonie ! dit la patronne.

— Oui, tais-toi ! reprend celle qui travaille dans la lumière. On a raconté d'elle bien des histoires qui n'étaient pas vraies. Elle est veuve à présent. Ceux qui parleront mal, d'elle ou de lui, n'ont pas de cœur.

— Faut-il pas rire ?

— Il y a des heures, ma petite.

— Voyez-vous cette blonde, avec sa morale !

Les yeux bleus, indignés et doux encore, regardent vers le fond de la salle.

— Sais-tu bien, Léonie, comme elle a appris son malheur ?

— Comme tout le monde, je pense ? Un homme est venu, avec une dépêche.

— Il était neuf heures, et les deux domestiques, le vieux qui se nomme Le Treff, et l'autre, le petit, dormaient dans la soupente, et Jeanne-Marie dans la chambre d'en bas. Il n'y avait donc dans la cuisine que la mère et la fille, la maîtresse de Kerjan et cette pauvre de vingt-cinq ans qui allait apprendre, l'instant d'après, qu'elle avait veuvé. Trois coups à la porte : pan ! pan ! pan ! Elles ont eu peur. Elles attendent un moment sans rien dire ; la campagne est tranquille comme la crèche de Noël ; leur chien même a peur, parce que vous savez que les chiens, et beaucoup d'autres bêtes, sentent la mort qui passe, et il ne dit rien.

— Qui était l'homme?

— Je ne sais pas. Les uns disent l'adjoint, d'autres l'ancien facteur à la jambe torte qui fait souvent les commissions. C'est encore quelqu'un de l'administration, puisqu'il a sa retraite. La grosse maman qui est comme une tour, à peine si elle a reconnu le compagnon, elle se lève vivement de la chaise, elle court à lui, elle prend la dépêche qu'il avait dans la main, et elle dit, presque tout bas, mais pas assez bas il faut croire : « Donnez-moi ça; elle est là, ma petite... Elle va voir l'enveloppe... Elle va comprendre!... Dites-lui que vous êtes venu pour autre chose... » Mais lui, il ne savait qu'inventer. Il se taisait. Une pauvre demi-minute et le malheur a eu fait son œuvre. Quand ils se sont retournés, lui pour débiter je ne sais quelle menterie, et elle parce qu'elle n'entendait point parler sa fille, ils ont aperçu Marie étendue par terre, devant la cheminée, les yeux encore ouverts, mais la bouche ouverte aussi, et toute bleue, comme si l'âme avait passé. Ils l'ont appelée, elle n'a point répondu. Ils l'ont portée sur son lit blanc, et soignée plus de vingt minutes. Alors, lui, il a voulu s'en aller dans la nuit, parce qu'il avait affaire ailleurs. Et il n'est plus resté que la mère et la fille.

Les deux lingères, qui avaient continué de travailler, posèrent le fer sur la planche. La maîtresse murmura :

— Pauvre femme! On dit toujours trop de mal du cœur des autres. Elle l'aimait.

— Mais oui, elle lui était revenue. Comment? Ni vous ni moi ne le saurons jamais. Ce qui est sûr, c'est que, depuis plusieurs semaines, elle lui avait écrit une lettre.

— La gueuse! dit la voix enrouée.

— C'est un mot qui n'est plus permis, quand le pardon est descendu. Elle était si blanche sur son lit, que la mère la croyait morte. La petite Jeanne-Marie dormait dans le berceau. Et c'était toute la famille à présent : une grand'mère, une mère et une enfant. L'homme qui avait apporté la dépêche leur avait dit : « Je ne peux pas m'amuser plus longtemps, j'en ai une autre à porter. » La grand'mère n'a pas même pensé à demander pour qui c'était. Elle n'a pas demandé : « Allez chercher le médecin! » Elle n'avait d'âme et d'idée que pour les yeux de sa fille qui ne s'ouvraient point. Mais à peine la porte eut-elle été fermée, et comme on pouvait encore entendre le bruit des clous

sur la pierraille de la cour, Marie a repris connaissance; elle n'était qu'un peu changée; elle a repris sa jeunesse pour souffrir. Et vous croyez peut-être qu'elle a pleuré ?

— Moi, je l'aurais fait!

— Et moi de même, Seigneur!

La maîtresse lingère a soupiré, et a dit :

— Vous croyez ça, parce que vous êtes jeunes. J'ai entendu dire à des anciennes, plus anciennes que moi, et que toi surtout, ma petite Mathilde, que celles qui ont beaucoup pleuré avant le malheur ne trouvent plus de larmes quand il est arrivé. Je n'en ai pas fait l'expérience. Je n'ai eu ni grand bonheur, ni grand malheur; je n'ai eu que des jours de presse, où je ne savais comment me retourner, et d'autres fois des semaines de chômage, la peur de ne plus gagner mon pauvre pain : tout ce que je demande.

— Moi, de même.

— Moi, j'attends mieux! dit Léonie au fond de la salle. Mais que disais-tu, Mathilde, de Marie Quéverne?

— Eh bien! qu'elle n'a pas eu de larmes. Peut-être qu'elle avait pleuré toute seule, comme dit la patronne, on ne sait quand. Elle s'est redressée...

Pendant un temps elles restèrent en songe. L'histoire de Marie Quéverne occupait ces trois pauvres cœurs. Seule, Mathilde la blonde, achevant de coudre ses bandeaux de toile de coton, murmurait en espaçant les mots :

— Demain je ferai une collerette et une coiffe aussi pour l'enfant... Elle a bientôt cinq ans, et c'est l'âge de mettre la coiffe... Jeanne-Marie qui n'a plus de père... On ne peut savoir si la mère, toute seule, l'élèvera bien... Je ne fais qu'y penser, parce que je l'aime...

La patronne laissa couler les minutes, et le silence venir. Puis elle dit :

— Mes filles, si vous voulez, nous réciterons un *Ave Maria*, pour Marie de Kerjan, qui est dans la peine.

Les deux fils de l'aubergiste du coin passèrent en ce moment, et ils racontèrent dans la suite que, chez la lingère, on récite le rosaire toute la journée.

XI. — L'APPEL

Le closier avait tant pleuré, en apprenant la mort de son fils, qu'il croyait bien ne plus rajeunir. Mais quand l'âme est robuste, elle se relève, et reparaît, comme elle était, non diminuée.

Jamais peut-être l'automne de Bretagne ne fut si doux qu'en cette année-là. Toutes les feuilles avaient peine à quitter l'arbre, et demeuraient vertes, malgré le froid du premier matin et ces brumes qui s'attardent ensuite, lumineuses, caressantes et mortelles. Le milieu du jour était doré. Jean Quéverne, pour herser ses derniers champs, quittait sa veste et gardait son chapeau. Deux marronniers, aux confins de Landébec, crurent que le printemps recommençait, et se reprirent à fleurir.

La veille de la Toussaint, le soleil allait se lever, il faisait clair et presque tiède, et le vent du large n'avait point de rudesse. Jean Quéverne, toujours le premier dehors, était sorti du jardin, pour juger du temps, et se tenait dans le chemin, à l'endroit où le sol fait une bosse et peut servir d'observatoire à qui veut regarder les champs, la mer et le ciel. Il vit que les eaux dormaient dans un brouillard d'une blancheur inégale, que la brise se maintenait au Sud, et que le feu blanc de l'Ile aux Moutons et le feu rouge de Penfret tournaient encore à cause des règlemens. Le souvenir de son enfant n'était jamais loin. Un mot, un coin de labour, le bruit des plages, une voile au large, les places vides à table, un moment de relâche dans le travail : et la pensée revenait, à lui comme à tant d'autres, de ce qu'on avait perdu. « Mon pauvre gars, je ne sais pas si vous n'avez pas eu raison de vous en aller. Voilà le deuxième jour, depuis que le service a été célébré pour vous dans notre église, et Marie n'est pas montée à Champdolent. Je ne dis pas qu'elle le doive. Elle n'a jamais été ma fille tout à fait, même quand vous viviez. Mais j'aurais bien aimé la voir, et réciter votre nom avec elle : Pierre faisait ceci ; Pierre faisait cela ; Pierre habitait ici avec moi ; Pierre aimait le temps doux, comme aujourd'hui. Je sens bien que j'en dirais long de ce chapelet-là, et je n'ai personne avec qui parler de mon fils. Il y a bien les lettres de mes autres enfans, quand ils m'écrivent, mais ils n'ont guère le temps, elles viennent quand elles

peuvent, et c'est tous les jours que je voudrais plaindre ma petite de son chagrin. Je voudrais l'entendre me dire qu'elle vous regrette. Ou seulement la voir triste près de moi. Tous ceux qui l'ont vue à Kerjan me l'ont rapporté : elle est veuve comme je suis veuf, pas dans les mots, pas dans les cris, mais dans son cœur. Elle a commandé une robe et une coiffe de deuil sans même un brin de ruban pour les fleurir. Elle cause à tout le monde qui vient, bien honnêtement; elle leur montre la croix de guerre qu'elle a reçue, et la lettre du capitaine, qui est si belle, à ce qu'il paraît, qu'on n'en a pas lu d'aussi belle, dans les fermes de Fouësnant où l'homme n'est point revenu. Je ne fais que penser à Marie, qui parle aux autres et pas à moi. Faut-il donc que je sois mort aussi, pour qu'elle me prenne en pitié ? »

Le closier, songeant de la sorte, avait continué de regarder la mer, qu'il aimait, sans trop le dire, à cause de tout ce qui vient d'elle à la terre. Les deux feux, finissant la veille de la nuit, cessèrent de luire. Derrière les brumes de l'Est, le globe rouge du soleil commença de monter. C'est de ce côté-là que Marie habitait. « Peut-être je demande trop ; elle n'a pas la force encore de revoir l'ancienne maison de son mariage ? Ça doit être ça. Quand elle aura la force, elle viendra. Je le crois, je le crois : mais je voudrais bien qu'elle ne tarde pas trop ! »

— Jean Quéverne, j'ai à vous parler?

Il se détourna, et vit, debout sur l'herbe du chemin, sa servante Eugénie qui avait mis les deux ailes blanches sur son bonnet.

— Où allez-vous donc, que vous êtes en coiffe dès ce matin, Eugénie? A Fouësnant, pour vous préparer à la fête de demain ?

— Oui, et pour dire adieu aux filles que je connais : ma mère veut que je m'en retourne à Pleuven.

— Je ne vous ai pas renvoyée, pourtant !

— Oh ! non, et l'ouvrage ne me déplaît pas à Champdolent ; mais elle me fait écrire qu'elle est malade, à cause de la fatigue de la guerre, et de mon frère, qui est revenu bien plus toussant qu'il n'était parti.

— Quand donc allez-vous me quitter ?

— Pas plus tard que la fête des Morts.

Le vieux Quéverne soupira, et leva les épaules comme ceux qui chargent le sac.

— Faites donc comme elle dit : elle a besoin aussi d'être aidée.

Il se dirigea vers la cour, d'où il entendait venir le bruit des chaînons de fer que traînait après elle, au bout des traits de corde, la Buissonne qu'on attelait. Mais il n'avait pas plutôt rejoint l'homme qu'il appelait toujours le métivier, que celui-ci, ayant rejeté et croisé les traits par-dessus les reins de la jument, demanda violemment, le regard dur et direct :

— Me faut de l'augmentation, Jean Quéverne ! Voilà Eugénie qui part. Si vous ne me donnez pas mon droit, je m'en vas comme elle !

Le closier se tut un moment. Il prit conseil de sa maison, qu'il regarda tout du long, et de son étable, et de sa grange, et de plusieurs pensées, meilleures encore, que, dans les jours difficiles, c'est-à-dire presque tout le temps, il avait coutume d'appeler au secours.

— Combien demandez-vous pour rester?

— Cinq cents francs de plus. Et je ne rabattrai point.

— C'est trop pour moi. Je tâcherai tout de même. Emmenez le harnais dans la grand'pièce, et hersez bien menu.

Lorsque l'homme eut tourné, avec la Buissonne, à la sortie de la cour, et pris le chemin de la grand'pièce, Quéverne rentra dans la maison. En se retrouvant là, parmi les choses usées à son service, il les considéra, l'une après l'autre, comme s'il les prenait à témoin que le monde est mauvais et la vie difficile. C'était là que les anciens, avant lui, avaient tenu conseil, et toujours décidé de reprendre le combat contre la misère. La peine d'être seul, à présent, lui revint au cœur ; il envia son passé ; et la douleur ne l'accabla point, mais il chercha dans son souvenir et se mit à compter tout bas ceux et celles qui n'étaient plus là. Puis, entendant la servante qui, avant de partir, fermait à clé l'armoire de la chambre voisine, l'armoire où elle serrait ses coiffes, ses deux chemises, son livret de caisse d'épargne et les lettres des amies de Pleuven, il se tint bien droit, les bras croisés, devant la porte.

— Eugénie?

Elle vint, étonnée, intimidée du grand air d'autorité qu'il avait. Pour la première fois, et la dernière, il la tutoya :

— Écoute, rends-moi service, toi qui vas me laisser.

— Je veux bien.

— Passe par Kerjan ; ne parle pas à d'autres, pas à la mère, pas aux valets : parle à Marie. Tu lui diras que je n'ai plus personne, à Champdolent, pour me servir.

— Et vous croyez qu'elle viendra?

— Tu auras bien soin de ne rien lui dire de plus, Eugénie. Elle est tout de même ma fille ; il faut qu'elle sache les malheurs qui m'arrivent. Quand tu lui auras fait ma commission, tu n'attendras pas la réponse.

— Si elle m'en donne une ?

— Tu t'en iras quand même à Fouësnant, et tu pourras voir tes amies, toutes tes amies, et te confesser pour la fête de demain. Je ne suis pas pressé, comme un jeune, de connaître ce qui arrivera de moi et de mon bien. D'ailleurs, elle ne te fera point de réponse.

Et la fille sortit, en nouant le cordon de son tablier.

Jean Quéverne était seul à Champdolent. Ce matin-là, jusqu'à dix heures, il travailla dans la pièce d'où l'on aperçoit la grande pommeraie de Kerjan, et aussi la voyette, fermée par une barrière, qui descend tout du long et qui mène au ruisseau. Du bout de la fourche égaillant le goémon mêlé de fumier qu'on avait mis en tas, à distance égale, sur la terre, il tournait la tête, souvent, du côté du vallon, et des aulnes, et de la lande qui monte au delà. « Eugénie entre à Kerjan, à cette heure... Elle doit chercher Marie par les étables, ou dans le grenier... Et maintenant les filles causent, bien émoyées... Je voudrais voir comment ma servante a dit adieu à Marie, et les mots qu'elle retourne dans son cœur... A présent, elle est bien sûr partie; elle va, elle va par les bois, se dépêchant pour trouver ses amies chez la lingère encore, ou chez le boulanger, ou flânant dans la rue, avant que la soupe ne les rappelle.... »

Un peu après dix heures, il revint vers Champdolent, et, pensant que peut-être, tout à l'heure, une femme viendrait, la servante ou la fille, — Dieu savait laquelle, — pour préparer le repas de midi, et qu'elle arriverait tard, et qu'il était bon de dresser le bois dans le foyer, il prit, sur son épaule, un rondin de bouleau blanc réservé pour la Noël, trois éclats de pin, deux brins de chêne et une poignée de bruyère sèche, qui avait encore de la fleur au bout des tiges. Dans la cheminée énorme,

dont la moisissure du sol verdissait les assises, il disposa le tout, comme il convient, ayant eu soin de creuser en dessous la cendre toujours tiède. En vérité, il avait l'esprit tout en songe. Il écoutait le vent. Il regardait la vieille horloge, et, ne sachant que faire, il tirait les deux poids jusqu'au bas de la boîte, de peur que l'aiguille ne s'arrêtât. Il ouvrait la porte de la chambre de Marie, et, s'approchant du lit, il enlevait l'oreiller du fils qui ne dormirait plus.

Pauvre cœur qui n'avait qu'un espoir bien faible! Mais cela suffit au grand courage. Jean Quéverne est retourné dans le chemin, il a dépassé la haie de son champ; il s'est appuyé sur la barrière de la voyette, près de la grande pommeraie, et il regarde devant lui. Les aulnes n'ont plus de feuilles, depuis une semaine. La lande n'est point haute sur le coteau d'en face. Personne ne vient. Le vent seul passe. Le vieux chef ne se lasse point cependant de guetter celle qui peut encore descendre entre les mottes d'ajonc, rude arbuste, qui fleurit encore en octobre. Les hommes ont disparu des campagnes; les semailles sont finies; les filles qui portaient à l'épaule la poche de froment ou de seigle au quart pleine, ont repris leur place dans les fermes, autour du feu ou des paillers. Rien ne bougerait dans les champs si le vent ne soufflait pas. La servante s'attarde au bourg. La femme qu'on espérait voir revenir, l'autre, par qui la closerie peut encore être sauvée, n'a pas voulu entendre; elle n'a pas eu pitié.

Elle vient cependant. Tout en haut de la colline, cette forme noire qui tourne avec le sentier, et s'approche de la haie, et commence à descendre, c'est Marie, c'est la femme de Pierre; elle tient leur fille par la main.

O mon Dieu, mon Dieu, il y a des heures bénies dans l'épreuve de vivre!

La mère et la petite mirent du temps à descendre la pente et à remonter l'autre coteau, à travers la pommeraie de Kerjan, et jusqu'à la voyette qui rejoint le chemin de Champdolent. Il était près de midi quand Marie frappa du doigt à la porte de la closerie. Jean Quéverne l'attendait au milieu de la salle, debout près de la table, chez lui. Il pensait à son gars qui aurait dû être là.

— Père, je ne suis pas venue plus tôt, — et elle montrait l'enfant, — à cause de la coiffe de Jeanne-Marie, qui ne pou-

vait pas rentrer chez vous sans son deuil. La lingère n'en a fini que ce matin.

Marie se tenait à trois pas de l'homme, et toute la maison était dans le grand silence.

— Je vous ai demandée parce que j'ai besoin d'aide. Mais vous, pourquoi êtes-vous venue? C'est-il pour pleurer un moment?

— Non, pour travailler avec vous.

— Je ne suis plus jeune, je ne suis pas riche : c'est-il pour longtemps que vous revenez?

— Autant que vous vivrez, vous m'aurez avec vous.

Alors, il ouvrit les bras, et il embrassa la veuve de son enfant, sans plus rien dire. Et, comme elle commençait, tout de suite ménagère, de mettre de l'ordre dans la maison, la flamme jaillit dans le foyer, et couvrit la suie ancienne.

. . . .

Depuis ce jour et cette fin d'automne, Marie habite à Champdolent. Nul ne l'entend se plaindre. Nul ne la trouve en faute quand le travail la demande. Jean Quéverne, à cause d'elle, ne parle plus de son malheur. Entre elle et lui, le nom de Pierre Quéverne n'est jamais prononcé. Le soir seulement, après la prière qu'ils récitent tous deux, selon la coutume, dans la minute où chacun se recueille et fait à Dieu sa confidence, l'ancien ne manque point d'ajouter :

— Donnez à mon Pierre la paix éternelle, et amenez-moi auprès de lui!

Et Marie, de son côté, n'oublie jamais de dire :

— Soutenez ma faiblesse, à cause de lui, qui fut meilleur que moi!

RENÉ BAZIN.

VISITES AU FRONT[1]

SUR LE FRONT ANGLAIS

(JUIN 1916)

I

VERS LES TRANCHÉES

Nous les avons vus pour la première fois du chemin de fer, à trois heures de Paris, dans un maigre et délicat paysage de Cazin : buttes et collines de sable, encadrant des morceaux de la mer et de l'horizon pâles; traînées de pins et de genêts en fleurs. Tout le long de ces dunes, où l'on n'avait jamais connu que solitude, une immense ville de toile est répandue, où remue une population couleur de terre. Pendant une grande demi-heure, le train, qui suit la côte, la traverse dans sa longueur, en la dominant du haut du talus. Des centaines et des centaines de tentes jaunes, quelques-unes entr'ouvertes, pleines, par le contraste du sol éclatant, d'ombre fumeuse comme celle des gourbis arabes. Des hommes assis à l'orientale, sur le sable; d'autres, immobiles, à l'exercice, en rangs précis comme des palissades surgies pour la défense de cette terre. Des groupes bleus, — la couleur d'hôpital : des malades, des blessés; quelques chaises longues orientées vers la mer. Plus

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1916 et 1er janvier 1917.

loin, des portiques de gymnase avec des mannequins suspendus; alentour, des pelotons qui, à plein élan, travaillent l'escrime à la baïonnette. Des cuisines fument. De splendides chevaux sont alignés au piquet. Et par-dessus le semis des petites tentes, de longs pavillons se lèvent, portant des écriteaux : *Scottish Church Mission*, — *Church Home*, — *Salvation Army*, — *Y. M. C. A.* (1), — *Gordon Hut*, — *Walton Hut*, — signalant des œuvres d'initiative privée, appliquées au réconfort, à l'hygiène des corps et des âmes, celles dont les enseignes, les annonces ont souvent frappé nos yeux dans les grandes cités industrielles d'Angleterre.

Au bas du talus, de lestes soldats essaient de suivre, en courant, le train. On leur jette des journaux : des figures se lèvent, toutes pareilles, pareillement et strictement rasées, jeunes, claires, saines, étonnamment roses, les traits en vigueur, les mêmes jeunes gens que l'on a vus, vêtus de blanc, lancer leurs balles de cricket sur les prairies vertes, autour de toutes les villes d'outre-Manche. Il y a aussi des Australiens, des Nouveaux-Zélandais, reconnaissables à leurs grands chapeaux de cowboys. Un officier qui voyage avec nous me désigne des hommes de l'Afrique du Sud, des Canadiens. Voici des Hindous, — hauts turbans sur des visages de bronze. Sur cette plage du Boulonnais, une émanation de tout l'empire britannique s'est trouvée soudain rassemblée. Je vois le meilleur, l'essentiel de l'empire anglais, le plus vivant de sa substance. Des hommes de Londres, de Bombay, de Melbourne, du Cap, de Winnipeg, — des hommes des cinq nations qu'a chantées Kipling, unis entre eux, unis à nous, dans la même volonté de combat et de sacrifice pour le droit et la liberté. Beaucoup voient pour la première fois le ciel d'Europe; leurs yeux n'avaient connu que les étoiles de l'autre pôle. C'est la merveille de cet empire. Les « cinq nations, » des peuples séparés par les océans du globe, la plupart vraiment indépendans les uns des autres, dont les intérêts sont distincts, et parfois s'opposent; — et à l'appel d'une idée de l'ordre sentimental, par l'élan spontané de chacun, cette réunion devant la menace à l'idéal commun et le danger de la vieille Angleterre. On pense à la façon dont l'Allemagne fait marcher ses Alsaciens-Lorrains et ses Polonais.

(1) Association des Jeunes Gens Chrétiens.

Ni l'Australie, ni le Canada n'ont encore institué la conscription, mais cinq cent mille Canadiens se sont levés pour combattre l'Allemagne, et les Australiens, quittant la paix éternelle de leurs antipodes, continuent toujours de s'enrôler pour la guerre. Un empire qui ne se fonde pas sur la force militaire, mais sur le sentiment d'un lien spirituel et sur une certaine idée de liberté, un empire où le sentiment, agissant par les méthodes de la liberté, peut susciter la force militaire, — il n'est pas besoin d'être Anglais pour souhaiter au monde la durée d'un tel empire.

*
* *

A X..., nous trouvons l'officier qui nous reçoit avec cet élan de cordialité simple et de complaisance qui est la politesse anglaise. C'est le ton d'une réception de *week end*, dans une maison de campagne, aux environs de Londres. Les ordonnances enlèvent les bagages. A la nuance spéciale de leur respect, à leur tenue, à leurs brefs *yes Sir, no Sir*, on sent que la différence du chef aux hommes est moins celle du rang militaire que de la classe sociale, — on peut dire de la caste. Aussi bien, dans l'officier, d'allure si naturelle, facile (les Anglais disent : *casual*), on aperçoit le gentleman avant le militaire.

Nous traversons X... Étrange réunion des deux mondes, de cette France provinciale, avec ses maisons vétustes, son petit peuple bourgeois, ses femmes en bonnets, le cahin-caha de son trafic, tout ce que nous y aimons d'ancien et de somnolent, et de cette Angleterre qui, tout d'un coup, s'y est superposée. Une Angleterre plus uniforme et belle que celle d'outre-Manche, puisqu'elle en est l'essentielle substance, la force jeune et virile, efficacement disciplinée, organisée pour la guerre. Dès la porte de la gare, le contraste était surprenant : les antiques fiacres, les employés d'octroi, les flâneurs, les vieux commissionnaires, la marchande de journaux, les figures civiles et françaises, dont chacune dit d'abord l'individu distinct, — et cette file monochrome, massive et nette d'automobiles et camions anglais, ce peuple en khaki de jeunes hommes, à qui des influences incessantes et simples, certaines disciplines morales et physiques très insistantes, et puis les mois d'entraînement militaire, ont fait des cœurs, des regards et des rythmes de vie si pareils.

Dans les vieilles rues, où les soldats britanniques, le petit stick réglementaire en main, passent par deux et par trois, du même pas sonnant et cadencé, l'opposition se précisait. Deux mondes qui s'entre-pénètrent et restent distans. Deux espèces qui se touchent dans le même habitat, et ne semblent pas communiquer, dont chacune poursuit à part sa vie et sa pensée différentes.

***

Au tournant d'un quai, l'automobile a trouvé l'espace libre et l'horizon de mer. Entre la plage et la falaise que nous longeons, de plus en plus nous sentons se former autour de nous l'Angleterre. Des prairies, des pelouses, plutôt, dont le velours et le lustre attestent ce besoin et cette entente du fini que les Anglais apportent à toutes leurs œuvres matérielles. Là-dessus, un semis de pavillons de toile et de bois clair, tout neufs, dirait-on, posés comme des maisons-joujoux sur un tapis de billard. C'est un hôpital. La beauté du décor, ces belles nappes de verdure qui semblent appeler des jeux, la qualité de ces baraquemens — quelques-uns avec terrasses pour chaises longues, — tout cela fait penser à certains décors anglais de luxe et de plaisir, aux terrains de golf, avec leurs bengalows où l'on prend le thé, aux prairies d'Oxford, avec leurs *club-houses* au bord de la rivière, à des parcs seigneuriaux où l'on a vu des tentes se dresser pour une fête de charité.

Pendant une heure, nous visitons cet hôpital : on dirait qu'on se promène dans une exposition, et que tout y mérite le premier prix : les *nurses*, en linge éblouissant, rehaussé d'écarlate ; les majors, qui semblent sortir d'un magasin de Bond-Street, tant leur *whip-cord* est net et bien coupé, tant reluit le fauve de leurs bottes et courroies épaisses. On nous montre des dortoirs, cuisines, salles d'opérations, de bains, de jeux, de lecture : l'impression est toujours la même, — celle qu'éprouverait un voyageur en passant de son hôtel accoutumé dans un *Palace*. Toutes les choses matérielles sont ici de qualité supérieure, plus solides, plus massives et finies, faites de plus désirable matière. Partout le cuir est du cuir, la toile, de la toile ; les baignoires sont de vraies baignoires, avec des robinets d'eau chaude, en cuivre, et qui donnent véritablement de l'eau chaude. Le thé sucré, au lait, presque brun, dont on nous fait

goûter, et que l'on sert aux hommes à cinq heures, en de grandes bassines, a le parfum et la vertu d'un thé de Ceylan authentique et préparé suivant les règles. Dans les pavillons qui portent les initiales de tel donateur, de telle secte ou association religieuse, les fauteuils d'osier, chaises longues, rockings, bibliothèques, tables de jeu (où l'on voit surtout des échiquiers), feraient honneur à un joli club anglais de campagne. Il faut aller au *mess* des officiers pour trouver mieux : des gravures et des aquarelles sur les murs, des roses sur la table, un piano dans un coin, tous les grands journaux et *magazines* de Londres.

Et ce qui frappe autant que cette qualité des choses, c'est leur tenue. Cuivres et nickels fourbis comme pour figurer derrière une glace de magasin; parquets brillans où l'on verrait une poussière; peintures et vernis immaculés des murailles et des meubles. Tout ici témoigne de l'effort habituel et victorieux de l'homme contre les forces extérieures d'inertie, contre la tendance des choses à se ternir et se défaire, contre sa propre tendance à suivre la ligne de résistance moindre. Dans un dortoir où l'on attend des blessés, telle était, tout à l'heure, l'impression de pureté neuve, de conformité absolue, et par conséquent instable, de l'objet au modèle idéal, qu'à peine osait-on marcher et toucher ce que l'on vous montrait. Sur la route, nous avons croisé un escadron dont tous les chevaux semblaient, par leur lustre et leur beauté, par l'étincellement des boucles et des mors, des montures d'officiers. On songe à la vigilance et la patience, aux heures de brossage et d'astiquage qu'exige cette perfection d'entretien. Des Français, qui n'avaient pas encore vu nos Alliés aux tranchées de première ligne, s'étonnaient : quelque critique perçait dans leur admiration. « Les Anglais, disaient-ils, prennent les moyens pour le but. Tant de travail et d'argent dépensé pouvait s'employer plus directement aux fins essentielles. » D'autre part, le sentiment des Anglais avant la guerre, quand ils n'avaient pas vu les Français à l'œuvre, c'est que l'objet français est en général insuffisant, trop mince, trop léger, pas tout à fait efficace; que l'ouvrier, s'il ne s'agit pas d'œuvre d'art, ne l'a pas poussé jusqu'au bout, — surtout qu'il n'est pas attentivement entretenu. Je me rappelle (au temps lointain des « piqûres d'épingle ») un vieil article du *Times* sur « le raccommodage français au bout de ficelle. » L'auteur concluait que l'objet n'étant qu'un

à peu près, il ne rend qu'à peu près le service pour lequel il est fait, qu'un peuple dont tout l'outillage souffre de cette insuffisance est moins bien armé pour la vie.

C'est ici le contraste et le malentendu de deux civilisations. Les Anglais ont appris, depuis la bataille de la Marne, ce que les Français peuvent faire, avec leur apparente insouciance des choses et des soins matériels. Un de leurs journalistes le savait déjà quand, il y a cinq ou six ans, décrivant une de nos revues, il leur disait, en parlant de batteries de 75, dont le lustre lui semblait laisser à désirer : « Ces canons qui sont peut-être les plus mal tenus, *mais probablement les meilleurs de l'Europe.* » D'autre part, nous avons compris que l'habitude et le besoin de ce qui nous paraît luxe, confort excessif, peuvent s'allier aux plus viriles qualités d'énergie et d'endurance, au mépris de la mort, à l'héroïque volonté de dévouement. A certains égards, ces dispositions peuvent même témoigner de vertus qui ajoutent à la puissance de l'homme sur les choses. Car il faut une grande faculté de résistance à l'ennui, des nerfs stables, solides, pour tout prévoir, achever, entretenir ainsi. Robinson, avec le labeur de son installation, sa lutte solitaire, consciencieuse et toujours reprise contre l'hostilité des choses, demeure le type éternel de ce peuple. Un Latin est plus économe de sa peine et plus dédaigneux de la matière. Pour la fin nécessaire, il fera l'effort nécessaire. Que son œuvre puisse rendre l'essentiel du service désiré, cela lui suffit. Il est intelligent, raisonneur; il jugerait oiseux, pédant d'aller plus loin. Il voit l'idée : l'Anglais voit l'objet et le respecte. Parce qu'il le respecte, il ne se résigne pas à le réparer avec le serviable bout de ficelle que le journaliste de Londres donnait comme une caractéristique de la civilisation latine, et dont l'usage apparaît plus fréquent, à mesure que l'on descend vers le Midi. Le cocher de fiacre parisien a, peut-être, la cervelle plus active que son confrère anglais, mais reconnaissons que son fiacre, son cheval et, souvent, sa personne, sont moins bien tenus.

La différence est bien celle du Nord et du Midi. Dans le climat septentrional, l'homme a pris l'habitude de besogner pour opposer à la tristesse et l'hostilité du milieu naturel un monde indépendant du dehors, dont les choses le servent et le réjouissent. A la perfection matérielle de ce monde, les Anglais trouvent des vertus moralisantes et toniques. D'abord pour se

maintenir, elle exige de l'attention, un effort continu. Et puis, en se maintenant, elle enveloppe l'âme de suggestions d'ordre et de volonté. Dans les plus pauvres quartiers de Londres, cette idée se manifeste en des établissemens comme Toynbee Hall, dont l'architecture intérieure, le décor, le mobilier, qui rappellent les collèges d'Oxford, veulent suggérer à une plèbe trop apathique la notion et le goût d'un certain degré de bien-être, le désir de faire effort pour s'y hausser. Soutenir la créature contre les influences qui dépriment, — misère, surmenage, vice, sombre laideur et monotonie du milieu industriel; défendre, accroître ce que Ruskin appelait « la première des richesses, » *la quantité de vie* de l'individu et du groupe, telles sont en Angleterre les fins directes de tout l'effort social; et l'on sait combien de sociétés, ligues, clubs y travaillent depuis le milieu du XIXe siècle, combien d'églises et chapelles aussi, car à ces fins la religion, toujours pratique en ce pays, confond de plus en plus les siennes (1). Tout à l'heure, au cercle des officiers où je feuilletais des journaux, l'idée m'apparaissait en toute clarté, illustrée par une image parlante que publie dans le *Morning Post* l'œuvre anglicane des *Huttes du Soldat*. On voyait un paysage du front. Au loin, des arbres mutilés, des éclatemens d'obus. Au premier plan, des hommes se poussent, boueux, harassés, trop nombreux pour entrer tous, à la porte d'un de ces *Pavillons de Récréation* que signalent la croix et le drapeau de l'œuvre. Alentour, une série de médaillons, montrant par le détail les divers bienfaits de l'institution. Il en est deux qui résument tous les autres. Le premier porte ce titre : *Nourriture du corps*. Des soldats en casques assiègent un buffet chargé de bonnes choses ; théières fumantes, bouilloires sur des réchauds de cuivre, piles de sandwiches, jattes d'oranges et de gâteaux. Deux amis, joyeusement attablés, soufflent sur leur Bovril en piquant de la fourchette un solide morceau de jambon. L'autre vignette est intitulée : *Nourriture spirituelle*. Les mêmes Tommies, sac au dos, tête nue, à genoux, s'inclinent sous la main du prêtre qui tend à l'un d'eux le Sacrement. Ce qui frappe, en ces deux tableaux, c'est l'air de calme, honnête énergie de ces hommes. Les certitudes de la religion s'ajoutent aux influences salutaires du bien-être et d'un milieu bien

(1) Ainsi le mot *salvation*, dans *Salvation Army*, a presque changé de sens. On le traduirait aujourd'hui plutôt par *sauvetage* que par *salut*.

ordonné, l'hygiène des âmes à celle des corps, pour assurer ce qu'un Anglais met au-dessus de tout : la force stable et disciplinée de l'individu, qui en fait une créature heureuse et de valeur pour le groupe. Plutôt qu'un sentiment de justice ou de charité, c'est cette idée, toute pratique, on pourrait presque dire utilitaire, qui dirige en Angleterre la volonté de bienfaisance. « J'aime mieux donner », disait Ruskin, « pour maintenir un homme debout, que de le nourrir quand il est par terre. »

Une autre idée, d'ordre non moins moral et social, explique ce souci et ce respect des perfections matérielles. En cette démocratie, c'est généralement le modèle aristocratique qui s'impose : le type régnant de civilisation et de vie vient d'en haut. Un homme tient à un certain degré de raffinement dans son existence quotidienne (et un volontaire, en s'engageant, n'y a pas renoncé). Il y tient non par besoin de jouissance, — car souvent, en un décor de luxe, il poursuit un idéal stoïque et puritain, mais parce que l'idée de ce qu'il se doit l'exige, comme de se laver le corps tous les jours à grande eau; parce qu'il entend se tenir physiquement comme un gentleman. Et la même volonté le maintient moralement debout, droit, attentif à ses consignes professionnelles et personnelles.

C'est un trait général de l'Angleterre que le goût du confort s'y allie depuis longtemps au goût de l'effort. On y prête au confort une valeur morale. Il est une condition, et il est la récompense de l'effort.

***

Sur le quai, où l'on attend un transport anglais, pareil à tous ceux qui s'espacent au long du haut mur, qui viennent d'arriver ou qui vont repartir.

Que de fois je suis venu ici, et comme la guerre a tout changé! Il y a beaucoup de monde et, sur ce quai français, pas une figure française. Le khaki règne, la teinte nouvelle et monochrome qui est celle, aussi, des steamers amarrés. Partout la couleur anglaise de la guerre, et partout les clairs, jeunes visages venus de l'autre côté de la Manche. On manœuvre des grues; on charge des caisses sur des wagons; des officiers surveillent, la badine en main. Une troupe de fusiliers gallois attend, l'arme au bras. Près du sémaphore,

un groupe, jaune comme tous les autres, et qu'on n'avait pas d'abord distingué, se révèle, quand on approche, d'espèce bien différente. Hauts turbans d'Asie, eau mystérieuse et sombre des yeux, fins et graves visages de bronze : ce sont des cavaliers sikhs chargés du service de la poste. Immobiles, ils se taisent et regardent la mer avec la vieille expression orientale d'attente et d'impassible fatalisme. C'est la première fois que cela se voit dans l'histoire du monde : les hommes d'Extrême-Asie venus pour faire la guerre dans cet Occident dont ils ne savaient rien, sinon que c'est le fabuleux pays des *sahibs* qui les commandent. Ils regardent la mer, la blanche mer septentrionale d'où montent, avec la marée, les bateaux de pêche picards : rudes chalutiers aux voiles tannées et rapiécées, aux ponts chargés de filets et de marée, aux aspects de travail ouvrier et de misère.

Un triste mugissement de sirène, et tous les yeux se sont tournés vers les musoirs. Une fumée monte derrière l'estacade, et tout de suite, voici paraître, presque surgir, tant il vient vite et grandit sans bruit, glissant sur ses tambours, le transport attendu. En deux minutes, il est devant nous, tout près, manœuvrant déjà pour se mettre à quai, ses ponts supérieurs nous dominant, chargés d'humanité anglaise. On n'entend que les coups de timbre au cadran de la passerelle, et la voix du commandant jetant ses ordres par le mégaphone. Et puis le craquement des câbles qui se roidissent. C'est le moment indécis où les hommes surgis des lointains de la mer vont se répandre sur le sol qui leur est nouveau, se mêler à ceux qui les attendent et en sont encore entièrement séparés. Brèves minutes, mais qui semblent bien longues, presque solennelles, tandis que l'intervalle se rétrécit entre la pierre du quai et la muraille du grand bateau. D'un côté à l'autre, des regards s'échangent; un immatériel et silencieux contact s'établit. Avant que cette masse humaine et couleur d'argile commence à couler sur les passerelles, je les vois, ces jeunes gens, tels qu'ils sont partis d'Angleterre, serrés les uns contre les autres, les yeux tournés vers la terre où les attend l'inconnu de leur destin. Ils sont bien deux mille : magnifiques garçons qui, depuis deux ans, ne pensent qu'à la guerre, ne l'ont jamais vue, et arrivent, enfin, au pays de la guerre. Troupes de renfort, — *drafts*, — envoyées par les dépôts pour compenser l'usure

quotidienne de l'armée anglaise. Plusieurs fois par jour, arrivent de pareilles fournées humaines, — le plus pur, le plus frais et vivant de l'Angleterre, — qui vient entretenir ce brasier du Moloch où fond continûment, depuis bientôt trois ans, la substance active de l'Europe. Voici le commencement du cycle. Combien retourneront sur la couchette du navire-hôpital, et combien ne retourneront pas, mêlés pour toujours à cette terre française qu'ils regardent pour la première fois!

Maintenant ils se poussent, en flux terreux et continu, comme lorsque, d'un chaland, on décharge par des glissières du sable ou du minerai. C'est tout près de nous qu'ils mettent le pied sur le sol français, par deux et par trois à la fois, assez lentement pour que nous puissions percevoir chaque figure distincte. Et peu à peu, de tant d'individus qui se succèdent, de leurs nombres qui passent, naît en nous le sentiment du caractère commun et de l'espèce. C'est quelque chose de plus élémentaire et de plus uniforme que chez les nôtres, de plus vigoureusement régulier et déterminé dans les traits, de plus vague *(unconscious)*, aussi, dans le regard. Un journaliste anglais, à la devanture d'un café, regardant passer la foule parisienne, disait : « Une population de types! » Ce qui le frappait en chaque visage, c'est le caractère singulier, le trait ou l'expression qui le fait différent de tous les autres. Ici, probablement, la monochromie du vêtement militaire est pour quelque chose dans notre impression, mais de tout temps, en arrivant en Angleterre, j'ai senti cette différence. Ce qui se traduit en ces yeux limpides et ces traits énergiques, c'est à la fois la vigueur de la race et l'honnête simplicité des âmes. Ces jeunes hommes sont pareils comme de jeunes chevaux, aussi naturels et sains, leurs physionomies façonnées, non par les mouvemens de l'être cérébral et nerveux, mais par les influences de la coutume, toutes fortement accentuées, arrêtées dans le type général par la force des habitudes et certitudes ataviques et communes, parmi lesquelles il faut compter celles de la religion, — une religion qui parle surtout du devoir.

Beaucoup de figures heureuses, dont l'expression riante persiste dans le sérieux du moment. On sait leurs jeux, leurs chants, leur humour. Simplement, ils sont la belle créa-

ture humaine, bien nourrie, dressée, de corps et d'âme, pour l'action honnête, efficace, et la résistance à la fatigue.

On dirait des soldats de métier, des soldats qui viennent de faire la guerre, tant ils sont hâlés, bronzés par de longs mois d'exercices et de manœuvres, par les pluies, le vent, le soleil et les sueurs. Sous ce hâle, le sanguin de la complexion transparaît. Cela fait un ton magnifique, d'un rouge foncé de cuir, où le bleu septentrional des yeux semble plus lumineux et plus clair. J'avais vu déjà, chez des officiers anglais de l'Inde, ce contraste des froides prunelles du Nord et du teint brûlé par le soleil. Un air de force lente, latente, que semble aggraver la masse du harnachement : sacs, bissacs, bidons, fusils, gibecières, cartouchières, — tout cela fauve et massif comme la laine des longs manteaux.

Fusiliers irlandais et gallois, Borderers, Blackwatch, Scot-Greys : les voici déjà rangés en deux troupes sur le quai. Vigilans comme des chiens de berger, les sous-officiers aboient des ordres brefs : *Shun! Forrm! Fours!* Par rangs de quatre, ils se forment, épaulent leurs fusils, et puis, massivement, s'ébranlent.

Ces deux longues colonnes apparues sur notre sol, c'est, visible, mesurable au mètre, l'un des accroissemens quotidiens de l'armée britannique en France, à la veille d'une grande offensive. Deux masses jaunes, rectilignes qui s'éloignent, confondues à la terre, pareilles à de la terre qui marcherait : deux mille hommes sortis de la terre anglaise, et qui viennent combattre pour la nôtre.

***

Sur la grand route française, à travers le pays du Nord, si lumineux et clair, aux rayons obliques du soir, l'auto anglais nous emporte, nous ne savons pas où, dans l'intérieur de ce vert Boulonnais. Fuite glissante, silencieuse (on perçoit le petit chant infini des alouettes), si rapide que l'on voit couler d'un mouvement continuel le plus lointain détail du paysage : petits arbres, villages, taches qui sont des boqueteaux à l'horizon. Passent de grandes ondulations rasées par le vent de mer, qui, derrière nous, s'en vont tomber sur des grèves, en tranches verticales et blanches de falaises. Passent les plateaux boisés, dont les lignes se chevauchent, disparaissent, à mesure

que se forme la haute plaine. Passent les jeunes blés, éclaboussés du sang des coquelicots, les champs veloutés de profond trèfle rouge. Cela sent le soir et le mois de Juin, la terre mouillée, la fenaison, l'églantine. Paix infinie de ces campagnes. Elles baignent dans le même rayon qui, à quinze lieues d'ici, éclaire les terrains fauves de la guerre et de la mort.

Comme c'est le Nord, déjà! Deux ou trois degrés, à peine, nous séparent de nos paysages accoutumés, et tout semble plus frais, plus clair, plus léger. Il y a des hameaux presque anglais, avec de vrais cottages, dont la brique brune est tapissée de roses, des jardinets fleuris de molles pivoines roses, de minuscules églises, à tour carrée, crénelée, comme celles que nos voisins appellent normandes, et qu'on voit dans les plus vieux villages du Kent et du Sussex. Et pour achever l'illusion, ces soldats au cantonnement, les mêmes que je voyais, en 1915, dans les prairies et sur les routes d'Angleterre : visages bien rasés, uniformes de bonne laine khaki. Ils semblent vraiment faire partie du pays, continuer naturellement sa calme vie de tous les temps. A l'entrée d'une ferme où nous arrêtons pour prendre de l'eau, l'un est assis sur un escabeau à côté d'une paysanne, devant deux vaches immobiles, tous les deux occupés à traire. En voici d'autres qui lavent la cour à grands coups de seaux, la manche de chemise retroussée sur le bras vigoureux pour mieux besogner. Une vieille dame, en bonnet tuyauté, est sortie de la maison. Ils l'ont saluée ; elle a répondu par un signe amical de bonne grand'mère. Les gentils garçons, de silhouette si propre et si droite !

Eux seuls, dans le pays, traduisent aux yeux l'incroyable réalité d'aujourd'hui. Eux seuls, et de loin en loin, au long de la route, une motoclyclette, un auto d'officier qui croise le nôtre avec un bruit vibrant de projectile. Sur la grande chaussée rectiligne, où cheminaient jadis, cahin-caha, les lourds charrois rustiques, on ne rencontre plus que cette mécanique et cette vitesse, et l'on voit bien, malgré les fermes, malgré les champs en fleurs, que le mouvement ancien et propre de ces campagnes est arrêté, qu'un autre s'y substitue, d'espèce bien différente, produit immédiat de la logique et de la science.

Surviennent des bourgs, de petites villes, dont on croit sen-

tir un peu, — comme on perçoit, au passage, le parfum propre d'un arbre, — l'âme et le caractère distincts. Pavé ancien, grands capuchons d'ardoises, reflets de briques vernies et de glaces bien lavées, sages pignons rangés autour d'une petite place, église au porche bas, dont les pluies, le vent de mer ont rongé les ogives et fleurons, — tout cela fort sombre, élégant et sérieux, tenant à la fois de la Flandre et de la France.

Le soleil était couché depuis longtemps ; tout s'avaguissait, et rien ne passait plus sur la route. Dans la clarté d'un jour sans foyer, cette campagne, où nous n'étions jamais venus, prenait je ne sais quels mystérieux aspects de *déjà vu*. C'était le soir, qui apporte en tous pays les mêmes harmonies et le même sentiment, — le soir pareil à tous les soirs, la diversité de la campagne se résumant alors en quelques grandes lignes et plans obscurs qui, partout, se ressemblent, et que l'on retrouve avec bonheur, comme un enveloppement familier de solitude et d'intimité. Alors les choses perdent leur nom ; le moment présent disparaît ; le paysage n'est plus que le lieu du rêve qui naît et qui s'étend ; tout finit par s'en pénétrer et s'y fondre. Combien rares ces minutes d'oubli, dans le monde que nous a fait la guerre !

De hautes masses végétales se levèrent, noires dans le bleu déjà demi-nocturne, épanchant une profonde senteur de forêt. La voiture tourna. Dans quel domaine de légende entrions-nous, dans quel parc ancien, crépusculaire, où des figures de Watteau auraient pu chatoyer dans l'ombre ? Une avenue de grands arbres, dont les ramures, sous un ruban de ciel verdissant, enfermaient des profondeurs de nuit. Et puis, entre deux pavillons, une façade de pierre pâle, un long fronton Louis XVI... On sortait décidément du présent : une voiture magique, dans l'interminable tombée de nuit, nous avait transportés jusqu'à ce château de Belle-au-Bois dormant, où nul écho ni souci de la guerre n'était jamais entré. Le plus étrange, c'est que cette surprise surprenait si peu. Tout paraissait également naturel dans la longue sorcellerie du soir.

Et puis des voix anglaises sonnèrent ; des ordonnances parurent... Cinq minutes après, on montrait à chacun son logis : *This way, please. Hot water, Sir? Certainly, Sir. Dinner at nine.* Et une autre voix, déjà toute cordiale, amicale : *We don't*

dress : war, you know. Une autre illusion remplaçait celle qui venait de se rompre. Le château du vieux temps français se muait en *country seat*. Que de fois, de l'autre côté de la Manche, on avait reçu ce même accueil !

Alors, dans une chambre qui a gardé ses meubles et presque son odeur d'autrefois, par la fenêtre trouvée grande ouverte (comme toujours en Angleterre), on goûtait la paix secrète, l'intimité de ce domaine fermé. Je voyais une prairie redevenue sauvage, dans le cadre circulaire et ténébreux d'une vieille futaie. Et par devant, quand on se penchait, des fleurs, toutes les fleurs de Juin, une profusion de folles fleurs.

Hautes et froides, elles semblaient, en leur vie si brève, plus merveilleusement *apparues* sur ces fonds de brume pâle et de nuit.

***

Nous avons passé trois soirées et trois nuits dans cette calme maison, et si j'y arrête un instant le récit d'une visite au front anglais, c'est que l'idée, la manière, on peut dire le style d'une telle hospitalité sont si caractéristiques, en harmonie avec tant d'aspects et façons d'être qui nous ont frappé, de l'armée anglaise ; c'est qu'on y apprenait ce que nos alliés peuvent apporter de leurs traditions les plus significatives, en France, au milieu de la guerre.

L'idée qui se traduisait là est d'origine aristocratique ; elle subsiste, comme beaucoup de traits de même essence, en pleine démocratie. Elle vient de ces manoirs dont les habitans furent les modèles de Gainsborough et de Reynolds, les héros des romanciers, depuis Addison jusqu'à Meredith, et composèrent si longtemps la personne active et visible de l'Angleterre. De cette *gentry* qui vivait dans ses terres, les mœurs, les disciplines, tout l'idéal de vie s'imposèrent, par l'effet d'un prestige qui reste l'un des principes de la société d'outre-Manche, à la bourgeoisie montante du XIXe siècle, et de proche en proche, plus ou moins atténués, mais gardant toujours quelque chose de leur essence, à toute cette Angleterre d'aujourd'hui que Galsworthy a définie : « un mélange inintelligible à l'étranger d'aristocratie et de démocratie, » et Kipling : « une démocratie d'aristocrates. »

Ainsi le manoir est devenu, demeure le modèle dont toute

maison qui se respecte tend à se rapprocher. De là ces noms à la fois féodaux et campagnards dont se décorent les moindres villas des faubourgs; de là leur parure étudiée de fleurs et de feuillages, et, peut-être, la tradition qu'est, en Angleterre, l'art de la serre et du jardin. De là l'importance de ces distinctions qui font le degré de dignité sociale d'une maison, et que ne manque pas de faire sonner un commissaire-priseur : *semi detached*, — *detached*, — *standing in its own grounds* — (dans le premier cas, on dit *this genteel house*; dans le dernier, on prononce le mot de *residence*, évoquant la condition d'une famille qui vit dans ses terres). De là le décor aristocratique et rustique des grandes écoles, des vieux collèges d'université : c'est presque la vie de château que l'on mène en ceux d'Oxford, coupée de rudes parties de *foot-ball* et de lectures grecques sur des pelouses de velours. De là, enfin, toutes ces demeures modernes de nouveaux riches qui s'espacent, au milieu de leurs bois et de leurs parcs, dans la campagne anglaise : campagne féodale, et non paysanne, disait un Américain, en la comparant à la terre de France. Il est entendu que l'existence menée en ces amples domaines par les hommes de la *landed gentry* (on sait la valeur sociale de ce mot, et de quel ton on le prononce) est le type accompli de la vie anglaise. Un Américain y trouvait tant de dignité et de bonheur qu'il disait avec sérieux : « de la vie et de la félicité humaines. » Tout bourgeois anglais qui travaille à la ville y aspire. C'est celle que mène, dans sa retraite de Sandringham, le Roi, simple *squire* ou gentilhomme campagnard, à côté de ses fermiers et de son ami le recteur. Et l'État anglais s'est occupé tout de suite de l'organiser pour ses invités dans un manoir de France, en chargeant un officier de jouer le rôle de maître et de maîtresse de maison, de veiller à la perfection silencieuse et automatique du service : eau chaude, le matin et le soir, devant les portes, — puisque, hélas! un vieux château français est dénué de tuyauteries modernes, — papeterie bien garnie dans les chambres, fleurs sur les tables, vaisselle sérieuse, vins honorables, cigares de qualité.

A huit heures et demie, la profonde rumeur du gong, et puis un solide et tranquille déjeuner à l'anglaise : ce n'est pas pour les *damned Germans* qu'il convient de changer nos habi-

tudes. Il ne manquait sur la nappe éblouissante que le *Times* du matin, luisant et volumineux, fleurant la fraîche odeur d'imprimerie ; encore trouvait-on au fumoir celui de la veille, avec les autres journaux de Londres et de Paris. Ensuite, nulle hâte inconvenante de se mettre en route. On décachetait son courrier. La boîte d'argent passait, pleine de cigarettes blondes. A neuf heures et demie, les autos. Ils se rangeaient au bas du perron; les domestiques apportaient des paniers, des plaids; le capitaine jetait son *All right!* et par la belle allée circulaire de la terrasse, et puis la grande avenue, on filait, aux abois désolés des deux terriers qu'une ordonnance retenait. C'étaient toutes les impressions du matin, dans une grande maison de campagne anglaise, lorsque, sans oublier les provisions du pique-nique, on emmène les invités vers quelque Epsom ou quelque rendez-vous de chasse.

Ce n'était pas Epsom que l'on allait voir, mais des ruines, des tranchées où tombent toujours les obus et les torpilles, des plaines fauves où la guerre a mis partout le ravage et la mort. Et le soir, après une longue après-midi de marche, — car on marchait rudement dans les boyaux de terre et de boue, — on retrouvait les sensations que les Anglais aiment tant, après une journée de travail parmi la pierre et le tapage de la ville, celles dont le désir pousse tant d'hommes d'affaires à demeurer à la campagne : d'abord le plaisir, dans une chambre calme, où l'eau est abondante, de dépouiller le vêtement et la fatigue de la journée, et puis le silence, l'ordre, la fraîcheur des feuillages inviolés, à l'heure où, le soleil baissant, leur senteur se fait vespérale. Je regardais le capitaine, suivi de ses deux chiens, tourner seul, à petits pas, dans la paix du soir, autour de la sauvage pelouse. Et puis apparaissaient, dans leur sobre et net uniforme, d'autres officiers, chaque jour différens, venus du dehors pour dîner avec les hôtes.

Ils causaient, de leur ton habituel, jamais cérémonieux, mais jamais lâché, à voix tranquille et basse, en la baissant encore, comme il convient, pour certaines anecdotes, certains mots — bien véniels, — mais sur lesquels un gentleman doit passer vite, avec l'air de s'excuser. Je ne saurais guère définir ce qui manquait de professionnel à leur aspect, à leurs manières; mais on avait l'impression d'être reçu par des

membres quelconques d'un bon club de Piccadilly. C'étaient pourtant bien des officiers de carrière. Ils avaient tous la même apparence de bonne humeur égale, avec cette fraîcheur et presque cette innocence lisse du visage que les fatigues et les soucis de la vie n'ont pas touché. L'Anglais, dans cette classe, garde longtemps sa simple et souple jeunesse. Mais on sentait le sérieux profond, les certitudes fondamentales, l'expérience acquise, et, chez quelques-uns, une intelligence dont la vivacité et la pénétration surprenaient. Encore une fois on constatait qu'il n'est pas besoin d'être très intellectuel pour être très intelligent.

L'un d'eux nous disait (je rassemble des propos épars, d réponses à nos questions, car personne ne discourait) :

« Nous ne savions rien, en 1914 ; mais, dans cette gue c'est presque un avantage de n'avoir rien su : on n'a rien à oublier. Simplement, chaque jour apporte sa leçon, et l'on fin par connaître tous les tours de Frère Boche. En somme, c un *foot-ball*, plus compliqué : on l'apprend à force de le jou A la longue ça vaut bien l'enseignement d'une école de gu où personne ne pouvait prévoir les nécessités actuelles. »

« Le plus difficile, » disait un autre, « ç'a été les cadres. » C qui servaient jadis à une armée de deux cent mille homm ont à peu près fondu dans les premières batailles, et c'est tr millions d'hommes qu'il a fallu dresser, commander. On s'(adressé d'abord à tous les vieux majors et colonels en retrait et puis aux élèves des *Public Schools*, aux jeunes gens de la bourgeoisie : Tommy ne prendrait pas au sérieux des officiers d'une origine moindre. Ils passent d'abord par le rang, et puis entrent dans des corps spéciaux où on les prépare. L'éducation est pratique. Nous avons une école près du front, où on leur apprend les tranchées, les abris, les fils de fer, la routine de la guerre de position. L'essentiel, c'est la faculté de commander : ils l'ont presque tous, avec le sentiment sérieux de leurs responsabilités. C'est très joli chez les tout jeunes. Vous vous rappelez l'admiration de Kipling pour nos *midships*. On raconte une histoire de *middie* qui l'aurait amusé. C'était aux Dardanelles. Un transport venait d'arriver, amenant, avec des troupes, un général et son état-major. Une canonnière vint les chercher, commandée par un enseigne de dix-sept ans, un enfant aux joues roses, qui avait l'air plein de pain et de beurre. Près de

terre, où tout le courant passe, voilà le bateau qui entre en danse. Le général, voyant une plage prochaine et d'aspect propice à l'abordage, la montre du doigt au timonier. Le chérubin l'arrête net : « Je vous demande bien pardon, Sir, mais c'est moi qui suis responsable de ce bateau. *I am in charge of this boat.* »

Un autre jour, on parlait des hommes :

« Nous en avons de toute espèce, mineurs, ouvriers, commis, employés, cultivateurs, gentlemen, — assez rares, maintenant, ceux-ci, — la plupart se sont engagés au début, et presque tous ceux qui n'ont pas été tués sont officiers aujourd'hui. Quand on pense à ces commencemens, aux rangs de civils qui manœuvraient avec des bâtons dans les squares de Londres, au disparate des costumes, des physionomies, des allures! C'était la foule, tout simplement. Et maintenant cette unité du type, du rythme, de l'esprit... Vous avez vu débarquer le produit achevé *(the finished article).* Il faut huit à dix mois pour le livrer.

« Ils y ont mis du cœur et de la conscience. Ils nous étonnent. On dirait des soldats de métier : ils prennent la discipline avec le même sérieux que leurs anciens, et de plus, ils l'aiment, ils y tiennent, et elle est stricte. Ils se persuadent en l'observant, comme en parlant le vieil argot militaire, qu'ils sont véritablement ce qu'ils ont voulu être : des soldats, non des amateurs. Elle fait partie de « la vraie chose » *(it's part of the real thing)*; elle rehausse l'idée qu'ils ont de leur tâche et de leur nouvelle vie. Regardez les sentinelles monter la garde. C'est aussi bien qu'à Buckingham-Palace : de l'horlogerie, — *clock-work.*

... « Et nous approuvons cela. L'expérience montre que le meilleur soldat, c'est encore celui dont le fusil est le mieux astiqué. On n'a pas besoin d'y tenir la main, dans la nouvelle armée. Ils ne demandent qu'à bien faire, — autrement, ils ne se seraient pas engagés. Ils sont patiens, résistans à la fatigue, à l'ennui, — sans doute parce qu'on les a rudement entraînés, et puis, c'est une qualité qui leur est naturelle; elle compense ce que vous pouvez trouver en eux d'un peu lourd, muet, inarticulé. Pourvu qu'ils aient une pipe et du tabac, et qu'ils sachent que la *Missus*, à la maison, touche son allocation... Et pourtant les mois et les mois de tranchée, sous la pluie, dans la boue, avec la seule distraction des torpilles et des *whizz-bangs!*... Interrogez-les : ils ne feront pas de phrases : ils vous diront, peut-être, que

« ça n'est pas toujours rose, » — *not in the pink;* qu'ils commencent à « en avoir soupé, » — *to be fed up.* Mais ils passeront très bien tous les hivers qu'il faudra. Ils ne sont pas pressés. « Tu as signé pour sept ans? » disait l'un d'eux à un régulier : « Veinard! Moi, je suis pour la durée de la guerre. »

Un Français demanda : « En somme, quelle idée ont-ils de la guerre, qu'est-ce qui les pousse et les soutient? » — « Pas la haine, dit l'officier. De la haine, on n'en manque pas à l'arrière, en Angleterre, aujourd'hui. Il y en a aussi, chez les survivans du début, qui ont vu les dévastations de la Belgique et de votre Nord... Mais en général, non; ils ne voient dans les soldats boches que de pauvres diables qui peinent comme eux (1). Et ce n'est pas non plus le patriotisme pur : l'Angleterre n'a pas été attaquée, au début, et la plupart ne voient pas que son existence est menacée. »

— « Alors? »

Il ne répondit pas tout de suite. Enfin, à voix plus basse et plus lente, avec l'embarras, la pudeur presque de l'Anglais qui n'aime pas à prononcer les grands mots :

— « Mais, vous savez... Je crois vraiment que c'est l'idée du droit *(right)*, la simple idée du bien et du mal. La victoire de l'Allemagne leur apparaîtrait comme le triomphe du mal... »

Sous les calmes paroles, on sentait bien le sérieux et la force de cette conviction. De l'ennemi qui a chanté sa haine, et tout fait pour attester à l'Angleterre sa volonté d'insulte et de destruction, ils parlaient avec les mots les plus ordinaires, avec humour, parfois, et ils en parlaient fort peu. Mais une simplicité si tranquille traduisait l'absolue détermination. L'Allemagne, pour eux, c'est aujourd'hui, dans la société des nations, quelque chose comme l'anarchiste ou le Fenian qui s'est mis par un attentat, — *an outrage,* — hors de la société. Or l'Anglais, en qui le respect de la règle sociale est aussi fort que celui de la liberté, ne tolère pas l'anarchiste, du moment que celui-ci passe aux actes. Il en parlera sans passion, mais il entend que la police l'arrête pour qu'on le juge et qu'on le pende. Et si la police n'y suffit pas, il s'engagera comme « constable spécial »

(1) Une seconde visite, toute récente, au front anglais m'a convaincu que ceci n'est plus vrai depuis la dévastation systématique, par les Allemands, du pays de Bapaume et de Péronne. On m'a dit et répété : *it has made a lot of difference.*

pour l'y aider. C'est une affaire qui regarde tout Anglais, et tant qu'elle n'est pas réglée, il n'y en a pas d'autre. On y mettra le temps, la peine et l'argent qu'il faudra, mais la loi aura le dernier mot. Simplement, on n'imagine pas le contraire.

« Cette affaire, » « cette besogne, » c'étaient leurs mots pour parler de la guerre. *This business. This job.*

***

Le lendemain, nous avons repris la même route, continuant tout droit vers la région des ruines où, les chemins ordinaires cessant, des sentiers s'enfoncent dans la terre. Ainsi, en ces deux jours, depuis le port où les hommes et le matériel d'Angleterre débarquent, nous avons traversé tout le pays, jusqu'à l'apparent désert entre les peuples opposés, la longue plage où vient aboutir et tomber le flot accumulé de la force anglaise. Et peu à peu, nous avons vu se former et s'épaissir ce flot dans les campagnes, à mesure qu'elles prenaient autour de nous les apparences de la guerre.

On ne voyait d'abord que celles du printemps, si touchantes par un froid matin, sous un ciel obscur. Les nuages pesaient sur les grandes levées du pays, où le vent moirait des blés verts. Toujours des profusions d'églantines sur les haies. Mais on croisait des motocyclettes, lancées avec leur allure de hâte furieuse et d'importance. Et puis parurent les premières troupes : des Highlanders, en jupons jaunes, assis, couchés, fumant leur pipe sur les talus où, de loin, ils semblent des tas de glaise. Nous passions vite, mais ils étaient nombreux, et l'on avait le temps de percevoir la massive simplicité de ces hommes marqués de sueur et de poussière, et qui reposaient avec la même gravité immobile et muette que les nobles animaux.

A C..., où l'on arrêta pour l'examen des papiers, j'eus le temps de mieux voir une section de fusiliers gallois en route pour le cantonnement. Tous portaient la salade à bord plat, qui semble une grande cuvette à barbe ; et sur la nuque, cousu à leur veste khaki, le petit triangle noir qui ne sert à rien qu'à rappeler les temps anciens du régiment, quand la queue de la perruque portait sur ce morceau de drap. Ils marchaient d'un pas petit, lent, avec une lourdeur étrange, celle de leur fatigue, et non pas seulement de leurs sacs et havresacs, — mais ils chantaient : quelque chose de sentimental et de mineur, où je

croyais reconnaître une tonalité celtique. Et les paroles étaient galloises.

Nous rattrapions des files de camions : longues chenilles grises, progressant avec lenteur, d'un seul mouvement sans vie, à la façon des aveugles processionnaires. L'une de ces files était française. Surprise de retrouver là le bleu pâle et les casques de nos soldats. Cette chaîne de camions s'était intégrée, je ne sais comment, dans le va-et-vient de la grande mécanique anglaise. La collaboration des deux races qui se comprennent si peu devenait une réalité visible.

Plus loin, ce furent des trains d'artillerie montés, des chevaux puissans et lustrés comme des bêtes de concours. Et puis, par séries, des cuisines roulantes, des ambulances-automobiles, des fourgons sur lesquels on lisait, avec des numéros divers, des mots comme ceux-ci : *Wireless*, — *Antiaircraft*, — *Navy Air Service (Egypt)*, — tout cela neuf, semblait-il, avec cet aspect de solidité massive et de fini, qui signale les matières et les produits de l'industrie anglaise.

Nous longions une ligne de chemin de fer dont les Anglais ont triplé les voies. Les rubans d'acier étincelaient sur un lit de pierres neuves. Un train-hôpital passa, marqué au chiffre du *Great Western*. On commençait à voir avec les yeux la densité des services à l'arrière, l'abondance et la perfection de l'outillage, le sérieux de la base matérielle que ce peuple a construite à sa façon, graduellement, consciencieusement, pour y appuyer son effort militaire, proportionnant les préparatifs à la grandeur et la longueur prévues de l'effort. Ceux qui savent ce qu'il peut dépenser d'attention, d'argent et d'activité préalables à l'aménagement d'un terrain de jeu, pouvaient imaginer ce que seraient ses installations de guerre.

De loin en loin, dans les champs, des baraquemens commençaient à se lever, indiqués par des flèches et des écriteaux sur les arbres de la route : *Watering Parties*, *Coffee Bar*, *Blacksmith*, *Motor Repairs*. D'autres, tout le long des trèfles et des blés, répétaient : *Don't ride on the fields.* Mais à l'entrée d'un village, nous lisions ces mots : *Infected village. To be crossed without stopping.*

Ces deux avis, — *ne pas marcher sur les moissons ; traverser le village sans s'arrêter*, — donnaient idée des relations de l'autorité anglaise et de la population. En se superposant

au pays, cette armée s'efforce d'en rester indépendante et de n'y faire sentir aucun poids. Si la vie du pays s'est faite plus rare et plus lente, c'est, — comme par toute la France, — par l'effet de notre mobilisation. A travers l'organisation et les hiérarchies étrangères, l'ordre indigène persiste et transparaît. Par exemple, au milieu des hommes et des canons d'Angleterre, c'est une prévôté française qui fait, pour les Français, la police de ces routes. A côté du capitaine anglais, dans l'automobile anglais, c'est à des gendarmes de chez nous que nous devions montrer nos papiers anglais. De même, dans les villes que nous avons traversées, je n'ai pas vu une seule affiche signifiant à la population un ordre, un appel, un avis de l'autorité britannique. Pour empêcher les hommes de s'alcooliser au cabaret, on ne s'adresse qu'aux hommes : nulle interdiction au cabaretier. Seulement, si l'on découvre qu'un soldat a bu chez lui des liqueurs fortes, on agit comme pour le village infecté : d'abord le soldat est puni, et puis défense à la troupe de mettre les pieds chez ce cabaretier pendant quinze jours. Sauf les logemens, où l'on a pris la suite de l'armée française, on ne réquisitionne pas; on achète, et la consigne est de ne pas marchander. J'ai su ce qu'une maison, où un important service est installé, coûte à l'État anglais : c'est un surprenant loyer. L'Intendance pouvait en fixer le prix. Comme nous le disait un officier, le principe est d'éviter à l'habitant tout sentiment des gênes et contraintes qui suivent une occupation militaire. « Notre idéal, ajoutait-il, serait de passer invisibles. »

Il parlait de l'armée. Le soldat est invité « à saisir toute occasion de cultiver les relations les plus amicales avec nos alliés, » et il se fait beaucoup de petits commerces, au cantonnement, avec l'habitant. On sait le simple langage qui s'est improvisé si vite pour ces échanges.

Long arrêt à Saint-Pol, — sombre, sérieuse, ramassée dans sa vallée, — pour prendre les permis nécessaires à la visite des premières lignes. Nous attendions dans la cour du Quartier Général, installé dans une maison du XVIII[e] siècle (il y en a partout dans ce pays) : longue façade basse et blanche, avec deux ailes en retour; vaste grille de fer forgé, et dans l'espace enclos, de sages quinconces de platanes. Dans ce cadre si français, je suivais les mouvemens de la sentinelle. C'était

bien ce que l'on m'avait dit, du *clock-work*, une allée et venue d'automate comme on en voit à certaines horloges célèbres de la Renaissance, avec quelque chose de plus fort, précis, impérieusement rythmé dans le mécanique. A droite, à gauche, par coups de balancier, une marche rectiligne, le pas sonore scandant exactement le pavé. Et puis, toujours au même point, le factionnaire arrêté net, sans un muscle qui bouge, la face haute, le regard fixe et tendu. Alors, un à un, les deux autres temps du demi-tour, chacun coupé du même arrêt. Je songeais à ce qu'on m'avait dit : à tant de rigueur et de perfection, l'homme devait prendre un secret plaisir.

De cette minutie du rite et de cette ardeur à bien faire, j'avais eu déjà le sentiment en les regardant saluer leurs officiers. Geste du conducteur de camion et du tringlot, dont le bras se baisse instantanément; geste de la sentinelle dont la main droite vient s'appuyer sur la crosse du fusil. Le salut ordinaire est le plus beau, — si ample, instantané, complet, les yeux dans les yeux du chef. Quand c'était le chef habituel, je lisais mieux que du respect dans ce regard si bleu, si viril et si droit : de la fidélité, — *loyalty*, — le sentiment de l'attache personnelle, directe, au *leader*, à celui qui conduit dans une entreprise commune.

Pourtant les officiers ont l'air de leur parler bref. Et tout à l'heure, une compagnie passant devant le Quartier Général, au moment où sortait un colonel, j'ai entendu ce commandement : *Eyes right!* Et toutes les prunelles ont tourné vers le colonel.

Une telle consigne, que l'on pouvait croire tout allemande, étonne dans une armée démocratique. Mais l'Angleterre n'est pas simple. En cette démocratie, où « l'honneur et les droits d'un lord », disait récemment un ministre, « comptent, aux yeux de la loi, tout juste autant que celui d'un marchand de légumes (1), » on continue pourtant de croire aux distinctions de caste, et que le sang d'un non-gentleman n'est pas tout à fait de même essence que celui d'un gentleman. Dans l'ancienne armée, où tous les soldats appartenaient à la première catégorie,

(1) Le gouvernement de Vienne réclamait un signe spécial sur un bateau anglais amenant d'Orient des Autrichiens prisonniers, et qui pouvait être torpillé. L'une des raisons alléguées était que ces fonctionnaires appartenaient pour la plupart à la « haute classe. »

et tous les officiers à la seconde, cette distinction et les gestes qu'elle impose, ont toujours fait partie de cet ordre naturel des choses dont un Anglais ordinaire ne s'avise pas de raisonner. Or, par amour du passé, l'armée nouvelle (si différente d'origine, et vingt fois plus nombreuse) tient à continuer l'ancienne. Elle n'a pas voulu de drapeaux nouveaux, et les vieux régimens durent s'agrandir de tous ses nombres. Comme elle en a repris les noms historiques, elle en a repris les traditions et consignes, dont le prestige est exactement celui d'une étiquette : une étiquette que l'on observe pointilleusement, parce que, en l'observant, on respecte l'armée, qui est l'œuvre de tous et de chacun, et que, soi-même, on se respecte davantage. Ainsi la tradition ajoute au prestige de la règle, si puissante et spontanément conçue, au pays du puritanisme et de la liberté. Voilà le trait qui, sous les gestes pareils, fait la différence profonde entre la discipline anglaise et l'allemande : c'est par un acte personnel que l'homme s'y soumet.

La sentinelle aux mouvemens d'automate n'était pas un automate, mais énergiquement un volontaire.

Le général nous a reçus. Je le revois, avec ses deux officiers d'ordonnance, dans le grand salon clair et lambrissé, de si parfaites proportions, où les verdures brumeuses du parc semblaient, dans les fenêtres cintrées, aux reflets glauques, de hautes et froides tapisseries. Des cartes à toutes les échelles couvraient les murs. D'autres se tendaient sur de longues tables à chevalets. Il y avait deux téléphones sur le bureau. Nous étions au centre cérébral où se projettent les images d'un morceau du front, et d'où partent les filets nerveux qui le commandent.

Il se penchait sur une feuille où deux enchevêtremens de lignes, l'un rouge et l'autre bleu, figuraient les labyrinthes opposés des tranchées.

« Ce matin, disait-il, c'est assez calme. Vous entendez le canon : c'est nous ; ils ne répondent pas. Mais souvent, c'est moins sain. Vous entrerez par ici : *Hospital road* et puis *Cabaret road*. N'oubliez pas de vous espacer. En tout cas, vous verrez des tranchées bien faites. Tout le monde y a travaillé : les Boches d'abord, à qui les Français les ont prises, et puis nous, à qui vous les avez passées. »



C'est près de là que nous vîmes changer l'horizon. La riche campagne de Juin continuait en houles bleues de jeunes blés. Mais par delà, une zone pâle, un peu jaune, apparut, comme lorsque dans le Sud du Sahel, le désert commence à se révéler. C'était bien le désert, celui que la guerre a fait, immobilisée là, chronique depuis la grande poussée de 1915 : les terrains morts, où tant d'hommes sont morts. Nous arrivions à la limite actuelle de notre monde, — à cette longue plage pressentie, où la force dont nous avions vu progresser une onde, vient chaque jour déferler et faire explosion. Dans le Nord, à quinze ou vingt kilomètres de distance, des fumées brouillaient l'espace ; mais on distinguait, à demi voilés, deux étranges triangles presque noirs. C'étaient des crassiers de houillères, les pyramides de scories auprès des puits de Marles et de Bruay, le commencement du Nord industriel et de nos richesses minières que, plus loin, du côté de Lens et de Courrière, l'ennemi dévore.

Nous avions quitté la grande chaussée d'Arras pour suivre, plus au Nord, des chemins compliqués, chargés de troupes et de voitures. Si près des premières lignes, les camions avaient disparu, leurs chargemens transbordés (aux stations que les Anglais appellent *dumps*) en des charrettes, cacolets, caissons, qui vont les distribuer aux tranchées. Le charroi était commandé comme à Londres : aux carrefours se trouvait un policeman en khaki *(military police)*. Sans un mot, d'un petit geste de la main, il coupait les files, vous arrêtait et vous laissait repartir.

Les canons tonnaient devant nous, et maintenant chacun des coups se laissait à peu près situer. Ce n'était plus ce que nous avions entendu presque toute la matinée, le sombre murmure, et puis la rumeur grossissante d'orage qui semble venir de tout l'horizon.

A C..., on prend les casques et les masques. Presque aussitôt, le paysage tourne au tableau de guerre : colonnes massées au long de la route, villages pleins de troupe et de mouvement, canons de tous calibres, alignés dans la rue, forges où l'on travaille, fils de fer et tranchées de soutien au travers des champs, chevaux au piquet, entre des baraquemens et des semis de tentes, dépôts de matériel, piles de rails, rondins,

obus,— ceux-ci couvrant le sol par champs rectangulaires qu'on espace prudemment.

Et puis d'autres rectangles, — hérissés, ceux-là, de croix blanches dont le nombre augmente chaque jour...

Il fallait arrêter souvent. Un peloton de cavaliers sikhs défila, dont je pus voir chaque visage. Le plus beau type de l'Inde : sombre, anguleux, regard de feu noir et languide, barbe de jais qui découvre tout le bel arc de la lèvre brune. Parmi les blés de France, sous un ciel que ternissent des fumées de houillères, ils apportaient l'Asie, son ardeur secrète, son rêve, son mystère. Lance en main, casque en tête, le pied à fond dans l'étrier, ils n'étaient pas des soldats, mais des guerriers, des guerriers de *Mille et une Nuits* : on voit de telles figures sur des gouaches persanes. Voilà les contrastes de cette guerre où des armées passent des années dans les mêmes boyaux de terre, où des combats singuliers se livrent en plein ciel, où l'ennui le dispute à l'horreur, où les scènes d'épopée surgissent à côté de travaux qui préparent et multiplient industriellement la mort.

Survint un bataillon d'Australiens qui rentrait des tranchées. Ils marchaient de ce même pas petit, sans rythme, et si lent, qui m'avait déjà surpris, — le pas, me dit-on, des hommes habitués à cheminer par files, un à un, dans les sapes étroites où la glaise colle aux pieds. Grands, puissans, brûlés par le grand air, chargés de tout leur équipement, le casque terni, le fourreau de baïonnette et l'uniforme au ton de boue éclaboussés, encroûtés par endroits de boue véritable, ils allaient en silence, enfermés dans un sérieux aussi farouche que la guerre. Sous leur fatigue, on sentait leur force et ce qu'une telle troupe signifie, dans la bataille, de volonté muette et d'obstination. Un de nos compagnons anglais les loua d'un mot : « *By Jove! they look business...* »

Ensuite, — dans le même sens que nous, — un convoi de munitions, chaque fourgon gris avec son attelage de quatre mulets en flèche, ses deux cavaliers conducteurs, dont la main tient un petit fouet de cuir. Des Anglais : visiblement la même famille humaine que les Australiens, mais une branche différente — plus petits, de figure plus claire, formée au climat du Nord, aux frais brouillards, le sang à fleur de peau. Ils sem-

blaient aussi bien plus jeunes. C'est peut-être seulement que l'homme mûrit moins vite en Angleterre. L'unité du type étonnait toujours. On voyait le fruit humain qu'un certain peuple, façonné par une certaine culture — l'une des plus insistantes, intolérante aux variations individuelles, — répète comme tel cerisier ses cerises, par générations et par multitudes.

Ils se suivaient en longue frise où revenaient toujours les mêmes fourgons, le même attelage, le même couple de cavaliers, — le même motif de jeunesse, de force et de consciencieux travail.

Enfin, nous sortîmes de ce courant de trafic, et de nouveau ce fut la solitude. A l'entrée d'un vallon, l'auto s'arrêta. La route n'allait pas plus loin. Nous étions devant des monceaux de pierraille et de plâtras : les premiers vestiges de Carency.

* * *

Des vestiges, non des ruines. J'avais vu des ruines en Argonne, en Champagne : murs éventrés, carapaces vides, il restait toujours quelque chose qui parle, une silhouette pathétique. Ces bourgs dévastés de l'Artois attristent moins les yeux. C'est que les cadavres des maisons ont à peu près disparu, la plupart des constructions étant de brique, laquelle, au choc, à l'explosion, se pulvérise. Carency est plus morte que Pompéi, mais la mort, à ce degré, cesse d'être sinistre pour n'être plus que ce qui n'est plus. Çà et là, dans les hautes graminées de Juin, des lignes d'arasement, des morceaux de murs, des socles plutôt, par-dessus lesquels on sauterait, ne montrent que la place et le plan des habitations. Et cette désolation se prolonge assez loin : on s'étonne, en marchant, de la voir continuer au détour du vallon. Je cherchais le célèbre cimetière d'où l'infanterie française (11-13 mai 1915) finit par déloger les Allemands. Ce fut une lutte épique, car l'ennemi en avait fait un réduit formidable, et la résistance fut désespérée, — mais un simple épisode dans l'immense bataille qui, de Notre-Dame de Lorette au Mont Saint-Éloi, se développa d'heure en heure, et finalement nous donna, avec le promontoire qui domine la plaine de Lens, Carency, les « ouvrages Blancs, » une partie de Neuville, la Targette : notre plus grande avancée, à ce moment, depuis la bataille de la Marne.

Le cimetière se reconnaissait à peine : des fragmens de dalles, des fosses ouvertes. Mais tout l'espace entre les deux pentes n'est plus qu'un cimetière : l'ennemi y a laissé des milliers de morts qu'il fallut enterrer par grandes masses. Partout se lèvent de verts tumulus. Il n'était pas besoin de savoir : nous ne savions pas d'abord... Nous étions assis sur l'un de ces monticules où notre guide, insensible à ces contingences de la guerre, avait fait poser quelques provisions de route. Par momens, un subtil, secret, mais affreux effluve passait, mêlé à la senteur fraîche des buissons...

Le lieu était vide, sauf, à cinquante mètres, une batterie dont le tir secouait fort notre bref repas. A chaque coup je voyais le recul du canon dans son logement : secousse rétractile, comme d'un tentacule très sensible sous une subite excitation. Et puis la longue chose grise, lentement, d'un mouvement aveugle et certain, revenait, recommençait de s'allonger...

Mais, dans les intervalles de silence, on entendait des gazouillis d'oiseaux; le murmure des abeilles reprenait. Et si l'on penchait un peu la tête pour ne plus voir les bas-fonds, il ne restait que les pentes de fraîche verdure et tout près, des graminées, des buissons, des fleurs : bouillons blancs et millepertuis.

Je songeais à ce mot de l'artiste français qui disparut, en avril 1915, dans un combat des Éparges, et qui suivait avec une si fervente attention l'impassible mouvement de la nature sous nos tumultes de guerre : « Les morts ne gêneront pas le printemps... »

DEVANT LA CRÊTE DE VIMY

C'est au sortir de Carency, que l'on entre dans les vues de l'ennemi, et l'on prend, pour gagner les défenses de première ligne, un interminable boyau d'accès. Alors commence la marche dans la boue, — boue gluante comme celle de l'Argonne, parfois eau jaune, où les parois plongent, et presque toujours aux endroits où la tranchée va tourner à angle droit, en sorte qu'il faut y entrer sans savoir jusqu'où cette inondation continue. Il ne pleuvait pas, il n'avait pas plu la veille, et nous étions au mois de juin.

Passée la route d'Arras-Béthune (en tranchée naturellement), commence la cité souterraine, l'immense terrier humain où respire et remue une armée, que trois armées ont occupé l'une après l'autre, sans que rien apparaisse à la surface que des vagues successives de terre retournée comme celle que des taupes géantes soulèveraient en fouissant. Toujours, à gauche, à droite, de nouveaux couloirs : c'était bien le dédale dont nous avions vu l'image, au Quartier Général, en inextricable fouillis de lignes rouges. *Hospital Road, Cabaret Road, Ersatz Alley,* je retrouvais, aux coins des galeries, ces noms que l'on nous avait montrés sur la carte, et aussi des *Regent Street,* des *Tottenham Court Road,* évocation, dans ces tristes fossés, de la fête et du luxe de Londres. Aux portes des abris, on en lisait d'autres : *Rose and Thistle Mansion, The Marygolds, Shamrock Cottage,* rappelant avec humour et sentiment la patrie locale, l'Écosse, l'Irlande, et ce que chantent les romances anglaises : le *home,* la maison fleurie qui porte un nom de fleur.

A mesure que l'on allait, il y en avait davantage, de ces souterrains dont la noirceur s'ouvre sous un porche de tôle ondulée. Nous étions dans les tranchées de réserve, et la population de ce terrier-là se révélait très dense. Des groupes s'affairaient à des toilettes, à des cuisines, à des travaux de menuiserie, de cordonnerie. Il y avait beaucoup de barbiers, enveloppant de neige savonneuse les têtes de leurs patiens. Ces logettes sombres et ces besognes d'artisans, cela rappelait un peu les bazars du Maroc. Mais quelle autre humanité! — claire, saine, pure, amie de l'eau froide et du plein air, et dont les traits parlaient d'énergie tranquille et qui se discipline. Beaucoup travaillaient sans veste ni gilet, les bras nus (souvent historiés de tatouages), la chemise ouverte sur la poitrine. D'autres, qui se lavaient, montraient des torses d'athlètes grecs. Une civière passa, portant un blessé vers l'arrière : une figure blonde et blême d'adolescent. Le cou était enveloppé d'un linge où l'on voyait du sang. Comme on se serrait contre le mur, et qu'on le saluait en lui adressant un mot de sympathie, il essaya de sourire et répondit par un *don't mention it* intimidé.

Le « Brigadier, » prévenu par téléphone, nous attendait à l'entrée de son souterrain. Bleu froid des prunelles, teint de maroquin rouge, souple minceur de la silhouette, malgré la moustache grise, le poids de l'âge réduit à rien : toujours le

même type d'officier supérieur, dont le pratique et sobre khaki (le col paré de vermillon, et l'insigne du grade sur l'épaule) fait ressortir l'énergique noblesse. Il nous reçut comme à son club, et puis nous donna deux lieutenans : « Divisez-vous ; cela vaut mieux, bien qu'il n'y ait pas beaucoup de *strafing* en ce moment-ci. » *Strafing*, c'est le marmitage allemand, le *Gott strafe England*, qui amusa tant les Anglais, ayant donné ce mot qui, maintenant, fait partie de la langue.

Consciencieusement, durant deux heures, le lieutenant nous a fait tourner dans ces couloirs de première ligne, beaucoup plus étroits et moins vivans que les tranchées de réserve. Impression de mortelle monotonie. Plus de groupes s'activant joyeusement à des besognes de métiers. La sape toujours pareille, avec son rondinage et son eau jaune, sa banquette, les veilleurs dont on ne voit que le dos de laine fauve, les sacs de terre empilés sur le parapet, le fil barbelé, tendu sur des piquets de fer qui sont toujours ceux des Allemands. Par terre, une profusion d'éclats rouillés d'obus et de torpilles, et surtout, par trois et par quatre, encore fixées sur la coulisse du chargeur, des balles boches, françaises, anglaises, celles-ci à foison : je suppose qu'on en fait, de temps en temps, la cueillette. Parfois un officier, la jumelle à la main, dans une embrasure ; un téléphoniste agenouillé devant son appareil ; un obusier sur un terrassement ; une mitrailleuse dans un réduit. Dans une galerie latérale, on nous montra un éboulis récent : un coup de torpille. Là, venait d'être frappé le blessé dont nous avions croisé la civière. Ces tranchées, où rien ne semblait se passer, n'étaient pas inactives.

Un ennui affreux s'en dégageait pourtant. Il faut imaginer ce qu'est la vie dans ces repaires, où la seule distraction est de donner et de risquer la mort. Le bourbier, l'eau jaune, la paroi suintante, la fosse que l'hiver noie, où le printemps n'apporte pas une herbe, la glaise et la craie infectées de cadavres, les pentes blêmes où ne poussent que les croix des morts et du fil de fer : toujours, à travers les mois, les années, revenir à cela (beaucoup de ces soldats furent d'abord à l'Yser, où l'inondation a charrié la pourriture) ; toujours retrouver cela, au réveil, le matin, — quelle entrée dans la vie pour ces jeunes gens qui n'avaient jamais pensé à la guerre ! L'existence des nôtres est toute pareille, mais ils semblent plus formés, plus consciens,

Paysans, bourgeois, ouvriers, ils savent qu'ils défendent leur terre; ils ont toujours su qu'ils auraient peut-être à la défendre. Avant la guerre, ils ont été, ou savaient qu'ils seraient soldats. Ils n'ignoraient pas l'ennemi; la frontière envahie, ils se sont mis à le haïr. Ceux-ci, les lieutenans surtout, semblent si jeunes; ils sont venus avec tant de candeur! Ils font penser à des enfans qui voient et vivent ce qui n'est pas de leur âge, ce qui n'est pas pour eux. Et puis, on songe à ce qu'était leur vision du monde et de la vie, à leur Angleterre si profondément civilisée, où le bonheur était facile et fréquent, parce que l'homme y est simple, et que tout s'y orientait depuis longtemps vers un idéal d'ordre et de santé, — à cette Angleterre qui ne doutait pas de la raison et de la sécurité du monde, et, de parti pris, se masquait, dans la vie, la vue du tragique, faisant une part de plus en plus grande aux vacances, aux loisirs dans les jardins, aux jeux sur les parfaites pelouses.

Seulement, — et c'est là le trait original, — sous les habitudes de bien-être et de luxe, persistait la foi à l'absolu de certains commandemens, avec la conviction qu'un homme vaut suivant sa faculté de se les imposer à lui-même. C'est le fonds de l'enseignement qu'ils avaient reçu à l'église et à l'école. Au milieu de leur paix, dans leurs jeux mêmes, ils trouvaient une discipline d'endurance et de volonté. Ils avaient appris au *football* qu'il faut se taire et serrer les dents quand un coup de pied vous démolit la jambe. Ils savaient que le premier commandement de l'art honorable (c'est leur mot pour la boxe) est de sourire tout doucement quand on reçoit un coup de poing dans la figure. De leur éducation anglaise, ils avaient retenu surtout qu'un homme ne doit jamais avouer, ni à autrui ni à lui-même, une émotion ou seulement une inquiétude, — par conséquent, ne jamais admettre qu'il se trouve devant une difficulté ou un péril plus forts que sa résistance et sa détermination. Ils apportaient à la guerre cette consigne et cette habitude, avec la convention sociale d'un langage qui dit toujours le moins pour le plus, et transpose le tragique sur le plan de l'humour et de la plaisanterie. Il faut connaître ce langage pour comprendre, quand ils parlent d'un assaut, d'un bombardement, d'une attaque de gaz, qu'il ne s'agit pas d'une chose amusante ou simplement curieuse. Un sous-lieutenant nous contait que dans la campagne de l'Yser, le parapet de sa

tranchée avait contenu, tout un hiver durant, un cadavre dont les pieds gelés sortaient de la paroi. Ces deux pieds, on en parlait toujours comme du « portemanteau » : *the hat rack.* Ceci donne le ton. Il s'agit bien d'une transposition constante, où se manifeste, sans doute, la verve, l'inépuisable vitalité de ces jeunes gens, mais aussi, leur secret parti pris de résistance.

De son pas flâneur, avec l'allure d'un homme qui s'acquitte par conscience d'une besogne qu'il juge inutile, l'adolescent nous a menés à deux cents mètres environ de l'ennemi (à partir de là, le fossé s'en éloignait).

— « Il n'y a pas beaucoup d'accidens, dit-il, parce qu'ils ont des heures régulières de tir. Mais on ne sait jamais au juste. Passez vite les yeux par-dessus le parapet, si vous voulez voir l'ensemble des positions. »

Il était monté sur un terrassement qui sert aux mortiers, et la moitié du buste hors de la tranchée, d'une voix nonchalante, il expliquait le paysage :

— « Là-bas, en face, cette crête, c'est le plateau de Vimy. A gauche, au Nord, Souchez et le plateau de Notre-Dame-de-Lorette. Maintenant, tournez-vous. Dans le Sud, Neuville-Saint-Vaast, Écurie. Bien entendu, les emplacemens : il ne reste rien de visible. A droite, les deux tours lointaines sur une éminence isolée, c'est Mont-Saint-Éloi. Arras, qu'on ne voit pas, est par derrière. »

C'était tout le champ de bataille d'Artois qui s'étendait sous nos yeux, le champ illustre de juin 1915, où nos vagues d'assaut, balayant la plaine d'un élan que le Commandement n'avait pas imaginé, percèrent si vite, du côté de Vimy, que l'horaire et tout le dispositif de soutien en furent déconcertés.

On ne voyait qu'une étendue pâle, pleine de ravins et de cratères, qui descendait, chaotique, devant nous, et puis remontait pour finir, là-bas, sur le ciel, en ligne ondulante comme, en mer, la crête dénivelée d'une longue houle qui vient de passer et qu'on regarde fuir. Nul signe de l'ennemi, rien de vivant, pas même un détail visible, pas un arbre ou une maison dans cette vallée de la mort. Un silence absolu. Ces espaces où des nappes de sang ont coulé sous des nappes de mitraille, ces espaces terribles fascinaient. De quels yeux furent-ils regardés à la der-

nière, infinie minute qui précède l'attaque, quand chaque homme, qui, pendant des mois, ne les a vus que par un étroit créneau ou par un périscope, tend sa volonté pour s'y lancer? La nuit, seulement, quelques-uns, les plus braves, s'y aventurent pour aller reconnaître les travaux, approches de l'ennemi. Armés de grenades, le couteau à la ceinture, une boussole phosphorescente dans la poche, ils s'en vont dans le noir. Mais de bleuâtres, éblouissantes étoiles s'allument. Alors, sur le terrain dont chaque relief s'illumine impitoyablement, il faut se jeter à plat ventre, ne plus bouger, ou bien ramper, se traîner de pierre en pierre, sous de brefs bourdonnemens de balles.

On essayait d'imaginer ces choses. Mais tout restait vide dans le désert sans couleur et bouleversé, jusqu'au moment où la canonnade anglaise rompit encore une fois le silence. Très loin, alors, jalonnant la crête de Vimy, des fumées apparurent, tout de suite levées et ramifiées comme de grands arbres fantômes. Chacune suivait un bruit ronflant, propagé tout droit dans le ciel, comme d'un train qui passerait là-haut, très vite, par-dessus le plafond de grisaille. Mais rien du feu des éclatemens : les » arrivées » se produisaient dans le mystérieux au-delà, derrière le faux horizon tendu par la plaine montante.

Les Boches durent perdre patience, car des bruits nouveaux et prochains se mirent à fendre l'espace. Cela passait en lignes sifflantes, bien plus rapide et plus bas que les volées anglaises. C'étaient comme d'immenses coups de fouet lancés au ras des parapets : on eût dit à deux ou trois cents mètres devant nous. On sentait la véhémence furieuse et rigide de la chose qui, par là, tendait contre toute vie la barrière de son invisible trajet.

Un factionnaire nous arrêta. On ne passait plus.

« C'est vrai, dit le lieutenant, il vaut mieux attendre un moment. Presque tous les deux jours, d'ailleurs, c'est la même chose à la même heure. On dirait un horaire de tir. »

Alors vingt minutes d'attente dans un abri de mitrailleuse, tandis que s'épuisait cette fureur. Et puis, la paix revenue, en route, de nouveau, dans le boyau jaune. Il remontait, et nous allions maintenant hors des sapes, sur une large et libre voie,

sorte de boulevard à demi protégé, sur la droite, par une pente dont la coupure faisait muraille. « Restez près du mur, » disait un écriteau. Tout d'un coup, le tir allemand recommença. Un coup passa, coupant la route en arrière, assez près, cette fois, avec exactement le bruit prolongé d'une fusée dans un feu d'artifice, mais ici fusée horizontale, tendue tout près de terre. Un autre suivit, toujours du même côté, et certainement très proche.

Et presque aussitôt, une chose toute nouvelle. Devant nous, un souffle violent, un *whizz* démesurément enflé, la trajectoire tendue à portée de la main, semble-t-il, dans l'intervalle de quelques mètres qui nous sépare de l'officier. Instinctivement, les têtes se baissent, les corps se jettent de côté, vers le mur de terre, et l'on voit l'obus éclater à cinquante mètres en contre-bas, près d'un champ de croix blanches, sur la pente ravagée qui descend à gauche de la route. On nous entraîne au fond d'un abri. A l'instant où il est perçu, le danger est déjà passé (si danger il y eut, car sans doute étions-nous restés dans l'angle mort du talus), — et l'on est bien sûr qu'il ne se renouvellera pas. Mais, l'expérience est bonne. On conçoit plus directement qu'on ne faisait ce qu'il faut avoir en soi pour imposer à la « carcasse, » après une telle sensation, d'en attendre sans bouger une autre, et puis une autre, parce que la consigne est de garder le terrain. On se rappelle ceux qui sont morts pour avoir impassiblement laissé se rapprocher d'eux, un à un, les souffles terribles.

La minute suivante, nous sommes à huit mètres sous terre, dans une jolie chambre où la lumière des lampes éclaire d'aimables images de la *Vie parisienne*. De simples et gentils garçons font passer des cigarettes, du *whisky-and-soda*. Et puis, c'est un thé en règle, avec *cake* et marmelade, tandis que là-haut, les *whizz-bang* mènent inutilement leur tapage. On cause, on parle des ennuis de l'existence confinée, de la longueur des semaines et des mois. L'aîné de nos hôtes, — vingt-quatre ans environ, — dit avec nostalgie : *The foxes are having a good time at home* (les renards, au pays, se donnent du bon temps). Le plus jeune, qui semble frais émoulu d'Eton, a fait toute la guerre : « Nous sommes allés de l'Aisne à Ypres, et quand nous en sommes partis, il ne restait dans le bataillon que trois officiers du début. »

Les *whizz-bang* continuant, mêlés aux tonnerres des canons anglais, nous sommes remontés jusqu'à l'entrée du souterrain, pour regarder la fête. C'était bien une fête. Du côté du talus, devant les abris, la route, vide auparavant, s'était remplie de monde. Têtes nues, en bras de chemise, les hommes riaient, causaient, comptaient les coups : « Ça, c'est eux ! Ça, c'est nous ! Le howitzer de douze pouces ! » Animation soudaine, et qui rappelait l'Orient, à l'heure où, la terre enfin délivrée de l'insupportable soleil, la vie se répand sur la poudre d'un sokko, bourdonne devant les portes. L'ennui de la journée tombait comme une chaîne de plomb, rompu par la canonnade. Quelqu'un grattait du banjo. Un groupe se mit à chanter.

Je reverrai longtemps l'étrange scène : désolation lunaire du paysage, éclairs et fumées d'explosions sur une pente vide, champ de croix du petit cimetière, heureuse et magnifique jeunesse surgie dans la pâleur du soir, — et puis ces voix chantantes, ces traînantes, nostalgiques tonalités anglaises, entre des bruits formidables d'obus...

ANDRÉ CHEVRILLON.

LE PÉRIL DE NOTRE MARINE MARCHANDE

III[1]

L'INSUFFISANCE DE NOS PORTS DE COMMERCE

LES OUVRAGES DU PORT

Nous avons, au cours de nos précédens articles essayé de montrer la détresse de nos constructions navales, et indiqué les lacunes de notre législation en ce qui concerne le navire, l'équipage, le travail à bord. Nous voici maintenant conduit à dénoncer l'insuffisance grave de nos ports de commerce dont l'organisation exerce une si grande influence sur le développement de notre flotte marchande. Dans nos ports, en effet, celle-ci procède à son armement et se charge : plus tard elle y revient pour se décharger et se réparer. Il est donc de la plus haute importance pour elle de savoir comment ont été réglés l'approfondissement des passes et des bassins, l'établissement des quais, la répartition et les dimensions des formes de radoub.

C'est notre pavillon qui pâtit surtout de l'infériorité de nos moyens d'action. Alors que les Compagnies étrangères ne s'arrêtent pas définitivement sur nos côtes et ne supportent que d'une façon accidentelle les inconvéniens qu'elles peuvent y rencontrer, nos bâtimens font de nos cités maritimes leur séjour

(1) Voyez la *Revue* des 1er avril et 15 mai 1917.

habituel. Il y a pour les uns et les autres la différence qui existe entre un port d'escale et un port d'attache. Dans ce dernier, le navire compose son équipage et prend la majeure partie de son fret. Le port d'attache est, en quelque sorte, le domicile légal du navire. Bien souvent, au contraire, les bateaux étrangers ne passent pas vingt-quatre heures à l'intérieur de nos jetées. Quand ils jugent qu'ils ne s'y trouvent pas à l'aise, ils se hâtent de cingler vers des eaux plus hospitalières, détournant ainsi le trafic de nos rivages.

Un fait à peine croyable, c'est qu'aucun de nos ports ne soit en état de recevoir les grands paquebots modernes à toute heure de marée. Les *liners* français de l'Atlantique, eux-mêmes, doivent régler leur arrivée au Havre, à Saint-Nazaire, à Bordeaux, sur la hauteur des eaux, car nos ouvrages maritimes ne se sont pas adaptés en temps opportun aux dimensions des nouveaux paquebots. L'exemple du Havre est là pour le démontrer. Une première enquête pour l'agrandissement du port fut entreprise dès 1882. Le Parlement ne vota qu'en 1895 les crédits nécessaires à l'exécution d'un plan restreint qui ne répondait déjà plus aux exigences du moment. On décida donc de modifier les fondations des musoirs d'entrée et des quais de marée. Faute d'avoir vu assez grand, les travaux d'ensemble auront coûté plus cher et ne sont même pas encore achevés. On dut en 1907 adopter un second programme dont la dépense s'élèvera à 85 millions. Ce programme consiste en une emprise sur la mer de 285 hectares environ, entourée de 4400 mètres de quai. Ces bassins eussent rendu, au cours des hostilités, d'incalculables services. Alors que le besoin s'en faisait si cruellement sentir, on se demande pourquoi les Ponts et Chaussées n'ont pas réalisé l'effort nécessaire pour couper le batardeau qui devait nous livrer l'avant-port, même s'il devait être aménagé à l'aide d'installations provisoires.

Les ouvrages du Havre ont, d'une façon générale, l'inconvénient de concerner plutôt l'accès du port, que les bassins intérieurs. Il en résulte que ces entreprises favorisent surtout le Havre en tant que port d'escale pour les bâtimens étrangers. A Saint-Nazaire le chenal de la Loire est très délicat à embouquer par suite de la présence de la barre des Charpentiers qu'on ne peut franchir qu'aux hautes eaux, et des difficultés analogues attendent les navires qui doivent remonter la Gironde jusqu'à

Bordeaux. On étouffe littéralement dans nos ports de commerce. Tous ces derniers temps, quand on attendait anxieusement le charbon et le matériel de guerre, on a pu voir de véritables flottes de vapeurs immobilisées à Cherbourg avant de pouvoir remonter jusqu'au Havre, où, d'ailleurs, de nombreux cargos stationnaient en rade de longs jours avant de pouvoir être déchargés. En Méditerranée, dans la baie de l'Estaque, j'ai compté, à plusieurs reprises, plus de trente de ces cargos à destination de Marseille.

Cette immobilisation des bâtimens dont le concours eût été si précieux, outre les conséquences financières dont je parlerai plus loin, a eu le très grave inconvénient de condamner à l'inaction des navires qui eussent apporté à notre pays le grain et les matières premières qui nous manquent aujourd'hui. Si l'on faisait le total des journées perdues de ce fait, on arriverait sans peine à prouver qu'une meilleure utilisation du tonnage flottant aurait permis le ravitaillement de la France entière pendant plusieurs mois de guerre. La question de la « souduro » ne se poserait pas et la population n'eût point été privée de charbon pendant tout l'hiver dernier.

Tandis que Liverpool, Londres, Anvers, Rotterdam, Hambourg, Brême, aux années qui ont précédé la guerre, se sont développées dans des proportions gigantesques, comment excuser notre indifférence? Les Chambres de commerce ont bien établi en temps voulu leurs prévisions, mais les Pouvoirs publics, à qui incombait le soin d'élaborer les plans d'ensemble de notre outillage national l'ont fait avec une extraordinaire lenteur. On n'imagine pas par quelle filière passent les projets de travaux avant d'être convertis en lois. A force de courir du secrétariat de la Chambre de commerce au bureau de l'ingénieur local, au Conseil des ponts et chaussées, pour s'échouer enfin dans les bureaux du Parlement, les projets se démodent avant d'être adoptés.

Il semble, en outre, que l'on ait commis une erreur en émiettant nos ressources sur tout le littoral au lieu de les concentrer en quelques points bien déterminés. J'approuve, certes, les allocations de crédits, plus ou moins élevés, qui ont servi à fonder dans certaines criques ou certains estuaires des ports utiles; mais était-ce une raison pour négliger l'exécution des travaux d'agrandissement à Dunkerque, au Havre, à Saint-Nazaire, à Bordeaux,

à Marseille? Durant la guerre, les ports secondaires ont effectivement rendu des services au ravitaillement du pays, mais cela tient surtout à ce que nos grands ports étaient débordés. L'infériorité de leur rendement n'entraînait en temps de paix que des inconvéniens d'ordre économique. La guerre éclate : des besoins énormes surgissent ; il faut, à tout prix, ravitailler la France et son armée. Nos ports devraient le permettre. Hélas! on s'aperçoit que rien n'a été prévu pour parer à cet accroissement des importations! Ce qui n'était autrefois qu'une faute administrative devient un danger pour la Patrie! Lorsqu'on veut se servir de nos ports d'une manière intense, ils sont vite envahis par des amoncellemens de marchandises, de caisses, de colis, de ballots de toutes sortes, qu'on attend en vain dans les villes pour nourrir ou chauffer les habitans, dans les campagnes pour cultiver la terre, au front pour combattre l'ennemi. Partout on doit se mettre à l'ouvrage et se hâter pour improviser vaille que vaille, en pleine guerre, ce qu'on aurait dû préparer plus économiquement et mieux pendant la paix.

Dans cette besogne les Chambres de commerce locales font preuve d'une remarquable activité et d'un sens pratique averti. Partout elles multiplient les moyens de fortune pour se plier aux exigences du moment. Des wharfs surgissent à l'aplomb des rives des fleuves, où des grues élèvent leurs grands bras le long de môles qui n'en avaient jamais supporté. Il faudrait mentionner tous nos ports pour rendre aux Chambres de commerce l'hommage qu'elles méritent. Depuis le début des hostilités, celle de Bordeaux a pu livrer 600 mètres de quais nouveaux : les quais de Bourgogne, dits quais verticaux, sur la rive gauche du fleuve près du pont de pierre, ayant 198 mètres de longueur avec trois grues pouvant recevoir deux navires, et les appontemens de Bassins sur la rive droite avec 400 mètres de quais et six grues desservant trois navires. Dunkerque a ouvert le quai Freycinet n° 5 que la base britannique exploite à l'aide d'apparaux perfectionnés et grâce à une importante gare créée de toutes pièces.

Marseille a continué l'exécution de son plan d'extension vers la baie de l'Estaque. Le bassin de la Madrague est maintenant protégé par un mur de quai de 200 mètres; le môle G a été mis en service et la traverse du cap Janet est sur le point de l'être. Dans un petit port comme Dieppe, la Chambre de com-

merce, qui possédait 23 grues en juillet 1914, en avait 11 de plus en janvier 1915. Les travaux entrepris : deux appontemens et la prolongation du mur Ouest du bassin à flot, permettront de porter à huit le nombre des places à quai. Des voies ferrées nouvelles ont été posées à Dunkerque, à Saint-Nazaire, à Cherbourg, etc., par les prisonniers allemands.

Rouen s'est distingué par sa merveilleuse faculté d'adaptation. Il suffit pour nous en convaincre de calculer le tonnage que cé port a dû absorber. Le mouvement des marchandises, qui était de 5 067 000 tonnes en 1914, est passé à 8 164 000 tonnes en 1915. En 1916, Rouen est devenu le premier port importateur de France avec 7 245 000 tonnes contre 6 100 000 tonnes à Marseille. Se rend-on compte des efforts qu'il a fallu réaliser pour faire face à cet afflux soudain de marchandises?

Et tout cela ne sert qu'à mieux faire ressortir l'imprévoyance du gouvernement dans la constitution de notre outillage national. Malgré tous ces sacrifices en effet, le service des quais reste très au-dessous des besoins réels, car on n'a pas eu le temps matériel de substituer un automatisme bien compris aux vieux procédés désuets d'embarquement. On manque partout d'instrumens mécaniques et ce n'est pas en pleine guerre qu'on peut se les procurer. Les difficultés ne se sont d'ailleurs pas bornées au déchargement des marchandises. Elles se sont aggravées lorsqu'il a fallu évacuer celles-ci vers les lieux de destination définitive. On a constaté alors que les voies d'acheminement ne pouvaient même pas permettre l'évacuation des marchandises déchargées, quelque insuffisant que fût déjà le mouvement des ports. Il n'y avait pas derrière eux d'artères terrestres et surtout fluviales, de véhicules de camionnage, de lignes ferrées, de wagons, de locomotives, de péniches, de remorqueurs, en nombre assez considérable.

Un exemple typique fera mesurer les erreurs de cette politique à courte vue qui a prévalu en France depuis trop longtemps. Je veux parler du canal de Marseille au Rhône et de l'utilisation de l'étang de Berre. Marseille, qui bénéficie par ailleurs d'une situation hors de pair, manque de moyens de pénétration naturels à l'intérieur des terres, puisque, seule de toutes nos grandes villes maritimes, la cité phocéenne n'est pas située sur les bords d'un fleuve. Pour obvier à cette condition toute spéciale d'infériorité géographique, il suffisait d'établir le

canal de jonction du Rhône à Marseille en employant l'étang de Berre et l'étang de Caronte jusqu'à Port-de-Bouc. Ce travail si important a bien été entrepris, mais avec quels retards! L'établissement d'une voie de communication entre Marseille et le Rhône fut officiellement proposée... en 1620! Il a fallu attendre deux siècles et demi pour que la question fût sérieusement reprise et divers plans examinés, notamment celui du lieutenant-colonel du génie Marchand, qui proposait d'ouvrir un canal souterrain praticable pour les bâtimens de la marine commerciale à travers les collines du Rove. C'est ce qui a été décidé par la suite, mais le premier coup de pioche n'a été donné qu'en avril 1911, à la tête Sud du port de la Lave, par lequel on accède à l'avant-port de Marseille. Le souterrain n'a été attaqué qu'en 1912 du côté Nord par la tranchée de Gignac. La rencontre des deux tronçons de galerie d'avancement a eu lieu avec une précision mathématique le 18 février 1916. Combien ne devons-nous pas déplorer que le canal n'ait pas été achevé avant la déclaration de guerre, quand nous réfléchissons aux services qu'il nous eût rendus pour l'acheminement des diverses marchandises vers le centre de la France! De plus, l'aménagement de la masse d'eau de l'étang de Berre comme succursale de Marseille eût singulièrement facilité la navigation française. Quand cette mer intérieure, dont les profondeurs dépassent sept mètres sur une grande partie de son plan d'eau, sera rendue navigable pour les grands navires par l'étang de Caronte et reliée à Marseille grâce à un canal, une immense superficie de quais pourra y être édifiée. Un ingénieur anglais me disait en parlant de l'étang de Berre : « L'inutilisation de ce bassin naturel au xxe siècle est une hérésie économique impardonnable. »

D'ailleurs, on ne peut s'empêcher de frémir en songeant que Marseille ne communiquait avant la guerre avec le reste du pays que par une seule voie ferrée traversant un tunnel qu'une cartouche de dynamite eût pu faire écrouler. Comment s'étonner que notre marine marchande ne jouisse pas de la prospérité qu'elle mérite lorsqu'on constate que les œuvres les plus indiquées pour favoriser son développement restent si longtemps dans les limbes? En vain la Chambre de commerce a multiplié les démarches pour faire aboutir plus tôt ce projet capital. La *Revue des Deux Mondes* m'a permis de l'exposer

à ses lecteurs le 1er février 1893 et je l'ai rapporté deux fois devant la Chambre des Députés, sans parvenir à faire comprendre la nécessité de son exécution immédiate.

De grands travaux, sinon aussi urgens, du moins aussi utiles, seraient aussi à entreprendre : par exemple, la mise en état de navigation du Rhône jusqu'à Genève. L'aménagement du Rhône comme voie de navigation constituerait une artère d'une richesse merveilleuse au sein de l'Europe centrale, qu'elle vivifierait au profit de la France en détournant le trafic des ports allemands. Ce serait en outre le moyen de permettre l'organisation des forces hydro-électriques du fleuve et de ses affluens. Celles-ci, d'après certaines évaluations, peuvent fournir un débit moyen de plus de deux millions de chevaux. On épargnerait, par l'emploi de la houille blanche, une consommation considérable de charbon dont nous manquons et dont le prix de revient pèse lourdement sur l'armement français. C'est un point sur lequel on ne saurait trop insister que cette cherté du combustible qui place la France dans une condition si défavorable vis-à-vis des marines concurrentes, anglaise, belge, ou allemande.

Et que dire des bassins de radoub, ces hôpitaux des navires qui leur sont aussi indispensables que les formations sanitaires à une armée en campagne? Actuellement, le paquebot *France*, qui navigue en Méditerranée, est forcé de se rendre à Malte, s'il veut trouver une forme sèche assez longue pour le recevoir. Dans les ports de commerce le nombre des cales ne répond nulle part à l'importance des carénages à effectuer. Au Havre, les cales de radoub ne peuvent hospitaliser les paquebots que construisait avant la guerre la Compagnie Transatlantique et ceux-ci doivent aller se faire caréner à Southampton. Mais ceci est encore plus extraordinaire : Rouen, devenu, nous l'avons dit, notre premier port d'importation, ne possède ni forme sèche ni bassin de réparation à flot. Les navires qui ont eu besoin de se réparer, parmi la quantité considérable de bâtimens fréquentant le port, ont dû se rendre en Angleterre pour se faire radouber, au lieu de trouver sur place de quoi remédier à leurs avaries. En revanche, on creuse des bassins dans les arsenaux militaires où leur nécessité n'est pas toujours démontrée. C'est ainsi qu'après l'achèvement des travaux de Lanninon, Brest aura trois formes de vastes dimensions, Lorient une, Cherbourg une.

Si vous passez par Marseille ou par le Havre, vous vous apercevrez que des navires attendent leur tour pour franchir les portes des bassins de radoub, tandis qu'avant les hostilités, les bassins de Cherbourg, de Brest, de Lorient, restaient presque toujours vides.

Cette insuffisance générale de nos ports de commerce devait fatalement aboutir à une crise très grave : la crise des transports dont il a été parlé ici-même. Je n'y reviendrai que pour signaler une fois de plus sa répercussion sur la situation militaire du pays. Il ne faut pas s'y tromper, c'est faute de n'avoir pas été en mesure de répondre aux demandes de l'armée et de la population, dès les débuts de la guerre, que nous souffrons aujourd'hui du blocus sous-marin. L'état de nos ports maritimes ne nous a pas permis de constituer des réserves nationales, et nous a même conduits à entamer les stocks que nous possédions : résultat désolant quand on sait que, pendant près de deux années, nous avons possédé, presque sans trouble, la maîtrise des mers.

***

Plaçons-nous maintenant au point de vue commercial et examinons les conséquences du mauvais état de nos ports sur l'avenir de notre pavillon.

Un navire peut se louer à l'heure comme une bicyclette. C'est ce qu'on appelle l'affrétement en *time charter*. L'armateur compte, en effet, le prix de revient de son navire par unité horaire : heure, jour, mois, etc. Toute immobilisation de tonnage flottant, tout retard dans l'entrée au port ou le déchargement des marchandises se traduit donc par une perte sèche d'autant plus considérable que la capacité du navire est plus grande. En matière de navigation, le problème consiste à transporter le maximum de marchandises dans le moindre laps de temps possible. Quand les opérations de déchargement du navire sont rendues plus laborieuses et plus longues, ce fait produit une réaction immédiate sur les résultats de l'exploitation.

Tout d'abord, la prolongation de l'indisponibilité du navire entraîne le paiement d'indemnités appelées *surestaries*, proportionnelles au temps de l'immobilisation du vaisseau. Elles se sont chiffrées en France par 25 millions environ par mois au

début des hostilités. Les surestaries, que l'armateur supporte en partie, influent fâcheusement sur ses affaires en l'empêchant de jouir de son navire et d'en retirer les revenus qu'il en attend. Ses combinaisons sont déjouées par des contre-ordres constans dans le programme des voyages.

Le mauvais outillage des ports cause à notre armement un préjudice beaucoup plus grave encore, en lui enlevant une partie de la clientèle de nos propres commerçans. Avant la guerre, nous voyions les marchandises françaises prendre couramment la route d'Anvers où elles trouvaient des facilités plus grandes pour s'embarquer et des conditions de fret moins onéreuses, justement parce que le port était outillé en vue de charger avec plus de célérité et d'économie. Par exemple, un cargo jaugeant net 3 100 tonneaux payait au Havre 6 227 francs comme droits de quai, péage, pilotage, taxes diverses, etc., tandis que le même navire n'avait à acquitter que 2 963 francs pour une escale à Anvers. C'est-à-dire que, par tonneau de jauge nette, les frais de l'armateur se montaient à 0 fr. 95 dans le port belge et à 2 francs dans le port français où le paquebot *France* doit laisser plus de 12 000 francs à chaque voyage. Qu'en résultait-il? Nos compagnies de navigation se voyaient enlever un fret important sur lequel elles eussent été en droit de compter, et cela sans qu'il y eût de leur faute.

La question de l'aménagement de nos ports est d'autant plus grave que, géographiquement, la France se prête assez mal au succès de l'armement national. A cheval sur deux mers, sur le passage de toutes les routes de navigation mondiales, notre pays est propice à la *cueillette* des marchandises par les navires étrangers. Nos côtes sont des points d'escale rêvés, aussi bien pour les vapeurs se rendant d'Allemagne, de Hollande ou des pays scandinaves en Amérique que pour ceux qui, partant de ces rivages et des Iles Britanniques, vont franchir le canal de Suez. Nos armateurs sont donc soumis à la concurrence de tous leurs rivaux, qui, ayant déjà constitué la meilleure part de leur chargement, se bornent à combler chez nous les vides de leurs cales. Convient-il que cette situation d'infériorité naturelle soit encore aggravée par un vice d'organisation?

Il est facile de se convaincre du danger en considérant que, sur 60 millions de tonneaux qui représentaient en 1913 les

entrées et les sorties de navires des ports français, 26 pour 100 seulement appartenaient à notre pavillon.

L'AUTONOMIE DES PORTS — LES ZONES FRANCHES

Un des meilleurs remèdes à cette situation consisterait à accorder aux ports leur autonomie administrative et financière, en les poussant dans la voie de la spécialisation qui leur permettrait de mieux adapter leurs moyens mécaniques de transbordement au genre de mouvemens qu'ils sont appelés à effectuer.

A la suite de diverses interventions, notamment celle de M. Taconet, membre de la Chambre de commerce du Havre, et de l'honorable M. Louis Brindeau, sénateur de la Loire-Inférieure, le Parlement a bien voté, le 5 janvier 1912, un texte de loi relatif à l'autonomie des ports ; mais, en fait, ce texte est si éloigné de l'autonomie véritable qu'il n'a nullement rempli le but qu'on se proposait. En quoi consiste, en effet, cette autonomie ?

Un port dépense des sommes considérables pour son entretien : balisage, nettoyage des quais, réparations diverses, police, etc. Les autorités locales doivent donc percevoir des taxes pour les rémunérer des services rendus aux navires. L'idée qui se présente d'elle-même à l'esprit, c'est que le port a son budget autonome, qu'il est organisé à la manière d'une commune avec une sorte de conseil municipal et de maire à la tête de son administration. Cependant, malgré la loi de 1912, c'est l'État qui continue à administrer. Si l'on excepte, en effet, les péages des Chambres de commerce, les taxes fiscales rentrent entièrement dans le budget général des Travaux publics. Il n'y a pas même de compte spécial ouvert à chaque port : au lieu que les ressources de chacun ne bénéficient qu'à lui seul, elles sont reportées sur tous les autres. Ainsi que je l'écrivais autrefois, il a été créé une soixantaine de ports dont l'entretien est à la charge de l'État. Or, il n'en existe que quelques-uns où les recettes soient supérieures aux dépenses. Quand le fait se produit, l'excédent des revenus ne sert nullement à l'amélioration du port qui a perçu les droits de quai et qui se trouve en bénéfices. Comment espérer, dans ces conditions, que nos ports puissent prospérer ? Voit-on les communes de France fondant intégralement leur budget dans celui du

ministère de l'Intérieur ? Il n'y aurait plus d'administration municipale possible.

Le régime de l'autonomie est si logique qu'il est appliqué dans la plupart des nations de l'Europe. En Angleterre, à quelques rares exceptions près, les ports de commerce relèvent de pouvoirs locaux, corporations, villes, sociétés commerciales. Suivant la tradition anglaise, l'État laisse une extrême liberté aux exploitans. Ceux-ci fixent à leur gré les tarifs d'après la situation commerciale, les besoins du moment et les nécessités de la concurrence. En Allemagne, les ports de Hambourg, Brême, Lubeck construits, entretenus et administrés par les États de Hambourg, de Brême et de Lubeck, et non par les communes qui portent le même nom, n'en jouissent pas moins d'une autonomie à peu près complète : l'autorité locale qui les dirige décide souverainement de tout ce qui les intéresse, réserve faite de quelques questions d'ordre général, qui doivent être nécessairement soumises aux assemblées supérieures, soit de l'État lui-même, soit de l'Empire d'Allemagne. Les grands ports belges ou hollandais, Anvers, Rotterdam et Amsterdam, vivent sous le régime de l'autonomie communale. L'État n'intervient que pour participer aux améliorations importantes et pour homologuer les taxes perçues sur les usagers. Enfin, depuis 1903, Gênes est administrée par un *consorzio* local.

Le principe de l'autonomie a été adopté par le Comité des Armateurs de France qui, à la suite d'un referendum, a formulé le vœu que l'autonomie fût organisée sur les bases suivantes : représentation prépondérante des délégués de l'armement et des industries maritimes, au sein du Conseil chargé de l'administration du port ; adaptation de l'organisation administrative aux circonstances propres à chaque établissement et aux besoins spéciaux auxquels il répond ; simplification des formalités administratives ayant pour effet une plus grande rapidité dans l'exécution des travaux ; maintien, entre les mains de l'industrie libre, des services que celle-ci exploite, le remorquage, par exemple.

La loi qui a été votée en 1912 pour créer l'autonomie des ports a été suivie d'un règlement d'administration publique promulgué le 10 mars 1916. Rien ne s'oppose donc plus à ce que le régime organisé par la loi du 5 janvier 1912 soit institué dans nos ports. Mais ce régime est si éloigné de l'autonomie

réelle, dont le principe avait été admis tout d'abord par le Parlement et par le gouvernement lui-même, qu'on peut redouter de le voir repoussé par les intéressés. C'est ce qui semble résulter des délibérations de l'Assemblée des présidens des Chambres de commerce qui s'est tenue à Paris le 3 avril 1916, et dont voici le compte rendu :

« L'Assemblée des présidens, après avoir pris connaissance du décret du 25 janvier 1916, pris en exécution de la loi du 5 janvier 1912, sur l'autonomie des ports de commerce, considérant que les Chambres de commerce sont particulièrement qualifiées pour apprécier les conditions les plus favorables dans lesquelles peuvent être assurés les services du port, demande instamment que, si les Chambres de commerce intéressées croient devoir émettre un avis défavorable à l'institution du régime de l'autonomie, il ne puisse être passé outre à leurs délibérations. »

Pour moi, qui ai salué avec joie le premier avant-projet du gouvernement, je reste fidèle à l'idée d'autonomie. Je demande qu'on apporte à la réalisation de cette idée un esprit plus libéral et qu'on fasse, grâce à lui, sortir de leur gangue ces perles que sont nos grands ports : Marseille, le Havre, Saint-Nazaire, Nantes, Bordeaux, Dunkerque, etc. Si l'on ne peut organiser partout une direction autonome par la Chambre de commerce, qu'on accorde au moins à chaque port une autonomie financière pour lui permettre de grandir à l'aide de ses ressources personnelles, sans faire appel à l'État.

Nous avons dit qu'il fallait développer la puissance attractive de nos villes maritimes afin d'y faire affluer le plus de marchandises possible. Une institution qui se prêterait admirablement à ce dessein serait celle des *zones franches.*

Toutes les fois qu'on a parlé des zones franches et qu'on en a vanté l'utilité, les divers gouvernemens qui se sont succédé au pouvoir ont répondu et répondent encore que ce système a été avantageusement remplacé par celui des entrepôts et de l'admission temporaire. Personne plus que moi n'est partisan des entrepôts et n'approuve davantage l'ordonnance de 1817 sur ce point, mais il n'y a aucune comparaison à établir entre le régime des entrepôts et celui des zones franches. Ils répondent à des buts absolument différens et se complètent l'un l'autre. C'est ainsi qu'on le comprend chez nos concurrens

étrangers et il est profondément regrettable qu'on s'obstine à ne pas le comprendre chez nous.

La meilleure définition que l'on puisse donner des zones franches est celle que l'on peut lire dans une délibération de la Chambre de commerce de Marseille en l'an XIII. « C'est un port établi hors de la ligne des douanes, ouvert à tous les bâtimens de commerce sans distinction, quels que soient leurs pavillons et la nature de leurs chargemens. C'est un point commun où vient aboutir par une sorte de fiction le territoire prolongé de toutes les nations. Il reçoit et verse de l'un à l'autre toutes les productions respectives sans gênes et sans droits. »

Les zones franches ne peuvent donc porter atteinte à aucun intérêt existant, mais elles ouvriraient en France un champ nouveau à des industries qui ne sauraient se créer sous la législation actuelle et imprimeraient certainement une beaucoup plus grande activité à notre commerce d'exportation. Je sais bien que le grand argument mis en avant contre cette bienfaisante mesure par les protectionnistes consiste à représenter les zones franches comme favorisant les fraudes et portant ainsi atteinte à la qualité et au bon renom des marchandises exportées. — Mais la concurrence déloyale ne serait pas plus tolérée, dans les zones franches, que l'assassinat ou le vol. Si un industriel malhonnête se permettait de contrefaire les marques de fabrique, il serait passible des mêmes peines que s'il avait opéré, quelques mètres plus loin, en dehors des limites de la zone affranchie, qui, dénationalisée au point de vue douanier, doit rester soumise à toutes les lois françaises. Ce qui nuit actuellement au commerce et à l'industrie, ce n'est pas la mission de police de la Douane, mais bien la surveillance fiscale, les mille et une formalités qu'elle nécessite, et l'interdiction absolue de fabriquer tel ou tel article. Il n'y a donc pas plus de raison pour que les marques de nos industriels soient contrefaites en zone franche qu'en un point quelconque du territoire français.

La Chambre des Députés a eu l'occasion d'aborder ce problème de la franchise en votant un projet de loi sur le régime des entrepôts qui est actuellement réglé par un texte datant du 19 avril 1906 et qui vient à expiration le 20 avril 1918. La loi nouvelle a été discutée au Palais-Bourbon dans les séances

des 13 et 15 février, 28, 29 et 30 mars 1917; elle a été votée le 30 mars. Je ne veux point entrer dans le détail de ses articles. Je me borne à faire remarquer que, contrairement à ce qu'on attendait, elle n'innove pas suffisamment en matière de liberté économique.

La disposition fondamentale de la loi est de rendre possible, sur le territoire, certaines manipulations telles que des opérations de mélanges ou de transvasemens de marchandises introduites en vue d'une réexportation, et cela sans payer les droits de douane lors de leur entrée en France ; mais l'article 7 stipule que des décrets pourront interdire l'admission en entrepôt de certains produits qui peuvent servir à en fabriquer d'autres portant le cachet d'origine français, tels, par exemple, que les vins de cru. Cette simple réserve annule tout le bénéfice de la loi puisque c'est, au contraire, dans ces cas spéciaux qu'il y a intérêt à recevoir en entrepôt des produits étrangers similaires pour conserver la clientèle au cours des années déficitaires. Je suis d'accord, malgré tout, avec M. le ministre du Commerce pour penser que la loi nouvelle « constitue une amélioration sur le régime actuel de l'entrepôt » et qu'elle est « un essai loyal d'un régime libéral qui pourra nous conduire à des solutions nouvelles, » auxquelles M. Clémentel « ne répugne nullement. » Ces solutions nouvelles ne peuvent consister que dans la création de zones franches. Il faut hardiment s'y résoudre. La Chambre des Députés a fait, à ce point de vue, un sérieux pas en avant dans sa séance du 29 mars dernier. Dans un éloquent discours, M. Chaumet fit très justement observer que nous ne saurions admettre un système unique d'entrepôts et instituer le même régime pour les villes de l'intérieur et pour les ports maritimes. « Nous voulons, a-t-il dit, une réglementation plus souple. Nous vous demandons de considérer les intérêts spéciaux de nos ports et de notre marine marchande, intérêts qui sont solidaires des intérêts généraux du pays, de tous les intérêts nationaux. »

L'honorable député a adjuré la Chambre de se prononcer enfin sur le principe d'une réforme dont elle est saisie depuis plus de vingt ans, non seulement par l'initiative parlementaire, mais aussi par l'initiative gouvernementale. En effet, sous le ministère Combes, M. Rouvier déposa un projet de loi demandant la création de zones franches. Ce projet fut étudié par la

Commission de l'Agriculture. Il fit l'objet d'un rapport favorable, mais qui ne put jamais venir à l'ordre du jour des séances publiques : M. Chaumet a formulé l'espoir que le gouvernement comprendra toute la portée de la réforme que nous souhaitons.

Grâce à sa ténacité, le député de Bordeaux a pu obtenir, par 266 voix contre 235, que son projet fût renvoyé à la Commission du Commerce. Ce renvoi, qui était combattu par le président de la Commission des Douanes, constitue un succès pour les partisans des zones franches. Ceux ci ont, devant l'assemblée des Présidens des Chambres de commerce, présenté leurs argumens de la façon suivante :

« En permettant d'introduire en franchise des produits étrangers, de les additionner et mélanger à nos produits nationaux, sous réserve de l'application de la loi sur les fraudes, et de présenter ainsi ces derniers dans les conditions et sous les formes que recherche à l'étranger la clientèle du plus grand nombre, le régime des ports francs augmenterait le trafic du port tant à l'importation qu'à l'exportation, contribuerait pour une large part au développement de notre marine marchande et ramènerait chez nous les grands courans de navigation. »

Nous nous associons pleinement à cet exposé d'une mesure qui peut avoir sur les destinées économiques de la France une influence considérable et trop longtemps méconnue.

* * *

Si nous venons maintenant à envisager le régime douanier, nous ferons cette constatation désolante qu'il favorise les marines étrangères aux dépens de la nôtre.

On se préoccupait autrefois en France de défendre nos navires contre la concurrence résultant de la fréquentation trop facile de nos rivages par des étrangers. L'ancien régime avait été même jusqu'à réserver entièrement importations et exportations aux bâtimens français. Puis on s'arrêta à la surtaxe des pavillons étrangers afin d'avantager le nôtre. Cette surtaxe fut supprimée en 1873. Aujourd'hui, non seulement il n'existe aucune protection spéciale pour les navires français, mais le régime douanier bénéficie au contraire à nos rivaux et surtout à nos ennemis! Il a été décidé en 1897 que les droits de quai seraient perçus, non d'après le tonnage du navire, mais selon

l'importance de la cargaison débarquée proportionnellement à la jauge du bâtiment. Naturellement, les cargos français, qui se déchargent finalement dans un de nos ports, se trouvent acquitter le maximum du droit, tandis que celui-ci ne frappe les étrangers que très légèrement.

Le résultat de cette politique douanière néfaste n'a pas tardé à se faire sentir. Les navires allemands qui hésitaient autrefois à relâcher chez nous pour ne pas payer de droits de quai ont saisi cette occasion d'aller nous ravir le fret qui s'offrait si bénévolement à eux le long de notre littoral et leurs navires sont apparus sans cesse plus nombreux dans nos villes maritimes. D'ailleurs, non contentes de favoriser nos ennemis sous le rapport douanier, les autorités françaises poussaient l'inconscience jusqu'à se faire les auxiliaires condescendans de l'invasion germanique.

Sans se déranger de leur route, tous les navires allemands, à destination de l'Amérique du Nord ou de l'Amérique du Sud, faisaient escale à Boulogne ou à Cherbourg et y prenaient nos passagers et notre fret dans des conditions de bon marché tout à fait exceptionnelles, — puisqu'ils restaient en rade et n'avaient à payer que les droits de pilotage, tandis que nous autres, pour entrer dans nos ports d'attache, nous étions obligés de payer dix fois plus.

A Cherbourg, l'hôtel où descendaient les passagers, en attendant le bateau, était tenu par un Allemand et les domestiques qui servaient à table portaient la livrée du Norddeutscher Lloyd. Les wagons qui transportaient les passagers destinés aux bateaux allemands, sur la ligne de l'Ouest-État, étaient choisis parmi les plus neufs et les plus confortables de la Compagnie, tandis qu'on nous gratifiait du vieux matériel.

C'est également par un Allemand que l'hôtel était tenu à Bizerte, mais à Alger c'était bien plus fort : un individu ventripotent, qui répondait au nom de Heckmann et qui était censé représenter la Compagnie du Norddeutscher Lloyd, n'était autre qu'un agent diplomatique allemand, pour ne pas dire un espion, envoyé là pour attirer aux Compagnies allemandes le plus de fret possible, en disant pis que pendre des Compagnies françaises. Comme les navires du Norddeutscher Lloyd, venant de l'Orient et de l'Extrême-Orient, s'arrêtaient à Alger pour charbonner, ils avaient intérêt à détourner sur Gênes le plus de

passagers possible, afin de les empêcher de pénétrer en France par Marseille, Port-Vendres ou Cette, et priver ainsi notre pays du mouvement auquel ils donnaient lieu.

Nous avions eu, pour notre part, connaissance de ces agissemens; nous nous en étions même rendu compte *de visu;* mais quand nous en faisions respectueusement l'observation au gouvernement, on nous répondait par l'éternel : « Pas d'histoires ! »

Or, l'inconvénient de cette mainmise teutonne sur nos ports n'était pas seulement d'ordre commercial. Demandez-vous en effet quelles étaient ces escales choisies par les Allemands. C'était Cherbourg, Alger, Bizerte : Cherbourg, notre sentinelle dans la Manche ; Bizerte, arsenal d'avant-garde sur l'Adriatique ; Alger, la clef de nos possessions africaines ! Il n'est pas besoin de réfléchir longuement pour se rendre compte que le fait d'avoir toléré cette emprise allemande sur ces points spéciaux mérite plus que d'être taxé d'indifférence.

Au lendemain des hostilités le pays ne saurait permettre le retour d'un tel état de choses. Avec nos amis nous nous lierons par des traités de réciprocité ; nous aurons, à l'égard des neutres, une attitude conforme à celle qu'ils auront observée pendant le conflit; mais rien ne nous empêchera de barrer la route à nos ennemis sur le terrain économique, comme nous avons su le faire sur le champ de bataille de la Marne.

Ce devrait être, en effet, une règle absolue que l'accès des rades militaires fût interdit, sauf aux nations alliées. A l'égard de celles-ci, la Conférence interalliée du commerce, tenue à Rome le 17 mai, vient d'émettre le vœu suivant, dont nous ne saurions trop recommander la lecture : « Une entente devra intervenir entre les Alliés pour l'utilisation de leurs ports ou de leurs rades militaires, pour l'accostage, le mouillage et les escales des navires de commerce. Un accord devra également être conclu relatif aux droits de navigation à percevoir. Les Alliés s'engageront à abolir leurs conventions maritimes avec les neutres. Les services directs seront institués entre les chemins de fer et les lignes de navigation des nations alliées, qui se réservent, dans toute circonstance, de prendre les mesures de défense exigées par la situation contre la concurrence ennemie, laquelle ne manquera pas de se manifester après la guerre. Enfin, la Conférence attire l'attention des Alliés « sur l'oppor-

tunité qu'il y a pour eux à apporter dans leurs ports principaux des améliorations conformes aux conditions de la navigation moderne. »

Notre gouvernement, qui, jusqu'ici, a fermé l'oreille aux suggestions pressantes des Chambres de commerce et des armateurs français, écoutera peut-être la voix de ses Alliés l'invitant à une meilleure compréhension de ses intérêts et le conviant à purger nos ports des hôtes indésirables qui les ont exploités jusqu'ici.

LA RÉFORME DU PILOTAGE

Il nous reste à nous occuper des pilotes, qui sont les intermédiaires entre le navire et le port.

En France, le pilotage est obligatoire pour les navires, et le monopole en est réservé aux pilotes brevetés par l'Administration. Les prix perçus pour la conduite des navires résultent, dans chaque cas, de tarifs fixés par des règlemens d'administration publique, et dont il n'est pas permis de s'écarter. Ainsi, le pilotage est un impôt. L'armateur ne peut, sauf exception, pas plus s'y soustraire qu'à la cote personnelle et mobilière ou aux patentes. Et cet impôt doit être acquitté, même si le service qu'il représente n'a pas été exécuté.

Les recettes du pilotage ont subi une augmentation très sensible. En 1886, elles se montaient à 4 300 000 francs; en 1907, elles s'élevaient à 7 millions et demi. Pendant cet intervalle, l'effectif des pilotes n'a cependant pas beaucoup varié. On voit dans quelle proportion leur rémunération globale s'est accrue. Mais ce qu'il y a de plus caractéristique, c'est que les recettes sont très inégalement réparties. Pour 47 stations, le salaire moyen annuel des pilotes n'atteindrait pas 1 000 francs et, parmi elles, il en est plusieurs où il serait inférieur à 100 francs. « Dans l'ensemble de ces 47 stations, nous dit M. Colson, pour 141 pilotes la recette brute est d'environ 90 000 francs et la recette nette n'atteint pas 60 000 francs. Les pilotes ne peuvent vivre qu'en se livrant à la pêche, qui est leur principale ressource. » Ce sont donc les pilotes de quelques ports qui accaparent la majeure partie du produit des taxes. On compte, en effet, 31 stations où le salaire moyen des pilotes est compris entre 3 000 et 5 000 francs et 8 autres où il s'élève de 5 000 à

7 200 francs, ce qui est tout à fait normal. Mais il en est 7 où le salaire annuel moyen est de 14 000 francs. Au Havre, il atteint 18 000 francs. A Cherbourg, les recettes ont été, en 1907, de 737 000 francs, laissant à chaque pilote un bénéfice net de 17 800 francs.

Je n'ai certes pas l'intention de m'élever, en principe, contre les rémunérations que touchent les pilotes et qui, sauf exception, sont la juste récompense de leurs services. Leur métier exige tout un ensemble de connaissances techniques et d'habileté pratique, et entraîne de grosses responsabilités. Mais il importe d'adopter une organisation telle que, sans nuire aux intéressés, elle ne fasse pas peser, sur notre marine marchande, un fardeau trop lourd. La première chose à faire, c'est de supprimer une cinquantaine de stations inutiles. Dans toutes les autres stations, on fixerait un salaire minimum et maximum pour chaque pilote. Si ce maximum était dépassé, l'excédent tomberait dans une caisse centrale commune, permettant, le cas échéant, de parfaire la différence entre le salaire minimum et le salaire effectivement perçu. Quant aux ports jouissant de l'autonomie, ils auraient toute liberté pour organiser le pilotage comme ils l'entendraient.

La réforme la plus importante à apporter au régime actuel, dans l'intérêt de notre Marine nationale, consisterait, à autoriser les capitaines français à passer des examens spéciaux, afin d'obtenir le droit d'entrer dans les ports sans recourir aux services des pilotes. Partout en effet où le pilotage est obligatoire, le règlement des taxes qui sont dues, même si le service n'est pas effectué, constitue pour nos armateurs un impôt injuste, car il faut passer coûte que coûte sous les fourches caudines de la station. Nous demandons, au contraire, la libre circulation du pavillon français le long de tout le littoral, dans les rades, les estuaires et les fleuves, sous réserve que les capitaines chargés de la conduite du navire aient justifié de leur parfaite connaissance du milieu maritime où leur navigation les appelle. C'est ce qui se passe à Marseille où le pilotage n'est pas imposé : des licences sont délivrées à des capitaines-pilotes. Mais, tandis que chez nous ces licences sont données sans distinction de nationalité, en Angleterre le *Merchant shipping act* de 1906 a décidé que de tels brevets ne pourraient plus être délivrés à des étrangers. L'Angleterre nous a tracé

ainsi la voie à suivre. En généralisant l'institution des licences de capitaine-pilote dans nos ports au profit des officiers naviguant sur nos lignes régulières, nous obtiendrions un dégrèvement sensible dans les frais généraux des entreprises d'armement françaises.

Il faudrait en outre régler le sort des navires n'ayant pas pu se procurer de capitaines-pilotes. En ce qui les concerne, le système que nous préconisons permettrait des réductions dans l'effectif des pilotes, proportionnelles à l'importance des entrées ou sorties des navires opérées sans leur concours. Il serait donc possible d'abaisser le taux des perceptions dans les stations où il est abusif. Avec quelques réductions dans les autres ports où les gains des pilotes atteignent jusqu'à 7 000 francs, et dans ceux dont l'effectif est exagéré, on diminuerait aisément le total des taxes de pilotage de 2 500 000 francs, soit du tiers de leur montant actuel. Le distingué conseiller d'État, M. Colson estime que ce montant représente de 0 fr. 25 à 0 fr. 30 par tonneau de jauge nette sur les navires soumis au pilotage ; la réduction atteindrait donc de 8 à 10 centimes, ce qui, réparti sur tout l'armement français, mérite considération.

En définitive, le régime du pilotage, encore réglé par un décret de 1807, ne se prête plus aux conditions de la navigation moderne. Il nuit à l'armement national : il faut donc y apporter les modifications voulues pour libérer nos armateurs sans tuer une institution nécessaire et sans traiter défavorablement une corporation de travailleurs très méritante. Alors, quelle raison nous empêche de résoudre comme il convient cette question qui a pour notre marine marchande une importance beaucoup plus grande qu'on ne le croit généralement? On a prétendu qu'il existe une différence profonde entre les ports à marée et ceux qui n'y sont pas soumis, surtout pour les ports situés aux embouchures des fleuves ou dans leurs estuaires, que, par conséquent, ce qui est possible pour Marseille, ne l'est pas pour le Havre, Saint-Nazaire, et, à plus forte raison, pour Bordeaux. Nous ne croyons pas cette objection fondée parce que les passes de nos ports sont surveillées, non point par les pilotes, mais par le service des Ponts et chaussées, et que les commandans de nos navires entrent dans leurs ports d'attache et en sortent assez souvent au cours d'une année pour en connaître tous les mystères et n'être exposés à aucune surprise. Il en est

donc de cette réforme comme d'une foule d'autres. Ce sont de pures considérations électorales qui en empêchent la réalisation.

LES SUBVENTIONS DE L'ÉTAT

Nous avons passé en revue les principales causes d'infériorité qui mettent en péril notre marine marchande. J'entends mes contradicteurs m'objecter : « Ces causes existent malheureusement. Elles tiennent à une situation géographique ou à des exigences sociales qu'il est difficile de corriger. Mais l'État en a tenu compte aux armateurs en inscrivant à son budget des crédits importans pour leur venir en aide. » Et, à l'appui de cette thèse, on me citera des chiffres impressionnans. Quelle est la valeur de ce raisonnement ?

Il est exact que le Parlement a voté des primes à la construction ; mais elles n'intéressent pas l'armement français, ayant uniquement pour but de corriger l'élévation inévitable du prix de revient des navires commandés en France; elles sont payées non aux armateurs, mais aux constructeurs. Les crédits affectés à la navigation proprement dite comprennent des compensations d'armement et des subventions postales. Sur le premier point, je n'ai pas l'intention de montrer dans quelles conditions le gouvernement a été amené à instaurer, dès 1881, le système qu'on a improprement qualifié de « primes à la navigation. » On est revenu, plus tard, à une conception plus juste en supprimant le mot de « primes, » qui semble impliquer une idée d'encouragement, de gain à réaliser, pour adopter celui beaucoup plus exact de compensation d'armement. C'est une loi du 19 avril 1906 qui règle actuellement ces compensations d'armement. Les sommes qui sont accordées par cette loi et qui sont mandatées au compte des armateurs ont bien tout le caractère d'une *compensation*. Il s'agit donc de savoir si cette compensation est équitable. Une sorte de contrat *do ut des* a été souscrit entre l'État et l'armateur. L'État a dit à l'armateur : « Je vous impose des charges, mais en retour je vous les compense par des allocations proportionnelles à l'importance de ces charges, afin que vos entreprises, si nécessaire au bien général, puissent vivre et se développer. »

Qu'est-il arrivé ?

La Commission extra-parlementaire de la marine marchande,

qui a été chargée de préparer la loi de 1906, a siégé de 1903 à 1904. Elle a évalué soigneusement les charges susvisées, mais elle n'a pu le faire que sur les données de la législation alors existante. Ses évaluations sont consignées dans le rapport déposé par M. Millerand, au nom de cette commission, *le 4 mai 1904*. La loi issue de ces travaux n'a été promulguée qu'*en avril 1906*. Or, entre temps, différentes dispositions réglementaires ont augmenté considérablement les charges de l'armement. Par suite, le jour où la loi est entrée en vigueur, l'équilibre était déjà rompu entre les charges supportées par l'armement et les allocations par lesquelles la loi de 1906 prétendait les compenser.

Un travail très consciencieux a été fait par le Comité des Armateurs de France pour se rendre compte de l'aggravation des charges qui a résulté des diverses décisions parlementaires postérieures aux études qui ont servi de base à la loi de 1906. Voici les résultats de ces recherches. Le décret du 22 juin 1904, en modifiant les règles de jaugeage des navires, a eu pour effet de majorer de 13 pour 100 le tonnage net de la flotte commerciale française. Les droits de navigation et taxes de toutes sortes se sont trouvés, de ce fait, majorés annuellement de 1 950 000 francs. La loi du 29 décembre 1905 a augmenté les cotisations des armateurs à la Caisse de prévoyance, d'où une surcharge annuelle de 1 075 000 francs. Le 14 juillet 1908, on a imposé aux propriétaires de navires un versement de 3 pour 100 sur les salaires des équipages, soit une contribution annuelle de 1 500 000 francs. Les prescriptions de la loi de 1907 nous obligent à une augmentation de personnel d'environ 10 pour 100, qui se traduit par une dépense supplémentaire de 8 325 000 francs. Cette même loi prescrit diverses visites qui comportent des taxes ressortant à environ 227 087 francs, si l'on prend pour base le tonnage sous pavillon français au moment de la promulgation de la loi.

En outre, il faut tenir compte des charges résultant de la rémunération légale des heures supplémentaires et de l'application de la sentence arbitrale du président Ditte, en ce qui concerne le repos hebdomadaire. Nous arrivons ainsi à un total annuel de plus de 13 millions. Quel est, en regard de ce chiffre, le montant des compensations d'armement payées au titre de la loi de 1906 depuis sa mise en vigueur? Au point culminant de son application en 1913, ces sommes ont

atteint 6786000 francs. Dans l'ensemble, de 1906 à 1915 inclus, leur total n'atteint guère plus de 45 millions, soit une moyenne de 4500000 francs par an environ. Ce raisonnement établit formellement que les charges réelles de l'armement sont de beaucoup plus élevées que celles que l'État a la prétention de compenser. Il y avait, entre l'État et les armateurs, une sorte de contrat synallagmatique que l'une des parties n'a pas exécuté, tandis qu'elle exigeait au contraire que toutes les clauses en fussent respectées par la partie adverse qui, en l'espèce, n'avait qu'à s'incliner.

Si l'exploitation de nos navires doit être gérée sur les bases de l'union entre le patron et les marins, il est non moins indispensable qu'il règne entre les propriétaires de navires et le Parlement un esprit de concorde absolu. Les représentans du pays et ceux de l'armement doivent se mieux pénétrer, afin d'établir entre eux des accords durables. A ce point de vue, il est opportun que les armateurs soient fixés sur le régime qui sera réservé à la marine marchande, car celui de la loi du 19 avril 1906 vient à expiration le 20 avril 1918. Un projet de loi prorogeant la loi de 1906 pour une durée égale à celle de la période de guerre a, il est vrai, été votée drnièrement. Mais il ne saurait s'agir là que d'une mesure provisoire, destinée à nous permettre d'examiner une bonne fois la situation qui résulte, pour la marine marchande, de notre législation et de notre réglementation nationales. Quand nous saurons où nous allons les uns et les autres, nous pourrons travailler utilement et faire des projets d'avenir.

L'État distribue également des subventions postales. En l'espèce, il ne s'agit plus de compenser des charges, mais bien de rémunérer des services. La critique de nos conventions nécessiterait une longue étude que je n'ai pas l'intention d'aborder. Il me suffira de dire que les exigences postales que subissent nos courriers, du fait de l'ingérence administrative, entraînent pour eux plus d'inconvéniens que d'avantages. La preuve en est que nos lignes subventionnées rapportent moins à leurs armateurs que les autres. Une commission a été nommée pour reviser les conditions des cahiers des charges et c'est vraisemblablement à cette conclusion qu'elle aboutira. Si l'on veut permettre à nos compagnies postales de subsister, il est nécessaire de leur donner une plus grande liberté d'allures. On

les conduit actuellement à refuser du fret pour ne pas perdre quelques minutes dans une escale et violer ainsi la lettre d'un contrat dont le commissaire du gouvernement à bord est le gardien fidèle. Conséquence déplorable aussi bien pour le pays que pour l'armement.

Une des obligations des Compagnies subventionnées consiste à transporter sur réquisition les passagers de l'État. Or, les tarifs appliqués pour les transports des fonctionnaires sont incontestablement beaucoup trop réduits. Pour ne parler que des lignes de la Méditerranée, il est évident que transporter des passagers de 1re classe, entre Marseille et Alger, pour une somme de 40 fr. 75, c'est-à-dire pour un trajet de vingt-cinq heures environ, en cabine, couchés, nourris, constitue une opération qui ne peut se solder que par des pertes. Il en est de même dans les différentes autres classes, puisqu'en 2e classe, entre Marseille et Alger, le prix est de 27 fr. 05 ; en 3e classe, entre Marseille et Bougie, de 16 fr. 95; en 4e classe, entre Marseille et Philippeville, de 15 fr. 15. Tous ces prix laissent les Compagnies concessionnaires en déficit. Si le nombre des fonctionnaires transportés était faible, on pourrait dire que la perte ne constitue qu'une charge relativement supportable; mais, pendant l'année 1913, le nombre des fonctionnaires civils et militaires a atteint, pour la seule Compagnie Générale Transatlantique, le chiffre de 80 753. Si l'on avait appliqué à ces 80 753 passagers le tarif du commerce, il y aurait eu une recette supplémentaire de 1 440 600 francs. La Compagnie Générale Transatlantique par l'effet de ces réductions manque donc à percevoir une somme *supérieure au montant total de sa subvention* qui est d'environ un million par an.

Si encore ce tarif, dit « des fonctionnaires, » ne s'appliquait qu'à des personnes ayant véritablement la qualité de fonctionnaires et à leurs familles; mais, par suite d'une interprétation de plus en plus large de la convention, on a fait rentrer peu à peu dans la catégorie des fonctionnaires quantité de personnes qui n'ont avec l'État ou les municipalités que les attaches les plus lointaines ou même qui n'en ont aucunes. Le gouvernement oblige en effet les concessionnaires à transporter un nombre considérable de personnes « voyageant dans un intérêt d'ordre public. » Le vague de cette rédaction permet de grands abus, auxquels il serait temps de mettre un terme.

*
* *

N'hésitons pas à le dire, en terminant : les questions que nous avons traitées au cours de cet article et des deux qui l'ont précédé sont des questions vitales pour notre marine marchande.

De toute évidence, le premier point à régler est celui des constructions navales, afin que nous puissions récupérer, tout au moins en partie, les pertes subies par notre flotte de commerce du fait des sous-marins. Le second consiste dans la réorganisation complète de la législation intéressant la police de la navigation. Les textes de loi régissant la composition des équipages et le commandement, la discipline et le travail à bord, doivent être profondément remaniés. Nous devons ouvrir largement le pont de nos bâtimens à tous les indigènes de nos possessions coloniales et abolir les mesquines entraves qui s'opposent au choix des capitaines, des officiers et des matelots. Il est de toute nécessité d'édicter un nouveau décret pénal sur la marine marchande pour sauvegarder la discipline sans laquelle aucune entreprise de navigation ne peut prospérer. J'ai signalé que la plupart des dispositions relatives au travail à bord plaçaient nos armateurs dans une position des plus défavorables vis-à-vis des étrangers, qu'il s'agisse du repos hebdomadaire, du règlement des effectifs, ou du traitement de maladie des matelots et de leur rapatriement, obligations qui font généralement double emploi avec celles qui découlent des lois sur les retraites ouvrières ou sur la Caisse de prévoyance contre les accidens de mer. Enfin, il faudra que nous nous occupions de la question si grave des ports et que nous les aménagions de façon à les mettre à la hauteur des nécessités actuelles. Nous n'oublierons pas de gratifier de l'autonomie financière les grandes cités maritimes qui le demanderont et nous leur octroierons le droit de constituer des zones franches. Nous serons heureux d'ouvrir nos côtes librement à nos alliés, mais nous les fermerons aussi radicalement que possible à nos ennemis, afin de ne pas retomber dans l'erreur néfaste que nous avions commise avant la guerre en faisant de quelques-uns de nos ports des succursales de Hambourg ou de Brême.

La question de la marine marchande est à reprendre *ab ovo*. Pour élaborer la charte qui lui conviendrait et pour en main-

tenir ensuite les principes, il serait indispensable qu'il y eût plus de stabilité dans la direction de ces services si importans. Malheureusement, c'est tout le contraire qui se produit. Nous avions salué avec reconnaissance, le 29 mars 1913, la création d'un sous-secrétariat d'État de la Marine marchande, centralisant les divers services dont elle dépend et qui étaient, jusque là, dispersés dans de nombreux ministères. Les fluctuations politiques ont rendu bien difficile la tâche des titulaires chargés de ce mandat. Loin de nous la pensée de critiquer les cinq honorables députés qui se sont succédé au boulevard Montparnasse du 29 mars 1913 au 29 octobre 1915 : MM. de Monzie, Ajam, Guernier, Bureau et Nail ! Mais personne n'a la science infuse, surtout quand il s'agit d'une industrie aussi complexe que celle dont nous nous occupons, et c'est précisément quand le titulaire commence à avoir quelque clarté des multiples questions à résoudre qu'il doit quitter la place et la céder à un successeur dont l'éducation est entièrement à faire. S'il est impossible de convertir certains ministères ou sous-secrétariats d'État en postes non politiques, pourquoi ne placerait-on pas, à côté du sous-secrétaire d'État, un directeur non soumis aux mêmes changemens, un homme connaissant à fond les questions maritimes, ayant voyagé sur terre et sur mer et pouvant s'appliquer, avec compétence et esprit de suite, à la bonne marche de notre industrie nationale? Nous ne voyons pas d'autre remède à la situation actuelle, encore que ce remède soit lui-même imparfait.

Telles sont les réformes qu'il nous paraît urgent d'opérer. Il en est une dernière, d'ordre moral, que je crois indispensable d'indiquer, quelque délicat que puisse être un tel sujet. Il faudrait que la majorité de la représentation nationale modifiât son état d'esprit, que le Parlement cessât de se faire le détracteur de l'armement, qu'il mît un terme à des accusations imaginaires qui faussent l'opinion publique et découragent les bonnes volontés. Au lieu de combattre l'armement et de lui reprocher de « gagner de l'argent, » le Parlement devrait, au contraire, souhaiter qu'il en gagnât plus encore, car les armateurs n'ont aucun goût pour la thésaurisation et ne demandent qu'à employer leurs bénéfices au développement de la flotte marchande et de la prospérité générale.

J'ai voulu poser devant l'opinion publique cette grave ques-

tion de la marine marchande. Comme on dresse, devant les passes difficiles, des phares indicateurs, je me suis efforcé de mettre en pleine lumière les erreurs et les lacunes dont souffre l'armement français et qui, si l'on n'y prend garde, risqueraient de causer sa perte. Les Compagnies de navigation ont pu réaliser, pendant la guerre, des bénéfices éphémères, plus apparens que réels, justement parce qu'elles ont cessé de subir les lois de la concurrence et que les besoins ont dépassé les moyens d'action. La paix signée, nous serons acculés à la même impasse si nous ne corrigeons pas les causes d'infériorité que j'ai signalées. La décadence sera d'autant plus rapide que nous n'aurons plus de navires pour faire face aux nécessités urgentes d'un trafic gigantesque, alors que, de toutes parts, les étrangers se préparent à profiter du réveil économique sans précédent qui ne manquera pas de suivre cette période troublée. C'est pourquoi j'ai dénoncé le danger pressant qui nous menace. Il n'est que temps de prendre les mesures qui s'imposent pour sauver notre marine marchande de la ruine. Or le relèvement de cette marine est indispensable au relèvement lui-même du pays et importe essentiellement à son avenir. A quoi nous auront servi les lourds sacrifices que nous avons consentis pour nous assurer la victoire, si c'est pour baisser ensuite, devant les marines marchandes neutres ou même ennemies, notre pavillon sanglant et glorieux?

J. Charles-Roux.

POÉSIES

DANS CETTE OPPRESSION,..

Dans cette oppression qui lentement amène
Le cœur à confesser un amoureux secret,
Dont le désir convient, mais que l'orgueil tairait,
Écoutez-moi, Chimène!

J'ai longtemps redouté les suaves affronts
Qu'inflige au fier esprit une âme consumée,
Et j'affirmais, l'orgueil éclatant sur mon front :
« L'amour, c'est d'être aimée! »

Je craignais le bonheur par le malheur doublé,
Ce langoureux bonheur dont les femmes expirent,
Et ces cruels désirs qui font se ressembler
La meilleure et la pire!

Plus qu'une autre j'ai vu, fixes ou passagers,
Des yeux voluptueux, battant comme des ailes,
S'efforcer de mêler dans mes graves prunelles
Mon cœur et l'étranger.

Je voyais ces regards pleins de bontés humaines,
Calices débordant de chaude charité,
Et bien que mon exil reconnût son domaine,
Je fuyais ces clartés;

Mais ce soir mon amour est brûlant et prodigue :
Il donnerait le monde et trouve que c'est peu.
Aviez-vous cet élan, possédiez-vous ce feu,
Quand vous aimiez Rodrigue?

Je songe à vous, Chimène, et pour mieux m'éblouir
J'entends le frais satin d'un pigeon qui s'envole;
Les grillons dans les prés font sourdre et s'éjouir
La guitare espagnole.

J'aspire sur les bords de mon lac endormi
Un parterre d'œillets mourant de poésie :
C'est cette même odeur qui s'exalte et gémit
Dans l'air d'Andalousie!

La passion, Chimène, et la haute fierté
Veulent qu'on les accorde ou que l'amour périsse;
Mais songez que peut-être il est quelque beauté
Dans l'entier sacrifice.

Peut-être a-t-on le droit, quel que soit le destin
Qui toujours met l'honneur en regard de l'ivresse,
De laisser consentir un cœur parfois hautain
Aux plus humbles caresses.

L'honneur est un tel bien que l'on ne peut sans lui
Ni respirer le jour ni supporter soi-même;
Mais on ne quitte pas l'honneur, on le conduit
Jusqu'au ciel quand on aime.

Aussi, lorsqu'un soupir vaste et silencieux
Animera bientôt la nuit secrète et vide,
Quand les parfums, la paix, le vent, comme un liquide,
Découleront des cieux,

Quand nous serons tout seuls, comme on voit sur la grève
Deux promeneurs errans aborder l'infini,
Quand nous nous sentirons, ainsi qu'Adam et Ève,
Isolés, rapprochés, vaincus, maudits, bénis,

Quand je ne verrai plus de l'univers immense
Qu'un peu du rosier blanc et qu'un peu de ta main,
Quand je supposerai que le monde commence
Et finit sur un cœur humain,

Quand j'entendrai chanter les astres, ces cigales
Dont l'éclat jubilant semble un bourdonnement ;
Lorsque je sentirai que l'amour seul égale
L'ordre et la paix du firmament,

Je jetterai mon front dans ta main qui m'enivre,
Je boirai sur ton cœur le baume essentiel,
Afin de n'avoir plus ce long désir de vivre
De ceux qui n'ont jamais goûté l'unique miel
Et qui ne savent pas que le bonheur délivre,
Afin d'être sans peur, sans regrets, sans remords,
A l'heure faible de la mort...

JE CROYAIS ÊTRE...

Je croyais être calme et triste,
Simplement, sans demander mieux
Que ce noble état sérieux
D'un cœur lassé. Le soir insiste :
Avec les glissemens du vent,
Et la froide odeur des herbages,
Et cette paix des paysages
Sur qui le désir est rêvant
Il défait mon repos sans joie,
Ce repos qui protégeait bien,
Il exige, hélas ! que je voie
Ces rusés jeux aériens

Où tout s'enveloppe et se pille,
Du sol tiède aux clartés des cieux...
— Pourquoi, soir mol et spongieux
D'où coule un parfum de vanille,
Blessez-vous, dans mon cœur serré
Qui soudain s'entr'ouvre et vacille,
Cette éternelle jeune fille
Qui ne peut cesser d'espérer?

LE SILENCE

Écoute, on n'entend rien. Que le silence est beau!
Il est, ainsi que l'aube et la nuit étoilée,
Sans souffle, sans projets, sans voix et sans écho.
C'est un jour chaud dormant sur une immense allée,
C'est midi terrassant de sommeil les hameaux,
C'est une grotte froide avec de l'eau verdâtre
Qui gît dans le granit comme un miroir brisé;
C'est un chemin du soir, immobile, apaisé,
Où décroissent les pas des troupeaux et du pâtre.
— O Silence! Balcon sur la mer à minuit!
Pointe hardie, étroite et sableuse des grèves,
Qui s'en va de la terre et prolonge son rêve
Au loin, entre le ciel qui songe et l'eau qui luit!...
— Silence! O majesté, candeur, sainte colombe
Qui couve l'on ne sait quel œuf immense et pur;
Colonne de douceur, indiscernable trombe
Faite d'âme rêveuse et d'invisible azur!...

. . . .

— Et je vous dis cela, cette nuit, mon ami,
Car, lasse de bénir les lourds trésors du monde
Sur votre chère épaule où je dors à demi,
J'écoute le silence, onduleux comme l'onde.
Oui, le silence est frais ainsi que l'eau qu'on boit,
Il est prudent et fier comme un faon dans les bois,
Il paraît s'assoupir et cependant il danse!
Et j'observe, l'esprit tendu comme un chasseur,
— Tandis que je languis d'amour sur votre cœur
Dont j'entends en pleurant les mortelles cadences —
La course illimitée et pure du silence!

IL PLEUT, LE CIEL EST NOIR...

Il pleut. Le ciel est noir. J'entends
Des gouttes d'eau qui, sursautant,
Font un bruit de pattes et d'ailes
De maladroites sauterelles.
Le vent, gluant de nuit et d'eau,
Met sur mon front comme un bandeau
Trempé dans l'odeur de l'espace...
— Je suis bien ce soir avec vous,
Jardin apaisé tout à coup
Par la pluie qui tombe et se casse
Sur le feuillage et le gazon!
Les odeurs que l'onde libère
Semblent s'évader de prison
Et flotter, légères galères,
Sur tous les vents de l'horizon...
— O pluie aimable à la raison,
Tu viens pétiller goutte à goutte
Sur le cœur qui, comme les fleurs,
Te reçoit, t'absorbe et t'écoute.
Et je respire sans effroi
Un languide et terreux arome :
Odeur du sol, le dernier baume
Autour des corps muets et froids!
— Parfum large et lent que je hume,
Calmes effluves dilatés,
Confort divin des nuits d'été,
Se peut-il que je m'accoutume
A cette noire éternité
Où tout humain vient se défaire?
— O monde que j'ai tant aimé,
Un jour mes yeux seront fermés,
Mon cœur chantant devra se taire,
Le souffle un jour me manquera,
En vain j'agiterai les bras!
Je songe, ardente et solitaire,
Au dernier objet sur la terre
Que mon regard rencontrera...

CEUX QUE LA JOIE ENIVRE...

Ceux que la joie enivre à l'infini sont ceux
Que la douleur étreint dans la même mesure :
Inconsolables cœurs, heureux ou malheureux
Ils portent une austère ou brillante blessure.
L'amour, le philtre unique aux humains proposé,
S'efforce d'empêcher ces âmes turbulentes
De rechercher encore, au delà des baisers,
L'océan de l'espace et l'île de l'attente,
Où, large oiseau tremblant, l'espoir vient se poser...

— Nous qui connaissons bien ces grands cœurs frénétiques,
Où l'univers se meut sans heurter leurs parois,
Nous savons que l'amour est un refuge étroit :
Alentour, les climats, les parfums, les musiques
S'effacent, assoupis par le fort narcotique
Du sensuel bonheur et du subit effroi...

Tous les plaisirs épars que jamais on n'assemble,
Les beaux ciels du voyage, enduits de volupté,
L'étrangère cité sur qui la chaleur tremble,
Les odeurs d'un jardin bues dans l'obscurité,
Les orchestres errans des nuits siciliennes,
La mer, fécond parfum plein de complicité,
Enfin, tous les appels, sont des marchands qui viennent
Déployer les trésors de la Félicité
Et nous traîner aux pieds de la Magicienne...

Mais voici deux humains qui se sont reconnus!
Que leur importe un monde éblouissant ou nu?
Ces deux humbles vivans, resserrés dans l'espace,
Dont les regards, les bras, les genoux sont liés,
Ne cherchent, dans la sombre ardeur qui les terrasse,
Ni les jardins d'Asie et ses chauds espaliers,
Ni le lac langoureux sur qui des barques passent,
Ni ces soirs infinis où l'espoir se prélasse,
Mais le bonheur restreint et sans fond d'oublier...

Oublier! Perdre en toi tout l'univers trop tendre,
Engloutir dans ton cœur l'eau d'or des ciels d'été,
Précipiter en toi, pour ne jamais l'entendre,
Le chant silencieux fusant de tous côtés,
Faire de notre amour une tombe profonde
Où parfums, sons, couleurs, s'épuisent, enfermés,
Abolir l'éphémère, envelopper les mondes,
N'être plus, être toi, dormir, mourir, aimer!...

CONFESSION

Je t'aime comme on aime vivre,
A mon insu, et cependant
Avec ce sens craintif, prudent,
Qu'ont surtout les cœurs les plus ivres!

J'ai douté de toi, mon amour,
Quelle que soit ta frénésie,
Puisqu'il faut qu'il existe un jour
Au loin, où, ni la poésie,

Ni les larmes, ni la fureur,
Ni cette vaillance guerrière
Qui criait au Destin : « Arrière! »
N'empêcheront l'humble torpeur.

Jamais je ne fus vraiment sûre
De te voir, quand je te voyais :
Ce grand doute sur ce qui est
C'est la plus fervente blessure!

Tu sais, on ne peut exprimer
Ces instinctives épouvantes :
J'ai peur de n'être pas vivante
Dès que tu cesses de m'aimer!...

LE CRI DES HIRONDELLES

Hirondelles du crépuscule
Qui volez sur un ciel de fleurs,
Un ciel couleur de renoncule
Et couleur de pois de senteurs,

Vous qui mêlez par vos coups d'ailes
Ce rose et bleu des ciels du soir,
Et qui jetez vos cris d'espoir,
Mélancoliques hirondelles,

Cris d'espoir plaintifs, anxieux,
Qu'ont aussi les trains qui pénètrent
Dans l'humble et respirant bien-être
Des horizons silencieux,

Hirondelles mélancoliques,
Qui sillonnez l'azur où luit
La pure étoile spasmodique,
Muet balbutiement des nuits,

Pourquoi vos longs vols en détresse
Percent-ils le cœur, harcelé
Du besoin d'être consolé
De la beauté, de la tendresse,

Consolé même de l'amour,
De sa paix distraite ou pensive,
Quand l'amour n'a pas chaque jour
Ses saintes fureurs excessives?

— Que sais-je de plus fou que vous,
Oiseaux dont les cris tourbillonnent?
Peut-être la nuée où tonne
Le romanesque orage d'août,

Peut-être, dans les soirs trop tendres,
Le flot d'odeurs glissant des bois,
Peut-être le trouble d'attendre,
Secrètement, l'on ne sait quoi...

PROMENEUSE

Tu marchais sous le ciel nocturne,
A l'heure où perlent les grillons,
Près d'un compagnon taciturne;
Tu parlais à ce compagnon.

On sentait que son lourd silence
S'emparait amoureusement
De ta plaintive violence
Qui montait vers le firmament.

Disais-tu à l'homme qui t'aime
Tes regrets, tes vœux, ton ennui?
— Ame solitaire quand même,
Tu te racontais à la nuit!...

LE CIEL GRIS, CE MATIN...

Le ciel gris, ce matin, dénoue
Son frais collier de gai cristal :
La pluie est un soleil qui joue
Avec des rayons de métal.

Le printemps, comme une arche, flotte
Sur les eaux nombreuses, et l'air
Dans ses bonds allègres cahote
Un parfum incisif et vert.

Les branchages, à chaque ondée,
Entendent respirer plus fort
Et se tendre le frais ressort
Des pousses fermes et bondées.

A travers ces préparatifs
De feuilles, de graines, de baumes,
Les oiseaux glissent, légers, vifs,
Rapides comme des aromes.

— Gais oiseaux annonciateurs,
Dont le cri bourgeonne et verdoie,
Vous savez, sous l'eau qui vous noie,
Que le sol est gonflé d'ardeur!

Vous baignez, étonnés, timides,
Et pleins de pépiemens joyeux,
Dans les rais de la harpe humide
Qu'est le mol éther pluvieux!

Vous hissez vers vos courtes ailes,
Vers vos cols dépliés d'amour,
Les chétives plantes nouvelles
Qui font l'ascension du jour.

Pleurs de joie, amoureux baptême,
Scintillement preste et joyeux!
La nue, active et fraîche, sème
Un blé argentin et frileux.

Et puis ce beau jet soudain cesse :
Tout est paisible, frais, câlin;
Partout des gouttes d'eau se pressent
Comme un fin muguet cristallin.

L'atmosphère est mouvementée :
De courtes brises, dans l'éther,
Clapotent, mollement heurtées
Contre le cap des rameaux verts :

Les vents légers s'enflent, s'abaissent;
Que de grâces, de politesses!
J'accueille, dans mon cœur ouvert,
Ces salutations de l'air...

LES POÈTES ROMANTIQUES

J'ai plus que tout aimé la terre des Hellènes,
Une terre sans ombre, un pin vert, un berger,
L'eau calme, une villa rêveuse à Mytilène,
Dans le halo d'odeurs fusant des orangers.

J'ai plus que tout béni le regard d'Antigone
Levé vers le soleil que sa prière atteint;
Mon cœur, semblable au sien et rebelle à l'automne,
Eût souhaité mourir en louant le matin.

J'ai plus que tout chanté la fougueuse jeunesse
Qui bondit et s'éboule et renaît dans ses jeux,
Comme on voit, en juillet, les chevreaux en liesse
Mêler leurs corps naïfs et leurs yeux orageux.

Certes, rien ne me plaît que tes étés, ô monde!
Ces jours luisans et longs comme un sable d'argent,
Où les yeux éblouis, tendus comme une fronde,
Font jaillir jusqu'aux cieux un regard assiégeant.

Je n'ai rien tant vanté que vos vers, Théocrite!
Je les ai récités à vos temples meurtris,
Aux ombres qu'ont laissées vos cités favorites
Dans le blé blanc, couleur de jasmin et de riz.

Enfant, au bord du lac de saint François de Sales,
Où les coteaux semblaient s'envoler par leurs fleurs,
Tant un azur ailé soulevait les pétales,
J'ai repoussé un mol et langoureux bonheur.

Mon âme, ivre d'espoir, cinglait vers vos rivages,
Platon, Sophocle, Eschyle, honneur divin des Grecs,
O maîtres purs et clairs, grands esprits sans nuages,
Marbres vivans, debout dans l'azur calme et sec!

J'ai longtemps comprimé mon cœur mélancolique,
Mais les jours ont passé, j'ai vécu, j'ai souffert,
Et voici que, le front de cendres recouvert,
Je vous bénis, divins poètes romantiques!

Poètes furieux, abattus, révoltés,
Fiers interrogateurs de l'âme et des étoiles,
Voiliers dont l'ouragan vient lacérer la voile,
Vous qui pleurez d'amour dans un jardin d'été,

Vous en qui l'univers tout respirant s'engouffre
Avec les mille aspects des fougueux élémens;
Vous, possesseurs du monde et malheureux amans,
Qui défaillez de joie et murmurez : « Je souffre! »

De quoi? De la forêt, du ciel bleu, des torrens,
Des cloches, doux ruchers d'abeilles argentines?
Dans Aix, sur les coteaux pleins de ruisseaux errans,
De quoi souffriez-vous, mon tendre Lamartine?

J'ai vu votre beau lac farouche, étroit, grondant,
Et la maison modeste où soupirait Elvire,
J'ai vu la chambre basse où pour vous se défirent
Ses cheveux sur son cou, ses lèvres sur ses dents.

De quoi souffriez-vous? Je le sais, un malaise
Teinté de longs désirs, de regrets, d'infini,
Venait sur le balcon transir vos doigts unis,
Lorsque soufflait, le soir, le vent de Tarentaise.

De quoi souffriez-vous? D'éphémère beauté,
D'un jour plein de langueur qui s'éloigne et qui sombre,
D'un triste chant d'oiseau, et de l'inanité
D'être un pauvre œil humain sous les astres sans nombre!

De quoi souffriez-vous? De rêve sensuel
Qui veut tout conserver de ce dont il s'empare;
Et, lorsque la Nature est à chacun avare,
De pouvoir tout aimer pour un temps éternel!

Hélas! Je connais bien ces tendresses mortelles,
Cet appel au Destin, qui ne peut pas surseoir.
Je connais bien ce cri brisant de l'hirondelle,
Comme une flèche oblique ancrée au cœur du soir.

Je connais ces remous de parfums, de lumière,
Qui font du crépuscule un cap tiède et houleux
Où le cœur, faible esquif noyé par le flot bleu,
S'enfonce, en s'entr'ouvrant, dans l'ombre aventurière.

— Lamartine, Rousseau, Byron, Chateaubriand,
Écouteurs des forêts, des astres, des tempêtes,
Grands oiseaux encagés, et qui heurtiez vos têtes
Aux soleilleux barreaux du suave Orient,

Vous qui, évaluant à l'infini la somme
De ce que nul ne peut étreindre et concevoir,
Ressentiez cependant l'immensité d'être homme
Sous le dôme distrait et fascinant du soir,

Vous qui, toujours louant et maudissant la terre,
Lui prodiguiez sans cesse un amour superflu,
Et qui vous étonniez de rester solitaire
Comme un rocher des mers à l'heure du reflux,

Soyez bénis, porteurs d'infinis paysages,
Esprits pleins de saisons, d'espace et de soupirs,
Vous qui toujours démens et toujours les plus sages
Masquiez l'affreuse mort par d'éternels désirs!

Soyez bénis, grands cœurs où le mensonge abonde,
Successeurs enivrés et tristes du dieu Pan,
Vous dont l'âme fiévreuse et géante suspend
Un lierre frémissant sur les murs nus du monde!

Comtesse de Noailles.

L'EXTRÊME-ORIENT

PENDANT LA GUERRE

(1914-1917)

Si, dès la première heure, et avant même que le proche Orient, l'Orient musulman et ottoman ne s'émût, le lointain, l'Extrême-Orient est entré, a eu sa part dans la guerre qui, depuis le 2 août 1914, a éclaté sur le monde, c'est que le Japon, la grande Puissance des pays du Soleil Levant, était depuis douze ans l'allié de l'Angleterre et qu'il a, au premier fracas des armes, avec la fidélité, la loyauté des anciens samurais, uni ses étendards aux nôtres.

Mais il était dans la loi de cette guerre, dans le caractère d'universalité que lui imprimait la gravité croissante des intérêts en jeu, dans la contagion qui, de proche en proche, gagnait tous les continens et toutes les mers, que l'humanité tout entière eût peu à peu l'aperception, la conscience que c'est, non point de telle ou telle nation, de tel ou groupe d'États, mais d'elle-même et de sa destinée qu'il s'agissait.

L'objet de cette étude serait, en traçant le rapide tableau de l'Extrême-Orient pendant ces trois dernières années, de montrer comment, après le Japon, notre allié de la veille, notre compagnon du premier jour, la Chine elle-même, à son tour, est venue, à l'appel des États-Unis, se ranger à nos côtés, et comment, par la communauté d'action et d'intérêts qui s'est ainsi établie entre les deux grands États de l'Asie orientale et les États-Unis, tous trois riverains du Pacifique, cette vaste région du monde se trouve aujourd'hui libérée du pavillon, des sujets, du com-

merce, des entreprises, des menaces de l'Allemagne. L'Asie comme l'Afrique, l'océan Pacifique comme l'océan Indien, nous offrent l'image, nous donnent par avance la saveur de ce que seront l'univers et notre vie lorsque l'emprise et la tyrannie allemandes en seront définitivement éliminées.

I

Au commencement de l'été de 1914, quelques semaines avant que l'Allemagne ne provoquât et déchaînât la guerre qui depuis trois ans ensanglante l'Europe, la situation de l'Extrême-Orient pouvait être décrite ainsi qu'il suit.

En Chine, après deux ans et demi de péripéties et de luttes, le président Yuan-che-Kai, ayant triomphé de ses adversaires de gauche et des partis qui avaient essayé de soulever contre lui les provinces du Sud et de la vallée du Yang-tse, était le maître de la République issue de la révolution de 1911. Soutenu par les généraux, par le haut mandarinat, par les Puissances étrangères qui l'avaient reconnu au mois d'octobre 1913, et lui avaient assuré le concours financier sans lequel il n'eût pu vivre, il avait graduellement substitué à la constitution révolutionnaire sortie des délibérations du premier Parlement de Nankin et aux Chambres législatives dont l'opposition lui faisait obstacle un régime autocratique et personnel comprenant, outre la Présidence, le Conseil d'État, un Sénat purement consultatif, composé de soixante-douze membres, et une nouvelle Chambre *(Li fa yuen)* que devaient élire au second degré des électeurs censitaires, âgés, et triés sur le volet. Le nouveau Cabinet, formé le 2 mai 1914, avait pour président Siu che tch'ang, ancien vice-roi de Mandchourie, ancien vice-président du Conseil privé de l'Empire, qui avait été l'un des hauts fonctionnaires favoris de la dynastie mandchoue et qui, après la révolution, avait été nommé grand tuteur et gardien de l'Empereur. Les autres membres du Cabinet, Souen paoki, ministre des Affaires étrangères, Tchéou tsen tsi, ministre des Finances, Touan k'i jouei, ministre de la Guerre, Leang touen yen, ministre des Communications, étaient d'anciens collègues, des créatures ou des amis du président Yuan. Yuan s'était débarrassé de tous ses rivaux ou ennemis qui avaient, ou succombé dans la dernière sédition de l'été de 1913, ou cherché refuge à

l'étranger. Il avait toute raison de se croire libre et tout-puissant.

Au Japon, l'Empire avait traversé, depuis la mort du dernier souverain, l'empereur Meiji-Tennô, une série de crises parlementaires et presque constitutionnelles sous les Cabinets du marquis Saionji, du prince Katsura et de l'amiral Yamamoto. A deux reprises, l'émeute avait grondé dans Tokyo contre les deux derniers Cabinets dont les chefs impopulaires avaient dû se retirer devant l'opposition du Parlement et de la Nation. Mais la formation, au mois d'avril 1914, du Cabinet présidé par le comte Okuma et qui comprenait, outre le chef entièrement acquis à la cause constitutionnelle, d'ardens partisans du régime strictement parlementaire, tels que le baron Kato, ministre des Affaires étrangères, M. Wakatsuki, ministre des Finances, M. Ozaki, ministre de la Justice, M. Kono, ministre de l'Agriculture et du Commerce, avait rétabli la confiance et le calme au Parlement comme dans le pays. L'Empire avait repris avec une autorité sereine le cours de ses destinées.

Depuis le renouvellement de l'alliance anglo-japonaise (12 août 1905) et le traité de Portsmouth (5 septembre 1905), mais surtout depuis les arrangemens successifs du Japon avec la France (10 juin 1907), avec la Russie (30 juillet 1907), avec les États-Unis (30 novembre 1908), la constellation politique de l'Extrême-Orient était formée par cet accord entre le Japon et les quatre grandes Puissances de l'Ouest, Angleterre, France, Russie, États-Unis, qui s'étaient entendues pour garantir, avec l'indépendance et l'intégrité de la Chine, l'équilibre et la paix de l'Asie orientale et du Pacifique. La Chine, sans être elle-même partie au dit accord, en était la bénéficiaire. L'ordre et le *statu quo* du lointain Orient étaient maintenus, comme l'avaient été pendant de longues années ceux de l'Orient ottoman, par une coalition puissante qui, outre qu'elle veillait à la sécurité politique de l'Asie, assurait la liberté et l'égalité de l'expansion économique dans ces régions dont les richesses naturelles étaient à peine exploitées et dont les besoins ne pourraient manquer de s'accroître.

Seule, de toutes les Puissances ayant des intérêts en Asie, l'Allemagne s'était tenue en dehors des arrangemens ainsi contractés entre le Japon et l'Occident. Elle avait préféré, tantôt dénoncer le péril jaune, tantôt exciter les unes contre les autres les Puissances sur les divisions et l'affaiblissement desquelles

elle comptait édifier sa propre fortune, l'Angleterre et le Japon contre la Russie et la France, la Russie contre l'Angleterre et le Japon, la Chine et les États-Unis contre cet empire du Mikado, considéré depuis son alliance avec l'Angleterre et depuis son rapprochement avec la France et la Russie, comme l'un des ennemis qu'elle devait ruiner et détruire. A l'aide de ces intrigues, elle croyait pouvoir tout ensemble consolider et étendre le domaine si perfidement acquis sur la côte orientale du Chan-Tong et se concilier cependant le bon vouloir de la Chine qu'elle affectait de protéger contre d'autres convoitises. Avec la cécité habituelle que déterminaient chez elle l'esprit de malfaisance, la joie de nuire *(Schadenfreude)* et l'avidité impatiente, elle n'avait pas vu par quelle évolution le Japon, en qui s'étaient mariés les deux cultures et les idéaux de l'Orient et de l'Occident, avait senti la nécessité de ne poursuivre le développement, ou plutôt la renaissance de l'Asie, que dans une pleine entente entre lui et les Puissances de l'Ouest qui comprendraient et approuveraient son dessein. Les expériences de 1894-1895 et de 1900, je veux dire la guerre sino-japonaise et l'insurrection des Boxeurs, avaient été, à cet égard, des enseignemens lumineux pour le Japon, et c'est d'elles qu'il s'était inspiré avant de nouer, d'abord avec l'Angleterre, puis avec la France et la Russie, enfin avec les États-Unis, les accords sur lesquels reposaient solidement désormais, outre l'avenir de ses propres destinées, l'équilibre et la paix de l'Asie. Les conséquences de ce contraste entre l'aveuglement brutal de l'Allemagne et la claire prévision du Japon et de ses alliés n'allaient pas tarder à apparaître, tant sur le ciel du lointain Orient et sur les eaux du Pacifique que sur l'horizon orageux de l'Ouest, sur les mers baignant les côtes de l'Europe.

II

Lorsque éclata, le 2 août 1914, la guerre provoquée par l'agression de l'Allemagne et que, deux jours plus tard, l'Angleterre fut amenée par la violation de la neutralité belge à se ranger aux côtés de la France et de la Russie, le Japon n'hésita pas. Allié de l'Angleterre, et par conséquent de la France et de la Russie, il se mit aussitôt en ligne pour remplir tout son devoir. Le 15 août, le gouvernement impérial du Mikado avait

fait remettre aux représentans du gouvernement allemand, à Berlin et à Tokyo, une note par laquelle, afin de sauvegarder les intérêts généraux prévus dans le traité d'alliance anglo-japonais et d'assurer la paix durable de l'Asie orientale, il invitait le gouvernement allemand :

1° A retirer immédiatement des eaux japonaises et chinoises ses bâtimens de guerre et bâtimens armés de tout genre, et à désarmer ceux qui ne pourraient être retirés;

2° A livrer et remettre aux autorités japonaises, à une date n'excédant pas le 15 septembre, sans condition ni compensation, tout le territoire cédé à bail de Kiao-tcheou, dans le Chan-tong, en vue d'une restitution éventuelle du dit territoire à la Chine.

Cette note étant restée sans réponse, le 23 août, à midi, le gouvernement impérial du Japon fit connaître qu'il se considérait en état de guerre avec l'Allemagne. Une proclamation de l'Empereur commandait à l'armée et à la marine de poursuivre de toutes leurs forces les hostilités contre l'ennemi, et donnait l'ordre à toutes les autorités compétentes de faire, dans l'accomplissement de leur mission respective, tous leurs efforts pour réaliser les aspirations nationales par tous les moyens que permet le droit des gens.

La récupération du territoire de Kiao-tcheou, dont l'Allemagne avait prétendu faire le levier de sa pénétration dans l'Asie orientale et de sa future domination dans la mer Jaune et le bassin du Pacifique, était la première tâche qui s'imposait au Japon. C'était en même temps l'exécution d'un verdict de l'immanente justice et de l'imprescriptible Némésis contre la fourberie et la violence avec lesquelles l'Allemagne, sous prétexte de punir le meurtre de deux de ses missionnaires catholiques, s'était saisie en pleine paix d'un port et d'un territoire qu'elle convoitait et sur lesquels elle avait, après une étude attentive du littoral chinois, jeté son dévolu. Les agens allemands avaient bien songé, au dernier moment, et pour parer un coup mortel, à restituer eux-mêmes à la Chine ce territoire que le Japon leur réclamait par un ultimatum si catégorique. Et la Chine eût peut-être été tentée, par les influences malfaisantes qui s'exerçaient sur le président Yuan, de se laisser entraîner dans cet imbroglio, si le Japon n'avait clairement signifié sa résolution d'accomplir l'acte de revendication et d'expiation qu'il

s'était assigné comme son premier devoir. Je n'ai pas à redire ici la façon magistrale dont en deux mois une escadre et une armée japonaises, assistées de quelques bâtimens britanniques et du petit corps anglais du major-général Barnardiston, réduisirent la forteresse allemande qui capitula le 7 novembre avec ses 222 officiers et 4 426 sous-officiers et soldats. Le 11, les vainqueurs faisaient leur entrée solennelle dans Tsing-tao, lavée et purifiée de la souillure allemande. Je n'ai pas à rappeler non plus comment la flotte japonaise, redevenue libre, acheva, avec les escadres anglaise et australienne, d'occuper toutes les colonies allemandes du Pacifique, l'archipel des Samoa, les Mariannes, les Marshall, les Carolines, et de purger les mers lointaines de la présence du pavillon germanique. Tandis que le dernier pirate allemand, l'*Emden*, allait se faire couler le 7 novembre par le croiseur australien *Sydney*, l'escadre allemande, composée de deux croiseurs cuirassés, le *Scharnhorst* et le *Gneisenau*, et de trois éclaireurs, le *Nürnberg*, le *Leipzig*, le *Dresden*, et qui avait dû évacuer le Pacifique, était attaquée et détruite le 8 décembre, à la sortie des détroits du Sud et à la hauteur des îles Falkland, par l'escadre anglaise du vice-amiral sir F. Sturdee, dont les canons eurent raison en quelques heures des cinq bâtimens ennemis. A partir de ce jour, sur les mers nettoyées et libres, le commerce des Alliés, le transport des troupes et des munitions eurent, par le Pacifique et l'océan Indien, une sécurité absolue. C'est aussi à cette date que le Japon, ayant terminé sa tâche militaire essentielle, put se consacrer, en faveur des Alliés et surtout de la Russie, à la fabrication intensive du matériel de guerre, des munitions, ainsi qu'à l'envoi des équipemens, vêtemens, chaussures, vivres, ravitaillemens de toute sorte, qui, lors de la retraite de Pologne, furent d'un si grand et si providentiel secours pour les armées du grand-duc Nicolas.

Le Japon s'était transformé en une vaste usine de guerre, en un immense atelier, pour subvenir aux besoins des Alliés. Les canons légers ou lourds, les obus de tout calibre, les fusils, les plaques de blindage, le cuivre, les harnachemens, les uniformes, les bottes fabriquées spécialement en Corée, les conserves de poisson, de viande et de légumes, le riz, toute cette quantité infinie de fournitures était expédiée par la voie du Transsibérien qui, certes, à l'origine, ne paraissait pas avoir

été destinée à cet office, et qui devenait la grande artère de communication entre les États-Unis, le Japon et la Russie. Alors que les autres issues étaient fermées ou précaires, alors que la route d'Arkhangel et de Kola même était si pleine d'aléa, le rail sibérien amenait régulièrement à Petrograd, à Moscou, à Kiew, ces transports ininterrompus dont, pendant une si longue période, vécut l'armée russe. Nombre des canons qui, sur le front moscovite, depuis les marais du Pripet jusqu'à Stanislau, Kolomea et Czernowitz, permirent en 1916 la reprise victorieuse de l'offensive russe, venaient directement des arsenaux de Tokyo et d'Osaka.

III

Le gouvernement japonais, après la libération du port de Kiao-tcheou et du territoire de Tsing-tao, considéra qu'il devait, sans plus attendre, déterminer et régler avec le gouvernement chinois les conditions dans lesquelles ces territoires, à la fin de la guerre générale, seraient restitués à la Chine. Une négociation s'imposait. Le gouvernement chinois, que la campagne japonaise avait troublé et inquiété, était tout d'abord aussi peu enclin à accepter cette négociation qu'il l'avait été dix ans auparavant, à la fin de 1905, après la guerre russo-japonaise, à ratifier et homologuer avec les représentans du Mikado celles des clauses du traité de Portsmouth qui concernaient le transfert au Japon des baux, concessions et privilèges que la Russie avait obtenus de la Chine en Mandchourie.

La négociation à laquelle le président Yuan ne se prêtait que d'assez mauvaise grâce ne laissa pas d'être laborieuse. Ouverte le 18 janvier 1915 par la remise au gouvernement chinois d'un Mémoire qui contenait, en cinq groupes, les propositions du gouvernement japonais concernant le Chan-tong, la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure, et certaines concessions dans d'autres régions de la Chine, elle se poursuivit par la remise, les 12 février, 26 avril, 1er mai, de contre-projets successifs des deux Hautes Parties, et se termina, l'accord n'ayant pu s'établir, par un véritable ultimatum qu'à la date du 7 mai le ministre du Japon, M. Hioki, adressa au ministre chinois des Affaires étrangères, Lou tcheng siang. Cet ultimatum renfermait les conditions finales du gouvernement

japonais et laissait à la Chine quarante-huit heures pour faire connaître son assentiment ou son refus. Le gouvernement chinois s'inclina le 9 mai. Le 25 du même mois, après les formalités nécessaires, furent signés entre les représentans des deux gouvernemens deux traités et divers documens annexes.

Le premier de ces traités était relatif au Chan-tong : le gouvernement chinois s'engageait à reconnaître tous les arrangemens qui pourraient être faits ultérieurement entre les gouvernemens japonais et allemand au sujet des droits, intérêts et concessions jusqu'alors possédés dans cette région par l'Allemagne. Il s'engageait, en outre, au cas où un chemin de fer serait construit entre Tche-fou et la ligne jusqu'alors allemande de Kiao-tcheou à Tsinan-fou, à en négocier les conditions financières avec des capitalistes japonais. Il s'engageait enfin à ouvrir aussitôt que possible un certain nombre de ports et de villes dans la province du Chan-tong pour la résidence et le commerce des étrangers. Le second traité était relatif à la Mandchourie et à la Mongolie : les deux Hautes Parties contractantes s'accordaient à proroger pendant quatre-vingt-dix-neuf ans le bail des territoires de Port-Arthur et de Dalny (Ta-lien-ouan), ainsi que les contrats d'exploitation du chemin de fer sud-mandchourien et de la ligne de Moukden à Antoung. Les Japonais obtenaient le droit de résider dans la Mandchourie méridionale et de s'y livrer à tous les commerces, métiers et industries. Ils pouvaient désormais, dans la Mongolie orientale intérieure, s'associer aux Chinois pour les diverses entreprises agricoles et industrielles. Des tribunaux mixtes devaient juger les causes et procès entre Chinois et Japonais. Des ports et villes devaient être ouverts pour la résidence et le commerce des étrangers. Par une série de déclarations et de lettres annexes à ces deux traités, le gouvernement chinois s'engageait à n'aliéner, à ne céder à bail ou autrement à aucune Puissance étrangère aucun territoire de la côte ou des îles du Chan-tong; il fixait à des échéances précises : 1992, 2002, 2007, de l'ère chrétienne, les termes d'expiration des baux de Port-Arthur et de Dalny, des contrats du Sud-Mandchourien et de la ligne de Moukden à Antoung; il déterminait en détail les mines qui pourraient être exploitées par des Japonais dans la Mandchourie méridionale; il s'engageait, au cas où il ferait appel à des instructeurs ou conseillers étrangers dans la Mandchourie

méridionale en matière politique, financière, militaire ou de police, à s'adresser de préférence à des Japonais; il consentait à approuver les arrangemens qui pourraient être faits entre Japonais et Chinois pour l'exploitation des mines et usines d'Han-yang dans la vallée du Yang-tse; il affirmait enfin sa résolution de ne concéder à aucune Puissance étrangère ni arsenal, ni établissement militaire, ni dépôt naval ou de charbon dans la province du Fo-kien. Le gouvernement japonais s'engageait, d'autre part, s'il avait, à la fin de la présente guerre, la libre disposition du territoire cédé à bail de Kiao-tcheou, à le restituer à la Chine moyennant les conditions suivantes :

1° Ouverture de toute la baie de Kiao-tcheou comme port de commerce;

2° Établissement d'une concession *(settlement)* japonaise dans la localité qu'aurait désignée le gouvernement japonais;

3° Établissement d'une concession internationale, si les Puissances étrangères le désirent;

4° Arrangement à faire, avant la restitution du territoire, entre les gouvernemens japonais et chinois, concernant les établissemens et propriétés publiques appartenant aux Allemands, et tous autres détails de procédure.

Le Japon, en même temps qu'il accomplissait ainsi son devoir envers ses alliés d'Occident et qu'il éliminait l'Allemagne des terres et des mers d'Extrême-Orient où elle avait essayé d'asseoir sa domination, s'acquittait une fois de plus de sa mission de paix et d'union envers l'Orient lui-même. Tandis qu'il extirpait du Chan-tong et des Mers jaunes la menace allemande, il soustrayait la Chine aux dangers dans lesquels eût risqué de l'impliquer l'esprit de nuisance et d'intrigue de la politique germanique. Il était, pour la Chine comme pour l'Europe, la vigie attentive à ne plus laisser l'Allemagne tenter par de nouvelles surprises je ne sais quels méfaits contre cette région du monde d'où elle était désormais exclue. La Chine et le président Yuan n'eussent pu que gagner à mieux comprendre et interpréter les intentions et les effets du service que le Japon rendait, non seulement à la cause des Alliés, mais à la sécurité, à la paix, à la liberté de l'Asie orientale.

IV

A la date où étaient signés à Pékin les traités du 25 mai 1915, le Parlement japonais siégeait à Tokyo en session extraordinaire pour discuter et voter le budget complémentaire qui lui était soumis par le Cabinet Okuma. Le comte Okuma avait dû, à la fin du mois de décembre 1914, demander à l'Empereur la dissolution de la Chambre des représentans dont l'énorme majorité était composée des membres du parti dit constitutionnel (Seiyukai), qui avaient soutenu les Cabinets de ses prédécesseurs le marquis Saionji et l'amiral Yamamoto. Des élections générales qui avaient eu lieu au mois de mars était issue une majorité nouvelle, non pas homogène comme la précédente, mais dont les divers élémens, le Doshikai (parti fondé par le prince Katsura), le Kokuminto (parti nationaliste formé des débris de l'ancien parti progressiste), le Chuseikai (parti de M. Ozaki, l'ancien maire de Tokyo), étaient, chacun pour des raisons différentes, favorables à la personnalité et à la politique du comte Okuma. Cette majorité comptait 270 voix environ contre 111.

La session ouverte le 15 mai et close le 10 juin fut, malgré le nombre considérable des voix soutenant le Cabinet, très orageuse et violente. La minorité, composée surtout des membres du parti vaincu, le Seiyukai, ne présenta pas moins de quatre ordres du jour de défiance contre le ministère dont elle attaquait la politique en Chine, la politique intérieure et la politique financière. Le Cabinet Okuma sortit vainqueur de la lutte, après avoir fait ratifier les divers articles de son programme, c'est-à-dire la création de deux nouvelles divisions militaires que depuis trois ans le Parlement avait repoussée, l'augmentation des crédits destinés aux constructions navales et l'adoption des mesures financières requises pour le rétablissement au chiffre de 50 millions de *yen* du fonds annuel de l'amortissement de la dette qui avait été réduit à 30 millions. — Mais, dans le feu de la bataille, plusieurs des membres du Cabinet avaient été si maltraités par l'assaillant que quatre d'entre eux, les ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Finances, de la Marine, préférèrent se retirer quelques semaines après la clôture de la session. Le vicomte Kato, ministre des Affaires étrangères, dont la politique à l'égard de

la Chine avait été ardemment combattue, était aussi le ministre le plus visé parce qu'il était le partisan le plus résolu du gouvernement parlementaire selon le type anglais et de la responsabilité ministérielle devant les Chambres. Pour ne pas gêner l'action du comte Okuma, il suivit dans la retraite le vicomte Oura, M. Wakatsuki et l'amiral Yashiro, tout en restant sincèrement attaché à la personne du chef aimé et respecté sous les ordres duquel il avait servi. C'est dans le remaniement partiel qui eut lieu alors que le vicomte Ishii, ambassadeur du Japon à Paris, devint ministre des Affaires étrangères, tandis que l'amiral Kato, MM. Ichiki, Taketomi, Minoura, recevaient les portefeuilles respectifs de la Marine, de l'Intérieur, des Finances et des Communications. Le Cabinet Okuma, affaibli sans doute par la perte de quelques-uns de ses membres les plus distingués, mais allégé et moins exposé pour le moment aux entreprises d'irréconciliables adversaires, allait pouvoir se consacrer entièrement aux efforts qu'exigeait le devoir d'assistance aux Alliés combattant sur tous les fronts de l'Europe. Il allait aussi présider à la célébration de la grande cérémonie rituelle qu'avaient retardée pendant plus de deux ans les deuils successifs de la Cour, à savoir le couronnement à Kyoto du nouvel Empereur.

La Chine, pendant ce temps, je veux dire le président Yuan che kai, s'abandonnait à un dessein ou plutôt à une illusion étrange et qui risquait de compromettre l'œuvre si laborieusement édifiée depuis la fin de 1911. Le président Yuan, se croyant délivré de ses ennemis et affranchi de tout obstacle, s'imaginait pouvoir reconstituer par degrés à son profit le pouvoir personnel et jusqu'au régime même auquel il avait contribué à mettre fin. Ce politicien si avisé, ce mandarin si souple et qui avait su avec tant d'art ménager les transitions entre la révolution et la dynastie de façon à en dégager une république viable, défaisait maintenant tout ce travail et reprenait à rebours les étapes parcourues. Après avoir congédié le Parlement et les assemblées provinciales, fermé les sociétés politiques et les clubs, aboli la constitution de 1912, il s'était prêté à l'élaboration d'une constitution dans laquelle la présidence élective de la République, transformée en présidence à vie, puis en présidence héréditaire, n'avait pour contrepoids, au lieu des anciennes Chambres, qu'un Conseil politique, pure-

ment consultatif, de cinquante à soixante-dix membres, choisis dans la classe mandarinale; au lieu de l'ancien Conseil des ministres, une sorte de Cabinet présidentiel, dans lequel les ministres n'étaient plus que les secrétaires du président; enfin, une Cour suprême d'administration, chargée de contrôler la gestion des diverses classes de fonctionnaires. Yuan che kai avait, dans l'intervalle, quitté son ancienne résidence pour s'installer au Palais impérial, dans les pavillons mêmes qu'occupait à la fin de sa vie l'empereur Kouang-siu. Il avait cru devoir, comme les empereurs, présider lui-même, au Temple de l'Agriculture, aux sacrifices et aux cérémonies rituelles des saisons. Il avait fait épouser à une de ses filles l'ex-héritier du trône désigné pour régner. Il avait enfin fait ou laissé organiser dans tout le pays une vaste campagne de pétitionnement par laquelle le peuple était censé réclamer la transformation de la présidence en empire, Yuan devant être naturellement le chef de la dynastie nouvelle. Toute cette préparation savante, toute cette intrigue était, sinon conseillée, du moins encouragée par les représentans à Pékin de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, qui pensaient se faire les complaisans et les meneurs du nouveau monarque, et contrarier ainsi l'action du Japon et des Alliés qui avaient, au contraire, loyalement soutenu et assisté les débuts difficiles de la République chinoise.

C'est à ce moment, au mois d'octobre 1915, qu'intervinrent le Japon et les Alliés, désireux d'éviter tout ce qui risquerait de troubler la paix intérieure de la Chine et l'équilibre de l'Asie orientale. Le gouvernement japonais, avec autant de tact et de modération que d'opportunité, fit remettre au gouvernement chinois, par son chargé d'affaires à Pékin, M. Obata, une Note fort bien conçue et rédigée, par laquelle, et sans vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures du pays voisin, il s'attachait à montrer tout le danger que pourrait présenter une telle modification apportée au régime que toutes les Puissances avaient reconnu en 1913. Il donnait à la Chine le conseil amical de laisser les choses dans l'état, de ne pas réveiller l'esprit d'inquiétude, d'opposition et de désordre, de ne pas provoquer des troubles qui causeraient un dommage incalculable, d'abord au pays lui-même, mais aussi aux Puissances étrangères ayant des intérêts sur son territoire, et particulièrement au Japon qui se trouve en relations spéciales avec elle. Il ajou-

tait qu'il était guidé par l'unique souci de conserver la paix en Extrême-Orient au moyen de mesures attentives de précaution, et que c'était là pour lui un devoir de bon voisin.

Yuan, mal renseigné sans doute sur le cours des événemens du monde, égaré par les conseils de la légation d'Allemagne, crut pouvoir tout d'abord ne pas tenir compte de cet avis du gouvernement japonais. Il répondit qu'il s'agissait là d'une affaire de politique intérieure, que le gouvernement chinois ne pouvait s'opposer aux vœux du peuple, qu'il était seul responsable du maintien de l'ordre. Lorsque, au mois de décembre, une délégation des diverses provinces se rendit à Pékin pour déclarer au président que les collèges électoraux du pays réclamaient le rétablissement de la monarchie, Yuan affecta de s'être laissé forcer la main et d'avoir dû, le 12 décembre, consentir à la publication d'un décret rétablissant l'Empire. Auprès des uns, auprès des légations des Alliés notamment, il maintenait son titre de président; auprès des autres, auprès des légations d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, il se laissait traiter d'empereur. Il voulut, à cette date, envoyer à Tokyo un ambassadeur extraordinaire pour féliciter l'empereur Yoshi-Hito après l'accomplissement de la cérémonie du sacre, et lui porter la plus haute décoration chinoise. Le gouvernement mikadonal ayant demandé s'il s'agissait d'une décoration impériale ou d'une décoration républicaine, et si l'ambassadeur serait un représentant du président ou de l'Empereur, Yuan se le tint pour dit et renonça à son projet d'ambassade.

Alors apparurent en Chine les premiers signes précurseurs de l'orage. L'amiral Tsing ju cheng, gouverneur de Shanghai, avait été tué à coups de revolver par deux adversaires de la restauration monarchique. Dans ce même port de Shanghai, un cuirassé, à bord duquel étaient des marins rebelles, tira sur l'arsenal et sur la ville. Au Yunnan, l'ancien gouverneur Tsai, brusquement revenu, leva, le 27 décembre, l'étendard de la révolte, protestant contre le rétablissement de l'Empire. Le mouvement ne tarda pas à se propager et à s'étendre. Des manifestes, signés par tous les chefs révolutionnaires, Sun yat sen, Houang sing, Cheng-ki-mei, et même par d'anciens monarchistes tels que Tsen tchouen hien et Liang si chao, attestaient que la révolte allait grandissant. A la fin de janvier, Yuan fit annoncer que la restauration de la monarchie était ajournée.

Le 23 février, un décret présidentiel rétablissait la République. Mais tous ces actes contradictoires se succédant les uns aux autres trahissaient trop l'affolement, l'incohérence désespérée du joueur qui a perdu sa veine et la poursuit encore. Yuan crut qu'il allait pouvoir s'entendre avec tous ses adversaires conjurés, avec Tsai, avec les chefs révolutionnaires, avec les généraux du Yang tse, qui avaient fait mine de l'abandonner, avec ceux du Nord et de Pékin qui fléchissaient, en leur proposant la réunion à Nankin d'une commission des diverses provinces chargée de décider si le pouvoir devait lui être maintenu ou retiré. Il était trop tard. Le gouverneur du Yunnan, Tsai, consentait à accorder la vie sauve à Yuan, mais à condition qu'il fût banni à l'étranger et condamné à restituer les 60 millions de dollars qu'avait coûté la campagne de restauration monarchique. Vinrent ensuite les défections du dictateur de Canton, Long si kouang qui, après s'être déclaré partisan de Yuan, laissait proclamer l'indépendance de la province; celle du maréchal Feng kouo chang, commandant en chef des troupes du Yang-tse, qui invitait catégoriquement le président Yuan à donner sa démission; enfin celle même du président du Conseil, le général Touan k'i jouei, qui, appelé par Yuan au poste de premier ministre, refusait de se solidariser avec lui et demandait avec instance à résigner ses hautes fonctions. Abandonné de ceux qu'il croyait ses fidèles, huit provinces s'étant déclarées contre lui, le Chan-tong, le Tche-li, la Mandchourie paraissant à la veille de se détacher, Yuan était vaincu. Dans le courant du mois de mai, le bruit se répandit qu'il était gravement malade. Le 30, les dépêches de Shanghai annonçaient qu'il avait été empoisonné. Le 6 juin, sa mort était confirmée et attribuée, par les uns à un suicide, par les autres à une crise d'urémie. Qu'il ait succombé à la maladie, que le jour fatal ait été hâté par une main criminelle ou qu'il ait lui-même, en absorbant une feuille d'or, mis fin à ses jours, sa destinée n'avait plus aucune issue. Sa brusque disparition ne causa ni surprise, ni émoi. Le général Touan k'i jouei, reprenant aussitôt possession de ses fonctions de président du Conseil, annonça qu'en vertu de la constitution de 1912 autocratiquement restaurée, le vice-président Li yuan hong devenait président de la République. Le rêve et la chimère de Yuan une fois dissipés, le régime fondé en 1912 était rétabli comme si rien

n'en eût interrompu le cours, avec cette différence cependant que les troubles civils avaient fait de nombreuses victimes, que des deux côtés, des chefs notoires avaient disparu, et que, si, dans la dernière phase de la crise, le régime républicain de 1912 avait été restauré ou maintenu, c'est surtout parce que les généraux du Sud et du Centre, comme ceux du Nord, s'étaient prononcés contre Yuan.

V

Ce dénouement, en même temps qn'il laissait sans motifs et apaisait les mouvemens insurrectionnels des provinces et rétablissait l'ordre en Chine, donnait satisfaction au Japon et aux Puissances alliées, dont le principal souci avait été précisément de prévenir toute modification, toute atteinte au *statu quo*, à l'équilibre, à la paix de l'Asie orientale.

Le gouvernement japonais qui avait, à la fin de 1916, célébré les fêtes du couronnement de l'empereur Yoshi-hito, qui avait reçu en grande pompe à Tokyo, au mois de janvier 1916, le grand-duc Georges Mikhaïlovitch, chargé de porter au mikado les félicitations du Tsar, et qui venait, durant toute cette période, de porter au plus haut degré d'intensité sa contribution militaire, industrielle, économique aux gigantesques efforts des Alliés en Europe, avait cru devoir saisir cette occasion pour marquer par un nouvel acte son intimité croissante avec la Russie. C'est au plus fort de l'offensive russe, sur tout le front de Riga au Dniester, et notamment du général Broussiloff sur le front de Bukhovine, que s'étaient engagées à Pétrograd entre le vicomte Motono et M. Sazonoff les négociations qui aboutirent, le 3 juillet 1916, à la conclusion d'un nouvel accord destiné, comme les accords de 1907, 1910, 1912, à associer et unir les intérêts et l'action des deux gouvernemens et des deux pays dans toute la région d'Asie où leurs territoires et leur influence étaient limitrophes.

Par cet accord, qui ne comprenait que deux articles, les deux gouvernemens s'engageaient tout d'abord à n'accéder à aucun arrangement, à aucune combinaison politique qui pourrait être dirigée contre l'un ou l'autre d'entre eux. Ils s'engageaient, en outre, au cas où leurs droits et intérêts spéciaux en Extrême-Orient seraient menacés, à agir de concert en vue de

prendre toutes mesures propres à assurer la protection et la défense de ces intérêts et de ces droits.

De telles dispositions rendaient vaine d'avance toute tentative qui pourrait être faite dans l'avenir pour séparer les deux Puissances désormais alliées et décidées à ne plus être dupes de la politique de duplicité si longtemps pratiquée par l'Allemagne. Elles donnaient au rapprochement russo-japonais un caractère et un rang égal à celui de l'alliance anglo-japonaise et faisaient de cette union avec la Russie et l'Angleterre, comme avec la France leur commune amie et alliée, la pierre angulaire de la politique du Japon qui, d'ailleurs, en adhérant à la déclaration de Londres du 4 septembre 1914, ainsi qu'aux conclusions de la conférence économique de Paris du mois de juin 1916, avait déjà témoigné hautement de sa ferme résolution de se tenir en une entière harmonie avec ses alliés, non seulement dans les régions lointaines de l'Asie orientale, mais sur tous les points de l'immense et infini théâtre de la guerre.

A l'accord du 3 juillet était joint un arrangement accessoire par lequel la Russie concédait, à titre onéreux, au Japon l'exploitation d'une partie de la ligne ferrée de Mandchourie entre la station de Kouang-chang-tse, qui avait été jusqu'alors le terminus de la section japonaise, et la station de Tao lai tchao, à une distance d'environ soixante milles au Nord, immédiatement voisine de la rivière Sungari, qui est le point de partage des zones d'influence russe et japonaise. Par cette concession se marquait encore le désir des deux gouvernemens de ne laisser subsister aucun malentendu, aucune équivoque sur les limites respectives de leurs sphères d'action dans cette région de l'Asie orientale où ils ne songeaient plus qu'à coopérer étroitement l'un avec l'autre.

Au mois de février de cette même année, le gouvernement mikadoual avait, par une innovation mémorable dans son histoire financière, autorisé l'émission au Japon de bons du Trésor russe, d'une valeur de 50 millions de *yen* à 5 pour 100 d'intérêt et au taux de 95 pour 100. Un syndicat formé des principales banques japonaises avait, à lui seul, absorbé la quasi-totalité de cette émission dont le montant était destiné à payer les fournitures de matériel de guerre et de munitions faites par le Japon à la Russie. — Une nouvelle émission de 70 millions de *yen* devait, l'automne suivant, porter au total de 120 millions de

yen l'ensemble des bons du Trésor russe ainsi placés au Japon.

L'un des effets de la guerre et de l'assistance prêtée aux Alliés en matériel, munitions, vivres, équipemens, fournitures de toute sorte, avait été d'écarter et de résoudre pour le Japon la difficulté la plus grave à laquelle il s'était précisément heurté depuis la guerre de 1904-1905 avec la Russie et depuis la paix de Portsmouth qui ne contenait aucune clause d'indemnité. Alors que, depuis cette date, le gouvernement japonais avait eu peine à équilibrer ses budgets et à trouver dans les ressources du pays les moyens de suffire à son expansion industrielle et économique, voici que maintenant, par l'énorme excédent des exportations sur les importations, par l'accroissement extraordinaire de sa navigation et de son industrie, par les bénéfices considérables qu'en recueillaient la balance de son commerce et sa situation monétaire et ses changes, il était à même de compléter rapidement son outillage, de développer comme il l'avait désiré son armée et sa marine, d'exécuter de grands travaux publics non seulement dans ses îles, mais en Corée, en Mandchourie, en Chine, de payer une partie de sa dette domestique et extérieure, enfin, de prêter à son tour, aux Puissances alliées. Le commerce d'exportation qui, en 1914, était de 591 101 461 *yen*, atteignait, en 1915, 708 306 997 *yen*, en 1916 1 512 000 000 *yen*. Le commerce d'importation atteignait, dans ces trois années, les chiffres respectifs de 595 735 725 *yen*, 532 449 938 *yen*, 569 000 000 *yen*. Tandis qu'en 1914 le commerce d'importation présentait encore un excédent de 4 634 264 *yen*, l'excédent de l'exportation sur l'importation atteignait en 1915 le total de 175 857 659 *yen*, en 1916 le chiffre énorme de 371 millions de *yen*. Une grande partie du commerce d'exportation était sans doute représentée par les fournitures aux Alliés, mais l'accroissement pris par des articles tels que les laines, les serges, les cuirs, est de ceux qui peuvent, jusqu'à un certain degré, survivre à la guerre. La dette extérieure remboursée de 1915 jusqu'à la fin de mars 1917 se monte à 160 millions de *yen*, dont une somme de 40 millions représente la moitié des bons du Trésor japonais placés en France en 1913, et qui n'étaient remboursables que dans dix ans. Outre les 120 millions de *yen* prêtés à la Russie, le Japon a autorisé, à la fin de 1916, l'émission à Tokyo de dix millions de livres sterling (100 millions de *yen*) de bons du Trésor

anglais, au-pair et à 6 pour 100, remboursables en trois ans. Le but de la combinaison était de faire remettre aux États-Unis, par l'intermédiaire du gouvernement japonais, et grâce aux conditions favorables de change entre les États-Unis et le Japon, une somme de dollars équivalente à dix millions de livres. Ces diverses opérations n'ont pas empêché le Trésor japonais d'affecter, sur l'exercice 1917-1918, une somme de 80 millions de *yen* à un rachat supplémentaire de la dette extérieure et une somme de 100 millions de *yen* en bons intérieurs aux cinq objets suivants : 1° construction de lignes ferrées au Japon ; 2° remboursement d'avances faites sur les fonds des caisses d'épargne à la comptabilité spéciale des chemins de fer de l'État ; 3° exécution de travaux publics en Corée ; 4° conversion des bons du Trésor coréen ; 5° exécution de travaux publics dans l'île de Formose. Ajoutez à cette liste les sommes déjà convenues pour l'augmentation des forces de terre et de mer, dans un budget qui cependant, pour le même exercice 1917-1918, représente un excédent de recettes de plus de 110 millions de *yen*, et vous vous ferez une idée de l'ère de prospérité économique et financière qu'a ouverte au Japon une guerre dans laquelle il remplit en même temps si loyalement son devoir envers les Alliés.

Malgré ces brillans résultats, dont la plupart lui étaient dus, le comte Okuma, qui, après le couronnement de l'Empereur, avait été élevé au rang de marquis, avait cru pouvoir, à la fin de l'été de 1916, décharger ses épaules d'un fardeau trop lourd et rentrer dans sa retraite de Waseda. Il invoquait à l'appui de sa résolution son grand âge (soixante-dix-huit ans) et les fatigues du pouvoir. Mais sans doute aussi il ne pouvait méconnaître les difficultés que, dans plusieurs sessions, la Chambre des représentans, même celle où depuis les élections générales de mars 1915 il avait la majorité, n'avait cessé de lui opposer. Lui qui avait été pendant toute sa vie le chef des constitutionnels et des parlementaires, qui avait depuis de longues années réclamé la formation de Cabinets de parti, homogènes, s'appuyant sur une majorité, il se rendait compte, par sa propre expérience des deux dernières années, que la constitution même de 1889, les traditions bureaucratiques et militaires, l'influence persistante des « genro, » l'esprit de clans lui faisaient obstacle et ne permettaient pas la réalisation de son idéal politique. Il

lui en avait coûté de voir le vicomte Kato se séparer du Cabinet en 1915, évidemment parce que ce Cabinet n'était pas en mesure, malgré les doctrines et l'autorité de son chef, d'appliquer la politique résolument parlementaire. En se retirant à son tour le 2 octobre 1916, le marquis Okuma rendit hommage à son passé et justice au vicomte Kato, en proposant à l'Empereur le nom de ce dernier pour lui succéder comme président du Conseil. Mais les « genro, » s'ils avaient pu, au printemps de 1914, dans une crise presque inextricable, se résigner à conseiller au souverain de faire appel, malgré ses convictions bien connues, au comte Okuma, qui était le seul homme d'État capable de rétablir une situation compromise, n'étaient aujourd'hui nullement disposés à indiquer à l'Empereur, pour la présidence du Conseil, le nom de l'homme politique qui représentait par excellence, et plus que le marquis Okuma lui-même, la doctrine parlementaire, le système des Cabinets homogènes et de parti, soutenus par la majorité de la Chambre basse. Ils n'hésitèrent pas, au contraire, à désigner comme le plus apte à recueillir la succession du pouvoir le chef reconnu de la tradition bureaucratique et de gouvernement étranger et supérieur aux influences des partis parlementaires. Leur candidat fut le maréchal Teraoutsi, l'ancien ministre de la Guerre, présentement gouverneur général de la Corée, homme d'État de premier ordre, d'ailleurs, et hautement digne de prendre sa place à côté des Ito, des Saionji, des Katsura, dans la lignée des grands conducteurs et maîtres de la politique japonaise.

Le 9 octobre, le Cabinet Teraoutsi était constitué : le maréchal y assumait, avec la présidence du Conseil, l'intérim du ministère des Finances ; le vicomte Motono, ambassadeur à Pétrograd, y recevait le portefeuille des Affaires étrangères ; les barons Goto et Den, MM. Okada, Matsumuro, Nakashoji étaient nommés ministres de l'Intérieur, des Communications, de l'Éducation, de la Justice, de l'Agriculture et du Commerce, le lieutenant général Oshima et le vice-amiral Kato restant titulaires des ministères de la Guerre et de la Marine. C'était là un gouvernement fort par les capacités et les talens des membres appelés à en faire partie, et particulièrement propre, par les personnes de son chef et de son ministre des Affaires étrangères, à inspirer confiance aux trois grandes Puissances alliées de la première heure, la France, la Grande-Bretagne, la

Russie. Mais il offrait plus de prise encore que le Cabinet Okuma aux objections et à l'opposition fondamentale des partis rangés sous la bannière du combat contre la bureaucratie, les « genro » et les clans. Ces partis venaient précisément de se coaliser et de s'unir, sous la direction du vicomte Kato. en une seule association, le Kensei-kai (Société de la Constitution), disposant de plus de deux cent trente voix à la Chambre des représentans. Là était, pour le nouveau Cabinet, dès son origine, l'obstacle préjudiciel, la cause indéniable du péril. Le maréchal Teraoutsi, toutefois, n'était pas homme à hésiter, surtout lorsqu'il avait conscience de la tâche qui, ne fût-ce que pour une durée limitée, s'imposait à lui. Il combattrait à visage découvert pour le Japon et pour les Alliés, se fiant à sa destinée.

VI

Trois semaines seulement après la constitution du Cabinet Teraoutsi, le gouvernement chinois, régi, depuis la mort de Yuan che kai, par le président Li yuan hong, mais resté sans vice-président, se compléta par l'élection à la vice-présidence, à la date du 30 octobre 1916, du général Feng kouo chang, commandant en chef des troupes chinoises à Nankin. L'élection fut faite par les deux Chambres du Parlement que Yuan che kai avait dissous, et qui, rappelé par le président Li, avait repris session dès le 1er août. Feng kouo chang, malgré l'attitude conservatrice et modérée qu'il avait jusqu'alors observée, s'était trouvé être, sans doute parce qu'il résidait à Nankin, le candidat des républicains du Sud et du parti avancé du Kuo-ming-tang. Il est possible cependant qu'à son élection aient concouru, non seulement les membres du Kuo-ming-tang, mais aussi les membres de partis plus modérés, ayant des sympathies pour sa personne. L'élection a été, d'ailleurs, considérée comme de nature à satisfaire tout ensemble les républicains du Sud et les partis plus conservateurs du Nord. Elle a été suivie, à quelques jours de date, par la désignation et la ratification parlementaire, comme ministre des Affaires étrangères, d'un diplomate de carrière, Wou ting fang, qui, après avoir été longtemps secrétaire du vice-roi Li hung tchang, puis, à plusieurs reprises, ministre de Chine à Washington, avait, à la fin de 1911, représenté le parti républicain aux conférences de Shanghaï où le parti de

la république l'emporta. Les deux nominations, bien accueillies l'une et l'autre à Tokyo, et qui ne précédèrent que de peu le règlement définitif entre les deux gouvernemens d'un fâcheux incident survenu en Mandchourie entre les troupes japonaises et la police chinoise, avaient été comme l'occasion et le signal du rétablissement entre les deux Cabinets de relations plus satisfaisantes. La disparition de la personne et du régime de Yuan avait été une première cause d'apaisement ; l'attitude observée par le nouveau président Li, par le vice-président Feng qui, dès son élection, avait fait des déclarations publiques de sympathie à l'égard du Japon, par le ministre Wou ting fang enfin qui s'exprimait de même dans les termes du meilleur augure, n'a pu que confirmer cet heureux revirement.

Lorsque, à la réouverture du Parlement japonais, le 23 janvier 1917, le nouveau ministre des Affaires étrangères, le vicomte Motono, prononça devant la Chambre des représentans son discours sur la politique extérieure de l'Empire, un long et important passage de cette harangue était consacré aux relations sino-japonaises. Le vicomte Motono, avec autant de franchise que de largeur, reconnaissait les fautes qui, de part et d'autre, avaient pu être commises, mais il rappelait tous les actes par lesquels le gouvernement japonais avait marqué et prouvé son sincère désir d'entretenir avec la Chine les rapports de la plus cordiale entente. Après avoir signalé la situation spéciale qu'occupe le Japon dans les régions de la Chine limitrophes de la Corée et la nécessité pour le gouvernement impérial de sauvegarder les intérêts et droits légitimes qu'il y a acquis, il a ajouté que le Japon n'a aucune intention de poursuivre une politique égoïste en Chine, qu'il est résolu à demeurer d'accord avec toutes les Puissances intéressées, comme lui, au maintien de l'indépendance et de l'intégrité du territoire chinois et qu'il ne se propose, avec elles, que la prospérité et la paix de la grande République voisine.

Dans une autre partie du discours, le vicomte Motono insistait également sur le désir du Japon d'entretenir les relations le plus sincèrement amicales avec le gouvernement et le peuple des États-Unis. Il mentionnait incidemment les propositions que des capitalistes américains avaient faites au gouvernement japonais en vue d'une action commune dans les affaires financières de Chine, en déclarant que le gouvernement impérial

suivrait avec le plus vif intérêt le développement ultérieur du rapprochement économique des deux pays.

Mais le discours était surtout, comme il fallait s'y attendre, un exposé magistral de la politique japonaise dans le grand conflit qui avait ligué contre l'ambition et la barbarie germaniques la plus grande partie du monde civilisé. Il disait la part prise par son pays à cette lutte gigantesque et la ferme résolution du Japon de défendre, non seulement ses intérêts particuliers, mais ceux de ses Alliés et de l'humanité tout entière. Il commentait les réponses faites par les Alliés, y compris le Japon, à la Note allemande du 12 décembre 1916 et à la Note américaine du 21 du même mois, concernant la prétendue proposition de paix des gouvernemens ennemis et les buts de la présente guerre. Une certaine émotion s'était d'abord manifestée à Tokyo lors de la remise par l'ambassadeur des États-Unis de la Note allemande. Mais le gouvernement japonais avait aussitôt, comme les autres Alliés, pénétré la vanité et éventé le piège des soi-disant propositions de la duplicité germanique. Il s'était donc pleinement associé à la réponse des Alliés, en marquant cependant, comme l'indiquait le vicomte Motono, que, si cette réponse ne contenait pas toutes les conditions de paix que les Puissances alliées exigeraient, il n'avait pas manqué, quant à lui, de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sauvegarde de ses droits sur la disposition future des territoires coloniaux reconquis sur l'Allemagne.

Une grande et légitime place était faite aussi dans ce discours aux relations russo-japonaises et à l'accord du 3 juillet 1916 dont le vicomte Motono avait été lui-même le négociateur et le signataire. « Le Japon et la Russie, ajoutait-il, ont de grands intérêts communs à préserver en Extrême-Orient. L'accord intime des deux nations, de même que notre alliance avec l'Angleterre, constitue une garantie indispensable de la paix dans ces parages. » Il avait dit plus haut de l'alliance avec l'Angleterre qu'elle était la base de la politique extérieure du Japon et que la guerre actuelle avait démontré la solidité infrangible de l'alliance, ainsi que ses indiscutables bienfaits.

Mais l'heure était venue où, par les provocations criminelles de l'Allemagne, et plus encore par l'admirable vigilance et fermeté de la première des Puissances neutres, par l'une des plus hautes et des plus nobles résolutions qu'aient jamais prises

dans l'histoire une nation d'un grand cœur et un gouvernement docile au plus sublime idéal, le théâtre déjà si vaste de la guerre allait s'étendre encore dans des proportions inouïes. L'heure était venue où les buts de la guerre, si clairs, si lumineux pour tous les Alliés unis dans la croisade de la liberté contre la tyrannie, allaient, par l'entrée des États-Unis dans le conflit et par la révolution russe, revêtir plus de précision encore et de grandeur et confondre dans la défense d'une même cause la liberté des individus comme celle des peuples, les droits de l'humanité comme l'indépendance des Nations. C'est surtout l'accession des États-Unis à la coalition dont les conséquences devaient aussitôt se faire sentir dans toute l'étendue de l'Extrême-Orient et s'y traduire par des sanctions immédiates. La Chine et le Japon avaient fort opportunément, malgré les dernières crises intérieures, recouvré toute la liberté d'esprit et d'action nécessaires pour pouvoir, dans cette phase décisive de la guerre, jouer le rôle qui leur appartenait et contribuer aux mesures d'exécution ou de garantie qui seraient requises contre la Puissance de proie, désormais condamnée par le verdict des Nations et l'inéluctable destin.

VII

Lorsque, le 4 février 1917, le président Wilson prononça sa sentence et fit connaître solennellement ses résolutions, ce fut pour rompre toutes relations avec l'Empire félon qui, une fois de plus, manquait à ses engagemens, et pour ranger les États-Unis aux côtés des Alliés qui menaient le combat de la liberté, de la justice, du droit. Le président Wilson, en faisant, dès le même jour, notifier à toutes les Puissances neutres par ses représentans auprès d'elles les résolutions ainsi prises et la rupture consommée avec l'Allemagne, leur faisait exprimer sa conviction que ce serait travailler à la paix du monde si elles pouvaient toutes adopter une ligne de conduite analogue à celle à laquelle il avait dû lui-même s'arrêter.

Le Japon, lui, était déjà, et depuis la première heure, dans la lutte. Il ne pouvait que saluer, comme il le fit, avec une sincère émotion et gratitude, l'acte généreux par lequel les États-Unis entraient, à leur tour, dans le conflit pour soutenir la cause de l'humanité et pour avancer l'heure de la paix par la

victoire. Il se félicitait, de plus, de voir fortifier par ce nouvel et puissant lien les accords qui, depuis le 30 novembre 1908, existaient entre les deux gouvernemens pour le maintien du *statu quo*, de l'équilibre et de la paix dans le bassin du Pacifique et dans l'Asie orientale. Il saisissait enfin cette occasion de repousser du pied les perfides et niaises manœuvres par lesquelles le gouvernement allemand avait cru pouvoir l'entraîner avec le Mexique dans une action hostile et traîtresse contre les États-Unis. L'accession des États-Unis à la bonne cause fut célébrée à Tokyo avec autant d'enthousiasme et de foi que dans toutes les autres capitales des Alliés.

Parmi les Puissances neutres, ce fut la Chine qui, la première, entendit et suivit l'appel des États-Unis. Le Cabinet de Pékin adressa sans retard au Cabinet de Washington une réponse par laquelle il faisait connaître dans les termes les plus éloquens son adhésion sans réserve à la communication qui lui avait été transmise. Le ministre Wou ting fang envoyait en même temps au gouvernement allemand une Note de protestation aussi ferme que digne, se terminant par la déclaration que, s'il n'y était pas fait droit, le gouvernement chinois se verrait obligé de rompre ses relations avec la chancellerie de Berlin. La Chine, élevée dans les maximes de Confucius sur l'identité entre la morale des États et la morale privée, et qui, depuis son adoption du régime républicain, se sentait plus rapprochée encore du gouvernement des États-Unis auquel la liaient déjà d'anciennes sympathies, avait compris que la Note du président Wilson lui traçait son devoir et lui donnait l'occasion de rectifier l'attitude obscure trop longtemps observée par le président Yuan che kai dans la grande crise qu'avait ouverte la guerre de 1914. En se plaçant sous l'égide américaine, elle allait du même coup se trouver l'alliée des grandes Puissances d'Occident, toutes prêtes à l'accueillir, et du Japon avec lequel elle désirait, depuis la mort de Yuan, rétablir des relations, non seulement correctes, mais confiantes et cordiales. Jamais chance meilleure ne pourrait se présenter pour elle de réparer les erreurs commises depuis l'année 1900 et de se concilier le durable appui des Puissances dont il lui importait le plus de rechercher et de cultiver l'amitié.

La Chine ne pouvait oublier, d'autre part, tout ce qu'elle avait eu, depuis vingt ans, à souffrir de l'Allemagne qui, après

avoir fait mine de lui venir en aide en 1895, lui avait, en 1897, arraché par violence la cession à bail du territoire de Kiao-tcheou, lui avait imposé, en 1900, la plus humiliante expiation de l'insurrection des Boxeurs, et qui, depuis lors, n'avait cessé de l'exciter dans un dessein intéressé, d'abord contre la Russie, puis contre le Japon, contre la Grande-Bretagne, contre la France. Le président Yuan avait eu la faiblesse de se laisser circonvenir par les intrigues et les flatteries des agens allemands qui, depuis le début de la grande guerre, avaient réussi à l'entourer. Il les avait laissés exercer leur propagande et répandre dans tout le pays les nouvelles les plus tendancieuses et les plus fausses sur les événemens d'Europe. C'est par eux qu'il avait été encouragé dans sa campagne chimérique de restauration impériale.

C'était, ou jamais, le moment de rompre avec tout ce passé, d'exorciser tous ces spectres. Le ministre Wou ting fang, qu'heureusement son long séjour aux États-Unis avait familiarisé avec l'esprit et les idées de la nation américaine, eut la sagesse de ne pas perdre une heure. En vain le gouvernement allemand s'efforça-t-il de démontrer à la Chine que la guerre sous-marine ne pouvait la viser ni l'atteindre, et que de grandes précautions seraient prises pour épargner les bâtimens et les sujets chinois. La Chine, n'ayant pu obtenir plus de satisfaction que les États-Unis et aucun autre gouvernement n'en avaient obtenu, le ministre d'Allemagne, l'amiral von Heintze, sur l'activité duquel l'empereur Guillaume II avait fondé tant d'espérances, reçut ses passeports et dut s'embarquer à Shanghai sur un bâtiment hollandais, avec un sauf-conduit lui assurant le passage par les États-Unis, et de là en Europe. Les ministres de Chine quittèrent de même Berlin et Bruxelles avec tous les consuls et tous les sujets chinois.

La rupture ainsi consommée, le gouvernement chinois prit, sans plus tarder, les mesures qui s'imposaient à l'égard des concessions allemandes de Tien-tsin et de Han-Keou, de même qu'envers les bâtimens allemands internés dans les ports. Il interrompit, d'autre part, jusqu'à la fin des hostilités, tout paiement au gouvernement et aux sujets allemands des coupons des emprunts, dont le bénéfice servait surtout à la propagande pangermaniste. L'Allemagne se trouva en même temps exclue, au grand soulagement des Alliés, du « consortium » financier avec lequel avait été contracté l'emprunt de réorganisation

de 1913. Toutes les entreprises commerciales, maritimes, industrielles des Allemands en Chine furent autant que possible suspendues, les sujets allemands dépouillés des privilèges de l'exterritorialité étant eux-mêmes étroitement surveillés et mis hors d'état de nuire. Le gouvernement chinois se réservait enfin la faculté de prendre par la suite, à l'exemple des États-Unis, et selon ce que les circonstances exigeraient, toutes les dispositions additionnelles propres à accentuer son attitude envers l'Allemagne.

Le Japon appréciait autant, sinon même plus encore que les autres Alliés, le divorce qui délivrait la Chine de l'emprise allemande. Il accueillit très volontiers cette éventualité nouvelle d'une Chine faisant bloc avec les États-Unis et avec lui contre les Puissances germaniques. Au rêve pangermaniste d'une Allemagne appelée à dominer l'Asie d'un côté, à l'Ouest par l'Asie Mineure, le Taurus et la ligne de Hambourg à Bagdad, de l'autre à l'Est, par Kiao-tcheou, le Chan-tong, le Tcheli et toutes les extensions projetées, se substituait l'union, la coopération en Extrême-Orient et sur le Pacifique des trois grands États riverains, les États-Unis, le Japon et la Chine, simultanément alliés aux trois grandes Puissances d'Europe, la France, l'Angleterre, la Russie, ayant précisément les plus grands intérêts territoriaux, politiques et économiques en Asie. — Dès aujourd'hui, par l'impuissance à laquelle la réduisait l'effondrement de tout son domaine colonial et la disparition des mers de son pavillon militaire ou marchand, l'Allemagne est exclue de cette vaste région du monde où elle avait espéré se créer un Empire. Le Pacifique et l'Asie sont à l'abri de ses atteintes. Il y a là une heureuse portion du globe déjà lavée et purifiée de la souillure, de la lèpre allemande, et qui nous donne l'avant-goût de ce que sera l'univers définitivement affranchi où les poumons respireront un air libre, où l'humanité pourra reprendre le cours de ses destinées et se vouer en paix à l'avenir de la civilisation pour laquelle la « kultur » teutonne eût été, au cas où elle eût triomphé, un si effroyable péril.

Pendant de longs siècles la Chine et le Japon s'étaient eux-mêmes volontairement enfermés dans leur isolement, exclus de tout rapport avec l'univers. Le continent américain était ignoré, inexistant pour l'ancien monde; et quand, trois siècles après la

découverte de Christophe Colomb, les descendans des émigrans du Royaume-Uni fondèrent entre le Canada et les embouchures du Mississipi la république des États-Unis, eux aussi, ils eurent d'abord pour politique d'écarter d'eux l'Europe et de ne pas intervenir eux-mêmes dans les affaires européennes. Tels furent, à l'origine, le sens et le but de la doctrine formulée en 1823 par le président Monroe. Or, il est arrivé que ce sont les États-Unis qui ont les premiers, de 1840 à 1853, successivement ouvert au commerce et aux rapports internationaux la Chine, la Corée, le Japon. Et c'est le président Wilson qui aujourd'hui fait de la doctrine de Monroe la formule même de l'union entre l'ancien et le nouveau monde. « Je propose, disait-il dans un message au Sénat du 22 janvier dernier qui contenait ses vues sur la future paix, sur les garanties et sanctions de cette paix; je propose que les diverses nations acceptent d'accord la doctrine du président Monroe comme la doctrine du monde, qu'aucune nation ne cherche à imposer sa politique à un autre pays, mais que chaque peuple soit libre de fixer lui-même sa politique personnelle et de choisir sa propre voie vers son développement. » Et il ajoutait dans son adresse inaugurale du 4 mars : « Nous ne sommes plus des provinciaux : les événemens tragiques des trente mois de guerre que nous venons de vivre nous ont constitués citoyens du monde. Toutes les nations sont également intéressées à la paix du monde, à la stabilité politique des peuples libres et sont également responsables de leur maintien. » C'est ainsi dans la région de l'univers jadis le plus fermée aux communications avec le dehors, et par l'initiative de la grande République du nouveau monde la plus rebelle par principe à tout accord avec l'Europe qu'aura été scellé, dans la présente guerre, le pacte d'alliance le plus vaste et le plus compréhensif qui ait jamais uni les hommes. Ce sera le grand et impérissable honneur du président Wilson d'avoir été l'initiateur et comme le prédicateur de cette nouvelle croisade. Ce sera aussi pour les deux nations de l'antique Asie, pour le Japon allié de la veille, pour la Chine qui a entendu l'appel des États-Unis, un titre glorienx d'avoir été, dans cette lutte, du côté de la justice et du droit contre la barbarie, du côté de la lumière contre les ténèbres.

VIII

A la fin du mois de janvier de cette année, le lendemain même du remarquable discours prononcé par le vicomte Motono devant la Chambre basse sur la politique extérieure de l'Empire, le gouvernement japonais avait dû dissoudre la Chambre des représentans dont la majorité avait fait une opposition irréconciliable au Cabinet. Le motif de cette obstruction était le grief préjudiciel contre le Cabinet de n'avoir pas été formé selon les principes du gouvernement parlementaire, d'être l'élu des « genro » et des clans, de représenter, non la nation, mais la tradition bureaucratique et militaire. A ce grief, articulé par le vicomte Kato, chef du Kensei-kai et de toute la coalition antiministérielle, le maréchal Teraoutsi répondit le 9 février, dans un discours adressé à la réunion des gouverneurs de provinces en rappelant que, d'après la constitution impériale de 1889, les ministres sont responsables, non devant les Chambres, mais devant l'Empereur; que, d'ailleurs, le Parlement comprend, non-seulement la Chambre des représentans, mais la Chambre des Pairs, que la Chambre basse ne peut donc à elle seule inspirer ou dicter la politique du gouvernement. Il ajoutait que le Cabinet, loin de méconnaître l'importance de la Chambre basse, s'était au contraire attaché à lui exposer ses intentions, ses desseins, et s'était efforcé de rallier ses suffrages, qu'il regrettait de n'avoir pu la convaincre, mais qu'il ne pouvait vraiment renoncer pour elle au devoir d'accomplir la tâche que le souverain lui avait confiée.

Les élections générales pour le renouvellement de la Chambre ainsi dissoute viennent d'avoir lieu, à la date du 20 avril. Elles ont eu pour résultat la défaite de l'opposition, réduite de 230 à 155 voix, et la victoire du Cabinet qui disposera désormais de 216 voix. Non que le Cabinet, qui demeure fidèle à ses origines et à son principe, entende se subordonner à un parti proprement parlementaire, mais, et tout en n'étant responsable que devant l'Empereur, il ne fait pas difficulté d'être soutenu dans la Chambre nouvelle par le parti constitutionnel, (Seiyukai) qu'avait jadis fondé le prince Ito, sur lequel s'étaient, l'un après l'autre, appuyés, non seulement le prince Ito et le marquis Saionji, mais le prince Katsura et l'amiral Yamamoto,

et qui vient d'obtenir aux élections générales cette majorité de plus de 200 voix.

Le maréchal Teraoutsi et le vicomte Motono, ministre des Affaires étrangères, restent donc au pouvoir et se dédieront avec plus de sérénité et de confiance aux grands objets extérieurs ou domestiques qui réclament toute leur attention. Les sympathies envers notre pays du maréchal Teraoutsi qui, après avoir été l'élève de notre école de Saint-Cyr, est revenu pour plusieurs années à Paris comme attaché militaire, et du vicomte Motono, docteur en droit de notre Université, et qui, dans ses différentes missions à Bruxelles, à Petrograd, à Paris, s'est montré un constant et sincère ami de la France, nous sont un sûr garant de l'esprit dont continuera de s'inspirer leur gouvernement. Les déclarations faites par eux en octobre 1916 comme au mois de janvier 1917 ne nous laissent aucun doute sur la façon dont ils poursuivront leur tâche envers leur propre pays et envers les Alliés. Les dispositions dont le vicomte Motono, dans son discours du 23 janvier dernier, s'était déjà fait l'interprète à l'égard des États-Unis et de la Chine n'ont pu être que singulièrement confirmées et fortifiées par les événemens survenus depuis lors et par le fait que les États-Unis et la Chine se sont maintenant ralliés à notre cause commune. Il n'en aura qu'une autorité et une facilité plus grandes pour resserrer les liens entre les trois gouvernemens dont l'objet et l'œuvre consisteront, en secondant de tout leur pouvoir les efforts des Alliés, à préserver cette région du monde, non pas seulement pendant la présente guerre, mais après le rétablissement de la paix, contre un retour offensif de l'ennemi. Ce n'est pas d'ailleurs pour un jour et pour une seule campagne que la ligue entre les trois riverains du Pacifique doit s'être ainsi faite et constituée contre l'Empire insolent et jaloux qui, par la bouche de Guillaume II, avait successivement dénoncé le péril américain et le péril jaune : elle devra, au contraire, survivre à la victoire et réaliser ce qui a été, dès le début de l'ère de Meiji, le noble idéal de la révolution japonaise, l'union durable entre l'Orient et l'Occident.

A. GÉRARD.

NOTRE AVENIR ÉCONOMIQUE

FRANCE ET ESPAGNE

La guerre implacable, qui déchire l'Europe depuis près de trois ans, sera nécessairement suivie d'une après-guerre économique, à laquelle tous les peuples se préparent, comme ils auraient dû tous se préparer à la guerre elle-même. Les cadres de ces hostilités nouvelles resteront, dans leurs grandes lignes, ceux que trois ans d'association armée vont avoir solidement établis. Après comme avant le traité de paix, les amis demeureront, il faut l'espérer, des amis, et les adversaires actuels ne se réconcilieront pas assez pour ne pas chercher à restreindre, dans la mesure du possible, leurs relations d'affaires. Il n'est pas probable et il n'est pás à souhaiter qu'une telle convulsion amène l'établissement rapide de cette fraternité universelle qui suscitait, il y a trois ans, l'enthousiasme illusionné de quelques rêveurs. L'après-guerre économique présentera même cette différence avec la guerre à coups de canon que toutes les neutralités apparentes ou réelles d'aujourd'hui en seront éliminées. Comme la continuation des hostilités le met déjà de plus en plus en lumière, chaque peuple, sans exception aucune, sera forcé d'adopter un camp, sous peine de se trouver, plus encore que dans nos conflits militaires, pris entre deux feux. Personne ne pourra plus sans risques se dire « l'ami de tout le monde. » Il faudra choisir. Aussi, dans cette veillée des armes commerciale et industrielle qui coïncide avec la dernière phase de la lutte, chacun cherche-t-il à apprécier les ressources et les

besoins de ses alliés, de ses voisins, de ses fournisseurs ou cliens possibles, afin de concevoir l'état des marchés à venir, les centres de production utilisables, les développemens à provoquer, à favoriser ou à craindre, la direction et l'intensité des futurs courans économiques.

Il se fait, dans cet ordre d'idées, tout un grand travail souterrain que ne mentionnent pas les « Communiqués, » mais pour lequel nous ne saurions ignorer l'ardeur minutieuse, organisée et persévérante qu'apportent nos ennemis. A ne considérer que les pays neutres (dont le nombre, fort heureusement, diminue de jour en jour), un double danger nous menace : l'accumulation par les Allemands des stocks qui devront, au premier jour, leur fournir des matières premières ou leur permettre de servir des produits fabriqués à leurs anciens cliens et la substitution sournoise de marques neutres aux marques germaniques que nous aurons décidé de boycotter. De notre côté, on ne reste pas non plus inactif et, malgré l'individualisme trop prononcé qui entrave nos groupemens, il suffit de rappeler quelles vastes organisations ont été conçues pour les matières colorantes ou pour les métaux : organisations dans lesquelles des parts seront sans doute attribuables à d'autres qu'aux onze peuples alliés. A l'occasion de ces efforts, les sympathies, les communautés de sentimens que détermine l'unité de race peuvent favoriser des associations d'intérêts qui, à leur tour, sont le plus solide fondement des amitiés. Pour nous, Français, en particulier, il est tout indiqué de vouloir étudier plus à fond le seul de nos grands voisins qui n'ait pas pris part à la guerre actuelle; non pour tendre à modifier sa neutralité sincère et bienveillante, mais afin de jeter, sur les deux versans des Pyrénées, les bases de relations économiques plus étroites et plus fructueuses. Il existe là deux peuples séparés par une frontière naturelle assez nette pour que toute hypothèse d'un conflit entre eux puisse être heureusement écartée; et, néanmoins, cette frontière naturelle va bientôt, avec l'ouverture prochaine des deux transpyrénéens, cesser d'être une barrière. Leurs rapports d'affaires sont déjà nombreux et doivent le devenir plus encore. A bien des égards, ils se complètent; sur quelques points seulement, pour lesquels ils doivent aisément s'entendre, ils peuvent se trouver en compétition. Chacun d'eux a tout avantage à être en bons termes avec l'autre; et chacun

des deux ne peut que gagner à voir son voisin prospérer; car on ne fait de bonnes affaires qu'avec les riches. Si l'on joint à cela certains rapprochemens d'esprit manifestes qui entraînent un pareil souci prédominant du droit et de l'honneur, on comprendra que l'Espagne et la France sont également intéressées à mieux se connaître, à voisiner, à converser plus intimement et plus souvent.

Pour faciliter ces rapprochemens, l'Institut de France avait déjà pris l'initiative d'une mission littéraire, artistique et scientifique, dont M. Étienne Lamy a exposé ici les résultats. Une seconde mission de l'Institut est partie pour l'Espagne, au mois de novembre 1916, composée cette fois, dans un esprit différent, d'hommes que leurs habitudes intellectuelles, leurs travaux et leurs fonctions conduisaient à envisager plus volontiers le côté pratique des problèmes, ou tout au moins à chercher et à désirer l'application réaliste de la science. Cette mission peut être considérée comme la mise en œuvre d'une idée que je crois fondamentale pour l'avenir de notre pays et qui, malgré certaines résistances occultes, commence à faire son chemin : l'association efficace et constante de la science française avec l'industrie; la démolition de cette cloison étanche qui, pendant une période trop longue où l'on a rompu avec la tradition des Lavoisier, des Thénard, des Berthollet, des Gay-Lussac, des Monge, des Prony, de tous ceux qui fondèrent la science française au début du XIXe siècle, a prétendu enfermer l'Académie des Sciences dans une tour d'ivoire dédaigneuse, pour ne plus laisser briller devant des yeux hypnotisés que les boutons de cristal des mandarins.

Dans le voyage de cinq semaines qui a été fait à cette occasion, on s'est proposé de voir et d'apprécier, non plus la grande Espagne du passé, l'Espagne du Cid, des conquistadores, de Cervantes ou de Velazquez, mais la non moins grande Espagne du présent, celle des forces hydrauliques, des mines, des sucreries, des industries mécaniques et chimiques : une Espagne nouvelle que regardent en général trop distraitement les touristes, séduits d'abord par les musées, les palais arabes ou les cathédrales; une Espagne qui me paraît être le pays d'Europe le plus intéressant pour les industriels et les financiers par ses perspectives de développement prochain. On a abordé ainsi des groupemens humains très actifs et très vivans qui sont ceux

des Chambres de commerce ou des Chambres industrielles, des Écoles techniques, des laboratoires, et, pour employer un terme très espagnol, du *Fomento*, de cet échauffement, de cet excitement, de cet encouragement (pour traduire le mot dans son sens littéral), qui embrasse les travaux publics, le commerce et l'agriculture.

Ayant eu l'honneur d'être associé à ce voyage, je me suis trouvé, pour ma part, conduit à visiter, en des villes que je croyais bien connaître, un pays tout différent de celui qui m'avait attiré et ravi, souvent passionné, dans mes excursions antérieures, un peu surpris tout d'abord, je l'avoue, d'aller voir un haut fourneau ou un chantier de mine poudreux quand m'appelaient au voisinage de vieilles demeures armoriées, des statues gothiques ou des retables aux fines sculptures, d'avoir à examiner des alambics non loin du Prado, de visiter des installations de port à Séville ou une fabrique de sucre à Grenade, mais bientôt conquis par tout ce que je découvrais ainsi de vie agissante ou latente, de fermentation féconde, d'ardeur au travail, d'évolution rapide vers l'industrie la plus moderne. Un point de vue nouveau suggère toujours des idées nouvelles, ou incite à coordonner différemment des idées anciennes. Ce sont quelques-unes de ces idées que je voudrais exposer ici, parmi celles qui touchent le plus vivement à nos préoccupations présentes, et en envisageant uniquement les « choses d'Espagne » dans leurs rapports possibles avec notre pays.

Il ne s'agit pas de révéler aux Français, suivant un mot qui nous a été plus d'une fois redit avec amertume, que l'Espagne n'est pas seulement la patrie des castagnettes, des cigarières et des toreros : cette découverte, si elle a jamais été nécessaire, est réalisée depuis longtemps; mais peut-être, sur quelques points plus précis, est-il certaines observations utiles à répandre, aussi bien d'un côté de la frontière que de l'autre, pour faciliter les rapprochemens économiques. En les énonçant avec franchise et avec des restrictions nécessaires que l'atmosphère trop chaude des banquets ou des réceptions cordiales amène parfois à négliger, je n'ai pas besoin d'ajouter que je parlerai en mon nom tout personnel, plutôt à l'occasion d'une mission récente que comme suite à celle-ci. J'ai regardé l'Espagne avec infiniment de sympathie, une sympathie qui n'est pas celle d'un converti, mais celle d'un Latin incorrigible, et ce Latin s'est

très généralement réjoui de la transformation qui s'opère au delà des monts. Mais on doit la vérité surtout à ses amis. Il pourra donc arriver incidemment que je ne paraisse pas trouver tout parfait en Espagne; je ne crois pas non plus tout parfait en France. Devrai-je alors garder le silence? Ce n'est pas par des congratulations réciproques que l'on progresse. Il vaut mieux, ce me semble, mettre le doigt là où il reste un effort à faire, un défaut à déraciner, alors qu'il ne s'agit pas de problèmes intérieurs où les amis les mieux intentionnés n'ont rien à voir. On peut le faire d'autant plus nettement que, presque toujours, les faiblesses des Espagnols sont aussi les nôtres. Nous sommes frères, même en cela. L'Espagne a des ressources matérielles énormes, et sa population possède toutes les qualités nécessaires pour mettre ces ressources en valeur. Elle l'a déjà commencé dans une large mesure. Elle peut plus encore. Il ne sera pas dit, même au delà des Pyrénées, qu'une mauvaise organisation, sur les vices de laquelle nos voisins sont généralement d'accord, une administration de politiciens aux opinions changeantes, empêchent tant d'élémens fructueux de prospérer autant qu'ils le devraient.

LA QUESTION MINIÈRE

Afin de mettre un peu d'ordre dans un sujet très complexe et qui demanderait presque un volume, j'examinerai tour à tour les principales ressources actuelles de l'Espagne et ce qu'elles peuvent comporter d'utile pour la France, en insistant, comme je l'ai dit, sur les moyens de les mieux utiliser. On m'excusera de traiter avec quelques développemens la question minière, dont l'importance est ici de premier ordre, en me bornant à effleurer d'autres parties qui touchent moins particulièrement notre pays. Ce n'est pas un tableau de toute l'industrie espagnole que j'essaye de tracer, et je serai conduit à en retrancher tout ce qui n'a qu'un rôle purement national.

Les ressources d'un pays, envisagées dans un sens très large, peuvent se diviser en plusieurs groupes principaux : matières premières à extraire une fois pour toutes du sol par le travail des mines; forces hydrauliques susceptibles de remplacer d'une façon plus durable le charbon de terre; sol cultivable pouvant emprunter à l'air, aux nuages, au soleil, des

élémens chimiques et des calories indéfiniment renouvelés; facilités de communication intérieures ou extérieures permettant la pénétration utile ou le transit fructueux des produits étrangers, l'exportation féconde des produits nationaux; enfin capital argent et capital humain.

Pour l'ensemble des matières minérales, l'Espagne est, dans l'ensemble, merveilleusement douée. C'est, on peut le dire, le pays d'Europe le plus riche en métaux, celui qui soutient le mieux la comparaison avec les régions productrices du Nouveau Monde. Cependant, cette affirmation qu'aucun mineur, je crois, ne contredira et qui fut classique dès l'antiquité, ne semble pas conforme aux calculs des statisticiens. Pour ne prendre qu'un chiffre global, la production minière de l'Espagne en 1913 est estimée à 572 millions de francs, tandis que celle de la France, par exemple, dépasse officiellement 800 millions sur le carreau des mines. Cette contradiction apparente tient, en partie, à ce que les gisemens espagnols ne sont pas complètement mis en valeur; mais elle résulte surtout de ce que l'Espagne, abondante en plomb argentifère, en cuivre, en zinc, en mercure, en petits métaux divers, en pyrites sulfureuses, voire autrefois en or et peut-être demain en platine, se montre, au contraire, pauvre en combustibles minéraux : c'est-à-dire qu'elle paraît manquer de cette richesse minière primordiale, en regard de laquelle les autres ne sont qu'accessoires et ne peuvent même pas être totalement utilisées. Je n'ai pas besoin de revenir sur cette importance de la houille dans notre forme de civilisation moderne, ayant traité le sujet ici même. Or, dans le tableau de la production houillère européenne, l'Espagne vient loin en arrière, et ses 4 millions et demi de tonnes font piètre figure, je ne dis pas seulement à côté des 260 millions que produisent la Grande-Bretagne ou l'Allemagne, mais même en regard des 42 millions de tonnes attribuées à l'Autriche, des 41 millions que fournit la France, des 27 millions extraits en Russie ou des 23 millions sortis de terre en Belgique. Il lui faut importer près de la moitié de sa consommation (au moins 3 millions de tonnes). La houille espagnole représente 76 millions de francs d'extraction annuelle (lignite et anthracite compris) contre 639 millions pour la houille française. On doit ajouter, ce qui est plus grave, que la production augmente ici avec une lenteur relative que fait encore ressortir la rapidité de

l'essor simultané dans les autres pays : 4,4 millions de tonnes en 1915 contre 3,2 en 1905 et 1,8 en 1895. Y a-t-il là disette définitive et irrémédiable, ou simplement provisoire, c'est le problème capital dont dépend en grande partie l'avenir industriel de l'Espagne et qu'il convient d'examiner dès le début. Car la solution actuelle, qui consiste à acheter annuellement 3 millions de tonnes de combustibles étrangers, ne saurait être, malgré les facilités d'importation offertes par les côtes espagnoles, qu'un moyen accessoire. Avec le développement futur de toutes les industries européennes et la concurrence croissante des pays entre eux, chacun éprouvera de plus en plus durement la nécessité de subvenir à ses propres besoins. J'ajoute aussitôt que la question nous touche aussi très vivement. La situation géographique des principaux charbonnages espagnols et le manque de débouchés intérieurs que cette situation entraînera longtemps encore, permettraient, si la production houillère espagnole se développait, de l'envisager momentanément comme un appoint très intéressant dans nos régions méridionales de France.

On connaît et l'on exploite, dès à présent, en Espagne, deux zones de charbon principales : celle des Asturies et de Léon et celle de la Sierra Morena (Peñarroya-Belmez-Puertollano), auxquelles s'ajoutent quelques bassins accessoires, ou des lignites, comme ceux de Teruel (dont le cubage a été estimé à 650 millions de tonnes). En 1913, sur 4 millions de tonnes extraites en Espagne, le groupe Asturien en a produit 2,7 millions (près de 3 millions en 1915 sur 4,4 millions) et le groupe de la Sierra Morena 750 000 tonnes. Peut-on découvrir de grands bassins nouveaux? Peut-on développer davantage ceux qui existent?...

Dans toute découverte de houille, il y a deux stades, plus distincts qu'on ne le croit généralement : il faut d'abord rencontrer ces terrains d'âge carbonifère qui, en Europe, contiennent généralement les combustibles; il faut ensuite, dans ce carbonifère productif, reconnaître des couches de charbon utilisables. En ce qui concerne les découvertes de larges zones carbonifères nouvelles pouvant devenir fructueuses, il est prudent de ne pas trop compter sur l'avenir. En Espagne comme dans la plupart des pays européens, la carte géologique est maintenant établie, au moins d'une façon très approximative.

Le terrain houiller, tant par son aspect caractéristique que par sa valeur marchande, est peut être celui de tous qui a eu le moins de chances de passer inaperçu lorsqu'il existait à la surface. On ne peut espérer le trouver, avec une vaste extension, en dehors des bassins déjà connus, que lorsqu'il est masqué au jour par un manteau, par un recouvrement de terrains plus récens. C'est de cette manière, par exemple, qu'ont été obtenus les grands succès récens en Belgique, en Hollande, en Allemagne, par des sondages traversant le crétacé ou le tertiaire. C'est ainsi également qu'on a reconnu en France le houiller souterrain de la Lorraine ou de la plaine de Lyon. Mais, en règle générale, on n'explore guère par ce moyen coûteux que le prolongement plus ou moins direct de bassins houillers déjà visibles et exploités ; nous n'en sommes pas encore à la période, qui viendra un jour, où les gouvernemens entreprendront l'exploration méthodique du sous-sol primaire et de ses richesses cachées sous les grandes cuvettes de sédimens stériles, telles que le bassin de Paris et celui de la Garonne, ou, en Espagne, les plaines de la Manche, les vallées de l'Èbre et du Guadalquivir. Étant donnée la disposition des bassins houillers espagnols, on n'aperçoit guère qu'une région où des recherches par extension directe soient indiquées : c'est le bassin des Asturies dont je vais reparler. Ailleurs, aucune campagne de sondages ne s'impose avec des chances sérieuses de réussite. Les petits bassins houillers des provinces de Cordoue, Jaen, Ciudad Real et Badajoz pourront être l'objet d'affaires financières brillantes et de trouvailles limitées qui doubleront, tripleront leur tonnage : ils ne donneront jamais lieu à une révélation sensationnelle de nature à transformer l'aspect sous lequel nous apparaît l'industrie houillère espagnole. Ce sont les équivalens de nos bassins de la France Centrale, remplissage d'anciens lacs limités, simples poches appelées à se vider dans un temps restreint.

J'ajoute que, si l'on envisage l'industrie minière espagnole d'un point de vue français, c'est encore le bassin des Asturies qui appelle notre attention : les autres bassins houillers n'étant intéressans pour nous que par une rémunération possible apportée à nos capitaux.

Ce n'est pas ici le lieu d'étudier techniquement ce bassin compliqué des Asturies, et je ne voudrais pas, en signalant sa

valeur présumée par quelques phrases brèves, dépouillées des réserves nécessaires, imiter ces journalistes pressés qui nous annoncent chaque jour avec indignation l'existence de telle ou telle richesse minière méconnue sur le sol français. Ces charbonnages des Asturies ont une réputation assez médiocre parmi nos industriels ; et cette mauvaise réputation est en partie justifiée : couches minces, tourmentées, souvent redressées verticalement, cendreuses, ne donnant pas ou donnant rarement du charbon à coke ; renversemens de terrains encore mal compris ; moyens de transport difficiles arrêtant l'exportation vers l'intérieur de l'Espagne ; morcellement habituel des concessions espagnoles paralysant une mise en valeur extensive, toujours coûteuse, etc., etc. L'essor des charbonnages asturiens, depuis longtemps prévu, fréquemment annoncé, a été jusqu'ici une question à éclipses, marquée déjà par quelques faux départs et, pour avoir cru prématurément à un développement trop rapide de la région, plus d'une affaire y a déjà sombré. Voici cependant quelques réflexions très simples qui plaident en faveur de ce pays. Il existe là un ensemble de terrains houillers dont l'étendue visible, dans les deux provinces des Asturies et de Léon, dépasse 500 000 hectares et dont le prolongement caché doit être considérable : un bassin à couches marines comme celles du bassin houiller franco-belge ; ce qui, pour un technicien, implique une certaine régularité de dépôt, des chances de continuité dans les couches. Or, ce bassin, qui, dans son état actuel, fournit à lui seul les deux tiers de la production espagnole et dont le cubage officiel, d'après le directeur de l'Institut géologique espagnol, dépasserait 3 milliards de tonnes de houille, n'a été, jusqu'ici, l'objet que de travaux absolument superficiels, ne constituant en aucune façon une exploration sérieuse ; malgré les recherches théoriques de géologues éminens, espagnols ou français, il est, à vrai dire, pratiquement presque inconnu.

Cela ne démontre pas qu'il soit riche ; mais cela implique des possibilités dont l'économiste doit tenir compte. La question de sa mise en valeur est mûre et les prix exorbitans, auxquels la guerre a porté le charbon en Espagne, auront contribué à en accélérer la solution. La production de 1916 a marqué un accroissement notable et l'Association des mines asturiennes s'est résolue à employer une grande partie de bénéfices excep-

tionnels en travaux d'installation. Les projets grandioses de tous genres ne manquent pas, favorisés par la chaude imagination espagnole. Le gouvernement s'y intéresse activement et ses ingénieurs ont déjà entrepris des sondages pour rechercher le prolongement Nord du houiller dans le sens de la mer. Vers le Sud également, il est possible que le houiller existe en profondeur sous la plaine de Léon. L'avenir dira ce qu'il doit advenir des espérances actuelles. Mais, sans vouloir préjuger les découvertes, nous devons, comme voisins immédiats, envisager les conséquences qu'elles auraient pour l'Espagne et pour nous.

La position du bassin des Asturies, presque sur le golfe de Gascogne, au flanc Nord d'une chaîne accidentée qui sépare ses charbonnages de l'Espagne centrale, fait que l'avenir immédiat de ce pays dépend, en partie, de ses exportations en France. C'est en vue d'une opération semblable que les premières tentatives y eurent lieu à une époque où on n'envisageait pas comme praticable la jonction par voie ferrée avec la Castille. On acheta alors une flotte qui, seule, échappa, dit-on, au naufrage général de l'entreprise. Aujourd'hui où le réseau de chemins de fer existe, reliant les Asturies à Madrid et à Bilbao, c'est encore vers la mer que descendent les trois quarts des charbons, vers les trois ports de Gijon, Avilés et San Esteban de Pravia. Jusqu'ici, cependant, on n'a pas exporté en France. Avant la guerre, les charbons espagnols n'auraient pu lutter contre les charbons anglais, concurrencés par ceux de la Westphalie. Depuis la guerre, l'exportation du charbon espagnol est interdite. Mais, à la paix, il y aura, pour suppléer aux charbons allemands, une place à prendre sur notre réseau du Midi, et notre intérêt sera de voir les houilles des Asturies s'installer sur ce marché nouveau.

Envisager ainsi une exportation de charbons espagnols, alors que l'Epagne manque, nous l'avons dit, de houille, et probablement en manquera toujours, pourra sembler paradoxal, et je crois, en effet, que cette solution devra être provisoire. Mais, en industrie (pour ne pas chercher d'autre exemple), existe-t-il autre chose que du provisoire? Actuellement, c'est un fait que l'Espagne, en général, a trop peu de charbon, et que les charbonnages de ce pays sont néanmoins forcés de restreindre leur production possible, faute de débouchés. La difficulté tient surtout à l'insuffisance des moyens de transport, qui sera

examinée plus loin et à laquelle on pourra remédier un peu par l'installation de centrales électriques, conduisant au loin l'énergie, faute de pouvoir y amener la houille. Il ne faut pas oublier non plus, empêchement plus durable, la position géographique respective des principaux charbonnages et des centres industriels, eux-mêmes déterminés par toute une série d'autres considérations. Pendant quelques années au moins, l'expédition par mer restera donc le moyen le plus sûr pour permettre aux charbonnages asturiens d'écouler en totalité une production rapidement croissante et pour leur donner ainsi la faculté de s'outiller largement, à la moderne. Ces ventes à l'étranger n'empêcheront pas de fournir d'abord à l'Espagne le plus de charbon possible et, grâce aux bénéfices supplémentaires résultant de l'exportation, on atteindra ainsi plus vite le temps à prévoir où se seront agrandies ou créées, sur la côte des Asturies et de la Biscaye, les industries susceptibles d'employer la totalité du charbon produit.

Il faut, pour cela, pour que la région asturienne puisse d'abord concurrencer Bilbao, rivaliser ensuite avec la Catalogne, des voies ferrées mieux coordonnées, plus nombreuses et plus commodément exploitables : en un mot, des relations plus étroites avec les producteurs de matières premières et les consommateurs. Mais, déjà, le port de Gijon se prépare fiévreusement à grandir et s'outille en conséquence. Ses hauts fourneaux et son aciérie, qui vivotaient péniblement, trouvent, grâce à la guerre, un regain d'activité propice. Avilés voit également s'établir (au moins en projet) des hauts fourneaux et des chantiers de construction maritime... Le développement sidérurgique est tout particulièrement à envisager. Un pays, qui possède à la fois du charbon, du minerai de fer et des ports, est indiqué pour des hauts fourneaux, pour des aciéries, pour des ateliers de construction mécanique, pour des chantiers maritimes. Par là, cet avenir se trouve dépendre, en grande partie, de la proportion dans laquelle on pourra obtenir sur place le coke métallurgique nécessaire au traitement du fer. Quant aux minerais de fer, ils abondent : les uns très riches à Bilbao, les autres pauvres, mais néanmoins utilisables, dans les Asturies mêmes et Léon. Le soleil du Midi aidant aux mirages, qui ne se représenterait ici un futur Sheffield ?...

Pour fournir à l'industrie espagnole le charbon qui lui fait

défaut, ce charbon sans lequel il ne saurait y avoir de nation moderne réellement forte et adaptée aux luttes de la paix comme à celles de la guerre, je viens d'indiquer deux ressources : développer les Asturies; mettre les charbonnages du centre en communication avec les ports par des transports de force électrique. C'est encore traiter le même sujet que d'indiquer ici comment se présente en Espagne la question de la houille blanche. Malgré la faiblesse des précipitations pluvieuses, l'Espagne est bien dotée à cet égard. La forme même de son relief, si incommode pour son unification pratique, y contribue. Non seulement elle possède tous les fleuves et torrens descendant de la chaîne pyrénéenne, mais le reste du pays est constitué dans son ensemble par le grand plateau élevé de la Meseta, que rehaussent encore de fortes ondulations. Les fleuves qui y prennent naissance et qui ont le temps d'y grossir, descendent par des pentes rapides vers les plaines. A la condition de les emmagasiner en prévision des périodes sèches, leurs forces sont prêtes à être captées. L'Espagne possède là, dans son large réseau fluviatile, une richesse qu'elle commence seulement à mettre en valeur, tant pour la transformer en énergie que pour l'utiliser à l'irrigation de ses champs.

Il est difficile d'évaluer la puissance hydraulique disponible en Espagne. On a pu avancer un peu hardiment un total de trois à quatre millions de chevaux, dont un million dans les Pyrénées. Ces gros chiffres sont toujours sujets à caution et exposés à fondre, dans la pratique, peut-être de moitié. Mais, quand on compare avec les calculs du même genre faits pour la France, on obtient un premier élément d'appréciation. Or, en France, on estime les réserves totales de houille blanche (puissance moyenne) à neuf millions de chevaux-vapeur. Une autre évaluation plus modeste donnerait seulement pour les réserves bien reconnues et aisément aménageables de l'Espagne un million et demi de chevaux. La proportion utilisée est déjà considérable, et s'accroît très rapidement. Rien que pour les grandes installations modernes et en laissant de côté toutes les petites usines, moulins, scieries, etc., on arrive dès à présent à environ 400 000 chevaux-vapeur installés, comparables avec les 500 000 que nous utilisons dans les Alpes. Le versant Sud des Pyrénées s'est couvert de vastes organisations dépassant souvent 20 000 chevaux, atteignant 40 et 50 000. D'autres non moins considérables se trouvent

en Biscaye, dans les Asturies, autour de Madrid, dans la province de Valence. En résumé, on calcule que, dans les seules villes de Madrid, Barcelone, Bilbao et Valence, la houille blanche remplace déjà chaque année 250 000 tonnes de houille noire. La Catalogne, en particulier, présente le spectacle d'installations électriques admirablement développées. C'est l' « énergie électrique de Catalogne, » avec son usine de Capdella fournissant 40 000 chevaux et celle de Molinos en construction qui en donnera 20 000. Ce sont les « Riegos y fuerza del Ebro » dont les usines de Seros, Talarn, etc., arrivent, comme puissance installée, à 96 000 chevaux. C'est la « Catalana de Gas y electricidad » avec ses 30 000 chevaux disponibles.

Une noble émulation excite les sociétés dont les capitaux sont parfois de nationalités adverses et, sur un terrain où les Allemands étalent volontiers leur prétendue supériorité, nous avons remporté récemment de belles victoires. Ainsi, à la veille de la guerre, l'« énergie électrique de Catalogne » engageait la bataille contre une grande société allemande déjà installée dans le pays, en même temps que contre un puissant groupe canadien. Rapidement elle s'outillait, mettait sa première usine en marche et distançait ses rivaux.

Grâce à cette concurrence fructueuse pour l'Espagne, la Catalogne s'est remarquablement modernisée. Il y existe maintenant en majorité de ces usines propres et silencieuses, où la magicienne de notre temps apporte, le long de quelques minces fils suspendus en l'air, la force sans tumulte, sans poussière et sans épuisement humain. L'importance qu'ont prise et que prennent chaque jour davantage les filatures et tissages de laine ou de coton de Barcelone, Tarrasa, Sabadel, rappelle les principaux centres manufacturiers de l'Europe. En un temps de guerre où nos usines à laine nous manquent pour la plupart, nous sommes heureux de trouver une aide dans celles de ce pays.

Avant cette digression amenée par la houille blanche, nous avions été déjà amenés à parler du fer; il faut y revenir, car le développement des usines de fer est un de ceux qui manifestent le mieux aujourd'hui la prospérité industrielle d'un pays.

En ce qui concerne les minerais de fer, l'Espagne offre de larges ressources, sans présenter pourtant rien de comparable à notre immense gisement lorrain. Elle a paru, jusqu'ici, particulièrement bien fournie en minerais riches et de qualité supé-

rieure. Les meilleurs et les plus célèbres, ceux de Bilbao, sont, depuis un demi-siècle, recherchés en France, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne. A leur propos, il n'est peut-être pas inutile de rectifier une idée très répandue parmi les professionnels. Chacun va répétant que les gisemens de Bilbao s'épuisent et que leurs jours sont comptés. Il est, en effet, manifeste que la production diminue (tout en atteignant 2 600 000 tonnes en 1916) et qu'elle tend à se composer uniquement de minerais carbonatés remplaçant les anciens oxydes plus appréciés, auxquels est due la vieille réputation du gisement. Mais je serais tenté de faire, à cet égard, une remarque analogue à celle qui trouvait tout à l'heure sa place pour les Asturies. Bilbao, si connu, si vanté industriellement, est encore techniquement fort mal exploré. Il est arrivé là ce qui se produit souvent dans les entreprises trop riches, où les bénéfices se réalisent si facilement qu'on oublie de penser à l'avenir : avenir représenté en fait de mines par la prolongation souterraine des gisemens. Aujourd'hui seulement, le temps des vaches maigres étant venu ou approchant, on commence à se préoccuper d'explorer la profondeur. Les gisemens qu'on y rencontrera seront nécessairement grevés de frais supplémentaires et donneront de moins copieux dividendes. Mais, en ce qui concerne le tonnage disponible, je ne serais pas surpris, — et c'est ce qui intéresse surtout notre industrie métallurgique française, — que les explorations futures vinssent assurer aux gisemens de Bilbao une durée de vie supérieure à celle que l'on a d'ordinaire escomptée.

Bilbao n'est pas, du reste, loin de là, le seul gisement de fer espagnol et, même en s'éloignant peu du littoral qui seul peut présenter des gisemens utilisables quand il s'agit de minerais ayant une aussi faible valeur, on en citerait aisément de nombreux. Sans se perdre dans une longue énumération, il suffit de suivre la côte du golfe de Gascogne pour trouver, d'abord, à l'Est de la Corogne, à Vivero, des magnétites évaluées à 50 millions de tonnes. Puis, dans les provinces d'Oviedo et de Léon, on estime au moins à 150 millions de tonnes certains minerais pauvres et siliceux à 30 ou 40 pour 100 de fer, dont quelques-uns sont très voisins des charbonnages asturiens. S'ils n'étaient aussi chargés de silice, ce qui ne sera pas toujours un obstacle, on aurait là une ressource particulièrement abondante. On peut, dès à présent, compter sur un autre grand gisement situé au

Sud-Ouest de ceux-ci, à 130 kilomètres de la côte, entre Ponferrada et Astorga (Léon). Ce gisement Wagner contient au moins 25 et peut-être 60 millions de tonnes de minerais analogues à nos minerais normands. Au moment où la guerre a éclaté, des Allemands s'occupaient d'un chemin de fer destiné à l'utiliser. Près de Santander, la Nueva Montaña est exploitée déjà assez activement, en accord avec nos Aciéries de la Marine, pour fournir en temps normal 1 400 000 tonnes par an. Si l'on passe à la zone méditerranéenne, la Sierra Menera, à la limite des provinces de Teruel et de Guadalajara, contient, sous la forme de grands amas, près de 100 millions de tonnes, pour l'exploitation desquelles on a construit un chemin de fer de 270 kilomètres aboutissant à Sagunto. Bornons-nous à mentionner encore les nombreux gisemens situés dans la région de Carthagène et d'Almeria, sur lesquels, en ces temps derniers, l'attention allemande paraît avoir été particulièrement attirée.

La production des minerais de fer espagnols est donc très susceptible de s'accroître. Elle a atteint, en 1913, près de 10 millions de tonnes (la moitié de notre production française) représentant, sur le carreau de la mine, une valeur de 63 millions et occupant environ 34 000 ouvriers. Sur ce total, les deux cinquièmes, soit 3,9 millions de tonnes, provenaient, cette année-là, de Bilbao, qui en exportait 3 millions à l'étranger. La sidérurgie espagnole n'utilise, en effet, qu'une portion restreinte des minerais nationaux. Elle donne seulement 350 à 400 000 tonnes de fonte (15 fois moins que la France) et 230 000 tonnes d'acier. Pour grandir, il lui faut des combustibles, il lui faut du coke. Jusqu'ici, la sidérurgie espagnole s'est donc à peu près localisée à Bilbao en employant un peu de charbon asturien et beaucoup de charbon anglais. Les entreprises de Gijon et d'Avilès ont la prétention de concurrencer Bilbao, ou tout au moins de s'assurer à côté une place au soleil. Elles y réussiront d'autant mieux que le charbon sera plus cher en Espagne et jouera un rôle plus important dans le prix de revient, puisque leur supériorité est de confiner à des charbonnages. La guerre leur a été particulièrement favorable et, plus les hostilités se prolongeront, plus elles accumuleront des réserves qui assureront leur développement futur.

La France, dans cette question du fer, n'a pas le même intérêt personnel que pour la houille. Il lui est commode actuel-

lement de trouver à proximité de sa frontière des usines en état de lui fournir des lingots, des machines ou du matériel. Plus tard, bien du temps se passera avant que nous ayons à craindre une concurrence des minerais ou des aciers espagnols. Nous allons devenir très gros producteurs de fer; nous aurons assurément intérêt à en vendre à l'Espagne ; mais nous pourrons la voir sans jalousie tendre à se fournir elle-même ; car, dans le marché national que ses usines s'efforceront ainsi de reconquérir, nous n'avons encore occupé qu'une bien petite place.

Après le fer, je ne passerai pas en revue tous les autres métaux. Mais il en est trois d'inégale importance, pour lesquels l'Espagne tient, dans le monde, une place particulièrement importante : le cuivre, le plomb et le mercure. Dans deux autres cas, ceux du platine et de la potasse, il se pose, à son propos, des questions très actuelles. Si l'on veut préciser par des chiffres, sur environ 1 200 millions de capital investi dans les sociétés minières espagnoles, tandis que la houille et le lignite en absorbent seulement 150 et le fer 222, la part du cuivre est de 260, et celle du plomb de 219.

Pour le cuivre, l'Espagne vient loin en tête de la production européenne quand on envisage, non pas le traitement métallurgique où interviennent des minerais importés des autres continens, mais les résultats calculés de la production minière. Elle fournit, dans la province d'Huelva, 52 000 tonnes de cuivre, soit le double de la production allemande qui vient la seconde en Europe. Bien que les principales sociétés soient anglaises, des capitaux français y sont fortement intéressés.

L'Espagne est également le grand pays plombifère européen. Ici encore, elle vient immédiatement après les États-Unis, avec lesquels elle rivalise presque, et loin avant le pays suivant, l'Allemagne, dont la production métallurgique était, en outre, alimentée, pour près de la moitié, par des importations de minerais étrangers. Cette industrie du plomb espagnole, qui est montée de 190 000 tonnes en 1911, à 240 000 actuellement, tire une grande force de sa cohésion sous la direction de la société française de Peñarroya, qui a pu ainsi, dans la préparation économique de l'après-guerre destinée à affranchir le marché des métaux du joug allemand, jouer, pour le plomb, un rôle prédominant.

Pour le mercure, l'Espagne est encore plus favorisée. Son

gisement d'Almaden est de beaucoup le plus riche et le plus puissant du monde, en même temps qu'il a été le plus anciennement exploité. A lui seul, il a certainement fourni plus de la moitié de toute l'extraction mondiale depuis les origines de l'histoire; et, aujourd'hui encore, il contribue, dans la même proportion de la moitié, à toute l'extraction mondiale. Cette production déjà si forte, il serait aisé de l'augmenter dans des proportions considérables, si Almaden ne nous offrait pas un des exemples les plus curieux de ce que peut devenir l'organisation socialiste dans une industrie d'État.

Je viens de faire allusion au platine. Les gisemens de platine espagnols ne sont encore qu'un espoir très récent. Les sondages entrepris par le gouvernement pour les étudier se poursuivent et ne permettent pas de se prononcer sur leur valeur. Ils ont cependant démontré la présence du platine, ce métal si rare, dans tout un grand massif montagneux de la Sierra de Ronda. Comme le platine constitue actuellement un monopole russe, étant à peu près exclusivement fourni au monde entier par un petit coin de l'Oural, la nouvelle qu'un second gisement important allait peut-être apparaître en Espagne a suscité une très vive émotion. Cette trouvaille a permis, en même temps, d'applaudir à la science des géologues espagnols qui ont procédé à ces investigations par une méthode scientifique d'une ingéniosité très rigoureuse, en commençant par deviner la dissémination du métal sur des traces infinitésimales décelées seulement au spectroscope, pour arriver peu à peu à localiser ses concentrations utilisables.

C'est contre un autre monopole mondial que l'Espagne s'apprête à lutter avec ses nouveaux gisemens de potasse de la vallée de l'Ebre, près de Cardona. Toute la potasse a été, dans ces dernières années, fournie au monde par l'Allemagne, qui possédait à Stassfurt et à Mulhouse les deux seuls gisemens exploités (le second très nouvellement découvert). Depuis deux ans seulement, l'Erythrée a commencé, en outre, à jouer un rôle. Les gisemens espagnols n'ont pu, pour des causes multiples, être outillés pendant la guerre de manière à fournir en Europe la potasse qui ne venait plus d'Allemagne. Des discussions très vives ont eu lieu en Espagne sur le rôle que le syndicat allemand de Stassfurt a pu jouer en sous-main dans cette affaire. Des projets de loi ont été déposés sans être votés. Un jour ou l'autre,

ces gisemens seront exploités et prendront leur place plus ou moins importante dans un consortium où la France, ayant récupéré Mulhouse, sera fortement intéressée.

D'une façon générale, la loi minière espagnole a de grands avantages sur la nôtre pour le premier développement rapide de régions neuves, de régions à coloniser : ses inconvéniens ne se manifestent que plus tard dans la seconde phase où il s'agit d'intensifier à coups de capitaux et de pousser en profondeur une exploitation déjà acquise. Les concessions s'obtiennent avec une facilité extrême. Il est bon de savoir, quand on aborde pour la première fois l'Espagne, qu'elles n'impliquent ou ne supposent en aucune façon l'existence d'un gisement minier. L'État enregistre la demande sans se mêler de la contrôler. Il se contente de percevoir un impôt assez élevé pour dégoûter rapidement les preneurs de concessions stériles. Les nombres de concessions que l'on voit figurer dans les tableaux statistiques n'ont donc à peu près aucun sens. Mais, du moins, les initiatives privées ne sont pas, comme en France, paralysées par la mauvaise humeur d'un directeur des mines ou d'un ministre. Plus tard, il en résulte un morcellement excessif et un enchevêtrement des concessions qui constituent une difficulté quand l'affaire veut se développer, mais dont la liberté commerciale permet de venir à bout. Une autre supériorité espagnole est que les ingénieurs du gouvernement gardent en Espagne un contact intime avec l'industrie et avec la pratique. L'État lui-même les utilise à faire des recherches présentant un intérêt général, telles que des sondages dont le produit immédiat peut sembler aléatoire et il ne les contraint pas, ainsi que cela se produit sur l'autre versant des Pyrénées, à servir uniquement de contrôle et de frein.

L'AGRICULTURE

L'agriculture espagnole nous arrêterait peu si nous n'envisagions ici que nos intérêts français, car la France n'a pas besoin de son concours ; mais l'exportation de ses produits en France préoccupe, au contraire, fortement certaines contrées espagnoles et, à ce titre, c'est un côté de notre sujet que nous ne saurions négliger.

Cette agriculture ne laisse pas une impression avantageuse

au voyageur pressé, qui se contente de suivre les routes battues de Burgos, Madrid, Tolède, Séville et Grenade. Il n'a vu, sur la plus grande partie du trajet, que des étendues mornes de blocs granitiques, des steppes jaunâtres aux blés maigres, ou des plantations indéfinies de chênes verts ; pas un arbre touffu à haute tige, pas un pré. Les statisticiens ne font que confirmer cette idée défavorable. Près de la moitié du territoire reste en friche. L'hectare ne produit ici que 10 à 11 hectolitres de blé contre 15 à 20 en France. L'Espagne est très loin de fournir les céréales destinées à la nourrir. Elle doit en importer chaque année pour 40 millions de francs. En 1914, le déficit est même monté à 126 millions. Les météorologistes en donnent l'explication : la rareté des pluies, et, quand elles tombent, leur irrégularité. Avant de discuter cette pauvreté apparente et de dire ce que l'on tente pour y remédier, il faut corriger aussitôt cet énoncé par une remarque : l'Espagne est un grand plateau pauvre, entouré d'une couronne fertile. Quand on traverse les huertas de Séville, Cordoue et Valence, le spectacle est tout différent : c'est celui d'un jardin, où une main-d'œuvre persévérante et industrieuse jusqu'à la minutie a tiré parti du moindre lopin de terre, l'a épierré patiemment, irrigué, amené, le soleil aidant, à une merveilleuse fécondité. Et l'Espagne de la Biscaye ou des Asturies est, elle aussi, sans analogie avec ces déserts de la Manche, où l'on se représente trop bien don Quichotte errant au soleil : c'est un pays vert, boisé, coupé de ruisseaux, où il semblerait aisé de développer l'élevage.

Si nous revenons à la partie pauvre et dénudée qui occupe une grande place, il faut encore distinguer entre la part de stérilité qui tient à la nature et qui est assez difficilement modifiable, ou celle qui provient de l'action humaine.

Il est incontestable que le déboisement, dû à de très anciennes habitudes pastorales, a été funeste. Le mal s'est accentué par la répartition défectueuse de la propriété. Dans les conditions actuelles, l'Espagne est appauvrie, comme le fut l'Italie romaine, par l'exagération de la grande propriété. On n'y entend parler que de *latifundia.* Les mécontens, très nombreux, gémissent sur l'absentéisme des grands propriétaires qui songent uniquement à l'élevage des taureaux de course ou à l'engraissage économique des porcs sous les chênes verts, sans effectuer aucun travail, sans apporter aucuns fonds ni aucun

engrais. Ils disent que le travailleur pauvre est forcé d'émigrer, faute de trouver à occuper ses bras, dans un pays où tant de terre reste en friche. Une minorité soutient que, si les grandes propriétés sont à peu près en jachère, c'est parce que la main-d'œuvre se dérobe, attirée par de larges salaires dans les villes ou à l'étranger. Mais, des deux parts, on est d'accord sur le mal, sinon sur le remède.

Ce que l'on peut réaliser avec de la bonne volonté et, il faut l'ajouter, avec des capitaux, nous avons pu le constater dans un des pays les plus pauvres de la province de Jaen, à la Garganta, où une société minière française, que j'ai déjà eu l'occasion de nommer, poursuit en pleine guerre une vaste entreprise de reboisement. Chaque année, dans le sol défoncé profondément par des charrues à vapeur, un million d'eucalyptus viennent là transformer en forêt verdoyante ce qui était un désert : une forêt dont l'exploitation méthodique va bientôt fournir en abondance des bois de mine, des étoffes de textiles et des pâtes à papier.

Mais, si j'ai cité cet exemple pour montrer comment s'exerce encore au dehors, même en des temps difficiles, l'activité féconde de notre pays, c'est pourtant la partie fertile de l'Espagne qui doit d'abord attirer l'attention de la France; car c'est celle qui nous envoie et qui voudrait nous envoyer encore plus ses oranges, ses primeurs, son huile d'olive, ses vins. L'Espagne exporte (1912) pour 150 millions de fruits, 25 millions d'huile, 80 millions de vin et voudrait exporter davantage. Il y a là un point délicat, sur lequel les intérêts espagnols apparaissent quelque peu contradictoires avec ceux de nos agriculteurs méridionaux ou algériens, voire avec ceux de nos alliés italiens, qui, ayant versé leur sang avec nous sur les champs de bataille, pourront justement prétendre, les Espagnols le comprennent bien et s'en inquiètent, à quelques faveurs. En attendant que ces questions aient été résolues par des concessions réciproques nous assurant des avantages équivalens sur d'autres terrains, un certain marasme se manifeste dans ces contrées privilégiées. La culture de la vigne rétrocède; celle des orangers abandonne peu à peu la Catalogne pour se réfugier en Andalousie et à Valence, où elle pâtit; les primeurs ne se développent pas comme on l'espérait. En revanche, à l'abri des tarifs protecteurs, l'industrie de la betterave à sucre s'est beaucoup développée après la perte des colonies

espagnoles qui fournissaient auparavant le sucre de canne.

Indépendamment de l'exportation vers la France ou vers l'Angleterre, l'Espagne a tout intérêt à développer ses cultures pour fournir davantage à sa consommation propre. Comme le soleil ne manque pas, comme la terre n'est pas plus stérile qu'ailleurs, c'est un peu une question d'engrais minéraux, qui tend à se résoudre par la création de nombreuses usines chimiques où l'on fabrique des superphosphates, mais surtout une question d'eau, pour la solution de laquelle les groupemens nombreux, encouragés et favorisés par l'État, deviennent nécessaires.

De tous côtés, en Espagne, les questions d'irrigation et de régularisation des cours d'eau sont à l'ordre du jour. On construit de grands barrages; on organise des canaux. Un très vaste programme, comportant 320 millions de travaux, est, depuis longtemps, à l'étude. Peut-être seulement des préoccupations électorales conduisent-elles à disséminer un peu trop les efforts. Nous n'ignorons pas en France ce qui se produit en pareil cas. Dans cet ordre d'idées politique, je me contente de mentionner d'autres projets, également d'une large envergure, qui, sous des formes diverses, visent à socialiser la propriété agricole, tantôt pour la diviser entre les travailleurs au détriment des grands propriétaires actuels, tantôt pour syndiquer et grouper les petits fermiers morcelés. Les moyens proposés sont parfois révolutionnaires. Quant au but visé, la France ne peut qu'applaudir à des efforts qui veulent enrichir l'Espagne et qu'apporter au besoin son aide sous forme de machines agricoles fournies ou de capitaux.

LES MOYENS DE TRANSPORT

Je viens de rappeler un des projets de loi qui sont actuellement en discussion aux Cortés. Leur nombre est très grand. Des questions se posent, en effet : de toutes parts et partout on aperçoit des progrès à réaliser. Le faisceau de ces projets forme un bel ensemble. On conçoit aisément la hâte des Espagnols à vouloir le réaliser. Mais, si on met en regard les ressources financières du pays, si on réfléchit au prix que coûteront les capitaux dans la période de réorganisation consécutive à la guerre, on est amené à penser que, pour aboutir, il serait utile

de sérier. En procédant ainsi par ordre, je crois qu'il faudrait attribuer le premier rang à l'amélioration des routes et des voies ferrées. Dans un pays où tant de choses sont admirables, il n'est pas de défectuosité qui frappe davantage un étranger et qui paralyse plus tous les autres rouages de la machine que celle des moyens de communication.

La configuration du sol en est assurément la cause première. Elle a de graves inconvéniens qui frappent au premier examen d'une carte géographique. L'Espagne est une masse compacte, surélevée, malaisément pénétrable, aux fleuves rarement navigables et dans laquelle une série de cloisons intermédiaires, les Sierras, séparent l'une de l'autre des régions distinctes. L'unification du pays en a toujours souffert. Il en résulte, pour les chemins de fer, des profils en dent de scie qui rendent les efforts de traction coûteux et amènent à réduire exagérément la capacité des trains. Mais, dans un temps où la Suisse a pu devenir un carrefour de routes européennes, les montagnes ne sont plus un obstacle infranchissable. Il faut seulement, pour arriver à les traverser économiquement, de l'énergie, de la méthode, de la persévérance et de l'argent.

On ne saurait trop insister sur cette question des moyens de transport. Après le besoin de houille, la nécessité de bonnes routes et de voies ferrées bien coordonnées est la première qui s'impose à un pays pour devenir puissamment industriel. La houille ne se crée pas; on ne peut que mieux utiliser ce qui existe; les moyens de communication, eux, dépendent des hommes. Qu'il s'agisse de relier le producteur au consommateur, d'alimenter des industries locales, de développer des exportations, ils sont également indispensables. Pour les routes, je me bornerai à rappeler, parce qu'on l'oublie quelquefois, qu'après les avoir construites, il est indispensable de les entretenir. On en rencontre, par exception, d'excellentes dans les deux régions relativement autonomes des provinces basques et de la Catalogne, où elles coïncident avec un magnifique développement industriel. Ce que les administrations régionales ont fait là, le gouvernement central pourrait sans doute le réaliser ailleurs.

La question des voies ferrées est à la fois plus délicate, plus complexe et plus grave que celle des routes. Elle touche de très près à tous nos rapports commerciaux, à toutes les relations économiques de l'Europe avec l'Espagne. Quand, ignorant

l'histoire et la constitution des chemins de fer espagnols, on se borne à étudier la carte de leurs réseaux, leurs tarifs et leurs horaires, on est trop souvent amené à des constatations fâcheuses. A tort ou à raison, les plaintes contre les Compagnies exploitantes sont très vives et très générales en Espagne. Ceux qui les formulent auraient parfois avantage à connaître mieux le régime légal et financier des Compagnies, qui explique bien des choses. Mais ne cherchons pas à quelle époque remonte le mal, ni à qui en incombe la faute. Restons strictement dans notre sujet. Parmi les défauts visibles des chemins de fer espagnols, il en est qui ne peuvent être réformés sans beaucoup de patience, d'argent et, j'allais ajouter, d'adresse, comme l'enchevêtrement singulier des réseaux; d'autres qui comporteraient des dépenses difficiles à couvrir, comme l'amélioration des gares, la multiplication des trains, ou les 10 000 kilomètres de chemins de fer stratégiques récemment proposés. Il semblerait plus simple de revoir les tarifs ou les horaires, et d'électrifier certaines lignes montagneuses. Mais surtout, il paraît possible d'aborder progressivement une question qui touche tout particulièrement la France, et l'extension du commerce international.

Les chemins de fer espagnols présentent, de la façon la plus capricieuse et avec les enchevètremens les moins coordonnés, toutes les largeurs de voie imaginables. Celle que l'on y rencontre le plus rarement est celle qui relierait l'Espagne avec l'Europe : la voie de $1^{m},44$, uniformément adoptée sur tout le reste du continent à l'exception de la Russie; d'où la nécessité de transbordemens, les arrêts, les ruptures de charge... Depuis longtemps, on parle d'adopter en Espagne, comme voie normale, la voie européenne, en réservant un type unique de voie plus étroite pour les chemins de fer d'intérêt local.

Les objections sont de deux ordres : la dépense, évidemment importante à cause du matériel roulant, mais peut-être moins considérable qu'on ne l'imagine, puisqu'il s'agit de réduire la largeur actuelle; et les considérations stratégiques. Ces dernières paraissent avoir été parfois mises en avant pour agir sur une opinion publique insuffisamment éclairée. On peut, ce semble, les comparer aux objections qui ont arrêté si longtemps le tunnel sous la Manche, avant les enseignemens trop clairs de la Grande Guerre. S'il est un pays en Europe, auquel sa situation et ses frontières naturelles (pour ne pas parler sentimens)

assurent tous les privilèges de la neutralité, un pays qui n'ait aucune chance d'être attaqué, c'est bien l'Espagne. Chacun sait d'ailleurs avec quelle facilité on coupe des voies en pays montagneux et, quand la voie subsiste, avec quelle rapidité on remédie à sa largeur différente par la pose d'un troisième rail. Cet ordre d'idées étant donc écarté, il n'est pas besoin de développer les avantages que présenteraient, pour l'Espagne, une réduction de plusieurs heures sur les trajets de Madrid, Barcelone et Saragosse à Bordeaux, Toulouse, Marseille ou Paris, une circulation de marchandises sans changement de wagon, etc. L'inauguration des deux nouvelles voies transpyrénéennes, imminente après la conclusion de la paix, prête un intérêt d'actualité immédiate à des projets qui rencontrent un accueil très chaud dans tous les milieux industriels et commerciaux directement intéressés.

Un pays qui a derrière lui le passé de l'Espagne, un pays qui a découvert le Nouveau Monde, a le devoir d'envisager l'avenir et de voir grand dans le futur. Le raccordement de l'Espagne avec la France ne facilitera pas seulement le commerce considérable entre les deux pays. Si, par un moyen quelconque, la voie européenne, après avoir atteint Barcelone et Madrid, arrivait un jour à Algésiras, un premier grand pas serait franchi vers la réalisation de plans grandioses qui occuperont dès demain l'humanité pacifiée. Le percement de Suez avait mis l'Espagne en dehors des routes asiatiques. Le Portugal lui bloquait l'accès direct vers l'Atlantique. Mais nous touchons au jour où l'Afrique va se métamorphoser en un pays commerçant et industriel, comme le firent au dernier siècle les pampas du Mississipi. Le sable du désert que devait gratter le coq gaulois rejoindra, dans l'histoire des erreurs humaines, les quelques arpens de neige, par lesquels Voltaire trouvait spirituel de désigner le Canada. Pour l'Amérique du Sud, l'évolution, déjà largement commencée, est plus proche encore et va très certainement se précipiter. Or, sur une mappemonde, la route directe d'Europe au Brésil passe par Algésiras, Ceuta, Dakar et Pernambuco. De telles considérations peuvent paraître lointaines et cette route est semée d'obstacles qui l'ont rendue longtemps impraticable. Mais une génération qui a vu construire le transsibérien, percer Suez et Panama, concevoir et presque finir les lignes du Cap au Caire et du Mozambique à l'Angola,

entamer celle de New-York à Buenos-Aires, exécuter un transcanadien et un transandin, doit savoir qu'en pareille matière ce que la logique impose aux désirs des hommes, les hommes d'aujourd'hui l'exécutent. De la pointe d'Algésiras à Ceuta, il n'y a que 25 kilomètres de mer, alors qu'il y en a 40 de Douvres à Calais. La profondeur de 1 000 mètres a beau entraîner un allongement notable pour un tunnel et le courant créer une gêne pour des *ferro-boats*, le raccordement se fera; il aura lieu d'autant plus vite que la mauvais génie allemand ne sera plus là pour jeter des sorts sur tous les essais de concorde humaine. En attendant, Cadix est déjà sur la route de Rio Janeiro, et la traversée de Gibraltar à Tanger n'est que de quelques heures. Amener des trains rapides au Sud de l'Espagne, c'est ouvrir un accès par terre vers tout le Maroc, l'Algérie, le Sénégal, le Soudan : c'est réduire à quatre ou cinq jours la traversée vers le Brésil. C'est créer, à travers l'Espagne, un mouvement de transit, qui permettrait d'étendre largement son réseau de voies ferrées.

Si la topographie de l'Espagne est un obstacle naturel aux communications intérieures, ses 4 000 kilomètres de côtes lui assurent, en revanche, un avantage dont elle pourrait mieux profiter. Les bons ports y sont nombreux : Bilbao, Santander, Gijon, Huelva, Séville, Cadix, Carthagène, Alicante, Valence, Barcelone. L'Espagne devrait être davantage un pays de navigateurs; elle devrait tout au moins s'assurer à elle-même son propre cabotage, non pas à coups de tarifs protectionnistes ou de primes, mais par le libre jeu de la concurrence. En temps normal, ce cabotage apporte une aide précieuse, mais qui pourrait être plus grande, aux transports par terre. On apprécie mieux encore son concours disparu quand la navigation est réduite au minimum, comme cela se produit depuis la guerre; alors les chemins de fer s'engorgent et tout le pays en souffre.

Le développement de la marine marchande espagnole est une question du jour. L'Espagne n'est encore qu'une puissance maritime de second ordre, dont la flotte marchande ne dépasse pas 800 000 tonneaux. Mais, dans ce cas aussi, la guerre, en assurant des bénéfices énormes aux armateurs, a favorisé nos voisins. Il se produit, en ce moment, un mouvement analogue à celui qui, de 1897 à 1900, porta la marine marchande espagnole de 500 000 à près de 800 000 tonneaux. Des chantiers de

construction se créent, ou travaillent plus activement à Bilbao, Avilés, Barcelone, Séville et Cadix. Si les sous-marins allemands, favorisés par des collaborations mystérieuses, ne font pas de trop rudes brèches à cette flotte grandissante, le cabotage national peut arriver à éliminer le pavillon anglais; il sera aidé par l'exportation croissante des minerais, de la houille, des primeurs et des fruits. Comme escale de transatlantiques, Gijon se dispute déjà avec la Corogne et Bilbao.

LES CAPITAUX

Si sommaire qu'ait été cet exposé, il aura néanmoins montré les ressources matérielles importantes dont dispose l'Espagne et dont elle n'a qu'imparfaitement tiré parti. Pour accélérer sa mise en valeur, il faut deux élémens fécondans dont nous n'avons pas parlé : les capitaux et les hommes. Un voyage en Espagne permet à la fois d'apprécier les progrès récens du pays et de voir ce que ses ressources en hommes et en argent permettront d'y ajouter dans un avenir prochain; il enseigne également (ce qui est le but plus particulier de cette étude) quelle peut être, dans ce développement, la part de la France.

L'Espagne était déjà, avant la guerre, beaucoup plus riche qu'on ne l'estime en général. La guerre a contribué grandement à l'enrichir. Les progrès de son change, la réintégration des valeurs espagnoles, auparavant domiciliées chez les belligérans, le prouvent assez. Mais il n'en résulte pourtant pas, jusqu'à nouvel ordre, que cet enrichissement se traduise par une aide directe apportée aux vastes besoins de l'État ou aux appels des Sociétés espagnoles. Les finances de l'État sont, si on les met en parallèle avec tous les travaux commencés ou projetés, moins florissantes que celles des particuliers. De nombreux individus ont pu être directement enrichis par les industries touchant à la guerre, ou du moins favorisés par la disparition de concurrens occupés à des opérations militaires. Tôt ou tard, la communauté en bénéficiera; mais il faut du temps pour que cette infusion de sève nouvelle se répande dans toute la masse. En attendant, le peuple espagnol voit l'enchérissement général qu'entraîne la guerre, le manque de charbon, la disette de main-d'œuvre, la difficulté des transports et il gémit, comme pourraient le faire les belligérans, sur la longueur d'une lutte

dont les profits ne se traduisent pas aussitôt pour lui en résultats palpables. Dans une classe plus aisée, les émissions d'emprunts ou les placemens d'actions nationales trouvent en Espagne peu d'écho. L'argent n'y manque pas ; mais il se réserve et se cache. On se plaint souvent que le capital espagnol soit timide. Le capital est toujours timide quand il a peur, parce qu'il a souffert précédemment de se montrer. C'est pourquoi les Espagnols se sont peut-être un peu trop hâtés dans certains cas où ils ont cru pouvoir opposer un protectionnisme intransigeant au maintien et au développement d'affaires étrangères.

Leur désir d'être seuls chez eux est parfaitement légitime; mais il est prématuré. La coopération des capitaux français, qui atteint actuellement près de 3 milliards, reste nécessaire en Espagne, ne fût-ce que pour encourager les capitaux espagnols à se montrer. D'une façon générale, elle offre l'avantage d'assurer une double garantie aux intéressés. Avec les tendances actuelles de quelques gouvernemens à renouveler les lois chaque printemps comme poussent les feuilles, les capitalistes de tous les pays, et non pas seulement d'Espagne, rechercheront sans doute de plus en plus les affaires présentant un certain caractère international et pour lesquelles, par suite, une spoliation demandera du moins la complicité de deux États.

L'Espagne tire actuellement une juste fierté de son change; mais il n'en est pas moins vrai que la balance de son commerce extérieur se traduisait encore, dans la dernière année normale, en 1913, par un déficit de 180 millions; et ni le mouvement des touristes en Espagne ni les placemens espagnols à l'étranger ne sont suffisans pour faire l'appoint. Les résultats actuels, dus à des causes toutes momentanées, ne produiront des effets durables que si les exportations se développent, les importations ayant suivi, dans ces dernières années encore, une courbe ascendante très rapide. Des capitaux français, qui permettraient aux Espagnols d'exporter plus de minerais, de métaux, de produits agricoles, contribueraient du même coup à la prospérité du pays. L'association des capitaux, l'association des intérêts économiques, c'est, en notre temps, — et quand on y regarde d'un peu près, je crois que ce fut, presque à toutes les époques, — l'occasion la plus agissante et la plus efficace d'amitiés et de confraternités. Il n'y a de politique extérieure réellement efficace qu'une politique fondée sur les relations économiques. On

aurait tort d'envisager qu'un des pays doit y perdre si l'autre y gagne. Des deux côtés, le bénéfice est le même, comme lorsque les valeurs montent en Bourse pour des causes sérieuses, indépendamment de la spéculation.

Il ne faut pas non plus trop s'arrêter à quelques inconvéniens que le temps met parfois en lumière. Les peuples semblent volontiers égoïstes et ingrats. Souvent, dans les affaires faites à l'étranger, on finit par être dépossédé quand leur prospérité s'affirme. C'est un peu ce qui se passe pour les colonies, qui essaiment quand elles sont capables de se suffire à elles-mêmes, ou pour les fils qui abandonnent le nid paternel quand ils peuvent gagner leur vie. La France a fait les chemins de fer espagnols; ces chemins de fer lui ont été enlevés. Ne disons pas trop vite : *Sic vos, non vobis;* à la condition, bien entendu, que les contrats soient respectés et les engagemens tenus...

LES HOMMES

J'arrive enfin à ce capital humain, sans lequel les plus précieuses ressources matérielles d'un pays demeureraient inutilisées, grâce auquel leur valeur peut, au contraire, se trouver décuplée. Un pays est un peu ce que l'a fait la nature; mais il est beaucoup ce que l'ont fait les hommes. Que vaut le capital humain en Espagne, il est aussi utile de l'étudier que d'examiner ce que sont les réserves en houille.

Pour apprécier l'Espagne comme pour juger la France, on doit, je crois, si l'on veut être équitable, faire abstraction d'une administration par laquelle la nation n'est que très imparfaitement représentée. Quand on laisse de côté ce personnel paralysant pour ne considérer que le personnel agissant, on peut y distinguer, comme dans toute mobilisation, trois degrés : les officiers, les sous-officiers et les hommes. Tous sont également indispensables. Pour les deux extrêmes, cela va sans dire; mais le rôle des contremaîtres, qui sont les sous-officiers de l'industrie, n'est pas moins important. En paix comme en guerre, le général le plus habile ne saurait tirer parti des meilleures troupes si elles ne sont encadrées. Or, quand on examine le personnel des industries espagnoles, on constate immédiatement que les grands conducteurs d'hommes ne font pas défaut. On trouve, en nombre suffisant, des esprits généralisateurs aux

larges conceptions, aux vues d'ensemble fécondes, aptes à constituer des chefs. D'autre part, les troupes abondent. L'ouvrier espagnol a de sérieuses qualités, qui le font apprécier dans tous les pays où il émigre. En tenant compte d'une certaine indolence (qui n'existe guère que dans le Sud) et surtout d'une fierté chatouilleuse, d'une initiative parfois exagérée, qu'il convient de ménager, l'ouvrier espagnol est intelligent, travailleur et, comme disent nos soldats, « débrouillard. » Il excelle aux tâches nouvelles, aux coups de force, aux grands efforts momentanés, pour lesquels on a mis son amour-propre en jeu; il est également très capable d'un travail persévérant. Il est sobre et se contente de peu. Ce qui manque généralement, ce sont les intermédiaires, ce sont les sous-ingénieurs, les chefs d'équipe, les contremaîtres ayant reçu une certaine éducation technique sans pourtant dédaigner de mettre la main à l'ouvrage. Les défauts de l'enseignement primaire et secondaire apparaissent là, malgré les très louables efforts dont nous avons pu constater le fruit dans de nombreuses écoles techniques.

Cette situation appelle naturellement un échange avec la France, où ces contremaîtres existent en quantités très suffisantes, tandis que les manœuvres manquent. Dans un commerce, qui se traduit toujours par des apports réciproques, les deux pays ont ici chacun une chose à offrir qui manque à l'autre. L'Espagne peut nous fournir de la monnaie et recevoir des pièces blanches. Soit que nos contremaîtres et maîtres-mineurs français viennent encadrer quelque temps les ouvriers espagnols, soit que des contremaîtres espagnols aillent passer un certain temps d'apprentissage en France, le résultat peut être atteint; et, jusqu'au jour où cette éducation sera faite, les ouvriers espagnols, surabondans dans leur pays, nous rendront de précieux services en France.

Si l'on estime que ce dernier service mérite une contrepartie plus forte, on peut la trouver dans l'apport de nos capitaux que je proposais tout à l'heure. A côté du travail humain actuel, ceux-ci représentent du travail accumulé, du travail en puissance, comme la houille est de l'énergie ancienne prête à redevenir de l'énergie vivante et active.

J'en ai dit assez pour avoir indiqué les points principaux qui frappent d'abord quand on parcourt l'Espagne économique.

Préoccupé de montrer des routes à suivre, je n'ai pas pu insister, comme il aurait fallu, sur le chemin accompli dans ces dernières années et sur la vitalité dont ce pays donne partout les preuves, présage heureux de son avenir. Il ne faut pas le juger sur une réputation d'autrefois et sur une somnolence accidentée de révolutions dont il est très heureusement guéri. Ce réveil incontestable de l'Espagne nous touche de trop près, intéresse à la fois trop vivement nos besoins commerciaux et nos sympathies pour que nous ne lui prêtions pas une juste attention.

La collaboration si souhaitable de la France et de l'Espagne existe déjà dans plus d'un domaine. J'ai déjà fait allusion à nos grandes sociétés minières et électriques. Les affaires françaises, qui sont nombreuses en Espagne, ont pu continuer à prospérer pendant les hostilités, grâce à la courtoisie chevaleresque de leur personnel espagnol, qui, sans faire parade de son dévouement, a doublé ses efforts pour remplacer des collègues français mobilisés. A l'heure actuelle, en pleine lutte, notre industrie donne là des preuves d'activité et d'initiative dont les fruits se récolteront après la paix. Il faut encore les multiplier.

Les causes d'intimité entre les deux peuples abondent et, malgré quelques malentendus faciles à réparer, elles ne sauraient manquer d'être efficaces. La France est, avec l'Angleterre, de beaucoup le pays qui fait le plus de commerce avec l'Espagne; elle lui fournit des marchandises, elle lui en achète bien davantage. Les exportations de l'Espagne en Allemagne sont à peine le quart des exportations en France ou en Angleterre. L'Allemagne verrait volontiers, dans l'Espagne, une sorte de colonie africaine, où l'on s'attache d'abord à écouler ses produits. La France, mieux inspirée, traite sa voisine comme une sœur aimée, un peu susceptible, pour laquelle sa politique douanière s'est montrée, dans ces dernières années, particulièrement affable. A une heure où le monde entier doit être las d'affirmations, de négations et de phrases, ce ne sont pas là des mots, mais des chiffres, mais des faits. De tels faits prendront toute leur portée quand la France aura assuré, au prix de son sang, l'avenir pacifique de l'humanité.

L. De Launay.

LENDEMAINS DE RÉVOLUTION
A PÉTROGRAD

LA LIBERTÉ DANS LA CITÉ

Pétrograd, de mars à mai 1917.

La révolution a pris fin, — du moins dans sa phase aiguë. Plus de cris; plus de coups de feu. On s'éveille... D'un cauchemar ou d'un rêve?... On ne sait plus. On a vécu d'une vie si intense, tantôt épouvantée, tantôt enthousiaste!... On en est encore comme étourdi... On se tâte, on se compte : oui, oui, nous sommes tous là quoiqu'un peu pâlis, les nerfs brisés, et hésitans. Vite, un coup d'œil à la fenêtre, un tour dans la rue pour dissiper les dernières brumes du cerveau et prendre contact avec la vie nouvelle...

Nous voici dehors. Le drapeau si terni, si fripé de l'hôpital, a été remplacé par un autre où la croix-rouge flamboie dans de la blancheur neuve. Et cela émeut comme un symbole... Un ouvrier, grimpé sur une échelle, est occupé à ficher un grand drapeau rouge dans des crampons de fer nouvellement posés. L'air matinal est frais, un peu piquant, *tchisti* (propre), comme disent les Russes, débarrassé des impuretés qui le rendaient lourd.

La vie normale reprend. Les ménagères, cabas au bras, attendent leur tour pour le pain devant les boutiques. Elles causent entre elles ou échangent avec les passans des réflexions rapides.

— Eh bien! est-ce qu'il y aura du pain, maintenant?

— *Bôndiet! bôndiet!* (Il y en aura! il y en aura!) Et bien meilleur : du pain de la révolution!

Car tout le monde a confiance et attend du gouvernement nouveau plus peut-être que les circonstances ne lui permettront de donner. Quelques *isvostchiks* sont venus prendre l'air de la rue, avec des chevaux ragaillardis par une semaine de paresse. Un traîneau villageois passe, conduit par un paysan. Les planches du fond disparaissent sous une couche de paille. La *douga* bariolée, rouge, jaune, verte et bleue, à dessins barbares, arrondit son arc au-dessus du cou du cheval. Comme tant d'autres, il a dû arriver à Pétrograd, retentissant de grelots et pavoisé de rubans, pour la « semaine du beurre (1). » Attardé, il s'est trouvé pris par la révolution. Maintenant, il s'en retourne au village, et j'imagine l'accueil que les paysans avides de nouvelles lui feront au retour!

Comme la rue est vive, animée! Les promeneurs débordent des trottoirs pour se répandre sur la chaussée où le charroi est encore peu intense. Les fripiers tatares, leur enveloppe de toile ou de lustrine sous le bras, se remettent à errer, l'oreille tendue au moindre appel; les jeunes garçons de boutique traînent par une ficelle passée sur leur épaule le petit traîneau familier; des employés, — des *tchinovniks*, — reprennent le chemin délaissé de leur bureau ; des juifs, logés dans les environs de la synagogue toute proche, aspirent avec plaisir l'air nouveau, beaucoup plus favorable pour eux que l'ancien; des femmes, des jeunes filles trottinent dans la neige, bottées de feutre sous la jupe courte, regardées en dessous par des groupes de marins ou de soldats qui flânent, la cigarette au bec, plaisir si nouveau qu'il garde presque la saveur du fruit défendu!

Près du petit pont, un orchestre de cuivre fait retentir la première phrase musicale de *la Marseillaise*. Les sons partent de la caserne des Équipages de la Garde, à l'angle du canal. Et tout le monde d'y courir... Au dernier accord, applaudissemens, hourrahs, tout l'enthousiasme d'une foule ivre de sa jeune liberté!

Nous sommes en pleine lune de miel du Peuple et de la Révolution...

La joie de vivre, éparse dans l'air nouveau, nous entraîne.

(1) Les jours gras, qui se sont terminés cette année le 20 février. C'est l'habitude des villageois des environs de Pétrograd, ainsi que des Finnois, de venir à cette époque dans la capitale avec leurs traîneaux pour gagner un peu d'argent en promenant les citadins.

Nous longeons le canal Krionkoff pour atteindre celui de la Moïka. Des curieux stationnent autour de la prison incendiée. L'église, dont nous avons vu évacuer les ornemens précieux, est l'objet d'un véritable pèlerinage. Dans la cour d'une maison voisine, des soldats passent en revue un tas de couvertures brunes qu'on a jetées là. Les gamins du quartier jouent autour des piquets de tente, confectionnés par les prisonniers et qu'on a sauvés, puis amoncelés aux abords de la prison. Plus loin, devant les Archives de la police, les papiers brûlés, d'où quelques petites flammes et de la fumée s'échappent encore, forment un rempart calciné dans lequel des *moujiks* portent sans se presser la pioche et la pelle. Des fils de fer arrachés pendent lamentablement le long des poteaux télégraphiques. A l'angle de deux rues, dans une *tchaïnaya* à la devanture peinturlurée de couleurs éclatantes, mais délavées par les pluies, on sert gratuitement aux soldats du thé et du pain. Nous déposons notre offrande dans une petite caisse gardée par deux jeunes filles et je monte délibérément les quatre marches de pierre qui conduisent à la *tchaïnaya*.

Fumée, bruit et poussière... A travers l'atmosphère lourde, empuantie de tabac, de relent humain et de cuir de bottes, je distingue une salle, peut-être vaste, mais coupée en compartimens par de massifs piliers carrés qui se rejoignent en cintre, à la manière des églises romanes, — avec l'art en moins... Derrière un comptoir, où le samovar en resplendissante robe de cuivre a l'air d'une princesse fourvoyée dans un mauvais lieu, des matrones étalent leur rotondité. Les petites servantes, plus agiles, le torchon noué autour de la taille, portent de place en place le thé fumant et les assiettées de pain noir. Autour des tables sans nappes, le fusil posé entre leurs jambes ou à côté d'eux, des soldats boivent et mangent, bavardent et fument. Malgré mes efforts, je ne puis établir de rapprochement entre ces hommes aux uniformes ternes, maculés et déjetés mais sans pittoresque, et les « Ça ira » déchirés, en lambeaux, chemises ouvertes et poitrines au vent de la Révolution française. Je m'imagine plutôt être transportée dans une de ces tavernes du quartier de Suburre où, après une dure campagne, les soldats des légions venaient boire et se divertir en liberté. La révolution russe manque totalement de ce romantisme qui a jailli de la nôtre comme d'une source retrouvée de l'âme française !

Tout l'intérêt qu'offre cette troupe attablée se concentre dans l'expression des visages. Elle révèle une brusque transformation intérieure, une déviation inattendue de l'axe autour duquel gravitait la sensibilité de ces êtres encore primitifs. Ces soldats, ou leurs pareils, je les ai vus, il y a quelques mois, sur le front, mais combien différens! *Moujiks* arrachés à leur glèbe, ils gardaient au fond de leurs yeux, soudain traversés par de rapides éclairs de vaillance, un peu de cette rêverie sans but que dépose dans l'âme de certains paysans, comme dans celle des nomades du désert, le spectacle continu des vastes espaces, associé à un labeur solitaire et silencieux. Maintenant y éclate l'orgueil de leur victoire civique.

Près de la Moïka, des autos filent, rapides, occupés par des miliciens et des soldats. Ils ont remplacé les fusils et les mitrailleuses de ces derniers jours par des paquets d'imprimés qu'ils distribuent au vol, à travers la ville. Les blancs messagers tournoient un moment au-dessus des têtes. Les bras se tendent pour les saisir ou, lorsqu'ils viennent s'échouer sur le sol comme des oiseaux blessés, la foule se jette en bousculade sur la neige et les couvre de son corps, tant elle en est avide. C'est qu'ils sont, ces imprimés, les seuls porteurs de nouvelles, les grands journaux n'ayant pas encore repris leur publication. Celui-ci, dont nous avons réussi à nous emparer, est le n° 9 d'*Isvestia* (Les Nouvelles), organe du parti des ouvriers dont le dévouement de typographes bénévoles assure la quotidienne apparition. Entre autres choses, il publie la renonciation de Michel Alexandrovitch au trône de Nicolas II, son frère. La nouvelle en était déjà connue, mais on lit le texte et on le commente avec une satisfaction visible. A peine né à la liberté, le peuple russe va d'un bond jusqu'au point extrême de ses exigences. Il est pareil à ces gaz dont la violence d'explosion est en proportion de leur degré de compressibilité. Une bonne et durable constitution lui paraissait, il y a quinze jours à peine, un idéal inespéré. En une semaine, la révolution a projeté ses désirs bien au delà. Il se délecte, il s'enivre aux syllabes, nouvelles pour lui, du mot *respoublika*, et c'est déjà la république sociale qu'il lui faut.

— La Révolution française? disent avec une moue un peu dédaigneuse ceux qui la connaissent mal. Il en est sorti une nation de bourgeois. Nous ferons plus vite et mieux!

D'autres, qui n'ont retenu du grand mouvement libérateur émané de la France que le côté sanglant, comme des enfans dont le cerveau reste fermé aux idées, mais dont les sens et l'imagination perçoivent le choc d'une image tragique, vont répétant avec un naïf orgueil :

— Chez nous, ce n'est pas comme en France ; nous avons fait notre révolution sans presque verser de sang !

Et quelqu'un d'ajouter, conciliant :

— Vous savez... la Révolution française... il y a déjà plus d'un siècle... Les gens sont plus civilisés à présent.

Mais, en faisant entrer en jeu la civilisation actuelle, aucun de ces hommes ne songe à tourner ses regards vers l'Allemagne assassine obligeant le progrès humain à se faire le complice du meurtre et de la ruine, à ramener sa pensée sur les ruines de Liége, d'Ypres, de Louvain ou de Reims, la deux fois sacrée, — par l'histoire et par le malheur !

Il n'est pas rare d'entendre au coin d'une rue, dans un magasin, quelque Russe plus instruit ou quelque Français blessé dans sa fierté nationale, exposer avec calme ou développer avec des gestes véhémens ce que fut la Révolution française, génératrice de toutes celles du présent et de l'avenir. Et, pendant ce temps, plus éloquent que toutes les paroles, dominant toutes les controverses, l'air sublime de *la Marseillaise* traverse l'espace, pareil à la personnification grandiose que Rude en plaça sur l'un des piliers de l'Arc de Triomphe, et entraîne toutes les âmes au vent de son fougueux élan !

Une foule, plus avide que curieuse, se presse autour d'une façade en angle sur la rue de la Poste et la ruelle de la Garde-à-Cheval. Cette façade est tout ce qui reste du somptueux hôtel du comte Frédériks, ministre de la Cour. J'ai connu le comte Frédériks (1) lors de mon séjour à Livadia, où il se reposait avec sa famille. C'était un de ces Russes d'origine allemande lettrés, cultivés et courtois, comme il s'en rencontre entre Libau et Narva, dans les provinces russes de la Baltique, parfois très sincèrement attachés à la Russie et dont le mélange du sang, l'effet de l'éducation et des habitudes ont fait un type tout à fait spécial. Quant au comte Frédériks, son titre de ministre de la Cour, au moins autant que son origine allemande, a fait

(1) Le baron Frédériks reçut de l'empereur Nicolas II le titre de comte.

que la haine du peuple s'est abattue sur lui dès la première heure. Son hôtel, où s'étaient peu à peu accumulés les objets les plus précieux et les pièces de collection les plus rares, a été envahi, pillé, puis incendié. On prétend cependant que bon nombre des trésors artistiques qu'il renfermait ont été sauvés. Maintenant, des yeux et des mains avides fouillent entre les pierres calcinées, cherchant s'il ne reste pas quelques précieux débris à recueillir. Le comte, actuellement arrêté, se trouvait auprès de l'Empereur au moment du désastre. Sa femme, âgée et malade, put être secrètement transportée dans un hôpital où on la cache sous un nom d'emprunt; sa fille, atteinte de scoliose, réussit à se sauver. Quant au comte, on l'accuse d'avoir comploté contre la Russie en faveur de l'Allemagne. Il est difficile de démêler avant le procès ce qu'il peut y avoir de vrai ou de faux dans ces accusations. Le fait certain, c'est que la Russie, empoisonnée du venin allemand depuis Pierre le Grand, n'a pas su s'en délivrer au moment de la guerre. Le peuple de la révolution fera-t-il ce que n'a pu ou voulu accomplir la monarchie tsariste? Jusqu'à présent, et sauf le comte Frederiks, il ne paraît pas qu'aucun Allemand de Pétrograd ou d'ailleurs ait été molesté en rien.

Sur la place d'Isaac, grande affluence autour d'Astoria, hier encore le plus luxueux, le plus bruyant, le plus select hôtel de Pétrograd, réduit maintenant au silence et à la désolation. Sa façade plate, sa lourde architecture germanique, ses glaces extérieures brisées, forment un sinistre pendant aux fenêtres aveuglées de planches, au fronton découronné de l'ambassade d'Allemagne qui lui fait face et dont il fut, avant la guerre, un des centres d'espionnage les plus actifs.

Le long de la riche Morskaïa (rue de la Mer), bordée des plus beaux magasins de la ville, et de la Perspective Newsky, les autos particuliers qui ont pu échapper à la réquisition commencent à se risquer hors de leur garage, et les gens timides à sortir des maisons où une semaine de terreur les confina. Les portraits de la famille impériale, jusqu'à celui de la grande-duchesse Tatiana, qui fut la préférée du peuple russe, ont disparu des vitrines. Sur les monumens d'où on n'a pu le retirer encore, le monogramme de l'Empereur est recouvert d'un lambeau d'étoffe rouge. C'est ainsi que la grille du Palais d'Hiver, sur laquelle ce monogramme, enfermé dans un médaillon, se répète

de distance en distance, semble de loin porter des stigmates de sang. L'impression vous hante à la longue de ces drapeaux rouges, de ces revêtemens d'étoffe rouge, de ces cocardes rouges attachées aux manteaux ou piquées aux bonnets de fourrure, de ces affiches rouges plaquées aux murs, — lambeaux arrachés par la colère du peuple à la pourpre impériale du dernier des Romanoff.

Sur quelques maisons on lit encore, tracé à la machine à écrire, l'*Appel des soldats consciens*, affiché le 1er mars, et invitant la force armée à maintenir l'ordre dans la rue pendant les jours qui vont suivre. L'Appel constate que, malheureusement, des magasins ont été pillés, des maisons et des domiciles particuliers violés et dévastés, et il ajoute : « Ces désordres ne servent qu'à discréditer dans l'opinion publique le grand mouvement révolutionnaire du peuple russe, et il est de notre devoir de les rendre impossibles. »

Nous voici arrivés à la hauteur de Gostiny-Dvor. On nomme ainsi un vaste bâtiment blanchi à la chaux, composé d'un rez-de-chaussée surmonté d'un étage en cintre et entouré d'un promenoir à colonnes. Il n'est pas de ville russe tant soit peu importante qui ne possède son Gostiny-Dvor. Cela tient le milieu entre le bazar oriental, — si amusant avec ses ruelles étroites et couvertes, ses boutiques où l'artisan travaille sous les yeux de l'acheteur — et nos grands magasins d'Occident.

Le Gostiny-Dvor de la Perspective Newsky mesure environ une verste de tour (1), et contient près de 200 boutiques, ayant chacune sa spécialité. Par tous les temps et dans toutes les saisons, la circulation est intense sous le promenoir. On y entend toutes les langues d'Europe ou d'Asie, on y rencontre tous les types humains, on y croise tous les costumes, depuis le cafetan du Sarte, bordé d'un liséré de fourrure et ouvert sur une longue tunique de couleur tendre, jusqu'aux derniers modèles de la mode parisienne. C'est un lieu de rendez-vous et de caquetages autant que de négoce. Quelques semaines avant la Révolution, on s'y pressait encore autour de la petite boutique du marchand grec, d'où s'échappait une alléchante odeur de sucre brûlé. On trouvait là toute la bonbonnerie chère à l'Orient... et à la gourmandise des Russes. Le sucre, devenu

(1) Un peu plus d'un kilomètre.

rare, a terriblement renchéri ; la boutique du marchand grec et ses noix caramelées, son *halvatt* et ses figues confites s'en ressentent.

Aujourd'hui, une étrange scène se déroule à Gostiny-Dvor. Un jeune homme en costume d'étudiant monte sur une estrade improvisée, crie et gesticule. Nous approchons. On entend :

— Le numéro d'hier du journal de Moscou *Rannïé ontro* (la première heure), cinq *kopeks!*... Qui donne plus?...

— Deux roubles ! crie une voix.

Et aussitôt, l'enchère monte : 10 roubles ! 15 roubles ! 18 ! 28 !... Enfin, le numéro est adjugé à 50 roubles.

Les journaux de Pétrograd ayant cessé de paraître depuis une semaine et l'arrivée de ceux de Moscou ayant été interrompue pendant trois jours, les étudians ont eu, dès la reprise de service des chemins de fer, l'ingénieuse idée de vendre aux enchères, et au profit des postes de ravitaillement pour les soldats, les premiers numéros parus. La criée a été productive à Gostiny-Dvor ; elle ne l'est pas moins, au coin de la rue Troïtskaïa où la même scène se renouvelle. Un numéro du *Rouskoyé Slovo* a été adjugé à 100 roubles, ainsi qu'un *Rousky Viédémosti* et la foule d'applaudir et d'accompagner les acheteurs avec des ovations frénétiques. On dit, mais je n'ai pas assisté aux enchères, que sur un autre point de la Newsky un numéro de ce même journal a atteint le prix fantastique de 10 000 roubles (plus de 20 000 francs).

Un trafic original se fait sur les ponts où l'on vend à vil prix des revolvers, des fusils, des sabres d'officiers et des *kortiks* (épée courte) de marins, volés aux officiers, pris à l'Arsenal ou réquisitionnés sans droit dans les maisons.

Bien que les tramways ne fonctionnent pas encore, que les *isvostchiks* soient rares et d'un prix inabordable et que l'on commence à trouver bien long le chemin, nous poussons jusqu'à la place Znamenskaïa où eut lieu le choc sanglant du 26 février, entre l'armée et la police. La statue équestre de l'empereur Alexandre III, lourde et sans majesté d'ordinaire, et qui assista à l'effroyable combat, se dresse, invisible et tragique, sous un revêtement d'étoffe rouge, comme si avait passé sur elle toute la vague de sang.

A Pétrogradskaïa-Stérana, à Viborskaïa, où retentissent les sinistres clameurs de la faim, à Vassiliewsky-Ostrow et dans

tous les quartiers ouvriers, l'effervescence n'est, paraît-il, pas calmée encore. Le chômage continue dans les usines. Des ivrognes traînent par les rues. On continue à traquer les derniers représentans, à poursuivre la police. Quelques coups de feu ont été échangés... derniers effets d'un orage qui va s'apaisant.

A LA CASERNE. LE CONSEIL DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS

Guiorgni, le matelot, est revenu tout triste de la caserne, Certains de ses « camarades » lui ont reproché d'être un « lécheur d'assiettes » parce que, malgré la suppression des « ordonnances, » il continue à demeurer dans la famille de son lieutenant à laquelle il s'est attaché. Lorsqu'il entra comme matelot au service du lieutenant de marine, S... Guiorgni était un garçon pâle et délicat. On lui épargna les travaux pénibles, les courses par les grands froids ; sa santé se fortifia peu à peu.

— Ne jugez pas du service des ordonnances et des matelots en Russie par ce que vous avez sous les yeux, me dit quelqu'un. Chez le lieutenant S... les subalternes sont traités « à la française ; » mais la façon dont se comportent avec eux la plupart des officiers, et surtout leurs femmes, n'explique que trop leur animosité et leur révolte. Tout ce qui porte un uniforme en Russie se croit en droit d'être hautain, arrogant, voire brutal.

Même après la Révolution de 1905 des punitions corporelles n'ont pas disparu du code militaire russe. Un jeune docteur militaire m'a assuré qu'avant la révolution il arrivait encore qu'un soldat fût passé par les verges, même sur le front.

— Il est vrai, m'a-t-il dit, que c'était presque toujours dans des cas où les sévérités de la discipline eussent exigé la peine de mort.

Un autre officier m'a raconté ceci :

— Un jour de la fin de l'hiver 1916, j'arrive à N... et je me rends tout droit à la caserne. La ville regorgeait de soldats. N... est un des centres militaires les plus importans du Nord-Ouest. Elle reçoit surtout les paysans des gouvernemens du Nord, qui sont les plus arriérés de la Russie. Aussi est-elle renommée pour l'ignorance de ses recrues. Ce sont de braves gens, mais

qu'aucun facteur de civilisation n'a touchés. Leurs villages restent isolés les uns des autres pendant la plus grande partie de l'année, et les hommes n'y ont de contact entre eux qu'à l'époque des foires où l'on s'en va vendre les peaux des animaux tués pendant l'hiver. Imaginez ces gens transportés tout à coup à la ville, à la caserne. Tout leur est un sujet d'étonnement, d'admiration ou de terreur. Le dernier des gradés leur apparaît comme une espèce de Dieu, omnipotent et omniscient. Ils ne manquent pas d'intelligence, mais tout concourt à les paralyser : leur vocabulaire, qui les sert mal, leurs gestes que la timidité rend gauches. Ils comprennent à peine les ordres qu'on leur donne, et Dieu sait comment ils les exécutent! Une parole ou un geste de colère les terrorise et il faudrait être un ange pour rester calme auprès d'eux. Cependant, une fois le sentiment de terreur dompté, ils sont, comme les autres, capables de faire d'excellens soldats, mais aussi de se livrer aux pires fantaisies.

Donc, j'arrive à la caserne. J'entre au poste de la compagnie. Plusieurs gradés y sont réunis autour d'un *praportchik*. Une botte gît sur le plancher, la tige fendue du haut en bas, avec un couteau. Le *praportchik*, furieux, gesticule et crie :

— En voilà une brute! Fendre sa botte pour couper à l'exercice! Et, en temps de guerre, encore! Ah! il va voir! Il va voir!

Presque au même moment, on introduit le soldat.

— Te voilà! brute! triple brute! crie l'officier.

Et, saisissant la botte par la tige, il en soufflette l'homme à droite, à gauche, encore et encore, jusqu'à ce que, fatigué, il jette la botte dans un coin :

— A présent, file!

Le soldat ne se fait pas répeter le commandement; mais il n'a pas plutôt fait demi-tour qu'il reçoit dans le bas de son individu, un coup de pied solidement appliqué et qui l'envoie buter du nez contre la porte par laquelle il allait sortir.

J'avais assisté, muet, à toute la scène.

— Je vous demande pardon, mon cher, dit alors le jeune officier en se tournant vers moi; mais que faire avec ces brutes? Ma correction lui épargne quelque chose de pis.

— Peut-être, en effet, dis-je, si on avait demandé son avis au soldat, aurait-il choisi de lui-même la punition imaginée

par son officier, plutôt que le jugement militaire encouru; mais qu'est-ce que cela eût prouvé, sinon que la dignité d'homme n'avait été ni éveillée, ni cultivée en lui?

— C'est précisément à cette conclusion que j'en voulais venir. Toute la supériorité de la discipline française sur la nôtre est là.

Quel terrible cercle : le subordonné abruti par la peur; l'abrutissement du subordonné provoquant dans le chef la colère qui crée la peur! Cependant ne généralisons pas outre mesure. Il est, dans tel régiment, tels officiers qui surent concilier la dignité humaine et la discipline.

— Je me revois à la caserne de notre régiment avant la guerre, me dit le capitaine V... C'est le moment de la conscription. Les jeunes conscrits vont venir. Chaque officier les attend dans sa compagnie. Ils arrivent. Ce sont de beaux gars, triés sur le volet, bien musclés, intelligens. Mais ce sont des paysans, un peu troublés par tout ce que leur situation comporte de nouveau et d'inattendu. L'officier les reçoit, les inscrit, leur montre les tableaux qui rappellent les gloires du régiment auquel ils vont avoir l'honneur d'appartenir, et dont ils auront à continuer les traditions, puis il les conduit devant l'icone. Ainsi la première personne avec laquelle le soldat entre en contact, c'est l'officier appelé à le commander.

« Maintenant, imaginez les rapports qui vont s'établir entre ces deux hommes de milieu, d'éducation, de mentalité si différens. Le plus souvent, le *moujik* n'a fréquenté aucune école; il ne peut s'exprimer qu'en un langage primitif comme sa pensée même. Du grand pays qu'il habite, il ne connaît que son village, perdu dans l'immensité des plaines, entre l'étang et la forêt. En fait d'édifice, il n'a vu que son église ou celle du bourg voisin Arraché à ces spectacles familiers, il se sent faible, isolé, perdu. A côté de lui vit un autre homme, à la démarche aisée, à la parole facile, et cet homme est son chef. Il en a d'abord eu la crainte; puis il s'est aperçu que ce chef était bon. Or, de tous les sentimens, celui auquel le paysan russe est le plus accessible, c'est la bonté. Le voilà rassuré; à la crainte succède le respect. Les jours passent; l'accoutumance se fait. Il ne tarde pas à s'apercevoir que tout ce qui lui arrive d'agréable ou d'utile à la caserne lui vient par son officier. Il y est entré illettré; son officier l'instruit; il assiste aux cérémonies du

culte, et son officier y assiste avec lui. Est-il aux prises avec une difficulté, il lui suffit d'en faire part à son officier pour qu'elle s'aplanisse. Ainsi naissent en lui la confiance et cet attachement qui, sur le champ de bataille, le rendra obéissant et dévoué jusqu'à la mort. »

Ainsi parla le capitaine V... Étrange contraste entre ce tableau idyllique et la scène peinte par le jeune officier de N... La Russie est faite de ces contradictions...

Quoi qu'il en soit, Guiorgni souffre de quitter un milieu qui convenait à son âme exempte de vulgarité. Assis sur une chaise de la cuisine, dans une pose affaissée, il se lamente :

— Qu'est-ce j'irai faire avec eux? *Bog snaït!* (Dieu le sait!) On ne dirait plus des hommes. Ils disent qu'il ne doit plus y avoir d'officiers et que, s'il y en a, c'est eux qui les choisiront. A la caserne, ils m'ont chargé des travaux les plus durs!... Et voilà, ajoute-t-il non sans logique, ils appellent cela la liberté!... La leur, peut-être... Mais la mienne, qu'en font-ils?...

Il faut bien le dire, car cela est désormais de l'histoire, c'est le *pricaz* (ordre) n° 1 publié par le Conseil des députés des ouvriers et des soldats (1) qui a fait tout le mal. Ce Conseil, aujourd'hui tout-puissant, est sorti du groupe des députés *troudoviki* ou *travaillistes*. Il existait déjà lors de la révolution de 1905 et joua un grand rôle pendant les terribles journées de janvier, sous la présidence de Kroustaloff-Nassar. A son nom ancien, il a ajouté les mots « et des soldats, » afin de comprendre dans son sein l'énorme masse des travailleurs actuellement sous les drapeaux. Deux de ses membres, MM. Kérensky et Tchkéidzé siègent à la fois dans le Gouvernement et dans le Conseil. Il tient ses séances au Palais de Tauride, qui fut celui de la Douma. Socialiste, il a refusé de suivre M. Rodzianko et le Gouvernement provisoire, qui se seraient contentés d'une monarchie constitutionnelle, au moins jusqu'à la convocation de l'Assemblée nationale constituante. Il a insisté pour l'établissement d'une républiqne démocratique et c'est lui qui l'a

(1) Le « Conseil des Députés des ouvriers et des soldats » est composé d'environ 2 000 membres, élus par les masses civiles et militaires sous la présidence de A. F. Kérensky et de Tchkéidzé, député du Caucase. C'est une sorte de Conseil révolutionnaire dont les tendances rappellent celles du club des Jacobins dans la Révolution française. Pour plus de facilité, nous le nommerons simplement ici : Le Conseil.

emporté. Néanmoins, la création d'un gouvernement définitif reste l'œuvre attendue de la grande Assemblée.

A plusieurs reprises, la situation a été très tendue entre le Gouvernement et le Conseil, leurs ordres étant parallèles et contradictoires. Grâce à une première intervention du député Kérensky, le Conseil consentit à renoncer à des querelles de partis, et A. F. Kérensky entra au Ministère avec le portefeuille de la Justice. Malgré ses promesses et en maintes occasions, le Conseil a mis le Ministère en échec et l'on peut prévoir le jour où il en provoquera la chute. Son rôle tend sans cesse à grandir, étant donné qu'il a aussi pour lui la formidable masse paysanne, à laquelle il a promis la terre, et dont le Congrès se réunira dans quelques semaines à Pétrograd.

Dès sa formation, le Conseil, par le *pricaz* n° 1, intima l'ordre aux soldats de terre et de mer de n'obéir à leurs officiers qu'à la condition que leurs ordres seraient en conformité avec les siens. Il supprima le tutoiement; les officiers, jadis gratifiés d'un titre, durent être désignés désormais par leur grade. Il déclara que les soldats étaient libres après leurs exercices et égaux à tous les citoyens, — ce qui leur ouvrait le vaste et dangereux champ des controverses politiques. Ce faisant, le Conseil a tué dans l'armée la discipline. La liberté est un vin fort qu'il ne convient pas de boire d'un seul trait.

Le même *pricaz* subordonnait les officiers aux soldats en les soumettant à leur élection. Voici comment la scène se passe. Le *feld-webel* donne le nom d'un officier qui commandait la section ou la compagnie et le met aux voix. A mains levées, les soldats acceptent ou rejettent. Cela a donné lieu à des scènes qui seraient comiques dans un autre temps et pour un autre objet. La plupart des soldats ne connaissent pas le nom de leurs officiers, qu'ils désignent ordinairement entre eux par une particularité quelconque. Les votes se font donc au hasard et engendrent toutes sortes de méprises : on voulait celui-ci, et c'est précisément cet autre qu'on a nommé... Regrets, criailleries, discussions... Mais c'est ici comme aux enchères : une fois que le marteau a frappé sur la table et que la voix du commissaire a crié : « Adjugé! » on n'y revient plus.

Le Conseil a institué en outre des comités de soldats, pour veiller à l'ordre du régiment et reviser les punitions infligées par les officiers. Ces comités, limités d'abord à Pétrograd, se

sont peu à peu établis sur le front. Rien que la formation des comités de compagnies a retiré de la zone active de guerre plus de 30 000 hommes qui ont passé à l'arrière du front avec les états-majors, les réserves et les auxiliaires.

Les officiers ont eu beaucoup à souffrir du fait de cette dernière institution. Chargés de toute la responsabilité et privés des droits correspondans, ils n'osent donner un ordre dans la crainte de le voir discuté ou enfreint. Tous ceux d'entre eux qui le peuvent passent dans les cadres de la réserve et, sans la guerre, ils donneraient en masse leur démission. Au début de la Révolution, se montrer dans la rue constituait, pour un officier de terre ou de mer, un acte de courage : « Nous préférerions être tués par les balles allemandes! » disaient-ils. Ce danger a disparu, mais un officier risque à chaque instant d'être blessé dans sa dignité d'homme ou de soldat.

La plus grande confusion règne dans les casernes : des mitrailleurs se sont trouvés, on ne sait comment, chez les fantassins ; des cavaliers de Krasnoïé-Sélo ont échoué dans une des milices,où ils vivent pêle-mêle avec les miliciens ; le 2e mitrailleurs d'Oranienbaum a pris possession de l'École des Ingénieurs où il a fallu établir pour lui un poste de ravitaillement.

Les résultats désastreux et foudroyans de l'ordre n° 1 ne tardèrent pas à épouvanter même le Conseil. Par le *pricaz* n° 2, il rappela les soldats à l'ordre, à la tenue et à la discipline. Mais le mal était déjà profond. Après des jours de complète licence, de promenades et de flâneries désordonnées à travers la ville, quelques patrouilles commencent à sortir. La foule s'arrête et regarde, étonnée. Le contraste est si grand, entre les uniformes soigneusement ajustés, l'allure martiale d'autrefois et le laisser aller, la démarche peresseuse d'aujourd'hui!... Sont-ce là les armées héroïques des champs de la Prusse orientale, des campagnes de Pologne et de Galicie? Sont-ce là les soldats de la Révolution?

L'ORDRE DANS LA RUE. — LA JOURNÉE D'UN MILICIEN

Un jeune homme monte la garde dans notre rue. Il est vêtu d'un uniforme d'étudiant noir à pattes bleues et, à boutons de cuivre, et il porte un brassard avec les lettres GM. peintes en rouge sur fond blanc. Cela signifie *Gorodskoïa Militri*, Milice

de la Ville. C'est un de ces miliciens qui ont été appelés à remplacer la police après sa disparition.

La milice, aujourd'hui notre unique sauvegarde contre les excès d'une cohue lâchée et sans frein, s'est d'abord organisée automatiquement. Dès les premiers jours de la Révolution, les étudians prirent sur eux de maintenir un ordre relatif dans les rues où l'armée ne pensait qu'à combattre et où se répandaient les prisonniers de droit commun, libérés par l'incendie des prisons. Dès le 27 février, l'inscription des jeunes volontaires était reçue à la Douma de la Ville ; le 1er mars, le Comité provisoire exécutif de la Douma confiait à M. Krijanowska la mission d'organiser la milice de Pétrograd. Elle s'installa au petit bonheur, dans les quelques *ovitchastoks* qui avaient échappé à l'incendie ou dans des locaux provisoires.

Les nouveaux enrôlés, dont quelques-uns, dans les débuts, avaient à peine seize ans, organisèrent des patrouilles, se mirent de faction à l'angle des rues, tandis que d'autres se tenaient en permanence au commissariat, prêts à accourir au premier appel téléphonique parti d'une des maisons de leur quartier. C'est qu'on n'était guère rassuré dans les demeures particulières !... Des bandits, profitant du trouble, y pénétraient sous prétexte de perquisition, volant et terrorisant. La Douma avait, il est vrai, recommandé à la population d'exiger pour n'importe quelle visite domiciliaire un ordre scellé de son sceau, mais la crainte et l'affolement étaient tels que l'on cédait à la moindre pression. Dès que l'on sut qu'il suffisait d'un appel téléphonique pour être secouru, on se rassura.

Peu à peu l'ordre se rétablit. On organisa une véritable police privée : commandans de quartiers, commandans de rues et commandans de maisons. Tous ces emplois furent assumés par des hommes de bonne volonté. Le commandant de maisons dut établir l'ordre de garde pour tous les locataires (une heure par jour) avec un roulement régulier. Les locataires ayant des raisons valables pour se dispenser de cette garde purent, moyennant rétribution, se faire remplacer par un milicien. Ces locataires de garde, ou l'homme qui tenait leur emploi, étaient les « assesseurs » du *starché-dvornik* ou portier-chef.

Il convient de dire que les maisons de Pétrograd ne ressemblent en rien à nos demeures parisiennes. Ce sont pour la plupart des espèces de cités à plusieurs cours et à deux ou trois

entrées. Un seul homme n'en peut assurer la surveillance. Chacune d'elles possède son *starché-dvornik*, ses « suisses, » son gérant, sa « chancellerie. » A Pétrograd, l'espace, les rues, les places, les monumens, les maisons et jusqu'aux appartemens, tout est immense et souvent hors de proportions.

Le bienfait de l'institution nouvelle n'a pas tardé à se faire sentir. Le calme, la confiance, la sécurité sont revenus peu à peu. Les fauteurs de troubles n'osent plus se risquer à des attaques désormais difficiles et dangereuses ou, s'ils s'y hasardent, comme à la tentative de pillage faite au grand magasin des Gourmets, ils sont arrêtés aussitôt.

— Certes, la besogne ne manque pas aux miliciens, répond le jeune étudiant au brassard blanc orné de lettres rouges que je viens d'interpeller. Que n'avons-nous pas fait pendant la révolution ? Chasse aux malfaiteurs, aux agens de police, aux ivrognes ; perquisitions sur ordre ; patrouilles de jour et de nuit; poursuites des « autos noirs » qui nous tuaient à coups de fusil dans la nuit : nous avons vraiment goûté de tout! Ma journée?... Cela vous intéresse. C'est à peu près celle de tous mes camarades, vous savez...

— Racontez tout de même.

— Eh bien, voilà. Il y a une semaine à peine que je suis milicien. J'ai choisi le service extérieur comme plus actif. J'arrive vers dix heures du matin à la milice et j'en pars... quand je peux. Avant-hier, l'aide-commissaire me dit : « Ne vous en allez pas, il y a une affaire intéressante. Je vais faire un tour à la chancellerie. » Avez-vous vu notre commissariat? Non? C'est un ancien poste de police ; mais comme il est changé! Au lieu de l'uniforme des *gardavoïs*, à la vérité assez élégant, mais qui gardait malgré tout un aspect servile très spécial aux yeux d'un Russe, voici maintenant l'uniforme noir et bleu à boutons d'or des étudians, la tunique grise des militaires, le vêtement noir des civils. Plus de silences solennels, de conversations mystérieuses et à voix basse ; les gens ne se signent plus de peur en entrant. Ce lieu terrible, cet antre gardé par des cerbères avides de gâteaux de miel, mais qui les acceptaient sans en être apaisés, est devenu un asile accueillant. On aime à s'y attarder pour causer des affaires générales ou particulières, et la vieille icone paraît toute réjouie du babillage et de l'activité joyeuse de cette jeunesse.

« Le commissaire me fait appeler dans son cabinet : il venait de recevoir par téléphonogramme l'ordre d'arrêter le général G... C'est un partisan de l'ancien régime, mais ses antécédens seuls suffiraient à justifier la mesure prise contre lui. Commandant du rayon militaire de V..., le général s'y fit la réputation d'un terrible justicier. Il pendait les gens comme à plaisir et s'était fait une règle de ne jamais signer une grâce ni une commutation de peine. On s'attendait à de la résistance; aussi décida-t-on de faire un choix parmi les plus forts. Je fus désigné, avec l'adjoint, deux autres miliciens et huit soldats

« Arrivés à la maison indiquée, nous plaçons un soldat en sentinelle à chaque porte. Ordre de ne laisser entrer ni sortir personne. Nous entrons dans la cour, revolver au poing. Le *dvornik*, stupéfait de voir un canon de revolver à deux pouces de son visage, se lève d'un bond, le dos arqué, les bras collés au corps et tremblant de peur. J'avais un peu envie de rire... Mais il faut soutenir la dignité de son rôle : ce n'est pas un acte d'opérette que nous jouons. Nous montons à l'appartement suspect. Le *dvornik* nous suit. La maîtresse de maison est absente. La bonne n'a pas les clés. Une seconde d'hésitation, puis nous faisons sauter les serrures des armoires, nous retournons les lits, nous vidons les grands coffres : bref, tout ce qui peut donner asile à un homme, passe par nos mains. La bobonne pleurait et s'essuyait les yeux avec son tablier blanc.

« La crainte est, dit-on, le commencement de la sagesse : nous l'avons bien vu. Le *dvornik* sur qui la menace du revolver, compliquée de sa responsabilité personnelle, continue d'agir, s'avise soudain de nous donner une adresse où il se pourrait bien que notre gibier se cachât... Et nous voilà dégringolant l'escalier, non sans avoir placé une sentinelle à côté du téléphone, afin d'éviter les risques d'un avertissement officieux.

« Une foule de curieux s'était amassée devant la porte. On est déçu de nous voir redescendre seuls! Songez donc, quel plaisir d'annoncer au dîner, en servant le *borchtch :* « Vous savez, on a arrêté le général G... J'étais là! » Une locataire à qui on avait refusé l'entrée de la maison s'était tranquillement installée dans notre auto pour se réchauffer et lisait le journal. Il y avait à peu près 20° de froid!

« Au commissariat du rayon où nous devons prendre un nouvel ordre de perquisition, nous laissons partir nos camarades

et nous ne restons que deux, l'adjoint du commissaire et moi. Mon compagnon monte à l'appartement, tandis que je me tiens debout près de la porte d'entrée, avec un revolver de dame à la main, un vrai joujou nacré... Tout à coup, doucement, doucement, une tête passe dans l'entre-bâillement de la porte, je reconnais le général. La souris est prise! Je braque mon revolver entre les deux yeux de l'homme. Il tressaille, s'arrête. J'étais décidé à tirer au moindre mouvement. Il n'en fit aucun, et se rendit. En plus ou moins de temps, c'est ainsi qu'ils se sont laissé prendre, tous. »

LA FÊTE RÉVOLUTIONNAIRE

Les tramways recommencent à circuler. Mais heureux qui peut les prendre! Non seulement ils sont bondés à l'intérieur au point qu'une fois entré on n'en peut plus sortir, mais les voyageurs, les militaires surtout, obstruent l'entrée et la sortie, pendent en grappes le long des appuis-main de cuivre, s'accrochent aux moindres saillies, se suspendent les uns aux autres comme de monstrueux essaims!... Jadis les soldats n'avaient accès que sur la plate-forme de devant; la révolution leur ayant donné tous les droits, ils en usent! On ne voit plus qu'eux dans les trains! Comment lutter d'agilité ou de force avec ces gaillards aux muscles puissans, capables de vous envoyer d'un coup de pouce rouler au milieu de la chaussée? Parfois, cependant, ils mettent une certaine bonhomie à vous aider dans vos tentatives d'escalade. Vous tendez une main confiante, le tramway démarre et... vous restez, jusqu'au prochain arrêt, suspendu à une poigne aussi solide qu'un crampon de fer.

Dès cinq heures les premiers jours, à six heures maintenant, la circulation s'interrompt, les usines se ferment, les magasins mettent leurs volets. Ne faut-il pas que conducteurs, ouvriers, employés prennent part aux réunions du soir?... Car la fête révolutionnaire a commencé. On a beau crier : « Et la guerre! Et la reprise du travail! » Nul n'écoute. « Un pied dans l'usine, un pied dans la rue, » telle est la devise.

La boutique ou le bureau fermés, on se précipite au dehors, à pied dans la boue du dégel. Il n'est pas de quartier qui n'ait ses salles de réunion et ses orateurs. Le plus souvent, le meeting est agrémenté d'un concert. Tous les artistes se font un honneur

de prêter leur concours à ces fêtes révolutionnaires. Aussi, sous le lourd manteau qui n'épargne ni les ruches ni les volans, les citoyennes ont fait un brin de toilette. On s'engouffre entre les globes électriques, on quitte les pelisses et les caoutchoucs, on ajuste son vêtement ou ses cheveux en passant et, de l'entrée au vestiaire, le pavé où tant de « galoches » boueuses ont traîné n'est plus qu'un bourbier affreux.

Une atmosphère ardente règne dans la salle, — l'atmosphère d'un camp les soirs de victoire!... Libre! Libre! on est libre!... De toutes parts résonne ce mot : *Soobodia* (liberté) ou cet autre : *tavarish* (camarade)! J'avoue entendre ce dernier sans plaisir depuis l'odieuse profanation que les Allemands en ont faite. En Russie, y a quelques semaines encore, on s'abordait avec une tendre appellation : *bratie* (1) (frère) ou *sistra* (sœur). Combien cela était plus doux! Le terme de « camarade, » plus socialiste, a remplacé l'ancien, et c'est grand dommage.

Il n'est pas une de ces réunions où quelques-uns des grands orateurs de la révolution ne prennent la parole : Rodzianko, Kérensky, Goutchkow... Mais le moment le plus émouvant, celui qui soulève des tempêtes d'applaudissemens, c'est lorsque apparaît sur la scène, ou monte sur l'estrade, un des vieux combattans de la révolution russe, de 1905 ou d'avant, un Tchaïkowsky, un Lopatine, une Véra Figner, blanchi dans l'exil ou dans les prisons...

Le printemps est arrivé, brusque, brillant et chaud. Les canaux commencent à faire craquer leur armature de glace; les rues ressemblent à des lits de torrens gonflés par les pluies d'hiver. On passe sur des planches, on piétine dans la boue, on s'enfonce dans un cloaque, mais on a du bleu sur la tête et de l'espérance dans le cœur. Pourquoi donc une telle espérance? Les Allemands ont-ils évacué la frontière, de Libau à la Bessarabie? Les usines débordent-elles à ce point d'obus que nous puissions escompter une définitive victoire? Pétrograd regorge-t-il de vivres? et n'y mourra-t-on plus de froid l'hiver prochain? Les millions de réfugiés qui font craquer les ceintures de nos villes vont-ils rentrer dans leurs foyers?

— Non, en vérité, non; mais ne savez-vous pas que c'est la révolution?

(1) « Bra*tie*, » prononcez comme *tie* dans É*tie*nne.

— Oui, oui, je sais, c'est la révolution ; mais à quoi bon l'avoir faite, si c'est pour tomber demain sous la servitude allemande?

Déjà, heureusement, un mouvement se dessine en faveur d'une reprise active de la guerre. Des soldats venus du front ont jeté le cri d'alarme : les provisions d'obus diminuent, l'élan héroïque des troupes menace de se ralentir... Et de toutes parts des manifestations militaires s'organisent : les soldats reprennent leurs promenades rythmées par les chants nationaux ; on passe des revues de troupes sur la grande place du Palais d'Hiver. Tout le long de la Perspective Newsky, les Cosaques ont défilé avec leurs drapeaux et leurs lances... Puis ce fut le tour des Écoles militaires : l'infanterie (École Vladimir et Paul), l'artillerie (École Michel et Constantin) traînant ses canons et ses caissons. D'éloquentes inscriptions en lettres d'or éclatent sur le rouge des oriflammes : *Orondi soldatam* (Des canons pour les soldats). Et *la Marseillaise* enroule tout dans sa frémissante volute !

Tant de courans se croisent et se contrarient en ce moment dans la capitale bouillonnante que la pensée y perd, à chaque instant, son fil directeur. Tandis que soldats ou officiers du front, élèves-officiers des Écoles, cherchent à canaliser vers eux l'attention et l'enthousiasme, mille autres sujets les sollicitent. Un cortège de femmes passe avec ses drapeaux, ramenant tous les esprits vers la conquête des conquêtes : le suffrage universel !... Ailleurs, les ouvriers manifestent pour la journée de huit heures ; les femmes des soldats, pour l'augmentation de l'indemnité. La réunion de l'Assemblée constituante, le partage de la terre, la question des nationalités, que de sujets dangereux et passionnans !...

L'appel à la liberté, jeté aux quatre coins de la Russie et du monde par les clairons de la révolution russe, a retenti parmi les nationalités si diverses, et pareillement opprimées, de l'ancien empire des tsars. Mazeppa en a tressailli dans les steppes de l'Ukraine et, d'entre ses rochers de granit, la Finlande se dresse, attentive. Les tronçons de la Pologne ont frémi à l'espoir d'une jonction prochaine ; l'Arménie pantelante s'est soulevée sur son lit de douleurs, la Géorgie a lancé son cri de guerre et frappé sur son bouclier !... Dans toutes les rues de la capitale, à certains jours, les étendards enfin déroulés ont claqué au vent, mêlés à la bannière révolutionnaire : le blason de

Finlande, au lion jaune sur fond rouge; le drapeau blanc, noir et azur des Esthoniens et jusqu'au bouclier de David des Israélites, — les seuls d'ailleurs dont les revendications ne constituent pas un danger pour l'intégrité de la Russie. Car on n'ose se demander jusqu'à quel point il convient d'apporter ici l'approbation ou le blâme. Que serait dans le concert futur des peuples la nouvelle Russie, diminuée de la Finlande, de la Pologne, de l'Ukraine, de l'Esthonie, de la Livonie, de la Courlande, du Caucase et de l'Arménie? Ainsi mutilée, elle reculerait, par delà Pierre le Grand, jusqu'à l'époque du grand-duché de Moscou. Mais allez donc parler raisons pratiques et économiques à d'incorrigibles idéologues! Ceux qui le tentent en ce moment, comme Milioukoff, y jouent leur popularité. D'ailleurs, c'est une façon de voir courante parmi les Russes que tous les anciens États dépendans auxquels ils offrent le choix entre l'indépendance et l'autonomie adopteront ce dernier *modus vivendi* pour former avec eux la grande république des États-Unis de Russie. Rêve voisin de l'utopie. Toutes, ou presque, les individualités consultées affirment que leur pays veut l'indépendance. De savoir s'il est capable d'en jouir d'abord et de la conserver ensuite, ce n'est pas la question, et l'avenir le montrera; mais chacun d'eux entend soutenir son droit. Le problème n'est pas nouveau; il était tout entier en germe dans la Russie d'avant la Révolution. N'en avoir pas tenu assez compte sera peut-être pour ceux qui ont préparé et déclenché le mouvement d'aujourd'hui une impardonnable faute devant l'Histoire.

Tout de même avant qu'on en arrive aux difficiles et dangereuses procédures, ces drapeaux flottans, ces enthousiasmes exhalés en chants patriotiques, ces orchestres de cuivre jetant à tous les vents l'hymne français, symbole éternel de la liberté des peuples, ajoutent à l'éclat de la fête révolutionnaire. Pétrograd est vraiment une ville en joie, frémissante de vie, de mouvement et de bruit. Les menaces de l'étranger viennent battre ses murs sans l'émouvoir, les inquiétudes du ravitaillement se perdent dans l'ivresse de la liberté, toutes les difficultés à résoudre sont rejetées dans un avenir dont l'imprécision satisfait le tempérament temporisateur des Slaves.

Pendant que le peuple fête la liberté, le Gouvernement provisoire travaille pour lui. Bureaux et commissions siègent alter-

nativement et sans interruption au Palais de Tauride. Tout est à réorganiser dans ce vaste empire, et à réorganiser en pleine invasion, avec une population mâle terriblement amoindrie. La tâche est rude. Seuls des Titans en pourraient assumer la responsabilité sans trembler. Les ministres de la jeune révolution russe sont, heureusement, ce que la nation compte de meilleur, de plus actif, de plus désintéressé et aussi de plus sage. Pendant les trois années de guerre qui rendirent si ardente leur lutte contre l'incapacité du gouvernement aujourd'hui déchu, ils ont pris, en même temps que l'habitude des affaires et du pouvoir, un contact intime avec le peuple et acquis une exacte connaissance de ses tendances et de ses besoins. Si les partis extrêmes ne l'emportent pas sur eux, on peut attendre beaucoup de l'avenir du peuple russe.

UNE INTERVIEW DE M. MILIOUKOFF

Coup de téléphone. Le secrétaire du ministre des Affaires étrangères me fait savoir que le ministre, de qui j'ai sollicité une interview, me recevra ce jour même, à une heure et demie. Un coup d'œil à la pendule, midi 45. Je n'ai que le temps ! Vite ma toque, mon manteau, mes bottikis... Je hèle un *isvostchik* et en route pour la Place du Palais.

Qui ne connaît le ministre actuel, M. Milioukoff? S'il fut sous le tsarisme ce qu'on appelait un « homme européen » par l'étendue de ses connaissances, par la largeur de ses vues et l'indépendance de ses idées, il l'est aujourd'hui par sa réputation. C'est un des hommes qui ont le plus fait pour la Révolution russe. Exilé pour son libéralisme, puis revenu dans son pays avec un bagage intellectuel accru, M. Milioukoff joua un rôle important comme publiciste pendant l'époque qui précéda immédiatement la Révolution de 1905. Il fut l'un des principaux organisateurs du parti *Konstitutional-Démocratt* ou *Cadet*. Depuis, il a suivi une ligne politique continue. Il a représenté son parti à la troisième et à la quatrième Douma avec maîtrise et éloquence, et s'est trouvé y être sans cesse l'un des principaux leaders. Après la prorogation de la Chambre, en juillet 1915, il commença l'organisation du Bloc, coalition de tous les libéraux à quelque parti qu'ils appartinssent, et qui fit la force de la quatrième Douma. Son discours, à l'ouverture

de l'avant-dernière session 1/14 novembre 1916, fit en Russie et à l'étranger une très grande impression.

C'est un homme intègre, modéré, mais profondément libéral, et très au courant des nécessités vitales de son pays.

Dans le vaste salon ministériel, je retrouve le même accueil aimable et simple que M. Milioukoff me faisait en 1915, lors de mon arrivée en Russie, dans son cabinet de travail de la rue Bassenaïa. Seulement, alors, un sourire de tristesse errait sur sa bouche ; maintenant ce sourire est d'espérance...

Après avoir fait allusion, pour les réfuter, aux craintes de paix séparée qui ont percé dans le public en ces derniers temps, le ministre déclare :

« La guerre que nous menons et à laquelle l'Allemagne nous a contraints est une guerre libératrice et, comme telle, en concordance avec les idées généreuses de la démocratie. » Puis, après avoir exposé, avec la clarté qui lui est coutumière, les raisons déterminantes de la Révolution russe : germanophilie des hautes sphères, mésentente entre le gouvernement et le peuple, M. Milioukoff ajoute : « Le militarisme prussien, l'autocratisme prussien sont en opposition flagrante avec les principes de la démocratie russe. L'Allemagne est la dernière forteresse de l'autocratie en Europe. La victoire des Alliés sur l'Allemagne prussianisée sera donc le triomphe de l'idée démocratique. La démocratie russe veut ce triomphe.

« Il est vrai qu'il peut y avoir des doutes chez nos Alliés, des craintes même d'un affaiblissement possible de nos forces à cause des conséquences immédiates et inévitables de la révolution : la grève, l'indiscipline, la diminution momentanée de la production. Tout cela n'est que temporaire. Je puis même dire que ce sont des inconvéniens qui appartiennent déjà au passé. Dans les usines, le travail reprend ; dans les casernes, la discipline se rétablit peu à peu. Après ce trouble passager, ces nouvelles forces créatrices se montreront dans leur pleine lumière avec la totalité de leur pouvoir créateur. »

Paroles réconfortantes si l'avenir les justifie ! Certes, la Russie est incapable de trahir ses engagemens. Ce qui est à craindre, c'est un affaiblissement de ses forces militaires, une trop complète absorption de son énergie par le mouvement révolutionnaire, un désintéressement dangereux de la guerre

qui est, en réalité, sa plus grande affaire du moment, celle dont le succès peut seul consolider sa jeune liberté.

POUR ÉCLAIRER L'AVENIR

Bien des changemens se sont opérés en peu de jours. La révolution russe évolue avec une rapidité inouïe vers le socialisme. Au 20 mars, l'horizon politique russe peut se limiter ainsi. A l'extrême droite, M. Milioukoff, partisan et continuateur, — avec des nuances, bien entendu, — des idées de M. Sazonoff : continuation de la guerre et pour cela accroissement progressif et continu de la force militaire ; responsabilité dans les affaires balkaniques ; annexion de Constantinople et des Détroits après la victoire. A l'extrême gauche se dresse la dangereuse fraction des socialistes *bolché-wiki*. Ce terme appelle une explication. Il y a une dizaine d'années, des conférences du parti social-démocrate russe se tinrent à Paris et en Suisse. Deux courans s'y sont affirmés et combattus : l'un, extrême, s'étendant jusqu'aux limites les plus reculées du programme maximiste, touchant même par certains points à l'anarchisme, reconnaissant les procédés d'action les plus énergiques et les plus violens dans la guerre sociale et la lutte des classes ; l'autre, plus modéré, vers lequel gravitaient davantage les associations professionnelles. A l'époque dont il s'agit, et sous la haute pression d'une réaction brutale, c'est le parti extrême qui eut la majorité parmi les représentans des principaux groupes socialistes. Leurs chefs ont pour la plupart partagé leur séjour entre l'étranger et la Sibérie. Ces deux courans s'intitulèrent les *bolché-wiki* et les *menché-wiki*, que l'on pourrait rendre par : les gros et les petits. Deux hommes surtout acquirent parmi eux une énorme réputation de leader : M. Lénine pour les *bolché-wiki*, M. Plékhanoff pour les *menché-wiki*.

Dans la politique actuelle, le point de vue de M. Milioukoff réunit la droite et les modérés jusqu'à l'aile gauche du parti Cadet. D'autre part, les *bolché-wiki* comptent dans leur suite toutes sortes d'élémens anarchiques, tâchent de mettre constamment en échec la politique du gouvernement, menacent de ruiner la force militaire de la Russie et, ainsi, d'ouvrir la porte aux Allemands.

Entre ces deux points extrêmes, les sentimens confus qui

flottaient dans la nouvelle atmosphère se sont cristallisés autour de deux positions intermédiaires qui se sont nettement dessinées en ces derniers jours. L'une, celle des *menché-wiki*, a prévalu dans le sein du « Conseil des députés des ouvriers et des soldats, » et a trouvé son expression dans le document historique de l'*Appel à tous les peuples*; l'autre, celle des socialistes agrariens et des *troudovikis* (travaillistes) insiste pour que soient publiées des déclarations affirmant l'extrême modération des buts de la guerre, en harmonie complète avec les principes proclamés par les Alliés pendant la première période de la guerre.

C'est entre ces deux positions nouvelles, mais déjà fortes, d'une part, et le gouvernement d'autre part, que va s'engager la lutte. Elle se livrera, vraisemblablement, autour de la question des « buts de guerre. » Elle est à peine engagée encore que déjà on parle de la nécessité pour M. Milioukoff de « se soumettre ou se démettre. » Cette exigence des partis de l'opposition pourrait bien être le point de départ d'une terrible crise pour la politique intérieure et extérieure de la Russie.

LES OSCILLATIONS DU PENDULE

Nous passons par de terribles alternatives d'espoir et de découragement. Des journées comme celle du 27 mars où un million de citoyens traversèrent, sans police et dans le plus grand ordre, les principales artères de la capitale, en portant sur les épaules ou en accompagnant, avec des hymnes et des chants, les cercueils des victimes de leur révolution, donnent le droit de tout espérer ; celles où un peuple enthousiaste s'en va, musique en tête, recevoir à la gare un Lénine qui s'intitula au début de la guerre, « partisan de la défaite » et qui rentre en Russie après avoir obtenu du Kaiser la permission de traverser l'Allemagne, autorisent à tout craindre. Certes, le calme règne dans la capitale. En apparence, tout semble rentré dans l'ordre. Il n'est pas un discours dans lequel on n'affirme hautement la volonté de continuer la guerre. Les socialistes allemands ont répondu par une fin de non recevoir à l'invite lancée par leurs « camarades » russes dans l'Appel à tous les peuples, de se débarrasser du Kaiser, comme eux-mêmes ont fait de leur tsar. Cette douche brutale a rabattu les illusions

un peu naïves des internationalistes russes. Tout de même on peut noter d'inquiétans symptômes. Le ministre de la Guerre, M. Goutchkoff, vient de déclarer que : seront considérés comme déserteurs tous les hommes qui n'auront pas regagné leur régiment le 15 avril. Cet ordre a eu surtout pour effet d'encourager les timides à se donner quelques jours de congé : « Nous reviendrons pour le 15 avril ! » disent-ils. Pendant ce temps, l'Allemagne, beaucoup moins persuadée que nous de « l'enthousiasme irrésistible des armées révolutionnaires, » retire ses divisions du front russe pour les jeter sur le front occidental et arrêter la magnifique offensive franco-anglaise !...

Je vis parmi des officiers de marine. Il n'est pas de jour où il ne vienne s'en asseoir un ou deux à la table de mon amie. Quelques-uns sont de Pétrograd ; d'autres arrivent de Cronstadt, de Réval, d'Helsingfors. Leur tristesse et leur découragement sont profonds. La marine russe, faible au début des hostilités, a travaillé à se constituer pendant la guerre. Elle pouvait s'estimer fière des résultats. Deux jours de désordre ont presque réduit tant d'efforts à néant... Vite, on s'est mis à l'œuvre pour réparer de si irréparables dommages. Les ministres, MM. Goutchkoff et Kérensky, multipliant les visites et les démarches, font appel au patriotisme des marins, à l'activité de tous les chantiers. Les dégâts matériels seront réparés, mais que de temps avant que l'impression morale s'atténue ! On prête aux Allemands l'intention de tenter un débarquement sur les côtes baltiques. Les glaces du golfe de Finlande craquent de toutes parts. Bientôt entre l'ennemi et la capitale il ne restera d'autre barrière que le courage et le patriotisme des marins. C'est à cette épreuve que la Russie les attend. Que ne pardonnerait pas la patrie sauvée ?...

Les socialistes anglais et français sont arrivés. On espère beaucoup de leur influence sur les socialistes russes. J'ai assisté à la réception qui leur a été faite au Congrès des *Troudoviki* (7 avril). J'étais dans la salle bien avant eux. Je tenais à m'imprégner de l'atmosphère ambiante, à voir ce que leur présence y ajouterait. En arrivant, je croise deux députés paysans de la Douma, exilés en Sibérie au début de la guerre. L'un porte la chemise russe, la *roubachka*, serrée à la taille par une ceinture et retombant de quelques centimètres au-dessous. L'autre est vêtu d'un *armiak* gris. Ses longs cheveux plats,

grisonnans, rejoignent le col de l'armiak qu'aucun linge blanc ne souligne. Tous deux ont les pantalons enfermés dans de hautes bottes. Ils prennent place dans la salle où sont déjà des personnalités connues. Voici M. Tchaïkowsky, qui vécut en Angleterre ses longues années d'exil, M. Lopatine, vingt-cinq ans prisonnier dans la forteresse de Schlusselbourg...

La discussion porte sur le système de *la représentation proportionnelle*. L'un après l'autre, les orateurs se lèvent, débitent leurs argumens pour ou contre, tantôt approuvés, tantôt contredits, puis ils s'asseyent, remplacés par d'autres... M. Vodovozoff, membre du parti des paysans, petit, maigre, pâle, échevelé et barbu, va d'un orateur à l'autre avec sa main en cornet à l'oreille, car il entend mal... *La représentation proportionnelle?...* Est-ce que je rêve, grand Dieu ?... *La représentation proportionnelle?* Où? Pourquoi? Comment? La représentation proportionnelle pour une Chambre qui n'existe pas encore; qui ne sera élue qu'après une Assemblée Constituante dont la convocation n'est pas même fixée. *La représentation proportionnelle?...* A voir l'ardeur que l'on met à l'attaquer et à la défendre; à voir l'attention qu'elle suscite et les *a parte* qu'elle provoque; à voir la célérité, l'empressement que M. Vodovozoff met à déplacer son oreille d'un orateur à l'autre, il semble que les destinées de la Russie y soient suspendues! *La représentation proportionnelle*, messieurs? Mais l'Allemand est à vos portes! Que dis-je, il est chez vous! il vit dans vos villes, il se nourrit du blé de vos champs, il se chauffe avec le bois de vos forêts!... *La représentation proportionnelle!* Mais que l'ennemi fasse encore un pas, et c'en sera peut-être fini pour vous de l'Assemblée Constituante, de la Chambre qui la suivra et de cette représentation proportionnelle en quoi se concentrent actuellement toutes vos énergies pensantes et dont le nom sonnera désormais à mes oreilles comme le symbole des inutiles discussions de Byzance pendant que les coups de Mahomet II font crouler les murs de la cité!

Le surlendemain, les socialistes anglais et français ont fait leur entrée dans la salle, au moment fixé. Ils ont parlé, on les a applaudis. Malheureusement, cela ne prouve rien, — qu'une politesse un peu chaude. Je n'ai rien entendu, ou presque. *La représentation proportionnelle* sonnait à mes oreilles comme un glas. Aujourd'hui, je suis venue à l'Hôtel de

l'Europe voir un des socialistes que je connais. Il me reçoit gentiment, en camarade. Je lui fais part de mes craintes : la Révolution russe déviant de sa véritable voie, passant de l'élan libéral et démocratique au socialisme révolutionnaire, puis à l'internationalisme et enfin risquant de verser dans l'anarchie ; je montre la capitale menacée, insuffisamment protégée par des troupes en qui le souffle révolutionnaire semble avoir éteint la flamme patriotique qu'il aurait dû aviver.

Une avalanche de reproches fond aussitôt sur ma tête : — On voit bien que depuis près de deux ans je « respire le souffle empoisonné de pessimisme de Pétrograd ! » Les Allemands vont venir ? Eh bien ! qu'ils viennent ! On les recevra. Savez-vous, oui ou non, de quoi une armée révolutionnaire est capable pour sauver la patrie en danger ?

Hélas ! encore la classique formule, née de l'admirable héroïsme de nos « sans-culottes » de 89 ! Oui, ceux-là, oui ! Ils avaient l'amour du sol natal chevillé à l'âme. Sans pain, sans souliers, armés de faux et de bâtons, pareils à des Titans, ils faisaient trembler les canons de Brunswick. Qui refera après eux l'assaut de Valmy ? Cette sublime indifférence devant le danger, ce consentement joyeux au devoir héroïque, ce dévouement fleuri de toute une jeunesse à une cause idéale et sacrée, — ah ! saluez ! c'est la France qui passe : qui la suivra dans ses rudes chemins ?

Les socialistes partent pour le front russe. Je les attends au retour.

DEVANT LE PALAIS DE LA DANSEUSE

Lénine, le zimmervaldien, le partisan de la défaite, le propagateur de la paix à tout prix, a fait, en arrivant dans son pays œuvre de parfaite indépendance en s'installant dans le palais de Mme Kchétinskaïa, la célèbre danseuse qui fut l'amie du Tsar, encore grand-duc. C'est ainsi qu'à l'instar de leurs bons amis les Allemands, les *bolché-viki* comprennent la propriété. Le site ne manque pas de majesté. Quant au palais, s'il est sans grâce, on ne peut cependant prétendre qu'il soit sans beauté. Construit dans le style encore innomé de cette architecture que les Finnois disent avoir inventée, mais qui paraît plutôt dériver des lourdes innovations allemandes, il se dresse der-

rière les arbres du Jardin Alexandre, à l'angle de Kamenny-Ostro et d'un des quais de la Néva. Tout près, le minaret bleu et la coupole cannelée de la mosquée, — copie réduite de celle de Samarcande — ajoutent au tableau une note d'exotisme, précieuse pour une princesse de la Danse, chargée d'interpréter les multiples manifestations de son Art.

Tous les jours, la foule s'amasse autour du balcon désormais célèbre et populaire où Lénine, l'illustre, daigne apparaître quelques instans! Comment ne pas s'offrir au moins une fois ce spectacle nouveau, — et sans doute éphémère?

Traversons le fleuve. C'est le soir; un soir lent qui s'accroche à la robe lumineuse du jour. Nous entrerons bientôt dans la période des nuits blanches. Le ciel est une opale laiteuse, teintée de bleu. Du lointain Ladoga, des îles de glace descendent au fil des eaux désenchaînées de la Néva. L'air est si frais qu'on serre ses fourrures contre soi, d'un geste instinctif. Des mâts de navire, des coupoles d'église, des flèches dorées, des groupes de maisons inégales, pointillées de lueurs et séparées par de grands espaces de ciel, des girandoles de lumières répétant la courbe des ponts, des flocons de nuages, blancs et légers comme des toisons récemment passées au lavoir, se renversent dans le miroir liquide du fleuve. C'est un coin de Venise, élargi, amplifié jusqu'à l'évanouissement insaisissable des détails. De l'autre côté, on distingue une foule, ou plutôt des groupes, nombreux, comme des îlots sur une mer. Le bruit des voix, pareil à celui des vagues, complète l'illusion. Les larges baies du rez-de-chaussée sont illuminées; à travers les glaces sans tain on aperçoit les tentures rouges, les lustres de cristal.

— Dieu merci, dit quelqu'un, il n'est pas passé par mer. *On* l'aurait noyé!

L'imprécision de ce *on* me laisse rêveuse. Qui représente-t-il? Pas Guillaume. Le retour de Lénine en Russie lui était bien trop précieux, ainsi qu'il l'a montré en lui accordant le passage... Il avait fondé trop d'espérances sur ce retour. Je préfère ne pas pousser ma recherche.

On bavarde beaucoup dans les groupes, on discute... Pourtant on n'en est pas encore arrivé aux coups.

— Camarades, je suis *bolché-wiki*, crie un grand diable à casquette et sans linge, et voilà je dis : Tous les travailleurs doivent être avec Lénine et penser comme lui.

Puis il s'éloigne et va porter plus loin sa profession de foi.

Sur le trottoir, un soldat très entouré déclare :

— Et alors, quoi? Vous voulez, vous voulez que nous, les soldats, nous cessions comme ça de faire la guerre. Mais, camarades, est-ce que vous y avez pensé? Si nous signons la paix, je vous le demande, sur qui retombera la honte? Sur nous, camarades, sur nous seuls. Nous serons déshonorés, non seulement devant les Alliés, mais devant tous les peuples. Quand vous direz : « Je suis Russe, » on crachera sur vous (il se détourne et crache), et personne ne voudra vous donner la main...

Deux personnages assez équivoques circulent bras dessus, bras dessous, et se frappent la poitrine en criant : « Nous sommes anarchistes! » Et je crois qu'ils sont un peu aussi dans les vignes du Seigneur...

Et, tout à coup, tableau : Lénine paraît au balcon!... Toutes les têtes se lèvent... On applaudit. La moitié des gens qui composent cette foule sont venus là en curieux, comme au spectacle. Ils témoignent leur satisfaction de ce que le rideau se lève. Au moins en auront-ils eu pour leur peine!

M. Lénine est un petit homme sans majesté. Même juché sur son balcon, il n'en impose guère. Il a un visage pâle, terminé par une barbe noire, en pointe. Des boutons en brillans ornent ses manchettes. C'est un révolutionnaire élégant.

Élégante, sa femme l'est encore plus que lui. On la voit passer dans les rues de la capitale, dans un confortable automobile, — sorti peut-être du garage de la danseuse, — portant des toilettes signées, semble-t-il, de quelque grand couturier de Paris... ou de Berlin.

Des quelques paroles jetées par M. Lénine du haut de sa tribune aérienne, il ressort qu'il faut terminer la guerre au plus vite et procéder au partage des terres sans attendre l'Assemblée Constituante. On voit que ces actes sont en plein accord avec ses théories. Mme Kchétinskaïa lui ayant fait intimer l'ordre de sortir de son palais, l'illustre zimmerwaldien a répondu qu'il en sortirait « lorsqu'on lui donnerait le palais Marie! »... l'ancien palais du Conseil d'Empire n'étant pas, à beaucoup près, au-dessus des mérites de ce « partageux! »

L'orateur a disparu ; aussitôt le public de se précipiter vers la grande porte. Quelques personnes entrent, jalousement

regardées par tous ceux qui restent. A partir de huit heures, l'entrée est libre pour les militaires; pour les civils on exige l'inscription dans le parti.

J'aurais voulu voir de près cet oiseau rare, et j'exprime le regret de ne me sentir aucune disposition pour l'anarchisme. Un jeune officier venu avec nous me propose de profiter des droits que lui confère son costume pour aller interviewer Lénine en mon lieu et place.

— Je vous en prie !

Et il franchit aussitôt le seuil gardé par deux sentinelles, baïonnette au fusil. Son absence dure à peine quelques minutes.

— Je vous avoue que j'ai fait une assez mauvaise impression, me dit-il. Après avoir salué Lénine, je lui ai posé tout de go la question : Comment avez-vous pu traverser l'Allemagne ?

— Pour me poser une pareille question, a gravement déclaré le leader *bolché-wiki*, il faut que vous soyez un provocateur !...

Car c'est certainement là que le bât le blesse. Mais vous pensez bien qu'ainsi étiqueté, j'ai dû aussitôt me séparer du troupeau !...

— A la vérité, reprend le jeune homme, il y avait peu de monde dans le fameux salon qui entendit des propos plus amènes, au temps où y fréquentaient les grands-ducs. Nous avons grand tort de faire de la popularité à ce moderne Érostrate qui mettrait la Russie en feu pour se faire un nom. Il fallait le tuer par le silence.

... Maintenant, il faudrait connaître la répercussion des événemens de la Révolution dans les campagnes.

Comment vont se comporter les villages au moment des élections pour l'Assemblée Constituante? On n'en peut rien savoir encore, et cela fait frémir. En attendant, un fait en dira long. L'alcool, dont la suppression avait amené un véritable bien-être dans les campagnes, l'alcool est en train de faire sa réapparition. L'avenir, — et, pour la Russie, l'avenir c'est demain, — se révèle gros d'inquiétudes et de complications.

MARYLIE MARKOVITCH.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française. — *L'Élévation*, pièce en trois actes, de M. Henry Bernstein.

Je suis persuadé qu'il sortira de la guerre un théâtre renouvelé. Une guerre qui jusqu'aux extrêmes confins du monde met les peuples aux prises, dépose les rois, défait sous nos yeux l'œuvre des siècles, pourra bien aussi modifier quelques recettes d'art dramatique. Mais il y faudra du temps : les transformations de l'art sont, comme celles de la nature, lentes et insensibles. Après une période plus ou moins longue d'élaboration inconsciente, nous nous trouverons en présence de spectateurs qui auront un autre idéal, d'auteurs sur qui ne pèsera pas le poids de tout un passé de succès. Jusque là, et pendant des années, le théâtre continuera d'être tel qu'il était avant la guerre, ce qui fera dire aux gens pressés que les plus formidables événemens de l'histoire générale sont sans influence sur l'histoire litéraire. Les mêmes pièces recueilleront, pour les mêmes effets, les mêmes applaudissemens. On en actualisera le décor, on y parlera de la guerre, mais ce seront les mêmes pièces. Et le public, conservateur dans les moelles, saura gré aux auteurs d'être restés les mêmes et de ne pas le déranger dans ses habitudes.

C'est ce qui vient de se passer pour la pièce de M. Bernstein, *l'Élévation*. Comme toutes les pièces d'hier et d'avant-hier, celle-ci est empruntée au cycle traditionnel de l'adultère. La guerre a eu beau soulever toutes sortes de questions et même remettre toutes choses en question, il reste convenu que le théâtre ne saurait prendre ses sujets en dehors de ce cercle consacré. On sait, au surplus, depuis un siècle à peu près, depuis que les romantiques se sont emparés du théâtre, que deux êtres sur qui la passion s'est abattue ont un devoir :

c'est d'accomplir à tout prix leur destin. Quant à l'honnête homme de mari, son devoir, non moins strict, est de regarder passer ce torrent déchaîné, sans en contrarier d'aucune manière la course saintement dévastatrice. Qu'il soit prêt à tout, soit que sa femme réclame d'être mise en liberté ou qu'elle exige de rentrer la tête haute. Témoin d'événemens qui le dépassent, il doit y assister avec une terreur respectueuse et une hébétude sacrée. Ainsi en a-t-il été dans des centaines et des centaines de romans et de pièces de théâtre, depuis *Jacques* et depuis *Monsieur Alphonse;* ainsi en est-il dans *l'Élévation.* Et tel est le thème que M. Bernstein a mis en œuvre avec l'art que nous connaissons depuis longtemps à M. Bernstein, je veux dire : depuis sa première pièce. Cet art, d'un effet considérable au théâtre, consiste à agir sur les nerfs du spectateur dans un continuel *crescendo*, à suggestionner le public et l'amener progressivement à un état d'exaltation très particulier. Il a, encore une fois, produit tout son effet et valu à l'auteur un gros succès.

Le jour de la déclaration de guerre, chez un grand médecin, le professeur Cordelier. Ce professeur est un homme d'âge ; sa femme, Edith, est beaucoup plus jeune que lui. Louis de Genois, jeune homme élégant et content de soi, vient prendre congé, avant de rejoindre son régiment. Il reste seul avec Edith : aussitôt, celle-ci tombe dans ses bras, éperdue, bouleversée, tremblant de toute son âme et de tout son corps de femme amoureuse. Car Edith n'est pas une grande patriote, ce n'est pas une grande Française, mais c'est une grande amoureuse ; ou plutôt c'est une amoureuse, rien qu'une amoureuse et qui ne sait que son amour. Louis de Genois va se battre, courir des dangers, être blessé, tué peut-être : une telle monstruosité est-elle possible? Au moins qu'avant ce fatal départ elle puisse dire adieu à ce cher amant, qu'il la reçoive chez lui, qu'elle puisse s'abîmer sur son cœur ! Louis de Genois ne s'en soucie guère ; il n'a pas le temps ; il est très pressé : des tas de courses à faire. Cette indifférence contraste avec la fièvre d'Edith, et j'ai à peine besoin de dire qu'elle nous choque un peu : nous sommes au théâtre et nous avons bien de la peine à admettre qu'un jeune homme qui part pour la guerre ait rien de mieux à faire qu'à recevoir une dernière fois sa maîtresse. Cependant on continue d'aller et venir chez le professeur Cordelier. Un de ses collègues lui amène ses deux fils, qui doivent se mettre en route le soir même, faisant partie des troupes de couverture de Verdun... Soudain Edith s'affaisse, évanouie... On lui porte secours ; elle reprend connaissance, mais elle ne reprend pas

possession d'elle-même. A la voir ainsi agitée, fébrile, étrange, plus qu'étrange, Cordelier, très intrigué, très ému, sent grandir en lui une inquiétude; il la presse de questions : « Tu trembles pour quelqu'un... Tu as un amant... Qui? » Edith ne cherche pas à nier. Elle ne met dans sa confession ni honte ni forfanterie. C'est une femme d'une psychologie peu compliquée. Elle ne fait nulle difficulté d'avouer qu'ayant deux ou trois fois rencontré dans le monde un beau jeune homme parfaitement nul, elle l'a tout de suite aimé, non pour l'esprit qu'il n'a pas, non pour les belles actions qu'il n'a pas faites, mais pour son beau physique. Son nom? Louis de Genois. Cordelier se met fort en colère : qu'eussiez-vous fait à sa place? Mais presqu'aussitôt il s'avise que l'extrême différence d'âge entre sa femme et lui est pour Edith une sérieuse excuse; il n'aurait pas dû l'épouser; et, à prendre les choses d'une certaine manière, les premiers torts sont de son côté. Au surplus, c'est la guerre. Devant le grand drame public les drames intimes doivent s'effacer. Jusqu'à la fin de la guerre, le ménage gardera les apparences : Cordelier dirigera un hôpital, Edith y servira comme infirmière...

Telle est la situation, et elle est très bien posée. Ce qui en est tout à fait frappant, c'est qu'elle désigne à nos sympathies un personnage et un seul. De tous les êtres qui viennent de nous être présentés, il y en a un qui aime, qui vit par le cœur, qui tremble pour un autre : nous ne voyons, nous ne connaissons qu'Edith, ses craintes, ses inquiétudes, son trouble nerveux qui passe en nous.

Second acte. Quelques mois après. Edith se dépense auprès des blessés avec une frénésie de dévouement. Elle excède ses forces. Cordelier lui conseille un mois de repos. Arrive un télégramme : Louis de Genois blessé, transporté dans un hôpital du front, appelle Edith. Aussitôt le parti d'Edith est pris : Louis de Genois l'appelle, elle vole à l'appel de Louis de Genois. Mais Cordelier prétend l'empêcher d'aller à ce tragique rendez-vous : si elle quitte le domicile conjugal dans ces conditions, elle n'y rentrera pas. Cette opposition, que jamais, au grand jamais, elle n'avait prévue, et qui révolte son esprit simpliste de femme passionnée, exaspère Edith. Il y a toujours dans les pièces de M. Bernstein un moment où l'un des personnages se jette sur l'autre et le secoue fortement, en paroles quand ce n'est pas en action. Attendons-nous à une brusque explosion de violence, à une tempête de reproches. Ce n'est pas, bien entendu, Cordelier qui reproche à sa femme de rompre la trêve et de dénoncer le pacte conclu entre eux. Non. C'est Edith qui, hors d'elle-même,

déverse sur l'infortuné Cordelier un torrent d'injures. Elle l'accuse de lâcheté, tout simplement. C'est un embusqué! Mais oui. Il est bien tranquille, à l'arrière, dans la molle tiédeur de son hôpital; il n'est pas exposé, il ne risque rien, et grâce à qui? grâce à Louis de Genois qui, lui, se bat, qui fait face à l'ennemi, qui se conduit en héros, qui de sa poitrine fait un rempart aux inutiles et aux peureux, qui verse pour des tas de vieillards stupides son sang, son jeune sang! Maintenant elle lit dans le jeu de son mari. L'hypocrite! Sournoisement, il escomptait la mort de Genois! Il séquestre une malheureuse femme! etc., etc. Et elle sort, pareille à une furie.

Cordelier est atterré. Il sanglote dans les bras de sa mère. Son chagrin n'est pas, comme vous pourriez croire, d'aimer encore une femme qui en aime un autre. Un dramaturge aussi expert que M. Bernstein se devait à lui-même de trouver autre chose, de plus singulier et de plus piquant. Voici le coup de surprise qu'il nous réservait. Cordelier sait que l'amant de sa femme est indigne d'elle, et c'est cela qui le torture. Il a pris ses informations sur Genois, comme doit le faire tout mari soucieux que sa femme place bien ses affections; or ce Genois est un viveur qui a une autre maîtresse, elle aussi tout à fait indigne d'Edith, une femme des colonies, à qui il a laissé prendre les lettres d'Edith et qui les a vendues à Cordelier. Mme Cordelier mère et son fils tombent d'accord qu'en pareil cas un mari a le devoir d'avertir sa femme... Cette conversation d'un mari avec sa mère sur les garanties de moralité qu'offre l'amant de sa femme, n'est certes pas banale : on ne s'ennuie pas. Et elle n'est que la préface d'une autre, encore beaucoup plus surprenante. Car Edith revient, non pas calmée mais transfigurée; — après la violence, l'extase; — il faut lui pardonner ses paroles de tout à l'heure, il faut comprendre qu'elle aime en Genois le héros; et quoi de plus beau au monde que cet amour où la tendresse d'une femme est le prix du sang héroïquement répandu? Cordelier est de cet avis et convient que cela change du tout au tout la situation. Il estime qu'il serait coupable — coupable une fois de plus et de plus en plus coupable, — s'il touchait à un si bel amour. Il ne dira rien. Il laissera partir Edith. Il ne faut pas détruire de si nobles illusions. On ne doit pas *tuer une âme*... Nous sommes en pleine folie et je crois inutile de le démontrer. Mais le spectateur ne réfléchit pas. Il est gagné par la passion d'Edith et entraîné par le mouvement de la pièce. Secoué, bousculé, déconcerté, renversé, rudoyé et mené tambour battant, il écoute ces propos étranges dans un état de surexcitation nerveuse

et de suggestion qui le met entièrement à la merci de l'auteur.

Après ces deux actes fiévreux, et en opposition avec eux, le troisième est un acte de détente et d'apaisement. Edith est à l'hôpital, auprès du lit de Genois grièvement blessé. Il va mourir, il le sait, et il lui dicte ses dernières volontés. Il lui dit la conscience nouvelle que lui a faite le champ de bataille, et qu'il n'a commencé à aimer vraiment la jeune femme que du jour où la guerre l'a révélé à lui-même, et qu'il est heureux d'avoir fait pour son pays le grand sacrifice, et que maintenant Edith doit vivre et garder son souvenir, mais non porter son deuil et qu'elle doit retourner chez son mari.. Cet acte est moins un acte qu'un épilogue. C'est le testament d'un mourant, une sorte de lamentation dans le goût antique... M. Bernstein, qui sait admirablement le théâtre, a voulu donner à sa pièce une conclusion dénuée de tout artifice scénique et terminer le drame en méditation.

Voilà donc une pièce très bien faite. Mais j'y ai vainement cherché ce que le titre semblait annoncer et que l'auteur a sans doute voulu y mettre. Car où est, dans toute cette affaire, l' « élévation ? » Je vois bien que le mari, en devenant une sorte d'ange gardien des amours de sa femme, s'élève à des hauteurs séraphiques. Mais c'est lui, ce grand honnête homme, qui avait le moins besoin de s'élever. Toute sa vie n'a été consacrée qu'au travail, au devoir, au dévouement. En lui conseillant de s'élever encore, de s'élever au-dessus de lui-même, on risque de faire de lui une sorte de surhomme : profession aujourd'hui disqualifiée, *made in Germany*, et qui marque mal. A vouloir faire l'ange, on fait la bête : il y a longtemps qu'on l'a dit et cela peut s'entendre en toute sorte de manières. En revanche, Edith et Louis de Genois auraient, eux, quelques progrès à faire. Ils auraient à s'examiner eux-mêmes et à se juger. Edith a trompé le meilleur des hommes pour un bellâtre ; Genois a, par pur libertinage, brisé un foyer : on peut imaginer une conception du devoir plus élevée. Mais vous savez de reste que dans ce genre de pièces c'est l'usage de donner au mari d'excellens conseils, et de ne faire aux amans aucuns reproches. On invite le mari à s'élever au-dessus de vaines contingences ; mais ceux qui l'ont trahi, humilié, torturé, on trouve tout naturel qu'ils n'en aient ni honte, ni repentir, ni remords. J'entends bien que Genois s'est battu avec courage ; il va mourir pour son pays ; c'est très beau et nous nous inclinons devant sa bravoure, mais ce n'est pas la question. L'élévation, pour Genois, aurait consisté à comprendre qu'il a commis une mauvaise action en prenant la femme d'un autre. Pas un instant cette idée ne l'effleure. Il se reproche

d'avoir aimé Edith trop peu et trop mal ; il ne se reproche pas d'avoir été son amant. Vivant, il eût gardé Edith ; mourant, il la renvoie à son mari. Ce mari est un homme avec qui on ne se gêne pas. Tel que nous le connaissons, il ne pourra manquer d'accueillir Edith. Les deux époux se réconcilieront dans le culte du héros mort. Désormais Genois sera celui dont on ne prononce le nom dans la maison qu'avec un respect attendri : il sera le parent dont on garde pieusement dans une famille la noble mémoire. Il est la gloire de ce ménage à trois.

L'Élévation est une pièce adaptée au cadre de la guerre : ce n'est pas encore et ce n'est en aucune manière une pièce de ce théâtre « né de la guerre » que nous souhaitons et qu'on nous donnera certainement quelque jour. Il y faudra non pas quelques touches nouvelles, mais un renouvellement foncier. Il faudra que les auteurs de demain brisent résolument un moule qui apparaît bien mesquin dans l'immensité des événemens d'aujourd'hui, et qui n'est plus à l'échelle de notre tragique époque. Il ne sera pas nécessaire qu'ils parlent de combats et de bombardemens, de tranchées et de fils de fer barbelés ; et même il vaudra mieux qu'ils n'en parlent pas. Ces visions du champ de bataille, dont nous savons tous l'atroce réalité, nous choquent, évoquées sur les planches entre cour et jardin. L'influence de la guerre sur le théâtre devra être profonde, intime, continue, tout en étant une influence indirecte. Les faits de la guerre ne seront pas mis à la scène matériellement et dans leur détail ; mais sur tout ce théâtre planera l'image de la guerre. Ce qu'il faut, c'est une autre atmosphère. Ce qu'il faut surtout, c'est un théâtre qui ne soit pas consacré exclusivement à l'éternelle petite histoire d'alcôve. Après comme avant *l'Élévation*, il n'y a rien de changé dans notre théâtre : il n'y a qu'une pièce de plus sur l'adultère. Adultère et Patrie.

L'interprétation est excellente. L'honneur en revient surtout à Mlle Piérat. Elle a été, dans le rôle d'Edith et comme le voulait le rôle, ardente, vibrante, passionnée, volontaire et douloureuse. Un jeu sec, mais net et en relief. C'est une création des plus remarquables. M. de Féraudy a joué en grand comédien, avec un art consommé, le rôle de Cordelier qui exigeait du tact autant que de l'émotion. M. Grand, au troisième acte, a été un peu trop gémissant pour un si brave soldat.

René Doumic.

REVUE LITTÉRAIRE

LES AMOURS D'UN PHILOSOPHE (1)

I

On éprouve assez souvent quelque scrupule à raconter les amours des grands hommes, à chercher dans les archives les traces de leurs plaisirs et de leurs chagrins, à lire leurs billets doux et aigres-doux, à ne pas leur laisser, pour les alarmes de leurs tendresses défuntes, ce dernier repos qu'est l'oubli. Cependant, ces grands hommes, nos maîtres dont l'influence continue très longtemps après eux, n'est-il pas vrai que nous ayons à les juger ? Ils s'imposent à nous : de plusieurs manières, nous dépendons et de ce qu'ils ont pensé ou affirmé jadis et de ce qu'ils ont valu. Nous dépendons de leur génie ; mais ils dépendent de notre estimation légitime.

Et, quant à celui-ci, dont l'histoire amoureuse vient d'être examinée avec un soin très attentif, Auguste Comte, il ne demandait pas l'oubli et il n'a pas donné aux biographes et commentateurs l'exemple de la discrétion. Mme de Vaux, qu'il aima, il a prétendu que l'univers la connût à merveille et lui décernât des honneurs religieux. Il y a de ces poètes qui, dans leurs vers, ne dissimulent pas beaucoup leur bien-aimée : mais ce philosophe, lui, affichait la sienne avec tant d'exubérance qu'on n'évite guère de trouver en lui du roi Candaule ; et, son Gygès, ce fut, en somme, l'Humanité. Alors, tant pis pour lui ! Tant pis pour elle ? On n'oserait le dire : elle eut de la réserve et de la pudeur. Mais, pour elle, le mal est fait, depuis longtemps, par son adorateur extrêmement bizarre. Et la vérité, on le verra, est favorable à son souvenir.

(1) *L'amoureuse histoire d'Auguste Comte et de Clotilde de Vaux*, par Charles de Rouvre (Calmann-Lévy).

M. Charles de Rouvre, l'auteur de l'*Amoureuse histoire d'Auguste Comte et de Clotilde de Vaux*, eut pour grands-parens, et qu'il a bien connus, le frère et la belle-sœur de Clotilde. Il a recueilli les traditions de la famille, les témoignages et les papiers, lettres et documens divers, qui lui permettent de contrôler les opinions, les récits, peut-être les rancunes : enfin, le dossier du procès ; car l'histoire d'amour s'est terminée, après la mort de Clotilde, en vive et terrible querelle entre sa famille et Auguste Comte. Parmi ces vieux papiers, il y en a un que le petit-neveu ne s'est pas cru autorisé à lire : le manuscrit de ce roman de *Wilhelmine* que Mme de Vaux avait commencé d'écrire peu de temps avant de tomber malade et de mourir. C'est un sentiment de pieuse déférence qui l'empêche de tirer d'un rouleau de cuir noir, où la mère de la romancière les a enfermés, les feuillets de l'œuvre inachevée. Clotilde, en ce roman, parlait de soi, de son entourage ; en train de confession, les écrivains ne bornent pas toujours à eux-mêmes leurs aveux et, d'habitude, livrent avec leur secret celui du prochain. Renonçons à *Wilhelmine* : ce qu'on nous donne compense largement ce qu'on nous refuse. A mon avis, pourtant, il valait mieux tout donner, du moment qu'on n'avait pas tout refusé. D'ailleurs, si M. Charles de Rouvre écarte l'une des pièces du dossier, ce n'est pas au profit de sa cause. Il ne soutient pas une cause ; ou, du moins, il ne se montre jamais partial. Il ne cache les torts de personne ; et même il raffine un peu, quelquefois, pour découvrir les torts de sa famille à l'égard d'Auguste Comte. Il ne dénigre pas Auguste Comte ; et même il rend pleine justice à l'originalité puissante et à la portée de son génie.

Née au printemps de l'année 1815, Clotilde était fille d'un vieux soldat de l'Empereur, le capitaine Joseph-Simon Marie, et de très noble dame Henriette-Joséphine de Ficquelmont, celle-ci appartenant à l'un de ces quatre noms de Lorraine qu'on appelait depuis longtemps les « grands chevaux. » Le capitaine, de modeste origine, engagé volontaire à dix-sept ans, avait servi très bien, sans gloire aucune, partout où les armées de la République et de l'Empereur travaillaient : de 1792 à 1815, pendant ces vingt-trois ans de guerre, il avait exactement fait vingt-trois ans de guerre. C'était un homme insupportable, qui vous jetait à la Seine un cocher mal obligeant et passait de la violence à la faiblesse un peu vite. Après l'Empire, un demi-solde. On le nomma percepteur à Méru, dans l'Oise, où Clotilde eut son enfance, et puis son adolescence, et puis son mariage. Elle épousa, en 1835, M. Amédée de Vaux,

qui acquérait ainsi une charmante femme et, comme on dit, une position : car il succédait à son beau-père et devenait percepteur de Méru. Seulement, M. de Vaux était un imbécile et un joueur : cela fit, de M. de Vaux, un coquin. Bref, quatre ans après le mariage, l'inspecteur des Finances ayant annoncé sa venue et le projet de regarder un peu les livres de la boutique aux impôts, M. de Vaux eut la conscience d'éloigner sa femme ; ensuite, il mit le feu à la maison et, quant à lui, s'esquiva. Quand on reçut de ses nouvelles, il était loin. Mme de Vaux, sa vie ainsi détraquée, a tous les ennuis et l'inconvénient de la pauvreté. Elle se rapproche de sa famille, composée du capitaine Marie, de Mme Marie, née Ficquelmont, ses parens, d'un jeune frère, un savant très distingué, très bon, d'une droiture un peu rigide et qui vient d'épouser une fillette de quinze ans. La famille arrange comme ceci l'habitation de chacun : le capitaine, ayant le caractère incommode, aura son logement séparé ; Clotilde également, car elle a le goût de l'indépendance ; Mme Marie la mère, son fils et sa bru, demeureront ensemble. Et tout le monde au Marais, dans un aimable voisinage, le trio rue Pavée, Clotilde rue Payenne ; Clotilde prend ses repas rue Pavée. Le capitaine, on le voit à l'occasion.

Et M. Comte ? Ces excellentes et modestes personnes qui tâchent de vivoter doucement n'ont pas l'air d'attendre un si fameux visiteur. C'est le frère de Clotilde, Maximilien, qui l'amena.

Maximilien Marie connaissait M. Comte pour l'avoir eu comme examinateur à l'École polytechnique en 1836. Et Comte examinateur est une chose déjà fort singulière. Il dit au candidat : « Monsieur, vous comprenez les mathématiques ; mais vous êtes jeune. Il y a intérêt, pour vous et pour l'École, à ce que vous soyez, lorsque vous y entrerez, en pleine possession de votre cours de spéciales. Je pourrais vous donner la note 16 ou 17, qui vous permettrait sans doute d'être admis ; je vais vous donner la note 13, qui vous exclura certainement. De la sorte, j'aurai l'an prochain le plaisir de vous donner la note 18... » Ce n'est qu'une petite anecdote : je l'aime beaucoup ; on y voit Comte parfaitement. Si bien solennel ; si hardiment dévoué à son devoir ; si prompt à confondre avec la loi morale son caprice ; loyal et pénétré du grand orgueil de ses lubies ! Et l'on y voit comment un admirable doctrinaire n'évite pas toujours de ressembler à un auteur gai. Le trop jeune Maximilien fut refusé ; l'année suivante, il le fut encore : il ne réussit qu'à la troisième tentative. Mais où il montra la dignité de son âme, c'est en ne maudissant pas du tout les rudes fantaisies de son examinateur. Il voua même une fidèle admi-

ration très méritoire à M. Comte. Un peu plus tard, élève à l'École de Metz, et plus tard, quand il eut renoncé à la carrière militaire afin de se consacrer tout aux mathématiques, il correspondit avec son maître qui, du reste, lui prodigua les meilleurs conseils et les plus précieux encouragemens. Comte, célèbre et laborieux, n'épargne ni son temps ni son obligeante amitié. Un jour d'avril, en 1844, il vint rue Pavée.

Il avait quarante-six ans. Il n'était pas riche; il n'était pas élégant, ni amusant; il n'était pas beau. Le crâne dégarni : une mèche pourtant barrait le front par le milieu, pour ainsi dire, à la Napoléon. Les regards doux ; mais un œil qui pleurait. Et la bouche éloquente ; mais, à la commissure, une légère mousse de salive. La taille, assez lourde. Elle, Clotilde, à vingt-neuf ans, est délicieusement jolie, et fine, et rose, une fleur en son bel épanouissement : une fleur gaie. La gaieté, voilà son caractère ; une gaieté innocente et charmante. La visite de M. Comte dura un peu de temps. Et, quand il fut parti, Clotilde prend par les deux mains sa petite belle-sœur de quinze ans. Les deux folles éclatent de rire et, tournant comme un toton, l'une et l'autre se récrient, chantent ; Clotilde : « Ah ! qu'il est laid ! Ah ! qu'il est laid ! » et la petite belle-sœur : « Et il pleure d'un œil ! » et Clotilde reprend : « Et il pleure d'un œil ! » Elles se rasseyent et n'ont pas fini de rire. C'est ainsi que Mme de Vaux a vu pour la première fois Auguste Comte. Elle n'a rien deviné.

Lui, Comte, s'il n'a pas tout deviné, — quoiqu'il soit en possession de la méthode et sache tout l'avenir de l'humanité, ou croie le connaître, ce qui, pour lui, revient au même, — il ne doute pas d'être amoureux. Il est marié, cependant. Il a épousé, de bonne heure, une Caroline Massin qu'il avait rencontrée, dans le jardin du Palais-Royal, un jour de fête, le jour qu'on baptisait le comte de Chambord, et qui était fille de joie et qu'il sut conduire au plus respectable chagrin. Comte, ennemi du divorce qu'il appelle une « désastreuse aberration, » n'hésita point à répudier Caroline. Il la laissa dans un état proche de la misère. Lorsqu'il aura, touchant Clotilde, quelques dépenses de surcroît, c'est Caroline qui verra sa maigre pension diminuée. Et, après la mort de son amante, il écrit à son épouse : « Avec un esprit non moins distingué que le vôtre, elle vous surpassait infiniment par le cœur... Quoique plus jeune que vous de douze ans... » Et plus jeune que lui de dix-sept ans... « mon angélique Clotilde m'accorda bientôt la réciprocité d'affection que je n'avais jamais pu obtenir de vous... Telle fut, madame, ma seule véritable épouse... » Le drôle

d'homme! et quelle idée de s'adresser, pour de telles confidences et pour les protestations de son fier émoi, précisément à cette abandonnée, laquelle ne lui demande rien de ce genre et lui demande tout au plus de quoi ne pas mourir de faim! Mais il a résolu de donner à ses amours une « publicité » remarquable et juge opportun, décent même, d'en informer Caroline.

A la première rencontre, il a trouvé Clotilde ravissante : elle l'a trouvé très laid. Et il n'y a nulle apparence qu'une liaison s'établisse entre ces deux êtres. Mme Marie la mère ne le redoutait pas. Elle écrira ensuite : « Plus d'une chose devait me rassurer. Il était ennuyeux et profondément raisonneur; ma fille était gaie, aimait à rire : je pensais que, quand elle aurait assez ri à ses dépens, tout serait fini... » Clotilde, pareillement, ne s'attendait à rien d'autre. Elles ignoraient, la mère et la fille, l'acharnement du philosophe et son adresse de volonté. Dès le premier jour, il a décidé d'être aimé d'elle ou, du moins, de l'annexer à son amour. Il ne doute pas un instant d'y parvenir; et, pour y parvenir, il ne ménagera ni l'énergie imposante, ni les stratagèmes subtils. Sa confiance lui vient de son amour et, il faut l'avouer, d'une certaine ingénuité d'amour qui fait que, d'une manière assez touchante, il n'admet pas de tant aimer sans être aimé. Sa confiance lui vient aussi d'un orgueil immense et qui fait qu'il ne conçoit pas la possibilité d'être M. Comte sans qu'une femme qu'il adore l'aime aussi, trop heureuse d'avoir été distinguée par le plus grand homme de tous les temps et de tous les pays. En outre, il est un réformateur, il est le législateur de l'humanité; formuler des lois vous mène à supposer que l'on gouverne : et le maître de l'humanité n'imagine pas qu'une petite Mme de Vaux, née Marie, compte lui résister. Ces diverses considérations l'empêchent de s'attarder aux intentions de Clotilde, qui ne sont pas du tout les siennes. Et il adore cette jeune femme; mais il ne l'a point consultée.

Il commença par aguicher l'esprit de Clotilde, s'occupa de ses lectures, la pria de lire Fielding et lui prêta les trois doubles volumes de *Tom Jones*. Clotilde répondit : « Vos bontés me rendent bien heureuse et bien fière, monsieur... Puisque votre supériorité ne vous empêche pas de vous faire tout à tous, je me réjouis de l'espérance de causer avec vous de ce petit chef-d'œuvre... » Il ne perd pas son temps. Il remercie du remerciement : « Combien je suis touché du précieux accueil dont vous daignez gratifier une légère marque d'attention que pouvait seule commander une opportunité

empressée, d'ailleurs trop naturelle envers vous!... » C'est du galimatias; mais enfin, c'est du galimatias de M. Comte : et il le sait. Et il vante à Clotilde les mérites de son « intéressante famille. » Il se lance et il ajoute : « Une triste conformité morale de situation personnelle constitue encore, entre vous et moi, un rapprochement plus spécial. » Cette triste conformité, c'est évidemment le fait que M. Comte et Mme de Vaux, mariés l'un et l'autre, soient l'un et l'autre séparés de leurs conjoints : il y a un M. de Vaux et il y a une Mme Comte; cela, pourtant, sépare M. Comte et Mme de Vaux en quelque manière. La conformité « morale » serait plus indiquée entre le philosophe et une autre personne de la même famille, Mme Marie la mère, qui a le goût de la philosophie, et de la philosophie sociale, et qui a écrit un petit volume, *Le Sculpteur en bois*, où M. Comte saurait apercevoir du comtisme. S'il ne s'agit que de causer et d'épiloguer sur les destinées humaines, c'est à la mère que M. Comte doit songer. Il préfère la fille.

Il n'a rien d'un séducteur; il est pesant, gauche : mais aucun roué n'eût été plus malin que lui, pour se glisser dans cette famille, pour y installer son habitude et pour s'en retirer, le moment venu, mais pour en retirer aussi l'objet aimé. Il fut obligeant, aimable. Et il avait du génie, un grand génie, dont il jouait à merveille, avec autant d'industrie que de sincérité. Les Marie, intelligens et pauvres, ne menaient pas une existence bien divertie; les visites de M. Comte les ont flattés, les ont charmés. Un soir, dans le petit appartement de la rue Pavée, Auguste Comte et Maximilien Marie, les trois dames les entourant, causent, discutent; les objections de l'élève animent le maître : et le maître est plus que jamais éloquent. Les idées passent, éclairées de lueurs splendides. Puis le sentiment succède aux idées; plutôt, ce sont les idées qui, dans la ferveur de l'esprit, s'échauffent à devenir des sentimens. Soudain, le maître dit : « On ne peut pas toujours penser, mais on peut toujours aimer... » C'est une de ces petites phrases qui facilement tombent dans la causerie comme une pierre tombe dans l'eau. Mais Comte, au plus fort de la tendresse, surveille les ronds que font ses phrases. Il a dit : « On ne peut pas toujours penser, mais on peut toujours aimer; » et il nota qu'il l'avait dit. Dans son *Discours sur l'ensemble du positivisme*, trois ans plus tard, il reprend sa formule et il l'arrange un peu : « On se lasse de penser et même d'agir; jamais on ne se lasse d'aimer. » Et, en 1849, au cours d'une de ces cérémonies commémoratives qu'il organisait auprès de la tombe de Clotilde, au cimetière du Père de La Chaise, il déclare :

« Le positivisme religieux commença réellement, dans notre précieuse entrevue initiale du 16 mai 1845, quand mon cœur proclama inopinément, devant ta famille émerveillée... » car il s'adresse à l'ombre de Clotilde... « la sentence caractéristique qui, complétée, devint la devise spéciale de notre grande composition. » Ce qu'il en dit, c'est pour l'histoire. Et, auprès de Clotilde vivante ou morte, jamais il ne cesse de songer à l'histoire : mais, l'histoire, c'est lui. Quand il eut opinément proclamé qu'on peut toujours aimer, quand il se fut aperçu que c'était là une belle chose, et la péripétie principale de sa philosophie, et conséquemment le plus grand épisode de l'histoire humaine, la famille Marie, avertie par lui, s'émerveilla sans doute comme il le raconte. Maximilien Marie, au dire de M. de Rouvre, vit avec appréhension le célèbre penseur dédaigner la pensée, la ravaler au-dessous du sentiment : et le système positiviste se détraquait ou commençait à se détraquer. Les trois femmes applaudirent, non pas aux tribulations du système positiviste, mais à la revanche de l'amour. Et Clotilde n'ignore pas que, si M. Comte fait soudainement dévier sa philosophie, c'est à propos d'elle. Non, elle ne l'ignore pas : M. Comte l'engage à le deviner ; puis il le lui dira et, infatigablement, le lui ressassera.

Comte, écrivant à Caroline, sa femme délaissée, lui vante les vertus et les charmes de Clotilde, après la mort de la pauvre petite, son « éternelle collègue; » et il vante la « puissante influence involontaire » que la pauvre petite a exercée... sur quoi?... « sur l'amélioration fondamentale de mon second grand ouvrage. » Il dit : « Pendant une année sans pareille, la profonde révolution morale qui pouvait seule produire en moi un tel ascendant... » N'a-t-il pas voulu dire : *que pouvait seul produire en moi un tel ascendant?* Car on se perd dans ce langage aventureux... « a heureusement réagi sur l'ensemble de ma nouvelle élaboration philosophique, en faisant ressortir, d'une manière plus nette et plus décisive, le vrai caractère sentimental du positivisme... » Ainsi, Clotilde, son éternelle collègue, n'est pas du tout sa collaboratrice : ou bien elle est sa collaboratrice involontaire. En d'autres termes, Clotilde a pour mission, devant l'histoire et l'humanité, d'être aimée de M. Comte. Le positivisme sentimental naîtra des amours de M. Comte. Il importe que Clotilde soit aimée ; son devoir est d'exciter, puis d'alimenter la passion de M. Comte. Voilà, en peu de mots, son emploi, que M. Comte se charge de lui rappeler. Eh ! M. Comte ne pourrait-il se contenter d'aimer l'humanité, comme il sied à un philosophe? Il avoue que ça ne lui

suffit pas : « Sans doute, les grands sentimens d'amour universel où m'entretiennent habituellement mes travaux propres sont délicieux à éprouver : mais combien leur vague énergie philosophique est loin de suffire à mes vrais besoins d'affection ! » Alors, il a choisi Clotilde.

Et elle?... Car il faudrait la consulter. Clotilde a bien de l'amitié pour M. Comte : il est obligeant ; et son amour a de quoi flatter une jeune femme qui n'attendait pas un tel honneur. Quant à aimer M. Comte, ce qui s'appelle aimer, quant à l'aimer d'amour : cela, non. Et, pour le cas où M. Comte aurait le tort de s'y tromper, elle le lui déclare tout de go : « Vous m'avez donné un témoignage de votre estime : puissiez-vous en trouver un de la mienne dans ce que je vais vous dire... Au nom de l'intérêt que je vous porte, je vous en prie, travaillez à surmonter un penchant qui vous rendra très malheureux Un amour sans espérance tue l'âme et le corps ; il vous fauche comme un brin d'herbe. Il y a deux ans que j'aime un homme de qui je suis séparée par un double obstacle... » C'est assez clair : non seulement M[me] de Vaux n'aime pas M. Comte, mais elle aime un autre homme ; et, aimât-elle M. Comte ainsi que l'autre homme, elle serait pareillement très attentive à l' « obstacle, » au double obstacle de son mariage et du mariage de M. Comte ou de l'autre homme. Donc, M. Comte n'a, somme toute, qu'à surmonter son penchant. Il paraît que, l'autre homme, c'était Armand Marrast. Et, si l'on dit que ce garçon n'avait pas le génie de M. Comte, il était de Saint-Gaudens et très beau parleur, avec une chaleur de voix qui enflammait son auditoire ; il avait la chevelure abondante et la moustache drue : Clotilde enfin l'aimait. Et Clotilde était vertueuse : Armand Marrast ne se sut point aimé ; ses mânes l'auront appris de M. Charles de Rouvre. M. Comte, informé par M[me] de Vaux d'avoir à surmonter son penchant, répond le mieux du monde : « J'aurai le courage, madame, de vous remercier cordialement pour votre douloureuse confidence et de vous témoigner avec sincérité combien votre admirable lettre d'hier confirme ma haute opinion de votre rare noblesse morale... » A peine reproche-t-il à M[me] de Vaux de n'avoir pas fait sa confidence quinze ou vingt jours plus tôt : ses « malheureux sentimens » n'auraient pas eu le temps de s'enraciner... « Quoi qu'il en soit, le remède, j'espère, vient encore à temps pour prévenir un cours d'affection qui pouvait à mon insu finir par tout compromettre en moi, tout jusqu'à ma raison... » Il promet de consacrer toutes ses forces à éteindre « le seul véritable amour qu'il ait jamais ressenti ; » et sa douleur est émouvante. Puis, la courtoisie d'un aveu méritant une politesse analogue,

il entend payer Mme de Vaux de pareille monnaie. J'aime un autre homme ! a dit Mme de Vaux. J'ai été fou ! réplique M. Comte; fou, pendant la majeure partie de l'année 1826. « Comme la plénitude de votre confiance doit provoquer la mienne, je compléterai cette indication par un aveu que je n'ai jamais livré à mes plus intimes amis : durant la convalescence de cette horrible maladie, je fus malgré moi retiré de la Seine... » Auguste Comte et Mme de Vaux sont-ils à deux de jeu, après cet échange de lettres ? Mme de Vaux a dit à Comte : ne me regrettez pas; si je vous aimais, je ne serais pas plus à vous que je ne suis à l'homme que j'aime. Et Comte à Mme de Vaux : ne me regrettez pas; je suis un fou. Seulement, Comte, le récit de sa folie ne lui sert point à mettre l'impossibilité entre Clotilde et lui. Tout au contraire, il utilisera le souvenir et la menace de sa folie pour attendrir sa bien-aimée. Prenez garde à mon cerveau, qui est sublime et qui n'est pas solide ! ce sera désormais son argument perpétuel. Faute d'avoir séduit le cœur et l'imagination de Clotilde, le fou d'hier et d'après-demain s'efforcera de l'apitoyer. Et avec quelle insistance ! Il y a des momens où Clotilde succombe à la torture. Une fois, ce cri de souffrance lui échappe : « Épargnez-moi les émotions, comme je désire vous les éviter : je ne sens pas moins vivement que vous. » Hélas ! il faut qu'elle se rappelle à M. Comte, et lui rappelle qu'elle a une âme susceptible de douleur. M. Comte n'y pensait plus ! Et il n'entendra pas ce cri de souffrance : il ne songe qu'à lui. A lui et à l'humanité; à lui et à l'homme qui mène l'humanité : c'est toujours lui. Mme de Vaux aura beau lui donner, avec une discrétion parfaite, le signe d'être là, terriblement alarmée, accablée, déchirée par lui : « Dans mon ouvrage fondamental... » répond-il. Ou bien : « Après avoir jadis conçu toutes les idées humaines, il faut maintenant que j'éprouve tous les sentimens... » Et, Clotilde, c'est votre affaire !... Ou bien : « Une expansion habituelle de nos principales émotions, surtout de la plus décisive et la plus douce à la fois, devient donc autant indispensable aujourd'hui à mon second grand ouvrage que mon ancienne préparation mentale dut d'abord l'être au premier... » Conclusion : « J'espère que, d'après ces aperçus, vous ne pouvez conserver aucun doute essentiel sur l'heureuse efficacité philosophique que j'attends de votre éternelle amitié. » Allons, Clotilde, c'est pour la philosophie; et c'est pour l'humanité !... « Mon organisme a reçu, d'une tendre mère, certaines cordes intimes, éminemment féminines, qui n'ont pu encore assez vibrer, faute d'avoir été convenablement ébranlées. » Or, pour le premier volume, essentiellement logique, il n'avait

pas besoin de vibrer; mais, pour le prochain ouvrage et pour le tome quatrième surtout, la vibration s'impose : « C'est de votre salutaire influence, ma Clotilde, que j'attends cette inestimable amélioration. » C'est pour l'humanité. Si Clotilde fait la belle inhumaine, quelle signification nouvelle et scandaleuse elle prête à ce mot! Clotilde est, pour ainsi parler, commandée de service par l'humanité, auprès de M. Comte, pour l'humanité. En chagrinant M. Comte, elle le rendrait fou : l'humanité ne le lui pardonnerait pas. Cette exigence dialectique a l'air d'une bouffonnerie.

Ce n'est pas une bouffonnerie; et l'on n'a pas envie de rire, quand on voit le drame se dérouler jour après jour, avec une extraordinaire intensité de passion. De jour en jour, Comte se plaint, se lamente et geint plus fort. Clotilde, éperdue, ne sait que devenir et que faire. Elle n'est pas sûre que son étrange amoureux ne soit à la veille de trépasser. Elle écrit, un matin de septembre : « Je ne veux pas que vous soyez malade ou malheureux à cause de moi... » Malheureux, il l'est, dans une merveilleuse exaltation d'amour; et malade, à sembler repris de sa folie ancienne... « Je ferai ce que vous voudrez... » Qu'est-ce à dire ? Précisément, ce qu'elle dit. Elle ne dissimule rien à elle-même; et elle n'élude pas la pensée de son engagement. Elle ne dissimule pas à Comte la vérité; au moment de se donner à lui, elle ne lui jure pas d'autres sentimens que les siens : « la tendresse que vous me témoignez et les sentimens élevés que je vous connais m'ont attachée sincèrement à vous... » Sincère attachement, gratitude et la crainte qu'il n'ait pâti à propos d'elle : est-ce là tout ce qui l'amène au parti de céder? Elle ajoute l'excuse qu'elle a trouvée pour elle-même : « Depuis mon malheur, mon seul rêve a été la maternité; mais je me suis toujours promis de n'associer à ce rôle qu'un homme distingué et digne de le comprendre. Si vous croyez pouvoir accepter toutes les responsabilités qui s'attachent à la vie de famille, dites-le-moi, et je déciderai de mon sort... » Et lui, cette lettre pouvait le désespérer : cette lettre l'enivre d'une immense joie.

Il attend Clotilde. Et la voici. Elle est venue comme elle avait promis de venir. Elle a conscience d'avoir tout promis. Soudain, tout ce qu'elle a promis chavire dans sa tête : et elle se sauve. Sa révolte a été plus vive que ses promesses.

Tout aussitôt, rentrée chez elle et haletante, elle écrit à l'amoureux déçu : « Je veux vous écrire tout de suite. Pardonnez-moi mes imprudences. Hélas! je me sens encore impuissante pour ce qui dépasse les limites de l'affection. Personne ne vous appréciera mieux

que je ne fais; et, ce que vous ne m'inspirez pas, aucun homme ne me l'inspire. Le passé me fait mal encore; et j'ai eu tort de le braver... Je compte beaucoup sur votre équitable raison. Moi, j'ai fait essai de mes forces : pardonnez-le-moi, en faveur de la volonté... Adieu. Si vous me comprenez réellement, vous ne m'en voudrez pas. S'il en était autrement, je désespérerais de me faire entendre... » Elle ne pouvait pas dire plus net et juste l'état de son esprit, l'état de son cœur et de son corps. Sa fine loyauté demande, mieux que la compassion, l'estime. Une « équitable raison, » mieux que de lui pardonner, l'approuve. Mais Comte, lui, n'est pas en train d'équitable raison ; car il est tout affolé d'amour. Avec une triste déférence et avec un entêtement farouche, il insiste. Elle réplique : « Je suis incapable de me donner sans amour. Je l'ai senti hier... »

Il devait, après cela, laisser tranquille cette infortunée. Mais il l'aimait! Et les conseils de courtoisie ou de discrète fierté qu'on lui eût offerts ne sont pas de ceux qui touchent un possédé d'amour. Il ne se résigne pas; il se débat. Et il est, dans cette crise effrayante, ce qu'il est de coutume : un logicien. Certes, il argumente et ratiocine, plus que ne font les amoureux dans les romans. C'est qu'il n'est pas un amoureux comme un autre. Il est Auguste Comte, amoureux comme un autre, mais qui garde, jusque dans son délire, son génie et les singularités de son génie. Et puis il est un pauvre homme qui aime, qu'on n'aime pas, qu'on a déçu et qui réclame : « Quoi! vous me faites spontanément, vendredi, la promesse imprévue d'un bonheur prochain, vous la confirmez samedi, vous l'éludez dimanche, et vous la retirez lundi! N'est-ce pas abuser un peu du privilège féminin? » Le reproche aboutit à chicaner sur une faute de logique. Évidemment, Clotilde a manqué de méthode. Et Comte, n'a-t-il pas manqué de méthode? Il a été logique au sujet de lui-même : au sujet de Clotilde, — il a oublié de savoir qu'elle ne l'aimait pas.

La suite de cette histoire, on la connaît. Comte n'a point renoncé à Clotilde. Il n'a point cessé de la supplier ; elle n'a point cessé de se refuser. Puis, elle est tombée malade : elle, et non pas lui. Elle était déjà très malade aux semaines de la crise la plus ardente. Puis elle n'a pas eu l'énergie ou l'entrain qui lui aurait permis de s'éloigner, d'arranger sa vie à l'écart. Auguste Comte l'a entourée de prévenances, de bontés. Maladroitement? Peut-être. Elle était pauvre et, pour gagner un peu d'argent, rêvait de publier des articles dans les journaux. Elle avait donné au *National* cette petite nouvelle de *Lucie*, laquelle n'est point un chef-d'œuvre, mais un essai d'une grâce

attrayante. Le *National* accepterait une collaboration quasi régulière de l'auteur de *Lucie*. Mais le directeur du *National* est Armand Marrast : Comte est jaloux d'Armand Marrast; Comte n'aide pas du tout Clotilde à écrire pour le *National*. Clotilde a un médecin qui l'a toujours soignée. C'est le médecin de la famille. Mais il est amoureux, dit-on, de Clotilde. Et Comte réussit à écarter ce prétendu rival, qui en outre a l'inconvénient d'être le médecin de la famille Marie, de n'être pas le médecin de M. Comte. Il impose le médecin de son choix. Et les documens que M. Charles de Rouvre a pu assembler donnent à supposer que le premier médecin soignait Clotilde le mieux du monde; le second, très mal. Comte paraît l'avoir reconnu tardivement. Il y eut de cruels démêlés entre la famille Marie et Auguste Comte ; il y eut des querelles auprès du lit de la mourante, blanche, belle et silencieuse, l'âme déjà retirée d'ici-bas.

Qui a eu tort ? Comte plus que personne. Mais principalement il a eu tort d'aimer, et d'aimer Mme de Vaux, qui n'était pas destinée à lui et qui surtout n'était pas destinée par sa nature à être une Béatrice. Intelligente et si gaie de cœur et d'esprit, délicate de sentiment, habile à trouver de jolis mots pour son émoi, étrangère à la philosophie, elle n'était pas prête au sort bizarre que la passion d'Auguste Comte lui infligeait. Et Béatrice, quand elle devint la Théologie, par la volonté impérieuse de Dante Alighieri, c'est qu'elle était morte. Clotilde aussi, ce ne fut que la mort qui lui donna cette docilité aux vœux d'Auguste Comte, cette douceur indifférente qui la fit devenir, dans la sociologie et dans la mystique de l'Humanité, la Vierge-Mère.

La passion d'Auguste Comte pour Mme de Vaux a été despotique. Elle a torturé la bien-aimée. Elle n'a pas moins torturé l'amoureux. Il a prodigieusement souffert. Il a commis la désolante faute de ne se point sacrifier. S'il avait à la vérité aimé Clotilde autant qu'il a été amoureux d'elle, eût-il souffert davantage ? du moins, il eût épargné une âme innocente. Il a été, plus que déraisonnable, impitoyable, et pour lui-même. Avec tout son génie, Comte a fait de son amour une calamité. Peut-être l'amour veut-il plus de simplicité ; peut-être l'amour ne veut-il pas être mêlé de génie ; peut-être l'amour ne veut-il aucun mélange de ce qui n'est pas lui et naïvement lui.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'opération, si heureusement commencée, il y a quinze jours, entre Ypres et Armentières, par celle des armées anglaises qui est aux ordres du général sir Herbert Plumer, l'a conduite, sur le canal de Comines, la Lys, la Douve et la Warnave, à des résultats très intéressans en eux-mêmes, et gros peut-être, pour la suite, d'événemens beaucoup plus importans encore. Le moindre de ces résultats, déjà acquis, n'est pas que, des crêtes où ils sont montés, nos vaillans et persévérans alliés commandent toutes les vues de la vallée et de la plaine ; que, de là-haut, ils lisent sur le terrain comme sur la carte, et peuvent, en connaissance de cause, choisir leur objectif, mesurer les difficultés, préparer les voies et moyens, adapter leur plan, dans le détail, aux circonstances du temps et des lieux. Ainsi l'action se conforme aussi exactement que possible à ses conditions, le succès en est assuré, et le coût en est réduit autant que possible. Des objectifs que peut maintenant se proposer l'état-major britannique, en accord avec le nôtre, nous ne savons rien, et nous en aurions deviné quelque chose, que nous ne dirions rien, mais l'atlas parle, il n'y a qu'à l'interroger. Ce que nous savons bien, ce que des témoignages enthousiastes nous rapportent, c'est que l'état matériel et moral de l'armée anglaise est magnifique ; qu'elle est, aux approches de la quatrième année de guerre, très supérieure à ce qu'elle était les deux premières années ou même la troisième, et que sa tactique en découle : pression constante d'une force croissante. Sur tout le reste, il vaut mieux nous taire, regarder et attendre.

Nous avons de quoi regarder, dans un silence patient, mais actif, car le vrai sens d'attendre, pour nous, c'est espérer. Le général Pershing, désigné pour être le chef des troupes américaines qui vont

venir en Europe prendre part à la défense du droit odieusement violé et de l'humanité honteusement outragée, est arrivé avec de nombreux officiers. Dans les rues, la population de Paris, et la France entière, par ses représentans dans les deux Chambres, ont rendu aux États-Unis, en sa personne, l'hommage que leur doivent ici tous les cœurs. Il n'est personne parmi nous qui n'ait été profondément ému en lisant le récit des manifestations par lesquelles avaient été accueillis en Amérique, à côté du maréchal Joffre devenu le vivant symbole de la France en armes, arrêtant les Barbares sur la Marne, M. Viviani, l'amiral Chocheprat et les autres membres de la mission. Journées inoubliables où reverdissaient et se vivifiaient de chers et glorieux souvenirs, vieux de plus d'un siècle; où, sous les auspices de George Washington et du jeune La Fayette, se renouait l'alliance nécessaire et presque fatale, comme voulue, dès l'origine, par le Destin, la belle alliance fondée, dans la foi commune au même idéal, par l'échange de deux grands amours désintéressés. Entre la France et les États-Unis, il n'a jamais été question de dette ni de reconnaissance; il ne s'agit pas de savoir ni qui a donné le premier, ni qui a donné le plus : chacun a tout donné à l'autre, puisqu'il se donne. Des services du genre de ceux-là ne se paient pas, ils se restituent, ils renaissent, ou plutôt ils continuent, se retrouvent et se renouvellent en se retournant.

Quelle joie, aujourd'hui, et quel orgueil de saisir, dans toute l'étendue de sa puissance, avec toutes les nuances de sa délicatesse, le sentiment qui pousse la libre Amérique vers nous! Et comme elle se plaît elle-même à l'analyser pour en jouir! M. Viviani, dans la vibrante harangue qu'il a prononcée à la Chambre des députés, le 14 juin, en présence du général Pershing, n'a pas manqué de rappeler un mot qui contient toute une psychologie du peuple américain pendant la guerre, ce mot de l'ancien ambassadeur de la Confédération à Londres, M. Schoot: « Nous vous avons toujours aimés; après la Marne, nous vous avons admirés; depuis Verdun, nous vous respectons. » Et cet autre mot du maire de New-York, disant un peu rudement à ses compatriotes : « Courbez donc la tête, car il y a trois ans que la France saigne pour vous! » C'est un point que tous ceux qui reviennent d'Amérique ont fixé. Les États-Unis voient, dans cette guerre, le genre humain à travers la France. L'idée, qui s'est faite obsédante dans les derniers mois, de la France combattant et s'immolant pour les causes les plus généreuses à la fois et les plus générales qu'une nation puisse servir, pour l'honneur de sa signature,

pour la protection des faibles, la libération des opprimés, la punition des coupables, a peu à peu vaincu les préjugés qu'à tort ou à raison ils avaient longtemps nourris contre d'autres. Ils veulent d'une égale résolution relever la France de son sacrifice et, non pas se relever d'une faute qu'ils n'ont point commise, mais proprement s'élever eux-mêmes par le sacrifice. Quelque injuste que soit le reproche d'avoir, au début, profité de la calamité universelle, ils savent qu'on le leur adresse de certain côté, et ils savent de quel côté ; comme il leur serait insupportable de jouer le rôle ingrat du « nouveau riche » dans la « société des nations » qu'ils rêvent d'organiser, ils brûlent de verser leur sang pour laver leur or, et de verser aussi leur or purifié pour ajouter à la vertu de leur sang, de se dévouer, de souffrir, de mourir pour prouver qu'ils connaissent les plus hautes valeurs de la vie ; et ils se jettent dans la bataille des principes avec l'emportement de leur ardeur aux affaires : ils sont idéalistes en réalistes à qui l'expérience a appris qu'en rien il ne faut rien faire à demi.

« Jusqu'au dernier sou ! jusqu'au dernier homme ! jusqu'au dernier battement de cœur ! » a déclaré à M. Viviani le gouverneur d'un des États, élu par des centaines de milliers de citoyens. M. Wilson l'a publiquement et magistralement expliqué en deux occasions récentes, dans la communication qu'il a fait remettre au gouvernement provisoire de Russie, puis dans son discours du *Flag Day*. En même temps, il a fait entendre à la jeune démocratie russe, à peine sortie des limbes où sont les âmes d'enfant, on ne veut pas dire la leçon, mais la voix d'une démocratie plus virile ou plus mûre. Le discours pour le Jour du Drapeau n'est que la répétition, la transposition à l'usage du peuple américain de la lettre au gouvernement russe. Il n'en est pas, de M. Wilson ou de tout autre homme d'État, qui soit plus positif, plus ferme et plus plein, moins encombré de circonlocutions, plus dégagé d'obscurités. C'est le langage solide, illuminé, définitif d'un historien. C'est un mémoire et un jugement. M. Woodrow Wilson y expose au peuple des États-Unis, pour qui l'Europe est très loin et les affaires européennes sont très petites, les origines de la guerre. Il lui enseigne des choses familières pour nous et précises jusqu'à la douleur, mais qui ne touchaient pas le citoyen américain, perdu dans les villes populeuses ou isolé dans les immenses plaines de l'Ouest : le long martyre de l'Alsace-Lorraine, la mutilation de la Pologne, l'assassinat de la Belgique, de la Serbie, de la Roumanie. Il lui découvre l'Empire allemand, ses hommes, ses desseins, ses méthodes, ses pompes et ses œuvres. Il extrait des faits

leur morale. Juriste et puritain, homme par-dessus tout, citoyen non plus seulement des États-Unis, mais du monde, remuant chez ses concitoyens les fibres les plus intimes, évoquant toutes les puissances de leur passé et de leur présent, il dresse contre le crime, contre le Mal, la nation de Washington et de Lincoln.

Mais nous, aucun danger ne nous a-t-il menacés et n'y avait-il rien à nous dire ? Avouons franchement que si ; qu'il pouvait y avoir pour nous un danger qui viendrait de nous, qui serait en nous ; non certes le découragement, encore moins la défaillance, mais la fatigue ; une espèce de détente de nos nerfs trop violemment et trop longtemps tendus. La France a donné dans cette guerre un éclatant démenti à tout ce qu'on avait jadis pensé et écrit d'elle, et qui pourrait se résumer dans le fameux aphorisme, que « le Français est plus qu'un homme dans le premier assaut, et moins qu'une femme dans le second. » Elle a montré, suivant une expression heureuse, sur la Marne, qu'elle avait conservé l'élan ; à Verdun, qu'elle avait acquis la patience. Elle a fait plus qu'une flambée, un feu qui dure depuis trois ans. Mais quoi ! Comme le remarquait le maire de New-York, il y a « trois ans qu'elle saigne. » Trois ans que la France de l'arrière souffre de la France du front qui saigne, de ses dix départemens envahis, de la misère de leurs exilés, de la ruine de ses monumens, de ses maisons, de ses jardins, de ses usines, de ses mines, de ses champs, du meurtre des hommes et des choses. A quoi bon vouloir le cacher ? Jamais, pour plus de sang, ni pour plus d'épreuves, plus de pleurs ne furent permis. Sans doute, il y avait quelque chose à nous dire, et M. Viviani l'a dit éloquemment. Il a éloquemment traduit la pensée essentielle, la pensée de continuité et de perpétuité, qu'on eût voulu inclure dans l'ordre du jour de la Chambre ; et c'est « qu'il n'y a pas de paix sans victoire, à moins que nous n'abandonnions le respect de nos tombeaux, le respect de nos berceaux, et que, par un rythme barbare qui se renouvellera tous les trente ans, nous permettions à nos fils d'aller reprendre sur le champ du combat la place où leurs pères sont tombés. »

Voilà ce que nous refusons de permettre. « La paix sans annexions et sans contributions, » insinuent le *Soviet* de Pétrograd et, derrière lui, les Germains, germanisans ou germanophiles plus ou moins masqués, qui tirent les ficelles de la faction « maximaliste. » Comme l'appel de M. Wilson, la note du gouvernement français et la note du gouvernement britannique répondent : Pas d'annexions et pas de contributions, soit ; « la France ne songe à opprimer aucun peuple, ni

aucune nationalité, même celle de ses ennemis d'aujourd'hui. Mais elle entend que l'oppression qui a si longtemps pesé sur le monde soit enfin détruite et que soient châtiés les auteurs des crimes qui demeureront pour nos ennemis la honte de cette guerre... Pour elle-même, elle entend que soient libérées et lui fassent retour ses fidèles et loyales provinces d'Alsace et de Lorraine, qui lui ont été arrachées jadis par la violence. Avec ses Alliés, elle combattra jusqu'à la victoire pour que leur soient assurées la restauration intégrale de leurs droits territoriaux et de leur indépendance politique ainsi que les indemnités réparatrices pour tant de ravages inhumains et injustifiés et les garanties indispensables contre le retour des maux causés par les incessantes provocations de nos ennemis. » De même, la Grande-Bretagne « n'est pas entrée dans cette guerre pour faire des conquêtes et ne la poursuit pas avec ce dessein. Son but était, à l'origine, de défendre l'existence du pays et d'imposer le respect des engagemens internationaux. A ces objets primitifs s'ajoute aujourd'hui celui de libérer les populations opprimées par la tyrannie étrangère. » Le gouvernement britannique, conclut la note, estime que, dans leurs lignes générales, les accords faits par lui de temps à autre avec ses Alliés se conforment à ces règles. Toutefois, au cas où le gouvernement russe le désirerait, le gouvernement britannique et ses Alliés sont parfaitement disposés à examiner ces accords et, si c'est nécessaire, à les reviser. »

Personnellement, — s'il n'est pas présomptueux d'avoir une opinion personnelle sur un tel sujet, — nous persistons à croire qu'une « revision des buts de guerre, » en pleine guerre, n'est pas sans inconvéniens ; qu'il y en a, au contraire, de plusieurs ordres ; et qu'il eût été plus sage d'opposer aux questions du Conseil des ouvriers et soldats quelques questions préalables. Mais ce n'est pas la peine de récriminer. Il suffit qu'on soit décidé, tout en marquant à la naissante démocratie russe le sympathie qu'inspirent ses bonnes intentions et que mériteront ses efforts, à ne point incliner plus qu'il ne convient, devant un régime, des hommes d'État, et des assemblées ou des comités improvisés, les principes, les maximes et les traditions par lesquels ont vécu et se sont maintenus de siècle en siècle les États qui possèdent, par droit d'aînesse, la culture politique la plus ancienne et la mieux éprouvée. Démocratie tant qu'on voudra ; mais la République des États-Unis, la République française, et même l'Angleterre monarchique, et l'Italie monarchique elle-même, en un certain sens, le meilleur, sont aussi des démocraties.

Cette quinzaine a été dure aux trônes et aux gouvernemens. Ce n'est pas pure métaphore, de dire que la terre tremble et que, par ondes, l'ébranlement gagne de proche en proche. La déposition du roi Constantin n'est évidemment pas un acte révolutionnaire, mais un acte diplomatique, où le protocole cérémoniel a été un peu bousculé. Tout s'est pourtant passé aussi bien que possible. M. Jonnart, nommé haut-commissaire des Puissances protectrices en Grèce, après avoir pris, de concert avec le général Sarrail, commandant en chef de l'armée d'Orient, et l'amiral Gauchet, commandant des forces navales alliées, les précautions militaires indispensables, après avoir fait franchir à nos troupes les limites de la Thessalie, fait fermer, à ses deux issues, le canal de Corinthe, fait débarquer des détachemens au Pirée, et amené à proximité d'Athènes les renforts dont on eût pu avoir besoin, a signifié, le lundi matin 12 juin, à M. Zaïmis, président du Conseil des ministres, la résolution des Puissances, en lui demandant, par une sorte d'ultimatum que cette fois nous étions en mesure d'appuyer, une réponse pour le lendemain, avant midi. Et le mardi matin, 12 juin, à neuf heures et demie, M. Zaïmis, prenant acte de ce que « la France, la Grande-Bretagne et la Russie avaient réclamé l'abdication de Sa Majesté le roi Constantin et la désignation de son successeur (à l'exception du diadoque, dont les dispositions hostiles avaient été scandaleusement affichées), » faisait connaître que « Sa Majesté le Roi, soucieux comme toujours du seul intérêt de la Grèce, a décidé de quitter avec le prince royal le pays et désigne pour son successeur le prince Alexandre. »

De ce successeur ainsi désigné, on savait simplement jusqu'à hier que c'était le deuxième fils du roi Constantin et de la princesse Sophie de Hohenzollern. On sait maintenant, par sa proclamation, que c'est un bon fils ; dans son exemplaire attachement à son « auguste père, » qui vient de faire « un sacrifice suprême à notre chère patrie, » il feint de ne tenir que de la délégation paternelle, comme s'ils lui étaient spontanément confiés, « les lourds devoirs du trône hellène; » dans « sa douleur d'être séparé, en des circonstances aussi critiques, de ce père bien-aimé, » il a « pour seule consolation de remplir son mandat sacré (le mandat du roi Constantin). » Il aura toujours son image dans le cœur comme devant les yeux, et tâchera de toutes ses forces de suivre les traces de son règne si brillant, avec le concours du peuple grec, obéissant, par delà l'effacement propitiatoire, aux volontés toujours royales de celui qui reste pour l'un et pour l'autre Constantin Ier. Tout cela est naturel et louable, mais il y en a trop.

Si l'on rapproche le texte de cette proclamation du texte de la communication adressée par M. Zaïmis à M. Jonnart, on ne saurait manquer d'être frappé de certaines coïncidences, où s'est peut-être exercée la subtilité des Grecs habiles à user de toutes les finesses de l'esprit et à manier toutes les ressources de la langue. Que dit M. Zaïmis, ou même qu'écrit-il? Que la France, la Grande-Bretagne et la Russie ont « réclamé l'abdication du roi Constantin et la désignation de son successeur, » d'une part; et, d'autre part, que « le Roi, soucieux comme toujours du seul intérêt de la Grèce, a décidé de quitter le pays avec le prince royal et désigne pour son successeur le prince Alexandre. » Il n'est question d'abdication que dans la demande, et dans la réponse il n'est question que de départ; en cours de route, Constantin, par une habitude invétérée, s'est laissé prendre une interview : il n'a parlé que d'« éloignement. » — Heureux qui, comme Ulysse, a fait un beau voyage! — Il y a bien, dans la réponse même, la désignation du successeur, mais relisons les articles 45, 46, 52 de la Constitution, et prenons garde que ce ne soit là encore, artificieusement ménagée, une source de chicanes.

Peu importe, au surplus. Il faut le dire tout net. Nous sommes allés en Grèce, non par des scrupules juridiques, mais par des nécessités politiques. Nous y sommes allés parce que la situation qui nous y était faite n'était digne ni de la France, ni de l'Angleterre, ni de la Russie; « parce que nous ne pouvions pas oublier que, le 1er décembre dernier, nos marins y avaient été traîtreusement mis à mort; » et parce qu'enfin, tant que le gouvernement royal faisait de ce pays une base allemande, notre armée d'Orient, prise à revers, était paralysée. Si c'est changé, si le départ de Constantin suffit, si nous sommes débarrassés de ses Streit, de ses Dousmanis et de ses Metaxas, si les deux Grèces ennemies, la Grèce de Salonique et la Grèce d'Athènes, peuvent se réunir, sous Alexandre, avec M. Venizelos, en une Grèce qui nous soit sûre, c'est bien, quoique nous ayons beaucoup tardé. Nous n'aurons pour elle que de l'indulgence, et nous lui en avons déjà donné un gage en levant le blocus. Mais, dans la douceur, de la fermeté. Inutile d'exhiber, comme l'Empereur furieux, un « poing de fer, » pourvu que nous ne lâchions plus la main. La seconde épître d'Alexandre est déjà plus raisonnable.

Au lendemain de son succès du Carso, et à la veille de l'entrée des troupes franco-anglaises en Thessalie, l'Italie a proclamé, par l'intermédiaire du général commandant son corps expéditionnaire, l'unité et l'indépendance de l'Albanie « sous sa protection, » *sotto la pro-*

tezione; nous avions noté la nuance, et c'est à tort qu'on a traduit : « sous son protectorat. » Elle a poussé son avance en Épire et occupé Janina, non sans soulever, à ce qu'il semble, des protestations. Depuis quelque temps aussi, la petite république de Koriza l'agaçait, comme une amorce, comme une pointe venizeliste, et il convient de ne pas négliger ce symptôme. Que l'Italie soit désormais au contact de la Grèce, c'est peut-être plus qu'un incident; il se pourrait que de vrais événemens en vinssent, surtout si les deux Grèces réunies retrouvaient et reprenaient les voies de la plus grande Grèce. L'Entente doit avoir l'œil ouvert de ce côté. Pour l'Italie, nous l'avons dit, la proclamation de l'indépendance albanaise sous sa protection est un geste à triple et quadruple détente : comme l'Albanie méridionale ne se distingue pas nettement de l'Épire septentrionale, il barre le chemin à la Grèce; il coupe le chemin de l'Adriatique, dans le cas probable de la victoire des Alliés, à un futur grand État yougo-slave, et, dans le cas contraire, aux ambitions de l'Autriche ou de la Bulgarie; au pis aller, il met une monnaie d'échange ou de rançon dans le portefeuille de la Consulta. Si l'Italie avait tenu à l'Albanie pour elle-même, c'est-à-dire à l'Albanie en elle-même, voilà trente ans qu'elle aurait pu l'avoir. En 1887, à Friedrichsruhe, Bismarck l'offrit à Crispi, pour toutes sortes de raisons, quelques-unes plaisantes, mais qui ne durent guère plaire à sonvisiteur, dont la famille était originaire de cette région. On croyait que, bien plus qu'à prendre l'Albanie, l'Italie tenait à ce que l'Autriche ne la prît pas, et que c'était le but du combat d'influence qu'elle y livrait à l'empire des Habsbourg. D'où l'essai, d'avance condamné, auquel présida ridiculement le prince de Wied. Mais, quels que soient pour demain les projets de l'Italie autour de Vallona et de Santi-Quaranta, ce n'est pas aujourd'hui ce qui appelle nos observations : jusqu'à ce qu'elle se pose internationalement, l'affaire albanaise se présente comme une affaire italienne d'ordre intérieur.

Eh ! quoi, dans l'instant même où la Révolution russe lance son *veto* : « pas d'annexions, » et où les Puissances de l'Entente, tout en faisant des réserves, en définissant, s'accordent à répondre : « En effet, pas d'annexions, » dans cet instant même, l'Italie déclare prendre l'Albanie « sous sa protection, » et l'on pense savoir ce que c'est, dans le style des chancelleries, que de « prendre sous sa protection » un pays préalablement proclamé uni et indépendant. Encore qu'ils ne soient pas de la stricte observance, MM. Bissolati, Bonomi et Comandini, qui représentent dans le Cabinet Boselli des

inclinations socialistes, ont tressailli à ce réveil d'un « égoïsme sacré » que certains de leurs amis se flattaient d'avoir tué avec M. Salandra. Pendant toute une séance, ils ont boudé le Conseil, et n'y ont point paru. On s'est imaginé que la crise allait s'ouvrir, et qu'en Italie comme ailleurs, allait être discutée « la revision des buts de guerre. » Et, de fait, la crise s'est ouverte, ou, plus exactement, il y a eu comme une crise larvée. Mais, quand elle s'est résolue, MM. Bissolati, Bonomi et Comandini sont demeurés dans le ministère ; c'est le ministre de la Guerre et le ministre de la Marine qui sont partis, sans compter que M. Arlotta est devenu haut-commissaire italien aux États-Unis; pour permettre le remembrement des Travaux publics, par les soins d'un technicien éminent, M. Ricardo Bianchi, et que le général Dall'Olio a été, de sous-secrétaire d'État, promu ministre titulaire des Munitions.

MM. Bissolati, Bonomi et Comandini étaient au début de la crise, durant son cours ils disparaissent, et ils n'y sont plus à la fin : c'est pour eux *res inter alios acta.* M. Sonnino l'a traversée comme eux, mais tout droit, impassible, intransigeant, bien qu'au fond elle ait été suscitée contre lui. N'est-ce pas lui en chair et en os, la « diplomatie secrète, » et n'est-ce pas lui l'ouvrier opiniâtre, silencieux, énigmatique, de « l'égoïsme sacré, » qui travaille sans cesse et ne livre à personne les mystères de son métier? Seulement, le sens politique est si fort en Italie, que ceux mêmes que cette attitude en apparence dédaigneuse blesse ou irrite, ne perdent jamais de vue, fût-ce aux heures troubles, les conditions de la vie et de l'action. Ils savent, ils sentent, que, s'il n'y a plus de secret, c'est qu'il n'y aura plus de diplomatie, et que, s'il n'y a plus d'égoïsme sacré, c'est qu'il n'y aura plus de nation. La vie nationale suppose l'égoïsme national, comme l'action diplomatique suppose le secret : ce sont des Italiens qui ont trouvé les deux formules. Des masses ignorantes ou des peuples tout neufs peuvent imaginer le contraire, et c'est bien simple, mais c'est trop simple. Pas un Italien ne les en croira. La science et l'instinct se rebellent également contre cette chimère. M. Boselli, bien qu'il passe pour être teinté d'un peu de romantisme politique, a sûrement dégagé l'intime volonté de tous ses compatriotes, en disant, le 20, à la Chambre : « Sans la victoire, aucune classe sociale, et le prolétariat moins que toutes les autres, ne pourrait espérer un avenir de progrès et une vie heureuse. Personne ne peut ne pas souhaiter de tous ses vœux la paix, mais ceux qui la voudraient sans la complète libération nationale voudraient une paix impossible, renieraient leur qualité

d'Italiens et prépareraient inconsciemment pour un avenir prochain une nouvelle et terrible guerre. Je ne puis croire que des tendances semblables existent en Italie. Si elles existaient, et si l'on tentait de les réaliser, le gouvernement sévirait inexorablement contre elles. »

En tant qu'elle se heurte sourdement au mot d'ordre adopté par la *Soviet*, la crise italienne, on le voit, n'est pas sans rapport avec la crise russe; et pareillement, à d'autres égards, la crise espagnole. Ce n'est point que l'Espagne ait suivi l'exemple ou subi, de si loin, la contagion de la Russie. Les « comités de défense » de ses régimens et ceux qui s'organisent dans les diverses corporations, mais particulièrement les militaires, n'ont eu à copier aucun modèle étranger; le type a été produit par le milieu, et nous retrouvons là aussi « cette vieille infanterie espagnole » qui, avec les autres armes du reste, avait, pour le grand malheur du pays, rempli le XIX[e] siècle de ses *pronunciamientos*. Depuis 1874, on espérait que l'Espagne en était délivrée, et l'on s'attriste, lorsque, comme nous, on l'admire et on l'aime, de constater que les germes n'en étaient pas définitivement étouffés. A la suite de la démission, dans des circonstances pénibles, de son ministre de la Guerre, le Cabinet de M. Garcia Prieto s'est tout entier décidé à la retraite ; et il y a eu plus : les libéraux ont cédé la place aux conservateurs. C'est l'inverse de la manœuvre qu'exécuta en d'autres temps Cánovas del Castillo pour soutenir et consolider la Restauration encore chancelante, quand, par deux fois, il lia à sa fortune le parti libéral, en lui remettant le pouvoir. M. Dato, qui ne s'est pas dérobé à une tâche dont le poids peut être accablant, est un homme de rare valeur, honoré de tous, ayant le goût et le sens des problèmes sociaux, en cela semblable à son ancien chef, le grand ministre conservateur. Il a appelé au ministère de la Guerre le maréchal Primo de Rivera, de qui la verte vieillesse se souvient des âges disparus, et qui, au long des soixante-dix ans pendant lesquels il porta l'uniforme, assista à tant de mouvemens dans l'armée, jusqu'à celui de Sagonte, qui fut le bon, puisqu'il fut le dernier.

Mais la crise a été très grave, et l'on ne saurait nier qu'elle a failli dépasser les proportions d'une crise ministérielle. Des choses ont été discutées, même dans des journaux modérés, qui ne le sont jamais sans que ce soit un avertissement. Toutes ces dissertations sur les monarchies qui tournent à la république et sur les républiques qui gardent les avantages de la monarchie sont l'indice d'une agitation dans les profondeurs. Les élémens de dissociation, si répandus dans toutes les Espagnes, des dix royaumes maures à la Catalogne et à la

Biscaye, le carlisme des provinces basques, le régionalisme de l'Est, le cantonalisme du Sud-Est, ce mal endémique ou épidémique, qui fut porté à son paroxysme, en 1874, par la débilité anarchique de la Révolution ; jointe à cela, la gêne imposée par une neutralité à laquelle, sauf l'effusion de sang, n'est épargnée aucune des souffrances de la guerre ; jointes à cela, en outre, les dissensions que fomente, entretient, exaspère l'espionnage allemand, les colères que provoquent l'impudence, l'audace allemandes ; oui, tout cela déborde ou menace de déborder et les personnes des ministres et les cadres des partis. Le point faible de la monarchie des Bourbons restaurée nous a toujours paru être dans la force même de l'artisan de cette restauration. L'épigraphe ne se trompait pas, qui, au pied des portraits royaux, disait : « A don Antonio Cánovas del Castillo, une famille espagnole reconnaissante. » Comment ne pas nous rappeler que nous écrivîmes ici, lors de l'attentat de Santa-Agueda : « M. Cánovas est mort : que Dieu garde l'Espagne et la monarchie ! »

Crises encore, et plus que ministérielles encore, en Autriche et en Hongrie, en Cisleithanie et en Transleithanie. Le comte Clam-Martinitz, à Vienne, n'a pu séduire le club polonais, maître du parlement impérial depuis le temps de Badeni et même de Taaffe. L'idée de ressusciter le Reichsrath après une longue léthargie lui a été fatale. Et cette aventure prouve qu'en Autriche, sous Charles Ier comme sous François-Joseph, la monarchie et ses différens peuples ne s'entendent jamais mieux que dans le silence. A Budapest, un débutant, un tout jeune homme, le comte Maurice Esterhazy, a fini par réussir où les plus vieux routiers avaient échoué. Nous ne savons de lui que son nom, et nous ne voulons le voir qu'à travers les souvenirs de son père, le comte Nicolas-Maurice, et de son grand-oncle, grand seigneur tchèque et président de la Diète de Bohême, le prince Georges Lobkowitz. S'il leur ressemble, il n'aura pas l'espèce d'âpreté fanatique d'un Tisza, et il ne devrait pas, au même degré, être asservi au germanisme. D'aussi faibles indices, il serait imprudent de vouloir tirer un pronostic. Mais, quand on considère les quatre autres comtes qui font partie du Cabinet, et dont le comte Andrássy n'est pas, rien, à première vue, ne détourne de l'impression qu'en Hongrie comme en Autriche, on essaie de donner timidement de petits coups d'épaule pour secouer le joug de Berlin.

Ce joug, la Suisse ne supporte pas qu'on le lui impose d'autorité ou qu'on le lui glisse par hypocrisie. Le chef du département politique, ministre des Affaires étrangères, M. Hoffmann, personnage très

considérable, ancien président de la Confédération, ayant commis l'imprudence et l'incorrection de servir d'honnête courtier pour une proposition de paix allemande à la Russie, dénoncée avec indignation par le gouvernement provisoire, va méditer, dans une retraite anticipée, sur ce que peuvent coûter les liaisons dangereuses. Le Conseil fédéral, en son ensemble, a repoussé toute solidarité avec ce maladroit, qui aurait déjà pu se faire prendre, et près de qui M. Grimm n'a peut-être fait que remplacer M. Ritter. Encore, dans quelques cantons, juge-t-on la sanction insuffisante. Meetings et manifestations se succèdent, où l'écusson de l'Empire est criblé de pierres. Constantin fut mal inspiré de s'arrêter, sur ces entrefaites, à Lugano, quels que pussent être les parfums de Germanie qui l'y attiraient. Le soir, comme il faisait un tour sur la Piazza della Riforma (n'aurait-il pas eu droit à la Place de la Révolution ?) il fut reconnu et... acclamé d'une façon significative. Mais qu'on ne s'y trompe pas, et, lui-même, il n'a pas dû s'y tromper. La Suisse a vu passer trop de rois en exil, elle a été hospitalière à trop de grandeurs déchues, elle a accueilli et salué trop de malheurs, pour qu'il ait pu croire que ces rumeurs fussent réellement à son adresse. Non, ce que la foule, moins cruelle que justicière, conspuait en lui, ce n'était pas le roi de Grèce, c'était le beau-frère de l'Empereur. Tandis que le *mark* perd, à Bâle, de 50 à 55 pour 100 de sa valeur, M. de Bethmann-Hollweg, par ses avocats social-démocrates, Scheidemann, Ebert et David, fait plaider à Stockholm les circonstances atténuantes, ou même la non-culpabilité. Il n'y a plus personne qui ait « voulu cela. » C'est un signe terrible pour celui qu'on croyait le plus fort, de ne plus être ni le plus respecté, ni, du moins, le plus redouté. Qu'il s'agisse de mesurer les chances de la guerre par l'argent, les armes, ou l'estime, ou la peur, l'Allemagne baisse. Voilà sa cote.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant.

RENÉ DOUMIC.

LA BATAILLE DES FLANDRES[1]

L'YSER ET YPRES

I. — LA COURSE A LA MER

La victoire de la Marne avait, avec Paris, sauvé la France de l'invasion, mais elle n'avait qu'un moment déconcerté l'État-major allemand. Battu sur toute la ligne, de l'Ourcq à l'Ornain, l'ennemi avait reculé, parfois en assez mauvais arroi ; mais, ayant atteint l'Aisne, il avait pu s'y arrêter, s'y installer, s'y fortifier et il comptait, sur cette nouvelle ligne, nous tenir en échec. Mais, tandis que, entre l'Oise et la Meuse, il repousserait l'assaut des vainqueurs, — fatigués, — de la Marne, il tenterait, d'une part, de percer notre flanc droit au Sud de Verdun et, d'autre part, de déborder notre aile gauche au Nord de Beauvais.

On sait comment, la bataille de front se poursuivant fort âprement sur les bords de l'Aisne, l'essai de percement des Allemands, après avoir semblé réussir, du 21 au 24 septembre, entre la Woëvre et la Meuse, vint échouer, le 25, à Chauvoncourt, en face de Saint-Mihiel.

Il était logique que, n'ayant pu percer notre flanc droit,

l'ennemi reportât tous ses espoirs sur la seconde manœuvre : *le débordement de notre aile gauche.*

Pendant que des combats meurtriers continuaient à se livrer au Nord de Soissons et de Reims, sans qu'aucune décision en résultât, la cavalerie allemande commençait, dès la dernière semaine de septembre, son mouvement vers le Nord sur la rive gauche de l'Oise. De grands espoirs lui semblaient permis : la région qui s'étend entre Beauvais et Dunkerque était démunie de troupes capables de contenir des forces importantes, et le général von der Marwitz, grand maître de cette cavalerie, était résolu à aller aussi loin qu'il le faudrait, — au besoin jusqu'à la mer, — pour trouver notre *défaut.*

Il eût suffi que cette manœuvre se dessinât pour que l'État-major français prît toutes mesures pour garnir de forces les provinces du Nord. Mais, par ailleurs, constatant, après les premiers jours de combats, la solidité des organisations allemandes de l'Aisne, notre haut commandement avait eu la même pensée stratégique que l'État-major adverse. Si celui-ci espérait nous déborder sur notre aile gauche, nous pouvions, gagnant l'ennemi de vitesse, le déborder sur son aile droite, et, la guerre de siège commençant sur l'Aisne, aller chercher sur les plateaux et dans les plaines du Nord un champ de bataille où, derechef, pourrait se déployer notre valeur.

Alors avait commencé cette *Course à la Mer* des deux partis, qui vaut de faire l'objet d'une étude spéciale. Deux semaines, la double manœuvre tint le monde en suspens : lequel des deux ennemis déborderait l'autre? Le haut commandement français, tandis qu'il opposait cavalerie à cavalerie, Conneau et Mitry à Marwitz, transportait états-majors et corps d'armée en Picardie, en Artois. Castelnau, appelé de l'Est, couvrait Amiens avec la 2e armée, Maud'huy, détaché de l'Aisne, le prolongeait en Artois, couvrant Arras, tandis que le groupe des divisions territoriales, sous les ordres du général Brugère, doyen de notre armée, collaborait à la défense des deux provinces. Mais la Flandre restait ouverte et de nouvelles forces ennemies pouvaient, de Belgique, déboucher d'un moment à l'autre, venant faire leur jonction avec celles qui, précédées de la cavalerie de Marwitz, montaient du Sud. Seules, deux divisions territoriales, aux ordres du gouverneur de Dunkerque, le général Bidon, couvraient notre grand port du Nord et fer-

maient, — on pense avec quelle insuffisance, — la forte trouée qui, le 5 octobre encore, s'ouvrait de Dunkerque à Arras. Lille était déjà menacé par la cavalerie allemande, que nos divisions de cavalerie n'étaient encore que dans les environs de Saint-Pol. Tandis que la bataille faisait rage sur le front Castelnau, puis sur le front Maud'huy, — ces combats trouveront, je l'espère, bientôt leur historien, — la Flandre semblait livrée. Deux brigades territoriales, envoyées de Dunkerque, étaient à la vérité descendues sur Bergues et Saint-Omer et des divisions de l'armée Maud'huy (la nouvelle 10e armée) remontaient vers Loos ; le 8, une brigade de cavalerie occupait Cassel, juste à temps pour en éloigner les patrouilles allemandes, et la jonction se faisait, le 9, entre les territoriaux venus du Nord et les cavaliers accourus du Sud. Mais il fallait bien d'autres forces et d'une autre importance, car, à cette heure même, Anvers, qui dans une certaine mesure pouvait être considéré comme la défense avancée des Flandres, tombait, et sa chute rendait disponibles de nouveaux corps allemands. En revanche, l'armée belge, battant en retraite, échappait à l'encerclement de la place. Mais, légitimement fatiguée, s'arrêterait-elle entre Ostende et Gand, entre Nieuport et Ypres ? Pourrait-elle même s'arrêter pour combattre ?

Il devenait de plus en plus probable que, de la mer à la Lys, les forces allemandes allaient déferler et la bataille du Nord qui, en attendant qu'elle s'étendit jusqu'à la mer, continuait à se déchaîner en Picardie et en Artois, devenait décidément, pour l'heure, la grosse affaire de la guerre.

Les Anglais allaient, sur leur requête, y être jetés.

Depuis le début des combats de l'Aisne, les troupes du maréchal French, trois corps qu'allaient grossir d'importans renforts coloniaux, occupaient, entre les armées Maunoury et Franchet d'Espérey, la partie du front de bataille où les avait amenés la poursuite d'après la Marne. Mais le maréchal s'en accommodait mal et, dès la fin de septembre, il avait manifesté le désir de reprendre sa place primitive à l'extrême gauche de l'armée alliée. Il se trouverait ainsi, à son sens, dans son rôle en quelque sorte naturel, car, porté vers le Nord, il se rapprocherait par là de ses bases de ravitaillement, les ports du Pas de Calais, tandis que ses soldats (je dirai tout à l'heure combien l'événement justifiait ce sentiment) se pourraient

flatter de l'idée que, dans une certaine mesure, ils couvraient de leurs corps la route de Londres.

Il avait été convenu que les trois corps britanniques seraient successivement transportés en Artois et dans la région d'Hazebrouck-Ypres. On pouvait espérer que l'armée alliée serait déployée jusqu'au Nord de la Lys assez tôt pour donner la main à l'armée belge en retraite. Et, de fait, celle-ci se trouvant, — on verra dans quelles conditions, — le 11 octobre, dans la région Ostende-Furnes et le 3e corps britannique atteignant, le 12, le Nord-Ouest de Hazebrouck, le 1er corps, celui qui, sous le général Haig, devait combattre à Ypres, roulait vers son futur champ de bataille où, à la vérité, il ne devait être en ligne que le 20, quand, déjà, tout prenait feu en Flandre. Ypres qui, le 10, au rapport d'un haut visiteur, « était gardé seulement par dix cyclistes, » avait été occupé par deux divisions territoriales, les 89e et 87e, qui, en attendant les Anglais, organisaient, dès le 15, une forte position défensive en avant de la ville, couvertes par le corps de cavalerie Mitry. L'armée belge, retraitant toujours, avait, le 12, atteint la ligne de l'Yser entre Nieuport et Dixmude où une brigade de fusiliers marins qui, nous dirons comment, avaient, depuis Gand, couvert la retraite, s'embossait, on sait pour quels exploits. Et le haut commandement, aussitôt finis les transports de l'armée anglaise, expédiait vers Dunkerque l'une de nos plus belles divisions, la 42e, qui, sur cette ligne de l'Yser, allait, aux côtés de l'armée belge, se couvrir de gloire sous les ordres du général Grossetti.

Ainsi, le 20, la ligne qui, quelques jours avant, était encore bien médiocrement tenue et presque inexistante de la Lys à la mer, semblait assurée d'une sérieuse défense, et déjà l'on pensait faire de cette ligne de défense un solide tremplin d'où s'élancer à la reconquête de la Belgique envahie. C'est en vue de cette offensive que l'État-major français songeait à grossir considérablement les forces françaises opérant, aux côtés de nos deux alliés, au Nord de la Lys. Le 9e corps d'armée y était acheminé, qui commencerait à débarquer le 21, et les troupes françaises qui allaient, au cours même des premières opérations, se grossir jusqu'à dépasser de beaucoup en Flandre les forces anglaises et belges réunies, seraient mises sous les ordres supérieurs du général d'Urbal, placé, dès le 20, à la tête du *Détachement d'armée de Belgique*, — bientôt la 8e armée.

Depuis le 5, le général Foch, avec le titre d'*adjoint au commandant en chef* et la mission de *coordonner* les efforts des troupes engagées de l'Oise à la mer, dirigeait de haut, avec une fermeté rare et une ingénieuse activité, les opérations des *armées du Nord*. Le 20, son attention était, pour les trois quarts, absorbée par les angoissans événemens de Flandre. Il allait, le 24, transférer son grand quartier général, de Doullens, dans le vieil hôtel de ville de Cassel, et ce transfert même eût suffi à indiquer quel intérêt capital prenait à cette date la bataille entre Lys et mer.

La *Course à la mer* était close, décevant le plan allemand de débordement; mais les Allemands ne sont pas gens, on le sait, à se résigner facilement à une déception; ils allaient essayer d'obtenir par une formidable poussée le résultat qu'ils n'avaient pu atteindre par la rapidité de leurs mouvemens; et la *Course à la mer* n'était pas terminée que la *Bataille des Flandres* battait déjà son plein.

II. — LE CHAMP DE BATAILLE

« La partie de l'Europe où les Pays-Bas expirent en face de l'Angleterre et qui s'ouvre entre l'Ardenne et le Pas de Calais vers le bassin parisien est *une région historique entre toutes*, » écrivait, en 1904, M. Vidal La Blache.

La géographie ici, une fois de plus, explique l'histoire. Ces plaines attirent la bataille. C'est, entre la mer et les massifs boisés de l'Ardenne, le champ ouvert aux grands tournois, arène immense, commode à qui entend manœuvrer et, d'ailleurs, trouée énorme où les armées se peuvent engager à l'aise, sans être pour ainsi dire gênées par rien, ni fleuves profonds, ni forêts épaisses, ni chaînes élevées. Et l'enjeu, par surcroît, a toujours paru à la portée immédiate du vainqueur; car, si ce pouvait être, pour qui venait de France, Bruxelles, Anvers, Liège, ce peut être, pour qui se rue des Allemagnes ou des Pays-Bas mêmes, Dunkerque, ce peut être Lille, ce peut être Calais, — et par delà Arras, Paris, et par delà Boulogne, Douvres et Londres : « bassin de Londres et des Flandres, écrit encore le géographe, *parties d'un même tout*. »

Jamais plus qu'en parcourant, il y a quelque temps, cette



LE CHAMP DE BATAILLE DES FLANDRES

région flamande, je n'avais été frappé de ce caractère d'*arène* large ouverte aux combats.

C'est d'abord la *Dune* où, un jour du XVIIe siècle, Condé, hélas! avec les Espagnols, s'affronta à Turenne et perdit la partie, mer de sable jaune aux vagues immobiles où vient mourir la vraie mer, pâle et triste, bande de terrain souvent large d'une demi-lieue et qui, s'élevant parfois de dix, vingt, trente mètres, — le *Hoog Bliker*, à Coxyde, atteint 32 mètres, — sert de rebord septentrional, fragile et bas, à la cuvette flamande. De Dunkerque à Nieuport par Coxyde et Oost-Dunkerque, de Nieuport à Ostende par Lombartzyde et Westende, la bande d'or pâle enserre la campagne verte absolument plate où vers la Dune, se traînent les cours d'eau.

L'Yser est le type de ces cours d'eau, le plus important, — et aujourd'hui à tout jamais illustre. Cette petite rivière canalisée, — de Dixmude à Nieuport, — a une pente si insignifiante qu'on se peut demander par quel miracle elle a cours : on lui a, entre Lombartzyde et Nieuport-Bains, à travers la chaîne des dunes, frayé un estuaire cimenté, mais la marée refoulerait le cours d'eau bien en amont de Nieuport-ville, — petite ville forte située à 3 kilomètres plus au Sud, — si un formidable jeu d'écluses, plus que jamais célèbre depuis octobre 1914, ne permettait, au centre de la ville, de manœuvrer d'eau. Que ces écluses soient ouvertes au flux ou brisées par quelque cataclysme, la mer reprendrait jusqu'à six, sept, huit lieues vers le Sud, possession de son ancien domaine.

Car la plaine qui s'étend des Dunes jusqu'à la ligne un peu plus élevée de Saint-Omer-Cassel-Poperinghe-Ypres-Langemark, est de récente existence — s'entend relativement : elle a été conquise, au prix de quel labeur séculaire ! sur les flots marins. Mais, située généralement à un, deux, au plus quatre mètres au-dessus du niveau de la mer, elle est parfois de beaucoup en contre-bas. Et le procès de la terre et de la mer est si peu terminé qu'en plein XIXe siècle, on a vu celle-ci menacer de reprendre sa place. En tout cas, l'élément liquide demeure au fond le maître, sournoisement insinué dans le sol qui reste crevé de toutes parts de lagons, de minuscules étangs, coupé de fossés, — les *watergands*, — où filtre l'eau, vraie éponge qu'il suffit de presser bien légèrement pour que l'eau suinte de toutes parts sous l'argile : au demeurant, le pays le moins propre à la

tranchée, donc impropre à la défense et favorable à l'attaque, — sauf que l'eau peut y devenir elle-même défense. Les gens de Cassel et d'Ypres appellent cette région des polders et des hautes chaussées *le Noordland*, on pourrait l'appeler *Groenland* (terre verte), car entre les chaussées élevées où passent routes et chemins de fer, ce n'est que verdure, tapis d'herbe, merveilleux pâturage où la guerre, nos soldats en témoigneraient, surprit des troupeaux qu'elle affolait, prés où poussent des saules, des bouleaux, des arbres bas au frêle feuillage frémissant. A l'Est de l'Yser, — retenons ce trait, — il y a encore quelques bois; il en est un au Nord de Thourout, un à l'Est de Keyem, et, entre Roulers et Merkem, cette *forêt d'Houthulst* qui n'est certes importante qu'au regard d'une région sans bois, mais qui n'en jouera pas moins dans cette chronique un rôle important. A l'Ouest de la rivière, pas un bouquet sérieux.

Au Sud de ce pays, au delà d'une ligne qui va de Cassel à Langemark, le pays s'élève un peu, mais il faut vraiment que ces Flandres soient la région la plus plate de l'Europe pour que ce *piton de Cassel* en soit le belvédère, d'où, dit-on, on peut, aux beaux jours, découvrir cent trente bourgs et villages. Il n'en est pas moins vrai que cette vieille petite ville de Cassel a été, de par sa situation, un des nœuds historiques de ces « pays bas, » puisque trois batailles se sont, au XIe, au XIVe, au XVIIe siècle, livrées autour d'elle, en attendant que le général Foch en fît, au XXe siècle, l'observatoire d'où il dirigera la bataille des Flandres.

Des ondulations, — parfois des taupinières, — font de cette ligne Cassel-Langemark, orientée de l'Ouest à l'Est, un rebord de terrasse au-dessus du *Noordland :* une autre série de collines partant également de Cassel vers le Sud-Est peut encore, à la rigueur, jouer les chaînes, se dirigeant vers Bailleul. Et, entre les deux branches du compas, trois ou quatre hauteurs, — tout étant relatif, — sont appelées *monts :* le mont des Cats, le Mont Noir, le Sherpenberg, couronnés de moulins à vent et surtout le mont de Kemmel, qui domine vraiment, de Bailleul à Lille, de Lille à Menin, de Menin à Langemark, toute la région et cette légère crête Wytschaete-Messines, qui, à l'Est du Kemmel, en est le gradin inférieur, suffisamment élevée pour qu'elle ait été la partie la plus disputée, — avec les bords de l'Yser, — de ce vaste champ de bataille.

A travers ce pays relativement boisé, — les gens du *Noordland* l'appellent « le pays des bois, » — le canal d'Ypres, qui n'est que l'Yperlée canalisé, tend du Nord au Sud sa ligne droite d'eau pâle. Il unit l'Yser à la Douve. Cette riviérette coule lentement de l'Ouest à l'Est au Sud d'Ypres jusqu'à Warneton où elle se jette dans la Lys.

C'est la Lys qui, très nettement au Sud, délimite le champ de bataille flamand : issue des collines de l'Artois, elle va, après Merville, Estaires, Aire, Armentières, Warneton, arroser Werwicq, Menin et Courtrai. C'est un médiocre cours d'eau, mais, grâce à la nature du sol, il s'est creusé une vallée qui, écrit avec raison M. Vidal La Blache, « étonne par sa largeur. »

Ce fossé borne l'arène où tiendra notre bataille des Flandres, les combats se poursuivant d'ailleurs entre Arras et Lille.

Si, de la mer du Nord à la Lys, les élévations sont nulles ou médiocres, les rivières étroites et lentes, et rares les bois, les villages sont abondans. Guichardin écrivait au xve siècle que la Flandre « n'est qu'une ville continue. » Telle impression ne résulte pas, dans sa rigueur, du spectacle qu'offre la région située à l'Ouest de l'Yser et de l'Yperlée : il n'en est pas moins vrai que tout le long des chaussées élevées de nombreux villages, — les *ham*, — s'allongent au-dessous de leurs *kerke* (églises) sans parler des fermes, — *hofstede*, — qui sont de vrais hameaux sur chaque monticule : Saint-Georges, Saint-Pierre-Cappelle, Shoore, Kloosterhoeke, Keyem, Beerst, Vladsloo, Stuywekenskerke, Oostkerke, Caeskerke, Saint-Jacques-Cappelle, Woumen, Clercken, Houthulst, Staden, Merkem, Westroosbeke, au Nord et au Sud de Dixmude, et autour d'Ypres, Noordschoote, Zuydschoote, Elverdinghe, Boesinghe, Bixschoote, Pilken, Langemark, Poelcapelle, Paschendaele, Saint-Jean, Zonnebeke, Zillebeke, Gheluvelt, Bacelaere, Dardizele, Gheluve, Kruiseik, Zandwoorde, Vormizeele, Hollebeke, Houthem, Messines, Comines, etc. — noms qui vont devenir familiers au lecteur, villages dont vingt tiennent à la fois dans le regard de l'observateur qui, d'un moulin à vent ou de quelque clocher de *kerke*, embrasse un peu d'horizon. Car *kerke* et moulins sont dans le *Noordland*, — avec quelques hautes cheminées de briqueterie, — les seuls observatoires ; c'est ce qui a fait leur infortune : la plupart des villages ne présentent plus dans la zone de la bataille que des amas de ruines d'où, çà

et là, émerge une tour croulante. En revanche, les chaussées sont restées à peu près intactes : c'était un réseau de voies de terre et de fer qui, dans la bataille, ont joué plus d'un rôle; car, si la plupart ont simplement été les voies d'accès à la ligne de feu, certaines, tels le remblai du chemin de fer de Nieuport à Dixmude et la route d'Ypres à Menin par Gheluvelt, resteront célèbres, — véritables parapets derrière lesquels les alliés continrent, en des jours sévères, la poussée germanique.

Terre basse et large ouverte, sans obstacles naturels sérieux, tel est le champ de bataille. Au-dessus, un ciel presque toujours bas et terne, mais qui, à l'automne, laisse encore filtrer, à travers la brume presque constante, assez de lumière pour que cette brume reste légère et bleuâtre, — fort différente du brouillard presque opaque dont une légende romantique enveloppe la Flandre et sa dernière bataille. Cette brume flotte, à la vérité, sur toutes choses, estompant les contours, déroutant parfois toute observation : elle donne à la contrée un grand air de tristesse douce. Des collines de la Lys, sous le ciel pâle, vers la pâle mer, sur les prés crevés d'eau, sur les bourgs gris, sur les dunes de sable clair, elle jette un voile léger. Le pays entier apparaît ainsi empreint d'une mélancolie uniforme et vient mourir, sans qu'un instant soit rompue sa monotonie, à la mer du Nord aux flots blancs.

Cette contrée, c'est, — je le répète, — l'arène ouverte aux querelles de l'Europe occidentale. Aucune région n'évoque certainement tant de souvenirs guerriers. Du Courtrai de 1302, — cette *bataille des Éperons* où les Flamands « rompirent » la chevalerie française, — au Cassel de 1328 et au Roosebeke de 1382, où les rois de France prirent une si éclatante revanche, des Dunes de 1658 où Turenne battit les Espagnols au Oudenarde de 1708 où Vendôme fut déconfit par les Anglais de Marlborough, jusqu'au Roulers de 1794 où, en mettant en déroute les Autrichiens de Clarfayt, Macdonald et Pichegru préparèrent Fleurus, sans parler de Bouvines, de Malplaquet et de Denain, si proches, que de souvenirs! Il flotte dans cette brume fluide, au-dessus de ce sol argileux, sous ce ciel laiteux, des milliers d'ombres de guerriers morts. César lui-même avait failli y voir sombrer sa fortune contre les Gaulois Ubiens.

Le champ se rouvrait en octobre 1914, — paisible campagne remplie de tout un tumultueux passé.

III. — L'ENJEU ET LES TRAITS DE LA BATAILLE

Les Allemands, eux, voyaient, dans ce champ clos, en octobre 1914, un avenir plein de promesses.

Ils venaient de s'emparer d'Anvers et leur absolue confiance dans la « victoire allemande, » à peine ébranlée le soir de la Marne, s'en augmentait jusqu'au paroxysme. Sans doute, un accident malheureux, pensaient les chefs, leur avait fermé, — momentanément, — le chemin de Paris, mais tout chemin mène à Paris et, si on ne pouvait forcer la barrière que les Français achevaient d'élever de Thann à Arras, on la pourrait sans doute tourner. C'était le but primitif de la manœuvre, et il eût certes suffi à surexciter les courages. Mais depuis qu'ils venaient de balayer de la Belgique le gouvernement et l'armée qui (j'emprunte les termes à vingt articles) « avaient osé leur résister, » les Germains ne connaissaient pas de bornes à leur orgueil. Et, c'était, — peut-être surexcitée encore, — la mentalité monstrueusement outrecuidante que j'ai décrite chez les Allemands courant, — à la fin d'août, — sur l'Ile-de-France et la Champagne (1). Ils entendaient que la dépossession du roi des Belges fût totale, — et complète l'exemplaire exécution des « coupables. » Pas un coin de terre ne devait rester à Albert I[er] et, après Liége, Bruxelles, Anvers, Bruges, Gand, le pays d'Ypres et de Furnes devait être occupé, — dernier lambeau du royaume piétiné. Ce serait le premier acte et le premier résultat de la victoire, — si tant est que les Belges en déroute « osassent » encore lutter sur ce dernier morceau de leur sol national. Même étayés par des Anglais et des Français, — et ils ne pouvaient l'être que faiblement, — ils seraient écrasés entre Nieuport et Dixmude et livreraient le passage.

C'est alors Dunkerque menacé, assiégé, bientôt pris comme l'avaient été Liège, Namur, Maubeuge, Anvers. Et après Dunkerque, c'étaient Calais, Boulogne. Car le grand dessein déjà se trahissait dans la presse officieuse et jusque dans les propos des hommes d'État: *la Bataille pour Calais*, c'est ainsi que l'Allemagne baptisera l'assaut qui, du 16 octobre au 15 novembre, se déchaînera. Se jetant sur le littoral du Pas de Calais,

(1) *La victoire de la Marne*, dans la *Revue* du 15 septembre 1916.

l'Allemagne tout d'abord isolerait, — ou presque, — de son île, le corps expéditionnaire anglais. Mais qui sait même si, maîtresse de la côte, elle ne parviendrait point, — quels projets paraissent fabuleux à la mégalomanie germanique? — à réaliser cette expédition d'Angleterre que Napoléon a projetée et crue possible, Napoléon dépourvu de sous-marins, d'avions et de canons à longue portée. En tout cas, saisir Dunkerque, Calais, Boulogne, c'est proprement étrangler l'Entente; c'est, avant même sans doute que l'exécution ait à suivre, faire capituler Albion devant une formidable menace. L'Allemagne marche *nach Cales* avec autant d'exaltation que naguère elle marchait *nach Paris*. Car elle entend frapper tout à la fois Paris et Londres, — en achevant, chemin faisant, la Belgique : « Hourrah pour la grande Allemagne, s'écrie un soldat allemand au début de la bataille. *Hourrah! nous allons conquérir le monde* (1)! » Et, à la même date, le Kronprinz de Bavière, commandant de Douai la VIe armée, dit à ses soldats : « Le moment est arrivé où la VIe armée *doit amener la décision des rudes combats qui durent depuis des semaines à l'aile droite de l'armée allemande*... En avant donc sans arrêt jusqu'à ce que l'ennemi soit *complètement abattu!* »

Non seulement des forces importantes seront prélevées sur le front allemand, maintenant stabilisé de la Meuse à la Somme, non seulement l'armée d'Anvers dévalera sans perdre un jour sur l'Yser, mais des corps nouveaux, fiévreusement et secrètement forgés au fond de l'Allemagne, seront soudain jetés, qui achèveront la déroute par le double effet de la surprise et de la masse. Et de fait, sous l'effroyable poussée, d'abord sur le front de l'Yser, ensuite sur le saillant d'Ypres, l'armée alliée paraîtra à plusieurs reprises fléchir : l'Empereur arrivera derrière ses guerriers, prêt à faire dans Ypres, dans Dunkerque, dans Calais, l'entrée solennelle que Paris ni Nancy n'ont vue.

Toujours, cependant, la ligne des alliés se refermera devant lui.

C'est que, précisément, nous avons pour résister là des raisons tout aussi fortes que l'Allemagne peut en avoir pour attaquer. Sans doute, le haut commandement français, d'accord avec l'État-major britannique, entend-il, au début, non seule-

(1) *Deutsche Krieg in Feldpostbrief*, I, p. 255 citée par M. Albert Pingaud dans la *Revue* du 1er décembre 1916.

ment achever de clore, de la Lys à la mer, ce mur qui déjà des Vosges aux collines d'Artois se dresse devant l'envahisseur, mais aussi s'élancer, par une offensive combinée des armées alliées, à la reconquête de la Belgique. Mais si cette offensive, se heurtant à une poussée allemande, plus forte qu'on n'avait pu l'imaginer, se trouve contrariée, du moins arrêtera-t-elle, au seuil des champs de bataille même, les efforts allemands et brisera-t-elle, avec cet effort, pour de longs mois, la force offensive de l'ennemi. Et si, cependant, les armées alliées ont conservé au roi des Belges fût-ce quelques lieues carrées de son royaume, si elles ont, en faisant échouer les projets sur Dunkerque et Calais, assuré la pleine liberté des communications entre la France et l'Angleterre et, à tout jamais, couvert la Grande-Bretagne, si enfin elles ont, tout en combattant, solidement fermé la barrière défensive derrière laquelle la France se pourra préparer à de nouveaux combats, elles auront remporté tout à la fois sur l'orgueil, la force et la fortune de l'Allemagne la plus grande victoire.

A cette victoire tout sera donc employé. Si, dès les premiers jours, l'intérêt de cette bataille est clairement apparu au haut commandement français, il est certain qu'en se développant, se magnifiant et s'aggravant, elle s'imposera, à la fin d'octobre, à son attention comme *la bataille* — tout court. Le grand quartier général qui, dès la seconde semaine d'octobre, songe déjà à étayer d'importantes forces les armées belge et anglaise, est peu à peu amené à doubler, tripler bientôt ces forces. Relevant sur les parties stabilisées et relativement calmes du front, régimens, divisions, bientôt corps d'armée, — on verra tout à l'heure lesquels, — il constituera au général d'Urbal une armée vite si importante, que, nos alliés aidant, l'énorme masse allemande se viendra briser là contre, comme, dix-huit mois plus tard, devant Verdun.

C'est bien plutôt en effet à la célèbre bataille de la Meuse de 1916 qu'à celle de la Marne de 1914, qu'il est permis de comparer la bataille des Flandres, premier type de ces grandes mêlées où les corps viennent des deux côtés s'ajouter aux corps, mêlée forcément échevelée, d'apparence désordonnée, remplie de hauts et de bas, de coups de théâtre, de reculs et de rétablissemens, se terminant par la déconfiture allemande, mais au prix de quels efforts surhumains! C'est ce qui me ferait dire que la

bataille de la Marne m'apparaissant comme une belle *tragédie classique*, celle des Flandres serait plutôt un passionnant *drame romantique*.

Ce qui ajoute à ce caractère, c'est l'étrange pêle-mêle d'élémens qui, du 15 octobre au 15 novembre, prennent part à cette mêlée. Tandis qu'à la Marne notre armée active et nos divisions de réserve presque seules, — l'armée britannique ne comptant alors que trois corps, — s'affrontent aux Allemands, c'est, en Flandre, un étrange mélange de troupes, d'armes, de races et même de couleurs. Les Anglais, grossis d'élémens coloniaux et d'abord des Hindous, occupent les abords d'Ypres; l'Yser est tenu par les Belges, descendans de ces gens des communes de Flandre et de Wallonie qui, dans des siècles passés, tenaient tête aux princes et aux rois; et tandis que le maréchal French et, sous lui, sir Douglas Haig, veillent à la « bataille anglaise, » c'est le roi des Belges, Albert Ier, qui, de Furnes, commande les troupes de sa nation. Le général Foch, enfin, et bientôt, sous lui, le général d'Urbal, dirigent la bataille française, enchevêtrée d'ailleurs aux batailles anglaise et belge. Mais notre armée elle-même présente un caractère singulièrement plus composite qu'à la Marne : les *territoriaux* du général Bidon, les *fusiliers marins* de l'amiral Ronarc'h y jettent une note nouvelle; on verra des *goumiers marocains* en pleins polders, des *bataillons sénégalais* soutenir les marins. Et lorsque les *monitors* de la flotte britannique et les contre-torpilleurs français seront venus, devant les Dunes, prolonger la bataille, on se fera une idée du caractère étrange et, répétons-le, *romantique* de ce drame dont un survivant me disait : « C'était, de la Lys à la mer, la *tour de Babel*, — sauf qu'on s'y entendait fort bien. »

On s'y entendra, — j'y reviendrai lorsque, à la fin de cette étude, je chercherai à dégager les causes du succès et les conséquences de l'action. On s'y entendra parce que tous ces soldats de toutes les races, de toutes les couleurs, de tous les bans, de toutes les armes communient dans une égale résolution : empêcher à tout prix l'Allemand de passer. Des Français qui, entendent préserver d'une nouvelle invasion le sol de France, aux Anglais qui ont conscience de couvrir lointainement, avec Calais derrière Ypres, le seuil de leur maison, et aux Belges accrochés au dernier morceau de la leur, tous sentent battre

leur cœur à l'unisson en face d'un ennemi abominable, abominé, déjà souillé de mille crimes. Des chefs dont je dirai les réciproques témoignages de cordiale confiance à ces soldats qui s'embrasseront dans les tranchées conservées ou reconquises ensemble, tous, s'entr'aidant et reconnaissant leur entr'aide, devaient vaincre parce que, plus même que les Bavarois, Wurtembergeois, Hessois, Prussiens des deux princes de Bavière et de Wurtemberg, ils sont résolus à vaincre, et que cette résolution les fait frères d'armes, frères de pensée.

Sur cette large scène, que la mer elle-même ne ferme pas, mais prolonge et complète, dans ce décor glorieux en sa mélancolie et peuplé de tant de souvenirs guerriers, avec ces acteurs tous animés, — des deux princes allemands aux chefs alliés, — de la résolution de vaincre, le drame s'allait jouer, du 11 octobre au 20 novembre, où tenaient tant et de si grands intérêts.

On peut le diviser en quatre actes — sans entr'actes : *l'installation des trois armées alliées sur le champ de bataille :* Belges sur l'Yser, Anglais autour d'Ypres, Français partout ; *l'assaut allemand de Nieuport à Dixmude*, ce qu'on a appelé la *bataille de l'Yser*, au cours de laquelle les Belges et Français confondus, après des fortunes diverses, parviennent finalement à barrer la route à l'Allemand; puis ce qu'on a coutume de dénommer *la première bataille d'Ypres*, où Anglais et Français, après un début d'offensive heureuse, menacés d'enfoncement dans les tragiques journées des 30 et 31 octobre, arrachent à l'ennemi les positions un instant conquises par lui ; enfin, cette *deuxième bataille d'Ypres*, où, après un nouvel assaut marqué par l'intervention de la Garde, échoue, vers le 15 novembre, la dernière tentative de l'ennemi.

Ce sont ces quatre actes dont il s'agit maintenant de tracer les grandes lignes et de retracer les principales péripéties.

IV. — LES BELGES SUR L'YSER

(9 octobre. — 21 octobre.)

Le 9 octobre, un pigeon arrivait à tire d'aile à la place de Paris ; il portait sous son aile la première nouvelle d'un événement bien grave, qui tenait dans ce court message, venant de la grand'ville assiégée : « *Anvers envahi.* »

La ville tombait trop vite. Depuis que la première ligne des

forts avait été forcée, le haut commandement français, d'accord avec le gouvernement anglais, songeait à aller recueillir, sous les murs mêmes de la place assaillie, l'armée belge qui en devait sortir. Tandis que le général Pau courait vers Anvers avec mission de donner au Roi toutes indications de nature à assurer la coopération complète des armées belge et française et d'obtenir particulièrement que les troupes belges, sorties de la place, « continuassent leur effort au Sud-Ouest avec les forces alliées, » 6 000 fusiliers marins, débarqués le 7, de Paris, à Dunkerque, sous le commandement de l'amiral Ronarc'h, étaient immédiatement dirigés sur Anvers où ils recevraient les instructions du général Pau. Par ailleurs, le gouvernement britannique jetait vers la place sa 7e division, sous les ordres de sir Henry Rawlinson. Brigade Ronarc'h et division Rawlinson n'étaient, dans l'esprit des chefs alliés, que les avant-gardes de l'armée alliée elle-même. Celle-ci, se réunissant, dans les circonstances indiquées au début de cette étude, dans le Sud-Ouest de la Flandre, devait, par une offensive à très large envergure, prévue pour le 12, s'avancer, par Tournai, Courtrai, Thourout et Ostende, vers Bruges et Gand et arriver assez vite dans la Flandre orientale pour menacer, en liaison avec l'armée belge, l'armée allemande assiégeante.

La chute d'Anvers ne déconcertait qu'en partie encore ces projets d'offensive; le général Joffre insistait, — et le général Pau en son nom, — pour que l'armée belge, qui serait sous peu secourue, essayât de résister à l'ennemi dans la région de Bruges-Gand. Mais, fatiguées, en partie désorganisées, les six divisions belges sorties d'Anvers se sentaient incapables de tenir tête au vainqueur. « La défense héroïque de Liége, sitôt suivie d'une longue retraite sur Anvers, écrit un de leurs compatriotes qui fut témoin de la retraite, de glorieuses et utiles sorties toutes terminées par un dur mouvement de recul vers la protection des forts, l'énervement d'un long siège, ce départ dramatique par le dernier chemin qui fût libre, la fatigue, la faim, le déchirement d'abandonner à chacun de ses pas un peu de sol natal, tout cela avait fait, semblait-il, *des fantômes de nos Soldats.* »

Tandis que les Anglais de Rawlinson, les fusiliers marins de Ronarc'h, — arrêtés à Gand par la nouvelle de la chute d'Anvers, — et la cavalerie du général belge Witte protégeaient

leur repli, les troupes du roi Albert s'écoulaient vers le Sud-Ouest, sans paraître même penser qu'elles pussent s'arrêter avant d'avoir atteint le territoire français où elles se reconstitueraient. Elles étaient, le 11, parvenues dans la région Thourout-Ostende, et déjà, par sa 6e division, l'armée belge atteignait les environs de Dixmude, mais avec l'évidente intention de continuer la retraite sur Calais. « Nous sommes des morts vivans (1), » disaient-ils.

Il semblait au haut commandement français que l'armée belge serait avantageusement dirigée sur la région Ypres-Poperinghe où elle serait en liaison immédiate avec les forces anglaises et françaises. A cette même heure, répondant au désir de tous, le roi Albert qui, dans ces circonstances, déployait de si rares qualités de cœur et d'intelligence, faisait savoir qu'il « serait heureux de recevoir les instructions du général Joffre au même titre que l'armée anglaise, » et se prêtait ainsi entièrement à la « coordination » que le général Foch avait, on le sait, mission d'établir entre les efforts de tous. Les cinq divisions disponibles seraient réunies « dans la région de Nieuport-Furnes-Dixmude, » cette concentration étant couverte par les élémens anglo-franco-belges qui avaient protégé la retraite : la 7e division de cavalerie française était par surcroît portée à Ypres pour établir une liaison avec les forces belges, la division Rawlinson ralliant, par Roulers et Ypres, l'armée du maréchal French.

L'armée allemande ne s'était pas attardée à Anvers. Les avant-gardes se fussent jetées aux trousses de l'armée belge si elles ne se fussent, dans les environs de Gand, heurtées aux alliés couvrant la retraite. Mais, dès le 14, on signalait que l'armée de siège rendue disponible, — 40 000 à 50 000 hommes, — marchait, en trois colonnes, de Gand par Bruges sur Ostende, de Deynze par Thielt sur Roulers et d'Audenarde par Courtrai sur Menin. Ce jour-là, les Belges atteignaient les bords de l'Yser et s'y arrêtaient.

A peine s'étaient-ils arrêtés qu'il était sensible que « leur moral se relevait. » On était d'ailleurs bien résolu à assurer la droite belge, ce dont l'amiral Ronarc'h se chargerait. D'autre part, et pour protéger leur gauche, on demandait la coopération de l'escadre britannique, en attendant qu'une division

(1) Pierre Nothomb, *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1916.

française, — ce sera, on le sait, la 42e, — pût être amenée par Dunkerque dans la région de Nieuport.

Le roi Albert, qui venait d'avoir, le 16, la plus émouvante entrevue avec le général Foch, donnait à son armée « ordre de rester sur la ligne de l'Yser et de s'y défendre avec la dernière énergie. » Les chefs avaient compris que « la Belgique jouait son existence. » Quant aux soldats belges, on n'avait qu'à leur demander de tenir bon : on n'entendit pas un murmure ; ils sont les petits-fils des piquiers de Courtrai, et le Roi, comme jadis le grand Flamand Arteweld, leur avait dit : « Notre honneur national est engagé. »

Par ailleurs, on annonçait à la même heure « l'envoi dans le Nord d'une nouvelle division » dès que les transports anglais n'encombreraient plus le réseau. En outre, l'ambassade anglaise, saisie le 15 de la requête qu'on sait, avisait, le 17, le général en chef que « trois monitors, portant chacun deux canons de six pouces et deux de sept, seraient à Dunkerque dans la matinée du 17 pour couvrir l'aile gauche des armées alliées. » Enfin, la brigade Ronarc'h qui, pas un instant, n'avait, depuis Gand, séparé sa fortune de celle de l'armée en retraite, était venue s'arrêter à Dixmude où l'amiral avait trouvé les instructions de Foch : « Vous ne devez songer à évacuer la position que sur un ordre formel de vos supérieurs à la suite de l'enlèvement de toute la position. » Ce solide Breton était, on le sait, homme à l'entendre.

Ainsi l'armée belge était-elle, le 16, assurée d'être soutenue à ses deux ailes.

C'est qu'il était « essentiel de rendre inviolable » la ligne de l'Yser, — moins encore pour la sécurité de Dunkerque (où, dès le 15, le général en chef avait pris soin de prescrire qu'on laissât toute la belle garnison) que pour la protection, contre une désastreuse surprise, du flanc gauche de l'armée anglaise qui, en voie de débarquement, allait, nous le verrons, avoir, dès le 20, à combattre. On comprend donc toutes les précautions prises. L'armée belge, — courageusement, — commençait d'ailleurs l'organisation défensive de la ligne, le 17, n'étant inquiétée, ce jour-là, que « par une canonnade assez molle qui dura une heure environ. » Les Allemands semblaient se concentrer vers Roulers et Menin ; une forte reconnaissance ennemie dirigée sur Dixmude avait été repoussée par nos marins. En outre, « l'arrivée d'une nombreuse cavalerie française avait produit

un excellent effet moral » sur l'armée belge. Le Roi parcourait toutes les divisions, « leur rappelant que l'armée belge disputait le dernier lambeau du territoire national et affirmant qu'elle devait mourir plutôt que de céder. » Il était accueilli avec enthousiasme. La défense s'organisait : en première ligne, du Nord au Sud, les 2e, 1re et 4e divisions occupaient la rivière de Lombartzyde à Dixmude, les 3e, 5e et 6e étant en deuxième ligne, cette dernière en liaison au Sud de Dixmude avec la 89e division territoriale française et la cavalerie de Mitry opérant entre Dixmude et Roulers.

L'ennemi, cependant, approchait : si le sérieux bombardement qui, le 18, au matin, se déchaînait sur le front de l'Yser, n'eût pas suffi à l'annoncer, les incendies qui, toute la nuit du 17 au 18, avaient illuminé le ciel, — Hoograde, Vladloo et autres villages étaient en flammes, — indiquaient que les hordes du duc Albrecht de Wurtemberg se déchaînaient. Un prisonnier fait le 17 affirmait que ses compatriotes étaient résolus à forcer à tout prix la ligne de l'Yser. L'ordre courait de Nieuport à Dixmude à travers l'armée frémissante : « Tenir. » Mais si, de Nieuport à Shoorbake et, au Sud, de Klosterhoek à Dixmude, la rivière se prêtait à une défense aisée, la boucle faite par elle en face de Keyem, de Shoorbake à Tervaete, était au contraire difficile à tenir : c'était le souci dès le 17, ce sera le *défaut* bientôt.

Le 18, l'ennemi attaquait à Lombartzyde en face de Nieuport et, au Sud, devant Dixmude, tandis qu'un assaut concentrique se produisait sur la fameuse boucle : l'ennemi s'installait à Keyem. Au Nord, le combat continua le 19 et le 20 : au claquement du 77 se mêlait le formidable concert des pièces lourdes allemandes maintenant en batterie : on dut abandonner Lombaertzyde, défense avancée de Nieuport. C'est cependant à Dixmude que l'ennemi attaquait le plus violemment : la brigade belge du général Meiser y avait rejoint l'amiral ainsi que quelques goumiers marocains. Le 19, l'ennemi enlevait Beerst, défense avancée de Dixmude, aux Belges : les marins reprirent à midi le village, mais durent, en fin de journée, céder devant des forces supérieures. Le lendemain 20, l'assaut était donné aux abords de Dixmude : la ville, qui est sur la rive droite, est une tête de pont et déjà devenait un redan : la fureur de l'attaque s'explique par là suffisamment et celle des vingt autres assauts qui, *vingt jours*, allaient venir se briser

contre la résolution des « demoiselles au pompon rouge » et de leur amiral. Tandis que derrière eux les *marmites* venaient tomber sur la malheureuse ville, Belges et Français tenaient bon : les soldats belges de l'héroïque colonel Jacques, commandant le 12e de ligne, se battaient avec plus de flegme que nos marins qui, excités par la lutte, les étonnaient par leurs cris : *On va en moudre*, répétaient-ils, tandis que les mitrailleuses jetaient par terre des files d'Allemands attaquant à rangs serrés.

Le 21, l'effort allemand redouble, — devant Nieuport, cette fois. Entre Saint-Georges et Shoorbacke, d'autre part, l'ennemi se ruait, ainsi que vers Tervaete. La boucle de l'Yser était très menacée. L'artillerie allemande faisait de cruels ravages. Déjà il fallait engager les réserves belges et on n'était qu'au troisième jour de combat. A Dixmude même, où on tenait si bien, ce n'était pas sans « casse, » pour parler comme les marins : l'artillerie allemande y croisait ses feux de Woumen et de Keyem. Tiendrait-on? Une vague inquiétude se répandait des Dunes à Dixmude.

Mais ce soir du 21, un bruit courait de Furnes à Nieuport, à Ramscapelle, à Tervaete, à Dixmude : « Les Français arrivent. » C'était Grossetti, la 42e division, et soudain, à la nuit, dans Furnes angoissé, une éclatante fanfare de clairons ébranlait les vieux murs et réveillait les espoirs. C'était le 16e bataillon de chasseurs à pied qui, au son de la *Sidi-Brahim*, « avec une splendide allure guerrière, » faisait son entrée, avant-garde de Grossetti. Le roi Albert sortit de l'hôtel de ville pour saluer l'arrivée des vainqueurs de Fère-Champenoise qu'assaillait l'enthousiasme « indescriptible » de la foule. Le général Grossetti venait de se présenter au Roi. Et, de Nieuport à Dixmude, l'arrivée de la célèbre division surexcitait tous les courages. Sur la mer, ce soir-là, un sourd grondement se fit entendre. Les monitors de l'amiral Hood et les contre-torpilleurs français donnaient de la voix. La vraie bataille de l'Yser s'engageait.

A cette heure, la bataille *française* des Flandres commençait aussi, puisque se constituait l'état-major du *détachement d'armée de Belgique* qui, sous les ordres du général d'Urbal, allait prendre en main la direction des opérations entre la bataille belge et la bataille anglaise.

V. — LES ANGLAIS AU SUD D'YPRES

Il faut, pour l'intelligence du récit, quitter un instant les rives de l'Yser et descendre plus au Sud où l'armée anglaise, qui vient de terminer enfin ses débarquemens, va, de son côté, s'engager, car la création d'une armée française de Belgique se trouvait justifiée par les événemens du Sud autant que par ceux du Nord. Et d'ailleurs, les deux actions, — celle du Nord et celle du Sud, — resteront constamment liées et il importe de ne pas les séparer un moment.

Tandis que la bataille engagée de l'Oise à la Lys faisait rage, courageusement menée par les soldats de Castelnau et de Maud'huy, le maréchal French, installé à Saint-Omer, achevait d'asseoir son armée dans le Nord de l'Artois et le Sud des Flandres, à la gauche de Maud'huy et sous le couvert de nos corps de cavalerie.

Le 12 octobre, l'armée anglaise avait fait sentir son action au Sud de la Lys : son 2e corps, qui avait atteint Cambrin-Lagorgue, avait pu, par sa brigade de droite, appuyer une contre-attaque de nos troupes sur Vermelles, au Sud de la Bassée. Son 3e corps était arrivé au Nord-Ouest d'Hazebrouck et sa cavalerie avait occupé le Mont des Cats, la route de Cassel à Armentières et celle de Cassel à Ypres. Le haut commandement français espérait que, dès le 13, une offensive pourrait être entreprise par nos troupes sur Lille, récemment tombé aux mains de l'ennemi, et Tournai ensuite, tandis que les corps britanniques attaqueraient dans la direction de Courtrai, — ce qui eût reporté la bataille bien à l'Est de la ligne Ypres-Lille. Mais le commandement britannique, manifestement, préférait ne point porter de grands coups avant que les forces anglaises fussent groupées dans le Nord ; or il n'attendait point avant le 20 l'installation sur sa ligne de bataille de son 1er corps et de la division hindoue de Lahore. Le 14, le gros des forces alliées n'atteignait au Nord de la Lys que le front Ypres-Messines-Neuve Église-Merville ; le 16, il s'étendait à la ligne Paschendaele-Zoonebeke-Messines, — abords d'Armentières. A l'Est d'Armentières, les forces allemandes, — élémens des XIIe et XIXe corps d'armée que précédait une nombreuse cavalerie, fermaient la route de Menin. Le maréchal attendait que son 1er corps, en train de

rouler vers le Nord, fût au complet et installé à l'Est d'Ypres pour donner le signal d'une offensive générale. Le corps de cavalerie de Mitry allait, lui, de l'avant, — car entre Bixschoote et Woumen, au Nord d'Ypres, il occupait la lisière Ouest de la forêt d'Houthulst, cherchant sa liaison avec les Belges vers Dixmude, et les 87e et 89e divisions territoriales continuant sous son couvert à organiser fort sérieusement de Boesinghe à Vormizele et à Poperinghe la position d'Ypres; la division Rawlinson, loin de songer à se porter à l'avant, se retirait de Roulers vers le Sud d'Ypres, en tendant avant toutes choses à rallier le corps Haig. Le 15 enfin, la 1re division du 1er corps anglais débarquait dans la région d'Hazebrouck et, tandis que le 3e corps anglais à sa droite s'emparait d'Armentières, le 16, et que la cavalerie britannique s'avançait entre Messines et Houthem, la division Rawlinson gagnait, en rétrogradant, la région à l'Est de Gheluvelt (Est d'Ypres). Le 18, le 3e corps anglais atteignant le front Radinghem-Premesques-Frelinghem et la 7e division arrêtée vers Gheluve-Dadizeele, le front dessinait autour d'Ypres, de Bixschoote à Armentières par Dadizeelle, un saillant énorme où le 1er corps anglais, ayant terminé ses débarquemens, allait prendre sa place sous le commandement du général Haig. Le 20, celui-ci poussait ses divisions sur Langemark et Boesinghe.

Mais depuis deux jours, le mouvement en avant qu'en attendant la grande offensive tentaient les troupes alliées, — cavalerie française et anglaise (à l'Est de Bixschoote), territoriaux français (poussés jusqu'à Merkem et Paschendaele), division Rawlinson (remise en route vers l'Est), — se heurtait à des colonnes allemandes de plus en plus denses dont l'origine et la composition restaient mystérieuses, mais dont la force semblait importante; Rawlinson estimait à un corps au moins l'effectif des ennemis débouchant de la ligne Thielt-Courtrai et se repliait de Gheluvelt à Houthem, tandis que le corps de cavalerie Mitry, attaqué dans sa marche vers Roulers par des forces très supérieures, regagnait la région Nachtigael-Bixschoote, ce qui entraînait le repli des divisions territoriales dans la région proche d'Ypres sur le front d'Hoondschoote-Zillebeke.

Évidemment, des forces considérables allemandes marchaient en masse vers la région d'Ypres, tandis que d'autres assaillaient la ligne de l'Yser. Sur la genèse et la nature de ces

forces imprévues, on devait n'être fixé que quelques jours après. C'étaient des corps de constitution récente portant les nos XXII, XXIII, XXVI et XXVII : formés d'engagés, de volontaires d'un an et de landwehriens encadrés d'officiers déjà aguerris, ils avaient été, deux mois, instruits et entraînés dans le fond de l'Allemagne en grand mystère ; ils étaient brusquement jetés sur la Flandre où ils venaient, nous le verrons, avec leurs 120 000 hommes, presque doubler la force allemande.

Pour le moment, on avait simplement l'impression, pour se servir d'un terme employé par bien des chefs qu'un gros *nuage noir*, aux imprécises limites et à l'épaisseur inconnue, se formait dans notre ciel et que tous les jours se confirmait la résolution des Allemands de passer coûte que coûte, dans le dessein que l'on sait, entre la mer du Nord et la Lys, sur le corps des Anglais et des Belges.

De nouvelles mesures s'imposaient au haut commandement français devant une situation que cette intervention de corps nouveaux aggravait singulièrement.

VI. — UNE ARMÉE FRANÇAISE DE BELGIQUE

Les Belges n'avaient aucune réserve et les Anglais ne comptaient point recevoir, avant des semaines, les renforts que lord Kitchener forgeait au corps expéditionnaire. Le général de Maud'huy qui se battait en Artois pouvait, à la vérité, fortement étayer le 2e corps anglais, mais avait trop à faire sur son front de bataille pour espérer intervenir plus au Nord. Le haut commandement français songeait donc à former une armée importante en Belgique. Relevant sur les différens fronts de nouvelles forces, il les expédierait au Nord de la Lys : unies aux forces françaises éparses et un peu hétérogènes qui se trouvaient déjà en Flandre, elles constitueraient cette armée. Dès le 20 octobre, on savait qu'outre la 42e division qui venait de débarquer à Dunkerque, le général en chef mettait dès ce jour à la disposition du général Foch la 31e division d'infanterie, ainsi que la 9e division de cavalerie ; d'autres forces suivraient ; le 9e corps d'armée d'abord qui, sous le commandement du général Dubois, allait, le 21, commencer ses débarquemens dans la région Doullens-Saint-Pol et les aurait achevés le 24 ; puis on verra le 16e corps d'armée, le 32e corps d'armée (recon-

stitué avec les 38e et 42e divisions), la 43e division, la 26e division, la brigade Cros, la brigade Castaing et enfin, plus tard, le 20e corps d'armée se joindre à ces troupes au cours de la bataille. Ces forces jointes à celles que nous possédions déjà au Nord de la Lys, — corps de cavalerie Mitry, 87e et 89e divisions territoriales, brigade des fusiliers marins et 42e division, — allaient former une magnifique armée. Dès le 20, il avait paru opportun de grouper les forces existantes ou près de débarquer sous un commandement unique et, à l'heure même où le général Grossetti arrivait avec sa division à Dunkerque et où le général Dubois s'embarquait avec son 9e corps, un *détachement d'armée de Belgique* était créé sous les ordres d'un des chefs les plus énergiques et les plus brillans de l'armée, le général d'Urbal, alors commandant du 33e corps. Celui-ci, en quelques heures, accourait, constituait son état-major, installait son quartier général à Rousbrugge, au Nord-Ouest d'Ypres, prenait le commandement de toutes les forces françaises au Nord de la Lys et entrait immédiatement en relation avec le général Haig à sa droite, l'état-major belge à sa gauche.

Quatre jours après, le général Foch lui-même s'installait à Cassel d'où il dirigerait de haut la bataille des Flandres.

On suppose bien que cette nouvelle armée, — constituée de remarquables élémens et commandée par un chef entreprenant, n'avait point qu'une mission purement défensive. Au général Foch, comme au général d'Urbal, il apparaissait clairement que le meilleur moyen de déconcerter l'offensive allemande, tous les jours plus menaçante, était de prendre pour son compte l'offensive et très hardiment. D'Urbal reçut mission de la prendre dans trois directions : Roulers, Thourout et Ghistelles avec l'aide de l'armée anglaise à droite, de l'armée belge à gauche : ainsi pourrait-on peut-être percer les forces ennemies et séparer du gros de celles-ci le détachement considérable opérant dans la Flandre maritime, devant l'Yser. Ce premier résultat atteint, l'armée d'Urbal devait laisser à son aile gauche et à l'armée belge le soin d'acculer ce détachement à la mer et de rabattre la majeure partie de ses forces sur Audenarde et Gand, tandis que les Anglais se dirigeraient sur Courtrai et Menin. Ce pendant, l'aile droite de l'armée d'Urbal et les Anglais franchiraient la Lys et attaqueraient de flanc et à revers la droite du gros des forces allemandes.

Mais si cette pensée offensive ne devait pas cesser d'inspirer les opérations et ceux qui à tous les degrés les dirigeaient, le plan allait se trouver dès l'abord contrarié par l'état d'épuisement trop explicable où se trouvait, nous l'avons vu, l'armée belge. Celle-ci déclarait ne pouvoir participer qu'à une tâche défensive et la nécessité de l'étayer allait, dès les premiers jours, détourner les troupes du général d'Urbal de leur mission offensive; à quoi eût-il servi de s'avancer vers Thourout et Roulers si, au Nord de Dixmude, l'Allemand était parvenu à forcer la barrière? Par ailleurs, avant que les trois corps français qui allaient successivement venir grossir le détachement d'armée de Belgique fussent débarqués au Nord de la Lys, les Anglais allaient se heurter à des forces si importantes entre Ypres et Menin, que les aider à en soutenir l'assaut et à le briser paraîtra déjà victorieuse besogne.

VII. — LES DISPOSITIFS ET LES FORCES

Le 21, la situation était la suivante.

L'armée anglaise occupait la droite du dispositif allié : prolongeant au Sud de la Lys, par son 2e corps, l'armée Maud'huy, elle était, par son 3e corps, à cheval sur la rivière et occupait, par son 1er corps (Haig), l'Est d'Ypres, la gauche de ce corps étant couverte par la 7e division Rawlinson entre Langemark et l'Yser (cette 7e division étant souvent dénommée « 4e corps » par les ordres du maréchal) : le 1er corps de cavalerie (de Mitry), refoulé à l'Ouest de la forêt d'Houthulst, avait rejoint, vers le coude de l'Yser, les 87e et 89e divisions territoriales qui bordaient le canal jusqu'auprès de Dixmude. C'était la région où le 9e corps français (général Dubois) et la 31e division allaient prendre place, en attendant que vinssent y opérer les différens corps français qui allaient débarquer entre le 25 octobre et le 5 novembre. A Dixmude, point de liaison entre cette armée française d'entre Ypres et l'Yser et l'armée belge, se trouvait, on se le rappelle, la brigade de fusiliers marins Ronarc'h avec la brigade belge Meiser. De Dixmude jusqu'aux environs de Nieuport, les six divisions belges, — 4 en première, 2 en deuxième ligne, — tenaient l'Yser canalisé, fortes totalement d'environ 40 000 fusils à cette date du 21, mais qui, avant huit jours, seront réduites de moitié. Enfin, au Nord, la 42e division du

général Grossetti se concentrait à la Clytte et à Nieuport, poussée dès le 21 en avant, dans l'idée de commencer, par la reprise de Lombartzyde, l'offensive projetée. Enfin sur mer, les monitors anglais et les contre-torpilleurs français surveillaient la côte, — prêts à intervenir.

En face, les Allemands déployaient des forces relevant de deux armées : la VIe (kronprinz Ruprecht de Bavière) dont le quartier général était à Douai, et la IVe (duc Albrecht de Wurtemberg) qui avait le sien à Gand, bientôt à Thielt.

C'étaient, du Sud au Nord, le XVIIIe corps au Nord-Est de Lille, des fractions du XIIIe dans les environs du Quesnoy, le IVe corps de cavalerie au Sud de Menin, face à Ypres, deux des nouveaux corps, les XXVIIe et XXVIe corps de réserve, plus haut dans la région de Merkem ; et en face de Dixmude les deux autres : XXIIIe et XXIIe de réserve; au Nord de Dixmude, le IIIe corps de réserve; enfin, entre Nieuport et Ostende, la IVe division Ersatz que devait venir appuyer une division de fusiliers marins. A cette masse de troupes allaient, en cours de bataille, s'ajouter le XVe corps, la IVe division de réserve bavaroise, la XLVIIIe division de réserve, la XXVIe division du XIIIe corps, le IIe corps bavarois, le IIe corps, le IIIe corps de réserve, des élémens du XIXe corps et du Ve corps de réserve, enfin une division et demie de la Garde; et il sera, entre les VIe et IVe Armées, constitué un détachement d'armée confié au général von Fabek, commandant le XIIIe corps, tandis que le général von der Marwitz, commandant les corps de cavalerie, assurera constamment la liaison entre les armées.

La supériorité matérielle de l'armée allemande, — si numériquement considérable, — résidait cependant moins dans ses masses d'infanterie que dans la quantité de ses gros canons : son artillerie lourde, amenée d'Anvers, s'était installée dès le 16 en face des lignes alliées; les Belges en avaient déjà éprouvé les cruelles rigueurs.

Enfin, il est peu contestable que, maîtresse, — tout au moins de Ghistelles à Menin, — d'une position dominante, elle empruntait par ailleurs aux couverts, — notamment aux bois de Keyem et à la forêt d'Houthulst, — un avantage que n'avaient, en aucun lieu de leur front, les armées alliées.

C'est miracle que dans ces conditions l'armée allemande n'ait pu, par trois semaines de combat acharné, forcer nos

lignes. Miracle, non; mais résultat de la force de résistance des armées alliées, servie par la souplesse du commandement et l'entente des grands chefs.

VII — LA BATAILLE DE L'YSER — LA LUTTE POUR LA RIVIÈRE

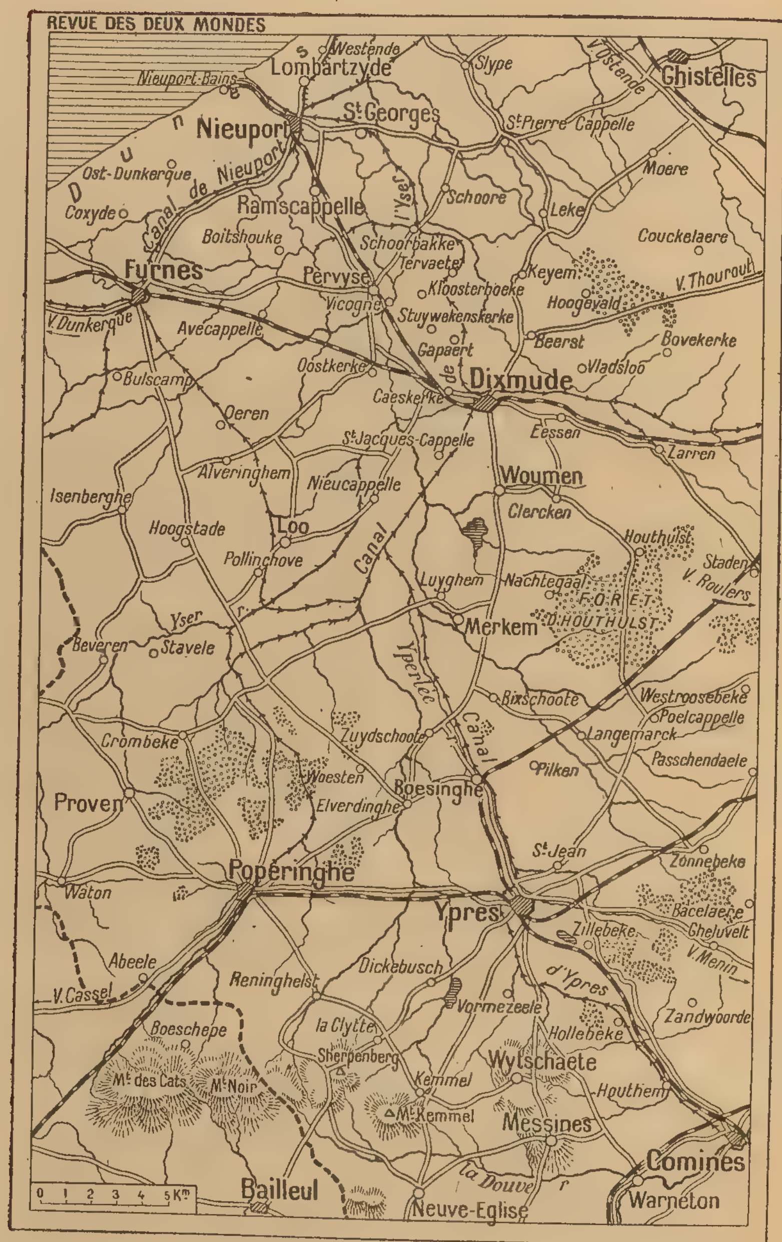
Il est peu douteux que, le 20, le principal objectif ne fût pour les Allemands le passage de l'Yser : d'une part, si légers que fussent autour d'Ypres les mouvemens de terrain, ils suffisaient à rendre cette ville moins abordable que Furnes; d'autre part, avec l'outrecuidant mépris qui si souvent devait préparer leurs déconvenues, les Allemands tenaient pour « inexistante » l'armée belge et hésitaient à croire qu'elle pût être secourue à temps par des forces françaises sérieuses. La ligne droite étant d'ailleurs le plus court chemin d'un point à un autre, il était logique que, visant en ces premiers jours Dunkerque plus encore que Calais, ils tentassent avant tout de passer entre Nieuport et Dixmude, quitte à élargir ensuite leur action ou, si elle échouait à la reporter sur le saillant d'Ypres.

A la vérité, un facteur imprévu, dès l'abord, les assombrissait, gênant leur épaule droite : les bateaux. « Feu sérieux de onze bateaux ennemis, » télégraphiera non sans souci un des grands chefs allemands. Puis ce fut Grossetti.

La 42e division, dès le 21, était à pied d'œuvre entre la mer et Nieuport. C'est de là qu'elle devait partir pour exécuter la partie de l'offensive qui lui était confiée.

Dans la nuit du 22 au 23, en effet, le général d'Urbal, d'accord avec le général Foch, ordonnait l'offensive générale sur tout le front de l'Yser : le général de Mitry, à droite, commandant le 2e corps de cavalerie et les divisions territoriales, attaquerait entre le canal et la forêt d'Houthulst et empêcherait ainsi l'ennemi de franchir l'Yser entre Bixschoote et Dixmude; l'amiral Ronarc'h continuerait devant Dixmude à tenir le débouché pour permettre ultérieurement à l'offensive sur Thourout de se déclencher, tandis que la 42e division attaquerait sur Slype entre Lombaertzyde et Ghistelles.

Lombartzyde ayant été, le 22, réoccupé, la 42e division Grossetti avait, le 23, passé tout entière l'estuaire de l'Yser, appuyée par la flotte alliée. Un Belge décrit le passage de l'Yser par les soldats français au milieu des marmites, « se lançant



CARTE POUR LA BATAILLE DE L'YSER

sur les passerelles comme à une fête, » et criant aux soldats belges étonnés : « On va à Ostende, s'pa? » Ils semblaient aussitôt en prendre le chemin, puisque quelques heures après, ils atteignaient Westende et se trouvaient en mesure de marcher sur Slype.

Le général de Mitry, ayant d'autre part réussi à enlever Bixschoote en faisant 350 prisonniers aux troupes du XXIIIe corps de réserve, recevait l'ordre de marcher sur Merkem, tandis qu'à sa droite, la 17e division (la première débarquée du 9e corps) était poussée vers Paschendaele : encadrée par deux divisions du corps de cavalerie, elle pousserait sur Roulers. A Dixmude, le 22, les Allemands, après une violente attaque, avaient été repoussés, laissant entre nos mains des prisonniers et des mitrailleuses.

Malheureusement, entre Nieuport et Dixmude, se produisait le grave accroc qui devait arrêter une opération si bien commencée. Les Belges avaient perdu la boucle de l'Yser : des troupes du IIIe corps de réserve, soutenues par l'artillerie de la 4e Division Ersatz, avaient passé la rivière, occupé Stuyvekenskerke, Shoorbake et Terwaete et, après avoir pu jeter deux passerelles et fait passer six bataillons, menaçaient Pervyse sur la ligne même du chemin de fer dont ils n'étaient plus qu'à cinq cents mètres. Ce fut, toute la journée du 23, une mêlée terrible dans l'intérieur de la boucle : Pervyse pris, c'était la percée, car rien alors n'arrêterait plus le flot allemand. Les Belges se battaient bien, mais cédaient, cédaient encore, quand soudain on vit arriver derrière Pervyse les troupes françaises, — « arrivée qui sembla miraculeuse, » écrit un Belge.

Aussitôt avisé de ce qui se passait, le général d'Urbal avait fort à propos donné ordre au général Grossetti de suspendre son mouvement sur Slype et, ne laissant qu'une brigade à Lombaertzyde, de jeter son gros vers Pervyse. La brigade de Bazelaire (83e), se portant avec une rapidité extrême derrière l'Yser et au Sud, tombait sur les Allemands à Stuyvekenskerke, leur arrachait le village et semblait rétablir la situation, — tandis que, sur le reste du front, les Belges et, autour de Dixmude, les fusiliers-marins tenaient bon sous un bombardement atroce pendant toute cette journée du 23.

« La ligne de l'Yser doit être maintenue ou rétablie à tout prix, » écrivait, le 24, le général d'Urbal au général Grossetti: d'autre part, sur un morceau de papier de fortune, il griffonnait

à l'amiral, de Saint-Jacques-Capelle où il s'était porté, l'ordre de ne pas céder d'une semelle. « Il est du plus haut intérêt que l'occupation de la ligne du canal de l'Yser par les armées alliées soit maintenue coûte que coûte... *Il y va de notre honneur* d'aider les Belges dans cette tâche jusqu'à l'extrême limite de nos moyens. En conséquence, le camp de Dixmude doit être tenu par vous tant qu'il restera un fusilier marin vivant, quoi qu'il puisse arriver à votre droite... Si vous étiez trop pressés, vous vous enterrerez dans des tranchées. Si vous êtes tournés, vous ferez des tranchées du côté tourné. *La seule hypothèse qui ne puisse être envisagée, c'est la retraite.* » C'était prêcher, — dans un style superbe, — un converti : l'amiral était à son bord et voyait la tempête d'un œil fort calme.

Cependant, on essayait d'aveugler la voie d'eau de Tervaete. Sept batteries de 120 étaient installées à l'Ouest de la boucle pour soutenir la contre-attaque de Grossetti. Mais l'ennemi s'était fortifié dans Tervaete et la ligne de la rivière, du fait de cet accroc, paraissait décidément bien scabreuse à tenir par l'armée belge. Un aviateur signalait que onze ponts déjà avaient été jetés par l'ennemi entre Gepaert et Shoorbake. D'autre part le 25, les fusiliers de Dixmude cruellement malmenés par le canon demandaient des renforts ; on envoya à Dixmude deux bataillons sénégalais. Enfin, on rappela du Nord tout ce qui restait de la 42e division qui, évacuant Lombartzyde et ne laissant à Nieuport que trois bataillons nécessaires pour maintenir la *protection des écluses* (nous allons voir quelle importance elles prenaient) assumait la défense dans le secteur de Ramscapelle, — du canal de Nieuport au canal de Shoorbake, — pour que tout au moins la chaussée du chemin de fer fût garantie contre toute surprise, notamment à Pervyse.

C'est que cette chaussée du chemin de fer de Nieuport à Dixmude apparaissait comme la suprême ressource ; on envisageait la perspective d'y faire replier les forces alliées ; l'armée belge très éprouvée, n'ayant plus une unité constituée et commençant à manquer de munitions, semblait tout à fait ébranlée : son état-major délibérait d'ordonner une retraite. Même si les élémens français ne s'y associaient pas. Mais comment défendre la ligne de l'Yser maintenant crevée et qui ne tenait bon qu'à ses deux extrémités ? La 42e division, malgré sa vaillance, n'y pouvait suffire.

C'est alors que la même pensée vint aux grands chefs : *l'inondation.*

VIII. — LA BATAILLE DE L'YSER. L'INONDATION

Il y a à Nieuport, au centre des « Cinq Ponts, » une maison blanche, aujourd'hui crevée d'obus et que le visiteur contemple avec vénération : c'est la *maison de l'Éclusier*. Il est difficile de décrire le dédale de canaux et rivières canalisées qu'est ce point de Nieuport. Sur le plan de la ville, on croirait voir une gigantesque pieuvre à cinq longs tentacules jetés vers le Sud-Ouest, le Sud, le Sud-Est, l'Est; la plus forte est l'Yser canalisé. Un jeu énorme d'écluses règle le débit de l'eau dans les canaux; à l'heure de la marée basse, on laisse l'Yser filer vers la mer; mais à la marée haute, on ferme les portes, car la mer s'engouffrant dans le bras de l'Yser ferait refluer les eaux et après quatre marées recouvrirait le *Shoore* qui redeviendrait lagune de cinq, six, sept lieues de long sur une de large.

Puisque la ligne de l'Yser paraissait intenable, la manœuvre s'imposait qui peut-être conjurerait un grand péril : l'eau viendrait s'épandre entre les défenseurs et les assaillans; dès que le sol commencerait à s'imbiber, l'armée belge retraiterait rapidement derrière la chaussée du chemin de fer qui, haute d'un mètre cinquante environ, peut-être suffirait à faire obstacle à l'eau; l'important serait alors de tenir aux extrémités de cette corde de l'arc, à Nieuport et à Dixmude, pour réduire, sur cette partie du champ de bataille des Flandres, l'ennemi à l'impuissance. A cet instant, M. Ch. Louis Kogge, *garde Wateringe* et grand maître des écluses, devient le plus précieux auxiliaire des chefs alliés.

A dire vrai, on hésitait encore le 26 : l'État-major belge craignait qu'il « ne fût pas possible de tendre les inondations. » On insista.

La journée du 26 avait été terrible : comme ils pressentaient le coup qui allait, de là, leur être porté, les Allemands avaient dirigé sur Nieuport et Saint-Georges, son faubourg, une furieuse attaque qu'avait repoussée la 42e division, tandis qu'une canonnade « effroyable » se déchaînait de Pervyse à Dixmude. Un instant même, on avait pu craindre que l'amiral se trouvât enlevé : dans la nuit du 25 au 26, des Allemands avaient pu, par un coup de surprise, se jeter dans la ville où, en pleine rue,

les mitrailleuses du capitaine Marcotte de Sainte-Marie les avaient arrêtés, puis ils s'étaient rejetés sur Caeskerke à l'Ouest de la ville et de la rivière, et, arrêtés par la ligne du chemin de fer, s'étaient égaillés après avoir lâchement assassiné le commandant Jeanniot et quelques marins faits prisonniers au cours de cette surprise (1).

Grossetti, investi du commandement de tous les élémens français engagés derrière la rivière, — groupement hétéroclite où entraient, avec les troupes de la 42e division, les fusiliers marins, le 8e chasseurs à cheval, le 6e hussards, les deux bataillons de Sénégalais de Dixmude, — faisait organiser défensivement la chaussée du chemin de fer; sous lui, ses lieutenans les colonels Claudon, Deville et de Bazelaire et l'amiral Ronarc'h, chargés chacun d'un secteur, tenaient la rivière avec ordre d'assurer à tout prix la défense du front Dixmude-Nieuport; le 6e territorial relevait dans les tranchées au Nord de Pervyse un régiment belge. Mais l'artillerie devenait absolument insuffisante; l'état des munitions commençait à devenir grave; il ne restait plus à l'armée belge que 180 canons non encrassés et environ 130 coups par pièce et les effectifs belges engagés n'étaient plus que de 14 500 hommes. La situation devenait angoissante.

Vers le soir de la journée du 27, qui heureusement avait été relativement calme, les défenseurs sentirent un léger frémissement sous leurs pieds : d'innombrables petites flaques se produisaient, de minces filets d'eau couraient, les fossés se remplissaient. On avait ouvert le matin les écluses de Nieuport au flux; le génie belge travaillait à manœuvrer les crics. Les Allemands ne soupçonnaient pas qu'on allait, en petit, renouveler contre eux la célèbre manœuvre qu'en 1672, grâce aux écluses de Muyden, les Hollandais avaient opposée à Louis XIV. Ayant été repoussés avec de cruelles pertes le 26, ils n'attaquaient pas lorsqu'il en était encore temps. Fatigués, ils étaient en outre attaqués au Sud de Dixmude par Mitry et une brigade du 9e corps; et il fallait qu'ils s'en préoccupassent.

Le 28, la situation paraissait cependant encore « aggravée : » un rapport d'aviateur signalait que « de nombreuses batteries lourdes s'installaient *sur les deux rives* de l'Yser, dont le total

(1) Cf. à ce sujet et sur les épisodes de la défense de Dixmude les articles, — depuis longtemps célèbres, — de M. Charles Le Goffic, dans la *Revue* des 1er et 15 mars 1915.

paraissait supérieur à cent. » Le général d'Urbal, qui entendait faciliter à l'armée belge le retrait prévu, n'en voyait qu'un moyen : intensifier l'attaque au Sud de Dixmude; le colonel Deville, à la tête d'élémens de la 42e glissant vers cette région, se rendait à Woestern, à la disposition du général de Mitry, dans la direction de Zuydscoote. Le reste continuait à organiser défensivement, dans la journée du 28, la voie ferrée, tandis que les marins de Ronarc'h repoussaient à Dixmude de nouveaux assauts. « La splendide attitude et la résistance des marins, écrit avec émotion un témoin, excitaient dans l'armée belge une généreuse émulation et, si réduite qu'elle fût par des pertes cruelles, celle-ci disputait, avec une nouvelle énergie, le terrain pied à pied. « A la 42e division, la 38e, naguère débarquée, venait par ailleurs s'ajouter et toutes deux, — avec la 89e division territoriale, — constituaient un magnifique corps, le 32e, placé sous les ordres de « l'Africain, » — comme vont l'appeler certaines dépêches, — ce général Humbert, l'homme de Mondement, bien digne de servir sous un d'Urbal, sous un Foch; sa mission était tout à la fois de défendre le front attaqué et de pousser vivement la diversion au Sud-Est de Dixmude, dans la direction de Clerckem-Zaaren-Thourout.

L'eau s'avançait sournoisement, l'inondation recevant toutes les douze heures un nouvel aliment. Le 28, à la fin de la journée, une légère couche d'eau continue s'étendait entre Nieuport et Ramscapelle et, au rapport du génie belge, passait par-dessus le pavé même du chemin de Ramscapelle; tous les fossés débordaient d'une eau jaune, et des tranchées allemandes envahies on voyait sortir les ennemis effarés. De notre côté, on suivait avec une impatience inquiète la marche de l'inondation qui, écrit un témoin le 29 au soir, « s'étend bien lentement. »

Cette impatience s'expliquait : dans les journées du 28 et du 29, l'ennemi attaquait furieusement, les pieds dans l'eau et d'autant plus enragé. Le 28, ce fut surtout entre Pervyse et Dixmude; il se heurta aux soldats de la 42e, à quelques élémens belges et aux marins, tandis que, sous cette couverture, les divisions belges se repliaient en bon ordre derrière la chaussée dont l'eau commençait à lécher le revers. On attendait la quatrième marée après laquelle l'inondation deviendrait sérieuse. Le 29, un brouillard épais enveloppait choses et gens : il favorisait l'ennemi qui, après une canonnade violente de dix heures à treize heures cinquante, attaqua en rangs serrés de Pervyse à

Dixmude : nos tirailleurs le rejetèrent cependant au Nord-Est de la station de Pervyse ainsi que sur Klosterhoek et Vicogne, tandis que l'amiral repoussait, en avant de Dixmude, le dixième assaut. Mais l'ennemi poussait fiévreusement son artillerie dans la boucle et sur la rive gauche.

Maintenant, l'inondation était si incommode que l'État-major allemand devait s'en préoccuper. Sa proie allait lui échapper. Il fallait dans les vingt-quatre heures et quand, au risque d'enfoncer dans l'eau parfois jusqu'à la ceinture, on le pouvait encore, pousser jusqu'à la voie ferrée, en saisir, à tout prix, un point et, en franchissant ce faible rempart, rendre vaine l'inondation. Le 30, ce fut une ruée sur Ramscapelle tenue par les Belges. Ceux-ci furent balayés à cinq heures du matin et déjà les Allemands, maîtres de la voie, poussaient leurs *hourras* de victoire : ils dépassaient la station, le village, couraient vers l'Ouest ; ils étaient hideux, mouillés jusqu'à mi-corps, crottés jusqu'aux cheveux, mais d'autant plus excités à élargir la trouée, ne fût-ce que pour échapper à la plaine inondée. A midi, de Dixmude à Nieuport courut la consternante nouvelle : le nouveau front était percé et l'inondation déjouée par l'ennemi.

IX. — LA BATAILLE DE L'YSER : LE COMBAT POUR RAMSCAPELLE

« L'*incident* de Ramscapelle, écrivait à quatorze heures le général d'Urbal au général Humbert, ne modifie pas mes intentions (d'offensive sur le Sud). *Grossetti rétablira certainement la situation*. Donnez-lui un bataillon et un groupe, si vous le jugez nécessaire ; mais ne vous laissez pas influencer par ce qui se passe de son côté : vous vous habituerez comme moi, ajoutait-il presque plaisamment, à avoir mal à l'épaule gauche. »

Et, en effet, tandis que la 38e division attaquait au Sud sur le front Merkem-Luyghem en liaison avec le groupe Mitry, Grossetti jetait, dès le 30, à quatorze heures, sur Ramscapelle, avec mission de reprendre à tout prix village et chaussée, un bataillon du 151e, un du 8e tirailleurs, un du 4e zouaves et le 16e chasseurs à pied, le 7e de ligne belge devant déborder, cependant, le village au Sud et au Nord.

L'attaque fut d'abord brisée par des mitrailleuses placées à la lisière Ouest du village. On fit appel à l'artillerie pour une nouvelle préparation. Pendant qu'entre Pervyse et Dixmude,

une attaque allemande était enrayée, on donnait à Ramscapelle un nouvel assaut. Les grosses pièces allemandes faisaient rage sur toute la ligne, mais les abords de Ramscapelle surtout semblaient un enfer. Sans se laisser intimider, aux cris de « Vive la France ! » nos troupes, zouaves, tirailleurs, chasseurs, fantassins, et les Belges aux cris de « Louvain, Louvain ! » se ruèrent... Moment critique : si le village reste une nuit de plus, avec la chaussée, aux mains de l'ennemi, la bataille de l'Yser peut tourner en irréparable défaite. Avec des pertes cruelles nos gens avançaient : les lisières Ouest et Nord du village sont prises, on se bat maintenant maison par maison : on se prend à la gorge, mais les Allemands reculent. A la chute du jour, on a le village et, dans la nuit, une attaque à la baïonnette permet de reprendre la chaussée d'où les ennemis sont rejetés dans l'eau, — maintenant haute, 400 prisonniers restant entre nos mains. Des reconnaissances aussitôt poussées au delà de la voie ferrée peuvent constater avec quelles forces l'ennemi a opéré. Dans les flots bourbeux de la nouvelle lagune, on voit se débattre un monde de blessés. L'ennemi en fuite a maintenant regagné la rive droite de la rivière qui, sur le terrain inondé, se distingue à peine.

Le 31, l'inondation a gagné Pervyse : déjà, les environs de Dixmude s'imbibent. Le 16e chasseurs achève de nettoyer d'Allemands quelques maisons au Nord de Ramscapelle où ils se sont défendus avec grand courage et « vide les caves. » L'ennemi ne réattaque pas, ne manifestant sa rage que par un bombardement plus violent que jamais. Cruellement déçu, (les prisonniers avouent que deux divisions ont attaqué et que l'Empereur est arrivé,) plus cruellement éprouvé, (ses pertes semblent énormes,) (1) il soufflait, tandis qu'attaqué vers Luyghem et Merkem, il est obligé d'y renforcer sa défense. « L'ennemi, écrit un sous-officier allemand du 24e d'infanterie de réserve, occupe une position colossale, » et la surprise autant que la déception allemande se révèle dans le mot du sous-officier Seipel : « *Nous avons affaire à trop de Français.* »

(1) Un rapport trouvé le 2 novembre sur un mort à Bixchoote révélera que le lendemain de Ramscapelle un *régiment* n'avait plus à mettre en ligne que 350 hommes. Le sous-officier Seipel, de son côté, dit dans son carnet que la 6e division a subi « des pertes considérables. » Un officier prisonnier dira, le 3 novembre, que la seule bataille du Bas-Yser a coûté aux Allemands 30 000 hommes, dont 10 000 morts.

Le 1er novembre au matin, une nappe d'eau continue d'où émergeaient des îlots de verdure, s'étendait de Nieuport aux environs de Dixmude. Deux canons lourds et quelques pièces de campagne s'apercevaient, enlisés, battus par le flot sur lequel flottaient mille débris hideux.

L'ennemi avait reculé derrière la rivière. Un rapport d'agent anglais signalait qu'il « devait retirer des troupes du Nord pour renforcer l'attaque sur Ypres. » Et, de fait, les Allemands semblent abandonner tout espoir sur le Bas-Yser; le 3, les Belges leur reprennent Lombartzyde. Nos ennemis sentaient bien que, sur l'Yser, la partie était perdue. « Notre empire est sur l'eau, » avait dit un jour leur Empereur, on se répétait le mot avec une ironie légitime. Cette mer dont les incursions, jadis, faisaient pour les gens du *Noordland* une ennemie, on l'avait appelée en alliée contre un fléau mille fois pire. Maintenant, elle s'étendait, teinte de sang allemand, entre l'armée belge échelonnée derrière la chaussée, — pour combien de mois, d'années, — et les ennemis déçus, furieux.

Cependant, sur la rive droite même, comme une presqu'île, le redan de Dixmude tenait bon. Un fier marin maintenait les drapeaux des deux nations, comme au-dessus d'un cuirassé battu par le flot. Les fusiliers, qui parfois s'étaient étonnés du sort qui les faisaient *terriens*, souriaient de voir la mer revenir à eux, vieille connaissance qui maintenant les aidait à braver « le Boche. »

C'est contre ce redan insolemment avancé que l'Allemand allait s'acharner, tandis qu'il s'efforcerait, nous l'allons voir, de chercher plus au Sud l'accès des ports de la Manche. Il le fallait bien; il n'était plus permis, ricanaient en 1672, après l'ouverture des écluses, les soldats de Guillaume d'Orange, il n'était plus permis au grand Roi Louis « que *de faire les sièges que les eaux et les marées permettraient.* » On en pouvait dire autant de Guillaume II le 1er novembre 1914. Ypres après Dixmude allait subir ses assauts. Mais Dixmude, hier droite de la bataille de l'Yser, devient gauche de la bataille d'Ypres. Celle-ci bat déjà son plein. Et il nous faut, avec les deux armées, glisser vers le Sud.

Le premier acte du drame était clos. L'Allemand n'avait pu saisir sa première proie.

LOUIS MADELIN.

(A suivre.)

MARSEILLE
PENDANT LA GUERRE

10 mai 1917.

Dans le train, qui m'amène de Nice à Marseille, nous sommes un grand nombre debout, tout le long du couloir, envahi par les soldats et les officiers permissionnaires. Et la prise de possession du convoi par les foules militaires continue à toutes les stations importantes : il en monte à Antibes, à Cannes, à Saint-Raphaël, à Fréjus, à Toulon, par colonnes profondes, par groupes compacts, par vagues d'assaut. On se bouscule, on se serre, on se tasse comme on peut. A mes pieds, un jeune fantassin, écrasé de fatigue et de sommeil, est assis sur son derrière, la tête appuyée contre sa musette en guise d'oreiller. De l'autre côté, un aspirant de marine ne sait quelle posture prendre, pour caser son long corps. Près de lui un monsieur à décoration et à beau pardessus fait une tête austère au milieu du vacarme formidable qui emplit tout le wagon.

Derrière nous, comme dans le couloir, tout est bondé. Des matelots, des fusiliers marins, retour de Salonique, — parmi lesquels beaucoup de Bretons, — se prélassent sur les coussins des premières classes. Oubliant les transes et le harassement d'une traversée longue et mouvementée, ils sont comme pris d'une ivresse à la pensée de revoir bientôt le pays. Ils parlent, ils crient avec une sorte d'exaltation. Ils paradent aussi pour les femmes, en contant leurs alertes ou leurs exploits. Il y a là

une bande de petites bonnes foréziennes et dauphinoises qui ont servi, tout l'hiver, dans les hôtels de la Riviéra, et qui s'en retournent, comme les matelots, au pays, la saison étant close. Des bourgeoises, hiverneuses, femmes d'officiers, leur font vis-à-vis : toutes les classes sont confondues, il n'y a plus de classes. Ou plutôt, il n'y a plus qu'une classe, image officielle de la nation une et indivisible devant l'ennemi... On roule dans le noir et la chaleur. Il est dix heures du soir. Le train a du retard, et l'on s'arrête aux moindres stations, où l'on continue à embarquer du monde, toujours des permissionnaires, qui s'empilent comme ils peuvent dans les recoins ou les réduits encore libres. On n'ose plus se demander quand on arrivera, tant cela traîne, tant le trajet parait devoir être interminable. On s'impatiente, on s'énerve dans l'air orageux et suffocant. Alors les petites bonnes de Saint-Étienne et de Saint-Marcellin, pour tuer le temps, tirent des cahiers de chansons de leurs sacs à main, et se mettent à chanter *le Poilu de Verdun*, ou *le Fusilier de l'Yser*... Immédiatement, les énergies se raniment : des voix, des chœurs répondent dans les autres compartimens, dans les voitures voisines, d'un bout à l'autre du convoi, — et la hurlée formidable, couvrant presque le bruit des roues, nous donne la sensation plus dense, plus oppressante de l'énorme foule, qui roule avec nous dans la nuit et la fumée...

Enfin, nous traversons la banlieue marseillaise. A mesure que nous approchons de la gare Saint-Charles, une rumeur sourde, de plus en plus perceptible, semble venir au-devant de notre convoi plein de clameurs et de tumulte. Le train se ralentit toujours, les feux de la voie se précisent et se multiplient. Voici l'arche immense du hall qui s'ouvre là-bas, dans la pénombre, comme une caverne fourmillante et confuse. Une mer humaine encombre les quais. Accroupis sur leurs talons, à la mode orientale et africaine, des milliers de travailleurs algériens et marocains attendent d'être embarqués à leur tour vers des directions mystérieuses. Et, tandis que le train s'enfonce sous la haute nef métallique, on voit s'incliner et onduler sans fin les rouges chéchias, comme des myriades de coquelicots dans un champ crépusculaire. Serrés les uns contre les autres à ne pouvoir bouger, comment vont-ils trouver place dans ce convoi déjà si encombré, si alourdi de chair lasse et

somnolente?... Pourtant, l'assaut recommence, l'effraction violente des portières, dont les loquets se rabattent, au milieu d'une clameur nouvelle, qui s'enfle, qui s'engouffre sous le hall, comme un grand vent farouche sorti de toutes ces bouches et de toutes ces poitrines d'ouvriers et de soldats. D'autres trains croisent le nôtre. Des figures bouffies et hagardes de dormeurs mal éveillés surgissent aux portières, derrière les vitres bruyamment baissées; des visages de toute couleur, des uniformes de tous pays, puis des chevaux, des mulets, des bêtes et des hommes venus de l'autre bout de la planète, Hindous, Sénégalais, Australiens, Canadiens. Dans la stupeur soudaine du sursaut, les yeux s'affrontent, se scrutent intensément au passage, comme s'ils cherchaient à saisir on ne sait quel secret. Oui! pourquoi est-on là? Pourquoi cette rencontre trépidante et brève dans la nuit, cette confrontation inattendue, entre tant de gens qui s'ignoraient, qui se trouvent jetés, brusquement, face à face, pendant une minute, et qui ne se reverront plus jamais? Où court-on? Où s'en va-t-on ainsi, dans les ténèbres et dans l'inconnu, — vers quelle tragique aventure?...

Dehors, sur le terre-plein de la gare, dans la lueur mourante des lampes électriques très espacées, l'agitation se calme, devient presque indistincte. Le flot des voyageurs qui descendent n'est rien à côté de ceux qui partent. Plus loin, l'obscurité est presque complète. Les boulevards en zigzag qui montent vers la station sont à peu près déserts. Les hôtels et les bars ont éteint leurs feux. Les platanes en bordure, vaguement éclairés par de rares becs de gaz, projettent leur ombre sur les façades des maisons hermétiquement closes et sur les hautes portes de chêne des huileries et des chais. C'est le silence d'une petite ville provinciale après le couvre-feu.

Et puis, à mesure qu'on se rapproche des Capucines et des Allées de Meilhan, voici que la rumeur de foule reprend, comme sur les quais de la gare. Cependant, on ne distingue rien, tout est dans le noir. A la croisée de la Cannebière et du Cours Belsunce, la longue voie montante, qui se développe entre la Colonne de Castellane et la Porte d'Aix, et qui perce d'une vague trouée rectiligne la masse confuse des ténèbres, semble une tranchée de voie ferrée dans une région montagneuse. Le plein cintre de l'arc de triomphe bâille sur le ciel nocturne comme la bouche d'ombre d'un tunnel. Mais autour de vous, la rumeur

augmente, des passans vous heurtent jusque sur les refuges des tramways, des groupes nombreux, continus, de promeneurs traversent la chaussée, et, peu à peu, tandis que les regards s'habituent à cette demi-obscurité, on s'aperçoit qu'une foule très dense déborde des trottoirs, circule continuellement par les larges voies sans lumières. C'est étrange, un peu inquiétant, ces gens qui cheminent dans la nuit, cet énorme fourmillement humain, à peu près invisible, et que l'on sent et que l'on devine à la chaleur des corps et des haleines, aux éclats soudains des conversations, où grondent les rauques syllabes africaines, où détonnent çà et là les miaulemens félins, les chevrotemens vieillots des parlers asiatiques et extrême-orientaux : foules de travailleurs et de soldats, déversés par les grands croiseurs militaires ou les grands paquebots transocéaniques, foules élégantes aussi. Comme d'habitude, Marseille perpétue sur ses boulevards son animation nocturne, qui, pour être moins éclatante, est peut-être plus intense encore qu'en temps de paix. La vie continue tout simplement. On flâne, on cause, on prend le frais, ou on essaie de se donner une illusion de fraîcheur. C'est à peine si l'influence inconsciente des ténèbres met une sourdine aux propos et aux rires. Ni dépression, ni tristesse, pas de gaîté indécente non plus. On se délasse après une journée de labeur, voilà tout. On s'adapte spontanément aux circonstances, chacun accepte sans récriminer sa part d'obligations civiques : on sait que c'est la guerre !

***

Quelle différence pourtant avec la Marseille bruyante et joyeuse d'autrefois, aux cafés et aux bars tout reluisans de dorures, et dont les hautes glaces, en des perspectives mouvantes et sans fin, reflétaient les terrasses encombrées de flâneurs cosmopolites, sous le givre éblouissant des globes électriques ! Cette arrivée dans le noir me surprend un peu : elle contraste singulièrement avec d'autres arrivées, si je puis dire, plus triomphales. Néanmoins, cette Marseille voilée d'ombre et tendue dans un effort insolite peut bien dépayser mes yeux, elle ne contredit point, elle fortifie au contraire l'idée superbe et tous les rêves de force et de radieuse expansion que je nourris autour d'elle depuis bientôt trente ans.

La première apparition de cette ville extraordinaire, non

point seulement Porte de l'Orient, mais grande Porte mondiale, est liée dans mon souvenir à l'image riante et splendide de toute une jeunesse studieuse, enivrée d'art et de poésie, gais compagnons qui s'élançaient avec tant de confiance vers un avenir renouvelé, et dont beaucoup déjà sont morts dans les batailles de cette dernière guerre. Quelques-uns furent mes premiers élèves : c'est un honneur et un pieux devoir pour moi que de les commémorer au seuil de ces pages à la gloire de Marseille et de la Provence.

Parmi ces visages, maintenant plus que virils, émerge d'abord, pour moi, celui de leur chef de chœur à tous, — de Joachim Gasquet, poète et dramaturge, le tempérament lyrique le plus vigoureux et le plus complet que je connaisse depuis Banville et depuis Hugo lui-même. Je songe à lui avec orgueil et attendrissement. Lorsque je l'avais pour élève au lycée d'Aix, sa ville natale, je sortais de l'École normale; je n'avais jamais connu de poètes que dans les livres. Et voilà que, sous la figure de ce jeune homme de quinze ans, la poésie vivante venait au-devant de moi, portant sur son front tous les signes et toutes les promesses du génie adolescent. D'instinct, je l'aimai aussitôt comme un frère plus jeune, parce qu'il m'offrait déjà réalisé et épanoui tout ce qu'on avait comprimé et presque atrophié chez moi. Je sentais en lui les mêmes richesses intérieures, une force, une fougue, un jaillissement lyrique, que ni les duretés de la vie, ni les austérités chagrines de la discipline scolaire n'avaient jamais contrariés. Je l'aimais surtout parce que je croyais deviner en lui la génération qui referait la France. Lorrain, vivant à deux pas de la nouvelle frontière, faisant chaque année de longs séjours dans nos provinces annexées, je voyais, par comparaison, que notre pays était bien malade, malade faute de volonté, d'énergie persévérante, d'audace, d'esprit d'entreprise, de sentiment de sa grandeur et de toute grandeur. Or ces instincts vitaux, je les trouvais impatiens de s'affirmer et de resplendir chez ce jeune poète aixois. Sans en avoir précisément conscience, je lui donnais le conseil que Ferdinand Bac prête à un vieux seigneur de l'ancienne France disant à son fils : « Souvenez-vous de faire grand, dussiez-vous y périr ! » Nul n'était mieux préparé que Gasquet pour écouter de telles suggestions. Nous nous exaltions alors dans un même culte pour la Vie, la Lumière, symbole de la vie

ardente et magnifique, l'Empire, suprême efflorescence de toutes les énergies d'une race, et avec cela, — ce qui est bien méridional et bien lorrain aussi, — besoin profond de l'ordre, aspiration confuse vers la discipline, affirmation un peu anarchique de la Loi. Tout cela me ravissait chez mon élève, qui était déjà mon ami. Je sentais que si mon pays devait continuer à vivre, c'était grâce à de riches natures comme celle-là, grâce à des hommes pétris dans cette pâte, taillés d'après cet idéal. Depuis, j'ai connu des poètes plus fins, plus distingués, plus artistes, plus émouvans ou même plus profonds ; je n'ai trouvé chez aucun le bouillonnement de sève lyrique qui s'épanchait dans les vers de Gasquet. C'est la source poétique la plus opulente que j'aie connue. Et, par son sens de la grandeur, il s'apparentait aux générations héroïques du Romantisme et de la Pléiade. Parmi les derniers serviteurs, ou les derniers névrosés d'une littérature assurément très raffinée, mais expirante, il était un vivant.

C'est avec lui que j'ai découvert Marseille, voilà longtemps déjà. Notre commune admiration pour cette grande ville de transit et de commerce n'inspirait que du mépris dans les cénacles littéraires d'alors. Il y avait, en ce temps-là, une École d'Aix, dont Gasquet était vaguement le chef, d'ailleurs assez mal écouté et suivi. Il y avait aussi une École de Toulouse, voire une École de Marmande, et, si je ne m'abuse, une École de Perpignan. Dans ces petits milieux étroitement régionalistes, on jugeait avec dédain nos enthousiasmes marseillais. Même en Provence, il était de bon ton de sacrifier Marseille à Aix, — Aix-la-savante, la ville aux vieux hôtels et aux fontaines mélodieuses, dont personne plus que nous n'a aimé la majestueuse et mélancolique décrépitude. Les admirateurs d'Aix se détournaient, avec de petits airs mijaurés, de cette Marseille bruyante et quelque peu triviale, de ce perpétuel roulement de charroi, de ce vacarme strident de locomotives et de sirènes, de ces foules, de cette poussière, de toute cette agitation vulgaire enfin !... Gasquet et moi nous nous y délections. Il se montrait assurément moins sensible que je ne l'étais à la beauté extraordinaire de ce paysage de mer et de montagnes, — paysage si vaste et si varié qu'à chaque séjour j'y fais de nouvelles découvertes, beauté d'un si haut style qu'il faut bien avouer que, décidément, il n'y a rien de pareil en Méditer-

ranée. Mais ce qui nous émouvait surtout l'un et l'autre, c'était moins le spectacle réellement incomparable que le foyer d'énergie provençale et française qu'est Marseille. Pour qui sait entendre sa leçon, cette grande ville affairée et matérielle est une étonnante excitatrice d'exaltation poétique et d'activité positive. Assis à une table de cabaret, sur les quais du Vieux-Port, tandis que les portefaix pieds nus escaladaient les balancelles chargées d'oranges ou les lourds cargos regorgeant d'arachides et de caroubes, nous nous grisions à la contempler : Marseille nous apparaissait comme un lieu de splendeur, de force, de luxe, de volupté, de vie large, active et joyeuse...

Quant à Gasquet, un voyage à Marseille le mettait pour des semaines dans l'état lyrique. De temps en temps, il venait y faire son butin d'émotions et d'images, et, périodiquement, nous avions coutume de nous y rencontrer. J'arrivais d'Alger, et lui, de sa vieille maison familiale d'Aix-en-Provence. On se rejoignait dans un café de la Cannebière, et, tout de suite, sitôt le premier déjeuner expédié, il m'entraînait dans des courses folles et qui ne prenaient fin que lorsque, rendu, harassé, je demandais grâce. On partait sans savoir pour où, ni pourquoi : l'essentiel était de partir. Brandissant une canne, l'air inspiré, les yeux brillans, les lèvres vermeilles et comme humides d'un fruit où il aurait mordu, solide sur ses mollets trapus de fantassin, Gasquet dévorait l'espace, pendant des kilomètres et des kilomètres, sous le soleil ardent et les flots de la poussière. Enfin, très tard dans la soirée, après des courses sans nombre, on rentrait en ville : je me laissais choir à demi mort de fatigue sur un banc du Café-glacier, tandis que mon compagnon, agitant sa canne, commandait intrépidement un bock et proclamait, devant nos voisins ahuris, que cette journée était « un pur *triomm'phe !...* »

* * *

D'habitude, on commençait par monter chez Valère Bernard, qui était déjà officiellement le peintre de Marseille. Il avait alors son atelier tout en haut du boulevard Notre-Dame, proche le sanctuaire de la Garde, dans une vieille maison très grande, que je ne me rappelle plus que confusément et que je me représente comme une sorte de hangar maritime, plein d'agrès, de câbles, de cordages, de choses obscures et entassées,

qui sentaient le goudron et la salure marine. Ce dont je suis sûr, c'est qu'il y avait une écurie au rez-de-chaussée : la bonne odeur saine des chevaux et des fourrages pénétrait, à travers les vieux planchers disjoints, jusque dans le studio. Respectueusement, nous grimpions un roide escalier obscur et tout droit, qui débouchait sur le palier du maître. A toute heure nous le trouvions au travail, drapé dans sa longue blouse, comme un prêtre en surplis. Nous admirions de vastes compositions symboliques à la Puvis de Chavannes, qui étaient de mode en ce temps-là, ou nous nous penchions sur des suites d'eaux-fortes, que l'artiste feuilletait d'une main complaisante, et qu'il mettait sous nos yeux, sans rien dire. Un silence auguste, chargé d'émotions et de pensées, emplissait l'atelier. Notre hôte nous montrait notamment sa fameuse série sur *La Guerre*, qui prend aujourd'hui une sorte d'actualité prophétique : c'étaient des scènes de carnages et d'émeutes, de batailles, de parades et d'orgies militaires. Gasquet était surtout sensible aux aspects orgiastiques et dionysiaques de ces gravures. L'inspiration s'emparait de lui, et, à partir de ce moment jusqu'à la fin de la journée, partout où nous allions, chez tous nos amis, devant tous les sites célèbres de Marseille, les alexandrins et les strophes jaillissaient de lui en un flux torrentiel.

Il m'emmenait à l'extrémité du Prado, sur la route de Montredon, où il passait les mois d'été avec sa jeune femme, dans une villa au bord de la mer, et là, devant le cercle éblouissant du golfe et les îlots crayeux de Planier et du Château-d'If, il se mettait à déclamer :

Le matin frissonnant, semé d'îles tranquilles,
Pose ses mains au front des villes.
Elles s'éveillent en chantant.
Les forgerons joyeux jettent sur leur enclume
Un bloc nouveau. La mer s'allume,
Les pins boivent le jour flottant.
. . . .
Un long moment, la mer de roses se couronne,
Les roches d'or qu'elle environne
Sont les autels aimés des eaux.
Des vaisseaux, qui des dieux montrent encor la trace,
Vont emporter toute une race
Plus joyeuse que les oiseaux..

Il était la voix lyrique et triomphale du paysage. Surtout, il débordait de vie, de confiance dans la vie, dans l'avenir, dans une France régénérée par des disciplines à la fois neuves et traditionnelles.

D'autres jours, nous étions à l'Estaque, à l'heure du crépuscule. Par delà les mauves du couchant, qui se déployaient à travers tout l'espace, et la suavité infinie des eaux, la Vierge d'or resplendissait au sommet de la Colline sainte. Gasquet était alors fiancé, il éprouvait d'avance toute la ferveur de l'ivresse nuptiale. Aussitôt il chantait :

O sœur, que j'ai connue au milieu des victoires,
Sagesse de mon cœur, ordre parfait des temps,
Sous les astres pourtant, *là-bas, des guerres noires*
Foulent sous leurs chevaux les autels du printemps.

J'irai, jadis mon peuple a labouré le monde.
Il s'endort à présent à l'ombre des vieux murs.
J'ai faim, j'ai soif pour lui, qu'il se lève et réponde,
Qu'il se dresse, affamé : les temps nouveaux sont mûrs!

Victoire, tout mon corps nourri de ta puissance,
J'irai, j'exciterai cette race à mon tour,
Astres, d'un siècle d'or annoncez la naissance :
Sur la terre et la mer, la joie est de retour.

La Victoire! C'est la haute montagne bleuâtre, qui domine la plaine d'Aix et dont le nom perpétue le souvenir de la défaite des Cimbres et des Teutons écrasés par les légions de Marius. Sa silhouette symbolique a hanté toute l'enfance et l'adolescence de Gasquet, elle domine son œuvre comme son paysage natal. Souvent, il me conduisait vers elle, par les chemins ombreux du Tholonet, et, sous les aiguilles des pins, en face de cette muraille géante qui barre tout l'horizon, il me récitait son *Départ d'Héraclès :*

La pluie a fécondé, ô forêt, tes cheveux.
Je suis pareil à toi, mais plus que toi prospère.
Je sais l'auguste nom que m'a légué mon père.
Je suis libre et vivant, car je sais et je veux.

Dieu brûle au fond de moi, son souffle est sur ma face
Rien ne pourra jamais arrêter mon élan,
Et quand je monterai sur mon autel brûlant,
A mes pieds j'entendrai chanter toute ma race.

O mère, bénis-moi : je pars vers l'avenir.
Pour me voir plus longtemps, gravis ces hautes roches.
Quelqu'un m'appelle au loin, je pars, les temps sont proches.
Baise au front le héros que je vais devenir!

Ce qu'il y a d'étonnant dans ces vers de jeunesse, dont les plus récens datent de vingt ans au moins, — ces vers enivrés, comme gonflés de force et délirans de joie, — c'est le perpétuel pressentiment du départ tragique, de la guerre inévitable. Lorsqu'elle fut déclarée, Gasquet me dit simplement ce mot : « Enfin! » Et je le vis partir en effet pour ce grand départ depuis si longtemps pressenti, lui, simple caporal aux tempes déjà grises, avec les territoriaux de son escouade. Sain et sauf par miracle, nommé porte-drapeau à cause de sa bravoure et de son ascendant sur ses hommes, il a subi plusieurs saisons dans les tranchées de Lorraine. Au lendemain d'une longue convalescence, il m'écrivait cette lettre, la dernière que j'aie reçue de lui : « J'ai repris ma vie guerrière. Je puis passer des nuits à l'affût dans la neige, courir par des sentiers gelés, monter à cheval... Par exemple, il fait un froid terrible, 14 au-dessous de zéro, mais nos hommes préfèrent ce gel à la boue et aux pluies. Ils sont étonnans de tranquille endurance. Nous sommes en pleine Argonne, dans des vallons neigeux, boisés, tout déchiquetés par la guerre de mines, les torpilles et les obus. C'est une guerre toute nouvelle pour nous. On s'y fait vite : il y a du soleil, c'est l'essentiel! »

Les autres, ses compagnons de jeunesse, ses camarades de collège, ses émules en poésie, ses cadets et ses disciples, communient-ils avec lui dans cette confiance, dans cette joie indéfectible? Ce qu'il y a de certain, c'est que beaucoup sont morts devant l'ennemi, comme les Lionel Des Rieux, les Léo Latil, et combien de jeunes Marseillais et Provençaux plus obscurs! Beaucoup aussi ont donné leurs enfans, comme le poète Paul Souchon, mobilisé à quarante-deux ans avec ses deux fils : le plus jeune, un adolescent aux yeux de pervenche et au front déjà pensif, est tombé sous les balles allemandes. Parcourez maintenant la région : presque tous les foyers sont en deuil. Dans un petit village près de Gardanne, un vieil homme me disait qu'il y a déjà cinquante morts. Ces Provençaux ont su noblement mourir. Pourtant, leurs aînés avaient rêvé pour eux

un autre destin que cette mort, même glorieuse. C'est une France digne d'eux qui leur a manqué beaucoup plus qu'ils n'ont manqué à la France. A cette ardente jeunesse, au lieu des vagues aspirations qui la firent se gaspiller en de vaines aventures, il aurait fallu un idéal national bien défini, avec un chef pour la conduire. Mais il ne se peut pas que leur sacrifice demeure inutile : plus que jamais nous devons à leur mémoire d'espérer...

* * *

Leur souvenir m'accompagne à travers les rues de Marseille, transformées par la guerre. S'ils ne sont plus là, si l'habituelle population masculine de travailleurs et de négocians a sensiblement baissé, — en revanche la figuration cosmopolite est devenue quelque chose d'énorme et d'envahissant. Les Balkans, l'Asie-Mineure, l'Afrique du Nord et l'Afrique occidentale, l'Orient et le Moghreb se déversent sur la ville à flots toujours plus nombreux et plus denses. Des fonctionnaires m'assurent qu'en ce moment Marseille a plus de six cent mille habitans.

Le nombre des Hellènes a considérablement augmenté depuis la guerre. Ces métèques qui, en temps normal, constituent à Marseille une importante colonie, se sont vus renforcés par des bandes de fugitifs venus de l'Archipel, de Constantinople et du Levant. Dans le quartier qu'ils affectionnent, entre la Cannebière, la place de la Bourse et la rue du Jeune-Anacharsis, les cliens se pressent aux devantures des cafés peints en bleu et blanc, les couleurs du pavillon hellénique. Des inscriptions en lettres grecques signalent aux nouveaux débarqués les lieux de rendez-vous de leurs nationaux, — *Caphénia* et *Xénodochia*, — avec la nomenclature de leurs boissons et de leurs mets favoris. Ils sont beaucoup (beaucoup plus qu'on ne pense), mais ils font le moins de bruit possible, et l'on dirait qu'ils s'évertuent à ne pas tenir de place. Un deuil, ou une pudeur, paraît peser sur leurs conciliabules. Des groupes restent, pendant des heures, assis autour d'une petite table, devant un verre de mastic. Silencieux et fertiles en ruses, ils méditent dans leurs cœurs des combinaisons profondes. Quelques hommes mûrs, aux nez en bec d'aigle et aux fortes moustaches de pallikares, égrènent, entre leurs doigts velus, le chapelet d'ambre

cher aux Orientaux. Un vieillard tourne fébrilement la queue d'une rose rouge, tandis que ses petits yeux gris sont comme perdus dans des calculs qui semblent franchir des mers lointaines....

Leurs voisins, les Serbes, se font aussi remarquer par leur affluence insolite : officiers aux uniformes flambant neuf, aux buffleteries et aux bottes éblouissantes, ouvriers et paysans aux complets minables, tout déteints par l'eau de mer et les averses. Parmi eux, des Juifs de Salonique, et même des Juifs algériens et tunisiens. Je reconnais, sur les têtes des femmes, les mouchoirs de soie à double corne pendante, qui emprisonnent les chevelures de nos Rébecca et de nos Esther, dans les petites rues d'Alger, aux alentours de la place Randon. En général, tout ce qui est algérien et marocain a élu domicile aux environs d'un terrain vague, qui s'étend derrière la Bourse, sur l'emplacement d'un vieux quartier, prodigieusement sordide et pittoresque, démoli à la veille de la guerre, pour y faire un square. J'y cherche en vain les venelles noires et fétides, encombrées de tas d'ordures, où de perpétuelles tendues de linges claquaient aux fenêtres, sous les coups du mistral, mais qui portaient des noms si poétiques : rasée la rue Ventomagy, et la rue de la Pierre-qui-rage! La rue de la Lune-d'Or est réduite à un misérable tronçon. Quant à la rue Pavé-d'Amour, elle a perdu tout un côté de ses maisons.

C'est une désolation. Une plaie béante s'ouvre dans le vieux Marseille, un grand espace bouleversé et coupé de ruines, comme effondré entre la Bourse et la Nouvelle Poste. Sous le soleil méridional, qui dore étrangement les vieux murs, qui prête une noblesse au moindre débris architectural, ces ruines marseillaises vous évoquent tout de suite un paysage romain, une sorte de *Campo vaccino*, où courent les poules et les coqs du voisinage et où il ne manque que les buffles des anciennes estampes. Pour peu qu'on y mette de bonne volonté, l'illusion est elle-même assez complaisante. Là-haut, cette tour moyenâgeuse, avec ses croisillons et ses mâchicoulis, au-dessus d'une grande bâtisse aux murailles dénudées, c'est la tour carrée du Capitole dominant la Maison du Sénateur. A gauche, cette église rococo flanquée d'un campanile italien, ce ne peut être que Saints-Cosme-et-Damien. Cette voie, pavée de larges dalles et à demi enfouie sous les décombres, c'est l'amorce de la *Vic*

sacra, avant les fouilles du Forum. Et partout des racines de murs, des semblans d'atriums avec des restes de mosaïques, évidemment de la décadence, des voûtes éventrées à fleur du sol... Dans un coin, une petite place rustique, ombragée de quelques platanes, où l'on découvre une fontaine murmurante, entourée d'un bassin quadrangulaire et de baquets pour les laveuses. Une Napolitaine dépenaillée remplit au goulot de la fontaine un affreux bidon à pétrole, en guise de seau, puis elle le place sur son épaule, — et la voici qui s'avance avec le même rythme et la même dignité que si elle portait une amphore. Derrière elle, sur le rebord de la vasque, un Arabe lave du linge, en le pressant en cadence de ses deux pieds nus, à la manière des foulons antiques.

Dans ce terrain vague, aux vestiges hétéroclites, on perd la notion des temps et des milieux. Rome et l'Afrique s'entremêlent et s'embrouillent. Sur les côtés de ce moderne *Campo vaccino*, il y a des cafés maures, hantés par toute une clientèle en chéchias, en gandouras et en culottes bouffantes. Semblables à des autels domestiques, les cheminées lambrissées de faïences peintes exposent leurs burettes et leurs petites tasses aux couleurs crues, que le *kaouadji* apporte toutes fumantes aux joueurs d'échecs accroupis sur les nattes des divans. En face, proche la vieille église dominicaine de Saint-Canat, les Balkaniques ont établi des cafés turcs, aussi primitifs que ceux de leurs voisins, mais beaucoup moins pittoresques : de misérables bancs de bois y remplacent les divans, et l'attitude sans gloire de ces pauvres exilés, le ton discret et comme craintif de leurs conversations forment un vif contraste avec les façons tapageuses et un peu brutales des autres, avec les sonorités cuivrées des gosiers africains.

L'Afrique est, ici, maîtresse. Elle règne, à peu près sans conteste, sur la majeure partie de la Vieille-Ville, où ne s'aventurent guère ni les Français de la métropole, ni les Britanniques, ni les Hindous. Par la Grand'Rue, qui traverse le *Campo vaccino* et le ci-devant boulevard de l'Impératrice, l'infiltration africaine pénètre jusqu'au cœur de l'antique Massilia, et, par les rues aquatiques et grouillantes du Vieux-Port, elle monte jusqu'à la caserne, où sont campés les coloniaux, et ainsi elle submerge toute la vieille acropole massiliote. Ces quartiers regorgeans de restaurans populaires, infestés de bouges et de

cabarets borgnes, semblent appartenir exclusivement à l'armée d'Orient et à l'armée d'Afrique. Messieurs les Sénégalais s'y pavanent, par petits groupes conquérans au milieu des turcos, des tirailleurs, des spahis, fiers de leurs manteaux rouges, de leurs chamarres et de leurs belles bottes. De jeunes officiers indigènes y viennent aussi étaler avec complaisance les cuirs jaunes de leurs ceinturons et de leurs molletières. Quelques fantassins italiens en uniforme gris-vert, des fils adoptifs de Marseille, exhibent, çà et là, les étoiles nickelées de leurs collets. Mais c'est le Croissant qui triomphe sur la plupart des coiffures militaires, képis, tarbouches, et chéchias, — le croissant de la vieille Afrique phénicienne, à qui l'Islam l'a dérobé. Toute cette soldatesque, qui fait sonner ses souliers ferrés sur les pavés gras de la Vieille-Ville, tous ces jeunes gars au teint d'ébène et aux yeux de gazelle sont des enfans de la Déesse lunaire, celle qui s'intitulait « la Reine des choses humides, » — la Rabbetna, qui dilate les pupilles des chats, qui gonfle les coquillages et qui putréfie les cadavres...

Cette Reine humide et méphitique, maîtresse des germes et des pourritures, on dirait qu'elle a élu domicile ici, comme en une colonie de son choix, à cause de la véhémence des odeurs, du foisonnement de l'ordure, et, si l'on peut dire, de l'invraisemblable splendeur de l'immondice. Tous les habitans de ce quartier semblent d'ailleurs se porter à merveille. De même qu'en Orient, la virulence de la saleté tue le microbe. Mais cette invasion d'Africains et d'Orientaux a produit, dans ces ruelles qui sont comme des égouts à ciel ouvert, une telle recrudescence de gadoue, de détritus et d'épluchures, que, pris de découragement devant l'opulence des tas, les services municipaux rendent leurs balais.

Pour oublier cette pestilence et le délabrement farouche de ce quartier, je cherche vainement un endroit propre, une silhouette de bâtisse qui n'attriste pas mes yeux. Je salue au passage, près de l'Hôtel de Ville, la Maison aux Chimères, avec son portail de la Renaissance, et la sombre Maison de Diamant qu'autrefois j'ai chantée, et, sur la place des Accouls, ce bel hôtel Louis XVI, dont on a fait un local administratif. Mais de sordides voisinages vous gâtent ces beaux profils architecturaux. Seule une église peut purifier et ennoblir une telle atmosphère. J'entre dans la première qui s'offre. C'est une vaste chapelle en

rotonde, aux voûtes et aux murailles peinturlurées et dorées, encombrée de toute une flore artificielle et de toute une statuaire sicilienne ou napolitaine. Un Christ de grandeur naturelle, aux plaies livides et saignantes, aux genoux couverts d'ecchymoses, est suspendu derrière la porte, près du bénitier... Soudain, la porte s'ouvre d'une poussée brusque et violente. Une vieille femme, complètement vêtue de noir, une mère ou une grand'-mère de soldat sans doute, se précipite à genoux devant le crucifix, le buste élancé en une supplication muette, les mains jointes avec une tension si fervente des doigts extraordinairement allongés, les yeux levés avec une telle ardeur de prière, que cette pauvresse égale en beauté et en noblesse d'attitude les Mères de Douleur les plus illustres. Puis, elle se prosterne, elle baise la terre, et soudain, avec une pieuse familiarité, elle se relève, s'accroupit sur ses talons, s'installe comme chez elle, et, le menton dans la paume de la main, les yeux dardés vers la Tête couronnée d'épines, elle Lui parle, elle Lui conte toute sa souffrance à elle...

***

Ces contrastes, ces foules mouvantes et bigarrées, ce bariolage amusant ne doivent pas nous faire perdre de vue les dessous du décor, — l'importance capitale de Marseille, lieu d'échange et de passage, base militaire de notre défense en Méditerranée. Ni l'opinion ni nos dirigeans n'avaient prévu cette importance. Il a fallu la force des choses, le déroulement automatique des circonstances pour imposer des notions qui auraient dû être présentes et précises depuis longtemps dans les esprits de ceux qui nous conduisent. Je me souviens qu'en 1914, comme je parlais de Marseille au directeur d'un de nos plus considérables *magazines*, celui-ci haussa les épaules, en me disant : « Marseille? c'est trop loin du front! » Personne ne soupçonnait alors que Marseille commande notre front de mer, lequel est au moins aussi nécessaire que l'autre, attendu qu'il assure, pour une très grande part, notre subsistance, nos ravitaillemens en hommes, en vivres et en munitions, nos communications et celles de nos alliés avec nos possessions africaines et asiatiques. Une pareille erreur a été commise au sujet de la Grèce et de l'Espagne. Avant même d'avoir visité ces deux pays, il suffisait d'y appliquer un instant sa réflexion,

pour en comprendre tout de suite la haute importance stratégique et navale. Quand, à la fin de 1915, je signalais, ici même, à travers des réticences et des mutilations imposées par la censure, le danger permanent que l'Espagne représente pour nous, je ne rencontrai que des sceptiques ou des indifférens : depuis, les sous-marins allemands se sont chargés de faire l'éducation de l'esprit public.

Il suffit de parcourir les quais de Marseille, pour sentir de quel poids cette grande ville méridionale, cette seconde capitale de la France, pèse sur les destinées de la Patrie tout entière. Ces kilomètres de môles, de docks, de hangars sont quelque chose de déconcertant pour l'imagination. Déjà, avant la guerre, les ports de Marseille couvraient une superficie immense. On les a prolongés jusqu'à l'Estaque : les travaux ne se sont pas interrompus, malgré les difficultés de la main-d'œuvre. Une Compagnie suisse en poursuit l'achèvement. Bientôt, grâce au canal, qui va relier l'Estaque à l'Étang de Berre et celui-ci au Rhône, Marseille pourra communiquer avec notre réseau de navigation intérieure : la Porte de l'Orient deviendra de plus en plus la Grande Porte occidentale, celle qui amènera la mer au cœur de notre pays.

Sans doute, le transit habituel de Marseille a quelque peu diminué depuis la guerre : les dangers de la navigation en Méditerranée suffiraient seuls à l'expliquer. Si l'on visite les anciens môles, où nos grandes compagnies maritimes ont leurs hangars et leurs pontons de débarquement, on n'y retrouve plus l'animation d'autrefois. La place d'Afrique, centre de cette région mouvementée, est moins encombrée de barriques et de peaux des Pampas, bien que, cependant, des escouades de prisonniers allemands y entretiennent une activité continuelle. Mais la direction du transit s'est déplacée. Aujourd'hui, le grand mouvement du port se détourne surtout, — ce qui est très compréhensible et très naturel, — vers les nouveaux môles, où s'effectuent les embarquemens et les débarquemens de troupes, de subsistances et de matériel, où le génie, l'artillerie et l'intendance ont leurs services et leurs entrepôts.

Un peuple de travailleurs de toute espèce, de tous pays et de toute couleur assure le bon fonctionnement de ces services. Il faut entrer sous les hangars vitrés du môle D pour se rendre compte de ce que mange un corps expéditionnaire, de ce qu'il

exige et de ce qu'il coûte. Annamites, Chinois, Marocains, Espagnols, Grecs et Yougo-Slaves travaillent pour l'armée d'Orient. On lui envoie de la farine, de l'avoine, de l'orge, du maïs, des affûts de mitrailleuses, des caisses d'obus, des fers pour les mulets et les chevaux, des clous à ferrer, des pointes et des varlopes pour les menuisiers, — sans oublier le vermouth et le tabac pour la consolation du poilu. Une longue file de hangars, — qu'on appelle les « îlots de la Chambre de Commerce, » — est occupée par les services de l'habillement et de ses annexes. Plus de vingt-cinq millions d'effets sont passés par les planches de ce dépôt, depuis le commencement des hostilités : uniformes de chasseurs à cheval, de fantassins, d'alpins, de zouaves et de turcos, dolmans, culottes et ceintures sont là empilés sur des rayons qui s'étagent jusqu'au toit. Chaque mois, le tiers de ces provisions doit être renouvelé. Après cela, les fournitures de toutes sortes, que le dénuement et l'insalubrité des régions orientales rendent indispensables : des toiles de tentes avec leurs supports, sont expédiées par ballots, des moustiquaires, qu'on nomme des « tombeaux, » et qui recouvrent tout le corps du patient, comme sous une carte pliée en deux. Et l'on voit encore, dans ces magasins, des machines à coudre pour les tailleurs de régimens, des rasoirs et des blaireaux pour les coiffeurs, des tas de bûches et de charbon pour la cuisine. Plus loin, des amoncellemens de planches et de planchettes, voire des rondins pour le soutènement des tranchées...

Après avoir ainsi prodigué toutes ces fournitures par milliers et par millions, on s'évertue ensuite à en sauver, à en récupérer le plus qu'on peut. Préalablement désinfectés pour la réexpédition et passés à l'étuve dès l'arrivée, des ballots de vieux pantalons et de vieux vestons kakis reviennent à leur point de départ. On les trie, on les détache, on les lave et on les ravaude de façon à les rendre encore utilisables. Des montagnes d'effets usagés se déploient dans des locaux particuliers. On y entrevoit des cavernes, on y longe des falaises de vieux souliers, de harnais, de cuirs de tout genre. Comme les habits, tout cela est trié, nettoyé, assoupli, remis à neuf. Le rebut est vendu à de rapaces trafiquans qui, grâce à d'ingénieuses préparations ou à d'astucieux maquillages, en extraient les chaussures qui s'achètent soixante francs la paire chez les cordonniers élégans.

Ces services, laborieusement organisés, ont leur pendant chez nos alliés britanniques. A côté de nous, les Anglais occupent leurs môles et leurs hangars particuliers, leurs quais d'embarquement et leurs entrepôts. Les mêmes ouvriers cosmopolites sont employés de part et d'autre aux manipulations. Mais il a fallu les encadrer de vieux dockers marseillais : on n'improvise pas plus un portefaix qu'un commandant d'armées, — cela soit dit en passant pour les fauteurs d'une chimérique mobilisation civile! En général, ces Orientaux sont de fort médiocres manœuvres. Un sous-officier qui commande une escouade de ces dockers asiatiques et qui est un véritable contremaître, me faisait remarquer leur paresse, leur négligence, leur tempérament peu débrouillard, et il classait ainsi ses subordonnés par ordre de valeur : tout en bas de l'échelle, l'Annamite, puis le Chinois, le Marocain, le Tunisien, l'Algérien, enfin, au sommet de la hiérarchie, le prisonnier allemand. On constatera que, chez ces travailleurs, les aptitudes professionnelles augmentent, selon leur degré de culture ou d'adaptation européenne. Il est tout naturel que, parmi eux, l'Allemand, en sa qualité d'Européen, manifeste une certaine supériorité. Il lui est facile d'être supérieur à un Annamite ou à un Marocain débarqué du bled. Autrement, il en prend à son aise, comme on dit : il ne peut pas se plaindre d'être écrasé de travail. Et il faut le surveiller sans cesse, car le sabotage n'a point de secrets pour lui : il a tôt fait de déchirer l'étoffe d'une culotte ou de donner un coup de couteau dans l'empeigne d'un soulier.

Est-il besoin de l'ajouter? Ces prisonniers sont très humainement traités. Que la presse germanique n'essaie pas de nous calomnier aux yeux des neutres! Souhaitons seulement que les nôtres aient, en Allemagne, une vie aussi douce que les prisonniers allemands, chez nous! J'ai visité en détail un de leurs campemens : j'ai été émerveillé de la propreté et, autant qu'on peut le leur donner, du confort de leur installation. Pour tous les visiteurs impartiaux, il n'y a qu'un cri :

— Ils sont mieux que nos soldats!

J'assistai au retour d'une équipe, qui rentrait du travail, après une journée torride. Tous portaient de larges chapeaux de paille, dont les bords leur couvraient presque com-

plètement les épaules. Le commandant, qui m'accompagnait, me dit :

— Voyez! ils ont des chapeaux de planteurs, et le territorial qui les escorte n'a même pas de cache-nuque!

Leurs cuisines, leurs réfectoires sont parfaitement tenus. Des lavabos, voire des appareils à douches, ont été installés en maints endroits du campement. Ils ont une infirmerie très convenablement outillée; ils ont même une espèce de casino, un grand hangar à la fois théâtre, salle de récréation et salle de lecture, avec un piano, une bibliothèque, des journaux, — le tout, il est vrai, organisé par les soins d'une association chrétienne helvétique. Je n'oserais pas affirmer que j'y ai vu des fleurs. Au moins, j'ai vu, autour des baraquemens, des jardinets pleins de *gemüth*, où poussaient des légumes. A coup sûr, ce campement n'est pas précisément un lieu de délices! Sous ces abris en planches, nos soldats n'en ont pas d'autres, il doit faire terriblement chaud en été, et, malgré la douceur du climat marseillais, un peu froid en hiver. Mais, comme ils disent, « la guerre est la guerre! » Et ce n'est pas nous qui l'avons voulue!

Néanmoins, si nombreux qu'ils soient, ces prisonniers allemands sont loin de donner la note dominante dans la physionomie nouvelle du port et des quais de Marseille. Là, comme partout, l'Afrique, — notre Afrique, — est triomphante. Il faut assister, entre cinq heures et demie et six heures du soir, à la sortie des docks et des chantiers. Je reconnais bien, au passage, des groupes de Catalans, de Mahonnais, de Valenciens, de Grecs des îles, mais le flot de nos « Bicots » recouvre tout. Ils s'avancent par files profondes, comme une armée en marche. Un chapeau de feuillage enroulé autour de la chéchia, ou un brin de basilic piqué dans la narine, ils piétinent les rails de la chaussée, en gesticulant et en criant très haut, comme des hommes qui vont toucher une haute paie et faire pleuvoir une pluie d'or, là-bas, dans le gourbi abandonné, où les femmes, tatouées de figures bleuâtres, attendent leur mandat-poste mensuel.

*
* *

Pour nous reposer un peu de ce tumulte et de cette bigarrure cosmopolites, regardons un instant Marseille vue du Vieux Port, sur le quai de Rive-Neuve.

Il est huit heures passées : le crépuscule s'attarde longuement dans le ciel, et le couchant est encore assez clair pour qu'on puisse saisir cette couleur indéfinissable qui revêt d'une splendeur étrange les vieilles bâtisses marseillaises : une sorte de gris ambré et chaud, comme flottant dans une poussière vermeille. En face, sur l'autre quai, les hautes maisons aux façades percées de petites lumières très brillantes semblent faites d'une argile blonde, encore tiède du four. Sous ses corniches et ses moulures rococo, l'Hôtel de Ville prend des tons orangés de palais vénitien, tandis que, derrière lui, contre le firmament d'une pâleur nacrée, se découpent la masse sombre de l'hôpital, le noir clocher des Accouls, et, à peine visible, la lanterne dorée de la Major. Dans l'eau dormante, aux reflets métalliques et aux exhalaisons fiévreuses, des colonnes de feu s'enfoncent verticalement comme des vestiges de cité engloutie. Au milieu, dans l'espace uni et miroitant laissé libre par les carènes des navires, glisse une gaze légère, une ombre bleue, reflet du ciel toujours clair, où vogue un unique et lourd nuage couleur de prune...

Sur le quai envahi par la nuit, entre les blocs de marbre de Carrare, les entassemens confus d'où monte la senteur marine du goudron, des petites filles, qui se tiennent par la main, chantent et font des rondes. La vergue d'un voilier se dresse obliquement sur les profondeurs de l'espace, tournée vers les voies innombrables de la mer, — départ de nuit, par un ciel radieux, vers des paysages que l'on rêve toujours enchantés, malgré les sous-marins...

***

Autour des lampadaires qui s'allument de loin en loin, la presse s'éclaircit : parmi les flâneurs, on ne voit plus guère errer que les soldats permissionnaires. Les travailleurs sont déjà couchés, ou rentrés dans leurs campemens.

Ces campemens des manœuvres coloniaux, c'est tout un monde à part. Dès les premiers mois de la guerre, il a fallu subitement loger ces hôtes inattendus, leur improviser des gîtes aussi économiques et expéditifs que possible : ce ne fut pas une petite affaire. Tout de suite, on songea à utiliser les anciens locaux de l'Exposition Marseillaise et les terrains avoisinans, tout cet immense parc qui s'étend le long de la promenade du

Prado. Le grand Palais et la Galerie des machines offraient des baraquemens tout trouvés, mais qu'il était indispensable de remettre en état et d'approprier à leur nouvelle destination : des dortoirs, des réfectoires, des cuisines avec leurs dépendances durent être aménagés en toute hâte. Mais ces locaux étaient loin de suffire. On construisit autour une véritable cité africaine et orientale, alignement géométrique de baraques en planches et en briques. Pour cela, il devint nécessaire de bouleverser l'emplacement, de raser des pelouses, de combler des excavations et des tranchées, de niveler un sol profondément raviné. L'officier supérieur chargé de cette tâche s'en acquitta à merveille. Aujourd'hui, grâce à ses soins, l'Exposition de Marseille est redevenue le Palais des Nations.

Ces casernemens ouvriers du Prado, qui peuvent contenir près de huit mille hommes, sont traversés par un perpétuel va-et-vient de travailleurs cosmopolites, que l'on dirige vers tous les points du territoire où leur concours est nécessaire. Il y a là des Annamites, des Chinois, des Tunisiens, des Algériens, des Marocains, des Sénégalais. On y a même vu des Canaques jusqu'à ces derniers temps, mais on a dû renoncer aux services par trop défectueux de ces Océaniens. En tout cas, on remarque toujours, parmi ces troupeaux d'Asie et d'Afrique, des Européens très bruns, l'air vigoureux et intelligent, qui portent l'uniforme français avec un léger signe distinctif : ce sont des déserteurs bulgares. On les emploie, au dehors, à des travaux dont il vaut mieux ne rien dire et dont ils s'acquittent à la grande satisfaction de leurs chefs. La plupart montrent une bonne volonté méritoire et font tous leurs efforts pour apprendre le français. Il en est de même de nos ouvriers kabyles, lesquels passent pour les meilleurs de tous. Ceux-là s'acclimatent facilement chez nous, s'adaptent sans trop de peine à la vie de nos paysans. J'ai pu causer avec l'un d'eux, qui arrivait de la Beauce, où il avait travaillé toute une saison dans une exploitation agricole : il parlait couramment le français et se déclarait enchanté de son séjour. Beaucoup de ses compatriotes sont comme lui. On m'assure que les lettres qu'ils expédient régulièrement dans leurs douars, — très nombreuses, ce qui dénote une certaine culture généralisée, — sont au moins aussi souvent rédigées en français qu'en arabe. Tout cela est de bon augure. Le Kabyle, si on l'encourage avec persévérance, peut

être, parmi les Musulmans de l'Afrique du Nord, un élément assimilateur de premier ordre.

Déjà nombre de ces travailleurs ont adopté le costume européen. Bien des Kabyles ne portent plus la chéchia. D'autres Africains, qui continuent à la porter, ont jugé plus prudent, ou plus avantageux pour leur prestige, de s'affubler de défroques militaires achetées au décrochez-moi-ça. Et ainsi des étrangers peu physionomistes peuvent confondre ces honnêtes manœuvres, sous leur travestissement dépenaillé, avec des prisonniers turcs ou des soldats coloniaux mal tenus. Quant aux Annamites, ils sont à peu près vêtus comme nos ouvriers d'Europe. Les Chinois ont sacrifié leur queue légendaire. Tondus de près et coiffés de larges chapeaux de paille, les pieds dans des espadrilles, ou chaussés de forts souliers à clous, ils sont tout habillés de bleu à l'instar de nos mécaniciens, sauf qu'ils ont conservé la culotte bouffante des Orientaux. Ainsi vêtus d'azur, ces Célestes apparaissent comme les vrais fils du Ciel. Ils se présentent généralement par grandes masses, sous l'aspect grégaire, et quand, à la sortie des docks ou des chantiers, ils se répandent sur le pavé en un énorme flot ininterrompu, on dirait un jaillissement de turquoise en fusion.

Les chaleurs presque tropicales de ces derniers jours printaniers leur donnent sans doute l'illusion du soleil d'Extrême-Orient. Nus jusqu'à la ceinture, ou même complètement nus, ils se plongent dans le bassin qui s'arrondit devant la façade exotique du Grand Palais, parmi les grenouilles et les monstres de faïence qui émergent de l'eau. Des sapins et des cèdres, profilés en silhouettes aiguës et précises sur le bleu dense du ciel achèvent d'évoquer l'atmosphère japonaise ou chinoise. Et dans ce parc marseillais, à deux pas du Château Borély, — pur joyau de style Louis XVI, — on est tout surpris de rencontrer un paysage, qu'on n'avait jamais contemplé, jusque-là, que sur les ventres des potiches, ou sur les soies des paravens.

Marseille, Porte de l'Orient, est la première à bénéficier du travail de ces Orientaux. Il est évident que, même en temps de guerre, certaines de ses industries ont pris un essor nouveau. Des esprits chagrins lui en ont fait un crime. Mais par quelle sotte pudeur s'en cacherait-elle ? N'est-il pas honorable, au contraire, d'avoir pu maintenir et développer cette activité

industrielle, au milieu des pires difficultés économiques, d'avoir donné l'exemple du travail, de l'esprit d'initiative et d'organisation, quand ailleurs on pataugeait dans le gâchis, on s'enlisait dans la paresse et la routine? Que Marseille se soit enrichie, c'est évident. Mais demain, après la paix, le pays n'aura jamais trop de capitaux disponibles. Aujourd'hui même, il en a besoin pour se refaire, pour relever les ruines des régions dévastées : c'est à quoi contribuera sans doute l'*Œuvre de la Provence pour le Nord*, dont le Comité à peine formé a déjà réuni deux millions et dont les ressources vont sans cesse en s'augmentant...

*
* *

A côté de ces campemens ouvriers et, un peu partout, dans les faubourgs et dans la banlieue marseillaise, s'essaiment les campemens militaires, beaucoup plus nombreux et, en général, aussi vastes que les précédens. Troupes françaises, troupes britanniques et alliées, permissionnaires de l'armée métropolitaine, de l'armée d'Afrique, ou de l'armée d'Orient, occupent de véritables territoires, qu'il a fallu, comme pour les travailleurs coloniaux, aménager aussi rapidement que possible.

Les cantonnemens de l'*American Park* et du *Skating* de l'Exposition représentent la plus considérable de ces agglomérations militaires : deux mille cinq cents, trois mille hommes, quelquefois même jusqu'à quatre mille, y sont abrités et nourris journellement. Ces hôtes sont des nomades qui ne font que passer. Ils s'arrêtent ici sur la route de Salonique, d'Alger ou du Caire. Le campement en reçoit de cinquante-cinq à soixante mille par mois : c'est la grande étape entre les deux fronts. Bien que les métropolitains y foisonnent, les coloniaux, les indigènes d'Afrique et d'Indo-Chine forment le gros des contingens. Même bigarrure de blancs, de jaunes et de noirs que dans les baraquemens des manœuvres. Joignons-y des Yougo-Slaves et, — détail significatif, qui requiert nos réflexions, — des engagés volontaires japonais. Mais si spacieux que soient ces locaux, ils n'ont pas tardé à devenir insuffisans. Il a fallu en créer d'autres. Le camp de la Delorme et les cantonnemens des Nouvelles Facultés, sur la place Victor-Hugo, proche la gare centrale, se sont ouverts aussi pour abriter, outre les détachemens de la garnison, des troupes de passage, surtout celles

qui stationnent peu de temps à Marseille et qu'on achemine, par voie ferrée, vers des directions spéciales. Des écuries de chevaux et de mulets ont été installées aussi dans ces baraquemens supplémentaires. Ailleurs (qui le croirait?) les ânes, les petits ânes d'Algérie, si vifs, si fringans, et, si l'on ose dire, si spirituels, ont un camp pour eux tout seuls. Le parc aux ânes du boulevard Rabatteau est une des singularités et une des attractions du Marseille de guerre. Ces bêtes indépendantes et capricieuses rendent à nos soldats d'inappréciables services. Je les regarde, derrière les palissades de leurs boxes, se frotter mélancoliquement l'une contre l'autre, en agitant leurs longues oreilles. Pauvres bourricots dépaysés, se doutent-ils des corvées héroïques auxquelles on les destine et qu'ils accompliront comme la chose la plus simple du monde, en braves petits Africains qu'ils sont?... Car, dans ce grand carnage de l'Occident, les bêtes ont payé de leur sang comme les hommes : ânes, chevaux et mulets, plus de quatre cent mille sont passés par ces écuries pour prendre le chemin des fronts. Et comment dénombrer ceux que le commerce et l'industrie marseillaises ont employés depuis trois ans, sur les quais et leurs chantiers, pour les services des subsistances et des munitions? Chaque fois que je m'arrête sur la place d'Aix, devant cet arc-de-triomphe, qui voit passer tant de malheureuses bêtes fourbues, écrasées sous le poids des charges, je me dis que la municipalité remplirait un devoir de stricte gratitude, en faisant graver au fronton cette belle inscription en lettres d'or : « *Aux chevaux de Marseille, la Cité reconnaissante!* »

Mais Marseille a tant d'hôtes à caser, à héberger, à amuser même! Avec le soin de notre ravitaillement à tous, civils et militaires, elle assume des fonctions hospitalières si diverses qu'elle n'a pas le temps de songer aux animaux!

Parmi les installations étrangères auxquelles elle a dû pourvoir, il sied de rappeler, en passant, celle des Russes, qui, un beau matin, lui débarquèrent de Wladivostock. Leur campement existe toujours. Mais ces contingens ne sauraient se comparer aux contingens britanniques. Quoique numériquement bien inférieure à la base française, la base anglaise de Marseille a une importance qui ne saurait échapper même au passant le plus distrait. Ils sont partout dans la banlieue. A la Pointe Rouge, ils ont un camp spécialement affecté aux troupes hin-

doues et qui comprend un hôpital et des infirmeries. La cavalerie asiatique est parquée à La Valentine et à La Barasse, l'infanterie au Parc Borély. A Santi et à Carcassonne, à Bonneveine enfin, on a construit des cantonnemens pour l'infanterie anglaise. Sur les boulevards extérieurs, le camp Fournier reçoit un dépôt de cavalerie. Et constamment, dans le port de la Joliette, des navires ancrés et prêts à partir constituent de véritables casernes flottantes.

Il est certain que ces troupes jetées du jour au lendemain, et par milliers, sur le pavé de Marseille, y ont causé d'abord un certain brouhaha et même quelque confusion. Mais petit à petit tout s'est tassé et arrangé. A part certaines excentricités un peu vives, comme il s'en commet dans toutes les villes de garnison, les soldats et les officiers anglais ont tenu à donner à leurs hôtes un parfait exemple de correction et de discipline.

Puis, les jours succédant aux jours, à mesure qu'une intimité plus étroite s'établissait entre l'indigène et l'étranger, la cordialité britannique a prouvé qu'elle ne le cédait point, en chaleur de paroles et de sentimens, à la cordialité provençale. Le maire de Marseille, M. Eugène Pierre, me disait qu'il avait reçu, à l'occasion du dernier nouvel an, avec les vœux très amicaux du commandant anglais, des protestations enthousiastes de gratitude, d'attachement et de patriotisme marseillais. Ce même officier supérieur, le très distingué et très aimable colonel T., à qui je parlais de l'armée anglaise, me répondit avec une charmante vivacité :

— Il n'y a pas d'armée anglaise : il y a l'armée franco-britannique !

Comment s'étonner qu'avec ces façons courtoises et fraternelles, et aussi avec leur prodigalité bien connue, les Anglais soient très populaires, non seulement parmi les commerçans, mais dans toute la ville ? Leurs officiers y entretiennent une animation, une gaîté, un train de vie, qui ont permis à Marseille de traverser, sans trop s'en apercevoir, les heures les plus sombres de cette guerre. Leurs troupes asiatiques sont un des grands spectacles pittoresques de la rue marseillaise et la joie des badauds.

Quand les Allemands jettent à la tête de ces Orientaux l'épithète de « barbares, » c'est bientôt dit, en vérité. Ce qu'il

y a de sûr, en tout cas, c'est que ces troupes de couleur sont, comme les nôtres, admirables. Il suffit de les voir manœuvrer, comme de voir défiler nos Sénégalais, le sac au dos et le fusil sur l'épaule, pour que, tout de suite, on s'écrie :

— Voilà des soldats !

Ces vieilles races de l'Inde sont à la fois très militaires et très aristocratiques. Elles sont aussi très modernes. Lorsqu'on pénètre dans leurs campemens, on est frappé d'abord par leur tenue extérieure et aussi morale, par le raffinement de leurs usages, la persistance de traditions très archaïques et l'habitude déjà sensible du confort européen.

A l'exercice, en train de manœuvrer leurs lances ou leurs sabres à larges coquilles, véritables colichemardes de drame romantique, ils font songer à des guerriers du Moyen Age. Mais ces preux Asiatiques se tubent et se douchent quotidiennement comme des Anglais : il est vrai qu'ensuite ils ont coutume de se frotter d'huile comme des lutteurs antiques. Ils mangent nos lentilles et nos pimens, qu'ils écrasent avec un rouleau sur une pierre tendre et dont ils font une sorte de pâte écarlate ; mais le beurre, dont ils usent, vient de leur pays, soudé dans de grandes boîtes de fer-blanc. Ils en assaisonnent des plats spéciaux qui mijotent sur des réchauds de terre brune. Leur cuisine, d'ailleurs, entravée par toute espèce de prescriptions religieuses, est d'une extrême propreté. Il faut voir les boulangers accroupis rouler sur une planche circulaire de petites boules de pâte, les taper sur le bois saupoudré de farine et les étendre prestement en galettes souples et minces comme des crêpes : ils en tirent des pains azymes, d'une couleur dorée et d'un goût délicieux. Ces hommes propres ont leurs mosquées établies dans le camp, à peine distinctes des autres tentes, mais tapissées de belles nattes en paille de riz. Seule la couleur d'un étendard distingue de la mosquée musulmane la pagode des Sikhs, sectateurs de Brahma. A côté de ces lieux de prière, très primitifs comme décor et comme mobilier, ils ont des salles de récréation, munies de débits de tabac et de bars à boissons indigènes, de phonographes, d'harmoniums, de jeux de toute espèce, jeux hindous et jeux européens. Près de la porte d'entrée, sur un tableau noir, on inscrit deux fois par jour les dépêches des communiqués, en caractères persans et hindoustanis. Beaucoup d'entre eux sont des lettrés. On me dit même que certains

de leurs officiers parlent notre langue bien plus correctement que l'anglais.

Avec leurs belles barbes en éventail, leurs turbans aux cache-nuques largement étalés, tout leur accoutrement d'Orientaux, les Hindous ont fini par se fondre dans la vieille couleur locale marseillaise. Aujourd'hui, on remarque à peine leur présence. Mais, au début de la guerre, lorsque des régimens entiers débarquaient à la Joliette, lorsque, en files interminables, ils traversaient la Cannebière et le Cours Belsunce, avec leurs fourgons, leurs mitrailleuses, leurs lourds camions automobiles qui ébranlent les pavés, ce fut, pour le patriotisme provençal, un réconfort inoubliable : la puissance de l'Empire britannique était à nos côtés. Et voici qu'en constatant la force de nos amis et alliés, on s'aperçut d'une chose, qu'on n'avait pas assez remarquée jusque-là, dont on n'avait pour ainsi dire pas conscience : la force de l'Empire français. Après que nos colonies africaines et asiatiques eurent déversé sur les quais de Marseille de véritables armées, des troupeaux de bêtes de somme et de boucherie, des tonnes de vivres et de marchandises, nous ne pouvions plus douter de nous-mêmes ni de nos ressources. Nous prîmes une première idée confuse de notre grandeur réelle, comme de notre grandeur possible. Sur près de quatre milllions d'hommes qui sont passés ici depuis le début des hostilités, trois millions sont des soldats français.

***

A mesure que la guerre sous-marine s'intensifie, ce déploiement de force, — non seulement préventive, mais offensive et défensive, — s'amplifie et s'accentue d'un bout à l'autre du front de mer méditerranéen. Il devient aussi actif, sinon aussi meurtrier, que le front terrestre occidental. Partout, l'image de la guerre est présente. A ceux qui seraient tentés de l'oublier, les campemens et les hôpitaux disséminés sur tout le littoral auraient tôt fait de la rappeler. Même dans les villes hivernales, villes de paresse et de plaisir, où il semble que l'on devrait être à l'abri de l'effervescence belliqueuse, il faut prendre sa part des gênes et des tribulations civiques, qui s'imposent à tout le pays.

Comme au temps des pirates barbaresques et des soudaines agressions sarrasines, on tourne les yeux vers la haute mer

avec un sentiment nouveau, qui n'est pas précisément de l'admiration pour la beauté du paysage. Mais nos gardes-côtes et nos avions font bonne garde. A toute heure du jour et de la nuit, on entend ronfler les moteurs de nos sentinelles aériennes. Telle une cage géante, cette baie ou cette anse du rivage est toute bruissante de leur vol. On les voit planer très près du regard, avec leurs queues recourbées de monstres marins et leurs ailes d'oiseaux, — s'abaisser d'une brusque chute, raser le flot, s'y ébrouer dans des jaillissemens d'écume, comme de lourds albatros, puis remonter et se perdre dans l'espace. On ne les distingue plus, mais on est assourdi par l'immense vibration farouche que leurs hélices déchaînent par tout le ciel. Lorsqu'ils sont très nombreux, cette rumeur céleste a quelque chose d'un bruit panique, d'un tumulte sacré : c'est le grondement des sphères, tel que l'imaginaient les poètes et les métaphysiciens antiques. A de certains momens, on dirait une marche héroïque ou nuptiale, jouée là-haut, sur des orgues géantes, par un musicien de l'Azur. Et, tandis que le fracas de la grande phrase mélodique se déroule à travers l'étendue, les maîtres dépossédés de ces régions aériennes, les oiseaux du ciel, s'enfuient devant les oiseaux de la terre, en longues files affolées, comme chassés en déroute par le battement des ailes de la Victoire...

A ces hydravions, dont le rayon de surveillance est forcément assez restreint, on a dû joindre d'autres moyens de défense et d'attaque encore plus efficaces. Parmi ces moyens d'action, nos Alliés se sont chargés d'en fournir quelques-uns. Par exemple, ce n'a pas été une mince surprise pour la population marseillaise, que de voir des torpilleurs japonais jeter l'ancre dans le port, tandis que des cargos nippons continuaient à stationner derrière les môles de la Joliette. Ces navires de chasse ont déjà fait de bonne besogne contre les sous-marins germaniques. Ils sont aussi, pour des yeux attentifs, un des spectacles les plus suggestifs et les plus stimulateurs d'énergie morale, que nous ait donnés cette guerre.

En tout cas, l'attention du peuple de Marseille est vivement frappée par la présence de ces torpilleurs. Deux fois par jour, matin et soir, à l'heure du salut au drapeau, des foules s'amassent le long des quais, avides de contempler les élégans navires, aux poupes arrondies, aux carènes luisantes et nettes comme

des boîtes de laque. On regarde ces équipages inconnus, ces petits hommes lestes et musclés, qui semblent bondir aux coups de sifflet, aux appels des sonneries si semblables aux nôtres, mais qui portent sur leurs bérets des inscriptions en caractères énigmatiques. Ils vont et viennent avec une légèreté d'acrobates, tandis qu'à l'extrémité du pont, les officiers, assis sur des plians, fument des cigares ou jouent de l'éventail... Soudain, une sonnerie retentit, puis un coup de canon : instantanément, tout s'arrête, le mouvement est suspendu sur le navire. D'un bout à l'autre du pont, le long des passerelles et des vergues, on ne voit plus que des files blanches de matelots, immobilisés dans un geste identique de salutation militaire et religieuse. Des trompettes sonnent une musique étrange, qui n'a plus rien de commun avec les nôtres, une musique telle qu'on en doit entendre, là-bas, dans les temples de bois peint, où brûlent les bâtonnets d'encens, parmi les tintemens clairs des gongs. Et, — comme soulevé par l'hymne qui perpétue la psalmodie pieuse des ancêtres, — sur la blancheur symbolique de son étendard, le rouge Soleil nippon monte dans une apothéose...

Regardez-les bien, gens de Marseille, et vous tous, gens de notre France, regardez-les, ces petits hommes jaunes venus de si loin sur les coques de fer de leurs navires, et, devant un symbole national et religieux vieux de trois mille ans, raidis dans une attitude hiératique, comme des statues de la Discipline !...

LOUIS BERTRAND.

RÉCITS DE L'INVASION

I

L'OUBLIÉE[1]

Mme Estier rentrait de l'hôpital en traversant le Luxembourg. Il était rare qu'elle fût libre assez tôt pour goûter ce plaisir, et il lui était plus habituel de gagner la rue de Fleurus à la nuit noire, en contournant les grilles du jardin clos. C'était un soir rose et glacé de la première semaine de février; le jet d'eau qui fusait d'un pilier de glace dispersait dans la solitude enchantée du crépuscule son bruissant cristal. Une lune bleuâtre, phosphorescente à peine, montait au-dessus de la terrasse en demi-cercle couronnée de marronniers. Mme Estier, enveloppée jusqu'au menton dans sa jaquette de fourrure, marchait d'un pas allègre. Après la journée de travail chaude, heurtée, bourdonnante, elle avançait les joues roses, la bouche entr'ouverte et voilée de vapeur, dans l'air froid qui faisait bleuir les visages moins jeunes et se recroqueviller les corps moins actifs. Elle jouissait physiquement de cet air dur et pur et de sa propre vigueur qu'une marche rapide et bien rythmée reposait des fatigues du jour, mais c'était sans y faire attention. L'hôpital peuplait encore son esprit; elle emportait avec elle, dans les oreilles, dans les narines, l'atmosphère de la

(1) *Copyright by* Camille Mayran.

grande maison malodorante où l'on apprend à connaître d'une façon si amèrement détaillée la douleur, la patience, la solitude, l'humilité. Le médecin-chef devait amputer demain un de ses malades. Elle pensait à l'innocente figure de petit paysan qui venait encore de lui sourire sur l'oreiller, puis au vide qu'il y aurait, dans quelques heures, à la place du pauvre membre qu'elle avait longtemps soigné. Cela ne se supportait pas facilement ! Elle pressait le pas : « C'est incroyable, se disait-elle, que je n'aie jamais pu m'habituer à ces amputations ! »

Le Luxembourg était si beau qu'arrivée au bord de la terrasse, au lieu d'en descendre les marches, elle alla s'appuyer à la balustrade, derrière laquelle s'alignent les romantiques reines de France. Elle reposa son regard sur le grand cercle désert étendu à ses pieds entre les deux terrasses. Le sol avait cette nuance presque invisible, ce gris si pâle des fortes gelées. Les marronniers d'en face entrelaçaient leurs brunes ramures contre le ciel couleur de lilas. A droite, les vieux platanes s'échevelaient plus haut dans l'infini de l'azur cendré. C'était ce soir mystérieux qui revient, fidèle et furtif, une fois chaque année au penchant de l'hiver, ce soir léger, ce soir transparent qu'on reconnaît soudain comme un parfum et qui vous fait dire avec un délicieux étonnement : « Ah ! comme les jours allongent ! » L'heure nouvelle conquise sur la nuit de l'hiver parut suave à la jeune femme dont le cœur vivait depuis longtemps d'attente et d'espérance. Elle évoqua son mari, — l'hôpital recula vers d'indifférens lointains. L'absent était là ; elle s'appuyait à son épaule... Elle goûta une seconde d'illusion fraîche et surprenante comme à l'assoiffé qui se penche sur un puits l'odeur de l'eau. Elle serra les dents et se redit l'acte de foi quotidien que cette grise lueur du premier printemps rendit plus intense : « Il me reviendra. »

Une femme en deuil, conduisant par la main un petit garçon, apparut du côté des grands platanes. La solitude était si complète que tout de suite Mme Estier remarqua le petit groupe. Les deux silhouettes, nettement détachées sur le sol blafard, lui produisirent une impression de mélancolie. Que tout le monde avait donc l'air chétif et triste dans ce froid ! Elle les suivit vaguement des yeux jusqu'au bord du bassin où elles s'arrêtèrent devant la flexible aigrette de cristal. Alors, sans savoir pourquoi, Mme Estier se mit à penser à Vouziers où

elle avait été élevée dans un joli couvent et à son amie de pension, Denise Huleau, la petite Nise comme on disait, qui s'était fiancée tout juste après elle, six mois avant la guerre, et n'avait pu se marier avant que l'invasion l'eût emprisonnée à Vouziers. « Pauvre petite Nise, si bizarre, si gentille, qu'est-elle devenue ? » Sur cette réflexion, Mme Estier sentit l'onglée lui mordre les pieds, et elle reprit vivement sa marche. Elle passa près du bassin gelé, sauf, au milieu, un rond noir où retombait la pluie du jet d'eau. Elle croisa la femme en deuil, qui tenait dans son manchon d'astrakan la main du petit garçon. Puis elle entendit une voix frêle, presque cristalline, qui disait : « Quand le bassin sera dégelé, Léonard, je te donnerai un petit bateau. »

Mme Estier se retourna : cette voix charmante avait pour elle un son si familier ! Elle fit quelques pas derrière la promeneuse, puis, s'écartant un peu, essaya de distinguer un profil sous les bords du chapeau noir, et soudain elle s'avança en murmurant :

— Denise ! Est-ce possible ?

— Oh ! Adrienne ! s'écria la voix frêle.

Et deux jeunes visages glacés se pressèrent avec ferveur.

— Depuis quand es-tu revenue ?

— J'ai été rapatriée en décembre.

— Et tu ne m'as rien dit ?

— Pas encore. Ne m'en veuille pas.

Et les grands yeux timides se baissèrent.

Adrienne Estier dit tout bas, en touchant le voile de crêpe :

— Je n'ose pas t'interroger ?

Denise dit :

— Mon frère Max il y a un an, maman à l'automne.

Muettes, elles s'embrassèrent de nouveau.

Puis Mme Estier demanda :

— Rentre avec moi, c'est tout près ; où habites-tu ?

— A l'hôtel Corneille.

— A l'hôtel ! Mais, Denise, tu m'as oubliée !

— Non, non, dit Denise avec un battement nerveux des paupières. Mais tu ne sais pas... J'ai traversé des choses très dures. Écoute, pas encore ce soir, demain si tu veux...

Adrienne Estier chercha les yeux de son amie, de grands yeux dont elle avait aimé la clarté depuis l'enfance.

— Encore Mlle Huleau? demanda-t-elle d'une voix tendre.

— Oui.

Il y eut une seconde de silence. Mme Estier regarda le petit garçon qui avait laissé sa main dans le manchon de Mlle Huleau. Mais elle ne demanda plus rien.

— Je suis à l'hôpital toute la journée, reprit-elle, au mieux je rentre pour six heures : tu me resteras à dîner...

La jeune fille secoua la tête. Mme Estier la prit dans ses bras et sentit frémir les minces épaules. « A demain, dit encore Denise Huleau avec un sourire plein d'une grâce humble et blessée. Comme tu es bonne, comme je vais être heureuse que tu m'aies trouvée! » Puis elle se retourna vers le muet petit garçon, lui sourit aussi et l'entraînant, elle s'éloigna rapidement vers la Fontaine Médicis.

L'entrevue avait été si brève dans l'ombre du soir que Mme Estier aurait pu se demander si elle n'avait pas rêvé.

La nuit, dans sa jolie chambre de jeune mariée, où le berceau de son bébé était posé près de son lit, elle dormit mal. La pâle figure de la petite Nise lui apparaissait voletant décolorée parmi des feuilles mortes. C'était dans un bois où un amputé courait sur des béquilles, furieux et cherchant sa jambe. Elle se réveillait la tête pleine de confusion, le cœur étreint — et elle pensait : « Pauvre petite Nise, pauvre mignonne! Est-ce qu'elle est vraiment seule dans la vie maintenant? Son fiancé? elle ne l'a pas nommé... il a dû arriver quelque chose... Et qu'est-ce que c'est que ce petit garçon? » A peine s'assoupissait-elle que de nouveaux songes peuplaient son sommeil de chuchotemens douloureux : c'était Mme Huleau, blanche comme la cire, qui murmurait pendant qu'on la mettait en bière : « Faites bien attention à Nise; » et Denise répondait d'une voix impatiente : « Ne dites pas cela, maman; il n'y a plus personne pour faire attention à moi. Ah! si! les deux bouleaux dans le jardin. Pardonnez-moi, maman! » et la voix s'éteignait dans un long soupir.

Vers deux heures, Adrienne Estier se leva, alluma sa lampe et alla ouvrir un petit secrétaire où étaient rangés quelques souvenirs de sa vie de jeune fille. Elle en sortit une enveloppe pleine de photographies et un paquet de lettres qu'elle ouvrit aussitôt recouchée. C'étaient les lettres que Denise Huleau avait écrites à son amie entre la dix-huitième et la vingt-troi-

sième année, pendant les séparations de l'été ou du printemps. La jeune femme se mit à les relire : de gracieuses lettres d'un ton modeste et tendre où passait quelquefois comme un frisson de mélancolie. Comme des lettres de vieille dame, elles commençaient presque toujours par : « Ma belle... »

Adrienne Estier sourit en revoyant cette appellation. Au couvent, autrefois, on disait : « jolie comme Adrienne! » Elle leva les yeux vers le miroir pendu en face de son lit et regarda sa longue figure claire aux traits fins. Un instant elle pensa à son mari : « Je ne lui ai jamais montré mes vieux trésors, » se dit-elle. Je me demande s'il comprendrait? » Puis elle s'absorba longuement dans ses photographies. C'étaient d'abord des groupes de pensionnaires sous les lilas de leur couvent. Denise Huleau était là, toujours au premier rang parce qu'elle était la plus petite, assise au bout du banc avec un air de diablotin, des cheveux de soie pâle ébouriffés autour de son front et des yeux si grands, si clairs, si sensibles... Une étrange petite fille, changeante et pleine de mystère! Elle n'était pas jolie, trop pâle avec un nez rond quelconque, — un ovale médiocrement dessiné, — mais quand elle était émue et qu'un peu de rose léger palpitait à ses joues, elle devenait ravissante. Elle intéressait tout le monde par sa mobilité. Il y avait des jours où l'on disait : « Tiens, Nise a ses yeux de feu d'artifice! » et, dès le lendemain, quelquefois : « Tiens, Nise est sous la cendre! »

Ces jours-là, les jours de cendre, elle n'était plus qu'une pauvre petite chose vague, chétive, accablée par les leçons trop difficiles, les exigences de la règle, les taquineries des compagnes. Adrienne se rappela Nise, le buste enfoncé sous le couvercle de son pupitre, s'abandonnant au désespoir. Elle se rappela aussi que, devant ce couvercle spasmodiquement secoué, elle avait un jour haussé les épaules, et la honte soudaine que lui avait causée le regard profond et compatissant d'une jeune maîtresse. Elle sentait encore aux joues la chaleur de ce moment-là, et dans son cœur, avec le subit renversement de son orgueil d'enfant sage — la perception obscure, poignante d'un mystère de tristesse qui enveloppait sa petite amie. En rentrant à la maison elle avait demandé à ses parens : « Nise Huleau, elle a perdu son père, n'est-ce pas? Est-ce qu'il y a longtemps? » Plus tard on lui avait raconté la longue agonie

de Denys Huleau, paralysé en pleine jeunesse par une lésion de la moelle dont il avait mis trois ans à mourir. Quand Denise était venue au monde, sœur cadette de deux garçons, le mal était déjà là. L'enfant portait en elle quelque chose d'une nature malade, une avidité découragée. Elle ne ressemblait pas du tout à sa mère, et d'après les portraits qu'Adrienne avait pu voir toute sa vie dans la maison des Huleau, pas à son père non plus, — quoiqu'elle tînt de lui le front bombé et le blond léger des cheveux. Dans ses jours de rêverie, Adrienne avait songé quelquefois : elle ressemble à la maladie de son père, — elle reproduit ce qu'a pu sentir, ce qu'a pu souffrir cet être jeune et condamné, cet infirme amoureux, cette âme qui dans la gangue d'un corps paralysé s'affolait par momens du désir de vivre. On savait que le ménage Huleau avait été passionnément uni. Mme Huleau qui, après son veuvage ne quitta plus jamais le deuil, vit grandir d'un œil un peu lointain et presque sévère ce troisième enfant. C'était comme si elle n'eût pas cru tout à fait que cette créature sensitive et singulière fût vraiment son enfant à elle, le dernier fruit de sa jeunesse et de son amour brisé. Veuve, elle avait essayé de supporter la vie en s'adonnant à la dévotion et aux bonnes œuvres; son caractère s'était précisé, simplifié sous l'action d'une rigide discipline. C'était une femme de volonté cornélienne. Lorsqu'elle retrouva quelque joie, ce fut par ses fils qui lui ressemblaient et dont les études exceptionnellement brillantes lui apportèrent cet élément de fierté qu'une femme de son espèce regarde instinctivement comme son dû. Mais Denise, trop petite, trop nerveuse, avec ses accès de convoitise et ses désespoirs, l'inquiétait sans émouvoir vraiment son cœur.

Tout en scrutant ses photographies de couvent, Mme Estier reformait intérieurement l'image de sa petite compagne, dans les années qui suivent la première communion. Comme elle était touchante et charmante, cette enfant chétive dont les yeux pâles avaient de subites ardeurs! Sur ses tempes presque transparentes sinuait une coulée bleue. Ses cheveux, nattés en semaine sur le sarrau noir, s'étalaient le dimanche entre ses deux épaules, — un flot soyeux, d'un blond où l'on eût dit qu'était coulé un peu d'argent, et qui luisait avec un éclat tiède. Ce flot sur sa robe de pensionnaire, c'était comme l'épanchement visible d'une qualité secrète de son être, l'effluve émané de sa

douceur profonde. Elle avait de petites mains fiévreuses, toujours chaudes, égratignées par les chats. La raisonnable Adrienne éprouvait tant d'attrait pour ces petites mains que souvent, pendant l'étude, elle les cherchait sous le pupitre voisin et leur abandonnait la sienne...

A seize ans, Denise avait été prise de la fièvre typhoïde et était restée un mois en danger. Au couvent, on avait beaucoup prié pour elle. Dès qu'elle n'était plus là, chacun sentait le besoin qu'on avait de sa présence, de son charme humble et ardent, de sa douceur faible, de ses grands yeux où les événemens quotidiens se coloraient d'une manière imprévue. Quand Denise n'y venait plus, les leçons de littérature n'étaient pas moins intéressantes, ni le jeu de barres moins animé, ni le chant du salut à la chapelle moins pieux. Mais c'est au fond de soi-même que l'on sentait manquer quelque chose d'indéfinissable, comme si toute la série bien rythmée des heures se déroulait sur un fond d'ennui. Adrienne se rappelait la classe de seconde consacrant ses récréations à réciter le chapelet, sous les acacias du jardin, pour la guérison de la petite Nise. Pendant longtemps, l'idée de fièvre typhoïde était restée associée pour elle à l'odeur des grappes molles que le souffle de juin balançait au-dessus de la procession.

A la rentrée d'octobre, Nise était revenue changée, grandie d'un seul jet, avec des cheveux courts qui faisaient un désordre soyeux sur sa tête. Elle avait l'air perdu, comme si son âme d'enfant ne pouvait pas s'accommoder de ce corps transformé, allongé, alangui. Elle s'abandonnait à des crises de larmes, en pleine classe, sans aucun instinct de cacher ses peines comme font les grandes personnes. A cette époque, un sentiment passionné qu'elle éprouvait pour la maîtresse d'études épuisait les forces de son être en désarroi. Quand la jeune Mère Perpétue, — droite comme un cierge, — la tête haute et souriante, la démarche invariablement calme, venait prendre la garde de l'étude ou de la récréation, on voyait Denise Huleau rougir et se troubler. Plusieurs de ses compagnes, en l'observant à de tels momens, avaient senti leur curiosité demi-moqueuse se muer en une étrange émotion : le visage malheureux et ravi de la petite Nise exerçait un magnétisme. Adrienne s'attardait dans la nuit froide et silencieuse à cette évocation de souvenirs, les chauds souvenirs de la prime jeunesse, de l'éclosion. Par

delà l'horreur monotone de l'hôpital et des récits de guerre, par delà les brutalités, les angoisses, les désastres de chaque jour et tout cet épouvantable étonnement, quelle tendre lumière brillait sur le couvent de Vouziers! L'insomnieuse, triste, se penchait sur une autre petite image, non plus un groupe de classe, mais une photographie d'amateur tirée un après-midi d'été par une élève qui avait apporté son kodak à la récréation : c'était Nise, debout, en uniforme d'écolière, les épaules minces et tombantes sous la pèlerine plate, la tête un peu inclinée de côté, la bouche aux coins tendrement incurvés, le petit front bombé, les yeux pareils à deux fontaines transparentes. — « Pauvre petite mignonne! songeait Adrienne, qu'est-ce que la guerre t'aura fait, à toi? » Et elle sentit le poids des deux ans et demi de silence et de douleur qui venaient de passer sur sa ville natale, sur tout le petit monde de son enfance et de sa jeunesse, sur son amie. En contraste avec la silhouette énigmatique et endeuillée qu'elle avait embrassée au crépuscule, près du bassin, la fantaisie du souvenir lui montra Nise un soir de bal, chez une de ses tantes. Cette petite Nise, toute chétive et maladroite qu'elle était restée parmi ses compagnes devenues de sveltes et vigoureuses jeunes filles, dansait avec délices, — et comme un sylphe. Le soir de ce bal, elle était apparue portant une robe d'un rouge clair de coquelicot, — bien hardie pour Vouziers, mais cette sévère Mme Huleau savait ce qui était joli! — dans laquelle sa pâleur s'enflammait comme une fleur blanche dans l'incandescence de midi. Elle avait dansé infatigablement, enivrée, sans orgueil, sans coquetterie, lumineuse comme le duvet qui flotte et tournoie dans l'air. Les groupes, inévitablement massés dans les portes, la regardaient. On disait : « Elle est étonnante! C'est Cendrillon! » Mais la chose qui ravissait encore la mémoire d'Adrienne, c'était le radieux regard que sa petite amie lui avait jeté plus d'une fois pardessus l'épaule d'un danseur, quand elles se croisaient dans les remous de la valse. Quel infini de confiance, quelle puissance d'aimer dans ce regard! Aucune jeune fille n'avait cet amoureux éclair, aucune n'était aussi ouverte, — simple et singulière à la fois, comme les enfans de l'immense nature inconsciente, comme une fleur qui déplie sans inquiétude au soleil sa corolle où s'inscrit un dessin étrange. Les obscurités, les tristesses, les violences de l'âge des tempêtes avaient passé.

On est plus heureux et plus calme à vingt ans qu'à seize. Mais dans l'âge nouveau, les traits inaltérés de l'enfance apparaissaient plus purs. On sentait dans tout son être une irrémédiable sincérité, une naïveté que la vie ne changerait pas, quelque chose d'humble, de réfractaire à toute prétention et même à toute élégance, quelque chose d'aérien et de sauvage, quelque chose de passionné. A côté d'elle, des filles plus jolies et mieux faites semblaient vulgaires; les petitesses cachées devenaient sensibles.

Adrienne était arrivée au bout du petit paquet de photographies; elle tenait la dernière dans sa main. Elle l'avait prise elle-même, elle s'en souvenait bien, dans le jardin de Mme Huleau pendant une courte visite qu'elle faisait à Vouziers au retour de son voyage de noces. La petite feuille était encore toute fraîche... Pourtant, ce printemps de 1914, comme c'était loin! Denise avait vingt-quatre ans; elle était fiancée depuis trois mois, elle devait se marier à l'automne, aussitôt que son fiancé, professeur de philosophie dans un lycée de Paris et qui préparait le doctorat, aurait achevé d'écrire sa *petite thèse*. Il était venu passer auprès d'elle les congés de la Pentecôte. Adrienne avait été invitée pour faire sa connaissance. On avait pris le thé dans le jardin qu'embaumaient les seringas. « Sais-tu qu'il est exquis? » avait-elle dit à Denise au tournant d'une allée. C'était un grand jeune homme, mince, qui avait un beau front élevé, une figure tout en hauteur, des yeux gris légèrement inégaux dans de profonds orbites, des moustaches et une petite barbe châtain doré entre lesquelles on voyait la lèvre inférieure, fine et vivement colorée. Ses mains étaient longues et noueuses. Il parlait d'une voix scandée, un peu âpre, qui se faisait quelquefois très caressante. « Denise, disait-il en souriant avec l'air d'un homme perdu dans un rêve d'opium, promettez-moi que nous ne passerons jamais la Pentecôte ailleurs qu'à Vouziers. »

C'était un ami de Max Huleau, alors élève de troisième année à l'École normale. Il s'appelait Philippe Brunel. Denise l'avait connu au cours d'un séjour à Paris où sa mère l'emmenait quelquefois voir son frère. Au séjour suivant, les deux jeunes gens s'étaient fiancés.

Ils étaient là, tous les deux sur la petite feuille encore fraîche et luisante, couple fluet dans la moiteur d'un jour de juin. Ils avaient un aspect irréel, — on n'aurait su dire pour-

quoi, — elle avec une figure de première Communion; lui, oh! lui, bizarre, charmant du reste, avec une expression à la fois voluptueuse et distraite, comme s'il jouissait non pas de l'heure présente, mais de quelque lointaine transposition de cette heure en musique ou en philosophie... L'image évoquait pour Adrienne les frais et forts parfums de la Pentecôte, et les rossignols du jardin de Mme Huleau.

Elle remit dans leurs enveloppes les lettres et les photographies, les posa sur sa petite table; elle regarda son bébé qui, sous sa tente de mousseline bleue, les lèvres entr'ouvertes, semblait sucer le sommeil comme du lait; une seconde, elle pensa au mystère de la croissance, à l'inexorable enchevêtrement de forces qui du dedans et du dehors pousse chaque être à son destin... elle soupira, éteignit sa lampe, essaya de dormir. Mais elle avait trop ouvert l'écluse des souvenirs et jusqu'au matin le bouillonnement du passé continua de bruire à travers son insomnie.



Le lendemain, comme elle rentrait en hâte à six heures, oppressée de tristesse, après avoir passé la journée au chevet de l'amputé, elle trouva Denise qui l'attendait assise au coin du feu dans le salon, — mince, modeste, provinciale, les mains jointes dans le creux des genoux.

Elle avait un air assagi, un maintien tranquille; elle était devenue une jeune dame pareille à beaucoup d'autres de l'espèce menue et discrète.

— Denise, ma mignonne! enfin, enfin! tu es près de moi! Laisse-moi ôter ton chapeau, tes gants; que nous soyons ensemble comme autrefois! Tu as froid, n'est-ce pas? ce froid est affreux!... » Elle s'agenouilla pour remettre deux bûches dans le feu. Puis elle prit des mains de la jeune fille le chapeau noir et le voile de crêpe. « Oh! ce noir! dit-elle. Oh! Denise, que j'ai de peine de te revoir ainsi! » Elle courut ranger ce chapeau et enlever le sien dans le vestibule. « Oh! toi, toi! » murmurait-elle en étreignant son amie. Il lui semblait embrasser sa propre enfance et l'image meurtrie des tendresses et de la douceur d'autrefois. « Comme tu as maigri! et tu ne me dis rien. Tu me brises le cœur... Mon Dieu, comme tu as souffert!... »

Les larmes roulaient sur les joues de Mme Estier, tandis qu'entre ses mains elle tenait le visage appauvri aux lèvres pâles, gercées, où les yeux brillaient d'une lumière désincarnée, comme deux étoiles solitaires dans un ciel froid.

— Et toi? demanda Denise. N'est-ce pas? on a peur de raconter et on a peur de demander!

— Moi? répondit Adrienne, je suis une privilégiée, j'ai encore mon mari, j'ai un enfant; et pourtant, je vis dans une angoisse telle que, par momens, il me semble qu'il vaudrait mieux être morte.

— Oh! dit Denise, tu as un enfant!

— Oui, laisse-moi te le montrer, veux-tu? j'aimerais le voir dans tes bras.

Elle disparut et revint aussitôt portant un poupon qu'elle déposa sur les genoux de Denise. Elle-même s'accroupit à côté, collant sa joue à celle de l'enfant.

— Comme il est joli! dit Denise. Quel âge a-t-il?

— Un an ces jours-ci. Mon mari a été blessé en Artois au printemps de 1915, je l'ai eu un mois en convalescence, — il m'a laissé ce petit monstre pour me tenir compagnie, pour que je ne sèche pas de chagrin et d'impatience, n'est-ce pas, Raymond? n'est-ce pas, mon pauvre ami?

Elle fermait les yeux en parlant et arrondissait sa belle petite bouche. L'enfant dévisageait Denise d'un regard intense et noir.

— Oh! dit-elle, comme il me regarde, quel sérieux! Et elle l'embrassa impulsivement, d'un mouvement presque sauvage.

— Est-ce qu'il ressemble à son père? demanda-t-elle.

— Oui, beaucoup.

— Je lui fais peur, il va pleurer, dit brusquement Denise. Tiens, reprends-le.

Adrienne le prit dans ses bras et s'en alla en le berçant.

— Voilà, dit-elle en rentrant, je l'ai rendu à nounou. Je veux t'avoir à moi toute seule. Denise, comment est-ce chez nous?

— Chez nous? c'est comme dans une prison et, pour beaucoup de pauvres gens, c'est le bagne. Ceux qui sont forcés de travailler pour l'ennemi! Je pense que vous le savez ici, qu'il y a des martyrs, là-bas? Des garçons qu'on attache au poteau,

hors la ville, tout nus, jour après jour, parce qu'ils refusent le travail. On les attache avec des fils de fer barbelés, — ils saignent dans le froid, l'hiver, et l'été au grand soleil, piqués par les taons. Un jour on nous en a ramené un à Vouziers qui délirait, frappé d'insolation. Il y en a qui cèdent; j'en ai vu qui s'en allaient en file, tête basse, la pioche sur l'épaule. Nous savions qu'on les emmenait aux tranchées. Tu te rappelles ce petit Julien que nous aimions tant, le fils de notre jardinier? Il y est allé...

— Mon Dieu, Denise! mais c'est horrible!

— Oh! oui! Oh! c'est une abomination de tous les jours. Ces gens-là marcheraient sur le Christ en croix. Ils détruisent tout ce qu'on aime. Nos forêts, tiens, les forêts de notre pays, sont toutes rasées; nous les avons vues passer en camions sous nos fenêtres. Elles aussi elles allaient à leurs tranchées! Pour les abattre, ils emploient des prisonniers belges et russes qu'ils laissent dépérir de faim. Tout leur est machine. Eux-mêmes fonctionnent comme des pièces d'une machine énorme. Le plus étonnant, c'est que, pris en particulier, souvent les soldats ne sont pas méchans. Mais ils font partie de la machine, et cela rend tout possible. Imagine cela, nos vieilles forêts tondues par ces troupeaux d'affamés! Les gens de chez nous partageraient volontiers leur pain avec ces malheureux. C'est une horreur, tu sais, de voir des gens qui souffrent de la faim; ils prennent des expressions effrayantes qui ne vous laissent plus de repos, — surtout ces Russes que nous ne comprenons pas et qui n'ont que leur regard! Les Allemands défendent qu'on leur donne quoi que ce soit : pour un morceau de pain tendu à un prisonnier on paye une amende, — assez grosse pour ne pas pouvoir souvent recommencer! Et il y a eu les déportations de jeunes filles pour le travail des champs. Les journaux en ont souvent parlé ici, n'est-ce pas? On est venu chez nous pour chercher s'il y avait quelqu'un à prendre. On m'a laissée à cause de maman qui était si malade; — du reste je crois que de toute façon, on ne m'aurait pas trouvée assez robuste, — mais bien d'autres sont parties! C'était l'été dernier; depuis, les familles ont reçu de leurs nouvelles deux ou trois fois, pas plus, et on ne sait pas comment ces malheureuses sont traitées, ni quand elles reviendront.

— Et la ville? demande Adrienne. Est-ce qu'il y a eu des destructions?

— Non, mais petit à petit les maisons finissent par être vidées. Les soldats ne volent jamais rien, sauf les légumes quand ils ont mal dîné et qu'ils trouvent moyen d'escalader le mur d'un potager. Mais la *Kommandantur* vous envoie constamment un peloton commandé par un officier pour emporter un jour des chaises, un jour des draps, un jour votre piano, un jour votre batterie de cuisine... Ah! qu'ils sont pédans, qu'ils sont sordides!... Le jour où j'ai vu un Boche ouvrir mon lit pour y compter mes couvertures, j'ai senti que je pourrais lui crever les yeux. Il allait faire la même chose dans le lit de ma pauvre maman si malade! mais cela, je l'ai empêché.

Il y eut un lourd silence entre elles. Le poids de l'oppression leur humiliait le cœur.

Adrienne murmura : « Chérie, parle-moi de toi-même! »

Denise était courbée sur sa chaise basse, le menton appuyé sur ses deux poings, son pâle visage tourné vers le feu.

— Ah! répondit-elle, pardonne-moi! on prend tellement l'habitude de souffrir seule. Et j'ai traversé tant de choses! je ne me connais plus. Maman est tombée malade dans l'été de 1915. Jusque-là, pendant toute la première année, elle n'avait été occupée que de charité. Il y avait beaucoup à faire : dès le premier hiver, nos pauvres ont manqué de vêtemens; et puis il y avait les malades à soigner : on n'en prenait presque plus à l'hôpital qui était toujours plein d'Allemands. Moi, j'accompagnais maman partout. Je ne pouvais plus être seule, je ne sais pas comment j'aurais passé deux heures sans elle. J'avais perdu le sommeil : sans nouvelles de Philippe, sans nouvelles de mes frères, j'étais désespérée. Et maman était si bonne pour moi, elle me soutenait, je ne la quittais plus. Et tu sais comme je suis distraite et maladroite et qu'il faut de la patience pour faire les choses avec moi!

Sans que maman se fût jamais plainte, je remarquais sa mauvaise mine. Je pensais qu'elle se donnait trop de mal, qu'il lui faudrait du repos. Mais elle s'était rendue nécessaire à bien des gens, et toutes les deux, quand nous avions passé un jour sans voir nos pauvres, nous étions trop tristes. Pour moi, tu le devines, l'idée que j'aurais pu me marier dans la semaine de la mobilisation, être à Paris chez Philippe, où maman serait

sûrement venue me rejoindre avant l'invasion; avoir de ses nouvelles, le voir peut-être quelquefois, le soigner s'il était blessé, le pleurer s'il était mort : c'était le supplice du regret, ajouté à celui de l'absence et de l'inquiétude. J'étais dévorée. Au commencement, je parlais tout le temps de mon chagrin à maman. Mais il me sembla qu'elle n'aimait pas beaucoup Philippe et qu'elle ne regrettait pas vraiment que je ne fusse pas mariée. Dans la suite, je cessai de lui en parler.

Ce fut le 12 juillet, au matin, que notre vieille Danielle entra chez moi comme je m'habillais et me dit avec une figure bouleversée que maman était malade. Je courus chez maman, qui était très pâle, dans son lit, les traits tirés : elle me dit de ne pas m'inquiéter, mais d'aller avec Danielle à l'hôpital demander un médecin. Nous connaissions un peu un jeune major dont maman avait obtenu quelquefois la visite chez un malade pauvre.

J'y allai, le major vint à midi en sortant de l'hôpital; maman voulut le recevoir seule. Il partit en disant qu'il reviendrait le lendemain et maman ne me donna aucune explication ce jour-là que je passai tout entier près d'elle. Le lendemain quand elle eut revu le major, elle me dit que c'était un cancer au sein. Elle l'avait laissé se développer en secret depuis deux mois : il ne pouvait y avoir aucun doute. Elle était d'un calme absolu. Elle me dit : « C'est une longue maladie, j'espère que je reverrai tes frères. » Moi, hélas! je ne pouvais pas me contenir, je sanglotais comme une folle : cela lui déplaisait. Elle reprit cette expression sévère qui m'intimidait quand j'étais petite. Je ne peux pas me figurer qu'une sainte aille au martyre avec plus de force et de majesté. Et pourtant elle m'avait emmenée chez des gens qui avaient cette maladie-là, et nous savions toutes les deux ce que c'était. Elle continua de sortir encore quelque temps, et de se lever tous les jours, et presque jusqu'au milieu de novembre. A ce moment-là, un coup terrible brisa ses forces. Nous reçûmes une lettre de Jean qui venait d'être fait prisonnier et qui nous annonçait la mort de Max.

Ma pauvre maman! On ne peut pas parler de ces choses-là! Max avait été tué dès le début de la guerre, à la bataille de la Marne.

Jean disait aussi : « J'ai reçu un mot de Philippe un mois avant d'être pris. Il était au front et il allait bien. »

Nous commençâmes un hiver sinistre. Maman souffrait beaucoup. La nourriture à laquelle tout le monde est réduit là-bas ne lui convenait pas et elle s'amaigrissait. Nous n'avions pas de quoi nous éclairer. La première année, il restait dans la ville un peu de pétrole, mais, dès le commencement du second hiver, on n'en pouvait plus trouver. Pas une goutte d'huile non plus. La bougie était si chère qu'il fallait la ménager ; nous brûlions de petites lampes au saindoux, mais le saindoux, nous le prélevions sur la ration qui est bien juste, et c'était quelquefois à choisir entre se nourrir et s'éclairer. Ah ! ce lumignon dans la grande chambre ! Maman me le faisait mettre tantôt sous le portrait de mon frère et tantôt sous le portrait de Max. A partir de quatre heures du soir, nous vivions comme dans un sépulcre. Les bons jours, maman me demandait de lui faire la lecture. Je m'asseyais près de la lumière et de là je la voyais à peine, elle, si pâle sur son oreiller, les yeux grands ouverts comme deux trous d'ombre plus noire, au fond de cette ombre. Elle m'envoyait chercher des livres sur l'étagère de la chambre de mon père (que nous n'avions jamais changée, tu te le rappelles), les livres qu'elle lui avait lus à lui-même pendant sa maladie. Il y avait des choses sur l'histoire romaine ; je me demandais comment cela pouvait l'intéresser. J'aurais eu si envie de lui lire les livres que m'avait donnés Philippe, des livres nouveaux qui avaient passionné Philippe et Max, — écrits par leurs maîtres. Mais j'étais trop timide pour le lui proposer... Quand elle souffrait trop, nous ne lisions pas, je tricotais, toujours près de la veilleuse, mais souvent sans rien voir et mes larmes tombaient dans mon ouvrage. Malgré toute sa force d'âme, maman gémissait quelquefois...

Les soirs où elle me laissait approcher d'elle notre petite lumière, cela m'apaisait de voir sa figure. J'avais là comme une heure d'anesthésie entre le jour gris où l'on traîne sa peine et la nuit insomnieuse, où elle vous ronge. Ce visage de maman, même douloureux, m'apparaissait si beau, si cher, dans une auréole au milieu des ténèbres, séparé de tout ce qui n'était pas lui ! Malgré l'immense respect que m'inspirait maman, je sentais quelque chose d'avare en moi qui se refermait sur la possession de son visage ; c'était à moi, ce visage, à mes yeux, à mon amour. Mais les soirs où elle ne voulait pas que je fusse près d'elle, où elle ne voulait pas être éclairée, et

les nuits où elle gémissait à voix étouffée, dans le fond de cette chambre qui me semblait grande et noire comme une église... je chavirais dans un infini de tristesse. Alors je pris l'habitude de penser à Philippe comme s'il était là, dans la chambre voisine, et plus tard comme s'il était plus près encore, tout à côté de moi. Je le situais dans la pièce, je savais de quel côté il aurait fallu tourner la tête pour le voir, ou tendre la main pour le toucher. Cela me devint un secours, et quelquefois une espèce d'ivresse. Je te dirai une chose étrange, Adrienne ; c'est que, depuis la lettre de Jean qui nous annonçait à la fois la mort de Max et que Philippe au mois d'octobre 1915 était sain et sauf, je ne pensais plus jamais à la possibilité que Philippe fût tué. Du moins j'y pensais, mais l'idée ne prenait pas de réalité pour moi ; elle ne m'émouvait même plus après m'avoir torturée la première année. Il me semblait que le destin avait été éprouvé, qu'il avait donné une réponse sûre. C'était fini. Je pensais de plus en plus à mon avenir et je me livrais à une vie de rêve qui se développait dans les interminables noirceurs de l'hiver, et m'était comme un philtre pour me donner la force de traverser l'autre.

Maman était soignée par le major allemand, le petit Dr Lucius Godfried, qui avait fait son diagnostic. Il venait à la maison tous les cinq ou six jours à midi en quittant son service, toujours en uniforme, empestant l'éther et l'acide phénique. C'était un petit homme trop malingre pour faire du service au front, un petit jeunet, blond et barbu, un peu voûté, avec une figure inquiète et des yeux clignotans. Nous l'avons toujours trouvé attentif et très poli. Il avait une grande admiration pour maman à cause de son calme et de son courage. Il me disait quelquefois en sortant de sa chambre : *Sie ist doch wunderbar die gnädige Frau !* Quelquefois il m'a vue pleurer ; alors il me regardait d'un air navré, il baissait et secouait la tête en répétant : *Ach Fraülein, ich weiss ; es ist schrecklich.* Cette affreuse maladie l'impressionnait vraiment : il avait vu quelqu'un de sa famille, — une tante qui l'avait élevé, m'a-t-il dit, — mourir ainsi. Il s'est donné bien du mal pour nous avoir de la morphine : ce n'était pas facile, les pharmaciens n'en vendaient plus et il y a eu bien des semaines où nous en avons manqué. Pauvre maman, quelles semaines ! J'ai passé des jours et des jours à espérer l'instant où je lui reverrais un sourire ! Ses

yeux s'étaient creusés, pâlis; ils avaient pris une transparence trouble. Après les grandes crises, ils me regardaient quelquefois comme si ce n'étaient plus les yeux de maman. J'en éprouvais une angoisse indicible.

Que te dire de plus, mon amie? Comment te dépeindre la longueur de ces mois? L'hiver passa : ce fut une éternité. — Au printemps, il y eut un peu de mieux. Maman put descendre tous les jours au jardin; j'y installais sa chaise longue; elle vit fleurir les lilas, les cytises. La fraîcheur et le parfum des fleurs lui faisaient plaisir, elle s'en étonnait elle-même. Les pauvres chez qui elle n'allait plus venaient à elle; on lui amenait des petits enfans; elle distribuait les vêtemens que nous avions cousus et tricotés, Danielle et moi, pendant l'hiver. Moi, je ne sortais plus jamais; je ne voyais plus de soldats boches que les jours où ils venaient chez nous pour quelque réquisition. Quand j'étais assise près de maman qui sommeillait, sous nos vieux arbres filtrant le soleil, la douleur de la guerre s'atténuait... Après de longs recueillemens, maman me parlait souvent de mon père, quelquefois comme s'il était mort l'année précédente. Je me rendais compte qu'elle avait une vie de souvenir comme moi j'avais une vie d'espérance. L'absence complète de nouvelles, le manque de communication avec le monde du dehors effaçaient de plus en plus le présent, et maman glissait tout naturellement vers le passé, vers des choses à quoi elle avait pensé toute sa vie sans nous les dire. Souvent, j'avais l'impression qu'elle m'oubliait en me parlant; elle me parlait comme si j'avais connu tout son passé, elle faisait allusion à des événemens que je n'ai pas sus. Nous ne parlions pas de l'avenir, pas de Philippe. Je me taisais sur lui parce que, vis-à-vis d'elle, j'avais une pudeur de trop penser à lui, de trop vivre par le fond du cœur, perpétuellement en sa présence. Je savais dès lors que maman ne le reverrait pas, — ni Jean, — et que si je devais être heureuse, ce serait loin d'elle, après qu'elle aurait été jusqu'au bout de son calvaire... J'éprouvais le besoin de lui voiler cela.

Jean nous écrivait régulièrement chaque semaine; je lui écrivais de même et ainsi nous partagions la triste vie des prisonniers. Vers la fin de juin, un mot, très habilement voilé, d'un de ses camarades que nous ne connaissions pas, mais qu'il nous avait souvent nommé dans ses lettres, nous fit comprendre

qu'il s'était évadé depuis plusieurs jours et qu'on avait des raisons de croire au succès de son entreprise. Ensuite, nous ne reçûmes plus aucune nouvelle. Maman, qui était fière de cette action, mais qui en ressentait une terrible angoisse, tomba plus malade. J'avais demandé à Jean de se tenir, s'il était possible, en communication avec Philippe et de me transmettre des nouvelles. Deux fois dans l'hiver, il m'avait écrit : « Philippe va bien. » Après son évasion, le seul fil qui me rattachât à l'existence visible de mon fiancé fut rompu. Je n'avais plus de contact avec Philippe que dans l'invisible. Je continuai de vivre en l'évoquant à toute heure. — Sa pensée était mon seul recours, car je ne priais guère dans ce temps-là. Et, de même que je le sentais incorporel près de moi, il me semblait quelquefois perdre le poids, la substance de mon corps et me fondre en lui.

L'été fut très dur; les crises de douleur revinrent plus cruelles que jamais. Maman était vraiment rongée par sa plaie, qui s'agrandissait d'une manière effrayante. Elle avait alors constamment ce regard pâli dont je te parlais tout à l'heure et où je ne reconnaissais plus sa personnalité : un regard anxieux et froid qui avait l'air de venir d'une autre âme. Cela t'étonnera peut-être, mais je te dirai que de tout ce que j'ai souffert par la maladie de maman, le plus intolérable, c'était de lui voir ce regard.

Vers le milieu de septembre, il y eut un brusque changement et, quoique les douleurs se fussent apaisées, je compris qu'elle était beaucoup plus malade. Le major Gottfried me dit que la fin était proche. Elle eut un dernier chagrin : c'est à peu près à ce moment que le malheureux petit Julien, comme je te le disais tout à l'heure, après avoir été deux jours attaché au poteau, s'en est allé travailler aux tranchées des Allemands. Elle le sut, et je vis se peindre sur son visage un degré de tristesse qui appelait la mort. Elle ne souffrait plus que par passages; mais elle était très faible et presque méconnaissable. Je passais mes journées entières près de son lit dans une oppression que je ne soulageais qu'en prononçant tout bas le nom de mon fiancé. Pendant des heures quelquefois, elle restait immobile, ne me demandant rien. Je ne savais pas si elle sommeillait ou si elle s'absorbait dans ses pensées. La profondeur de ses orbites était effrayante à voir. Une fois, en ouvrant ses pauvres yeux que les paupières ne découvraient plus tout à fait,

elle me dit, après un de ces profonds silences : « Ne me plains pas, mon enfant. J'ai bien souffert, mais je suis au bout. On ne peut pas regretter d'avoir souffert. » Et puis elle reprit, après s'être tue un moment :

— Non, je ne regrette rien ; ni mon veuvage qui a dévasté ma jeunesse, ni la mort de mon fils que j'ai donné à la France, ni cette maladie qui m'aura fait mourir aussi cruellement que ton pauvre père. Je veux te le dire et tu te le rappelleras dans tes propres épreuves. La vie est dure, mais c'est le chemin vers Dieu. — Les moyens d'expression lui manquèrent, mais, sa pensée se prolongeant dans la défaillance de ses forces, elle répéta plusieurs fois confusément « le chemin, le chemin... cela vaut la peine ! »

Elle me parlait rarement de Dieu et je ne me doutais pas de cette concentration de pensée religieuse qui se révélait dans ses paroles. Elle était si forte, maman, et si solitaire ! Max lui ressemblait.

Dans la soirée du même jour, elle me dit : « Nise, tu seras bien seule ici, quand je n'y serai plus. Tu devrais te faire rapatrier. Le docteur m'a promis de t'aider pour les démarches et de donner lui-même un avis favorable. Si tu pouvais retrouver ton fiancé, ce serait bien, et nous avons lieu d'espérer que tu le retrouveras. » Comme je pleurais sans pouvoir lui répondre, elle me caressa doucement la main en disant : « Pauvre petite... c'est long, deux années de jeunesse... je sais... je sais... c'est très long, Je ne voudrais pas que tu en perdisses une de plus ! »

Sa voix était indulgente ; elle me caressait comme si j'avais été près d'elle un petit chat perdu. C'est incroyable qu'ayant aimé maman comme je l'aimais, je me sois sentie toujours si loin de son âme.

Deux jours plus tard, elle demanda le prêtre. Ce fut le vieux curé de notre paroisse qui vint la voir. Elle resta longtemps seule avec lui, puis il vint me chercher et me dit de préparer la chambre pour l'Extrême-Onction. Maman désira que je fisse appeler nos deux vieilles cousines, qui venaient régulièrement chez nous le dimanche, au sortir des vêpres, prendre de ses nouvelles et qu'elle n'avait pas reçues depuis trois mois. J'envoyai Danielle pour les chercher. Elles arrivèrent ensemble, cousine Agathe et cousine Rose ; elles entrèrent timidement dans la

chambre. Maman les avait toujours impressionnées. Maman leur fit un signe de la main pour leur demander de s'agenouiller, et la cérémonie commença. L'énergie de maman nous dominait à tel point qu'aucune de nous ne pleura. Je sentais dans mon cœur une force qui me venait entièrement d'elle. Quand ce fut fini, elle appela mes cousines, et l'une après l'autre, elle les attira vers son lit pour les embrasser. Elle dit : « Adieu, mes bonnes amies, merci de votre affection. »

Cousine Agathe dit : « Ne te tourmente pas pour Denise. » Mais maman ne souhaitait pas que j'allasse vivre chez nos cousines, — « l'ombre, et l'ombre de l'ombre, » — comme elle les appelait autrefois, avec la triste et indulgente ironie de son sourire; — elle répondit nettement : « Je la confie au bon Dieu. Elle va tâcher d'aller à Paris retrouver son fiancé. »

Ce fut le lendemain vers cinq heures du soir que je perdis maman. Pendant toute la dernière journée, elle ne dit presque plus rien, mais, quand je m'agenouillais près d'elle, sa main me bénissait. Son agonie fut très calme et j'ai eu cette consolation de la voir délivrée de la souffrance avant qu'elle le fût de son corps. Aussitôt qu'elle eut rendu le dernier soupir, ses traits se fixèrent dans une beauté presque effrayante. Elle n'avait pas cet air étranger qui m'avait donné de telles angoisses, — non, elle était elle-même, magnifique et intelligible. Son visage exprimait la somme de sa vie avec une hauteur, une tristesse, une sévérité, une paix dont j'étais confondue et comme glacée. Je restai près d'elle jusqu'à minuit. Une dernière fois, j'avais placé le lumignon à la tête du lit pour la contempler dans la douloureuse lumière de tant de veilles, — d'une contemplation que j'eusse voulu faire pénétrer, par delà l'heure présente, jusqu'à l'extrémité de ma propre vie.

A minuit, Danielle, les yeux rouges de larmes, vint me remplacer à notre prie-Dieu, — et je passai dans ma chambre. La tête me tournait; j'avais besoin d'air. J'ouvris la fenêtre et sortis sur le balcon. Adrienne, comment te dirai-je ce que fut cette heure-là, cette honte de ma vie? Je respirai comme on boit quand on sèche de soif. Il avait plu dans la journée; l'air était léger, lavé. Une odeur humide et un peu amère se dégageait des feuilles mortes et du lierre et des dernières roses suspendues à la grille du balcon. Dans un abîme de bleu pur je voyais les étoiles briller à travers le feuillage déjà bien éclairci

des bouleaux. Elles paraissaient grandes et palpitaient comme des cœurs de lumière. Il y avait bien quinze jours que je n'étais même pas descendue au jardin, et ce silence, cette fraîche profondeur de la nuit m'entrèrent dans l'âme. Quelle beauté lucide, brillante, solennelle! Quel repos qui s'impose à nous, venu des plus lointaines étoiles! Et, au milieu de ce repos, l'âme émet comme une note de musique, simple, et primitive et monotone, pareille au cri des cormorans que j'ai entendus sur la côte de Bretagne par les grands clairs de lune. Une note qu'on ne peut pas étouffer! Je pensai à Philippe. Je pensai que j'allais partir, revivre dans le pays libre où il était soldat, — et seulement l'idée de le retrouver, lui vivant, réel, après avoir embrassé deux années son fantôme, cette idée m'enivrait. Ce fut d'abord simplement une certitude tout à fait suave; il y avait des souffles d'air qui passaient sur mon front et me faisaient frémir comme des promesses de tout ce dont mon cœur avait eu longtemps besoin. Mais à mesure que je m'absorbais dans la pensée de Philippe, mon avidité grandissait. Tout mon chagrin, tout le poids de deux ans de souffrances, de privations, d'attente, de deuil, d'angoisse affreuse au chevet de maman, tout cela se muait en un désir de bonheur qui me labourait la poitrine. Une fièvre, un emportement inouï. Et déjà presque un avant-goût, déjà la saveur de la joie sur les lèvres. C'est monstrueux, n'est-ce pas? ce soir-là! ce soir sacré! Tout d'un coup j'eus honte, j'essayai de dompter cette frénésie, je quittai le balcon; mais je n'osai pas rentrer dans la chambre où Danielle veillait près du lit; je m'agenouillai contre la porte; j'y appuyai ma tête ingrate et puis, je me jetai sur mon lit où je restai tremblante jusqu'au matin. Je crois qu'il fallait que je te dise cela, mon amie, pour que tu comprisses ma vie comme je la comprends maintenant moi-même.

Ensuite, je te dirai que j'engageai aussitôt les démarches nécessaires pour obtenir d'être rapatriée avec Danielle et qu'elles réussirent, grâce à l'appui du Dr Gottfried. Jusqu'en décembre, nous attendîmes de semaine en semaine l'annonce du départ. Je vivais dans un double rêve entre maman et Philippe. Je ne me rappelle presque rien de ce temps-là.

Quand nous quittâmes Vouziers, — une centaine de personnes dans un petit train local, — un sous-officier ouvrit à la dernière minute la porte du compartiment où j'étais assise avec Danielle

et, ramassant vivement un enfant qui était debout sur le quai, il le hissa vers nous. « Orphelin, dit-il en français avant de refermer la porte, rien à faire ici. En France, en France... » C'était un garçon de six ans, brun et délicat. Il avait une expression stupéfiée, passive, mortellement triste. Toutes les places des deux banquettes étaient occupées; mais je ne suis pas grosse et je pus l'asseoir à côté de moi. Je regardai l'étiquette qu'on lui avait suspendue au cou. Son nom : Léonard Seulin, y était inscrit, et la mention : Orphelin.

Ce premier voyage dura huit heures. Il était nuit quand nous arrivâmes dans un village où étaient dressés de grands baraquemens de planches où nous dûmes nous installer. Il s'y trouvait de la paille fraîche. On nous avait avertis d'emporter chacun notre couverture, et j'appris ce que c'est que de dormir comme un soldat. Nous étions en quarantaine et au secret afin de ne pouvoir apporter en France aucune nouvelle récente sur les mouvemens de troupes. Cela dura huit jours. Je m'occupai un peu pendant ce temps du petit Léonard Seulin et de plusieurs autres enfans qui avaient été amenés au train en même temps que lui, et confiés à la charité des voyageurs. Mais il y avait parmi nous des mères de famille qui naturellement avaient pris autorité sur ces petits.

Nous étions une triste société; je me rappelle surtout ceux avec qui j'ai achevé le voyage. Il y avait un jeune homme, — le seul du convoi, — un tuberculeux, si maigre avec ses tempes collées, bleuâtres, sa pauvre bouche saillante et pâle, qui semblait savourer continuellement l'amertume d'un mal auquel il n'y aura pas de remède. Il parlait quelquefois pour rassurer des vieilles femmes qui s'agitaient et disaient qu'on les avait trompées, que les Allemands, au lieu de nous renvoyer en France, allaient nous garder dans ces baraques jusqu'à la fin de la guerre. Il intervenait avec une voix patiente et fatiguée et puis il détournait rapidement la tête comme s'il avait craint qu'on ne lui parlât de lui-même. Il y avait un très vieux prêtre, très poli, qui s'étendait le soir sur son lit de paille avec autant de dignité que s'il se fût assis dans son confessionnal. Il avait une belle couronne de cheveux blancs, de petits yeux brillans et vagues qui ne regardaient nulle part et dont l'expression distraite avait quelque chose d'apaisant. Nous ne comptions guère que ces deux hommes dans le convoi. Eux à part, c'étaient des

femmes malades ou chargées de beaucoup d'enfans. Je me rappelle une pauvresse, une femme en fichu qui avait de grands yeux bruns pleins d'ardeur et des creux profonds sous ses pommettes, — et qui portait son dernier bébé roulé dans un beau vieux châle de cachemire. Quand nous étions entre nous, portes closes, nous parlions des Allemands; chacune racontait ce qu'elle avait eu à souffrir, ce qu'on lui avait pris dans sa maison, qui des siens avait été emmené au travail forcé. On se disait aussi qui l'on allait chercher en France; qui l'on tremblait de ne pas retrouver. Beaucoup de ces femmes avaient un mari dans l'armée. Cela me perçait le cœur de penser que plusieurs sûrement ne trouveraient d'autre réponse au terme de leur voyage que le silence de la mort. Et pour moi-même, j'étais toujours dans la même folie de sécurité. Je n'avais pas un doute réel, pas une inquiétude!...

Après les huit jours de quarantaine, nous rejoignîmes à la frontière d'autres groupes d'émigrans qui venaient pour la plupart du pays minier autour de Lens, et devaient voyager avec nous. La traversée de l'Allemagne dura trente-six heures. Je n'en retiens qu'une vision : celle d'un prisonnier français en uniforme bleu foncé, qui bêchait un champ au bord de la voie et, se redressant au passage du train, nous envoya des baisers des deux mains. Le petit Léonard était toujours dans le même compartiment que moi. Il m'étonnait par sa douceur et son silence. Quand on lui demandait s'il avait connu sa maman, il répondait d'une voix lente et unie : « Elle est morte. » A le regarder, je me sentis convaincue qu'il avait assisté à cette mort, — peut-être tout seul, — qu'il avait contemplé ce mystère affreux de sa maman devenue insensible, indifférente et ne se retournant plus quand il pleurait. Il me parut bien élevé, timide et propre. Il y avait de l'étonnement et de la résignation dans le fond de ses yeux muets; tout son visage était étrangement privé de sourire. Il ne me parlait pas; mais il se tenait volontiers près de moi et me témoignait une sorte de confiance animale qui m'était très douce. Cela m'aidait à supporter un excès d'espoir et d'émotion qui me dévorait. Je me calmais en tenant sa petite main.

A Schaffhouse, nous descendîmes du train allemand. La gare était pleine de femmes suisses qui étaient venues pour nous accueillir, pour secourir nos pauvres; elles distribuaient des

vivres, des vêtemens; elles nous ouvrirent de grandes salles pour nous laver. Les enfans assis dans la gare mangeaient le chocolat qu'on leur avait apporté; beaucoup de femmes pleuraient : nous étions si épuisés de fatigue! Et malgré la bonté des Suisses, la France paraissait encore loin.

Nous y arrivâmes le lendemain matin, après avoir fait encore une nuit de chemin de fer. A Genève, nous avions quitté le train suisse pour monter dans un vilain petit tramway qui nous fit passer la frontière. Il neigeait en abondance, et la neige feutrait tous les bruits, mettait un grand calme, une magie dans l'air. Je crois qu'il n'y eut pas dans notre convoi de cœur si angoissé que cette heure n'ait desserré. Nos petits garçons s'étaient réunis sur la plate-forme du tramway et leurs figures excitées paraissaient très roses dans les tourbillons blancs. Dès que les maisons d'Annemasse furent en vue, ils se mirent à chanter *la Marseillaise,* tous ensemble, à voix aiguë. Ce fut une minute de ravissement. *La Marseillaise!* Comment la savaient-ils, ces petits garçons de dix ans, de huit ans, qui depuis deux ans et demi avaient vécu sous l'oppression allemande? Ah! c'était beau, tu sais! On se sentait comme une rivière gelée qui au printemps se remet à courir...

Je pris le train, le soir, avec Danielle, le train de Paris. Je n'avais pas la force de rien penser. Un seul mot battait en moi comme une cloche et vibrait jusqu'au bout de mes doigts : Demain! Demain!

... La petite Nise, le visage tourné vers le feu avait un regard absorbé comme quelqu'un qui contemple attentivement la profondeur d'un grand trou...

— Voilà, dit-elle... nous étions arrivées à Paris! Je me suis fait mener à ce petit hôtel où j'étais descendue avec maman toutes les fois que nous étions venues voir Max : je n'en connaissais pas d'autre. A mesure que l'heure approchait où j'allais être fixée sur le sort de Philippe, j'étais prise de peur. De loin, je te l'ai dit, depuis longtemps je n'avais pas vraiment douté. Le sentiment de sa vie m'obsédait trop. Mais au dernier moment, la foi me manquait. J'étais comme on dit que sont les somnambules quand on les réveille brusquement au milieu d'une action dangereuse. N'est-ce pas? elles ont le vertige tout d'un coup et quelquefois elles tombent. L'excès de fatigue me laissait l'esprit inerte : je me retrouvais dans cet hôtel où j'avais vu maman,

Max et Philippe ; je ne sentais plus que le vide autour de moi; il me semblait probable que la mort m'avait tout pris.

Dès que j'eus fait ma toilette, je demandai à Danielle de venir avec moi rue de l'Abbé-de-l'Épée. Tu sais que c'est là qu'était le petit appartement de Philippe, son petit logis au cinquième étage, plein de livres et de vieilles étoffes. Max m'y avait emmenée plusieurs fois au début de mes fiançailles. Je pris le bras de Danielle dans la rue; mes genoux se dérobaient. J'entrai seule dans la loge de la maison. Il y avait là un vieux concierge gras et pâle, absorbé par son journal. Je pensai que toute ma vie dépendait de deux ou trois paroles qu'il allait me dire, je regardai sa vieille bouche molle et hargneuse avec une fascination de terreur. Je ne savais comment poser ma question. Ce n'était pas le même concierge que j'avais vu là les quelques fois où j'étais venue. Il me dévisageait par-dessus son journal d'un air ennuyé. Je finis par demander : « Monsieur Brunel a-t-il toujours son appartement ici?

— 30, avenue de l'Observatoire, » répondit-il, et il se replongea dans sa lecture.

Je ne voulus rien demander de plus : je savais que Philippe était vivant; je me rappelle cette bizarre sensation de faiblesse et presque de souffrance, comme si mon corps était trop petit pour contenir l'enthousiasme qui m'agitait. Je brûlais de courir avenue de l'Observatoire, mais je n'osais pas. Il ne savait pas la mort de maman, il fallait lui dire cela d'abord; et je pensai tout d'un coup que lui aussi voudrait peut-être me dire quelque chose avant que nous ne nous voyions. Le concierge avait parlé d'un ton catégorique qui me semblait impliquer que Philippe vivait maintenant à Paris. Du reste, comment eût-il déménagé s'il faisait encore la guerre? Il était donc réformé; il avait reçu quelque grave blessure... Cela ne me faisait pas peur. J'avais trop de joie de le savoir vivant. Il me vint à l'esprit que ce nouvel appartement, il l'avait choisi pour m'attendre, — en pensant à notre mariage, — que c'était l'endroit où nous allions vivre ensemble. Je n'aurais pas voulu y entrer autrement qu'amenée par lui. Je rentrai, je lui écrivis une longue lettre que je portai ensuite à la boîte des pneumatiques. Je lui disais que je ne sortirais plus que je ne l'eusse vu ou que je n'eusse reçu un mot de lui.

Le lendemain, aussitôt après déjeuner, j'envoyai Danielle

faire visite à des parentes qui avaient quitté leur ferme des environs de Vouziers et s'étaient réfugiées à Paris dès le début de la guerre. J'étais sûre que Philippe allait venir. Je remontai dans ma chambre où je ne pus faire autre chose que d'attendre, les yeux fermés. Ah! j'ai pris de mauvaises habitudes à Vouziers pendant les soirées sans lumière! Attendre, les yeux fermés, quand est-ce que je me guérirai de cela?

A deux heures et demie, un petit garçon m'apporta sa carte. Je demandai qu'on lui donnât le numéro et qu'on le laissât monter.

Une minute après, il entrait dans la chambre. Il était en civil, la manche gauche de son veston pendait vide depuis l'épaule, et plate, le long de son corps. J'eus l'impression que sa taille était amaigrie et déviée, son équilibre incertain. Il était extrêmement pâle. Je fus saisie au point de ne pouvoir bouger. Assise au bout d'une vieille chaise longue, je joignais les mains vers lui et le regardais en pleurant. Il ferma gauchement la porte et puis, au lieu de venir à moi, il se tint debout à l'entrée de la chambre comme un homme qui ne sait que devenir. Alors je compris qu'il s'était passé autre chose que ce que je voyais, quelque chose de pire. Je lui demandai tout bas: « Philippe, qu'est-ce qu'il y a? »

Il s'approcha; il s'assit, il finit par dire: « Je n'ai pas tenu la promesse de nos fiançailles, Denise, je me suis marié. »

Je fermai les yeux en essayant de comprendre. Il dit misérablement: « Vous n'auriez peut-être plus voulu de moi, Denise; vous voyez comme ils m'ont arrangé. »

C'est inouï, Adrienne, n'est-ce pas? inouï, les choses que les hommes peuvent dire quelquefois!

Je lui demandai s'il pouvait me raconter comment cela était arrivé. Je pensai que je le voyais pour la dernière fois et que, si c'était possible, j'aimais mieux le comprendre.

Il me raconta en effet son histoire depuis qu'il avait été blessé à Verdun, au mois de mars dernier. On l'avait, me dit-il, amputé une première fois à Bar-le-Duc, — puis amené à Paris où il avait été nécessaire de l'amputer de nouveau, à deux reprises, — et de finir par désarticuler l'épaule. Il me dit que, dans l'excès de la souffrance, on change, que le passé pâlit.

Adrienne se leva impatiemment et, portant haut sa jolie tête

raisonnable, elle se mit à marcher dans la chambre à la manière des jeunes gens :

— Il t'a dit cela, à toi? dit-elle. Et elle pensait : « Oui, oui, les voilà bien, ces rêveurs, ces intellectuels, ces contemplateurs d'eux-mêmes. Voilà ce que ce philosophe a trouvé à dire à cette petite âme fidèle ! La souffrance vous change ! Après le récit de Nise, le mot vient à propos ! »

A son irritation se mêlait quelque âpre contentement d'avoir épousé un ingénieur qui était un homme simple. « Ces Huleau, pensait-elle, ont toujours eu sur la vie des perspectives irréelles. Comment le pauvre Max s'était-il entiché d'un pareil garçon, avec cette figure sans volonté ! »

Mais au fond d'elle-même une voix impartiale suggérait : « Est-ce que ce n'est pas tout de même vrai que la souffrance vous change quelquefois? qu'une sensibilité remuée à de certaines profondeurs est prête pour des émotions et des passions nouvelles ? » Elle se rappelait tel et tel blessé de son hôpital, — des gens simples pourtant, — chez qui la fièvre amoureuse du regard l'avait frappée. Elle entendait l'écho des paroles éperdues que bégaient souvent les opérés en se réveillant de l'anesthésie...

— Alors, demanda-t-elle d'une voix amère, qui a-t-il épousé ?

— Une infirmière, répondit innocemment la petite Nise. Il me dit qu'elle l'avait assisté par deux fois après le chloroforme, dans un temps où il regrettait de n'être pas mort. Avant d'être blessé, il avait traversé à Verdun une semaine si affreuse, dans un trou boueux, au milieu de morts et de mourans, qu'il en avait gardé l'impression d'être brisé, tari pour toujours. Hélas ! lui qui m'avait si puissamment protégée contre le désespoir, je ne l'en protégeais pas ! A l'hôpital il était désespéré. Il me dit que cette jeune fille qui l'avait soigné répandait une influence de consolation, d'apaisement. Je me rappelle les termes qu'il employa : il parlait de sa profonde tranquillité, de sa force, de la beauté de ses gestes. Il m'expliqua qu'il avait trouvé en elle la guérison de l'âme. Cela dit tout, n'est-ce pas? la guérison ! Moi, je n'avais à lui apporter qu'une vie déjà bien blessée ; comment l'aurais-je guéri ? Peut-être aussi que je l'aimais trop. Il n'y avait pas de sérénité là dedans. Et lui, ce philosophe, c'est son instinct de chercher à n'être pas troublé. Il me parlait longuement comme à une amie.

« Ces gens-là ont la passion de se raconter, pensait Adrienne. Je suis sûre qu'il l'oubliait tout à fait en lui parlant. Et ils comptent toujours sur la sympathie ! Pauvre enfant, lui raconter son second amour ! »

— Il avait les tempes humides, continuait Denise. Il m'appelait toujours par mon nom. Heureusement ! Je pensais : « Il voit bien qu'il ne peut pas feindre que nous ne nous soyons pas aimés ! » Il me dit qu'une fois rétabli, il avait acquis la certitude que ce sentiment, — né dans la maladie, — durerait au delà, qu'il tenta sa chance, et qu'il sut que la jeune fille l'aimait aussi. Ils se sont fiancés au mois de juillet ; mariés au mois de septembre, en Bretagne, au bord de la mer. Je voulus savoir le jour : ce fut dans la même semaine où j'avais perdu maman !...

Je lui demandai si sa femme avait eu connaissance de ses premières fiançailles. Il devint inquiet, il me répondit avec agitation que non. Elle ne savait pas, — il ne fallait pas qu'elle sût, ce serait pour elle un très grand trouble de conscience. Il se tut, et puis au bout d'un instant il dit : « Elle est très pieuse. » Comme je ne répondais rien, je sentis qu'il s'inquiétait de plus en plus ; son inquiétude m'indignait, et j'avais trop d'orgueil pour dire le mot qui l'aurait dissipée. Je me sentis rougir. Lui ne s'en aperçut pas ; il avait la figure absorbée ; il ne pensait qu'à sa femme ; c'était comme s'il l'avait vue devant lui avec un reproche et une souffrance dans tout son être. Il finit par dire d'une voix timide et dont l'accent de tendresse était à me faire crier : « En ce moment-ci surtout, elle a besoin d'être très ménagée. » Puis à son tour, il rougit brusquement et fixa ses yeux sur le tapis.

« Mais, Philippe, lui dis-je, il ne me serait jamais venu à l'esprit de compromettre la tranquillité d'âme de votre femme. »

Adrienne goûta au passage cette nouvelle ironie : l'archange de sérénité menacé par la petite Nise !

Celle-ci continuait :

— Il y eut ensuite un silence entre nous, — affreux. Il n'osait plus me regarder, et moi, je me sentais devenir inerte comme une pierre.

Je le regardais cependant ; surtout son beau front et ses tempes serrées qu'autrefois j'aimais tant à toucher, et je me disais : « Voilà, c'est fini... voilà... »

Nous causâmes encore un peu. Il me dit qu'il était réformé, qu'il avait repris son cours de philosophie et la préparation de ses thèses.

Puis il se leva et il murmura : « Denise, si j'avais pu croire que je vous retrouverais ainsi, dans ce deuil, dans cette solitude... » Mais il n'acheva pas cette phrase. Il demanda simplement : « Est-ce que je ne vous reverrai plus? Est-ce que je ne peux vous servir à rien? » Je lui fis signe que non. Il insista encore : « Tout est fini? » Adrienne, n'est-ce pas que c'était cruel, que c'était atroce de me demander cela? J'étais tellement tentée, — après qu'il m'eut pourtant fait passer par la torture, je peux le dire, — de me jeter contre son épaule mutilée, — cette épaule qu'une autre avait soignée, — de l'embrasser comme autrefois, lui mon ami, mon fiancé, mon seul trésor, et de lui dire : « Cachez-moi quelque part! Emportez-moi! » Tellement tentée! Si j'avais parlé, j'aurais dit cela. Je lui fis signe avec la tête qu'il fallait s'en aller. Il s'en alla, et je sus que c'était fini.

Qu'est-ce que tu crois qu'on peut faire, Adrienne, quand on est au désespoir? Pendant les deux premières heures après qu'il m'eut quittée, je fus très calme. J'avais de petits travaux de couture à faire. Dès que Danielle rentra, je l'appelai et nous travaillâmes ensemble en disant notre chapelet. Depuis la mort de maman, j'avais pris l'habitude de coudre souvent dans la même pièce que Danielle. A huit heures, je lui dis de préparer mon lit et d'aller dîner. Dès que je me suis retrouvée seule dans cette chambre où il m'avait parlé, je me suis sentie tout à fait malade. C'est bizarre, n'est-ce pas? Malade, glacée, claquant des dents et si faible que je dus me rasseoir plusieurs fois en me déshabillant.

Je sentais cela d'abord plus que le chagrin : ce frisson affreux dans tout mon corps et un obscurcissement des yeux, comme on dit que l'éprouvent les mourans. Je me couchai, j'éteignis la lumière; je passai toute la nuit sans dormir, sans bouger; au moindre mouvement, il me semblait que mon cœur allait se briser. J'étais comme livrée à une force qui me protégeait contre l'excès de mon mal, qui m'empêchait de remuer, qui m'empêchait de penser. Dans une passivité absolue, j'entendais l'écho des paroles de Philippe et des miennes; elles frappaient dans ma tête comme des coups de marteau; je les subissais,

incapable de les maîtriser ou de les dépasser par une réflexion quelconque. Depuis, je me suis dit que cette torture morale ressemble beaucoup à une torture physique. L'intelligence ne peut rien contre. On est pris, happé, solidement mordu, mâché et remâché pendant des heures. On a beau se faire petit, soumis, se tenir coi : la machine à supplice est là ; elle travaille avec toutes ses dents ; on dirait qu'elle vous tient par les pieds, par les mains, c'est horrible !...

Le matin, comme je ne bougeais toujours pas, Danielle entra plusieurs fois, s'informant de ma migraine avec un air dolent. Je me rappelle que le son de ma propre voix m'étonna quand je lui répondis, tellement il était sec et changé. Et je me dis : « Voilà, c'est fini, je ne suis plus jeune, je prendrai l'habitude de n'être aimée par personne. Je parlerai probablement toujours comme cela. »

Vers midi, je m'habillai rapidement et je sortis. En rentrant le soir, je dis à Danielle : « M. Brunel est venu me voir. Il lui est arrivé beaucoup de choses pendant la guerre. Il a été blessé. On lui a coupé un bras, et puis il s'est marié. » Il me sembla que les cris de cette femme si bonne allaient me rendre folle. J'aurais eu moi-même tellement besoin de crier ! Je lui dis : « N'y pensez plus, Danielle. Si vous saviez comme je suis décidée à l'oublier ! » Moi qui n'avais jamais dissimulé ! Moi qui avais pleuré dans ses bras après la mort de maman !

Des trois jours qui ont suivi, je garde un souvenir confus. Je sais que de ma vie je n'avais autant marché. Chose bizarre, je n'avais jamais non plus tant regardé autour de moi les figures, les objets, les vitrines des magasins. As-tu remarqué comme cela vous entre dans la cervelle, ce qu'on voit quand on souffre ? Chez le dentiste par exemple ?... Je me rappelle dans les moindres détails une crémerie où j'ai déjeuné. Le guéridon de marbre, les chaises peintes au ripolin vert, un groupe d'étudians étrangers qui étaient assis à une table voisine, parlant une langue rauque et riant fort, et la tenancière, et la petite servante qui subrepticement doubla pour moi la portion... J'avais évidemment la figure de quelqu'un qui souffre de la faim. Il faisait bien noir et bien sale, cette semaine d'avant Noël, je ne sais si tu te rappelleras — et quels visages on rencontrait, terreux, soucieux, harassés, avec toujours les mêmes plis flasques et tristes dès narines à la bouche, et puis

de temps en temps dans la masse une jolie femme, une créature tout à fait d'une autre espèce que les autres avec des joues roses, des dents brillantes, une manière vive et légère de remuer la tête, un air content. Chaque fois que j'en voyais une, je me demandais si elle ressemblait à la femme de Philippe et les mots qu'il avait dits, — les mots les plus cruels, — me brûlaient plus fort : « Elle a besoin d'être très ménagée en ce moment. »

Un soir, j'entrai à la Sorbonne, où Max m'avait emmenée deux ou trois fois entendre un cours qui le passionnait. Je vis une queue de gens qui se pressaient à la porte d'un amphithéâtre, je me rangeai parmi eux et j'entrai. Le cours était justement de ce professeur qu'aimait Max et de qui ses lettres nous parlaient presque chaque jour. Quand il entra, maigre et grisâtre derrière l'huissier, il me fit l'effet d'une espèce de mannequin, le reste, l'ombre d'un homme. Autour de moi j'entendis des jeunes filles qui chuchotaient, je compris qu'on le plaignait d'avoir perdu son fils unique. Il parla d'histoire grecque pendant une heure, d'une voix morte, mécanique ; il n'y avait pour l'écouter que des femmes et quelques étrangers dépenaillés. Je n'avais encore rien trouvé qui fût aussi triste. Cela m'apaisa. Il y a des momens où l'on arrive à se reposer dans sa douleur comme un nageur qui fait la planche. On ne cherche pas autre chose. On ne se représente plus qu'il existe autre chose ; on est là tranquille, baigné dans un fluide sombre qui pénètre jusqu'au dernier repli. Les résistances du dedans cèdent, les palpitations meurent, et on croit alors que c'est fini de se débattre, qu'on a vraiment renoncé. D'ailleurs, je te dirai qu'à aucun moment je n'ai senti de révolte. Oh ! je vois bien que je ne ferai jamais une révoltée ; je n'en ai pas l'étoffe. Mais le plus dur pour moi, c'était de comprendre, de me mettre les faits dans la tête, de les planter à la racine même de ma vie intérieure qui était tout entière l'amour de Philippe.

J'errais au hasard ; je regardais toutes les figures ; je regardais surtout les mutilés dont chacun était pour moi comme une ombre de Philippe, et j'étais épouvantée d'en rencontrer un si grand nombre. J'entrais dans les églises ; plusieurs fois je m'arrêtai à Notre-Dame. Je m'appuyais au pilier du transept et je regardais la rose Nord, qui est si triste, froide, ensanglantée, glorieuse, comme une promesse de paradis suspendue très

loin au-dessus des plaies humaines. Et le froid de la pierre insensible contre mon épaule me faisait du bien.

Un après-midi, je me trouvai au bord d'un grand cimetière; je crois que c'est le cimetière Montparnasse. J'y entrai; j'y restai longtemps; il neigeait; personne n'était venu chez les morts par un si vilain temps. Il me semblait que j'aurais donné tout au monde pour me retrouver à Vouziers sur la tombe de maman! En sortant, à la nuit tombante, je vis, contre le haut mur tapissé de lierre, un homme et une femme qui s'embrassaient. Je les regardai, là, si près des morts, eux qui étaient comme j'avais été moi-même quelques jours encore auparavant : des gens livrés au transport, des gens pour qui la mort n'existe pas! C'étaient un soldat en uniforme boueux et une femme misérable. Combien de temps avaient-ils été altérés l'un de l'autre? Ils n'ont pas bougé pendant que je passais; je n'ai pas vu les figures, mais j'ai senti la passion de cette pauvre femme, la tension de tout son maigre corps immobile. Elle était suspendue comme l'alouette au sommet de son élan. Bien sûr, ils ne savaient plus qu'il faisait froid et sombre; ils n'étaient plus pauvres; tout était beau pour eux. Je m'en allai, me croyant calme. Ces choses-là me faisaient mal comme un poison qui ne se révèle que peu à peu.

Je rentrai; je trouvai Danielle les yeux rouges d'avoir pleuré, qui me couchait et me montait du bouillon.

Un dimanche vint, le quatrième dimanche de l'Avent qui était aussi la veille de Noël. Un grand désir avait surgi en moi de voir cette jeune femme qui est maintenant la femme de Philippe. J'avais beau souffrir, je n'arrivais pas à croire tout à fait à la réalité. Il y avait quelque chose en moi qui n'y croyait pas. Je te l'ai dit, j'avais tellement pris l'habitude d'un recours intérieur à mon fiancé. J'avais avec lui une vie de rêve qui pendant deux années et demie avait fini par équivaloir presque à une réalité. Je fermais les yeux et il était dans la chambre; je pleurais et il appuyait ma tête sur son épaule. J'avais eu ainsi avec lui une vie de tendresse complète et de toutes les heures, si intense que je me disais quelquefois : « Quand nous serons réunis, ce ne sera pas plus doux. » Alors, tu le comprends bien, cette habitude restait : c'est comme quand on est assis près d'un mort, on croit toujours le voir respirer. Et je pensais : « Si je le vois avec sa femme, ce sera fini. »

Il m'avait dit qu'elle était pieuse, et lui-même avait l'habitude d'aller à la messe. Nous y étions allés ensemble; nous l'avions suivie deux ou trois fois, l'un à côté de l'autre, très attentivement. J'ai toujours eu l'impression qu'il n'avait pas beaucoup de foi, mais les choses de l'Église lui plaisaient. J'ai voulu essayer de les apercevoir à la messe où je ne doutais pas qu'ils n'allassent ensemble, — et tard probablement, — puisqu'elle était « très à ménager. »

J'allai pour la messe de onze heures à Saint-Jacques-du-Haut-Pas. Ils n'y vinrent pas.

J'attendis encore : à midi ils arrivèrent; je le vis, lui, marchant derrière elle dans le jour pâle et comme filtré de cette église. Une grande jeune femme, — oh! Adrienne, — tellement jolie, mais pas comme les jolies femmes qui n'ont pas l'air de la race humaine! — de longs yeux bruns, de longs cils sur des joues mates, et un beau nez recourbé. Elle portait un chapeau noir dont le bord se relevait en arrière sur un chignon châtain, brillant et parfaitement ordonné; une jaquette de loutre, un manchon gris. Ceci me montra que le ménage de Philippe était plus fortuné que je ne l'eusse fait. Elle marchait bien, d'un pas long, aisé. Sa figure était sérieuse, tranquille, avec une expression de douceur et de réserve. Je la suivis des yeux et m'installai dans le bas-côté à un endroit d'où je voyais son dos mince, son beau chignon et, de trois quarts, sa joue pâle. Lui m'était presque caché par le grand chapeau noir. Elle suivit toute la messe, et quand je vis comme elle priait, je me mis à prier moi aussi, à demander la force d'accepter cela et de vivre selon ma destinée.

A un moment, je la vis s'incliner un peu vers Philippe en montrant du doigt une ligne sur son livre : quelque texte qui l'avait frappée. Je conçus à quel point elle était heureuse; cette sensibilité de Philippe si fine, si vibrante qui sait répondre à tout, elle pouvait y faire passer chacune de ses pensées. Et elle avait déjà dans ce simple geste un tel air de sécurité! On eût dit qu'il était à elle depuis toujours. J'eus l'impression qu'elle me démontrait en toute douceur, en toute bonne foi, et invinciblement, que je n'avais jamais existé. Et pourtant, je la plaignais un peu du mal qu'elle m'avait fait, — que je n'aurais voulu faire à personne, — ni elle non plus sans doute...

La messe achevée, ils sortirent; je les suivis du regard dans

la colonne qui se pressait vers la porte; puis je sortis, je les vis descendre les marches; elle l'arrêta, ils se sourirent; elle entr'ouvrit son pardessus, glissa ses doigts dans la poche de son veston et en tira quelques sous qu'elle mit dans la sébille d'un mendiant. Ils s'éloignèrent et je ne les suivis pas davantage.

Je les avais vus; je comprenais mon malheur. Il avait rencontré une femme beaucoup plus belle que moi, meilleure aussi probablement. Ils s'étaient aimés; peut-être même était-ce le cœur de la jeune fille qui s'était ému le premier... Alors, c'était inévitable, n'est-ce pas? Celle qu'on sacrifie, ce ne peut pas être celle qu'on aime.

J'étais brisée de fatigue, je me sentais faible; ma douleur sommeillait lourde, énorme, mais tranquille au dedans de moi. L'après-midi, je retournai à l'église, — une autre église, — j'entendis vêpres, le salut, un long sermon, tout cela du fond d'une torpeur d'épuisement. Je pensai à maman comme, du temps où je la soignais, je pensais à Philippe, — avec cette même impression de me jeter dans un refuge hors du monde. Je n'avais pas le courage de porter mon regard en avant vers aucune forme d'avenir, mais il me semblait déposer toute ma vie, une seule masse indistincte de douleur, sur les genoux de ma pauvre maman. Je pensais que personne n'aurait jamais pitié de moi, hormis elle, du fond de son éternité. J'appelais sa main sanctifiée sur ma tête vaincue. Ah! j'aurai Jean, oui; je ne l'avais pas encore retrouvé à ce moment-là; maintenant je sais qu'il est au front; nous nous écrivons. Mais il ne saura jamais ce que j'ai souffert. Peut-on dire ces choses-là à des garçons? Leur propre vie est trop jeune, trop abondante pour qu'ils soient capables de pitié.

Et alors, mon amie, je revins sur le passé. Je me dis : « Personne n'aura pitié de moi; mais de qui ai-je eu pitié? à peine de maman! » La parole d'agonie du Seigneur se prononçait dans mon esprit : « Eh quoi! vous n'avez pu veiller une heure avec moi!... » Je compris qu'elle était pour moi d'une vérité effrayante. Moi qui ai passé tant de nuits au chevet de maman, je me demandai quand j'avais vraiment *veillé avec elle*, pris ses douleurs pour moi, compati, comme je la suppliais maintenant de compatir. Je le vis clairement : quand je m'ingéniais à la soulager, je cherchais à repousser la souffrance de l'entendre gémir. Son martyre ne m'était pas immédiat. Je

continuais toujours de penser à Philippe, à mon amour, de sentir cette béatitude qui frôlait perpétuellement mon âme... Et enfin j'arrivai au souvenir de l'heure que je t'ai dite, cette heure terrible d'égoïsme et de frénésie. Je goûtai l'humiliation la plus profonde. Je compris que mon cœur trop cupide avait mérité son désastre. Et l'idée me vint que peut-être ce serait mon sort, mon utilisation, que de rester simplement par ma douleur même un être qui croit à la douleur et qui a pitié.

Je partis lentement; j'avais à peine mangé depuis six jours et j'étais très faible. Je crois que si quelqu'un m'avait tendu la main pour m'y appuyer, je l'aurais acceptée. Il n'y avait pas de voiture et le soir était froid. Je rentrai à pied, je me couchai et, pour la première fois depuis la visite de Philippe, je m'endormis d'un sommeil calme et sans rêves.

Vers deux heures du matin, je m'éveillai. C'était la nuit de Noël et l'heure où autrefois nous rentrions à la maison, maman, mes frères et moi, après la messe de minuit. Je m'assis brusquement; j'étais très réveillée, toute tendue, sans aucune fatigue. J'avais l'impression qu'il y avait quelque chose à faire, une décision à prendre, une espérance à embrasser; je sentais que c'était fini maintenant d'errer et de me consumer en pensant à moi. Et cependant je ne savais pas du tout ce qui allait arriver. Mon cœur battait à grands coups espacés. Pendant quelques secondes, je restai ainsi, les yeux ouverts, dans le noir, et puis je sentis monter du fond de moi-même l'image de cet orphelin de Vouziers, ce petit Léonard Seulin, avec sa figure d'abandon, ses yeux où le froid de la mort est entré. Comment l'ai-je si bien revu après l'avoir tellement oublié? Je me dis : « C'est cela, c'est lui; voilà ce qu'il faut que je fasse, » et j'éprouvai une grande joie.

Le soir de ce jour de Noël, le soir même, je repartais pour Annemasse, laissant Danielle à l'hôtel. Je retrouvai tout de suite la jeune femme qui, à notre arrivée, avait pris soin des petits orphelins de notre convoi. Je lui dis pourquoi je venais et comment je m'étais décidée. Elle ne parut pas étonnée. C'était une charmante personne, la femme d'un pasteur; elle avait un visage heureux et sérieux plein d'innocence, un visage de bon augure. Elle m'emmena vers la maison où était logé Léonard Seulin, chez une bonne paysanne de Savoie, avec six autres petits orphelins rapatriés comme lui. La maison était un peu

à l'écart et on voyait de loin ses volets verts au milieu d'un immense champ de neige. Nous entrâmes; les enfans jouaient dans la cuisine; ils étaient tous propres et bien vêtus. Léonard était le dernier arrivé. Dix jours à peine s'étaient écoulés depuis que nous étions descendus ensemble sur la place d'Annemasse. Aucun des autres ne portait sur son visage cette expression fixe d'étonnement et de tristesse. Il me reconnut, mais ne me sourit pas. Je lui demandai s'il voulait venir avec moi pour ne plus jamais me quitter. Il me regarda de ses yeux graves et hocha la tête. En quelques heures, les premières formalités furent accomplies, j'avais le droit d'emmener Léonard. Nous étions à Paris le 28 au matin. Danielle n'a pas été bien contente...

Toutes deux se turent et se regardèrent. Adrienne Estier demanda :

— Tu veux le garder toujours ?

— Naturellement.

— Tu l'aimes ?

— Oui, j'ai ce bonheur. Je l'aime plus intimement chaque jour. Quand nous sommes seuls ensemble, et que la pensée de notre commune misère et faiblesse m'accable, je prends sa petite tête entre mes mains, et je sens alors que cette pauvre petite miette d'amour dont nous faisons notre nourriture, lui et moi qui avons tout perdu, suffit à nous tenir en vie, mêlés à l'immense communion des êtres qui s'aiment. Pour un cœur qui s'est cru retranché du milieu des vivans, c'est une résurrection.

— Denise, prends garde ; tu es bien jeune encore, quoique tu ne t'en doutes pas ! et si aimante ! L'amour ressuscite, comme tu dis, dans le cœur, le vrai amour, celui de la fiancée pour le fiancé. Ne te crée pas un devoir trop absorbant.

Denise secoua son index devant sa petite figure aux yeux intenses.

— Non, dit-elle, cela, non ! Si Philippe m'avait repris sa parole après un mois ou deux de fiançailles, je te dirais : peut-être... Quoique... un tel charme ! est-ce qu'on ne resterait pas empoisonné pour toujours ? Mais j'ai trop vécu de lui, en lui, pendant ces trente mois de silence où je lui ai donné tout ce que j'avais de passion dans l'âme. Ce qui se passe dans cette profondeur de désir et de souffrance, rien ne peut plus l'effacer. Non, vois-tu. Non.

Il y eut un silence, puis Denise reprit : « J'en adopterai d'autres, plus tard. Un seul, ce n'est pas assez ! — et puis, je l'aimerais trop, je finirais par lui devenir un fardeau... »

Denise se leva pour partir et lorsqu'elle eut fermé son manteau, elle saisit les mains de son amie :

— Adrienne, ramène-moi jusqu'à l'hôtel, je t'en prie. Cela m'a fait tant de bien de te parler, tu ne te figures pas ! On a besoin d'un témoin, de quelqu'un qui vous voie. Cela vous donne de la force. Je sens que maintenant j'en ai pour faire une chose que je n'ai pas encore faite. Mais si tu me laissais aller seule, je ne sais pas, peut-être que je ne pourrais plus.

Sans faire de question, Adrienne remit son chapeau, sa jaquette de fourrure. Elles partirent ensemble. Il était tombé de la neige dans la journée et la lune bleuissait les rues désertes. En chemin, Denise dit :

— C'est bon de respirer, dis, Adrienne? L'air a un goût de neige. Je sens cela maintenant comme si je m'étais relevée de mon cercueil.

— Oui, mon petit.

— Le croirais-tu, reprit Denise, depuis que j'ai revu Philippe, j'ai vécu d'abord dans de telles transes, puis j'ai traversé une lutte si dure pour n'être pas tout simplement écrasée de chagrin, pour sauver ma vie, mon âme, que je n'ai pas versé une larme, pas une seule. J'ai passé du désespoir à l'action presque sans détente, sauf dans cette nuit de grâce, cette nuit de Noël ! Il y a eu des jours où j'aurais bien voulu pleurer, — maintenant plus. J'ai renoncé à cette douceur. Et voilà ce que j'aime : c'est cet air affilé de la nuit, c'est cette lumière calme et impassible de la lune qui me fait froid dans le cœur à l'endroit qui a été si longtemps brûlant.

*
* *

Elles arrivèrent à l'hôtel Corneille. Denise passa la première, conduisit son amie à travers le vestibule à demi éclairé qui sentait la cuisine, — puis par l'escalier, — et, par un long couloir obscur et feutré, à sa chambre. Elle alluma l'ampoule électrique qui pendait au plafond. « Danielle ! » appela-t-elle. Une porte s'ouvrit et une grande femme osseuse qui avait de beaux cheveux gris brillans peignés en arrière de son front ridé, entra dans la pièce. Une lueur éclaira sa figure soucieuse

et ses petits yeux gris vert enfoncés sous des sourcils épais.

— Mademoiselle Adrienne ! s'écria-t-elle.

Adrienne lui serra la main.

— Tu l'appelles mademoiselle, dit Denise, et elle est mère de famille !

— Mademoiselle Adrienne ! reprit la vieille servante, pas possible !

— Mais si, Danielle, et j'espère que vous viendrez voir mon poupon.

— Léonard est couché ? demanda Denise.

— Oui, mademoiselle.

— Viens le voir, dit Denise à son amie. Danielle, s'il te plaît, allume le feu dans ma chambre.

Les deux amies passèrent dans la pièce voisine. Au pied du lit de la servante, il y avait un lit d'enfant où le petit garçon en chemise blanche était encore assis, la figure tournée vers la porte.

Adrienne conçut avec un peu d'ironie triste le détail de cette timide maternité de jeune fille. Elle pensa au gros poupon qu'elle installait chaque matin sur son oreiller et dont elle baisait les petits pieds roses. Denise avait toujours été très pudique ; — nerveuse et passionnée comme elle l'était, elle devait passer une partie de ses nuits à penser à l'enfant. Adrienne se la figurait glissant jusqu'à la porte, pour écouter s'il respirait bien et ne faisait pas de cauchemar, — mais elle aurait cessé d'être elle-même si elle avait pu se résoudre à le coucher dans sa chambre. Ce petit garçon les regardait de ses yeux pleins de silence. Il était singulièrement beau ; la lumière électrique éclairait d'un jour dur son front lisse sous d'épais cheveux, son nez droit, sa nuque fine et cambrée, creusée d'un sillon où s'enfonçait une mèche drue, ses petites mains pâles où se modelaient encore les fossettes de la première enfance.

— Pourquoi parle-t-on toujours de la beauté des femmes ? dit tout bas à Denise la belle Adrienne, quand il y a ces êtres-là !

Denise embrassa Léonard et lui dit quelques mots à l'oreille. Adrienne s'approcha souriante et dit : « Bonjour, Léonard. » L'enfant levait vers elle ses larges et tristes yeux, sa bouche taciturne. Sans résistance, il se laissa caresser la main. Quand elles s'en allèrent, il eut une expression d'angoisse ; il tira la

manche de Denise : « Pas toi, marraine. Reste ici. » Denise lui baisant le front dit tout bas : « Marraine revient tout de suite. » Il y avait un rayon dans ses yeux quand elle entra derrière Adrienne dans sa chambre. Danielle levait la trappe sur une flambée de bois; elle se retira. Denise ouvrit un tiroir dans une table d'acajou : elle y prit un portefeuille.

— Tu devines, dit-elle : ce sont ses lettres. J'en ai vingt-deux. J'ai tout risqué pour les emporter avec moi. Une petite servante qui devait partir dans notre convoi a été retenue pour avoir mis dans sa malle une photographie de sa maîtresse morte, au bas de laquelle il y avait écrit : « Souvenir. »

Quelle folie, n'est-ce pas? J'allais à lui, et il fallait que je risque mon bonheur pour ne pas me séparer de ses lettres! Je les avais cousues dans le fond de ma malle entre la toile et l'osier. A la façon dont on a visité nos bagages, on aurait dû les trouver vingt fois! Quelle folie!...

Eh bien! tu vois, je n'ai pas encore eu le courage de les détruire. Je ne les relis pas, mais je sais qu'elles sont là, et tant qu'elles y seront, je n'aurai pas vraiment accepté ma vie. Tiens, Adrienne, je n'ai pas la force; mets-les dans le feu!

Elle déposa entre les mains d'Adrienne Estier le paquet de feuilles minces et crissantes, couvertes d'une fine écriture d'intellectuel; et, ouvrant la fenêtre, elle s'accouda à la balustrade.

Deux ou trois minutes s'écoulèrent dans un silence absolu. Puis Adrienne posa ses doigts sur l'épaule de son amie et dit tout bas : « C'est fait. » Denise ne bougea pas, et Adrienne se penchant vit à travers le voile de crêpe le profil blanc et crispé levé vers la lune, le bout des ongles appuyé contre les dents.

Tout à coup, Denise chercha la main d'Adrienne, la porta à sa bouche, y colla passionnément ses lèvres. « Merci, balbutia-t-elle, laisse-moi. C'est fini maintenant. Éteins la lumière en sortant, je t'en prie. Merci, merci! »

CAMILLE MAYRAN.

VISITES AU FRONT

SUR LE FRONT ANGLAIS

(JUIN 1916)

II [1]

QUELQUES MÉTHODES

On nous emmène loin pour nous montrer une base. C'est l'un des ports de mer, riches en docks, casernes, dépôts, ateliers, où la force britannique se pose, s'assemble et s'organise avant de monter vers le front.

Une telle visite, paraît-il, est indispensable; on nous l'a répété, et j'ai senti que les Anglais sont très fiers de ces bases.

Nous ne devrions penser qu'à ce que nous allons voir; mais, tout de même, comment ne pas regarder ce morceau de France que nous traversons si vite? C'est la veille de l'été, le moment parfait de l'année, et tout semble plus merveilleux quand on vient de voir l'un des pays brûlés de la guerre.

Je ne connaissais pas cette province de notre extrême Nord. C'est une Normandie plus fine, plus élégante et grave; c'est une Bretagne plus riche et plus claire. Partout, comme en Bretagne, le mouvement profond de la roche se laisse percevoir,

(1) Voyez la *Revue* du 1er juillet.

soulevant le pays par grandes ondes, et l'arbre, à mesure que l'on avance vers la mer, se profile en silhouette pathétique, penché, hérissé, comme s'il avait grandi dans la peur et l'émoi du vent. Un ciel bas, d'un gris tendre, des pinceaux de rayons brumeux, posant sur le pays de pâles traînées d'argent : des éclairages de Finistère. Que tout cela est intime, pénétré de sentiment ! Comme on aimerait s'arrêter, écouter le silence, se replier dans le recueillement de tout ce paysage ! Admirable variété de la France ! Par contraste, dans cette campagne qui touche à la mer du Nord, je songeais à la Provence, aux fastes païens du soleil, aux grands décors de la montagne, au bord d'une autre mer.

Saint-Omer passée, pendant des lieues et des lieues, rien qui rappelle la réalité d'aujourd'hui. Pas un soldat, pas un charroi de guerre. Toujours les mêmes villages, dont les maisons roses sont fleuries de roses, avec le luxe anglais, flamand, des jardins. Toujours les blés, les prés de luzerne et de trèfle, et de loin en loin, un îlot de grands arbres, un bois sombre où, dans l'ouverture d'une avenue, se révèle, un instant, une façade de château, grise, élégante, toute française, comme les lignes de cette noble et sobre contrée.

Comme nous approchions de notre but, le pays s'est rasé, en se faisant plus vaste, plus triste et plus froid. Des voiles troubles, des franges lointaines de pluie sont descendues du ciel, dans l'Ouest. On ne distinguait pas la mer, perdue dans l'universelle grisaille, mais on voyait la terre finir en horizon trop bas, échancré sur le vide : ligne étrange, relevée tout d'un coup sur la gauche, en promontoire pâle et nu qui fuyait et fondait dans une brume. Alors la ville apparut, sombre, sous des fumées industrielles : toits de briques, lignes de corons autour des vieilles nappes d'ardoises, et au centre, de sombres monumens du Moyen âge, le beffroi bruni par le temps, que l'on voit de la mer et qui servit de repère aux marins d'autrefois comme à ceux d'aujourd'hui.

***

Ce que vous montrent les Anglais ne parle guère aux yeux. Rien, sur ce vaste quai, qui rappelle les foules et les agitations pittoresques de la Joliette. Il est désert : une longue perspective entre des silhouettes de bateaux non moins déserts, et d'immenses

hangars. De l'autre côté de ces hangars, une large voie de chemin de fer, de multiples rails. Le bateau, le quai, le magasin, le rail, si on les représentait par quatre traits contigus et parallèles, ce schéma donnerait le dispositif primordial d'une base.

Cette surface vide d'un quai où passent les approvisionnemens quotidiens d'une armée, c'est peut-être le plus frappant de tout ce que l'on vous montre dans ce port. Dans les docks, des milliers de caisses sont rangées par ordre de matières, comme les livres sur les rayons d'une bibliothèque. Mais le quai est comme le bureau qu'un travailleur méticuleux s'appliquerait à maintenir toujours net. Chaque objet y arrive, étiqueté de chiffres qui correspondent à tel magasin, à telle travée du magasin, à tel rang de la travée. A mesure que les hommes du bateau déchargent, les hommes des docks enlèvent; la vitesse du premier travail est exactement calculée sur celle du second. Et défense à ceux-là, nous explique-t-on, de poser un colis sur un colis : ce serait un encombrement qui commence. Le principe, c'est que, pour ne pas gaspiller de temps et de travail à lutter contre le désordre (qui croît de lui-même, aussitôt qu'il s'établit), le mieux est de l'empêcher de naître.

Nous entrons dans le magasin des biscuits. Il est immense, aussi désert que le quai. Dans ces longs couloirs, sous les colonnes symétriques de caisses qui montent là-haut dans l'ombre, on marche avec respect, comme dans une cathédrale. C'est ici l'apothéose du biscuit : on n'imaginait pas qu'il pût atteindre à ces proportions. Des lettres et numéros répètent la classification d'un catalogue. Dans cette solitude, l'ordre semble absolu, définitif comme dans une pyramide de Pharaon, scellée pour l'éternité. Mais par les portes de droite, on aperçoit des cheminées fumantes de bateaux; par celles de gauche, des locomotives et des wagons.

On nous montre une boulangerie militaire : neuf cents ouvriers; cent vingt mille pains par jour. Tout est pur et blanc : les tables où l'on pétrit la pâte qui circule par des glissières, d'étage en étage, en immense ruban; les vêtemens des boulangers, autant que la farine. Toujours l'impression de simplicité, de rigoureuse précision. Ces mitrons au visage bien rasé semblent aussi pareils et battant neuf que les soldats que je regardais l'autre jour débarquer, que tous ceux que j'ai vus

depuis, dans les camps et cantonnemens. Une certaine perfection étant donnée, acceptée, comme type et diapason, il semble que l'Anglais mette sa conscience et sa fierté à y rester conforme, — *tuned up*, comme ils disent, sans baisser de ton dans son effort et sa tenue; et cela par une lutte vigilante, incessante contre tout ce qui tend à défaire et affaisser les choses, à les déjeter hors de la norme et de la direction voulues.

Nous allions conduits par le maître boulanger. Petit, rose, digne, tout vêtu de flanelle blanche, il paraissait figé dans son respect des étrangers et de l'officier, aussi bien que dans son respect de lui-même, dans le fier et sérieux sentiment de son grade et de ses fonctions. Il était *the man in charge*, et il présentait ses ateliers, ses hommes, son travail, à un officier, à des visiteurs qu'il jugeait, évidemment, d'une autre espèce sociale que la sienne. Car son attitude n'était pas seulement militaire : on reconnaissait l'Anglais qui se dit qu'il sait sa place *(who knows his own place, — who knows his betters)* dans une hiérarchie de castes. J'essayai de causer avec lui, de le faire sourire, sans réussir une seule fois à le détendre. L'officier lui parlait du ton précis voulu par la discipline et l'étiquette, n'omettant jamais de lui donner son titre : *Master Baker!* Lui, n'appelait ses hommes que : *Bakers!*

Nous allions de salle en salle. A l'entrée de chacune, il s'arrêtait, raide, pour lancer, d'une voix qui nous secouait, le commandement : *Bakers, shun!* (Boulangers, fixe!) Cent mitrons enfarinés se dressaient dans la position du *Garde à vous!* L'officier jetait négligemment son : *Carry on!* (Continuez!) et le travail reprenait, rapide, exact, comme d'une parfaite mécanique.

Puis ce fut un bateau-hôpital. Il était entré la veille, et attendait l'arrivée du train sanitaire. On eût dit qu'il n'avait jamais servi, qu'il sortait d'une boîte avec tout ce qu'il contenait, y compris le médecin-chef, aussi net et luisant dans la simple richesse de son kaki et de ses cuirs, que le vernis des murs, l'acier des instrumens et la blancheur glacée des lits à suspension. Il s'excusa beaucoup du quadrillage d'un certain linoléum : « On le lave plusieurs fois par jour, mais ça n'est pas ça. Il devrait être tout blanc; j'y verrais un grain de poussière. »

On nous montra beaucoup d'autres choses : magasins de conserves et viandes frigorifiées, tout un village de bois, dont chaque bâtiment contient telle série de pièces pour fusils ou mitrailleuses, tel article de métal nécessaire à l'équipement du cheval ou du soldat, et d'où plusieurs trains partent chaque jour pour le front. Et puis d'autres cités improvisées : ateliers de réparations pour canons, autos, harnais, masques, vêtemens, chaussures, — combien épaisses, celles-ci, de cuir souple et copieux, plongées en des bains d'huile! En ces derniers bazars, la population est surtout française et féminine : dix-sept cents ouvrières de la ville, dirigées par des surveillantes d'outre-Manche, et qui besognent en chantant.

Un ignorant n'oserait décrire ces travaux. Mais au cours d'une telle visite, une chose est remarquable : tout ce que l'on voit, et qui fut œuvre de l'État, de ses militaires et fonctionnaires, semble conçu, mené par des industriels et des commerçans. Par exemple, chaque boîte de conserves et de biscuits, chaque caisse de quincaillerie apporte un prospectus. Chaque pain de la boulangerie porte la marque d'un certain four et d'une certaine équipe. Les *tanks* eux-mêmes portaient, nous dit-on, le nom et la réclame du fabricant. Les ateliers de cordonnerie sont dirigés par des patrons et cordonniers de Leicester. Nul objet neuf n'est envoyé que contre remise de l'objet usé et peut-être réparable. On retrouve ce que l'on a tant de fois noté chez les Anglais : des habitudes et méthodes qui sont d'un peuple commerçant, formé, cent ans avant tous les autres, au régime que Spencer appelait industriel.

Voilà le trait qu'il ne faut pas oublier, si l'on veut comprendre l'organisation anglaise de la guerre : au cours du XIXe siècle chez nos voisins, les activités dominantes furent de l'ordre privé — celles du négoce et de l'industrie, qu'aiguillonne le sentiment de la libre concurrence. Parce qu'elles occupaient le plus grand nombre d'hommes, elles ont donné le ton aux autres, et notamment à celles de l'État. Or, le propre de ces activités, c'est de tout subordonner à cette fin pratique : le succès du travail. Une idée les commande, celle du rendement, de l'efficacité. *Efficiency* (on sait la valeur moderne ce mot), c'est le critère auquel on juge un système, une administration, un homme, — un fonctionnaire. Ce critère, la guerre l'impose aujourd'hui à

tous les belligérans ; mais si l'on se rappelle ce que sont en temps normal, en Angleterre, les postes, les chemins de fer, les téléphones, les tramways, on conclura que, dans ce pays, un service public a vraiment pour objet de servir le public, de le servir le plus vite et le plus abondamment possible. Sans doute, à mesure que l'État étend ses monopoles et multiplie ses fonctionnaires, de nouvelles habitudes tendent à s'établir. Mais si les premières expériences de l'étatisme anglais semblent relativement inoffensives, c'est justement parce que les points de vue, les méthodes et les rythmes de travail qui règnent au pays du *business* et de la libre concurrence ont passé et prévalent encore dans les administrations publiques. Par exemple, dans les bureaux de poste, une chose est frappante : la jeunesse de ce personnel féminin. On estime, en effet, que pour un travail monotone, et que l'on veut aussi rapide que possible, la valeur efficace, — *efficiency*, — est moindre, au-dessus d'un certain âge, et que la nervosité, l'impatience, cette mauvaise humeur de l'employée, que l'on connaît trop en d'autres pays, apparaissent plus vite. *Too old at forty*, disent les *business-men* de la Cité. Et le même souci du rendement a conduit à ces méthodes de travail que l'on suit dans les ateliers dits « taylorisés: » C'en est une, — supprimer le produit anonyme, — que l'on observe en cette boulangerie militaire où chaque pain porte le chiffre d'une invariable équipe. Et c'en est une autre, — ne pas lutter contre le désordre, mais l'empêcher de naître, — que nous apprenions devant la perspective nette du quai. De telles règles, plus simples dans l'énoncé que dans l'application, répondent à des problèmes qui se posèrent d'abord dans les pays de la production et du trafic intenses. C'est à l'expérience de Londres et de New-York que l'on dut avoir recours, quand il fallut enfin débarrasser les rues de Paris d'intolérables encombremens.

Voilà les habitudes générales que les Anglais apportèrent à l'organisation matérielle de la guerre. En 1914, il s'agissait pour l'État d'appliquer à cette lutte pour la vie ou la mort toutes les énergies de travail du pays. Parce que ces énergies, si massives et depuis si longtemps orientées vers des fins différentes, ne pouvaient se retourner tout d'un coup, parce que les techniciens et l'outillage technique manquaient, il y fallut quinze ou dix-huit mois. Ce fut long pour ceux qui ne pouvaient voir que l'urgence; ce fut court, si l'on songe à l'énormité de la

tâche. Les Anglais surent tout de suite la mesurer. Ils commencèrent par installer les fondemens de leur machine combattante, non seulement des bases comme celle que l'on nous montrait en un point de la côte française, mais la base générale qu'est toute leur île changée en arsenal de guerre. Ils les ont construits peu à peu, ces fondemens, avec leur conscience habituelle au travail, avec un souci de la solidité et de la perfection, — on a dit un luxe, — qui étonna, mais qui n'était que proportionné à ce qu'ils avaient prévu, dès le début, des dimensions et des durées du conflit. A mesure qu'il se prolonge et s'exaspère, on découvre l'utilité d'une si riche et minutieuse préparation. Aujourd'hui, cette partie de la tâche est achevée ; les armées, qu'une activité parallèle et non moins admirable ont suscitées, peuvent enfin déployer tout leur effort. La puissance industrielle du pays s'est rassemblée, organisée pour en nourrir et porter la puissance militaire. Elle se révèle à la grandeur des camps, à la copieuse richesse des équipemens et de l'outillage, à la densité des services et de la circulation à l'arrière, à l'afflux toujours croissant des canons et munitions, à ces chaînes infinies de camions, à ces chemins de fer à double et triple voie, luisans sur leur lit de pierre, apparus à la place d'une petite ligne économique, et, plus souvent, là où il n'y avait rien, — à ces terminus en pleins champs, dont les rails multipliés sous des réseaux de fils télégraphiques, les grands trains de matériel, de renforts et de Croix-Rouge, les longues locomotives qui manœuvrent (j'en comptai quinze à la fois, quelques-unes accouplées, fumant près d'un simple bourg) rappellent l'approche d'une capitale, les abords noirs et rayés d'acier de King's Cross et de Saint-Lazare.

L'Angleterre industrielle : il faut en avoir connu quelques aspects, le pays noir entre Birmingham et Manchester, des provinces entières, voilées, le jour, d'une éternelle fumée, éclairées, la nuit, du flamboiement infernal des hauts fourneaux; il faut avoir vu la Tamise au-dessous de London Bridge, les perspectives fuligineuses et sans fin de docks, chantiers, usines, les paquets et chapelets de grands steamers immobiles et serrés comme les cabs dans Oxford Street; il faut se rappeler aussi l'histoire de ce monde, son développement continu, vraiment organique depuis le XVIIIe siècle, ses dessous d'énergies spirituelles, sa conscience, ses ardeurs muettes et tenaces

de foi et de dévouement, son passé religieux, ses facultés d'adaptation à l'expérience, ses traditions. Alors on entrevoit la grandeur accumulée et le sérieux de la force que l'ennemi, refoulé et puis contenu par l'héroïsme français pendant les deux premières années de la guerre, a senti anxieusement monter contre lui, et qui se déploie tout entière aujourd'hui.

VOIX DU DIMANCHE

Sur la route d'Arras. De longues formalités de visa nous ont arrêtés à X, quartier général d'armée, où nous avions toujours passé trop vite. J'ai pu respirer un peu, par un dimanche de guerre et de Fête-Dieu, l'air de cette sombre petite cité recluse dans son bas-fond.

Les cloches de dix heures sonnaient la grand'messe. Impression curieuse, ambiguë. C'était bien le dimanche d'une vieille ville de province française, — et je retrouvais aussi l'atmosphère propre au *Lord's Day*, en Angleterre, où le sentiment de paix dominicale se confond avec celui d'une discipline volontaire, — nationale et sociale autant que religieuse ; une discipline qui, depuis trois siècles, est un des grands partis pris de la civilisation anglaise.

De l'autre côté de la rue, on lisait ces mots :

Church of England
Sunday Services
Holy Communion : 7 h. 45
Parade Service : 10 h. 30
Evensong : 6 h. 30

Trois services, comme à Eton, comme à Oxford, comme sur les bateaux de guerre. Mais ici, celui de dix heures et demie seul est obligatoire, et seulement pour les anglicans, les dissidens ayant leur culte particulier. (Chacun, à l'armée, porte avec soi sa religion, — le nom de son Église inscrit avec le sien et celui de son régiment, sur son disque d'identité).

Survinrent deux soldats, au pas plus lent du dimanche, libres visiblement, mais sanglés, astiqués comme pour une revue, et qui s'arrêtèrent devant la notice. Un officier passa, pressé, dont l'épaule portait les trois étoiles d'un capitaine. Ils se raidirent pour le saluer magnifiquement. Il répondit par un

bon sourire et un petit geste amical de la main, qui n'avait rien de militaire. Je remarquai alors que son col était droit et blanc, sa cravate noire, et que, par conséquent, c'était un « chapelain, » le *padre*, comme ils disent, qui, j'imagine, se dépêchait pour son office.

Un peu d'humanité locale reparut sur la place. Une vieille dame courbée, tenant par la main une fillette tout enveloppée de voiles blancs (il devait y avoir à l'église du pays quelque belle procession fleurie de Fête-Dieu). Ensuite, une autre, jeune, en grand deuil, accompagnée d'un collégien pâlot, de mine sage, aux chaussettes bien tirées. Puis, un homme en casquette, dans une voiture traînée par deux chiens, comme on en voit dans le Nord. Dans un jardin, un bourgeois taillait paisiblement ses poiriers.

Un bruit de pas nombreux, martelé, massif, approchait. Un peloton déboucha, par rangs de deux : un corps d'infirmiers qui s'en allait au lieu du culte, des Tommies aussi alertes et solides, exacts et vermeils, aussi conformes au type établi que tous les autres. Ils avaient tous le même petit balancement convenable du bras droit, légèrement plié; et du rythme de leurs pas naissait une ondulation qui traversait régulièrement toute la souple file.

Je les ai suivis de loin, et quelques minutes plus tard, derrière le mur d'une cour, j'entendais monter la calme et pure mélopée anglicane. Voix solitaire du prêtre, modulée suivant le rite, marquant les temps des grandes, solennelles phrases qui supplient. Et puis, grave bourdonnement de cent voix viriles accordées dans la Confession. J'en savais toutes les paroles, si belles, articulées fortement, à l'unisson, coupées de pauses. *For we have not done those things which we ought to have done. — And we have done those things which we ought not to have done. — And there is no health in us.*

Singuliers prestiges de cette liturgie... La tonalité n'en est pas mystérieuse, venue des lointains du monde antique, comme celle des offices romains, mais elle est vieille, déjà, de plusieurs siècles, et ne ressemble à aucune autre. J'écoutais : cette psalmodie m'évoquait en images mêlées, inachevées, ce qu'il y a de plus anglais chez les Anglais. Dimanche au village, quand tout le petit peuple rural s'en va sagement s'asseoir, chaque famille à son banc, suivant les rangs d'une

ancienne hiérarchie, dans la petite église qui tinte. Dimanche à Christ-Church d'Oxford, où les étudians en surplis blanc viennent prendre leur place dans les stalles où passèrent les générations de leurs aînés. Dimanche à Westminster, où la vibration des orgues et des voix résonne aux voûtes obscures, passe dans les tombes de tous les rois. Dimanche aussi, sur le pont d'un grand paquebot de l'Inde. Et toujours cette affirmation d'un ordre fier et proprement anglais. Je savais ce qui se concentre en ce culte actif et ce qui s'y recrée périodiquement, par la magie des paroles, des musiques, des rythmes où tous assemblent leurs voix et leurs âmes, de volonté morale et nationale.

J'entendis le prêtre donner deux fois le numéro d'un hymne, et en réciter fortement le premier vers. La polyphonie monta, pleine, forte, cordiale : on sentait que les hommes chantaient avec élan, qu'ils y mettaient vraiment tout leur cœur. Ils aiment leurs hymnes, m'avait dit un officier. Et il ajoutait : Ils y tiennent comme au roastbeef quasi rituel du dimanche, qu'ils respectent aussi beaucoup. *A good Church and a good feed*, voilà ce qu'il leur faut ce jour-là. Après quoi, ils ont la satisfaction de se sentir moralement et physiquement lestés. Par les prières et les chants articulés en commun, où chacun est porté, entraîné par tous les autres comme dans une marche, et puis par la belle nourriture bien servie, ils se trouvent plus solides et sérieux, plus anglais, plus satisfaits de l'être, rattachés à tout l'ordre assuré des choses de leur Angleterre.

Mais, à l'église, sous les influences encore une fois répétées du rite, des vieilles paroles sacrées et cadencées, au-dessus de cet ordre, plus ou moins clairement ils en entrevoient un autre, auquel celui-là se suspend et dont il tire sa raison d'être et son prestige, — un ordre éternel comme les figures d'étoiles, et qui sert de fond à toutes choses. Vaguement ils ont communiqué avec l'au-delà pressenti dont leur race a tant rêvé, la Puissance dont procède toute loi, tout devoir, toute discipline, celle dont l'autorité et, l'on peut dire, le caractère absolu, passent dans les paroles d'un Kitchener ou du Roi, lorsque ceux-ci leur demandent, demandent à tout ce peuple, — qui obéit parce qu'il est sensible à ce caractère, — un grand sacrifice, ou, ce qui est plus difficile, une privation. Paroles très simples, mais presque solennelles, tant le sérieux en est profond, — si puissantes,

efficaces parce qu'elles participent de la religion, parce que vit, agit en elles ce principe occulte que Burke voyait au fond de toute société organique, et dont nulle logique de construction rationaliste ne saurait avoir la vertu, car il n'est pas de raisonnement qui ne soit à la merci d'un raisonnement, rien de simplement raisonnable qui ne finisse par se soumettre, sous la pression du sentiment ou de l'intérêt, à des compromis et diminutions. La religion dit l'absolu. Depuis des siècles, en Angleterre, elle ne parle que règle, devoir, responsabilité personnelle et complète des actes. La foi au dogme peut baisser, mais le pli imprimé persiste, et beaucoup d'hommes de ce pays sont encore capables de se tourmenter de « n'avoir point fait ce qu'ils devaient faire, et d'avoir fait ce qu'ils ne devaient pas faire. » Et c'est pourquoi, s'il arrive que l'intérêt égoïste l'emporte, il leur faut trouver des raisons morales pour se tranquilliser et s'excuser. Mais l'histoire de la guerre atteste que chez le plus grand nombre, le commandement intérieur du devoir peut tout se subordonner. Ce n'est point par un sentiment social d'honneur, c'est pour satisfaire secrètement leur conscience, c'est, comme nous l'écrivait celui de leurs compatriotes qui les connaît le mieux, « pour ne pas subir, un jour, la punition de leur conscience, » que les cinq ou six cent mille premiers volontaires se sont engagés (1).

Il faut toujours en revenir là : cette civilisation n'est pas de principe intellectuel et rationnel. D'un certain point de vue, elle est matérielle. Nul peuple n'a tant demandé et imposé à la matière. Mais si l'on regarde plus profondément, on voit qu'elle est surtout morale. Dans le domaine de l'esprit, l'éducation, la discipline sont faibles; chacun pense, raisonne, écrit presque n'importe comment : ce qui n'empêche pas le génie, çà et là, d'apparaître, — il est relativement moins rare que le talent. La Nature règne, et souvent c'est presque le hasard. Au contraire, dans le domaine de la conscience, la discipline, qui est la civili-

(1) On se rappelle les proclamations du Roi, avertissant les hommes de leur devoir. Celles qui recommandaient « aux fidèles sujets » les restrictions étaient du même style archaïque et quasi religieux. Elles se terminaient par ces mots : « Nous ordonnons et enjoignons aux ministres de toutes les religions de lire ou faire lire cette proclamation dans leurs lieux de culte respectifs, dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande pendant quatre dimanches consécutifs. » On se rappelle que la restriction volontaire de viande fut, dès la première semaine, de 25 pour 100.

sation, est stricte. Aussitôt qu'apparaît une condition nouvelle de vie, une nécessité d'adaptation, la question qui se pose concerne la conduite. Qu'est-ce qui est permis ou défendu? La réponse est rapide et générale, et tout de suite impérative pour chacun. Il ne s'agit pas alors de considérer ce que fait le voisin, ni de compter sur tous les autres pour l'accomplissement de la tâche, en se disant qu'on n'y apporterait qu'une part imperceptible. Il s'agit de se satisfaire soi-même en obéissant.

C'est par de telles réponses que l'Angleterre a résolu son problème de la guerre. Devoir de faire la guerre. Devoir pour les hommes valides de se faire soldats. Devoir pour les autres, pour les femmes, de travailler au service national. Devoir pour chaque famille de restreindre d'un quart sa consommation de viande.

Les choses que nous devons faire, et les choses que nous ne devons pas faire, récitaient les voix anglaises que nous écoutions monter derrière un mur, dans cette petite ville de province, par un dimanche de Fête-Dieu.

LA RUINE D'ARRAS

Arras : 12 kilomètres, Mont-Saint-Eloi : 9, disait un indicateur.

Au pied du poteau, étranger aux mouvemens de la guerre, un paysan lisait son journal. Le canon grondait toujours dans l'Est. A mesure que l'on avançait, on sentait que ces tonnerres s'espaçaient, par là, sur une ligne très longue. C'était comme par un jour de tempête, lorsqu'on approche de l'Océan, et que, sans le voir encore, on entend les coups sourds de ses vagues croulant sur une plage infinie. On savait que le duel se continuait, comme l'assaut de la mer contre la terre, à travers une suite d'horizons, — vers la Belgique, vers la Champagne et la Lorraine.

Nous arrivions à la zone que bat l'artillerie allemande, et déjà dans les vues de l'ennemi. Il fallut prendre un chemin détourné qui descend à droite entre les blés, — magnifiques jeunes blés de juin, presque bleus, ondulant comme de l'eau, au petit souffle matinal. Un ciel vaporeux, frissonnant du chant innombrable des alouettes, semblait couver de sa moiteur le mystère de vie qui se poursuivait, malgré la guerre, dans la paix de ces campagnes mûrissantes. La solitude, la pureté du

paysage, une impression de liberté dans le matin, parmi de libres moissons, m'évoquaient le *bled* infini. On ne croisait, comme au Maroc, que des files de cavaliers.

L'auto s'est arrêtée pour en laisser passer une qui regagnait le chemin, en remontant dans la terre lourde, par une pente raide, d'un ruisseau qu'on voyait au fond de la vallée. Les chevaux étaient magnifiques dans l'effort, la soie des robes ondulant en reflets, avec la contraction des muscles. Les mors, dans un bref rayon de soleil, étincelaient, tintaient. Les hommes avaient dû profiter de l'eau pure pour se laver et se frotter encore. Ils n'en perdent jamais l'occasion. Les jeunes figures, d'un rose neuf, aux traits bien coupés, regardaient clair et droit sous les casquettes plates. On sentait leur joie de cette vie rude, au grand air, dont le désir a excité tant de leurs pareils à quitter le bureau ou le magasin de la grande ville anglaise pour défricher le *bush* en Australie, ou se faire *cow-boy* au Canada.

Le chemin cessant, on descendait tout droit dans la vallée et puis on remontait de l'autre côté, par des terrains vides entre de grands seigles. Tout en haut, on retrouvait la guerre. Les coups de canon qui n'arrivaient qu'assourdis, dans les fonds que nous venions de quitter, semblaient se rapprocher soudain. Deux flocons obscurs vinrent tacher la grisaille égale du ciel, tout de suite dilatés, ramifiés, — fumées traînantes, croissantes, comme le sinistre haillon d'orage qui pend et tourne sur le gris immobile de l'espace. Deux fusans, dont le bruit bref et mat suivit très vite. Un instant, à la ligne de faîte, tout le pays se révéla. Au Sud, Arras, bien plus proche que nous ne le savions, sombre derrière les clairs peupliers d'une route, et d'où montait une chose informe, étrangement pâle, qui ne pouvait être que la ruine tragique du beffroi. Au Nord, dans un inappréciable lointain, deux tours jumelles, au profil ébréché, couronnaient la pointe d'une colline : l'abbaye du Mont-Saint-Éloi, seul point de repère, là-bas, dans les étendues vides. Dans l'intervalle, de longs plis s'étiraient, fondaient au loin dans l'espace. C'étaient les régions ravagées, maintenant stériles comme les grèves à la limite de la mer et de la terre : un long pays que la vague française de 1915 a battu, couvert, définitivement repris. La dernière crête visible appartenait à l'*autre* monde.

Cinq minutes après, nous roulions vite entre les peupliers, sur la route rejointe à cinq kilomètres d'Arras. Je revois un vil-

lage, Walrus, cantonnement de troupes, où l'on retrouve les mêmes noms fantaisistes de rues que dans les tranchées : les *Strand* et les *Piccadilly Circus*. Un kilomètre plus loin, des fantômes gris d'avions se révèlent, planant dans l'axe de la grand'route. Autour de chacun naissent de petits ballons de fumée blanche qui sont du shrapnell boche, car là-bas, au-dessous des grands oiseaux, c'est déjà l'ennemi. Et puis, deux coups violens, si proches, semble-t-il, que l'on cherche des yeux la batterie qui vient de tirer, qui doit être là, quelque part, dans un champ voisin, mais la campagne est toujours vide. Et près d'un talus de chemin de fer, à côté de la traînée blanche que fait un éboulis récent, une sentinelle nous arrête. « *Yes, Sir,* » dit l'homme, en regardant nos papiers, « *shelled this morning.* » Il y a une heure on ne passait pas.

A Dainville, presque un faubourg d'Arras, nouvelle halte, et qui, cette fois, paraît devoir durer. *They are shelling the next corner*, nous dit le chef du poste qui nous barre le passage : *started ten minutes ago.* La demi-lieue de chemin qui nous sépare de la ville est sous les obus allemands. Sur ce ruban de route, rien ne passe en ce moment que les invisibles projectiles venus de l'horizon, et qui mènent inutilement leur danse en cette solitude. Dans le pays, la vie est comme suspendue. Une puissance qui voudrait tuer est à l'œuvre. On n'entend que les coups de foudre qui tonnent en vain là-bas, dans les champs et sous la ligne de peupliers.

Des soldats attendent, assis par terre, contre les murs. Dainville en est plein : troupes de réserve, troupes au repos, comme il y en a partout, le long de l'infini champ de bataille. A l'orée du village, parmi la brique écroulée d'une maison, des officiers attendent, les yeux tournés du côté des explosions. Cette barrière qu'on nous oppose, cette attente et cette immobilité des hommes, cette solitude livrée à des ravages d'obus, tout nous dit que voici, enfin, ce qui s'est annoncé tout le matin, à mesure que se multipliaient au long de la route, les hommes, les convois, les canons, et que grossissaient, sur toute la ligne de l'horizon, les pulsations de l'artillerie : la limite actuelle de notre terre, le commencement du pays de mort qui sépare les peuples opposés, — l'abord des régions défendues que les Anglais appellent le « pays de personne. »

La vie, dans le village, semblait suspendue ; mais peu à peu, on découvrait que c'était seulement la vie nouvelle et militaire. Une autre, tout humble, ancienne, autochtone, de rythme très lent, persistait, comme insensible au tumulte, au danger. Ainsi les créatures indigènes des champs et des bois continuent de vivre, presque invisiblement, sous les agitations de la guerre. Le premier signe en fut une jeune femme dans un jardin que l'on voyait. Les bras nus et levés, elle accrochait à une corde une lessive. Puis des vaches débouchèrent d'une ruelle, poussées par un gamin. La grand'messe devait finir, car une volée de cloches sonna (l'église était intacte, chose surprenante, à cette distance des premières lignes). Mais, au loin, de l'autre côté, on entendit un petit bruit nouveau, sec et saccadé, comme d'un bâton que l'on passerait très vite, à plusieurs reprises, sur les barreaux d'une grille : le cliquetis d'une mitrailleuse près d'Arras. Et puis, *bang*, *bang*, à cinq ou six cents mètres, sur la route déserte, les explosions reprirent.

Non seulement l'humble vie ancienne persiste, mais elle s'adapte et tire vaillamment parti des étranges conditions nouvelles. La devanture d'une toute petite épicerie montrait ce que, sans doute, on n'y avait jamais vu avant la guerre : des brosses à dents, des bouteilles d'eau dentifrice. Une porte présentait cet écriteau : *Washing done here*. On s'accommode bien des Anglais. Une vieille femme, en fichu noir, nous disait : « J'en loge quatre. Oh ! c'est du bon monde... Ils sont bien gentils, bien convenables... »

Elle avait trouvé du premier coup le mot qui rend le mieux la qualité morale de ces hommes. *Convenable* : c'est le vrai équivalent de ceux qui résument en Angleterre tout un idéal d'origine bourgeoise et protestante. Une paysanne anglaise aurait dit : « *They're decent people, highly respectable.* » Il ne faut pas oublier que les soldats dont elle parlait sont des volontaires, des hommes de l'armée de Kitchener, la plupart fils d'ouvriers, commis et commerçans en qui survit encore la tradition puritaine, — combien différens des magnifiques *red coats* cambrés et pommadés d'autrefois, qui, la main à la moustache, contaient fleurette, en buvant leur gin, aux *barmaids !*

J'attendais en causant sur le pas de la porte avec cette vieille dame paysanne. Elle nous montrait la maison d'en face, écornée, et un grand trou dans le pavé de la petite place :

« Ça, dit-elle, c'est d'hier. Une bombe d'avion. Un officier a été tué ; il avait trente-neuf blessures. »

Et comme on s'étonnait de la voir rester si tranquillement chez elle :

« Oh ! ces coups-là, c'est rare. Oui, au commencement, tout ce bruit-là, ça gênait. On avait peur. Mais vous savez bien : on s'habitue. »

A midi, la route devenait saine ; on levait la consigne, et les voitures passaient. Étrange fureur de ces bombardemens, qui sévissent pendant une heure sur les mêmes lieux où il n'y a plus personne.

On avait recommandé d'aller vite. La route défila d'un trait. Deux arbres abattus ne la barraient qu'à demi. Une longue bâtisse éventrée, comme nous en avions beaucoup vu, passa. Mais un détail était nouveau : de la fumée sortait de ces ruines. Du travail boche encore tout chaud.

*
* *

Et maintenant, autour de nous, c'est Arras. Une place blanche, une place déserte, où nous arrêtons sous de beaux platanes. Ces arbres, cette solitude, cette herbe entre les pavés, ces façades claires dont plusieurs portent frontons... on se croirait, d'abord, dans un coin écarté de Versailles. Et puis on remarque deux choses : aux fenêtres il ne reste que des morceaux de vitres, et la plupart des toitures ont disparu. Sur le pavé, comme tout à l'heure sur la route, gisent des troncs d'arbres renversés.

Nous sommes restés là un quart d'heure, tandis que l'officier qui nous accompagnait allait se présenter à la place. Nous n'avons vu ni un chien, ni un chat, ni un moineau, ni un civil. Seulement quatre soldats anglais qui passèrent à la queue-leu-leu, en rasant les murs. C'est la consigne générale ici : on contourne, on ne traverse pas les espaces découverts.

Ils passèrent, et l'on entendit sonner leurs pas. Rien d'autre. Pas même, en prêtant l'oreille, ces petits bruits lointains de charrois ou de chiens aboyans que l'on perçoit dans la plus abandonnée des villes de province. Un silence de Belle-au-Bois dormant. Mais les regards, à travers des rangs de fenêtres vcreassées, tombaient sur la ruine intérieure des vieux hôtels,

et l'on voyait que l'enchantement était autre, que la Mort, et non pas le Sommeil, régnait en ces lieux.

Et subitement, tout près, derrière le premier rang de maisons, deux, trois, quatre coups de foudre, plus violens dans ces espaces confinés par la répercussion de toute la pierre environnante. Un officier que notre guide est allé chercher nous renseigne. C'est bien tout près : une batterie anglaise. On tire d'une place voisine, et les Allemands sont à la porte d'Arras. Cinq minutes plus tard, un claquement rapide, régulier passe d'un trait. On dirait encore que cela vient de la ville, mais c'est une de leurs mitrailleuses. Arras est dans le champ de bataille, dans ce champ infini où la bataille est chronique depuis plus de deux ans, où çà et là passent des volées d'obus et des nappes de balles, où s'allongent des feux de barrage, sans que paraissent presque jamais les hommes, tandis que les immobiles ballons veillent, et que bourdonnent les avions.

Le bourdonnement des avions, c'est un autre des bruits intermittens qui rompent le silence de la cité morte. On levait les yeux, et parfois, dans une bande de ciel, entre deux rangées de maisons, on voyait passer lentement l'un des grands oiseaux planeurs. Ce jour-là, par l'effet sans doute de quelque imperceptible brume, ils semblaient tous étrangement pâles, presque translucides : des fantômes d'oiseaux qui s'effaçaient à une grande hauteur.

Deux heures durant, nous avons erré dans ce désert qui fut une ville, et où l'on n'entend plus rien que les épouvantables et prochains fracas des canons. Un cadavre de ville. En beaucoup de points, la forme est encore là : on marche entre des murs continus de maisons. Chacune a ses fenêtres, sa porte close et souvent cadenassée, sa sonnette ; les boutiques, — la plupart, des estaminets, — ont leurs enseignes ; mais tout cela est abandonné comme la longue perspective de la rue qui ne mène qu'à d'autres solitudes. De loin en loin, quelques logis, bien rares, portent ces mots écrits à la craie sur la porte : *Maison habitée.* Mais le plus souvent, derrière le mur presque intact, il n'y a rien ; les rectangles des fenêtres n'encadrent que vide et délabrement. Tout ce que la vie humaine avait organisé derrière ces carapaces, tout l'intérieur de ruche est broyé, consumé, litière de choses sans formes et sans noms. Ailleurs, des pans de

façades sont arrachés, et tout le désastre apparaît à la fois : des planchers pendent ; le contenu des étages a glissé jusqu'en bas, écroulé parmi des tisons de poutres et des plâtras.

Parfois, — et la ruine, alors, est plus pathétique, — du haut en bas de ces carcasses, des vestiges subsistent de l'ancien ordre intérieur : un rang vertical de cheminées avec leurs consoles, marquant les anciens étages, quelques-unes portant encore une lampe, une pendule. Des papiers à fleurs se superposent, avec des glaces, des alcôves, des bahuts où sont rangées des vaisselles, des penderies où pendent des vêtemens. On voyait de pauvres petites robes d'enfans.

Et puis, on pénètre en des quartiers où le désastre est celui d'un tremblement de terre. Plus de rues : des sortes de sentiers, des passages parfois difficiles entre d'énormes monceaux de briques ou de pierres. Pour arriver jusqu'à la cathédrale, dont les morceaux de voûtes, caissons et colonnades rappellent de tragiques Piranèse, il faut escalader des pentes de blocs écroulés : c'est une ascension d'éboulis comme au pied d'une falaise. A l'intérieur (mais peut-on parler d'intérieur? — les murs sont arrachés, et les arceaux qui subsistent n'enveloppent que du ciel), des piliers corinthiens surgissent, grêlés de blanc, d'un chaos de débris. Parmi des morceaux de chaises et de candélabres, de chapiteaux, de grilles et de vitraux, on ramasse des morceaux d'acier déchiré. L'un d'eux, trouvé dans la ruine neuve du perron, était encore chaud. Sans doute, un vestige d'une formidable explosion entendue, quelques minutes auparavant, d'une rue voisine.

Car les tonnerres continuaient, allemands ou anglais, précédés ou suivis de stridentes huées, fracassant le surprenant silence, parfois prolongés en tapages retentissans de choses qui dégringolent. J'avais connu, déjà, cette sorcellerie dans la forêt d'Argonne où d'étranges tumultes éclataient autour de nous, en des lieux où les yeux n'aperçoivent que solitude. Les mêmes invisibles démons étaient à l'œuvre, détruisant, peu à peu, dans la ville comme dans la forêt, la forme des choses.

Mais des oiseaux chantaient, comme toujours au naissant mois de juin. La nature semblait profiter du départ des hommes ; sa calme vie s'insinuait malgré tout dans les ruines. On cherchait, et par delà les murs calcinés on découvrait les secrets jardins annoncés par ces gazouillis, — des jardins où personne

depuis deux ans n'est entré, avec des rideaux retombant de vigne vierge et de clématites et, parmi des fouillis de ronces et des foisons de folles graminées (il y avait même des épis de blé, dont les vents apportèrent la graine), des globes somptueux de pivoines et de roses.

Et bientôt, au milieu de tant de mort et de dévastation, voilà ce qui prenait l'attention : les signes de la vie, vie actuelle et nouvelle de cette nature, ou bien vie ancienne des habitans disparus. La ruine pure, prolongée pendant des kilomètres, excédait. En ces quartiers d'écroulemens, ce que les yeux cherchaient, ce n'était pas ce qu'on était venu voir, les aspects du désordre nouveau, mais les restes de l'ordre accoutumé. Par exemple, sur un morceau de mur, la plaque subsistante où se lit le nom d'une rue : rue de la Hasse, rue Legrêle, rue des Chariottes, — celle-là bouchée, près de la cathédrale, par des effondremens qui rappellent certaines ruines de l'ancienne Égypte. Quelquefois une enseigne, montrant que le restaurant du *Faisan Gris* avait été là, ou bien l'Imprimerie de *l'Artésien*, ou bien la Mercerie Blanchard. Le gibus rouge qui jadis annonçait un chapelier, intéressait comme un vestige de l'activité qui n'est plus, comme un *graffito*, ou comme le *Cave canem* de Pompéi. Dans la destruction générale, de tels détails devenaient des curiosités. On voyait l'empreinte d'une créature disparue.

D'instinct, nous revenions aux quartiers où la forme des choses subsiste à peu près dans la mort : rangs de maisons ouvertes à tous les vents, perspectives désertes qui s'animent au passage cadencé d'un peloton britannique. Ces soldats jaunes, c'était là nouvelle espèce installée dans la coquille vide et délabrée de cette ville. Ils y menaient leur vie propre, si différente de celle qui fut auparavant.

Peu à peu, ils se révélaient plus nombreux qu'il n'avait semblé d'abord. On n'avait connu d'eux, — sans presque jamais les voir, — que les soudains tapages de leurs canons, à la périphérie de la ville. Mais dans ces rues centrales, alors même que personne ne s'y montrait, on finissait par découvrir leur présence. Présence souterraine, manifestée par un chant grave et multiple, montant de quelque cave. Çà et là, dans ces cryptes improvisées, des cultes s'attardaient. Parfois, au-dessus d'un soupirail, on lisait des mots comme ceux-ci : *English Church, Methodist Chapel, Scottish Church, Brigade Chapel.*

Presque toutes les entrées de ces caveaux, qui s'ouvrent, comme dans les villes du Nord, directement dans la rue, portent le numéro d'ordre d'une escouade. Dans ces gîtes se distribue chaque nuit la troupe anglaise.

Et puis, enfin, on s'apercevait que tout n'avait pas disparu de l'ancienne espèce. Sur des portes fermées, nous avions déjà lu cette annonce écrite à la craie : « *Maison habitée.* » Mais l'annonce pouvait être ancienne, et la maison semblait vide. Cette fois, c'était un magasin, et mieux qu'habité, *ouvert*, sous cette enseigne qu'on lisait avec stupeur : « Mme X..., fabricante de corsets. » Trois jeunes personnes en sortirent, qui vinrent sourire de la façon la plus engageante au groupe qui passait. Cette jeunesse féminine et ce sourire, c'était le plus inattendu de tout, dans l'abandon d'une cité détruite. D'ailleurs, elles paraissaient bien désœuvrées, ces demoiselles, en ce solennel dimanche, tandis que les soldats anglais articulaient les paroles bibliques, se pénétraient dans leurs souterrains des influences qui protègent d'honnêtes garçons contre les tentations du Diable.

A cent mètres de là, une autre annonce, improvisée sur une planche, semblait bien plus de circonstance :

A..., menuisier.
Réparations de toitures par papier goudronné.
Cercueils en tous genres.

Mais cette boutique-là semblait fermée. L'écriteau devait dater des premiers bombardemens, et, les cliens partis, le menuisier avait fini par les suivre.

Nous avons poussé jusqu'aux quartiers neufs, où la destruction était autre, plus saisissante, peut-être, en ces bâtisses de boulevards qui parlent des activités modernes : grands hôtels, Poste, banques (des fougères avaient poussé sur le talus qui protège les soupiraux du Crédit Lyonnais). Inoubliable est surtout la gare, à l'un des bouts de la ville, sur la place isolée qu'on nous avait d'abord interdite, où nous n'allions qu'en file, à distance les uns des autres, rasant toujours les murs.

La gare, si vivante jadis, et par où cette ville de province recevait sa vie, en se reliant à toute la circulation française, c'en est aujourd'hui le lieu le plus désolé, sans doute parce que cette ruine ne s'enveloppe pas de ruines pareilles, parce qu'elle s'es-

pace, seule, en ces espaces toujours vides, où nul bruit n'arrive plus que celui des explosions. Une aire immense de débris où l'herbe a déjà commencé de courir : pavés arrachés, ferraille, zinc, morceaux de bois, culots de 77, verre, — verre surtout, verre brisé, broyé, pulvérisé, tombé comme une pluie du ciel, mettant partout les éclaboussures de ses reflets. Là-dessus, bien au milieu, comme un prodigieux joujou fracassé, la grande cage, déployant sinistrement les mille trous noirs de ses mille vitres.

On errait dans le grand hall, dont la destruction semblait systématique, œuvre non d'un bombardement, mais de mains humaines. On eût dit que la gare, surprise en pleine activité par un ennemi furieux, avait été soudain abandonnée à son pillage. Des horaires de trains vers Lille et vers Bruxelles couvraient encore les murs. On retrouvait les salles d'attente, le buffet, le bureau des bagages. On marchait dans un pêle-mêle de liasses imprimées, de tables, fauteuils de velours, bascules renversées, et les oiseaux, partout, avaient mis leurs fientes. Le guichet du receveur était entr'ouvert, la porte à demi arrachée, les piles de tickets à leur place, dans leur casier, prêtes pour le timbrage, comme si l'employé, laissant tout, était parti au premier coup d'une catastrophe, comme si tout le monde était parti depuis deux ans, sans que personne, jamais, fût revenu.

Et quand on passait sur le quai, l'impression d'arrêt total, ancien déjà, de la vie se précisait encore. Cela rappelait certains songes où l'on croit revenir et visiter quelques restes de notre monde habituel dont un fléau soudain aurait supprimé tous les hommes. Les rails étaient bruns de rouille ; des orties foisonnaient sur la voie : on voyait bien que depuis longtemps aucun train n'était venu là. La voûte vitrée n'était plus qu'aiguilles, lamelles suspendues au quadrillage de fer, à peine visibles, presque fondues aux vides aériens, comme dans une eau grise, les restes d'une glace qui finit de se désagréger. L'horloge pendait de travers, arrêtée à je ne sais plus quelle heure d'autrefois. Le temps lui-même avait cessé de passer là. Le nom de la ville, Arras, gisait par terre, la grande plaque qui le présente, tombée au pied du mur, comme inutile, comme pour dire qu'il n'y avait plus d'Arras...

*
* *

La dernière heure, nous l'avons passée sur la Petite-Place, devant le Palais communal, et puis sur la Grande-Place, au cœur ancien de la ville, au milieu de la beauté détruite qui la rattachait à tout son propre passé, comme la gare banale à tout ce qui n'est pas elle. Quels décors d'estampe ils présentaient jadis, ces grands quadrilatères ! Le pavé rond, où se tinrent, des siècles durant, kermesses, parades et marchés, et sur les longues arcades, les maisons pyramidantes, dont les caves ont contenu les ballots de laine des vieux marchands, — les pignons détachés, découpés, dont le rose a bruni, les façades flamandes, aussi bien rangées, régulières, et pourtant individuelles que, dans un tableau d'autrefois, une sage et digne compagnie bourgeoise. Tout au fond de cette perspective, comme le *palazzo* d'une commune d'Italie, dont le campanile s'érige sur une *piazetta*, le glorieux et flamboyant bijou de l'hôtel de ville, avec ses arches d'ombre (le vide portant le plein, comme au Palais ducal de Venise), le balcon de sa tribune percé de fleurs, les ogives de ses fenêtres à meneaux, sa balustrade ajourée, son grand toit guilloché de bronze, et là-haut, élançant jusqu'au ciel l'orgueil de la cité, — couronne, lion, bannière, — la triomphante fusée du beffroi.

Trois siècles durant, cette beauté régna sur la petite capitale d'une province, et des générations en ont reçu les sereines influences. Mais l'Allemand est venu, jaloux de toute beauté comme de toute noblesse et richesse française. En frappant les témoins de notre passé, le beffroi d'Arras, comme Notre-Dame de Reims, il suivait son rêve haineux, qui est de diminuer, supprimer, s'il le peut, par le canon et l'incendie, la signification spirituelle de la France. Il entendait s'assouvir de la basse et cruelle jouissance qui n'a de nom que dans sa langue : *Schadenfreude*.

Il est venu, et voici ce que l'on voit, aujourd'hui, sur la vieille place d'Arras. Des brèches énormes dans les trois rangs de maisons, la moitié des pignons effondrés, les charpentes à nu, calcinées, désolant le ciel de leurs squelettes et de leur charbon. Par terre, bordant ce ravage, trois épais talus de décombres. Du palais, rien que les trois dernières arches, à droite, noires, avec un pan de mur et un fragment de balus-

trade, — et puis, de l'autre côté, un massif informe : le pied du beffroi sur le tragique monceau que la tour a fait en culbutant. Ce tronçon, qui n'a plus d'arête, pas même l'anguleux de la pierre éclatée, on dirait la base subsistante et rongée de quelque très vieux donjon du Moyen âge, — moins encore, un rocher à demi fondu sous les vents, les pluies, les gelées de plusieurs millénaires. Seulement, la couleur est celle de la pierre toute neuve, car rien ne reste de l'épiderme que les siècles avaient hâlé, et toute la surface n'est qu'une blessure blême.

Sur des photographies qu'on nous montrait, et qui furent prises après chaque bombardement, on pouvait suivre l'histoire de la destruction. On voyait l'évanouissement progressif d'une forme qui fut vivante. Après les avalanches d'obus des 6, 7 et 8 octobre 1914, la toiture de bronze avait disparu, mais tout était encore debout. Seulement, les lignes s'émoussaient, les reliefs s'oblitéraient, la couleur s'en allait, tout le détail devenait gris et vague, comme d'une silhouette qui peu à peu s'embrume. Bientôt apparurent de grandes traînées lépreuses, et puis, sous des bordées nouvelles, tout commença de s'effondrer. La moitié du palais tombée, le beffroi resta seul, fondant de plus en plus, et tout d'un coup, le 21 octobre, croulant d'une chute horrible. Ce fut une suite de changemens qui rappellent ceux de la mort, depuis le premier voile aranéen, cendré, qu'elle semble poser sur un visage, depuis les premiers affaissemens des traits qui vont se ronger peu à peu, jusqu'au squelette et la poussière.

Ces images nous étaient montrées par deux femmes, dans une épicerie de la Petite-Place, le seul magasin vivant que nous ayons découvert à Arras, avec celui de la marchande de corsets, et, peut-être, celui du fabricant de cercueils. Cette boutique est sur le côté de la place d'où viennent les rafales d'acier, juste au milieu du rang de maisons, en sorte que les volées qui visaient le palais ont passé sur son faîte. Elles y passent encore : il y a longtemps que le faîte est abattu, tout le haut étage anéanti. Les deux femmes se tiennent, le jour, au rez-de-chaussée, et, la nuit, dorment dans le sous-sol. Elles ont bien une cave très ancienne et profonde, communiquant avec les grands souterrains du Moyen âge, qui, dit-on, s'en vont, à deux lieues d'Arras, jusqu'au Mont-Saint-Éloi. Elles ont dû renoncer à cet abri. Le lieu, disent-elles, n'est pas sûr. Sous le

choc voisin des obus ou la secousse des écroulemens, la roche se détache, sous laquelle la cave est creusée. D'ailleurs, assurent-elles, on est tout à fait protégé dans ce simple sous-sol, dont elles nous font admirer le confort. Lorsque le cri des grands projectiles recommence de fendre le ciel, que les explosions tonnent à l'autre bout de la place, il suffit de descendre quelques marches. On se met « comme ceci, » contre le mur, derrière la porte, que l'on a soin de laisser ouverte, ce qui vous gare contre les éclats qui pourraient venir de la place, et permet, en cas de surprise, de remonter au grand air en trois enjambées. L'essentiel est de ne jamais fermer la porte, car tout de même, quelque chose de sérieux pourrait tomber tout droit dans le sous-sol, et faute d'issue pour les gaz, la maison sauterait, comme quelques-unes ont sauté. Mais à présent que l'on sait, on ne risque rien. Seulement, si le tir allemand baisse d'une petite fraction d'angle, quelque secousse et fracas venus de ce deuxième étage dont on a fait son deuil, et puis une traînante croulée de briques qui s'en va grossir le talus de pierraille devant la place. A part cela, on n'est vraiment pas mal.

« Les Anglais sont très gentils, ajoutait la plus vieille, et grâce à eux, on se ravitaille facilement. Nous leur vendons des cartes postales, des crayons, un peu de bière, — oh non! pas d'alcool, il ne viendrait plus personne. Bien sûr, on ne fait pas grand commerce : c'est plutôt en passant, pour changer, s'amuser que les hommes entrent chez nous. A leur cantine, ils trouvent tout à meilleur marché. Au commencement, ils nous demandaient du thé. On a essayé d'en avoir, mais ils disaient : *No good, no good*. C'est qu'ils en touchent de bien meilleur chez eux. Vous voyez, ça n'est pas pour les affaires qu'on est resté. Mais aller on ne sait pas où! — devenir des réfugiées! On n'est bien que chez soi. C'est toujours là qu'on est le plus tranquille. »

Ainsi causait l'une des deux habitantes de la Petite-Place d'Arras, ce matin de juin, en face des épouvantables ruines. Tandis qu'elle louait la tranquillité de sa vie, le claquement des mitrailleuses avait repris, sonore dans la solitude de pierre. Cela semblait venir d'assez près, de la Grande-Place, derrière nous, où pourtant nous n'avions vu personne. Et comme nous demandions à cette habituée d'où les Anglais tiraient : « Comment! les Anglais? Vous ne reconnaissez pas? C'est les

Boches. Ça s'entend bien! Ils sont à la porte de la ville. A quatorze cents mètres d'ici. »

La bataille recommençait toujours, la bataille interminable dans le temps comme dans l'espace. Quelque chose de grand se préparait, et ses fracas devaient aller croissant, ce jour-là, depuis Ypres jusqu'à la Somme, tout au long de cette lisière dévastée dont Arras n'est qu'un point.

LE CHAMP DE BATAILLE DE L'ARTOIS

A deux lieues plus au Nord, au Mont Saint-Éloi, au pied de la grande ruine abbatiale : deux tours jumelles, et mutilées, où des morceaux de ciel s'encadrent dans les déchirures de la pierre. Plusieurs fois, ce matin-là, elles s'étaient montrées de très loin, petites sur leurs collines, et presque noires dans le gris universel, élargissant l'étendue vide par leur présence, comme une bâtisse bien dessinée dans une estampe militaire du XVIIe siècle, où l'on voit de grands nuages, des faisceaux de rayons gris, et Louis XIV qui chevauche.

Les tours rappellent celles de Saint-Sulpice, dont elles ont la gravité, la grandeur scolastique, un peu pédante. Elles émeuvent par leurs blessures. Plusieurs fois, elles ont connu la haine allemande. Les obus de la guerre actuelle n'ont fait qu'y reprendre, achever les ravages de 1870, que le temps avait revêtus de ses lierres.

Des tombes, partout des tombes, sur cette colline, entre les buissons qui déjà ont recommencé de vivre. Certaines portent une inscription sur leurs petites croix noires, et celles-là disent un numéro de régiment français. Pendant bien des mois, ces lieux ont fait partie des régions interdites, celles que nos soldats voient au loin comme l'au-delà où tendent constamment leurs regards et leurs efforts. D'une héroïque poussée, à travers les fils de fer et les nids de mitrailleuses, les Français y sont entrés, et la ligne ennemie recula jusqu'à la ligne d'horizon. Sans doute, sur les pentes de cette butte, la résistance fut plus acharnée qu'ailleurs : on a dû se battre mètre à mètre. Nos pieds heurtaient des débris d'équipement, de vieilles cartouches allemandes et françaises. Mais il y avait des fleurs sauvages partout ; en bas de la colline, deux soldats anglais, en permission de dimanche, fumaient, jambes pendantes, sur un talus.

Tout semblait paisible, bien différent de ces jours qui sont d'une autre année, et qui sont de la même guerre. Au loin elle continuait toujours : des bruits d'obus et d'avions ébranlaient quelque part l'espace.

En haut de la colline, au pied des campaniles, on trouve une grande aire. Des pans de mur l'entourent, dont la pierre grise, de noble appareil, les corniches sont d'un autre âge, restes de la ferme d'hier et de l'abbaye plus vieille que les tours.

Le sol était bouleversé, fouillé de fosses profondes. Des fragmens de fer, les uns portant encore le bleu de la peinture allemande, les autres, couleur de rouille, se mêlaient un peu partout à la pierraille arrachée. Près d'un mur abattu, il y avait un trou dont la terre était fraîche, et d'où sortait une très faible odeur de kirsch : un reste de gaz lacrymogène. Ce sommet de colline, qui peut servir d'observatoire, venait encore d'être bombardé.

Derrière le mur qui ferme, du côté de l'ennemi, le quadrilatère de la cour, nous regardions, par une fenêtre à meneaux, les étendues disputées. La fenêtre était munie d'un grillage, ce qui suffit à masquer des observateurs.

Dans un éclairage pâle, mais précis, sous un fantôme de soleil, on voyait un pays vide et sans couleur, allongé du Nord au Sud, car, en face, à deux lieues à peine, il monte et finit dans l'Est en une ligne qui n'est pas l'horizon. Ce long pays, aux aspects de désert, semblait vraiment désert. Du détail habituel aux campagnes d'Europe, les yeux ne retrouvaient rien. On remarquait seulement, au loin, des sortes de hachures grisâtres et, peu à peu, des taches d'un ton plus douteux encore. Ces taches, c'étaient des restes de villages, de maisons qui, le toit tombé, et souvent presque tous les murs, se réduisent à de minces lignes d'arasement, à des rectangles ternes, à peine perceptibles sur les fonds morts de la terre. Ces hachures, c'étaient les vestiges des bois canonnés. À la jumelle, on distinguait très bien chaque squelette d'arbre, un squelette en ruine, sans tête ni membres, debout encore sur le sol dénudé, et qui, dans la lunette, fondait en grandissant, prenait je ne sais quelle inquiétante et mystérieuse apparence. Plus que tout, ces rayures lointaines contribuaient à l'impression de mort. C'était, en plus vaste et terrible, ce que j'avais vu, jadis, en

Algérie, quand les flots jaunes de criquets abattus se relèvent, et qu'une campagne que l'on avait connue vivante et verte, apparaît grise, dépouillée de son herbe et de son feuillage, tout arbuste réduit à une terne broussaille. Ici la destruction s'en allait des deux côtés, bien au delà des étendues visibles. L'immensité du champ de mort épouvantait.

Presque rien n'apparaissait dans l'étendue monochrome, mais, à l'aide de la carte, on finissait par y distinguer des lieux dont ne restent guère que les noms, noms illustres, évoquant la mort et la victoire. La plus lointaine procession d'arbres-cadavres, c'était le bois de la Folie. A droite, sur la crête, à peine discernable à la jumelle, Thélus. En avant, à mi-chemin de cette crête, une trace grisâtre, lépreuse, et qu'on ne découvre qu'en cherchant longtemps : Neuville Saint-Vaast. Plus loin on pouvait imaginer Écurie, et dans le Nord, Souchez, Carency, où nous n'avions trouvé, l'avant-veille, que poussière et lignes de briques. Mais on reconnaissait bien la ligne pâle de Vimy et la pyramide noire du crassier à l'extrême horizon du Nord, dans des voiles sombres de fumée, annonçant le pays des houillères.

En face de nous, au-dessus de la dernière crête, trois macules grises s'espaçaient dans le gris moins foncé d'un banc de nuages : des ballons allemands d'observation, tellement immobiles qu'ils semblaient faire partie des vapeurs endormies du ciel.

Au milieu de ces champs déserts, un détail se révélait, qui semblait avoir un sens particulier, — quelque chose comme un signe énigmatique laissé par une pensée : des lignes vagues, par deux et par trois, en zigzags parallèles, ou bien enroulées autour d'un centre, en réseaux enchevêtrés. En ce dessin confus, on devinait un ordre, une intention, un peu comme si quelque tracé géométrique apparaissait, tout d'un coup, au télescope, sur un morceau de planète. C'était, sur la pure matière, la seule marque de la vie, vie actuelle qui a fait le vide autour de soi, les invisibles habitans ayant tout détruit en essayant de s'entre-détruire.

Ces indécises figures ont aussi des noms que le monde a entendus, que répétera l'Histoire, associés pour toujours à l'idée de sacrifice. Le plus visible de ces réseaux était le tragique *Labyrinthe*. Sur cette terre-là, où nous n'apercevions que soli-

tude, combien de Français ont agonisé pour qu'elle redevienne française !

Sur la terre, nous n'apercevions que solitude, mais l'espace était plein de tumultes. L'artillerie anglaise faisait rage derrière nous, comme du côté d'Arras, avec un bruit de tôles remuées et frappées, et le rythme des coups allait s'accélérant. On avait l'illusion que l'air, toutes les choses prochaines tremblaient à chaque profonde percussion, comme un paysage vacille dans l'orage, sous l'éblouissante secousse des éclairs. Des lignes sifflantes, stridentes, se traçaient invisiblement dans le ciel où des fissures semblaient s'ouvrir et peu à peu se propager jusqu'à l'horizon. Les projectiles devaient éclater par delà le dernier pli de la plaine montante. Dans les silences de l'artillerie revenaient les bourdonnemens aériens : avions perdus quelque part dans la profondeur, comme des moustiques que les yeux cherchent en vain dans un jardin crépusculaire, mais on entend zigzaguer leur grêle vibration.

Tout d'un coup, le paysage s'anima, non d'humains, — l'apparent désert resta le même, — mais de feux et de fumées. Au milieu de la plaine, à droite des ruines de Neuville et tout au ras du sol, une suite d'étincelles se mit à pétiller, pâles, brèves et convulsives, revenant toujours, comme promenées en ligne droite par un distributeur de courant. C'était un tir de barrage. Les Anglais devaient attaquer par là. Mais des fourmis jaunes, remuant au loin sur la terre jaune, n'eussent pas été plus imperceptibles. Un peu plus près, du côté de la Maison-Blanche, les obus lourds commencèrent à tomber; leurs énormes ballons de fumée noire naissaient d'un éclair, et puis montaient avec lenteur en se développant. Le petit *staccato* de mitrailleuses lointaines reprit. On tuait, on mourait, sans doute, quelque part. Tout cela, — si dispersé, incohérent, sans mouvement perceptible, avec des espaces de silence, — tout cela, c'était pourtant quelque chose d'une bataille. Le petit bruit discontinu des avions-moustiques évanouis dans la lumière recommençait toujours. Tout d'un coup, à droite, un ronflement énergique nous fit tourner la tête. Par-dessus les deux grandes tours déchirées dont ils semblèrent frôler les crêtes, ils apparurent, par deux, par trois. Nous en comptâmes dix : tout un vol qui s'éleva très vite, jusqu'à presque disparaître à son tour. Mais parce qu'on les avait vus, on pouvait les voir encore. Tout

le pâle essaim bourdonnant s'en allait vers la ligne allemande. Lorsque, l'ayant quitté des yeux, nous voulûmes le retrouver, il avait fondu, lui aussi, dans la lumière.

Nous suivions les danses d'étincelles et de fumée en bas, dans la solitude, et nous écoutions ce que disait l'un des nôtres, un officier français, figure mince, énergique et pâle, le lieutenant C..., qui revoyait pour la première fois le champ de bataille où il était tombé grièvement blessé dans une « intéressante » journée de juin 1915. « Intéressant, » « curieux, » c'étaient les mots les plus forts dont il se servît.

« Le moment curieux, dans une attaque, disait-il, c'est celui où l'on va quitter l'abri de la tranchée. Même sensation que pour entrer dans l'eau froide : ce n'est qu'un manque d'habitude. Dès le premier pas, on s'aperçoit qu'il n'arrive rien, et l'on est tout à la joie de la surprise... Nous étions là, à gauche de... Le colonel, un colonel de spahis, un grand, splendide, en rouge éblouissant, frémissait d'une telle impatience qu'il franchit le talus quelques secondes avant l'heure fixée. Nous courions côte à côte. Je m'aperçus que le cailloutis étincelait par terre. Mais on ne réfléchissait pas; ce n'est qu'après, que j'ai compris ce que cela voulait dire. Tout d'un coup, j'ai entendu : « Heu ! » Le colonel était tombé. Je me suis baissé sur lui : ses paupières battaient; c'était la fin. J'ouvrais son col quand j'ai été touché à mon tour. Deux balles : à la cuisse et près du foie. Toute la journée là, sans pouvoir bouger. Je regardais, je suivais très bien ce qui se passait : c'était très intéressant. Je voyais le bois de la Folie devant moi; il n'était pas tout à fait aussi mort que maintenant. Il y eut des contre-attaques allemandes. Nous avons passé toute la nuit là, les Français, les Boches entremêlés, par terre... »

Une exclamation l'arrêta. Au dessus de l'horizon, une des trois saucisses, qui semblaient faire définitivement partie du paysage, avait disparu. A sa place, une très longue et mince vapeur ondulait, debout, exactement comme une fumée de cigarette, mais immense, étrangement lucide, presque lumineuse : une fumée qui montait, s'étirait depuis la terre, et devait bien atteindre à huit cents mètres.

Quelques instans après, l'essaim des victorieux avions reparut; autour d'eux, des flocons naissaient, persistaient, ponctuant l'espace. La troupe victorieuse passa juste à notre zénith,

et revint s'éclipser du côté d'Arras, derrière l'écran des deux tours.

L'air tremblait toujours, aux coups de gong des artilleries; et dans le Sud, cela se prolongeait en rumeur sourde et continue. Grondement irrité d'orage, éclairs entre deux fronts où s'accumulent, comme les électricités contraires qui chargent deux noires nuées, les énergies et les volontés venues de la masse et du profond de deux peuples.

Ce jour-là, — un général anglais nous l'apprit le soir même, — cinq autres saucisses allemandes furent descendues devant la ligne anglaise, et dans la nuit qui suivit, de notre logis, à dix lieues en arrière, nous vîmes tout l'horizon déborder de flamboiemens et de rayons. On était à deux jours de l'offensive de la Somme. Nous avions vu la préparation d'artillerie; elle s'étendait dans le Nord, où il s'agissait de retenir l'attention de l'adversaire. Ces ballons-observateurs espacés de l'autre côté de la plaine, c'étaient ses yeux, épiant, à deux et trois lieues de distance, les batteries anglaises. On s'occupait d'abord de crever ces yeux.

CEUX QUE NOUS GARDERONS

Un cimetière, à côté d'un village, à deux kilomètres du Mont Saint-Éloi.

Le village est tout petit : le cimetière est très grand. Des rangs et des rangs de croix jaunes, suivies par des rangs et des rangs de croix noires.

Les croix noires sont françaises; anglaises les croix jaunes. Comme dans les armées vivantes, la distinction des individus s'abolit : on ne voit que les deux armées, mais la mort, en chacune, a son uniforme distinct. Ainsi, sans s'y confondre, les rangs anglais continuent ceux des nôtres, simplement, sans interruption, comme les hommes d'Angleterre sont venus continuer, en cette partie du front, la garde et la poussée des nôtres. En regardant la date inscrite sur la première des croix jaunes, on saurait la semaine et presque le jour de 1915 où s'opéra la relève.

Il y a des groupes de femmes, qui vont lentement d'une tombe à l'autre, comme si toutes également les attiraient. On dirait qu'elles trouvent une douceur à hanter, aux rayons du

soir, un cimetière, comme leurs sœurs d'Orient qui vont s'asseoir parmi les cippes, sous les cyprès et les beaux oliviers. Les femmes de toutes races ont le culte des morts. Celles-ci sont des habitantes du petit village que l'on voit tout près. L'une, jeune encore, tient deux fillettes de cinq et six ans par la main. Elle semble déchiffrer les noms anglais; je la vois qui redresse pieusement un pot de fleurs que le vent a renversé. Une autre, presque vieille, est immobile, et semble dire une prière. Sans doute, ces paysannes ont des fils, des frères, des maris, qui peuvent être tués, dont plusieurs sont tombés déjà de la même façon, dans la même guerre. Et puis les soldats en khaki font partie maintenant de leur monde habituel, qui reçoit d'eux toute son animation. Le village est un cantonnement. Quelques-uns ont dû y loger, de ceux qui reposent dans ce champ, et peut-être ce sont les noms de ceux-là qui les arrêtent, ces femmes, — les tombes de ceux-là qu'elles essaient d'entretenir.

Les mères, les veuves, les sœurs, de l'autre côté de la mer, savent-elles cette piété féminine penchée sur leurs morts, si près du champ de bataille? Des Françaises ont adopté ces morts qui, vivans, n'étaient déjà plus des étrangers pour elles, mais des soldats comme ceux d'auparavant, menant la même vie, luttant pour la même cause. Plus de différence, maintenant, entre eux et les Français qui reposent sous les croix noires. Tous tombèrent en défendant le village et ce morceau de terre française (1).

Nous avons échangé quelques mots, en passant, avec cette femme dont les yeux pâles devaient avoir vu bien des choses.

« C'est comme vous voyez, a-t-elle dit: les tombes anglaises sont deux fois plus nombreuses que les nôtres, — il y en a six cents; vous pouvez les compter. Et il n'y a que trois mois qu'ils sont arrivés dans le pays. Pourtant il n'y a pas eu de grands coups depuis. C'est les accidens de tous les jours : les

(1) Extrait d'une lettre écrite par un officier anglais :

There they shall lie, those dear dead of ours, unforgotten by us and remembered by you. Far from their own, they sleep their last long sleep in a foreign bu- friendly land.

If we ourselves cannot tend those graves, surely, in the time to come, some kindly hearts, remembering that the dead below died for France as well as for Britain, will prompt gentle hands to place the tribute of a flower on the grave that France has given.

Living we gave them to you, dead you will cherish them for us.

coups de mines, les torpilles, les obus. On dit bien qu'ils ne savent pas se garer. »

Les croix françaises sont presque toutes des grandes journées d'offensive : Juin et Septembre 1915. Avec la date, elles ne disent que le nom, le grade et le numéro du régiment. Et cette simplicité a sa grandeur. Tous sont pareils, et chacun n'est qu'un des morts de la France. Elle seule apparaît derrière eux. Les autres portent des mots d'amour et de religion. C'est l'inverse de ce que l'on voit dans la vie, où le Français montre plus de son être personnel et de ses mouvemens d'âme singuliers, où l'Anglais s'étudie à cacher sous des aspects d'indifférence et de régularité ce qu'il contient ou éprouve de plus intime et de plus profond. L'âme de ce peuple apparaît ici avec son dessous de foi et de sensibilité chrétiennes. Une inscription disait : « Mes péchés méritaient la mort éternelle, mais mon Christ est mort pour moi. » Une autre, rudement gravée à la pointe du couteau, sur un morceau de planche, par quelque camarade : « Repose en paix jusqu'à ce qu'Il vienne. » Plus loin, sur la tombe d'un enseigne de dix-neuf ans, des fleurs fanées sous un verre, avec un papier et ces simples mots d'une longue écriture féminine : « De la part de Mère, en souvenir à jamais aimant. » Dix-neuf ans : quelque volontaire de 1914 ou 1915 dont on a fait tout de suite un enseigne, sans doute parce qu'il fut élève d'une école de la classe gouvernante, dressé à ces jeux et disciplines de volonté que les Anglais croient propres à former des caractères et par conséquent des chefs. L'être social n'est plus, celui que les autres ont connu, — l'Anglais, le gentleman, l'officier. Il reste cette chose éternellement la même en tous les siècles de l'humanité : une mémoire de mère qui revoit toujours un petit enfant.

Les dernières tombes sont toutes récentes. La dernière est d'avant-hier, et puis une fosse vide est préparée. Elle attend, avec un peu d'eau jaunâtre au fond du trou. On a vu les dates de celles qui précèdent, et il faut conclure que probablement celle-ci sera fermée dans trois ou quatre jours. En ce moment, sans doute, celui qu'on y couchera est un joyeux garçon quelque part, à moins d'une lieue de ce village.

Des cavaliers passaient dans le soir, unis dans la cadence du trot. L'un des chevaux se cabra légèrement et se mit à galoper, ce qui me fit remarquer l'homme. Il avait vingt ans, tout au

plus : une silhouette souple et simple, un visage lisse et qui souriait presque sous le casque à larges bords, qui ressemble à un pétase grec. C'était exactement l'un des jeunes processionnaires de la frise du Parthénon, celui dont le corps flexible se rejette en arrière, du mouvement le plus facile, harmoniquement lié à celui de sa monture. C'était la même ligne si pure, le même rythme, la même beauté, le même jeune homme, qui revenaient après des millénaires, — qui reviennent à chaque génération. Une petite fleur que l'on retrouve après beaucoup d'années dans un certain creux de la forêt, dit la même chose. Immortalité de la vie ; divine énergie que n'épuise pas la répétition sans fin des formes éphémères.

Toujours les sourds tapages de tôles invisiblement secouées, heurtées par des marteaux géans, un peu partout, dans le voisinage. En l'air, des boules de fumée blanche éclataient autour d'un grand oiseau pâle. On essayait toujours de tuer, au-dessus, comme aux environs du cimetière.

Ce grand rectangle hérissé de croix... C'est la fin du cycle. J'en avais vu le premier temps en Angleterre : ces rangs de jeunes gens, en vêtemens civils, qui se formaient dans les parcs de Londres aux disciplines du soldat. Ensuite le port de France où je les regardais débarquer, avec leurs lourds harnachemens, leur expression de force réticente, leur teint de cuir rouge, leur aspect, déjà, de légionnaires mûris par les fatigues, les pluies et le soleil. Et puis sur nos routes, dans nos campagnes, leurs multitudes, leurs rangs dressés comme de la terre qui marche, leurs travaux, parmi tout ce qu'ils ont apporté, bâti contre l'ennemi commun sur notre sol. Enfin leur patience dans les boues des tranchées, leurs vigilantes immobilités à travers les jours et les nuits, coupées par les fièvres héroïques de l'assaut.

Ici la fin, dans cette terre française qu'ils ne connaissaient pas, qu'ils ont défendue, dont ils feront maintenant partie pour toujours. A côté des nôtres, ils nous sont sacrés comme les nôtres.

André Chevrillon.

UN NOUVEL ACTEUR SICILIEN

ANGELO MUSCO

Si nous voulons, pour quelques heures, chercher une trêve à l'angoisse où cette guerre nous tient plongés, et qui donne à notre sommeil même je ne sais quelle inquiétude, allons écouter Musco.

Musco est une célébrité nouvelle; Musco, inconnu en France, est le plus grand acteur comique de l'Italie, et un des plus originaux qui existent où que ce soit. — La salle est pleine de gens fatigués, nerveux, comme nous le sommes tous maintenant, poursuivis par notre souci intérieur, dans l'endroit même où nous voulons nous divertir. Le rideau se lève sur ce public étrange, avide de sortir de lui-même, et sûr cependant que la comédie ne lui fera pas oublier le grand drame dont les péripéties, depuis trois ans, ont à la fois épuisé et surexcité les cœurs. Les acteurs commencent à parler, et ils nous étonnent, comme s'ils devisaient de choses infiniment lointaines, comme si ce qu'ils disent s'adressait à d'autres qu'à nous. Mais Musco paraît, et l'enchantement commence. On rit. On est entraîné malgré soi; on se laisse aller à la gaîté qu'il excite. On est secoué, « pris aux entrailles, » comme disait Molière; on rit trop, on voudrait attendre, savourer davantage l'heureux moment qui passe : impossible; on a mal à force de rire. La

contagion gagne de fauteuil en fauteuil, toute la salle est conquise; le rire monte en fusées, s'épand en roulemens sonores; bruit énorme et confus, où l'on distingue, sur les basses-tailles des hommes, les voix aiguës des femmes, les voix claires des enfans.

Heureux acteur, capable de faire déferler ainsi la houle du rire, de provoquer à son gré le rire inextinguible qui rend égal aux dieux! Sa physionomie est des plus curieuses : cheveux noirs et crépus, teint fortement bronzé, pommettes saillantes; ses yeux brillans ont une expression malicieuse et futée; ses lèvres découvrent volontiers une rangée de dents d'une blancheur éclatante. Il est petit, agile, mobile : on dirait qu'il a du vif-argent dans les veines. Une force comique singulière jaillit de tout son être. Il a cinquante façons différentes de mettre son chapeau, de remuer sa canne, de marcher, de voltiger; et il est toujours drôle. Sa réplique est prompte, nerveuse; elle jaillit comme une réflexion naturelle, et n'a jamais l'air d'un mot d'acteur, encore moins d'auteur. Mais son plus grand privilège est le geste. Plaignons les gens du Nord, qui ne parlent qu'avec leur bouche, et ignorent l'éloquence des bras, l'éloquence des mains agiles, l'éloquence des doigts nerveux! Avec ses gestes, Musco parle, Musco peint. Il fait jaillir du néant les images; il ne se contente pas de dessiner les lignes, d'imiter les mouvemens : il transpose; il extrait la force dynamique d'un sentiment ou d'une idée; le spectateur n'a plus à supposer, à deviner : il voit l'invisible. Je gage qu'il n'est rien que Musco ne puisse traduire en gestes. Langage très supérieur à celui des mots, qui sont effacés, usés, à la portée de tous, banals : tandis que les gestes restent personnels, restent originaux, et sont vivans. Aucune étude ne saurait en fournir le secret. Pour en posséder le don, il faut être né dans le pays où ni les paroles, ni même les cris, ne suffisent au grand besoin d'épanchement; où les manifestations violentes des passions ne semblent pas exagérées, puisqu'elles sont communes à tous; où les gens gesticulent par besoin et par plaisir : ceux qui ne gesticuleraient pas sembleraient engoncés et ridicules. Il faut être né dans les heureux pays où, sous l'invite du soleil, tout s'extériorise, même les âmes...

Musco est né en Sicile, à Catane, dernier de quatorze enfans. Il a fait tous les métiers : chapelier, pâtissier, gantier, maçon,

tailleur (1). Travailler, soit : moins encore pour gagner son pain, que pour apprendre les secrets merveilleux de la profession. Quand on sait, le métier cesse d'être amusant, on l'abondonne, on en cherche un autre ; d'autant plus que le patron est peu empressé à retenir pareil ouvrier. On a vu Musco pousser dans les rues de sa ville une petite voiture chargée des quelques outils indispensables au cordonnier : c'était là tout son atelier. Car pourquoi un atelier stable ? Et pourquoi une maison qui est une gêne, et dont il faut par surcroît payer le loyer ? On dort bien en plein air ; n'étaient les demandes indiscrètes de la police, qui s'obstine à ne pas considérer comme un domicile les portiques de la place Martini. L'occupation favorite de cet invraisemblable bohème était de *girare*, de « tourner, » de traîner par les rues. Voilà qui est amusant ! Flâner sur le port, voir les négocians affairés et les matelots braillards ; s'arrêter aux bonimens des vendeurs, et suivre sur les visages des chalands l'effet de leur éloquence ; examiner de quel pas marche un curé, un soldat, ce vieux professeur qui sort de l'école, et ce malandrin qui passe devant les carabiniers d'un air de défi ; surtout, rester des heures au marché, dans la féerie des légumes et des fruits multicolores, dans le bruit assourdissant des voix, dans la cohue des campagnards et des citadins, des cuisinières et des dames, parmi les disputes, les colères, les offres engageantes, les refus, les plaisanteries, les jurons ; jouir pleinement de la comédie de la rue : quelle merveille ; quelle joie ; et, sans qu'il s'en doute, quelle école pour le futur acteur !

C'est par le chant qu'il vint au théâtre. Car il chantait sur les places, soit les romances à la mode, soit des chansons de sa composition, paroles et musique. Un beau jour, le directeur d'une compagnie de marionnettes le remarqua, le prit pour occuper les intermèdes : et tels furent ses débuts. Il dansait aussi, avec les jambes les plus agiles et les plus folles du monde. Aucune école, pas même l'école primaire, puisqu'il n'apprit à lire et à écrire qu'à vingt-quatre ans, par un prodige de volonté. Peu importe l'école ! Il dansait, il chantait ; il se faisait connaître du public local par l'originalité de ses créations, par sa verve toujours jaillissante. Tant et tant, qu'il finit par entrer dans

(1) Voyez la brochure de L. Bevacqua-Lombardo, *Angelo Musco*. Milan, P. Carrara, 1916.

cette troupe sicilienne de Giovanni Grasso, dont les débuts à Rome, en 1902, furent une révélation.

Il y fut longtemps premier comique. Mais comment les dieux du théâtre auraient-ils permis que deux acteurs, — l'un célèbre, jaloux de ses prérogatives de chef, autoritaire; l'autre conscient de son talent, et désireux de le développer en toute indépendance, — fussent toujours unis? Musco quitte Grasso, et part vers de nouveaux destins. Il sera chef de troupe à son tour; il aura des acteurs à lui, un répertoire à lui; il n'abandonnera pas le théâtre dialectal; mais il laissera le drame, où décidément le couteau joue un rôle exagéré; il sera l'interprète de la comédie sicilienne. Le voilà donc en Sicile, en 1913; il recrute des acteurs et des actrices suivant des principes à lui; il ne demande pas de métier, au contraire; il lui suffit qu'on ait l'intuition. Sa compagnie est formée; il l'instruit.

Seulement, il faut vivre. Les débutans ne font pas recette même à Catane, la ville du théâtre. En route pour le continent! — Le continent se montre rebelle; Musco joue devant des banquettes; les salles où le mène sa course errante sont sinistrement vides. Il y a longtemps que ses économies ont été dépensées; maintenant, il fait des dettes; les objets précieux prennent successivement le chemin du mont-de-piété. La troupe remonte vers le Nord de l'Italie. A Pistoia, Musco rêve qu'il mange de la viande crue et des bonbons : mauvais présage. A Vicence, couchant avec ses acteurs dans une manière de dortoir, il ne trouve pas le sommeil; il sort, il erre dans les rues. Sur les affiches qui annoncent ses représentations, il voit son propre portrait, qui paraît vivre aux clartés étranges de la lune. Il l'interpelle : « Qui es-tu? Un imbécile?... » Il continue, jouant dans des villes infimes, presque des villages, jusqu'au moment où il atteint Milan. Il faut prendre la décision suprême, et se résigner à la faillite, si Milan boude. Musco se démène, va trouver les critiques, harangue ses acteurs avant que le rideau ne se lève : vaincre ou mourir. Il n'y avait pas grand monde dans la salle des Filodrammatici, ce soir d'avril 1915 qui marqua le début de sa fortune. Mais les spectateurs furent conquis. Ils acclamèrent Musco, ils le vantèrent; le lendemain, ils revinrent plus nombreux; bientôt, ce furent les salles combles. Milan la grand'ville, le centre intellectuel de l'Italie

vraiment, toujours prête à reconnaître les talens, s'engoua de Musco, fit de Musco son favori. Elle le consacra aux yeux des autres villes. Quand l'acteur lui revint pour une nouvelle saison, en 1916, il était décidément célèbre.

Deux caractères distinguent son répertoire : la couleur locale, et la farce. La couleur locale consiste moins dans l'étude profonde des mœurs spéciales à la Sicile, que dans l'aspect extérieur des pièces et leur interprétation, l'emploi du dialecte, quelques décors empruntés aux paysages de l'île, et l'évocation de quelques usages; surtout, l'entrain, la verve, les clameurs, les gestes, et tout le jeu ensoleillé des acteurs. Pour la farce, accordons que rien n'est pire quand elle est mal jouée; alors, elle donne la nausée. Au contraire, interprétée par un grand acteur, elle devient épique et admirable. Les traits des caractères, toujours un peu voilés dans la pénombre de la comédie, s'accentuent chez elle, et prennent un relief singulier. L'acteur, en effet, met quelque chose de profondément humain dans les personnages simplifiés et agrandis dont elle se contente. Nous y perdons les nuances délicates d'une psychologie très fouillée : mais, en revanche, nous voyons surgir devant nos yeux les types éternels, qui n'ont pas cessé d'être vrais depuis qu'il y a des hommes, et un théâtre : le glorieux, l'ambitieux, le poltron, le mal marié. L'acteur ajoute à l'œuvre ce que sans doute elle ne donnerait pas d'elle-même : le sens de la vie. Lorsque Musco joue, nous reconnaissons les défauts de notre pauvre race humaine; ceux de nos voisins, quelquefois les nôtres. C'est bien l'allure piteuse du mari faible devant la femme acariâtre; ce sont bien les gestes gauches du paysan à qui la vanité est montée à la tête; l'imitation est saisissante, la réalité est atteinte. Il exagère quelquefois, mais dans le sens du vrai; il ne joue jamais à faux. Il a su voir la vie, la comprendre, et la rendre telle qu'elle est.

Répertoire très simple, par conséquent; répertoire très honnête : non pas prude; mais moralement irréprochable, parce que tout y est franc, tout y est sain. Jamais Musco ne doit mettre sur ses affiches l'annonce fatidique, qui indique, suivant l'usage italien, les pièces faisandées : *lo spettacolo non è adatto per signorine* (le spectacle n'est pas fait pour les jeunes filles). L'analyse des comédies même les plus célèbres ne donne d'elles qu'une faible idée : elles sont sans âme, quand Musco

n'est pas là pour tenir le grand premier rôle. — Un brave homme a quitté sa Sicile natale pour se rendre à Rome, et y subir l'opération de l'appendicite. Il en revient, depuis qu'il a respiré l'air du continent, avec un mépris indicible pour tout ce qui n'est pas romain ; et de plus, avec une chanteuse dont il s'est éperdument épris : une Romaine, cela va sans dire. Ses grands airs, et sa chanteuse, l'entraînent de mésaventure en mésaventure ; il se brouille avec sa famille, se fait conspuer par ses amis âgés, et tromper par ses amis plus jeunes ; jusqu'au jour où il découvre, désillusion suprême, que la chanteuse de Rome est une Sicilienne comme lui. Alors il revient à la sagesse, qui est de vivre honnêtement en son pays : tel est l'*Aria del continente*, qui a eu plus de mille représentations. — Ou bien encore : un brigadier des douanes en retraite a la manie de faire des mariages. Doué d'une imagination exubérante, il voit dans les vieux garçons les plus décrépits des princes charmans, dans les vieilles filles les plus desséchées de douces fiancées. Il réussit à convaincre les récalcitrans, et marie tous ceux qui l'approchent. Or, les mariages tournent mal : les victimes accablent de reproches l'auteur de leur misère ; il est menacé d'un duel, ce qui le met fort en peine. Mais que toutes ces colères s'apaisent un instant, et déjà son imagination reprend carrière, sa manie triomphe : c'est *Lu Paraninfu*, une autre pièce à succès.

Prenons enfin la plus récente, *Lu Malandrinu*, jouée pour la première fois à Milan en juin 1917. Un menuisier de Catane a été condamné à trois ans de prison, par suite d'une erreur judiciaire : il sort des galères avec l'auréole du bandit. Il devient un personnage important et redouté. On a recours à lui dans les cas difficiles. Une étoile est outrageusement sifflée par la cabale ; elle l'implore pour qu'il se rende au théâtre, et impose respect aux siffleurs. Un journal local a insulté le *commendatore*, candidat aux élections : on vient le trouver, pour qu'il aille déposer une bombe devant les bureaux du journal. Le malheur est que ce brigand terrible est en réalité le plus paisible, le plus peureux des hommes. Poussé par le point d'honneur, il essaye pendant quelque temps de soutenir son rôle de bravo : il ne recueille que plaies et bosses ; un rival lui donne rendez-vous, la nuit, pour une lutte au couteau ; il faut que l'un des deux reste sur le terrain. Musco n'attend pas la nuit ; Musco,

dégoûté, fuit les lieux de sa célébrité dangereuse pour redevenir en un coin ignoré le brave menuisier de jadis.

Musco ne met aucune amertume dans son interprétation des faiblesses humaines ; il n'a pas de ces retours tragiques où, brusquement, les spectateurs s'aperçoivent qu'ils devraient pleurer. Tout chez lui est bonne humeur et joie ; il entraîne les pièces dans un mouvement vertigineux ; il ne laisse pas le temps de penser. Cette forte personnalité ne va pas sans quelques inconvéniens. Si bonne que soit la troupe qui l'entoure (et elle est excellente) les autres acteurs risquent de n'être plus que des comparses ; la pièce n'est plus qu'un rôle. Les nouveaux auteurs qui, suivant les traces de leurs aînés, Martoglio, Capuana, Pirandello, cherchent la pièce à succès, ne pensent plus qu'à l'acteur illustre quand ils écrivent : leur ambition se borne trop peut-être à procurer à Musco des effets certains. Ne raffinons pas sur notre plaisir, et contentons-nous d'être divertis. Pourtant, je voudrais voir un jour ce grand acteur sortant de son répertoire habituel, abandonnant pour une fois la comédie sicilienne ; allant plus loin même que les drames qu'il lui plaît de jouer par exception ; — abordant du Molière. Quel régal, que *l'Avare*, ou *le Bourgeois gentilhomme*, ou *le Malade imaginaire* interprétés par Musco !

Il y apporterait cette simplicité profonde qui demeure, en dernière analyse, la caractéristique de son art. Il ne joue pas ses rôles ; il les vit : c'est là son grand secret. On s'en rend bien compte, en voyant à quel point le Musco de l'existence réelle ressemble au Musco qu'on retrouve sur les planches. Aucune différence ; aucun dédoublement entre l'homme et l'acteur. Sa conversation privée est une mimique, comme son jeu ; il se dépense pour un seul interlocuteur comme pour tout le parterre. Il vient à dire qu'il reconnaît la profession des individus rien qu'à leur allure : il distingue qu'un tel est commerçant, par exemple : et le voilà qui imite aussitôt le commerçant, affairé, pressé, courant à ses affaires, bousculant les passans, distribuant au passage des sourires hâtifs, se précipitant au guichet de la poste pour retirer son courrier. Mais l'employé n'est pas pressé, lui : là-dessus, Musco imite l'employé de la poste qui bâille derrière son guichet, flegmatique, détaché des choses de ce monde, considérant le public avec mépris, consentant à peine à tourner d'un doigt dédaigneux les lettres qu'il extrait de leur casier. —

« Je ne suis pas comme les gens qui vont à la boucherie, et disent : je ne veux pas de ce morceau, ni de celui-ci; je ne veux pas de gras, je ne veux pas d'os. Moi, je prends toute la vie — la chair, le gras, les os, tout. » En faisant cette déclaration de principes, Musco imite le client difficile et le boucher grincheux. Puis il raconte une bonne histoire; et tout heureux, il s'effondre sur votre épaule, en riant du même rire contagieux qui met les salles en délire.

Sa troupe est comme une tribu, qu'il gouverne avec une bonté paternelle. Maris et femmes, mères et filles jouent côte à côte; ce ne sont pas l'intérêt et la vanité qui unissent les acteurs, mais les liens de la famille et ceux de l'affection. Près de Musco se tient son neveu, l'excellent acteur Pandolfini; il y a deux ans à peine qu'il a abandonné le commerce, pour entrer dans la troupe comme administrateur; puis il s'est risqué à jouer : maintenant, il compte parmi les premiers. On n'est pas sans éprouver quelque émotion à l'entendre rappeler les temps difficiles. « L'oncle devait se passer de fumer, faute d'argent; l'oncle et nous souffrions de la faim ; pendant trois jours, nous n'avons eu à manger que du pain, avec un peu d'huile dessus. J'ai dû mettre en gage mon anneau de mariage, — cet anneau que voilà, — pour que la troupe pût quitter Vérone. Il n'avait pas grande valeur; mais en s'ajoutant aux autres bijoux sacrifiés comme le mien, il nous a tout de même procuré, l'argent du chemin de fer, — troisième classe, naturellement. » Les répétitions se font *alla buona*, sans cérémonie : Musco dirige, reprend, exécute lui-même les jeux de scène : tous s'inclinent devant sa supériorité incontestable et cherchent à réaliser ses conseils en le remerciant.

Troupe toujours en mouvement, puisque les saisons dans chaque ville ne durent guère plus de quinze jours ou d'un mois : ensuite on boucle les malles, et on va planter ailleurs sa tente. Après Milan, Rome; après Rome, Naples; après Naples, la Sicile, où l'on se retrempera dans la vertu de l'air natal. — Troupe toujours en travail ; car il est impossible de se contenter des trois où quatre pièces à grand succès; il faut enrichir le répertoire. Or, beaucoup de nouveautés sont appelées, mais peu d'élues; souvent elles tombent; il en est même qui sont saluées par les sifflets sonores d'un public sans pitié : peu lui importe que les acteurs lui soient sympathiques : il siffle, et

vigoureusement, s'il estime que la pièce mérite d'être sifflée. Musco est célèbre; il vient d'être nommé *commendatore* non seulement pour l'excellence de son art, mais parce qu'il s'est prodigué pour la propagande en faveur de l'emprunt de guerre, prodigué pour les soldats malades dans les hôpitaux, prodigué pour les blessés.

Mais ce n'est pas une célébrité assise, et comme inamovible; il faut la défendre de haute lutte. Comment peut-il jouer tous les soirs, les dimanches et les fêtes deux fois par jour, sans un répit au long de l'an? Comment peut-il choisir et souvent corriger le répertoire, diriger les répétitions, administrer sa troupe? Problème qui paraîtrait insoluble à nos acteurs français. Quand on lui parle des artistes qui ne jouent que deux fois par semaine, ou moins encore, qui ont le loisir de se promener, d'étudier de se renouveler, Musco répond : *Troppo lússo;* c'est trop de luxe. Le mot est profond. De même qu'il y a, dans sa verve, le souvenir de la misère passée, vaillamment subie et gaillardement vaincue; de même, ce que le présent contient encore de changeant et d'incertain l'aiguillonne, et donne à sa gaîté son air conquérant. Si l'art de l'acteur devient une fonction, s'il ne connaît plus l'émoi de la lutte, la crainte de la défaite, toutes les dures nécessités d'une vie travaillée, il risque de s'embourgeoiser et de s'engoncer. A l'artiste succèdent le fonctionnaire et le pontife. Rien de pareil ici. Les mœurs théâtrales sont trop différentes des nôtres, et Musco est trop original pour qu'on ait à redouter une si triste fin. C'est encore un peu le char de Thespis, cahoté, mais qui s'avance plein de joie et de cris, semant sur son passage le bienfait du rire et les heures d'oubli. Nous le verrons peut-être arriver jusqu'à Paris, après la guerre : car c'est une des ambitions de Musco, que de mêler à la joie de notre victoire sa triomphante gaîté.

PAUL HAZARD.

L'AVENTURE SENTIMENTALE

DE

J.-H. BERNSTORFF

(1741-1748)

Le nom de Bernstorff, aujourd'hui porté par un zélé serviteur de Guillaume II, est celui d'une famille de hobereaux hanovriens qui se montrèrent parfois animés de la haine traditionnelle des Guelfes à l'égard des Hohenzollern. Cette famille a compté des hommes d'État éminens, adversaires irréconciliables de la monarchie prussienne. Au XVII[e] siècle, André Bernstorff, dit l' « Ancien, » s'attacha à la fortune de ces princes de Brunswick-Lunebourg-Hanovre qui aimèrent passionnément tout ce qui venait de France, s'entourèrent de beaux esprits français et parlèrent à merveille la langue de Racine et de Molière. Bernstorff l'Ancien avait fait, à vingt ans, un séjour à Paris et s'était épris des idées françaises. Il était même devenu amoureux de la belle duchesse de Châtillon, sœur du maréchal de Luxembourg, mariée en secondes noces à un duc de Mecklembourg-Schwerin qui résida quelque temps à la cour de Louis XIV. Mais la politique l'accapara bientôt entièrement. Il devint chancelier de l'Électeur de Hanovre George-Louis et son adroite diplomatie fit triompher les prétentions de son maître au trône d'Angleterre laissé vacant par la mort de la reine Anne. Pendant une grande partie du règne de George I[er], il dirigea les affaires extérieures de l'Angleterre dans un sens nettement hostile à la Prusse.

Son petit-fils, le baron J.-H. Bernstorff, arrière-grand-oncle de l'ambassadeur d'Allemagne aux États-Unis à qui M. Wilson a rendu ses passeports, entra au service du Danemark, d'abord comme agent diplomatique à l'étranger, ensuite comme ministre des Affaires étrangères. Grand ami de la France, il détestait le militarisme prussien et reprochait au roi de Prusse de s'être emparé de la Silésie sous l'hypocrite prétexte de servir le protestantisme. Il prononça des paroles prophétiques sur le péril que présentaient pour l'Europe les convoitises de la Prusse. Prévoyait-il que le Hanovre deviendrait au XIX[e] siècle, comme la Silésie, province prussienne? Plus tard, son neveu A.-P. Bernstorff fut, lui aussi, ministre des Affaires étrangères de Danemark et montra la même sympathie pour la nation française. Pendant son ministère, le Danemark observa une attitude amicale envers la France qui, déchirée par la Révolution, luttait pour défendre son territoire contre ses ennemis du dehors. Le diplomate allemand dont la conduite est si contraire aux sentimens et aux opinions de ses ancêtres est donc un renégat.

Des trois Bernstorff dont l'histoire a retenu les noms, J.-H. Bernstorff est connu en France par sa correspondance politique avec le duc de Choiseul, son ami personnel. Cette correspondance constitue un document du plus grand intérêt. La carrière diplomatique du baron le mit en rapport avec toute la haute société française du milieu du XVIII[e] siècle et se corsa d'une aventure sentimentale qui donne un attrait romanesque à la figure de ce Hanovrien.

Il grandit dans un intérieur morose. La manière de vivre de ses parens n'était pas empreinte de cette bonhomie simple et souriante qu'on a si longtemps attribuée aux Allemands. Un piétisme sévère les tenait à l'écart du monde. J.-H. Bernstorff put néanmoins, à dix-neuf ans, effectuer, sous la conduite d'un précepteur, un voyage en Italie, en France et en Angleterre. Paris l'éblouit. Installé à l'hôtel d'Anjou, rue Dauphine, il vit de près la Cour, fut reçu dans les ambassades, applaudit les danseurs et les chanteurs de l'Opéra. Lorsqu'il reprit le chemin du Hanovre, il emportait de son séjour en France l'impression d'une culture raffinée dont le souvenir nostalgique le poursuivit en Allemagne. A l'exemple de beaucoup de nobles allemands, il chercha un poste à l'étranger, dans la diplomatie, et il réussit

à se faire attacher au ministère des Affaires étrangères de Danemark où il montra tant d'application et des aptitudes si heureuses que le roi Christian VI n'hésita pas à le nommer son représentant auprès du roi de Pologne Auguste III, le compétiteur de Stanislas Leczinski. On respirait en Pologne une atmosphère de batailles et de fol héroïsme. « C'est un pays où les grands ont trop d'ambition, » avait écrit la duchesse d'Orléans, princesse Palatine (1). Admis à fréquenter la riche et puissante aristocratie, le jeune Bernstorff fut témoin des discordes et des rivalités qui régnaient parmi les grandes familles; il put aussi constater le vif intérêt que la « société » polonaise portait à la France. Elle gardait vivans les souvenirs du règne de Jean Sobieski, le libérateur de Vienne; elle s'entretenait encore d'un ambassadeur de Louis XIV à Varsovie, le marquis de Béthune, beau-frère de la reine Marie-Cazimire d'Arquien, cette Française que l'illustre Sobieski épousa par amour et qui gouverna longtemps la Pologne. Une petite-fille du marquis, Marie-Cazimire-Emmanuele de Béthune, était la femme du maréchal de Belle-Isle qui, dans la guerre de la succession de Pologne, remportait des succès sur le Rhin (2). A cause de ses alliances de famille, on tenait Mme de Belle-Isle pour une demi-Polonaise; ses deux tantes, filles de l'ambassadeur, s'étaient mariées en Pologne, l'une à un Jablonowski, l'autre à un Sapieha; en outre, son oncle, Louis-Marie-Victoire comte de Béthune, était grand-chambellan de Stanislas Leczinski.

Le baron Bernstorff quitta Varsovie en 1737. Il était nommé ambassadeur du roi de Danemark auprès de la Diète de Ratisbonne. Ses amis polonais, sachant qu'il désirait ardemment le poste de Paris et qu'il espérait l'obtenir un jour, le munirent de lettres de recommandation auprès de plusieurs familles de l'aristocratie française, entre autres les Belle-Isle ; ils ne se doutaient pas des liens qui devaient l'unir plus tard à la femme du maréchal.

Après un stage d'un ennui mortel à Ratisbonne où tout se passait en tracasseries inutiles, il eut le bonheur d'être accrédité à Francfort. Un Congrès d'élection venait de s'y réunir pour donner un successeur à l'empereur Charles VI.

(1) *Correspondance* de Madame, duchesse d'Orléans.
(2) Mme de Belle-Isle était fille de Louis marquis de Béthune, mestre de camp de cavalerie, tué à Hochstedt en 1704, et d'Henriette d'Harcourt-Beuvron.

***

L'Europe entière avait les yeux fixés sur Francfort lorsqu'il y arriva au mois de juin 1741. La guerre de la Succession d'Autriche était commencée; cela n'empêchait pas les fêtes de se suivre sans interruption dans la vieille ville libre, terrain neutre qui donnait au monde le spectacle d'une extraordinaire vie internationale. C'était un déploiement de pompe incomparable. Chaque jour les membres du Conseil de Francfort, qu'entouraient des gardes civils en uniforme bleu à broderies d'argent, allaient au-devant de députations. Les électeurs faisaient leur entrée escortés de gardes, de domestiques et de courtisans. L'envoyé d'Espagne, le comte Montijo, peuplait tout un quartier de ses cavaliers en costume espagnol. La multitude des carrosses dorés, des chevaux richement caparaçonnés, rendait la circulation presque impossible dans les rues étroites et tortueuses; des chaises à porteurs encombraient les trottoirs; des pages, heiduques et courriers jouaient des coudes pour se frayer un passage à travers la foule. La trompette des hérauts d'armes annonçait-elle un cortège princier ou une procession religieuse organisée soit par le nonce, soit par un ambassadeur catholique, des bourgeois vêtus de noir et des paysans en habits bariolés accouraient aussitôt, les yeux écarquillés.

Parmi les curieux, beaucoup d'étrangers venus pour chercher fortune : jeunes officiers, cadets de famille qui espéraient réussir auprès de quelque grand personnage, aventuriers de tout pays, cuisiniers et comédiens français, baladins allemands, médecins, charlatans, juristes à qui des contestations suscitées par les questions de préséance procuraient de la besogne abondamment. Au nombre des hommes de loi se trouvait un Danois nommé Terkel Kleve; ces détails sur la vie de Francfort pendant le Congrès lui sont empruntés (1).

Le maréchal de Belle-Isle, représentant de Louis XV, menait un train splendide. De Mollwitz où il avait conféré avec Frédéric II, le petit-fils de Fouquet était arrivé avec une suite de cinquante gentilshommes français, somptueusement habillés à la dernière mode de Paris. Une armée d'ouvriers, venus de France, avaient installé son habitation où il logeait quinze secré-

(1) *Journal de voyage de Terkel Kleve* (Bibliothèque royale de Copenhague).

taires et trois cents domestiques, dont cent employés au service de la cuisine et de la table. Seul l'électeur de Bavière, le compétiteur de la reine de Hongrie Marie-Thérèse, le protégé de la France, avait une suite encore plus imposante; elle comprenait sept cent quarante personnes et deux cent cinquante chevaux.

Terkel Kleve assista à des fêtes chez plusieurs ambassadeurs et prit soin, en se présentant dans les élégantes assemblées, de faire précéder son nom d'une particule. Il observe à ce sujet qu' « en Allemagne la particule différencie la noblesse de la canaille roturière, comme l'âme distingue les hommes des bêtes. » Reçu chez M. de Belle-Isle, il admira fort la richesse des appartemens, surtout le grand salon suivi d'un autre plus petit où sous un dais se voyait un trône de velours rouge à franges d'or surmonté du portrait de S. M. Louis XV. Dans le premier salon étaient dressées cinq tables; presque tous les soirs, plus de cent personnes y soupaient sur de la vaisselle d'argent. Dès qu'une assiette était vide, les laquais présentaient d'autres plats. Tout était servi si copieusement que le bon Kleve, trouvant très chers les repas à l'auberge, se privait de dîner et réservait son appétit pour le souper chez l'ambassadeur de France. Beaucoup faisaient comme lui. Il y avait aussi les bals et les mascarades où l'on servait des rafraîchissemens « à la française : » thé, café, glaces et gâteaux. Ni vins, ni confitures, remarque Kleve qui devait être gourmand. Un pareil train de maison coûtait des sommes folles et rendait soucieux, à Paris, le cardinal Fleury. Mais le maréchal soutenait que sur ce terrain comme sur tous les autres la France avait à conserver sa suprématie. De fait, l'éclat, le rayonnement de la France effaçaient tout.

L'ambassadeur français célébra par de grandes solennités la Saint-Louis de 1741 : « Toute la ville, toute la noblesse, tous les petits princes des environs, tous les ministres étrangers se pressant pour venir souhaiter la bonne fête au roi de France, les réjouissances, illuminations dans les jardins, comédie française, feu d'artifice, joutes sur l'eau, bals, etc., se prolongeant pendant plusieurs jours et l'aimable maréchale, plus jeune de vingt années que son mari, présidant à ces fêtes avec la dignité d'une reine (1).... » Quel brillant tableau!

(1) Duc de Broglie : *Frédéric I. et Marie-Thérèse.*

Mme de Belle-Isle secondait à merveille son mari. Sa naissance illustre l'approchait de deux trônes. Petite-nièce de la reine de Pologne Marie-Cazimire et de Jean Sobieski, elle était cousine du prétendant Jacques Stuart, marié à une Sobieska, ainsi que de l'électeur de Bavière élu empereur à Francfort, grâce à l'appui de la France, sous le nom de Charles VII. Par sa mère Thérèse Sobieska, ce prince était petit-fils du vainqueur des Turcs.

Un écrivain français qui fut contemporain du ménage de Belle-Isle atteste que la maréchale était « une femme respectable, d'une piété austère et d'un esprit profond, qui négocia elle-même, pendant des absences de son mari, des objets très importans à la Diète de Francfort (1). » Le plus souvent elle était seule à faire les honneurs du palais de l'ambassade, car M. de Belle-Isle, absorbé par son travail, assistait rarement aux réceptions du soir. Elle accueillait les invités avec une aisance, un tact admirables. « Avant le souper, raconte Terkel Kleve, Madame se divertit au jeu dans le petit salon. Elle n'est pas grande, mais n'en est que plus charmante; avec cela douce et sans affectation. Ses manières gracieuses la font adorer. »

Sa qualité d'envoyé d'un souverain du Nord ouvrit au baron Bernstorff tous les salons, y compris celui des Belle-Isle. La recommandation de quelques grands seigneurs polonais, les Czartorisky, les Poniatowski, le mit tout de suite sur un pied d'intimité dans la maison du maréchal. Ses rapports avec ce dernier furent empreints de cordialité. Il découvrit chez son hôte « une réunion de qualités dont une seule eût suffi à rendre célèbre une personnalité. » Son admiration s'accrut lorsque Belle-Isle eut fait venir de France en Bavière, en moins de trois semaines, une armée de 90 000 hommes. Ce grand chef avait tout prévu. « Je l'ai vu, écrivait Bernstorff au ministre des Affaires étrangères de Danemark, quitter son cabinet après onze heures de travail ininterrompu, ayant le cerveau net et l'entrain d'un homme qui aurait fourni un court labeur intellectuel. » Bref, le baron tenait le maréchal pour un génie militaire et politique de la plus haute valeur.

A Francfort, J.-H. Bernstorff fut entouré d'une grande considération. Le Conseil voyait en lui un diplomate éminent et le

(1) De Chevrier : *Vie du maréchal de Belle-Isle.*

lui prouva en lui faisant cadeau d'un muid de vin. Le Collège des Princes de l'Empire sollicita plusieurs fois son avis. Son succès ne fut pas moindre dans les fêtes mondaines. Il se livrait à des dépenses de représentation bien supérieures aux appointemens que lui allouait l'État danois. Il était de tournure élégante, s'habillait avec goût et avait le ton et les manières du parfait courtisan. Entre l'exquise M[me] de Belle-Isle et lui, une sympathie très vive naquit rapidement. Dans une ville où la femme dn représentant de la France réglait la vie mondaine et en était le centre, ils se rencontrèrent tous les jours : au bal, à souper, à la Comédie où des acteurs de Paris se faisaient applaudir. On les voyait toujours ensemble. Il faut que la conversation du baron ait été très attachante pour que M[me] de Belle-Isle y ait pris tant de plaisir. Lui, de son côté, appréciait fort l'agrément d'un délicat esprit féminin. Ils eurent de longs entretiens dans le boudoir de la maréchale où celle-ci travaillait à une broderie.

Ces relations nouées à Francfort préludaient à la future intimité sentimentale. Déjà le baron et M[me] de Belle-Isle échangeaient des appellations très affectueuses : « Chère et inoubliable reine », « cher frère. » Mais ils durent se séparer au printemps de 1742. Elle retournait à Paris, lui restait à Francfort. Ils prirent congé l'un de l'autre avec tristesse, en se promettant de s'écrire fréquemment : ils ne savaient s'ils se reverraient jamais.

L'année suivante, Bernstorff accompagna l'Empereur Charles VII dans sa retraite précipitée sur Augsbourg. Les voitures impériales, fuyant l'armée de Marie-Thérèse, avançaient difficilement sur des routes encombrées de neige. Après ce pénible voyage qui altéra la santé du baron, le gouvernement danois le récompensa de son zèle en le nommant ministre à Paris.

*
* *

L'amitié amoureuse était alors de mode en France. M. de Belle-Isle, entre autres, avait eu deux intrigues restées platoniques, la première avec Adrienne Lecouvreur. C'était en 1726. Il était marié à Henriette-Françoise de Durfort de Civrac dont il n'eut point d'enfans et qui le laissa veuf après

(1) De sa seconde femme, M[lle] de Béthune, il eut un fils unique, le comte de Gisors.

peu d'années de mariage (1). Adrienne habitait, rue des Marais, l'hôtel de Ranes, proche de l'hôtel de Belle-Isle, qui était situé sur le quai d'Orsay, au coin de la rue du Bac. La comédienne illustre adressait au maréchal de camp, déjà célèbre pour maint acte de bravoure, des billets « remplis du tendre intérêt qu'elle prenait à ses affaires : « Quand pourrez-vous venir dans cette petite rue du Marais? Vous y pourrez parler de gloire tant qu'il vous plaira, vous serez sûr d'être écouté avec avidité et transport, et quand il faudra quelque intervalle, nous y mêlerons un peu de sentiment. »

Une autre fervente admiratrice du petit-fils de Fouquet était Juliette-Charlotte de Gontaut-Biron, femme de ce fou plein de génie, le comte de Bonneval, qui alla chercher des aventures en Turquie, devint pacha à trois queues, réorganisa l'armée ottomane sur le modèle européen et gagna sur les Autrichiens la bataille de Grotzka. Mme de Bonneval, qu'il abandonnait après un mois de mariage, ne devait jamais le revoir. La délaissée était jolie, spirituelle, aimable et bonne. Elle trouva des consolations à son malheur dans son amitié très vive pour le comte de Belle-Isle. Pendant qu'il était à l'armée du Rhin, elle lui envoyait des nouvelles de Paris et lui exprimait en même temps les sentimens qu'elle nourrissait à son égard : « Vous avez, à ce que je crois, plus de talens que personne. La fortune et la gloire sont complètes quand les cœurs ajoutent l'affection à l'estime; je veux que l'on chante vos louanges de toute façon. Soyez bien sûr que rien n'est si constant que l'attachement inviolable que j'aurai toute ma vie pour vous. Je me plais à avoir un ami tel que vous... C'est un fait que vous n'avez personne dans le monde qui vous aime aussi tendrement que moi (1). »

A cette époque, le maréchal était depuis cinq ans le mari de Mlle de Béthune. Le ménage était fort uni. La différence d'âge n'empêchait pas ces époux de bien s'entendre. M. de Belle-Isle savait inspirer l'amour. Son biographe Chevrier dit qu'« il était naturellement froid, ses conversations n'étaient pas gaies, mais instructives, il savait parler avec netteté et bien raconter un fait... Il n'était pas éloquent, mais il persuadait. Haut avec les grands, il était affable et prévenant avec les gens au-dessous de lui. » Ce jugement concorde avec celui qui fut porté par Terkel

(1) Capitaine Sautai : *Deux admiratrices du comte de Belle-Isle.*

Kleve. Chevrier ajoute que cet homme grave, né sobre, n'aimant ni le jeu ni la table, avait beaucoup de penchant pour le beau sexe, et qu'il sut toujours cacher cette passion. Le marquis d'Argenson affirme que le maréchal partageait son cœur entre la nature et l'ambition et tirait de ce partage une fidélité domestique que ne connaissaient pas les autres courtisans (1). » Au plus fort de son attachement pour Bernstorff, Mme de Belle-Isle faisait à ce dernier cet aveu : « J'aime M. de Belle-Isle peut-être ridiculement pour son âge et le mien. »

Les multiples occupations du maréchal le forçaient à de fréquentes et longues absences. D'où le besoin qu'éprouvait sa femme d'une amitié vive et tendre. Elle était ainsi faite qu'elle ne pouvait s'intéresser à quelqu'un sans y mêler un peu de passion. Pendant que Bernstorff était encore à Francfort, elle pensait avec exaltation à ce frère d'élection qui avait si vite gagné sa confiance grâce aux secrètes affinités de leurs âmes. Elle lui écrivait des lettres pleines d'une sollicitude qui étonne lorsqu'on songe qu'ils ne s'étaient connus que pendant une année. Plusieurs passages de ces lettres sont à citer :

« Je veux vous parler à cœur ouvert, et croire que je suis au milieu de cette petite cellule, travaillant à mon métier, où les heures passaient comme des éclairs... Je suis inquiète pour vous, je crains les dangers d'une campagne ; je sais bien que vous ne serez pas exposé autant qu'un autre, et il serait même ridicule que vous le fussiez, mais il arrive tant de choses qu'on ne peut prévoir que je ne peux pas être tranquille ; de plus, la fatigue m'effraie pour vous ; vous avez du courage, il soutient longtemps, mais à la fin, l'on succombe. »

Elle l'adjurait de lui donner fréquemment de ses nouvelles :

« J'exige que, si dans le cours de la campagne il arrivait quelque événement où je pusse avoir quelque lieu de craindre pour vous, que si vous étiez en bonne santé, vous chercheriez le moment, l'occasion de m'écrire sur une enveloppe, — si vous n'aviez pas autre chose, — et cachetée avec une épingle. Autre obligation que je vous impose : de me donner bien régulièrement de vos nouvelles, et, si vous étiez malade, encore plus exactement, et d'ordonner à vos gens que si malheureusement vous aviez une maladie assez sérieuse pour n'être pas en état

(1) *Mémoires* du marquis d'Argenson.

d'ordonner que l'on m'écrivît, que votre valet de chambre m'écrivît tous les jours l'état où vous seriez, mais avec vérité et exactitude; j'en userai de même... »

Elle se montrait pleine d'ingéniosité pour assurer l'expédition des lettres et leur remise en bonnes mains, chose particulièrement difficile en temps de guerre, car il fallait déjouer l'indiscrète surveillance exercée par les commandans d'armée :

« Je vous déclare que le maréchal de Broglie a un talent tout particulier pour faire ouvrir les lettres; ainsi il faut bien de la circonspection; mais si par hasard vous vouliez me mander quelque chose de plus particulier que les nouvelles courantes, il faudrait mettre une seconde enveloppe adressée à M[me] du Fresnay, directrice de la poste à Strasbourg, avec un petit billet dedans, sans signature, et qui ne dirait autre chose, sinon qu'elle est priée de me faire passer seulement la lettre ci-jointe... Vous êtes un peu comme moi : vous aimez à conserver les lettres de vos amis; mais vous allez faire un métier où quelquefois messieurs les hussards s'emparent des équipages, et si mes pauvres lettres allaient être prises, j'en serais fâchée. Il y a si peu de gens qui savent ce que c'est que l'amitié, qui la connaissent, et de mon côté je suis si tendre, si expressive pour mes amis que, si l'on trouvait mes lettres, je suis persuadée qu'il y a quantité de gens qui penseraient des choses fort étranges de moi. »

Ses amis de Paris, informés de sa liaison avec Bernstorff, essayèrent de l'en détourner. Parce que le Hanovre suivait la politique anglaise et soutenait Marie-Thérèse dans la guerre de la Succession d'Autriche, ils représentèrent le baron comme un ami des Autrichiens, comme un intrigant dangereux qui se servait d'elle pour se procurer des renseignemens nuisibles aux intérêts de la France. Ces perfides accusations ne modifièrent pas les sentimens de la maréchale. Elle s'en expliqua très franchement avec Bernstorff :

« Je n'ai jamais eu le moindre soupçon de votre façon de penser et de votre conduite. La personne qui me parlait prétendait que, comme Hanovrien, tous vos vœux étaient pour les succès de vos compatriotes, au préjudice de l'empereur Charles et de la France; que vous aviez l'esprit pénétrant et que cela pourrait être dangereux; que vous ne vous étiez pas même caché de dire que tout ce que vous pourriez deviner et

savoir, vous en feriez votre profit. Vous connaissant comme je le fais, est-ce votre caractère, votre façon de parler? Cela vous ressemble-t-il? Je répondis que comme particulier vous étiez fort attaché à la France, que comme ministre ce n'était pas à moi à entrer dans vos vues; que j'avais beaucoup vécu avec vous, que vous m'aviez donné toutes sortes de marques d'amitié; que je vous avais trouvé toutes les qualités de l'âme, de l'esprit et du cœur les plus respectables, les plus estimables et en même temps les plus aimables; que je vous étais tendrement attachée; que moi, misérable femme, je n'étais pas assez au fait des affaires pour vous en instruire quand je le voudrais; que nos lettres roulaient sur ce qui nous regardait et nous touchait personnellement, parce que j'avais grande confiance en vous, et qu'ainsi il n'y avait rien à changer dans ma conduite... Vous savez comme je suis, lorsque je suis convaincue que j'ai raison, et que c'est surtout mon cœur qui me le dicte; rien n'est capable de m'ébranler et communément même l'on n'y essaie pas (1). »

Il est bien fâcheux que les papiers de Mme de Belle-Isle aient été détruits sous la Révolution, car nous ne pouvons connaître une seule des réponses de Bernstorff à son amie, réponses qui devaient être fort tendres. Quand la maréchale sut que le baron était nommé ministre à Paris, sa joie fut grande. Pendant des mois elle caressa le projet d'aller en voiture au-devant de son « cher petit baron » lorsqu'il arriverait à Paris. Elle lui écrivit, en s'intitulant son « premier chambellan, » pour demander, comme une preuve de confiance, qu'il voulût bien la charger de faire choix d'un hôtel et de le meubler.

***

La retraite de Prague avait rendu populaire le nom du maréchal de Belle-Isle. On le chansonnait dans des vaudevilles. Le peuple de Paris affichait des vers sur la porte de son hôtel :

Quand Belle-Isle sortit
De Prague la nuit,
A petit bruit,

(1) Ces lettres de Mme de Belle-Isle au baron Bernstorff ont été publiées à Copenhague, ainsi que les autres lettres et billets cités dans cet article, par le distingué historien danois A. Friis, dans son intéressant ouvrage sur les Bernstorff.

Il dit à la lune :
Astre de mes jours,
Compagne de ma fortune,
Soutenez-moi toujours.

Mais Fleury mourut et sa mort entraîna la disgrâce du maréchal. En son hôtel du quai d'Orsay, il vivait en particulier riche lorsque J.-H. Bernstorff vint habiter Paris.

Le « cher baron » arriva le 2 avril 1744, à quatre heures du matin. La maréchale ne pouvait courir au-devant de lui à cette heure matinale. Elle en éprouva une vive déception, mais elle eut ce même jour la surprise de le voir à son lever, et leur entrevue fut très affectueuse.

Il savait toutefois à quoi s'en tenir : il devait accepter de n'être jamais que le second dans le cœur de sa charmante amie. Pendant leur séparation, elle lui avait écrit :

« Mon amitié pour vous est inébranlable et votre place sera toujours la même, après M. de Belle-Isle : mon gouverneur et vous (cette façon de parler n'est pas trop polie, mais elle prouve ma vérité), vous êtes tous deux ce que j'ai de plus cher dans le monde et dont je ne cesse d'être occupée. »

Le baron apporta dans son rôle de sigisbée un tact, un savoir-vivre accomplis. « C'était, a dit le duc de Luynes, une manière de philosophe, capable de grands attachemens. » Il prit domicile d'abord à l'hôtel de Hollande, rue de Vaugirard, et chaque jour, à la même heure, il vint s'entretenir avec la belle maréchale. Dans un long et tendre bavardage, ils se renseignaient mutuellement sur leur santé et se communiquaient les potins du jour.

Cela continua après que Bernstorff se fut installé rue Bourbon, dans un hôtel retenu par Mme de Belle-Isle. Il trouvait dans la matinée la maréchale en négligé, à sa table de toilette, quelquefois au lit, raconte le biographe danois des Bernstorff, l'historien A. Friis. L'ami entrait, l'épée au côté, des fleurs et des fruits dans les mains, toujours habillé avec élégance, guidé dans l'arrangement de ses costumes par Mme de Belle-Isle, qui lui brodait manchettes et jabots et choisissait ses perruques. Elle ne pouvait se passer de lui à son lever ; même souffrante, sa porte étant défendue à tout autre visiteur, elle le recevait.

J.-H. Bernstorff se meubla très richement, eut une trentaine

de serviteurs dont un ou deux polonais qui vécurent chez lui en parasites désœuvrés. Il eut une tenue de maison parfaite en tous points, mais son véritable chez-soi fut au quai d'Orsay. Il était de toutes les réceptions, grandes ou petites, qui avaient lieu chez le maréchal, il accompagnait Madame dans ses promenades, en carrosse et à cheval, se chargeait de ses menues emplettes, parfums, pommades, savons de toilette, et lui servait de secrétaire. Ne pouvant passer ensemble la journée entière, ils échangeaient quotidiennement, dans le courant de l'après-midi, des billets, parfois chiffrés. Des courriers allaient constamment de l'un à l'autre.

Ces billets devinrent si nombreux que Mme de Belle-Isle conseilla au baron d'en jeter une bonne partie au feu : « Cela serait raisonnable, car à l'âge que nous avons, si nous vivons longtemps, il faudrait bâtir une maison pour nos lettres. »

Mais Bernstorff ne les brûla pas. Au château de Wotersen, dans le Lauenbourg, propriété de sa famille, on a retrouvé des centaines de lettres et billets de la maréchale, dont fort peu sont datés. Il en est d'une puérilité qui fait sourire. Beaucoup ont pour objet l'état de santé du cher frère et de son incomparable reine, les « vapeurs » de l'une, les douleurs rhumatismales de l'autre, ainsi que les caprices de leur estomac. L'effet produit par des remèdes destinés à « humecter, amollir et rafraîchir les entrailles » est noté avec minutie. « Vous ne sauriez trop vous ménager, écrit la maréchale. Dormez et mangez des choses saines. » Les yeux délicats de Bernstorff sont un gros sujet d'alarmes : « Il y a toujours une chose qui m'effraie, c'est le temps énorme de vos écritures. N'écrivez point la nuit. Je suis bien malheureuse de ne connaître personne en Dannemarc, car je vous ferais donner l'ordre par le Roi votre maître de prendre un secrétaire. »

La maréchale est-elle souffrante, elle envoie à Bernstorff plusieurs bulletins de santé dans la même journée. Souffre-t-il d'une indisposition, elle a recours à une saignée pour calmer l'agitation où la jette cette mauvaise nouvelle. D'autres fois, l'on s'écrit pour dire que tout va bien : « J'ai bien dormi, mon cher frère, je suis fort aise que vous soyez content de votre nuit; votre sœur vous aime de tout son cœur. »

Lorsque le ministre de Danemark dut accompagner le Roi dans les Pays-Bas, sur le théâtre de la guerre, l'amie poussa des

cris d'épouvante : « C'est encore un sacrifice qu'il faut faire que cette absence de quelques mois ; il faut espérer que jamais je ne me trouverai exposée à d'autres plus cruelles. »

Le temps passait sans diminuer cette affection réciproque. Mme de Belle-Isle accordait tous les ans un souvenir romanesque à la date du 22 juillet qui était celle de leur premier entretien sérieux à Francfort. Dans un de ses rares billets datés (il est du 13 octobre 1746) elle écrit : « Les instans que nous pouvons passer ensemble me deviennent chaque jour plus chers parce que j'apprends à vous mieux connaître. »

M. de Belle-Isle et Bernstorff s'aimaient comme père et fils. Le maréchal et son frère, le chevalier de Belle-Isle, furent chargés d'une mission diplomatique à Berlin ; ils entrèrent imprudemment dans le Hanovre, furent arrêtés par des troupes hanovriennes et envoyés à Londres comme prisonniers de guerre. Par l'intermédiaire de son frère, haut fonctionnaire hanovrien, Bernstorff put leur procurer des adoucissemens dans leur captivité qui dura une année, de l'automne de 1746 à celui de 1747. Pendant tout ce temps, Mme de Belle-Isle fut en proie à une inquiétude affreuse qui se renouvela lorsque son mari fut envoyé se battre en Provence. Heureusement, Bernstorff était là pour la distraire de ses soucis.

Dans les instans où ils se sentaient graves, ils causaient religion. La maréchale était d'une dévotion réelle. Elle montrait même une tendance au mysticisme assez fréquente chez les femmes de la maison de Béthune. Une sœur du marquis de Béthune, ambassadeur en Pologne, Anne-Berthe de Béthune-Selles, abbesse de Beaumon-les-Tours, mérita d'être surnommée la Lydwine de Touraine, étant d'une religiosité non moins ardente que celle de la sainte de Schiedam. Mme de Belle-Isle souhaitait de convertir au catholicisme le protestant Bernstorff. L'aimable femme se désolait à l'idée que la différence de foi religieuse les séparerait pour l'éternité.

« A mesure, lui écrivait-elle, que mon attachement augmente, que mon estime se fortifie, que mon respect pour votre caractère et la beauté de votre âme me paraît mieux fondé, mes vœux deviennent plus vifs pour que vous acquériez la seule chose qui vous manque et qui est tout. Si j'avais assez de foi, assez d'amour de Dieu, je désirerais uniquement pour sa gloire qu'une si belle âme fût à lui, mais j'avoue que je suis assez

imparfaite pour que l'excès de ma tendresse pour vous, mon cher frère, y entre pour beaucoup ; je ne peux envisager sans horreur qu'un avenir malheureux — et de quelle durée ! — vous est prédestiné. Il faut que j'aie autant de confiance que j'en ai en vous pour vous parler ainsi, car je sens tout ce qu'il y a d'humain dans les vœux ardens que je fais pour vous ; n'en soyez point scandalisé, mon cher frère, plaignez-moi d'être encore si attachée à tout ce qui n'est pas Dieu !... »

Si Bernstorff resta protestant, du moins fut-il toujours profondément respectueux des opinions religieuses de la maréchale. « Cette vertueuse femme, cette tendre amie ajoutait une vive et sincère piété à toutes ses grâces... Elle n'avait pas de corps mais un voile qui recouvrait son âme. » Ainsi s'exprimait-il longtemps après pour accentuer le caractère purement sentimental de leur liaison.

La réputation de vertu de Mme de Belle-Isle était si bien établie que les assiduités du baron à l'hôtel du quai d'Orsay ne prêtèrent pas à la médisance. Un seul homme, le cardinal de Tencin, en voulut au diplomate de son intimité avec la maréchale. Le cardinal, ministre d'État, avait conçu une passion pour Mme de Belle-Isle, « amour platonicien et proportionné à l'âge de l'amant et à la piété de l'objet aimé. Le baron Bernstorff, envoyé de Dannemarc, fréquentait assidûment l'hôtel de Belle-Isle ; voilà le vieux cardinal agité des furies et n'entendant plus les intérêts du Nord que par sa haine contre le ministre danois (1). »

Le cardinal amoureux suscita des difficultés à son heureux rival et menaça de faire échouer certaines négociations entre la France et le Danemark.

***

Dès son arrivée à Paris, J.-H. Bernstorff s'était vu attaqué de plusieurs côtés. Frédéric II, qui haïssait sa famille, avait écrit à Louis XV pour le représenter comme un espion de Marie-Thérèse. Il lui fallut beaucoup de tact et de souplesse pour triompher des défiances. Il y réussit assez rapidement et se fit apprécier de la haute société où Mme de Belle-Isle l'introduisit. Il fréquenta chez les duchesses de La Vallière, de

(1) *Mémoires* du marquis d'Argenson.

Luxembourg, de Boufflers et de Mirepoix, chez Mme Du Deffand, Mme Geoffrin et le président Hénault. « L'envoyé de Dannemarc a l'air jeune, dit le duc de Luynes dont la femme était dame d'honneur de la reine de France. Il a de la finesse et du goût... il est homme d'esprit et de bonne société... il sait la langue française beaucoup mieux que bien des Français (1)... Il est extrêmement mesuré dans ses démarches, écoute beaucoup, parle peu et toujours en bons termes et à propos. »

J.-H. Bernstorff retrouvait à Paris le parfum de haute élégance dont il avait reçu dans sa vingtième année la très vive et durable impression. L'influence des femmes dans les salons était inconnue en Allemagne; il goûtait fort l'attrait de la causerie féminine. Il fut du cercle de la Reine où il se lia avec le baron Thiers qui, riche de cent mille écus de revenus, marié à une Laval-Montmorency et père de trois charmantes filles, avait une maison splendide à Paris, beaucoup de belles et bonnes terres et menait doucement sa vie tout en regrettant le règne de Louis XIV et en déplorant la frivolité du siècle (2).

Bernstorff fut aussi des intimes de Mme de Pompadour. Lorsqu'il connut la favorite, celle-ci n'était encore que Mme d'Étiolles. Elle conçut, ainsi que Mme Poisson, sa mère, beaucoup de sympathie pour le ministre du roi de Danemark et le reçut plusieurs fois au château d'Étiolles. Un billet de Mme Poisson, daté du 18 octobre 1744 (et dont l'orthographe est ici respectée) montre que la mère et la fille souhaitaient qu'il fût plus assidu encore.

« Deux dames qui ne sont pas si chiene ce plaigne beaucoup de Votre Exelence, Monsieur. Comment, il y a trois mois que nous n'avons eu le plaisir de vous voire, vous écrivé, vous nous scavé à Étioles, et vous ne vené pas y passer une huitaine de jours avec nous, c'est un crime de lèze amittié, qui ne peut être pardonable qu'en partant aussitôt la présente reçue. Je m'imagine vous voire levé les épaules et dire : A propos de quoi ces femmes veult elle croire que j'ay de l'amittiez pour elle! Voilà

(1) Cela est confirmé par Voltaire qui, envoyant au baron Bernstorff les *Prémices du Siècle de Louis XIV*, lui écrit : « A la manière dont vous parlez notre langue, ce serait se tromper de ne pas vous prendre pour un Français et pour un des plus aimables. »

(2) De retour en Danemark J.-H. Bernstorff fit construire près de Copenhague, sur le modèle de Tugny, au baron Thiers, le joli château qui porte son nom, qui a vu, sous S. M. Christian IX, de belles réunions de souverains et qui est aujourd'hui la propriété de S. A. R. le prince Valdemar de Danemark.

bien l'amour-propre des française. Et bien, Monsieur, vous avez tore, en véritté, vous devé nous rendre ce que nous vous avons pretté de sy bon cœur dès les premiers momens que nous vous avons connu. Bonjour, Monsieur, vous êtes désiré, souhaité et atendu pour le plus tard mercredi, sans quoy guères déclaré entre nous. »

Mme Poisson mourut l'année suivante. Devenue marquise de Pompadour, sa fille continua de se montrer bienveillante à l'égard de Bernstorff qui de son côté la voyait avec plaisir, la jugeant bonne, douce, aimable, incapable de se mêler de politique. Il dut, dans la suite, revenir sur cette opinion, mais il ne cessa d'être empressé auprès de la marquise dont il fut bien souvent l'hôte au château de Crécy, à la Celle-Saint-Cloud. Mme de Pompadour lui fit la faveur de l'admettre à son théâtre des petits Cabinets.

Il eut aussi de précieuses amitiés masculines : Voltaire, Maupertuis, Bernis, Fontenelle qu'il connut à Étiolles, et le comte de Stainville, plus tard duc de Choiseul, de qui Bernstorff disait « qu'il était fait pour jouer un rôle ou pour succomber dans la lutte pour y atteindre. »

« Fort peu de gens sont aussi bien instruits que le baron Bernstorff de ce qui se passe dans le royaume, » dit encore le duc de Luynes. Observateur attentif, il examinait tout, voyait tout. Il admirait les ressources qu'offrait la nation française, les richesses dont elle pouvait disposer, les sacrifices qu'elle s'imposait de bon cœur pour la gloire de la France. Louis XV, qu'il approchait souvent, lui paraissait bon envers ceux qui lui plaisaient, mais jaloux des marques extérieures du pouvoir. Le caractère du Roi était difficile à saisir, étant fait de contrastes : orgueil et affabilité, bonté et dureté, mollesse et énergie.

Plusieurs années après qu'il eut quitté l'ambassade de Paris, l'ami de Mme de Belle-Isle donna à son neveu A.-P. Bernstorff, qui faisait à son tour, accompagné d'un précepteur, un voyage d'études en France, les instructions et conseils suivans : « Les Français sont naturellement bons, indulgens, polis et faits plus qu'aucune autre nation du monde pour l'amitié, pour la société et pour la conversation agréable et douce. Mais ils sont sévères contre tous les ridicules et délicats sur les procédés. Parlez peu, ne cherchez pas à faire paraître votre esprit, cela est trop dangereux ; paraissez docile sans être bas, louez tout ce qui est

louable et ne blâmez rien, mais ne paraissez transporté ni étonné de rien... On ne saurait aller trop souvent à Paris chez ceux qui tiennent maison, parce qu'on leur fait toujours plaisir; on ne saurait assez ménager le temps de ceux qui n'en tiennent pas ou qui ont des affaires ou des devoirs à remplir. »

Il recommande à son neveu de rechercher la société de quelques-uns « de ces sages aimables et hauts qu'on ne trouve guère qu'en France, » et il nomme le baron Thiers et le duc de Nivernois. Le modèle du parfait grand seigneur, il le trouvait en M. de Belle-Isle qui joignait à la sobriété du soldat les manières du vrai gentilhomme.

En aucun moment ses succès mondains n'empêchèrent Bernstorff de rester fidèle à sa liaison avec la maréchale. Il revenait s'asseoir au coin du feu, chez son amie, en célibataire qu'attiraient un foyer et une douce présence féminine. Il appréciait dans ses moindres détails l'excellente tenue de cette maison. Ses entretiens avec Mme de Belle-Isle roulaient fréquemment sur des questions de ménage. Ils échangeaient des avis sur l'ordonnance d'un dîner et mêlaient très judicieusement le souci de leur bien-être matériel aux effusions sentimentales. Bernstorff invita la maréchale et quelques intimes à des soupers qui furent très estimés des gourmets parisiens.

L'été apportait d'autres douceurs : la villégiature à la somptueuse résidence de Bisy, en Normandie. Un appartement y était réservé au baron et toute liberté lui était laissée de travailler. Là encore il assistait tous les jours au lever de Madame, il l'accompagnait dans ses promenades et le soir, lorsque tous les hôtes du château circulaient, deux par deux, dans les jardins, c'était lui qui offrait le bras à la maréchale, privilège que personne ne songeait à lui disputer.

Cette intimité charmante durait depuis six ans lorsqu'elle prit fin brusquement : le roi de Danemark rappelait Bernstorff pour lui confier les fonctions de premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Il fut affligé, car la France lui était comme une seconde patrie. Le tout Paris, le tout Versailles regrettèrent son départ (1). Et pour Mme de Belle-Isle la séparation était cruelle. Bernstorff dut lui promettre de revenir

(1) Trois ans après son départ, Stainville-Choiseul put encore lui écrire : « On parle de vous comme si vous étiez parti hier; cela n'est pas commun. Je crois que vous êtes le seul absent dont on se souvienne avec autant de regret. »

bientôt; mais la tendre femme ne se faisait pas d'illusion. Elle pressentait que l'ami allait être accaparé par les devoirs de l'homme d'État, qu'un délicieux épisode de sa vie était clos.

Son cœur ne la trompait pas. J.-H. Bernstorff, qui s'attendait à n'occuper que provisoirement le poste de premier ministre, le garda vingt années et ne revit jamais la France. Il fut un des plus grands ministres qu'ait possédés le Danemark. Par lui fut réunie à la couronne danoise la totalité des duchés de Slesvig et de Holstein dont la Prusse, aidée de l'Autriche, s'est emparée en 1864. Il appela en Danemark des généraux, des écrivains et des architectes français, et il introduisit à Copenhague, où le germanisme régnait depuis longtemps, des modes et des coutumes de France. Frédéric II de Prusse rechercha son alliance; ayant échoué, ce souverain essaya plusieurs fois d'obtenir sa disgrâce, mais le roi de Danemark, Frédéric V, le maintint au pouvoir, lui conféra les plus hautes dignités du royaume et le créa comte. La famille royale d'Angleterre le considérait comme un ami personnel. On ne lui connut jamais l'insupportable fatuité, ni la rapacité des Allemands.

Il fut enfin renversé par le célèbre Struensée, favori de Christian VII, et mourut deux ans après sans laisser de postérité.

Il avait épousé une riche héritière; cette union lui permit de reconstituer sa fortune largement entamée par le grand train de maison qu'il avait mené à Paris. M[me] de Belle-Isle, chargée d'acheter la corbeille de mariage, s'acquitta de ce soin avec un touchant empressement.

La place laissée vide auprès d'elle par le départ de Bernstorff ne fut pas occupée par un autre. Elle cultiva le souvenir de cet amant platonique et continua de lui adresser des lettres un peu mélancoliques, toujours très tendres, qui le tenaient au courant des événemens de Paris. Mais elle mourut en 1755, âgée de quarante-huit ans. « Il ne me reste, dit Bernstorff, qu'à pleurer sa perte et respecter sa mémoire. »

MARTINE RÉMUSAT.

AUX RÉGIONS DÉVASTÉES

I

LES RUINES

Noyon.

Les Allemands ne sont plus à Noyon... Et la guerre assurément est entrée dans une phase nouvelle depuis que nous ne sommes plus au temps où, selon une formule célèbre, « ils étaient à Noyon ! » Mais la trace de leurs dévastations volontaires apparaît dès qu'on approche des faubourgs de cet antique chef-lieu d'un des plus riches diocèses de la Picardie. Les débris d'une usine gisent dans les champs ravagés, à gauche de la route qui vient de Compiègne. Une grosse cheminée de briques a sauté; un de ses tronçons, pareil à un fragment de cylindre, a roulé sur le sol, au milieu d'un amoncellement de débris informes. A droite, on aperçoit, aux pentes des coteaux jadis fleuris et boisés, un château désert et les pelouses d'un parc déchirées en zigzag par des lignes de tranchées. La couleur fauve de la terre bouleversée ressort en larges balafres parmi la verdure de l'herbe rase... Sur ce paysage en deuil se dressent les deux tours de Notre-Dame de Noyon. L'église-forteresse des évêques comtes de Noyon et pairs de France domine encore de sa structure, imposante et fière comme le profil d'un donjon féodal, les vieux logis de la cité mérovin-

gienne, carolingienne, capétienne où s'évoque et se résume en images de pierre le vivant tableau des plus vénérables souvenirs et des plus lointains âges de notre histoire nationale.

C'est dans la matinée du dimanche 30 août 1914 que les Allemands arrivèrent, encombrant de leurs autos blindées et de leurs cuisines roulantes la « rue de Paris, » qui est la plus belle rue de Noyon. Cette rue, aujourd'hui égayée par un va-et-vient d'uniformes bleu horizon, conduit à la place de l'Hôtel-de-Ville. C'est une de ces places comme on en voit dans les estampes d'autrefois. Elle n'est pas très grande, s'étant adaptée aux coutumes des temps anciens où la vie communale était, en quelque sorte, une vie de famille. Mais elle est le centre où aboutissent toutes les rues de la cité. La façade de cette vieille maison de ville a été décorée jadis de fenestrages fleuronnés et d'impostes à guirlandes par des artistes précurseurs de la Renaissance française. Que de mélancolie toutefois dans la grisaille de ces murs, confidens des drames passés et des douleurs récentes! Il n'y a pas longtemps que le bleu horizon du soldat territorial, en faction devant la porte de cet hôtel de ville, a remplacé le *feldgrau* du factionnaire allemand. Sur une bâtisse voisine, on lit encore ces mots : *Orts-Kommandantur.* C'est là qu'une bureaucratie impitoyable organisait la persécution méthodique des gens du pays, préparait froidement, par ordre supérieur, la dislocation des familles, la désolation des foyers, les déportations en masse, les enlèvemens de femmes et de jeunes filles. Devant les étroites fenêtres de ces bureaux maintenant vides, je songe à tous les yeux inquiets dont le regard s'est voilé de larmes en voyant briller la lampe nocturne qui éclairait d'une lueur sinistre ce travail allemand.

Les historiens de l'avenir retraceront le tableau de cette arrivée furieuse des Allemands à Noyon, venant de Ham et de Guiscard, ayant parcouru à grandes enjambées la route presque droite qui va de la Somme à l'Oise. Ils marchaient sur Paris, éternel objet des convoitises tudesques. Tout un quartier de Péronne était déjà en cendres. Les cantons de Rosières, de Chaulnes, de Lassigny étaient pillés, rançonnés, ensanglantés. Chemin faisant, les envahisseurs prenaient un avant-goût des joies que leur réservait apparemment la prise de Paris. Les habitans de Pont-Noyelles ont vu les officiers d'un brillant état-major rouler ivres-morts sous des tables chargées de victuailles et se

réveiller juste à temps pour emporter l'argenterie de la plus riche maison du bourg. A Framerville, sous les yeux du curé de la paroisse, les incendiaires se mirent à danser, au son d'un piano mécanique, en activant par des projectiles inflammables les brasiers allumés. A Guiscard, les plus fieffés hobereaux de la Garde prussienne se firent remarquer, selon le témoignage du maire, par un état d' « ivresse ignoble. » Quant aux conquérans de Noyon, l'image de leur triomphe est digne d'être transmise à la postérité ! Arraché de l'hôtel de ville, l'honorable maire de Noyon, M. Noël, sénateur de l'Oise, directeur de l'École centrale des Arts et Manufactures, homme éminent et bienfaisant, dont les Allemands ne pouvaient pas ignorer le caractère digne de tous les égards et de tous les respects, est forcé d'aller au-devant des troupes qui viennent par le faubourg d'Amiens. On le fait marcher, avec ses deux adjoints, MM. Félix et Jouve, attaché à l'étrier d'un commandant. M. Jouve, ne pouvant suivre le pas des chevaux, sous l'ardent soleil de cette chaude journée d'août, tombe de fatigue : un uhlan le frappe du bois de sa lance pour l'obliger à se relever. Dans la rue du Rouard, les témoins de cette lugubre scène voient M. Jouve tomber de nouveau, ainsi que M. Noël, au milieu des soldats grisâtres, dont le défilé par rangs et par files dure interminablement. Au bout de ce calvaire, à la fin de cette terrible journée, le maire et les adjoints, accablés de lassitude et de tristesse, sont jetés en prison. Ils seront désormais des otages, à la disposition de la *Kommandantur*, et leur vie est à la merci d'un caprice ou d'un hasard. Une parole téméraire, le geste imprudent d'un de leurs compatriotes, une rixe entre soldats et habitans, cela suffira pour les amener devant le peloton d'exécution. Les fusils Mauser sont prêts à partir. Tout sert de prétexte. On montre encore, à deux pas de l'hôtel de ville, l'endroit où un paisible citoyen, M. Devaux, tourneur en bois, fut abattu par une balle. Ce malheureux homme, étant consigné comme otage à l'hôtel de ville, avait cru pouvoir sortir pour aller chercher un objet oublié dans sa maison, située tout près de là...

Lorsque l'on quitte la place de l'Hôtel-de-Ville pour descendre la pente qui mène à la rue des Tanneurs, on se trouve en présence de maisons complètement démolies. Elles ont sauté, en même temps que les ponts voisins, au moment où les Allemands

se préparaient à la retraite forcée. Toute une rangée de vieux logis, singulièrement pittoresques, a disparu dans ce cataclysme Les lucarnes béantes s'ouvrent sur des charpentes effondrées. Il n'y a plus que de l'ombre et du silence entre ces débris de murailles. Les pans de bois, hourdés en maçonnerie, à la mode du xve siècle, apparaissent, çà et là, comme les os d'un squelette désarticulé. On se demande où sont maintenant les habitans de ce quartier en ruines. Dès le 16 mars 1917, ils avaient reçu de la *Kommandantur* un ordre leur enjoignant de se rassembler dans les caves de la ville haute ou dans la cathédrale, et déclarant que toute personne « attrapée » dans les rues par une patrouille serait immédiatement fusillée. Il s'agissait, disait l'ordre, d'une explosion de mines, annoncée pour quatre heures et demie de l'après-midi. En prévision de cet événement, les portes de toutes les maisons devaient rester ouvertes. Ce fut l'occasion d'un pillage général.

On ne saura jamais tout ce que les habitans de Noyon et des autres villes et villages de la Picardie martyre ont souffert pendant cette occupation qui a duré depuis le 30 août 1914 jusqu'au 18 mars 1917. Aux dommages matériels se joignaient les tortures morales. J'ai vu des visages douloureux, qui garderont toujours l'empreinte d'un supplice intérieur et silencieux.

Les affiches de la *Kommandantur* ou du grand état-major allemand n'ont pas encore disparu des murs de Noyon. Ces documens, qui sont signés tantôt des noms tristement fameux d'un Max von Fabeck ou d'un Fritz von Below, commandans d'armées, tantôt du nom obscur d'un certain major Josephson, racontent presque au jour le jour les procédés imaginés par nos ennemis pour rendre la condition des opprimés plus insupportable. Les peines les plus sévères sont édictées pour la plus petite infraction à des règlemens sans cesse renouvelés, compliqués par une bureaucratie méchamment inventive.

Voici une des affiches, une affiche de couleur verte, imprimée par la *Kriegsdruckerei*, qu'on pourrait lire s'étalant sur les murs de Noyon :

AVIS AU PUBLIC

Il est rappelé à la population que, *par ordre supérieur*, tous les habitans du sexe masculin, âgés de douze ans au moins, doivent

saluer poliment, en se découvrant, tous les officiers de l'armée allemande, ainsi que les fonctionnaires ayant rang d'officier.

M. le commandant de place a constaté que, malgré ces prescriptions, beaucoup d'hommes et principalement des jeunes gens *ne saluent pas* ou ne le font que *d'une manière inconvenante*.

En conséquence, pour lui éviter tout ennui, la population est invitée à se conformer strictement aux ordres rappelés ci-dessus.

Une autre affiche, conservée à la mairie, mentionne les noms des Français qui ont refusé de saluer les officiers allemands, et qui, pour ce fait, furent condamnés à la prison. Ainsi, dans cet abîme de détresse, il restait aux âmes libres et fières la satisfaction de goûter en silence, selon l'expression d'un de nos plus éloquens moralistes, « l'âpre volupté qu'on éprouve à mépriser plus fort que soi. »

Il faudra conserver aussi, comme un document, cette autre affiche, qui est datée du 28 juillet 1915, et qui montre bien de quelle façon les Allemands comprennent la juste indemnité qui est due, même en temps de guerre et conformément à la convention de La Haye, pour toute « prestation en nature » et pour tout travail réquisitionné :

Toute la récolte (seigle, blé, avoine, orge) est réquisitionnée pour l'armée allemande.

Les cultivateurs et les propriétaires recevront de l'armée allemande, après la récolte, la part qu'elle jugera suffisante. Ils seront obligés, *sans aucune rétribution*, à aider à la récolte par ordre de l'administration allemande.

Il est sévèrement interdit de couper et de rentrer les récoltes sans que l'ordre leur en ait été donné ; ils seraient punis d'une amende jusqu'à cent marks ou de prison jusqu'à deux semaines, s'ils contrevenaient aux ordres de l'armée allemande.

La dernière notification de la *Kommandantur* aux habitans de Noyon était datée du 11 février 1917, et concernait plusieurs centaines de personnes qui eurent le malheur de recevoir un appel ainsi conçu :

Par ordre supérieur,

Étant capable de travailler, vous serez évacué dans le Nord. Vous devez vous présenter, le 12 février 1917, six heures du soir (heure allemande) au collège.

Si vous manquez à l'appel, la force des armes sera employée contre vous; en plus, vous serez gravement puni.

N. B.—Se munir de vêtemens chauds et de vivres pour trois jours.

C'était une condamnation aux travaux forcés. Les Allemands étaient coutumiers du fait. Ils avaient dépeuplé Gricourt, Bernes, Vendelles, Hancourt, afin de constituer des chiourmes, sous le bâton des subordonnés du général von Fabeck ou du prince Rupprecht de Bavière. Quand on parle de bâton, ce n'est point, hélas! par métaphore. Un officier de notre justice militaire, commissaire du gouvernement, chargé par notre haut commandement de faire une enquête aussi complète que possible sur les crimes de droit commun que les Allemands ont commis en territoire français, a bien voulu nous signaler un document trouvé dans la commune d'Holnon, à cinq kilomètres de Saint-Quentin. C'est un règlement rédigé (on verra ci-dessous en quel style!) par un certain Gloss, chef de la *Kommandantur* locale :

Holnon, 20 juillet 1915.

Tous les ouvriers et les hommes et les enfans de quinze ans sont obligés de faire travaux des champs tous les jours, aussi dimanche, de 4 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir (temps français).

Récréations : une demi-heure au matin, une heure à midi et demi-heure après-midi.

La contravention sera punie à la manière suivante :

1° Les fainéans ouvriers seront combinés *pendant la récolté* en compagnie des ouvriers dans une caserne sous inspection des corporaux allemands (1). *Après la récolte*, les fainéans seront emprisonnés six mois; le troisième jour, la nourriture sera seulement du pain et de l'eau.

2° Les femmes fainéantes seront exilées à Holnon pour travailler. Après la récolte, les femmes seront emprisonnées six mois.

3° Les enfans fainéans seront punis de coups de bâton.

De plus le commandant réserve de punir les fainéans ouvriers de vingt coups de bâton tous les jours.

Les ouvriers de la commune de Vendelles sont punis sévèrement (2).

Signé : Gloss, colonel.

(1) Gloss veut dire que le contingent de ces « fainéans » formera des « compagnies d'ouvriers » dans une caserne, et que ces compagnies seront encadrées par des caporaux allemands.

(2) Vendelles est une commune du canton de Vermand, près de la ligne du chemin de fer économique de Bertincourt à Saint-Quentin. Cet aveu de Gloss est bon à retenir.

Sur cette pièce est apposé le cachet de la *Kommandantur* d'Holnon et, tout à côté, Gloss a griffonné de sa main cet ordre impératif : *Afficher!*

Ainsi, les habitans de cette commune française, hommes, femmes, enfans, vieillards, travaillaient depuis la première aube jusqu'aux derniers rayons du soleil couchant, sous le bâton de ce garde-chiourme. Tels ces captifs d'Asie que l'on voit peiner et souffrir, en longues files lamentables, sur les plus anciens monumens de Ninive ou de Babylone. Aussi bien, la conception archaïque et barbare de ce régime de travaux forcés et d'esclavage en masse n'est pas née uniquement dans le cerveau d'un Gloss, tyranneau d'Holnon ou d'un Josephson, préposé à la persécution méthodique des habitans de Noyon. Ces obscurs comparses ne sont que les exécuteurs d'un vaste plan élaboré sous la surveillance directe du Kaiser lui-même, à Berlin, dans ce mystérieux immeuble du *Koenigsplatz* où travaillent les scribes du grand état-major. L'autorité militaire française est en possession d'un document significatif, qui montre avec quel soin fut étudiée, jusqu'aux plus minutieux détails, dans les conciliabules de cet état-major et dans les conférences secrètes de la *Kriegsakademie* de Berlin, l'organisation des travaux forcés en pays envahis. On a tout prévu : la marque distinctive du forçat, les précautions à prendre contre les tentatives d'évasion et enfin, pour les manquemens à la discipline germanique, une gradation de châtimens, qui va de la bastonnade à la peine de mort. Les affiches relatives à ces travaux forcés étaient si bien préparées d'avance, que, dans certains villages de la frontière lorraine, elles ont fait leur apparition dès le 5 août 1914.

L'un des adjoints de Noyon, M. Jouve, très cruellement éprouvé lui-même par la guerre, a raconté la douloureuse journée du 18 février 1917. « Ce qu'il y avait de plus terrible, dit l'honorable témoin, c'est le spectacle des jeunes filles arrachées à leurs familles. Il en a été enlevé ainsi quatre-vingts. Quelques jours après, un certain nombre de jeunes filles évacuées de la Somme et de l'Aisne ont encore été séparées de leurs parens... Ces mesures abominables ont jeté la consternation parmi nous (1)... »

(1) Témoignage recueilli, sous serment, par la commission d'enquête instituée par décret du 23 septembre 1914. Le président de cette commission, M. Georges

Dans la journée du samedi 24 février 1917, un officier, se disant délégué de la trésorerie de Berlin et accompagné d'un soldat, se présenta chez M. Brière, banquier à Noyon, et le requit d'ouvrir ses coffres-forts. Le banquier ayant refusé, le soldat, muni d'un de ces chalumeaux dont se servent les chimistes dans leurs laboratoires pour fondre au moyen d'une flamme très forte les plus rebelles soudures, procéda à l'effraction. Tout ce qui se trouvait dans la banque, numéraire, titres, valeurs, effets de portefeuille et de commerce, bijoux, argenterie, comptabilité, archives, tout a été enlevé. Comme le banquier faisait remarquer que ses archives ne pouvaient être d'aucune utilité pour les autorités allemandes, l'officier répondit :

— Nous avons ordre de vider les coffres; je vide les coffres.

Le 27 février, la banque Chéneau et Barbier reçut, à son tour, la visite de deux officiers et de deux soldats allemands. La même opération au chalumeau recommença. Il y avait à Noyon, rue Saint-Éloi, un bureau de la « Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, » dont le siège social est à Paris. Huit coffres-forts, gardés dans les sous-sols de cet établissement, furent fracturés et vidés.

— C'est la guerre! disaient les Allemands aux victimes de ces cambriolages méthodiques.

Or, en vertu de l'article 53 de la convention de La Haye, signée par l'Allemagne, « l'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'État, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnemens et, en général, toute propriété mobilière de l'État de nature à servir aux opérations de guerre... »

Je ne veux pas quitter Noyon sans présenter mes respectueux hommages à la sœur Saint-Romuald, supérieure de l'hospice. Un témoignage officiel de la reconnaissance publique a récemment signalé à l'admiration du pays tout entier le dévouement qu'en des jours tragiques cette humble et sublime servante des malades et des blessés a prodigué aux malheureux dont elle a pu prolonger la vie ou adoucir la mort. Par la porte ouverte d'un dortoir plein de soleil et de lumière, je la vois s'activer

Payelle, premier président de la Cour des Comptes, a bien voulu nous communiquer des procès-verbaux et d'autres documens encore inédits.

doucement, vaillamment autour des lits, allant, de chevet en chevet, porter à des vieillards, à des enfans, à des femmes la parole qui réconforte ou le remède qui guérit.

C'est l'heure de la visite du docteur. Le médecin-major, chef de service, et la supérieure ont fort à faire. Car, à Noyon, les derniers jours de l'occupation allemande ont été marqués par les indicibles souffrances de plusieurs centaines de malades, arrachés de leurs lits dans les villages de la Somme, autour de Saint-Quentin, amenés en un long cortège de douleurs, sous la pluie ou dans la neige, et concentrés à l'hôpital civil. Je m'excuse de me présenter au moment où les survivans de cette multitude dolente ont besoin de la présence de la sœur Saint-Romuald. J'ai voulu simplement m'incliner devant une haute et bienfaisante vertu, d'autant plus digne d'admiration qu'elle semble s'ignorer elle-même. De ce bref entretien dans un petit parloir au parquet bien ciré, je garde le souvenir d'un visage où se reflètent, sous la cornette blanche, les clartés de cette lumière intérieure qui donne à certaines âmes une puissance surhumaine. La supérieure de l'hospice de Noyon ne consent à se souvenir des misères toutes récentes et des plaies encore vives, que pour faire l'éloge de ses dévouées compagnes. Mais je connais, par d'autres, l'exemple qu'elle a donné à tous, en ces heures effroyables. Il fallait s'occuper à la fois des vivans et des morts. Il y avait là des agonisans, des paralytiques, des nonagénaires, et même une pauvre vieille de cent deux ans que les Allemands n'ont pas laissée mourir dans son village. Dix-sept vieillards de Roisel sont morts en arrivant à Noyon, épuisés par les privations et transis de froid. On enterra des morts dont on ne savait même pas le nom (1).

Que dire de cet officier allemand qui accepta de se rendre au domicile d'une dame de Gibercourt, atteinte d'une maladie de cœur au dernier degré? Par ordre supérieur, cette malade, alitée depuis plusieurs années, fut obligée de se lever. L'Allemand exigea qu'elle s'habillât en sa présence, bien qu'elle l'eût prié de s'éloigner un peu. Elle est morte à Noyon.

La sœur Saint-Romuald eut à soigner aussi une jeune mère de famille, qui faisait partie du convoi de Flavy-le-Martel, et qui souffrait d'une affection cardiaque. Cette malheureuse

(1) *Journal officiel* du 18 avril 1917, rapport de la Commission d'enquête.

femme avait demandé vainement qu'on lui permît d'emmener à Noyon ses enfans, âgés l'un de sept ans, l'autre de quatre ans. Les pauvres petits s'accrochaient aux roues de la voiture : ils sont restés en chemin !

Une autre femme de la même commune était dans son lit, atteinte de bronchite, lorsqu'on vint lui annoncer que les Allemands emmenaient son mari, avec d'autres captifs. Elle voulut lui dire adieu. Elle se leva, courut au convoi déjà en marche sous les coups de crosse des gens de la *Kommandantur*. Le commandant la repoussa. Elle approcha quand même, disant qu'on la tuerait plutôt... Elle réussit à se jeter dans les bras du prisonnier. Et celui-ci s'en alla plus fort, plus résigné, résumant, dans un dernier geste navré, toute sa tendresse pour elle et pour l'enfant resté au logis en deuil.

Pour soigner tous ces malades, il n'y avait plus de médicamens, la pharmacie de l'hospice ayant été pillée par les Allemands qui emportèrent aussi les instrumens de la salle d'opérations. D'ailleurs, dès le 16 février, les médecins de Noyon, et les prêtres, c'est-à-dire tous ceux qui pouvaient apporter aux malades une aide matérielle ou un secours moral, avaient été emmenés en captivité. Machination vraiment infernale, qui faisait coïncider avec une concentration de malades et de mourans l'évacuation des médecins et des prêtres qui pouvaient les soigner dans leur misère ou les assister au dernier moment.

Les Allemands ont dressé, sur un coteau qui domine Noyon, tout près de nos casernes incendiées, une colonne massive, en l'honneur du corps d'armée et des unités qui ont occupé cette ville et tout le pays d'alentour. Ce monument d'insolence domine un cimetière dont les tombes, soigneusement étiquetées révèlent les numéros des divisions, des brigades et des régimens qui ont piétiné, ravagé pendant plus de deux ans ce coin de France. Grenadiers de Mecklembourg-Strelitz, fusiliers du Schleswig-Holstein, artilleurs et uhlans de la Garde prussienne ont ainsi leur place marquée, dans la série historique des incursions tudesques, à la suite des Boches d'autrefois qui incendièrent Noyon, et mirent toute la Picardie à feu et à sang.

— Nous autres, nous respectons la mort, me dit un de nos officiers. Mais, si vous voulez voir comment ils se conduisent envers les tombeaux, venez visiter avec moi la crypte funéraire du château de Mont-Renaud, dans la commune de Passel.

Mont-Renaud.

Ce château, situé sur une hauteur, dans un paysage harmonieux et doux, parmi les vieilles pierres d'une ancienne chartreuse, appartient au marquis d'Escayrac-Lauture. Un général allemand s'y installa pendant plusieurs mois avec son état-major. Aussi n'y trouve-t-on plus aucun meuble. Tout a été déménagé. Les portes elles-mêmes ont été arrachées de leurs gonds. Le peu de mobilier qui reste a été mis en morceaux. Voici un billard crevé, un prie-Dieu jeté dans un salon désert, quelques livres épars, déchirés, parmi lesquels je remarque les ouvrages scientifiques d'un des ancêtres du maître de la maison, un traité sur le télégraphe, avec cette devise généreuse : *Aperire terram gentibus*. Les portraits de famille ont été décrochés, emportés; les tapisseries déclouées, enlevées.

De ce château, naguère plein de souvenirs vénérables et de reliques charmantes, il ne reste plus que des salles vides, entre quatre murs couverts d'inscriptions où s'exalte l'orgueil barbare de l'Allemagne, « au-dessus de tout. »

Dans le parc de Mont-Renaud, l'état-major du général allemand installé au château découvrit une crypte funéraire où reposaient des morts qui semblaient à l'abri de toute profanation. L'entrée de ce cimetière souterrain était malaisée à trouver, ignorée même des habitans du village voisin. Les profanateurs ont pénétré dans cet hypogée. Et là, éclairés sans doute par la lumière électrique des lampes perfectionnées qui font partie de leur outillage de guerre, ils ont attaqué à coups de hache et de pic le bois et le plomb des cercueils. Ayons le courage de regarder de près les effets de cette besogne macabre. On voudrait pouvoir douter d'une telle infamie, si profondément inhumaine. Mais il faut se rendre à l'évidence, lorsqu'on a vu, par l'ouverture béante des planches de sapin et des lames de plomb, les ossemens des morts qui furent confiés au mystère de ces catacombes, et qui devaient y dormir en paix leur dernier sommeil. Jamais la malfaisance de cette Allemagne qu'on nous avait peinte sous des traits mensongers ne m'a paru plus hideuse que dans l'horreur de ce caveau profané...

Du seuil de ce château saccagé, une jeune fille restée seule, admirablement vaillante au milieu des ruines de son bonheur,

me montre ce qui reste des habitations rurales, dans ce pays naguère florissant et prospère, où les Allemands ont passé. Là, ce petit tas de décombres pulvérisés était une métairie peuplée de travailleurs, riche en récoltes et en troupeaux. Plus loin, sur l'emplacement d'un moulin à vent ou d'une minoterie mécanique, il n'y a plus rien qu'une traînée de poussière et de cendre. L'anéantissement de tout ce qui peut servir à la vie agricole en ce pays d'agriculture faisait partie du plan tactique et stratégique conçu par Hindenburg.

Crisolles, Avricourt, Le Frétoy, Fréniches.

Voici des charrues, des herses, des moissonneuses-lieuses, et même de simples charrettes rustiques, réunies, par ordre supérieur, dans un terrain vague, comme en un camp de concentration. Chacun de ces instrumens de travail a subi sur place, comme un être vivant, la mutilation prescrite et prévue par l'État-major allemand : l'amputation d'un brancard, l'enlèvement d'une paire de ridelles, le bris du moyeu et des rais d'une roue à coups de mailloche, cela suffit pour réduire le laboureur à l'impuissance d'atteler son cheval ou ses bœufs, de charger une gerbe, de tracer un sillon. C'est ce qu'on a voulu obtenir, par les soins d'une équipe spécialement enrôlée pour cet office.

La destruction technique des établissemens industriels dans ce pays d'industrie était indiquée aussi par les directives des chefs militaires stylés par les économistes d'outre-Rhin. Il faut voir en quel état ils ont mis, par exemple, la sucrerie de Crisolles. Un régiment d'infanterie française cantonne à présent dans la carcasse de cette usine. Nos petits « bleuets, » au repos entre deux batailles, peuvent regarder à loisir ce que nous voyons en passant : ces machines, détraquées savamment par des ingénieurs; ces chaudières, défoncées avec art par des métallurgistes; tout cet outillage d'honnête labeur, réduit à néant, et les livres de comptes, les registres, la correspondance, tous les papiers qui étaient les titres de noblesse d'une maison honorable et prospère, déchirés, jetés pêle-mêle avec des monceaux d'immondices.

— Où sont les gens du pays ? demandai-je à un vieillard qui venait chercher sa pitance quotidienne dans la gamelle charitable de nos soldats.

Et cet homme, qui est un des rares habitans du village

dépeuplé, me raconte, lui aussi, des scènes d'enlèvemens et de déportations...

Je constate qu'avant de partir, ils ont fait sauter à l'aide de leurs engins explosifs l'église de Crisolles.

— Ils n'avaient pas l'air très fiers de cette besogne, me dit une bonne femme, devant le cadran de l'horloge paroissiale, précipité à terre par l'explosion.

Elle ajoute :

— Nous leur disions : Ça n'est tout de même pas ça qui va vous faire aller à Paris...

Parmi ceux qui, dans les premiers temps de la campagne, se montraient particulièrement assurés d'aller à Paris et pressés d'y faire la fête, figurait un personnage du plus haut rang, qui avait élu domicile au château d'Avricourt. Le joli village d'Avricourt, situé près des sources de l'Avre picarde, est le chef-lieu d'une des vingt-deux communes du canton de Lassigny. Les habitans de cette commune rurale, au nombre de deux cent cinquante environ, cultivaient paisiblement une superficie de sept cents hectares, autour d'un élégant château, qui n'existe plus. Ils sont persuadés que l'hôte indésirable de ce château n'était autre que le prince Eitel-Friedrich, fils puîné du kaiser. Son existence, en tout cas, semblait fort précieuse, et son inquiétude était extrême, car on remarque, dans tous les logis que Son Altesse encombra de sa personne et de sa suite, un luxe inouï de précautions contre les avions. On m'a montré, dans le parc du château d'Avricourt, une des issues du souterrain aménagé à son intention. C'est un solide travail en maçonnerie et en ciment. Le prince pouvait sortir de ce trou par un escalier de pierre, accédant à un terre-plein orné de deux vases que dessina, en style simili-corinthien ou pseudo-étrusque, un archéologue de l'état-major prussien. Cette issue aboutissait, par une cave, à la salle à manger et à la chambre à coucher du prince.

Avant de monter dans l'auto qui devait le mener à une nouvelle étape sur le chemin de la retraite, ce prince allemand résolut de signaler sa présence dans ces parages, à la mode de son pays et de sa race. Le château d'Avricourt fut anéanti par les soins d'une équipe de dynamiteurs et d'incendiaires. On chercherait vainement le dessin de son architecture et le style de sa délicate ornementation dans ces débris informes qui

jonchent le sol bouleversé. La dynamite a dispersé les pierres, brisé les boiseries, disloqué les charpentes, projeté en l'air les toits d'ardoises des pavillons. Un de ces toits est tombé à terre, et recouvre de son faîtage pointu l'inextricable fouillis des tuiles en morceaux, des lattes en miettes et des vitres en éclats qui se mêlent, çà et là, aux feuillets déchirés des livres de la bibliothèque.

Je demande :

— Où est allé ce prince allemand, après avoir mis en cet état le château du comte Balny d'Avricourt ?

— Au Frétoy, et même il a emporté là-bas tous les meubles.

Avant de suivre au Frétoy, dans le canton de Guiscard, la piste du grand personnage prussien qui répond au signalement du prince Eitel-Friedrich, je suis conduit, par l'officier du quartier général qui veut bien me servir de guide, à la maison où fut installé le bureau de la *Kommandantur* pendant le séjour du prince au château d'Avricourt.

Le jardin de cette maison saccagée nous offre, en un étroit espace, le résumé de la méthode appliquée par nos ennemis à l'anéantissement de la nature elle-même. Pas un arbre qui ait échappé à l'arrêt de mort.

— Même le lierre ! disent les pauvres femmes. On n'avait jamais vu ça !

Tous les détails du supplice infligé aux arbres de chez nous ont été minutieusement réglés, par ordre supérieur, au quartier général d'Hindenburg. Pour les pommiers, les poiriers et les pruniers de ce jardin, c'est la mort lente. Une entaille circulaire, qu'on dirait faite avec un instrument de chirurgie, écorche la base du tronc, laissant à nu et à vif la chair meurtrie du blessé. Sans doute quelque docte professeur de pomologie, mobilisé pour cet office, a calculé tous les effets de cette opération : l'écoulement de la sève par l'ulcération meurtrière, le dessèchement de l'arbre avant la maturation des fruits, la stérilisation du sol par l'encombrement des racines mortes.

Tel est le travail allemand qui se faisait dans cette commune du canton de Lassigny, tandis que l'hôte princier du château d'Avricourt s'enfuyait au Frétoy, dans le canton de Guiscard, à peu de distance de la route de Ham.

Là, personne ne doute de l'identité du prince qui vint chercher au château du Frétoy, loin à l'arrière des lignes de l'armée

allemande, un refuge contre les aviateurs français qui lui faisaient grand'peur. Le maire de la commune a reçu des observations au sujet des marques de respect qui étaient exigées par ce haut et puissant seigneur. Je transcris, sous sa dictée, les observations qu'il reçut d'un officier allemand :

— Le fils de Sa Majesté se plaint qu'on ne le salue pas convenablement. Vous allez faire annoncer que tous les habitans de la commune sont convoqués pour recevoir des observations à ce sujet. Les femmes doivent incliner la tête devant Son Altesse et les officiers de sa suite. Il faut obéir.

En conséquence, il y eut un rassemblement d'hommes et de femmes, pour faire, sous la direction de l'état-major du prince, la manœuvre du salut, conformément aux rites imposés par le protocole de la cour berlinoise.

Le château du Frétoy, spacieux logis du XVIIIe siècle, est à peine reconnaissable depuis qu'il a servi de séjour à ce prince plein d'orgueil et hanté de terreurs folles. Les allées du jardin sont recouvertes d'une couche épaisse de feuillage et de branchages, pour donner le change à nos aviateurs. Les bâtimens sont camouflés. L'eau des fossés est masquée d'un enchevêtrement de bois mort, afin d'éviter le miroitement du soleil et de la lune. Enfin, les sapeurs ont creusé dans le sous-sol de l'arrière-cour un passage souterrain, protégé par un blindage de ciment, afin de permettre au prince de se sauver, en cas d'alarme, dans un pigeonnier qui communiquait avec sa salle à manger et sa chambre à coucher.

Le voisinage d'un grand seigneur de l'armée allemande ou de la cour de Berlin attirait toujours sur les villageois un surcroît de vexations et d'outrages. Le maire de Fréniches, commune voisine du Frétoy, nous a communiqué la liste de quatre-vingt-dix-neuf personnes qui furent enlevées de leurs foyers. Par la fenêtre du petit bureau où cette communication nous fut faite, on voit le jardin paisible où furent convoquées les jeunes filles de Fréniches, quelque temps avant cet exil forcé. Un médecin militaire allemand, le docteur Chappuis (serait-ce un parent de Son Excellence von Chappuis, ancien directeur au ministère de l'instruction publique en Prusse?) attendait ces jeunes filles dans une pièce voisine où elles furent obligées de défiler une à une, pour la plus humiliante formalité (1). Au

(1) Comparez une page terrible du *Journal d'une déportée*, publié dans la

moment de quitter Fréniches, les Allemands entassèrent dans cette localité la population d'une dizaine de villages des alentours. Ensuite, ils criblèrent le pays d'obus, bombardant notamment le presbytère et la ferme du Bois-Brûlé.

Margny-aux-Cerises.

Dans la fertile plaine du Santerre, que traverse directement la grande route de Noyon à Roye, sur ce sol limoneux et riche où, depuis plus de vingt siècles, le soc de la charrue creuse profondément le sillon propice aux bonnes semailles, il y avait des villages heureux, des bourgades paisibles qui avaient oublié les anciennes invasions et l'horreur des guerres. C'étaient des agglomérations très anciennes, et dont les noms indiquent l'origine agricole. Maisons rustiques, serrées autour d'un clocher paroissial, dans la végétation touffue des vergers, ces habitations, presque toutes bâties sur le même plan, avaient accueilli certaines industries rurales, par où s'était accrue la prospérité du pays. Margny-aux-Cerises, près de l'Avre picarde, à huit kilomètres de Roye, était un lieu si avenant et si tranquille, que les Allemands en firent un cantonnement de repos. On y voit encore l'enseigne de la *Dortmunde Union Bier*, qui est apparemment une société coopérative pour la consommation de la bière. Avant de s'en aller, les Allemands ont fait sauter à la dynamite tout ce qui restait debout. On dirait qu'un tremblement de terre a bouleversé ce village de Picardie. Et l'on reste confondu par la disproportion des moyens mis en œuvre et des résultats obtenus. Dépenser tant de dynamite et de cheddite pour anéantir des étables, des granges et des poulaillers !

Autour du cimetière où reposent quelques pionniers de la Garde prussienne, Margny-aux-Cerises offre le spectacle d'une dévastation dont le contraste avec ce nom printanier est véritablement tragique. Squelettes de maisons, cadavres d'arbres, tous ces lamentables restes sont plus tristes encore sous l'éclatant soleil qui rayonne magnifiquement sur les tombes et sur les ruines. Contre l'église, les Barbares ont employé un bélier à roues, pareil aux machines de guerre de l'antiquité. Plus une

Revue du 15 juin et dont un des chefs de notre armée nous disait : « Un témoignage aussi accablant devrait être répandu à des millions d'exemplaires dans le monde entier. »

âme vivante dans ce village anéanti. Margny-aux-Cerises n'est plus habité que par des morts.

Les morts eux-mêmes ont subi, en maint endroit de la Picardie dévastée, l'injure des Barbares. L'officier qui a bien voulu m'accompagner et me renseigner dans cette enquête douloureuse me mène au cimetière de Champien, commune située à vingt-quatre kilomètres de Montdidier, dans le canton de Roye. Champien était une riche bourgade... Quelle vision! Le presbytère, attenant au champ des morts, est écroulé, jonchant de gravats le modeste mobilier et le petit jardin du curé. Un cyprès géant, scié à sa base, est étendu tout de son long, parmi des sépultures dont les pierres tombales ont été soulevées. Je vois un cercueil brisé... Au bout de ce cimetière, on avait installé un banc pour prendre le frais!

Roye.

La route de Roye est complètement rasée. A la place des beaux arbres qui ombrageaient cette chaussée ancienne où passa le grand Condé, allant vaincre les Impériaux à Lens, on ne voit plus, hélas! qu'une double rangée de tronçons, qui sortent de terre, pareils à des moignons. Les rails du chemin de fer économique qui longeait la route ont été enlevés...

La destruction des chemins de fer en pays envahi, au cours d'une avance ou d'une retraite, est un acte de guerre. Mais quelle utilité militaire pouvait présenter l'emploi systématique des pompes à pétrole et des grenades incendiaires qui ont dévasté les monumens publics et les édifices particuliers de la ville de Roye? Un honorable témoin, M. Leblan, greffier de la justice de paix, a constaté, pendant le premier hiver de l'occupation allemande, quatre-vingt-quinze incendies, parmi lesquels celui de l'hospice. La sucrerie Mandron, rue de Paris, et celle de M. Labruyère, au faubourg Saint-Gilles, ont été brûlées. Quatre cents maisons, ou peu s'en faut, ont reçu la visite des pillards bavarois qui ont tout déménagé, arrachant même les boiseries attenantes aux murailles. A Roye, les Allemands ont organisé la destruction progressive de toutes les industries et de tous les métiers par le sabotage scientifique de tous les instrumens de travail. Avant de partir, ils ont pris soin de rendre inutilisables les fours des boulangeries; ils ont coupé les conduites d'eau qui alimentaient les habitans. En même temps,

ils sciaient tous les arbres fruitiers dans les jardins et mutilaient tout le matériel agricole. C'était bien là « guerre aux civils, » annoncée aux religieuses de Noyon par le docteur allemand Beneke.

Pendant la nuit du 17 mars, à 3 h. 45, les habitans de Roye, — ou du moins ceux que les déportations successives avaient encore laissés au logis, — furent réveillés en sursaut par une détonation formidable. Une explosion de mines faisait sauter l'hôtel de ville. Sous quel aspect nous apparaît aujourd'hui ce pacifique monument de la vie municipale d'autrefois et de la commune affranchie par Philippe-Auguste! Brèches ouvertes, crevasses béantes, écroulemens de plâtras et de gravats, enchevêtrement de poutres arrachées des mortaises, le beffroi retourné sens dessus-dessous, chaviré dans un tas de pierres et de planches, quel triomphe pour M. le professeur Paul Clemen, de Bonn, « conservateur des Beaux-Arts » en Belgique et dans les départemens de la France envahie! Ce docte professeur, qui a compilé un énorme ouvrage sur l'*Entretien des monumens en France*, connaissait aussi l'église Saint-Pierre de Roye, dont la façade fut construite en style roman, au XIIe siècle, en même temps que les flèches monumentales de Vermelles et de Richebourg-l'Avoué. La nef de cette église fut achevée en style ogival, au commencement de la Renaissance française, à l'époque où s'élevèrent, sur la plaine de Picardie, dominant l'estuaire de la Somme, les tours de Saint-Vulfran d'Abbeville. Les vitraux de l'église Saint-Pierre de Roye étaient splendides. L'Allemagne savante a décidé l'anéantissement de ce magnifique décor architectural. Une première fois, le 15 décembre 1914, les Allemands ont fait sauter avec des explosifs le clocher et la toiture de cette église, classée au nombre de nos monumens historiques. Dans la suite, le 17 mars 1917, à la veille de leur retraite, ils ont terminé la destruction de l'édifice, en faisant encore sauter une plate-forme, haute d'environ trente-cinq mètres, qui avait été épargnée jusque-là, et qui leur servait d'observatoire. La nef de l'église n'est plus qu'une débâcle de pierres écroulées, de charpentes écartelées, et les fenêtres délicatement ciselées où brillait la féerie multicolore des vitraux s'ouvrent béantes, ébréchées, sur le vide...

Les Allemands procédèrent, selon leur méthode, à la déportation d'un grand nombre d'habitans de Roye. Un convoi de

cent quatre-vingt-deux personnes, âgées de seize à soixante ans, fut mis en route le 17 février 1917. Le départ des jeunes filles, dit un témoin, a donné particulièrement lieu aux scènes les plus douloureuses. Le 13 mars, vingt-trois autres personnes furent emmenées en captivité, notamment M. Lefèvre, boulanger, faisant fonction de maire à Roye; M. Carpentier, huissier, délégué du Comité d'alimentation hispano-américain; Mme Dhilly, faisant fonction de maire à Solente, et plusieurs maires des communes voisines.

Malgré ces angoisses, ces ruines, ces deuils et ces déchirantes séparations, dans ce coin de France où les communes furent si cruellement éprouvées, jamais la vie municipale n'a été interrompue. Régulièrement, il y avait délibération du Conseil. Admirable exemple de continuité dans la vie française et dans la résistance nationale. On sent ici le ferme cœur et la volonté tenace de ces communes de Picardie, qui sont les plus anciennes de toute la France, ayant reçu leurs chartes d'affranchissement, dans les vallées de l'Oise, de l'Aisne et de la Somme, au temps des premiers rois de la dynastie capétienne.

Ham.

— Voyez, me dit M. Étévé, adjoint au maire de Ham, le registre de nos délibérations. Nous sommes fiers de penser qu'il pourra servir de document à ceux qui feront demain l'histoire de la France d'aujourd'hui.

On ne peut regarder sans émotion ce gros cahier dont la calligraphie nette et loyale raconte, avec la sobre précision d'un procès-verbal, la vie de la cité triste, fière, et toujours animée d'une secrète et invincible espérance, malgré la présence odieuse de l'ennemi. Les Allemands, venant de Péronne, arrivèrent à Ham dans la matinée du samedi 29 août 1914. A partir de ce moment, la ville de Ham fut séparée du reste de la France. Et cette épreuve a duré jusqu'au 19 mars 1917, pendant deux ans, six mois et dix-neuf jours !

Un des premiers soins des envahisseurs fut d'emmener en captivité le maire de Ham, M. Gronier, qui fut arrêté en même temps que M. Caurette, notaire, et enfermé au camp de Holzmiden. Selon les propres paroles de l'adjoint, M. Étévé, « ils ont donné ensuite libre cours à leur instinct de destruction, cassant les meubles, coupant les draps, et causant des dom-

mages sans aucune utilité pour eux-mêmes. Les réquisitions sont devenues continuelles; maisons et magasins ont été vidés peu à peu... Un jour, on est venu soi-disant emprunter, pour le chef de la *Kommandantur*, une très belle table, appartenant à l'Hôtel de Ville, et qui avait été estimée cinq mille francs; elle ne nous a jamais été rendue. » Avant de quitter Ham, les Allemands mirent le feu aux fabriques de sucre de MM. Bocquet et Bernot, aux ateliers mécaniques de MM. Mahot et Génin, à la brasserie de M. Serré, à la fabrique d'huile de M. Dive fils.

Dans la matinée du 10 février, plus de cinq cents personnes de Ham reçurent la convocation fatale qui jetait l'épouvante au foyer des familles. Il fallait se rendre à l'esplanade du château, sous prétexte d'une vérification de papiers d'identité. Lorsque l'appel eut été fait, ces pauvres gens restèrent là, piétinant dans la neige, jusqu'à trois heures de l'après-midi, sans rien manger. C'est à peine si quelques mères de famille purent apporter à leurs enfans un peu de nourriture avant la déchirante séparation. Ces malheureuses mères, ayant accompagné leurs filles pour tenter une suprême démarche auprès de la *Kommandantur*, furent brutalement repoussées. Un document public nous a fait connaître ce mot d'un commandant allemand qui, après avoir repéré dans le troupeau des captives une jeune fille de seize ans, a dit : « Celle-là est pour moi (1). »

Dans cette même ville de Ham, les Allemands enlevèrent encore, le 13 mars 1917, quatre-vingts personnes, soixante hommes et vingt femmes, parmi lesquelles se trouvaient quatre malades de l'hospice. Un témoin de ces scènes en a fait ainsi la description : « J'ai assisté aux enlèvemens d'habitans. C'était navrant ! Ma femme, âgée de cinquante-quatre ans, a été l'une des victimes de cette horrible mesure. Elle n'est pas encore revenue ; je n'ai jamais reçu de ses nouvelles, et j'ignore même où elle est. Elle avait exhibé aux Allemands un certificat médical, établissant l'état précaire de sa santé : il n'en a été nullement tenu compte. J'ai alors demandé à partir avec elle, mais je n'ai pu l'obtenir. »

Dans la nuit du samedi 17 mars 1917, le maire de Ham reçut l'ordre de réunir à l'église et au centre de la ville, avec

(1) Séance du Sénat, 31 mars 1917.

des vivres pour vingt-quatre heures, les derniers habitans de sa ville, dépeuplée par plusieurs enlèvemens d'otages et de captives. Une proclamation du haut commandement allemand disait que les ponts de la Somme, le château de Ham, le beffroi allaient sauter, et que les explosions auraient lieu le dimanche de midi à quatre heures, après avoir été annoncées par des sonneries de clairons. La population anxieuse attendit toute la journée. Mais les clairons annonciateurs de la catastrophe ne sonnèrent point. Et, quand le soleil de ce triste jour se coucha dans un horizon d'orage, nul encore n'avait entendu les détonations prévues et prescrites par l'état-major de Hindenburg. La nuit vint. Personne n'avait l'esprit assez dispos ni le cœur assez apaisé pour songer à dormir. Avait-on calculé cette insomnie comme un surcroît de tourment, infligé par la méthode allemande à une population qui, depuis vingt-quatre heures, endurait de mortelles alarmes? Toujours est-il qu'en pleine nuit, sans avertissement préalable, la ville tout entière, en proie au plus terrible cauchemar, fut secouée jusqu'en ses profondeurs par une brusque détonation, suivie d'un effroyable roulement de tonnerre. On entendit aussitôt un fracas de pierres écroulées. Et maintenant, le vieux château de Ham, la tour du connétable de Saint-Pol, ces murs à créneaux et à mâchicoulis, dont l'ensemble formait un pittoresque monument de l'architecture du xve siècle et fut respecté même par les démolisseurs et les incendiaires aux gages de Charles-Quint, ne sont plus qu'un éboulis de décombres, comme le donjon de Coucy (1).

Le dernier chef de la *Kommandantur* de Ham était un général nommé Fleck. Ce Fleck s'était logé, avec son état-major, rue du Marché-Franc, dans une grande et belle maison, appartenant à Mme Bernot, veuve du regretté sénateur, président du conseil général de la Somme. Dans la semaine qui précéda la retraite de l'armée allemande, c'est-à-dire à partir du 11 mars, Fleck fit emporter par des camions militaires automobiles une cargaison de meubles, notamment un coffre-fort.

— Dès que les camions étaient chargés, dit un témoin, ils filaient dans la direction de la gare.

Le moment vint où Fleck lui-même « fila » dans une auto

(1) Voyez dans la *Revue* du 1er mai 1917, l'article de M. Germain Lefèvre-Pontalis : *Un crime allemand, la destruction de Coucy.*

rapide. C'était le dimanche 18 mars, à huit heures et demie du matin. A cet instant, une vingtaine d'hommes, sous la conduite d'un caporal, vinrent s'aligner dans la rue du Marché-Franc. Ils étaient armés de haches et de bâtons ferrés. Ils avaient reçu des ordres précis. Au moment où le général Fleck disparaissait, le caporal et ses hommes entrèrent dans la maison. Ils avaient dit :

— *Zum Befehl, Herr General.* A vos ordres, seigneur général.

Alors, conformément aux ordres donnés, l'équipe se mit en devoir de détruire tout ce qui n'avait pas été emballé par le général sur des camions automobiles. Cela fut fait mécaniquement, selon la consigne, avec l'automatisme machinal de la discipline allemande, à coups de haches et de bâtons ferrés. Nous avons vu cette maison dans l'état où ce sabotage l'a réduite. Dès qu'on a franchi la grille d'entrée, on marche sur des tessons de porcelaine brisée. Le vestibule, au haut du perron, est jonché des éclats miroitans d'une grande glace cassée. Dans le salon, le buste du maître de la maison, en marbre blanc, a été jeté sur le parquet et barbouillé d'encre noire. Les portes sont enfoncées, les persiennes décrochées, les serrures broyées, les verrous arrachés, les loquets tordus.

On nous rapporte qu'aux témoins de cette scène qui leur faisaient honte, ces saboteurs en uniforme répondaient :

— Ordre du général... *Alles kapout.*

Alles kapout!... Tout doit être détruit. C'est ainsi que les officiers allemands, sous le règne de Guillaume II, prennent congé des personnes chez lesquelles ils ont habité. Je me souviens, à ce propos, d'un passage des *Mémoires* de Gœthe, où l'on voit qu'un officier français, le comte de Thorenc, lieutenant du roi de France, étant logé dans la maison du père de l'auteur, à Francfort-sur-le-Mein, en 1759, « ne voulut même pas clouer aux murs ses cartes de géographie, pour ne pas endommager les tapisseries neuves... »

Allons maintenant à Chauny, où nous attendent d'autres effets de la *Kultur*.

Chauny.

L'arrivée à Chauny, cité naguère avenante, c'est un voyage parmi les ruines d'une sorte de Pompéi. Mais il y a une diffé-

rence : cette dévastation n'est pas un méfait de la nature aveugle et sourde, c'est le crime raisonné, abominable et absurde de la barbarie scientifique.

La ville de Chauny fut dépeuplée avant d'être dévastée. Pendant plus de deux années d'un régime intolérable, la peine de la déportation, arbitrairement prononcée, punissait la moindre peccadille, la plus petite infraction aux règlemens d'une police aussi taquine que vexatoire et brutale. Il était défendu aux habitans de sortir de chez eux avant huit heures du matin; chacun devait rentrer à sept heures du soir et rester au logis sans lumière. La servante d'un vicaire, se trouvant dans le couloir d'entrée de sa maison un peu après l'heure fixée, fut condamnée pour ce fait à plusieurs mois de prison et envoyée dans une geôle d'Allemagne. Le vicaire, ayant protesté, subit le même sort. La déportation des habitans de Chauny, âgés de quinze à soixante ans, commença le 18 février 1917 et dura jusqu'au 23 du même mois, date à laquelle le maire de Chauny, M. Descambres, le directeur du ravitaillement, M. Soulier, le délégué, M. Vasseur, et MM. Halland, Emond, comptables du comité, furent emmenés en captivité. Comme le nombre des malades croissait, on enleva les médecins... Nous sommes heureux de trouver à son poste d'honneur et de dévouement l'adjoint au maire, M. Broglin, qui a résumé en termes saisissans cette longue épreuve : « Notre ville a été occupée sans interruption depuis le 1er septembre 1914 jusqu'au matin du 19 mars 1917. J'ai vu deux invasions. Celle de 1870 n'était rien à côté de celle que nous venons de subir. Pendant près de trente mois, nous avons vécu sous le régime le plus intolérable et le plus humiliant. Obligés de ne pas sortir de chez nous avant huit heures du matin, de rentrer à sept heures du soir, de rester sans lumière dans nos demeures, de saluer chapeau bas les officiers sous peine d'emprisonnement, menacés de perdre ce qui nous restait de liberté, pour les raisons les plus futiles, accablés de contributions et de réquisitions, nous attendions avec angoisse l'heure de la délivrance. Quelle n'a pas été notre joie, malgré l'*horreur des derniers jours*, quand elle est arrivée (1)! »

(1) Une citation à l'*Officiel* vient de porter à la connaissance du pays l'exemple donné par M. Broglin et par ses vaillans collègues qui ont bravé toutes sortes de périls en restant à leur poste. On sait d'ailleurs ce qui s'est passé à Lassigny, où

Cette « horreur des derniers jours » n'apparaît nulle part plus poignante que dans l'état actuel de Chauny. Un simple procès-verbal de constat suffirait à peindre la dévastation de cette ville industrieuse et florissante qui, dans une situation commode et agréable, sur les deux rives de l'Oise, à la jonction de deux canaux, au pied d'une colline verdoyante et boisée, avait oublié ses malheurs d'autrefois, s'était relevée des ruines accumulées par les reîtres et les lansquenets du XVIe siècle, au point de réclamer devant l'Assemblée nationale, en 1790, le titre de chef-lieu du département de l'Aisne, comme un privilège dû au chiffre de sa population non moins qu'aux avantages de sa situation naturelle et à l'ancienneté de sa maîtrise des eaux et forêts. Toutes sortes d'industries anciennes ou nouvelles, depuis la manufacture de glaces de Saint-Gobain jusqu'aux plus récentes exploitations des phosphates de chaux, avaient assuré la prospérité de Chauny et l'aisance de ses habitans. C'était un coin de France où l'on vivait heureux. A présent l'aspect de cette ville n'offre que des visions de choses écroulées, effondrées, anéanties, qui n'ont plus de forme, ni de couleur, ni de nom. Sous la formidable poussée des explosions, les murs se sont abîmés, pulvérisés, éparpillés en traînées de poussière et de cendre, en effondrements de gravats calcinés. Les ravages d'une éruption volcanique sont moins cruels que cette destruction exécutée par ordre.

De l'église Saint-Martin de Chauny rien ne subsiste, hormis quelques pans de murs déchiquetés. Les rues, dont le déblaiement occupe de nombreuses escouades de braves territoriaux, sont obstruées de décombres, ne traversent que des ruines et ne mènent qu'à des fondrières. Pour miner la ville de Chauny, les ingénieurs allemands avaient eu soin, deux mois à l'avance, de prendre la mesure des caves de toutes les maisons. Ils savaient

M. Fabre, conseiller général, accourut dès la première alerte et fut fait prisonnier par les Allemands ; à Senlis, où le maire, M. Odent, paya de sa vie la haute idée qu'il se faisait de son devoir civique ; à Chantilly, où les magistrats municipaux et les fonctionnaires de l'Institut ont rivalisé de courage, en des journées tragiques. (Voyez dans la *Revue* du 15 février 1917, *l'Institut de France et la guerre*, et dans le *Journal des Savans* de janvier 1915, le rapport de M. Elie Berger, conservateur du musée Condé.) Tandis que le maire, M. Vallon, était pris comme otage, l'hospice Condé continuait de recevoir des blessés et des malades soignés par le docteur Chaumel. L'ambulance de l'Institut, dirigée par M. Georges Vicaire, a maintenu sans interruption, au moment du danger, le fonctionnement des services qu'elle n'a pas cessé d'assurer jusqu'à ce jour.

ainsi, fort exactement, la quantité d'explosifs qui leur était nécessaire. Des matières inflammables étaient préparées, pour le cas où les explosifs ne suffiraient pas.

L'opération prévue et prescrite par les directives de l'état-major allemand commença, dans les derniers jours de février, par l'évacuation forcée d'environ 1990 habitants de Chauny, la plupart vieux ou infirmes (à peu près tout ce qui restait d'une population de plus de dix mille âmes!) que l'on entassa pêle-mêle avec trois milliers d'évacués de treize communes d'alentour et même du canton de La Fère, dans un faubourg qui, en temps ordinaire, ne peut guère loger plus d'un millier de personnes. Quand cet internement fut achevé, on procéda méthodiquement au pillage de la ville déserte. Les maisons, avant d'être bourrées de dynamite et de cheddite, furent vidées de tout leur contenu. Les meubles furent déménagés. L'effraction des coffres-forts fut organisée comme à Noyon. On peut voir, en explorant les ruines de l'église Notre-Dame de Chauny, ce que fut ce pillage final. Les trois troncs de l'église sont brisés, et les traces des instrumens de cambriolage qui ont servi à cette fracture sont très visibles. Les serrures des armoires ménagées dans les boiseries sont forcées. Les portes de la sacristie sont enfoncées et l'on a jeté sur le plancher, en vidant les tiroirs, tout ce qu'on n'a pas emporté.

En s'en allant, dans la nuit du 19 au 20 mars, les Allemands firent un dernier geste, qu'il faut noter, comme l'épilogue de ces jours d'angoisse, de larmes et de sang. Leurs batteries, installées à Saint-Gobain et sur les buttes de Rouy, envoyèrent des obus sur les bâtimens de l'institution ecclésiastique Saint-Charles, qui servait de refuge à des vieillards, à des enfans, à des malades, et dont ils ne pouvaient ignorer la destination, puisqu'ils avaient fait peindre eux-mêmes, sur la toiture de cet établissement, plusieurs croix rouges, entourées de cercles blancs. Un enfant de dix ans, entre autres victimes, a péri dans ce bombardement stupide et féroce.

Par un ordre de cabinet, daté du 24 mars 1917, Guillaume II a adressé ses félicitations officielles au maréchal Hindenburg, pour avoir ravagé nos départemens de l'Oise, de l'Aisne et de la Somme.

« Avec une sage clairvoyance, disait le kaiser à son subor-

donné, vous avez, de concert avec votre conseiller éprouvé, le général Ludendorff, pris cette décision... Vous avez donné ainsi une nouvelle preuve de votre grand art de stratège... Cette décision de haute portée ne pouvait être réalisée prudemment que si *tout était prévu dans le moindre détail et méthodiquement préparé*... Le parfait développement de toutes les mesures venues jusqu'à à exécution constitue une nouvelle page de gloire dans *l'œuvre accomplie par mon état-major général.* De même que je vous ai prié d'exprimer aux troupes toute ma reconnaissance pour leurs exploits, je saisis maintenant l'occasion de vous exprimer à vous-même, au général Ludendorff et à tous vos collaborateurs, mes remerciemens tout particuliers et ma satisfaction sans réserve, et je vous prie d'en faire part à tous les intéressés. »

Cette pièce, signée de Guillaume II, désormais classée au dossier d'un procès qui sera jugé au grand jour, contient un aveu personnel où se révèlent nettement les responsabilités de l'auteur principal et des complices de la plus monstrueuse entreprise qui ait jamais été organisée contre nos foyers, contre le travail humain, contre l'existence même de la civilisation. Enregistrons cet aveu, en attendant avec confiance l'heure inéluctable du règlement des comptes et de l'évaluation des justes indemnités.

GASTON DESCHAMPS.

LES
OFFENSIVES CONJUGUÉES

Il y a six semaines, comme conclusion à mon étude : « Où en sont les deux blocus? » et après avoir observé que, même bloquée hermétiquement, l'Allemagne trouverait encore dans les contrées qu'elle a conquises et qu'elle exploite savamment, des ressources suffisantes pour « tenir » encore au moins dix-huit mois, je posais la question que tant de gens se posent : « Que faut-il donc faire de notre côté? Rester sur la défensive ou, au contraire, faire sur tous les fronts, *y compris le front Nord*, les efforts les plus vigoureux pour disputer aux empires du Centre la libre disposition de ces territoires sur lesquels paraissent compter, comme ressource suprême, les profonds stratèges du grand État-major? »

La réponse, déjà, ne me semblait pas douteuse, mais je prévoyais des objections, la révolution russe, la Grèce, l'infranchissable coupure des Dardanelles et l'obstacle, au moins moral, que nous oppose la neutralité danoise.

Il y en a d'autres dont je ne parlais point alors; il y a surtout, on peut le dire maintenant que le fait, — d'ailleurs parfaitement connu de nos adversaires (1), — a été publiquement admis par des membres du gouvernement français, il y a qu'à la suite des événemens militaires du mois d'avril, bien mal interprétés, du reste, l'opinion a été chez nous mise en défiance contre les résultats d'une grande offensive, quels qu'en soient le théâtre, la portée, les moyens.

(1) Lire à ce sujet le remarquable article publié le 2 juillet par Lord Esher, pair d'Angleterre, dans le *Matin*.

Il semble à beaucoup de Français, — pas à tous, heureusement! — que « tenir » dans les tranchées du front occidental doive désormais suffire à toutes les exigences d'une situation dont l'issue s'enveloppe pour eux de quelques nuages, et qu'en tout cas, on ne puisse pas demander davantage à une nation qui a déjà tant souffert et dont le sang généreux a coulé par tant de blessures. D'ailleurs, l'Amérique n'est-elle pas là avec toute son énorme puissance? N'aurons-nous pas bientôt, pour reconquérir ce qui reste encore de notre sol entre les mains de l'ennemi, le million de soldats qu'elle nous a promis? Déjà les premiers contingens arrivent!...

Quels périls ne résulteraient pas dans l'avenir, au moment du règlement de comptes final, d'une conception qui attribuerait, *si on la poussait un peu loin*, à d'autres qu'aux Français eux-mêmes le rôle principal dans la récupération de nos territoires, c'est ce que ne se demandent pas les prêcheurs de faiblesse, dont toute la préoccupation n'est, au fond, que de se ménager la faveur de la masse qui ne voit pas au delà des épreuves de l'heure présente...

Mais laissons cela : aussi bien cet état d'esprit où l'on retrouve, avec la déception à laquelle je faisais allusion tout à l'heure, les angoisses d'une crise économique et le travail souterrain de révolutionnaires suspects d'intelligence avec l'Allemagne, le verrait-on se modifier brusquement au premier succès important de nos armes ou seulement si cette nation, qui a déjà donné tant de preuves de confiante fermeté, se sentait poussée par des mains énergiques dans la voie des mesures décisives, en ce qui touche la politique de la guerre.

Oui, j'en ai la pleine conviction, la France n'attend, pour retrouver tout son élan comme pour voir renaître tous ses espoirs, que des déterminations vigoureuses des gouvernemens alliés, des déterminations de haute portée, où elle reconnaîtra la claire intelligence de ce qu'il faut faire enfin pour vaincre, où elle sentira passer le souffle émouvant des grandes conceptions offensives.

Mais avant d'essayer, comme je l'écrivais le 1er juin dernier, d'indiquer à larges touches, — et en m'excusant de la témérité grande! — « les solutions qui me paraîtraient satisfaire aux données du plus grave problème que cette guerre extraordinaire

ait encore posé à notre constance, » il n'est peut-être pas mauvais de revenir sur les raisons qui ne me permettent pas de croire qu'il suffise du seul blocus, combiné avec des opérations purement défensives, pour venir à bout de l'Allemagne *dans un laps de temps tel que nous ne soyons pas nous-mêmes réduits à l'épuisement matériel ou à l'abattement moral.*

Il y a eu, c'est incontestable, de sérieux progrès réalisés depuis trois mois dans l'organisation du « blocus au travers des neutres, » qui avait fait l'objet, le 30 mars dernier, d'un intéressant débat à la Chambre des députés. Grâce à l'intelligente vigilance des organismes chargés de tenir étroitement serrée la vis de pression économique que nous faisons agir depuis plus de deux ans sur les empires coalisés, on pouvait considérer déjà comme difficile la continuation des trafics variés au moyen desquels les neutres du Nord se chargeaient d'approvisionner l'Allemagne. Les « contingentemens » s'étendaient, ainsi que les opérations de la « politique d'achats, » si bien définie par l'éminent sous-secrétaire d'État au blocus, M. Denys Cochin.

Mais voici que le gouvernement des États-Unis, comme je le faisais prévoir dans mon étude du 1er juin (1), a décidément pris les mesures nécessaires pour contrôler toutes les exportations alimentaires. M. Wilson compterait même obtenir du Congrès de pleins pouvoirs pour exercer sa surveillance sur les exportations de charbon, de munitions et sur les opérations commerciales de toutes les industries susceptibles d'intéresser la défense nationale. Mais là, il se heurte à de sérieuses résistances, tandis que, sur la question du contrôle des objets d'alimentation, tout le monde est d'accord, de l'autre côté de l'Atlantique, parce que le Président a habilement fait valoir l'immédiat intérêt qu'il pourrait y avoir, en cas de mauvaise récolte, à ne pas se démunir complètement de réserves de vivres dont la seule diminution provoque depuis quelques semaines des spéculations effrénées et en tout cas une élévation marquée du prix de l'existence.

C'est qu'en effet, aussitôt qu'ils ont eu le soupçon de ce que M. Wilson préparait, les approvisionneurs ordinaires de l'Allemagne se sont précipités sur les marchés américains et y ont

(1) Voyez la *Revue* du 1er juin 1917 : « Où en sont les deux blocus? » page 671.

accaparé toutes les denrées disponibles à n'importe quel prix (1). Les stocks ainsi constitués ont pris peu à peu le chemin de la mer du Nord et de la Baltique, soit sur des *cargos* américains, soit sur des vapeurs neutres qui, les uns comme les autres, ont « miraculeusement » échappé aux coups des sous-marins allemands, tandis qu'un trop petit nombre d'entre eux se voyaient contraints de subir la visite dans les ports alliés de l'Atlantique, — visite de pure forme, souvent, puisque la destination des cargaisons est presque toujours parfaitement correcte *en apparence* (2).

Il n'est pas aisé d'évaluer ce que les empires du Centre, et l'Allemagne surtout, ont pu gagner à cette curée rapide et violente en *durée de résistance;* mais il est certain que la soudure entre les deux récoltes de 1916 et de 1917 est assez bien assurée, et il est probable que des réserves ont pu être constituées.

Quoi qu'il en soit, pour avoir été peut-être un peu tardives, déjà, les mesures de contingentement rigoureux prises par M. Wilson n'en seront pas moins utiles dans l'avenir ; mais il faut observer ce point important, auquel je faisais allusion tout à l'heure, que les Alliés de l'Ouest de l'Europe ne peuvent compter sur le bénéfice des restrictions imposées aux Scandinaves et aux Hollandais, au sujet des denrées alimentaires, que dans la mesure où les denrées ainsi retenues seront jugées inutiles pour les cent millions d'habitans des États-Unis. Or, il y a là un inconnu préoccupant, car il est impossible de se dissimuler que la popularité de M. Wilson, la popularité de la guerre à l'Allemagne, si l'on veut, résisterait difficilement, chez les masses ouvrières de la grande République, aux épreuves de la « vie chère, » si ces épreuves, déjà sensibles, devenaient bientôt plus pénibles encore.

Enfin, autre inconnu : les quatre puissances intéressées dans cette affaire du contingentement ont envoyé à Washington des négociateurs habiles, — quelques-uns même choisis pour la faveur dont on suppose qu'ils jouiront auprès des syndicats

(1) M. Hoover, directeur de l'alimentation aux États-Unis, affirme qu'en *un mois* les spéculateurs américains ont gagné sur les grains et autres denrées 50 millions de dollars.

(2) N'oublions pas que, pour paralyser les efforts d'investigation des Alliés, les Neutres gardent pour leur consommation les denrées importées, mais *vendent aux Allemands* toutes les denrées analogues produites chez eux.

ouvriers, — qui s'efforcent d'obtenir les conditions les plus avantageuses en majorant les chiffres qui représenteraient les besoins réels des populations dont les intérêts leur sont confiés.

Ce n'est pas tout! Que ces populations des neutres du Nord commencent à souffrir sérieusement des résultats des deux blocus combinés, c'est ce qui apparaît sans aucun doute possible. Or, ces souffrances vont être augmentées par les décisions nouvelles du gouvernement américain et le seront d'autant plus que ce gouvernement semble disposé à exiger que les *cargos* de ces neutres viennent chercher, eux-mêmes, les provisions qu'il consentira à leur céder après s'être bien assuré que rien n'en pourra être distrait pour l'Allemagne. Mais il est clair qu'à ce moment-là, la Wilhelmstrasse et l'Office naval changeront complètement d'attitude et que les torpillages recommenceront de plus belle. On sait que la diplomatie allemande n'a pas encore perdu l'espoir de persuader à ses victimes qu'elles sont, en réalité, les victimes des Alliés, les victimes de « l'odieuse Angleterre. » Pouvons-nous être absolument assurés que d'insidieux raisonnemens de ce genre n'auront jamais d'influence sur des peuples exaspérés par le besoin et constamment travaillés, comme on le voit assez depuis quelques semaines, par les agens de la « Sozialdemokratie » impériale? La populace de Rotterdam ne vient-elle pas de piller les allèges où le gouvernement anglais emmagasine les denrées que, conformément à la « politique d'achats, » il acquiert en Hollande pour empêcher que les Allemands ne s'en emparent, mais qu'il ne peut pas faire immédiatement passer en Angleterre, faute de moyens de transport? Les justes observations du journal socialiste hollandais *Het volk*, que je citais ici le 1er juin (1), n'ont pas eu le pouvoir d'arrêter des affamés qui voient des péniches pleines de pommes de terre et jugent tout naturel de les vider séance tenante. Et sans doute, il devait y avoir là bon nombre d'excitateurs allemands, bien plus encore que nous n'en avons eu chez nous au moment des grèves du début de juin; mais justement n'est-ce pas à l'emploi de plus en plus marqué de ce moyen d'action qu'il faut s'attendre de la part de nos ennemis? Cette longue guerre, qui change constamment de physionomie, va voir sa phase économique se compliquer partout de redoutables mouvemens populaires.

(1) *Revue des Deux Mondes*, du 1er juin 1917, déjà citée. (« Où en sont les deux blocus ?» page 670).

Partout, dis-je..., mais ne sera-ce pas surtout en Allemagne même, puisqu'en définitive c'est l'Allemagne qui souffre le plus? Et par conséquent de ce côté-là ne conserverions-nous pas un avantage, un avantage relatif, tout au moins?...

Je le crois; je l'espère; mais je voudrais en être plus certain. Je voudrais l'être, du moins que les émeutes de la faim, au fond assez bénignes, dont on nous entretient depuis deux ans, deviendront assez graves chez nos ennemis pour provoquer de sanglantes répressions et, par un inévitable retour, des insurrections véritables. Malheureusement, de tels espoirs ne viennent guère à l'esprit de qui connaît les Allemands, peuple essentiellement hiérarchisé, soumis craintivement à ses princes, à ses chefs militaires, — et en Prusse, surtout à la police, la terrible « polizei, » — troupeau docile, qui n'a que de brefs sursauts de colère quand il ne peut manger à sa faim. Que l'armée soit suffisamment nourrie, et elle le sera, cela seul importe aux dirigeans de l'Empire.

« Il faut que le public français, disait dernièrement un diplomate étranger qui vient de Berlin (1), soit persuadé qu'il ne doit pas s'attendre à une révolution, à un soulèvement quelconque provoqué chez le peuple allemand par un affaissement moral résultant de la faim et des privations. Il faudra l'abattre les armes à la main. »

Le diplomate dont je cite l'opinion ajoute d'ailleurs que tout s'effondrerait en Allemagne le jour où serait définitivement déçue la confiance en l'infaillibilité du grand état-major et en la capacité des gouvernans. « Le gouvernement allemand le sait et c'est pourquoi il trompe son peuple... »

Il ne le trompe pas complètement, toutefois, en lui promettant qu'il aura toujours de quoi se soutenir, sinon de satisfaire sa faim. Et il convient de répéter ici que si la prochaine récolte sera inférieure à la moyenne, en Allemagne, par suite de l'insuffisance de la main-d'œuvre et des engrais (2), elle sera, semble-t-il, assez belle en Autriche, belle en Hongrie, superbe en Valachie, satisfaisante dans les Balkans et en Asie-Mineure,

(1) M. de Aguero, ministre de la République Cubaine à Berlin (Interview donnée au *Journal des Débats* et publiée le 8 juin 1917).

(2) Il y a en Allemagne plus de 350 fabriques de nitrate artificiel, mais cet engrais ne vaut pas, à beaucoup près, les nitrates naturels du Chili qui n'arrivent plus, depuis deux ans et demi, dans les ports allemands. On estime que le rendement général à l'hectare a baissé de 25 pour 100.

suffisante enfin dans les pays conquis, à l'Est et à l'Ouest de l'Allemagne. Or on sait que nos adversaires, appliquant à l'extrême rigueur le principe : *Suprema lex, salus populi*, accapareront toutes les récoltes dans ces dernières contrées. C'est, une question de savoir s'ils laisseront de quoi vivre, avec les plus rigoureuses privations, aux infortunés habitans, Lithuaniens, Polonais, Volhyniens, Valaques, Serbes, Belges et Français du Nord.

Quant au cheptel qui, fort éprouvé dans les premiers mois de la guerre, a pu se maintenir à un chiffre assez satisfaisant (1), grâce justement aux réquisitions impitoyables pratiquées dans les régions envahies, les Allemands sont bien décidés à l'exploiter cette année-ci et l'année prochaine, où, pensent-ils, l'effroyable lutte se décidera en leur faveur, les armées de l'Entente étant épuisées et les peuples affamés par la campagne des sous-marins poursuivie avec une énergie croissante. On s'étend peu, naturellement, sur les secours de toute nature que les Alliés tireront de l'Amérique, entrée dans le conflit au grand dépit des chefs des puissances centrales; on estime d'ailleurs que ces secours tardifs ne balanceront pas le dommage causé aux ennemis d'Occident par la défaillance des armées russes. Appréciation doublement imprudente, peut-être !...

Telle est la situation envisagée de part et d'autre dans son ensemble. Rien n'est décidé. Nous sommes, l'ennemi et nous, sur le sommet du plateau. Qui, des deux partis, poussera l'autre sur la pente où l'on ne s'arrête plus ? Le nôtre, sans aucun doute, mais à la condition de ne rien relâcher, ni de notre vigueur combative, ni de notre résistance aux élémens de désordre et de désorganisation, ni, surtout peut-être, car enfin il s'agit d'abord de *vivre*, de nos efforts pour restaurer les ressources du pays, à mesure qu'elles s'épuisent.

Et ce qui apparaît clairement, lorsqu'on y réfléchit, c'est la capitale importance du « facteur temps. » Oui, il faut se presser. A tous les points de vue, il convient de « hâter la décision, » en dépit de certaines apparences qui nous inciteraient à temporiser, à attendre, par exemple, pour entreprendre

(1) Bovins : 17 à 18 millions de têtes, au lieu de 27 en août 1914 ; porcs : 20 millions, au lieu de 25 ; moutons : complètement disparus (5 millions en 1914); chèvres : 3 millions, au lieu de 4 500 000 (chiffres fournis par M. de Aguero).

l'assaut définitif, que les États-Unis nous aient fourni, *dans toute sa plénitude*, le secours puissant qu'ils nous ont promis.

Et pourquoi cette hâte? Pour une simple, mais forte raison, c'est que *la guerre est le domaine de l'imprévu*, cette guerre surtout où tant d'intérêts et de si essentiels sont en jeu, où les belligérans sentent qu'il s'agit pour eux d'être ou de ne pas être, où l'Allemagne, en particulier, acculée à une impasse dont elle ne peut sortir que par des miracles d'énergie, mettra tout en œuvre, avec le plus absolu défaut de scrupules, pour provoquer les incidens les plus extraordinaires, les plus inattendus, si elle les juge de nature à diminuer la force morale de ses adversaires. On comprendra sans doute que je n'en puisse ni veuille dire davantage. Que la révolution russe nous fasse enfin comprendre ce capital intérêt de nous hâter. Je pense qu'on ne marchandera pas à reconnaître que si, en 1915 et en 1916, nous avions pu lire dans le livre du destin qu'un si formidable et périlleux événement, — je ne me place qu'au point de vue militaire *immédiat*, bien entendu, — se produirait en mars 1917, nous aurions adopté une politique de guerre plus vigoureuse, ne fût-ce qu'au point de vue de l'étouffement économique de l'Allemagne, au point de vue de la Grèce et des affaires des Balkans, au point de vue des neutres du Nord et de l'utilisation de nos forces navales. Et peut-être la paix seraitelle conclue, aujourd'hui, à notre avantage...

Que convient-il donc de faire, sinon de tendre tous nos ressorts, de mettre en action toutes nos ressources, qu'il s'en faut que nous ayons toutes employées; et puisque l'ennemi compte, pour se maintenir, sur celles qu'il sait tirer de ses conquêtes, de lui disputer ces malheureuses régions, ou de l'empêcher d'utiliser leurs produits en coupant certaines voies essentielles de communications?

Le premier point à obtenir, dans cet ordre général d'idées, c'est que l'on reconnaisse enfin qu'il y a *un front Nord*, comme il y a un front Est, un front Ouest et un front Sud; que ce front Nord a une importance économique et militaire de premier ordre; qu'il est d'ailleurs le lieu d'élection de la mise en jeu rationnelle de la plus grande partie des forces navales *considérables* dont disposent les Alliés (1).

(1) Toutes défalcations faites en raison des pertes déjà subies et des *déchets* résultant d'une usure devenue irréparable après trois ans de guerre, on arrive

Il ne peut être question dans cette étude, — qui n'a qu'une portée générale, — de discuter les raisons que les esprits timorés font valoir pour que l'on reste dans le *statu quo* en ce qui touche l'action des forces navales et la combinaison éventuelle de cette action avec celle des forces de terre. Dans cet ordre d'idées, toutes les propositions fécondes ont toujours été combattues avec acharnement, toutes les grandes entreprises ont failli avorter devant l'émoi des « conseils autorisés, » devant la répugnance instinctive de ceux-là même à qui incombait la charge de conduire ces entreprises à bonne fin et qui, mis au pied du mur, l'ont parfaitement franchi (1).

Ne cherchons d'ailleurs pas davantage — ce ne nous serait pas permis — à définir d'une manière précise toutes les opérations qui peuvent être exécutées avec de raisonnables chances de succès sur ce front Nord. J'observerai seulement, pour répondre à des préoccupations extrêmement vives, qu'il ne saurait être question de donner aux grandes unités de combat, aux trop précieux *dreadnoughts*, un rôle actif dans tout ce qui touche à l'attaque des ouvrages de côte, ni de leur imposer sans des précautions minutieuses, déjà étudiées par les spécialistes, un séjour de quelque durée dans des eaux parcourues par les sous-marins (2).

Non; le rôle tout indiqué de ces bâtimens de haut bord et d'énorme déplacement est de se tenir en réserve, à quelque

aux totaux suivans pour les six grandes nations maritimes alliées, Angleterre, Amérique, France, Italie, Japon, Russie : 190 cuirassés, dreadnoughts et « croiseurs de combat; » 73 croiseurs cuirassés; 155 croiseurs protégés ou croiseurs cuirassés légers, 575 destroyers et grands torpilleurs. En ce qui touche les sous-marins, il est bon de garder le silence.

Toujours est-il que si l'on compare ces chiffres formidables à ceux qui représentent les effectifs de nos adversaires, dans les mêmes catégories de bâtimens, soit, respectivement : 56, 8, 49, 234, on sent combien sont artificielles, circonstancielles et « politiques » les raisons de l'attitude purement défensive des forces navales de l'Entente. Ajoutons que les Alliés ont eu trois ans pour construire le matériel, relativement simple, du reste, de *la guerre de côtes*.

(1) Un exemple remarquable et assez peu connu de cette mentalité spéciale est celui de l'amiral Duperré qui, ainsi, du reste, que toute l'amirauté française, ou à peu près, combattit énergiquement et jusqu'au dernier moment l'expédition d'Alger de 1830, ce qui ne l'empêcha pas de la diriger fort bien. Mais l'amiral voulait « dégager sa responsabilité, » en cas d'échec.

(2) Je me propose d'étudier prochainement la question des blocus maritimes, qui me semble obscurcie par les préjugés tenaces de marins qui ne veulent pas se rendre compte de la valeur des moyens nouveaux que la guerre moderne met à leur disposition à ce sujet.

cent milles au moins des points successivement attaqués, afin d'être en mesure de se jeter sur la flotte de haute mer ennemie, si celle-ci voulait intervenir. Quant aux opérations poursuivies sur les côtes, elles le seront par les unités relativement anciennes, les navires spéciaux à fond plat et armés de gros obusiers, les bâtimens légers de toute catégorie, *les appareils aériens réunis en quantité considérable et dont on peut attendre les plus grands services dans ces circonstances*, les dragueurs, les mouilleurs de mines, et enfin les navires de plongée pourvus d'appareils particuliers que l'on réclame depuis si longtemps pour eux.

Cela dit, nous pouvons sans doute tabler sur les avantages de tous ordres que nous procurerait la méthodique mise en jeu d'une grande force navale dans la mer du Nord et dans la Baltique. Du coup, nous tendrions la main aux Russes, ce qui serait aussi utile au point de vue politique qu'au point de vue militaire. En second lieu, nous diminuerions les chances de succès des sous-marins allemands, en ce qui touche la guerre économique. Non seulement nous paralyserions largement leurs mouvemens de sortie et de rentrée, qu'ils ne peuvent, en beaucoup de cas, effectuer qu'en surface, mais encore, *nous les occuperions chez eux*, puisqu'aussi bien ils seraient obligés de faire face à des attaques immédiates, ou, si l'on veut, à des tentatives de « particularisation » du système de barrage inauguré par nos alliés anglais en février dernier, mais, malheureusement, sur une échelle beaucoup trop grande et à trop grande distance des estuaires allemands.

Et alors, outre que nos propres *cargos* seraient beaucoup moins torpillés, les marines scandinaves et hollandaise libérées de leurs craintes, protégées désormais par l'écran interposé entre elles et l'ennemi, recommenceraient à nous fournir l'appoint du tonnage dont elles disposent encore.

Ce n'est pas tout, j'allais presque dire que c'est peu au regard des bénéfices moraux considérables, que nous tirerions d'une attitude aussi résolue, auprès des peuples du Nord. Je n'ai aucune intention de récriminer. J'admets que l'on a cru bien faire en adoptant, depuis trois ans, dans ces pays, sous prétexte du profond respect que nous devions à leur neutralité et à leurs droits souverains, une réserve qui n'a servi, en définitive, on le voit assez maintenant, qu'à favoriser l'arrogance,

les prétentions et, trop souvent, les entreprises couronnées de succès de l'Allemagne contre ces mêmes droits souverains et cette même neutralité (1). Les hommes sont les hommes. Pris en masse, sous tous les climats, sous toutes les longitudes, ils s'inclinent devant la force heureuse dont rien ne vient balancer l'audace et que personne n'ose mettre en échec. Ç'a été une douleur pour les esprits doués d'un peu de clairvoyance que le déplorable incident du massacre, par un destroyer allemand, de l'équipage du sous-marin anglais échoué *sur l'île danoise de Saltholm, en présence de torpilleurs danois,* n'ait pas provoqué de la part de l'Entente des résolutions décisives auxquelles le peuple généreux du petit royaume scandinave, ce peuple qui s'est montré si noble à notre égard en 1814, et si noble, aussi, vis-à-vis de lui-même en 1864, se serait certainement associé, en dépit de la tyrannie que font peser sur lui les chefs socialistes qui viennent de se révéler agens consciens et décidés de l'Allemagne.

Ce fut une autre douleur lorsqu'on vit, l'automne dernier, une force aéro-navale (2) allemande bloquer impunément, pendant plusieurs semaines, le littoral Sud de la Norvège pour obtenir le retrait de l'ordonnance royale du 13 octobre 1916, au sujet de l'interdiction des fjords du *Norrland* aux sous-marins qui en faisaient leurs bases d'opérations contre les convois alliés destinés au port de Kola. Y eut-il jamais mépris plus complet des « droits souverains » d'une nation et violations plus cyniques des neutralités? Que vient-on, après cela, nous parler d'un respect qui n'est qu'un leurre décevant, et auquel nous devons, dans une large mesure, la prolongation de cette terrible guerre (3)!

(1) « Pour battre l'Allemagne, il faut des méthodes nouvelles, *diplomatiques* aussi bien que militaires. » (Lord Esher, article déjà cité).

(2) Il est fort intéressant de remarquer, au strict point de vue militaire, que nos adversaires nous ont donné là un excellent exemple de la manière dont il faut tenir aujourd'hui le blocus d'une côte. Ils avaient d'ailleurs emprunté, — ils *empruntent* presque toujours, — la composition de la force aéro-navale en question à nos alliés les Anglais, qui en utilisaient une semblable dans le grand « raid » de reconnaissance de Cuxhaven, le 25 décembre 1914.

(3) Au moment même où j'écris ces lignes la presse norvégienne éclate en cris d'indignation à la découverte des complots allemands qui ont eu pour résultat la destruction d'un grand nombre de navires au moyen de bombes que les agens directs, officiels même, du gouvernement de Berlin faisaient introduire dans les cales ou dans les appareils moteurs. On signale les mêmes faits en Suède et si l'on n'ose encore en parler à Copenhague, où certainement les mêmes attentats

Je ne cite que pour mémoire au nombre des avantages de la constitution du « front Nord » l'établissement d'un *blocus effectif* (qu'il ne faut pas confondre avec le blocus rapproché), dont les résultats eussent été autrement rapides, que ceux du *blocus au travers des neutres*, parce que le premier, l'effectif, nous conférait d'une manière complète *le droit de suite des cargaisons* (1); parce qu'aussi nous aurions intercepté d'une manière continue les relations entre l'Allemagne et la grande presqu'île scandinave : les minerais de fer et les fontes de Suède, pour ne citer que cet exemple, ne seraient pas arrivés jusqu'à Essen pour y être convertis en canons et en projectiles (2).

Enfin on me permettra d'ajouter que, dominant la mer du Nord et surtout la Baltique, au grand profit de notre prestige et de notre influence directe sur les royaumes du Nord, les flottes de l'Entente auraient eu tout le loisir d'étudier les points fevorables à des opérations combinées éventuelles dans l'un des intervalles compris entre le mois d'avril et le mois de décembre de chaque année (3). *Berlin n'est pas plus loin de la mer que Paris.*

Si maintenant, poussant jusqu'au fond de cette mer Baltique où les forces navales des Alliés de l'Ouest pourraient aller rejoindre l'escadre russe, nous examinons ce front de l'Est où commençait, il y a plus d'un an, une offensive qui avait donné tant d'espérances, nous sommes obligé de reconnaître que, fort utile pour la défense de la ligne de la Dwina et pour la reconquête de la Courlande, — un des nouveaux « greniers » de l'Allemagne, — la flotte ne saurait exercer une action immédiate efficace sur les opérations qui auraient pour théâtre le cœur de la Lithuanie, la Volhynie, la Galicie. Le « Sea Power » des puis-

ont été commis, c'est que l'on se sent plus immédiatement menacé par l'Allemagne, dont la rage pourrait se traduire par des actes décisifs, pense-t-on. Mais non! Nos adversaires savent trop bien quel bénéfice ils tirent du *bouclier* que leur fournit l'archipel danois, tant que le royaume reste neutre.

(1) Voyez mon étude : « Le nouveau blocus, » dans le n° du 15 février 1916 de la *Revue des Deux Mondes*. Cet article a été traduit dans le n° d'août 1916 du *Journal of the Royal United service Institution*, organe du « War office. »

(2) On se rappelle que les sous-marins anglais et russes réussirent en 1915 à couler beaucoup de « cargos » allemands chargés de minerais.

(3) Voir encore dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1916, mon article sur les « opérations de débarquement, » qui a été reproduit aussi, en mai 1917, par le *Journal of the R. U. Institution*.

sances de l'Occident ne peut agir là que d'une manière indirecte, par exemple en assurant le réapprovisionnement continu en matériel et en munitions des armées russes, en leur fournissant entre autres choses l'artillerie lourde qui semble leur manquer encore. Remarquons qu'il faut *jusqu'ici* pour cela que les côtes Nord de la Norvège soient décidément purgées des pirates allemands, ce qui vient à l'appui des réflexions que je faisais tout à l'heure, et que, si nous occupions en force mer du Nord et Baltique, le trajet des paquebots portant en Russie tous ces essentiels objets d'armemens serait singulièrement écourté sans être en réalité plus dangereux. Les découvertes que les Norvégiens font en ce moment même sur les procédés clandestins de l'Allemagne à leur égard sont-elles du moins de nature à hâter une décision qu'ont retenue trop longtemps la crainte, d'un côté, l'appât de profits considérables, de l'autre? Il se peut.

Quoi qu'il en soit, il ne faut plus marchander à procurer aux Russes, en vue d'une offensive aussi immédiate que possible (1), des secours vraiment décisifs. Ces secours, puisqu'on ne peut encore les faire venir de l'Ouest, doivent venir de l'Est où attendent, l'arme au pied depuis trois ans, des forces armées dont nul ne s'aviserait aujourd'hui de contester la très haute valeur. Nous avons déjà des bâtimens légers du Japon dans la Méditerranée. L'un de ces « destroyers » a même été frappé par une torpille et s'est héroïquement tiré d'affaire. Le principe est donc accepté; le premier pas est fait. Qu'est-ce, alors, qui empêcherait de continuer? La politique orientale d'une Russie tsarienne qui n'existe plus? L'amour-propre de la nation? Mais nous-mêmes, Français, n'acceptons-nous pas, que dis-je? ne sollicitons-nous pas franchement des secours qui permettront à nos vieux soldats, depuis si longtemps sur la brèche, d'aller un moment mettre la main à leur charrue? Une aide analogue, certes! les paysans russes l'accepteraient, eux aussi. Dira-t-on encore qu'il faudra payer un tel concours? Je l'ignore. Et puis, pourquoi pas? Peut-on hésiter un moment quand, moyennant ce juste salaire, on rendrait à nos alliés de l'Est tout ce qu'ils ont perdu et qu'en leur permettant de jeter bas l'Autriche, on priverait l'Allemagne du grenier hongrois et du grenier valaque, aussi

(1) Au moment où je corrige les épreuves de cet article, j'apprends la reprise heureuse de l'offensive en Galicie. Ma conviction de l'intérêt de la coopération japonaise n'en reste pas moins entière.

bien que de contingens armés qui lui sont, en somme, indispensables?

Descendons plus au Sud pour jeter un coup d'œil sur ce front malheureusement fragmenté. Négligeons d'ailleurs, pour faire court, la conduite de nos opérations en Mésopotamie, en Arménie, en Syrie même où il semble que l'on se dispose à une sérieuse action combinée. N'allons qu'à l'essentiel et ne perdons pas de vue notre capital objet : « l'étouffement économique » de l'Allemagne.

Étouffement, dis-je. Le mot répond, je pense, à la situation. Quand nous prétendons tout embrasser de cet extraordinaire conflit, nous ne devons pas oublier que *le Pangermanisme a réalisé*, — pour un moment, c'est entendu, mais enfin réalisé, — *son grandiose dessein impérialiste de la* « *Mittel Europa,* » avec toutes ses conséquences ou à peu près, avec la mainmise sur la Turquie et sur l'Asie-Mineure. Expansion gigantesque, conquêtes colossales qui justifient pleinement aux yeux d'un peuple enivré cet orgueil démesuré dont les prétentions nous irritent, nous, autant qu'elles nous font sourire !

Or, si nous jetons les yeux sur une carte, une de celles où M. Chéradame montre si bien les développemens du plan pangermaniste et toutes les conséquences du succès de cette vaste entreprise, nous constatons que l'Empire nouveau, s'il a sans doute des pieds d'argile, a surtout une ceinture trop étroite, une ceinture où la mer s'est chargée de créer « une ligne de rupture préparée, » une ceinture facile à rompre, dirais-je, si je ne prévoyais pas qu'on m'opposerait tout de suite l'échec que les Alliés ont éprouvé en 1915 lorsqu'ils s'y sont essayés.

J'ai eu à plusieurs reprises, ici même, l'occasion de dire pourquoi l'opération des Dardanelles avait échoué. Bien plus longuement que je ne l'avais pu faire et avec force documens à l'appui de leurs constatations, les Anglais n'ont pas craint de traiter un sujet qui devait leur être, semblait-il, particulièrement pénible. Admirons cette belle franchise; mais du moins, de l'étude si consciencieuse à laquelle se sont livrés nos alliés, sachons tirer la conclusion pratique que le découragement était venu trop tôt, qu'un simple transfert de base d'opérations dans la presqu'île de Gallipoli, — du côté de l'isthme et du golfe de Saros, — aurait suffi pour tout sauver, surtout si l'on s'était décidé à reprendre l'opération navale du

18 mars en substituant à la longue et forcément stérile canonnade des cuirassés contre des batteries de circonstance invisibles ou mobiles, un rapide *passage de vive force*. Cette opération « à la Ferragut » eût certainement réussi, moyennant l'emploi de mesures de précaution et d'appareils spéciaux dont on ne s'avisa qu'après coup.

Mais ce qui n'a pas été fait alors peut se faire aujourd'hui; et si, à la vérité, on ne saurait guère reprendre en sens inverse le grand mouvement stratégique qui a porté l'armée d'Orient des Dardanelles dans la Macédoine — un de ces beaux changemens de base que permet seule la maîtrise de la mer! — on peut parfaitement admettre une opération d'ensemble qui comprendrait à la fois l'offensive générale sur le front actuel de l'armée combinée, une forte démonstration dans le golfe de Saros, *d'où l'on n'est qu'à 75 kilomètres de la grande et essentielle ligne de communications de la Mittel-Europa :* Berlin-Vienne-Belgrade-Sofia-Constantinople (1), enfin le forcement des Dardanelles par une flotte ayant une composition particulière, que je ne saurais indiquer ici sans inconvénient.

Je n'ai pas besoin de m'étendre sur les résultats de l'apparition d'une escadre alliée devant Constantinople. Tout le monde est d'accord là-dessus. N'oublions pas que l'escadre russe de la mer Noire, réorganisée comme il est permis de l'espérer, ferait sentir son action sur l'entrée septentrionale du Bosphore, au moins à titre de diversion, sinon à titre d'attaque principale. Les raisons d'ordre politique qui, au cours de l'année 1915, paralysaient cette force navale, n'existent plus aujourd'hui.

J'ajoute que les heureux événemens qui se produisent en Grèce au moment où j'écris, non seulement nous rendent la libre disposition de notre flotte, mais nous permettent d'espérer qu'à l'automne prochain, — la saison favorable dans le Levant, — une nouvelle armée grecque pourra, ou bien se joindre à celle qu'a formée déjà le gouvernement de Salonique, ou bien participer, dans la mesure qui sera jugée convenable, à l'opération dont je viens de parler.

L'offensive générale de l'armée de Macédoine rentre certai-

(1) Il y a eu déjà des « raids » d'aéroplanes alliés dans cette direction en 1915 et 1916. Observons à ce sujet quelle importance de plus en plus grande prend la coopération de ces appareils et des navires, soit de surface, soit de plongée dans la guerre de côtes. Dans le cas qui nous occupe, cette importance serait capitale.

nement dans les prévisions normales, puisque le principal obstacle au développement complet de son effort a disparu avec la menace que faisait peser sur ses communications essentielles la germanophilie exaspérée d'un souverain déchu. Oserai-je dire ici qu'il conviendrait de profiter des quelques semaines qui nous séparent de l'automne pour donner en abondance au général en chef de cette armée tous les moyens d'action qu'il réclame depuis si longtemps? Je vais plus loin, et je me demande pourquoi les Alliés marchanderaient à réclamer de l'Italie un effort considérable de ce côté-là. J'entends bien toutes les objections de l'ordre purement politique que l'on m'opposera au lendemain de la mainmise, si leste, de nos entreprenans alliés sur l'Albanie et sur une partie de l'Epire. J'avoue que tout cela me paraît de bien faible importance à côté de l'inestimable avantage d'atteindre la ligne Philippopoli-Sofia-Nisch et, qui sait? de tendre la main aux Roumano-Russes, après avoir décidément mis hors de cause l'armée bulgare. Comme le disait fort bien ici même, il y a quinze jours, M. Charles Benoist : « *Jusqu'à ce qu'elle se pose internationalement*, l'affaire albanaise se présente comme une affaire italienne d'ordre intérieur. »

Quand donc comprendra-t-on qu'il n'y a qu'une seule chose qui compte en ce moment : c'est d'abattre l'Allemagne *le plus tôt possible*, et que tous les intérêts particuliers trouveront leur satisfaction dans celle de cet intérêt général et essentiel? Or, qui pourrait douter que l'on viendra plus vite à bout de l'Allemagne, — confondue, n'est-ce pas? avec son satellite l'Autriche, — en portant l'attaque principale au Sud, sur le front macédonien? Ni celui du Carso, ni celui du Trentin ne sauraient, en dépit de l'héroïsme des troupes italiennes et de l'habileté de leur chef, fournir aux Alliés le théâtre de l'opération décisive. Il suffit donc, là, d'une défensive-offensive vigoureuse. Trente et Trieste n'en reviendront pas moins pour cela au noble peuple qui aura fait tant d'efforts pour les rendre à la liberté.

Des considérations analogues pourraient nous conduire, — et conduisent en ce moment, je crois, beaucoup de personnes, — à préconiser l'emploi du même système de guerre sur le front occidental. J'ai dit déjà, au commencement de cette étude, pour quelles raisons de haute portée je ne saurais adopter cette manière de voir.

Mais il faudrait s'entendre et d'abord distinguer entre les

diverses parties de ce front, comme entre les divers objectifs qui s'y peuvent proposer, comme aussi entre les contingens qui se le partagent. Sans entrer dans des détails dont l'indiscrétion n'irait pas sans inconvéniens, je peux dire d'une manière générale qu'il n'est pas à craindre que l'on perde de vue, de ce côté-ci, le double but qui s'impose à notre attention pour « hâter la décision : » d'abord, *détruire le plus possible la force organisée de l'adversaire* par des combats incessans, par des actions violentes dont la modalité, au point de vue tactique, reste à déterminer suivant les circonstances; ensuite, réoccuper le plus tôt possible les régions, si riches autrefois et aujourd'hui encore si utiles à l'Allemagne, de la Belgique et de la France du Nord, étant bien entendu que, par l'emploi « intensif » des appareils aériens que nous devrons en grande partie à nos industrieux et énergiques alliés, les Américains, nous paralyserons les voies et moyens de transport de l'ennemi là où nous n'aurons encore pu l'atteindre par les armes terrestres. Il est aisé de prévoir que, dans son évolution continue, cette guerre incline à donner à la maîtrise de l'air une capitale importance : « Préparons nos facultés » en conséquence, comme disait Kléber à Bonaparte.

Et si l'on s'étonnait que je ne dise rien, en finissant, de l'importance, de plus en plus grande aussi, de la maîtrise de la mer, je répondrais que c'est justement parce que j'espère que des événemens prochains se chargeront de la démonstration. Fixons nos yeux sur un point où se fait nécessairement la soudure de nos forces de terre et de nos forces de mer, un point où passe la charnière des deux fronts de l'Ouest et du Nord. C'est là, sans doute, que sera rompu enfin le charme dangereux qui tenait enchaînée l'énorme puissance navale des nations alliées.

Contre-Amiral Degouy.

RÉCEPTIONS ACADÉMIQUES

RÉCEPTION DE M. ALFRED CAPUS

La salle était comble. Au fond de la cuve circulaire qui en forme le centre, le maréchal Joffre était assis ; il était entré au milieu des acclamations ; les cinq étoiles faisaient une constellation sur la manche du dolman ; il avait une main gantée de daim brun. Il était un peu penché, l'air attentif, son regard profond et clair fixé sur l'orateur. Son front de marbre tournait sous ses cheveux qui sont de la couleur du vermeil dédoré. La dure lumière qui tombe de la voûte dessinait ses sourcils touffus, son profil bien établi, et les plans solides de son visage.

De ce fond et de ce centre, le public refluait, couvrant les gradins de velours vert, jusqu'au haut des arcs. Les tribunes regorgeaient. Jusque dans le secteur de cercle réservé aux membres de l'Institut, la foule tassée déferlait jusqu'au bureau élevé où M. Donnay était assis entre M. de Régnier et M. Lamy. Plus loin, à gauche, sous la statue de Bossuet, M. Capus avait pris place, entre M. Bourget et M. Hanotaux. Devant lui, en contre-bas, le président de la République était venu siéger parmi ses collègues : une jaquette noire, une cravate sombre, un air pensif. Auprès de lui, M. Barrès. Près de M. Barrès, M. Bazin. Près de M. Bazin, M. Boutroux, merveilleusement sculpté par la pensée, hérissé, avec des yeux de mage. Sur un banc plus élevé, M. Bergson, la figure étonnée et attentive, la voûte ronde du crâne élevée au-dessus des sourcils en arc de cercle, le nez long, avec petits traits de moustache peints au-dessous. Un jeune officier en bleu horizon, M. Marcel Prévost, semble suivre encore un *amphi*

de l'École. Tout en haut, M. Whitney Warren est reconnaissable à ses traits réguliers, à son teint coloré, à ses cheveux rejetés. De l'autre côté du bureau, au rang d'en bas, M. Widor suit les discours sur sa partition, et rit de plaisir. Ses voisins font comme lui, et la foule des cinq académies s'élève jusqu'à un praticable, au-dessus duquel apparaissent encore des spectateurs, découpés sur un arc vide, comme dans les tableaux de Véronèse. On aperçoit là-haut M. Messager.

M. Donnay reçoit M. Capus, qui siégera au fauteuil de Henri Poincaré En d'autres temps, cette réunion eût amusé l'esprit. Mais le 28 juin de l'an III de la guerre, elle a pris un sens. Dans cet étroit espace sont réunis quelques-uns des hommes qui rendent témoignage pour la France. Sous cette coupole comme au tribunal de l'histoire, ils forment une assemblée éloquente. Avec le vainqueur de la Marne est entrée la gloire des armes, fidèle à une race guerrière. Ces penseurs ont construit à l'esprit humain de nouveaux édifices. Ces romanciers sont lus du monde entier. Si divers, ces hommes sont parens. Ce soldat écoute ces écrivains au style ailé, et on se rappelle que les soldats des Gaules, qui étaient déjà une élite, formaient une troupe sous le vocable d'un oiseau qui chante, et qu'ils étaient la Légion de l'Alouette. Le public a de tout cela un sentiment vif et fort. Il écoute avec plus de plaisir, et il ressent les louanges comme son bien.

***

M. Capus se lève. Il y a un verre près de lui sur un petit lutrin noir. Le soleil illumine le papier qu'il tient, s'y reflète, éclaire le bas de son visage et fait briller son lorgnon. Il a un sourcil plus bas que l'autre, et recourbé en arc. Il parle très distinctement, d'une voix un peu lente, timbrée, grave, qui ouvre les voyelles. Il commence d'un bon ton de sermonnaire ; puis, quand il revient aux malices, il reprend sa voix à la Capus. Il parle très bien de Henri Poincaré.

Une séance de réception à l'Académie Française met en scène trois personnages : un mort et deux vivans. La séance du 28 juin a eu ce caractère que le mort était un illustre géomètre, à qui succédait un ancien élève de l'École des Mines, lequel était reçu par un ancien élève de l'École centrale. M. Capus et M. Donnay se sont étonnés, après H. Poincaré, et en termes excellens, que les hautes mathématiques ne fissent pas partie de l'éducation. Elles apprennent à mesurer les phénomènes continus. Or c'est par une variation continue et un progrès insensible que l'air s'échauffe et s'élève, que le vent s'accroît, que les rivières enflent leur cours et précipitent leur

débit. On apprend aux enfans à raisonner sur des nombres entre lesquels il y a des abîmes... Mais ne peut-on rendre l'accès des mathématiques plus aisé ? M. Donnay, dans son discours, a tracé tout le plan d'un jardin des racines carrées, où les enfans se promèneraient avec agrément, et il a supplié M. Capus d'en être le Lancelot. Il a rappelé le mot du Père Gratry : « L'exposition des sciences en langue vulgaire est l'un des plus pressans devoirs intellectuels des grands esprits. » Henri Poincaré (M. Donnay s'en souvient-il ?) a précisément réalisé cette exposition dans un petit livre admirable où il a réussi à exposer la théorie de Maxwell, en la dépouillant de toute formule.

M. Capus et M. Donnay se sont élevés contre la distinction des esprits en scientifiques et en littéraires. Et il est vrai qu'on ne voit pas bien sur quoi elle est fondée. Pour une bonne moitié, nos grands écrivains n'ont jamais fait métier d'être des littérateurs, et les savans, depuis Descartes et Pascal, ont parmi eux une belle place. C'est que les sciences sont l'école du langage. Un écrivain formé par elles aurait de l'exactitude, de la netteté et de la force. Il aurait peut-être des moyens d'expression nouveaux. Quand Charles Péguy s'est mis à écrire en répétant la même phrase, où il introduisait des changemens insensibles, il faisait du calcul différentiel. La géométrie forme l'imagination. M. Capus a cité la curieuse rêverie de H. Poincaré se représentant des êtres sans épaisseur, collés à une sphère dont ils ne pourraient quitter la surface, de sorte que pour eux la plus courte distance d'un point à un autre serait un arc de grand cercle. Mais il y a plus encore. On a découvert que la présence de certains corps était indispensable à des réactions où d'ailleurs ils n'intervenaient point. Quelle lumière sur l'esprit ! On a découvert aussi que quand deux corps étaient en présence, il se produisait entre eux non pas une réaction, mais toutes les réactions possibles, à des degrés divers. S'il en est de même entre les âmes, quelle explication simple de ces mélanges d'antipathie et d'amour, et qui font le désespoir des psychologues ! Ce sont simplement les réactions contradictoires, qui se sont produites à la fois. Jeunes romanciers, étudiez la chimie : vous y trouverez des sujets de contes.

M. Capus a fait un charmant tableau du succès qui accueillit *la Science et l'Hypothèse*, et de la déformation de l'œuvre par ce succès même. C'est une curiosité de notre temps que l'engouement des gens du monde pour un livre difficile, subtil et profond, et cet unique exemple d'intégrales qui atteignent un gros tirage. L'auteur vous

promène avec aisance dans des mondes vertigineux : une sphère assez vaste où la température décroîtrait du centre à la périphérie, laquelle serait au zéro absolu, et où les êtres se mettraient en équilibre immédiat de température avec le milieu, de sorte qu'ils décroîtraient eux-mêmes régulièrement en se transportant du centre chaud vers la limite froide ; faisant dès lors des pas de plus en plus petits, ils tendraient vers cette limite sans pouvoir l'atteindre, et leur univers, si rigoureusement restreint, leur paraîtrait pourtant infini. Il montre que si des êtres de cette sorte, pareils à nous, mais élevés dans un milieu différent, construisaient une géométrie, elle serait éloignée des principes de la nôtre. L'étude des mouvemens d'un solide invariable n'aurait pas de sens pour eux, qui ne connaîtraient pas de solides pareils. Et il conclut qu'il y a une foule de géométries possibles et légitimes ; et que c'est l'expérience qui nous fait choisir la plus commode pour nous.

Sans doute, en lisant, on s'aperçoit que ces critiques ne touchent point à l'objet immédiat des sciences, c'est-à-dire aux rapports des choses entre elles ; c'est la nature des choses qui nous échappe, mais leurs relations nous restent connues. Poincaré croit à la réalité objective des lois, et il l'a souvent répété. Ainsi, tout l'édifice du travail accumulé reste debout : ce ne sont que les théories qui se trouvent par terre. Les catégories même où nous rangions les phénomènes s'écroulent, les fortes colonnes du temps et de l'espace se rompent, et la face du monde disparaît dans cette poussière. Le public ne vit que cette ruine et en fut enchanté. Comment les gens du monde, vers 1900, furent-ils pris d'un tel enthousiasme ? « Le trouble dans les esprits leur procurait une âpre distraction, dit M. Capus, et quelque chose d'assez analogue à de la volupté. Ils se sentirent frappés d'une sorte de grâce à l'envers quand, à la lecture du livre de Poincaré, ils crurent entendre que la science ne reposait que sur des conventions et sur des hypothèses ; qu'elle avait sa source dans l'avidité de l'esprit humain et non dans la nature... La terre ne tourne plus autour du soleil, c'est charmant ! s'écrièrent les femmes du monde qui aimaient l'astronomie. D'autres, moins savantes, se rangèrent à cette opinion avec plus de légèreté. Les messieurs avaient des sourires complaisans. Quel triomphe d'établir sur une théorie scientifique l'incertitude de nos jugemens et l'insouciance du lendemain ! Quelle justification de la vie hasardeuse et de plaisir si les lois mêmes de la science ne sont plus que du provisoire et de l'à peu près ! »

On a applaudi ce joli morceau, où paraissait l'historien des *Mœurs du temps*. Mais bientôt M. Capus a retrouvé, devant ces déductions troublantes, son optimisme accoutumé. « Tout s'arrange, a-t-il dit à peu près. La nature agit vis-à-vis de nous, et malgré nos soupçons à son égard, avec délicatesse et bonne foi. Elle ne nous a jamais promis formellement que le soleil se lèverait tous les matins sans exception, et cet astre, pourtant, n'y a jamais manqué, sans se préoccuper d'obéir à Copernic plutôt qu'à Ptolémée. » Ainsi l'auteur de *la Veine* appliquait à la philosophie de Poincaré son optimisme et cet esprit de confiance qui est une forme de la conservation de l'énergie.

***

Quand M. Capus eut fini de parler, M. Donnay chaussa de vastes lunettes, et se tournant sans se lever vers le récipiendaire, il commença à lire, à dire, à nuancer un discours aimable, subtil et fort. Et c'était un grand sujet de curiosité que d'entendre Donnay parler de Capus. Avec de grandes différences entre eux, ils sont associés dans l'esprit du public, et ils le seront dans l'histoire des lettres : car ils représentent l'un et l'autre un même moment de l'histoire du théâtre, et, pour les entendre, il faut se rappeler dans quel temps ils ont paru.

L'histoire du théâtre ne va point, comme le temps, d'un mouvement uniforme. Elle passe à des points morts, s'y arrête, et rebondit d'un élan. L'historien qui la divise en périodes ne fait que la peindre telle qu'elle est. Or, vers 1890, elle passait par un de ces temps morts. Au théâtre bourgeois de doctrine et agencé de composition, tel qu'on l'aimait vers 1850, avait succédé, vers 1880, un théâtre nouveau qui était l'application du réalisme. Ce théâtre nouveau a commencé, si l'on veut, quand Becque fit jouer à la Comédie-Française *Les Corbeaux*, le 14 septembre 1882. Au début de 1887, Antoine fonda le Théâtre-Libre, d'où les auteurs réalistes gagnèrent les autres théâtres, y apportant, avec des tempéramens divers, deux traits constans : la satire sociale et le réalisme sentimental. Leur succès resta contesté. A quelques exceptions près, la nouvelle école ne fit guère d'argent. Et l'ancienne, qu'elle avait tuée, n'en fit plus. Les théâtres se trouvèrent, vers 1891-1892, dans la situation la plus fâcheuse. Les caisses étaient vides. Faute de spectateurs, le Gymnase fut obligé, deux fois en pleine saison, de faire relâche. A la fin de la saison 1892, les directeurs éperdus essayèrent de se grouper en syndicat et n'y réussirent pas. Le Théâtre-Libre fut lui-même

entraîné dans la débâcle. Quelques jours avant la représentation du *Missionnaire* de Marcel Luguet (25 avril 1894), Antoine passa la main à Larochelle.

Telles étaient les conditions du théâtre quand, le 23 novembre 1894, M. Capus fait jouer au Vaudeville sa première pièce, *Brignol et sa fille;* le 6 novembre 1895, la Renaissance joue *Amans* de M. Donnay. Les deux auteurs sont très différens et les deux pièces n'ont aucun rapport. M. Capus a représenté la première de ces fripouilles cordiales, presque sympathiques, qu'il excellera à peindre ; M. Donnay a chanté la mélancolie des amours mal satisfaites. Mais il y a parmi toutes ces différences les traits communs d'un art nouveau. C'est d'abord l'absence totale de l'intrigue. L'aventure la plus simple suffit. Pas d'événemens extraordinaires. On se quitte : voilà *Amans*. On se quitte et on se reprend : voilà *la Veine*. Cette simplicité était assurément une conquête du réalisme ; car on hérite de ceux qu'on remplace. Le sens de la vérité venait aussi du Théâtre-Libre. Seulement, la vérité n'était plus la même. Elle était plus indulgente, plus intelligente et plus parée. On voyait des portraits divertissans, des personnages pittoresques, en général au premier plan chez M. Capus, au second chez M. Donnay. La même nonchalance succédait aux violences noires des réalistes et aux convictions des réformateurs. Peu de passions, plus de mélancolie que de douleur, mais un mélange de sentiment, d'esprit, de tristesse et de blague, un mélange unique, subtil, auquel il a fallu donner un nom, comme à un parfum : la parisine.

Ce théâtre aimable n'a guère duré plus de cinq ou six ans, jusqu'aux environs de 1900. Il a enchanté le public, et il est vrai qu'il était exquis. M. Donnay a tracé, en recevant M. Capus, un tableau enchanteur des rêveries auxquelles se laissaient glisser les spectateurs de *la Veine*. « Et les spectateurs s'en allaient contens, croyant au hasard, au bon hasard naturellement, car vous ne leur en montriez que les effets heureux. Ils ne faisaient pas de projets, mais ils faisaient des rêves. Pour eux, vous étiez la reine Mab. La petite fleuriste rêvait qu'un bon garçon très riche entrait dans le magasin où elle était employée et mettait à son doigt une pierre magnifique et à ses pieds un petit hôtel; l'ambitieux rêvait qu'une grosse situation lui tombait sur la tête, c'est-à-dire du ciel. Chacun prêtait l'oreille pour entendre sonner à l'horloge qu'on ne voit pas son heure de veine, un moment où les autres hommes semblent travailler pour lui, où les fruits viennent se mettre à portée de sa main pour qu'il les cueille. »

Heureuse maxime, qui a pénétré les foules, et qui a fait considérer

M. Capus comme « le père prodigue d'une doctrine nonchalante et optimiste. » M. Donnay a revisé cette légende; mais déjà M. Capus, dans *les Deux Hommes*, avait pris soin de donner des hasards heureux de la veine une explication moins sommaire. « Enfin, voyez-vous, ma chère amie, dit Marcel Delonze, il y a deux grandes catégories d'hommes civilisés : ceux qui s'adaptent exactement à leur époque, et ne lui demandent que ce qu'elle peut donner, et c'est parmi ceux-là que la vie choisit ses vainqueurs, car ce qu'on appelle la chance, c'est la faculté de s'adapter instantanément à l'imprévu. Et puis il y a ceux qui ne s'adaptent pas, qu'ils soient nés trop tard ou trop tôt, qu'ils aient encore les idées d'hier ou qu'ils aient déjà celles de demain. Et ceux-là, ce sont les vaincus. Je ne vous dis pas qu'ils le méritent; je ne vous dis pas que cela soit très juste; mais cela s'accomplit avec la tranquille fatalité des lois de la nature. » Ainsi, la chance, ce n'est que l'adaptation. Et voilà comment on retrouve chez un auteur parisien les idées dont il avait nourri sa jeunesse par les soins d'un oncle, ami de Littré; voilà comment on retrouve, par le détour le plus inattendu, sur une scène du boulevard, ce même Darwin, sur qui M. Capus avait fait, en 1885, son premier article. Et si la chance est la survivance du plus apte, voici que son règne devient beaucoup moins consolant. « Eh bien! moi, ajoute Marcel Delonze, je ne m'adapte pas, c'est bien simple, et je fais un acte de sagesse en disparaissant d'une mêlée où je ne peux que recevoir des coups de tout le monde. » Quel cri douloureux! M. Capus, par pure bonté d'âme, fera bien épouser, à ce Marcel, Thérèse Champlin qu'il aime; mais changera-t-il son destin de vaincu?

Le moment Donnay-Capus a été fort court. Dès 1900, de jeunes dramaturges apparaissaient, un Bernstein, un Bataille, et restauraient la tragédie moderne. Hervieu construisait de fortes machines. On raconte qu'en 1905, à la représentation du *Réveil*, un spectateur s'écria : « Nous sommes décapusinés. » Mais, en réalité, la loi de réaction avait ramené M. Donnay et M. Capus les premiers à un théâtre plus pathétique et plus dramatique. On voit M. Donnay tourner aux pièces sérieuses par un ouvrage de transition, *Georgette Lemeunier*, joué au Vaudeville le 15 décembre 1898. *Le Torrent*, donné à la Comédie-Française le 5 mai 1899, est déjà de la nouvelle manière. M. Capus a évolué un peu plus tard. Mais relisez *l'Oiseau blessé*, qui est de 1908. Salvière s'éprend d'une fille malheureuse qu'il protège, Yvonne. Sa femme s'en aperçoit, en devient jalouse, puis pense à

se sacrifier. Salvière en est touché et revient à sa femme, tandis qu'Yvonne s'en va. Nous voilà assez loin de Brignol.

Ainsi l'un comme l'autre, M. Capus et M. Donnay ont à peu près renoncé à cet art léger et délicieux qui fut le leur pendant quelques années. Ils n'en ont pas perdu les qualités charmantes, mais de nouveaux soucis ont changé leur parole. On l'a bien vu depuis la guerre. Et en cela encore, ils ont été des images de ce génie français qui a l'air si frivole et dont on reconnaît soudain, avec surprise, que la frivolité est si sérieuse. M. Capus revenant à son état de journaliste a mis, depuis trois ans, chaque matin (le mot est de M. Donnay), « au service du patriotisme son bon sens devenu plus large et plus profond. » M. Donnay a composé ces tableaux délicieux, tendres, pittoresques, l'*Impromptu du Paquetage*, *le Théâtre aux armées*, les *Lettres à une dame blanche*. Il s'attendrit, ce qui fait qu'il raille un peu. Il voit le double caractère des choses, le sublime et le familier ; et il aime cette race de France d'être si familière et si simple dans le sublime. Il a touché là au point vrai. Tous ceux qui ont vu mourir nos soldats ont été étonnés de cette simplicité qu'ils avaient dans le moment suprême, tandis que, dans la tranchée d'en face, les Allemands sortaient en criant de l'univers germanique.

A la fin de son discours, M. Donnay a évoqué ces jours anxieux de 1914 où il était allé trouver M. Capus au *Figaro* pour avoir des nouvelles. « Là haut dans la Belgique violée, nos armées luttaient contre des bataillons innombrables et formidablement préparés. Nous nous taisions, le cœur serré. Vraiment, nous étions comme deux fils pendant qu'on opère leur mère. Elle est là-haut, dans la salle d'opérations... C'étaient des heures tragiques, la France pouvait succomber, et elle n'a pas succombé, pourtant! Depuis, nous avons traversé bien des heures douloureuses, de glorieuses aussi, de désespérées jamais! Notre mère ne mourra pas, monsieur, elle ne peut pas mourir. » On a acclamé ces paroles de foi. Elles répondaient à un sentiment profond, unanime, le même qu'on trouverait dans toute âme qu'on interrogerait, une confiance invincible qui est déjà la victoire. Retenons donc ces paroles pour l'histoire. Il faudra les redire quand on voudra connaître le sentiment commun après trois ans de guerre. Cette fois encore, M. Donnay a exprimé dans son langage exact, sensible et nuancé, ce que pensent tous les Français.

HENRY BIDOU.

REVUE SCIENTIFIQUE

LE RÉGLAGE DU TIR DE L'ARTILLERIE

Naguère mon maître M. Violle, avec un flegme scientifique non dénué d'ironique tristesse, appelait la guerre « un grandiose phénomène physique. » Il vaut mieux en effet, si on veut l'observer avec intérêt, considérer ce phénomène du point de vue de la physique que de la morale ; et il faut reconnaître en particulier que les problèmes que posent au physicien les modalités du tir de l'artillerie sont tout semés d'ingénieuses et passionnantes surprises.

J'ai indiqué sommairement dans ma dernière chronique, comment en s'étayant sur les béquilles hasardeuses du calcul des probabilités, on construit les tables de tir et comment on prépare celui-ci. Cette préparation du tir, c'est-à-dire la détermination préliminaire des élémens initiaux qui serviront à tirer le premier coup de canon aussi près que possible du but, est nécessaire pour deux raisons : d'abord elle permet, lorsque le moment est venu, de tirer efficacement, de ne pas gaspiller inutilement des quantités de munitions tombant très loin de ce but ; ensuite, elle rend possible l'effet de surprise foudroyante d'un tir immédiatement juste qui, outre son résultat moral, ne laisse pas à l'ennemi le temps de s'abriter.

Mais à vrai dire, sauf lorsqu'il s'agit de tirer sur un objectif de vaste étendue, — campement, système de tranchées très serré, colonne de troupes ou de ravitaillement, — ce dernier avantage est rarement obtenu. Si parfaite que soit la connaissance des éléments initiaux du tir, le premier coup du canon va en effet rarement au but, non pas seulement à cause de la dispersion naturelle des coups, mais surtout

à cause de ce qu'on appelle, dans le langage ésotérique des suppôts de Sainte-Barbe, la *hausse du jour*.

Les tables de tir nous donnent en effet la hausse qui convient à la distance du but sous certaines conditions moyennes nettement fixées et étroitement limitées (emploi de cartouches donnant à l'obus la vitesse initiale inscrite dans les tables, conditions atmosphériques définies : température de 15°, pression barométrique de 750 millimètres, air calme). Si un jour quelconque une batterie doit tirer, elle ne se trouvera pas en général dans ces conditions moyennes. Si elle tire par exemple avec la hausse de 3 000 mètres, le *point moyen* obtenu (j'ai déjà défini ce terme) ne se trouvera pas en cette distance, mais par exemple à 3 040 mètres. Pour atteindre le but, il faudra donc inversement employer non la hausse de 3 000 mètres, mais la hausse de 2 960 mètres, c'est-à-dire corriger, et en sens contraire, la hausse théorique de l'écart obtenu. La hausse ainsi corrigée s'appelle la *hausse du jour*, qui dépend surtout des conditions atmosphériques. On admet qu'elle est la même pour toutes les batteries tirant au même moment dans la même direction.

Cette hypothèse n'est exacte que lorsqu'il s'agit de batteries très voisines, car ces conditions atmosphériques peuvent varier beaucoup d'un point du terrain à un autre éloigné. La différence entre la hausse des tables et la hausse du jour est ce qu'on appelle *l'écart de la hausse du jour;* il varie naturellement avec la distance et augmente avec elle. Cet écart est *à peu près* deux fois plus grand lorsqu'on tire à 6 000 mètres par exemple que lorsqu'on tire à 3 000. Je dis à peu près, car il est évident que les variations atmosphériques peuvent n'être pas homogènes, de même sens et proportionnelles, en tous les points des trajectoires intéressées.

De même il est clair que l'expression *hausse du jour* n'a qu'une apparence fallacieuse de précision, les conditions de l'atmosphère variant sans cesse et partout d'un bout à l'autre de n'importe quelle journée. Pour être rigoureux, il faudrait parler de la hausse de l'heure, de la hausse de l'instant... Mais l'art de tirer des coups de canon n'en est pas encore à ce point de complication. Ce sera sans doute pour la prochaine guerre.

Les résultats des expériences faites sur un grand nombre de coups tirés dans les conditions les plus variées ont conduit à admettre qu'avec les armes actuellement en usage il y a une chance sur deux pour que la hausse du jour ne diffère pas de la hausse des tables de plus de deux et demie pour 100 de celle-ci. Autrement dit, si on tire

sur un point réellement situé à 3 000 mètres en donnant au canon la hausse de 3 000 mètres, le *point moyen* sera en moyenne à 75 mètres du but.

L'erreur commise peut donc être de ce fait considérable, surtout si l'on vise sur un objectif étroit, comme une tranchée, par exemple. En ce cas, il est évident que si l'on opérait en se contentant d'utiliser les élémens initiaux topographiques du tir, on risquerait, en tirant uniquement sur la hausse théorique, de ne mettre aucun coup au but, même si on en tirait un grand nombre. Le seul moyen qu'on aurait dans ces conditions de toucher sûrement le but serait d'échelonner les coups sur des hausses réparties à plusieurs centaines de mètres de part et d'autre de la hausse théorique ; c'est-à-dire de faire ce qu'on appelle un *tir sur zone*, autrement dit de répartir les coups sur un vaste espace de terrain. Il est évident qu'un tir de ce genre consomme pour un résultat aléatoire des quantités énormes de projectiles et qu'il ne faut pas songer à en généraliser l'emploi, sous peine de gaspiller le plus souvent sa poudre aux moineaux.

* * *

Préparer le tir n'est donc pas suffisant ; il faut ensuite le régler. Régler un tir, c'est le rectifier, s'il y a lieu, de telle sorte que le *point moyen* ne soit pas éloigné du but de plus d'un écart probable. Il résulte des considérations de probabilité que j'ai déjà développées qu'on ne gagne effectivement rien à vouloir pousser la précision plus loin et qu'un réglage sur un point défini (j'entends le mot au sens géométrique, et en supposant que l'objectif n'a pas une certaine superficie) est illusoire.

Autrement dit, on ne gagnera pratiquement pas grand'chose à vouloir encadrer le but dans une *fourchette* plus petite que la valeur de deux écarts probables.

La fourchette dont il est question ici, et qu'il convient de définir, n'a rien de l'instrument tétradenté dont une civilisation raffinée a armé nos dextres afin de nous empêcher de tremper aux repas les doigts dans la sauce : ce qu'on désigne par cette expression dans l'artillerie, c'est l'intervalle de deux points de chute entre lesquels à un moment donné est placé un objectif. Supposons par exemple qu'une salve tirée sur un croisement de tranchées tombe en deçà du but, c'est-à-dire soit *courte* et qu'on en tire une autre à 200 mètres plus loin (ce qu'on peut faire facilement avec les hausses de tous nos canons) et qui tombe au delà du but, c'est-à-dire soit *longue*. On dit dans ce cas que

l'objectif est encadré dans la fourchette de 200 mètres. Une nouvelle salve tirée juste entre les deux premières ne tombera pas en général exactement sur le but, et encadrera celui-ci dans la fourchette de 100 mètres. Ainsi, de proche en proche, ou, comme disent les mathématiciens, par approximations successives, on peut encadrer le but dans des fourchettes de plus en plus serrées.

Pour prendre un exemple, l'écart probable en portée du 75 à 6000 mètres étant de 20 mètres environ, la règle énoncée ci-dessus veut dire qu'il n'y a plus *pratiquement* intérêt à changer la hausse lorsque le but est encadré entre deux hausses différant de 40 mètres. A ce moment, le réglage du tir peut être considéré comme terminé et il n'y a plus qu'à déchaîner le tonnerre des salves ou des rafales *du tir d'efficacité.*

A côté de la hausse du jour, ou, pour mieux dire, de la hausse du moment, il faut considérer aussi la dérive du moment, c'est-à-dire non plus la portée, mais la direction ou l'azimuth de la trajectoire, corrigée de la quantité dont le vent la dévie à droite ou à gauche, Ces écarts de la dérive peuvent être très importans.

La détermination de la hausse et de la dérive du moment constitue donc le préliminaire essentiel de tout réglage de tir.

***

Deux groupes de méthodes s'offrent pour faire cette détermination : D'une part, on peut la faire en utilisant les observations météorologiques combinées avec le calcul ; ces observations sont faites aujourd'hui très ingénieusement dans les armées au moyen notamment de petits ballons pilotes dont on suit et détermine à la lunette la vitesse et la direction aux diverses altitudes et d'où se déduisent les caractéristiques correspondantes du vent. Cette méthode en quelque sorte indirecte a l'avantage d'être économique : le prix d'un seul coup de canon équivaut, à celui de plusieurs thermomètres, baromètres, ballons pilotes, etc. ; elle a l'avantage aussi d'être silencieuse et de ne donner aucune indication préalable à l'ennemi relative aux objectifs sur lesquels on va tirer. En revanche, elle a l'inconvénient de faire intervenir des formules théoriques forcément approximatives et plus ou moins inadéquates, dans leur rigidité mathématique, à la souple et capricieuse fluidité des phénomènes atmosphériques; en outre, les données qu'on introduit dans ces formules sont forcément incomplètes et approximatives.

L'autre catégorie de méthodes auxquelles on peut avoir recours

pour déterminer la hausse et la dérive du moment est moins transcendante peut-être sur le papier, moins artistotélicienne et moins propre à satisfaire les amans des complications numériques et des élégances algébriques; elle est aussi peut-être un peu plus coûteuse en elle-même; mais elle est certainement plus sûre dans ses résultats et par là elle redevient la plus économique en abrégeant mieux la dépense des munitions utiles aux réglages : c'est la méthode expérimentale de notre bon maître Bacon. Pour connaître les écarts de la dérive et de la hausse du moment, elle consiste tout simplement à tirer des coups de canon sur des points dont la dérive et la hausse sont connus, d'après la carte, et à voir, à observer de combien on s'en écarte dans les deux sens.

Il importe le plus souvent, pour ne pas avertir l'ennemi, que ces coups de canon de sondage ne soient pas tirés vers les points sur lesquels le tir doit être réglé, et en admettant même que ces points soient observables. Mais il y a plusieurs moyens pour tourner la difficulté.

Le plus simple consiste à tirer quelques coups sur un but de position bien déterminée sur la carte, dit *but auxiliaire*, distinct du but définitif, mais qui n'en soit pas trop éloigné (pas de plus d'un quart environ en distance et en dérive angulaire). Ce but auxiliaire peut être une haie, une croisée de route, un arbre, un point bien déterminé du terrain. En comparant la hausse et la dérive théoriques à celles qui correspondent à un tir réglé sur ce but auxiliaire, on a pour lui les écarts de dérive et de hausse du moment, qu'une simple règle de trois permet de transposer immédiatement au cas du but définitif. Il me souvient à ce propos, et pour illustrer d'un exemple concret ce qui précède, que pendant longtemps devant Saint-Mihiel, nous avons utilisé comme but auxiliaire une petite maison située presque au sommet du Camp des Romains et que nous appelions la « maison des officiers » parce qu'un jour un coup de canon de ces tirs préliminaires bien assené devant la porte en avait fait sortir précipitamment plusieurs officiers allemands dans des poses peu avantageuses. Une fois les corrections déterminées par le tir préalable sur la « maison des officiers, » on pouvait presque immédiatement tirer avec exactitude sur les batteries que nous avions repérées topographiquement par le son derrière la masse somptueuse du Camp des Romains qui les masquait de la vue.

Une telle opération s'appelle un *transport de tir*.

Il en est encore d'autres sortes : au lieu de tirer sur un but

auxiliaire bien défini, on peut tirer arbitrairement sur une hausse et une dérive données : les recoupemens des observations des éclatemens faites de plusieurs observatoires et immédiatement transmises au P. C. par téléphone, fournissent la position géographique du point de chute moyen ; et là différence entre cette position et celle qui devait correspondre aux hausse et dérive de la pièce donnent les écarts cherchés. C'est une autre méthode de correction par tir sur but auxiliaire, et il ne reste plus qu'à faire ici encore un transport de tir.

Il peut arriver enfin que les buts sur lesquels on tire ne soient pas topographiquement déterminés. Supposons par exemple, — pour anticiper sur ce qui va suivre — qu'on ait réglé par avion un tir sur un objectif invisible de la batterie, puis qu'on ait tiré sur un autre objectif visible au contraire de celle-ci ou de ses observateurs avancés. Il est clair qu'en cas d'impossibilité de régler de nouveau par avion sur le but invisible, on pourra néanmoins faire sur celui-ci quand on voudra un transport de tir après avoir d'abord réglé sur l'objectif visible. En ce cas, celui-ci s'appelle *but témoin.*

***

Il est clair que ces déterminations expérimentales des corrections du moment, si elles devaient être faites isolément par chaque pièce ou même par chaque batterie, coûteraient beaucoup de munitions et seraient souvent de nature à avertir l'ennemi. Aussi s'est-on préoccupé, chez les Allemands comme chez nous, de les centraliser et de faire faire pour chaque secteur ces déterminations diverses par des pièces ou des batteries auxiliaires qui les communiquent à toute l'artillerie des secteurs pour être utilisées après correction convenable.

Lorsque les Allemands, pour régler le tir de leurs obusiers géans ou de leurs canons longs à grande portée, utilisent le tir d'une pièce auxiliaire de petit calibre, satellite de la première, ils appliquent en somme ce principe, non pas pour user un moins grand nombre de projectiles faisant multiple emploi, mais pour en dépenser un plus petit nombre de gros.

***

Une fois les corrections de hausse et de dérive du moment ainsi déterminées par l'un quelconque des procédés précédens, il ne reste plus qu'à procéder au réglage même du tir, c'est-à-dire à l'encadre-

ment du but dans la fourchette efficace minima, ainsi que je l'ai expliqué plus haut.

Pour cela, on observe les points de chute des projectiles, et on rectifie la hausse et la dérive du canon jusqu'à ce que ces points de chute tombent dans cette fourchette.

Il est donc essentiel, pour régler un tir, de l'observer, de *voir* les points de chute et le but, et c'est pour cela que les *observations d'artillerie* ont une telle importance.

L'observation des coups dans le réglage du tir n'est inutile que dans le cas où l'objectif a des dimensions telles que, une fois les élémens initiaux connus, les écarts probables et ceux de la hausse et de la dérive du moment soient certainement inférieurs à ces dimensions. Tel a été notamment le cas des tirs allemands à longue portée sur Dunkerque, ville ayant plusieurs kilomètres de diamètre. Si parfois, et surtout les premières fois, ces tirs ont été observés par des avions allemands volant à très grande hauteur, tel n'est plus le cas la plupart du temps.

Mais si les Allemands, au lieu, comme on dit vulgairement, de « taper dans le tas » sur la population pacifique d'une ville, se proposaient d'en atteindre des points déterminés d'importance militaire comme les fortifications, le tir tel qu'ils le réalisent serait inefficace, parce que non réglé. Ils sont assez bons artilleurs pour ne rien ignorer de ceci, et c'est ce qui rend systématiquement et volontairement barbares et inexpiables leurs bombardemens de ce genre.

Hormis donc pour un objectif à surface énorme aux distances éloignées (et il n'existe pas d'objectifs militaires dans ce cas) et pour un objectif à surface assez grande aux distances moyennes, le réglage du tir doit être exécuté et rectifié par l'*observation* et plus généralement par l'observation visuelle. Dans les règlemens d'artillerie d'avant-guerre, il était prévu que le commandant de batterie monterait, le cas échéant, sur une sorte d'échelle-observatoire pour régler à la voix le tir qu'il jugerait à la jumelle. On prévoyait aussi que bien plus rarement il devrait, pour observer, éloigner ses pièces au point de ne les plus tenir à portée de sa voix. En ce cas, il devait commander son tir, soit par un certain nombre d'hommes jalonnant le terrain et qui transmettraient de proche en proche les indications verbales, soit par des signaleurs dont les bras étrangement inclinés suivant le rythme d'un alphabet conventionnel, seraient un peu des succédanés en chair et en os du télégraphe des frères Chappe.

En fait, rien de tout cela n'a été et n'est appliqué, et le règlement

une fois de plus a été submergé par la marée des faits imprévus. Aujourd'hui, dans presque tous les cas, — et sauf parfois lorsqu'il s'agit de ces canons des fantassins qui constituent l'artillerie de tranchée, — la nécessité de défiler, de masquer et d'abriter les pièces et d'assurer la possibilité, la sécurité et l'accès de leur ravitaillement a conduit à les placer quelque peu en arrière de la toute première ligne. En outre, l'immobilisation des fronts a permis l'établissement de centaines de milliers de kilomètres de fils téléphoniques, et c'est par téléphone que presque sans exception celui qui observe règle le tir et communique avec la batterie.

Cela a permis de rendre les choix des positions de batterie et des postes d'observation complètement indépendans, et sans que l'un se doive subordonner à l'autre.


* *

On a longtemps discuté, — surtout entre troupiers, — la question de savoir si les observatoires d'artillerie devaient être très en avant ou pouvaient être relativement en arrière. En fait, la puissance de l'armement de l'infanterie ne nécessite pas un champ de tir étendu ; au contraire, le tir de l'artillerie demande des vues lointaines et étendues. D'une manière générale, les observatoires d'artillerie ne devront donc pas être placés comme les postes de guetteurs d'infanterie, mais si possible plus haut, le plus haut possible de façon à dominer la plus grande étendue de terrain. — Mais plus haut veut-il dire plus loin, plus en arrière? Pas nécessairement. On a objecté pendant longtemps à l'établissement des observatoires d'artillerie très en avant que la difficulté du réglage est plus grande : il est certain qu'un observateur placé près de la batterie juge bien si un coup est à droite ou à gauche, tandis qu'un observateur près du but juge quelquefois à droite du but un coup en réalité à gauche par rapport à la batterie, et trop court un coup long par rapport à elle. Pour appuyer tout cela d'une démonstration, j'aurais besoin du secours du dessin, mais on voudra bien me croire sur parole; et d'ailleurs, chacun peut facilement se convaincre de tout ceci en faisant un croquis. Quoi qu'il en soit, cette objection n'avait guère de valeur, car les observateurs avancés d'artillerie peuvent facilement rectifier leurs observations de façon à les rapporter à la batterie même; c'est une petite éducation à faire. L'objection qui valait encore un peu du temps que chaque batterie ou groupe n'avait qu'un observateur, ne subsiste plus depuis que les observateurs se sont multipliés et conjugués de telle sorte que tout coup de

canon est vu par au moins deux postes différens. Ces deux guetteurs d'artillerie munis de viseurs gradués spéciaux, déterminent chacun une direction. Le recoupement sur la carte de ces directions communiquées par téléphone fournit sans ambiguïté le point cherché.

Les Allemands emploient comme nous-mêmes sur une vaste échelle ce procédé classique d'observation par recoupement. Si, au lieu de deux observateurs, trois ont fait des visées, on a par surcroît une valeur de la précision obtenue, ou si on préfère de l'erreur maxima commise, qui est toujours petite ; mais par surcroît le troisième observateur a l'avantage de démontrer qu'il s'agit bien d'un même coup de canon, et non de deux différents confondus par erreur, comme il pourrait arriver.

Ces postes d'observation d'artillerie consistent généralement, comme les postes de guetteurs d'infanterie, en un abri enterré, blindé si possible et muni d'une fente étroite pour l'observation. Il va sans dire qu'il y a de nombreuses variantes moulées sur les conditions locales.

Pour avoir des vues sur les objectifs éloignés de l'artillerie il est essentiel de placer ces postes sur les points élevés. C'est pour ce motif que la lutte pour la possession de ces points est toujours si âpre d'un bout à l'autre du front.

La bataille terrible qui se poursuit depuis des semaines pour la possession du tragique « Chemin des Dames » illustre d'une manière sanglante cette importance des observatoires. De la crête que dessine le Chemin des Dames nos observateurs découvrent tout l'arrière des positions allemandes vers l'Ailette, leurs positions d'artillerie, leurs voies de communication. — Inversement la possession de cette crête d'observation permettrait à l'ennemi des vues étendues en profondeur sur nos lignes et lui permettrait de nous faire beaucoup de mal en assurant le réglage de ses tirs. De là l'acharnement de la lutte en ce lieu, et en tant d'autres analogues comme la crête de Messines, si brillamment conquise naguère par les Anglais.

*
* *

Tout ce que nous venons d'expliquer relativement au réglage par l'observation des coups s'applique aux coups percutans, c'est-à-dire aux obus éclatant à la surface du sol où ils projettent généralement une gerbe sombre de terre déchiquetée bien visible. Mais tel n'est pas toujours le cas. Il peut arriver que les coups percutans ne soient pas observables ou que la nature du sol rende irrégulier l'éclatement de

ces coups. Dans ce cas, on procède au réglage en se servant de coups fusans qui éclatent à une certaine hauteur au-dessus du sol en projetant le petit nuage pommelé bien connu de tous ceux qui ont combattu. On cherche alors à encadrer le but entre deux coups fusans pour en déduire la position où la trajectoire prolongée jusqu'au sol aurait rencontré celui-ci si elle n'avait pas été coupée avant sa fin par l'éclatement aérien.

Le plus généralement on opère ce réglage par fusans en les faisant éclater au ras du sol, c'est-à-dire très près du point de croisement de celui-ci avec la trajectoire. Dans ce cas, si le nuage d'éclatement apparaît derrière le but, on est certain que la trajectoire est trop longue; mais la réciproque n'est pas toujours vraie et il peut arriver qu'un éclatement vu en avant du but et au-dessus de celui-ci appartienne à une trajectoire dont l'extrémité tombe en réalité en arrière.

Ce n'est qu'un jeu pour nos artilleurs de se débrouiller dans ces difficultés.

***

L'observation terrestre lorsqu'elle est possible est assurément le plus sûr moyen de régler efficacement le tir des canons. Mais il est des cas où elle n'est pas possible. Tout d'abord, même armés de jumelles ou de bonnes lunettes de Galilée et même en terrain découvert à l'œil, il est difficile d'observer avec exactitude des objectifs et des éclatemens à plus de six ou sept kilomètres. — Comment régler le tir des gros canons longs qui tirent beaucoup plus loin et jusqu'à une vingtaine de kilomètres et au delà? Il n'y avait qu'un moyen : l'avion, l'avion qui à volonté va survoler l'objectif si éloigné qu'il soit et signale par T.S.F. à la batterie si ses coups sont trop longs, courts, à droite, à gauche et de combien... ou au but. J'ai indiqué naguère ici même quelles devaient être les caractéristiques des bons avions de réglage et je n'y reviendrai donc pas. Mais une chose ressort avec évidence de ce qui précède : puisque le tir d'artillerie ne vaut que par son réglage, on peut bien dire que c'est l'avion seul qui a rendu possible l'emploi aujourd'hui fondamental de l'artillerie lourde à longue portée; c'est lui qui par cela a donné à cette guerre son caractère si particulier. Cela fait que de tous les avions de guerre, l'avion de réglage est sans conteste le plus important, bien que son rôle soit apparemment moins brillant que celui de l'avion de chasse : celui-ci et les « as » qui l'ont illustré ne jouent réellement un rôle utile qu'en

fonction de l'avion de réglage et parce qu'ils le protègent chez nous et le détruisent chez l'ennemi.

Sur la plus grande partie du front de France, le terrain n'est pas suffisamment accidenté pour que les observatoires terrestres, même aux points culminans, aient des vues assez étendues pour épuiser la limite de la visibilité, et la ligne sèche d'un horizon borné vient rapidement mettre un trait final aux velléités indiscrètes des observateurs. D'autre part ce n'est pas nous partout qui tenons ces points culminans; c'est par endroit l'ennemi, et pourtant le problème reste toujours le même et plein d'angoisse shakspearienne : Voir ou ne pas voir, voilà toute la question; car pour l'artilleur c'est cela qui est être ou ne pas être.

Tout cela a donné un développement imprévu à un mode d'observation et de réglage du tir qui n'a ni la sécurité de l'observation terrestre, car il dépend un peu des vicissitudes atmosphériques, ni la vue très lointaine de l'avion, mais qui a plus de champ que celle-là et plus de sûreté de visée que celui-ci à cause de son immobilité : je veux parler des ballons-observatoires.

Si je ne me trompe, c'est il y a plus d'un siècle, à Fleurus qu'on employa pour la première fois un ballon à l'observation du champ de bataille. Ainsi fut trouvé, suivant l'expression d'un citoyen de l'époque, « le moyen de porter sans cesse des yeux observateurs sur les manœuvres de l'ennemi. »

La France créatrice de la navigation aérienne avec Montgolfier et Charles inventait ainsi l'aérostation militaire. Malgré cela, et comme il est arrivé trop souvent dans trop de domaines, nous nous étions un temps laissé dépasser dans cette voie ouverte par nous; et au début de la présente guerre — on peut bien le dire maintenant que nous avons regagné sur ce point notre avance — les Allemands avaient des ballons d'observation très supérieurs au nôtre.

Le ballon sphérique, qui seul était jusqu'à la guerre utilisé par notre armée, est le jouet des moindres brises qui tendent à le coucher vers le sol, diminuent son altitude et lui donnent un mouvement d'oscillation qui rend toute visée précise impossible, d'autant qu'il tourne continuellement au bout du long câble qui l'amarre. Aussi l'officier observateur placé dans la nacelle de cette flottante bouée aérienne n'a aucune fixité dans sa direction de visée et dans les points de repère qui lui permettraient de régler le tir.

Pour échapper à ces inconvéniens qui rendaient presque impossible le réglage par ballon des tirs d'artillerie, puisque le moindre

vent les rend inutilisables ou peu efficaces et qu'il y a toujours du vent, le capitaine Sacconney avait, longtemps avant la guerre, imaginé d'utiliser à cet effet des trains de cerfs-volants qui, eux au contraire, fonctionnent bien dans le vent, mais seulement dans le vent.

Il restait à trouver un observatoire aérien qui synthétise les avantages des deux systèmes. C'est ce que réalise l'étrange « drachen-ballon » imaginé par les Allemands et dont ils firent grand usage pour régler leurs tirs dès le début de la campagne. Comme son nom l'indique — *drachen* veut dire cerf-volant en allemand — c'est un engin amphibie tenant à la fois du ballon et du cerf-volant. Du ballon il a la flottabilité dans l'air même calme, étant gonflé à l'hydrogène, comme le sphérique. Du cerf-volant il tire ses autres avantages : sa forme allongée fait que comme une barque amarrée dans une rivière il s'oriente invariablement dans le lit du vent, ce qu'assurent par surcroît des ailerons et une poche à air placée à l'arrière de l'aéronef, où s'engouffre le vent et qui se comporte comme un stabilisateur d'orientation. — Ainsi la rotation de la nacelle, si gênante dans le sphérique, est tout à fait supprimée.

D'autre part on sait que lorsque le vent augmente il tend à faire monter le cerf-volant par la pression exercée sur sa face inférieure, et au contraire à abaisser et à coucher vers le sol le ballon sphérique captif.

Le *drachen* est construit de telle sorte que ces deux actions antagonistes se compensent exactement, et ainsi l'appareil, à peu près indifférent aux variations du vent, reste sensiblement immobile et à l'abri des oscillations et des variations d'altitude, quelles que soient les irrégularités des mouvemens de l'air.

Nous sommes aujourd'hui largement pourvus de ces engins qui constituent des auxiliaires précieux pour les réglages d'artillerie grâce au téléphone qui les relie au sol. D'ailleurs beaucoup d'armées européennes les avaient adoptés dès avant la guerre. Il y a quelques semaines, sur un tout petit coin du front de Champagne, j'ai compté trente-deux des nôtres simultanément au-dessus de l'horizon.

En baptisant du nom de « saucisses » ces grosses outres aériennes nos poilus ont trouvé une image pittoresque, parfaitement adéquate à l'objet, et qui sans doute restera dans la langue. Elle manque peut-être un peu de poésie, mais tout n'est pas poétique à la guerre.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Comme un bonheur ne va jamais seul, à l'heure même où le premier bataillon du premier contingent américain arrivait à Paris pour y célébrer avec nous la Fête de l'Indépendance, nous avons eu une bonne nouvelle. Le 1er juillet, l'armée de Broussiloff a repris l'offensive sur le terrain qui lui est glorieusement familier et où, l'autre printemps, elle avait remporté de si éclatantes victoires. Elle a presque inopinément attaqué l'ennemi chez lui, en Galicie, à quatre-vingts kilomètres de Lemberg, aux environs de Brzezany ; c'est-à-dire qu'elle recommence son effort au point extrême où ses campagnes précédentes l'avaient amenée. En deux jours, elle a fait dix-huit mille prisonniers, capturé trente canons, et la manœuvre, partie du village de Koniuchy, brillamment enlevé dès le début, semble se développer, entre les deux routes de Brzezany et de Tarnopol à Zloczov, dans la direction générale du Sud-Est au Nord-Ouest. Les résultats militaires en sont déjà intéressans, ils peuvent devenir considérables. Mais, quels qu'ils soient et si grands qu'ils puissent devenir, l'événement est d'ordre politique bien plus encore que stratégique.

Il a signifié au monde, suivant une expression jaillie spontanément de tous les cœurs, la résurrection de l'armée russe ; à l'Allemagne, aux Empires du Centre, la fin de leur rêve de paix séparée, de paix brusquée. La flamme des proclamations de M. Kerensky a rallumé l'immense et salutaire incendie. La révolution russe a compris qu'elle ne vivrait que par la victoire, qu'elle ne fonderait que sur elle le régime nouveau, et peut-être s'est-elle souvenue que son modèle, la Révolution française, aurait vite péri de la guerre civile, sans ce qui devait la tuer, la guerre étrangère. Aujourd'hui, ce n'est plus seulement un homme en qui veillait et souffle l'âme des Danton, c'est le Soviet lui-même, et non pas seulement le Soviet de

Pétrograd, mais le Congrès de tous les Conseils de tous les délégués ouvriers et soldats de toutes les Russies, qui, d'une voix quasi-unanime, font entendre l'appel ou le rappel aux armes.

Nous ne nous vanterons pas de l'avoir bien prévu, mais c'est une des solutions qui nous avaient paru possibles, et c'est la meilleure. Elle est due sans doute avant tout, à la sagesse, heureusement alliée au courage, du ministre de la Guerre Kerensky, à l'esprit énergique et fertile en initiatives du généralissime Broussiloff, et, pour une part aussi, car il faut être juste, aux adjurations de M. Albert Thomas, de M. Henderson, de M. Vandervelde, de M. Elihu Root; par là-dessous, à un mouvement national profond qui a rejeté avec horreur loin de la trahison, aussitôt qu'il l'a aperçue, ce peuple loyal et impulsif, tout frais, tout près encore de la nature, qui se meut précipitamment d'une seule masse, comme une force naturelle, et dont la diplomatie allemande a eu le tort d'ignorer la psychologie autant que celle de plusieurs autres : *Slavus saltans*. Mais il convient d'en faire également honneur à la fermeté que s'est enfin décidé à montrer le Gouvernement provisoire, en refusant de dissoudre la Douma sur la sommation des extrémistes, et en découvrant du même coup leur folie, leur faiblesse, ou du moins la limite de leur puissance, beaucoup plus courte en réalité que leur tapage ne le faisait croire, et la liaison, consciente ou inconsciente, de leur action avec l'intrigue germanique. La révolution paraît, à l'intérieur et à l'extérieur, sortir de l'anarchie et s'orienter vers une organisation; la victoire de Broussiloff est le premier bienfait du Gouvernement, qui en sera récompensé, s'il y prend une conscience plus claire de lui-même. Le nuage asphyxiant se dissipe, le ciel s'éclaircit dans le Nord. Et tout cela, ce miracle, s'est accompli, sans que nos socialistes, dont le voyage en Russie n'aura pas été inutile, aient eu besoin de se rendre à Stockholm; cela les dispense d'y aller. A moins d'être ingrats ou aveugles, ils ne remercieront jamais trop les bons Français, grâce à qui leur aura été épargné un faux pas, où pouvait trébucher leur patriotisme.

Voilà donc le front oriental réveillé. Sur le front occidental, l'armée anglaise continue, ainsi que ses bulletins le disent volontiers, à faire « d'excellent travail. » Les vues qu'elle s'est données, au prix de sanglans combats, du haut de la crête de Vimy, elle ne les a pas acquises, on le pense bien, par dilettantisme, pour voir se lever et se coucher le soleil sur la plaine. Village par village, faubourg par faubourg, cité par cité, elle enserre et investit Lens, décrivant autour de

la ville un demi-cercle de plus en plus étroit : Lens, la capitale du pays minier, consacrée déjà autrefois par une bataille libératrice. La cité Saint-Pierre, la cité Jeanne-d'Arc, au Nord, et, au Sud, la commune d'Avion, où sont les fosses 4 et 4 *bis* de Liévin, en forment comme les avancées. La prise ou plutôt la reprise de Lens, outre sa valeur intrinsèque, aurait une valeur de symbole. Ce serait en quelque sorte la clef de toute une région industrielle, où sont accumulés dans un petit espace nos moyens de production, les alimens et les instrumens de notre vie de paix et de guerre, qui serait remise entre nos mains. Mais c'est ici qu'il importe de tenir fortement en bride nos imaginations et de ne pas voir du coup la chose faite. Ce sera probablement long et dur. En tout cas, il vaut mieux le croire que de s'exposer à une déception, qui risquerait, étant donné notre penchant à nous exagérer le mal comme le bien, et la fatigue légitime de trois accablantes années, d'être suivie d'une dépression. Mieux vaut le croire que de nous ménager encore le désenchantement, le découragement d'une fausse défaite, ou simplement d'un faux échec, qui n'aurait jamais existé que par rapport à l'énormité de nos espérances, mais qui n'en aurait pas moins l'inconvénient grave de nous abattre ou de nous rabattre en nous-mêmes, comme devant nos alliés, nos ennemis et les neutres. Nous ne pourrions être vaincus que par cette inclination de notre caractère que nous pensions avoir vaincue. Il y a longtemps qu'on a écrit de nous : « Ils savent si peu supporter leurs malaises et leur gêne, et, à la longue, ils négligent tellement les choses qu'il est facile de les trouver en désordre, et de prendre le dessus sur eux. » Mais trois ans de constance paraissaient avoir démenti ce dicton de trois siècles. Il ne s'agit plus que du dernier quart d'heure ; et il est vrai qu'étant le dernier, il dure plus, compte plus, pèse plus que d'autres heures tout entières ; mais aussi, étant le dernier, il est décisif et définitif. C'est le moment de nous rappeler que si, dans certains parlers locaux, on dit : « espérer » pour « attendre, » patienter, en bon français, signifie « supporter, » et, au besoin « souffrir. »

Depuis deux mois, nous supportons, au Chemin des Dames, au plateau de Craonne, l'assaut sans cesse renouvelé des Allemands, qui, eux, ne se sont pas trompés sur le prétendu insuccès de nos offensives du 16 avril et du 5 mai. Des deux cent trente divisions, qui, sauf erreur ou omission, composent à présent l'armée impériale, nous en avons sur le corps, sur les bras, les Anglais et nous, plus de cent cinquante. Nous les y avons, ou nous les y avons eues, puisque nous en avons usé beaucoup, et que, les Russes rentrant en activité,

le jeu de navettes, où se plaît Hindenburg, est devenu ou va devenir plus difficile. Malgré ce déploiement colossal, le Kronprinz impérial n'a pas pu réussir à prendre la revanche de ses déconvenues. Ni en Champagne où il se venge bassement par le lent assassinat de Reims, ni à Verdun où il s'entête à vouloir enlever la cote 304 et le Mort-Homme, les sacrifices qu'il consent, comme s'ils ne lui coûtaient point, ne lui ont procuré le moindre avantage. N'eussions-nous fait rien de plus, — mais nous avons fait plus, et notre gain ne se borne pas à n'avoir pas perdu, — nous contenons les trois quarts de l'armée allemande, nous tenons contre les trois quarts de la puissance allemande. De Belfort à Dunkerque, notre ligne n'a bougé que pour se porter en avant; tâtée partout, nulle part elle n'a été percée; partout secouée, elle n'a fléchi nulle part.

Cependant la Chambre des députés s'est enfermée pour discuter en Comité secret sur la façon dont furent, au mois d'avril et au mois de mai, conduites les opérations, et sur plusieurs questions accessoires. Il est, à ce propos, permis d'émettre l'opinion, et nous ne nous en sommes pas fait faute, qu'il ne faudrait pas abuser de la procédure, nécessairement exceptionnelle dans le régime parlementaire, du Comité secret qui a ou peut avoir de sérieux défauts, dont le pire serait qu'il est secret, si ce n'était qu'il ne l'est jamais hermétiquement. En d'autres termes, un de ses vices, qui se double du vice contraire, est qu'au dedans, il autorise à tout dire, et qu'au dehors, il invite à tout supposer. Bien des secrets qui se confient là à des centaines d'oreilles sont, heureusement, de pauvres secrets; mais la foule, qui ne le sait pas, ou qui n'en attrape que des bribes, souvent déformées, les grossit, et se repaît, s'afflige ou s'irrite de ce qu'on lui cache.

On a, tous ces jours-ci (le texte des demandes d'interpellation en témoigne), beaucoup parlé de « contrôle » et de « sanctions. » Contrôle de qui, sur quoi, et quel contrôle? Quelles sanctions, pourquoi, et contre qui ? On dirait qu'il est des esprits chagrins et, à leur manière, agressifs, qui se font, pour leur plaisir, les inquisiteurs de la République. C'est assurément un adage contresigné par d'excellens auteurs que « les accusations sont nécessaires dans les républiques, » mais il ne faut pousser rien à l'excès. Et c'est d'ailleurs, aussi, une maxime dûment établie que les peuples forts, avant le combat, « donnaient à leurs généraux les commissions libres, » en style moderne, ne les emprisonnaient pas, ne les emmaillotaient pas dans un contrôle tâtillon, ne les frappaient pas comme d'une espèce de sus-

picion préalable ; et qu'après la bataille, ils ne se ruaient pas sur eux pour éplucher leurs actes et leur faire cruellement expier leur malheur. Même coupables de mauvaise intention, ce qui est rare et ce qui, en pareille matière, implique presque le crime, ils ne les punissaient que doucement, « humainement. » A combien plus forte raison quand un chef, n'avait « péché que par ignorance! » Non seulement ils ne le punissaient pas, mais ils l'honoraient, et il arrivait même qu'ils allassent jusqu'à le récompenser. Cela non plus n'était pas d'une très exacte justice, mais c'était d'une très fine et très prévoyante politique. Ils avaient moins peur de la faute qui avait été commise que de la faute inverse qui pourrait l'être. Ils se souciaient moins d'atteindre par un châtiment rétrospectif le consul qui sortait de charge que de ne pas terroriser préventivement, de ne pas paralyser ses successeurs par la menace et l'effroi de la peine.

Je sais qu'il y a l'autre école, la jacobine, celle de la Convention, celle des « commissaires aux armées. » On ne veut regarder que les exploits, les succès, que les « grands ancêtres » ont provoqués; on ne retient que ce qu'ils ont fait faire ; mais le passif l'emporterait peut-être, si l'on tenait compte de ce qu'ils ont empêché. Nous avons eu déjà l'occasion de citer une phrase du duc de Rovigo, qui a écrit, ou à peu près : « Personne n'acceptait plus de commander, personne n'osait plus entreprendre. » C'est le péril que porte en soi la manie délirante de la faute et de la sanction. Rien ne saurait être plus funeste pour une nation engagée dans une lutte à mort, où qui ne sera pas victorieux sera écrasé. Il ne peut pas suffire que la clameur d'une assemblée ou d'un parti exige des têtes pour qu'on les lui livre. Le rôle d'un homme d'État, dans les temps de crise, consiste moins souvent à céder aux entraînemens pseudo-populaires ou parlementaires qu'à leur résister. C'est à quoi, en l'occurrence, nous reconnaîtrons que nous avons un gouvernement.

Tandis que nous sommes en veine de préceptes, nous serions tentés d'ajouter que plus la forme d'un État est mobile, et plus les circonstances de sa vie sont agitées, plus il doit y avoir quelque chose de stable. Le point fixe de l'État, au milieu des vicissitudes de la guerre, lorsque ce n'est pas le gouvernement, ce devrait être le commandement. Or, nous avons déjà changé deux fois de général en chef. L'Allemagne, et, derrière elle, sa coalition, a eu successivement pour chef d'état-major Moltke le neveu et Falkenhayn, avant d'avoir Hindenburg; mais, depuis qu'elle a, pour lui, réorganisé le commandement, encore qu'il n'ait vraiment pas fait merveille, elle s'est

ingéniée à lui créer une légende, et elle l'a tenu pour *tabou*, fétichisé, presque divinisé. De son côté, l'Italie, avec la vigueur et la subtilité de son sens politique, s'est bien gardée de toucher au commandement, bien qu'un régime monarchique ait autre part son point fixe et donne un gouvernement de guerre plus facilement que ne le fait un régime démocratique. Entré au comité secret, où il a été, lui aussi, ballotté toute une semaine, en un état voisin de la dissolution, le ministère Boselli en est sorti comme un gouvernement vivant, avec un commandement renforcé. Avant toute autre considération, le président du Conseil italien a placé celle-ci, car, à Rome également, la « politique militaire », avait été portée dans le Comité secret : « Le Gouvernement entend assumer, a-t-il dit, toute la responsabilité qui lui incombe, parce que le Gouvernement veut maintenir au commandement suprême l'homme qui a su conduire glorieusement la guerre. Le pays peut être certain que rien ne peut ébranler la confiance que le Gouvernement et le pays ont mise dans le général Cadorna. »

Au surplus, il ne semble pas que le général Cadorna fût directement, ostensiblement visé. Autant qu'on peut de loin la débrouiller, l'affaire était montée et dirigée, sous des prétextes différens, voire opposés, d'une part contre M. Sonnino, ministre des Affaires étrangères, et, de l'autre, contre le ministre de l'Intérieur, M. Orlando. Les uns blâmaient en M. Sonnino, sinon sa témérité (une hardiesse avisée n'est pas téméraire), du moins la certitude hautaine, l'intransigeante rectitude de sa politique ; les autres, en M. Orlando, la timidité, le flottement, la mollesse de la sienne. Les adversaires, comme les motifs d'opposition, se croisaient : contre M. Sonnino, c'étaient les neutralistes, les socialistes, les « fatigués » des salons et de la rue, les gagne-petit inconsolés du *parecchio ;* contre M. Orlando, les nationalistes, les interventionnistes de droite et de gauche. M. Sonnino, à coup sûr, ne demandait rien, ne désirait rien, ne se prêtait à aucune combinaison, et, dans son poste, attaché seulement à son œuvre, ne briguait aucun autre poste. Pour M. Orlando, ses amis, et quelques-uns même de ceux qui ne le voulaient plus au ministère de l'Intérieur, le désignaient ou l'indiquaient pour la présidence du Conseil, et il n'était pas évident qu'il la repoussât.

Savant juriste, professeur éminent, orateur éloquent, M. Orlando serait parfaitement qualifié pour un rôle de premier plan, et nous ne dirons pas qu'il y songeait, mais le fait est qu'on y songeait pour lui dès la fin de 1915. On le disait alors assez tiède à l'égard, sinon de M. Salandra personnellement, du moins de son *sacro egoïsmo.* Mais

il parla. Il parla à Palerme, dans une réunion solennelle, au lendemain du jour où, dans le naufrage d'un grand navire torpillé, des femmes et des enfans avaient péri; et le vent de la mer, qui avait apporté les cris des victimes, remporta ses cris de colère et de vengeance, haussés au ton des voix siciliennes. On ne vit plus alors quelle différence il pouvait y avoir entre M. Orlando et son président du Conseil : avec des accens plus tragiques, et peut-être une autre pensée, il exprimait les mêmes sentimens que M. Salandra.

C'est une aventure du même genre qui de nouveau vient de lui arriver. Menacé comme ministre de l'Intérieur à cause de son manque d'énergie, il a dû se redresser, et, pour ne pas se plier, il s'est roidi. Mais on n'a entendu de son discours que les applaudissemens qui l'ont salué. En revanche, M. Sonnino, qui a été plus acclamé encore, s'est montré tel qu'il est et qu'on le connaissait. On devine, par le langage qu'il avait tenu quelques jours auparavant en séance publique, et par une allusion de M. Barzilaï dans les explications de vote, ce qu'il a pu dire ou répéter en Comité secret. Il a oublié sa personne « pour n'avoir que la vision de l'intérêt de la nation. » Il a affirmé que l'Italie voit et veut, dans cette guerre, « la continuation de la guerre de Mazzini et de Garibaldi, pour la libération de la terre de Battisti et de Sauro, pour la maîtrise de l'Adriatique. » C'est la guerre « pour une paix durable, fondée sur la sûreté des frontières nationales, comme condition indispensable d'une indépendance effective. Unité et indépendance de notre race (*della nostra gente*), selon la libre volonté populaire, voilà notre programme national, comme ce le fut en 1859 et en 1866; dans le dessein que l'Italie puisse représenter sûrement et d'une manière permanente en Europe un élément de paix et de civilisation. »

Langage sec et net d'un homme d'État à l'œil et à l'esprit clairs, qui hait les « vagues idéologies » et qui ne croit pas qu'il ait ni à s'expliquer longuement, ni à s'excuser. En résumé, M. Sonnino n'a pas plus consenti à reviser ses « buts de guerre » que M. Boselli n'a eu l'idée de changer le commandement. Une grosse majorité, 361 députés contre 63, les a suivis et soutenus. C'est maintenant le tour du Sénat, puisque, en Italie comme chez nous, les comités secrets alternent entre les deux Chambres. Le ministère, récemment modifié, et d'où s'est retiré en dernier lieu l'amiral Triangi, ministre de la Marine, n'est pas encore, bien que certain d'être dans le courant des aspirations nationales, complètement sorti de ses difficultés.

Celles de la Grèce étaient incomparablement plus grandes; elle

prend peu à peu le chemin d'en sortir. M. Venizelos, revenu de Salonique à Athènes, a formé, après la démission de M. Zaïmis, un ministère où nous retrouvons ses principaux collaborateurs, M. Politis aux Affaires étrangères, et, à la Marine, l'amiral Coundouriotis. Le général Danglis a été nommé généralissime. Les triumvirs sont ainsi chacun à sa place : les deux gouvernemens se sont fondus en un seul, et l'on peut espérer que bientôt il ne restera rien du conflit intérieur qui faillit déchirer la Grèce. Le jeune Alexandre, émancipé de la triple tutelle de son père, de sa mère et de son oncle, de tous ses oncles, paternels et maternels, dégagé de sa soumission déférente à son frère aîné, débarrassé des familiers tyranniques de sa maison, des Streit, des Dousmanis, des Metaxas, des Mercouris, a l'air de prendre goût à la royauté, et se fait fort accommodant. Son style personnel n'est plus du tout celui de sa proclamation, où l'on sentait la main d'un autre. Avec de bons guides, de bons maîtres à penser et à écrire, comme M. Jonnart et M. Venizelos, il a réalisé de rapides progrès. A tout ce que lui dit le Président du Conseil, il paraît qu'il n'a qu'une réponse : « *Poly kala*. Très bien ! » Et nous disons aussi : très bien, pourvu que cela soit sincère et que cela dure.

Mais il y a, contre tout retour offensif, des précautions à prendre. M. Venizelos n'est pas homme à les négliger. Il va, dit-on, convoquer prochainement la Chambre, sa Chambre, celle de juin 1915, la dernière légalement ou régulièrement élue, où il avait et n'a jamais perdu la majorité, et qui ne fut brisée que par un coup de force. Transformée en Constituante, elle réglera, — et elle en a le droit, aux termes de l'article 52 de la Constitution elle-même, quoique ayant été dissoute, — la question encore en suspens de la dévolution de la couronne, et remettra la Grèce dans les voies constitutionnelles, le long desquelles elle plantera deux haies assez hautes pour qu'aucun Constantin ne puisse, à l'avenir, la faire sauter par-dessus. Après quoi, le royaume apaisé renouera, s'il est sage, le fil de ses destinées. Déjà M. Venizelos l'a fait rompre diplomatiquement avec les puissances de l'Europe centrale ; et, pratiquement, il est en guerre contre elles, une de ses provinces étant envahie par les Turcs, les Bulgares et les Allemands. Ainsi les choses s'arrangent pour la Grèce, et elles s'arrangent en même temps pour nous, en ce sens que notre armée d'Orient n'a plus cette menace derrière elle, et qu'au contraire elle aura désormais sa base naturelle et nécessaire. Mais il reste des points délicats, il s'en élève, il va s'en élever, ou il peut s'en élever d'autres, précisément parce que la Grèce unie rejoint la troupe des

Alliés. Il y aura du moins à « causer. » Observons avec attention Rome, Athènes, l'Épire, les Douze-Iles et l'Asie-Mineure.

La situation demeure incertaine en Espagne. Sans la pousser au noir, et sans dire que le germe éclora, il n'y a pas de doute qu'en tout pays il serait mauvais que se formassent dans l'armée des Comités de défense d'officiers et de sous-officiers, mais que c'est particulièrement mauvais en un pays où, pendant trois quarts de siècle, se sont succédé des *pronunciamientos* de généraux et de sergens. C'est un sol à tremblemens de terre, c'est un milieu où les maladies politiques prennent subitement des allures et exercent des ravages d'épidémie. L'agitation des partis, des groupes, des groupemens est extrême, et d'autant plus redoutable qu'elle se développe çà et là, à Barcelone, par exemple, dans le cadre de la région. Elle a causé assez d'inquiétude pour que M. Dato se croie obligé de suspendre les garanties constitutionnelles. Une censure impitoyable surveille les journaux avec une rigueur telle que l'un des plus modérés, l'*Imparcial*, imprime en gros caractères la liste des sujets qu'il est défendu d'aborder, et qui sont : la question militaire, les mouvemens des troupes, les comités de défense, les manifestes et proclamations de sociétés, les meetings et les grèves, le mouvement des navires de guerre, les torpillages de navires nationaux ou étrangers dans les eaux juridictionnelles, les exportations ; enfin, sont prohibés tous commentaires sur la guerre.

L'énumération est instructive : c'est le tableau en raccourci des embarras nationaux et internationaux de l'Espagne. Et ils n'y figurent pas encore tous. Tandis que le parti libéral officiel, qu'on pourrait appeler la gauche dynastique, l'ancien parti de M. Sagasta, celui qui, à la mort du roi Don Alphonse XII, rendit possible ou plus facile la transmission du trône à son futur héritier mâle, est en pleine crise, et que les épigones, le comte de Romanonès et M. Garcia Prieto, se querellent pour la *jefatura*, les gauches plus avancées, les gauches radicales, réformistes et républicaines, lancent un manifeste lourd de sous-entendus. On voit renaître des mœurs politiques déplorables qu'on croyait mortes, et que Cánovas avait mis tant de soin à détruire, entre autres, le *retraimiento*, la retraite hors l'État, la bouderie hostile, cette plaie des démocraties latines depuis que le peuple de Rome s'était retiré sur le Mont-Aventin. Un détail marque la gravité de tels incidens, qu'un rien précipiterait, répétons-le, en véritables événemens : le Roi a désiré avoir un entretien, sous couleur de le consulter sur les réformes sociales, avec le vieux républicain que fut

toujours D. Gumersindo de Azcárate. La bonne volonté du souverain, la sincérité de son cœur, et l'ouverture de son intelligence, ne sont pas plus contestables que ne le sont la haute valeur, la loyauté, les bonnes intentions du président du Conseil, M. Dato. Mais, de toutes parts, les problèmes se pressent.

L'un des plus obsédans est celui que, par la cynique impudence de ses sous-marins, l'Empire allemand pose à l'Espagne comme à tous les neutres. M. Dato essaie de le résoudre pour son compte, dans un décret où, tout en s'appuyant sur la Convention XIII de La Haye, de 1907, il la complète en ce qu'elle avait de trop sommaire et la corrige en ce que l'expérience a montré qu'elle avait de défectueux. L'article premier « interdit à tous les sous-marins des puissances belligérantes, de quelque classe qu'ils soient (de guerre ou de commerce), la navigation dans les eaux territoriales et l'entrée dans les ports nationaux, pour quelque motif que ce soit, et sous peine d'être internés jusqu'à la fin de la guerre. » Quant à présent, l'Espagne n'a reçu la visite que de sous-marins allemands, et il eût donc été plus simple de nommer en toutes lettres l'Allemagne, comme il eût été plus carré de commencer par garder l'*U. C. 52*. Si M. Dato ne l'a pas fait, c'est qu'il en a eu d'impérieuses raisons. Nous ne les lui demandons pas, parce que nous les soupçonnons, mais il a dû sentir que sa décision nous a été pénible. Elle l'a été certainement aussi à la fierté espagnole, quoique nos amis d'outremonts, on doit l'avouer, n'aient pas vu, dans le renvoi du pirate réparé et ravitaillé, ce que nous y avons vu nous-mêmes. Tout est bien qui finit même médiocrement, si, une bonne fois, c'est bien fini.

Les Pays-Bas non plus, et les Pays Scandinaves non plus, ne vivent point tranquilles, dans un repos que la neutralité ne protège pas. Comme l'acte, en d'autres temps le plus ordinaire, a dans celui-ci des répercussions immenses, il s'en est fallu de peu que l'exportation des pommes de terre hollandaises n'amenât des complications. Du moment que la Hollande exporte, l'Angleterre veut avoir sa part, et du moment que la Hollande exporte, les États-Unis réduisent et limitent, pour ce qui les concerne, ses importations. Afin de les contrôler mieux, la Grande-Bretagne ne laisse aux communications maritimes des Pays-Bas qu'un chenal, qu'un passage plus étroit, et étend dans la mer du Nord, jusqu'aux approches du rivage, la zone interdite. A la frontière de terre, l'Allemagne affamée gronde et découvre de longues dents, comme un loup maigre. Mais c'est douceur au prix de ce qu'elle fait en Norvège. Le hasard a permis de saisir, dans sa valise

diplomatique, des documens d'un nouveau genre : bombes du plus récent modèle, à éclatemens gradués, engins de meurtre et d'incendie à terme, à soixante-douze heures, à vingt et un jours, briquettes explosibles imitant à s'y méprendre l'inoffensif charbon de soute. En conséquence, le ministre impérial à Christiania, M. Michaëlis, a été prié de demander ses passeports. Mais la légation n'a point chômé, et la Chancellerie a proposé à l'agrément du gouvernement norvégien qui ? le fameux amiral von Hintze, que précède un renom sinistre. L'Allemagne, dit-on selon la formule, a proposé. Mais la Norvège ne disposait pas. Le diable a, chez elle, remplacé l'ermite.

Pourtant, la cote de l'Empire que nous donnions l'autre quinzaine, ne remonte point. Les neutres, même tout petits auprès d'elle, qui veulent être libres, sont libres. La Suisse n'a pas craint de le lui faire voir, dans la suite et la conclusion de l'affaire Hoffmann Grimm. C'est un Suisse romand, un Genevois, dont la correction est irréprochable, mais dont les sympathies ne se sont jamais déguisées, le propre président de cette Croix-Rouge à qui nos blessés et nos prisonniers doivent tant, M. Gustave Ador, qui a été choisi comme chef du département politique, autrement dit comme ministre fédéral des Affaires étrangères. Il n'est, devant un brutal, que de se tenir droit. Tendre le cou, c'est appeler les coups.

L'Allemagne les assène en aveugle, mais son bras se lasse et son poing s'écorche, bien que ce soit encore ce qui lui reste de plus solide. Surtout, ses illusions s'envolent, à mesure que se multiplient ses déceptions. Elle a, l'un sur l'autre, encaissé l'échec de sa manœuvre de Stockholm, l'insuccès de ses tentatives sur l'Aisne et contre Verdun, l'avance de l'armée anglaise, la reprise de l'activité militaire des Russes et l'arrivée du secours américain, que ses sous-marins, même en essaim, n'ont pas pu empêcher ; bientôt elle va se trouver face à face avec lui, et, drapeau déployé, il lui fera voir ses quarante-huit étoiles. Dans leurs confidences au Reichstag, M. Zimmermann, M. Helfferich, M. von Rœdern, l'amiral von Capelle, vice-dieu de la torpille, et le ministre de la Guerre, sous leurs assurances de commande, ne se sont pas du tout montrés lyriques. Ils ont évidemment le caquet rabattu. Et, par compensation, le ton des parlementaires qui réclament des réformes et des foules qui réclament du pain ne cesse de monter. N'en attendons à bref délai ni la révolution ni même l'émeute ; n'en disons pas plus qu'il n'y en a ; mais il y en a assez ; et au trouble allemand s'ajoute le trouble austro-hongrois, qui peut aller beaucoup plus vite.

La double monarchie se distingue et s'affirme, comme de raison, à ce que son mal est double : elle est atteinte tout ensemble du côté autrichien, et du côté hongrois. A Vienne, le chevalier de Seidler, qui a succédé, avec un cabinet de fonctionnaires, au comte Clam-Martinitz, est fragile comme verre et, au premier choc, ira se briser contre quelque bloc slave, polonais, ruthène ou tchéco-slovaque. L'amnistie qu'accorde l'empereur Charles est à demi un geste de clémence, à demi un signe de détresse. A Budapest, le comte Esterhazy est, dans la Chambre des députés, faite à l'image d'Étienne Tisza, en minorité de cinquante voix. Toutes les nationalités de l'Empire et du royaume se jetteraient les unes sur les autres avec bien plus d'ardeur qu'on n'en a éveillé en elles pour les jeter sur un ennemi qu'on leur présentait comme commun.

Mais, ici encore, n'exagérons rien, ne rêvons pas, regardons. Attendons plus de nous-mêmes que des autres, et plus de la force de nos armes que de l'expansion de la démocratie. Qui pourrait le nier? Un soleil inconnu paraît se lever sur la Russie, sur l'Orient européen, et, jusqu'en Asie, certains s'imaginent qu'une aube blanchit sur la Perse, par delà ce vingt-cinquième degré de longitude Est, que le parlementarisme et le libéralisme semblaient ne pas devoir dépasser. Ainsi chantent joyeusement, dans les pleurs que versent tant d'hommes et de femmes de toute nation, les disciples de Walt Whitman. Sur ces entrefaites, et pendant que monte l'hymne à la démocratie rayonnante, à la bienfaisante et purifiante démocratie, une république, là-bas, tout là-bas, se retransforme en Empire. Et le philosophe aurait de quoi méditer, si, à la vérité, cela ne se passait en Chine, qui n'a jamais rien pu faire comme tout le monde.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

L'ALSACE-LORRAINE

A

LA VEILLE DE LA DÉLIVRANCE

On ne saurait trop le répéter, la Prusse, partie de rien, est arrivée, en deux siècles, à occuper le premier rang parmi les grandes puissances uniquement par l'affirmation de la force brutale. C'est par droit de conquête qu'elle a procédé à tous ses agrandissemens territoriaux. Silésie et Posnanie, provinces du Rhin et Hanovre, Sleswig-Holstein et Alsace-Lorraine, autant de territoires arrachés par les armes à leurs légitimes propriétaires. L'hégémonie prussienne en Allemagne fut elle-même la conséquence d'une guerre heureuse. Aucune province, aucun État ne s'est donné librement à la Prusse. Partout les Hohenzollern ont dû en appeler au droit du plus fort pour établir leur domination.

Or, la Prusse, après une longue et minutieuse préparation, pensait pouvoir, en 1914, consommer son œuvre d'accaparement progressif de la richesse mondiale. L'entreprise n'a heureusement pas donné les résultats attendus. Bien mieux, la politique agressive des annexeurs professionnels a provoqué une réaction générale. Parce que le chancelier de l'empire avait proclamé que les traités n'étaient, à son appréciation, que « des chiffons de papier; » parce qu'il avait dit que « nécessité ne connaît pas de loi, » l'Angleterre s'est jetée dans la mêlée, et parce que l'Allemagne, violant toutes les conventions internationales, a déchaîné la guerre sous-marine sans merci, les États-Unis, res-

pectueux de la parole donnée, ont affirmé leur volonté agissante de rétablir le principe des nationalités.

Et c'est ainsi que, pour avoir voulu asservir le monde, les Allemands ont provoqué la liquidation complète et définitive de tous les attentats, commis par eux contre le droit qu'ont les peuples de disposer d'eux-mêmes. Il ne s'agit plus, à l'heure actuelle, d'un conflit limité à deux puissances rivales. C'est l'opposition de deux théories, celle de la force primant le droit et celle de la liberté des groupemens ethniques et nationaux qui domine la grande guerre et trouvera sa solution intégrale dans la paix imposée par les Alliés aux naufrageurs germaniques. Polonais, Tchèques et Moraves, Yougo-Slaves, Italiens et Roumains voient, après des siècles d'esclavage, poindre à l'horizon l'aurore de leur délivrance et saluent d'avance avec enthousiasme l'indépendance reconquise.

Les Alsaciens-Lorrains ne sont pas les derniers à se réjouir de l'écrasement de leurs persécuteurs. Depuis près d'un demi-siècle, ils attendaient avec impatience le retour à la mère-patrie. Ployés sous le joug le plus dur, ils n'avaient renoncé ni à leurs regrets, ni à leurs espérances. Leur fidélité à la France, momentanément absente de leurs foyers, trouvera sa juste récompense dans la restauration prochaine du droit indignement violé par un vainqueur sans pitié.

***

Il est utile de le rappeler, Bismarck avait prévu que l'annexion de nos deux provinces à l'empire germanique s'opposerait à tout rapprochement entre la France et l'Allemagne. L'état-major prussien lui força néanmoins la main. De Moltke voulait, à tout prix, pouvoir constamment menacer Paris de la crête des Vosges et des bastions de Metz.

Ce que le chancelier de fer avait redouté devait se produire. La France humiliée et meurtrie n'oublia pas la mutilation de son territoire et, prévoyant de nouvelles exigences et de nouvelles agressions, elle se prépara, non pas à la guerre de revanche, mais à la guerre de défense, qu'instruite par des événemens tragiques, elle voyait venir. L'Allemagne, pour garder le bien mal acquis, se vit elle-même entraînée à des armemens ruineux. De part et d'autre, sans en convenir, on chercha des alliances qui, toutes, étaient dominées par le souci ou de

maintenir ou de réparer l'injustice commise. Et c'est ainsi que la question d'Alsace-Lorraine, dont on ne parlait plus, mais à laquelle chacun pensait toujours, fut, depuis 1871, le pivot de toute l'activité diplomatique mondiale.

Les Allemands s'étaient d'ailleurs appliqués à sans cesse reposer l'angoissant problème par la brutalité de leurs procédés administratifs, dans les provinces annexées. L'énumération des mesures de rigueur, dont l'Alsace-Lorraine fut accablée, déborderait le cadre d'un article de revue. Nous ne pourrons que mentionner les principales : pouvoirs dictatoriaux des gouverneurs, expulsions, suppressions de journaux, passeports, refus de permis de séjour, interdiction de l'enseignement de la langue française, postes administratifs réservés aux immigrés allemands, application rigoureuse des ordonnances sur les cris et emblèmes séditieux. Il faudrait des volumes pour raconter le long et douloureux martyre d'une population, dont le seul crime était de ne pas vouloir subir l'emprise germanique et de ne pas consentir à renier un passé glorieux.

Or, parce que l'Allemagne abusait ainsi constamment de sa puissance, la plainte des annexés ne permettait pas à la France d'oublier l'injure faite à sa dignité et l'atteinte portée à sa richesse.

Le parti militaire prussien avait commis une autre erreur. Uniquement préoccupé de préparer les guerres de l'avenir, il avait exigé que l'Alsace-Lorraine formât, dans la confédération germanique, une province distincte des États et restât dès lors sous la tutelle presque exclusive de la grande monarchie du Nord. Bismarck exprimait fort bien cette préoccupation de l'état-major, quand il disait que l'Alsace-Lorraine était le « glacis, » la zone militaire de l'empire. Quand on veut exprimer un jugement motivé sur la politique allemande dans les provinces annexées, il faut toujours se rappeler ces paroles du chancelier de fer. Elles sont le *leitmotiv* de toute la législation barbare appliquée entre les Vosges et le Rhin depuis les incidens qui marquèrent, en 1872, le départ des optans, jusqu'à ceux qui, lors de l'affaire de Saverne, en 1913, révélèrent au monde surpris et l'odieuse tyrannie du militarisme prussien et la merveilleuse endurance de ses victimes.

Il eût été d'une politique habile que le Haut-Rhin fût annexé au grand-duché de Bade, le Bas-Rhin à la Bavière, la Lorraine

à la Prusse. Séparés les uns des autres, vivant sous des législations différentes, administrés par des fonctionnaires originaires de pays à cultures et à mœurs dissemblables, les Alsaciens-Lorrains n'auraient pas pu coordonner leurs efforts, et leur résistance à la germanisation méthodique de leur vie nationale en eût été considérablement amoindrie. Heureusement le parti militaire veillait. Il était avant tout préoccupé d'organiser le « glacis » en vue des conquêtes que, dès cette époque, il prévoyait et souhaitait. Et pour qu'il fût possible d'arriver à ses fins, sans que le particularisme des États y mît obstacle, il fallait que l'Alsace-Lorraine fût dotée d'une autonomie relative et que le roi de Prusse y exerçât le pouvoir souverain.

Bismarck, après quelques hésitations, devait d'ailleurs se résigner aisément à une combinaison qui lui permettait, tout en assurant la sécurité de l'empire, d'établir entre tous les États allemands une sorte de solidarité dans le crime. En faisant de l'Alsace-Lorraine la propriété collective des princes confédérés et en y attribuant le pouvoir législatif au conseil fédéral, il s'assurait les concours les plus décidés et les plus durables. Le « pays d'empire » devenait le symbole de l'unité allemande restaurée sous l'hégémonie prussienne. En voulant y porter atteinte, on s'attaquait à l'ensemble des États, désormais complices d'un crime devenu collectif.

***

Ce fut là l'idée maîtresse qui présida, pendant les quarante-quatre années qui séparèrent les deux guerres, à l'évolution du statut national de l'Alsace-Lorraine. L'histoire des provinces annexées se subdivise, pendant ces quarante-quatre années, en trois périodes nettement définies.

Jusqu'en 1879, l'Alsace-Lorraine n'a aucun droit. Le pouvoir est exercé par l'Empereur, qui délègue une partie de ses attributions souveraines à un gouverneur. Une sorte de conseil général agrandi examine le budget, mais celui-ci est voté par le *Reichstag*. Le gouverneur est armé de pouvoirs dictatoriaux. Il peut, d'un trait de plume, expulser les indigènes, supprimer les journaux, dissoudre les associations, faire procéder à des perquisitions de jour et de nuit.

En 1879, premier essai de loi constitutionnelle. Un parlement est créé à Strasbourg. Ses membres sont élus en partie par les

conseils généraux des trois départemens, en partie par les conseils municipaux des quatre grandes villes et par les délégués des conseils municipaux des autres communes, à raison d'un député par arrondissement. Le *Landesausschuss* (c'est le nom de cette assemblée) vote le budget et les lois du pays. La présentation est faite par le gouverneur, ou *Statthalter*, au nom du conseil fédéral. C'est le *Bundesrath* qui approuve les lois que l'Empereur promulgue. A tout moment le souverain-délégué peut intervenir pour suspendre l'action législative. De plus il peut en appeler, quand bon lui semble, du *Landesausschuss* au *Reichstag*, qui alors siège comme Chambre particulière pour l'Alsace-Lorraine.

En 1911, nouvelle transformation. Le Conseil fédéral et le *Reichstag* sont éliminés de la législation de l'Alsace-Lorraine. Deux Chambres sont créées dans les pays annexés. La seconde est élue au suffrage universel, direct, égal et secret, à raison d'un député par canton. Elle comprend soixante membres. La première, ou Sénat, se compose, par moitié, de membres nommés directement et pour la durée d'une législation par l'Empereur, de sept membres de droit (fonctionnaires supérieurs) et de onze sénateurs élus par des corporations officielles. L'Empereur exerce tous les pouvoirs souverains. Il nomme et révoque à sa guise le *Statthalter* et ses collaborateurs du ministère, dispose d'un droit de *veto* absolu, peut, en cas de conflit entre le gouvernement et le parlement, suspendre l'action législative et prélever les impôts, comme engager les dépenses sur la base de l'exercice précédent, enfin promulguer des décrets qui ont force de loi jusqu'au moment où les Chambres seront de nouveau réunies. Cette Constitution a d'ailleurs un caractère très net de précarité, puisqu'elle reste une loi d'empire réformable et que *Bundesrath* et *Reichstag* peuvent la modifier quand bon leur semblera.

A noter que, jusqu'en 1911, le *Statthalter* conserva tous ses pouvoirs dictatoriaux, c'est-à-dire que l'Alsace-Lorraine fut régie par la loi française sur l'état de siège de 1849. Lorsque l'affaire de Saverne eut ravivé toutes les vieilles oppositions nationales, le comte de Wedel pensa un moment à rétablir la dictature. La publication anticipée du projet de loi, qu'il avait déjà déposé au Conseil fédéral, empêcha heureusement ce projet d'aboutir.

Jusqu'en 1914, l'Alsace-Lorraine fut encore gratifiée d'une législation particulière sur la presse, en dérogation de la loi d'empire. Pendant la période dictatoriale, nos journaux, toujours menacés de suppression arbitraire, ne reflétaient qu'imparfaitement l'opinion publique. Même quand leur existence fut assurée, ils continuèrent à être soumis à l'obligation de dépôt d'un cautionnement. De plus les autorités administratives pouvaient à tout moment supprimer le débit aux feuilles étrangères.

La Constitution de 1911 ne représentait, en aucune manière, un progrès dans la voie de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine. En France, la création de nos deux Chambres, dont l'une était nommée au suffrage universel, avait produit une impression favorable. On ne s'était pas rendu compte de la portée des restrictions qui, de fait, devaient complètement paralyser l'action du parlement. Les Alsaciens-Lorrains, eux, ne s'y étaient pas trompés, et ils considéraient à bon droit la transformation des institutions constitutionnelles comme un recul nettement accusé. Cela m'amène à parler du mouvement autonomiste qui fut si mal compris en dehors de notre petit pays.

* * *

Pendant les années qui suivirent l'annexion, les Alsaciens-Lorrains, repliés sur eux-mêmes, tout entiers à la douleur de la séparation, escomptant une délivrance prochaine, ne demandaient à leurs représentans que de porter à Berlin l'expression de leur révolte contre la violence dont ils avaient été les victimes. Ce fut l'époque de la protestation héroïque, qui se prolongea jusqu'en 1887.

Lorsque, après les élections du septennat, fut inauguré dans nos provinces le régime de la répression à outrance, lorsque, suivant l'expression énergique de Preiss, « la paix des cimetières » régna sur le pays terrorisé, la plate-forme électorale fut modifiée. Les Alsaciens-Lorrains, se rendant compte que la protestation ouverte, violente, telle qu'ils l'avaient pratiquée jusque là, était stérile et faisait le jeu de leurs oppresseurs, qui en prenaient prétexte pour rendre chaque jour leur joug plus écrasant, adoptèrent une solution intermédiaire. Celle-ci devait permettre aux Français des provinces annexées de conquérir, dans le cadre de la Constitution de l'empire, les libertés dont

ils comptaient faire le plus judicieux usage et, du même coup, de sauvegarder les traditions historiques et les aspirations nationales de la population indigène.

C'est ainsi que devait naître le parti autonomiste, ce parti qui fut d'abord celui des ralliés, et qui, plus tard, devint celui des protestataires.

A l'étranger, on s'est complètement mépris sur la signification de cette évolution purement apparente. Que de fois n'ai-je pas entendu des observateurs superficiels en tirer les conclusions, pour nous, les plus inattendues : « L'Alsace-Lorraine ne demande plus qu'une autonomie semblable à celle des États de la Confédération germanique. Elle sera parfaitement satisfaite de son sort, le jour où elle l'aura enfin obtenue. » Rien de plus inexact. Les Allemands, qui pourtant sont des psychologues détestables, ne commettaient pas cette grossière erreur. Ils savaient fort bien que nous souhaitions de nous gouverner nous-mêmes, uniquement pour pouvoir nous soustraire à l'emprise germanique. S'ils n'avaient pas eu cette persuasion, peut-être se seraient-ils décidés à relâcher un peu les liens qui nous enserraient.

Pour nous la lutte pour l'autonomie nous permettait d'évoluer librement. Deux hypothèses se présentaient en effet devant nous : ou bien l'empire, désireux d'écarter enfin la question d'Alsace-Lorraine, nous permettrait de former un État indépendant, et alors nous profiterions des libertés conquises pour renouer la chaîne de nos traditions françaises ; ou bien il opposerait à nos justes revendications une fin de non-recevoir absolue, et alors nous pourrions arguer de son refus pour entretenir dans notre population l'esprit d'opposition irréductible, tout en ne sortant pas des voies légales.

Voici donc comment nous raisonnions : « Vous avez, disions-nous à nos maîtres, fait de nous des Allemands, bien que notre attachement à la France vous fût connu. Encore exigeons-nous que vous nous accordiez les privilèges dont jouissent tous les groupemens nationaux de l'Allemagne. L'empire est une fédération d'États qui, tous, jouissent de l'indépendance la plus complète. L'Alsace-Lorraine seule est propriété collective de tous les souverains allemands. Cette exception ne saurait se justifier que par la volonté de nous traiter en Allemands de seconde classe. Tant que vous ne nous ferez pas bénéficier des libertés

communes, n'attendez pas que nos sentimens à votre égard se modifient. » Le raisonnement était inattaquable. Pour en détruire l'effet, les pangermanistes étaient obligés de ressasser constamment la vieille théorie bismarckienne de l'Alsace-Lorraine « glacis » ou « zone militaire de l'empire, » à la grande joie des protestataires de notre pays, qui prenaient acte de ces déclarations pour entretenir le mécontentement de leurs compatriotes. L'Allemagne était ainsi acculée par les autonomistes à un dilemme dont les deux termes étaient également dangereux pour elle : accorder aux annexés une indépendance dont elle prévoyait qu'ils abuseraient, s'obstiner à la leur refuser, et augmenter ainsi l'hostilité des provinces frontières. Toujours est-il que les autonomistes de la période allant de 1888 à 1914, n'acceptèrent jamais, dans leur ensemble, le fait accompli; mais qu'ils se contentèrent d'en tenir compte, comme d'une nécessité inéluctable, pour édifier sur cette base fragile leurs revendications temporaires.

Une autre raison, celle-là plus sérieuse, les avait décidés à modifier le programme purement négatif des premiers protestataires. De gré ou de force, peu importe, nous appartenions à un organisme étatique, dont la législation intérieure exerçait une action directe sur nos intérêts matériels et moraux. Il ne pouvait pas nous être indifférent que notre industrie et notre agriculture fussent protégées, que les lois sociales s'améliorassent, qu'on élargît les libertés publiques. Nos électeurs, ouvriers, artisans, commerçans et industriels, avaient fini par exiger de leurs représentans que ceux-ci prissent une part plus active à l'élaboration des lois de l'empire et surtout de celles de l'Alsace-Lorraine. Et ce n'était que justice, car, si nous attendions toujours notre libération d'événemens lointains, il était de notre devoir d'accommoder à notre convenance la maison qu'on nous obligeait d'habiter.

Je me plais d'ailleurs à le reconnaître, nos revendications autonomistes devaient faciliter certaines abdications, dont quelques-unes allèrent jusqu'à la trahison complète. Tandis que, pour l'ensemble de notre population, l'autonomie ne représentait que la solution provisoire, l'expédient, la pierre d'attente, les ralliés tentèrent de la transformer en une formule définitive de leurs aspirations nationales. Des interviews retentissantes donnèrent, sur ce point, le change à l'étranger.

Il est vrai que, même chez quelques-uns de nos transfuges, les derniers événemens de la grande guerre ont opéré des miracles. J'en connais, et des plus notoires, qui, après nous avoir créé pendant des années les pires embarras, par leur zèle de néophytes du germanisme, s'épuisent maintenant en protestations d'amour pour la France. Pour ma part, loin de m'en indigner, je m'en réjouis sincèrement, car, de cette conversion subite et quelque peu indiscrète, je tire les conclusions les plus consolantes. Tertullien disait jadis que l'âme est naturellement chrétienne. De même j'affirmerai, en voyant nous revenir tous ces anciens résignés, que l'âme alsacienne-lorraine est naturellement française. Les ralliés, dont l'Allemagne s'enorgueillissait, n'étaient donc allés à elle que par crainte ou par intérêt. Dès qu'ils se sont sentis libérés de leurs faiblesses par la victoire française, ils ont retrouvé, dans leur subconscient, les vieilles inclinations natives.

Je me hâte d'ajouter que mes compatriotes, dans leur imposante majorité, n'ont pas eu à procéder à cette évolution tardive, parce qu'à aucun moment ils n'ont connu les mêmes défaillances.

Les Allemands, qui savaient à quoi s'en tenir sur la signification du mouvement autonomiste, ne cessaient de nous traiter de *verkappte protestler* (de protestataires masqués). Pendant toutes nos campagnes électorales les journaux officieux ou les Allemands qui assistaient à nos réunions publiques nous posaient toujours la même question :

— Acceptez-vous le traité de Francfort?

Notre réponse était également toujours la même :

— Nous n'avons pas à accepter ou à renier individuellement un traité passé, sans que nous ayons été consultés, entre l'Empire germanique et la République française. Ce traité nous a fait Allemands, nous ne le savons que trop. Voulez-vous savoir si la population alsacienne-lorraine est satisfaite de son changement de nationalité? Consultez-la en un plébiscite loyal. Quant à l'avenir, il appartient à Dieu. Il n'est pas en notre pouvoir d'en disposer à notre gré.

Je tiens à bien souligner ici que même les candidats ralliés au régime allemand s'abstenaient, avec le plus grand soin, de porter la lutte électorale sur le terrain national, tant ils étaient sûrs qu'à vouloir faire consacrer par un vote populaire l'occu-

pation allemande du pays, ils allaient au-devant d'un échec éclatant. En revanche, l'épithète de protestataire, que la presse gouvernementale prodiguait aux candidats de l'opposition, loin d'être nuisible à ceux-ci, était pour eux la meilleure recommandation. On peut donc affirmer, sans crainte d'être contredit, que la politique de répression inaugurée et suivie par les autorités allemandes en Alsace-Lorraine, n'avait donné que des résultats absolument négatifs.

***

Et pourtant, avec leur habituelle lourdeur d'esprit, les germanisateurs professionnels des provinces annexées ne cessaient pas de répéter inlassablement les argumens qu'ils croyaient de nature à exercer une action sur les sentimens des « frères retrouvés. » On a souvent cité, durant les derniers mois, la phrase célèbre de Frédéric II : « Je commence par m'emparer d'une province, il se trouvera toujours des pédans pour établir ensuite que j'en avais le droit. » Les Allemands ont procédé de même en Alsace-Lorraine. Ils ont d'abord occupé le pays, puis ils ont tenté de prouver que, par droit ethnique et par droit historique, nos provinces leur appartenaient.

Que de fois n'avons-nous pas lu, dans les journaux d'outre-Rhin, que les habitans de l'Alsace-Lorraine étaient de race germanique? Rien de plus inexact. La population de nos provinces est celto-ligurique. La prédominance marquée des crânes brachycéphales, des yeux et des cheveux noirs, comme aussi du développement de la cage thoracique ne laisse aucun doute à ce sujet. Quelques savans allemands ont daigné le reconnaître. Quant au dialecte alémanique, parlé par une partie des habitans de l'Alsace, son emploi s'explique par l'évolution historique du pays. Il fut un temps où le même dialecte se parlait à Toul, à Verdun, à Montbéliard, dont les habitans l'ont complètement désappris, ce qui prouve que la langue parlée ne saurait être invoquée comme un signe certain des origines de race.

L'argument historique, dont les Allemands abusent, est tout aussi fragile. Le Rhin fut, jusqu'au traité de Verdun, la frontière naturelle de la Gaule et de la Germanie. Les hasards du partage de l'empire de Charlemagne entre ses trois héritiers en disposèrent autrement; mais il n'en reste pas moins vrai que

toute la région cisrhénane était gauloise. Argentoratum (Strasbourg), Noviamagus (Spire), Barbotomagus (Worms), Magentiacum (Mayence), Confluentes (Coblence), Colonia Agrippina (Cologne), Aquae (Aix), Colonia Augusta Trevirorum (Trèves), autant de villes dont les noms ou romains ou gaulois latinisés nous renseignent sur la nationalité de leurs fondateurs et de leurs premiers occupans. Si donc nous voulions, à notre tour, user de l'argument historique, il nous serait facile d'affirmer les droits de la France sur des territoires qui déborderaient même de beaucoup les frontières de l'Alsace-Lorraine.

Durant tout le moyen âge les liens qui attachèrent nos provinces au Saint-Empire furent d'ailleurs très ténus et très lâches. L'Alsace, en particulier, n'était nullement un fief impérial. Strasbourg formait un État, Mulhouse était rattachée à la Suisse, dix villes libres, Colmar, Turckheim, Munster, Kaysersberg, Schlestadt, Obernai, Rixheim, Haguenau, Wissembourg, Landau, formaient une fédération à constitution républicaine. A côté de la Décapole et l'entourant, des seigneuries indépendantes, des abbayes à droits souverains, des bailliages dépendant du duc de Wurtemberg et de l'évêque de Bâle. Tous ces petits États payaient ou ne payaient pas de redevances à l'empire. Celui-ci, en revanche, protégeait fort mal un pays qui lui marquait si peu d'attachement. Ce fut précisément l'abandon de l'Alsace par les troupes impériales pendant la guerre de Trente Ans qui décida les habitans de notre province à solliciter l'intervention de la France. Dès 1635, Colmar, par le traité de Rueil, accepta ainsi de recevoir une garnison française, en échange de la protection que lui assuraient les Bourbons.

J'insisterai d'ailleurs particulièrement sur le fait suivant. Jusqu'à l'occupation de l'Alsace par la France, cette province, qui se composait d'une poussière d'États, n'avait pas, ne pouvait pas avoir conscience de la solidarité nationale de sa population. On n'y trouvait pas de patriotisme collectif. Divisées entre elles, guerroyant les unes contre les autres, les petites principautés qui la formaient n'étaient pas liées par un sentiment commun. Le patriotisme ne devait s'affirmer qu'après l'unification du pays sous une seule autorité souveraine. Or, c'est la France qui, lentement, mais avec méthode, procéda, pendant le siècle qui suivit le traité de Westphalie, à cette unification. C'est à la France qu'allèrent les premières mani-

festations de l'attachement général d'une population qui lui devait et l'idée de la Patrie et le sentiment de la solidarité.

Est-il encore nécessaire de rappeler que le traité de Westphalie (1648) fut confirmé par le traité de Nimègue (1678) et qu'en 1679, le marquis de Monclar, grand bailli du roi, reçut le serment des villes de la Décapole? L'acte de cession était donc parfaitement régulier. Comme il répondait encore aux vœux nettement exprimés des habitans de l'Alsace, les savans allemands sont mal venus à invoquer l'histoire pour justifier l'attentat dont Guillaume Ier et ses complices se rendirent coupables lorsque, contre la volonté des Alsaciens-Lorrains, ils incorporèrent de force à leur empire un territoire sur lequel ils n'avaient aucun droit.

* * *

Il est d'ailleurs assez curieux de constater que c'est au bénéfice de la Prusse qu'on fait valoir l'argument historique. Or, l'empire germanique actuel, d'où la Prusse a chassé l'Autriche en 1866, n'est nullement l'héritier du Saint-Empire, qui s'attribuait des droits sur l'Alsace-Lorraine. A aucun titre, les Hohenzollern ne sauraient revendiquer nos provinces.

Bien mieux, les Prussiens ne sont même pas des Germains. Le Brandebourg, berceau de leur monarchie, était habité par des Wendes et des Masures. Les chevaliers teutoniques imposèrent leur domination à ces Slaves et en firent un peuple de guerriers. Je me souviens qu'un jour, au Reichstag, le vice-président de la Chambre hessoise, un bon géant aux yeux bleus, me désignant d'un geste très large les bancs où siégeaient les conservateurs prussiens, me dit, avec une moue dédaigneuse :

— Ça, des Germains? allons donc! Des Slaves germanisés! C'est nous autres, Allemands du Sud, qui sommes les vrais Germains.

Et il avait raison. Les Prussiens sont, de toutes les nationalités qui forment l'empire, les moins qualifiés pour parler au nom du germanisme. Ni par la race, ni par le consentement des peuples qu'ils ont asservis, ils ne sauraient établir leur droit de dominer l'Allemagne et de recueillir l'héritage des anciens empereurs. Ils se moquent donc de nous quand, pour

légitimer leurs conquêtes, ils prétendent faire appel à une communauté d'origine démentie par l'histoire.

***

Mais à quoi bon s'attarder à ces discussions rétrospectives? Prenons les faits connus, indéniables. Ils suffiront largement pour prouver que la France, en reprenant l'Alsace-Lorraine, ne fera que rentrer dans son bien.

Le 7 juillet 1789 les citoyens de Strasbourg envoient aux États généraux une adresse où se trouvent les phrases suivantes :

« Les citoyens de Strasbourg partagent, à l'extrémité du pays, l'allégresse générale sur la réunion des représentans de la nation française de tous les rangs, de toutes les classes et dignités en un seul faisceau qui réunit force et lumière. Nous et nos neveux nous reposerons tranquillement à l'ombre de cet arbre majestueux qui doit reprendre une vie nouvelle. »

Dans le même temps, les gardes nationales de Metz déclarent « que la Constitution nouvelle ne leur laisse rien à regretter de l'ancienne existence de la République, et qu'au contraire, leurs pères seraient sans doute jaloux de leur bonheur, s'il leur était possible de le contempler. »

L'Alsace et la Lorraine s'associèrent avec enthousiasme aux guerres de la Révolution et du premier Empire. Faut-il rappeler ici les noms de Fabert, de Custine, de Kléber, de Richepanse, de Lasalle, de Kellermann, de Ney, de Lefèvre, de Rapp, d'Eblé, de Mouton? Dans toutes les maisons, dans toutes les chaumières de nos provinces, on conserve précieusement les reliques de l'épopée impériale.

Jusqu'en 1870, l'Alsace et la Lorraine partagent toutes les destinées de la France, à laquelle leur population ne cesse de témoigner l'attachement le plus profond. On aurait bien surpris les habitans de l'Est si, à cette époque, on leur avait dit qu'ils étaient de race germanique et que l'Allemagne avait des droits historiques sur leur territoire... Aussi quelle ne fut pas leur douleur quand, après l'Année terrible, ils apprirent qu'ils allaient être la rançon de la Patrie humiliée!

Des élections pour l'Assemblée nationale ont lieu en territoire envahi en 1871. A d'écrasantes majorités les Alsaciens-Lorrains élisent, sous la botte prussienne, les députés qui

seront chargés de protester contre l'abandon de leurs provinces. Tout le monde connaît aujourd'hui la déclaration de Bordeaux, ce document tragique, qui, pendant les quarante-quatre années d'exil, est resté la charte des annexés. Il est nécessaire cependant de constamment en citer les passages principaux, ceux qui affirment les droits imprescriptibles de la France sur les territoires qui lui ont été violemment arrachés :

« En foi de quoi, nous prenons nos concitoyens de France, les gouvernemens et les peuples du monde entier à témoin que nous tenons d'avance pour nuls et non avenus tous actes et traités, vote ou *plébiscite*, qui consentiraient abandon en faveur de l'étranger de tout ou partie de nos provinces de l'Alsace et de la Lorraine.

« Nous proclamons, par les présentes, à jamais inviolable le droit des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la nation française et nous jurons, tant pour nous que pour nos commettans, nos enfans et leurs descendans, de le revendiquer éternellement et par toutes les voies, envers et contre tous usurpateurs. »

Notons en passant que Keller, chargé par les députés de lire cette magnifique déclaration, s'inscrivait d'avance en faux contre tout « plébiscite. » Il prévoyait en effet que le moment viendrait où, acculés aux pires difficultés internationales, les Allemands pourraient en venir à organiser une consultation populaire truquée pour faire ratifier après coup la violation du droit par les annexés eux-mêmes. Et d'avance il rappelait que ceux-là seuls étaient autorisés à formuler leur protestation, qui avaient été les victimes de l'attentat.

A quelques années de là, les Alsaciens-Lorrains élisaient leurs premiers représentans au *Reichstag*. Quel fut de nouveau le premier acte des quinze députés des pays annexés ? La protestation, une protestation à la fois énergique et touchante, dont les rires épais et les grossières interruptions des Allemands ne firent que relever l'incomparable dignité. De ce document je ne retiendrai de nouveau que les phrases essentielles :

« Votre dernière guerre, terminée à l'avantage de votre nation, donnait incontestablement à celle-ci des droits à une réparation. Mais l'Allemagne a excédé son droit de nation civilisée en contraignant la France vaincue au sacrifice d'un million et demi de ses enfans. Au nom des Alsaciens-Lorrains,

vendus par le traité de Francfort, nous protestons contre l'abus de la force dont notre pays est victime...

« Arguerez-vous de la régularité du traité qui consacre la cession, en votre faveur, de notre territoire et de ses habitans? Mais la raison, non moins que les principes les plus vulgaires du droit, proclame qu'un semblable traité ne peut être valable. Des citoyens ayant une âme et une intelligence ne sont pas une marchandise dont on puisse faire commerce; et il n'est pas permis dès lors d'en faire l'objet d'un contrat. D'ailleurs, en admettant même, ce que nous ne reconnaissons pas, que la France eût le droit de nous céder, le contrat que vous nous opposez n'a pas de valeur. Un contrat, en effet, ne vaut que par le libre consentement des deux contractans. Or, c'est l'épée sur la gorge que la France, saignante et épuisée, a signé notre abandon. Elle n'a pas été libre; elle s'est courbée sous la violence, et nos codes nous enseignent que la violence est une cause de nullité pour les conventions qui en sont entachées. » (Séance du *Reichstag*, du 18 février 1874.)

Ici de nouveau le problème est posé avec une netteté saisissante. Le traité de Francfort ne saurait avoir aucune valeur : d'abord parce que les Alsaciens-Lorrains n'acceptent pas la contrainte qu'il leur impose, et puis parce que la France n'avait pas signé ce traité en toute liberté. Toute la théorie des droits qu'ont les peuples de disposer d'eux-mêmes, cette théorie qui est aujourd'hui celle de toutes les nations alliées, se trouve formulée dans la déclaration de Teutsch et de ses collègues.

*
* *

Reconnaissons que les Allemands ont fini par ne plus insister sur leurs droits historiques. A mesure que leurs ambitions se développaient et qu'il leur devenait plus malaisé de les accorder avec les données de l'histoire, ils ont, avec une souveraine impudeur, créé une nouvelle doctrine : les peuples à forte natalité, surtout lorsqu'ils sont doués du génie de l'organisation, peuvent et doivent déborder les frontières, entre lesquelles ils étouffent, pour mettre en valeur les richesses que les peuples sans enfans ne sauraient exploiter normalement.

C'est au nom de cette doctrine que la Prusse prétend aujourd'hui n'abandonner, sous aucun prétexte, les territoires qu'elle a conquis en 1871. Et quand je dis la Prusse, j'entends bien la

Prusse-Allemagne *(Preussen-Deutschland)* tout entière. Car les socialistes, ceux du Sud, comme ceux du Nord, élèvent les mêmes prétentions. Voici en effet ce qu'on lit dans les journaux d'outre-Rhin : « Si nous n'avions pas disposé du fer des mines de Lorraine, nous n'aurions pas pu tenir plus de six mois. La potasse de la Haute-Alsace est indispensable à l'agriculture et à la fabrication des munitions. Nous ne saurions l'abandonner à nos ennemis d'aujourd'hui, à nos rivaux de demain. Et que serions-nous devenus si nous avions été privés des pétroles de Pechelbronn? Ce n'est certes pas par amour pour les Alsaciens-Lorrains que nous avons annexé leur pays. Nous ne leur demanderons pas davantage s'il leur convient que nous le gardions. »

Cet article de la *Gazette du Rhin et de Westphalie* a l'avantage de bien poser le problème. Il nous donne la clé de toute la politique prussienne. Le fer de Briey permettrait de développer l'industrie métallurgique de l'Allemagne. *Donc* les Allemands sont en droit de s'en emparer. Le blé de la Lithuanie et de la Pologne russe est nécessaire à l'alimentation des sujets de Guillaume II. *Donc* l'Empire est parfaitement autorisé à se l'assurer. Ce raisonnement de pillards traîne dans toutes les gazettes allemandes. Il est accessible à toutes les intelligences et cela nous explique comment, non seulement les intellectuels, mais encore et surtout les masses populaires, l'ont fait leur.

L'Alsace-Lorraine, il faut le reconnaître, est un morceau de choix. Les mines de fer du bassin de Thionville ont fourni aux Allemands près de 80 pour 100 de la fonte et de l'acier dont ils se sont montrés si prodigues pendant la guerre actuelle. On estime entre 40 et 60 milliards la valeur des gisemens de potasse du Haut-Rhin. Privé de ces ressources prodigieuses, l'empire germanique verrait sa puissance industrielle décliner rapidement. Quant à la France, elle trouverait, dans ces mines nationalisées, le moyen de récupérer une forte part de ses dépenses de guerre.

Tout concorde donc pour justifier le retour à la patrie des provinces qui lui furent arrachées : l'origine ethnique de la population autochtone, l'histoire et l'intérêt national.

* * *

L'âme populaire française l'a fort bien compris dès les premiers jours de la guerre. Si quelques diplomates attardés

s'embarrassent encore des clauses du traité de Francfort, le peuple a, depuis le 2 août 1914, considéré ce traité comme virtuellement aboli. La France n'avait pas recherché ce conflit, elle l'avait si peu voulu qu'elle s'y était imparfaitement préparée, malgré la menace qui sans cesse grandissait à l'Est. Mais, du jour où, malgré son amour pour la paix, elle fut contrainte de tirer l'épée par la plus sauvage des agressions, elle se dégagea des liens qui l'entravaient depuis l'Année terrible. Elle ne proclamait certes pas que les traités ne sont que des chiffons de papier; mais elle ne se croyait plus tenue à respecter ceux que l'ennemi avait lui-même déchirés.

Aussi, dès le mois de septembre 1914, le généralissime français, s'adressant aux maires des communes alsaciennes occupées par les troupes françaises, leur disait : « Vous êtes Français pour toujours. » Et, à quelques semaines de là, le président de la République employait la même formule. Pour les soldats du front, comme pour les civils de l'arrière, la paix avec l'Allemagne ne sera possible qu'après le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, l'Alsace-Lorraine de 1792, pas celle de 1871, soit dit en passant, car quatre-vingts ans de servitude supplémentaire ne comptent pas dans la vie des peuples et la prescription ne saurait couvrir les vols organisés par des collectivités.

Innombrables ont été les manifestations de l'opinion publique. Je ne retiendrai que l'ordre du jour qui, après de longues séances en comité secret, a été voté par la Chambre française, par 453 voix contre 55, au mois de juin dernier :

« La Chambre des députés, expression directe de la souveraineté du peuple français, adresse à la démocratie russe et aux démocraties alliées son salut. Contresignant la protestation unanime qu'en 1871 firent entendre à l'Assemblée nationale les représentans de l'Alsace-Lorraine, malgré elle arrachée à la France, elle déclare attendre de la guerre qui a été imposée à l'Europe par l'agression de l'Allemagne impérialiste, avec la libération des territoires envahis, le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère-patrie et la juste réparation des dommages. Éloignée de toute pensée de conquête et d'asservissement des populations étrangères, elle compte que l'effort des armées de la République et des armées alliées permettra, le militarisme prussien abattu, d'obtenir des garanties durables de paix et d'indépendance pour les peuples, grands et petits, dans une organisation, dès

à présent préparée, de la société des nations. Confiante dans le gouvernement pour assurer ces résultats, par l'action coordonnée, militaire et diplomatique, de tous les alliés, elle repousse toute addition et passe à l'ordre du jour. »

Cet ordre du jour, confirmé par celui du Sénat, a trouvé une éclatante confirmation dans le discours prononcé par le président du conseil, M. Ribot, au banquet franco-américain du 4 juillet 1917, où nous trouvons le passage suivant :

« En même temps qu'ils (les États-Unis) entraient dans la lutte, ils ont défini par l'organe du président les conditions de la paix future de telle façon que l'accord s'est fait tout aussitôt entre eux et nous de la manière la plus complète. S'agit-il de cette question d'Alsace-Lorraine, qui tient si fort à notre cœur, les États-Unis ont compris qu'aucun sophisme ne pourra nous empêcher de revendiquer le bien qui nous a été ravi par un abus de la force et qu'*il n'est besoin d'aucune consultation* pour nous créer un titre à cette revendication. La protestation des représentans de ces provinces arrachées à la France résonne aujourd'hui avec la même force qu'il y a quarante-cinq ans. Voilà un procès jugé. »

*
* *

Cette déclaration était nécessaire. En effet, quelques vagues théoriciens du pacifisme avaient, durant les dernières semaines, accepté l'idée d'un plébiscite comme condition préalable du retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Ils reconnaissaient d'ailleurs eux-mêmes les difficultés contre lesquelles se butterait la réalisation de leur plan.

Quels seraient les électeurs autorisés à prendre part à la consultation populaire ? Permettrait-on aux Allemands immigrés, établis dans les provinces annexées, de voter au même titre que les habitans autochtones du pays ? (Ils représentent un peu plus du cinquième de la population, 400 000 sur 1 million 800 000 âmes.) Et puis, ne serait-il pas juste de recueillir les voix des Alsaciens-Lorrains, qui, pour se soustraire au joug de l'Allemagne, avaient d'avance émis leur vote en émigrant ? Or, c'est par centaines de mille qu'on compte ces amis de la France, qui ont jadis tout sacrifié, fortune, situations, relations de famille et d'amitié, à leur patriotisme. Deux cent mille Alsaciens-Lorrains quittèrent leur pays avant le 31 décembre 1872.

Depuis lors l'émigration n'avait jamais cessé, comme le prouvaient les milliers de condamnations d'insoumis et de réfractaires prononcées chaque année par les tribunaux allemands d'Alsace-Lorraine.

Autre question. Qui présiderait aux opérations du plébiscite? Celui-ci pourrait-il loyalement être organisé sous la domination allemande? Non! car nous voyons déjà les germanisateurs à l'œuvre pour préparer, à l'aide de leurs méthodes habituelles, le truquage de la consultation populaire qu'ils escomptent comme leur dernière ressource. Les otages arrêtés en 1914 sont autorisés à rentrer en Alsace-Lorraine; les journaux officieux s'attachent à démontrer que les pays annexés n'ont plus de relations commerciales et industrielles qu'avec l'Empire et que, dès lors, un changement complet d'orientation économique entraînerait la ruine du pays. Du même coup la presse allemande insinue que les Alsaciens-Lorrains, qui, pendant la guerre, ont été contraints de servir sous les drapeaux du *Kaiser*, seront, en cas de retour de leurs provinces à l'ancienne patrie, l'objet de constantes suspicions, et que les mutilés et les familles des disparus ne toucheront aucune pension.

Que si le plébiscite ne devait avoir lieu qu'après la réintégration de l'Alsace-Lorraine à la France, les Allemands le considéreraient comme nul et non avenu, parce qu'ils accuseraient les libérateurs du pays d'avoir exercé sur les anciens annexés une pression déloyale.

Mais ce ne sont là que des considérations accessoires. Ce qui domine tout le débat, c'est la nécessité de réparer l'injustice commise en 1871. 1500000 Français ont été en ce temps-là dénaturalisés contre leur volonté nettement exprimée. La France vaincue a dû, le couteau sur la gorge, consentir à la prise d'un territoire qui lui appartenait depuis plus de deux siècles. Les Allemands n'ont consulté officiellement la population ni avant l'annexion, ni durant les quarante-quatre années qui l'ont suivie. La fidélité des Alsaciens-Lorrains à la France s'est constamment et nettement affirmée, malgré les pires persécutions. Et on imposerait à la France, on nous imposerait à nous-mêmes l'humiliation d'une consultation populaire avant que le droit puisse être restauré! On donnerait à l'Allemagne annexionniste, à l'Allemagne qui dénie le droit à l'existence aux

nationalités trop faibles pour se défendre, cette satisfaction d'amour-propre de ne la priver du fruit de ses rapines qu'après un plébiscite de ses victimes ! Mais ce serait sanctionner, après coup, la violation du droit des gens, dont elle s'était jadis rendue coupable. Ce serait reconnaître la légitimité, au moins précaire, de son titre de propriété !

Les théoriciens du pacifisme ont une singulière façon d'affirmer leurs principes, puisqu'ils ne font valoir ceux-ci qu'au bénéfice du peuple qui les a délibérément et constamment violés. Ils semblent monter la garde autour du bien mal acquis, en voulant entourer les nécessaires restitutions de formalités dont, seuls, les voleurs pourraient tirer quelque avantage.

La France reprend son bien, les Alsaciens-Lorrains retournent à leur Patrie perdue. Un point, c'est tout. La réintégration de nos provinces dans le territoire national n'aura sa pleine signification morale que si elle s'opère simplement, normalement, par le seul jeu des événemens.

L'Alsace-Lorraine allemande, c'est la frontière ouverte et Paris découvert, c'est la constante affirmation du droit du plus fort, c'est le symbole de cette unité artificielle de l'empire germanique qui se dresse comme une perpétuelle menace devant les faibles, c'est, depuis un demi-siècle, l'Europe en armes. Voilà ce qu'il ne faut jamais oublier quand on aborde le problème, dont la solution intéresse au même titre tous les peuples alliés.

***

Un journal allemand, la *Freie Zeitung*, rédigé par des démocrates de la vieille école, réfugiés en Suisse, a consacré à la question d'Alsace-Lorraine des articles curieux dont voici la conclusion :

« Il est donc établi :

« 1° Que l'Alsace n'a pas été volée par la France. Elle a passé, comme d'autres territoires, des mains d'une dynastie à celles d'une autre, à une époque où cela semblait tout naturel, comme par exemple le Tessin fut donné à la Suisse. Dans ce bon vieux temps, on changeait plus facilement de nationalité que de chemise.

« 2° Au point de vue des races, l'Alsace ne revient à personne (?), car il n'y a plus aujourd'hui de races pures dans aucun

pays civilisé, en Alsace moins qu'ailleurs. D'ailleurs, la question de race n'a rien à voir dans les destinées politiques d'un pays, comme le prouve le mieux l'exemple de la Suisse.

« 3° Au point de vue linguistique, l'Alsace occupe une situation spéciale. De même que l'Alsacien est obligé d'apprendre le haut allemand pour pouvoir le parler, de même il pourra apprendre le français pour être à même, comme autrefois, de s'élever aux plus hautes situations administratives et militaires. La question des langues ne joue de nouveau aucun rôle dans les destinées politiques d'un peuple et nous citerons à ce propos encore une fois la Suisse.

« 4° L'Alsace a vécu avec et dans la France les jours de la proclamation des Droits de l'homme et en a bénéficié. Par là, elle est devenue partie intégrante du pays. Les cœurs de ses habitans sont devenus complètement français, parce que précisément être Français signifie jouir de la liberté, de la démocratie et de la dignité humaine.

« 5° L'annexion de l'Alsace à l'Allemagne, en 1871, a été une violation criante des Droits de l'homme par une dynastie qui a toujours montré la plus grande réserve dans l'octroi de ces droits à son propre peuple.

« 6° L'Alsace veut redevenir libre. Et elle ne trouvera la liberté que là où elle est née, et non pas là où on l'a toujours ligotée. Elle veut faire retour à sa mère, à la belle et douce France. Elle tournera volontiers le dos au souverain et aux sujets qui se sont toujours comportés comme des seigneurs en Alsace. »

Il était intéressant de signaler ce curieux article. Si quelques Allemands affranchis parlent seuls de la sorte aujourd'hui, qui sait si, après la déchéance des Hohenzollern et des hobereaux prussiens, les anciens républicains de 1848, enfin libérés de l'emprise pangermanique, ne tiendront pas bientôt le même langage?

Ni l'Allemagne officielle, ni les fractions politiques de toutes nuances du *Reichstag* n'en sont cependant encore venues à cette conception sereine du droit des Alsaciens-Lorrains. Bien au contraire, déconcertés par l'hostilité croissante d'une population, dont les lois d'exception et les pires mesures de rigueur n'avaient pas diminué la résistance, les Allemands de tous les partis annoncent qu'après une guerre victorieuse la

question d'Alsace-Lorraine devra trouver une solution définitive dans le partage des trois départemens et leur rattachement aux États voisins. De plus, une partie de la population devra être déportée de l'autre côté du Rhin. Enfin il faudra, pendant un certain nombre d'années, envoyer de force les enfans des provinces annexées dans les écoles d'outre-Rhin, afin de leur donner une éducation plus foncièrement patriotique.

Ces projets s'étalaient largement dans les feuilles de toutes nuances, même dans les journaux démocratiques, il y a quelques semaines à peine. Depuis qu'on parle d'un plébiscite, on n'y fait plus que de rares allusions; mais les Alsaciens-Lorrains savent que le gouvernement impérial les reprendra, dès qu'il se croira en mesure de les réaliser.

*
* *

N'ont-ils pas gardé le souvenir cuisant des odieuses persécutions auxquelles l'autorité militaire les a soumis, depuis le début des hostilités? Déjà, au lendemain de l'affaire de Saverne, le préfet de police de Berlin écrivait dans une lettre rendue publique : « Les officiers en garnison dans le pays d'empire ont l'impression de camper en pays ennemi. » Nous trouvons la même formule dans un ordre du jour adressé aux troupes badoises, qui traversaient le Rhin, au mois d'août 1914 : « Vous entrez en pays ennemi (l'Alsace) et vous traiterez les habitans en conséquence. » Quelques mois plus tard, le général Gaede, s'adressant à ses troupes, à Kaysersberg, leur dit : « Le pays me plaît; mais il faudra anéantir sa population *(aber die Bevölkerung muss vernichtet werden).* »

Au lendemain de la proclamation de l'état de guerre, un millier de paisibles citoyens sont, en Alsace-Lorraine, arrêtés, incarcérés, maltraités, transportés de l'autre côté du Rhin et internés dans des villes du centre et du nord. En deux ans, les conseils de guerre distribuent 3 000 années de prison aux annexés pour manifestation de sentimens francophiles. Le nombre des condamnés est parfois si considérable que les prisons sont trop petites pour les recevoir. Il faut attendre son tour pour purger sa peine dans ce que les indigènes appellent plaisamment : « l'hôtel de France. » Des exécutions capitales ont lieu après des jugemens sommaires.

Le village de Burzwiller et celui de Sewen sont incendiés.

Interdiction absolue est faite de parler français dans les rues. Un simple « bonjour » est puni de huit jours de prison. On mobilise des enfans de quinze ans pour travailler aux tranchées. Nulle part les réquisitions de vivres ne s'exercent avec plus de rigueur. Des milliers de dénationalisations ont lieu, afin de permettre au fisc de séquestrer les fortunes. Les Alsaciens-Lorrains, même les vieillards et les impotens, qui se sont réfugiés en Suisse, sont sommés de rentrer, sous peine de voir leurs biens confisqués; car il s'agit bien d'une confiscation, les séquestres ayant l'ordre de vendre les valeurs et de les transformer d'office en titres des emprunts de guerre. Tous les trésors artistiques du pays sont transportés de l'autre côté du Rhin. Il en est de même du matériel des usines. C'est ainsi que les machines des importans établissemens métallurgiques de Mulhouse (ateliers de constructions mécaniques), sont envoyées à Munich. On brise et on transporte dans les usines de guerre toutes les cloches des églises. Il semble bien que la Prusse s'apprête à réaliser la menace de Guillaume II : « Si je suis contraint de restituer l'Alsace-Lorraine à la France, je la laisserai nue comme la main *(kahl wie die Hand).* »

Et devant tous ces criminels attentats, quelle est l'attitude des persécutés? Ils se taisent; mais ils se groupent aussi plus étroitement pour organiser la résistance passive. Toutes les querelles de partis ont disparu : les victimes de la barbarie allemande font bloc. La *Strassburger Post* le reconnaît. Même les jeunes hommes « à formation académique, » ceux qui ont tout à perdre d'un changement de nationalité, ne font plus aucun mystère de leurs sympathies françaises. La *Gazette de Francfort* proclame, elle aussi, la banqueroute complète de la germanisation. La *Gazette populaire de Cologne*, le grand organe catholique, accepte et demande même le démembrement du pays d'empire. La presse pangermaniste va plus loin : aucune répression ne sera jamais assez dure pour punir les révoltés qui, après quarante-six ans de servitude, relèvent encore la tête.

Avant l'ouverture de la dernière session du parlement alsacien-lorrain, le chancelier vient de Strasbourg. Il faut que les deux Chambres affirment leur attachement à l'Empire. Sudekum, le socialiste gouvernemental, accompagne M. de Bethmann-Hollweg. Il est chargé de « cuisiner » les onze députés de l'extrême-gauche. Les présidens des deux Assemblées,

le traître Ricklin et le rallié de la première heure Hœffel, acceptent de prononcer des discours qui resteront la honte de leur vie parlementaire, pourtant déjà si riche en défaillances. Qu'arrive-t-il? Pendant qu'ils parlent, les salles de séances se vident. Ils parlent devant les banquettes que les députés ont désertées. Les deux évêques de Strasbourg et de Metz (ce sont pourtant des Allemands) refusent de déclarer que leurs diocésains veulent à tout prix rester sujets de l'Empire. Leur conscience leur interdit de proférer ce mensonge. Une fois de plus la grossière manœuvre, préparée par les metteurs en scène de Berlin, ne donne que des résultats négatifs.

Et tandis que, derrière la ligne de feu, les civils donnent ces preuves éclatantes de leur attachement à la France, 20 000 jeunes hommes, qui ont réussi à passer la frontière avant l'ouverture des hostilités ou à s'évader de l'armée allemande, servent volontairement sous les drapeaux de la République. Les Allemands se méfient de ceux qui, surpris par les événemens, ont dû endosser l'uniforme détesté. Ordre est donné par les généraux de les tenir rigoureusement éloignés de tout poste de confiance. On ne les envoie bientôt plus sur le front français, parce qu'ils y cherchent et y trouvent trop d'occasions de déserter. Les officiers qui les commandent sur le front oriental ont ordre de les placer toujours au premier rang, et, en cas d'attaque, on les encadre solidement pour prévenir toute défection.

* * *

Voilà l'Alsace-Lorraine, la vraie, celle qui, depuis tant d'années, n'a connu aucune abdication.

Jamais on n'aura assez d'admiration pour ce peuple merveilleux. C'est à lui, et à lui seul, collectivité anonyme, dont les souffrances ne seront jamais décrites, dont l'héroïsme ne connaîtra pas la gloire des apothéoses individuelles, que je demande aux Français de réserver leur admiration et leur reconnaissance. Je l'ai vu à l'œuvre, j'ai pu personnellement surprendre les délicatesses de son esprit et de son cœur, et j'accomplis aujourd'hui un devoir de justice en disant : « Le peuple alsacien-lorrain, pris dans son ensemble, a tenu plus que ne promettaient ses représentans, aux heures douloureuses de la séparation en 1871, et, malgré les pires persécutions, il

est resté ce qu'il était depuis deux siècles, le plus ferme, le plus décidé champion de l'idée française. »

Il attendait avec une patience, qu'aucune déconvenue ne faisait fléchir, l'heure marquée par la Providence pour son affranchissement. Il savait que le droit violé aurait, tôt ou tard, sa revanche, et il voulait que la France retrouvât ses enfans perdus, tels qu'elle les avait laissés, avant leur exil, dévoués, confians, n'ayant au cœur qu'un seul amour, celui de la vraie, de l'unique Patrie.

Les sentimens des Alsaciens-Lorrains se révèleront au grand jour, dès que les Allemands n'auront plus le pouvoir d'en étouffer l'expression sous le boisseau de leur tyrannie. La France sera joyeusement surprise alors de constater que près d'un demi-siècle d'éloignement n'a rien changé au cœur des exilés, mais que l'amour de ceux-ci pour leur ancienne patrie n'a fait que grandir et que s'affiner à la flamme de la longue et douloureuse épreuve.

L'aurore du jour béni de la délivrance point à l'horizon. L'Allemagne, dans sa démence mégalomane, a déchaîné sur le monde la guerre de conquête, qui, pour la France, est devenue la guerre de la Revanche. Hier encore l'Alsace-Lorraine se consolait en se berçant de lointaines espérances. Aujourd'hui c'est dans l'assurance de l'affranchissement définitif qu'elle salue l'arrivée prochaine de ses libérateurs. Fière, heureuse jusqu'à l'ivresse, elle renoue la tradition de son histoire violemment déchirée par les événemens qui firent d'elle la rançon de la Patrie tant aimée. La protestation prophétique de Bordeaux, cette traite que Keller, Grosjean et leurs vaillans compagnons avaient tirée sur l'avenir, arrive à échéance. La confiance tenace des annexés n'a pas été trompée. La France, elle non plus, je m'en porte garant, n'éprouvera pas de déconvenue; car, dans ses provinces reconquises, elle trouvera, joyeux et décidés, les fils de ceux qui, au lendemain de l'année terrible, avaient « proclamé à jamais inviolable le droit des Alsaciens-Lorrains de rester membres de la Patrie française! »

E. WETTERLÉ

LA
BATAILLE DES FLANDRES[1]

L'YSER ET YPRES[2]

II

LA BATAILLE D'YPRES

X. — L'OFFENSIVE ALLIÉE 20-27 OCTOBRE 1914

Les Allemands n'avaient pas attendu la ruine totale de leurs espérances sur l'Yser, pour essayer d'enfoncer, plus au Sud, le front allié. A l'heure même où, dans un effort désespéré et finalement malheureux, ils tentaient, en perçant la ligne belge à Ramscapelle, de déjouer la manœuvre de l'inondation, un effroyable assaut était par eux donné au saillant d'Ypres où, deux jours, — les 30 et 31 octobre, — ils purent penser avoir ébranlé le front anglais et crurent un instant l'avoir rompu. C'est à cette « première bataille d'Ypres » qu'il faut maintenant revenir, dont nous avons vu les prodromes et qu'il s'agit de reprendre à la date du 20 octobre où nous l'avons vue s'allumer.

Les Allemands étaient incités à tenter sur le saillant un assaut qu'ils entendaient rendre formidable, et par le désir de prendre leur revanche de leur échec sur l'Yser, et par la nécessité d'arrêter par une contre-offensive les progrès des Alliés à l'est d'Ypres. C'est que l'offensive des Alliés, arrêtée au Nord

(2) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

par l'attaque des Allemands sur l'Yser et la parade qu'il y fallait opposer, n'avait pas cessé de se développer au Sud, et les constans progrès des Anglais du 20 au 26 n'avaient pas été sans inquiéter très vivement nos ennemis. Ceux-ci verront avec inquiétude se prolonger une bataille où, leurs aveux nous le révéleront, s'épuisent leurs munitions et se lasse le moral de leurs troupes. Ils voudront en finir les 30 et 31 octobre.

Le général Foch, nous le savons, n'avait à aucun moment renoncé à l'offensive primitivement projetée, et le maréchal French, maintenant que toutes ses forces se trouvaient en ligne, était d'accord avec lui pour l'entreprendre. Le général d'Urbal, d'accord avec eux, ne voyait dans les événemens de l'Yser qu'un motif de plus, en poursuivant l'offensive entre Dixmude et Langemarck, de forcer l'ennemi à la défensive; le général Haig, maintenant installé à Ypres, était disposé à le seconder.

Nous avons vu que, le 20, l'armée anglaise, tout entière en ligne, occupait, des environs de Lens à ceux d'Ypres, un front séparé en deux par la Lys. Le 2e corps, rappelons-le, étant tout entier en Artois, le 3e était à cheval sur la Lys et le 1er autour d'Ypres, tandis qu'à sa gauche la 7e division (Rawlinson), encore indépendante, couvrait le Nord-Est de cette ville. Prolongeant l'armée anglaise, face à la ligne Langemarck (Nord-Est d'Ypres)-Woumen (Sud de Dixmude), le 2e corps de cavalerie français du général de Mitry et les deux divisions territoriales, en attendant la prochaine entrée en scène sur ce théâtre du 9e corps français et le glissement vers le Sud de la 42e division, constituaient une liaison d'abord un peu précaire, ensuite très solide, entre Anglais et Belges.

Dans la soirée du 19, French avait eu, rapporte-t-il, avec sir Douglas Haig une conférence où il lui avait défini son rôle : le commandant du 1er corps devait appuyer à gauche, de façon à diriger son offensive sur Thourout en passant par Ypres. Le maréchal ne dissimule pas qu'il soumit à son lieutenant un plus vaste dessein qui ne visait à rien de moins que de « s'emparer de Bruges et ensuite, si possible, de chasser l'ennemi de Gand. » « Dans le cas où une situation imprévue viendrait à se produire, *ou si l'ennemi était plus fort qu'on ne l'avait cru* (ce fut le cas), le général Haig devait décider, suivant la situation, après avoir passé Ypres, d'attaquer, ou bien l'ennemi qui se trouvait au Nord, ou bien les forces allemandes venant de l'Est. » La cava-



PLAN DE LA BATAILLE D'YPRES

lerie anglaise opérerait à gauche du 1er corps, sauf la 3e division de cavalerie du général Bing qui serait à sa droite. Le général Rawlinson, commandant la 7e division, entre le général Haig et les forces françaises, ferait tous ses efforts pour se conformer, d'une façon générale, au mouvement du corps Haig.

Le 21, ordre fut cependant donné par le maréchal d'attaquer, sans plus tarder, et de chercher à s'emparer de la première ligne Poelcappelle-Passchendaele (au Sud-Est de la forêt d'Houthulst).

« Bien que menacée par le mouvement ennemi venant de la forêt d'Houthulst, notre avance, écrit le maréchal, fut couronnée de succès jusqu'à deux heures après-midi, lorsque le corps de cavalerie français (Mitry) reçut l'ordre de se retirer à l'Ouest du canal. Étant donné cette circonstance et la demande d'appui que lui fit le 4e corps (la division Rawlinson), sir Douglas Haig se trouva dans l'impossibilité de dépasser la ligne Zonnebeke-Saint-Julien-Langemarck-Bixschoote. »

En fait, la situation était plus complexe que ne le dit le maréchal. A la droite du général Haig, le 3e corps anglais avait, le 21, subi un assez gros échec dans la direction de Comines, — au point de jonction de la Lys et du canal d'Ypres : il avait perdu du terrain et près de 2000 hommes, — ce qui n'était pas sans paralyser quelque peu le commandant du 1er corps. Il est certain d'ailleurs que, à la gauche de Rawlinson, les divisions territoriales françaises, qui paraissaient un peu hasardées, avaient été légèrement repliées, ainsi que le corps Mitry. On attendait le 9e corps, et le haut commandement français allait faire remonter vers le Nord d'Ypres un autre corps que suivraient de nouvelles forces : le général en chef préférait attendre que toutes ces forces fussent en ligne pour entamer enfin, d'accord avec les Anglais, l'offensive dans la direction Thourout-Roulers. Cette offensive ne pouvait être prise que le 24. Instruit d'autre part que des forces allemandes plus considérables qu'on ne l'avait pensé (nous savons lesquelles) étaient entrées en ligne, le maréchal estimait qu'il ne pouvait, sans l'appui de la nouvelle armée française en formation, poursuivre l'offensive : les troupes reçurent comme instructions de fortifier autant que possible leurs positions et de se tenir prêtes pendant deux ou trois jours, jusqu'à ce que le mouvement d'offensive pût se développer dans le Nord.

En attendant l'arrivée du 9e corps, le groupe territorial tenait solidement la ligne Pilkem-Zillebeke, avec une avancée sur Langemarck; le 21 au soir, la ligne alliée du Sud passait donc de Dixmude par Bixschoote (où était Mitry), Zonnebeke, Gheluvelt, Zandvoorde, Messines, Frelinghien. Les renseignemens commençaient à se préciser sur l'adversaire que nous y affrontions : c'étaient, du Nord au Sud, le IIIe, le XXIIe, le XXVIIe corps sur le seul front Dixmude-Gheluvelt, et c'étaient, au Sud de Gheluvelt, le XIXe relié au XXVIIe par des divisions de cavalerie. Sur le front Zandvoorde-Houthem se trouvaient quatre divisions de cavalerie (2e, 3e, 7e et une bavaroise), au Nord du bois de Ploegsteers le Ier corps de cavalerie (4e division de cavalerie et cavalerie de la Garde); le XXIIIe corps de réserve s'avançait de Thielt sur Roulers.

L'ennemi attaquait donc avec des forces énormes le 22, jour où le 1er corps anglais eut à repousser plusieurs assauts : les Allemands pénétrèrent dans la ligne au Nord de Pilkem, tenue par le régiment *Cameron Highlanders;* mais, le 23, une contre-attaque, exécutée par le régiment de la Reine, le régiment de *Northampton* et le régiment de *King Royal Rifles*, aboutissait, après une journée laborieuse, à la reprise des positions perdues. Ce même jour (23), une attaque allemande, qui paraissait « déterminée », vint, devant Langemarck, se briser contre la résistance anglaise, avec des pertes assez cruelles, puisque plus de 1500 cadavres furent trouvés sur le terrain.

C'est à ce moment que paraissaient sur le champ de bataille les premières troupes du 9e corps français (général Dubois), venant relever sur ses positions la 2e division du général Haig. La veille au soir, Foch avait fait savoir au maréchal qu'il allait faire attaquer par le général d'Urbal sur Roulers, Thourout et Ghistelles : il semblait grandement désirable que toute l'armée anglaise appuyât cette offensive en agissant offensivement sur tout son front, sa gauche marchant sur Courtrai.

Cette reprise d'offensive était opportune : à cette heure, en effet, les Allemands montraient une certaine inquiétude, les munitions manquaient. « Dernières munitions canon 900 Lille pour toutes les divisions de cavalerie, télégraphiait-on de la VIe armée à la cavalerie de la Garde. *Épargner!* » Et à Marvitz, le prince Ruprecht adressait un autre message inspiré de la même inquiétude : « Les corps d'armée n'avancent que lentement. »

On sait déjà que le général d'Urbal avait, aussitôt installé à Rousbrugge, pris l'offensive de la mer à Bixschoote et que, Grossetti s'étant avancé sur Slype, Mitry marchait de Bixschoote sur Merckem ; le 23, la 17e division (du 9e corps) avait, dès le matin, été poussée sur Paschendaele, que la 18e renforcerait dès le lendemain. On sait également comment les incidens malheureux du 23 sur le front de l'Yser avaient amené Grossetti à arrêter son mouvement offensif. Par ailleurs, la 17e division se trouva retardée du fait d'un malentendu : les Anglais, craignant d'être découverts à leur gauche par les divisions territoriales, avaient maintenu des troupes à Langemarck ; la 17e division française vint se jeter dans leurs lignes ainsi allongées : elle les traversa, mais non sans retard, pour marcher sur Roulers. Elle put néanmoins reprendre Zonnebeke, tandis que Mitry reconquérait Bixschoote, perdu la veille. On espérait poursuivre, car l'armée d'Urbal s'étant, les 25, 26 et 27, encore grossie de la 18e division (du 9e corps) et de la 31e division (du 16e corps), son chef n'en était que plus excité à poursuivre son plan offensif. Après avoir songé à faire attaquer par la 31e division au Nord-Ouest de la forêt d'Houthulst, vraie « chassie dans son œil, » il avait reçu des instructions conformément auxquelles il se contenta de renforcer l'attaque du 9e corps vers Roulers. Mais celui-ci rencontrait une assez vive résistance sur la ligne Gravenstafel-Broodsinde. Si la gauche repoussait à Poelcappelle une violente contre-attaque, le 90e d'infanterie ne pouvait, à son centre, franchir le ruisseau de Stroombeek. La 7e division anglaise, qui opérait en liaison avec la 17e division, rencontrait de son côté la même résistance. Celle-ci coûtait, à la vérité, fort cher à l'ennemi. L'État-Major allemand éprouvait, à cette heure, de très graves inquiétudes que devaient nous révéler un jour des renseignemens de source bien sûre : de corps d'armée à corps d'armée, on se demandait des secours ; l'artillerie paraissait sans efficacité ; un échec du XXVIIe corps de réserve sur Kruiseck mécontentait ; le soutien du XXVIIe pour le lendemain était la mission la plus importante ; mais le IIe corps de cavalerie récriminait à son tour contre le XXVIIe qui ne le soutenait point : une coopération énergique de ce corps et de la cavalerie de l'armée était demandée avec insistance. Les munitions se faisaient de plus en plus rares : il n'y avait plus que 500 coups à Lille, le XXVIIe avait perdu un grand nombre

d'hommes et deux canons, le XXVIe dix mitrailleuses et de nombreux prisonniers. Où allait-on ? Il semblait bien que l'Allemand, déconcerté par l'entrée en ligne imprévue de forces françaises, fût déjà forcé d'engager ses réserves.

Le général Foch, qui, déployant une rare activité, courait d'un quartier général à l'autre, s'en alla conférer avec le maréchal ; il le trouva enchanté, plein d'ardeur et décidé à poursuivre l'attaque. En fait, le 24, French avait lancé un ordre de reprise d'offensive. Le 9e corps français opérant dans la direction de Roulers en coopération avec le 1er corps britannique, disait en substance l'ordre du maréchal, celui-ci avancerait dans la direction de l'Est, sa droite au Nord de la route d'Ypres-Menin, sa gauche sur la route Zonnebeke-Moorslede. La division Rawlinson se conformerait aux mouvemens du corps Haig et marcherait de façon à avoir sa gauche sur la route d'Ypres-Menin dans la direction générale Gheluwe-Werwick. Le corps de cavalerie, ayant sous ses ordre la 3e division de cavalerie et la 7e brigade indienne et conservant le contact avec la droite de Rawlinson, s'avancerait sur la ligne Le Touqumet-Werwick. La relève de la 1re division par la 2e retarda le mouvement, mais, par ailleurs, la vue de 1 500 cadavres allemands gisant devant son front était faite pour encourager les Anglais; ils avancèrent, en dépit de la résistance allemande, vers Becelaere, tandis que notre 9e corps arrivait, par sa gauche, à 600 mètres de Poelcappelle et, par sa droite, à 800 mètres du carrefour de Broodsinde, à l'Est de Zonnebeke.

L'inquiétude de l'état-major allemand était au comble : tandis que, sur l'Yser, l'inondation commençait à contrecarrer ses projets, devant Ypres, loin d'avancer, ses troupes reculaient. Le général de Falkenhayn, le nouveau chef d'état-major général (car la bataille avait provoqué une crise grave dans le haut commandement), prescrivait l'intervention énergique du corps de cavalerie et de la brigade de landwehr : il s'agissait de dégager l'aile gauche de l'armée. La VIe armée se sentait « pressée par l'ennemi, sans appui du XXVIIIe corps de réserve » et devant une violente attaque des Anglais au Nord de Comines, von der Marwitz « *engageait sa dernière réserve.* »

Le général Foch, communiquant, le 26, ces nouvelles au général d'Urbal, ajoutait qu' « il convenait de profiter sans aucun retard de cette situation. Il les communiquait de même

aux Anglais. Anglais et Français encouragés attaquaient vivement, mais les Allemands inquiets n'en étaient que plus acharnés à se défendre, car ils frisaient le désastre. Le 1er corps anglais, après avoir encore avancé de 800 mètres, ne put vaincre leur résistance devant Becelaere; le 9e corps français, de son côté, marchait très lentement et, le soir du 26, il tenait le front Broodsinde-Poelcappelle sans pouvoir enlever ce dernier village. Néanmoins, on avait l'impression nette que l'ennemi cédait lentement, mais continûment. Le soir du 26, le général Joffre pouvait donc très légitimement féliciter et remercier le maréchal French de son concours. Les renseignemens réunis par nous après la bataille justifient ces félicitations; la droite et le centre de l'armée allemande n'accusaient aucun recul, mais il fallait bien y enregistrer des pertes cruelles ; à la gauche c'était encore un concert de récriminations : l'attaque décidée la veille au soir sur Zandvoorde n'avait pas réussi; les *minnenwerfer* réclamés n'étaient pas arrivés; à dix heures trente, le XXVIIe corps de réserve, — qui décidément ne donnait que des déceptions, — n'avait pu attaquer. La IVe armée, violemment attaquée à Passchendaele, était en mauvais arroi. La 6e division de réserve bavaroise était en toute hâte appelée de Lille. L'artillerie allemande confessait son impuissance à réduire l'organisation établie par les Français à Onde Kruiseik. Quant au corps de cavalerie qui, dans la nuit, avait trop vite cru que l'ennemi se retirait devant sa 2e division, il lui fallait renoncer à cette flatteuse illusion, et il savait que le malheureux XXVIIe corps de réserve, incapable d'agir, arrêtait son attaque sur Zandvoorde.

La journée du 27 n'avait été, en fait, marquée que par des succès du côté des Alliés. Durant la nuit du 26 au 27, le 66e d'infanterie (du 9e corps) avait enlevé des tranchées aux Allemands au Nord de Langemarck à gauche, et, à droite, la 17e division avait brillamment emporté le moulin de Gravenstafel. Au jour, la 7e division de cavalerie devait concentrer ses efforts sur Poelcappelle, puis progresser au Nord de cette localité dans la direction de Staden, tandis qu'à sa droite, la 31e division, mise à la disposition du 9e corps, déboucherait du ruisseau de Strombeke, les deux divisions prenant pour objectifs, la première Passchendaele, la seconde Pottegemsgood; enfin, à leur droite, la 6e division de cavalerie couvrant le flanc de la

18e division se dirigeait sur Moorslede. Si aucun de ces objectifs, à la vérité, n'était atteint, tous étaient, le 27, approchés, tandis qu'à la gauche du 9e corps, le général de Mitry s'emparait de la ferme de Grundwalt, à 500 mètres au Nord de Langemarck.

De son côté, le maréchal French, qui s'était rendu au quartier général de sir Douglas Haig sous les ordres de qui il mettait la division Rawlinson, réglait la marche de la façon suivante : cette division du château de Zandvoorde à la route de Menin, la 1re division de cette route à l'Ouest de Reutel, la 2e près de la route Moorslede-Zonnebeke. Les Anglais progressaient d'un kilomètre dans la direction de Becelaere et occupaient le bois au Nord de cette localité, mais la division Rawlinson soudain se trouva arrêtée, refoulée; elle perdait Kruiseik.

Et on allait voir s'arrêter partout notre progression, puis l'armée anglaise brusquement attaquée fléchir un instant.

Les Allemands exaspérés venaient de prendre de grandes résolutions.

XI. — L'ASSAUT ALLEMAND. 27 OCTOBRE-31 OCTOBRE

« Soldats, le monde entier a les yeux fixés sur vous. Il s'agit *maintenant de ne pas laisser le combat contre notre ennemi le plus détesté* et de rompre définitivement son orgueil... *Le coup décisif reste à frapper...* » C'est du quartier général de Douai que, le 26, le prince Ruprecht adresse à ses troupes ces grandiloquentes paroles. Le général von Deimling, cependant, croyait devoir, par des argumens moins élevés, mais plus violens encore, relever le courage des hommes du XVe corps : « La percée d'Ypres serait d'une importance décisive, » mais en outre, elle serait facile, car on n'avait à attaquer que « des Anglais, des Hindous, des Canadiens, des Marocains et autres *racailles* de cette sorte » (le Français étant prudemment passé sous silence). Ces ennemis étaient « mous » (il y paraissait peu) et se « rendaient en grande quantité partout où ils étaient attaqués avec vigueur. » Ainsi le soldat allemand était excité à « étonner le monde » et rassuré sur le peu de résistance que lui offrirait la « *racaille* » ennemie. Et partout courait la nouvelle que, la prise d'Ypres étant certaine, Sa Majesté viendrait en personne assister à l'opération.

Il fallait ces coups de fouet. « Voilà trois jours que nous nous battons, écrivait, le 26, un chasseur du 24e bataillon, il y a 200 de nos chasseurs morts ou blessés. » Un officier du 209e se lamente : « Voilà dix jours et dix nuits que nous sommes sous un terrible feu d'artillerie... Nos heures sont comptées... Pas moyen de trouver des vivres... Ainsi, vous pensez bien que nous n'avons plus d'espoir... » « On est mort de fatigue, » écrit un autre soldat. La lassitude était extrême : la démoralisation menaçait.

C'est pourquoi, ne se fiant pas aux phrases ronflantes du prince Ruprecht pour conquérir Ypres, l'état-major allemand avait pris toutes ses mesures. Aux corps qui déjà étaient en face d'Ypres (XXIIIe, XXVIe, XXVIIe, XVe) s'en ajoutèrent d'autres : le général von Fabek, groupant en un détachement d'armée les XIIIe et XIXe corps, était jeté dans la lice; le XXIe corps arrivait du Sud; une division d'*Ersatz* était glissée entre les XXVe et XXVIIe corps de réserve, venue de Bruxelles par Gand; sur le seul front Gheluvelt-Hollebeke (à peine 4 kilomètres) où, à la vérité, la percée a été décidée, on a accumulé la 6e division bavaroise, le XVe corps, la 38e division de réserve, le IIe corps bavarois, d'autres troupes encore, dit-on. « Toutes ces forces, diront les prisonniers, avaient Ypres comme objectif, et ils livreront une proclamation du 29, disant *que la prise de cette ville devait être considérée comme d'une importance capitale.* L'Empereur était attendu à Thielt, — quartier général du duc de Wurtemberg, — le 30. Le souverain assisterait de là au double assaut de l'Yser et d'Ypres et pourrait, après quelques jours de combats, entrer derrière ses braves troupes dans la dernière ville de la Belgique conquise.

Le maréchal French écrira : « *L'attaque dans le voisinage d'Ypres* (du 30 et 31) *fut peut-être la plus importante et la plus décisive.* » Seulement, après avoir paru l'être au profit des Allemands, elle allait tourner contre eux.

Le champ de bataille était cependant bien peu favorable aux Alliés. Le saillant d'Ypres offrait une des positions les plus scabreuses depuis que des forces importantes s'y accumulaient : les assaillans pouvant de toutes parts y croiser leurs feux, les défenseurs devaient faire passer leurs ravitaillemens et leurs renforts par Ypres et de rares points de passage, copieusement et facilement bombardés. A tout instant, les convois s'enche-

vêtraient : il en résultait quelque lenteur dans leur marche. *En cas de repli forcé, ces inconvéniens prendraient une gravité particulière : ils nous exposaient à un désastre.*

C'est bien pourquoi le général Foch et le maréchal French avaient désiré porter la bataille plus avant, et on sait qu'ils s'y essayaient lorsque l'assaut allemand se produisit. La bataille d'Ypres est ainsi une véritable *bataille de rencontre :* deux offensives s'y allaient heurter et presque neutraliser. Le 28, le général d'Urbal avait prescrit à tous ses corps d'imprimer à l'offensive une activité plus grande. A gauche, Humbert, maintenant, de concert avec les Belges, l'intégrité du front Nieuport-Dixmude, attaquerait, par ailleurs, avec son 38e corps, dans la direction générale Clerkem-Zarren-Thourout. Au centre, Mitry ayant sous ses ordres ses deux divisions de cavalerie et la 87e division territoriale, partant du front Woumen-Langemarck, les jetterait sur Mangelaere et Bultehock pour refouler l'ennemi vers la forêt d'Houthulst. A droite, Dubois, disposant non seulement de tout son 9e corps, mais de la 31e division et des 6e et 7e divisions de cavalerie, devait poursuivre l'offensive sur Staden et Roulers dans les mêmes conditions que précédemment. A notre droite, l'armée anglaise conservait sa mission offensive sur Courtrai par Menin.

Les Allemands, cependant, poussaient. Les deux masses allaient se précipiter l'une sur l'autre ; mais ce sont les Anglais qui, particulièrement assaillis, supporteront le choc dont les Allemands attendent la percée. La nécessité de secourir nos alliés ébranlés forcera le commandement français à prélever sur ses forces les troupes qui permettront de rétablir la situation et, de ce fait, il devra arrêter en partie sa propre offensive. Ce sera le mérite des grands chefs français d'avoir su sacrifier à l'intérêt général des succès qui, l'armée anglaise enfoncée, eussent été d'ailleurs sans lendemain.

L'action commence dans la matinée du 29 par l'attaque de la 7e brigade de dragons sur Bixschoote et le cabaret de Korteker que l'ennemi abandonne en laissant 400 morts et blessés. Les troupes du général Dubois, plus à droite, arrivent près de Walmoden et, à gauche, la 38e division (du corps Humbert), franchissant l'Yser à Steenstraete et Nordschoote, atteint par sa gauche les abords de Luyghem. Tout va bien.

Mais, à l'aube, le 1er corps anglais a été attaqué avec une

violence insolite à son centre, le point principal de l'engagement étant à la croisée des routes, à un mille à l'Est de Gheluvelt. L'Anglais tient d'abord bon. Devant une deuxième attaque, la ligne anglaise doit ensuite reculer sur Reutel-Gheluvelt, perdant 400 prisonniers et cinq mitrailleuses. Avec cette magnifique ténacité, qualité maîtresse de l'Anglais, le général Haig fait contre-attaquer et regagne le terrain perdu, mais au prix de pertes cruelles. Le soir, la ligne passait à un kilomètre de Zonnebeke et à deux au Sud-Est de Gheluvelt et Kruiseik.

Au début de la matinée du 30, les Anglais, assaillis dans la direction de Zandvoorde par le détachement d'armée Fabek, furent refoulés au Nord-Est de Becelaere, tandis qu'à leur droite leur corps de cavalerie, sous la forte pression du IIe corps bavarois, cédait du terrain au Sud-Ouest d'Hollebeke et vers Saint-Éloi. Le général Haig était donc menacé d'être débordé sur ses deux ailes. La division Rawlinson, découverte par la retraite de la 3e division de cavalerie, livrait aux Allemands la crête de Zandvoorde et la situation paraissait au général Haig fort « sérieuse. »

Ce pendant, les troupes françaises rencontraient dans la poursuite de leur offensive la plus vive résistance.

Le général Humbert n'en progressait pas moins vers Merkem à gauche, mais, ayant franchi le canal, il était arrêté sans pouvoir en déboucher. Mitry, au centre, engagé dans un dur combat, n'avançait pas : vers treize heures, une forte attaque allemande sur Bixschoote-Steenstraete ramenait les cavaliers de la 5e division qui, d'ailleurs, une heure après, reprenait le terrain perdu. Quant au 9e corps (Dubois), il était, lui aussi, en butte aux plus violentes attaques : la 18e division en repoussait une, particulièrement forte, à Drogenogkart, progressait difficilement sur Kreiberg et, par ses 77e et 139e régimens d'infanterie, brisait un nouvel assaut à la baïonnette des troupes allemandes. La 17e division, arrêtée toute la journée par de durs combats, s'emparait cependant, vers la fin du jour, de la ferme Walemolen.

C'est alors que le général Dubois, avisé de la situation scabreuse des Anglais qui venaient de perdre Hollebeke, prit sur lui de leur envoyer incontinent trois bataillons de zouaves de sa réserve qui furent dirigés sur Hooge et Hollebeke. Le général Haig, à chaque heure plus pressé, opposait d'ailleurs

à ces coups un front impassible. Il donnait l'ordre de faire l'impossible pour reprendre, avec l'appui des bataillons français, le terrain abandonné.

On fut instruit, ce 30, à dix-sept heures, au quartier général du général Foch, que la ligne anglaise avait fléchi au Sud-Est d'Ypres.

Le général courut à Saint-Omer, — quartier général de French, — et spontanément offrit au maréchal de nouvelles forces ; il fut entendu que tous les élémens débarqués de la 32e division seraient portés dans la région menacée ; en outre, le général Dubois dirigerait, dans la matinée du 31, une partie de la brigade Bernard (de la 35e division) sur Becelaere et, vers Hollebeke, cinq bataillons, trois batteries et six escadrons sous les ordres du général Moussy. Ces deux détachemens, contre-attaquant ainsi sur les deux ailes du corps Haig, celui-ci pourrait reprendre l'offensive. D'autre part, la 32e division attaquerait Wytschaete et Houthem, le 9e corps faisant son principal effort sur sa droite.

Les Anglais, ainsi encadrés par les groupes français, devaient engager le combat sans nous attendre. Par un malentendu, ils restèrent inactifs. Le résultat est que l'attaque de la 32e division fut arrêtée par une violente contre-offensive entre Oosttaverne et Hollebeke, que le général Bernard, à gauche du 1er corps anglais, fut empêché de progresser, et que le général Moussy ne put que couvrir l'extrême-droite du général Haig. Le 1er corps anglais, assailli avec plus de violence encore que la veille, *perdait définitivement Hollebeke et Zandvoorde, puis Gheluvelt à sa gauche, Messines à sa droite*. Dans la matinée du 31, le corps Haig était rejeté à un kilomètre Est de Hooge et de Klein-Zillebeke. « Après plusieurs attaques et contre-attaques dans le cours de la matinée, écrit French, le long de la route Menin-Ypres, une nouvelle attaque fut menée très vigoureusement par l'ennemi et *la ligne de la 1re division fut brisée.* » Le pis était que le brusque arrêt de celle-ci exposant la gauche de la 7e division (Rawlinson), un régiment entier, le *Royal Scott Fusiliers*, était cerné. Le bombardement se faisait effroyable non seulement sur la ligne, mais en arrière : le général commandant la 1re division était ainsi blessé, et cinq de ses officiers tués dans son quartier général ; le général commandant la 2e division était également atteint.

Le maréchal s'était porté à Hooge vers deux heures de l'après-midi avec le général Haig. C'était, écrit-il, « *le moment le plus critique de tous ceux que nous eûmes à traverser pendant cette grande bataille.* » Anxieux, tourmenté, il songeait à abandonner Ypres et, sachant Foch à Vlamertinghe, s'y rendit.

XII. — LE RÉTABLISSEMENT

Le maréchal French envisageait nettement la perspective d'un repli à l'Ouest d'Ypres. L'attaque allemande, non seulement dénotait le dessein arrêté de percer, mais décelait la présence de forces très supérieures du côté de l'ennemi. Il était peu douteux que celui-ci poursuivrait le lendemain ses avantages. Or, au cours des deux jours précédens, l'armée anglaise avait fait des pertes cruelles : on pouvait craindre qu'elle ne fût plus capable de tenir sa ligne maintenant bien démantelée. La situation du saillant d'Ypres, que je résumais tout à l'heure, apparaissait clairement au maréchal avec tous ses inconvéniens. Attaqué à droite et à gauche, le général Haig était exposé à un désastre. Dans ces conjonctures et instruit formellement que l'ennemi se renforçait, le maréchal était résolu au repli lorsqu'il arriva à Vlamertinghe, poste de commandement du général d'Urbal, où Foch venait de se rendre.

Celui-ci restait dans son rôle de *coordinateur* de la bataille. En suivant de son œil si vif les péripéties, il ne perdait jamais cette belle humeur un peu ironique qu'on lui avait vu, — sur les hauteurs de la Marne, — opposer à la fortune un instant adverse. Car déjà il était autorisé à dire qu'il en avait vu bien d'autres. Plein d'un sang-froid qui s'alimentait d'optimisme, il ne prenait rien au tragique, prenant d'ailleurs tout au sérieux. De son quartier général de Cassel, il surveillait, des dunes de Nieuport aux rives de la Somme, une énorme bataille qui, en raison même de cette énormité, lui permettait de planer, partant, de donner à chaque incident sa valeur exacte, d'en apercevoir les répercussions, d'en tirer les conclusions. Actif comme un jeune colonel, on le voyait courir, depuis trois semaines, les quartiers généraux, — de celui de Castelnau à celui du roi Albert et « chez French, » ainsi qu'il disait comme « chez Maud'huy, » ou « chez d'Urbal, » souriant d'une façon un peu énigmatique sous sa grosse moustache grise, tout en mâchonnant son éternel

cigare, écoutant parler, l'œil vif, brillant, malin, parlant à son tour par formules brèves, pittoresques, saisissantes, sachant en quatre phrases faire éclater la vérité et faisant accepter toutes les vérités, — même les désagréables, au besoin par un amical coup de coude et surtout par une si évidente, si sincère, si communicative cordialité que, du jeune roi des Belges au vieux maréchal anglais, personne ne lui avait pu résister.

Lui jugeait, le 31 au soir, la situation sérieuse; il ne la jugeait pas du tout désespérée. On était à Ypres : du diable s'il savait comment on avait été amené à faire de cette ville un de ces lieux sacrés qu'il *faut*, même en y engouffrant bataillons, régimens, divisions, sauver et garder. Ypres était cela cependant, comme plus tard sera Verdun. On ne devait à aucun prix abandonner Ypres, sans quoi les Allemands enivrés ne connaîtraient plus d'obstacles. D'ailleurs, si les inconvéniens du saillant lui apparaissaient aussi clairement qu'à French, il lui apparaissait aussi que, opéré sous la pression ennemie, le repli pourrait précisément y tourner au désastre.

Il était allé voir d'Urbal à son poste de commandement de Vlamertinghe et le général Dubois l'y avait rejoint, venant d'Ypres, confirmer la perte de Gheluvelt qui achevait de briser le front anglais. Le maréchal French y arriva à son tour, plein de sa résolution de repli. Il y eut un débat émouvant dans sa cordialité. Comme enfin le maréchal, après avoir exprimé les plus nobles sentimens, paraissait disposé à se rendre aux instances de Foch, celui-ci, sur sa requête, griffonna sur un morceau de papier une note qui, je l'espère, sera un jour publiée, — *recto et verso*. — Car le maréchal la saisissant et l'ayant lue rapidement, se contenta de la contresigner au *verso* et, avec un beau mépris des mesquins amours-propres, l'envoya telle quelle au général Haïg avec ordre d'exécuter.

Le général Haig était homme à comprendre toute résolution énergique; aussi bien, avant même qu'il en eût reçu l'ordre formel, il avait commencé à réagir très fortement. Ordonnant de *tenir à tout prix* sur la ligne Fregenberg-Westhoek, il faisait canonner sévèrement l'ennemi et, soudain, jetait des bataillons à l'assaut de Gheluvelt. Le 2e régiment *Worcestershire* fut magnifique à cet assaut. Nos troupes ne le furent pas moins. Dans une lettre qui lui fait grand honneur, le général Haig signalait l'aide efficace que lui avait prêtée le 32e régiment

d'infanterie, — comme un peu plus tard le 4e zouaves : « Les troupes anglaises et françaises, écrit-il, combattirent côte à côte sous le commandement de l'officier le plus élevé en grade, *en union si étroite qu'elles ne tardèrent pas à se trouver complètement mélangées.* » Onze bataillons français prenaient part à la contre-attaque anglaise sur tout le front en cause. *A trois heures, Gheluvelt était repris à la baïonnette, puis Messines.*

Rentré à Cassel, le général Foch y avait reçu la visite du général Wilson, chef d'état-major de l'armée britannique. De cette conférence était sortie une série de décisions que le général Foch avait condensées en une note empreinte de la plus grande énergie. Le 1er corps et la division Rawlinson s'organiseraient solidement depuis la droite du 9e corps (croisée du chemin à un kilomètre Est du carrefour de la route de Passchendaele-Becelaere et le chemin de Zonnebeke-Moorslede), jusqu'à Klein-Zillebeke. A sa gauche, le 9e corps attaquerait en prenant sa direction sur Becelaere et à l'Est, et, à sa droite, les troupes françaises prélevées sur l'armée d'Urbal prendraient l'offensive sur le front Saint-Éloi-Wytschaete sur Hollebeke. Des troupes françaises nouvelles (quatre bataillons et plusieurs autres bataillons et batteries) arriveraient dans la matinée en renfort.

Et satisfait, probablement, et rassuré plus encore par la bonne entente qu'il avait constatée entre les chefs alliés, le général Foch écrivait : « La situation paraît très favorable, le gros effort fait par l'ennemi depuis deux jours n'ayant produit aucun résultat. »

XIII. — L'EMPEREUR ATTEND

Il fallait l'imperturbable optimisme du général Foch pour envisager ainsi la situation.

La volonté de l'adversaire de percer à tout prix s'était manifestée nettement, et il continuait à accumuler troupes sur troupes pour y arriver. Il avait amené successivement sur le champ de bataille la XXVe division hessoise, la XXVIe division wurtembergeoise, la VIe division de réserve bavaroise, les Ve et XVe corps, la 1re division de la Garde et le IIe corps bavarois, soit sur le seul front d'Ypres la valeur de cinq corps d'armée, et il se préparait, avec cette masse de magnifiques troupes fraîches, à mener, de Becelaere à la Douve, un nouvel assaut.

Le général Foch, à la vérité, se rassurait à la pensée des renforts que venait de lui envoyer le général en chef Joffre. Celui-ci ne perdait pas un instant de vue le champ de bataille des Flandres, dégarnissant, sans hésiter, les fronts moins menacés pour nourrir la bataille du Nord. C'était, le jour du 31, la belle division Lanquetot — la 43e (du 21e corps) — et particulièrement cette brigade Olleris, formée de quatre bataillons de chasseurs des Vosges 1er, 3e, 10e et 31e, la fameuse *brigade bleue* qui, aussitôt débarquée, était mise à la disposition du détachement Woillemont à la droite du général Haig, le reste de la division restant à Vlamertinghe, en réserve. Mais Foch compte encore voir sous peu débarquer la 39e division, puis la 11e, les deux divisions de ce 20e corps que naguère lui-même commandait devant Nancy. Cet afflux de solides soldats des deux corps lorrains est bien fait, en effet, pour rassurer l'ancien chef du corps de fer. Il attend donc de pied ferme l'ennemi, ce matin du 1er novembre, et sa confiance est partagée par tous les chefs français et anglais.

Mais la confiance et la résolution ne sont certainement pas moindres de l'autre côté. Tandis que Bavarois, Hessois, Wurtembergeois, Prussiens, — et la Garde même, — s'apprêtent à de nouveaux assauts, un hôte illustre est apparu en Flandre : l'Empereur arrive à Thielt le 1er novembre, vers trois heures de l'après-midi. Très logiquement, le grand quartier général français, instruit assez vite de cette présence auguste sur le front adverse, en induit qu'il va se passer quelque chose de sérieux. De Thielt, Guillaume II se rend au IVe corps de cavalerie à Œlbeke, et, pendant cinq jours, l'Empereur attendra le moment de faire, derrière ses « incomparables troupes, » son entrée à Ypres, — en attendant Calais.

Il faut ce cordial aux « incomparables troupes. » Elles ont fait, dans les deux jours précédens, des pertes considérables. « Voilà, écrit un soldat du 237e en son carnet, voilà notre compagnie (250 hommes alors) réduite à 87 hommes : tous les autres sont blessés ou morts... Mais si cela dure huit jours, plus un seul homme ne restera. » Un rapport d'officier dit : « *Le régiment* n'a pu mettre en ligne ce jour (1er novembre) que *350* hommes... Les *deux seuls officiers présens* n'ont pu se mettre en liaison à cause du feu des ennemis... Il est très problématique que je puisse tenir à cause du manque de chefs. »

Foch se doute bien que, « s'il pleut dans son camp, il pleut dans l'autre. » Il entend qu'on ne se laisse pas de nouveau « pincer à la taille. » Il a ordonné derechef l'offensive, et d'Urbal, de la mer à la Douve, l'a organisée. « La bataille décisive est engagée sur tout notre front, écrit le commandant de l'armée de Belgique ; il importe de la mener à bien *en agissant partout avec la plus extrême vigueur ;* » et il assigne de nouveau à chacun sa tâche : le général Taverna, avec sa 32e division, attaquera sur Houthem pour agir sur le flanc de l'ennemi qui attaque Klein-Zillebeke ; à sa gauche, le général Humbert continuera à agir sur Klerkem-Zarren et fera déboucher une nouvelle attaque dans la direction de Woumen, et, à sa droite, le groupement Dubois agira offensivement sur tout son front, en lançant une forte attaque dans la région de Zonnebeke, dans la direction de Becelaere, — les autres *groupes* français restant au Sud-Est d'Ypres à la disposition du général Haig.

Pendant la nuit du 31 octobre au 1er novembre, les Anglais avaient essuyé de nouvelles attaques. Au matin, la cavalerie anglaise, fatiguée par cette terrible nuit, recula fortement, *perdant Wytschaete et derechef Messines.* C'était la crête entre les mains de l'ennemi. En même temps, le 1er corps abandonnait les débouchés du *bois du Polygone* et de Klein-Zillebeke, à leur gauche.

Il fut décidé que les troupes du 9e corps interviendraient. La 32e division se jette sur Wytschaete qu'elle reconquiert, Messines restant aux mains de l'ennemi. Le front passe alors par les abords Ouest de Gheluvelt, Est de Klein-Zillebeke, par Wytschaete reconquis et les abords Ouest de Messines perdus. Le 9e corps relève complètement sur un secteur de 1 500 mètres de ce front les troupes anglaises. Les troupes françaises s'étaient, pendant cette journée, partout maintenues sur leurs positions, — sans plus.

La bataille restait indécise ; elle avait atteint dans la journée, sur dix points, un degré de violence inouïe. Tout était encore en suspens, mais on pouvait craindre un renforcement de l'ennemi. Car, complètement déçu à cette heure par l'inondation de la région de l'Yser, il faisait glisser vers le Sud une partie des troupes de cette région. D'autre part, l'enchevêtrement des troupes alliées qui était extrême faisait redouter quelque confu-

sion. Et peut-être est-il nécessaire, pour notre propre intelligence, de jeter un coup d'œil rapide sur le front tel que l'avaient fait les derniers combats, au matin du 2 novembre.

Le général Conneau, — commandant le 1er corps de cavalerie français, — qui se relie à sa droite au 3e corps anglais, est entre la Douve et Messines, où il doit attaquer. A sa gauche, c'est la 39e division, qui, elle, a pour mission d'attaquer sur l'axe moulin de Spanbrok-Messines. Puis vient le détachement Ferrand, qui doit s'emparer de la *croupe de l'Enfer*, entre Messines et Wytschaete. Le groupement du général Bouchez suit, qui a ordre de reprendre la route de Saint-Éloi à Messines. Puis vient, toujours de droite à gauche, le détachement Moussy, qui a attaqué Hollebeke et le château à l'Ouest. Là commence le secteur de combat du 1er corps anglais. A la gauche de celui-ci, le détachement du général Bernard, qui, grossi, passe sous les ordres du général Vidal, le 9e corps, ayant à sa droite le détachement Vidal, à sa gauche la 7e division de cavalerie, puis le groupe Mitry. Le général Humbert tient toujours la gauche de l'armée avec le même objectif; la 42e division, n'ayant plus à défendre, — sauf à Nieuport et à Dixmude, — la ligne de l'Yser couverte par l'inondation, a glissé tout entière, sauf le détachement de Nieuport, vers le Sud et lie son action à celle de la 38e, sous les ordres supérieurs du général Humbert. Le mot d'ordre général continue à être : *Offensive*.

Le corps Conneau parut d'abord refouler l'ennemi : il gagnait du terrain dans la vallée de la Douve, lorsqu'il fut arrêté au Sud-Est de Messines. La 39e division l'était, de son côté, devant le moulin de Spanbrok, par l'artillerie allemande installée sur la croupe de l'Enfer. Le général Bouchez était, cependant, attaqué très violemment par des colonnes venant du Nord de Wytschaete. Le groupe de chasseurs du général Olleris, sous cette attaque, dut céder du terrain jusqu'à Kappellerie. Le général Moussy, plus heureux, dégageait les abords du parc du château d'Hollebeke; mais le 1er corps anglais était refoulé de ses positions au Nord de Gheluvelt. La Garde prussienne donnait, — attaquant furieusement, — et la situation devenait de nouveau critique.

Heureusement, à gauche du champ de bataille, notre offensive progressait sur tous les points. La 42e division avait atteint

les abords du château de Woumen, la 89e division territoriale occupé le bois de la Canardière, la 38e division abordé Luyghem et Merkem, et une mêlée très vive s'était engagée devant Bixschoote où l'ennemi avait fortifié sa situation. Bataille acharnée, sanglante, mais nécessaire, car elle retient au Sud-Est de Dixmude les forces allemandes qui pourraient, sans cette diversion, se porter au Sud-Est d'Ypres et y consommer la défaite.

C'est qu'au Sud-Est d'Ypres, les choses ne semblaient guère s'arranger pour nous : vers midi, les Alliés perdaient Wytschaete, derechef, et, les Anglais cédant du terrain à l'Est de Gheluvelt, Ypres semblait de nouveau très menacé. Le général Vidal renforcé accentuait, à la vérité, son offensive, à la droite du 9e corps, et s'emparait de Veldhok et l'ennemi « donnait des signes de lassitude : » « Courage! Confiance! » c'étaient les mots qui couraient. « *Ne lui laisser ni trêve, ni merci*, » écrivait le soir du 2 le général d'Urbal à ses lieutenans.

On reprend donc l'offensive le 3 au matin, en engageant le reste de la 43e division (Lanquetot), dernière réserve d'infanterie.

On pousse en avant, dès l'aube du 3, Moussy sur Hollebeke qu'il atteint, Olleris sur le château d'Hollebeke, Bouchez sur la route de Saint-Éloi à Messines. On ne progresse guère, mais le choc arrête l'Allemand. Et au Nord, sur le front du 32e corps (Humbert), l'ennemi, solidement accroché, ne peut détacher vers le Sud une seule de ses unités.

Il est d'autant plus accroché qu'il s'est juré de prendre Dixmude et n'y parvient pas, car l'amiral y reste embossé; c'est un roc de son pays de Bretagne que ce marin. Le 1er, on a surpris la dépêche de la VIe armée à la IVe : « Attaque VIe armée avec toutes forces sur Dixmude demandée, » et Dixmude prévenu a, une fois de plus, le 2, rejeté l'assaillant. Bien plus, l'amiral a attaqué, le 3, en avant de *sa* place, avec ses « pompons rouges » en liaison avec la 42e division et infligé de fortes pertes à l'ennemi. Des prisonniers paraissent découragés. L'Empereur est toujours, disent-ils, sur le front : il attend. Mais l'Yser commence à devenir aussi exécrable aux yeux de ses troupes que le sera un jour Verdun, et les Belges ont montré aux Allemands qu'ils étaient reconstitués, en leur reprenant tout à fait au Nord Lombaertzyde, tandis que le général Humbert immo-

bilise dans la région de Clerkem-Woumen des corps allemands qui seraient bien utiles au Sud. On aimerait retracer avec plus de détails cette bataille acharnée d'entre Yser et Ypres où, avec une opiniâtreté inlassable, Humbert continue, recommence, s'entête : la 42e division en particulier y conquérait une gloire qu'elle n'a fait qu'augmenter depuis. Ses soldats trouvaient des émules dans les fusiliers marins qui, au dernier degré de la fatigue, tiendront bon avec leurs « moricauds » (les Sénégalais) jusqu'au 10, jour où se jetant sur Dixmude avec des forces dix fois supérieures, les Allemands repousseront enfin sur la rive gauche ces marins épiques et leur chef qui, tout frémissant encore, mais plein de sang-froid, ne se retirera qu'en coupant derrière lui les ponts et en transportant sur l'autre rive la même défense, fortifiée de la même vertu.

Du 5 au 10, de ce Dixmude, désormais immortel, amas de ruines lorsque les Allemands s'en emparent, au château de Woumen contre lequel s'acharne la 42e et aux abords de Bixschoote où Mitry mène sa bataille, les troupes du Nord remplissent leur mission : elles occupent l'ennemi.

Cependant, au Sud, la première bataille d'Ypres se terminait.

Le 3, c'était, à l'aile droite de la bataille, le général Mazel, à la tête d'un nouveau détachement (1re brigade de cavalerie, de l'artillerie et les cyclistes des 1re et 2e divisions de cavalerie) qui se battait avec acharnement à droite du 16e corps dans la direction de Garde-Dieu-Comines et sur la croupe de l'Enfer, — combats d'une âpreté singulière, — attaques, contre-attaques autour de Wytschaete, que reprend enfin la 43e division. Sur le front anglais, on cède, on reprend du terrain, mais, dans l'un où l'autre cas, on inflige à l'Allemand des pertes dont on voit bientôt les effets. Car, même en engageant toutes ses réserves, l'adversaire montre une fatigue croissante. La bataille, en quelque sorte, *s'affaisse.* Sur certains points, il y a encore de violens corps à corps, mais il semble bien que *le grand coup tenté sur Ypres a échoué.*

Le 5, l'empereur Guillaume II, déçu, quitte les Flandres, et la presse allemande affirme que jamais on n'a pensé aller à Calais.

Le général Joffre est donc autorisé à envoyer au général Foch de chaudes félicitations : « Les opérations entreprises

sous votre direction ont complètement déjoué la manœuvre de l'ennemi et enrayé son mouvement offensif sur Ypres, malgré les forces accumulées par lui dans cette région. »

A la vérité, les troupes alliées étaient elles-mêmes à bout de forces. Il fallait qu'elles se reconstituassent. Il leur était difficile pour l'heure de reprendre une offensive sérieuse. L'ennemi lui aussi soufflait : il était fort déconfit. En vain écrivait-on aux officiers : « Il faudra *répéter* aux soldats que les Français sont lassés du combat et que nous n'avons pas à *regretter* nos pertes si nous atteignons le but indiqué. » C'était presque un aveu de défaite. Les soldats allemands à qui il fallait « répéter » que l'ennemi est las, sont donc eux-mêmes bien las. En tout cas, l'Empereur est déjà loin.

Le 6 novembre, le général d'Urbal adressait aux troupes de son armée l'ordre suivant :

« Soldats, la lutte qui se poursuit, opiniâtre, depuis quinze jours, a brisé l'offensive d'un ennemi qui se flattait d'avoir raison de votre vaillance. Il sait maintenant ce qu'il en coûte de se mesurer avec vous et ne lutte plus que pour masquer l'échec définitif de ses plans.

« Je connais vos fatigues. Vous avez, au cours de ces rudes journées, fourni des efforts considérables. Je vous en demanderai d'autres pour achever ce que nous avons entrepris. Ils ne seront pas au-dessus de votre courage et de votre amour du pays. »

XIV. — L'EFFORT SUPRÊME DES ALLEMANDS

6-15 novembre.

La bataille des Flandres semblait perdre de son importance. D'une part, il paraissait — le départ de l'Empereur en était une preuve — que la fameuse « bataille pour Calais » si imprudemment célébrée par la presse allemande, était au moins ajournée. D'autre part, nous avions pu, de notre côté, constater que l'ennemi — depuis trois semaines maintenant installé en Flandre — y avait organisé une ligne défensive telle que l'espoir d'une offensive sur Courtrai, Gand et Bruges nous était momentanément interdit. Par ailleurs, la petite avance faite par les Allemands à l'Est d'Ypres suffisait à rendre plus difficile même une simple attaque sur Roulers. Il ne paraissait plus

possible de réaliser dans cette région la supériorité de moyens suffisante pour assurer le succès de l'offensive projetée. Or certains embarquemens et prélèvemens opérés par l'ennemi semblaient présager un nouvel effort sur une autre partie du front. Il y avait donc lieu de reconstituer les réserves d'armée qui avaient été dirigées vers le Nord de manière à pouvoir enrayer, si possible, dès qu'elle se produiraient, les tentatives ennemies jusqu'au jour prochain où la situation des munitions nous permettrait de prendre énergiquement l'offensive dans des régions convenablement choisies. Foch se devait donc désormais contenter de maintenir l'inviolabilité de son front.

Mais pour la maintenir, il paraissait à Foch qu'il ne pouvait suffire de coucher sur ses positions. Il importait, si nous devions nous installer sur le saillant d'Ypres, que celui-ci « prît de l'air, » suivant la formule consacrée, au Nord et au Sud, pour qu'on ne fût plus « pincé à la taille, » selon la pittoresque expression du chef. « Porter les deux ailes en avant, tout en attaquant au centre, écrit un témoin autorisé, telle fut l'idée directrice de la seconde bataille d'Ypres. »

De son côté, l'ennemi, s'il avait renoncé aux grands espoirs, n'entendait point se résigner à nous laisser nous installer, à plus forte raison nous arrondir, sur ce morceau de Flandre arraché à sa convoitise. Les forces jadis accumulées, mais bien affaiblies par les terribles combats de la fin d'octobre et du début de novembre, étaient de nouveau grossies. La Garde qui n'avait été jusque-là engagée que par une de ses brigades au Nord de la Lys, y envoie d'autres unités et le général von Plettenberg, son commandant, s'installe le 9 en Flandre. Arrêté à une lieue seulement d'Ypres, à moitié maître de la crête Zillebeke-Wytschaete-Messines qui domine la ville au Sud-Est, il espère encore, sans attaque de grande envergure, faire tomber l'une après l'autre les positions si vaillamment défendues. Enfin, pour nous empêcher de nous installer, une formidable canonnade, presque continue, marquera jusqu'au 10 que la bataille n'est point finie. Le 10, elle se réveillera.

Un Foch, un d'Urbal, ne se résignent point à attendre, pour agir, que l'ennemi les provoque. Dès le 6, des instructions sont données aux commandans de corps en vue d'une reprise d'attaques sur différens points. L'aile droite de l'armée de Belgique, maintenant constituée par le 1er corps de cavalerie et le

16° corps, opérera dans la direction générale Houthem. L'aile gauche qui reste formée par le 32e corps (Humbert) et par les élémens qui y sont rattachés, attaquera, sans se lasser, dans la direction de Clerkem. Dès le 6, la 77e brigade du 16e corps se jetait sur le moulin de Spanbrock et le carrefour de Kruistraat. Mais l'ennemi ayant pu pénétrer par infiltration entre Saint-Éloi et Vormizeele, le général Moussy dut se replier jusqu'à la crête au Sud de Zillebeke : le 32e corps, opérant du côté de la forêt d'Houthulst, avança peu. En revanche, deux attaques allemandes dans la région de Bixschoote étaient repoussées avec des pertes cruelles que révélait, quelques jours après, un document trouvé sur un lieutenant du 2e d'infanterie.

Le 7, dès le matin, le général Moussy réoccupait la rive Nord du canal au Sud de Zillebeke ; le général Bouchez progressait vers Wystchaete, le général Lanquetot sur Kruistraat, et le 9e corps repoussait une violente attaque au Sud de Poelcappelle. Le 8, le général Taverna assaillait l'hospice de Wystchaete et le carrefour de Kruistraat ; le général Moussy perdait et reprenait le château d'Hollebeke sous une pluie de gros obus. Les Allemands essayent le lendemain de le ressaisir ; ils sont arrêtés devant la ferme Eickhoff; il se livre autour de cette ferme un combat acharné; elle est, par le groupe Olleris, prise, perdue, reprise, reperdue, — et encore reprise par le 160e. Ce sont de ces *mêlées*, — au sens exact du mot, — où on se dispute un amas de pierres, vingt mètres de terrain, un mamelon, un chemin de terre, les débris d'une ferme : ce sera la fin des grandes batailles de cette guerre lorsqu'elles n'auront pas permis au vainqueur de marcher plus avant.

Le 9, cependant, on a l'impression très nette que la bataille va, pour un jour du moins, se réveiller. L'ennemi paraît avoir repris du mordant. L'artillerie semble renforcée dans la région d'Houthulst : elle ne cesse de canonner. D'autre part, dans la région de Zillebeke, Sud-Est d'Ypres, tout proche, la brigade Olleris est attaquée avec une grande violence et doit céder sous menace d'enveloppement; il faut lui envoyer des renforts pris au détachement Vidal; on contre-attaque, on arrête l'offensive commençante. Le général Lanquetot progresse vers le moulin de Spanbroke; mais vers Passchendaele, en revanche, sur le front du 9e corps, l'ennemi semble faire des travaux d'approche. Partout les assauts se font plus violens. Les fusiliers marins

ont dû abandonner Dixmude et le 32e corps reculer devant des forces supérieures, derrière le canal. Langemarck, Poelcappelle sont également attaqués.

Sans se déconcerter, Foch poursuit son idée de rectification de son front : il compte engager la 11e division (du 20e corps) au Sud-Est d'Ypres pour progresser sur la ligne Hollebeke-Messines. Mais il n'en a pas le temps : *l'attaque allemande, — la suprême attaque, — se déclenche.*

Une nouvelle division de la Garde a été, secrètement et très rapidement, transportée de la région d'Arras. On escompte ainsi un effet décisif; l'Empereur a fait savoir — d'un peu loin — à ses fidèles soldats qu'il compte sur eux pour réussir là où les autres ont échoué. On espère enfoncer le front anglais.

L'assaut parut cependant se produire, très violent, surtout à notre gauche. Le canal, tenu par la 38e division, est attaqué par des forces supérieures : l'ennemi le franchit devant Poesele. La bataille continue le 11 sur Drie Grachten ; l'ennemi s'insinue sur la digue entre Poesele et Drie.

Mais ce n'est qu'une diversion : la véritable offensive est — toujours — sur le front tout voisin d'Ypres. Le général Lanquetot, très violemment assailli le 10, entre Hollebeke et Saint-Éloi, a dû céder du terrain. On cède devant Wytschaete, on cède devant la ferme Hollande. On constate à ces fléchissemens combien nos troupes sont maintenant fatiguées.

L'attaque se produisait plus violente encore peut-être sur la ligne anglaise où « le général Haig tenait son front avec une merveilleuse opiniâtreté. » Ce front cependant fléchit encore le 12 à Broodsinde et au Nord-Ouest de Kapellerie. Mais Foch obtenait de nouveaux renforts du grand quartier général : il en étayait les Anglais. « Le général Foch, écrira le maréchal, a fait les plus extraordinaires efforts pour apporter tout le soutien qu'il lui était possible d'apporter.

Ce furent d'âpres luttes, où l'ennemi — particulièrement la Garde — dut être durement éprouvé. Si on avait cédé, ç'avait été après de tels combats qu'ils brisaient le grand effort adverse. Les régimens de la Garde engagés — 1er et 2e régiments à pied, le régiment *Kaiser Franz*, le régiment *Königin Augusta* — avaient été, au Nord de Gheluvelt et entre Zonnebeke et Passchendaele, si étrillés, qu'ils en restaient pantelans. Par ailleurs, tel régiment — le 19e de réserve, du Ve corps de réserve — avait été,

dans la région de Poelcappelle, presque complètement anéanti : « Le 10, écrivait un des soldats, nous avons lancé un assaut *où presque tout le bataillon a été nettoyé.* Dans ma compagnie, en une heure, tout est tombé, sauf un officier et 50 hommes. »

Le 13, la pluie se mit à tomber ; les tranchées se remplissaient d'eau. De part et d'autre, on éprouvait le sentiment, exprimé par un soldat, — cependant bien courageux, — de notre 66e d'infanterie : « Quel enfer ! quel cauchemar ! écrit-il le 14. Nous sommes prêts à sacrifier notre vie, mais les balles et les obus ne sont rien à côté de l'eau. »

Le temps, à la vérité, se gâtait de jour en jour et le coup de surprise tenté par les Allemands était manqué : la Garde s'y était crevée. Il n'est donc pas étonnant que, le 13, tout parût se calmer. Le 12 avait été pour l'ennemi une mauvaise journée. Le 32e corps renforcé de régimens belges (10 bataillons) avait repoussé toutes les tentatives faites par les Allemands pour franchir l'Yser à Dixmude. Par ailleurs, l'ennemi était, le même jour, rejeté de l'autre côté du canal ; il ne gardait sur la rive gauche que cette *Maison du Passeur*, autour de laquelle, les semaines suivantes, les deux partis allaient s'acharner. Le 13, encore, la 18e division reprenait le carrefour de Broodsinde ; le 14, le 15, on repoussait deux attaques faites pour le reprendre, — et on les repoussait « facilement. » L'ennemi manifestement défaillait : le général Olleris faisait, le 14, prisonnier tout ce qui restait d'un bataillon de 1 000 hommes.

On ne songeait plus qu'à s'organiser sur les positions maintenues ou reconquises. On organisait les *secteurs*, les Anglais abandonnant le front d'Ypres à l'armée de Belgique devenue 8e armée. L'ennemi semblait abandonner l'idée d'enlever la ville et, par là, renoncer à son plan de déborder notre aile gauche. Le 17, certains prisonniers affirmaient bien encore qu'avant de s'avouer vaincus, leurs compatriotes tenteraient un grand coup. Ces gens retardaient ; la seule opération — coup de queue du requin saigné — était l'effroyable bombardement de la charmante cité. N'ayant pu crever nos lignes, l'ennemi, suivant la barbare et inepte coutume inaugurée à Reims après la défaite de la Marne, crevait les monumens précieux au regard tout ensemble de la foi, de l'art et de l'histoire. Les Allemands, n'ayant pu entrer à Ypres, l'incendiaient. Et c'était bien le plus formel aveu de défaite. La cathédrale Saint-

Martin, les maisons des corporations, les magnifiques Halles en flammes où une compagnie de notre glorieux 3e chasseurs se jetait courageusement pour en sauver les trésors, payaient pour dix corps allemands déconfits, une partie de la Garde décimée, l'Empereur humilié, et la ruine d'une ville exquise pour celle des plus ambitieuses espérances.

LES RÉSULTATS

Sans doute, la bataille des Flandres se terminait-elle — apparemment — en bataille indécise. Chacun — ou à peu près — couchait sur ses positions, situation très différente de celle qui, après la Marne, ne s'entrevoyait point seulement, mais nettement s'accusait par la retraite générale et précipitée du vaincu. Évidemment nous avions primitivement pensé, si nous ne nous heurtions à des forces très supérieures, entrer en Flandre, y secourir, s'il en était temps, l'armée belge et, si elle n'avait pu nous attendre entre Anvers et Gand, l'y ramener. Pourquoi ne pas proclamer des espérances qui, à la vérité, furent déçues, mais qui dénotent chez les chefs militaires de l'Entente tout ensemble une initiative hardie et une loyauté parfaite vis-à-vis des Belges attaqués?

Anvers tomba trop tôt et l'armée belge quitta la place dans un tel état qu'on ne pouvait se contenter de *l'appuyer*. On ne pouvait même pas à ce moment se jeter en avant pour la recueillir. Il y fallait de bien autres forces que celles qui — dans la première quinzaine d'octobre — se trouvaient au Nord de la Lys. Le transport des trois corps anglais, puis des premières divisions françaises, l'établissement de la ligne de bataille de l'armée britannique, la constitution d'une armée française de Belgique demandaient quelque temps et, pendant ce temps, l'adversaire avait eu celui de porter en avant, avec les forces qui avaient fait tomber Anvers, les nouveaux corps destinés à écraser la résistance que les armées alliées lui pouvaient opposer de la Lys à la mer.

Dès lors, l'offensive préparée par Foch, en attendant qu'on la pût reprendre, devait, suivant l'expression même du général, se changer en « parade. » Une masse nous assaillait dont il fallait repousser l'assaut, multiple, énorme, enragé, depuis Nieuport jusqu'au Sud d'Ypres. Nul n'ignorait que, dans cette

seconde quinzaine d'octobre, toute l'espérance de l'Allemagne reposait sur ces corps, — vieux ou neufs, — qui, balayant les armées alliées, en rouleraient les débris épars sur Dunkerque et Calais. Cet assaut, il le fallait supporter dans les pires conditions. Au Nord, une rivière insignifiante, sans vallée profonde, facile à franchir, si elle n'était pas défendue par des troupes résolues, aguerries, nombreuses; au Sud, un saillant dont j'ai dit assez les inconvéniens; entre le champ de bataille du Nord et celui du Sud, entre le coude de l'Yser au Sud de Dixmude et les quelques crêtes boisées à l'Est d'Ypres, un large *défaut* mal fermé par le canal de Furnes à Ypres — et en face de ce défaut, une véritable place d'armes ennemie, cette forêt d'Houthulst, tout à la fois écran pour l'attaque, refuge aux replis de l'adversaire, forteresse boisée, constant souci pour notre état-major.

Derrière cette ligne sans consistance dont Foch avait bien vu, en voulant l'offensive, qu'il la fallait, cette ligne, à toute force laisser loin derrière nous, pour que, — entre Ghistelles et Courtrai, — la bataille se déployât à l'aise, des troupes hétéroclites, unies certes par une cordiale entente et une commune résolution, mais obéissant néanmoins à trois chefs : le roi des Belges de son grand quartier général de Furnes, le maréchal French de son grand quartier général de Saint-Omer, le général Foch de son quartier général de Doullens, puis de Cassel, troupes inégales, sinon par la valeur morale, du moins par l'entraînement guerrier, troupes déjà fatiguées, s'il s'agissait des Belges, troupes encore novices, s'il s'agissait des Anglais, troupes bien peu nombreuses, s'il s'agissait des Français, lorsque s'engagea la bataille entre le 17 et le 20 octobre.

Et cependant, cette ligne, il ne fallait, à aucun prix, y renoncer : à tous les degrés du commandement, un Joffre, un Foch, un d'Urbal, — et jusqu'à leur plus petit soldat, — tous sont d'accord sur ce point : ces cantons de Flandre ne peuvent être abandonnés, aucun repli n'est admissible. Car, livrant à l'ennemi le dernier morceau de Belgique, ce repli vaudrait à l'Allemand une immense victoire morale, — si l'on peut appliquer le mot à cette scandaleuse conquête. Tant qu'il restera au roi Albert un mètre carré où planter, en sol belge, le drapeau national, le crime restera impuissant à se couronner d'un triomphe complet. Cette suprême barrière qui, de Nieuport à Ypres, lui est opposée, elle ne défend pas seulement une terre,

des champs, des villages, des cités : elle arrête la scélératesse en marche et, en la faisant butter, on empêche l'envahisseur de proclamer la victoire totale de son banditisme. Que cette barrière fragile tombe, c'est, par ailleurs, un nouveau morceau de France menacé d'invasion et, de Dunkerque à Calais, notre littoral directement en cause : gros aléa, car ce littoral, c'est la région où se noue matériellement le lien entre France et Angleterre. Que durera la guerre? Peu importe! Pour des mois, des années peut-être, les relations seraient étrangement gênées entre les Alliés et une base livrée à l'Allemagne, d'où elle menacerait directement l'Angleterre. Enfin ce serait notre front français tourné vers sa gauche et la *course à la mer*, — cette prodigieuse opération stratégique, — aboutissant à un échec humiliant.

Tout cela, le haut commandement français l'a pensé et le général en chef est bientôt résolu à fournir à son haut lieutenant, le général Foch, toutes les troupes que celui-ci réclamera. On renoncera momentanément aux opérations projetées : on stabilisera volontairement, de Belfort à Arras, le front reconquis, pour que, dans les Flandres, nos meilleures troupes viennent étayer et au besoin relever nos alliés et les trop faibles unités françaises du début de la bataille.

Foch, de son quartier général, a envisagé la situation avec ce bon sens, base de toute science militaire. Ce professeur d'hier, ce directeur des études militaires, s'est déjà révélé au feu, — des combats de Nancy à ceux de la Marne, — le grand chef que nous venons de voir agir. Rien ne semble ni l'étonner, ni l'émouvoir. Placé en face de cette arène, d'abord vide de soldats, qu'est la Flandre, puis de ce chaos militaire qu'est ensuite le champ de bataille, *il supplée d'abord aux forces par les combinaisons* et, ne s'enfermant dans aucune formule absolue, tire cependant un monde de ce chaos. Sa belle humeur cordiale et communicative le fait accepter, sinon comme le chef suprême (la chose eût été préférable, certes), du moins comme un conseiller, et, j'ai déjà dit le mot, un « ordonnateur » de la bataille par les chefs alliés. Son cœur se fait ici le meilleur auxiliaire de son esprit. L'Histoire fera connaître les entrevues au cours desquelles, de Furnes à Saint-Omer, du grand quartier général belge au grand quartier général anglais, se forgea cette entente dans l'Entente qui fait un égal honneur à celui qui dicta des conseils et à ceux qui les surent écouter. Les

conseils du général français — la veille simple commandant de corps — devenaient vite des ordres sous la plume d'un Roi plein de cœur et d'un vieux soldat, maréchal d'Angleterre.

Ce qu'il a conçu ? Ceci : . . . .

Le meilleur moyen de briser l'offensive allemande, c'est de ne jamais renoncer à l'offensive alliée. Aux premiers jours d'octobre, il l'a, cette offensive, conçue très belle, très large, très puissante, qui, allant chercher jusque dans la Belgique conquise l'ennemi qui l'a envahie, s'efforcerait de lui arracher sa proie. Lorsque la chute d'Anvers et quelque lenteur dans l'installation des Anglais en Flandre l'ont obligé à y renoncer, il saisit les morceaux de ses plans, en refait un plan. Le chemin n'est plus libre vers Anvers et Bruxelles, plus libre bientôt vers Bruges et Gand, mais ne pourra-t-on recueillir l'armée belge, la rejeter à la reconquête, soutenue, flanquée, encadrée par les troupes anglo-françaises? Et le jour où ce second projet paraît encore impraticable, il maintient cependant son idée d'offensive. Elle se fera, pour le début, plus modeste, se contentant de déborder par Westende dans la direction de Ghistelles, par Woumen, dans la direction de Thourout, par Roulers dans la direction de Thielt, l'ennemi qui s'avance. Et même quand celui-ci se révélera trois fois plus nombreux qu'on ne l'avait pu penser, le général français entend garder l'arme, la pointe en avant, vers Roulers, car si de Dixmude à Langemarck, nous avons notre *défaut*, l'Allemand peut être, en avant de ce *défaut*, lui aussi coupé en deux. Au pire, et l'offensive serait-elle sans cesse arrêtée, qu'on la devrait toujours reprendre, car grâce à elle le flanc droit des Belges, le flanc gauche des Anglais seront préservés des pires surprises.

Pour cette bataille française au milieu de la bataille générale, il lui faut des troupes et un homme. Il trouve l'homme avant même que les troupes soient là. L'homme doit être avant tout un énergique, beau soldat, qui, payant de sa personne, ait aussi le droit de parler ferme à ses lieutenans, chef incapable d'une défaillance même dans l'optimisme, confiant dans la fortune, entêté dans l'infortune, estimant possible toute entreprise, réparable tout échec, — et le soldat français capable de tout miracle. Cet homme sera le général d'Urbal. Dans cette main musclée qui, pas un instant, ne sentira la fatigue, Joffre mettra des chefs dignes de le comprendre, et par conséquent

prêts à le seconder : un Grossetti d'abord, un Dubois, un Humbert, un Lanquetot, un Conneau, un Mitry, et, sous eux, la pléiade des hauts officiers qui, dans les Flandres, fondèrent leur fortune et leur réputation militaires. Et cette armée française constituée peu à peu, par morceaux, par bribes, si elle ne réalisa pas le plan initial, en remplit un mille fois plus difficile. Jetées au feu parfois une heure après leur débarquement, ces troupes furent promenées de la mer à la Lys avec une incomparable aisance, au gré des nécessités de la bataille, ici, revenant brusquement des Dunes où elles avançaient, vers tel point de l'Yser où l'ennemi a percé la ligne alliée, là portées en quelques heures derrière telle crête que, en avant d'Ypres, l'Allemand escalade. Avant même que l'ordre vienne de haut, on verra tel général français renoncer avec une abnégation faite d'esprit autant que de cœur, à un succès offensif certain, — Grossetti ici et Dubois là, — pour secourir l'allié menacé. Hier, sur la Marne, c'était, je l'ai jadis montré, parmi les chefs français, Gallieni, Maunoury, d'Esperey, Foch, Langle de Cary, Sarrail que la solidarité entraînait la victoire ; aujourd'hui c'est de chef allié à chef allié qu'elle s'exerce. Et une incroyable souplesse au service d'une belle énergie permet ces rétablissemens de situation dont, après coup, l'heureux effet se manifestera au profit de tous.

Les chefs alliés le reconnaissaient. Il serait impertinent de leur en faire un honneur. Mais comment ne pas rappeler après les témoignages touchans de la reconnaissance émue du roi Albert, ces lettres que les grands chefs anglais adressaient, le lendemain de la bataille, aux grands chefs français, du général Haig écrivant : « J'ai constaté et désire signaler le concours rapide et efficace que les soldats français de tous grades, combattans avec le 1er corps, ont apporté aux troupes anglaises pour coopérer avec elles à la défaite de l'ennemi commun », au maréchal French qui, transmettant cette lettre, ajoutait : « Pendant tout le temps de cette campagne, si différente à tout point de vue de celles que l'Histoire a enregistrées, il y a un facteur qui a été le gage le plus constant de nos succès, *c'est le sentiment d'amitié et de coopération loyale qui existe entre nos deux armées.* »

Ce fut, après les grands résultats de cette bataille : l'arrêt définitif de l'ennemi à notre gauche, la conservation au roi des Belges du territoire arrosé du sang des trois armées, la barrière

élevée entre l'Allemand et les ports du Nord, l'Angleterre couverte contre toute entreprise, un résultat inappréciable encore : l'amitié confirmée entre les trois armées alliées, cimentée par les services réciproques, le compagnonnage des armes, le loyal concours, les communes ardeurs et les communs succès. De ce champ de bataille des Flandres, l'Entente sort affermie : les trois drapeaux ont flotté sur le même sol inondé des trois sangs. Hier encore, visitant les cimetières où, côte à côte, dorment, sous les cocardes confondues, les vainqueurs des Flandres tombés en les défendant, j'ai senti mon cœur s'émouvoir et j'ai mieux compris la cordiale affection qui, au cours de cet inoubliable pèlerinage, m'apparaissait dans les yeux et la forte poignée de main de nos alliés.

Chacune de ces armées, par surcroît, avait appris à se connaître elle-même. « Jamais les soldats anglais, écrivait le maréchal French, n'ont eu à remplir une tâche aussi dure et, de toute leur splendide histoire, ils n'ont jamais répondu d'une plus belle façon à l'appel désespéré qui leur a été fait. » La campagne de France, jusque là, ne leur avait point, à ces soldats britanniques, donné conscience de leur valeur, — cette ténacité qui, devant Ypres, trouva sa plus belle expression, — de ce Douglas Haig dont French disait : « Merveilleuse opiniâtreté et courage indomptable, » à ces soldats du régiment *Worcestershire* au souvenir desquels le vieux maréchal semble près de s'attendrir.

Les Belges sortaient de ces combats avec une autre fierté : leur Roi leur avait dit : « Notre honneur national est engagé. Envisagez l'avenir avec confiance, luttez avec courage. » En lisant l'article admirable que l'un de leurs compatriotes, Pierre Nothomb, consacrait à l'Yser, en étudiant les péripéties de la lutte dans les rapports des témoins, je ne pouvais qu'admirer leur bravoure survivant à leurs forces. Ils étaient fatigués, meurtris, comme écrasés déjà en arrivant sur l'Yser. Lorsqu'ils fléchirent, c'est que la résistance physique a des limites; lorsqu'ils tinrent, c'est que la résistance morale peut n'en pas connaître. On peut examiner l'hypothèse d'une retraite au-dessus d'eux ; eux ne la désiraient pas et se battaient bravement où on les fixait et où on les jetait. Ce fut aux cris de : *Louvain! Termonde!* qu'un jour très critique, ils chargèrent les bourreaux de la Belgique. Ils vengeaient leurs frères torturés, leurs foyers

souillés, leurs cités détruites et se montraient dignes de leurs pères, ces gens des Flandres et de Wallonie qui toujours avaient fait échec aux tyrans. Consentant par surcroît à livrer leurs terres à la mer, ils s'égalèrent à ces fiers Hollandais qui, au XVII[e] siècle, avaient sauvé leur pays par un grand sacrifice. Et leur Roi qui s'était couvert d'honneur un jour, en se jetant au travers de la trahison, se couvrit de gloire en mettant dans la main d'un Foch une main loyale qu'une infortune magnifique ne fit jamais trembler.

Que dire de nos soldats? La Marne — après d'autres combats — avait derechef fait éclater leur valeur. Mais, dans cette grande bataille stratégique, aux vastes mouvemens, s'ils s'étaient certes sentis des vainqueurs, le corps à corps y avait été rare avec l'ennemi abhorré. En Flandre, — au cours de cette mêlée sans précédent et que seule la bataille de Verdun devait dépasser, — ils saisirent l'Allemand à la gorge. Ce furent des combats épiques, fabuleux. Des fusiliers marins de l'amiral Ronarc'h et des soldats de Grossetti à ceux qui vinrent ensuite, tous sortirent de là si pleins d'orgueil que leur valeur en était doublée. « Nous avons eu à Poelcappelle cinq régimens de la Garde prussienne qui, les uns après les autres, sont venus se briser contre le 66e, » écrit fièrement un soldat. — « Le 9e corps a tenu en échec pendant vingt jours 350 000 Allemands. » Ce jeune soldat peut exagérer les chiffres : qu'importe! Tous comme lui sentent qu'ils ont, par un magnifique ensemble de vertus, gagné une grande partie.

Ils l'avaient gagnée. Le 30 octobre, quand de Ramscapelle, où l'Allemand semble rompre la dernière défense au Nord, à la crête d'Ypres, que 300 000 Allemands assaillent, tout semble céder, l'Empereur paraît. L'horizon s'ouvre devant lui. La Marne va avoir sa revanche. Il attend à Thielt les nouvelles. Ypres où il entrera demain sera la première étape; Calais marquera la seconde, Calais que toute l'Allemagne dit menacé. Le 5 novembre, l'Empereur rentre en Allemagne. C'est la seconde déception, — cruelle, — et il n'en éprouvera pas de plus grande jusqu'à l'heure où, derrière Douaumont, il verra Verdun échapper à son étreinte.

Les pertes ennemies étaient, cependant, immenses. Un officier allemand avouait, dès le 2 novembre, que le bruit courait que la bataille coûtait près de 300 000 hommes à leur armée. Le même

jour, un agent signalait que neuf trains passaient à Bruxelles; sinistre convoi qui véhiculait 30 000 morts, tandis que dans les usines de Louvain, Seraing et Charleroi, « les installations crématoires fonctionnaient depuis des jours continuellement. » Au Nord, l'eau glauque couvrait le *shoore*, sur lequel flottaient de sinistres épaves. Au Sud, les pentes des crêtes étaient couvertes d'un tapis de cadavres allemands. Les Russes pouvaient continuer à fouler la Prusse orientale et marcher, par ailleurs, sur Przemysl bientôt investi. Trois cent mille Allemands manqueraient au rendez-vous que, sur le front d'Orient, leur donnait Hindenburg.

Et, un dernier morceau de royaume étant conservé au Roi des Belges à la confusion du crime arrêté, Dunkerque et Calais continuaient à faire la liaison, tous les jours plus précieuse, entre l'Angleterre et la France. Enfin, le mur était fermé, derrière lequel nous allions forger nos armes. « Au total, ajoutait Foch le 19 novembre, avec la plus grande simplicité, les Allemands, après trois mois de campagne, aboutissent à une *douloureuse impuissance* à l'Ouest. »

C'était le dernier mot de la bataille des Flandres.

LOUIS MADELIN.

RÉCITS DE L'INVASION[1]

II[2]

HISTOIRE

DE GOTTON CONNIXLOO

I

Le village de Metsys, qui groupe ses toits gris dans la plaine flamande, non loin de Malines, a conservé intacte jusqu'à ce jour une belle église de style flamboyant. Sa façade irrégulière ressemble à un vieux visage couvert de rides dont le sourire amical et mystérieux recèle un monde de secrets. Aux voussures du porche s'enroulent des guirlandes de fleurs et de fruits. Le tympan, où apparaît la Vierge Marie encensée par les anges, frémit d'un battement d'ailes. Un gable pointu surmonte le porche et répète l'angle aigu de la toiture. De la croisée du transept s'élève un clocher si fin et si précieusement ajouré qu'on dirait qu'il va trembler dans le vent ou dans la vibration des vifs carillons qui s'en échappent les matins de dimanche. Autour de l'abside dorment des tombes.

Le voyageur qui arrive à Metsys au soir d'un jour pluvieux, marche longtemps à travers la grasse campagne monotone, passe des villages dont les tas de fumiers sont presque gros

(2) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

comme les chaumières, il longe des canaux où les péniches noires sur l'eau luisante semblent cheminer dans un rêve accablé, — morne route! Lorsqu'il voit jaillir sur la mince zone ambrée de l'horizon l'aérien clocher, il jouit d'un soudain allégement. La flèche de pierre entraîne vers les hauteurs les soupirs qui se perdaient tristement dans l'immensité de la plaine. Ranimé comme par un signe d'appel et d'espérance, le voyageur se hâte; et s'il s'arrête au crépuscule sur la place plantée de tilleuls où bruit une petite fontaine, parmi les humbles maisons rangées en rond devant lesquelles barbotent quelques canards, s'il contemple la vieille église recueillie et parée sous ses joyaux, il en frissonnera peut-être comme s'il découvrait une grotte aux fées.

Depuis bientôt vingt-six ans, — l'on m'assure que l'occupation allemande n'y a rien changé, — les habitans de cette petite place voient entrer dans leur église, tous les jours, à midi, puis de nouveau le soir, entre chien et loup, un personnage grand, mince, aujourd'hui courbé et dont la barbe, longtemps très noire, commence à blanchir; c'est le sonneur et chantre Connixloo. Lorsqu'il a sonné l'*Angelus*, il traverse la place de son pas long et mécaniquement hâtif, regagne sa maisonnette située en face de l'église et se rassied à l'établi de cordonnier où les gens de Metsys lui apportent leurs souliers à rapiécer. C'est un homme solitaire; les matrones du village ne s'attardent pas auprès de son établi. La solennité des grand'messes dominicales où, depuis tant d'années, il chante seul et debout, dans la première stalle du chœur, l'*Introït* et le *Kyrie*, le revêt d'un prestige permanent. Sa figure maigre et triste, l'expression sévère de son nez aquilin et de sa bouche serrée intimident. On respecte ses habitudes de silence. On sait qu'il a eu de grands malheurs, mais personne, hormis le curé, n'ose jamais l'en entretenir. Sa grande piété l'enveloppe de mystère et le protège des indiscrétions. On se dit que c'est un homme qui a société dans l'autre monde. Le cadre si régulier de sa vie est une niche, où il apparaît comme un saint, rigide, retiré les yeux au ciel. Pourtant, si l'on scrute de près sa physionomie, on y remarque un clignotement des yeux qui indique une nature nerveuse et inquiète; si l'on cherche son regard, on sent quelque chose qui s'agite au fond de ses prunelles brunes et se dérobe. Un observateur perspicace comprendrait assez

vite que, dans sa niche de solitaire, le chantre de Metsys abrite une âme craintive, inégale et tourmentée.

Cet homme a été marié. A Metsys, ses contemporains se rappellent encore le beau festin de noces donné, — il y a de cela vingt-cinq ans bien comptés, — dans une ferme des environs d'où ils avaient ramené en cortège, à la lumière des lanternes, par une neigeuse nuit d'hiver, Jeanne Maers vers la maison de Connixloo. On n'avait pas vu, de mémoire d'homme, une plus belle fiancée. Deux ans après le mariage, on la portait en terre. Elle venait de donner le jour à une petite fille.

Resté veuf avant trente ans, Connixloo n'avait jamais voulu se remarier, malgré les conseils qui ne lui avaient pas fait défaut. Les hommes lui disaient à la brasserie :

— Vivre sans femme, Connixloo? tu n'y penses pas! Et ça ferait pourtant mauvais effet si on savait que le chantre de Metsys court les jupons!

Il répondait en citant l'apôtre saint Paul qui, disait-il, écrivit une épître pour recommander aux chrétiens de ne pas se marier s'il était possible, et au pis de se contenter d'une fois. Cette attitude étonna tellement qu'on se demanda si la belle Jeanne ne lui avait pas causé du chagrin. Car on oublie bien, pensaient ces hommes, une femme qu'on a perdue, mais non une femme qui vous a trompé.

La petite fille, qu'on appela Marguerite à son baptême et plus habituellement Gotton, fut mise en nourrice jusqu'à l'âge de trois ans chez les parens de sa mère. Puis Connixloo voulut la prendre chez lui; il fabriqua pour elle un petit lit avec un édredon de plumes, il alla lui acheter à Malines deux poupées et, sans réfléchir qu'elle en avait passé l'âge, une douzaine de bavettes brodées. La grand'mère étant morte au cours de ces trois ans, il n'eut pas de peine à se faire rendre l'enfant par deux jeunes tantes en plein épanouissement de maternité.

Quand la petite Gotton fut installée à Metsys, elle attira quelques visites féminines chez le sévère Connixloo. On venait tantôt lui apporter un peu de fromage frais, tantôt, si l'on avait su qu'elle était malade, un remède contre le rhume ou la colique, tantôt on offrait de l'emmener jouer dans telle ou telle ferme où il y avait des petits enfans. On la trouvait trottinant autour du tabouret où son père était assis tirant l'alène, ou bien accroupie devant la cheminée et interrompant la contemplation

des braises rouges par de subites cabrioles et des éclats de rire. Elle était jolie et sa solitude émouvait le cœur des femmes. Les excellentes visiteuses reprirent auprès du veuf l'œuvre de persuasion dans laquelle la grosse trivialité masculine avait échoué. « Élever une fille, lui disait-on, la gouverner, vous ne savez pas comme c'est difficile pour un homme! Tout chantre que vous êtes, vous y perdrez votre latin, Connixloo! » Il y avait en particulier dans le village une veuve sans enfans qui possédait un peu de bien et s'était figuré que Connixloo ne pouvait manquer de l'épouser. Plusieurs années durant, elle y compta, se disant qu'après tout il serait acceptable pour des secondes noces, pas gai, mais fidèle, et du reste bien de sa personne avec son nez mince et sa barbe noire. Elle allait chez lui plusieurs fois la semaine et passa bien des nuits à préparer sa résignation digne, mais empressée, à un mariage qui ne lui fut jamais offert. Cette veuve et plusieurs autres femmes, par la suite, ne voulurent pas de bien à Connixloo ni à sa fille. A leurs exhortations, il répondait : « Bah! le bâton deux ou trois fois l'an entretient les bonnes mœurs, surtout quand il y a aussi le bon exemple. » Les femmes rentraient chez elles en plaignant la petite.

Pour mieux donner le bon exemple et se préserver des tentations, Connixloo devenait de plus en plus dévot. Ses fonctions à l'église lui ménageaient avec l'Éternel une intimité toute particulière. Quand il parlait des choses de Dieu depuis le mystère de la Sainte-Trinité jusqu'à la dernière burette acquise par la paroisse, c'était avec le sérieux, la modestie orgueilleuse et les sous-entendus d'un serviteur privilégié. M. le curé lui avait fait don d'un catéchisme fort développé du diocèse de Malines. Il s'y instruisait, le soir, en revenant de sonner l'*Angelus* quand il avait fini son travail et couché la petite. Assis sur son lit et penché vers le lumignon, il scrutait les points difficiles de la doctrine et se heurtait péniblement à de savans vocables incompréhensibles. Pourtant, quelque lumière naissait par endroits de son étude et il en ressentait une joie sèche et silencieuse. Le dimanche, à la brasserie, il entretenait de théologie l'instituteur, le bourgmestre et quelques fermiers. Il avait des idées très nettes sur la distinction du péché mortel et du péché véniel, — et qui n'étaient pas rassurantes. Il parlait aussi, volontiers, des indulgences et vous énu-

mérait avec un clignotement des yeux confidentiel et comme une sorte de gourmandise les pèlerinages qu'il avait faits, les scapulaires dont il était muni. Puis il terrifiait l'assistance débonnaire en ajoutant avec un grand coup de poing sur la table : « Tout ça, mes amis, si vous avez sur la conscience un seul petit péché mortel pas confessé, ça vous passe dessus comme de l'eau sur un dos de canard ! »

Gotton grandissait et l'on admirait qu'elle fût si sage. A sept ans, elle commença de fréquenter l'école et y resta jusqu'à sa première communion. Après quoi, elle fut envoyée pour trois mois chez ses tantes de la ferme Maers qui lui apprirent à soigner les vaches, à les traire, à baratter la crème, à faire le beurre et différentes sortes de fromage frais. Elle s'initia joyeusement à tous ces travaux, en compagnie de petites cousines de son âge. Les rires de ces enfans l'agitaient et plus encore les baisers qu'elle les voyait continuellement recevoir de leurs mères. Possédée d'une étrange émotion, où un plaisir suraigu se mêlait de détresse, elle riait plus fort que les autres et se pendait à son tour au cou de la plus jeune de ses tantes, qui était douce et jolie et allaitait son dernier bébé. Elle se prit pour cette jeune femme d'une sorte de passion, la cherchant, la suivant partout des yeux et l'appelant tout haut la nuit dans ses rêves. A cause de cela, on la jugea singulière et l'on blâma derechef l'obstination de Connixloo.

Les trois mois écoulés, la petite Gotton, à peu près instruite dans les arts du laitage, quitta en pleurant une maison trop pleine, trop active et trop heureuse pour qu'on pensât à l'y regretter. Ce fut l'aînée de ses tantes qui la reconduisit à Metsys. Celle-ci souffla dans l'oreille de Connixloo en lui laissant la petite : « Elle est bien gentille; mais elle vous donnera du fil à retordre ! »

Cependant Connixloo avait remis en état une petite étable longtemps inemployée qui se trouve à l'arrière de la maison, du côté où un petit potager se continue par des champs à perte de vue. Et il venait de mettre le plus clair de ses économies à l'achat de deux belles vaches, choisies au marché de Malines. En regardant les magnifiques bêtes rousses et blanches, fumantes dans le matin d'automne et battant de la queue l'énorme voûte surbaissée de leurs flancs, Gotton se sentit réconfortée. Son père lui dit qu'il faudrait les mener paître tous les jours

comme elle avait vu faire à ses cousines, leur tirer le lait matin et soir et préparer, comme elle venait aussi de l'apprendre, du fromage frais qu'un crémier de Malines enverrait prendre deux fois la semaine. Gotton avait douze ans. Elle se sentit traitée en grande personne et en éprouva tout ensemble de l'orgueil et de la mélancolie. Le sentiment profond et mystérieux d'une absence mettait un trouble dans toutes ses pensées. Elle se rappela sa jolie tante et les rires de ses cousines et elle songea : « C'est donc fini; je ne suis donc plus une enfant! » Lorsqu'elle eut gâté ses premières livraisons de fromage, le bâton paternel lui ôta quelque chose de cette illusion; mais en se disant : « Je ne suis plus une enfant, » elle se représentait surtout qu'elle vivrait sans que personne l'embrassât. Personne en effet ne l'embrassait et dans sa solitude elle avait des heures de langueur où le besoin de caresses faisait frémir ses lèvres.

Connixloo avait découragé les assiduités féminines; du reste, une petite fille de douze ans n'intéresse plus guère l'instinct maternel que chez sa propre mère, et si aucune veuve ou fille du village ne pensait plus à épouser le sonneur, aucune femme non plus n'eût désiré prendre soin de Gotton. L'enfant grandit à l'abandon, rêvant seule, des après-midi entiers, dans les pâturages où elle conduisait ses vaches. Plus tard, quand elle se rappelait cette période de sa vie, elle retrouvait la sensation de la brume qui vous pénètre d'heure en heure, qui engourdit la tête et refroidit le sang. Ses souvenirs se condensaient en des images d'automne, lentes et grises.

Dans la monotonie désolée de cette vie, elle oublia bientôt sa jolie tante et ses cousines et la gaieté de la ferme Maers. Elle oublia aussi tout ce qu'elle avait appris à l'école. Le soin de l'étable et la culture de quelques légumes absorbaient ses pensées. Sous le poids du silence, son esprit se collait à la terre, grasse et exigeante maîtresse. Pourtant il lui resta un plaisir, un étonnement, une source de rêve : ce fut la vieille église. Elle n'aimait pas les offices où elle voyait les autres petites filles, vêtues de robes plus soignées que la sienne, se grouper autour d'une mère ou d'une sœur aînée; mais elle aimait venir seule à l'église, quand elle avait rentré ses vaches, après un long après-midi dans les prairies humides, se réchauffer l'âme aux feux des vitraux. Elle en guettait jusqu'à la nuit les scintillations de plus en plus sombres. Il faisait si froid, dehors,

et si morne; le grand horizon semblait transi, les chaumières accroupies au bord de la route boueuse avaient un air de pauvre bétail grelottant! Mais dans la petite église aux ornemens bizarres, pleine de choses grêles et tumultueuses, une inextinguible ardeur faisait éternellement palpiter les vitraux. Le mystère de ces feux vitrifiés fascinait l'enfant. Ses yeux se repaissaient de pourpre ténébreuse et de bleu. C'étaient des monceaux de gemmes, des essences brûlantes, des élixirs vivans qui lui offraient le spectacle d'une infatigable frénésie. Elle tombait, en les contemplant, dans un abîme de rêverie. Cela lui semblait si beau, si étonnant que ces petits morceaux de verre assemblés pussent continuer ainsi de tressaillir et de brûler à travers les pâles hivers mouillés et l'ennui terne, inexorable qui noyait la campagne! Elle s'émerveillait de leur incommunicable secret, de cette passion active et dévorante qui, au premier rayon de l'aube, se ranimait en eux. Et peut-être se demandait-elle, dans un de ces instans d'éveil spirituel qui passent sans presque laisser de souvenir, s'il existait quelque part sous l'écorce de la terre ou derrière les nuages et derrière même la coupole des journées claires un semblable foyer de vie et d'ardeur, un cœur haletant d'où nous vient notre sang et notre âme, et tout amour, toute lumière, tout espoir... Mais qu'elle se sentait loin de ce divin foyer et quelle épaisseur de brume, de limon et d'ignorance entre elle et lui!

Elle rentrait à la maison d'un pas distrait, l'âme lourde d'obscurs désirs informulés. Elle trouvait son père assis à l'établi, pâle, la tête penchée sur un vieux soulier. Il se levait pour aller sonner l'*Angelus* et préparer les burettes pour la messe du lendemain. Elle allumait la lampe qu'une chaîne de cuivre suspendait à la poulie du plafond. Puis commençait la longue veillée muette. De loin en loin, Connixloo posait une question à sa fille ou lui donnait un ordre au sujet du travail domestique. L'enfant avait un peu peur de son père, comme d'une puissance qu'on ne comprend pas. Elle lui obéissait strictement, avec une soumission presque machinale. Elle ne songeait pas à se demander si elle l'aimait : elle le subissait en silence comme la pluie, le vent, le long hiver. Pourtant, au début, Connixloo avait eu de la bonne volonté; il avait désiré que sa petite fille fût gaie et se sentît en confiance avec lui. Mais comment s'y prendre? Ces futures femmes sont si mysté-

rieuses déjà ! A sa façon, Gotton était aussi pour Connixloo une puissance qu'on ne comprend pas. Dépité de sa propre maladresse, il avait renoncé à plaire et cédait à son penchant naturel pour un laconisme dur.

Près de lui, l'enfant se sentait encore plus perdue que dans l'immensité somnolente des champs. Assise au coin du feu, surveillant la soupe, elle souhaitait qu'il ne lui parlât pas et s'abandonnait au jeu lent de sa rêverie. C'étaient le plus souvent de pauvres images bourbeuses et triviales qui se déroulaient dans sa tête. Mais parfois, à travers l'épaisseur engourdie de ces souvenirs qui semblaient composer tout son esprit, perçait une étrange aspiration qui ne ressemblait pour Gotton à rien de ce que les mots peuvent dire, un désir humble, naïf et triste de n'être plus Gotton Connixloo, gardeuse de vaches sous un ciel pluvieux, un rêve sans paroles, presque sans images, assez puissant pourtant pour éveiller à demi dans une sourde souffrance toute la profondeur de ses entrailles.

***

Sept années avaient passé et Connixloo se frottait quelquefois les yeux en murmurant : « Seigneur bon Dieu ! Que ça pousse vite, une fille ! » Il s'aperçut presque subitement que l'enfant était devenue femme et qu'elle était très belle. La transformation l'étonna comme si elle eût été l'œuvre d'un seul matin. Gotton avait dix-neuf ans et du corps vigoureux grandi sous d'humbles vêtemens, dans de grossiers travaux, le mystère féminin s'exhalait à présent comme une odeur suave et confuse. Elle était silencieuse, autant que jamais ; mais dans ce silence qui autrefois semblait bêtise ou humilité, Connixloo soupçonnait maintenant une vague menace. « Oui, pensait-il, ils avaient raison, ce n'est pas facile de savoir ce qu'une fille a dans la tête. » Elle ressemblait à sa mère, une vraie Flamande, tandis que lui avait du sang wallon. Il ne pouvait penser sans un malaise à cette florissante jeune femme qu'il avait trop violemment aimée. Oui vraiment, il eût souhaité ne pas se rappeler que pour Jeanne Maers il eût jadis vendu son âme. Il lui en voulait encore, malgré sa fin si prompte et si pitoyable à ses premières couches, et il en voulait à Gotton.

Elle avait cette ample beauté des Flandres, hardie, fleurie, vivante et riante en ses rondeurs : des cheveux blonds qui

pesaient sur sa nuque comme une corde d'or dix fois tordue et nouée, un cou puissant d'une blancheur humide et nacrée, des joues d'une pulpe aussi lumineuse que des pivoines nouvellement écloses dans une aurore de printemps. De petites mèches brillantes s'envolaient autour de son front poli. Ses sourcils rares traçaient une longue courbe fuyante et dorée sur de petits yeux si clairs, si frais, si transparens qu'ils semblaient miroiter de l'intarissable nouveauté des sources.

Que signifiaient les scintillations de ces petits yeux ? Voilà ce que Connixloo se demandait parfois, mordu d'une brusque inquiétude, quand Gotton silencieuse, la bouche humide, les joues éclatantes, rentrait des champs avec les vaches. Il la regardait venir du seuil de la chaumière, debout entre les touffes de géranium qui devaient sans doute au voisinage du tas de fumier le rouge épais de leurs corolles. Vaguement, il percevait ce qu'il y avait de charnel et de voluptueux dans la démarche lente de cette belle fille, dans le balancement de ses épaules et de ses hanches robustes. On était en mai. Il songeait : « Elle a changé depuis l'hiver. Ce n'est peut-être pas prudent de la laisser passer seule des journées aux champs ! » L'éclosion de cette fleur de jeunesse ne lui était qu'un pesant souci.

« Il faudrait la marier, » se disait-il encore. Mais elle était têtue et elle avait déjà tourné le dos depuis un an à plusieurs partis du village, sans que personne pût comprendre pourquoi.

— Rien de nouveau ? lui demandait-il comme elle arrivait au seuil.

— Rien, répondait-elle. Il n'y avait jamais rien de nouveau. Mais pourquoi cette lumière bizarre dans ses prunelles, cette petite flamme naïve, méchante et joyeuse ? Demain, il irait lui-même la surprendre aux champs.

Vers trois heures, le lendemain du jour où ses confuses craintes s'étaient résumées en cette résolution, Connixloo traversa le village et suivit la route, entre des champs de betteraves, jusqu'à une bande de pâturage qui borde la lisière d'un petit bois. Gotton se tenait là, près de ses vaches, debout dans l'herbe épaisse, un bas de tricot à la main. Mais ses aiguilles ne travaillaient pas et elle semblait suivre des yeux un homme qui s'éloignait par la route. Connixloo regarda cette silhouette qui seule bougeait dans la plaine. C'était celle d'un homme large d'épaules, presque trapu et qui boîtait. Il allait tête nue

et l'on pouvait distinguer que ses cheveux étaient roux. Du côté de sa jambe la plus courte, il portait, suspendu dans sa main, quelque chose de brillant et qui semblait lourd. Cela avait l'air d'un paquet de faux ; en le remarquant, Connixloo fit réflexion que la première fenaison ne tarderait pas. Il s'arrêta un instant perplexe, inquiet, pnis aussitôt se rassura : un boiteux ! Il aborda Gotton qui ne l'avait pas vu venir.

— Bon pâturage, ici, pour les vaches ?

Gotton retourna la tête sans marquer la surprise, mais elle avait le sang au visage.

— C'est toi, père ? L'herbe est bonne, oui ! et la journée est belle aussi !

Si Connixloo eût gardé un soupçon, il n'en eût rien dit à sa fille pour ne pas la mettre en défiance et la mieux surveiller. Mais, déjà soulagé, il lui demanda pour en avoir le cœur tout à fait net :

— Tu n'as parlé à personne ?

— Si, fit-elle.

— Tiens donc, et à qui ?

— Tu ne le connais pas. Un forgeron d'Iseghem qui passe quelquefois par ici.

— Et toi, donc, comment le connais-tu ?

— Il m'a parlé sur la route.

Il y eut un temps de silence. Gotton tricotait. D'une voix aigre, Connixloo reprit :

— Et il y a longtemps que tu as fait cette belle connaissance ?

— Quand j'ai moissonné à Iseghem l'été dernier, c'est lui qui m'a refait l'anneau de ma faux.

Connixloo se rappela le paquet de lames brillantes qu'il avait aperçu de loin. Il demanda :

— Était-ce lui qui s'en allait par la route quand je suis arrivé ?

— Peut-être.

— Il est boiteux ?

— Ça se peut bien ! dit-elle avec un accent irrité.

— Et pourquoi que tu n'as rien dit à ton père de cette connaissance-là ?

Gotton releva sur son père ses petits yeux scintillans et ne répondit pas.

Connixloo se sentit envahi d'une émotion étrange où la peur l'emportait sur la colère. Si Gotton avait baissé la tête, si elle s'était embrouillée, si elle avait eu l'air de mentir, elle l'eût rendu furieux; mais cette directe franchise et ce regard incandescent lui donnaient le frisson. Il eut la sensation soudaine de cet abîme d'impuissance où un aveu pourrait le jeter. « Je la surveillerai, se dit-il; elle a l'air prêt à dire quelque chose d'extraordinaire. » Et il reprit avec plus de calme :

— Écoute, Gotton, tu sais que je ne veux pas de ça. Tu peux te marier le jour qu'il te plaira. Il ne manque pas de braves garçons à Metsys à qui tu as fait la grise mine. Si tu veux rester fille, libre à toi. Et si tu ne veux pas rester fille, prends un mari. Mais pas sur les routes, tu m'entends. Je ne t'ai pas élevée dans l'honneur et la religion pour que tu fasses la nique à des partis convenables et t'en ailles courir les amourettes à travers champs.

Gotton ne protesta pas de son innocence et ne fit aucune promesse : elle se tut. Connixloo, sans savoir pourquoi, devant ce silence qu'il pouvait prendre pour du respect, se sentit décontenancé. Il tira sa pipe de sa poche, et quand il l'eut bourrée, de ses doigts qui tremblaient un peu, il dit :

— Assez d'herbe aujourd'hui pour les vaches; rentre avec moi.

Gotton piqua de l'aiguille les deux vaches rousses qui ruminaient accroupies et les poussa devant elle. C'était dommage de rentrer sitôt. Le ciel était d'un doux bleu clair, et de cette lisière du bois on entendait roucouler des ramiers. Ils marchèrent côte à côte et tristement jusqu'au village. Connixloo fumait sa pipe en remuant des pensées inquiètes et Gotton, pleine d'un trouble amer, soulevait de temps en temps son bras et le laissait traîner avec langueur sur l'échine d'une de ses vaches. Quand elle eut ramené ses bêtes à l'étable, en attendant l'heure de les traire, elle rentra dans la salle basse où un vieux jambon resté de l'hiver pendait aux poutres noirâtres du plafond, parmi des chapelets d'oignons. Son père l'attendait debout près de la fenêtre, nerveux et mordillant son pouce. Mais quand elle fut là, il ne sut que lui dire. Sa table, avec les instrumens tout préparés et plusieurs paires de chaussures promises pour la fin de la semaine, l'invitait au travail. Il essaya de s'y mettre. Gotton cependant ranimait le feu et don-

naît du soufflet sur les cendres. Elle eût voulu dire quelque chose de gentil; elle avait pitié de son père parce qu'il était triste et aussi parce qu'il était dur. Levant la main vers le jambon couleur de cuir, elle dit :

— Veux-tu, père, que je le mette à dessaler, et tu inviterais M. le curé à le manger avec nous dimanche?

— C'est une bonne idée, dit Connixloo, et même j'y vais tout de suite.

Décidément, il ne tenait pas en place. Au curé, il s'ouvrit à demi de ses inquiétudes.

— Ne te tracasse pas trop, mon bon Connixloo, lui dit le curé; tu lui as toujours donné le bon exemple, ce ne sera pas perdu. Seulement, vois-tu, elle est jeune; ne lui fais pas la vie trop triste. Le jeune sang peut bien tourner au vice en dedans quand on ne le laisse pas bouillonner un peu honnêtement au dehors. Gotton est une bonne enfant, mais elle a toujours eu des fumées dans la tête. Veille sur elle et amuse-la quelquefois. Et puis, envoie-la-moi bientôt pour que je lui parle. Adieu, Connixloo, et merci pour dimanche; c'est entendu!

Le lendemain Connixloo quitta la maison sur les pas de Gotton et, par un chemin détourné, il gagna le petit bois à la lisière duquel il l'avait trouvée la veille. Il l'aperçut de nouveau dans la prairie et, se cachant derrière un buisson d'épine, il résolut de l'observer jusqu'à l'heure du retour.

« Je saurai bien ce qu'il en est, pensait-il; ce n'est peut-être pas pour rien qu'elle est revenue au même endroit. » Il s'étendit à plat ventre, les coudes enfoncés dans la mousse où traînaient des guirlandes de pervenche fleurie. Le bois était plein d'une douce odeur de verdure neuve; les abeilles bourdonnaient dans un merisier en fleur et, sur les hautes branches des chênes, des ramiers, dont les voix confuses, nombreuses, semblaient sortir d'un demi-sommeil azuré, se renvoyaient les longs et faibles soupirs de la volupté. Parfois sur la trame ondulante de leurs roucoulemens se détachait le cri plus vif, plus joyeux, plus impérieux qu'un petit oiseau jette à plein gosier, un cri qui s'élevait au milieu de ces soupirs comme la voix du petit enfant triomphant naît des langueurs et des pamoisons de l'amour.

Connixloo était entré comme un étranger dans cette fête du

printemps, et voici que son esprit se prêtait insensiblement aux suaves influences dont l'air était animé. Il se rappela qu'il avait chassé quand il était jeune et la fraîcheur des aubes lointaines où il guettait le renard au bord d'une clairière lui revînt à la mémoire, avec ses senteurs de feuille morte et d'herbe mouillée. Il y avait longtemps qu'il n'avait pensé à cela; longtemps qu'il ne s'était trouvé ainsi, seul et immobile, dans le bruissement et le parfum de milliers de vies qui nous ignorent. Il se passait en lui quelque chose de bizarre, comme un léger déplacement de ses axes spirituels, et le contact du sol tiède et moussu faisait courir dans ses jambes maigres un frémissement de bien-être qui ressemblait à de la jeunesse.

En tendant le cou, il pouvait voir, entre deux buissons d'aubépine, le pré de la lisière baigné de cette blonde et liquide lumière qui s'échappe d'entre deux nuages. Gotton était là, debout dans la pluie d'or, contre un horizon chargé. Elle paraissait fraîche et brillante comme une belle image, avec sa jupe rayée de vert et de bleu et le petit fichu à dessins, couleur de faïence, qui se nouait au bas de son cou blanc et renflé. Connixloo la considéra longuement et, peu à peu, il oublia presque pourquoi il était venu aux aguets dans le bois; il oubliait Gotton; il revoyait Jeanne Maers que Dieu lui avait enlevée, croyait-il, parce qu'elle l'eût empêché de faire son salut : Jeanne Maers belle comme une aurore de mai, comme une prairie tout en fleur, comme un jardin éclatant. Il se rappela qu'il avait ainsi rôdé autour d'elle, qu'il s'était caché pour la voir à son aise, pour étancher la soif qu'il avait de la voir au temps de ses vingt ans, lorsque, tout enfiévré d'amour, il n'osait pas faire sa demande. Et d'un seul bond, en une seule vague, comme s'il n'avait jamais fait de pèlerinages ni brûlé de cierges pour obtenir d'oublier Jeanne, les souvenirs passionnés de son mariage l'envahirent tout entier : il revit la jeune épousée, souriante et craintive sur le lit nuptial, levant vers lui son clair visage pareil à une large rose que les baisers ne froissaient pas. Cette vision, avec tout ce qu'elle évoquait de fureur amoureuse et de délices, le bouleversa si profondément qu'il eût voulu marcher, parler, pour dominer la violence du désir et se retrouver lui-même, Connixloo chantre et sonneur, homme sans faiblesses qu'une femme ne ferait pas dévier d'une ligne hors du droit chemin. Mais la nécessité de rester caché, de

tenir le guet le rappela au présent : il était venu pour surveiller Gotton qu'il soupçonnait d'être en proie à cette même fièvre, à ce même délire enflammé dont un ressouvenir venait de traverser son sang. Il se reprit avec colère au sortir de la minute étrange de rêve et de vertige; il serra les dents et sentit s'augmenter la détestation qu'il avait de ces erreurs de la chair dont la tentation redoutée venait de l'humilier lui-même.

Gotton était descendue jusqu'au bord de la route et, abritant ses yeux de la main, elle semblait regarder et attendre quelqu'un qui approchait. Connixloo l'observait, le regard tendu, le cœur battant. Et voilà qu'au tournant de la route, il vit surgir une silhouette qu'il reconnut aussitôt : c'était le forgeron boiteux d'Iseghem, aperçu la veille. Il portait cette fois-ci sur son épaule deux grandes pioches. Il marchait vite. Peut-être dirait-il seulement bonjour en passant; il avait l'air d'aller à son travail. Mais non : il abordait Gotton, il enjambait le fossé pour la rejoindre dans le pré. Il était tout près d'elle, maintenant; il semblait lui parler les yeux dans les yeux. Connixloo voyait distinctement sa chemise bleue, son tablier de cuir noirâtre, sa barbe rousse; il voyait ses gestes qui paraissaient être tantôt de prière et tantôt de chagrin; mais il ne pouvait entendre aucune parole. Que se disaient-ils, si graves? Connixloo s'attendait à de grands rires, à des coquetteries, à des friponneries. Et ils étaient là tous les deux parlant bas, tristes, aurait-on dit, et Gotton les bras pendans avait l'air de ne savoir que devenir. Au bout d'un quart d'heure environ, elle se retourna vers les vaches qui paissaient en haut du pré et elle entraîna le forgeron. Ils regardèrent ensemble les belles bêtes fauves, aux mamelles rosées et gonflées et Gotton se mit à en caresser une sur le front. Alors le forgeron irrité lui prit la nuque entre les mains et lui renversa la tête sous une tempête de baisers.

Connixloo s'était redressé entre les buissons d'aubépine; il suffoquait d'indignation. Il eût voulu bondir en avant, mais il n'était pas armé, et cet homme, ce boiteux, avait des épaules de lutteur : il pourrait le tuer d'un coup de pioche. Il s'enfuit à travers le bois...

Quand Gotton eut rentré les vaches, elle alluma le feu dans la grande pièce basse qui sentait le cuir et le lard. Elle suspendit la marmite, par une double chaîne, à deux crocs, fixés à droite et à gauche de l'âtre, et se mit à éplucher sur ses genoux

les oignons et les pommes de terre pour la soupe du soir. Elle était étonnée, et contente, que son père ne fût pas là comme de coutume à sa table de ressemeleur. La solitude prolongeait en elle l'écho des paroles étranges qu'elle avait entendues, paroles effrayantes et délicieuses : « J'ai faim et soif de toi. Depuis que je t'ai vue à la moisson d'Iseghem, je n'ai plus eu un jour de repos; tu ne peux pas comprendre le mal que c'est. Ça ne peut pas continuer, vois-tu, Gotton. Si seulement tu connaissais ce mal, tu saurais que ça ne peut pas continuer. »

Non, Gotton ne savait pas, ne comprenait pas; mais en plongeant son regard brillant et naïf dans les yeux de l'homme qui lui parlait ainsi, elle y voyait brûler une flamme chaude, palpitante, fascinante, qui l'étonnait et l'attirait comme autrefois les tisons pourprés des vieux vitraux mystérieux. Pourtant elle se défendait; elle disait : « Mais ta femme?... Mais tes enfans?... Mais mon père?... » Et lui murmurait plus ardemment : « Je t'aime! » Quelquefois aussi, il lui répondait directement : « Ma femme ira vivre chez ses parens qui sont riches et ne nous ont jamais aidés. Elle n'a point d'affection pour moi; elle n'aura que de la colère et pas de chagrin. Elle se fera du bien en racontant du mal de moi. Et ton père?... Mais ton père ne t'aime pas; il te garde comme une pièce d'or, comme une chose qu'on pourrait lui voler. Moi, je t'aime... Tu seras pour moi comme mes propres yeux, comme mon propre sang. »

Et il faisait des projets pour l'avenir; il expliquait : « La forge de Meulebeke est à vendre depuis deux ans que le forgeron est mort. C'est moi qui ai toute la clientèle du village; je travaille pour Meulebeke autant que pour Iseghem, et j'ai mis un peu de côté à force de battre le fer. Je peux acheter la forge à présent. Nous vivrons là tous les deux; tu ne verras plus tes anciennes connaissances et personne ne te fera de misère. »

Hier encore il lui avait dit cela, et elle, sachant qu'elle n'avait plus en elle-même la force de résister, avait failli dire à son père : « J'aime cet homme, ce boiteux que tu as vu marcher sur la route. Il me quittait. Il veut m'emmener vivre avec lui, quoiqu'il soit marié. Ne me dis pas de mal de lui, mais vois ce que tu veux faire. » Oui, elle avait failli parler, car elle avait peur du péché; mais elle n'avait pas pu : le père était trop

sec, trop dur, trop toujours le même, et peut-être aussi qu'il n'avait pas assez de courage. Elle l'avait bien senti la veille, quand il avait cessé de la questionner, qu'il se dérobait, qu'il ne voulait pas entendre.

Aujourd'hui, elle n'avait pas essayé de discuter avec cet homme ; elle n'avait plus la force de dire non, et elle ne trouvait pas non plus celle de partir. A ses sauvages prières elle avait seulement répondu par un murmure : « Nous nous damnerons! » Il lui avait fermé la bouche avec des baisers.

Comme le crépuscule était grêle et trouble dans la fenêtre!

La soupe bouillonnait maintenant dans la marmite. Comment le père n'était-il pas encore rentré? Gotton prépara sur la table le pain, la bière et le fromage. Elle se sentait lente et triste, perdue dans cet instant présent qui la déracinait du passé et au delà duquel tout était incertain. Ses gestes mêmes disaient son désarroi. Un long moment elle resta debout au coin de la table à regarder le pan de ciel qui s'encadrait dans la fenêtre à petits carreaux. Du fond de la pièce obscure, ce bleu cendré du soir apparaissait comme un regard tendre, fiévreux, insistant, plein de secrets. Avec un grand frisson, Gotton finit par s'en détourner et elle alluma la lampe.

Alors la porte s'ouvrit et Connixloo parut, blême et claquant des dents.

— Ha! te voilà, ribaude! dit-il d'une voix basse et frémissante de fureur. Tu oses rentrer dans la maison de ton père! Cache-toi donc la figure!

Gotton, debout devant le feu, le regardait, pétrifiée. Elle dit enfin :

— Père, je t'aurais tout dit hier. C'est toi qui m'as arrêtée. Et aujourd'hui, qu'est-ce que tu as fait?

— Ce que j'ai fait, coquine? Est-ce à moi de te rendre des comptes? J'ai fait que je sais. Je sais que tu te laisses embrasser par des gueux sur les routes; que tu te frottes comme une paillarde contre un homme qui n'a pas l'air de vouloir t'épouser. Et un boiteux, encore!

Gotton ne répondit pas. Connixloo, qui était hagard et glacé, se fit servir une écuelle de soupe pour raffermir son corps tremblant. Tandis qu'il l'avalait à grandes lampées, Gotton, accroupie au coin du foyer sur un escabeau, l'observait dans un fixe silence et, lui, retournait dans son esprit cette

parole, ce demi-aveu qu'elle venait de prononcer : « Père, je t'aurais tout dit. » Avait-elle commis la faute qui ne se répare pas? Était-il trop tard pour lui faire peur? Ne restait-il qu'à la jeter dehors et à dévorer sa honte devant toute la paroisse? Comme la veille, Connixloo eut peur. « Non, non, se dit-il, pas d'aveux, pas de confession, pas de paroles! » Il craignait la ruse ou l'audace que cette fille simple saurait exercer comme les autres si seulement elle était amoureuse. Surtout il ne voulait pas entendre le verdict de déshonneur. « Il est encore temps d'empêcher le pire, pensait-il. Je peux briser net en lui montrant que je suis le maître. »

Il voulait à toute force rester celui qui ordonne et qui châtie, et comme il tremblait cependant de ne plus l'être! Comme il tremblait de s'entendre dire : « Ce qui est fait est fait; tu ne peux plus rien empêcher! » Non, encore une fois, il ne ferait pas de questions. C'était trop dangereux. Dans sa colère et dans l'agitation apeurée de ses pensées, il gardait avec une masculine simplicité sa foi en la violence. L'amour apparaissait à son esprit d'ascète rustique comme une tentation toute basse et toute brutale, toute corporelle et qui doit être brisée dans le corps. Dès qu'il eut avalé sa soupe, il passa dans l'arrière-chambre et revint avec un gourdin.

Gotton ce soir-là fut durement battue. Elle n'avait pas demandé grâce devant le châtiment; elle ne s'était même pas étonnée que son corps, tout à l'heure enveloppé d'un regard idolâtre, dût subir à présent cette cruelle injure. Debout devant le foyer, le bras appuyé à la cheminée, elle pliait le dos sous les coups et le feu éclairait d'un reflet rouge son visage et ses cheveux. Connixloo frappait de toutes ses forces, soulageant sa rage. « Ribaude, ribaude! » répétait-il entre ses dents, et sa respiration devenait courte. Elle, cependant, le corps criblé de douleurs éclatantes comme des éclairs entre-croisés, se sentit dans cet ouragan soudain allégée de son trouble. De plus en plus, elle se courbait et à mesure que son visage approchait des braises elle y voyait se dessiner une face au poil roux, aux pommettes enluminées, aux narines larges et tendues; elle y voyait apparaître des yeux brûlans et généreux, les yeux de l'homme à qui elle appartiendrait.

Quand le sonneur eut les bras fatigués, il laissa tomber son bâton et dit :

— Cache-toi maintenant, et que tu aies au moins la peur, si tu n'as pas la honte !

Elle se redressa avec peine et le regarda droit en face d'un regard où il n'y avait ni peur ni honte ; puis elle se traîna vers sa chambre en s'appuyant au mur.

La nuit était devenue tout à fait noire. Ce soir-là, pour la première fois depuis celui où Jeanne Connixloo avait quitté ce monde, les paroissiens de Metsys éteignirent leurs feux sans avoir entendu carillonner l'*Angelus*.

Vers la fin de la nuit, Gotton qui avait dormi plusieurs heures se leva sans bruit et mit la tête à la petite fenêtre de sa chambre. Les champs d'orge qui s'étendaient de ce côté étaient noirs encore, mais l'horizon commençait à pâlir et il semblait que la nuit soulevât lentement de terre ses ailes obscures. En haut, le ciel était plein d'étoiles, des étoiles surgies aux heures désertes de la nuit et dont les figures ne sont pas familières. Gotton s'étonna de leur aspect insolite et elle éprouva quelque vague contentement de voir que ce ne seraient pas les vieilles étoiles de tous les soirs qui la regarderaient partir. Elle resta un moment la tête appuyée au montant de la fenêtre, rêvant à ce qu'elle allait faire. Elle entendait, tout près d'elle, les vaches qui dans la noire étable froissaient la paille et mugissaient indolemment. Le premier chant du coq strident et triste la fit sursauter et réveilla durement le nerf de l'action. Il n'y avait pas de temps à perdre. Avant deux heures, Connixloo serait levé pour l'*Angelus* du matin. Elle s'habilla, mit sur elle sa robe la plus neuve en se disant que, de longtemps peut-être, elle n'en aurait pas d'autre. Puis à tâtons, car elle aurait eu peur d'allumer une bougie, elle composa un petit paquet de hardes : quelques chemises, deux ou trois mouchoirs qu'elle noua dans un fichu. Elle prit ensuite ses sabots à la main et entr'ouvrit la porte de sa chambre. La largeur de la pièce d'entrée qui s'étendait devant elle et qu'il fallait maintenant traverser lui parut immense. Le profond silence et cette teinte grise qui commençait à se glisser à la surface des choses semblaient perfides et redoutables. Gotton saisie d'angoisse se retourna vers la fenêtre de sa chambre. Si elle pouvait ne pas traverser cette cuisine ! Mais non, la fenêtre était trop petite, il n'y avait pas à y penser. Alors, elle s'aventura, le cœur battant, parmi les obstacles invisibles, les fantômes du passé, les souvenirs de

crainte et d'obéissance dont la pièce était peuplée. Dans leurs bas de laine, ses pieds ne faisaient aucun bruit sur le carrelage. Involontairement, ses yeux se fixaient sur l'établi de son père où le fil, les pièces de cuir, les pinces et l'alène étaient préparés. Dans une demi-hallucination elle le voyait assis sur le tabouret de bois, ses longues jambes maigres étendues sous la table, les épaules penchées sur son ouvrage. Il semblait qu'il dût se retourner subitement et demander de sa voix rêche : « Où donc vas-tu, Gotton, à cette heure? » Et tout de même, elle tendait anxieusement l'oreille, sachant qu'en réalité son père dormait dans l'arrière-chambre, mais qu'il n'avait jamais eu le sommeil bien solide et que le trottinement d'une souris le faisait sursauter. Ouvrir la porte était terrifiant. Gotton fit tourner deux fois la clef rouillée dans la serrure et tira le loquet de fer avec la sensation que, dans cette seconde, tenait tout son destin : Connixloo dans sa chambre ne donnait aucun signe d'éveil et déjà par la porte entre-bâillée le frais et pur matin jaillissait au visage de la jeune fille et calmait son cœur.

Elle sortit, chaussa ses sabots, puis respira longuement. La petite place était déserte et muette. On n'entendait que le murmure de la fontaine sous les tilleuls. Les fleurs aux fenêtres commençaient à se colorer sourdement, mais les maisons, l'église avaient un aspect de cendre, une étrange pâleur de visages angoissés. Sans regarder en arrière, son petit paquet à la main, Gotton s'engagea dans le chemin par où, les jours précédens, elle avait mené paître ses vaches. Elle ne marchait pas vite; elle avait mal dans les os; mais cette douleur était presque le seul souvenir qui lui restât des coups de la veille. Son cœur était comme lavé de tout sentiment de crainte, d'humiliation ou de rancune; il n'y subsistait que la joie d'obéir enfin simplement et hardiment à l'instinct; d'avoir brisé les chaînes qui blessent l'espérance et de marcher seule dans l'aurore limpide vers l'éblouissant inconnu de l'amour.

La route était longue jusqu'à Iseghem, et toute droite entre des champs de betterave, puis des champs d'orge que moirait la brise. En regardant onduler l'herbe déjà haute, Gotton se remémorait la dernière moisson, dans les mêmes champs, ces longues journées de fatigue et de soleil au soir desquelles les filles rentrent au village presque titubantes, égrenant sur la route leurs rires énervés.

Elle pensa au jour où elle avait été seule, pendant le repos de midi, jusqu'à la forge d'Iseghem, parce que l'anneau qui fixait au manche le couteau de sa faux s'était brisé et qu'elle ne pouvait plus continuer le travail. Elle revoyait la sombre ouverture de cette forge, béante sur la rue foudroyée de lumière, le grand cube d'ombre où elle n'avait distingué qu'au bout d'un instant les bras nus et la barbe rouge du forgeron.

— Quand vous la faut-il, cette faux? avait-il demandé. Il avait une voix singulière, neuve, joyeuse et sauvage. Elle avait répondu timidement :

— On reprend le travail dans une heure.

— Dans une heure? et quand est-ce que je dînerai, moi? Allons, je vois que vous y tenez, repassez dans une heure.

L'accent de cordialité l'avait enhardie et elle avait repris :

— Apportez-la-moi plutôt quand vous aurez fini. Je suis dans le champ à la veuve Rosalie et je vous ferai dîner avec les moissonneurs.

— A ce qui paraît qu'on ne s'ennuie pas cette année à la moisson? Eh bien! c'est entendu!

Il était venu, elle lui avait servi à manger et versé de la bière. Et depuis, elle l'avait rencontré souvent sur les routes et quelquefois, entre les monceaux de gerbes, elle l'avait aperçu qui la guettait sans rien dire. Quand elle rencontrait ce regard, la tête lui tournait, pendant une seconde ses yeux ne voyaient plus rien, ses genoux se dérobaient. Son cœur se fondait dans sa poitrine. Mais ce vertige ne durait pas : c'était comme le passage d'une force étrangère, d'un esprit brûlant qui la renversait d'un coup d'aile et s'enfuyait aussitôt.

Elle se rappelait tout cela et songeait aussi qu'à la moisson prochaine, s'il lui permettait encore de se louer, il viendrait la chercher le soir et qu'au lieu de rentrer avec les filles, elle marcherait lentement avec son amoureux, vers le gîte inconnu de leur ardent repos.

Elle approchait d'Iseghem dont elle voyait à présent les chaumes se grouper sur la plaine. Quelques bouquets de bois s'élevaient de loin en loin parmi les champs, ou bien un rideau de peupliers longeant le miroir gris et luisant d'un canal. Deux petites collines à l'horizon, deux renflemens délicats comme les mamelles d'une enfant de treize ans, portant chacune un moulin à vent. Les ailes tendues de toile blanche commençaient à

tourner allégrement au bord laiteux du ciel occidental, et lorsqu'en face le soleil surgit et parut faire retentir la verte terre d'un grand coup de cymbales, les deux moulins s'illuminèrent d'une frissonnante roue de rayons roses.

Gotton devait traverser Iseghem et gagner la route de Meulebeke. Là, elle attendrait. Celui qu'elle cherchait lui avait dit hier : « Je travaille pour Meulebeke autant que pour Iseghem; il faut encore que j'y aille ferrer des chevaux demain avant de commencer ma journée à la forge. »

Dans le village, les coqs chantaient le dernier chant de l'aurore et leurs voix qui se répondaient de ferme en ferme déchiraient le calme de l'azur. De jeunes garçons assuraient leurs attelages et partaient pour les champs. Gotton passa devant la forge : elle en regarda l'ouverture noire qu'elle n'avait jamais franchie qu'une fois par ce midi de la dernière moisson. Au-dessus, les volets verts des fenêtres étaient clos; aucun signe de vie ne paraissait sur la maison. Le forgeron dormait-il encore auprès de sa femme? Gotton, avec un méchant sourire de ses yeux clairs, pensa : « La dernière heure de la dernière nuit! » et comme elle s'éloignait, elle garda son regard intérieur durement fixé sur l'image de cette femme, cette Gertrude Moorslede qui était laide et malpropre, qui ne parlait que pour se plaindre et marchait en traînant les pieds. Elle ne pensa pas aux enfans; son âme obstinée n'était pas prête pour le remords, ce jour-là.

La route d'Iseghem à Meulebeke longeait un canal bordé de peupliers et n'en était séparée que par une bande de pâturage. Deux troncs abattus gisaient dans l'herbe côte à côte. Gotton s'assit et commença d'attendre. Elle attendit longtemps. Malgré la montée du soleil, il faisait froid; l'herbe épaisse la mouillait aux chevilles; elle porta la main à ses cheveux : ils étaient trempés de rosée. La fatigue de la marche ajoutait à la courbature de tous ses membres; elle était par moment tout près de pleurer. Un chaland, halé de la rive par un vieux cheval exténué, glissa sur le canal. Le patron, debout parmi les monceaux de marchandises, la regarda tout à loisir. Quelques hommes à pied passèrent sur la route; ils la regardèrent aussi et elle eut honte, car elle devait avoir l'air d'une fille chassée, avec son petit paquet de hardes et sa figure transie. Mais personne ne lui dit rien. Elle éprouva que, pour la première fois, elle était

seule au monde et sans abri et elle sentit s'accroître en elle un désir plus profond, plus douloureux que tout ce qu'elle avait connu jusqu'alors, de reposer entre les bras de l'homme qu'elle aimait : « Quand donc viendra-t-il ? » soupirait-elle au fond de son cœur, et les larmes débordèrent de ses yeux.

Enfin, sur la route déserte, cette blouse bleue, ce pas dérythmé..., c'était lui ! Elle se leva, s'avança vers lui et d'une bouche qui tremblait un peu, elle lui dit :

— Luc Heemskerque, qu'il en soit de moi pour toutes choses maintenant selon ton plaisir.

Il la contempla un instant, trop saisi pour lui parler ; il regarda les lèvres bleuies, le front mouillé de rosée, les joues mouillées de larmes ; puis, d'un élan farouche, avide, il referma sur elle ses bras puissans.

* * *

Le deuxième dimanche après que Gotton se fut enfuie de la maison paternelle, le curé de Metsys, ayant achevé son homélie sur l'évangile du jour, toussa dans son mouchoir rouge et dit :

« Mes frères, la charité ne m'oblige pas à me taire avec vous sur le scandale qui vient de désoler notre paroisse ; mais plutôt elle m'oblige à le condamner devant vous et à vous exhorter avec une nouvelle vigueur à la haine de ce péché de fornication contre lequel, de la première à la dernière page, les Saintes Écritures ne cessent de s'élever. Une enfant de notre paroisse a quitté pour les puanteurs de l'adultère le parfum d'un saint foyer. Si elle nous revient un jour repentante et prête à la pénitence, mes frères, Dieu nous inspirera le pardon. Mais que la miséricorde répandue dans le sein du pécheur contrit ne se confonde pas à vos yeux avec cette coupable indulgence pour le péché, devenue si habituelle aux cœurs affadis de cette génération. Rappelez-vous, mes frères, que l'horreur du péché doit s'étendre jusqu'au pécheur lui-même, tant qu'il ne désavoue pas son crime et continue d'insulter à la loi de Dieu. Rappelez-vous que l'adultère doit être évité plus qu'un lépreux, puisque c'est une lèpre de l'âme qu'il risque de communiquer. N'ayez donc avec lui ni conversation ni commerce, que son nom ne soit pas prononcé dans une demeure chrétienne. Et ainsi, mes frères, vous servirez peut-être son âme, puisque Dieu ne dédaigne pas d'utiliser le châtiment pour la conversion du

pécheur — et plus sûrement encore vous servirez les vôtres et celles de vos enfans que vous avez mission d'engager dans le chemin du ciel. Ainsi soit-il. »

Cet anathème fut écouté par les paroissiens de Metsys dans un profond silence qui recouvrait des sentimens très divers. Les jeunes filles baissèrent les yeux et leurs visages exprimèrent toutes les nuances de la confusion féminine. Les plus simples n'éprouvaient que le malaise mêlé d'intense curiosité qui agite un enfant devant qui l'on va fouetter un camarade. Les plus pieuses rougissaient douloureusement devant le mal entrevu. Mais celles qui avaient déjà connu ou deviné quelque chose de l'amour frissonnaient de penser que ce qui se passe de si mystérieux et de si poignant dans le secret du cœur et dans le sens profond et caché qui n'a pas de nom, pouvait éclater ainsi aux yeux de tous et prendre subitement ce visage d'infamie.

Parmi les hommes, quelques-uns avaient envie de rire, croisaient des regards gourmands et moqueurs. D'autres semblaient profondément contristés. Les mères serraient durement leurs lèvres et tournaient la tête pour envoyer de tous les côtés leurs signes d'approbation. Certes, elles blâmaient Gotton et, devant leurs filles, la traînaient dans la boue; mais aussi elles se rappelaient leurs conseils de matrones : « Remariez-vous, Connixloo; élever une fille à vous tout seul, vous n'y arriverez pas! » La veuve qui l'avait attendu longtemps se rengorgeait aujourd'hui et redressait les épaules d'un air qui signifiait : « Si j'avais été là, ce ne serait pas arrivé. Je l'ai toujour dit que les hommes n'ont pas de bon sens. »

Toute la paroisse se mit à genoux quand le curé descendit de sa chaire et, dans le silence qui suivit, tandis qu'au bas de l'autel il revêtait ses ornemens avant d'entonner le *Credo*, on entendit des sanglots brefs : c'était Connixloo qui pleurait dans sa stalle de chantre, la tête entre les mains.

II

Luc Heemskerque avait acheté la petite maison de l'ancien forgeron de Meulebeke. Derrière la forge se trouvait une grande chambre, pavée de tuiles rouges où il mangeait et dormait avec Gotton. Du fond de cette chambre, un vieil escalier de chêne, tourné en colimaçon, conduisait à un grenier où des amas de

vieille ferraille voisinaient avec quelques provisions de légumes sous des cordes à sécher le linge.

Gotton avait pris possession de ce logis sans un jour de dépaysement. La solitude ne l'étonnait pas, elle y avait été accoutumée à Metsys. Ses occupations n'avaient guère changé : laver, raccommoder, faire la cuisine; il ne lui manquait que de soigner les vaches et de les mener aux champs; mais Luc Heemskerque lui avait promis des poulets et un agneau qu'elle nourrirait dans le jardin et qui lui tiendrait compagnie. Elle obéissait à Luc, comme toute son enfance elle avait obéi à son père; mais le bonheur de cette soumission amoureuse était si nouveau, si insoupçonné que souvent au milieu du travail domestique elle s'arrêtait pour laisser déborder dans le silence la plénitude de son cœur. Ainsi son allégresse intérieure était la seule chose à laquelle elle ne s'habituât pas.

Dans les premiers temps, elle avait pu craindre quelque violence de son père ou simplement quelque démarche pénible et embarassante comme une visite du curé, une tentative de persuasion. Mais rien n'était venu. Depuis le matin où elle avait quitté la maison de son père, elle était, pour Metsys, comme à l'autre bout du monde. Dans Meulebeke, elle sortait rarement. Tout le monde au village savait son histoire; on se la montrait du doigt et personne ne lui adressait une parole de bienveillance. Pourtant elle lavait à la fontaine, sur la place du village, et quoiqu'elle s'arrangeât pour y aller de très bonne heure, elle y rencontrait toujours quelques commères. On se poussait du coude quand elle approchait; il arrivait qu'on l'insultât. « Hé! la fille, faut du toupet pour venir laver le linge de vot' lit avec du linge d'honnête monde.

— Peut-être bien, répondait-elle avec lenteur, qu'il vaut mieux être heureuse qu'honnête, puisque ce ne sont pas ceux qui sont heureux qui pensent à dire des méchancetés.

Elle avait la réplique si hautaine et si drue qu'elle fermait la bouche au zèle. Elle sentait que ces femmes qui l'injuriaient ne pouvaient la regarder sans envie. Elle savait à présent qu'elle était belle ; l'amour qu'elle inspirait lui était devant le monde comme un vêtement de princesse et comme une armure. Elle savait qu'elle marchait comme aucune autre femme, avec un mouvement des hanches ample et rythmé, léger et puissant, et que Luc s'enivrait rien que de la voir aller et venir. Loin de

lui, elle devenait orgueilleuse ; près de lui, l'amour humble, ardent, voluptueux et simple dominait seul tout son être. Trop emportée par la passion pour rester coquette, elle oubliait sa beauté et servait en silence son maître le forgeron.

Elle aimait à le voir à la forge, debout, les manches retroussées jusqu'aux épaules, battre à grands coups le fer incandescent et arracher de l'enclume des gerbes d'étincelles. Souvent, quand elle avait fini son travail dans la chambre et au petit jardin où elle faisait pousser des légumes, elle venait, le tricot dans les mains, s'asseoir près de la porte, au fond de la forge et le regarder. Le bruit de son souffle entre les coups la traversait comme une flamme. Parfois des cliens entraient et engageaient la conversation avec Heemskerque; mais quand ils s'apercevaient soudain de la présence de Gotton dans l'ombre noire, ils étaient pris de malaise et abrégeaient l'entretien. Cette belle fille pécheresse, avec son regard intense, leur représentait vaguement Vénus, la diablesse qu'adoraient les païens et pour qui se perdent tant d'hommes.

La journée faite, Luc disait souvent à Gotton : « Viens-tu faire un tour? » Et Gotton, qui n'osait presque pas sortir seule à cause des mauvais propos, souriait avec reconnaissance et s'en allait changer de tablier. Alors ils partaient, en se donnant le bras, par un sentier qui filait derrière leur jardin, droit à travers champs, et si loin qu'on pût voir de ce côté-là il n'y avait que la plaine verte ou bigarrée, blonde ou rousse ou encore bleue selon l'heure et les saisons. Au printemps, Luc passait des branches d'aubépine dans le chignon de Gotton pour voir son clair visage lui rire dans une broussaille de fleurs blanches. Il lui disait tout bas des mots de passion et rafraîchissait contre son cou et ses joues une tête enflammée par le feu de la forge. Heureuse et docile, elle se prêtait à la violence des caresses. Elle était comme une fleur toujours fraîche, intacte, resplendissante dans l'insatiable tempête de l'Amour. Mais lui, parfois, avait une façon de la regarder sauvage et presque triste qui l'effrayait. Elle était restée un peu timide avec lui, parce qu'il était beaucoup plus âgé qu'elle et si fort, si actif, si résolu ! Sous les duretés de son père, elle avait toujours senti les inquiétudes d'une nature craintive : la peur de l'enfer, la peur de la rumeur publique, la peur de la ruse et de l'ardeur féminines, tels étaient les vrais ressorts de la vertu et des sévérités de Con-

nixloo. Mais ce Heemskerque, avec ses yeux exaltés, il semblait vraiment qu'il n'eût peur de rien. C'était un homme solitaire, habitué à l'effort, à la peine, qui dix heures par jour, à demi nu souvent et tout en sueur, courbait le fer à sa volonté. Appuyée sur son bras, Gotton se sentait protégée.

Au cours de leurs promenades du soir, il lui avait raconté la dure vie qu'il avait eue et qui l'avait fait tenace et volontaire.

— Tu ne m'as jamais demandé, Gotton, pourquoi je suis boiteux. Je ne suis pas né comme ça, tu sais, et ce n'est pas la faute de ma mère, ma pauvre petite, si ton homme va clopinant. Mon père avait une forge près de Bruges. Moi, j'étais un garçon qui poussait très droit, le plus petit de quatre frères. Quand j'avais dix ans, je me pris de querelle, un jour, avec mon aîné. Lui était fort et violent. Il a saisi le marteau de la forge et m'en a lancé un coup au travers des jambes. Je suis tombé raide, évanoui. On m'a porté sur mon lit. J'avais une cuisse cassée. Je suis resté trois mois sur le dos. On n'a pas appelé de médecin, personne ne m'a soigné; on m'apportait à manger et c'était tout. Mon aîné travaillait à la forge et gagnait déjà de l'argent, mes parens ne voulaient pas se fâcher avec lui. Les premiers jours j'ai hurlé sans arrêter. Et puis la douleur s'est éteinte. J'ai attendu en patience que ce soit raccommodé; la nuit, je tâtais le sol avec le pied pour savoir si ça se refaisait, si ça se calait. Quand j'ai pu me tenir sur mes jambes, il y en avait une plus courte que l'autre, avec une grosse bosse dure comme une pierre sur le côté. Alors, tu comprends bien que je ne voulais plus rester dans la maison où mon frère m'avait fait ça. Je ne voulais pas clopiner derrière les autres qui m'auraient toujours couru devant dans la vie. Je suis parti une nuit sans un sou, comme un vagabond, pour m'en aller ailleurs, je ne savais pas où, gagner mon pain. Pas une fois je n'ai mendié. Avant le soir du premier jour, j'ai trouvé à me louer dans une ferme pour soigner les chevaux de labour et tenir l'écurie. J'y suis resté deux ans; je travaillais pour ma nourriture et ne voyais jamais un écu. Ça ne me plaisait pas et je gardais toujours l'idée de m'établir forgeron comme mon père, parce que j'aime un travail qu'on fait tout seul et où on est le maître.

Et puis dans ce travail c'est des bras qu'il faut, et je pensais qu'un boiteux n'y serait pas plus maladroit qu'un autre. Alors

de temps en temps je m'en allais, pour un jour, pour deux jours, chercher dans un village ou dans l'autre une place d'apprenti forgeron. Quand je rentrais, on disait toujours qu'on allait me renvoyer, on croyait que j'avais été à la noce avec des filles et que je m'étais fait payer à boire! et puis on me gardait tout de même parce que je travaillais bien. C'est à Malines que j'ai trouvé ma chance, un jour que mon patron m'y avait envoyé pour livrer à un maquignon deux chevaux de labour qu'il venait de lui vendre. Un forgeron de faubourg m'a pris chez lui et quand j'ai eu mes dix-sept ans, il m'a placé chez le forgeron d'Iseghem qui était vieux et ne pouvait plus suffire à son travail. Bientôt il m'a laissé toute la place. Là, j'ai gagné de l'argent. J'ai cru que j'en avais fini de manger de la vache enragée. Et puis je me suis marié et diable!... j'ai vu que je ne faisais que de commencer.

Gotton écoutait et se rappelait sa propre enfance, calme et monotone et les rêveries de ses douze ans dans l'église de Metsys. Et elle songeait que tous deux, lui à travers tant de luttes et de peines, elle à travers tant de rêves, ils n'avaient grandi que pour ces jours d'amour. Cette pensée lui embellissait encore toutes les heures. Au jardin, en arrosant un petit rosier nouvellement planté, tige sèche, grise, épineuse, que Luc avait rapporté pour elle de Malines, elle se disait, méditant sa propre destinée : « Il ne sait pas qu'il poussera bientôt des roses... nous non plus, nous ne savions pas. »

***

Au bout de deux ans, Gotton dit à Luc : « Dieu ne nous a pas bénis; nous n'avons pas d'enfans. » Elle exprimait ainsi pour la première fois le souci qui depuis plusieurs mois troublait son cœur. D'abord ce n'avait été qu'une pensée fuyante, une brève angoisse au milieu du bonheur. Et puis elle se disait : « Nous avons bien le temps! » Mais le temps n'amenait rien et Gotton commençait à entrevoir que peut-être cela continuerait toujours ainsi et qu'elle vieillirait auprès de Luc sans espérance. Alors elle se sentit murée dans cette félicité sans horizon ; il lui sembla que son bonheur se refermait sur elle comme une tombe. Toute sa vigueur et toute sa tendresse aspiraient au travail maternel, à porter, à nourrir, à élever des enfans. Elle les désirait pour elle-même, par le plus instinctif de sa nature

et elle les désirait pour Luc qui avait, à cause d'elle, abandonné les siens. Il y avait des heures où elle devenait jalouse de cette Gertrude Moorslede qui les lui avait donnés et envers qui elle se savait coupable. Si elle eût elle-même enfanté, ses petits l'eussent protégée contre le remords : ils auraient eu tellement besoin de Luc! et ils l'eussent protégée aussi, pensait-elle, contre le mépris public. Avec des enfans, elle eût été presque pareille aux autres femmes, une mère plutôt qu'une maîtresse. On aurait cessé de se la montrer du doigt; on aurait peut-être oublié le scandale... Et même comme maîtresse, elle s'inquiétait : elle craignait que chez Luc l'ardeur du plaisir ne s'épuisât bientôt, qu'il ne prît en dégoût un lit stérile, et sa propre vie lui parut morne comme une année qui n'aurait pas de saisons.

Cette secrète souffrance la rendit plus sensible aux marques d'hostilité qu'elle recevait chaque jour. Les gens de Meulebeke ne s'étaient pas accoutumés au scandale; ils n'avaient pas fait leur paix avec les adultères. Aucune famille n'avait ouvert sa porte à Gotton; aucune femme n'entrait chez elle. Quand elle passait le seuil d'une boutique, les clientes hâtaient leurs achats et faisaient montre de leur mauvaise humeur. On remarquait en sortant : « Ce n'était pourtant pas l'habitude de rencontrer ici des filles perdues » et la marchande de répondre : « On dit bien qu'il faut de tout pour faire un monde; n'empêche que mon goût, c'est de servir les honnêtes gens. » Un jour que Gotton déposait sa monnaie sur le comptoir de la boulangère, celle-ci le ramassa en disant : « Et les petits Heemskerque, ils n'en ont peut-être pas beaucoup d'argent à porter chez le boulanger? » De pareils traits s'enfonçaient au plus frémissant de cette âme.

Aussi les yeux de Gotton maintenant se durcissaient et sa belle démarche balancée avait pris comme un air d'insolence. Tous ses rêves se concentraient de plus en plus sur la grande revanche : l'orgueil d'être mère. Un petit enfant couché entre ses bras, un petit visage chaud et tendre collé à sa blanche mamelle veinée, voilà la vision dont elle se berce, la fille méprisée, en traversant le village où pas une figure ne lui sourit. Puis la vision se développe : il y a plusieurs enfans, trois, quatre, pendus aux jupes de Gotton, mais il y en a toujours un tout nouveau, un tout petit qui tient de la tête aux pieds entre les deux coudes qui le balancent. O faiblesse chérie! ô fière abondance! Dans la souffrance d'une telle nos-

talgie, des pensées d'autrefois, presque oubliées depuis les premières joies d'amour, avivaient soudain leur aiguillon. Cet état de péché dont elle avait eu peur avant la faute, elle en retrouvait la conscience et l'inquiétude et, par momens, elle se demandait avec effroi si une malédiction d'en haut avait desséché ses entrailles.

Des mois passèrent sans qu'elle osât parler de son angoisse au forgeron. Mais quelquefois, en revenant de ses courses, il la trouvait assise, la tête dans les mains et pleurant. Tant qu'il travaillait à la forge, le sentiment de sa présence refoulait le chagrin; elle allait le voir, comme dans les premiers temps, frapper sur l'enclume, et de le regarder ainsi, en silence, lui rassasiait le cœur. Mais les jours où Luc était en courses dans les villages voisins, ou quelquefois à la ville, son esprit vagabondait dans une solitude où rien ne la défendait plus de la mélancolie. La déception de sa vie de femme rouvrait la porte au souvenir et beaucoup de choses qu'elle aurait crues oubliées lui revenaient à la mémoire, nimbées de tristesse. Elle se rappelait les jours placides qu'elle passait aux champs et où, parmi les scabieuses et les marguerites, elle était elle-même comme une fleur au sang tranquille. Elle avait peur de son père, elle s'ennuyait avec lui, elle était quelquefois battue, oui, c'est vrai, et pourtant comme toute cette vie d'avant l'amour lui apparaissait de loin fraîche et sereine, avec un secret rayonnement! On ne changerait pas, on ne reviendrait pas au temps passé; mais on se dit tout de même qu'on ne savait pas comme c'était bon. Elle se rappelait encore les carillons qui tous les quarts d'heure épanouissaient dans l'air comme une petite fleur de musique à six pétales, et toutes les fleurs formaient une claire guirlande suspendue entre l'aube et le soir. Et puis ces belles sonneries du dimanche, si basses d'abord, puis de plus en plus hautes, vives, pressantes, légères comme pour hâter les pas des paroissiens qui de toutes les fermes venaient à l'église. Il lui arrivait de les entendre encore, quand, par une matinée de dimanche, le vent était vif et venait de Metsys. Elle distinguait alors la voix de la grosse cloche qui donnait d'abord et semblait dire : « Quittez vos étables, tirez vos pieds des sabots où collent la boue et le fumier! » et ensuite les autres cloches dont les voix lui parvenaient en rapides mêlées aériennes, ces cloches argentines qui parlaient d'une joyeuse ascension de ce monde

épais vers les régions où les âmes des hommes chantent avec les anges. Gotton entendait et rêvait, mais elle ne quittait pas son jupon de tous les jours, ni ses sabots; elle n'allait pas à l'église. Elle n'aurait pas cru que cela finirait par tant lui manquer! Alors elle pensait à l'église de Metsys; elle avait envie de revoir son curé, les mains saintement levées, chantant la Préface. Elle retrouvait avec cette image l'impression confuse que lui donnaient les incompréhensibles paroles latines résonnant si richement dans le chœur de bois sculpté, — l'antique mélodie à la fois étrange et familière qui semblait animer d'une vie magique les personnages grouillans du retable, les figures des chapiteaux. Elle revoyait les vitraux, ces énigmes palpitantes qui avaient brillé sur son enfance et suscité ses premiers rêves; — ces gemmes, ces braises inextinguibles — quelle sorcellerie! — Comme elle avait aspiré à participer de leur ardeur! et quand elle avait connu le regard passionné de Luc, elle avait cru trouver un foyer du même feu — foyer tout proche, tout humain, auquel son âme pourrait s'allumer, pourrait devenir aussi brillante et brûlante!... Dans les premiers temps de leur amour, ç'avait été son intime bonheur de sentir que sa passion veillait en elle, à travers la solitude, le travail monotone, les jours brumeux et jusqu'au plus obscur du sommeil. Il lui semblait qu'en effet son âme était devenue comme incandescente et qu'il devait y avoir autant de différence entre un cadavre et une ressuscitée qu'entre la jeune fille qu'elle avait été et l'amoureuse qu'elle était devenue. Mais maintenant elle apprenait que l'amour n'a pas la fixité des gemmes et que s'il ne peut grandir et se propager comme la flamme, il s'étouffe douloureusement parmi des cendres.

CAMILLE MAYRAN.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LE MIRACLE FRANÇAIS

II[1]

TROIS ANS APRÈS

Elle dure encore, après trois ans, la grande, l'effroyable guerre. Des peuples de plus en plus nombreux jettent sans compter dans la fournaise ardente leur sang, leur or, les richesses de leur sol et les espérances de leur labeur. Demain, peut-être, l'incendie aura gagné de nouvelles régions pacifiques. Et bien qu'à divers signes on puisse entrevoir que le dénouement de la sombre tragédie approche, nul ne saurait prédire l'heure exacte où succombera, sous les coups de l'univers civilisé, la grande Barbarie occidentale. Puisque c'est contre nous, « son principal ennemi, » qu'elle a dirigé son principal effort, comment, après l'avoir brisé une première fois, l'avons-nous usé lentement, infatigablement, inexorablement, au prix de quotidiens et obscurs sacrifices? Comment la France triomphante est-elle devenue la France endurante? Comment le miracle français, dont la soudaine révélation avait émerveillé le monde, s'est-il si longtemps prolongé, soutenu, poursuivi sans défaillance?

I

Le printemps de 1915 s'ouvrait plein d'espérances. Le premier hiver des tranchées avait été dur, mais on oubliait ses misères. Przemysl avait capitulé, et l'on s'attendait à l'invasion de la

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril 1915.

Hongrie. L'expédition des Dardanelles semblait reprise dans des conditions qui devaient en assurer l'heureuse issue. En dépit de leurs nouveaux gaz asphyxians, la deuxième bataille d'Ypres n'avait été, pour les Allemands, qu'un succès local et sans lendemain. Nous commencions en Artois une offensive qui s'annonçait victorieuse, et que beaucoup espéraient libératrice. Enfin, l'Italie secouait ses chaînes, et, après d'apparentes hésitations qui dissimulaient une méthodique préparation politique et militaire, elle prenait place à nos côtés pour combattre l'éternel ennemi de la civilisation latine.

Les déceptions vinrent, hélas! assez vite. Malgré tout l'héroïsme déployé, et des souffrances sans nom, nous ne parvenions pas à forcer le passage des Dardanelles. Nos victoires de Carency, de Neuville-Saint-Vaast, d'Ablain-Saint-Nazaire, certes réelles et dignes de la vaillance française, ne produisaient pas tous les résultats qu'on en attendait : nous n'avions pas percé les lignes ennemies, et nos villes du Nord restaient sous le dur joug de l'étranger. Surtout, nous apprenions que les Russes, dépourvus d'armes et de munitions, soumis au feu écrasant d'une artillerie formidable, avaient subi, sur les bords de la Dunajec, une lourde défaite, et, sans rompre leur front, il est vrai, en se défendant avec une ténacité admirable, reculaient, reculaient toujours, perdant l'une après l'autre toutes leurs conquêtes, laissant même progressivement envahir leur propre territoire...

Ah! le lourd, le morne et sombre été qui suivit! L'activité militaire se raréfiait sur notre front, et les opérations, d'ailleurs secondaires, qui s'engageaient ne nous étaient point partout favorables. Si nous progressions en Alsace, nous reculions en Argonne. On sentait, comme nous venons de le sentir encore, rôder partout l'espionnage allemand, épiant nos moindres gestes de lassitude, prêt à insinuer ses louches offres pacifiques. Les paroles officielles, qui auraient pu dissiper cette atmosphère de malaise, entretenir la confiance publique, se faisaient plus rares, elles aussi. Et les mauvaises nouvelles du front russe tombaient sur notre cœur avec la sourde régularité d'un glas funèbre : Przemysl, Lemberg, Varsovie, Kovno, Novo-Georgiewsk, Ossoviecz, Brest-Litowsk, aucune ville, aucune forteresse ne résiste à ce déluge de fer et de feu que font pleuvoir les canons allemands. La guerre industrialisée, mécanisée,

matérialisée, devenue presque totalement indifférente à tout ce qui — valeur individuelle ou habileté manœuvrière — mettait un peu d'élégance morale et de beauté dans la guerre d'autrefois; toutes les forces aveugles et brutales de la nature et de la science mises au service d'une puissance sans scrupule et sans frein : telle était l'obsédante pensée qui hantait tous les esprits. Et l'on pouvait se demander, aux heures d'inquiétude et d'angoisse, si jamais, sur ce terrain de la lutte industrielle, de la préparation matérielle, nous parviendrions, surpris comme nous l'avions été, et démunis comme nous l'étions par l'invasion, à rejoindre, à égaler nos redoutables adversaires.

Et nous ne savions pas tout encore! Nous ignorions alors, — M. Lloyd George nous l'a révélé depuis, — que nos amis anglais, dépourvus de munitions, n'auraient pu résister à l'effort germanique, s'il s'était produit contre eux plutôt que contre les Russes. Nous ignorions aussi qu'à la fin du mois de mai 1915 pas un seul fusil neuf n'était encore sorti des fabriques anglaises, et que l'instruction des recrues de lord Kitchener se faisait avec des fusils de bois... Que n'ignorions-nous pas d'ailleurs? Mais nous sentions confusément que l'Angleterre était lente à se mettre en mouvement, et que sur nous, sur notre armée de terre tout au moins, reposerait longtemps la plus lourde part du commun fardeau.

Malgré tout, malgré tant d'idées ou d'impressions qui auraient pu être aisément déprimantes, malgré les deuils qui se multipliaient tous les jours, la confiance ne désertait pas les cœurs. La confiance, — une confiance quasi mystique, — s'était implantée dans l'âme française pour n'en plus sortir, dès le 1er août 1914. Elle avait résisté au terrible assaut qui avait suivi la bataille de Charleroi. Quelque dures que fussent les épreuves présentes, notre idéalisme invétéré n'admettait pas, ne pouvait pas admettre qu'une agression aussi criminelle, aussi injustifiée que celle dont nous avions été l'objet pût finalement réussir : la vie eût perdu son sens et le monde sa raison d'être, si l'histoire, en l'acceptant, avait dû justifier pareil forfait. Bientôt une victoire dont la portée décisive nous apparaît davantage, à mesure qu'elle recule dans la perspective du passé, venait légitimer ces intuitions du cœur : la grande espérance de la Marne désormais va planer sur toutes nos démarches et sur toutes nos pensées. Le bon sens français, se

surajoutant ici aux affirmations irraisonnées de notre instinct moral, va suggérer à tous les esprits la même conviction : ce que l'Allemagne, au moment de sa plus grande supériorité numérique et matérielle, n'a pu réaliser, elle ne pourra l'obtenir après de cuisans échecs, et quand les forces qu'elle veut combattre iront croissant à leur tour. Pour venir à bout d'elle, nous n'avons plus qu'à ne pas être inférieurs à nous-mêmes; nous n'avons plus qu'à *tenir*.

Et l'on tient en effet. On tient en dépit des mauvaises nouvelles, ou de l'absence de nouvelles. On tient, parce qu'il faut tenir. L'armée, d'abord, qui voit de près les difficultés de la tâche à accomplir, est tout entière animée de cet esprit de sacrifice, de ce stoïcisme grave qui sont peut-être les qualités les plus vraiment foncières de la race. Jamais elle n'a été plus unie, plus disciplinée. Jamais les divers élémens qui la composent n'ont été plus intimement fondus. Une année de guerre, — et de quelle guerre! — mille dangers affrontés en commun, les privations, les fatigues, les misères de la vie en campagne courageusement supportées, toutes les classes sociales, toutes les professions, tous les âges mêlés : voilà qui a plus fait pour constituer la véritable « nation armée » que toutes les théories élaborées, pendant la paix, dans les officines parlementaires. La tranchée est une rude, mais salutaire école d'égalité, de solidarité et d'unité nationales. Les rapports entre les hommes, entre les soldats et les chefs y deviennent plus intimes, plus simples, plus directs; la discipline, sans cesser d'être ferme, s'y fait plus paternelle. Au bout de quelques mois de cette vie, la fusion est si parfaite que le généralissime peut effacer les distinctions d'usage entre l'active et la réserve : il a désormais sous ses ordres, et dans sa main, une immense armée démocratique, endurcie, entraînée et confiante qui s'est peu à peu élaborée dans ce terrible creuset de la guerre d'aujourd'hui. Ces troupes ont leur armature morale constituée par les officiers survivans de l'active, et non moins autant par ces admirables officiers de réserve dont la guerre a révélé les hautes capacités d'initiative, d'intelligente adaptation, d'inépuisable dévouement. Elles ont foi dans leurs chefs, qu'elles ont vus à l'œuvre, et dont elles connaissent la science militaire, la bravoure, l'humanité. Elles savent que leurs armes ne valent pas encore, pour le nombre et la puissance, celles de l'ennemi; mais elles savent aussi qu'on

leur en forge de nouvelles, et elles les attendent patiemment pour courir à l'assaut. « Long, dur, sûr, » avait dit un des plus beaux hommes de guerre qu'ait mis en lumière la bataille de la Marne, le général Foch : c'est la devise même, stoïque et tenace, de l'armée française tout entière.

Par les permissionnaires, par les lettres du front, cet état d'esprit s'est propagé à l'arrière. Rien n'est plus réconfortant que d'entendre parler ces soldats, improvisés pour la plupart, que la vie d'action a si fortement trempés, que le génie militaire de leur race a si complètement ressaisis, et qui ne doutent point de la sûre et lente victoire.

Il n'y a pas que les soldats qui fassent la guerre, — écrit l'un d'eux à sa grand'mère. — Vous aussi, les mères, les grand'mères, les épouses, vous la faites! car, vous aussi, vous souffrez dans vos affections; car, vous aussi, vous vivez dans l'angoisse, dans la solitude, dans l'incertitude du lendemain. Vous toutes, ô femmes de France, vous souffrez et vous faites la guerre avec nous. Vos armes, ce sont vos mains qui tricotent ou qui préparent des pansemens, ce sont vos lèvres qui prient, ce sont vos cœurs qui crient courage aux soldats. *Et votre devoir, c'est, comme la sentinelle qui veille les pieds dans l'eau au fond de la tranchée, de tenir aussi et de garder tout votre courage. Et votre gloire, elle viendra comme viendra la nôtre,* après la souffrance et les jours de tristesse, et elle sera aussi grande que la nôtre (1).

Comment ne pas se laisser convaincre par ces enfans héroïques? Partager leur foi, c'est se montrer dignes d'eux. Et en effet, malgré toutes les raisons que l'on pouvait avoir de sentir quelque lassitude, de voir le présent et même l'avenir en sombre, on reste patient, confiant, et, comme ils disent, nos soldats, on « garde le sourire. » Une noble cérémonie patriotique, comme celle qui eut lieu le 14 juillet pour le transfert des cendres de Rouget de Lisle aux Invalides, les éloquentes et fortes paroles qu'y prononça le Président de la République : il n'en faut pas plus pour ranimer les courages et pour tendre les volontés. « Il n'est pas un seul de nos soldats, a dit le Président, il n'est pas un seul citoyen, il n'est pas une seule femme de France qui ne comprenne clairement que tout

(1) Le lieutenant Jean Saleilles (1890-1915), *Lettres de guerre*, avec portrait, 1 vol. in-8 (non mis dans le commerce), Dijon, imprimerie Darantière, 1916, p. 60-61.

l'avenir de notre race, et non seulement son honneur, mais son existence même sont suspendus aux lourdes minutes de cette guerre inexorable. » Et quand il a repoussé dédaigneusement l'idée d' « une paix précaire, trêve inquiète et fugitive entre une guerre écourtée et une guerre plus terrible; » quand il a répété que « la victoire finale sera le prix de la force morale et de la persévérance, » il ne faisait que traduire dans sa langue robuste et nerveuse la pensée commune de tout un peuple.

La force morale! Elle allait bientôt nous devenir plus nécessaire que jamais. Si nos alliés russes finissaient par enrayer l'offensive allemande, ils n'étaient plus assez forts, — au moins provisoirement, — pour paralyser certaines trahisons et écarter certaines menaces. Or, à l'Orient, s'amoncelaient de noirs nuages : déçue dans ses ambitions, exaspérée dans ses rancunes, la Bulgarie n'attendait qu'une occasion pour se retourner contre ses alliés de la veille et ses bienfaiteurs de toujours : elle crut la trouver, elle la saisit. La Serbie abandonnée par la Grèce, attaquée d'autre part par la coalition germanique, allait connaître une fois encore les horreurs de l'invasion.

Il fallait essayer d'empêcher ce nouveau désastre. Le jour même où l'on apprenait en France la mobilisation bulgare, le général commandant le corps expéditionnaire d'Orient recevait l'ordre d'envoyer par Salonique une division au secours des Serbes. Et quatre jours après, l'offensive franco-anglo-belge commençait.

On crut un moment qu'elle allait réussir à percer les lignes adverses et à libérer notre territoire. Elle avait été longuement et minutieusement préparée en tenant compte de toutes les expériences antérieures. Les ordres du jour et les communications du généralissime aux troupes étaient de nature à leur inspirer la plus enthousiaste confiance; elles savaient que « des forces considérables » et « des moyens matériels puissans » avaient été lentement accumulés, qu'il s'agissait, comme à l'époque de la Marne, « de vaincre ou mourir, » et « non pas seulement d'enlever les premières tranchées ennemies, mais de pousser sans trêve, de jour comme de nuit, au delà des positions de première et de deuxième ligne, jusqu'au terrain libre, » « jusqu'à l'achèvement de la victoire. » « Votre élan sera irrésistible, » leur avait-on dit. De telles paroles ne pouvaient « manquer d'élever leur moral à la hauteur des sacrifices qui

leur étaient demandés. » Merveilleux ressort du soldat français! Il retrouve instantanément le prodigieux état d'âme qui l'a soutenu pendant les héroïques journées de la bataille de la Marne, cette ardeur sacrée, cette espèce d'exaltation lucide qui a frappé tous les témoins d'une respectueuse admiration. Et il court à l'assaut, à la mort, à la gloire, avec cette facilité, cette ferveur d'abnégation qui fait les martyrs et les saints. Quand, dans l'après-midi du 26 septembre, Paris apprit qu'en Champagne, sur un front de vingt-cinq kilomètres et sur une profondeur variant de un à quatre kilomètres, de formidables positions allemandes avaient été prises et gardées, que plus de 12 000 prisonniers étaient tombés entre nos mains, avec de nombreux canons et un important matériel de guerre, un grand frisson d'espoir secoua tous les cœurs. Frisson d'espoir, et de fierté aussi, quand on connut tous les traits d'héroïsme dont ce succès fut la résultante. Tel ce légendaire Marchand qui avait dit, devant ses troupes, à l'un de ses chefs qui les visitait : « Mon général, le jour de l'attaque, nous atteindrons la ferme Navarin en une heure, » et qui fit comme il l'avait dit, allant en tête de sa division, la canne à la main, la pipe à la bouche, proie vivante et souriante toute désignée à la mitraille qui l'abattit. Et combien d'autres! Hélas! cette fois encore, si ce fut bien *une* victoire, ce ne fut pas *la* victoire, la victoire décisive, libératrice, que beaucoup espéraient. Dans la guerre moderne, la vaillance individuelle et collective, l'habileté stratégique, le nombre même, ne suffisent pas ; il y faut encore un certain ensemble de conditions atmosphériques, il y faut l'abondance inépuisable et la puissance du matériel. Sur ce dernier point notamment, nous n'avions pas encore entièrement réparé les lacunes initiales de notre préparation militaire, nous demeurions encore inférieurs à nos adversaires. Les résultats obtenus étaient d'autant plus méritoires : 140 000 hommes hors de combat, 25 000 prisonniers, 350 officiers, 150 canons, un matériel considérable, tel était le bilan de huit jours d'une lutte acharnée : le général Joffre pouvait se dire « fier de commander aux troupes les plus belles que la France eût jamais connues. »

Notre victoire de Champagne et d'Artois n'avait pas été assez complète pour modifier sérieusement la situation générale. Les événemens, en Orient, allaient suivre leur cours trop prévu, et

le second hiver passé dans les tranchées s'annonçait assez sombre. Attaquée de toutes parts, l'armée serbe se repliait, cédait du terrain, et, n'ayant pu saisir la main que nous avions, trop tard, essayé de lui tendre, elle exécutait, à travers l'Albanie, cette désolante retraite qui pesa longtemps sur la générosité française comme un amer souvenir, et presque comme un remords. Nous n'étions pourtant qu'à moitié coupables. Si nous n'avions pas su prévoir la crise balkanique, si, divisés comme nous l'étions, entre nous et entre alliés, sur une question pourtant essentielle, nous n'avions pas su, au moment opportun, imposer notre volonté et prendre des décisions énergiques, nous avions cependant été les seuls à voler au secours de la pauvre Serbie; c'est nous qui avons recueilli, transporté, nourri, soigné, sauvé les débris de son armée et de son peuple en fuite : c'est nous enfin qui sommes allés à Salonique, qui y sommes délibérément restés, qui en avons fait, avec l'appui de nos alliés enfin persuadés, la base d'importantes opérations ultérieures, l'instrument nécessaire des futures revanches. Ce fut là l'œuvre d'un homme que les circonstances ont porté chez nous au pouvoir, et qui pourrait bien apparaître un jour comme l'un des principaux hommes d'État de la coalition. Très bel orateur, à la voix grave, chaude et charmeuse, d'un sang-froid merveilleux et d'une grande souplesse dialectique, admirable manœuvrier parlementaire, homme d'intuition, d'initiative et d'avenir, politique très réaliste, auquel il ne manque peut-être qu'une capacité d'énergie plus continue, le nouveau Président du Conseil français, M. Briand, avait toutes les qualités requises pour concilier des intérêts divergens, unir des volontés, des mentalités différentes et les associer à une même entreprise. Il avait de plus l'art et le don de ces formules heureuses qui résument toute une situation, définissent un programme, servent de mot d'ordre et de signe de ralliement. Celle qu'il a mise en circulation, « réaliser l'unité d'action sur l'unité de front, » répondait à un besoin si général de l'opinion publique que, peu à peu traduite dans les faits, elle n'a pas peu contribué à rassurer les esprits inquiets, à leur faire attendre avec une sécurité patiente la suite des événemens militaires.

C'est alors que, sentant, en dépit de ses faciles victoires, de son rêve d'hégémonie orientale à moitié réalisé, le faisceau des

forces alliées se resserrer autour d'elle, désireuse de le rompre enfin, d'écarter la main de fer qui, de plus en plus inexorable, la prenait à la gorge, l'Allemagne se décida à tenter encore une fois la fortune contre son « principal ennemi. » Et pressée, « forcée » d'en finir, elle fonça sur Verdun.

II

Le projet datait de loin, puisqu'on mit plus d'un an à en préparer l'exécution. Il avait comme tous les projets allemands ce caractère de lourde complexité qui les oppose généralement à la simplicité directe des idées françaises. C'était tout d'abord une opération dynastique : il s'agissait de rehausser, par une grande victoire, le prestige personnel de l'héritier des Hohenzollern. On se proposait d'autre part de rééditer à nos dépens la célèbre manœuvre napoléonienne de Friedland, de couper les ponts de Verdun et de capturer toute une armée française. On voulait aussi, sinon se rouvrir la route de Paris, tout au moins mettre définitivement à l'abri d'une tentative de nos troupes cette riche région de Briey dont l'annexion est si âprement revendiquée par la métallurgie allemande. On espérait bien d'ailleurs, en prenant les devans, paralyser et faire avorter nos desseins d'offensive générale, et l'on avait des raisons de penser que toutes les précautions n'avaient pas été prises pour défendre contre de violens assauts répétés une place forte qui passait pour imprenable. Enfin, et peut-être surtout, Verdun était un symbole pour l'imagination germanique : Verdun, vieille ville impériale, où se partagea l'empire de Charlemagne, où entra l'armée prussienne en 1792, l'armée saxonne en 1870, Verdun avait jusqu'alors défié tous les desseins de l'envahisseur. Il fallait abattre l'orgueilleuse cité guerrière, « la plus puissante forteresse » de « l'insolente nation. » Si Verdun n'était pas le « cœur, » c'était bien le boulevard avancé de la France. Amplifiée, proclamée aux quatre coins de l'horizon, une retentissante victoire de Verdun effacerait sans aucun doute l'impression produite par la défaite de la Marne : la redoutable infanterie de l'armée d'Allemagne retrouverait intacte sa réputation d'invincibilité, un moment éclipsée.

Pour lui préparer les voies, à cette infanterie, on avait eu recours à tous les procédés que la guerre « scientifique » d'à

présent peut mettre en œuvre : long entraînement méthodique, « répétitions » minutieuses, suralimentation abondante, prescriptions détaillées et despotiques, virulentes exhortations impériales. Chaque homme devenait l'un des innombrables rouages nécessaires et aveugles d'une colossale machine de meurtre. Rien n'était laissé au hasard ou à l'imprévu. Jamais pièce de théâtre n'a été « montée » avec un tel luxe d'acteurs, de rôles scrupuleusement appris, d'accessoires, de costumes et de décors. Une artillerie formidable, inouïe, paradoxale avait été réunie, qui devait faire pleuvoir, jour et nuit, sans trêve, sur les positions françaises, une pluie diluvienne d'obus de tout calibre, d'explosifs de toute composition, et à laquelle aucune puissance humaine ne semblait devoir résister : fusans, percutans, shrapnells et « marmites, » obus lacrymogènes et suffocans, gaz asphyxians, liquides enflammés, toutes les variétés d'engins destructeurs que le sadisme sanguinaire de l'Allemagne a pu inventer ou exploiter seront utilisés avec une profusion dont rien encore n'a pu donner une idée. C'est le triomphe de la machinerie homicide et de la science mise au service de l'assassinat.

En face de cette organisation puissante, disciplinée, brutale, toute tendue vers une offensive d'écrasement impitoyable, une défense qui a su habilement renforcer et mettre en valeur les avantages naturels d'une situation exceptionnelle, mais qui présente de dangereuses lacunes : peu d'artillerie, surtout peu d'artillerie lourde; des mitrailleuses, des fusils, surtout des poitrines humaines. Il semble que, cette fois encore, comme à Charleroi, comme sur la Marne, comme sur l'Yser, la partie ne soit pas égale, et que le succès soit mathématiquement, infailliblement assuré à l'Allemagne, à la force monstrueuse de terreur et de mort. Comment l'ingénieux et imprévoyant Ariel pourrait-il résister au rude gantelet du terrible Caliban ? Et ne faudrait-il pas un miracle pour le sauver ? Le monde entier a les yeux fixés sur ce coin de terre historique où va s'engager, dix mois durant, une lutte titanesque. Comme aux journées épiques de la Marne, ce ne sont pas seulement deux armées qui vont s'affronter entre ces bois et ces collines; ce sont deux peuples, ce sont deux races, avec leurs vertus et leurs défauts mêlés, ce sont deux génies ethniques différens. La bataille de Verdun, c'est le duel de deux âmes.

Le 21 février, de 7 heures 15 du matin jusqu'à cinq heures du soir, eut lieu la première « préparation » d'artillerie : elle fut effroyable : rien que des obus lourds, qui écrasaient tout, nivelaient tout. Comment les vagues d'assaut trouvèrent-elles des hommes encore vivans pour leur résister, pour les accueillir à coups de fusil et de mitrailleuses? C'est le secret de l'ingéniosité française, et, plus encore, de l'héroïsme français. Et durant des jours et des jours, il en fut ainsi. Subir pendant des heures interminables des bombardemens terribles, se blottir, s'accrocher, se terrer où l'on peut, se coucher par terre et feindre la mort, quand passe un avion allemand, grelotter sous la pluie, sous la neige, ne pas dormir, souvent n'avoir rien à manger ni à boire, voir à côté de soi tomber des camarades atrocement déchiquetés, entendre les cris des blessés et les râles des mourans, et tenir, tenir jusqu'au bout, jusqu'à la mort, parce qu'il le faut, parce que c'est la consigne et le devoir, parce que la France d'hier, et celle de demain, l'exigent; puis trouver encore la force de franchir en courant d'aveuglans tirs de barrage, de faire le coup de feu contre les hideuses faces convulsées de ces Boches gorgés d'alcool et d'éther, qui sans relâche s'avancent en chantant, contre-attaquer à la grenade, à la baïonnette ou en de sanglans corps à corps : telle est la vie épuisante, sinistrement pathétique, de nos soldats dans cet enfer de Verdun. Et comme toute l'armée française, successivement, a passé à Verdun, voilà de quel effort a été capable ce peuple « dégénéré » dont, en un mois, les dirigeans de Berlin se flattaient de venir à bout.

Cependant, les premiers assauts, s'ils n'avaient pas donné tout ce qu'en attendait l'Empereur, venu pour assister à la prise de l'inexpugnable ville et pour y faire une prompte entrée triomphale, avaient sérieusement entamé nos lignes de défense. Nous reculions pied à pied, vendant chèrement à l'ennemi le moindre pouce de terrain, mais nous reculions. Devant certaines débauches d'obus, il n'y a pas d'héroïsme, — surtout pas d'héroïsme à demi désarmé, — qui puisse tenir. Le 24, la situation est si grave que le général commandant le groupe des armées du centre n'est pas loin de la juger désespérée. Elle l'eût été sans doute si les Allemands l'avaient exactement connue, et s'ils avaient eu plus d'audace. Elle va être, en quelques heures, rétablie par l'un des deux ou trois chefs dont la guerre aura

mis le plus nettement en lumière les hautes vertus militaires, le général de Castelnau.

L'avenir, qui saura bien percer certains mystères et faire violence à certaines modesties, dira probablement du général de Castelnau que ce douloureux et héroïque soldat, que ce chef *complet*, aux sûres et vives intuitions, aux décisions promptes, au lucide esprit organisateur, aura été l'un des principaux artisans de la victoire française. Il a déjà sauvé la France au Grand Couronné, en rendant possible la victoire de la Marne ; il va la sauver encore sur la Meuse. Comme s'il était dans la destinée du général français de s'opposer à toutes les « entrées » impériales, c'est lui, c'est son adversaire et son vainqueur de Nancy que le « seigneur de la guerre » va retrouver à Verdun, et qui s'empresse au rendez-vous. Il arrive, juge d'un coup d'œil la situation, donne des ordres nets, précis, lumineux, pour la bataille prochaine ; il calme les inquiétudes, rassérène les courages, communique à tous, officiers et soldats, sa tranquille, sa mystique confiance. Quand, le soir du 25, le général Pétain vient prendre le commandement de l'armée de Verdun, les renforts sont arrivés, le 20e corps est à son poste. L'Empereur a pu télégraphier à l'univers entier qu' « en sa présence, le fort cuirassé de Douaumont, le pilier angulaire des fortifications permanentes de la forteresse de Verdun, » a été pris par ses fidèles Brandebourgeois, dans un « irrésistible assaut (1) » et « demeure solidement entre les mains des Allemands. » — « La France nous regarde, a dit le nouveau chef. Elle attend, une fois de plus, que chacun fasse son devoir. » Le lendemain, 26, d'énergiques contre-attaques françaises enrayent l'avance allemande, dégagent Douaumont ; après trois jours de luttes furieuses, l'ennemi cesse ses attaques : « le pilier angulaire » reste en notre pouvoir.

Il n'y restera pas toujours. Trop engagée d'honneur et, peut-être, d'intérêt, pour reculer maintenant, l'Allemagne ne voudra pas avouer au monde, ni s'avouer à elle-même son coûteux échec. Elle prolongera la lutte, elle l'élargira ; elle jettera dans le gouffre bataillons sur bataillons, ses meilleures troupes

(1) Ces fameux Brandebourgeois n'avaient d'ailleurs réussi à pénétrer dans le fort qu'en se déguisant en zouaves. Voyez là-dessus *Ceux de Verdun*, par le lieutenant Péricard, — le lieutenant Péricard est le héros de « Debout les morts ! » — (1 vol. in-16, Payot, p. 144-146.)

et ses plus utiles réserves, ses milliards et ses espérances. Nous jugeant toujours incapables d'une longue résistance, elle voudra nous user, nous accabler sous le poids de ses obus, de ses attaques massives ; elle conservera l'espoir, en gagnant de temps à autre, au prix des pertes les plus sanglantes, quelques mètres de terrain, de nous faire lâcher prise, de parvenir enfin au cœur de l'inviolable citadelle. Et certes, elle obtiendra quelques avantages : elle prendra, elle gardera quelque temps Douaumont, Thiaumont, Vaux, Fleury ; elle progressera sur les pentes du Mort-Homme, elle menacera le fort de Souville, mais Verdun restera inviolé. Cinq milliards de munitions, cinq cent mille hommes auront été sacrifiés en pure perte. Le prestige de l'armée allemande aura reçu une atteinte mortelle.

Car l'Allemagne, il faut le reconnaître, avait fait contre Verdun un colossal, un suprême effort. Ni Hindenburg, ni Mackensen, il est vrai, ne semblent avoir collaboré, même de leurs conseils, à l'entreprise, qu'ils auraient désapprouvée, paraît-il : mais qu'auraient bien pu faire Hindenburg et Mackensen de plus ou de mieux que Falkenhayn et les autres conseillers militaires de Guillaume II et de son fils ? Jamais moyens matériels plus puissans ni plus abondans n'avaient été utilisés dans une action offensive : Charleroi, l'Yser, la Dunajec, la Champagne n'étaient, à cet égard, en comparaison de Verdun, que des opérations secondaires. D'autre part, des troupes d'élite furent engagées dans cette interminable bataille, et si quelques-uns de leurs procédés de guerre sont parfaitement abominables, il y aurait une injustice un peu puérile à contester leur bravoure disciplinée, méthodique et farouche. Enfin, s'il n'est pas tout à fait exact, comme l'a dit un des nôtres, que le génie ne soit qu'une longue patience, il est incontestable que le génie allemand est surtout fait de patience, d'une patience obstinée et tenace, que rien ne rebute ni ne décourage. Il semblait que, sur ce terrain-là, — et l'Allemagne y comptait bien, — les Français, le peuple léger et impatient par excellence s'imaginait-elle, dussent finalement et fatalement être vaincus.

Vains calculs et vains efforts ! L'Allemagne, une fois de plus, n'avait pas compris et avait calomnié la France. Le Français passe pour léger, parce qu'il sait sourire, et, dans les intervalles de ses misères, il souriait, même à Verdun ; mais il sait être grave quand il le faut ; et surtout, il met son point

d'honneur, avec cette merveilleuse faculté d'adaptation et d'assimilation qui le caractérise, à ne se laisser dépasser par aucun autre peuple, à acquérir même les qualités qui passent pour lui faire défaut, à se montrer égal à toutes les circonstances, quelque difficiles qu'elles puissent être. Il croit naïvement qu'« impossible n'est point français, » et, au besoin, il le prouve. On lui a dit que l'obstination est la faculté maîtresse des Allemands : c'est une supériorité qu'il entend bien leur ravir avec les autres, et puisqu'aussi bien le salut de la Patrie l'exige, il saura lasser l'obstination allemande. D'autre part, l'Allemagne a oublié que le peuple de France est avant tout un peuple de paysans, et plus particulièrement encore l'armée française, aujourd'hui surtout que tant d'ouvriers sont rentrés aux usines de guerre qu'ils n'auraient jamais dû quitter. Or, de tout temps, — voyez ce qu'en dit Montaigne, — le paysan français s'est distingué par des qualités de patience un peu têtue, de stoïque endurance, de ténacité laborieuse. Il suffisait de faire appel à ces vieilles vertus héréditaires, pour les retrouver intactes et pour leur faire rendre tout leur effet. C'est ce qui est arrivé. Avec une inlassable, une héroïque patience, nos soldats ont supporté la pluie de fer et de feu que l'artillerie allemande déversait sans cesse sur leurs positions ; ils ont résisté aux brutales attaques multipliées qui menaçaient de tout emporter, le plus souvent ils les ont brisées. Quand, par hasard, ils étaient forcés de reculer, de céder du terrain, des positions, ou des ruines, ils ne tardaient pas à revenir à la charge, à reprendre hardiment ce qu'ils avaient dû abandonner ; et autant la défense française avait été longue, acharnée, tenace, autant la reprise était, presque toujours, rapide et brillante. Preuve manifeste que l'ancienne flamme n'était pas éteinte, qu'elle couvait toujours sous la cendre, qu'à se contenir, à se maîtriser, à se convertir en une sorte de passivité souffrante, elle n'avait rien perdu de sa première ardeur. Le soldat français a su vaincre en obstination le soldat allemand, sans cesser d'être le fougueux et irrésistible guerrier de sa propre légende.

De combien de traits d'héroïsme individuel ou collectif se compose l'histoire de la résistance française à Verdun, il faudrait être un Michelet pour le dire, ou, mieux encore, un Victor Hugo, — car c'eût été *sa guerre*, à Victor Hugo, qu'une guerre

telle que celle-ci, et il faudra bien qu'il surgisse un jour le grand poète qui immortalisera cette merveilleuse épopée ! On n'a qu'à puiser à pleines mains dans les récits qui nous sont parvenus pour voir se lever devant nos yeux d'étonnantes visions épiques. C'est l'arrivée sur le champ de bataille de Douaumont des premières unités du 20e corps : elles sont harassées, fourbues, transies de froid, incapables, semble-t-il, du moindre effort : quelques paroles de Castelnau les galvanisent ; elles entrent en ligne, elles attaquent ; l'ennemi recule ; la situation est rétablie. Le sort en est désormais jeté. « Il ne faut pas qu'*ils* prennent Verdun, a dit le grand chef. Et *ils* ne prendront pas Verdun. » C'est l'admirable retraite du bois d'Haumont : deux divisions françaises contre deux corps d'armée allemands qu'elles arrêtent pendant plusieurs heures : un sergent, le meilleur tireur de son bataillon, voyant l'ennemi s'avancer, sort de sa tranchée ; il est entièrement exposé aux balles et à la mitraille ; par-dessus le parapet, ses camarades lui passent des fusils chargés l'un après l'autre ; il abat successivement soixante Allemands, et il n'a pas une égratignure. Une batterie de 75 a tiré sept ou huit cents coups sans interruption ; il faut attendre, pour continuer le tir, que les pièces soient refroidies ; pas d'eau, sauf dans les bidons des hommes ; qu'à cela ne tienne ! Ils ont beau mourir de faim et de soif : sans en distraire une goutte, ils vont réserver toute leur provision d'eau pour refroidir leurs canons : et n'est-ce pas là un symbole émouvant de la modeste abnégation française ? C'est, au bois des Caures, le tragique sacrifice du lieutenant-colonel Driant et de ses chasseurs. C'est, le 22 mai, la « magnifique » reprise du fort de Douaumont, dont un colonel disait : « J'ai fait vingt-cinq campagnes, je n'ai rien vu de plus beau que cet assaut. » C'est cette prodigieuse défense du fort de Vaux, à laquelle l'ennemi lui-même a cru « devoir payer le tribut de la plus haute admiration. » C'est enfin, — car on ne peut tout dire, — la conquête, cette fois définitive, de Douaumont, puis de Vaux, et l'élégante annulation, en quelques heures d'attaque, de dix mois d'efforts incessans et de sanglans sacrifices. Le 1er mai, après soixante-dix jours de bataille, en transmettant au général Nivelle le commandement de la 2e armée, le général Pétain disait déjà de la bataille de Verdun qu'elle était « une des plus grandes batailles que l'histoire eût enregistrées, »

et qu' « un coup formidable avait été porté à la puissance militaire allemande. » L'avenir allait apporter à ces paroles une confirmation singulière.

Si admirables que soient les soldats, — et de l'aveu de tous ceux qui les ont vus à l'œuvre, on n'admirera jamais trop les nôtres, — ils ne prennent toute leur valeur qu'entre les mains de chefs qui sont dignes d'eux. L'armée de Verdun a eu cette bonne fortune d'être commandée par de grands hommes de guerre, de dignes lieutenans du général de Castelnau. Deux d'entre eux ont surgi au premier plan : Pétain, qui, de simple colonel au moment de la mobilisation, est devenu progressivement commandant d'un groupe d'armées, puis généralissime, et qui, partout où il a passé, à la Marne, en Artois, en Champagne, a obtenu des merveilles de ses troupes par son calme, sa fermeté, son indomptable énergie, sa méthode, ses divinations de grand artiste militaire ; Nivelle, colonel lui aussi en août 1914, esprit lucide et inventif qui a su transformer peu à peu en une victoire offensive une action purement défensive : à son sang-froid, à son admirable ténacité nous devons cet immense service de nous avoir conservé Verdun. Autour d'eux, d'autres chefs dont la bravoure et la science inspirent aux hommes l'élan et la confiance, Balfourier, Berthelot, Mangin, — Mangin qui, en Afrique, préparait Verdun, songeant sans relâche aux « inoubliables devoirs. » Et au-dessous d'eux, un corps d'officiers, probablement unique au monde par sa souple et vive intelligence des choses de la guerre, par sa dignité morale, par son humanité et son esprit de sacrifice. Il semble que sur ce sol sacré de Verdun, toutes les plus hautes énergies spirituelles de la France, exaltées au-dessus d'elles-mêmes par les dangers que courait la Patrie, se soient donné rendez-vous pour briser la brutale puissance matérielle de l'orgueilleuse et barbare Allemagne. « Général, — a dit Pétain à Nivelle, — mon mot d'ordre au début de la bataille a été : *Ils ne passeront pas.* Je vous le transmets. — Entendu, général, ils ne passeront pas. » Ce fut là l'héroïque devise de l'armée de Verdun tout entière.

Grâce à cette communauté de bonnes volontés, de dévouemens et de compétences, les erreurs ou les imprévoyances passées furent assez vite réparées. A défaut des multiples voies ferrées construites par les Allemands, nous disposions d'excellentes routes et d'un très important service de transports auto-

mobiles, dont les évolutions semblent bien avoir été étudiées et prévues longtemps à l'avance, mais qu'il fallut organiser, développer et mettre en œuvre sous le feu de l'ennemi. On y parvint, — sous la direction de Castelnau, — et de manière à étonner non seulement les Anglais, mais les Allemands eux-mêmes, à force de sang-froid, de décision, d'ingéniosité, d'abnégation individuelle et collective. Transport de troupes, ravitaillement en vivres, en matériel et en munitions, évacuations des blessés, on put suffire à tout. Ce ne sont pas seulement les combattans qui donnèrent l'exemple du zèle et du sacrifice : conducteurs d'automobiles, « cheminots, » cuisiniers, infirmiers, brancardiers, médecins, aumôniers surent rivaliser d'élan, d'endurance et d'oubli de soi-même. Jusqu'en première ligne, par des chemins défoncés, sous des bombardemens effroyables, on vit arriver des convois sanitaires : de précieuses vies se risquaient sans hésiter pour en sauver d'autres, en apparence plus humbles. Entre les diverses armes, entre les divers services de l'avant et de l'arrière, sous l'action souveraine d'une pensée unique, — « les empêcher de passer, » — s'établissait la plus touchante des solidarités, et comme une circulation ininterrompue de vaillance, d'activité, de vivante fraternité. Les historiens de l'avenir diront peut-être — et ils auront raison de le dire — que la France, à Verdun, a touché le point culminant de son histoire morale.

Et avec les renforts, peu à peu affluait l'artillerie dont l'attaque allemande nous avait d'abord trouvés fâcheusement démunis. Peu à peu, à cet égard, l'équilibre s'établissait entre l'assaillant et la défense. Peu à peu, les poitrines de nos soldats sentaient qu'elles n'étaient plus presque seules à s'opposer à l'avance germanique. Nos artilleurs ont su reprendre, en la perfectionnant, la méthode adverse : à mesure que les mois s'écoulaient, les Allemands n'avaient plus le privilège exclusif de certains écrasemens d'artillerie lourde. Et je ne sais si, à ce point de vue, nous avons fini par conquérir la supériorité matérielle; mais ce qui est certain, c'est que Douaumont et Vaux n'auraient pas été définitivement repris si nos obus et nos explosifs n'avaient pas largement frayé les voies à nos audacieux fantassins.

Une bataille ininterrompue de dix mois; les pires dangers et les pires souffrances, çà et là illuminés des plus beaux rayons

de gloire humaine; toutes les formes de dévouement et toutes les variétés d'héroïsme; des chefs magnifiques, et, selon le mot d'un ennemi, le fameux von Klück, des soldats « grandioses, » auxquels on peut tout demander, et qui se sacrifient sans compter; une organisation à demi improvisée, et qui sait concilier à merveille l'obéissance et l'initiative; une lutte âpre, continue, obscure, sans éclat et sans panache, et dont les vraies prouesses sont faites de satisfaction intérieure, de consentement secret au devoir, de renoncement stoïque : voilà Verdun. Il s'est rencontré des amis de la France pour trouver que nous n'avons pas été assez fiers de notre œuvre et pour regretter l'excessive modestie française. Et certes, si l'Allemagne avait remporté sur elle-même et sur ses ennemis une pareille victoire, elle n'eût pas manqué d'en tirer un orgueilleux, un bruyant parti, elle qui a célébré sa défaite à l'égal d'un succès. Mais les faits parlent assez haut d'eux-mêmes, et, comparée surtout à la jactance tudesque, la sobre discrétion de notre attitude, bien loin de nous nuire, n'a fait, aux yeux de l'étranger, qu'ajouter une grâce de plus à la grandeur de notre effort.

Assurément la victoire de la Marne avait provoqué, hors de France, un grand élan de surprise émue et d'admiration respectueuse. Mais quoi! la victoire de la Marne, c'était encore, ou peu s'en faut, indéfiniment multipliée et élargie d'ailleurs, l'ancienne, la traditionnelle victoire française; c'était la guerre de mouvement, en rase campagne, celle qui a toujours favorisé notre fougue légendaire. La bataille n'avait du reste duré que huit jours, et nous n'y étions pas seuls, assistés comme nous l'étions de « la méprisable petite armée anglaise. » Mais à Verdun, personne ne nous aidait à soutenir le poids d'une lutte de dix mois, puisque nous avions volontairement décliné l'offre fraternelle de la collaboration britannique. Et cette fois, c'était bien la guerre moderne, avec la brutalité et les raffinemens et les traîtrises de la méthode dite scientifique, la guerre qui paraissait le moins convenir à notre tempérament moral. Or, à ces nouvelles méthodes de guerre qui effrayaient pour nous nos amis, non seulement nous nous sommes pliés et résignés, mais nous avons réussi à les convertir en instrumens de victoire. Nous pouvons dire sans forfanterie, — car, sur ce point, les témoignages spontanés de l'étranger rempliraient tout un volume, — que ce spectacle inattendu a émerveillé le

monde. Verdun a peut-être plus contribué que la Marne à retourner en notre faveur l'opinion universelle. Jamais encore le génie militaire et la grandeur morale de la France n'avaient aussi pleinement « éclaté aux esprits. » Le geste de cette famille anglaise se levant d'un seul mouvement toutes les fois que le nom de Verdun était prononcé devant elle a pour pendant celui de M. Lloyd George ramassant quelques marrons sous « ces murailles inviolables » pour planter dans son parc une « allée de Verdun. » Et l'on se rappelle le beau, l'émouvant discours qu'a prononcé ce même M. Lloyd George dans les casemates de la vieille citadelle : « Pour moi, disait-il, je me sens profondément remué en touchant ce sol sacré. Je ne parle pas en mon nom seul : je vous apporte l'admiration émue de mon pays et de ce grand empire dont je suis ici le représentant. Ils s'inclinent avec moi devant le sacrifice et devant la gloire. »

A quelques semaines de là, dans ces mêmes casemates se déroulait une cérémonie d'une symbolique et imposante beauté. Entouré des principaux chefs français, des généraux représentans des puissances alliées, le Président de la République, dans un superbe langage, rendait hommage au dévouement et à l'héroïsme des soldats de Verdun, et il décernait à la ville imprenable les décorations militaires des divers États de l'Entente.

Et peu après, le général Nivelle, commandant l'armée de Verdun, pouvait écrire :

La supériorité nécessaire, nous la trouverons non seulement dans notre outillage et notre armement, qui ne seront cependant jamais trop puissans, mais aussi et surtout dans la résolution audacieuse, raisonnée et confiante des chefs. Nous la trouverons dans le cœur de nos admirables soldats, dont je pouvais dire récemment, en les montrant avec orgueil au chef de l'État, venu pour décorer nos drapeaux : « Jamais, même dans la vieille garde, il n'y a eu de pareilles troupes. » Ces soldats venaient de recevoir un hommage éclatant de leurs ennemis mêmes, dans le cri échappé à cet officier supérieur prussien au moment où il était fait prisonnier : « C'est triste de finir la guerre ainsi, mais c'est une consolation pour moi de rendre mes armes à de tels soldats : je n'ai jamais vu d'aussi belles troupes (1) ! »

(1) *Préface* du livre de M. Charles Nordmann, *A coups de canon*, 1 vol, in-16; Perrin.

III

Ces troupes auxquelles, vers le milieu de mars, en les félicitant et en les encourageant, le général Joffre disait : « Vous serez de ceux dont on dira : Ils ont barré la route de Verdun, » elles ont longtemps ignoré, — et leur mérite en est d'autant plus grand, — la raison dernière de leur long effort. Il ne s'agissait pas seulement pour elles de sauver Verdun, — la perte de Verdun, matériellement, sinon moralement, n'aurait pas été irréparable, — il s'agissait de retenir devant ces vieilles murailles la plus grande partie de l'armée allemande, de paralyser ses autres initiatives, de lasser sa confiance, d'user et de détruire ses disponibilités et ses réserves, de permettre enfin à tous les Alliés d'achever, sans être inquiétés, tous leurs préparatifs pour les offensives prochaines. Ce résultat a été amplement atteint. Plus on y regardera de près, et plus on reconnaîtra que la défense de Verdun aura été le pivot de toutes les campagnes ultérieures, et qu'elle marque le tournant décisif de la guerre. Verdun aura été la dernière grande offensive qu'ait montée l'Allemagne contre un de ses principaux ennemis.

Et pendant qu'elle se brisait contre le mur inébranlable des poitrines françaises, à Paris même, sous la présidence de l'habile homme d'État français qui s'était donné pour tâche d'unifier son action, la Sainte-Alliance des peuples libres se resserrait, échangeait ses vues, se concertait pour les ripostes nécessaires; et dans cette réunion tenue en pays envahi, à 280 kilomètres d'une frontière entamée et furieusement attaquée, il y avait, tout à la fois, un délicat et fier hommage d'admiration et de confiance rendu à la France, et, à l'adresse du brutal adversaire, une sorte de dédaigneuse ironie dont nous avons tous savouré la hautaine élégance. Quelque temps après, Galliéni mourait, et Paris faisait au grand soldat qui l'avait défendu « jusqu'au bout, » et sauvé du Barbare, de ces funérailles simples et grandioses, comme il sait en faire à ceux qu'il a beaucoup aimés : funérailles où la tristesse s'éclairait d'espérance et qui, bien plutôt qu'à une cérémonie funèbre, ressemblaient à un radieux cortège de victoire. Et en effet, il nous quittait au moment où la bataille de Verdun commençait à dégager ses victorieuses conséquences. Broussiloff déclenchait alors contre l'Autriche sa

triomphale offensive, trop tôt arrêtée malheureusement, — nous savons aujourd'hui pourquoi, — et qui, sans parler des remarquables résultats directement obtenus, obligeait encore l'armée autrichienne descendue en Italie à lâcher prise et à se retourner contre l'entreprenant envahisseur. Libre, désormais, de ses mouvemens, Cadorna pouvait mettre la dernière main à ses préparatifs d'offensive, infligeait sur le Carso, à l'armée autrichienne, une sanglante défaite, et s'emparait enfin de Gorizia, l'une des clefs de l'*Italia irredente.* Nous-mêmes, d'autre part, que Verdun n'avait ni exclusivement absorbés, ni épuisés, comme on le croyait outre-Rhin, nous prenions, avec nos amis Anglais, l'offensive sur la Somme, et, en quelques semaines, nous faisions subir à l'armée allemande des pertes irréparables, et, en attendant de la contraindre à la retraite, nous remportions des avantages plus importans, plus décisifs, et, surtout, plus définitifs, que ceux qu'en plusieurs mois, l'Allemagne avait obtenus à Verdun. Encouragée enfin par tous ces succès, la Roumanie suivait à son tour l'exemple de sa « sœur latine, » et, répudiant comme elle une alliance qui n'était qu'un esclavage, elle se rangeait à nos côtés avec un courage que nous avons applaudi sans doute, mais dont nous n'avons pas soupçonné tout d'abord la méritoire imprudence. Vaincus à Verdun, il semblait que les empires de proie fussent dès lors sur le point d'éprouver l'irrémédiable désastre.

Il faut leur rendre cette justice qu'ils surent se ressaisir encore avec une farouche décision et une rare audace. Hindenburg nommé généralissime et consacré fétiche national; derrière la popularité grossière de ce grossier soldat, l'habile Ludendorf ourdissant ses plans, tramant ses intrigues, sachant imposer ses vues à l'Empereur et à son triste chancelier; la mobilisation civile décrétée; probablement mille manœuvres de corruption tentées un peu partout, notamment en Grèce et dans cette Russie où l'Allemagne avait conservé tant de louches et profitables intelligences; une presse admirablement dressée à tromper l'opinion publique et à l'entretenir dans les plus invraisemblables illusions : voilà quelques-uns des moyens que le pangermanisme, blessé à mort, imagina pour ajourner, ou, qui sait? pour conjurer sa ruine. Avouons qu'il s'en est fallu de bien peu qu'ils n'aboutissent. L'honnêteté du Tsar aujourd'hui déchu nous sauva sans doute de la désastreuse paix séparée

qu'on négociait déjà dans son entourage. Mais on réussit du moins à faire avorter les belles promesses que les opérations militaires du printemps et de l'été nous avaient permis de concevoir. Broussiloff, — la rage dans le cœur, sans doute, — dut s'arrêter dans sa marche victorieuse. La Roumanie, mal préparée et abandonnée à elle-même, offerte en proie à des ennemis résolus et bien armés, voyait peu à peu son territoire envahi, sa capitale occupée, ses réserves de blé pillées. Le roi Constantin de Grèce nous trahissait au profit de « l'ennemi héréditaire » et mettait en péril notre armée de Salonique. Enfin, par une fâcheuse coïncidence, notre victoire de la Somme, interrompue par la mauvaise saison, ne donnait pas tous les résultats immédiats qu'on avait peut-être escomptés. A l'entrée d'un troisième hiver de guerre, il était difficile de se défendre d'un vague sentiment de malaise ou d'inquiétude. Irions-nous donc toujours de déception en déception, de demi-victoire en demi-victoire ? Et laisserions-nous toujours à des adversaires redoutables, étroitement unis par leurs crimes, habiles d'ailleurs à exploiter toutes nos divisions et toutes nos faiblesses, audacieux et sans scrupules, l'entière liberté de leurs initiatives?

C'est ce moment-là qu'avec une incontestable habileté, l'Allemagne choisit pour nous faire ses premières ouvertures officielles de paix. Sentant bien qu'elle ne pourrait plus que décliner, qu'elle avait déjà atteint les limites extrêmes de ses forces réelles, consciente des innombrables difficultés intérieures et extérieures que lui ménageait le très prochain avenir, aux prises avec une crise économique et alimentaire dont nous saurons un jour toute la gravité, convaincue que la « carte de guerre » ne lui serait jamais plus aussi favorable, et qu'il y avait donc tout intérêt à liquider « honorablement » une opération dont les suites risquaient d'être infiniment désastreuses, elle entreprit de négocier. Elle éprouvait d'ailleurs le besoin de rassurer, ou de relever une opinion publique qui commençait à être bien inquiète et très lasse. Elle espérait, par cette attitude toute nouvelle, se concilier la faveur intéressée ou naïve de quelques neutres. Surtout, elle comptait sur la lâcheté ou la lassitude de ses adversaires pour les amener à une conversation, que faciliterait du reste la disparition récente de François-Joseph, et dont elle se promettait toute sorte d'avantages. Elle en fut pour ses frais de duplicité et d'insolence. On repoussa dédaigneusement

du pied ses avances. Une « question » du président Wilson aux belligérans sur leurs « buts de guerre » respectifs vint mettre en un piquant relief la cauteleuse insincérité de l'Austro-Allemagne et la courageuse franchise de l'Entente. Que les Alliés se soient longuement concertés pour rédiger leurs deux réponses, c'est ce qui est l'évidence même, et aucun d'eux n'a le droit d'en revendiquer la responsabilité exclusive; mais que la plume qui les a rédigées ait été tenue en France, c'est ce qui ressort de mille petits faits et nuances distinctives. Et nous pouvons croire que si la France a été choisie pour porte-parole, ce n'est pas seulement en signe d'hommage à la traditionnelle perfection de sa langue diplomatique; c'est aussi parce qu'en dépit de ses deuils et de ses souffrances, et de son légitime désir de paix, elle était moins que jamais le pays des capitulations et des défaillances.

Pour raviver son courage, affermir son endurance, décupler son énergie et calmer son impatience, la France avait, dans les événemens mêmes, des raisons d'espérer qui manquaient à son ennemie. Oui, sans doute, la campagne d'été n'avait pas eu le temps de porter tous ses fruits légitimes, et le territoire national n'était pas libéré. Oui, sans doute, l'intervention roumaine avait surtout servi à ravitailler l'adversaire, et l'attitude de la Grèce royale n'était rien moins que rassurante. Oui, sans doute enfin, la vie matérielle devenait plus difficile, et l'on ne pouvait songer sans angoisse à l'existence sordide et dure de nos chers soldats dans leurs tranchées, sous les rafales de bise et les pluies d'un troisième hiver. Mais, en revanche, quel tragique aveu d'impuissance, de misère et de désespérance dans cette offre, maladroitement fanfaronne, d'une paix « modérée, » qu'on se refusait d'ailleurs à définir! Aussi bien, l'offensive contre la Roumanie était arrêtée, et l'armée roumaine, sauvée par les Russes, n'avait pas été mise hors de cause. D'autre part, il était visible que les Alliés, instruits par l'expérience, resserraient leur union, avisaient aux meilleurs moyens de réparer les lacunes et de corriger les imperfections de leur organisation politique, diplomatique et militaire. L'Italie avait déclaré la guerre à l'Allemagne et s'associait de plus en plus étroitement à notre campagne balkanique. L'Angleterre, qui avait eu l'admirable courage de rompre avec toutes ses traditions et d'adopter le service militaire obligatoire, l'Angleterre

venait de mettre à sa tête un véritable dictateur dans la personne de M. Lloyd George : homme d'énergie, de pensée et d'action, grand orateur, travailleur infatigable, — un Celte, comme notre Briand, — M. Lloyd George sera peut-être, dans cette dernière phase, le véritable « seigneur de la guerre. » En France, un remaniement du ministère et du haut commandement était l'indice et la promesse d'une utilisation plus complète, sur le front et à l'arrière, de toutes les énergies nationales. Enfin et surtout, d'heureuses actions militaires avaient lieu, signes avant-coureurs des futures victoires décisives. L'armée inter-alliée de Macédoine s'ébranlait, rentrait dans la Serbie envahie, s'emparait de Monastir. Et, sur notre front, non seulement Verdun tenait toujours, mais Verdun, sous la direction de Nivelle, reprenait l'offensive. « Que tous, avant de partir, aient jeté leur cœur par-dessus la tranchée ennemie, » avait dit magnifiquement le nouveau chef en arrivant à Verdun. Et nos soldats, électrisés par ce noble langage, firent comme on le leur disait. Le 24 octobre, dans un élan irrésistible, ils reprenaient Douaumont, le fort symbolique ; le 2 novembre, ils récupéraient le fort de Vaux ; le 15 décembre, dans une superbe offensive, ils avançaient de trois kilomètres, dégageant Verdun, et ramenant nos lignes jusqu'à l'endroit d'où était partie l'attaque allemande. En quittant l'armée qu'il avait commandée sept mois, le nouveau généralissime venait de faire ses preuves : grâce à lui, l'obstination méthodique de l'héroïsme français avait eu le dernier mot.

Et tandis que cette fermeté indomptable émerveillait le monde, achevait de retourner en notre faveur l'opinion universelle, — exaspérée par tant de constance, effrayée de tous ses échecs, en proie à mille inquiétudes trop justifiées, sentant monter autour d'elle la lente réprobation de la conscience humaine, emportée par « cet esprit d'imprudence et d'erreur » qui souffle sur les nations agonisantes, l'Allemagne, déchirant tous les traités et violant tous ses engagemens, dans un véritable sursaut de démence désespérée, déclarait la guerre à tous les neutres, une guerre sous-marine sans loyauté et sans merci. Cette fois, la mesure était comble. La grande démocratie pacifique du Nouveau-Monde, qui avait fait preuve, à l'égard des Empires du Centre, d'une longanimité et d'une patience que nous avions peine, parfois, à ne pas trouver excessives, rompait

soudainement avec eux, et, acceptant le défi, venait prendre sa place à nos côtés dans cette nouvelle croisade contre la nation satanique, plus barbare et plus inhumaine que l'Infidèle du moyen âge. En même temps, la Russie, impatiente, elle aussi, du joug germanique que faisait peser sur elle son gouvernement, et surtout sa bureaucratie, honteuse des trahisons qu'à son insu on lui avait fait commettre à l'égard des démocraties occidentales, la Russie renversait l'imprévoyante et faible dynastie qui n'avait pas su la conduire à la victoire, et, à travers mille fluctuations inévitables, et parfois inquiétantes, s'acheminait à un état politique et social qui devait, fatalement, la rapprocher encore de nous. Et ainsi, deux des plus grands événemens de l'histoire moderne venaient, à quelques jours de distance, comme se greffer sur le formidable conflit, sur cette guerre d'Apocalypse, et dans leurs communes origines, s'il est difficile de la définir exactement, on ne saurait méconnaître la secrète action de la France.

Car d'abord ni la Révolution russe, ni l'intervention américaine ne se seraient produites si la guerre avait moins duré. Et la guerre aurait moins duré si la France avait fléchi sous le terrible poids qui, depuis trois ans, pèse sur ses épaules. Il ne s'agit pas, bien entendu, de revendiquer pour la France seule l'apanage et l'honneur des sacrifices et de l'endurance. Les sacrifices qu'a faits la France à la cause du Droit sont, relativement, moins lourds que ceux qui ont été consentis par la Belgique et par la Serbie. Et sans la Belgique, sans l'Angleterre, sans la Russie, la victoire de la Marne était impossible. Mais, de toutes les grandes puissances alliées, ce n'en est pas moins la France qui, dans son sol et dans son sang, dans sa richesse aussi, a le plus souffert de la guerre. Si elle s'était dérobée à sa douloureuse destinée, si elle avait marchandé ses efforts, la victoire totale, définitive, qui est, aujourd'hui, de moins en moins douteuse, eût été impossible. Il aurait fallu se résigner à la paix boiteuse, à laquelle, depuis la Marne, l'Allemagne aspire. En résistant comme elle l'a fait, en prodiguant son or et la vie de ses enfans, la France a assuré à la cause commune l'immense bénéfice de la durée. Les Alliés ont pu se préparer à loisir aux luttes décisives. Surtout peut-être le sens profond de cette guerre, qu'on n'avait point perçu tout de suite, a pu se développer sans contrainte, se révéler aux esprits les

plus inattentifs ou les plus prévenus. On a pu voir où tendaient les ambitions germaniques, et qu'elles ne visaient à rien de moins qu'à la domination du monde. On a pu se rendre compte que la lutte n'était pas seulement entre deux groupes de puissances rivales, mais entre deux conceptions opposées du monde et de la vie, entre la démocratie et l'autocratie, entre la civilisation et la barbarie, entre le christianisme et le paganisme. Et quand, à la lente lumière des faits contrôlés et vérifiés, les incertitudes et les équivoques du début eurent peu à peu disparu, le monde entier dut faire son choix. Au contact de la France républicaine, la Russie a pris conscience de son nouvel idéal, de sa future mission historique. Est-il vrai, comme on l'a dit, que dans les commencemens de l'alliance franco-russe, un haut personnage de l'entourage du tsar répondit à un Français qui s'étonnait de la froideur avec laquelle il était accueilli en Russie : « Vous nous apportez la Révolution? » Si le mot a été prononcé, il était prophétique. La France, — nous le voyons aujourd'hui de mieux en mieux, — aura largement contribué à détacher la Russie des influences et des intrigues germaniques, à l'introduire dans le chœur des grands États démocratiques contemporains, et à faire cesser, aux yeux des ennemis du « tsarisme, » une apparente contradiction dont triomphaient trop aisément nos adversaires.

Et la France enfin n'aura pas peu contribué à déterminer les États-Unis à joindre leur cause à la nôtre. Assurément, il serait d'un chauvinisme un peu puéril de prétendre que, sans la France, ils ne seraient pas entrés en guerre ; mais peut-être, sans elle, y seraient-ils entrés moins généreusement et plus tard. Il est difficile de sonder les reins et les cœurs, et les raisons d'un acte collectif aussi grave sont nécessairement multiples et complexes. Un amour passionné du droit et de la justice, le désir de fonder une paix durable, sinon éternelle, et de soustraire à la simple violence l'avenir des relations internationales, le désir aussi de créer l'unité nationale de sa jeune patrie, de fondre ensemble les divers élémens ethniques qui la composent, et, en les mêlant à de vieux peuples, en les associant à une œuvre hautement humaine et désintéressée, de les faire entrer dans l'histoire, de leur constituer une tradition, de les encadrer dans un peu de passé : voilà, selon toute vraisemblance, les idées et les sentimens essentiels, et, pour ainsi dire,

consciens, qui ont provoqué la décision du Président Wilson, et qui ont peu à peu rallié la très grande majorité de l'opinion américaine.

Mais, à côté des idées « claires et distinctes, » il y a des sentimens obscurs et profonds qui, chez les peuples comme chez les individus, entraînent à l'action, et sans la complicité desquels les idées pures risquent de demeurer éternellement inactives. Or, les États-Unis n'ont jamais oublié qu'ils devaient au généreux concours de la France leur indépendance nationale, et la vive sympathie qu'ils nous ont toujours témoignée depuis lors n'a pas d'autre origine. Quoi qu'en disent les sceptiques et les pessimistes, l'ingratitude — déjà l'attitude de l'Italie nous en avait été une preuve — est un vice qui, même chez les nations soi-disant réalistes, est moins fréquent qu'on ne l'a parfois prétendu : la Bulgarie et la Grèce — celle de Constantin, et non celle de Vénizélos — n'ont point fait partout école. Aux États-Unis, La Fayette et Rochambeau sont encore des noms vénérés, et plus peut-être que partout ailleurs, on eût ressenti fortement là-bas la douleur d'une défaite française. Lorsque, contre l'attente générale, on vit la France non seulement invaincue, mais victorieuse, quand on la vit, calme et grave, improviser, organiser sa défense, maîtriser peu à peu la supériorité matérielle du redoutable adversaire, quand on la vit, avec une ténacité indomptable, résister seule à Verdun, supporter sans faiblir l'effroyable tempête de fer et de feu, et, à force d'héroïsme, de patience, de sang-froid et de génie militaire, contenir l'envahisseur, puis le dominer et le repousser, alors l'affection, la tendresse émue et apitoyée firent place, dans les cœurs, à un sentiment de chaleureuse admiration, et presque de remords. On s'en voulut d'avoir méconnu la France et d'avoir, parfois, douté d'elle. On eut un peu honte de n'être pas à ses côtés pour défendre contre l'ennemi du genre humain une cause manifestement juste, et chère de tout temps aux démocraties américaines. Nulle part plus qu'aux États-Unis on n'a été sévère aux atermoiemens, aux scrupules, aux prudentes, et peut-être sages hésitations du Président Wilson. Et quand enfin l'intervention fut décidée, elle provoqua, et surtout en faveur de la France, un élan d'enthousiasme dont chaque jour nous apporte les vibrans échos. Ce sont les « impondérables » qui déterminent les grands événemens de l'histoire,

et peut-être Verdun a-t-il plus fait que le torpillage de la *Lusitania* pour entraîner dans la sainte Alliance la grande République d'outre-mer (1).

Ce qui est sûr, c'est que l'entrée en guerre des États-Unis a soulevé dans toute la France une joie telle que nous n'en avons pas éprouvé de semblable depuis la victoire de la Marne. Et même Paris, qui n'avait pas pavoisé après la bataille de la Marne, a pavoisé à la nouvelle de l'intervention américaine. Certes, cette intervention nous a tous réjouis, comme l'un des gages les plus sûrs de notre décisive victoire, et il n'est pas un Français qui ne se soit rendu compte, dans une guerre d'usure, comme celle que nous subissons, de l'importance incalculable d'un facteur tel que celui de la puissance matérielle de nos nouveaux alliés. Mais si nous avons apprécié à sa juste valeur ce facteur formidable, idéalistes incorrigibles que nous sommes, nous avons encore bien mieux senti l'incomparable portée morale de l'acte si lentement mûri de la grande démocratie du Nouveau Monde. Ainsi donc, nous ne nous étions pas trompés! Quand nous disions que, non contens de nous battre pour notre existence menacée, nous nous battions pour défendre les droits de tous les peuples libres et les principes essentiels sur lesquels repose toute civilisation humaine, — et quel est celui de nos soldats qui n'ait cette conviction au cœur? — nous n'étions pas la dupe d'un mirage! Nous ne nous étions pas grisés de mots sonores et vides! Il y avait donc au monde autre chose que la force! Et la réalité morale était bien une réalité! Voici qu'un peuple, tout un peuple se levait, pour prononcer entre nos adversaires et nous le jugement de l'histoire. Et dans des conditions d'autorité, de désintéressement et d'impartialité admirables, c'est à nous qu'il donnait raison, pleinement raison. Il épousait sans réserves notre juste cause. Il s'associait de tout son cœur à notre croisade. Il dénonçait au monde entier les forfaits de l'Allemagne impériale. Il vouait à l'exécration universelle sa funeste caste militaire, son armée de pillards et d'incendiaires, de violateurs de tombes (2), de tortionnaires et d'as-

(1) Un ancien ambassadeur américain disait à M. Viviani : « Nous vous avons toujours aimés; après la Marne, nous vous avons admirés; depuis Verdun, nous vous respectons. »

(2) Violateurs de tombes, les Allemands l'étaient déjà lors de l'expédition de Chine. Voyez là-dessus *les Derniers jours de Pékin*, par Pierre Loti, p. 84-85, et notre *Pro Patria*, t. II (Bloud, in-16), p. 32-35.

sassins disciplinés. Et cette grande voix lointaine qui nous proclamait les soldats du Droit a retenti longuement dans tous les cœurs français comme le témoignage irrécusable d'une haute et juste conscience.

La décision américaine était peut-être encore quelque chose de plus. Elle était la récompense du long effort qu'avait fourni la France pendant ces trente-trois mois d'une guerre inexpiable. Certes, la France n'a pas été seule à lutter et à souffrir, et elle n'oublie ni le martyre de la Belgique, ni l'appui, unique et irremplaçable, que, dès le premier jour, lui a prêté la flotte anglaise. Il n'est aucune des Puissances, grandes ou petites, de l'Entente, qui n'ait, dans cette guerre, joué généreusement son rôle non pas seulement utile, mais nécessaire, et qui n'ait contribué à hâter la victoire finale. Mais nos amis Anglais l'ont proclamé assez souvent et assez haut : c'est, au moins de toutes les grandes Puissances, la France qui, pendant longtemps, a eu à supporter les plus durs sacrifices, et la moindre défaillance de sa part aurait pu avoir les plus désastreuses conséquences. Le miracle français fut que, trop mal préparée, hélas ! à recevoir le furieux assaut d'un ennemi formidable, la France ne se montra pas inférieure à sa haute destinée, qu'elle soutint le choc, le brisa et sut opposer aux retours offensifs de l'adversaire une barrière infranchissable. Elle fit plus encore : sous le canon même de l'ennemi, avec une patience indomptable, avec une activité inventive et multipliée, elle sut se forger de nouvelles armes et en forger à ses alliés. Pendant que ses fils lui faisaient un rempart de leurs corps, elle organisait d'abord sa défense, et puis sa victoire, — cette victoire dont nous voyons aujourd'hui les glorieux commencemens. Elle resserrait ses alliances, en conquérait de nouvelles, aplanissait les difficultés entre ses anciens et ses nouveaux amis, les groupait autour d'un même idéal, les enflammait de son ardeur, de sa confiance, et joignant leurs ressources aux siennes, les utilisait toutes contre l'ennemi commun : cela sans emphase, sans vaine gloriole, avec cette discrétion, cette honnête simplicité qui sont la marque propre du génie français. A la voir si vaillante, si douloureuse et si sereine, les admirations, les sympathies lui venaient de toutes parts. Une heure vint où l'amitié américaine, exaspérée d'ailleurs par la félonie tudesque, ne voulut plus se contenter de l'active charité qu'elle exerçait si généreusement à notre

égard ; elle voulut prendre sa part personnelle de l'œuvre commune. Et puisque, — elle nous le manifeste tous les jours d'une manière bien éloquente et bien touchante, — c'est surtout à la France qu'elle apporte l'appui de ses armes et de son or, la France est fière et elle est heureuse d'avoir contribué par ses sacrifices d'aujourd'hui, et par ceux d'autrefois, à déchaîner contre la monstrueuse tyrannie allemande la grande force bienfaisante d'un grand peuple libre (1).

Étranges vicissitudes des choses humaines! Que de fois ne nous avait-on pas dit que le spectacle de l'histoire, comme celui de la vie même, est une vaste école d'immoralité, que le mal y règne en souverain maître, avec ses deux compagnes inséparables, la ruse et la violence, et que la seule sanction qu'on y reconnaisse est celle du succès! Et, sous l'obsession de notre défaite, nous avions failli souscrire à cette désespérante philosophie. Eh bien! non, ils avaient tort, ceux qui nous tenaient ces raisonnemens découragés. Le mal n'est pas la loi du monde, et ses triomphes ne durent qu'un temps. Si les hommes ont l'air de les absoudre, Dieu, lui, ne les absout pas. Il n'y a pas de prescription pour les grandes iniquités historiques. Question de Pologne, question d'Alsace-Lorraine, on les croit mortes, enterrées à jamais. Erreur profonde! Un jour, elles renaissent de leurs cendres. Le monde est en feu pour les résoudre; les Empires le plus solidement assis s'écroulent sous le poids des crimes séculaires qu'ils ont commis pour s'édifier aux dépens des nations vivantes qu'ils ont mutilées, piétinées sans scrupule. Et l'avenir reste ouvert aux peuples qui n'ont pas désespéré de la justice, et qui se sont noblement sacrifiés pour hâter son avènement.

Au premier rang de ces peuples-là a été la France. Comme si la destinée lui proposait un pari suprême, la France s'est retrouvée telle qu'elle a été aux plus belles époques de son histoire. Elle a accepté le pari, et elle l'a tenu, elle le tiendra jusqu'au bout. Elle a senti d'instinct tout le prix de l'enjeu. Elle

(1) Le président de la Chambre de commerce américaine, M. Walter Berry, dans un très éloquent et vibrant discours qu'il prononçait le 4 juillet, exprimait avec une force singulière les sentimens de ses compatriotes pour la France : « Je sais, disait-il en débutant, que j'exprime la pensée de chacun de vous quand j'affirme que la plus belle conquête de l'an III de la guerre a été la conquête des États-Unis par le maréchal Joffre. » Et ce mot dit tout.

a vu qu'il y allait non seulement de son existence nationale, mais encore du partage du monde, et de l'avenir de la civilisation tout entière. Jamais encore, au cours des innombrables guerres qu'elle a soutenues, de si hautes et de si graves questions n'avaient été comme impliquées dans sa propre cause. Voilà pourquoi elle s'est dressée dans un élan unanime; voilà pourquoi elle a « tenu, » au prix des pires souffrances; voilà pourquoi, même aux heures de lassitude, elle a versé sans se plaindre le sang de ses plus généreux enfans. Fière de la mission douloureuse et glorieuse qui s'imposait à elle, elle l'a remplie sans défaillir. Ce peuple qui a le génie de l'universel a senti revivre en lui-même, dans toute leur splendeur, les plus rares, les plus profondes vertus de sa race; on les avait crues éteintes; elles n'étaient qu'assoupies. Nos vieux croisés, nos volontaires de 1792 se seraient reconnus dans les visages transfigurés des vainqueurs de la Marne et de Verdun. Jamais la France, dans toute son histoire, n'a plus fortement senti qu'elle s'accordait au plan général de l'univers, qu'elle collaborait à une œuvre d'éternité. Elle s'est montrée digne de cette tâche, pour laquelle un Bossuet eût ouvert un nouveau chapitre de son *Histoire universelle*. Par son courage, par son abnégation, par son endurance, par sa « fière modestie, » par ses sacrifices, elle aura mérité la victoire finale, celle dont nous entrevoyons l'aube radieuse, celle qui fera entrer l'humanité dans une ère nouvelle et meilleure. La signification de cette guerre, le rôle qu'y a joué la France, c'est peut-être un officier allemand qui les a le mieux définis, quand il disait : « Nous ne pouvons pas être vainqueurs. En 1870, nous avions la Providence pour nous. Aujourd'hui, nous l'avons contre nous. »

VICTOR GIRAUD.

LA
GUERRE EN MONTAGNE

I. — LES ROUTES D'UNE ARMÉE

Dès que nous arrivons dans la grande plaine vénitienne près du quartier général de l'armée, on nous explique les fronts italiens avec une clarté parfaite et qui rend les cartes inutiles.

— Nous avons trois fronts, me dit l'officier qui va me servir de guide. Sur le premier, le front de l'Isonzo, qui est la route de Trieste, nos troupes peuvent marcher, quoique la marche ne soit pas facile; sur le second, le Trentin, vers le Nord, où l'ennemi approche le plus de nos plaines, il faut que nos troupes grimpent. Partout ailleurs, elles doivent grimper et faire de l'alpinisme. Vous verrez.

Il m'indique, au loin dans la direction du Sud-Est et de l'Est, à travers une brume de chaleur, des hauteurs d'aspect sinistre, où les canons se répondent comme dans une querelle grandiose.

— Ici le Carso, où nous allons maintenant.

Puis il se tourne vers le Nord-Est et le Nord, où des montagnes plus proches, plus hautes, montrent des traînées de neige dans leurs plis.

— Ici les Alpes Juliennes. Tolmino est derrière. Toujours au Nord, où la neige est plus épaisse, les Alpes Carniques. Nous combattons par là. A l'Ouest de cette chaîne, les Dolomites, théâtre ordinaire des ascensions des touristes et sujet de leurs livres. Nous y combattons aussi. Les Dolomites rejoignent le

Trentin et le plateau d'Asiago, où nous combattons encore. De là nous tournons au Nord jusqu'à ce que nous rencontrions la frontière suisse. Toujours des montagnes, comme vous voyez.

Il désigne les pics l'un après l'autre, avec l'aisance d'un homme accoutumé à repérer des points sous tous les angles de vision et tous les jeux de lumière. Mais les yeux d'un étranger ne peuvent rien saisir de ce lointain décor, si ce n'est un véritable rempart de montagnes immobiles — « comme des géans à la chasse » — tout le long de l'horizon septentrional. La jumelle les divise en chaînes enchevêtrées de monticules boisés, pics aux flancs creux, fendus par des ravins noirs ou gris, bandes de rocs incolores, balafrés et entaillés de blanc; glaçons de neige durcie qui dépassent comme un gros ongle les éclats de pierre; et derrière tout cela, une agonie de rochers torturés à l'arrière-plan du ciel. Il faut que les hommes soient rompus à la montagne, si même ils n'y sont pas nés, pour y évoluer librement. Elle a, à un trop haut degré, son génie propre et comme son démon qui la hante. Les plaines autour d'Udine sont meilleures, — les grasses plaines, unies, couvertes de moissons, — pièces de blé et d'orge entre des vignes bien soignées, chaque plant de vigne vigoureux et bien venu, et les bras étendus pour accueillir le printemps, chaque champ bordé de vieux mûriers consciencieusement étêtés pour les vers à soie, et chaque route flanquée de canaux étincelans qui murmurent agréablement dans la chaleur.

De distance en distance sur la route, à peu près tous les vingt mètres, un carré bien net de cailloutis calcaire, encadré par une dérivation d'eau. Tous les cent mètres, un vieillard et un jeune garçon travaillent ensemble, l'un avec une longue pelle, l'autre avec un seau de fer-blanc au bout d'une perche. Dès que quelque usure se manifeste à la surface de la route, le vieux bourre le creux avec une pelletée de cailloutis, le gamin y verse de l'eau et il n'y a plus qu'à laisser passer les véhicules pour que ce soit aussi dur et serré qu'un caoutchouc de chambre à air. La perfection et le bon entretien des routes sont presque tout pour l'automobile. Là où il n'y a pas de bosses, il n'y a pas d'effort, même avec les plus lourdes charges. Les camions glissent de la tête de ligne jusqu'à leur destination, reviennent et repartent de nouveau sans exiger de réparation ni causer de retard. Toute cette campagne italienne s'appuie sur le principe

très simple que la civilisation est une question de transports : chaque morceau de route, chaque courbe le prouve. Sur le front français, la Providence ne fournit pas l'avantage si appréciable de ces rivières dont le lit permet de remplir à la pelle les wagonnets qui promènent à travers tout le paysage la jolie pierre destinée aux routes. On ne trouve pas non plus, en France, ces montagnes généreuses où un homme n'a qu'à étendre la main pour en tirer la pierre de toutes les Pyramides. Et enfin nulle part il n'existe des populations habiles de naissance aux travaux de maçonnerie. Disons-le donc, en transposant un mot de Macaulay : ce que la hache est au Canadien, ce que le bambou est au Malais, ce que le bloc de neige est à l'Esquimau, la pierre et le ciment le sont à l'Italien, et j'espère le montrer par la suite.

Les soldats italiens portent un casque d'acier qui diffère un peu du casque français et les fait ressembler de loin à des légionnaires romains sur une frise triomphale. La taille, le physique et, par-dessus tout, l'équilibre des hommes leur sont particuliers. Ils semblent plus souples dans leurs mouvemens d'ensemble et moins surchargés d'accessoires que les soldats français et anglais; mais la différence essentielle consiste dans leur manière de marcher, — la manière même dont ils frappent du pied le sol et semblent, à chaque pas, en prendre possession. Ce peuple a un sentiment de la propriété aussi vif que celui du Français. Les innombrables troupes en gris-vert laissent voir dans leur marche à travers ces belles campagnes leur amour des moissons et leur respect de la terre. Quand des hommes vivent toujours en plein air, il y a entre eux et leur milieu une sorte de pénétration réciproque et naturelle, qu'on ne trouve pas chez ceux que le climat ou leurs occupations maintiennent à la maison pendant la plus grande partie de l'année. L'espace, la lumière, l'air, tout le mouvement de la vie sous le ciel vivifiant, entrent pour une grande part dans le fond psychologique de l'Italien.

Si bien que lorsqu'on ordonne à un soldat de s'asseoir dans la poussière et de rester là sans bouger, tandis que passent les obus, il le fait aussi naturellement qu'un Anglais approche une chaise du feu.

II. — LE VENTRE DES PIERRES

— Et voici la rivière de l'Isonzo, nous indique l'officier quand nous atteignons le bord de la plaine d'Udine.

Elle pourrait sortir du Kashmir avec ses larges ondulations de bancs de sable clair qui éparpillent le courant en une brume dansante. Les eaux d'un jade laiteux sentent la neige des collines, cependant qu'elles tirent sur les amarres du ponton disposées de manière à lui laisser du jeu pour s'élever et s'abaisser : un cours d'eau sorti des neiges a la marche aussi peu sûre qu'un ivrogne. L'odeur des mules, les feux allumés partout et le cortège des chariots siciliens, bas sur roues avec leurs panneaux historiés d'images bibliques, ajoutent à l'illusion d'Orient. Mais la chaîne qui, là-bas, au bord de la rivière, paraissait si escarpée et n'était en réalité qu'un petit remblai assez plat au milieu des montagnes — quelque chose comme un avorton de pierraille boueuse hachée par les intempéries — ne ressemble à aucun pays de la terre. Tout le long de sa base, sourds désormais aux cris perçans des mules, à la toux des moteurs, aux ronflemens des machines et aux bruits discordans des camions, gisent, dans des cimetières qui forment une ceinture interminable, les cadavres des soldats qui ont les premiers frayé la voie vers les hauteurs dominant leurs tombes.

— C'est ici que nous les descendions pour les ensevelir après chaque combat. Et combien n'y a-t-il pas eu de combats ! Des régimens entiers sont couchés là, — et là, — et là ! Quelques-uns de ces morts tombèrent dans les premiers jours, quand nous faisions la guerre sans routes. D'autres sont morts plus tard, quand nous avions les routes, mais que les Autrichiens avaient les canons. D'autres enfin tombèrent les derniers, quand nous battîmes les Autrichiens. Regardez !

En vérité, comme dit le poète, la bataille est gagnée par les hommes qui tombent. Dieu sait combien de mères ont leurs fils endormis le long de la rivière devant Gradisca, à l'ombre de la première chaîne du Carso maudit ! Le dernier sommeil de ces braves est troublé par l'effort de leurs compatriotes indomptables, qui continuent à se frayer la route à coups de dynamite vers l'Orient et Trieste ; la vallée de l'Isonzo multiplie le grondement de l'artillerie lourde autour de Goritz et dans les montagnes du

Nord. Ils gisent là comme dans une forge géante où les anneaux de la nouvelle Italie sont en train de se souder dans la fumée, les flammes et la chaleur, — la chaleur qui monte devant eux, des bancs de sable desséchés de la rivière, et celle qui rayonne de la chaîne desséchée derrière eux.

La route grimpe en serpentant parmi des tranchées vides, à travers des fils de fer rouillés qui s'enchevêtrent sur le sol avec un air de « herses faites pour dévider les corps des hommes comme de la soie, » — entre les monticules ordinaires de sacs de sable crevés, autour des fosses creusées pour les canons et dont les saisons en se succédant ont adouci les angles. On ne peut pas creuser de tranchées, pas plus qu'on ne peut trouver d'eau sur le Carso, car à une pelle de profondeur la pierre ingrate se change en roc revêche et il faut tout forer et faire sauter à la dynamite.

Pour le moment, le printemps ayant été humide, les pierres conservent une teinte verdâtre; mais d'ailleurs aucune apparence de végétation sur ce roc brûlé par l'été. Comme si ce n'était pas assez de toute cette sauvagerie, les pentes nues et les sommets désolés sont parsemés d'innombrables fosses, quelques-unes merveilleusement dessinées par le diable pour y poster des mitrailleuses, d'autres pareilles à de petits cratères bons à loger des howitzers de onze pouces, s'ouvrant au fond par des crevasses dans des cavernes sèches où les régimens peuvent se cacher et se tenir à l'abri. J'ai sous les yeux une de ces excavations, utilisée contre les bombes par deux régimens autrichiens, non loin d'un petit groupe abandonné de murs intérieurs de maisons, tous gris d'argent, qui se penchent et se parlent tout bas dans l'air léger, comme des fantômes. C'est là tout ce qui reste d'un village maintes fois pris et repris. La seule chose qui y demeure vivante est une pompe à vapeur amenant l'eau par des tuyaux du haut des collines et la conduisant, sur des paliers de pierre, à travers la brume lointaine, jusqu'aux troupes altérées qui séjournent dans les tranchées sans eau.

— Il nous est arrivé ici même de mettre les Autrichiens en pleine déroute, et d'être arrêtés dans notre poursuite par le manque d'eau. Les hommes allèrent de l'avant jusqu'au moment où ils suffoquèrent dans la poussière. Maintenant, ces tuyaux les suivent.

Nous montons la route qui serpente sous les plus hauts

sommets de la chaîne, et nous débouchons sur le versant le plus sûr, dans ce que les Arabes appelleraient le « ventre des pierres. » Pas ombre de verdure, aussi loin que le regard peut s'étendre : rien que le roc brisé et rebrisé par le feu de l'artillerie. Si battue que soit la terre par les obus, on peut trouver quelque moyen d'y marcher ; mais ici, le pied n'a pas plus de prise que dans une montée de cauchemar. Il n'y a pas deux éclats de la même dimension, et quand on trébuche sur le bord d'un cratère d'obus, ses parois dégringolent avec le bruit de quelque chose de desséché qui s'affaisse. De grandes tombes communes dressent leur masse, retenues par des murs de pierres : ce sont les meules de la moisson de la mort. Sur l'une d'elles quelqu'un a posé un vieux fémur noirci. Le lieu frissonne de fantômes dans la chaude clarté comme les pierres frissonnent dans la chaleur. Des pics arides, bossués comme des hanches de vache, font saillie le long de la chaîne que nous dominons. L'un d'eux, plus bas de quelques pieds seulement que l'endroit où nous nous trouvons, a été pris et perdu six fois.

— Ils nous ont chassés avec des mitrailleuses de l'endroit où nous sommes maintenant. Aussi fallut-il d'abord nous emparer de ce point culminant. Cela nous coûta gros.

Et notre guide nous conte des histoires de régimens décimés, reconstitués et décimés de nouveau, qui achevèrent, à leur troisième ou quatrième résurrection, les conquêtes que leurs anciens avaient commencées. Il nous parle d'ennemis tombés par milliers, dont on a relégué quelque part les cadavres sous les pierres sonnantes, et d'une certaine division de la Honved autrichienne qui prétend que, par le droit du sang, c'est à elle qu'il appartient tout spécialement de défendre cette section du Carso. Ces hommes aussi surgissent des rochers, meurent et semblent renaître pour mourir encore.

— Entrons un instant dans ce trou d'obus, — il ne serait pas prudent d'y rester trop longtemps, — j'essaierai de vous montrer ce que nous voulons faire à notre prochaine attaque. Précisément, nous sommes en train de nous y préparer.

Et l'officier nous explique, en précisant d'un geste de l'index, comment on se propose d'opérer, le long de collines dominant les routes qui aboutissent en fin de compte à la pointe de l'Adriatique, — on peut la voir comme une traînée d'argent terne, vers le Sud, — sous des hauteurs sombres et ombreuses

qui couvrent Trieste. Une conduite d'eau chauffée par le soleil traverse notre trou d'obus à peu près à la hauteur du menton, et l'eau bourdonne à l'intérieur comme le ronflement d'un obus lointain. L'explication est ponctuée par le grondement de grosses pièces isolées sur le front italien, qui tirent afin de se mettre en goût pour l'action sérieuse en perspective. Tout à coup, le sol se met à hoqueter à quelques mètres en avant de nous, et les pierres — les pierres aux tranchans venimeux du Carso — volent avec le bruit d'une compagnie de perdrix.

— Des mines qui explosent, observe tranquillement l'officier, tandis que les civils, d'un geste automatique, relèvent leurs cols. On travaille à l'escarpement des pentes... Mais on aurait pu nous avertir !

Les mines explosent en effet, en bon ordre d'alignement; et comme il est impossible de courir sur les pierres, il ne reste plus qu'à les regarder, avec un sentiment très vif que les milliers et milliers de morts qui sont là, au-dessous et autour et derrière, regardent, eux aussi. Un marteau à air comprimé fait un bruit souterrain comme un claquement de dents.

— Je n'aurais jamais imaginé une telle sarabande de pierres...

— Et encore, elles ne sont pas toutes dans la danse. Nous voudrions bien qu'elles y fussent. Mais elles tiennent ferme. Venez voir!

Hors du grimaçant éclat du soleil, nous suivons une grande galerie taillée dans le roc : des rails courent sous nos pieds; des hommes jettent à la pelle dans des wagons tout le rebut qui jonche le sol. Le jour entre par une demi-douzaine d'embrasures à travers trente pieds de roc.

— Ce sont de nouvelles positions d'artillerie. Pour des canons de six pouces peut-être ; peut-être pour du calibre de onze.

— Comment vous y prenez-vous pour faire monter ainsi des canons de onze pouces ?

L'officier sourit un peu : je compris, un peu plus tard, au sommet des montagnes, la signification de ce sourire.

— Nous les faisons monter à bras, me dit-il. Et il se tourna vers le soldat du génie chargé de ce service, pour lui reprocher d'avoir fait exploser les mines sans avertissement.

Nous sortons du « ventre des pierres, » et quand nous nous retrouvons en terrain plat, au delà de l'Isonzo, nous reportons

nos regards sur ce paysage, à travers ses lignes de cimetières en bordure. C'est le premier obstacle rencontré par l'Italie sur son propre seuil, après qu'elle éut forcé le large Isonzo malaisé, où, comme m'avait dit mon guide, les troupes peuvent marcher, mais où la marche n'est pas commode... On s'en apercevait!

III. — PODGORA

— Nous en avons fini pour quelque temps avec les pierres, déclare notre guide. Maintenant, nous allons à une montagne de boue. Elle est sèche à présent, mais cet hiver elle ne tenait pas en place.

Au bord de la route montante, sur une étendue d'environ un arpent, le terrain est encore difficile : il s'est affaissé en un mélange de terre et de racines d'arbres, que des hommes enlèvent à la pelle.

— C'est une route toute récente. Nous avons au total environ six mille cinq cents kilomètres de routes neuves, — ou vieilles routes améliorées, — sur un front de six cents kilomètres. Mais, vous le voyez, nos kilomètres ne sont pas à plat...

Le paysage, formé d'un choix de tous les verts du printemps, est celui des tableaux de sainteté des Primitifs italiens : les mêmes collines isolées, escarpées, s'élevant de prairies en émail ou de massifs en fleur, dans la belle ordonnance des mêmes entablemens de roc, couronnés par un campanile ou par un bouquet d'arbres sombres. Sur les routes blanches au-dessous de nous, les autos et les mules de transport déroulent leurs longues files, qui avancent d'un train monotone. A un moment, nous dûmes embrasser du regard plus de trente kilomètres de ces routes en pleine activité, mais il ne nous fut jamais possible d'y surprendre une brèche. Le système des transports italiens a fait ses preuves dans la guerre depuis longtemps.

Plus les plaines s'abaissent, à mesure qu'on suit la route, plus on se rend compte de la hauteur des montagnes dont le cercle nous domine. Podgora, la Montagne de Boue, est un petit Gibraltar d'environ huit cents pieds de haut, presque perpendiculaire d'un côté, ayant vue sur la ville de Goritz, qui, en temps de paix, était une sorte de Cheltenham mal aéré pour officiers

autrichiens en retraite. Partout ailleurs la colline de Podgora pourrait attirer l'attention ; mais vous auriez beau installer une demi-douzaine de Gibraltars parmi ce soulèvement de collines : dans un mois, le ruban lisse des routes italiennes les couvrirait, comme les vrilles de la vigne recouvrent des tas d'immondices.

Les seigneurs de la guerre, autour de Goritz, ce sont les monts de quatre à cinq mille pieds massés l'un derrière l'autre, et dont chaque angle, chaque plateau, chaque vallée offre ou masque la mort. Les montagnes sont un mauvais champ d'action pour les aéroplanes, parce que l'atterrissage y est partout difficile ; mais les appareils n'en viennent pas moins des deux côtés battre au-dessus d'elles, et les canons de la défense aérienne, qui ne sont pas impressionnans au grand air des plaines, emplissent les gorges de leur toux multipliée par l'écho, et qui ressemble plus au rugissement d'un lion qu'au tonnerre. L'ennemi vole haut, par-dessus les montagnes, et on le voit se détacher sur le bleu du ciel comme un petit tourbillon de cendres échappé d'un feu de joie. Il laisse tomber généreusement ses bombes, et le destin se charge du reste, soit que les unes, aveugles, éclatent sur la nudité du roc, sans autre mal qu'un long bourdonnement de la pierre fendue, soit qu'un bruit sinistre de bois, d'hommes et de mules fracassés proclame que la bombe est tombée cette fois au bon endroit.

Aussi bien, tout ce cadre a tant de charme, la lumière, le feuillage, les fleurs et les papillons confondus sur les revers gazonneux des vieilles tranchées jettent un tel défi aux ouvriers vivans de la mort, qu'il faut se faire violence pour s'interdire les digressions...

Nous poursuivons à pied notre escalade dans la Montagne de Boue, à travers des galeries et des contre-galeries, jusqu'à un poste d'observation discrètement dissimulé. Maintenant Goritz, rose, blanche et bleue, s'étend au-dessous de nous avec toute l'apparence de dormir, parmi ses marronniers en pleine floraison, au bord de l'Isonzo bavard. Elle est aux mains des Italiens, conquise après de furieux combats ; mais les canons ennemis, des montagnes qu'ils occupent, peuvent encore la bombarder à loisir. Les prochains mouvemens, nous explique l'officier, seraient destinés à nettoyer certaines hauteurs.

— Pouvez-vous voir nos tranchées qui montent vers eux en grimpant sous leurs menaces ?

Ici et là il nous indique que les troupes italiennes mèneront en rampant leur escalade, couvertes par le feu de l'artillerie, jusqu'à ce qu'elles arrivent à cette dune nue d'où elles doivent faire toutes seules leur attaque, qui est réellement une escalade. Si cette attaque échouait, alors il leur faudrait creuser des tranchées au milieu des rochers et coucher dehors sous le ciel rude ; car c'est la guerre en montagne, une guerre où les vallées sont des pièges de mort et où seules les hauteurs comptent.

Nous nous retournons pour regarder derrière nous les collines capturées, qui depuis le temps de leur création étaient restées si parfaitement ignorées, mais qui maintenant, à cause du prix dont on les aura payées, vivront dans l'histoire aussi longtemps qu'il y aura une histoire d'Italie. Quant aux montagnes qui se dressent devant nous, ce sont cimes encore païennes qui ont à recevoir le baptême et à s'inscrire au livre d'or, et personne ne peut dire à ce moment laquelle d'entre elles recueillera le plus d'honneur ou quel groupe de huttes de bergers portera à travers les âges le nom d'une bataille d'un mois.

Le recueillement qui présage une grande attaque étend son manteau sur le repos des deux lignes. Le silence général n'est coupé que par quelques pièces occupées à finir un travail pour leur propre compte. Les Autrichiens ont, eux aussi, à mettre une dernière touche : ils tirent sur un couvent qui domine au versant des collines, — calculant leurs coups, un par un. Un gros canon au-dessous de nous se met paresseusement à faire sa partie de notre côté, ébranlant toute la Montagne de Boue. Soudain mettant l'oreille au récepteur, nous entendons, dans les ténèbres sous nos pieds, une voix jeune, — celle du correcteur d'artillerie, — prononcer ces mots qui n'ont aucun rapport avec la justesse du tir :

— Toutes nos félicitations ! Alors vous dînez avec nous ce soir et vous payez le vin...

Tout le monde se met à rire. Notre guide nous explique :

— L'officier observateur, — il est en bas vers Goritz, — vient de téléphoner qu'il a été promu aspirant, — vous dites sous-lieutenant, n'est-ce pas ? Il aura à grimper ici au mess d'artillerie ce soir, et l'on boira à son avancement.

— Je parie qu'il viendra, propose quelqu'un.

Mais personne ne se présente pour parier contre. Car, voyez-vous, la jeunesse est partout immortellement la même.

IV. — GORITZ

Nous descendons de Podgora à Goritz par une route plus merveilleuse qu'aucune de celles que nous avions trouvées jusqu'ici. Elle ressemble à une piste de tobogan, mais si parfaitement remblayée à chaque tournant que le roulage aurait pu se laisser glisser sur la descente, si on le lui avait permis.

A notre entrée dans la ville, des hommes réparaient le pont jeté sur la rivière, — et pour cause. On fait beaucoup de réparations à Goritz. Les Autrichiens emploient des pièces lourdes contre la place, — quelquefois du matériel de douze pouces, — avec lesquelles ils tirent méthodiquement et lentement de très loin au delà des hautes collines. J'ai essayé de trouver une maison qui ne portât pas ce monotone pointillage de shrapnells, mais ce fut difficile. Aucun endroit de la ville n'est hors de portée des canons ennemis.

Dans le vallon paisible où repose la ville, pas un souffle d'air, à peine un murmure dans les dômes des marronniers. Des troupes en marche passent pour monter à leurs tranchées, là-haut sur le flanc de la colline, et le bruit de leurs pas résonne entre les hautes murailles du jardin où les fils du service télégraphique sont agrafés, parmi des grappes de glycines en pleine floraison. Il y a dans la cité plusieurs centaines de civils qui ne se sont pas encore souciés de s'éloigner, car l'Italien est aussi tenace dans ce cas-là que le Français. Sur la place principale, où les façades des maisons ont le plus souffert du bombardement et où le gros pilier de lumière électrique se courbe jusqu'à terre, j'aperçois une jeune fille marchandant une carte de boutons à la porte d'une boutique : à cette importante occupation elle prodigue sans compter ses mains, ses yeux, ses gestes, et le vendeur n'est pas moins absorbé qu'elle-même. Est-ce donc moins obsédant que nous ne nous l'imaginons, de vivre avec l'idée qu'on vous surveille toujours de là-haut et de sentir en quelque sorte dans sa nuque le souffle de bouches invisibles ?

Un peu plus tard, dans un jardin plein d'iris, des Anglaises qui possèdent une installation radiographique et deux voitures fouettées par les obus me racontent confidentiellement qu'on leur avait promis au moment de l'attaque qu'elles pourraient s'abriter avec leur matériel à Goritz même, dans une jolie

chambre souterraine où il n'y avait à peu près rien à craindre des obus qui troublent les blessés et ébranlent l'appareil radiographique. Elles ajoutent :

— N'était-ce pas aimable de la part des autorités?

V. — LA VEILLÉE DES CANONS

Les étonnans camions automobiles serrent la file sur la route encore plus étonnante. Notre compagnon s'excuse pour eux.

— Vous voyez, nous avons eu quelque chose à transporter là-haut, au front, par ce chemin-là, pendant les derniers jours.

Nous nous dirigeons vers le haut des collines par des routes qui ne sont pas encore sur les cartes, mais qui ont toute la résistance qu'à force de travail on peut leur assurer contre la charge roulante des camions et les sabots tranchans des mules aussi bien que contre la détérioration de l'hiver qui est pour des routes le véritable ennemi. Celle où nous nous engageons suit les derniers replis d'une chaîne qui n'a guère que trois ou quatre mille pieds, plus ou moins parallèle au cours de l'Isonzo descendant du Nord. Des rivières, qui avaient grondé à notre niveau, dégringolent et finissent par ne plus paraître que des filets bleus presque invisibles à travers la forêt. Les montagnes avancent des genoux durs et schisteux autour desquels nous grimpons en faisant mille lacets qui déconcertent toute orientation.

Comme l'ennemi, à sept milles de là, avait vue sur nous, on avait masqué avec des nattes de roseaux certaines parties de la route encombrée; mais des trous déchiquetés, au-dessus ou au-dessous de nous, prouvaient que l'ennemi l'avait serrée de près dans ses recherches. Ensuite, le colossal giron d'une montagne tout animée d'eaux qui s'égouttent nous cacha dans la verdure et l'humidité, jusqu'à ce que la vue d'un frêne circonspect encore en bourgeons — nous avions vu ses frères, il y a dix minutes, vêtus de la tête au pied, — nous annonçât que nous nous étions élevés de nouveau à la hauteur de la zone aride. Il y a là batteries sur batteries des plus lourdes pièces, disposées et cachées avec tant de variété qu'il ne sert à rien d'en découvrir une pour être sur la trace des autres. Des pièces de onze, de huit, de quatre, de six, et de onze encore sur des roues rampantes, sur des affûts de marine adaptés au service de terre, séparés de leur

tracteur indépendant ou en équilibre et arc-boutés sur leur propre moteur à grande vitesse, se succèdent pendant des milles et des milles, avec leurs dépôts souterrains de munitions, leurs ateliers et les baraquemens nécessaires pour leurs milliers de servans, tout cela dispersé ou en file derrière eux sur les pentes raides. Cachées dans l'ombre des fosses ou des dépressions, elles pointent vers le ciel, et quant à comprendre comment elles ont été amenées jusqu'ici pour être descendues là, c'est ce qui passe l'imagination. Elles mettent le nez dehors par de simples fentes dans le gazon vert et se tiennent en retrait des rebords et des avancées de terrain où aucune lumière ne peut trahir leur forme, ou bien elles ne font plus qu'un avec un tas de fumier derrière une étable. Elles se nichent dans l'épaisse végétation de la forêt comme des éléphans en plein midi ou, en quelque sorte, rampent accroupies sur leur ventre jusqu'aux bossoirs mêmes des crêtes qui dominent des mers de montagnes. Elles aussi, comme les autres en bas sur le front, attendent l'heure et l'ordre. Il n'y en a pas une douzaine parmi cette multitude qui desserrent les dents.

Quand nous eûmes grimpé jusqu'à un endroit désigné, le volet d'un poste d'observation s'ouvrit sur le tableau mouvant qui s'étendait à nos pieds. Nous vîmes l'Isonzo presque verticalement au-dessous de nous, et au loin sur le côté étaient les tranchées italiennes qui grimpaient péniblement de la rive à la crête des montagnes nues où vit l'infanterie qu'il faut ravitailler à la faveur de la nuit, tant que les Autrichiens n'auront pas été chassés des hauteurs d'où ils la dominent.

— C'est tout à fait comme lorsqu'on poursuit un voleur sur les toits. Vous pouvez le découvrir d'une cheminée d'usine, mais lui peut vous découvrir du clocher de la cathédrale, — et ainsi de suite.

— Et ces hommes en bas dans les tranchées ?...

— On a vue sur eux des deux côtés, c'est vrai; mais nos canons les couvrent. Ainsi en est-il toujours dans notre guerre : la hauteur est tout.

L'officier ne dit rien de l'effroyable labeur qu'il a fallu accomplir avant qu'un homme ou un canon pût arriver à sa place ; rien de la bataille qui avait été livrée dans la gorge en dessous, pour le passage de l'Isonzo, quand les tranchées italiennes s'agriffaient dans le sang et ouvraient à la scie leur sentier dans le roc ; à

peine parlait-il du museau ensanglanté d'une hauteur appelée le Sabotino qui fut prise, perdue et reprise, si glorieusement, aux premiers jours de la guerre, et qui vous a maintenant des airs innocens de pâturage de montagne.

Peuple solide, ces Latins qui ont eu à combattre les montagnes et tout ce qu'elles renferment, mètre par mètre, et qui savent gré à leurs champs de bataille de ne pas s'incliner à plus de quarante-cinq degrés.

VI. — UNE PASSE, UN ROI ET UNE MONTAGNE

Un faucon s'envola du sommet de la colline et plana au-dessous de nous cherchant la vallée au bout de la passe. L'ordinaire sentier de caravanes grossièrement pavé conduisait au-dessus d'elle entre des baraquemens de planches, de roc et de terre. Un artilleur sort et nous offre aimablement du café : c'est un commandant basané dont les yeux sont habitués à regarder de très lointains horizons. Il vit là-haut avec ses canons toute l'année, et sur les pâturages qui s'étendent des deux côtés de son repaire, de sombres trous d'obus à la douzaine marquent les points où l'ennemi lui a donné la chasse. La neige, qui vient de disparaître, n'a laissé en fondant qu'une herbe morte sur les bords des plus anciens cratères. Ce commandant dirige un poste d'observation. Quand il fait claquer son volet, nos regards plongent comme ceux des faucons sur une ville autrichienne avec un pont démoli au-dessus d'une rivière, et sur les lignes de tranchées italiennes qui s'y acheminent en rampant à travers des terrains d'alluvion, toutes dessinées comme sur une carte, à trois mille pieds au-dessous de nous. La ville attend, — comme Goritz attend, — cependant que là haut, au-dessus d'elle, on décide, sans qu'elle en sache rien, si elle doit vivre ou mourir. Le commandant nous en énumère les beautés, car elle est son domaine, voyez-vous, par droit d'expropriation pour utilité publique, et il y dispense la haute, la basse et la moyenne justice.

Donc, nous prenions le café, quand un sous-officier vint avertir que les Autrichiens, à dix kilomètres de là, étaient occupés à déplacer quelque chose qui pourrait bien être un canon : les canons prennent toutes sortes de formes quand on a à les déplacer. Le commandant s'excusa et les appareils télé-

phoniques firent appel aux observateurs placés quelque part en dessous parmi les pentes enchevêtrées et les bois qui s'y accrochent.

— Erreur, fit-il presque aussitôt en secouant la tête, ce n'est qu'une charrette, qui ne vaut pas un coup de canon.

Il y avait un bien plus gros gibier, qui remuait ailleurs, et j'imagine que les ordres étaient de ne pas le faire lever trop vite.

Le vent, âpre, hurle sur le gazon et tambourine sur les planches des huttes. Un soldat sur un banc met des clous à sa botte et chantonne à mi-voix tout en assénant ses coups de marteau. Un ou deux sons de trompette éclatent quelque part au bas de la route que nous avons suivie en venant : des échos naissent et se prolongent à travers la vallée. Puis une trompe d'automobile d'un son très particulier fait entendre sa voix impétueuse et perçante.

— La voiture du Roi ! Il va peut-être venir ici, écoutez! Non ; il continue pour aller visiter quelques-unes des nouvelles batteries. On ne sait jamais où on va le voir apparaître; mais il est toujours quelque part sur le front, et il veut tout voir par lui-même.

La remarque ne s'adressait pas au troupier à la botte, mais celui-ci rit en montrant les dents, comme font les soldats au nom d'un général populaire.

Il court beaucoup de bonnes histoires dans les armées italiennes au sujet du Roi. C'est un fait que les rois et les dépôts de munitions sont de belles cibles pour les aéroplanes; mais si ce qu'on raconte est vrai, et cela cadre avec tout ce qui a été dit de lui, il y a au moins un roi qui est lui-même un tireur consommé. Rien dans son costume, aucun détail ne le distingue d'un général quelconque en tenue de campagne : il porte même le galon qui témoigne d'une année de service au front. Toujours calme, consciencieux, attentif, il se mêle en toute simplicité à ses soldats et s'offre à tous les hasards de la guerre.

Toute cette journée, un pic neigeux triangulaire s'est dressé comme une grande vague, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre de notre route. Sur les plus raides des pentes neigeuses, il porte un large V ouvert dont chaque jambage a plusieurs milles de long et qui apparaît, suivant les changemens de lumière, comme une marque de bétail à peine indiquée ou

comme de gigantesques pistes de ski, ou comme ces vagues canaux de Schiaparelli qui sillonnent la face de la rouge planète Mars. C'est le Monte Nero, et la marque est la ligne des tranchées italiennes. Elles sont taillées à travers la neige qui fond, dans la neige durcie qui ne s'amollit jamais; et là où la neige ne reste pas, sur le roc nu, elles sont ouvertes à coups de dynamite dans les débris gelés et fendus de la crête de la montagne. Là-haut les hommes combattent avec des canons de montagne, des mitrailleuses et des fusils et avec ces armes plus mortelles : de simples pierres rassemblées en tas et qu'ils font glisser le long de la pente au bon moment. Là-haut, pour peu qu'un blessé saigne seulement quelques instans avant d'être relevé, le froid le tue : c'est une affaire de minutes, non pas d'heures. Des compagnies entières peuvent être gelées, estropiées pour la vie, rien qu'à rester immobiles pour se dissimuler pendant les temps d'arrêt d'une attaque ; les ouragans de montagne saisissent en passant les sentinelles dans leur abri de rochers, au moment où elles se mettent debout pour la relève, et les lancent dans l'espace. La montagne fait monter son ravitaillement et ses troupes pendant des milles et des milles sur des routes neuves qui se détachent des grandes artères de la circulation et se divisent en sentiers de mules et sentiers de piétons, se ramifiant à la fin contre les rochers nus et formant un réseau aussi fin et aussi grêle que les racines dessinées sur un diagramme d'histoire naturelle pour illustrer l'attraction capillaire. On n'imagine pas ce qu'il a fallu d'invention, de préparation et d'endurance pour gagner et tenir ce simple poste; et cet effort a passé presque inaperçu des autres nations, parce que chacune est absorbée dans l'horreur de son propre enfer.

— Nous avons grimpé, grimpé : nous avons enlevé les abords de la position; maintenant nous sommes là, tout en haut, et les Autrichiens sont un peu à droite de ce nuage qui s'enfonce sous cette colline. Quand ils seront délogés, nous serons entièrement maîtres de cette hauteur.

L'officier parle sans émotion ; lui et quelques millions d'autres êtres humains ont été poussés à sortir de leur vieille vie familiale pour exécuter l'incroyable. Ils ont laissé chez eux la faculté de s'étonner, — avec les tableaux, les papiers de tenture et les hommes impropres au service.

VII. — DES ARMÉES ET DES AVALANCHES

— Si vous faites une route, il faut que ce soit une *route*...
Il insiste sur le mot.

— C'est entendu, mais se peut-il que d'aussi formidables travaux soient vraiment nécessaires?

— Croyez-moi, nous ne posons pas une pierre de plus qu'il ne faut. Vous voyez nos routes dans la belle saison; mais c'est en songeant à l'hiver en montagne que nous les construisons; il faut qu'elles soient capables de résister à tout.

Ces routes s'accrochent au flanc de la colline par des arches de soutien en ciment; elles s'enfoncent dans des revêtemens de maçonnerie jointoyée profonds de trente ou quarante pieds, protégées au-dessus par des murs de pierre qui sortent du rocher lui-même, et par-dessus cela encore par des murs d'ailes pour séparer et détourner les éboulemens de neige ou les dégringolades de pierres à quelque quatre cents mètres plus haut. Elles sont coupées de solides ponts et percées de conduits souterrains à chaque tournant où peut s'accumuler l'écoulement des eaux, ou bien flanquées de longs radiers et caniveaux en pierre goudronnée, là où quelque pente détrempée de la montagne, s'affaissant en larges éventails de pierraille, pourrait déchaîner soudain, à la fonte des neiges, un torrent de cailloux et d'eau.

De distance en distance, environ tous les cent mètres, se retrouvent le fidèle vieillard et le fidèle gamin, le tas de pierres et la pelle; et les camions qui font vingt milles à l'heure roulent aussi doucement sur la surface irréprochable qu'ils feraient en plaine. Nous passons devant une pancarte du Touring Club, posée là en temps de paix, et qui recommande de « faire attention » aux avalanches. Un enchevêtrement de pins, brisés comme des brins de paille sous une masse de rochers à peu près grosse comme une maison, et qui s'est abattue là-dessus comme un ivrogne, souligne l'avertissement.

— Faire attention... Avant la guerre les gens ne manquaient pas de baisser la voix et de retenir leur souffle quand ils passaient à ces tournans-là en hiver. Mais maintenant! Entendez quel bruit cette file de voitures fait dans les gorges! Imaginez cela en hiver! Et songez qu'une simple motocyclette peut suffire

quelquefois à déclancher une avalanche! Nous avons perdu beaucoup d'hommes de cette manière; mais il va sans dire que les transports ne peuvent pas s'arrêter à cause de la neige.

Et le fait est qu'ils ne s'arrêtent pas. A notre tour, nous avançons, comme les camions eux-mêmes, dans des sentiers de neige fondante, bordés de touffes de gentiane, de bruyère et de crocus; ces sentiers durcissent par couches, jusqu'à l'entrée d'une passe, où nous trouvons un tas de dix pieds de neige ramassée à la pelle pour dégager le milieu de la route sèche et parfaitement nivelée. Nous la suivons, à travers des villages où danse l'eau brillante des ruisseaux, et nous arrivons à Cortina. C'était, avant la guerre, une station balnéaire, appartenant depuis longtemps aux Autrichiens qui la remplissaient d'hôtels « art nouveau, » tous plus horribles les uns que les autres. Aujourd'hui, par suite des allées et venues des troupes et des transports, les horreurs en « modern style » et en verres de couleur ressemblent à des dames attifées qui se trouveraient éperdues au milieu d'une rafle de police. L'ennemi ne bombarde pas beaucoup les hôtels parce qu'ils sont la propriété d'heiduques autrichiens qui espèrent revenir et reprendre leur illustre négoce. Dans le vieux temps, on écrivait des romans entiers sur Cortina. Les montagnes peu fréquentées qui l'entourent faisaient un fond impressionnant aux histoires d'amour et aux aventures des ascensionnistes. L'amour s'en est allé maintenant de cet énorme massif des Dolomites, et l'ascensionnisme est pratiqué par des pelotons chargés d'une œuvre meurtrière, non par des touristes en train de lire des journaux sportifs devant des clubs alpins.

Sur la plupart des autres fronts la guerre se fait dans un brûlant contact avec tout ce qui constitue l'œuvre de l'homme; celui qui tue et celui qui est tué se tiennent du moins compagnie dans un monde qu'ils ont eux-mêmes créé. Mais ici on se trouve en face de l'immense mépris des montagnes, occupées de leurs propres affaires; car entre la gelée, la neige et les eaux qui les minent, les montagnes sont toujours occupées. Les hommes qui ont à conduire mules ou automobiles sont affairés, eux aussi; ce sont eux qui font la vie des routes. Ils habitent, au sein des sombres forêts de pins, des cités desservies par des sentiers taillés dans la neige durcie et dont les bas côtés résonnent du bruit des machines; ils se mettent en marche,

s'ordonnent et se répartissent parmi les champs de neige, plus haut, par régimens entiers. Détournez d'eux vos regards pour un instant : ils disparaissent absorbés dans l'immensité des choses, longtemps avant d'atteindre le soulèvement des murs de rocs où commencent les montagnes et le combat.

Il n'existe aucune échelle sur quoi l'on puisse se régler. Les plus gros obus font une tache pas plus grosse qu'un moucheron, au coin d'un pli d'ondulation sur le bord d'un champ de neige. Une caserne pour deux cents hommes est un nid d'hirondelle plâtré sous le rebord d'un toit et n'est visible que quand la lumière est bonne, — la même lumière qui révèle la toile d'araignée brillante formée par les fils d'acier tendus à travers les abîmes et qui sont le chemin de fer aérien destiné au ravitaillement de ce poste. Quelques-unes de ces lignes ne travaillent que la nuit, quand les bannes qui glissent suspendues aux fils de fer ne peuvent pas être bombardées. D'autres, en perpétuelle activité, bourdonnent tout le jour contre les fentes et les cheminées du roc, avec leur chargement de matériaux de construction, de vivres, de munitions, et les lettres bénies du foyer, ou bien un précieux fardeau de blessés, deux à la fois, qu'on fait glisser ainsi jusqu'en bas après quelque combat sur la crête même.

Depuis ce fil métallique et sa banne jusqu'à la mule qui porte deux cents livres, au camion ou au chariot de cinq tonnes, à la tête de ligne, tout passe par là de ce qui monte à ce champ de bataille ou en descend. Exceptez-en les gros canons : ceux-ci arrivent à leur place exacte par les mêmes moyens qui servirent à la construction de Rome.

On ne se lasse pas de m'expliquer et de me réexpliquer la question des transports ; on me donne les poids, les mesures, les distances et la ration moyenne des troupes par tête et par jour. Le système italien n'est pas le même que le nôtre. Il semble n'avoir pas notre abondance de formalités et d'entraves, non plus que nos palais peuplés d'employés en kaki paraphant les feuilles de papier en quadruple expédition.

— Des formalités et de la paperasserie, oh ! nous en avons, nous aussi : nous en avons autant qu'on peut en avoir ; seulement c'est dans les villes qu'elles fleurissent : elles ne poussent pas bien dans la neige.

— Tous mes complimens. Mais ce qui m'impressionne ici,

par-dessus tout, c'est le labeur infini que vous impose cet entourage de montagnes où vous opérez. Vous procédez comme si vous n'aviez jamais affaire qu'à des charges d'un maximum de deux cents livres qu'on hisse le long d'une maison ; et vous avez à manœuvrer de l'artillerie lourde le long des glaciers!

— C'est vrai, mais nous sommes ici dans notre milieu et notre peuple y est habitué. Il est habitué à monter et à descendre la montagne avec des fardeaux, habitué à manier des objets et des brides et des traits et des harnais et des bêtes et des pierres : ces gens font cela toute leur vie. En outre, nous sommes à cette tâche depuis deux ans, c'est pourquoi la longue file avance en bon ordre.

Voici pourtant, à l'endroit où nous arrivons, une brèche affreuse qui s'y est produite en dépit de tout. Il y a eu là une batterie installée au grand complet sur le flanc de la montagne, avec canons, mules, baraquemens, etc., jusqu'au jour où il a semblé bon à la montagne de secouer tout cela, comme une femme fait tomber d'un coup de brosse un peu de neige qui est sur sa jupe.

— Cinquante cadavres furent retrouvés et ensevelis, nous raconte notre guide en nous montrant une rangée de petites croix émergeant à peine d'un vallon neigeux. Quatre-vingt-dix sont en tas dans la vallée avec les mules et le reste. Ceux-là, nous ne les retrouverons jamais. Comment est-ce arrivé? Il faut très peu de chose pour détacher une avalanche, quand la neige est mûre. Il suffit d'un coup de fusil. Or nous ne pouvons nous arrêter et nous sommes obligés d'ébranler continuellement l'atmosphère par le tir de nos canons. Écoutez plutôt!

Il ne se passait rien sur ce front en ce moment. Cependant, à intervalles, une pièce cachée ici ou là répondait à l'adversaire. Parfois la décharge résonnait comme un cri de triomphe à travers les neiges, puis comme la chute des arbres là-bas dans l'épaisseur des bois; mais c'était plus terrible quand elle expirait en un bruit sourd, pas plus fort que le battement du sang dans les oreilles après une ascension, ou pareil à l'avis qu'un pan de montagne pourrait donner avant de se décider à se mettre de lui-même en mouvement.

VII. — QUELQUES PAS SEULEMENT PLUS HAUT

Pour une besogne spéciale il faut des spécialistes; mais quand il y a de tout à faire, rien ne vaut la jeunesse! Cette partie de la frontière italienne, où il faut que les hommes soient des montagnards et des alpinistes, est tenue par des régimens alpins. Recrutés parmi les populations qui habitent les montagnes et qui en connaissent la psychologie, ces régimens sont composés d'hommes habitués à transporter des fardeaux le long de sentiers de dix-huit pouces, et à contourner des abîmes de mille pieds. Ils s'expriment dans l'argot des montagnes, avec le mot propre pour chaque aspect de la neige, de la glace ou du rocher, comme le Zoulou qui parle de son bétail. Leur feutre mou s'orne d'une plume d'aigle (dont l'usure ne laisse plus pendre qu'une hampe honorablement dégarnie); les clous de leurs bottes ressemblent à des crocs de loups et restent aussi acérés: leurs yeux sont comme les yeux de nos aviateurs; quand ils marchent sur leur propre terrain on pense à la mer, et je n'ai encore jamais eu l'honneur de rencontrer une plus joyeuse troupe de jeunes démons hâlés, tannés, le regard assuré.

Je leur demande ce qu'ils font. J'ai la sottise de leur poser cette question dans la sécurité d'un mess à sept mille pieds de haut parmi les pins et les neiges. Pour le moment, on échappe à l'oppression des montagnes dont la vue est coupée par la forêt.

— Ce que nous faisons? Venez avec nous, répondent ces joyeux enfans : nous vous ferons les honneurs de notre travail : c'est un peu plus haut sur la route, à quelques pas seulement.

Ils m'emmènent en voiture au-dessus de la ligne des arbres, jusqu'au pied vertical d'un mur de roc surplombant que j'avais vu lorsque, quelques heures plus tôt, j'approchais en suivant la route. A une distance de vingt ou trente milles, sa masse soutenue par des colonnes ne m'avait fait qu'une impression d'hostilité implacable, fort semblable à celle que cause le Mont-Blanc vu du lac. A mesure que je m'approchais, il se dressait plus escarpé, et un désert farouche se révélait tout hérissé de pointes et crevassé. Vue de près, quand on était presque exactement en dessous, la chose montait tout droit sans faire saillie en dehors, comme le flanc d'un vaisseau qu'on lance. Chaque détail mons-

trueux de sa face, tracé par le soleil avec la netteté d'une eau-forte dans l'air absolument limpide, saisissait brutalement le regard, accablant l'esprit comme pourrait le faire un monde nouveau, fatiguant l'œil comme fait un gigantesque agrandissement photographique. Le tout nous fut caché de nouveau par un tunnel de neige assez large pour un véhicule et deux mules. Le tunnel était d'un brun sombre là où son toit était épais, et éclairé par une lueur bleuâtre et qui ne semblait pas de ce monde là où il était mince, et finissait soudain dans une lumière aveuglante là où la chaleur de mai avait fait fondre sa voûte. Mais on marchait tout le long du chemin sur du sable fin et, de chaque côté, des rigoles recueillaient avidement, pour l'entraîner bien vite, la neige qui s'égouttait. A l'air libre ou dans les ténèbres, l'Italie ne fait qu'une seule espèce de route.

— C'est notre nouvelle route, m'expliquent les joyeux garçons. Elle n'est pas tout à fait terminée... Mais si vous voulez monter sur cette mule, nous vous conduirons jusqu'où elle doit aller... seulement à quelques pas plus haut.

Je lève de nouveau les yeux et regarde entre les orgueilleux talus de neige. Il n'y a pas une ride sur la face de la montagne maintenant; mais des pinacles lisses, couleur de miel, se forment en grappes comme des écoulemens de chandelle, autour du corps principal du rocher impassible. Et toute cette architecture penche vers moi. Sur la route se mêlent le sable, les pierres et les équipes de travailleurs. Personne ne se presse; personne ne se met dans les jambes de son voisin; on donne très peu d'ordres; mais il semble que la mule elle-même trace la route à mesure qu'elle grimpe le long de ses lacets.

Il y a, en Suisse, au pied de certaines montagnes russes, de petits ascenseurs qui pour cinquante centimes hissent les sportsmen et leurs toboggans jusqu'au sommet en funiculaire. La même installation est établie ici sur une plate-forme taillée dans le roc : elle a exactement la même odeur de planches fraîches, de pétrole et de neige, le même grincement de crampons sur le sol bourbeux. Mais au lieu du chemin de fer à crémaillère, un fil d'acier, soutenu par de frêles étais et portant une corbeille en treillis d'acier, escalade la face du roc à un angle qui n'a pas besoin d'être spécifié. Comme chemin de fer ce n'est rien, et le fait est qu'on a vu de plus grandes lignes, en bas, dans les vallées, et qui montent plus haut; mais,

une certaine nudité du roc, et la neige en dessous, et sur les côtés l'air qui vous soufflette au passage des entonnoirs et des fentes, rendent celle-ci tout à fait intéressante.

Au terminus, à quatre ou cinq cents pieds au-dessus de nos têtes (nous sommes à plus de deux mille pieds au-dessus du mess bâti dans les pins), se voit — rappelant les marques que le vieux lierre laisse sur un mur après qu'on l'en a arraché — un réseau de traces et de sentiers dans la neige foulée et bourbeuse : il relie les casernes, la cuisine, le mess des officiers et, je suppose, le terrain de parade de la garnison. Si le cuisinier laisse tomber un seau, il a six cents pieds à descendre pour le retrouver. Si un visiteur s'avance trop loin à un tournant pour admirer le merveilleux panorama, il devient visible à des Autrichiens peu artistes qui s'empressent de lui envoyer un shrapnell. Tout ce nid d'aigles bouillonne d'une jeunesse de vie et d'énergie, tandis que les planches et les poutres et les autres matériaux montent par la voie aérienne et que la montagne, au-dessus, se penche sur tout cet ensemble qui est encore à des centaines de pieds du sommet.

— Notre tâche ne commence vraiment qu'un peu plus haut, à quelques pas d'ici seulement, insistent-ils.

Mais c'est leur Dante qui a dit combien il est amer de monter et de descendre l'escalier d'autrui. D'ailleurs, leur œuvre n'a d'intérêt pour personne en dehors de l'ennemi qui leur fait face; c'est tout juste la routine ordinaire de ces secteurs : grimper le long d'une fissure ou d'une cheminée de roc, — en s'aidant des épaules et des genoux comme font les alpinistes, — et choisir la nuit, parce que durant le jour l'ennemi laisse tomber des pierres en bas de la cheminée. Une compagnie d'alpins a mis une quinzaine de nuits d'hiver à se hisser en haut d'une cheminée de ce genre; c'est qu'il leur avait fallu transporter avec eux des mitrailleuses et quelques autres choses encore.

— Soit dit en passant, certaines de nos mitrailleuses sont de fabrication française; aussi notre « Souvenir du corps des mitrailleurs » — veuillez le prendre, nous désirons que vous l'emportiez, — représente les profils de France et d'Italie à côté l'un de l'autre.

Quand vous émergez de votre cheminée, — ce qu'il faut faire de préférence par un orage ou une tempête, parce que les

bottes garnies de clous font du bruit sur le rocher, — vous découvrez que vous dominez le poste de l'ennemi installé au sommet, et alors vous le détruisez, à moins que vous ne préfériez lui couper son ravitaillement en bombardant le seul sentier de chèvres par où on le lui apporte; ou bien encore vous découvrez que l'ennemi vous domine de quelque corniche ou protubérance de rocher que vous ne soupçonniez pas : alors vous redescendez pour faire une tentative ailleurs. Et voilà comment on procède tout le long de cette section de la frontière où le terrain ne permet pas de faire autrement.

Il existe une autre méthode quelque peu différente. Vous choisissez un sommet de montagne que vous avez lieu de croire occupé par l'ennemi et fortifié par lui. Vous vous accrochez là avec les dents, vous vous agrippez avec les pieds. Vous minez le roc dur avec des perforateurs à air comprimé sur autant de centaines de mètres que vous jugez nécessaire d'après vos calculs. Quand vous avez fini, vous remplissez vos galeries avec de la nitroglycérine et faites sauter la montagne, puis vous occupez le cratère avec des hommes et des mitrailleuses aussi vite que vous le pouvez. Vous vous assurez ainsi une position dominante d'où vous pouvez gagner d'autres positions par les mêmes moyens.

— Mais sûrement, vous connaissez tout cela. Vous avez vu le Castelletto...

Il se dresse là-bas dans la clarté du soleil, bastion crevassé, couronné de pics pareils aux racines d'une molaire. Le plus grand pic a disparu : un ravin, un cratère et un vaste éboulement de rocher ont pris sa place. Oui, j'ai vu le Castelletto, mais cela m'intéresse de voir les hommes qui l'ont fait sauter.

— Tenez, celui-ci : il a été de l'affaire.

Un homme aux yeux de poète ou de musicien riait et opinait de la tête. Oui, il en convenait, il avait été mêlé à l'affaire du Castelletto, il avait même écrit un rapport là-dessus. On avait employé trente-cinq tonnes de nitroglycérine pour cette mine. On les avait montées là à bras, — au jour lointain où il était lieutenant en second et où les hommes vivaient dans les tentes, avant la construction des funiculaires, — il y a déjà longtemps.

— Et c'est votre bataillon qui a fait tout cela?

— Non, non, il n'a pas tout fait... Mais nous avons rempli

l'office de mineurs et de mécaniciens, avec adjonction de quelques autres métiers auxquels nous n'avions jamais pensé auparavant. A la guerre comme à la guerre.

— Et vous continuez toujours avec les mines?

Oui, je pouvais le dire qu'ils continuaient toujours avec les mines... Et maintenant voudrais-je leur faire le plaisir de venir écouter quelques airs de la musique du régiment? Elle était cantonnée sur des rebords de rochers et elle jouerait la marche du régiment et celle de la compagnie; mais un des joyeux enfans secouait la tête tristement :

— Ces Autrichiens ne sont pas de vrais musiciens. Ils ne savent pas du tout écouter la musique.

Imaginez-vous un mur de roc qui forme résonateur derrière une bande de musiciens pleins de zèle et qui se recourbe au-dessus d'eux pour concentrer la mélodie, et des arêtes de roc des deux côtés pour rabattre le son à mille pieds de là jusqu'aux champs de neige durcie qui s'étendent en bas, et des échos tonitruans que renvoient chaque crevasse et chaque cul-de-sac alignés sur un demi-mille le long d'une sonore paroi de montagne : le résultat, je vous l'assure, réduit la musique de Wagner à un murmure. Que ces musiciens aient réveillé l'Autriche, ce n'est pas là ce qui m'étonne : *elle* est là, toute proche, aussitôt le coin tourné : mais il me semble que toute l'Italie va les entendre à travers ces abîmes d'air subtil. Les sons éclatent, hennissent, mugissent, et les visages des musiciens se plissent de joie derrière les cuivres, et la montagne claironne fidèlement le défi qu'ils lancent à son silence. La marche de la compagnie ne provoque aucun applaudissement, — je suppose que l'ennemi l'avait entendue trop souvent. Nous nous embarquons alors dans les hymnes nationaux. *La Marseillaise* n'obtient qu'un succès d'estime, n'attirant guère qu'un ou deux shrapnells, lancés par manière d'acquit; mais quand les musiciens lui offrent, en même temps qu'à toute la voûte accusatrice des cieux, *la Brabançonne*, l'ennemi se montre très ému...

Mais il faut savoir s'arrêter; d'ailleurs, il était temps pour les bandes de travailleurs de rentrer par les routes. On annonça donc de là-haut, au-dessus de nous, à notre auditoire invisible, que le concert était terminé et que ce n'était plus la peine d'applaudir. Ce fut signifié un peu plus brièvement que cela et avec un bruit exactement pareil à celui d'une paire de gifles.

Le silence s'étendit avec les grandes ombres des piliers de roc à travers la neige; il y eut des coups frappés et un cliquetis, et de temps en temps, un bruit de pierres qui glissent tout là-haut au flanc de la montagne; le chemin de fer aérien continuait de marcher comme à l'ordinaire; les bandes de travailleurs jetaient vivement leurs outils et les ruses de la nuit commençaient. La dernière vision que j'eus des joyeux enfans fut un groupe de figures de gnomes à deux cents mètres au-dessus, qui semblait, car on ne lui voyait aucun point d'appui, ne se tenir sur rien. Ils se séparèrent pour aller chacun à sa besogne et n'étaient plus que de simples points en mouvement vers le sommet ou le long des flancs du rocher, dans lesquels ils finirent par disparaître comme des fourmis. Leur véritable travail s'accomplissait « un peu plus haut encore, à quelques pas d'ici seulement, » où les postes d'observation, les factionnaires, les soutiens et tout le reste occupent un terrain en comparaison duquel les pistes de singes qui entourent le mess et les baraquemens sont unies comme un trottoir.

Les patrouilles doivent être faites par tous les temps et quel que soit l'éclairage qu'il y ait à onze mille pieds, avec la mort pour compagne à chaque pas et la largeur d'un pied à droite et à gauche, dans la moins accidentée. Le rocher couvert de verglas où une botte aux clous émoussés, si elle fait une glissade, ne glissera pas deux fois; une protubérance de schiste pourri s'écroulant sous la main; une cheville tordue au fond d'une crevasse de quatre-vingt-dix-neuf pieds; une chute mugissante de rochers détachés par la neige de quelque coin que le soleil a miné pendant le jour : ce sont là quelques-uns des risques auxquels ils ont à faire face à l'aller et au retour quand ils vont chercher au mess le café ou les gramophones, « dans l'accomplissement ordinaire de leur service. »

Un tournant de la descente les dérobe à ma vue, eux et leur campement que mes yeux ne reverront plus. Mais l'ardente jeunesse, la force débordante, l'heureuse et insouciante insolence de tout cela, la gravité qui se maintenait si joliment devant les tasses de café mais qui se détendait quand la musique donnait un concert à l'ennemi, et la bonne grâce naturelle de ces garçons, j'en garderai le vivant souvenir. Et derrière tout cela, on sent, fine comme l'acier des cordes du funiculaire, dure comme la montagne, la vigueur de leur race.

IX. — LE FRONT DU TRENTIN

Point n'est besoin d'un expert pour distinguer les caractères des différens fronts italiens. Ils se dégagent, quand on est encore loin derrière les lignes, des troupes au repos ou de la circulation sur la route. Même derrière le charmant Asolo de Browning où, vous vous le rappelez, Pippa passait, il y a soixante-seize ans, annonçant que, « tout allait bien dans le monde, » on avait une sensation d'étouffement.

L'officier nous invite à suivre ses explications sur la carte.

— Voyez : où notre frontière à l'Ouest des Dolomites plonge au Sud dans cette tête de lance en forme de V, c'est le Trentin. Les volontaires de Garibaldi l'avaient conquis en entier dans notre guerre d'indépendance. La Prusse était notre alliée alors contre l'Autriche; mais la Prusse fit la paix dès qu'elle y trouva son compte, — je parle de 1864, — et nous dûmes accepter la frontière qu'elle et l'Autriche avaient tracée. La frontière italienne est mauvaise partout, — la Prusse et l'Autriche ont pris soin qu'il en fût ainsi, — mais la section du Trentin est particulièrement mauvaise.

Le brouillard enveloppe le plateau que nous escaladons. Les montagnes se sont changées en hauteurs arrondies ayant presque la forme de barriques et dressées à peu près à pic au-dessus de vallées arides. Des routes nombreuses et neuves; et toujours l'inévitable groupe du vieillard et du gamin pour veiller à leur bon entretien. Des bruyères comme celles d'Écosse; des plateaux rouges couturés de tranchées et percés de trous d'obus; une confusion de collines sans couleur et, dans le brouillard, presque sans forme, qui s'élèvent et s'abaissent derrière nous. Des troupes se cachent dans tous les replis qui toujours attendent d'autres troupes; et les tranchées se multiplient du haut en bas des pentes.

Nous descendons une montagne fracassée de la tête au pied, mais conservant encore, comme des rides sur un front, les lignes des tranchées qui avaient suivi ses contours. Un fossé étroit et peu profond (peut-être une ancienne conduite d'eau) court verticalement jusqu'au haut de la colline, coupant à angle droit les tranchées à demi effacées.

— C'est là que nos hommes se tenaient avant que les Autrichiens eussent été repoussés dans leur dernière attaque, — l'attaque de l'Asiago, comme vous l'appelez, n'est-ce pas? Il fallut aux Autrichiens dix jours pour descendre à mi-chemin du sommet de la montagne. Nos hommes poussèrent cette tranchée droit en haut de la colline, comme vous voyez, puis ils grimpèrent et les Autrichiens furent enfoncés. Ce n'est pas aussi terrible que l'on pourrait croire, parce que, dans une opération de ce genre, si l'ennemi là haut fait un faux pas, il roule jusqu'au bas parmi vos hommes, tandis que si c'est vous qui trébuchez, la glissade ne fait que vous ramener au milieu de vos amis.

Je murmurai :

— Qu'est-ce que cela vous a coûté?

— Hélas! cela nous a coûté gros. Et sur cette montagne, de l'autre côté de la gorge, — mais le brouillard ne vous permet pas de la voir, — nos hommes ont combattu pendant une semaine, le plus souvent sans eau.

Il me raconte la longue bataille acharnée où les Autrichiens crurent, jusqu'à ce que le général Cadorna les détrompât, qu'ils tenaient à leur merci les plaines du Sud. Je ne me soucierais pas d'être Autrichien, avec le Boche par derrière et l'*Exercitus Romanus* en face de moi. Ce fut le plus tranquille des fronts et la plus discrète des armées. Elle vivait parmi les forêts, dans de véritables villes où nous retrouvons de la neige boueuse amoncelée en tas dont les flancs creux laissent échapper toutes les immondices que l'hiver y a accumulées. Des bataillons de corvée ont nettoyé tout cela. D'autres équipes se hâtaient de boucher les trous d'obus : les camions n'aiment pas à être arrêtés dans leur marche.

Une autre ville, improvisée parmi les pierres, n'abrite plus que des cuisiniers et un ou deux cantonniers ennuyés. La population s'est transportée en haut de la montagne afin de creuser et faire sauter à la dynamite ; en bas, dans des vallons boisés qui ressemblent à des parcs, des bataillons glissent comme des ombres à travers les brouillards, entre les pins. Quand nous arrivons à une lisière, quelle qu'elle soit, il n'y a, comme à l'ordinaire, rien d'autre que de l'herbe arrachée sur une certaine largeur et une maison « insalubre » qui, dans ses flancs ravagés par le canon, a jadis abrité des hommes, et où l'eau de pluie s'égoutte dans les caves au plafond constellé de

trous. La vue, de là, embrasse les tranchées autrichiennes sur les pentes blafardes, et l'on entend les canons autrichiens, qui, cette fois, ne sont pas paresseux, mais ardens et querelleurs. Cependant, de notre côté, on ne répond pas.

— S'ils veulent se renseigner, dit en riant l'officier, ils n'ont qu'à venir voir.

On imagine combien les hommes qui sont derrière ces canons donneraient pour une place dans la voiture qui nous conduit, pendant les quelques heures suivantes, le long d'une autre ligne bien dissimulée...

Autour de nous, le brouillard s'épaissit et noie au loin les montagnes et les masses d'hommes soudain entrevues qui émergent un instant, pour disparaître de nouveau. Nous nous dirigeons vers le sommet jusqu'à la rencontre des brouillards et des nuages, par une route plus raide qu'aucune de celles dont nous nous sommes servis jusqu'ici. Elle aboutit à une galerie de roc où d'immenses canons, prêts à tirer sur un certain point quand une certaine heure sera venue, attendent dans l'obscurité.

— Marchez avec précaution ! Il y a par ici un tournant plutôt rapide.

La galerie ouvre sur un espace nu et une chute à pic, à des centaines de pieds, de rocs striés, garnis de touffes de bruyères en fleurs. Au pied du mur, commence la véritable montagne, à peine moins escarpée : plus bas encore, elle s'infléchit en pentes douces qui descendent, par une suite de contreforts ou de monticules, jusqu'aux immenses et antiques plaines situées à quatre mille pieds plus bas. Vers le Nord, les brouillards cachent la vue ; mais on peut suivre à la trace le cours des larges rivières qui descendent vers le Sud, les ombres minces des aqueducs et les silhouettes échelonnées des villes dont chacune a un passé qui, à lui seul, vaut plus que l'avenir de tous les Barbares menant leur tumulte derrière les chaînes qu'on nous montre par les fenêtres de l'observatoire.

... L'officier achevait de nous faire l'historique des combats et des bombardemens d'une année.

— Enfin, ce point à l'horizon, à droite de cette crête lisse, juste sous les nuages, est une mine que nous avons fait sauter.

A ces mots, le volet du poste d'observation, derrière sa frange de glands de cuir, se ferma doucement : on fait tout sans bruit sur cette terre silencieuse et dure.

X. — LA NOUVELLE ITALIE

Si on laisse de côté l'incroyable labeur qui marque toutes les phases de la guerre italienne, c'est cette dureté qui vous impressionne en toute occasion, depuis la nudité austère du grand quartier du général Cadorna, qui pourrait être un monastère ou un laboratoire, jusqu'à l'endurance du muletier, blanc de poussière, mais sans une perle de sueur, qui grimpe derrière sa bête les rudes échelons du sentier de montagne, ou de la sentinelle isolée qui se couche comme une panthère, collée contre une bosse de rocher, et reste aussi immobile que la pierre, sauf le mouvement de ses cils sur ses yeux.

Rien pour la pompe et l'ostentation, rien pour se faire valoir. « Voici, semble sous-entendre chacun, la besogne que nous faisons. Voici les hommes et les machines dont nous nous servons : tirez vos conclusions vous-même. » Aucune hâte, aucune fièvre, et « l'excitable Latin » de la légende boche n'apparaît pas. On trouve à sa place un système équilibré et souple, que met en œuvre un dévouement passionné; l'ordre et l'économie dans les plus petits détails, avec la même sagesse et la même largeur de vues qui sait verser, quand il le faut, pour défendre les positions, le sang de vingt mille hommes. C'est la manière italienne, sans rien d'inhumain ni d'oppressif, et qui ne prétend pas non plus à la sainteté, mais fonctionne comme le couteau, — doucement et paisiblement, — jusqu'au manche.

Peut-être est-ce à la modération naturelle du peuple et à son existence au grand air, à ses habitudes strictes d'économie et à sa disposition à risquer légèrement sa vie pour des questions personnelles qu'il faut attribuer le développement de ce système; ou bien peut-être s'est-il produit sous le glaive une renaissance de son génie séculaire d'administrateur. Quand on considère le plan d'ensemble de l'œuvre accomplie, on incline à la première opinion; quand on regarde les visages des généraux, ciselés par la guerre en véritables camées de leurs ancêtres, on croit voir se dresser au-dessus d'eux les aigles romaines, et on incline vers la seconde.

Il faut dire aussi que l'Italie compte, en plus grand nombre que la plupart des pays, des hommes revenus avec leur pécule de la République de l'Ouest, pour se réinstaller chez eux. (On

les appelle *Américanos.*) Ils se sont servis du Nouveau Monde, mais c'est l'Ancien qu'ils aiment. Ils exercent une influence étonnamment étendue qui, agissant sur la vivacité de l'intelligence et l'habileté nationale, profite, j'imagine, à l'invention et au talent. Ajoutez à cela la conscience que la nouvelle Italie prend d'elle-même dans ces immenses efforts et ces immenses besoins, — phénomène indéfinissable comme l'aurore, mais qu'on sent comme elle dans l'air, — et vous commencerez à comprendre quelle sorte d'avenir s'ouvre pour cette nation, la plus vieille et la plus jeune de toutes. Avec l'économie, la bravoure, la tempérance et une Idée, on va loin. L'Italie combat maintenant comme toute la civilisation combat, contre ce qu'il y a d'essentiellement démoniaque dans le Boche; et elle le connaît mieux que nous ne le connaissons en Angleterre, parce qu'elle a été son alliée. A cette fin elle donne, sans gaspillage ni parcimonie, tout son effort. Mais elle n'a aucune illusion quant aux garanties nécessaires après la guerre et sans lesquelles sa propre existence ne saurait être assurée. Elle combat pour cela aussi, parce que, comme la France, elle est logique et regarde les faits en face dans toute leur étendue. Elle a de nombreuses difficultés, générales et particulières. Mais l'Italie accepte ces charges et d'autres, exactement dans le même esprit qu'elle accepte les plateaux criblés de trous, l'âpreté des montagnes, l'instabilité des neiges et toutes les épreuves imposées à ses armes. Tout cela est dur, mais elle est plus dure.

. . . .

Pourtant quel homme peut prétendre à rien juger? Nous étions dans un hôtel, attendant un train de nuit; un officier parlait de certains vers de d'Annunzio qui ont littéralement eu pour effet de soulever des montagnes dans cette guerre. Il expliquait une allusion qui s'y trouve par une citation de Dante. Un vieux porteur, attendant pour nos bagages, sommeillait ratatiné sur une chaise près de la véranda. A mesure qu'il saisissait la cadence des vers, ses yeux s'ouvrirent, son menton sortit de son plastron de chemise, et il finit par s'asseoir comme un petit faucon sur un perchoir, attentif à chaque vers, son pied battant doucement la mesure.

RUDYARD KIPLING.

EN AMÉRIQUE

AVEC
M. VIVIANI ET LE MARÉCHAL JOFFRE

Hampton Roads, 24 avril.

Très tard, vers onze heures, les contre-torpilleurs américains envoyés au-devant de la mission française ont, à cent milles en mer, rencontré l'*Amiral-Aube* et la *Lorraine*. De part et d'autre, échange de signaux. Puis Américains et Français marchent ensemble, tous feux éteints, par une nuit noire ; seul un trait de lumière s'allume où l'hélice bat dans la phosphorescence du sillage. Au point du jour, apparaît, au rendez-vous fixé, le croiseur d'escorte. A bord de la *Lorraine*, la vie s'éveille. Le fin paquebot a gardé sa vitesse, supérieure à celle du vaisseau d'ancien type qui le protège en le retardant ; mais il a perdu son ancien vernis de coquette élégance.

Après huit jours d'une traversée qui, pour n'être pas sans périls, resta du moins sans incidens, par une route presque déserte, les membres de la mission, le maréchal Joffre, M. Viviani, l'amiral Chocheprat, le marquis de Chambrun, impatiens de contempler la terre, montent peu à peu sur le pont. Il est cinq heures du matin quand, à l'entrée de la baie de Chesapeake, Hampton Roads ouvre sa rade. Sur la paisible

nappe des eaux, que plissent à peine des rides légères, le disque du soleil s'élève dans l'air bleu. Se tournant vers l'officier américain, pilote du navire : « Que c'est beau! s'écrie le maréchal. J'aime ce soleil. Il me fait penser à celui de mon pays, le midi de la France. »

Dans le port où les contre-torpilleurs américains prennent leur mouillage, tandis que tous les navires hissent à leur grand mât les trois couleurs françaises, la musique d'un vaisseau de guerre attaque les premières notes de la *Bannière semée d'Étoiles*. Identiques, le bleu, le blanc, le rouge reparaissent en motifs divers, aux drapeaux des deux républiques. Avec le maréchal et l'amiral, officiers et marins portent la main à la hauteur du front comme s'ils saluaient, pendant que les graves mesures de l'hymne américain s'élèvent, le commun idéal de l'Amérique et de la France. Les civils se découvrent, jusqu'à ce que la dernière note ait couru sonore sur l'immensité des eaux, vers le lointain horizon. Un silence. Et *la Marseillaise* commence. La mission n'est pas encore à terre, et déjà l'Amérique et la France ont pleinement communié dans cette rencontre de deux nations qui, toutes deux sous les armes, ne laissent tonner, quelle que soit la joie de la rencontre, ni les salves de l'*Amiral-Aube*, ni celles du fort Monroe, sous lequel la *Lorraine* jette l'ancre. La poudre qui, en ce temps, a d'autres usages, attendra, pour parler de meilleures occasions.

Washington, 25 avril.

A la courtoisie personnelle du chef de l'État, qui lui envoya son yacht, le *Mayflower*, la mission a dû de continuer sa route par la baie et le fleuve, jusqu'à la capitale fédérale. Reçue au chantier de l'Amirauté *(Navy Yard)* par le secrétaire d'État Lansing, elle passe près du Capitole, dont le svelte dôme s'enlève dans la verdure au-dessus des colonnes puissantes, et, par l'avenue de Pensylvanie, large voie bordée de grands immeubles, s'engage dans la ville. Devant la Maison Blanche, dont les jardins font presque toute la parure, sur la place où le général Andrew Jackson caracole en bronze sur un petit cheval qu'entourent de petits canons, deux grands monumens, l'un à Rochambeau, l'autre à La Fayette, s'élèvent, au pied desquels une délicate attention a placé des fleurs. La mission suit les voies ombreuses, bordées d'élégantes et confortables

résidences, coupées de place en place de squares où quelque statue de général, d'homme politique ou de littérateur, évoque les grands souvenirs de l'histoire. Elle s'arrête au seuil de la belle demeure, — américaine d'architecture, avec sa brique rouge et ses colonnades blanches, mais française par le goût de l'ameublement, — d'un grand ami de la France, l'ancien ambassadeur à Paris, M. White. Partout, du Capitole à la Maison Blanche, du Congrès à la Présidence, elle rencontre le souvenir du grand événement historique auquel elle doit d'être ici.

Quand le maréchal Joffre eut expliqué au président Wilson et au secrétaire de la guerre, Newton D. Baker, les raisons de tout ordre qui rendaient hautement désirable l'envoi de troupes américaines sur le front de France, la mission aborda la partie de sa tâche la plus délicate et la plus haute, celle qui consistait à développer dans l'Amérique, pour qui la guerre était encore lointaine, le sentiment qu'elle était proche. Au Sénat, à la Chambre où, premier orateur étranger, il eut l'exceptionnel privilège de prendre à la tribune de marbre la parole au nom de la France, M. Viviani dégagea le sens de l'entrée des États-Unis dans la guerre. Quelques jours plus tôt, cherchant, à Mount-Vernon, dans la simple maison de Washington, la clé de la Bastille, pieuse relique de notre Révolution, et, à deux cents mètres de là, devant son modeste tombeau, le souvenir de nos soldats, « des soldats qui, depuis bientôt trois ans, luttent, sous les étendards alliés pour le même idéal, héros obscurs qui savaient que, sauf pour leurs proches, leur nom tomberait avec leur corps, » il avait salué la grande ombre du général libérateur. Et, tandis qu'il parlait à la Chambre, le souvenir de sa visite au tombeau de Mount-Vernon prit à nouveau possession de sa pensée : « Si Washington pouvait se lever, du haut de sa montagne sacrée, apercevoir le monde tel qu'il est, devenu plus petit par le rapprochement des distances matérielles et morales et par l'enchevêtrement des relations économiques, il sentirait que son œuvre n'est pas finie, et que, de même qu'un homme puissant et supérieur se doit aux autres, de même un peuple puissant et supérieur se doit aux autres peuples. C'est la logique mystérieuse de l'histoire qu'a si merveilleusement comprise M. le président Wilson. » Et, dans l'émotion grave et recueillie des représentans d'une

nation qui n'a jamais plus confiance dans son avenir que lorsqu'elle y voit le prolongement de son passé, d'une nation religieuse, où le serment est le lien suprême, il concluait avec une irrésistible énergie, comme si, en dehors de tous les traités, mais au-dessus d'eux, il scellait ainsi, plus profond encore que l'accord des politiques, le pacte des cœurs : « C'est juré sur le tombeau de Washington, c'est juré sur le tombeau des soldats alliés, tombés pour la cause sainte! C'est juré sur nos blessés! C'est juré sur la tête de nos orphelins! C'est juré sur les berceaux et les tombeaux! C'est juré! »

Dans un gouvernement d'opinion comme le gouvernement américain, et dans une crise d'une ampleur telle que celle-ci, quand le vote de la conscription ouvre à la nation américaine la redoutable perspective des grands efforts d'une rude guerre, ce n'est pas assez de parler au Congrès assemblé; c'est le peuple lui-même qu'il faut émouvoir. C'est à lui qu'après avoir été chercher, sur les routes de l'Illinois, les grands souvenirs de Lincoln, la mission doit, pour compléter son œuvre, demander de répéter le même serment. A peine a-t-elle, de surprenante manière, soulevé l'enthousiasme de la capitale, que, de toutes parts, les grands centres commerciaux, industriels, intellectuels, où s'élaborent spontanément les forces vives de la puissance américaine, l'invitent à venir. Les gouvernemens demandent un arrêt dans les Capitoles, les cités dans les hôtels de ville; les clubs proposent des banquets, les Universités offrent des doctorats *honoris causa;* les plus élégantes des résidences, les plus somptueux des petits palais se disputent l'honneur de recevoir, à la descente du train spécial, les ambassadeurs extraordinaires de la France.

Chicago, 4 mai.

Débarquée à midi, dans le froid d'un ciel sombre, et non moins froidement saluée par le maire, — qui, pour l'inviter au nom de sa ville, hésita un peu, c'est-à-dire trop longtemps, — la mission défile sur les quais de la gare centrale, entre deux haies de policiers robustes, les épaules carrées, la face pleine et sanguine, le bâton levé à la hauteur des yeux en un salut rigide. Dehors, le premier régiment de cavalerie de l'Illinois, hommes de forte taille, fièrement campés sur de grands chevaux, en uniforme haki, sans galons ni dorures, sonne une fanfare

guerrière. Dans un brusque dégorgement de foule, là mission gagne les vastes automobiles qui l'attendent, et, trop promptement pour être acclamée, défile, vitres relevées, par des voies étroites, aux façades noires, sales de fumées et de brouillard. Peu de vivats. Sur le passage se presse, silencieuse, dans le dédale des petites rues et des grandes artères, une foule aussi grise que le ciel : foule de travailleurs en vêtemens froissés, coiffés de casquettes et de chapeaux mous fripés, qu'on croirait d'abord rassemblés là par le hasard d'une sortie de travail, mais qui, sa formation épaisse le prouve, attend depuis des heures en rangs serrés. Beaucoup de jeunes gens, beaucoup de femmes. Jusqu'au *Chicago Club*, pendant près d'une demi-heure, malgré l'arrêt de la circulation, le cortège défile avec peine. Par intervalles, des acclamations, des sifflets : siffler, aux États-Unis, c'est plus qu'applaudir. Mais, quand, de sa voiture fermée, le maréchal, sortant enfin, monte lentement les marches du grand bâtiment où se loge l'aristocratique club, face à la nappe jaune du grand lac houleux, s'élève une acclamation formidable.

Une longue table en fer à cheval disparaît sous les fleurs. Aux côtés du maire Thompson, s'asseyent les deux chefs, civil et militaire, de la mission. Du mur, entre deux grands drapeaux américains, descend un drapeau français, gracieusement incliné sur la tête du maréchal. Ni formalisme, ni réserve; aucune raideur, aucune gêne. Seul, le maire, qui manifestement est embarrassé, car une involontaire rougeur empourpre son visage, après s'être un instant efforcé de lier conversation avec ses hôtes, penche la tête en arrière, et, dans une sorte de rêverie mélancolique, suit, les yeux fixés au plafond, la lente fumée de son cigare. Plus d'un parmi les membres du club n'a pu trouver place à table : nombreux sont ceux qui se pressent dans les galeries, les dégagemens, le regard aux aguets, l'oreille aux écoutes. Leur curiosité, sympathique à la mission française, décoche au maire plus d'un propos railleur; mais, pour le maréchal, elle n'a que d'incessantes louanges : « N'a-t-il pas l'air d'un vrai soldat? Quelle tête magnifique! Quelle puissance! C'est tout à fait son portrait. » Mais le maréchal ne semble pas s'en apercevoir : sous le feu des regards, il reste calme, impassible, avec de temps en temps un court frémissement des paupières. Il n'est point de banquet sans discours : tandis que le maire, immobile, se tait, des orateurs, également applaudis,

rappellent les grands souvenirs historiques : la venue de La Fayette et le traité d'alliance; puis, aujourd'hui, l'arrivée des États-Unis près de la France, soumise à une agression silencieusement préparée depuis quarante ans, mais dont jamais, aux heures les plus sombres, ses amis américains ne désespérèrent. Et, lorsqu'on boit à la France immortelle, M. Viviani remercie. Il salue le double rayonnement du drapeau américain et du drapeau français. « Regardez-le bien. Ici, il est calme et tranquille. Il n'est pas semblable sur notre front, tout agité par le vent et déchiré par la mitraille, mais il n'en reste pas moins, dans la main vaillante de ceux qui le portent, non seulement le signe du courage français, mais celui de la libre démocratie et de la civilisation. » A cette évocation du drapeau, l'impassible visage du maréchal s'émeut et, vers l'orateur qui s'assied, s'élargit son sourire.

Kipling, dans une description fameuse, a dépeint les hôtels de Chicago bondés de gens parlant fort et ne causant que dollars. Il lui faudrait changer cette page de *From Sea to Sea* (de mer à mer) s'il y revenait. Au Blackstone, célèbre par sa « Galerie des Paons » *(Peacock Alley)*, où, dans l'après-midi, reçoit la colonie française, l'assistance, brillante et nombreuse, ne parle fort ni ne parle argent. Tumulte gracieux, encombrement élégant. Chicago peut être fière de son aristocratie féminine, aristocratie des plus intellectuelles, des plus élégantes, des plus riches, et aussi des plus fermées, qui, en ce moment, oublie toutes ses menues divisions, pour ne plus penser qu'à la France.

A sept heures, dans la Salle d'Or *(Gold Room)* de l'Hôtel du Congrès, un drapeau français, dessiné par des ampoules électriques, déploie ses trois couleurs sur un fond de velours pourpre. L'orchestre attaque *la Marseillaise*. Tous, dans la salle et les galeries, se lèvent. De l'autre côté de la salle où, de même manière et sur un même fond, se détache l'étendard américain, — l'*Old Glory* au carré bleu semé d'étoiles, qui, depuis 1818, a remplacé la *Star Spangled Banner*, où les étoiles, plus rares, formaient le cercle, — les convives, avec une gravité touchante, entonnent, sur un rythme lent, le vieil hymne, *La Bannière Étoilée*. Et quand M. Mac Cormick, président du comité de réception, a, dans son toast, rappelé qu'il y a cent quarante ans La Fayette descendait sur le sol américain, M. Viviani répond

que toutes les causes justes doivent toujours trouver, de l'autre côté de l'Atlantique, tous les cœurs unis : « Si nous avions douté de la justice de la nôtre, nous n'aurions plus douté, affirme-t-il, lorsque, à travers l'immensité des flots, nous retournant vers la libre Amérique, nous voyions tous les Américains pensans se retourner de notre côté. Venez à nous, frères américains, venez combattre à côté des frères français, à côté des frères alliés. Venez, sous votre étendard glorieux, auquel s'ajouteront d'autres gloires, lutter pour la démocratie du monde! »

Par un labyrinthe de couloirs souterrains, bordés de rampes, de balustrades, de marches d'escaliers, qu'occupe, depuis de longues heures, une foule de curieux, la mission passe directement jusqu'à la scène de l'Auditorium, où, déjà, sur des banquettes étagées, trois cents notabilités sont assises, tandis que, dans la salle de l'immense théâtre, dont la voûte disparaît sous les drapeaux, plus de quatre mille personnes se pressent. Les tickets d'entrée distribués par le comité de réception à ses invités se sont revendus plus de soixante dollars. La rumeur est grande, mais, dès que la mission pénètre, le silence se fait. Toute la salle se lève : *la Marseillaise*, jouée par l'orchestre sur un rythme lent, est, sur des demandes successives, répétée six fois de suite. Debout, chacun des assistans agite au moins un drapeau, souvent deux : une véritable vague de bleu, de blanc et de rouge déferle sur des milliers de têtes.

Après la prière, dite, ainsi qu'il convient, par l'évêque de Chicago, le maire, le prudent maire, se lève. Et c'est lourdement qu'il se lève. Il est grand et corpulent, la figure rougeaude, avec, dans les traits, quelque chose de vulgaire. D'un air contraint, il s'avance vers le devant de la scène, et, penché sur la table qui l'occupe, s'engage, d'une voix traînante, ennuyée, lente, dans une longue élucubration qui, passant sous silence les problèmes du jour, se borne à rappeler, dans un interminable récit, les lointains et peu compromettans exploits des premiers explorateurs français. L'assistance, d'abord étonnée, puis ennuyée, s'impatiente, se fâche. On entend des battemens de pieds, des rires étouffés, puis de moins en moins réprimés. Bref, une hilarité générale oblige l'orateur à écourter son discours, qu'il termine brusquement, en souhaitant, d'une voix que l'on entend à peine, la bienvenue aux hôtes de la ville. Mais déjà, le gouverneur est debout, qui, salué d'une ovation

enthousiaste, s'efforce de dissiper la fâcheuse impression produite par le discours du maire. De taille moyenne, nerveux, agile, il scande ses paroles d'un énergique mouvement de la tête, brusquement jetée de côté. Tout à l'encontre du maire, son discours n'est qu'une succession de phrases vigoureuses, toutes vibrantes de sympathie pour la communauté d'idéal qui, dans l'heure présente, lie au même combat l'Amérique et la France. Et le chef de la mission française de se lever, dans une acclamation formidable : « Ce qui fait en effet la grandeur de la France dans le monde, c'est qu'elle n'a pas seulement travaillé et souffert pour elle-même, mais qu'à travers sa longue histoire, c'est à l'humanité qu'elle a pensé. »

A peine a-t-il commencé que, sans avoir besoin de comprendre et comme s'il devinait, au simple mouvement de ses lèvres, accompagné de la ponctuation de son geste, l'auditoire le suit. Trois cents personnes à peine le comprennent, cinq cents parmi les autres le devinent. « Entre les cœurs, a-t-il dit le matin au Chicago Club, il y a un langage mystérieux qui parle plus que les mots. » Il suffit que ces mots, Serbie, Belgique, Angleterre, Amérique, France, Marne, reviennent pour que ceux qui les entendent, sans d'ailleurs savoir le français, saisissent et se laissent emporter par le magnifique mouvement d'une irrésistible éloquence.

5 Mai.

Les journaux du matin sont enthousiastes. Joffre, disent-ils, a fait une nouvelle conquête : celle de la ville. Mais le ciel est toujours hostile. Quand, vers dix heures, la mission quitte la somptueuse résidence mise par M. Crane à sa disposition dans l'élégant quartier du Lake Shore, c'est à peine si quelques éclaircies bleues passent dans le moutonnement blanc des nuages. Le vent qui les pousse soulève le lac houleux. Après une courte visite au musée, face au Chicago Club, le cortège se met en marche par le boulevard Michigan : à sa gauche, la gigantesque muraille, grise et nue, des gratte-ciel ; à sa droite, la grande nappe jaune et tourmentée du Lac, où quelques noires silhouettes de navires se dégagent d'un fond de brume. Sur le trottoir et les quais, une foule énorme, difficilement contenue par la haie serrée des policiers de haute stature, fait une ovation aux deux chefs, civil et militaire, de la mission, quand, cédant

à son désir, ils quittent, malgré le froid qui les mord au visage, leur auto découverte pour une auto fermée. Perpendiculairement au boulevard, s'ouvre l'une des rues, toutes nommées du nom d'un président des États-Unis, qui, entre les cages de verre des bureaux enfermés sur vingt étages de *building*, forment, dans la « boucle » aérienne du chemin de fer élevé, le célèbre « loop, » la citadelle du commerce : citadelle noircie par la fumée de multiples usines, qui sous le climat brumeux se rabat sur la pierre humide, mais où des maisons semblables surgit le peuple anonyme du travail. Aux multiples fenêtres, demoiselles de magasin, employés de commerce, sténographes, dactylographes se bousculent. Au-dessous la vague humaine déferle : un remous de têtes et d'épaules oscille sur le trottoir, escalade les autos, les camions, les voitures, subitement arrêtées, se hisse sur les toits, les petites gares aériennes du chemin de fer élevé, envahit jusqu'aux corniches des gratte-ciel. Pas de décorations, peu de drapeaux, — la prudence hostile du maire, l'impromptu de la visite ne l'ont pas permis; mais un enthousiasme qui, ne pouvant parler aux yeux, s'adresse aux oreilles. C'est le bruit, le bruit sans réserve et sans pitié, vacarme inséparable de toute manifestation américaine : cris sauvages, hurlemens, sifflemens aigus, battemens de mains, trépignemens, lamelles de bois frappées l'une contre l'autre, sons rauques et nasillards des grands cornets porte-voix qui, au *Washington Day*, brisent le tympan. Ici, au détour d'une rue, les cuivres d'une fanfare lancent *la Marseillaise*; plus loin, l'hymne enflammé sort étriqué d'un grêle mirliton. Dans le quartier de l'automobile, des centaines d'autos cornent sans interruption; des usines voisines, les sirènes répondent. Dans les faubourgs éloignés, le cordon de foule s'amincit, la marche s'accélère, lassant peu à peu les poumons des enthousiastes qui suivent au pas de course le cortège. Même alors, pas un passant qui ne jette sur la voiture, maintenant fermée, du grand cortège, un coup d'œil rapide, accompagné d'un sourire — de ce sourire gai, bon enfant, qui est si vraiment américain. Par la portière fermée, sous la vitre, on entrevoit le képi du maréchal. Des bras se tendent. On crie : « Il est là, avec la *casquette* rouge ! » « C'est lui ! » « Je l'ai vu ! » « Le voilà qui passe ! »

Derrière les rangées d'arbres nus aux silhouettes maigres, que le printemps n'a, tardif, pas encore regarnis, s'élève un

bâtiment à façade rougeâtre, aux nombreuses tourelles : copie, plus ou moins bâtarde, d'Universités anglaises, et qui, dans cette ville si moderne, dont cinquante ans plus tôt la place n'était qu'un amas de huttes auprès d'un lac, détonne avec ses airs moyenâgeux d'église gothique et de château fort. Forteresse de science, c'est l'Université de Chicago. Des docteurs en robe descendent le perron monumental, prennent, un à un, le bras du président, du maréchal, des autres personnes, et, d'un pas lent, les conduisent à travers les pelouses des grands jardins paisibles, jusqu'à la salle, lambrissée de vieux chêne, où, tamisée par les vitraux de couleur, la lumière du jour caresse doucement le regard. Après la prière, le déjeuner; *la Marseillaise, la Bannière Étoilée*, sont entonnées en chœur; puis un coup de maillet vigoureux impose silence. Le président de l'université se lève. De taille moyenne, peu large d'épaules, mais de maintien ferme, il a, sous ses cheveux blancs, les traits énergiques, le geste sobre, la parole nette. La chaleur, l'accent de sincérité profonde de son discours, la pureté de sa forme littéraire font avec la piteuse mélopée du maire Thompson un contraste qui n'échappe à personne. Lorsque, avec une diction qui ne laisse tomber aucune syllabe, il dit : « Nous donnerons jusqu'à notre dernier battement de cœur, » une émotion qui touche au délire s'empare de la docte assemblée. L'enthousiasme redouble lorsque le maréchal, présenté à l'assistance, porte la santé de M. Viviani; il ne connaît plus de bornes lorsqu'à la sobre éloquence du président Judson, vient s'ajouter la brillante improvisation de l'ancien président du conseil, qui, ancien grand-maître de l'Université de France, rappelle avec fierté ce titre pour faire dans cette ville, où la science allemande a si profondément pénétré, le rappel des titres de la science française. Le projet du professeur Wigmore d'envoyer des étudians américains en France, au pied de nos chaires, au lieu de leur laisser, comme autrefois, prendre la route de Heidelberg, de Bonn ou de Berlin, est à ce moment dans la pensée de tous. La présence de M. Hovelaque, spécialement chargé par le ministre d'étudier les conditions de resserrement des liens intellectuels franco-américains, donne aux paroles officielles tout leur sens. C'est un programme d'action qui se précise ici, pour se poursuivre ensuite entre les mains des spécialistes de chaque faculté et aboutir à la mutuelle entente des esprits.

Une dernière fois, les accens de *la Marseillaise* retentissent, et les membres de la mission, que précède, une Bible sous le bras, un membre de la faculté, sortent lentement, cérémonieusement, chacun étant escorté d'un professeur qui lui prend le bras.

Dans l'immense salle rectangulaire, où se tiennent d'ordinaire les grandes foires de Chicago, salle choisie pour ses exceptionnelles dimensions, s'ouvre la réunion finale. A quarante mètres du sol s'élève le toit, soutenu par un enchevêtrement de poutres métalliques. D'un bout à l'autre de la voûte, un gigantesque déploiement de couleurs américaines en cache la nudité. A gauche de l'estrade improvisée, un immense drapeau français, couvrant comme un tablier la muraille, offre, entre deux palmes croisées, cette inscription en lettres d'or : « La Marne. » Du parterre aux galeries moutonne une mer humaine. Vingt-cinq mille personnes tiennent à la main gauche un petit drapeau américain, à la main droite un petit drapeau français. La mission entre et tous les drapeaux s'agitent. Pendant une minute, à perte de vue, ce n'est plus qu'un océan de petits points bleus, blancs et rouges, secoués comme par un ouragan furieux. Les troupes qui, à l'extérieur, formaient la garde d'honneur, défilent aux accens de *la Marseillaise* et prennent place autour de l'estrade. Magnifiquement, l'un des orateurs américains précise le but des États-Unis dans cette guerre : « De même qu'aucun homme n'a le droit de vivre pour lui seul, aucun peuple n'a le droit de vivre pour lui seul. » Se souvenant qu'il a été ministre du travail, le chef de la mission française remercie et salue, au nom des ouvriers français, les ouvriers appartenant à des races différentes, Slaves, Grecs, Tchèques, Russes, frères de ceux qui travaillent en ce moment à l'indépendance et à l'émancipation de la Russie, qui sont venus se fondre dans cet immense creuset qui constitue la formidable Amérique, et saisit cette occasion de répondre à la calomnie, propagée par l'ennemi, que la guerre actuelle est la guerre du capital.

Puis, d'une voix stridente, le gouverneur de l'Illinois, venu de Springfield, la capitale de l'Est, présente officiellement à l'assistance le maréchal Joffre. Bien qu'il s'en défende, n'étant pas orateur, le maréchal doit monter à la tribune. Aussitôt commence une ovation sans précédent dans l'histoire, cepen-

dant très bruyante, des manifestations américaines. Tous sont debout, lançant des vivats, des cris sauvages, des interjections aiguës, des hurlemens de Peaux-Rouges. L'ovation, faisant successivement le tour de la salle, ne cesse sur un point que pour reprendre sur un autre. Pendant cinq minutes, elle se renouvelle ainsi par bonds ininterrompus, qui la font à plusieurs reprises porter sur l'assistance entière. Calme, impassible, la main levée à la tempe, le maréchal reste dans l'attitude militaire, mais simple, d'un « Garde à vous » sans raideur. Tourné sur lui, un projecteur électrique accuse le relief puissant et doux de ses traits fermes. Dans cette immobilité, sous cette lumière, devant cette foule, il semble, mi-homme, mi-statue, entrer vivant dans l'apothéose. Sous la paupière légèrement affaissée, passe, dans ses yeux bleus, le reflet des grands rêves. Mais il faut parler, couper court à cette manifestation que son sang-froid accueille, sans que sa modestie l'accepte. Par deux fois, ses lèvres s'agitent d'un tremblement convulsif. Le gouverneur, qui se garde bien d'essayer de dominer le tumulte, consent cependant à lui passer le marteau qui réclame le silence. A deux reprises, le maréchal en frappe la tribune ; mais les applaudissemens continuent jusqu'à ce qu'enfin, dans une accalmie, il puisse placer quelques paroles simples et dignes, ramenant à l'armée l'honneur qu'il ne veut pas qu'on détourne sur lui ; « armée qui, dit-il, comprend non seulement ceux qui combattent, mais ceux qui travaillent à fournir des armes aux combattans. » C'est au nom de cette double armée, « l'armée du front et l'armée des usines, » qu'il porte à Chicago le salut de la France.

Kansas City, 6 mai.

Métropole industrielle d'une région agricole, peuplée des descendans des Puritains de la Nouvelle-Angleterre, Kansas City s'étend des deux côtés du Missouri, dont, à quelques centaines de pieds au bas de la route, fuit la nappe d'argent, tandis que, dans la vallée brumeuse, voilée par les fumées, s'aperçoit, juchée sur des hauteurs, la partie industrielle de la ville, logée, non plus dans l'État du Kansas, mais, particularité singulière, de l'autre côté de l'eau, dans l'État du Missouri. Dans la clarté d'un jeune soleil, le cortège passe, sur des routes à forte pente, entre des rangées de paisibles villas ombragées

de riches jardins, traverse un parc, défile entre une haie de cadets de marine à l'uniforme bleu gris bordé de galons noirs, reçoit, de jeunes filles, volontaires de la Croix Rouge, vêtues de la longue blouse blanche, un gracieux salut militaire accompagné d'un joli sourire, puis entre dans la foule, qui sort des églises. A Chicago, dans la rumeur de la ville fiévreuse, où le peuple des usines et des bureaux avait, pour l'accueillir, quitté sa tâche, c'était le travail qui saluait la France et sa guerre. Ici, dans la grâce rustique d'une fraîche verdure, cadre naturel d'une région agricole, c'est la fervente piété et la gaie joie d'un dimanche sanctifié par la prière, qui se tournent, la ferveur pieuse en ferveur patriotique, la gaîté du repos en liesse d'accueil. Tous saluent les hôtes qui n'ont pas craint de venir si loin chercher une pensée que seuls les pessimistes eussent pu taxer d'indifférence. Sans doute, ce laborieux extrême Ouest, à mi-chemin entre les deux Océans, qui n'a de l'Europe que de lointaines notions, avait, plus qu'aucun autre, fait, dans la guerre, son rêve personnel de paix. Mais il a trop de bon sens pour ne pas s'être aujourd'hui délivré du lourd engourdissement des pernicieuses chimères.

Autour du cortège qui défile, le peuple pieux, sorti des églises, se masse. Ni cris aigus, ni sifflets stridens, ni glapissemens de sirènes, mais des applaudissemens, des chants qui semblent continuer des cantiques, l'offre, par de petites filles timides, de lis et de roses, la paix des champs après la trépidation des usines, l'accueil des fleurs après celui des cris, le salut religieux d'un dimanche rural après l'ovation tumultueuse, à Chicago, de l'industrie en pleine action.

Dans la salle oblongue, voûtée d'un entre-croisement de poutrelles métalliques, d'où les couleurs américaines, drapées en papillons, descendent, la mission pénètre. L'évêque presbytérien, les bras croisés sur la poitrine, les yeux levés en extase, la voix agitée d'un tremblement convulsif, dit la prière. Les têtes s'inclinent; à la voix grêle du prêtre répond le bourdonnement confus des *Amen* de la foule. Puis, c'est l'hymne *Onward Christian Soldiers*, dont l'assistance entonne en faux-bourdon le rythme martial et religieux. Un révérend, jeune encore, au visage énergique, la longue redingote noire boutonnée jusqu'au menton, fait d'une voix claironnante un long sermon de vingt minutes à la rhétorique brillante. Un rabbin au corps mince, à

la voix aigre et pointue, dont la physionomie resplendit d'intelligence, vient exprimer au nom des israélites de Kansas City les sentimens de fidélité de la communauté juive envers l'Amérique, envers les Alliés, « même envers la Russie. » Succédant aux chants religieux, aux discours pieusement patriotiques, *la Marseillaise*, dont le rythme s'accélère à mesure que la mission s'avance vers l'Ouest, joint à sa flamme la majesté. Ce n'est plus l'hymne ardent qui dit la passion des hommes pour la liberté, mais le chant guerrier de la justice divine.

Insensiblement enveloppé par cette atmosphère de foi patriotique et religieuse, M. Viviani ne cherche pas à le dissimuler : « J'ai été ému, dit-il. Vos yeux se levaient vers le ciel comme pour y chercher la justice divine. Et je me demandais comment il se pouvait que vous imploriez le Dieu de pitié et de miséricorde, pour qu'il devînt le Dieu de guerre. Mais j'ai compris : vous avez imploré le Dieu de guerre, parce que le Dieu de pitié ne pouvait être d'accord avec la bestialité humaine. »

Saint-Louis, 6-7 mai.

Grande cité de 700 000 habitans, largement étendue de son hôtel de ville monumental à sa cathédrale byzantine, Saint-Louis n'a de français que le nom, et, pour quiconque est de France, ouvre une source de mélancolie. Dans cette ville, dont les premières origines sont françaises, c'est à peine si quelques rares survivans des Français d'autrefois parlent encore la langue de leurs arrière-grands-pères. Les noms, s'ils ne sont anglais, sont germaniques. « Aviez-vous déjà été en Allemagne? demandait le Kaiser à un général qui assistait aux grandes manœuvres impériales en Silésie. — Seulement à Milwaukee, Cincinnati et Saint-Louis, » fut la réponse. Mais, ici comme à Chicago, le temps a fait son œuvre : les descendans des émigrans que la prussianisation triomphante de l'Allemagne chassait de l'autre côté de l'Atlantique dans l'Amérique libre, sans castes et surtout sans caste militaire, ne peuvent s'empêcher de reconnaître que, dans la présente guerre, la France et ses alliés luttent pour la justice et les États-Unis pour l'humanité. Démocrates, ils ont, aux dernières élections présidentielles, voté pour le président Wilson. Confians dans la sagesse du guide auquel ils ont remis les destinées du pays, ils acceptent

sans arrière-pensée la guerre qu'il a jugée nécessaire, et les alliances qui résultent de cette guerre.

Au Colisée, qui, l'an passé, vit, dans l'idylle d'une réconciliation générale, la Convention chargée de présenter le candidat démocrate se muer soudain, suivant le mot de William Jennings Bryan, en « fête d'amour, » une imposante manifestation de patriotisme se déroule. Au nom du cinquième régiment de Saint-Louis, les officiers remettent au maréchal Joffre un drapeau qui, d'après les mots mêmes du maréchal, le leur restituant aussitôt, va passer l'Océan, se trouver bientôt à côté du drapeau français, et, avec lui, dans un enthousiasme accru par cette rencontre, voler à la commune victoire.

Le lendemain, *breakfast* monstre à l'*Athletic Club*, où plus d'un est, vu le grand nombre des convives, prié de déjeuner par cœur ; des panoplies de drapeaux rappellent la libération des États-Unis, la cession de la Louisiane, la déclaration de guerre des États-Unis à l'Allemagne, avec ces trois noms, du côté de la France : « La Fayette, Napoléon, Poincaré ; » du côté de l'Amérique : « Washington, Jefferson, Wilson, » et ces trois dates : « 1776, 1803, 1917, » et cette devise, inscrite en capitales, face à la table d'honneur : « L'amitié de la France et de l'Amérique, fondée sur la liberté, est éternelle. » Non sans humour, avec une chaleur qui fait contraste à la tiédeur du premier magistrat municipal de Chicago, le président de l'assemblée porte en souriant, au nom de la municipalité, à la mission, le salut de la ville « allemande » de Saint-Louis.

Quand les voitures descendent la colline, vers le faubourg de verdure à l'extrémité duquel le train spécial attend, une longue ovation, sur un interminable parcours, unit toute la cité : commerçans du centre, ouvriers des quartiers écartés, enfans rangés des deux côtés de la chaussée, petits noirs à droite, petits blancs à gauche, tous accueillent, dans cette ville où, jadis, la France fut grande, sa gloire nouvelle qui passe, dans la splendeur du matin. Des banderolles s'agitent, de petits drapeaux frémissent, de fraîches voix crient : « Vive la France ! » *La Marseillaise*, *la Bannière étoilée*, s'entonnent de place en place, avec l'émouvante gravité d'un affectueux respect. Dans la cité que la France monarchique a non seulement fondée, mais nommée, sans que cependant aucune trace de vie française y demeure, c'est, quand le cortège tourne devant la statue équestre

du saint roi, très loin dans le parc, au sortir de l'Université, toute la beauté française, identique à travers le temps, qui se lève devant l'admiration d'un peuple : « O noble France, si fièrement éprise d'idéal, a dit, en son adresse, la ville à la mission, la cité de Saint-Louis te salue en ce jour et, glorieuse d'être issue de toi, se prépare à te soutenir dans ta lutte héroïque pour la justice, le droit et la liberté. »

De Saint-Louis à Philadelphie, 7-9 mai.

Springfield n'est pas seulement la capitale de l'Illinois, mais la dernière demeure d'Abraham Lincoln. C'est vers cette grande ombre que s'achemine le pèlerinage de la mission. Dans le cimetière, vaste parc planté d'arbres, où, de place en place, apparaissent des croix, un monument s'élève, qui domine les autres. De la tombe solitaire de Washington à Mount-Vernon, à ce mausolée de pierre qui se dresse sur la verte colline, c'est toute l'âme des États-Unis qui s'évoque. De la maison à colonnes de Mount-Vernon à la simple cabane de bois de Lincoln, des souliers à boucles d'argent du propriétaire foncier de Virginie aux lourdes bottes de l'humble « lawyer, » du visage aristocratique, grave et ferme du premier à la figure hâve, du second, du général de la Liberté au juriste de l'Égalité, du triomphateur qui put jouir de sa victoire au martyr enseveli dans son triomphe, la distance est grande. Et cependant, de l'un à l'autre, c'est l'idéal des États-Unis qui, de conséquence en conséquence et de développement en développement, se poursuit. L'un, dans son Adresse d'adieu, véritable testament politique, a dit qu'il n'y avait pas deux morales, l'une pour les individus, l'autre pour les nations, mais que tous les contrats, privés ou publics, devaient être également respectés. L'autre, à Gettysburg, le 18 novembre 1863, sur le champ de bataille où le Nord avait trouvé la décisive victoire, a prononcé les paroles que le monde ne devait plus jamais oublier : « Ce n'est pas à nous de consacrer ce terrain à nos morts, mais à nous, vivans, de leur demander de nous consacrer à la tâche qu'il faut que nous poursuivions pour qu'ils ne soient pas morts en vain, pour que le gouvernement du peuple, par le peuple, et pour le peuple, ne périsse pas de la terre. » Soldat qui combat pour la suprématie des justes et pacifiques lois, avocat qui invoque l'épée pour suspendre la suprême équité, Washington et Lincoln ont,

dans le même sentiment de l'indépendance de l'Union, la profonde conscience du devoir des gouvernemens envers les hommes et des nations envers les peuples. L'esprit d'égalité entre les hommes, qui était celui de Lincoln, prépare aujourd'hui l'esprit d'égalité entre les nations, qui est celui du président Wilson. Et dans les mots fameux du message du 2 avril, demandant aux États-Unis d'entrer en guerre pour le salut de la liberté, l'écho des paroles de Gettysburg se prolonge.

... L'*observation car* du train spécial où les membres de la mission sont remontés se jonche et se tapisse de fleurs : lis de France et roses d'Amérique, couronnes et gerbes, dont, en lettres d'or, sur des flammes tricolores, de multiples inscriptions précisent l'hommage. Parfois, quand le train ne s'arrête qu'une ou deux minutes, dans quelque gare importante, la population, contenue par une frêle barrière de *boy-scouts*, s'approche : une fanfare éclate, d'anciens soldats de la guerre civile saluent, un vieil Alsacien s'avance, des poignées de mains s'échangent...

A Arcola, le train, brusquement, sort des rails. Le premier wagon, où se trouvaient seulement les bagages, est entièrement renversé. Dans le wagon-restaurant, où dîne la mission, grand cliquetis de verres, d'assiettes et de tables brisés. Le maréchal est jeté à terre, heureusement sans rien perdre de cet impassible et bienveillant sourire qui, durant tout le voyage, l'accompagnera. Au dehors, pendant que les reporters s'empressent de téléphoner la nouvelle, un cavalier paraît dans la nuit. Aucun accident de personne, aucun soupçon d'attentat. Les deux lourdes locomotives du train ont simplement écrasé sous leur poids la voie trop faible d'une petite ligne de raccordement. Le chef du service secret, M. Nye, et les ingénieurs de la Compagnie arrivent promptement à cette conclusion, qui serait rassurante si, dans le train, qui que ce fût eût eu à cet égard une inquiétude. Le seul effet de l'incident est de retarder la mission, immobilisée pendant toute une nuit dans la petite gare d'Effingham. Au matin, un nouveau train arrive, auquel s'attache la dernière voiture, l'*observation car*, absolument intacte, où se trouvaient les appartemens des chefs de la mission. Accourus en toute hâte, les gens, respectueusement, se découvrent. La déférence, la cordialité sont partout.

En dépit du changement d'horaire qui supprime certains

arrêts, en ajoute d'autres, c'est, dans l'Indiana, l'Ohio, de ville en ville, le plus empressé des accueils. Indianapolis présente à la mission son monument aux soldats de la guerre civile : « Aux vainqueurs silencieux, » porte, sous l'obélique gris, le haut relief de bronze. Capitale de l'État d'Ohio, Columbus masse toute sa population en larges gradins, entre les arbres, sur la grand'place qui s'étend au pied de la Maison d'État, *State House*, dont, peu à peu, les lumières s'allument, pendant que le soir descend dans l'acclamation profonde d'une cité qui, tout entière, s'unit pour donner tout son cœur.

A Philadelphie, les fils de la révolution américaine, descendans directs des combattans de l'Indépendance, forment une haie d'étendards, fidèle reproduction des drapeaux de la période coloniale, étendards qui s'inclinent au passage de la mission, qui de la gare est directement venue dans la petite salle émouvante où les « Pères » ont, le 4 juillet 1776, signé l'immortelle Déclaration. Le rabbin Joseph Kranskopf, l'un des plus éloquens du pays et l'un des pacifistes les plus connus de Philadelphie, prononce d'une voix chevrotante, les mains sur la poitrine, la tête inclinée, les yeux en extase, la prière d'usage. Le maire Smith, M. Viviani échangent quelques paroles. Puis, après la remise au maréchal d'un bâton taillé dans le bois de l'ancien bâtiment, maintenant détruit, où fut proclamée l'Indépendance, tous se rendent dans une autre salle, près de la grande relique démocratique, la « Cloche de la Liberté, » qui, après avoir, en 1753, rendu, sous le marteau d'une jeune parente d'Isaac Norris, son premier son, et glorieusement annoncé, en 1776, la nouvelle nation, repose maintenant dans une chambre aux boiseries blanches, où seuls quelques privilégiés pénètrent. Le chef de la mission française se penche et la baise avec ferveur ; le maréchal la touche, simplement, de la main, puis ramène cette main, d'un beau geste, à ses lèvres.

Après un arrêt dans le modeste cimetière où repose Franklin, la mission, continuant ses pèlerinages, se rend au petit cottage, tout humble, en briques rouges, à croisées d'un blanc fané, qui, dans Fairmount Park, où on l'a transporté, se dresse au sommet d'un tertre vert, planté d'arbres magnifiques : c'est la maison de William Penn, fondateur de l'État. Maintenus par une mince corde, dix mille écoliers, garçons et filles, couvrent les pentes à perte de vue. Une grimace involontaire, un « aye! »

qui sort d'une petite bouche, un brusque coup de coude au voisin indiquent leurs petites souffrances, vite oubliées dès qu'ils aperçoivent le képi du maréchal, accueilli de leurs vivats et du frémissement de leurs petits drapeaux. Sur le seuil de l'historique maison, une petite fille, vêtue d'une robe de style colonial, rouge et jaune, le visage empourpré par l'émotion, la voix étranglée, débitant avec peine les mots appris par cœur, présente au maréchal, qui l'embrasse sur les deux joues, une épée d'argent. Puis, revenant vers l'Université, le cortège s'arrête au pied de la statue qui montre un Franklin jeune, partant, le bâton du voyageur à la main, avec un simple mouchoir noué pour porter sa fortune, plus riche d'espoirs que d'écus. Et, passant devant l'hôpital allemand, qu'un grand drapeau des États-Unis couvre d'une manière rigoureusement correcte, le cortège aperçoit, non sans surprise, un petit drapeau français, brandi d'un balcon du premier étage : simple détail, qui en dit long sur la situation actuelle de l'Allemagne parmi les Américains d'origine allemande.

New York, 9-11 mai.

Depuis plus de huit jours, la mission voyage sans avoir rencontré New York. Elle cherche l'âme des États-Unis, à l'Ouest, au Sud, au Nord. New York est cependant la ville de force et d'énergie, de chiffres et d'affaires, d'intelligence et de travail, où la puissance américaine se forge, en même temps que la porte immense par laquelle le flot des hommes et des produits entre et sort sans cesse ; elle est non seulement le grand port, mais la grande usine, qui, depuis le début de la guerre, n'a cessé, par ses capitalistes, ses ingénieurs, ses courtiers, de travailler pour les Alliés. La guerre où le président Wilson vient d'engager les États-Unis n'est certes pas, quoi qu'en disent les pacifistes, la guerre de *Wall Street;* mais, dans cette bataille du monde, où l'argent, plus que jamais, est un indispensable allié, *Wall Street* est une force. La mission de guerre française peut trouver à Washington la politique, et, sur la voie sacrée des tombeaux, de Mount-Vernon à Springfield, la tradition des États-Unis. Mais elle perdrait le sens des réalités si elle oubliait que, de l'Europe à l'Amérique, il existe un trait d'union. Entre les deux fleuves de l'Hudson et de l'East River, la cité de l'île de Manhattan déborde sur les rives voisines de Long Island

avec Brooklyn et de Staten Island. Ici, dans une activité de fièvre, travaille une gigantesque ruche de six millions d'hommes, qui ne cherchent pas le dollar pour le dollar, dans une cupide idolâtrie du veau d'or, mais qui le veulent pour le mettre au service des grandes idées communes à la France et à l'Amérique, que, dans l'avant-port, la statue de la Liberté symbolise. Ce n'est pas cette statue seulement, mais la ville, qui mérite le beau salut en prose de Ruben Diario : « A toi, prolifique, énorme, dominatrice ! A toi, Notre-Dame de la Liberté ! A toi, dont les mamelles de bronze nourrissent un nombre incalculable d'âmes et de courages ! A toi, qui te dresses solitaire et magnifique dans ton îlot, en levant ta torche divine ! »

De Philadelphie, le train spécial vient, en moins de deux heures, de conduire la mission, face à la ville, sur l'autre rive du fleuve. En bas, vers l'Océan, la statue de la Liberté s'estompe confusément dans une forte brume. Alertes, les voyageurs montent promptement dans un petit bateau de la police du port, qui, bientôt, fend doucement la houle couleur de sable de la baie. De la masse épaisse du brouillard, qui en efface les bords, perce immédiatement, pendant plusieurs minutes, le déchirant sifflet des milliers de sirènes des navires : grands paquebots, cargo-boats, ferrys, simples remorqueurs, unis pour adresser aux représentans de la nation alliée, en une symphonie à une seule note, aiguë et stridente, le salut du plus grand port du Nouveau Monde et même, en ce moment, de la terre.

Et, dans son île de fer et de pierre, New-York, la cyclopéenne capitale du chèque, sort du brouillard, avec ses châteaux forts aux mille tours. Leur indécise silhouette prend, à mesure que l'hélice tourne, un relief plus accusé. Sur le fond terne d'un ciel gris se lève, au-dessus des eaux, la ligne de faîte, inégale, qui tour à tour monte et descend, des gigantesques gratte-ciel, gardiens géans des trésors accumulés dans l'île, que les Hollandais, il y a trois cents ans, achetaient aux Peaux-Rouges pour quelques écus et dont la fortune aujourd'hui se chiffre par milliards.

Dans l'historique *Battery Place*, où les premiers colons abordèrent, maigre square délabré étroitement serré entre le fleuve et la pierre, que les hauts « buildings » cernent de la perspective profonde de leurs toits étagés, attendent, malgré l'aigreur

du vent et l'intermittence de la pluie, vingt-cinq mille personnes. Les chevaux de la police montée se cabrent, les opérateurs de cinémas se démènent, une nuée de fleurs descend, tandis que les ambassadeurs extraordinaires de la France, échappant au remous de foule dont l'enthousiasme les prend d'assaut, montent à grand'peine dans la longue file d'autos qui, singulière ironie, les attend devant les bureaux, maintenant déserts, des compagnies de navigation allemande : le *North German Lloyd* et la *Hamburg-Amerika Linie*. La double rangée des *buildings* monte si haut que c'est à peine si, dans l'espèce de gorge longue et étroite qu'ils forment, les piétons d'en bas peuvent, levant les yeux, apercevoir le ciel.

Depuis le terre-plein de l'ancienne forteresse, jusqu'au *Woolworth Building*, dominant le *City Hall* de toute la hauteur de ses cinquante-quatre étages, couronné d'une flèche audacieuse, éclate une ovation qui, pour aller droit au cœur, ne craint pas de meurtrir les oreilles : ovation qui sort moins d'une foule que d'une fourmilière, rampant en bas, grimpant en haut, collée aux vitres, suspendue aux entablemens des fenêtres, au rebord des corniches, perchée même sur les toits, avec une hardiesse à donner le vertige. Il semble que, soudainement doués de vie, les grands gratte-ciel, éclairés par des milliers d'yeux, hurlent, par des milliers de bouches, le *welcome* gigantesque de la métropole : cris, vivats, battemens de mains, glapissemens, sifflets aigus, rumeur confuse coupée de notes stridentes, qui semblent la voix même des géans de pierre. Des myriades de petits papiers blancs, jetés des fenêtres, voltigent comme des papillons. De longs serpentins, lancés d'un vingtième, d'un trentième étage, se déroulent entre les jambes des chevaux effrayés des miliciens de haute taille ouvrant, non sans peine, la voie au cortège. Jamais héros national, pas même l'amiral Dewey, en 1899, après la victoire de Manille, ne reçut pareil accueil. Pas une seconde le maréchal, un éclair dans ses yeux bleus, ne quitte du regard les innombrables grappes noirâtres qui semblent descendre des nues; le chef civil de la mission multiplie les coups de chapeaux. Les officiers de la mission, le colonel Fabry, martial sous le béret des chasseurs alpins, « diable bleu » que le peuple acclame, le lieutenant de Tessan, toujours de service auprès du maréchal, répondent de leur côté à l'inoubliable manifestation.

Par l'insurmontable clameur, poussée jusqu'au ciel, de centaines de milliers de voix, le tonitruant délire de la foule a reçu la mission. L'échange de paroles officielles ne saurait plus longtemps tarder. Jeune, grand, svelte, élégant, le nez long et busqué, les lèvres minces, la parole prenante, étonnant d'ardent enthousiasme et d'inflexible ténacité, le maire John Purroy Mitchell salue au *City Hall*, dans la mission, la France, « la France que nous aimons, la France notre alliée au cœur chaud, jamais inconstante, jamais infidèle, à laquelle nous, les États-Unis, avons une si grande dette, la France qui, pendant trois ans, a versé son sang pour que l'idéal de liberté politique et personnelle que les États-Unis proclament et chérissent puisse vivre sur la terre. » Les épaules voûtées, courbé, cassé, mais conservant, sous le front méditatif, à travers le doux regard profond des yeux noirs, toute la profondeur de la pensée, et, dans le corps affaissé par l'âge, toute la générosité d'un cœur sur lequel les ans n'ont pas de prise, le doyen des avocats de New-York, l'ancien ambassadeur des États-Unis à Londres et à la seconde conférence de la Paix, l'illustre Joseph L. Choate, intervient à son tour. Et, rappelant l'aide apportée par La Fayette dans la lutte pour l'indépendance : « Ce n'est rien, dit-il, à côté des services que la France rend à l'Amérique depuis deux ans et neuf mois. Vous avez livré nos batailles, jour par jour, et en ce moment les fils de la France versent leur sang comme de l'eau pour que notre pays et les autres nations libres de la terre puissent jouir à jamais de la liberté. » — « Vous avez eu raison, Monsieur, répond le chef de la mission française, de dire que le sang de la France coule comme de l'eau. Et pourquoi a-t-il coulé? Comme vous, nous étions une démocratie libre; nous ne pensions qu'à la justice, au droit universel et à l'humanité. Mais nous avons été, sous l'agression même, obligés de nous lever. » Se tournant vers le maréchal Joffre, que, sans un arrêt de son entraînante éloquence, il attire près de lui, le bras passé autour du cou et la main sur l'épaule : « Qui donc, demande-t-il, conduisait nos soldats? Qui donc, le regard sûr, la tête froide et tranquille, organisait le plan de la résistance à l'ennemi? Je ne vous dis pas son nom; il suffit de rappeler la Marne. » Et, de l'autre bras, il attire près de lui, pour louer nos marins, des tranchées d'Ypres à l'Adriatique, l'amiral Chocheprat. Sur le fond de lierre qui, sobrement,

décore la muraille nue, le groupe symbolique de ces trois hommes se détache avec force. « Il me semble, murmure tout bas un Américain, qu'en ce moment je vois la France. »

Puis le cortège défile dans un quartier manufacturier, où, sur les enseignes, se lisent des noms allemands, mais où, pourtant, les acclamations s'élèvent, chaleureuses et nourries. Il passe devant les statues de Washington et de La Fayette, rencontre le *Flat Iron Building*, immense « fer à repasser » de vingt étages, dont la pointe s'avance dans la verdure de Madison Square. Il salue, dans la flèche du *Metropolitan Tower*, un souvenir du Campanile, passe sous un arc de triomphe, où se lit la phrase, désormais célèbre, du président Wilson : « Pour le salut de la démocratie dans le monde, » et débouche, aux premières lueurs du crépuscule, dans l'élégante cinquième Avenue, sous les étendards de toutes les nations alliées, qui, à perte de vue, forment, dans la gloire mourante du jour, une sorte de dais de rubis, d'émeraude et de saphir. Les cathédrales, ramenées à la commune hauteur par l'élévation des maisons voisines, se couvrent de drapeaux géans. Devant la Bibliothèque publique, que gardent, sur le haut escalier de marbre, deux grands lions de pierre accroupis, à l'intersection de la quarante-deuxième rue, où, fièrement, de colonnade en colonnade, s'éploie, majestueux dans sa large envergure, le vol de l'aigle américain, des milliers de spectateurs se lèvent. D'un bout à l'autre, c'est l'acclamation frénétique, l'applaudissement continu descendant du sommet des immeubles de vingt étages, jusqu'au remous vivant de la rue, la police impuissante à contenir la foule, mais la foule se disciplinant elle-même, une ferveur d'enthousiasme qui touche aux cimes, un délire sacré de patriotisme, où l'affection pour l'Amérique se double d'une égale affection pour la France.

Le cortège longe, à gauche, la masse verte du *Central Park*, tandis qu'à droite l'avenue prend de plus en plus, dans le quartier des résidences, un caractère aristocratique. A la soixante-dixième rue, les ovations prennent fin, devant le palais à la Mansart, princière demeure, que la courtoise attention de son propriétaire, Henri Frick, met à la disposition de la mission. Les accens, très doux, presque éthérés, d'un orgue mélodieux, à peine effleuré d'une main légère, reposent, par leur suavité, du bruyant enthousiasme de la rue aux mille bou-

ches. Fatigués par la monotonie des grands édifices uniformément pavoisés, et de la foule toujours semblable à elle-même, les yeux se reposent à contempler, dans la riche harmonie des boiseries et des tentures, la profonde et mystérieuse lumière des Rembrandt, l'éblouissante splendeur, aux chatoiemens de brocart, des Titien, la virile élégance des Van Dyck, l'éternelle fraîcheur des Hobbema, la robuste allégresse, la pleine santé morale et physique des bourgeois de Franz Hals, la grâce des voluptueux Fragonard et des Boucher malicieux, la douceur des Corot : chefs-d'œuvre arrachés à grand prix à la vieille Europe, pour attester non seulement la richesse, mais le goût affiné qui de cette demeure a su faire un musée, et de ce musée un véritable *home* de l'art. Dans la salle à manger aux grands portraits anglais, quelques privilégiés rencontreront, quelques heures plus tard, les membres de la mission. Le colonel Roosevelt et le maréchal Joffre, à table l'un près de l'autre attirés par une vive sympathie, malgré la différence de leur tempérament, l'un exubérant, ardent, la parole tranchante, le geste saccadé, l'autre calme, souriant, le geste rare, la parole doucement persuasive, y causent longuement, tandis que les mots « France, Marne, volontaires » indiquent, de loin, aux autres convives, le sens général d'un entretien que les reporters n'oseront que de très loin — sachant que le démenti les guette — esquisser le lendemain. Et quand le maréchal, la journée finie, cherchera le repos, il pourra, face à son lit, contempler l'une des plus célèbres toiles de Rumney : le portrait de Lady Hamilton, délicate manière de faire comprendre que le héros de la Marne est, pour la France et l'Amérique, ce que le héros de Trafalgar est pour l'Angleterre.

Le lendemain, passant l'East River sur le grand pont sévèrement gardé, dont la griffe de fer joint la « Longue Ile » à celle de Manhattan, la mission pénètre à Brooklyn, où dans le *Prospect Park*, atteint au milieu d'ovations sans nombre des quartiers populeux, se dévoile, en un bas-relief commémoratif, l'originale statue d'un La Fayette descendu de cheval à l'ombre d'un magnolia, la pointe de l'épée tournée vers le sol. En dépit du vent qui souffle en rafales, hommes, femmes, jeunes gens accourent, se pressent, acclament, tandis que, sur les pelouses du grand parc, les petites écolières, vêtues de bleu, de blanc, de rouge, mènent autour d'orchestres dressés en plein air la

joie de leurs rondes enfantines. Ainsi s'unissent aux souvenirs du passé les espérances de l'avenir.

Après avoir, à l'hôtel Astor, soulevé l'enthousiasme des industriels et des commerçans de la ville, en les remerciant de la loyauté de leurs fournitures et de l'assiduité de leur labeur pour les Alliés, M. Viviani, suivi du maréchal Joffre, monte jusqu'à la cent-seizième rue, aux hauteurs de Columbia. L'ancien Collège royal de George III, qui, fier de ses origines, garde, dans ses armes une couronne, offre deux doctorats *honoris causa* aux deux chefs, civil et militaire, de la mission. Sur les degrés du monumental escalier qui mène à la Bibliothèque, escalier coupé d'un large palier où s'assied, statue d'or et personnification de l'intelligence, l'*Alma Mater*, les professeurs en robe noire, le président Nicholas Murray Butler, en robe vermeille, attendent les récipiendaires. Les escaliers sont noirs de monde : il faudrait remonter à la réception d'Abraham Lincoln pour trouver un sentiment comparable. Souriant, le président Butler, une fois la prière dite, évoque ce souvenir de Lincoln, compare la grandeur des crises et l'importance des temps. Dans un profond silence, il loue le chef civil de la mission, « le haut esprit et la sereine décision du peuple français, lié à nous par des liens qui remontent jusqu'au berceau de notre nation, et que rien ne pourra jamais affaiblir. » Puis se tournant vers le maréchal, levé pour recevoir l'insigne bleu du doctorat de Columbia : « Joseph-Jacques-Césaire Joffre, maréchal de France, qui par la force et le caractère, le courage et la superbe stratégie, avez rendu le nom de la Marne aussi immortel que Miltiade celui de Marathon, et ainsi sauvé le monde, pour la démocratie... recevez ce titre. » Et, tandis que le maréchal porte la main à sa tempe, le président Butler l'imite : premier exemple d'un grand universitaire américain faisant officiellement, dans la forme française, le salut militaire.

Séparés le lendemain en deux groupes, l'un qui se rendait à West-Point, pour y voir, sur les pelouses qui dominent l'Hudson, évoluer les cadets, jeunes athlètes qui, bientôt, seront officiers sur le front de France, — l'autre qui restait à New-York, pour le déjeuner des « lawyers, » heureux d'accueillir leur illustre confrère et d'honorer ainsi les glorieux sacrifices faits à la guerre par le jeune barreau français, — la

mission se retrouvait, à l'invitation de la ville, avec la mission britannique au Waldorf Astoria.

Là, dans la salle de bal, un millier de convives sont présens : cérémonie expiatoire, car, ici même, à une époque que beaucoup regardaient comme le commencement d'une ère nouvelle, d'une ère allemande, pour les États-Unis, fut, en 1902, donné au prince Henri de Prusse un dîner d'honneur. Aujourd'hui, l'Angleterre et la France sont les hôtes de la ville de New-York.

Alternativement vue d'en bas et d'en haut, la salle offre un curieux contraste. D'en bas, la vue s'arrête sur une galerie circulaire, divisée en loges comme un balcon de théâtre; près de quatre cents aristocratiques *beauties* y trônent dans le rutilement des pierreries, le chatoiement des soies, des satins, des velours, nuancés de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel; les éventails s'agitent; de jolies lèvres chuchotent; un flot continu de visiteurs en habit noir ou en uniforme passent d'une loge à l'autre, pendant qu'un orchestre invisible étouffe le bruit des voix, le cliquetis des verres, le brouhaha du service, qui monte du bas de la salle et des couloirs, sous un déluge de marches entraînantes et patriotiques, de *Sambre-et-Meuse* à *America*. Vue de la galerie, c'est une véritable forêt d'habits noirs et de plastrons blancs, groupés par dizaines autour de petites tables rondes, tellement pressées les unes contre les autres que les convives se touchent du coude, ont peine à porter leur verre aux lèvres, et que, pour se frayer un passage, le personnel a recours à de véritables tours de force d'acrobates improvisés garçons de table. Par intervalles, sur l'immense damier d'habits noirs et de plastrons blancs, le bleu clair d'un uniforme français, le kaki plus sobre d'un uniforme anglais ou américain éparpille, aux quatre coins de la salle, une gamme de notes martiales, qui vont rejoindre, à la grande table du fond, la note maîtresse formée par le dolman bleu sombre, coupé d'un chapelet de boutons d'or, du maréchal.

Le maire préside la table d'honneur. Son regard brille. Il a, sur les lèvres, un sourire continuel. Tout son visage rayonne d'une joie intense. D'un long regard de côté, il couve ses hôtes illustres : à droite, M. Arthur Balfour, grand, droit, vigoureux, souple malgré son âge (il joue encore au tennis), le teint frais, rosé, d'un homme entraîné aux sports, le regard

clair, calme, un peu froid, le port de tête rigide, avec un peu d'aristocratique fierté dans la légère raideur du sourire; à gauche, M. Viviani, le regard d'abord las, comme éteint, puis animé, le visage d'abord mat, puis empourpré, les traits contractés, dans le silencieux travail de pensée de l'orateur qui, dans un instant, va parler, et de cigarette en cigarette, cherche nerveusement l'inspiration décisive.

Dans la foule des mille convives pas un qui ne soit une notabilité de la politique, une autorité de la finance, une notoriété du barreau, une personnalité de la presse. Mais, parmi cette élite, il y a encore une sur-élite. Involontairement, le regard s'arrête, à la table d'honneur, sur un délicieux vieillard, courbé, cassé, mais qui retient encore, dans la vivacité de la parole, une juvénile ardeur : le vénéré Joseph H. Choate a l'air suprêmement heureux. Chaque trait de son visage parcheminé, curieuse évocation d'un passé plein d'activité, chaque ride profonde laissée par le temps et l'effort de la pensée, chaque plissement de ses lèvres minces et débonnaires, semble converger vers ce sourire un peu malicieux qui reflète toute l'allégresse de son âme. Son menton ferme marque la volonté. Son regard, encore vif, brille de toutes les lueurs de l'intelligence. D'une voix flûtée, qui, pourtant, n'a pas perdu toute son ancienne chaleur, il laisse tomber des paroles goguenardes, pleines d'un esprit pétillant, qui mettent l'assistance en joie. C'est le doyen des convives. C'en est aussi, comme on dit aux États-Unis, le *wit*, c'est-à-dire l'esprit.

Assis près du maréchal, « Teddy » Roosevelt, corpulent, presque lourd, agité d'un trémoussement continuel qui témoigne son impatience de mouvement et d'action, semble mal à l'aise dans son habit de coupe large et sévère. Son visage sanguin, aux traits forts, énergiques, à la mâchoire proéminente, qui garde, dans le moindre de ses sillons, toutes les traces d'une vie d'effort continu, reste impassible, légèrement empourpré. Son regard profond, scrutateur, sous les paupières presque fermées dans un involontaire plissement, s'arrête avec la certitude calme du triomphe. Il ne rit pas, ne sourit pas, mais lorsque son vieil ami Choate, rappelant son offre au gouvernement américain, laisse tomber cette parole qui soulève un tonnerre d'applaudissemens : « Si la guerre est assez bonne pour lui, n'est-elle pas bonne aussi pour nous? » il se renverse en arrière

comme pris d'un accès de joie convulsif, lui frappe par deux fois sur l'épaule d'un geste énergique ; ses lèvres s'écartent en une sorte de large rictus muet qui laisse entrevoir une rangée de dents énormes. De l'autre côté du maire, l'ex-président Taft carre son imposante stature. Son large visage, aux traits gras et réguliers, lui donne l'air assagi d'un commerçant prospère ou d'un industriel enrichi. Lorsque le maire, de sa voix vibrante, présente simultanément à l'assistance, sans prononcer leurs noms, les deux ex-présidens, il est le premier à se lever. Teddy reste obstinément assis ; ce n'est que lorsque ses voisins de table le poussent que, d'un mouvement brusque et gauche, avec une contorsion du buste, il se lève, incline en avant, une seconde à peine, sa forte poitrine, et se rassied simplement, pendant que la galerie, tour à tour, crie : « Taft ! Taft ! Teddy ! Teddy ! »

Représentant l'État de New York, le gouverneur Whitman a la forte carrure, la structure massive de lutteur, le visage carré, comme taillé à coups de serpe, d'un Danton ou d'un Mirabeau, les traits larges et proéminens, le nez fort, le pli des lèvres énergique, presque brutal, le regard autoritaire, toute sa personne respirant la force, la puissance de volonté, mais avec une parfaite franchise et droiture. L'armée est ici dans la personne du général Wood, soldat à l'œil froid et impassible, au profil romain, vivante personnification du devoir. Les Universités sont présentes avec le docteur Nicholas Murray Butler, la marine avec le contre-amiral Nathaniel R. Usher, le gouvernement fédéral avec l'honorable Frank L. Polk, conseiller du département d'État, le Sénat avec l'honorable William M. Calder, le corps diplomatique avec Cecil Spring-Rice et J.-J. Jusserand à la table d'honneur, et, à une table d'invité, l'ancien ambassadeur à Berlin, Gerard, qui, le regard las, reste plongé dans une méditation contemplative, tandis qu'à une table proche, évoquant les souvenirs d'une agitation politique passée, l'ancien candidat républicain à la présidence, Charles Evans Hughes, froid, correct, élégant, le visage aux traits réguliers marqués d'une empreinte aristocratique, la barbe blanche soigneusement peignée, encadrant une bouche large dont le lumineux sourire laisse entrevoir une denture magnifique, goûte, sans regret du pouvoir près duquel il passa, la joie patriotique de l'heure.

A l'appel du maire, qui vient de dire au nom de New York,

« qui n'a jamais reculé ou hésité, à l'heure du danger : » « Nous sommes avec vous dans cette affaire jusqu'à la fin, quelle qu'elle soit, » le doyen de l'assemblée, président du Comité de réception, M. Choate, redresse sa taille courbée par l'âge, et prononce un discours, dont nul ne pouvait alors se douter que ce serait son dernier. Spirituel, il regarde l'auditoire, la galerie, qui fait cercle, et le parquet des dîneurs : « Je comprends, dit-il, qu'il n'y a rien que les femmes aiment mieux que de voir le repas des lions ; mais il arrive un moment où les lions rugissent, et ce moment est venu. Maintenant que nous sommes allés de l'avant dans cette guerre avec nos chers alliés, la Grande-Bretagne, notre mère-patrie bien-aimée, et la France, notre chère, délicieuse, ensorceleuse, fascinante, hypnotisante sœur, la fin ne saurait être douteuse. Nous y sommes pour la victoire que nous remporterons ensemble. » Dans un dernier effort de généreuse ardeur, ce vieillard que la guerre transporte au point d'ébranler en lui jusqu'aux sources profondes de la vie, n'hésite pas à parler comme un jeune homme, ce diplomate, comme un soldat : « Je me sens inspiré de la vieille âme de l'amiral Farragut. Lors de la guerre de Sécession, il avançait péniblement dans la baie de Mobile, parce que le *Brooklyn*, qui le précédait, marchait lentement. Comme le *Brooklyn* s'arrêtait, il demanda : « Qu'y a-t-il ? » « Torpilles, » lui crie-t-on. « Je m'en f... des torpilles. A toute vapeur ! » Défi aux sous-marins criminels, que l'assistance, mise en joie par ce rappel historique, appuie de longs applaudissemens. Puis, sagement, avec une grande finesse pratique, il conclut : « Les missions française et anglaise sont ici pour nous dire ce que nous devons éviter. » « Non, répond M. Balfour, nous n'avons pas la prétention d'être vos instructeurs et vos mentors. Mais si la connaissance de nos erreurs peut être pour vous un utile moyen de les éviter, nous sommes prêts à les confesser devant vous. » Et, marquant le caractère de la guerre actuelle, violation des traités, barbarie armée par la science contre l'humanité, vain orgueil d'un peuple de mettre le monde à ses pieds, il dégage le sens universel de cette guerre, faite en apparence à quelques-uns, en réalité à tous, en sorte que tous les défenseurs du droit, de l'honneur et de la pitié, doivent s'unir pour résister à l'entreprise impie de l'empire de proie.

Très en forme, M. Viviani, dans une étincelante improvisa-

tion, résume ainsi la philosophie de la guerre, et les raisons de l'Amérique : « Si vous ne vous étiez pas levés, ce n'est pas par des canons, ce n'est pas par des zeppelins, ce n'est pas par des bateaux que vous auriez été atteints, c'est par l'esprit méthodique de l'Allemagne, qui se serait insinué dans votre cœur, qui aurait pénétré dans votre cerveau, qui aurait essayé de violenter votre conscience, votre âme. Vous avez compris le péril. Nous voilà tous debout, les hommes libres. L'heure de la liberté humaine est arrivée. Nous sommes tous debout pour lutter, et nous irons ainsi jusqu'à la victoire. »

Boston, 12 et 13 mai.

Invitée par le Canada, la mission qui, d'abord, avait craint de ne pouvoir s'y rendre, trouve le moyen de répondre à l'appel de l'autre France. Par un véritable tour de force d'ubiquité, elle passera la frontière, sans cependant cesser d'être présente aux États-Unis. Pendant que M. Viviani part pour Ottawa, le maréchal se met en route pour Boston, d'où il se rendra à Montréal pendant que M. Viviani sera à Boston. Le lendemain du banquet du Waldorf, le maréchal débarque, au matin, sous un ciel gris, dans une ville endormie, pour se rendre au Capitole. Une salve de vingt et un coups de canon l'accueille. Solennellement, le cortège monte les grandes marches, pénètre sous le péristyle, puis, précédé d'un huissier portant l'emblème de l'État, entre dans la grande salle où Sénat et Chambre sont réunis pour l'accueillir : accueil grave, sérieux, réfléchi, d'un peuple qui sait ce que c'est que la guerre et s'apprête à y mettre toute son énergie. Au déjeuner, dans un édifice sombre et sévère, d'une simplicité toute puritaine, par une attention délicate, Boston, la musicale Boston, a su rechercher et trouver toutes les marches militaires françaises, de *Sambre-et-Meuse* à la *Marche lorraine*. Enfin, dans l'après-midi, d'interminables régimens, masses grises qui vont se perdre dans le brouillard, défilent aux sons de fanfares guerrières. Les grandes acclamations de la foule viennent ensuite : acclamations trop connues pour qu'il y ait ici la moindre raison de les noter encore ; mais ce qu'il faut signaler, c'est la fierté martiale toute spéciale au Massachusetts. Boston a la réputation d'être le centre du patriotisme américain ; il suffit, pour s'en convaincre, de lever les yeux. Nulle part ne s'est vue pareille floraison de drapeaux. Et

quand le cortège se met en marche pour l'Université de Cambridge, où, dans le stadium, s'entassent cinquante mille personnes, de nouvelles acclamations retentissent.

Après avoir offert au maréchal Joffre l'ardent salut de son esprit martial, Boston réservait, le lendemain, à M. Viviani, d'abord dans la Bibliothèque, fondée par un Français, où les muses de Puvis de Chavannes acclament le Génie de la Lumière, puis, au City Club, où se groupent, sans hiérarchie ni barrière, toutes les conditions, toutes les opinions, l'accueil de son esprit civique. Fidèle à ses grandes traditions, l'Athènes du Nord se montre ainsi comme une ruche active de travail, qui, non contente d'accumuler les richesses, allume, la journée finie, la lampe de l'étude, et sur sa prospérité entend que rayonne, haute et vive, la pure flamme de l'idée.

Un port d'Amérique, en mai.

Quelque part, descendent silencieusement, d'un train garé depuis une demi-heure, des ombres : de brèves paroles, et, dans la nuit, une vedette de la police du port glisse sur la moire sombre des eaux. Sur la rive opposée, les gratte-ciel, gardiens géans du fleuve immense, jettent au groupe qui s'enfonce dans l'épaisseur d'une nuit sans lune l'appel non écouté, si ce n'est comme adieu, de leurs lointaines lumières. Dans l'avant-port, deux navires de guerre attendent. Et bientôt, l'un convoyant l'autre, ils descendent vers l'Océan. Nul journal, ni demain, ni après-demain, ne dira la nouvelle. Plus discrètement encore qu'elle n'était venue, dans la solitude d'un matin, sur cette côte de la Virginie où les cavaliers autrefois abordèrent, la mission française vient de partir, d'un autre point, sous le triple anonymat du lieu, de l'heure, de la date, — et de disparaître dans la nuit.

Entre cette arrivée de surprise et ce départ de mystère, quelle activité, quelle popularité, quel éclat !

Pour trouver une impression comparable, il faudrait remonter quatre-vingt-treize ans en arrière, à la longue visite de quatorze mois que fit ici La Fayette, à l'invitation du Congrès. Prié par la République américaine « de revenir dans cette patrie adoptive de sa jeunesse, » le général s'embarquait au Havre sur le *Cadmus*, avec son fils Georges et un secrétaire. Il ne représentait que lui-même. Et cependant dans un voyage qui,

par terre et par eau, diligence et bateau, devait le conduire à travers un grand nombre des vingt-quatre États (aujourd'hui quarante-huit) qui formaient alors l'Union, il devait recevoir les témoignages multiples, ardens d'une vénération qui portait au-devant de lui, non pas seulement les anciens combattans de la guerre civile, les chefs du gouvernement, Monroe au second terme de sa présidence, Adams à la première année de son unique mandat, mais le peuple entier des cités, qui comptaient alors quelques milliers d'âmes, où maintenant elles se chiffrent par centaines de mille, et cent soixante-dix mille à New-York, où elles dépassent aujourd'hui six millions. Les femmes demandaient qu'il leur fût permis de toucher ses vêtemens; les pères lui présentaient leurs enfans. A Yorktown, le général Taylor lui offrit une couronne tressée pour un double triomphe : « Dans les combats, il fut un héros, et dans la vie civile, le bienfaiteur du monde. » On acclamait en lui le grand apôtre de la liberté. Venu comme simple particulier, le général La Fayette recevait le double hommage d'une admiration personnelle et d'une vénération nationale, d'une reconnaissance militaire et d'une sympathie libérale.

Mais, si grande qu'eût été jadis la manifestation qui, sur les pas de La Fayette, levait, avec le souvenir des jours héroïques de l'indépendance, la foi dans le progrès de la liberté, celle que la mission française a, dans un voyage de quatorze jours, fait naître sur sa route, la dépasse encore. Le 6 septembre 1916, au City Hall de New-York, l'ancien ambassadeur Robert Bacon, dont le nom est resté cher aux Parisiens, faisait, entre le vainqueur de la Marne et celui de Yorkstown, un parallèle significatif : « La bataille de la Marne, combattue et gagnée par Joffre, le jour de l'anniversaire de La Fayette, fait du 6 septembre une date mémorable, non seulement dans l'histoire du pays, mais dans toutes les annales de la civilisation. En commémorant les services de La Fayette, l'ami de la liberté, l'ami de l'Amérique et l'ami de Washington, nos cœurs vont à la France, à sa lutte pour l'humanité, pour nos intérêts et nos droits américains. » Tandis que, dans le marquis de Chambrun, la gratitude américaine retrouvait avec satisfaction la lignée personnelle de La Fayette, il lui semblait, dans le maréchal Joffre, trouver sa lignée militaire. Coiffé du képi aux trois feuilles de chêne, simplement vêtu de la tunique bleu sombre, aux manches desquelles brillent

les étoiles de maréchal, les jambes enveloppées de molletières brunes, le vainqueur de la Marne évoque, aux yeux des Américains, les grands souvenirs de simplicité démocratique d'un général Grant. Impassible au milieu des ovations qui l'accueillent, ce maréchal sans cheval, ni chapeau à plumes, ni broderies, ni bottes, ni éperons, l'air doux, affable, avec son regard profond d'un bleu presque rêveur, réconcilie les plus intransigeans des pacifistes avec l'armée, dont ils comprennent qu'elle peut être démocratique, et jusqu'avec la guerre, dont ils entrevoient qu'elle peut être faite, non seulement pour la justice et la liberté, mais pour la paix du monde. Ce ne sont pas seulement des hommages guerriers que lui apportent les Américains, épées d'honneur à Brooklyn, bâton de maréchal fait dans le bois précieux du bâtiment de l'Indépendance, mais un tribut civique avec la statue d'or de la Liberté éclairant le monde qui lui est remise au Central Park de New-York.

Et ce n'est pas seulement devant les cadets de West Point, ou les monumens élevés aux soldats morts pour la patrie, que le maréchal trouve, avec quelques brèves paroles, ce geste : le salut porté de la main au front découvert, qui devient promptement populaire et que les Américains, même vêtus de la pourpre d'un président d'université, répètent; il trouve, devant la cloche historique de Philadelphie, cet autre geste, la main ramenée aux lèvres après avoir touché le glorieux battant, qui devait lui conquérir tous les cœurs. Comme pour La Fayette, les femmes, les enfans se pressent sur son passage, et, comme La Fayette, avec la même bienveillante affabilité, il se laisse approcher en toute simplicité. « Avec son regard doux et fort, nous dit une Américaine, sous la masse de ses cheveux blancs, son maintien simple, son sourire accueillant à tous, grands ou petits, puissans ou faibles, c'est le type du véritable héros. »

Pour commenter le sens du voyage de la mission, exprimer la permanence des sentimens que la France et l'Amérique, unissant leurs forces au service d'un même idéal de liberté, de justice et de démocratie, éprouvent l'une pour l'autre, nulle parole, au sein du gouvernement, ne pouvait être plus émouvante que celle du chef civil de la mission. Douce pour remercier, énergique pour affirmer, âpre pour flétrir l'agresseur ennemi de toute justice et de toute liberté, sa parole musicale a tantôt la fluidité de l'eau qui coule et tantôt la résistance du métal.

Suivant la maxime de l'orateur antique : « De l'action, encore de l'action, toujours de l'action, » ses mains, d'abord tendues en se croisant vers le sol, se délient, montent à la hauteur du visage, se ferment et se crispent, pour frapper l'espace des deux poings fermés, puis se détendent, pendant que le bras s'avance et que le geste s'élargit ; le buste, légèrement penché au début, se redresse, se grandit ; le visage, d'abord souriant et comme rayonnant de clarté, se contracte et s'empourpre ; mais la voix, toujours harmonieuse, dont les mots portent jusqu'à l'extrémité des plus nombreux auditoires, garde toujours, sous la variété de l'accent et jusqu'au moment de la suprême envolée, son timbre de cristal. Habitués à l'éloquence plus sobre et plus monocorde, au geste plus rigide de leurs orateurs, soudain dépassés par la souplesse vive et forte de cette parole ardente, les Américains saluent d'acclamations enthousiastes et coupent d'applaudissemens frénétiques le merveilleux orateur qui, ne sachant pas l'anglais, se fait, rien que par la puissance de son geste et la mimique de sa parole, comprendre d'hommes qui savent à peine le français.

« C'est juré ! » a-t-il dit au Congrès. « C'est juré ! » a-t-il dit au peuple. Suivant le mot du président des États-Unis, « nous sommes frères dans la même cause. » Oui, c'est juré. Une fois de plus entre les États-Unis et la France, le pacte de liberté et de justice se trouve scellé, et, pendant que la mission française discrètement s'éloigne vers la France, ces mots de La Fayette au Congrès, le 1er janvier 1825, reviennent à l'esprit pour caractériser un voyage qui, par l'importance historique, ne rappelle pas seulement le sien, mais renouvelle l'intimité de pensée créée entre la France et l'Amérique par sa toute première arrivée : « A l'union perpétuelle avec les États-Unis ! Un jour elle sauvera le monde. »

PIERRE DE LEYRAT.

SCÈNES DE LA RÉVOLUTION RUSSE

III [1]

LA RUSSIE AU BORD DE L'ABÎME

L'IVRESSE MAGNIFIQUE ET DANGEREUSE

Pétrograd, mai 1917.

Vie frémissante, pleine de passion et d'éclat : c'est la nôtre depuis la grande semaine révolutionnaire. Toute demeure est une hôtellerie où l'on mange à la hâte, où l'on dort la moitié de son sommeil. La pensée, l'action, le mouvement sont dans la rue et l'âme s'y précipite à leur suite. Notre vie spirituelle est si intense qu'à peine songe-t-on à assurer l'autre. Si le pain du corps manque parfois, en revanche celui de l'esprit surabonde. Pareil aux cinq pains de l'Évangile, il se multiplie jusqu'à rassasier une multitude toujours croissante et toujours renouvelée. On en a plein les mains, on le foule aux pieds, il vole au-dessus de nos têtes sous la forme des innombrables feuilles politiques qu'a fait naître la Révolution. Voici les *Isvestia* (les Nouvelles), organe du Conseil des délégués des ouvriers et soldats; le *Diélo Naroda* (la Cause du peuple), où paraissent les articles enflammés, mais parfois inquiétans, de

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai et 1er juillet.

Tchernoff; l'*Edinstvo* (l'Union), du socialiste patriote Plékhanoff; la *Novaïa jizna* (la Vie nouvelle), de Gorki... Tout cela brûle comme du feu, enivre l'âme et le cerveau, exalte l'imagination. La *Pravda* (la Vérité), organe de Lénine et des bolchévistes, devient un contre-poison, par ses exagérations même! A chaque pas dans la rue, on se heurte à des distributeurs d'Appels, de Déclarations, de Manifestes, expression de toutes les tendances, propagande pour toutes les causes!... Et, comme si ce n'était pas encore assez, la manne spirituelle tombe du haut de tout escalier extérieur, public ou privé, de toute borne, de toute saillie pouvant offrir une tribune d'où dominer la foule ardente, prête à la riposte, aux applaudissemens ou à la désapprobation.

Pétrograd bouillonne comme une cuve après la vendange, et c'est nous qui sommes le raisin noir! Les grands jours de 89 sont revenus et nous les vivons! Ivresse magnifique et dangereuse!... La Russie géante, la Russie chaotique cherche sa norme, et elle la cherche dans la révolution. Les images manquent pour dépeindre ce formidable creuset où toutes les institutions, toutes les croyances, toutes les habitudes, toutes les traditions ont été jetées pêle-mêle et d'où la Russie nouvelle aspire à se dégager. Y réussira-t-elle?... Nous sommes encore trop près pour juger la Révolution russe, mais elle apparaît comme le plus extraordinaire mouvement d'idées, comme le plus ardent foyer de propagande universelle que le monde ait vu depuis la Révolution française.

Le 1er mai que nous venons de vivre entrera dans l'Histoire sous un déploiement somptueux de drapeaux rouges, de cocardes, de rubans, de fleurs et de palmes; au son des chants, des hymnes, de l'éclat des cuivres jetant au vent de la Néva les strophes ardentes de *la Marseillaise;* dans l'ivresse joyeuse des farandoles enfantines déroulées sous les pas; au milieu de l'enthousiasme sacré des foules, des applaudissemens qui répondent aux discours tombant des soixante tribunes dressées dans la capitale et où des orateurs improvisés remuent à plein cerveau les plus hautes, les plus nobles, mais les plus dangereuses idées!...

Il faut le reconnaître, cette sorte de mysticisme révolutionnaire où se complaisent les âmes russes risquerait, s'il se cristallisait, de devenir néfaste au succès même de l'établissement

de la liberté. A force d'entendre : « Vive la paix ! Vive la fraternité des Peuples ! » on finit par oublier que, derrière ses abris bétonnés, par delà ses infranchissables réseaux de fils de fer barbelés, le tigre allemand guette, pareil au fauve dans la jungle, et se réjouit de cette foi naïve en l'universelle fraternité qui est le piège où il nous attend.

La splendide folie de désintéressement qui s'est emparée de la Russie et qui, en cette journée du 1er mai, a reçu la consécration des foules, était en germe dans l'*Appel à tous les peuples* et a trouvé sa forme définitive dans l'*Appel aux socialistes de tous les pays*, publié le 2 avril par le « Conseil des délégués des ouvriers et soldats » de Pétrograd. Après avoir déclaré que la Révolution russe est une révolution non seulement contre le tsarisme, mais contre l'entr'égorgement universel, l'*Appel* ajoute : « La démocratie révolutionnaire russe ne veut pas d'une paix séparée, qui serait de nature à délier les mains de l'Empire germanique. Elle sait qu'une telle paix constituerait une trahison envers la démocratie, et la livrerait pieds et poings liés à l'impérialisme. Elle sait qu'une telle paix ne pourrait conduire qu'à un désastre militaire de tous les autres pays, et ainsi affermir pour de longues années le triomphe du chauvinisme et de la revanche ; laisser l'Europe, après 1870, comme un camp en armes et préparer dans un avenir prochain un nouveau et sanglant corps à corps. La démocratie révolutionnaire russe veut une paix universelle sur une base acceptable pour tous les travailleurs de tous les pays qui ne veulent pas de conquêtes, qui ne cherchent à dépouiller personne, qui sont tous également intéressés à la libre expression de la volonté de tous les peuples, et au renversement de l'impérialisme international. *Une paix sans annexions ni contributions, sur la base du libre développement de tous les peuples*, cette formule, comprise et accueillie sans arrière-pensée par l'intelligence et par le cœur du prolétariat, donnerait la base sur laquelle pourront et devront s'entendre les travailleurs de tous les pays, belligérans et neutres, pour établir une paix durable et pour guérir dans des efforts communs les plaies causées par la lutte sanglante.

« Le Gouvernement provisoire de la Russie révolutionnaire a fait sienne cette manière de voir fondamentale, et la démocratie révolutionnaire s'adresse avant tout à vous, socialistes

des Puissances alliées. Vous ne devez pas permettre que la voix du Gouvernement provisoire russe reste isolée dans le concert des Puissances alliées. Vous devez amener vos gouvernemens à déclarer d'une façon nette et décisive que la formule de la paix sans annexions ni contributions, sur la base du libre développement des peuples, est aussi leur formule. Par là, vous donnerez le poids et la force d'impulsion nécessaire au geste du Gouvernement russe, vous donnerez à notre armée révolutionnaire, qui a inscrit sur sa bannière : la paix entre les peuples, la certitude que ses sacrifices sanglans ne seront pas abusivement utilisés pour le mal. Vous lui donnerez la possibilité de remplir avec toute la ferveur de l'enthousiasme révolutionnaire les sacrifices militaires qui lui incombent. Vous la fortifierez dans sa foi en ce que, luttant pour défendre les conquêtes de la révolution et notre liberté, elle combat en même temps pour les intérêts de la démocratie internationale, et, par cela, contribue au plus rapide établissement de la paix désirée par tous. Vous mettrez les gouvernemens des pays ennemis en présence du dilemme inéluctable de renoncer avec la même fermeté à la politique de conquêtes, de dépouillement et de violence, ou bien d'avouer ouvertement leurs crimes et, par là, déchaîner sur leur propre tête la juste colère de leurs peuples.

« La démocratie révolutionnaire russe s'adresse à vous aussi, socialistes de l'Austro-Allemagne. Vous ne sauriez admettre que vos gouvernemens deviennent les bourreaux de la liberté russe; vous ne pouvez souffrir que, profitant de l'ivresse joyeuse de la liberté et de la fraternité qui s'est emparée de l'âme russe révolutionnaire, vos gouvernemens rejettent leurs armées sur le front occidental pour détruire d'abord la France et ensuite se précipiter sur la Russie et, finalement, vous étouffer vous-mêmes et tout le prolétariat international dans l'étau de l'impérialisme universel (1). »

Quinze jours se sont passés. Ce second *Appel*, pas plus que celui du 14/27 mars, n'a encore reçu aucune réponse des socialistes austro-allemands. La grande erreur des révolutionnaires russes, c'est de prêter à leurs ennemis la noblesse d'âme et la sincérité dont ils sont eux-mêmes animés.

(1) Suit un appel aux socialistes neutres et une invitation à une Conférence internationale à laquelle prendraient part tous les travailleurs des pays belligérans et neutres.

POUR ET CONTRE LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE. 20 AVRIL/3 MAI

Les journaux de ce matin publient la note du gouvernement russe aux diplomaties alliées. La plupart reprochent à M. Milioukoff la forme, qu'ils jugent timide et ambiguë, par laquelle il convie les Alliés à s'associer à la Russie dans sa politique de renonciation à toute annexion et contribution de guerre. Il est à prévoir que les partis vont en tirer occasion pour s'affirmer davantage et aussi, hélas! pour se ruer les uns contre les autres et risquer, au nom de la paix universelle, de nous faire choir dans la plus inexpiable de toutes les guerres : la guerre civile!

Déjà les colères bouillonnent; la rue s'agite; on y déclare le gouvernement traître à la démocratie. Hâtivement, je téléphone à l'un des membres du parti travailliste : M. Vodovozoff.

Le distingué publiciste revient d'un Congrès de paysans, tenu dans le gouvernement de Novgorod.

— Eh bien, dis-je en l'abordant : la situation est grave!

— C'est la faute de Milioukoff. Sa note est d'un doctrinaire qui ne comprend rien à l'évolution. Elle marque un recul sur la déclaration du 27 mars, qui a posé nettement et fait connaître au monde les buts de la révolution russe. Nous ne voulons ni des Dardanelles, ni de Constantinople, et l'erreur de M. Milioukoff a été de rester, notamment sur ce point, fidèle à la politique tsariste. Partisans de la politique ouverte, nous demandons que les contrats entre la Russie et ses Alliés soient rendus publics. Nous remplaçons le mot d'ordre impérialiste : « Jusqu'à la victoire complète » par la formule : « Jusqu'à la libération de tous les peuples, » — sans en excepter l'Allemagne. La victoire que nous voulons, c'est celle des démocraties sur leurs oppresseurs. Nous ne la rechercherons par les armes qu'après avoir acquis la douloureuse certitude qu'elle ne peut être obtenue autrement. Cela non plus, M. Milioukoff ne paraît pas l'avoir compris... Dans ce conflit, comme dans tous les autres, le dernier mot appartient au peuple!

Ce dernier mot, c'est en effet à la rue que je vais le demander. Elle présente l'aspect fiévreux des jours de grande lutte. Tout le peuple y est déjà descendu. Des attroupemens se

forment. A certains carrefours, l'engorgement est tel qu'il faut louvoyer pour se frayer un passage. Pourtant, la première parole entendue est un appel à la sagesse et à la modération. Un soldat crie :

— Camarades, au nom de l'avenir de la Russie, restons fidèles au gouvernement provisoire. *Provisoire;* il est *provisoire*, comprenez-vous? Attendons l'Assemblée constituante, c'est elle qui décidera de tout.

Non loin, une jeune fille en cheveux courts, déclare :

— Écoutez Lénine ; c'est lui seul qui a raison!

Le reste de ses paroles se perd dans les protestations de la foule. Mais un homme se détache du groupe, gesticulant et indigné :

— Ne la croyez pas! Ne la croyez pas! Elle ment! Elle dit que Lénine sauvera notre Russie; *Nacha Roussiia!*

Et il met dans ce mot une expression de si profond amour que les larmes m'en viennent aux yeux!

Vers trois heures, nous arrivons sur la place d'Isaac. Au delà du square, dans l'immense espace quadrangulaire dont le palais Marie occupe le fond, on ne distingue qu'une masse grouillante et un rouge frissonnement de drapeaux au-dessus de l'éclair luisant des baïonnettes. Ce sont les régimens de Finlande, de Pawlowsk, de Kexgolm et les marins du 2e équipage de la Baltique sortis de leurs casernes sous l'impulsion d'un soldat arrivé d'Helsingfors qui manifestent sous les fenêtres du palais où siège le Comité exécutif du gouvernement provisoire. Commencée par l'armée, la révolution se continue sous la menace des baïonnettes! Cela est assez conforme aux traditions russes. De la révolte des Strélitz à celle des régimens qu'eut à dompter Nicolas Ier au moment de son avènement, l'histoire de la Russie abonde en mouvemens militaires.

Celui du 27 février n'est devenu une révolution que par l'ampleur que lui a donnée la guerre. Il ne peut en être autrement dans un pays qui, depuis Pierre le Grand, reposait sur une organisation militaire dont le tsar était le chef suprême. L'armée est pour ou contre ce chef. Si elle est pour lui, le peuple tremble et obéit; si elle est contre lui, la foule suit l'armée, — ce qui est encore une forme d'obéissance. L'essai de révolution populaire de 1905 a été une illustration de cette loi. Fidèle, l'armée a maté le peuple et l'a rendu impuissant. En 89, c'est, au

contraire, la grande vague populaire qui a submergé l'armée. Depuis sa formation, le gouvernement provisoire n'a eu d'un gouvernement que le nom. En réalité, le pouvoir appartient au « Conseil des délégués des ouvriers et des soldats. » Faut-il voir dans la manifestation d'aujourd'hui la lutte ouverte entre les deux pouvoirs?... La sagesse serait de mettre un terme à leur antagonisme et de les réunir.

Avec des cris et des huées, cette masse en armes exige la démission du ministre des Affaires étrangères. Les inscriptions agressives des drapeaux soulignent leurs démonstrations verbales d'une menace sanglante : « Doloï Milioukoff! » « A bas le gouvernement provisoire! »

Un soldat a harangué les troupes. La foule s'agite et manifeste. Le tumulte est à son comble. Nous nous sentons jetés, pantelans, au bord d'un abîme d'angoisses. Le gouvernement provisoire se soumettra-t-il à la brutale injonction de l'armée? Le Conseil des ouvriers et des soldats acceptera-t-il le lourd fardeau du pouvoir à l'heure où la menace de la guerre civile passe en tourbillon sur nos têtes?... Le tragique de la grande crise révolutionnaire n'est pas encore épuisé!...

Mais voici que pareils au *Deus ex machina* des anciens, Skobeleff, un des leaders du parti socialiste, accourt, prononce des paroles de concorde et d'apaisement; Korniloff, héros jadis adoré des soldats, fait à la sagesse de l'armée un émouvant appel : « Soldats, citoyens, entre la flotte allemande et nous, il n'y a plus qu'une barrière chaque jour diminuée : les glaces de la Baltique. Ne nous divisons pas, je vous en conjure, au moment où nous allons avoir peut-être à fournir le plus prodigieux effort de cette guerre pour sauver la patrie en danger. Soldats, rentrez paisiblement dans vos casernes et attendez-y les ordres du Conseil des délégués des ouvriers et soldats et les miens! » On applaudit; des casquettes et des bonnets de fourrure s'agitent, les drapeaux frissonnent au-dessus des têtes, on crie : « Vive Korniloff! »

Une autre scène se jouait sur la Perspective Newsky. Des bureaux de la *Rouska Volya* un homme était sorti, élevant à bout de bras un drapeau modeste. A la hâte, sur l'étoffe rouge, on avait écrit : « Vive Milioukoff! Confiance au gouvernement provisoire! » Par les allées du jardin qui s'arrondit devant Notre-Dame de Kazan, le porte-drapeau va se placer au sommet

des escaliers qui occupent le centre de la colonnade bernininienne (1).

Une foule de gens le suivent. Officiers, soldats, marchands qui ont fermé à la hâte leurs boutiques, ouvriers en rupture d'usine, bateliers de la Néva, étudians et étudiantes, tout ce qui passe, circule, ondoie à toute heure du jour et presque de la nuit sur cette Newsky, frémissante et passionnée comme un être vivant.

L'obligatoire discours entendu, la foule se forme en cortège, arrêtée de temps à autre sur son parcours par un orateur juché sur une voiture de place ou qui a escaladé les marches d'un *padiezde* (2)... On traverse le canal de la Fontanka, après s'être donné comme objectif le ministère des Affaires étrangères, sur la place du Palais-d'Hiver.

Mais voici qu'à l'intersection de la Newsky et de la Morskaïa, les deux manifestations, — pour et contre le gouvernement provisoire, — se rencontrent. Une bousculade rapide se produit. Le drapeau de la manifestation promilioukovienne est enlevé au bout des baïonnettes et lacéré. Un autre le remplace, bientôt lacéré à son tour. Cris dans la foule. Fuite dans toutes les directions... La milice paraît... Des citoyens de bonne volonté s'appliquent à rétablir l'ordre. On se donne rendez-vous, le soir, à la place du palais Marie.

Et, dans la clarté prolongée des nuits blanches commençantes, puis plus tard, à la lueur indécise des globes électriques, devant les fenêtres éclairées du palais où le gouvernement provisoire a repris ses séances, la grandiose manifestation recommence. Mais les régimens ne sont pas revenus. Du palais Marie à la cathédrale d'Isaac, majestueusement silhouettée sur le ciel, l'immense place retentit des cris, des appels, des hourrahs échappés à plus de cent mille poitrines. Plus de manifestations de haine ou de colère : rien qu'une attente anxieuse et une vibrante espérance. Des fenêtres de l'hôtel Astoria orientées vers le palais Marie, le spectacle est extraordinaire. Le décor, la foule, la montée des voix, les effluves émanés de ces masses en ébullition, sont plus grisans que les fumées de l'alcool. On croit assister à quelque formidable poussée du

(1) Notre-Dame de Kazan est une copie de Saint-Pierre de Rome dont la double colonnade est due au Bernin.

(2) Escalier extérieur, souvent protégé par une sorte de véranda.

peuple dans les soirs tumultueux de Ninive ou de Babylone!...

L'un après l'autre, afin de calmer cette attente qui s'angoisse, les ministres paraissent au balcon. Goutchkoff, malade, la main appuyée sur son cœur pour en comprimer les battemens, jette en paroles ardentes son âme à la multitude... Et tout à coup, un hourrah formidable retentit, pareil à une tempête qui passe sur les grands chênes; dans la foule un mouvement se produit, analogue à celui des vagues au temps des grandes marées : c'est Milioukoff que la foule acclame et veut voir, et veut entendre. Le ministre proteste de la bonne foi du gouvernement provisoire, de sa propre fidélité à la cause de la Révolution...

Le poids tombe qui oppressait encore les poitrines; l'apaisement se fait. On éprouve l'impression d'avoir échappé par miracle à un terrible danger. Longtemps encore, même lorsque le silence s'est fait sur les balcons, la foule s'attarde, allégée et murmurante, heureuse de prolonger en elle le sentiment des heures inoubliables qu'elle a vécues.

LA *GARDE ROUGE*

Malgré la rectification à la note du 20 avril, publiée par le ministre des Affaires étrangères et transmise aux gouvernemens alliés, les ouvriers restent dans un grand état d'effervescence. Les usines de la Baltique, les quartiers populeux de Pétrogradskaïa-Stérana et de Viborg fermentent comme aux premières heures de la révolution. Les « camarades » se montrent mécontens non seulement du gouvernement provisoire, dont ils traitent les membres de « droitiers » et de « bourgeois, » mais même du Conseil, qu'ils ne trouvent pas assez disposé à les suivre dans leurs exagérations. Pourvus des fusils volés à l'Arsenal, reconnaissables à leur brassard, à la couleur révolutionnaire, ils se sont constitués en *Garde rouge*, moins pour protéger la population que pour la terroriser. En vain le Conseil a décliné leurs offres d'assistance, et répondu que la milice suffisait au maintien de l'ordre dans la cité; en vain leur a-t-il enjoint de venir déposer leurs armes, ils continuent à se dresser, menaçans. Des armes, et surtout des grenades à mains, disparaissent presque journellement de l'Arsenal ou des autres usines de munitions. Récemment, les 20 000 hommes de la Garde rouge ont défilé en armes dans plusieurs quartiers de Pétrograd, afin

d'en imposer à la ville par un déploiement inattendu de leurs forces. Le bruit court qu'ils se sont fabriqué une auto blindée avec un camion automobile. On a peur d'eux. De vagues rumeurs annoncent qu'ils feront une démonstration aujourd'hui.

Journée enfiévrée. La réconfortante impression produite par la déclaration des ministres au palais Marie s'efface déjà. Je reçois quelques visites. Presque toutes sont porteuses de nouvelles alarmantes : un général a été assassiné; des coups de feu ont été tirés ce matin à Pétrogradskaïa-Stérana; le Conseil même n'est plus écouté; la Garde rouge parcourt les quartiers qui avoisinent la Sadovaïa... Plusieurs personnes auraient été tuées...

Je n'ai garde de tomber dans le piège de ce pessimisme. La Russie révolutionnaire traverse une crise : elle en sortira. Milioukoff saura se retirer s'il le faut...

Vers quatre heures M. Michel arrive. Je n'attendais que lui pour me mêler à la foule qui, malgré les menaces de fusillade, s'est remise à parcourir les rues. J'ai quitté le lointain quartier où j'ai vécu les premiers jours de la révolution, pour m'établir dans une rue perpendiculaire à la Newsky et où je sens battre de plus près le cœur de la grande et orageuse cité. En trois minutes, nous atteignons la Perspective. Moins les drapeaux, elle présente le même spectacle que la veille. Les orateurs y continuent leur propagande. Et je songe à ce qu'écrivait le marquis de Custine dans son livre, trop peu lu, *La Russie en 1839* : « Les nations ne sont muettes qu'un temps; tôt ou tard le jour de la discussion se lève : la religion, la politique, tout parle, tout s'explique à la fin. Or, sitôt que la parole sera rendue à ce peuple muselé, on entendra tant de disputes que le monde étonné se croira revenu à la confusion de Babel. » Paroles prophétiques! Dès qu'il a touché le pavé de la rue, tout homme, ici, se mue en orateur. Ce qui me surprend, c'est que la masse sait écouter. Point d'interruption brusque, de controverses désordonnées où chacun n'entend et n'écoute que soi. Ces *meetings* improvisés sont à la fois ardens et calmes, comme le caractère même de ce peuple façonné depuis des siècles par la double influence du climat et de l'obéissance.

De groupe en groupe, nous atteignons Gostiny-Dvor. Soudain, aussi inattendue qu'un coup de tonnerre dans un beau ciel d'été, une fusillade éclate : la Garde rouge débouche de la Sadovaïa;

la Garde rouge est devant nous!... La détonation a été si proche que nous avons vu briller l'éclair! A côté de M. Michel, un soldat tombe, foudroyé. Débandade folle. Avant que j'aie eu le temps de me reconnaître, je suis prise sous le bras, emportée presque... Conscient du danger que nous courons, M. Michel m'a saisie, et m'entraîne, et m'emporte hors de cette fournaise avec toute la force de ses robustes vingt ans! La seconde salve me trouve à l'abri, dans un cinéma tout proche. Mon secrétaire est reparti. Mais je ne suis pas seule. En un instant, le hall est rempli. Les grandes glaces des murs reflètent des visages épouvantés d'hommes, de femmes et d'enfans. On entend :

— Tirer sur une foule paisible et sans armes! Quel crime!...

En effet, depuis les perquisitions de la Grande Semaine, rares sont ceux qui possèdent encore un revolver.

Une petite fille que la foule bousculante a séparée de sa mère pleure dans un coin.

Deux, trois salves encore, puis le silence... Silence gros d'inquiétude... La porte se rouvre : on apporte les blessés et les morts. M. Michel est parmi les porteurs. Il tient à pleins bras le corps abandonné d'un soldat. Les cheveux grisonnent sur les tempes, les bras pendent lamentablement... Un peu de sang macule la joue... Cinq, six, puis sept corps ont été apportés ainsi... Est-ce le bilan de la journée? Y a-t-il ailleurs d'autres victimes?

— Rentrez chez vous, madame, exige M. Michel. La Garde rouge est encore là et l'on dit qu'un régiment accourt à sa rencontre. Dieu sait ce qui va se passer ici ce soir!

— Savez-vous, lui dis-je, que vous venez peut-être de me sauver la vie?...

Michel hausse les épaules et :

— Peuh! dit-il, n'exagérez pas mon mérite... ni le vôtre!

Puis tandis qu'il m'emmène, très vite, il raconte :

— Ce sont ceux de Poutiloff, de Lessner et de Troubatchni qui ont fait le coup. Lorsque je vous ai quittée, j'étais comme fou; j'y voyais rouge; j'aurais voulu tuer ces brutes..., et j'étais sans armes. Revenu à mon point de départ, j'ai essuyé une seconde salve, et tout à coup je vois ceci : un soldat, revolver au poing, s'élance sous le feu vers les plus proches assaillans et crie : « Vous êtes des brutes, des brutes! On ne tire pas sur une foule sans armes! » Autant que j'ai pu en juger, il en a blessé

deux et en a fait reculer un grand nombre. On l'a entouré et décoré sur place de la croix de Saint-Georges. Alors j'ai ramassé un malheureux soldat mort, et je suis venu vous rejoindre.

Et, comme nous arrivons devant ma porte :

— Ne sortez pas, madame, je reviendrai ou je vous téléphonerai selon les événemens. Ça va chauffer, tout à l'heure...

En vain j'insiste pour le retenir :

— Non, non, ma place est là-bas. Je suis milicien; je dois aider au rétablissement de l'ordre. D'ailleurs, vous savez bien que les balles ne peuvent pas m'atteindre...

Car, outre qu'il est courageux, Michel a foi en son étoile!...

ON DÉSERTE... ON FRATERNISE...

Les pires nouvelles nous arrivent du front. Pendant les premières semaines de la Révolution, les officiers ou soldats qui en venaient, délégués par leurs camarades, vantaient le patriotisme, la fermeté de résolution des troupes. Ils faisaient entendre des paroles de sagesse, des appels à l'ordre et au travail. Les divergences politiques, les querelles des partis les remplissaient de crainte et d'étonnement. Peu à peu, de la capitale, la désagrégation s'est infiltrée dans les villes de l'arrière et a gagné le front. Certains journaux, comme la dangereuse *Pravda*, répandus dans l'armée par centaines de mille, y ont semé des fermens de révolte et de dissolution. La discipline s'est relâchée; on a commencé à organiser des *meetings*, à parler politique, à discuter les ordres des chefs...

Puis est venue la question du partage des terres. Se faire tuer, c'est perdre sa part! Alors, la nuit, en tapinois, on sort de sa tranchée pour se reporter un peu à l'arrière, de crainte d'une surprise. Au matin, si la tranchée est libre, on la réoccupe, tranquillement.

Les Allemands ont habilement profité de cet état d'esprit. Après leur attaque sur le Stokhod, ils ont compris que mieux valait laisser les Russes en paix. La *Pravda* et le *Diélo Naroda* travaillaient pour eux. Aussitôt les désertions ont commencé. Pendant quelques semaines, les trains revenaient chaque jour bondés de soldats qui s'en retournaient au village. Les toits, les wagons s'effondraient sous le poids de ceux qui n'avaient pu trouver place à l'intérieur. Des hommes ont été tués ou projetés sur la

voie au passage des ponts. A l'heure actuelle, la moyenne des soldats présens sur le front varie entre 2 et 30 pour 100!... Le nombre des déserteurs s'élève à plusieurs millions.

Puis les fraternisations sont venues. Après l'*Appel à tous les socialistes*, les soldats russes ont cru à la pacification universelle. Et, certes, ils ne demandaient qu'à y croire! Ils étaient las de la guerre, las comme des enfans auxquels on a imposé un trop grand effort. Depuis trois ans, c'est par millions qu'on les jetait dans la gueule du Moloch allemand! Certains d'entre eux, venus de quelque tranquille province de la Russie centrale, poussés sur les champs de bataille, ignorans et étonnés, ont fait successivement tous les fronts. Ils n'ont quitté les neiges des Karpathes où l'on enfonce jusqu'aux épaules que pour aller patauger dans les marais de Pinsk et de Riga, ou pour gravir, le ventre vide, les infranchissables montagnes d'Erzeroum. Qui dira les imméritées souffrances du soldat russe? C'est à pleurer de pitié et à s'agenouiller de douleur! Pendant la retraite de Galicie, faute de cartouches et d'obus, ils répondaient au tonnerre formidable des canons par des attaques à la baïonnette; pendant celle de Pologne, n'ayant même plus de fusils, ils ramassaient des pierres pour les jeter aux Allemands. Lors de la brillante offensive de Radko Dmitrieff (décembre 1916), des compagnies entières se sont noyées, la nuit, dans la boue glacée des marécages. Il y a quelques mois encore, en Russie, le soldat n'était pas un homme, mais un matériel de guerre. A l'assaut des positions fortifiées on le jetait par masses sur les fils de fer barbelés : le terrain nivelé, les armées suivantes passaient sur les corps! O sainte et héroïque soumission des armées russes!... Mourir avec de telles aggravations de douleurs, n'est-ce pas mourir plusieurs fois?...

Et voici que tout à coup, à ces hommes, à ces grands enfans qui ont tant souffert, — et sans savoir pourquoi, — on annonce la liberté et la paix!... D'abord, c'est la surprise, le doute; puis une sorte de délire s'empare d'eux; ils oublient les maux passés, leur cœur déborde d'amour et de mansuétude. Subjectifs, ils prêtent leurs propres sentimens à leurs ennemis. « Comme nous, sans doute, ils se battaient à contre-cœur et par obéissance. Allégeons-les vite de ce fardeau; déclarons-leur que désormais tous les hommes sont frères!... » Hélas! c'est, retournée, la fable du *Coq et du Renard*.

Les Allemands n'ont eu garde de laisser tomber cette avance naïve. En hâte, ils constituent des *régimens de fraternisation*, formés d'hommes parlant plus ou moins le russe. On se visite de tranchée à tranchée; on se promène au milieu des réserves de l'arrière : « Entrez, messieurs, vous êtes chez vous! » On échange de l'eau-de-vie contre du pain, de la viande ou du savon. L'Allemand ou l'Autrichien arrive, pourvu de petits couteaux, de chaînes de montre, toute une bimbeloterie semblable à celle dont nos explorateurs se servent pour s'attirer l'amour et la confiance des peuplades nègres du Centre africain! Mais, tout en offrant ses petits cadeaux, le bon Teuton jette autour de lui des regards attentifs.

« Pendant que les régimens russes fraternisent sur le front avec les Allemands, écrit un artilleur à un journal de Pétrograd, ceux-ci s'avancent jusqu'à 25 et 30 verstes en arrière, relèvent les plans de nos fortifications et l'emplacement de notre artillerie. Au cours d'une bataille récente, toutes les batteries du secteur, si bien dissimulées que les avions allemands n'avaient jamais réussi à les repérer, ont été atteintes par les canons ennemis. Tel est le résultat de ces hypocrites embrassades. »

— En effet, raconte un soldat de Galicie, sur notre front on fraternise. Le soir, nous nous rencontrons avec les Autrichiens et nous causons en buvant le thé.

— On ne tire donc plus là-bas?

— Mais si! tous les jours. Comment ne pas tirer lorsqu'on est deux armées, face à face?

— Alors, pendant la journée vous vous tuez de part et d'autre une dizaine d'hommes, puis, le soir, vous vous embrassez et vous buvez le thé?

— Des hommes? Non, non, nous n'en tuons pas! Nous tirons contre une montagne, les Autrichiens contre une autre, et, le soir, on boit le thé ensemble... Mais comment ne pas tirer quand on est là pour ça?

Une sœur de charité sort de chez moi. Elle arrive des environs de Cernowicz.

— Eh bien! lui ai-je demandé, que se passe-t-il dans ce secteur que j'ai vu jadis si actif?

— Comme ailleurs, on déserte, on fraternise. Il y a quelques jours, j'ai demandé à un soldat : « Est-ce vrai que, toi aussi, tu veux retourner au village? — Pourquoi ne pas y

retourner puisqu'on ne se battra plus? — Mais il faut se battre, sans quoi les Allemands prendront toutes nos terres. — Oh! pas les nôtres, elles sont trop loin : je suis du gouvernement de Riazan. — Tu penses à toi... Mais les autres... Ceux qui sont des gouvernemens voisins, des Kitchineff, de la Petite-Russie?... — Ah! ceux-là, a répondu le soldat, je ne les empêche pas de se battre! »

Altruiste et fraternel, le soldat russe n'a cependant pas la notion de la solidarité patriotique. Sous la férule du tsarisme, les idées simples et claires que tout homme normal porte en soi se sont atrophiées dans l'âme russe. En considérant comme un délit politique toute tentative de groupement des masses populaires, dans un pays où le climat, la constitution géologique, l'énormité des distances, font de l'éparpillement et de l'isolement de l'individu comme les conditions naturelles de la vie, les gouvernans ont réduit le peuple à une sorte de poussière humaine, à un système mécanique d'individus juxtaposés mais sans cohésion. Il est plus facile de critiquer le peuple russe que de le comprendre. Qui le comprend l'excuse... Pour un paysan russe d'avant la guerre, la patrie ce n'était pas l'ensemble de ces villes lointaines, — paradis inaccessibles dont souvent il ne connaissait pas même les noms, — de ces beautés ou de ces richesses du sol dont sa vie entière suffisait à peine à lui faire découvrir une parcelle, de ce trésor de productions intellectuelles, de traditions dont il ignorait jusqu'à l'existence; la patrie, c'était son *isba*, son *mir* (commune) et par delà, son tsar. Le tsar tombé, la Russie apparaît comme un grand corps sans âme prêt pour la décomposition. Si la Révolution ne lui rend pas cette âme dont le tsarisme l'a dépossédée peu à peu, s'il ne se rencontre pas un être assez puissant, assez inspiré pour lui insuffler le sentiment du devoir commun, pour lui forger une âme collective, rien ne peut plus la sauver désormais. Vouée à l'anarchie et à l'incohérence, elle complétera de ses propres mains, par le morcellement géographique, l'émiettement moral réalisé par ses tsars. C'est le cas pour elle de faire sienne l'invocation passionnée de notre Musset :

Qui de nous, qui de nous va devenir un dieu?

L'APOGÉE DE LA CRISE

Milioukoff a donné sa démission. Le gouvernement ne tardera pas à le suivre. Les journaux publient une lettre du ministre de la justice, Kérensky, et une déclaration du gouvernement provisoire. Les uns et les autres demandent au peuple de se prononcer, décidés qu'ils sont à se retirer s'ils n'ont pas toute sa confiance.

La situation politique extérieure, qui a commencé à être inquiétante il y a quelques jours, avec les articles de Tchernoff dans le *Diélo Naroda* (18 avril/1er mai et suivans) s'assombrit encore. La question de la divulgation des traités passionne l'opinion publique. Les journaux de l'extrême gauche russe impriment que les socialistes anglais et français sont venus apporter en Russie la formule impérialiste : « La guerre jusqu'à la victoire. » La proposition du Conseil des ouvriers et soldats d'une conférence internationale à Stockholm prend de plus en plus corps et, pour ou contre, passionne tous les esprits. On suit avec une émotion fébrile tout ce que les journaux français ou allemands publient à ce sujet.

Le mercredi 26 avril/9 mai, j'ai une entrevue à l'Hôtel de l'Europe avec un de nos socialistes, M. Lafont, qui revient de visiter les troupes du front. Je le trouve fort attristé. Cependant, il espère que la démocratie russe se reprendra. Tout ce qui pense ou agit à Pétrograd doit aider le peuple à surmonter la crise.

27 avril/10 mai. — Séance solennelle au palais de Tauride. Sur la proposition de M. Rodzianko, les membres vivans des quatre Doumas ont commémoré le onzième anniversaire de leur réunion en Assemblée législative. Tous les représentans des Alliés étaient présens dans la loge diplomatique. MM. Kérensky, Tsérételli, d'autres encore ont prononcé de vibrans et patriotiques discours. M. Skobeleff a déclaré que la Douma « a fait son devoir » et M. Goutchkoff, après avoir tracé un sombre tableau de la situation actuelle, jette cette inquiétante apostrophe : « La Russie est au bord de l'abîme et en péril de mort ! »

Cette séance sera probablement la dernière avant la réunion de l'Assemblée constituante.

Jeudi, vendredi et samedi on agite la question du changement de ministère. Le Conseil des délégués des ouvriers et soldats ainsi que les extrêmes gauches s'opposent à la formatien d'un ministère coalisé. La tension extérieure augmente, à propos du torpillage du *Zara*, qui transportait les socialistes russes. Les *Isvestia*, organe du Conseil, écrivent qu'il faut exiger des explications de l'Angleterre... L'anarchie règne dans les provinces; on pille, on tue; le partage des terres a commencé sur plusieurs points...

Le 29 avril/13 mai, la *Rouskia-Volya* publie en vitrine un télégramme de son correspondant de Paris, sur un article paru dans un grand journal du soir à propos du Congrès des officiers et soldats du front : « Que penseraient les Russes, si 2000 officiers et soldats réunis à Paris y discutaient la cessation ou la continuation de la guerre? » Grande émotion qui, des abords de la *Rouskia-Volya*, se répand aussitôt dans la ville : « La France ne veut pas nous comprendre! Elle en est encore à cette crainte de paix séparée dont nous n'avons jamais eu l'idée. Ce n'est pas la cessation de la guerre que l'on discute à Pétrograd : c'est la possibilité d'une paix juste et équitable pour tous, faute de quoi nous continuerons la guerre. Comment les journaux français sont-ils si mal renseignés ou si peu compréhensifs? » Tels sont les propos que l'on entend jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Le lendemain, je me rends au Congrès des officiers et soldats du front, qui siège au Palais de Tauride, dans la salle des séances de la Douma.

Comme le palais s'est démocratisé! Quelle ne serait pas la surprise de son ancien possesseur, le prince Potemkine, favori de Catherine II, s'il y revenait! Les tableaux qui ornaient le grand vestibule, le portrait du tsar, bref tout ce qui rappelait l'ancien régime a disparu. Sous la rotonde où trône encore le buste du prince, sont placées des tables, d'apparence très démocratique. Derrière, un soldat siège et vend au public les prospectus, les brochures, les journaux de propagande dont elles sont chargées. Des affiches collées aux colonnes, des pancartes laquées aux murs, rompent très peu harmonieusement l'ordonnance des lignes architecturales. Pourquoi le souci de l'art et de la beauté meurt-il toujours avec l'avènement des démocraties? Oui, je sais, les démocraties sont houleuses, mouvantes

comme la vie, et pour qui sait voir, cela est de l'art aussi ; mais c'est de l'art incohérent, de l'art inachevé, sans forme, sans ordre, sans harmonie, c'est moins de l'art que de la matière d'art. Pour que cet art s'organise il faut une longue initiation. L'initiation achevée, la démocratie bouillante de jadis s'est assagie, est devenue une bourgeoisie forcément conservatrice... et tout est à recommencer !...

J'entre dans la salle des séances au moment précis où le ministre de la Guerre et de la Marine, Goutchkoff, annonce sa démission : « Camarades, officiers et soldats, ce n'est *plus* en ministre que je viens à vous ! » Minute pathétique ! La vaste érudition militaire de M. Goutchkoff, ses efforts persévérans pour moderniser l'armée, son activité parlementaire, consacrée dès le début de la guerre aux besoins de la défense nationale, sont bien connus. Son départ apparait comme une catastrophe à la majorité des citoyens. Le déjà ex-ministre de la Guerre parle, le visage un peu pâle sous la barbe grisonnante. Il parle de son œuvre et de ce qu'il croit être le devoir actuel de l'armée. De la tribune des journalistes où je suis, on entend fort mal. Je sors de la salle pour aller occuper une place au haut de l'hémicycle. Déjà la nouvelle de la démission de Goutchkoff s'est répandue dans les couloirs. Des soldats groupés la commentent d'un air consterné. Un « poilu » dont les bottes et les habits sont encore maculés de la boue des tranchées et qui porte sous le bras un énorme paquet de feuilles de propagande en faveur de l'action patriotique, hoche tristement la tête en gémissant :

— Quel malheur ! Quel malheur !

Un gradé, entouré d'une dizaine de soldats, donne des témoignages d'une violente colère. Je m'approche. Les soldats s'écartent. Je me trouve face à face avec le gradé. A quelques mots que j'ai prononcés, il a reconnu ma nationalité.

— Vous êtes Française, madame ? Eh ! bien, vous pouvez dire en France que nous sommes rudement malheureux... Notre ministre de la Guerre ! Comprenez-vous ? *Ils* l'ont obligé à partir. C'est du propre ! Dieu sait où nous allons !... *Douraki ! Douraki ! Douraki !* (Imbéciles)... Et voilà les Léninistes à présent.

Le partisan et ami de Lénine, Zinovieff, qui a traversé l'Allemagne avec lui, dans le fameux wagon plombé, vient d'entrer au palais de Tauride. Il doit y prendre la parole au lieu et place de son chef de file, retenu ailleurs. Je me hâte de regagner

l'hémicycle, suivie par mon « poilu » qui fixe sur moi de pauvres bons yeux de chien battu et continue à porter sous le bras son énorme paquet de « proclamations. »

Goutchkoff a quitté la salle, qui est encore tout émue de son départ. Visage rasé, cheveux noirs en boucles, un homme s'agite à la tribune, cette mémorable tribune de la Douma où les voix de Radzianko, de Milioukoff, de Choulguine, de Kérensky ont fait entendre, du début de la guerre à la Révolution, de si terribles vérités et ont jeté de si vibrans appels.

Pendant près d'une heure, aux applaudissemens nourris de l'assistance, Zinovieff tonne contre le capitalisme, le militarisme, l'impérialisme... des Alliés. Ce sont toujours les mêmes sophismes, cent fois entendus et habilement mêlés à quelques vérités fondamentales destinées à les faire accepter. Seuls les Allemands sortent blancs comme neige de ce terrible réquisitoire.

— Comment pouvez-vous applaudir ce faux pacifiste? ai-je demandé à un officier assis près de moi.

— Parce qu'il parle bien, mais on retient de son discours ce que l'on veut!

Et ils le croient! Ils s'illusionnent assez pour se croire capables d'échapper à ces pernicieuses influences, eux si faibles au fond, si malléables, nés pour devenir la proie du premier homme qui se sentirait de taille à leur imposer sa volonté!...

Brisée d'émotions je n'ai pas le courage de rentrer chez moi. Je monte chez une amie, la princesse Guévolanié, — veuve du député géorgien mort récemment sur le front du Caucase. Les fenêtres de son appartement, tout proche, s'ouvrent sur les fenêtres des jardins encore dépouillés du palais de Tauride. La neige tombe en rafales, tandis que chez nous, dans les jardins de France, tous les lilas doivent être en fleurs!...

Un des neveux de la princesse, élève d'une école militaire de Pskoff, annonce que les Russes évacuent cette ville et transportent tout à Novgorod. Les mêmes mesures ont déjà été prises pour Réval. Allons-nous voir se lever les jours annoncés par le général Korniloff?

La princesse, qui fut avec son mari une révolutionnaire d'avant la Révolution, m'exprime ses craintes sur la situation intérieure et extérieure. Et surtout elle me parle de son pays. Placée par la confiance de ses compatriotes à la tête du Comité

géorgien, elle est en communication constante avec tout ce qu'il y a d'actif dans ce pays d'ancienne civilisation en qui la politique tsariste de russification à outrance n'a pas réussi à étouffer le patriotisme et l'amour de la liberté.

— Jamais la situation n'a été pire pour la Géorgie, me dit la princesse. La censure, supprimée dans les autres villes de la Russie, sévit encore plus sévèrement qu'autrefois à Tiflis. Jamais la vie n'y a été aussi pénible et la répression du moindre délit aussi rude. Le gouvernement, qui s'est appuyé sur nous jadis, redoute maintenant nos tendances séparatistes...

Ne m'a-t-on pas cité quelque part ces paroles attribuées au député géorgien Tchkhéidzé, président du Conseil des ouvriers et des soldats : « Qu'ai-je à faire de la Géorgie ? Je suis citoyen du monde ! » Car déjà l'Europe ne lui suffit plus !

1/14 mai. — La démission de Goutchkoff est officiellement confirmée. Kérensky y faisant allusion, dans une réunion tenue au « Comité exécutif des ouvriers et soldats, » a dit que « M. Goutchkoff joue dans le gouvernement le rôle du premier rat qui, au moment du naufrage, abandonne le navire ! »

Les démissions se succèdent : après celle de Goutchkoff, voici celle du général Korniloff; d'autres, dit-on, aussi graves, se préparent.

Le Conseil des ouvriers et soldats, épouvanté par la rapidité avec laquelle les tendances extrémistes se propagent dans le peuple, semble revenir à plus de sagesse. Après une entente avec le gouvernement provisoire, il vient d'adresser un appel aux officiers et soldats du front en leur enjoignant de prendre l'offensive. Mais cet ordre vient trop tard; le mal est fait. Les soldats refusent l'obéissance, même au Conseil !

2/15 mai. — La situation s'aggrave d'heure en heure. Les généraux Rouszky, Broussiloff et Gourko ont démissionné à cause de l'indiscipline des troupes. Un drapeau sur lequel on pouvait lire « Vive l'Allemagne » a osé faire son apparition dans la rue. Le ministère n'est pas formé : Goutchkoff continue à expédier les affaires courantes. Kérensky, dans un discours prononcé au Congrès des officiers et soldats du front, a fait cet aveu navrant : « Que ne suis-je mort pendant les belles journées du début de la révolution ? Au moins j'aurais emporté l'illusion de laisser après moi « un peuple libre, » tandis que je me trouve en face « d'un troupeau d'esclaves révoltés. » Cette

impression du grand tribun révolutionnaire est commune à beaucoup d'autres. Tout ce qui a du bon sens, même parmi le simple peuple, proteste contre les tendances extrémistes. Des révolutionnaires, des intellectuels, des gens qui ont souffert pour le triomphe des idées libérales en sont aujourd'hui à dire :

— Que ne sommes-nous morts en exil ou au bagne? Au moins nous aurions pu croire jusqu'au bout que notre sacrifice avait servi la cause de la liberté. Or voici que la liberté est venue, mais elle n'a abouti qu'à l'anarchie annonciatrice de la réaction.

Depuis deux ou trois semaines, on n'écoute plus la voix de ceux qui furent les grands apôtres de l'idée révolutionnaire. *Impérialistes*, Rodzianko, Milioukoff, Maklakoff, les libéraux de la première heure qui forment aujourd'hui l'extrême droite de la Révolution! *Bourgeois*, Plékhanoff, Kropotkine, tous ceux qui ayant passé leur exil dans des pays libres comme la Suisse, la France ou l'Angleterre, en ont rapporté une saine conception de la liberté!

Le ministre socialiste belge M. Vandervelde, arrivé depuis quelques jours à Pétrograd, a prononcé dans la grande salle de la Douma de la ville un éloquent et émouvant discours qui fait le contrepoids aux dangereuses paroles du léniniste Zinovieff. Le surlendemain, suivi des Belges résidant à Pétrograd, il est allé au Champ de Mars rendre hommage aux victimes de la Révolution russe. D'autres manifestans avec leurs drapeaux se sont joints à lui.

Comme à l'ordinaire, des *meetings* isolés se forment autour des tombes, des conversations s'engagent. Un officier et un *voyenni-tchinovnik* (fonctionnaire militaire) s'appliquent à faire comprendre à des soldats la nécessité d'une offensive :

— Au nom du ciel, frères, comprenez : si vous faites maintenant une offensive, avant trois mois la guerre sera finie ; avant trois mois, certainement.

Et ils reprennent les argumens connus : disette allemande, manque de soldats, actuellement si peu nombreux sur le front russe, et que grâce à l'offensive franco-anglaise on ne peut faire revenir du front occidental.

— Une offensive? Pour quoi faire? répondent les soldats, puisque nous aurons la paix quand même. Si les Allemands nous attaquent, nous ne les laisserons pas entrer, mais nous

ne pouvons pas prendre l'initiative, après avoir déclaré que nous ne consentirions à aucune annexion. Non, non, nous ne le pouvons pas.

Ailleurs un ouvrier s'épuise en reproches sur les fraternisations.

— Eh! comment ne pas fraterniser avec les Allemands quand ils nous crient : « Plus de guerre, Russes, plus de guerre! »

Ailleurs un soldat proclame :

— Maintenant que nous avons la révolution, ce n'est plus le moment de s'occuper de la guerre. Les affaires intérieures, voilà ce qui est intéressant pour nous, camarades. Pourquoi marcherions-nous contre le militarisme allemand et pas contre l'impérialisme anglais et français?

Quelqu'un n'a-t-il pas répondu l'autre jour à un marin de la mer Noire :

— Pourquoi prendre l'offensive sur le front allemand, au lieu de la prendre sur notre propre sol?

Car de plus en plus s'affirme l'antagonisme entre le travail et le capital.

L'ANARCHIE DANS LES VILLES. — LA JACQUERIE DANS LES CAMPAGNES

Las d'avoir parlé sans convaincre, les anarchistes commencent à agir. Revenus d'exil, légers d'argent et de scrupules, ils ont jugé que le plus pressant pour eux était de s'assurer un gîte. Lénine leur a donné l'exemple, en s'emparant, comme l'on sait, du palais de Mme Ktchétinskaïa. En vain la célèbre danseuse a fait appel à la justice. J'ignore s'il y a encore « des juges à Berlin, » mais, à voir ce qui se passe, on se sent disposé à croire que la race en est disparue à Pétrograd.

Encouragés par ce résultat, messieurs les anarchistes, auxquels se sont joints quelques bandits avérés ont pris possession du palais du comte de Leuchtenberg. Je tiens de la bouche d'une des proches parentes du comte le récit de ce glorieux fait d'armes.

— Cela fut si rapide, qu'à peine avons-nous eu le temps de nous rendre compte de ce qui arrivait. Les anarchistes envahissaient toutes les pièces et aussitôt chacun s'emparait de ce qui

flattait le plus son regard, et en estimait le prix. Nous n'avons pas cherché à opposer une résistance inutile. Nous avons seulement supplié quelques-uns de nos *aimables visiteurs* de nous revendre ceux des souvenirs auxquels nous tenions le plus. Ils refusèrent. Peut-être notre probité leur a-t-elle paru suspecte, et nous ont-ils jugés capables d'évaluer ces objets au-dessous de leur valeur... Tout ce qu'il nous a été permis d'emporter, c'est un petit sac à main... Encore nous sommes-nous estimés heureux de nous en tirer ainsi!...

M. Kharitonoff, commissaire du rayon de Kholomensky où se trouve le palais, est un bolchéviste, ami de Lénine. Lorsqu'on lui annonça que les anarchistes avaient pris possession du palais Leuchtenberg, il se hâta d'aller se réfugier auprès du chef de son parti afin de n'avoir pas à sévir contre eux.

Il y a quelques jours, à Lesnoï (1), j'ai assisté à un étrange spectacle. Dans le jardin d'une villa, des sièges du plus pur Louis XV, recouverts de Beauvais ou d'Aubusson, étaient dispersés à travers les allées ou dans les massifs encore encombrés de neige. Sur l'un des fauteuils, — habitué à de plus délicats contacts, — un tonneau était placé. Debout sur ce tonneau, un homme en haranguait d'autres!... Cette scène de vandalisme se passait dans le jardin de la villa Dournovo que les anarchistes avaient daigné trouver à leur convenance. Quelques jours plus tard, la villa du général Dournovo ainsi occupée est devenue un second « fort Chabrol » autour duquel se sont livrés de véritables combats.

M. Sakhanowsky, chef avéré du parti anarchiste, possède deux villas en Finlande. J'ignore s'il se les est acquises par les mêmes procédés délicats...

Le district de Schusselbourg, avec sa forteresse, dans une île du Ladoga, a essayé de se constituer en république. La tentative a heureusement été réprimée. A Orianenbaüm, les pillages succèdent aux incendies; l'autorité locale est impuissante à rétablir l'ordre. A Nijni Novgorod, des bandes attaquent les hôpitaux de guerre, brisent les vitres des maisons, détériorent les cheminées. Elles exigent la fermeture des cinémas ouverts pour l'instruction du peuple. « Nous n'avons pas besoin d'instruction, disent ces forcenés, nous vivrons bien sans cela! » A

(1) Faubourg de Pétrograd.

Kitchineff des troubles agraires ont éclaté. Les paysans se sont emparés de deux plantations de tabac et ont blessé les gardiens à coups de pied. De Sibérie on signale des troubles sur plusieurs points. Les propriétaires de Krasnoïarsk, par exemple, reçoivent de nombreuses lettres anonymes où on les menace de brûler leurs maisons. Les pillages provoquent la panique. La population n'ose pas dormir la nuit dans la crainte des incendies.

« Les derniers momens sont arrivés! » disent les paysans. Partout des incendies s'allument, l'anarchie règne... Les rumeurs les plus invraisemblables trouvent des oreilles pour les accueillir... La campagne est littéralement « assommée » par la soudaineté et l'importance démesurée de cette révolution qui dépasse son entendement. On est terrifié... Là-bas, dans la capitale dont bien peu se font une idée exacte, quelque chose d'effroyable s'est passé qui a balayé les fondemens séculaires de la vie russe. On en veut à cette force et on la redoute. Elle apparaît comme une puissance ténébreuse contre laquelle on est désarmé. Même l'arrivée possible de l'Allemand n'effraie plus. On va jusqu'à dire que « peut-être ce sera mieux avec lui parce qu'il mettra de l'ordre. » Car on a conscience du chaos dans lequel on se débat. Les soupçons se développent jusqu'à en être maladifs...

Un beau matin, un village s'agite, comme une ruche inquiète. Le peuple court vers les granges, on entend des voix animées, des cris... Que se passe-t-il?... Ceci : Derrière les granges il y a un groupe d'individus. Personne ne les connaît. Ils interrogent les femmes; ils demandent à chacun compte de ce qu'il possède. Ils ne ressemblent pas à des Russes... Certainement ce sont des étrangers venus pour s'approprier le blé... Des voix crient : « Où sont donc les *moujiks*?... Vite! qu'ils prennent des haches et des bâtons! » Et voilà le village en rumeur. Or, le plus souvent, les malheureux contre lesquels le paysan s'ameute sont ou des ouvriers chargés de quelque mission technique, ou des envoyés du gouvernement pour négocier l'achat du blé! Il est vrai que certains accapareurs sans scrupules ont plus d'une fois spéculé sur l'ignorance ou la timidité native du paysan!... Et maintenant l'on se méfie.

Le paysan refuse de vendre son blé, car il a peur de manquer de pain. La grange lourde lui fait l'âme légère. Plus à l'aise

depuis qu'il a cessé de boire de l'alcool, il consomme volontiers ses produits au lieu de les vendre. Il y gagne de ne pas fatiguer son cheval et de ne pas perdre lui-même deux ou trois journées pour porter son blé à telle ou telle gare, distante parfois de 60 à 100 verstes. Il ne tient pas à recevoir de l'argent dont il ne sait que faire. Depuis la guerre, il ne trouve à acheter aucun des objets qui lui sont le plus indispensables, tels que des clous, des fers à cheval, des ustensiles de ménage, des instrumens agricoles.... Jadis, c'était surtout l'Allemagne qui les lui envoyait... Un matin, on voyait arriver dans le village une *britchka*, attelée d'un vigoureux cheval. Un homme en descendait, lourd, affable et loquace. C'était le commis voyageur allemand! Il avait de tout dans sa *britchka :* des vis et des essieux pour les charrettes ; des fils, des aiguilles, de la poterie ou de la ferblanterie pour les ménagères; des foulards et des rubans pour les jeunes filles, et jusqu'à des journaux de Pétrograd ou de Moscou pour le *staroste* (l'ancien du village.) Et tout le monde d'accourir!... L'Allemand n'était pas aimé, mais on avait besoin de lui... L'arrivée de la *britchka*, que rien n'a remplacée, manque au village. — Cela est une des mille leçons de la guerre dont nous devrons savoir profiter aussi.

Dans certaines contrées éloignées de la Russie, la guerre a fait rétrograder de cent ans la civilisation. Ne trouvant plus d'étoffes à un prix raisonnable, les paysannes se sont remises à filer la toile et à tisser les habits. Les vieux métiers ont revu le jour et l'on entend de nouveau au fond des *isbas* leur ronronnement monotone. Faute de pétrole, dont l'expédition dans les villages est presque arrêtée par suite de la crise des transports, on est revenu au mode d'éclairage contemporain d'Ivan le Terrible : un bout de bois, fiché entre deux des rondins qui forment les murs de la chaumière, et que l'on remplace toutes les cinq minutes. Ne pouvant plus se procurer de souliers confectionnés, on s'est remis aux chaussures à semelles de bois que l'on fabrique soi-même, et l'on revient aux « laptis » en écorce de bouleau tressée, dont l'usage commençait à se perdre dans de nombreux villages. La difficulté qu'il éprouve à se procurer du sucre fait aussi que le paysan refuse de vendre son miel dont il a besoin pour sa boisson indispensable : le thé.

Le niveau moral qui commençait à s'élever parmi les pay-

sans depuis la suppression de l'alcool (1), subit de nouveau de terribles fluctuations. On délaisse le travail ; la jeunesse villageoise s'adonne au jeu, chante des chansons obscènes et emploie toutes les ruses pour se procurer de l'alcool. Les déserteurs qui rentrent au village y apportent des fermens de désordre et de démoralisation. La « houliganerie » (2) qui avait presque disparu refleurit sous le prétexte de « partage des terres. » On saccage les foins; on brûle les jeunes pousses; parfois les habitans de deux villages voisins se jettent sur le même morceau de terre et finissent par en venir aux mains.

Près de Mtsensk, dans la Russie centrale, des soldats accompagnés de sous-officiers se présentèrent à la propriété de Mme Chérémétieff sous prétexte de rechercher les armes. Le personnel du domaine n'osa pas leur opposer de résistance et ils visitèrent la maison de fond en comble. Ayant trouvé du vin dans les caves, ils s'enivrèrent, et aussitôt le pillage commença. Les paysans des villages les plus proches accoururent pour se joindre à eux. La garnison de Mtsensk arriva aussi à la rescousse et prit part à la curée. L'ensemble des vols ou des dégâts s'éleva à 7 millions et demi de roubles (15 millions de francs).

Son œuvre achevée, la troupe avinée se rendit à la distillerie de Selesnieff, située à trois verstes de Mtsensk. Une foule de 5 000 personnes composée de soldats, de bandits et de paysans s'y trouvait déjà et se préparait à en faire le siège. Voyant que tout était perdu, quelqu'un dont on n'a pas su le nom, mais qui appartenait sans doute à la distillerie, mit le feu à l'alcool. Cette mesure farouche, à la Rostopchine, sauva en partie la propriété. Soldats et paysans se jetèrent alors sur une autre distillerie des environs. Il fallut un régiment d'artillerie à cheval venu de la ville d'Orel pour limiter ces redoutables troubles agraires.

De véritables scènes de sauvagerie se sont déroulées dans les environs de Moscou. Une troupe de « houligans » ayant envahi un village pendant la nuit et voulant s'emparer d'une maison, les *moujiks* s'assemblèrent et il y eut un échange de coups de feu. La milice de Moscou, arrivée en hâte, poursuivit les malfaiteurs et réussit à en arrêter quatre. La foule surexcitée demanda qu'on lui livrât les prisonniers. Le commissaire essaya

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 1er janvier 1917.
(2) *Ibid.*

vainement de calmer l'effervescence. Entouré, presque menacé à son tour, il ne put obtenir qu'un vote à main levée pour décider si les prisonniers devaient être livrés à la foule ou laissés entre ses mains. Le premier parti l'emporta. Aussitôt, les paysans, froidement féroces, se jetèrent sur les prisonniers et les battirent jusqu'à ce que, couverts de sang, étendus par terre, ils ne donnassent plus signe de vie.

Puis on prit les corps et on les jeta sous un hangar. Un de ces malheureux ayant repris ses sens, la foule s'empara d'eux de nouveau, les battit et les piétina. Enfin, un soldat s'élança vers le groupe des misérables aux trois quarts assommés et, debout sur le tas de chairs tuméfiées, se mit à le larder de coups de baïonnette.

L'esprit s'arrête, confondu, devant de telles horreurs. Et cependant le peuple russe est bon. Mais une fois l'ère des violences et des représailles ouvertes, qui pourra en fixer les limites? Et, jusque dans les campagnes, c'est presque toujours l'armée qui entraîne le peuple.

Les vols sont devenus si fréquens qu'on n'éprouve plus aucun étonnement à lire des annonces dans le genre de celle-ci, cueillie dans le journal *La Reitch*, du 14 mai 1917 : « *Je prie la personne ayant volé, le 11 mai, à la gare Nicolas, dans un compartiment de wagons-lits, un sac de voyage contenant des choses précieuses, de renvoyer les papiers indispensables à l'adresse suivante : Hôtel de l'Europe, n° 27.* » Le cas de retour des papiers, même sans avis dans les journaux, est assez fréquent lorsque l'adresse du volé tombe sous les yeux du voleur!...

L'esprit de désordre et d'insubordination a franchi même les murs des cloîtres. Dans certains couvens de femmes, les religieuses se sont révoltées contre les règlemens et ont demandé une modification profonde des statuts. Les popes, mal payés, en contact journalier avec le peuple, se sont, en général, montrés favorables à la Révolution. Il n'en va pas de même dans les monastères pourvus de riches prébendes par le gouvernement impérial. A Novgorod, par exemple, les religieuses ont excité la population contre une institutrice envoyée par les *zemstvos* pour expliquer la Révolution aux paysans.

Celles de Kazan, qui étaient jadis sous la protection de la grande-duchesse Élisabeth, sœur de la tsarine, ont écrit au

Comité exécutif du Conseil des ouvriers et soldats pour lui faire savoir qu'elles étaient affreusement mal nourries et dans la plus grande misère.

Chez les hommes, même désarroi, compliqué parfois d'une fâcheuse démoralisation. Au monastère Daniloff, qui dépend de l'archevêché de Moscou, le supérieur a refusé de lire le texte de l'abdication du tsar. Les moines se sont révoltés et ont invité les étudians et les ouvriers à organiser chez eux un *meeting*. On y a accusé le supérieur d'avoir été l'homme de Raspoutine, et l'assemblée a voté son remplacement. Mais le nouveau supérieur nommé, les moines ont refusé de reconnaître son autorité.

Meetings également au couvent de Daniel, de Moscou, et pour des raisons analogues.

Tumulte au grand couvent de Troïtska, à la suite d'une perquisition entreprise contre la littérature excitatrice des *pogroms* (meurtres de juifs en masse).

Il convient de ne pas généraliser. Comme les popes, les couvens ont donné leur adhésion à la Révolution et au gouvernement provisoire, et il est encore trop tôt pour affirmer ou infirmer leur sincérité. Malheureusement, l'alcool joue actuellement son rôle dans ces monastères russes qui ne furent pas toujours l'asile de la piété et du travail!...

LA LETTRE DE M. POURISHKIÉVITCH — UNE ÉCLAIRCIE

Le député libéral de la droite, M. Pourishkiévitch, vient de publier, sous la forme du fameux *J'accuse* de Zola, une lettre ouverte « aux *bolchéwiki* du Conseil des délégués des ouvriers et des soldats de Pétrograd. » Aucun journal n'en a donné la reproduction. Elle circule secrètement, sous forme de feuilles imprimées à la machine à écrire, et, vite devenue rare, certains de ses exemplaires ont été payés jusqu'à cent roubles. J'ai eu la rare bonne fortune d'en avoir un pour quelques heures entre les mains (1). Cette lettre, ou plutôt ce réquisitoire, a

(1) J'ai pu également me procurer le texte du *Pricaz* n° 1 dont il a été parlé dans mon article : *Lendemain de révolution*, et qui fut la cause déterminante du mouvement de révolte et d'indiscipline contre lequel le ministre de la guerre, M. Kérensky, a si heureusement réagi. Ce *Pricaz* est tombé presque mystérieusement entre mes mains. Enlevé au ministère de la guerre par un officier, il a été

pour titre : « Sans visière ! » Entre autres chefs d'accusation, on y relève ceux-ci :

« Je vous accuse, dit le libelle, de ce que vous osez ruiner le prestige du gouvernement provisoire aux yeux du peuple. Ayant établi une surveillance et un contrôle par des membres de votre milieu qui ne sont reconnus par personne et qui n'ont pas reçu des pouvoirs de tout le peuple, vous créez l'anarchie en Russie en faisant germer dans une foule ignorante l'idée que notre patrie est gouvernée par deux pouvoirs dont l'un, le gouvernement provisoire, doit être soupçonné quant à la pureté de ses intentions et la sincérité de ses projets, et dont l'autre, serviteur désintéressé du peuple, le conduira vers des

envoyé à Mme Marylie Markovitch, et porte encore la déchirure faite par le clou qui le retenait :

1er mars 1917.

A la garnison de la région militaire de Pétrograd, à tous les soldats de la garde, de l'armée, de l'artillerie, de la flotte pour exécution immédiate et précise, et aux ouvriers de Pétrograd à titre d'information.

Le Conseil des délégués des ouvriers et des soldats a décidé :

1° Dans les compagnies, bataillons, régimens, parcs d'artillerie, batteries et sur les navires de la flotte de guerre, élire immédiatement des Comités de représentans choisis parmi les militaires de grade inférieur des corps d'armée précités.

2° Dans toutes les unités militaires qui n'ont pas encore élu leurs représentans au Conseil des délégués ouvriers, choisir un représentant par chaque compagnie qui doit se présenter avec des certificats écrits, à la Douma d'État, à dix heures du matin, le 2 courant.

3° Dans toutes les démarches politiques, l'unité militaire se soumet à l'autorité du Conseil des ouvriers et délégués soldats et à leur Comité.

4° Les ordres de la Commission militaire de la Douma d'État ne doivent être exécutés que dans les cas où ils ne sont pas en contradiction avec les ordres et les décisions du Conseil des délégués, ouvriers et soldats.

5° Toutes sortes d'armes, telles que fusils, mitrailleuses, automobiles blindées, etc., doivent être à la disposition et sous le contrôle des comités de compagnies et de bataillons et, dans aucun cas, ne doivent être remises aux officiers, même sur leurs ordres.

6° *Dans les rangs et dans les services commandés, les soldats sont obligés d'observer la plus rigoureuse discipline militaire, mais, hors du rang et du service, les soldats dans leur vie politique civile et privée ne peuvent en rien être amoindris dans l'exercice des droits dont jouissent tous les citoyens. Le « garde à vous, » le salut militaire obligatoire hors du service sont abolis* (1).

7° Également, sont supprimés les titres à l'adresse des officiers : *Votre Excellence, Votre Haute Noblesse,* etc., qui sont remplacés par l'appellation *M. le général, M. le colonel,* etc. Tout traitement grossier envers les soldats de la part de n'importe quel gradé, et en particulier le tutoiement, est interdit. En cas de transgression à cet ordre et de malentendu entre officiers et soldats, ces derniers doivent en référer au Comité des compagnies.

Le Conseil des députés,
des ouvriers et des soldats de Pétrograd.

(1) Souligné dans le texte.

fleuves de lait, ayant des rives de *kissel* (1), — et que ce pouvoir c'est le vôtre...

. . . .

« Je vous accuse de ce que, n'étant rien autre que les plénipotentiaires d'un groupe d'ouvriers de Pétrograd, vous vous permettez de parler au nom de la Russie...

« Je vous accuse de pervertir coupablement l'armée à l'heure même où, animée par la conscience de la grandeur du fait accompli, elle pourrait, si vous n'aviez pas ébranlé sa discipline, offrir au monde le spectacle d'une grandeur d'âme inouïe et de la valeur militaire du peuple russe, — ce qui aurait accéléré la fin de la guerre par la victoire du peuple russe...

« Je vous accuse de saper la confiance que les Alliés ont en nous par vos discours malintentionnés et d'appeler le peuple à une paix prématurée au nom des idéaux abstraits et de l'union universelle du prolétariat, provoquant ainsi une réponse ironique de nos ennemis d'outre-frontière qui vivent avec la seule pensée qu'ils sont d'abord une nation et seulement ensuite les membres de la grande famille du prolétariat international...

« Je vous accuse de ce que, poursuivant ces buts, vous diminuez la force combative de l'armée russe en donnant à chacun de ses membres le droit de s'ériger en juge compétent dans les problèmes de la lutte historique du peuple russe et d'accentuer ainsi la diversité d'opinions dans les rangs de l'armée qui ne doit avoir qu'un but : la victoire, laquelle ne peut être obtenue au milieu des tentatives des diverses unités militaires de discussion des ordres venus d'en haut ou du degré de leur opportunité au point de vue de l'offensive ou de la défensive. »

. . . .

Une détente commence à se faire. Sous l'impression du spectre du danger, il y a partout réveil. Il semble que l'ivresse commence un peu à se dissiper. Les comités de régimens et toutes sortes de réunions de soldats adoptent des ordres du jour blâmant les fraternisations sur le front et appelant les soldats à la discipline. Les pourparlers pour la reconstitution du gouvernement sont sur le point d'aboutir. Les entrevues entre le Comité exécutif des ouvriers et soldats ont amené un accord sur la question de principe. Même l'entente s'est faite sur les noms.

(1) Mets favori du peuple russe.

M. Albert Thomas suit de très près ce qui se passe et prend part aux pourparlers. Il s'est concilié beaucoup de sympathies à Pétrograd et y jouit d'une grande autorité morale.

Le projet de conférence de Stockholm vient d'entrer dans une phase nouvelle plus apaisante. M. Tchkhéidzé, président du Conseil des ouvriers et des soldats, a reçu une lettre de M. Mœring, un des vieux chefs du socialisme allemand. L'ancien leader déclare qu'il ne participera pas au Congrès. Il croit pouvoir faire la même déclaration au nom de l'aile gauche internationaliste des socialistes allemands et pense que ses amis incarcérés, Liebknecht et Rosa Luxembourg, se seraient abstenus également s'ils avaient été libres. M. Mœring considère M. Scheidemann, qui doit se trouver à la tête de la délégation allemande, et son groupe comme des agens du gouvernement allemand, et cela justifie et motive son abstention.

Cette lettre, reçue quelques jours plus tôt à Pétrograd, y aurait fait sensation et aurait probablement déterminé les socialistes russes à s'abstenir. Mais elle arrive en même temps que l'annonce d'un changement de programme qui doit, paraît-il, modifier considérablement l'aspect du Congrès : cette nouvelle orientation de la conférence n'est pas encore connue.

M. Moutet revient du front et se prépare à rentrer à Paris. Je vais le voir. MM. Cachin, Claude Anet, Soldatenko sont auprès de lui. Tout en disposant chemises et faux cols dans sa valise, le député socialiste nous fait part de ses dernières impressions. Politiquement, elles sont plutôt bonnes. La délégation française a eu de longs entretiens avec le Conseil et doit se rencontrer de nouveau avec lui cette nuit. Déjà on est d'accord sur presque tous les points... La Russie n'est pas si profondément atteinte que les apparences le font craindre. Elle possède des hommes qui ont une compréhension profonde de la situation. Il faut espérer en eux.

On attend pour demain la solution de la crise gouvernementale. Nous saluons avec un grand élan d'espérance cette éclaircie dans le ciel si sombre de ces derniers jours.

MARYLIE MARKOVITCH.

REVUE LITTÉRAIRE

NOUVEAUX ESSAIS DE THÉODORE DE BANVILLE (1)

C'est une pieuse et charmante idée qu'a eue M. Victor Barrucand d'aller chercher dans la collection de vieux journaux, — le *National*, le *Dix Décembre*, le *Pouvoir*, le *Paris*, l'*Artiste*, le *Nain jaune*, — les articles qu'y donnait, jetait et perdait le poète des *Exilés*. Sans doute faudra-t-il qu'un service pareil soit rendu à la renommée de quelques autres écrivains qui, de même que Banville et plus que lui, ont subi l'obligation de gaspiller ainsi leur génie ou leur talent. Génie ou talent gaspillé, dira-t-on, ce n'est rien ? C'est au moins une pathétique aventure ; et l'occasion de rêver assez tristement sur les conditions nouvelles de la littérature et de la poésie. Le « métier de faire un livre » devient, pour beaucoup d'écrivains, le passe-temps, les vacances, la récompense d'un lourd labeur quotidien, depuis que les arts divers ont à payer de maintes servitudes la fierté de leur indépendance. Le protecteur des lettres aujourd'hui, le mécène, le grand seigneur opulent et capricieux, — le public, — a de l'exigence ; et l'on ne s'acquitte pas, auprès de lui, avec une flatteuse dédicace : il veut de la copie, et tous les jours.

Les conditions nouvelles de la littérature ont eu, comme tous changemens humains, des conséquences bonnes ou non, des conséquences de vertus et de vices. Laissons les vices ; on ne les voit que trop : jamais un grand seigneur d'ancien régime n'a été flagorné à la première page d'un livre au point où l'est maintenant le public, et tout

(1) *Critiques*, par Théodore de Banville, choix et préface de Victor Barrucand (Bibliothèque-Charpentier) ; du même auteur, *Mes Souvenirs*, *Lettres chimériques*, *Paris vécu*, — « Petites études, » — (même éditeur).

au long de certaines œuvres complètes. Quant aux vertus de la profession, que l'on veuille relire, dans les *Pages de critique et de doctrine*, le poignant chapitre que Bourget consacre à Théophile Gautier. Celui-là, « Cellini de la prose et des vers, » a porté un lourd fardeau; et, par les mémoires, — le *Collier des jours*, de Mme Judith Gautier, les *Souvenirs* de M. Émile Bergerat, — l'on sait qu'il a dû geindre de fatigue. Assez tard dans sa vie, et quand il était l'auteur de la *Comédie de la mort* et d'*España*, d'*Émaux et Camées*, de *Mademoiselle de Maupin*, de la *Morte amoureuse*, — « autant de merveilles, et ce n'est qu'une très petite partie de son œuvre, » — il accomplissait encore, et n'y pouvait manquer, sa tâche de feuilletoniste et de salonnier, sa tâche de publiciste. Poète et l'un des plus parfaits, il assistait, et ne pouvait s'y refuser, à tout le vain trémoussement du théâtre ; et il a risqué cette confidence, un jour : « C'est un art si abject, le théâtre, si grossier ! » Il disait : « L'odeur de l'encre de l'imprimerie, il n'y a plus que cela qui me fasse marcher ; » et il disait encore : « Je ne travaille qu'au *Moniteur*, et à l'imprimerie. On m'imprime à mesure... Et ça m'ennuie ; ça m'a toujours ennuyé, d'écrire !... » Évidemment, on l'engageait à se reposer. En 1868, à cinquante-sept ans, il répondait : « J'ai trois louis sur moi et il y a cent quarante francs à la maison... Si j'avais le malheur d'être malade quinze jours, ça irait encore, en déménageant. Si la maladie durait six semaines, il faudrait que j'aille à l'hospice Dubois, comme les autres... » Il ajoutait, et voici tout son chagrin : « C'est peut-être le pain sur la planche qui m'a manqué pour être l'un des quatre grands noms du siècle. Mais, la pâtée !... » Ces aveux-là ne sont pas dans son œuvre. On a bien fait, d'ailleurs, de les noter : ils donnent à son œuvre, où il ne daigne pas se plaindre, une signification de souffrance, de courage et de bel orgueil. Ce qu'il a enduré, s'il en admet le souvenir en son poème, tourne à un badinage de sourire momentané :

Mes colonnes sont alignées
Au portique du feuilleton.
Elles supportent, résignées,
Du journal le pesant fronton...

« Jusqu'à lundi je suis mon maître... » Il ne songe plus qu'à s'enivrer « du vin de sa propre pensée, » du vin que « répand la grappe de son cœur, » écrasée par la vie. Les petits vers du poème intitulé *Après le feuilleton* dansent avec une allégresse blessée et menacée.

Théodore de Banville a été feuilletoniste dès la vingt-cinquième

année jusqu'à la soixantième à peu près. Ce ne sont pas tous ses feuilletons qu'a recueillis M. Victor Barrucand : seulement quelques-uns d'entre eux et des passages, très bien choisis, de beaucoup d'autres. Tout d'abord, le lecteur éprouvera de l'impatience, il me semble, à ne guère savoir ce qui fut l'occasion de ces pages. *Rome*, quatorze tableaux, par Ferdinand Laloue et Fabrice Labrousse ; *Richelieu*, drame en cinq actes et en vers, de Félix Peillon ; et même la *Sapho* de Philoxène Boyer : tout cela est tombé dans l'oubli à tout jamais. Pareillement, plusieurs célébrités du jour, ou de la nuit, que Banville saluait ou vilipendait. Pareillement, la quantité des anecdotes qui furent le scandale ou bien l'enthousiasme d'un instant et qui servirent de prétexte au chroniqueur. Peut-être fallait-il ajouter à la chronique de Banville un commentaire et, à coup sûr, délicieux si on l'eût fait, comme celui des *Odes funambulesques*, si joli, drôle et cependant funèbre. Il y a plaisir et petite revanche, à disputer à l'oubli un peu de ce qu'il réclame et prend vite, à voler ce voleur et à lui arracher ne fût-ce que « Néraut, Tassin et Grédelu, » comédiens honnêtes et qui jouaient les seconds rôles à la Porte-Saint-Martin « du temps de la féerie et des frères Cogniard ; » leurs noms étaient au bout de l'affiche tous les soirs et, comme « le triolet venait de renaître, » leurs noms que le hasard avait rythmés passèrent à de légers poèmes qui ne sont pas encore anéantis et qui préservent leur fragile gloire. Peut-être aussi, en laissant morts et mystérieux les cinq actes et en vers de Félix Peillon, les quatorze tableaux et romains de Fabrice Labrousse et Ferdinand Laloue, accuse-t-on la futilité de ces travaux terriblement forcés auxquels avait à consentir le poète. Lui pourtant ne se lamente ou ne s'indigne pas. Il n'est point en colère et plutôt rirait, et ne se venge pas sans gaieté, si le Palais-Royal, le 3 août 1869, l'a convoqué pour *On demande des ingénues*, comédie de Bernard et Grangé, mais qu'il intitule, au feuilleton du *National*, « comédie par Mme X..., couturière, Mlle Blanche d'Antigny, MM. Eugène Grangé et Victor Bernard. » Il commence : « La robe est une merveille !... » Il insiste et la compare, cette robe, pour la couleur, aux vagues de la mer et au vêtement que le grand Ingres a donné à son Odyssée, et pour la forme aux « draperies que fait frémir et bouffer en petits flots l'amoureuse fantaisie de Clodion : » voilà pour l'auteur principal de cette comédie, la couturière. Puis, deuxième auteur, Mlle d'Antigny : « une femme de Rubens ; et c'est, en effet, dans ce goût que le maître d'Anvers pétrissait de lis et d'écarlate ses grandes Nymphes et les Néréides aux robustes poi-

trines auxquelles il confiait le soin de conduire le navire où vogue Marie de Médicis. » Magnifiquement belle, sous la robe qu'on eût dite peinte par Ingres et modelée par Clodion ; plus belle encore sans la robe et seulement vêtue, l'acte suivant, d'un peignoir « qui semble une nuée tramée, — déchevelée, les épaules nues, aimable, souriante, ayant tout promis et tenant plus qu'elle n'a promis... » Enfin, les auteurs, MM. Bernard et Grangé : « La belle fille sourit du regard, les flammes de la rampe se reflètent dans ses dents blanches ; on applaudit à tout rompre MM. Eugène Grangé et Victor Bernard. Quoi ! cela aussi, ils l'ont fait? La robe, les diamans, le chapeau, je le voulais bien ; mais tout cela, tout ce que montre à présent Blanche d'Antigny, se peut-il que ce soit aussi eux qui l'aient fait ? Dans ce cas, on aurait bien manqué de prévision en ne leur confiant pas l'exécution des groupes du nouvel Opéra ! » Banville est un excellent critique dramatique : il sait raconter une pièce et la juger.

Regrette-t-il le temps qu'il perd ainsi? Je ne sais. Il a tant de grâce aimable et d'enjouement ! Presque toujours, il a bien l'air de s'amuser, avec indulgence ou avec politesse. En outre, sans pédantisme aucun, sans morgue magistrale et sans la dérisoire brutalité de nos doctrinaires ou partisans, ce poète dévoue aux Muses tout son effort très attentif et scrupuleux. Il veille autour d'elles. Il est là pour empêcher que l'on n'aille à confondre avec la littérature les séductions d'une autre sorte qui valent à MM. Bernard et Grangé la faveur publique et pour empêcher que l'on n'appelle poésie les vers de M. Scribe, sa bête noire. Le pauvre poète des *Huguenots*, comme il le taquine, dans le *Petit traité de Poésie française !* « M. Scribe avait reçu le don de ne pas rimer ; il le posséda jusqu'au miracle... » Et Banville ne voit qu'un autre poète à lui comparer, pour ce don miraculeux : c'est Voltaire. Il y a de plus fâcheuses compagnies ! Dès 1849, Banville examinait l'art de M. Scribe, son art et sa pensée. Mais, la pensée de M. Scribe, il ne la comparait point à celle de Voltaire. Il comptait qu'avec une seule de ses idées, — et que voici : « Mon Dieu, si c'est un songe, faites que je ne m'éveille pas ! » — M. Scribe avait gagné plus de dix mille francs. Non pas d'un seul coup, certes ; mais, sa phrase du songe et du réveil refusé, M. Scribe l'a écrite « au moins trois cents fois, » dans ses opéras, dans ses comédies. Banville, un jour, vit son opulente victime. Et « le prince des librettistes » lui parut, mieux que beau, superbe ; ah ! quel homme ! Vous croyez le connaître ; vous avez vu ses bustes, ses portraits... Vous ne le connaissez pas : les sculpteurs, les peintres, les dessinateurs, les

graveurs, les lithographes, et voire les photographes, n'ont rien compris à M. Scribe. Son visage, d'après ces calomniateurs, serait une chose « d'une platitude et d'une vulgarité odieuse. » Pas du tout! Il est magnifique « de force, de puissance, de volonté, d'implacable héroïsme. » En vérité? Les traits, mesquins; les yeux, petits; le front petit. Qu'importe? le front petit, les yeux petits, les traits mesquins marquent, on ne sait trop comment, une audace, une patience, une fermeté résolue et telle que le bonhomme en est sublime. M. Scribe n'était aucunement l'homme de son œuvre : et tant pis pour son œuvre, mais tant mieux pour lui! Son œuvre, une subtile niaiserie; mais lui, « vaillant, clairvoyant, prime-sautier, inventif : et, s'il eût appliqué ses étonnantes facultés à toute autre chose qu'à la poésie, il fût devenu général, ministre, conducteur d'hommes, cardinal et pape s'il l'avait voulu. » Banville a causé avec M. Scribe, ou, du moins, M. Scribe parlait : « Je ne lui répondis pas un seul mot et il n'a jamais entendu le son de ma voix... » Le silence de Prométhée, dans Eschyle, est-il plus tragique? et les bourreaux de Prométhée sont-ils plus acharnés à leur victime que le bavard M. Scribe à la sienne?...

Il avait attrapé Banville au bouton de la redingote. Et il parlait, parlait, avec entrain, fougue, emportement, volubilité. Cependant, il « tordait, tortillait, torturait » ce bouton, l'arrachait, l'emportait : « il me le doit toujours! » Et il disait... Toute la scène, Banville l'a inscrite dans ses *Souvenirs*, où il a mis sa jeunesse, sa rêverie, ses dates précieuses; et, comme les enfans de Sicos, dans l'*Aveugle* d'André Chénier, promettent de consacrer par des jeux et des fêtes le jour qu'ils ont reçu le grand Homère, il n'oubliera jamais le jour que M. Scribe l'entretint... M. Scribe disait : « Lorsque j'eus trouvé la scène, devenue célèbre, où Alice supplie Robert... » Il sentit alors qu'une scène pareille voulait des rimes admirables, des mots splendides, enfin des vers étonnans. « J'allai trouver le plus grand des poètes... » Victor Hugo! songe Banville; et il frissonne... Mais, non : Casimir Delavigne!... « Casimir écrivit un morceau sublime, terrifiant, admirable, du Corneille!... » Oui; et Meyerbeer n'en put rien faire, ne put rien faire de ce Corneille livré par Delavigne. Ça n'allait point. Or, Meyerbeer précisément partait pour la campagne, la tête pleine de musique, et la musique de Meyerbeer avait envie de se poser sur des paroles. Vite, des paroles! M. Scribe n'a pas une minute à perdre; Meyerbeer déjà monte en voiture. Un bout de papier; ces quatre vers s'y écrivent tout seuls : « Robert, toi que j'aime, et qui reçus ma foi,

Grâce pour toi-même, Et grâce pour moi ! » Meyerbeer est enchanté ; Meyerbeer s'écrie : « Je tiens mon air ! » Il le tenait. Et M. Scribe de conclure, avec autorité : « Vous voyez, monsieur, que, dans certains cas, un peu de bon sens et une idée juste valent mieux que la poésie. » Là-dessus, ni l'univers ne s'écroula, ni le nouveau Prométhée ne consentit à exhaler même une plainte.

M. Scribe ne pouvait dire un mot qui ne fût, aux idées de Banville, une offense. Quelque chose qui vaut mieux que la poésie : une offense ! Et, quoi? le bon sens; oui, lorsque Banville a toujours prétendu que la poésie dût être et ne pût être qu'un délire. « Saisi du désir véritablement démoniaque de me faire renier ma foi, il s'efforçait de me prouver à quel point la poésie est un art frivole et comme elle devient inutile et nuisible lorsqu'il s'agit de convaincre les esprits et d'émouvoir les âmes. Certainement j'aurais pu rétorquer cette assertion en citant l'exemple du roi Orphée ; mais je m'en gardai bien, par pudeur, car il est odieux d'avoir trop facilement raison. » Bref, entre M. Scribe et Théodore de Banville, ce qu'il y a, c'est plus qu'un malentendu, c'est Orphée. Une querelle de ce genre est une haine qui vient d'assez loin pour qu'on n'essaye pas de l'apaiser jamais. C'est la rancune des siècles. Et, sans doute, avec Orphée, l'on a trop facilement raison. Le fils d'Œagre et de la muse Calliope ou, selon d'autres généalogies, le fils de Clio et d'Apollon déroute nos certitudes. Son œuvre nous échappe ; et son histoire, également. Je crois qu'au seul nom d'Orphée M. Scribe se fût égayé, se fût enorgueilli peut-être, sentant que Meyerbeer eût éconduit ce collaborateur aussi promptement que Delavigne. Banville a refusé à M. Scribe une occasion de se pavaner ou de rire. Et lui ne sourit même pas ; et les malheurs d'Orphée ne l'avertissent pas de redouter un sort funeste. Orphée, pour Banville, c'est le romantisme : autant dire, sa religion ; et lui-même dit, son idolâtrie. Crémieux donne au théâtre cette impiété d'*Orphée aux Enfers* : sacrilège ! Et, ce jour-là, Banville ne plaisante pas : « Orphée attendrissait les lions, les rochers et les tigres ; mais, après qu'il fut déchiré par les bacchantes et que, roulée par les flots de l'Èbre, sa tête sanglante fut pieusement recueillie par une jeune fille, il n'a pu attendrir les Israélites. La farce de M. Crémieux est une œuvre de haine religieuse... » Il va le démontrer. Pour le démontrer plus hardiment, il a consulté Louis Ménard, « le savant mythologue, » et su par lui que la religion des hébreux était seule inconciliable avec « les croyances héroïques des Hellènes ; » voilà pourquoi Crémieux et les amis de Crémieux ne se tiennent pas d'insulter « tout ce qui est la

tradition des races latines, les origines de notre poésie, les dieux d'Homère et d'Eschyle, dont ils font des paillasses costumés pour suivre le bœuf gras du carnaval. » Non, Banville ne plaisante pas!

Orphée et le romantisme? Orphée est le symbole du romantisme; et premièrement par ceci, que le divin poète de Thrace obéit à l'unique impulsion du génie. Poète inspiré, poète sans étude et sans habileté... L'habileté est, en ce monde perverti, ce que Banville a détesté le plus vivement. L'habileté? mais il en accorde l'honneur abominable à M. Scribe. Et, pour glorifier le grand Eschyle par-dessus tous les dramaturges, il lui dénie l'habileté, cette misère dégradante et qu'il a le désespoir de remarquer dans l'œuvre de Sophocle déjà, dans l'œuvre d'Euripide, plus maligne encore. L'habileté : négation de la poésie. De la part de Banville, auteur des *Odes funambulesques*, où l'habileté prodigue ses plus extraordinaires prouesses, et de la part de Banville, auteur du *Petit traité*, ce trésor de toutes habiletés poétiques, un tel mépris des stratagèmes déconcerte. Il répondra : — Je ne suis point Orphée; mais Orphée est mon dieu, Orphée que j'appelle aussi Hugo. Et ce n'est pas à l'intention d'Orphée ni d'Hugo, certes, que j'ai voulu rédiger les recettes d'écrire en vers!... Puis, l'habileté de Banville, on a grand tort si l'on ne voit qu'elle et si l'on n'accepte aucunement ces lignes de Mallarmé que cite avec raison M. Victor Barrucand : « Aux heures où l'âme rythmique veut des vers et aspire à l'antique délire du chant, mon poète, c'est le divin Théodore de Banville, qui n'est pas un homme, mais la voix même de la lyre. Avec lui, je sens la poésie m'enivrer, — ce que tous les peuples ont appelé la poésie, — et, souriant, je bois le nectar dans l'Olympe du lyrisme... » Enfin, modeste avec la plus jolie élégance, avec autant d'esprit que d'élégance, le poète des *Exilés* avoue qu'il étudie et propose d'enseigner les règles de l'art sublime; ce n'est pas qu'il omette un instant la principale vérité, que toute poésie est fille du génie, dernier mystère.

En 1843, Banville avait vingt ans et il était le poète des *Cariatides*. Il habitait, avec son père et sa mère, la maison de Jean Goujon, rue Monsieur-le-Prince. Dans sa chambre, décorée de dessins, d'estampes, et qu'un divan de soie bleue embellissait, il recevait souvent deux poètes à peine un peu plus âgés que lui : l'un qu'il admire sans nous étonner, Charles Baudelaire; l'autre qu'il admire, et non pas sans nous étonner, Pierre Dupont. Un jeune Pierre Dupont qui, d'ailleurs, ne ressemble guère à l'image que nous avons de lui : l'air quasi anglais, de beaux cheveux châtain clair et d'une coupe savante, de

minces favoris droits, une tenue de *gentleman* « la plus correcte qui se pût voir, » de belles mains longues et blanches, « aux ongles bombés et roses; » mais, quand il chantait sa poésie, on ne voyait pas ses belles mains, alors gantées paille ou gris perle. Un dandy! et qui débarquait de son village, mais tiré à quatre épingles. Un curé de campagne, son parrain, l'avait élevé, très dévotement. Et le jeune Dupont gardait de son enfance une ferveur assez mystique. En même temps, il avait un remarquable appétit et vous dévorait deux gigots, avec simplicité, comme un garçon que les problèmes de Dieu et de l'âme ne tourmentent plus. Banville, un citadin pâle, admirait qu'on mangeât si bien : Dupont lui parut un héros. Et Dupont, lisant les *Cariatides*, admirait qu'on écrivît ainsi, admirait l'habileté du poète : il en était, — et ne le dissimulait pas, — épouvanté. Il supplia Banville de lui donner des leçons. Beaucoup plus tard, et après la mort de Pierre Dupont, Banville adore cette « naïve humilité » de son ami. La naïve humilité de Banville est charmante. Son ami n'était pas habile : et il a cru que son ami avait du génie. Entendons-nous : ce qu'il appelle génie, c'est à peu près la spontanéité. Pierre Dupont est un Orphée. Poète et musicien, n'ayant pas, comme ce Meyerbeer, besoin d'un Scribe, ou ce Scribe d'un Meyerbeer, unissant les deux arts que les premiers enfans de la muse ne séparaient pas; et, par les chemins, les villes, les campagnes, allant comme un aède, familier partout, sur la route, dans la chaumière et dans le cabaret, chantant les *Bœufs*, la *Musette neuve*, les *Sapins*, le *Chant de l'ouvrier*, chantant pour les passans qu'assemblait sa voix, qu'elle animait, qu'elle entraînait à le suivre : c'est Orphée, n'est-ce pas?... Banville ne s'est jamais corrigé de croire au génie de Pierre Dupont.

Génie ou spontanéité : romantisme. Banville, entre ces mots, ne fait pas de différence. En 1877, il célèbre Laferrière, qui vient de mourir, et il écrit : « Laferrière fut le dernier comédien appartenant à cette époque de 1830, où tout le monde désira d'avoir du génie et où presque tous les artistes, créateurs ou virtuoses, eurent quelque chose qui ressemblait au génie... » Il écrit, à propos d'un critique très peu analogue à Orphée : « La vérité, c'est que Jules Janin fut un romantique, un homme de 1830 et, tranchons le mot, un poète! » Il ajoute, au surplus : « Toute cette époque de 1830, à vrai dire, fut un poète; elle n'eut pas d'autre rôle que de rendre à la poésie tous les genres littéraires qui lui avaient été enlevés, la tragédie, la comédie, le roman et, grâce à Jules Janin, le feuilleton lui-même! » C'est assez justement définir le romantisme, le glorifier ou, si l'on veut

aussi, le condamner : au moins noter l'usage et l'abus qu'il a fait de la poésie, d'une certaine poésie et conçue un peu comme un délire. Abondante à merveille, la poésie déborde, envahit ce qui n'est pas son domaine, la critique peut-être, et en tout cas la politique ou la sociologie. La glorification sera de Banville; mais non le reproche. Il ne tolère pas qu'on assigne un domaine à la poésie, qu'on l'enferme dans des bornes, et qu'on loge ou qu'on emprisonne dans un palais le grand Orphée, maître du monde, ciel et terre.

Il y a, pour la comparaison d'Orphée et du romantisme, encore un trait dont Banville est touché. Laissons, pour le moment, les Bacchantes et le traitement qu'elles ont infligé au poète. Avant cela, Orphée traîne après lui, et plus même que Pierre Dupont, les foules : tigres et rochers, ce sont les foules, tantôt furieuses, parfois inertes. Eh! bien, en 1830, on a vu les foules émues par la poésie, moins dociles certainement que les rochers et les tigres à la chanson d'Orphée, alarmées pourtant et qui cèdent à une impulsion qui vient des poètes. Hugo et Lamartine ne sont point isolés, souverains artisans du verbe, dans leur travail : leurs poèmes s'adressent à leur époque tout entière et gouvernent des esprits; Musset gouverne des cœurs. Ni les esprits n'auraient et la même fougue et la même tendance, ni les cœurs n'auraient cette mélancolie ou cette ardeur, si les Hugo, les Lamartine et les Musset ne les avaient excités ou alanguis, et dirigés. Le romantisme, avec tous ses penseurs, qui sont — philosophes ou orateurs — des poètes, modifie le désir universel, modifie la notion de l'individu, celle de l'État et, en d'autres termes, crée de la révolution. Banville, à ce sujet, ne discute pas : il approuve. Et il n'approuve pas seulement, mais il chante : « L'art est toujours, par sa nature même, révolutionnaire... Le poète n'a pas d'autre mission que d'exalter la passion, l'héroïsme et l'effort de l'âme humaine luttant au nom d'un idéal de beauté ou de devoir contre les nécessités sociales... » Comme il chante, on ne va point le chicaner, l'inviter à ne pas confondre avec un idéal de devoir un idéal de beauté, l'engager à considérer les « nécessités sociales » ainsi que des nécessités; non, car il chante : « La grandeur, la nature divine de l'individu a le droit de se souvenir de son origine céleste et par conséquent... ». il chante... « par conséquent d'être héroïque, tandis que la société, n'obéissant qu'à des intérêts, est nécessairement implacable et mesquine... Et toujours les initiateurs de l'humanité, les voyans, les poètes... les Thésées, les Hercules... la Liberté, la condamnation définitive de toutes les tyrannies... Et, Molière,... qui

ne sent que Scapin est son personnage préféré, le fils chéri de ses entrailles? Oui, d'un côté, l'or, la vieillesse, la ruse des Argans et des Gérontes, de l'autre le seul enthousiasme de Scapin, de Triboulet, de Figaro, car c'est tout un, et toujours la société sera tenue en échec par ces parias qui combattent pour la jeunesse, pour la liberté, pour l'amour!... » Banville est-il révolutionnaire? Il n'est pas réactionnaire, assurément; et, conservateur, ce titre ne l'eût pas flatté. Du reste, la politique le dégoûte : il le dit, et plus d'une fois. Qu'est-ce donc que cet hymne à la Liberté, à la révolution? C'est, pour ainsi parler, du romantisme intégral.

Et retournons à la poésie. Le talent se cantonne volontiers dans la sécurité d'une chambre ou, comme on disait, dans la tour d'ivoire. Non le génie, et non le génie romantique : il veut le grand air, il veut chanter dehors; et il réclame les foules.

Seulement, les foules ne sont pas toujours prêtes. Il arrive que manque le poète; il arrive que manquent les foules, si vous les appelez à l'inquiétude et si elles ont, pour un temps, le goût du repos. Alors, les poètes romantiques sont bien dépourvus : les foules ne leur demandent que des feuilletons. « Bien que né le 14 mars 1823 et ayant publié les cinq mille vers de mon premier recueil en 1842, j'ai tout à fait appartenu par mes sympathies et par mes idolâtries à la race de 1830. J'ai été et je suis encore de ceux pour qui l'Art est une religion intolérante et jalouse, » écrit Banville, en 1873. Et il avait le sentiment de survivre. C'est la grâce de toute son œuvre et, en particulier, de ces pages qu'on vient de recueillir, que le ton n'en soit ni désabusé ni amer. Il n'a rien renoncé du rêve de sa jeunesse et garde ses chimères : il ne consent pas qu'elles soient des chimères, et dangereuses. Il est parfaitement clairvoyant, malgré tout, et ne cache pas à lui-même que l'Art subit de rudes tribulations. Le jeune contemporain de Gautier, qu'il admire et qu'il voit succomber à la tâche quotidienne, peut-il douter que le temps d'Orphée est passé? Il ne se décourage pas et tient haute sa lyre sans cesse accordée pour l'ode ou l'odelette.

Il ne croit pas que les poètes soient défaillans. Mais il cherche la foule, et non pour lui, mais pour la seule poésie. La question qui, dans ses *Critiques*, domine toutes les autres c'est en fin de compte celle-ci : la littérature, poésie vraie, et celle que les artistes appellent poésie, a-t-elle encore et peut-elle espérer d'avoir demain, d'avoir plus tard, un public? M. Scribe a un public; et les sieurs Bernard et Grangé, collaborateurs de la couturière et d'une belle fille, ont un

public : mais la littérature?... Dans sa façon d'examiner ce problème, si angoissant et qui n'a pas fini de l'être, Banville suit son idée romantique. Et d'abord il daube le bourgeois. « Je partage avec les hommes de 1830 la haine invétérée et irréconciliable de ce qu'on appelait alors les bourgeois... » Ce n'est pas le tiers-état, remarque-t-il ; et on le sait bien. « Aussi ne devra-t-on pas s'étonner que j'aie traité comme des scélérats des hommes, fort honnêtes d'ailleurs, qui n'avaient que le tort — et il suffit! — d'exécrer le génie et d'appartenir à ce qu'Henri Monnier a justement nommé la religion des imbéciles. » Cette profession de foi est du Commentaire aux *Odes funambulesques :* on la retrouvera, et tant qu'on voudra, dans les *Critiques*, où il raconte la « liaison » de M. Scribe et de la Bourgeoisie, où Daumier l'aide à peindre le bourgeois, « sa sottise, sa banalité démesurée, son nez au vent, ses chapeaux tuyau de poêle, ses ventres pointus, ses jambes grêles et quelque chose de surnaturel et de divin, marqué dans chaque pli du vêtement, dans chaque ligne du visage et qui est : la haine du Beau ! » Tranquille, ce bourgeois, sûr de ses doctrines, sûr de ses appétits? Que non! Le bourgeois de Banville et de Daumier sort des révolutions et frissonne : « Ce que Corot fit pour les arbres, pour le chêne, pour le mélèze et pour le peuplier qui tremble, Daumier l'a fait pour ses bourgeois... » Et Banville a grand soin de répéter que le bourgeois qu'il abomine, ce n'est pas le laborieux bonhomme qui, depuis des siècles, « travaille pour la liberté; » c'est le hideux personnage à qui l'on a dit : « Enrichissez-vous! » et qui n'a pas d'autre souci. Bien entendu! Seulement, il est malaisé de trier les bourgeois et d'y choisir pour amis excellens les amis des beaux-arts. Très malaisé; si malaisé qu'en définitive Banville, sur le point de convoquer un public autour des poètes, s'adresse au peuple. En définitive, c'est au peuple qu'il accorde sa confiance. Et pourquoi? c'est que le peuple n'a pas encore trahi la confiance des poètes. Vraiment, c'est qu'il n'a guère été en relations avec les poètes, depuis les temps si reculés où il nous plaît d'imaginer la vie à notre guise. C'est aussi que « le peuple » est une façon de dire assez vague et, en tout état de cause, le peuple une multitude assez vaste et amplement inconnue, pour que nulle hypothèse à lui relative soit fausse.

Banville compte sur le peuple. Pierre Dupont, s'il a compté sur le peuple, ce n'était pas la peine de se ganter paille ou gris perle. D'ailleurs, on l'a connu, chansonnier célèbre, qui portait la barbe longue, et longs ses cheveux épars « et le vêtement fièrement dé-

braillé. » Mais lui, Banville ? Ce ne sont pourtant pas ses *Cariatides*, qu'il offrait au peuple, ni ses *Améthystes*, ni ses *Occidentales*, je suppose, ni ses *Princesses!* Un jour, sur le tard de son existence, il songe aux subtiles délicatesses de notre poétique, à ses fines difficultés, sur lesquelles il a lui-même renchéri : et il se demande si les poèmes de nos savans artistes ne sont pas à tout jamais « lettre close » pour le peuple. Et, un autre jour, il écrit — c'est à propos de Mlle Croizette ; mais ne serait-ce également juste à propos de l'art en général et de tous les arts ? — « l'ingénuité est ce qu'il y a de plus long à apprendre... » Ce jour-là, ne songe-t-il pas qu'entre la multitude et les artistes la sincère amitié n'est pas commode ? Il a donné à son plus beau livre ce douloureux nom, *Les Exilés*. Parmi les exilés dont il plaint la solitude, il a rangé « les passans épris du Beau, » et qui parfois, « rencontrent leurs frères si rares, comme eux exilés, échangent avec eux un signe de main et un triste sourire... »

Est-ce la conclusion, la seule et inévitable ? Peut-être. Et peut-être aussi ne vaut-elle que pour la littérature et la poésie romantiques ? Et fallait-il épiloguer ainsi sur les bourgeois et le peuple ? Et tous les torts sont-ils du côté des bourgeois et du peuple ? Ne voulons-nous admettre nullement les torts de la poésie, de la littérature et des arts ?... Et, ces mots, les bourgeois et le peuple, n'essayera-t-on de les remplacer par un autre et qui serait, peut-être, la nation ?... La nation qui a souffert, agi et péniblement triomphé tout entière, peuple, bourgeois, poètes et les artistes, n'aura-t-elle prochainement une âme réunie, une âme toute consacrée au même souvenir, à la même pensée ? Je n'en sais rien. Nos lendemains sont douteux autant que nos devoirs sont clairs. Si la Beauté est reléguée loin de la multitude et loin de la nouvelle activité, puisse-t-elle avoir en tout cas ses Banville, qui maintiennent son culte fidèle et qui la préservent d'être avilie !

ANDRÉ BEAUNIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Si nous n'avions pas eu, sur le front russe, faisant suite aux opérations de Broussiloff autour de Brzezany, l'offensive de Korniloff au Nord-Ouest de Stanislau, la quinzaine, du 10 au 25 juillet, appartiendrait militairement et politiquement à l'Allemagne. L'histoire politique et militaire, ou, pour rester dans les proportions, la chronique de cette quinzaine se ramènerait presque toute, comme à son point central, à l'action et à la situation de l'Empire allemand. Mais on ne saurait négliger de mettre en leur juste valeur les événemens de Galicie. L'élan de Korniloff avait, en deux bonds, porté son armée sur la Lomnitza jusqu'à Halicz et à Kalusz. Contre-attaquée violemment, cette armée, deux fois victorieuse, a dû évacuer Kalusz, et se retirer sur la rive droite de la rivière. Le prince Léopold de Bavière menace Tarnopol. Les Russes n'en ont pas moins, en treize jours, fait plus de 36 000 prisonniers et enlevé près de cent canons. Ici ou là, ils peuvent bien être battus, mais ils se battent.

Certaines gazettes des deux Allemagnes, de l'Allemagne prussienne et de l'Allemagne autrichienne, n'en reviennent pas de leur étonnement et crient à l'ingratitude. Eh ! quoi, les Impériaux ont eu la magnanimité de ne pas profiter de l'anarchie des mois passés pour écraser dans l'œuf la révolution russe, de traiter cet ennemi en ami et en frère, de le ménager, de le caresser presque, et, au lieu de l'accabler, de le flatter afin de se le réconcilier, et voilà en quelle monnaie ils en sont payés ! Ce désespoir serait du plus profond comique, si l'hypocrisie, même conduisant au ridicule, n'était pas toujours odieuse et si, tandis qu'elle suspendait son offensive militaire, l'Allemagne n'avait pas poussé à fond, de toutes ses ressources, par tous ses moyens, et d'abord par ceux qui lui ont à jamais valu la réprobation du monde, son offensive diplomatique. Mais il faudrait que la

jeune Russie fût bien jeune, et plus jeune encore qu'elle ne l'est en effet, pour n'avoir pas vu que ce qu'il y avait dans les calculs de Berlin, dans ces intentions déguisées en attentions, c'était de venir à bout d'elle sans coup férir, et, par elle, mise hors de cause, de venir à bout de ses alliés. Surtout il faudrait qu'elle fût par trop jeune pour s'en émouvoir, car c'est double plaisir de tromper un trompeur, et le plaisir est pur de tout mélange, exempt de tout remords, quand on ne le trompe qu'à force de loyauté.

Pareillement, les Russes ne seront pas surpris que maintenant l'Allemagne change de jeu. Hindenburg recommence à faire sa grosse voix, à rouler ses gros yeux, à montrer son gros poing, à gonfler toute sa grosse personne. Il est possible, comme on l'annonce, que, revenant à sa vieille idée, en entêté qui y tient d'autant plus que longtemps il n'en a eu qu'une, il essaye de percer par Riga vers Pétrograd, pour y refaire un État *stockpreussisch*, puisqu'aussi bien, la Révolution se gagnant, c'est prudence pour les voisins que d'écarter d'eux les risques de contagion. Mais le souffle irrité du colosse n'éteindra pas, il ne fera qu'exciter la flamme qui brûle dans le corps débile et maladif de Kérensky. Déjà le dictateur a entrepris dans le secteur septentrional l'œuvre de résurrection qu'il a si merveilleusement menée à bien sur le Dniester. La Russie a beau être grande et composée de peuples divers : une même âme peut lui être inspirée, et ce peut être l'âme d'un seul homme. Néanmoins, qu'elle y prenne garde : ce n'est pas l'heure de dépenser ou de disperser en luttes intestines si peu que ce soit de son pouvoir. L'essentiel, pour un pays qui vient de faire une révolution et qui continue de faire la guerre, n'est pas d'avoir tel ou tel gouvernement, le gouvernement de tel ou tel parti, mais de ne pas cesser une minute d'en avoir un et de ne pas souffrir une minute d'en avoir plusieurs, ce qui revient à n'en avoir pas. Le pire des gouvernemens, en temps de guerre plus qu'en tout autre temps (et la Révolution y expose doublement), est, répétons le mot de Carlyle, « le Gouvernement du Pas-de-Gouvernement. » Si le gouvernement est défaillant, ou incertain, ou faible, ou flasque, eût-on d'ailleurs toutes les chances de vaincre, il y a dans la nation une fissure par où la ruine peut entrer. Non plus que des querelles civiles, et bien moins encore, la guerre n'est l'heure des « autonomies » : elle doit tendre les ressorts, unifier les efforts, elle coordonne et subordonne, elle concentre et ne décentralise pas. Autrement, on se met soi-même hors ses lois, on abolit en soi les conditions de la victoire, et, dans le vain espoir de faire

vivre ou revivre des nationalités, on tue la nation. « Une et indivisible, » dit la Révolution française.

Tout à fait à l'extrémité du front occidental, à l'endroit justement où il vient s'appuyer à la mer du Nord, au point *terminus*, il y eut, le 10 juillet, une alerte. Ce ne fut qu'une alerte ; ce n'a pas été « la bataille des Dunes. » Par l'étroite bande de sable qui forme comme une chaussée et pour ainsi dire comme un isthme, entre la mer et l'étrange lacis de canaux, l'inextricable filet d'eau, la lagune flamande, l'Allemagne ne pouvait guère s'ouvrir le chemin de Dunkerque. Elle le savait déjà, le sait mieux encore à présent, et ne l'a probablement pas voulu. L'attaque qu'elle a prononcée là, si ce n'était un simple sondage, était comme une parade préventive, une sorte d'offensive défensive ; elle a attaqué pour rompre les préparatifs d'attaque. On avait beaucoup parlé, les dernières semaines, peut-être trop, en tout cas trop tôt et trop haut, d'un grand dessein du commandement anglais. L'état-major ennemi n'avait pas été le dernier à en recueillir les bruits. D'où le coup de main sur Nieuport. Mais le coup a été tout de suite arrêté et la main tout de suite immobilisée. Les Allemands ont atteint la rive droite de l'Yser, ils ne l'ont pas dépassée ; si, par hasard, il leur prend la fantaisie de se mirer dans son flot trouble, ils n'y verront sans doute que de tristes figures qu'assombrit un cruel souvenir, et que n'éclaire plus aucune illusion.

De même pour la partie du front tenue par l'armée française. Le Kronprinz impérial, ou son précepteur Hindenburg, ou le conseiller du magister, Ludendorff, qui pourrait bien être l'Esprit de cette trinité, ont multiplié les assauts, de trois côtés simultanément : à notre gauche, au-dessus de l'Aisne, sur le Chemin des Dames, entre Froidmont et le Panthéon, entre Cerny-en-Laonnois et Ailles, entre la ferme Heurtebise et Craonne ; à notre centre, dans le massif de Moronvilliers, sur le Mont-Haut et le Téton ; à notre droite, sous Verdun, sur les deux rives de la Meuse, à la cote 304, entre le bois d'Avocourt et le Mort-Homme, au bord de la route d'Esnes à Malancourt, comme à Bezonvaux. Ou ces assauts, pour acharnés et répétés qu'ils aient été, n'ont rien donné à l'ennemi, ou ce qu'ils ont donné lui a été aussitôt repris. Celui du plateau de Californie, magnifiquement soutenu par nos troupes, tourne pour le kronprinz au plus sanglant échec. Mais, sous réserve des chances à courir, cette combativité, cette « agressivité » allemande, est avant tout de la défensive préalable. L'état-major allemand nous tâte, moins pour savoir ce

qu'il peut faire contre nous que pour apprendre ce que nous voulons faire contre lui. Il ne parvient pas à se persuader qu'après avoir inutilement attendu tout le printemps l'heureuse coïncidence d'une offensive russe, nous laissions, cet été, passer, sans la saisir, l'occasion que nous offre la marche de Broussiloff et de Korniloff; qu'après avoir tant proclamé la coopération des Alliés, nous n'y servions pas et ne nous en servions pas.

Peut-être aussi, à cet égard, quelqu'un chez nous qui, plus que tous, a le devoir de mesurer ses paroles a-t-il un peu inconsidérément enfreint la loi du bienfaisant et puissant silence; des mots se sont en public envolés de la tribune, qu'il eût mieux valu retenir. A la guerre, il ne faut pas plus dire : « Nous ne ferons pas cela » que dire : « Nous ferons cela. » Combien de fois la Chambre n'a-t-elle pas, en France, invité le gouvernement à avoir et à pratiquer « une politique de guerre! » Et il est parfaitement vrai que la guerre a sa politique, dont un des premiers élémens est à tirer de la psychologie même du peuple, du caractère, du tempérament national. Le premier devoir, la première règle, est par conséquent d'adopter une politique de guerre qui soit conforme, non pas contraire à cette psychologie, et ne puisse devenir déprimante par son inertie seule. Il y aurait plus d'une réflexion à faire sur cette observation du major Moraht : « Le Français privé d'espérances est, comme déjà le Gaulois, un navire aux voiles déchirées que la vague emporte à l'aventure ; » observation qui ne fait du reste que reproduire un trait des *Ritratti delle cose di Francia*, ou quelque autre trait, d'un plus âpre accent, du libelle *Della natura de' Francesi;* lesquels, au surplus, ne faisaient, il y a quatre siècles, que rajeunir des traits semblables de Tite-Live et de César. Certes, les Français d'aujourd'hui ne sont pas « privés d'espérances ; » la troisième année de guerre qui, en s'achevant, les laisse avec le droit d'inscrire sur leurs drapeaux les noms radieux de la Marne, de l'Yser, de l'Artois, de la Champagne, de Verdun, les laisse fermes en leur vaillance, inébranlables en leur confiance. Mais ce ne sont point des taciturnes, ou ils ne sont point comme le Taciturne. Ils ont besoin d'espérer pour entreprendre et de réussir pour persévérer ; d'espérer plus que de raison, de rêver un peu. Ils n'accomplissent tout le possible qu'en s'élançant vers l'impossible. On a dit de nos fantassins qu'ils gagnaient les batailles avec leurs jambes. Ils les gagnent bien plus sûrement encore avec des ailes.

Mais qu'est-ce que « gagner une bataille ? » L'avance et le recul sur le terrain, dans une pareille guerre, sont souvent si minimes, si im-

perceptibles, se réduisent si souvent à l'occupation ou à l'abandon momentané d'un bout de tranchée derrière laquelle il y a des kilomètres de tranchées, que ce mince avantage et ce mince désavantage ne peuvent pas être l'enjeu d'une telle partie, le prix de tels sacrifices. Ils l'ont été, tant qu'il a été permis de croire qu'ils seraient décisifs, en août 1914, dans la guerre de mouvement; ils ne le sont plus, et le sont de moins en moins, dans la guerre d'usure. Le véritable enjeu, depuis que la guerre s'est fixée et figée sur l'Aisne, après la Marne, est moins militaire que moral. C'est-à-dire que Hindenburg, chaque fois que nous l'avons attaqué ou repoussé, s'opiniâtre en ses ripostes, non pas en réalité pour reprendre le petit carré de sol français que nous lui avons arraché, et dont la possession ne lui promet, il le sait, ni Paris, ni Calais, ni même Verdun, mais pour garder à ses soldats la foi dans leur supériorité, et à l'Allemagne sa foi dans la supériorité de ses soldats, pour maintenir ou relever « le moral » allemand, à l'armée et dans le pays, au front et à l'arrière, pour nourrir l'orgueil allemand et la volonté allemande des communiqués de Ludendorff. Du même coup, il se propose d'abaisser, de faire fléchir, de briser notre moral à nous, et il ne s'en cache pas: il estime que « la force de résistance de la population civile de l'Entente est très inférieure à sa puissance militaire. » De là, le redoublement d'activité, l'emploi intensif de toute ruse et de toute astuce germaniques, l'espèce de frénésie d'intrigue, dont l'Empire, en se débattant sous l'étreinte, donne le scandaleux spectacle. Mais le moral d'un peuple ne se redresse pas ou ne se soutient pas longtemps par des procédés immoraux, ni même simplement amoraux. Le succès en est bref, et, parce qu'il ne dure pas, il prépare toujours, pour peu que l'on attende, la revanche de la morale. On ne l'offense, en fin de compte, que sans profit et à son propre détriment.

L'Allemagne a déjà commencé à en faire l'expérience, au dedans et au dehors. Au dehors, premièrement : « Tout Allemand, avouait la *Gazette de Voss* du 26 juin, est considéré en Norvège comme un espion, comme un être méprisable. » Sentant, malgré son inconscience et son infatuation, qu'elle se noie dans ce « mépris, » l'Allemagne a recouru à l'expédient ordinaire : « Ce n'est pas moi! C'est lui! » Ni ses hommes d'État, ni sa presse, n'en sont, après trois ans de mensonge, à une impudence près. — Grimm était un agent de l'Entente, qui a attiré dans un piège le candide Hoffmann. En sa qualité de « Zimmerwaldien, » il ne pouvait travailler pour l'Allemagne, puisqu'il est avéré que c'est l'Entente qui avait monté le coup de Zimmerwald.

Rien n'est plus évident, si ce n'est que c'est encore l'Entente qui a monté le coup manqué de Stockholm. — L'innocente Allemagne, la vierge blanche et bleue, l'Iphigénie des nations, est la triste victime d'un infernal complot. Mais cela n'a pris sur personne, et il semble, à divers indices, que cela ne prenne plus sur elle-même. L'effet de cette politique à l'esbroufe s'est renversé. Ce qui paraissait être et ce qui vraiment était si difficile est fait : la carapace de crédulité, de vanité, de superbe du peuple allemand a craqué.

Nous en avons des témoignages de tout ordre et de toute marque. L'illustre professeur Harnack, conseiller privé, Excellence, et théologien de l'Empereur, écrivait, ces jours-ci, à l'une de ses confidentes : « Le plus grand danger vient de ces Allemands qui croient encore à la victoire. » Et le socialiste majoritaire Lensch imprimait dans le *Tag* de Berlin : « L'Angleterre, depuis trois ans, a fait, en Asie et en Afrique, des conquêtes d'une telle valeur politique et militaire que celles des Puissances centrales, même la Belgique, sont peu de chose à côté d'elles, si l'on en juge d'un point de vue universel et non européen. » De sorte que tout se résume en ceci : « Si l'Angleterre ne gagne pas la guerre, elle l'a perdue ; si l'Allemagne ne perd pas la guerre, elle l'a gagnée. » Dans ce cas, comme il arrive, la lettre qui devait rester secrète, et où l'auteur ne se donne pas une attitude, est peut-être encore plus significative que le journal. Mais, les tenant l'un et l'autre pour ce qu'ils sont, n'y trouve-t-on pas l'explication de la crise, qui mêla si étrangement tous les pouvoirs publics de droit et de fait, toutes les influences, tous les rôles, toutes les initiatives dans l'Empire allemand et dans le royaume de Prusse, qui y fit apparaître tant de désordre sous l'ordre, tant de faiblesse en un gouvernement fort, et qui, comme nous ne nous en représentions assez clairement ni les causes profondes ni les circonstances actuelles, nous demeura, toute une semaine, obscure, confuse et inexplicable ? Or, cette explication, la voici en deux mots : l'Allemagne s'est sentie malade, et M. de Bethmann-Hollweg en est mort.

Cette crise de l'opinion allemande, pour ne pas dire de l'âme allemande, il serait intéressant de pouvoir en tracer la courbe. Chose curieuse : à l'origine, ou plutôt au début, il y a Scheidemann, la conférence de Stockholm, la secousse de la révolution russe, et c'est bien encore une sorte de revanche de la morale. On ne sait d'une manière juridiquement certaine, avec preuves écrites à l'appui, qui avait eu l'idée de la Conférence, qui en avait provoqué la réunion, ni si Scheidemann et ses socialistes d'Empire y avaient été envoyés en

mission officielle ou officieuse, ni jusqu'à quel point les déclarations qu'ils devaient y porter étaient autorisées, avaient été concertées, eussent été ratifiées. Mais le fait est que c'est au retour de Stockholm que Scheidemann a fait connaître qu'il ne serait possible de parler de paix, là-bas, entre socialistes, que si l'on s'était mis d'accord pour ne parler que d'une paix sans annexions ni contributions, selon la formule du Soviet, et que d'ailleurs la conversation serait rendue beaucoup plus facile par une réforme, dans le sens libéral, des institutions allemandes. L'enseigne n'était pas engageante; si l'on voulait attirer le client, il fallait la repeindre et blanchir la façade de la maison. Telle était la lumière que rapportaient du Nord les socialistes éblouis. Peu à peu, et de proche en proche, elle se répandait d'abord sur ce qu'on appelle, d'un terme un peu vague, les partis de gauche, et qui correspondrait chez nous aux radicaux-socialistes et anciens radicaux. Puis il y eut plus fort : le rayon toucha le Centre, et, dans le Centre, baigna, inonda le visage satisfait de M. Mathias Erzberger.

Le Centre est un parti catholique, mais n'est pas spécifiquement un parti conservateur; il a une tendance socialiste ou socialisante par laquelle s'établit le contact entre sa fraction la moins timide et le socialisme orthodoxe. De cette fraction la moins timorée, M. Erzberger est le plus hardi représentant. Jeune encore, il est venu au Centre, après avoir traversé vite d'autres milieux, avec toutes les certitudes d'un primaire et toutes les audaces d'un aventurier. C'est un homme que la vie ne semblait pas devoir gâter, qui l'a forcée, et qui veut la vivre large et pleine, et qui veut du tapage autour de ses jouissances. C'est un ambitieux, non du genre tenace, mais du genre pressé, marqué par sa passion comme par ses besoins pour les besognes que ne font pas la politique en habit noir et la diplomatie en habit doré; c'est un vibrion qui, depuis le commencement de la guerre, tourbillonne. Depuis trois ans, on n'a pas pu le voir sans qu'il arrivât de quelque part. Il arrivait de Rome, où il était allé en février 1895 doubler le baron de Stockhammer, première doublure du prince de Bülow, et le prince lui-même avait été plus ou moins heureux de sa présence, ne sachant trop si on le lui avait dépêché pour l'assister ou pour le surveiller, et si le chancelier, en lui donnant un auxiliaire de cette qualité, ne songeait pas, autant qu'à aider son ambassadeur, à « handicaper, » en lui, un rival. Ensuite, M. Erzberger arrivait de Suisse, de Lucerne ou de Lugano, et l'on disait, et il disait que ce que le socialisme international n'avait

pu faire, cette autre puissance internationale, l'Église catholique, avait pour devoir d'y travailler. Probablement sans en avoir obtenu la permission, peut-être sans l'avoir demandée, il allait de l'avant, persuadé que l'on n'est, dans ces manigances, désavoué que lorsqu'on échoue, et trop content de lui pour douter qu'il réussirait. Enfin, il arrivait de Vienne, et avec une grosse joie, tout rouge encore de cet honneur, s'étendant complaisamment sur les détails de l'audience qu'il avait eue de Sa Majesté l'Empereur et Roi, sur le temps qu'elle avait duré, sur les choses, — des choses ! — qui lui avaient été confiées, ne gardant du secret que ce qu'il convient de mystère pour augmenter l'importance de l'entretien et du personnage, n'avançant pas qu'on l'en avait prié, ne le démentant pas, il lançait tout à coup la motion, inattendue de lui plus que de quiconque, en faveur « d'une paix de conciliation. »

Parallèlement ou par opposition, les pangermanistes, les impérialistes, les agrariens, les nationaux-libéraux, les conservateurs, se déclaraient pour la guerre à outrance, pour une paix à dividendes, pour Hindenburg et pour Tirpitz, contre Bethmann-Hollweg, qu'ils prétendaient apercevoir sous le masque de ces Scheidemann et de ces Erzberger; esprit médiocre, faible cœur, trempe molle de bureaucrate, pour qui l'Empire n'est qu'un cercle administratif, bon tout au plus à faire le chancelier d'une Petite-Allemagne, et, à ce titre, par son infériorité à sa tâche, espèce de péril national et de criminel d'État. A ce moment, qui est le premier de la crise, l'Extrême-Gauche et le Centre, ayant opéré leur conjonction, espèrent pousser le gouvernement à entrer, à l'intérieur, dans la voie des réformes démocratiques, et à rompre, à l'extérieur, avec le programme annexionniste des pangermanistes. En face de ces partis qui se font, ou qui ont l'air de se faire exigeans, M. de Bethmann-Hollweg, certainement, et vraisemblablement Guillaume II, cèdent sur l'un des points, filent de la corde sur l'autre, manœuvrent en apparence pour détourner la crise, la limiter, la résoudre ou la différer par quelques concessions où, non pas même l'Allemagne, mais la Prusse seule, soit engagée. Pour ce qui est de lui, le chancelier affirme que le poste n'est point si agréable qu'il « s'y cramponne; » mais qu'il ne doit ni ne peut ni ne veut faire du tort à la patrie ; et que, puisqu'il y est, il y restera donc, jusqu'à ce que l'Empereur l'en relève. Quant à l'Empereur, il ne relève pas son chancelier, et il ne le contredit pas. Sa personnalité numéro un s'efface, et il découvre sa personnalité numéro deux. On l'a interpellé comme Empereur allemand ; il répond comme roi de

Prusse, par un message où il annonce la mise à l'étude d'une réforme future du système électoral pour la Chambre des députés du Landtag prussien. C'est-à-dire que la question est mal posée, ou qu'il n'y est pas répondu. On a dit : Allemagne, Guillaume II a entendu : Prusse. Du côté de l'Empire, était sa mauvaise oreille.

Cependant, le Centre, les groupes de gauche, acceptent, remercient, se congratulent, pour le premier point, et, pour le second, ils demandent un supplément d'informations. C'est le deuxième moment de la crise, et c'est le moment où elle se corse, où le conflit se noue. Jusqu'alors, elle a paru s'orienter, à l'intérieur, vers une solution libérale, et, sur le reste on temporise, on feint de se désintéresser. Mais les pangermanistes sont en éveil. Ils craignent qu'une concession n'emporte l'autre, et que l'inclination vers la réforme ne soit un glissement vers la paix. Ils tirent alors toutes les courroies de la mécanique fédérale, bandent tous les muscles de la caste féodale et de la caste militaire, appellent au secours les princes qu'effraient les répercussions possibles dans leurs États héréditaires, les royaumes qui ne sont pas la Prusse et qui, avec la Prusse, forment l'Empire, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg ; ils appellent leurs amis, leurs favoris, les hommes de leur sang et de leur chair, en qui sont leurs remparts et leurs forteresses, le Kronprinz, Hindenburg, Ludendorff. Une fois de plus, ils jettent le fils en travers des desseins du père. Celui-là, c'est le complice sur qui l'on a la main ; il ne peut ni s'évader, ni se dérober, ni s'enfuir : il n'est pas las, mais avide de régner. Dès qu'il est à Berlin, l'Empereur disparaît dans son ombre dégingandée. Lui, si théâtral, il ne se montre plus ; lui qui a prononcé, dans la foudre et dans les éclairs, tant de « Je » et de « Moi, » il se tait, et presque il se terre ; lui qui se piquait d'associer sur le trône Frédéric et Napoléon, Charlemagne et Louis XIV, il n'a plus de commun avec le soleil que l'éclipse. Il reviendra, quand il n'y aura plus à présider que des thés à baisers Lamourette. Pour les affaires graves, c'est Ludendorff qui confère avec les chefs de partis, Hindenburg opinant du bonnet et de la moustache, et c'est le Kronprinz qui préside le colloque. Cet héritier prend une avance d'hoirie. Sous son impulsion, le mouvement oblique et dévie. Le ministre de la Guerre, général von Stein, donne sa démission, suivi de plusieurs ministres prussiens, et l'on pronostique retraite sur retraite, chute sur chute : M. Zimmermann, M. Helfferich, M. de Lœbell, M. Beseler, M. Solf, M. de Sydow. Soudain, c'est M. de Bethmann-Hollweg qui s'en va, et, sans délai, c'est M. Michaelis qui le remplace. Troisième moment et qua-

trième moment de la crise. Revirement, dénouement provisoire.

M. Michaelis est peu connu. On se rappelle qu'il est docteur en quelque chose d'une quelconque Université; qu'il fut professeur de droit au Japon; puis, rentré en Allemagne, tour à tour magistrat, sous-préfet, préfet; qu'il était, en dernier lieu, commissaire aux vivres pour la Prusse; qu'en cette qualité il eut maille à partir avec le Ministre de l'Agriculture, lui-même agrarien, M. de Schorlemer, et que c'est lui, M. Michaelis, qui eut la meilleure poigne et fit partir la maille. Si la fortune voulait qu'il fût un nouveau Bismarck! L'Allemagne attendit avec anxiété l'homme nouveau à son premier discours. Ce fut une déception. Elle ignore encore ce qu'il est, mais elle sait déjà que ce n'est ni un Bismarck tout fait, ni de quoi le faire.

Lisons ce discours avec nos propres yeux, et non avec des lunettes allemandes. Il est si peu original qu'il suffit de le parcourir. Dédaignant la fastidieuse et inutile controverse sur « les responsabilités de la guerre, » au sujet desquelles ni la justice ni l'histoire ne sauraient admettre une discussion, nous avons noté cinq ou six passages : celui où M. Michaelis apostrophe indirectement M. von Tirpitz et l'amiral von Capelle, ces gens qui, en prédisant la fin de la guerre à date fixe par le triomphe du sous-marin, « n'ont pas rendu service à la patrie; » celui où il jure que l'Empire, fidèle à ses alliances, observera, repentir méritoire, ses contrats et ses traités ; celui où il est contraint de faire « la pénible constatation que, par suite de l'économie de la guerre, les relations des villes et des campagnes « ont été troublées. » Cela regarde spécialement l'Allemagne, mais ceci nous regarde pour notre part. L'Allemagne, « qui n'a pas voulu la guerre, » ne voudra la paix que comme une nation « qui s'est battue victorieusement, » sur la base, toujours, de la carte de guerre. « Tout le territoire de la patrie est sacré. Nous ne pouvons négocier avec un adversaire qui réclame une partie du territoire de l'Empire (l'Alsace-Lorraine). Nous devons obtenir que les frontières de l'Empire soient garanties à jamais (la Belgique, le bassin de Briey). Nous devons, par voie d'entente et de compromis, garantir les nécessités vitales de l'Empire allemand sur terre et sur mer. La paix doit constituer une base pour la réconciliation durable des peuples, empêcher leur hostilité lointaine exprimée par des boycottages économiques, nous protéger contre la transformation de la ligue militaire de nos ennemis en une ligue économique. »

C'est là que perce le bout de l'oreille, c'est là que le bât blesse

le peuple allemand; aussi M. Michaelis est-il pour le moins maladroit de railler lourdement « l'impuissance américaine, » comme si la guerre ne contenait pas, ne commandait pas et ne conditionnait pas l'après-guerre. La grande terreur de l'Allemagne industrielle et commerçante, sa blessure mortelle, on la voit bien. Elle ne lui permet point de sourire d'une quatorzième ou quinzième déclaration de guerre, non pas des États-Unis, mais du Siam. Les contradictions qui embrouillent la harangue du Chancelier tiennent à ce qu'il était obligé de faire parler dans la même phrase Hindenburg, Ludendorff, et les Stumm, les Thyssen, les Siemens, les Ballin; la Prusse et la Hanse, la gloire et la marchandise! Mais ce langage, qu'est-ce en somme? Est-ce la motion Scheidemann-Erzberger? la motion de la majorité? Pas absolument. Est-ce le contraire? Pas davantage. Ce n'est pas elle dans la forme, et, au fond, c'est elle. Ce n'est pas elle dans le ton, et c'est elle en son essence. C'est la guerre, et ce n'est pas la guerre. Ce n'est pas la paix, et c'est la paix. « Nous ne pouvons pas offrir la paix encore une fois. Mais avec le peuple entier, avec l'armée allemande et ses chefs, qui sont d'accord sur cette déclaration (qu'on ne s'y trompe pas : cette incidente est la proposition principale de tout le discours), avec l'armée allemande et ses chefs, — avec le Kronprinz, avec Hindenburg, avec Ludendorff, eux-mêmes, — le gouvernement estime que, si les ennemis veulent revenir de leurs idées de conquêtes, de leurs projets d'anéantissement, nous écouterons loyalement et prêts à la paix ce qu'ils ont à nous dire. » En d'autres termes : « Nous ne demandons pas la paix, nous ne l'offrons pas; mais nous demandons qu'on nous l'offre. » Faut-il serrer les mots de plus près, en mettre au jour le sens caché? Hindenburg ne croit plus à la victoire du sous-marin, Tirpitz ne croit plus à la victoire de l'armée, le gouvernement ne croit plus à la victoire de l'un ni de l'autre. Le peuple n'y croit désormais que par habitude de croire. L'Allemagne veut peut-être encore la guerre, mais l'instant approche où elle ne pourra plus que la paix. Mais ses attaques réitérées, ses coups de bélier à l'Est et à l'Ouest? Oui, militairement, dans le présent, elle peut encore la guerre; mais politiquement, économiquement, pour son avenir, elle ne pourra bientôt plus que la paix. C'est pourquoi elle nous invite à parler; et c'est pourquoi il faut nous taire. C'est sous ce signe et sous ces auspices que doit s'ouvrir la Conférence des Alliés.

Pendant que l'Empire allemand avait sa crise, la Révolution russe a eu ses Journées de Juin. Les ministres prussiens, qui devaient partir,

ne partent pas, et les membres du gouvernement provisoire, qui ne devaient pas partir, sont partis. Le prince Lvoff lui-même s'est retiré. M. Kerensky, président du Conseil, ministre du Salut public, n'est plus seulement la voix, il est la tête de la Russie. Elle n'en a pas de rechange ; qu'il la garde bien au milieu des défections, des trahisons, des attentats dont il va être la cible, de toute cette folie anonyme et de toutes ces conspirations pseudonymes où les Lénine ne s'appellent pas Lénine, où les Zinovieff s'appellent Apfelbaum, les Kameneff, Rosenfeld, et à qui l'argent vient de Berlin par Stockholm. Peut-être l'heure et l'œuvre réclamaient-elles sa jeune et farouche énergie. Après tout, la Montagne sauva la France par des moyens que la Gironde n'eût pas employés. Si Kerensky est tout ensemble Danton et Carnot, comme on le dit, ce n'est pas trop pour animer et pour organiser tout ce qui, dans la Russie en désarroi, doit être réanimé et réorganisé.

En Angleterre, M. Winston Churchill est rentré dans le cabinet. Quelques changemens ont été introduits, qui n'ont rien changé à la politique. M. Lloyd George a répliqué, comme il aime à le faire, au *maiden speech* de M. Michaelis. D'une chiquenaude, il a réduit en poudre l'édifice branlant de cette logomachie. Si le Chancelier allemand désirait avoir, sur la guerre navale, sur les disponibilités et les dispositions de la Grande-Bretagne, des faits et des chiffres, il les a. — En Espagne, à Barcelone, le 19 juillet s'est passé mieux qu'on ne l'aurait cru, dans le calme relatif de la rue et des esprits. Une seule barricade, un seul mort; un manifeste courtoisement remis au gouverneur, et la séance levée. *Mañana*, on verra demain. — En Chine, l'infortuné Pou-Yi est détrôné aussitôt que restauré. Il aura connu, dès sa petite enfance, les vicissitudes humaines. Cet Empereur de huit ans, pour son second essai, aura régné huit jours. Mais nous, apprenons, par cet exemple, à ne pas philosopher sur les empires et les révolutions, avant que les révolutions se soient rassises et que les empires se soient consolidés.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant.

RENÉ DOUMIC.

L'ÉNIGME DE CHARLEROI

I. — LA MANŒUVRE DE BELGIQUE
LES COMBATS DE LA SAMBRE

16 AOUT-25 AOUT 1914

I. — CE QUE L'ON SUT DE LA « BATAILLE DE CHARLEROI »

Les premières semaines de la guerre avaient paru favorables. La double invasion de l'Alsace méridionale par Mulhouse, les premiers incidens de l'offensive française en Lorraine, les succès des Russes en Prusse orientale, les victoires serbes, tout donnait confiance. Jusqu'au 20 août, on était resté dans l'ignorance au sujet de l'emplacement des armées et des desseins des deux adversaires; mais on savait que la mobilisation et la concentration françaises s'étaient accomplies à merveille et que nos troupes occupaient, sur la frontière, les places assignées par les plans de l'état-major.

Le communiqué du 19 avait confirmé la nouvelle que l'armée française, prenant l'offensive, avait atteint Delme et Morhange, en territoire annexé.

De Belgique, depuis la prise de Liége, les nouvelles étaient rares. L'affaire de Dinant, le 15, heureuse pour nos armes, n'avait pas eu de suite ; rien ne s'était dessiné jusqu'au 18.

Soudain, le 19 et le 20, on apprend, coup sur coup, la marche en avant des armées allemandes, le passage de puissantes colonnes de toutes armes sur les routes du territoire belge, une invasion formidable s'étendant comme une nappe sur le pays. La résolution prise par le gouvernement belge de ramener son armée à l'abri du camp retranché d'Anvers éclata comme un aveu d'impuissance et le plus impressionnant des présages.

Le 21, on eut la nouvelle de l'échec de nos armées de l'Est en Lorraine. Le communiqué du 21, à minuit, reconnaissait que « nos troupes avaient été ramenées en arrière...; » il ajoutait : « *L'importance des forces engagées* ne nous eût permis de nous maintenir en Lorraine qu'au prix d'une imprudence inutile. »

Eh quoi! Il y avait donc une puissante offensive allemande sur la frontière lorraine, outre celle qui se produisait par la Belgique! L'anxiété redoubla. La Belgique était-elle abandonnée?

Le 22 août, l'opinion était saisie de l'intention du gouvernement français de venir en aide militairement à la Belgique :

La France est résolue à faire tout pour libérer le territoire de son alliée. Elle considère que son devoir n'aura été entièrement accompli que lorsqu'il ne restera plus un soldat allemand en Belgique.

Sous la rhétorique du texte officiel, on entrevoit une espèce de programme militaire :

Il n'a pas été possible, en raison des nécessités stratégiques, de participer plus tôt avec l'armée belge à la défense du pays; mais les engagemens que nous avons pris n'en sont que plus solennels; notre coopération n'en sera que plus étroite; elle se poursuivra avec une extrême énergie. La situation en Belgique reste sensiblement la même; le mouvement des forces allemandes continue vers l'Ouest, précédé par des forces de cavalerie éclairant dans les directions de Gand d'une part, de la frontière française d'autre part. L'armée belge est prête dans le camp retranché d'Anvers.

La retraite de l'armée belge sous le canon d'Anvers est une opération prévue qui ne porte aucune atteinte à sa valeur ni à son incontestable puissance. Lorsque le moment en sera venu, l'armée belge se trouvera aux côtés de l'armée française, à laquelle les circonstances l'ont étroitement et fraternellement unie.

Ces lignes répondent au mouvement de l'opinion qui ne

pouvait se faire à l'idée que la Belgique ne serait pas défendue. L'occupation de Bruxelles par les Allemands avait été une surprise pour le public français qui en était resté à la belle résistance de Liége : l'arrivée des premières populations belges en fuite l'émut; il s'inquiéta quand il apprit que l'armée belge s'était repliée sous le canon d'Anvers. A la question que l'on se posait universellement de savoir ce que devenaient les armées alliées, le « communiqué » répond. Et, en même temps, il indique les faits nouveaux, bien différens de ce que le public attend : non seulement la Belgique est envahie, mais la région de Gand et la frontière française sont insultées par la cavalerie ennemie. Où sont donc nos troupes? Que fait notre propre armée?

Dès le 22, le bruit s'était répandu dans Paris, — et *Paris-Midi* le confirmait, — qu'une formidable bataille était engagée entre Mons et Charleroi. Bientôt la rumeur circule « que nos armées n'ont pu enrayer la marche des armées allemandes et que notre aile gauche, c'est-à-dire l'armée anglaise, est débordée et enveloppée (1). »

Le 23, on apprend par de vagues rumeurs que les journées du 21 et du 22 n'ont pas été bonnes sur la Sambre. Le communiqué du 23 août paraît et s'applique à préparer les esprits :

En Belgique. — A Namur, les Allemands font un grand effort contre les forts qui résistent énergiquement. Les forts de Liége tiennent toujours. L'armée belge est tout entière concentrée dans le camp retranché d'Anvers. Mais *c'est sur la vaste ligne allant de Mons à la frontière luxembourgeoise que se joue la grosse partie.*

Nos troupes ont pris partout l'offensive. Leur action se poursuit régulièrement en liaison avec l'armée anglaise. Nous trouvons en face de nous, dans ce mouvement offensif, *la presque totalité de l'armée allemande*, formations actives et formations de réserve. Le terrain des opérations, surtout à notre droite (il s'agit des Ardennes), est boisé et difficile. Il est à présumer que la bataille durera plusieurs jours. L'énorme extension du front et l'importance des effectifs engagés empêchent de suivre pas à pas le mouvement de chacune de nos armées. Il convient, en effet, pour apprécier cette situation, d'attendre un résultat qui serve de conclusion à la première phase du combat..., etc., etc.

Ce n'est pas la « victoire en coup de vent » dont on avait

(1) Ant. Délécraz, *Paris pendant la mobilisation*, p. 324.

conçu si imprudemment l'espoir aux heures de l'enthousiasme...

Le 24, les événemens militaires sont déjà accomplis. Les communiqués du 24 et du 25 contiennent tout ce que le Public connut officiellement de la « bataille de Charleroi. » Il faut les citer *in extenso* :

D'abord, le communiqué du 24, au matin, qui donne comme une sorte d'exposé des opérations.

La grande bataille entre le gros des forces françaises et anglaises et le gros des forces allemandes continue. Pendant que cette action se poursuit, dans laquelle nous avons l'importante mission de retenir la presque totalité des armées ennemies, nos alliés de l'Est (les Russes) obtiennent de gros succès dont les conséquences doivent être considérables...

15 heures. — Nos armées, placées face à leurs objectifs, se sont ébranlées avant-hier, prenant résolument l'offensive. Entre la Moselle et Mons, la bataille générale est maintenant engagée, et la parole n'est plus qu'aux combattans eux-mêmes. (Suit un rappel des batailles de Lorraine et des Ardennes.) Une troisième armée, de la région de Chimay, s'est portée à l'attaque de la droite allemande entre Sambre et Meuse. Elle est appuyée par l'armée anglaise, partie de la région de Mons.

Le mouvement des Allemands qui avaient *cherché à déborder notre aile gauche* a été suivi pas à pas, et leur droite se trouve donc attaquée maintenant par notre armée d'aile gauche, en liaison avec l'armée anglaise. De ce côté, la bataille se continue vivement depuis plus d'une journée. Sur tout le reste du front, elle est aussi engagée avec le plus grand acharnement et déjà les pertes sont sérieuses de part et d'autre. A notre extrême gauche, un *groupement a été constitué dans le Nord pour parer à tout événement de ce côté.*

Il y a bien, dans ces derniers mots, l'idée d'une conception stratégique qui, jusqu'à un certain point, s'oppose à celle de l'ennemi. Mais elle n'est indiquée qu'en passant et à peu près indiscernable pour ceux qui ne sont pas initiés.

Le coup de massue est donné par le communiqué du 24 août, 23 heures :

La situation en Belgique. — A l'Ouest de la Meuse, l'armée anglaise, qui se trouvait à notre gauche, a été attaquée par les Allemands. Admirable sous le feu, elle a résisté à l'ennemi avec son impassibilité ordinaire. L'armée française, qui opérait dans cette région, s'est portée à l'attaque. Deux corps d'armée, dont les troupes

d'Afrique, qui se trouvaient en première ligne, entraînés par leur élan ont été reçus par un feu très meurtrier; ils n'ont pas cédé, mais, contre-attaqués par la Garde prussienne, ils ont dû ensuite se replier. Ils ne l'ont fait qu'après avoir infligé à leur adversaire des pertes énormes. Le corps d'élite de la Garde a été très éprouvé.

Sur un ton plus solennel, le communiqué ajoute :

Du fait des ordres donnés, la lutte va changer d'aspect pendant plusieurs jours; l'armée française restera pour un temps sur la défensive; au moment venu, choisi par le commandement en chef, elle reprendra une vigoureuse offensive. Nos pertes sont importantes ; il serait prématuré de les chiffrer ; il ne le serait pas moins de chiffrer celles de l'armée allemande qui a souffert au point de devoir s'arrêter dans ses mouvemens de contre-attaque pour s'établir sur de nouvelles positions.

Et immédiatement, un *Aperçu d'ensemble :*

D'une manière générale, nous avons conservé la pleine liberté d'utiliser notre réseau ferré, et toutes les mers nous sont ouvertes pour nous approvisionner. Nos opérations ont permis à la Russie d'entrer en action et de pénétrer jusqu'au cœur de la Prusse Orientale.

On doit évidemment regretter que le plan offensif, par suite de difficultés impossibles à prévoir, n'ait pas atteint son but : cela eût abrégé la guerre : mais *notre situation défensive demeure entière*, en présence d'un ennemi déjà affaibli... *Certaines parties du territoire national souffriront malheureusement des événemens dont elles seront le théâtre;* épreuve inévitable, mais provisoire. C'est ainsi que des élémens de cavalerie allemande, appartenant à une division indépendante opérant à l'extrême droite, ont pénétré dans la région de Roubaix-Tourcoing, qui n'est défendue que par des élémens territoriaux.

Le courage de notre vaillante population saura supporter cette épreuve avec une foi inébranlable dans le succès final, qui n'est pas douteux. En disant au pays la vérité tout entière, le gouvernement et les autorités militaires lui donnent la plus forte preuve de leur absolue confiance dans la victoire qui ne dépend que de notre persévérance et de notre ténacité.

Et le communiqué continue sur le même ton, le 25 août, 15 heures :

Dans le Nord. — Des partis de cavalerie qui s'étaient montrés avant-hier dans la région de Lille, Roubaix, Tourcoing, ont apparu hier dans la région de Douai. Cette cavalerie ne peut s'avancer

davantage qu'en s'exposant à tomber dans les lignes anglaises renforcées hier par des troupes françaises.

Situation générale. — Malgré les énormes fatigues imposées par trois jours consécutifs de combats, et malgré les pertes subies, le moral des troupes est excellent et elles ne demandent qu'à combattre. Dans la journée d'avant-hier, le fait saillant a été la rencontre formidable des tirailleurs algériens et sénégalais avec la troupe réputée, la Garde prussienne. Sur cette troupe solide, nos soldats africains se sont jetés avec une inexprimable furie : la Garde a été éprouvée dans un combat qui dégénérait en corps à corps. L'oncle de l'Empereur (?), le général prince Adalbert, a été tué ; son corps a été transporté à Charleroi. Notre armée, calme et résolue, continuera aujourd'hui son magnifique effort ; elle sait le prix de cet effort; elle combat pour la civilisation; la France tout entière la suit des yeux, elle aussi calme et forte, et sachant que tous ses fils supportent seuls, pour le moment, avec l'héroïque armée belge qui, hier, a repris Malines, et la vigoureuse armée anglaise, le poids d'un combat sans précédent par l'acharnement réciproque et par la durée...

Voilà tout ce que l'on apprend au public. De beaux faits d'armes, des combats héroïques, une retraite vigoureuse, des troupes harassées dont le moral est excellent, la Belgique évacuée, le territoire national envahi.

Le sens réel des événemens n'apparaît pas. Sous les formules péniblement emphatiques on devine une vérité cruelle. L'obscurité redouble l'angoisse. On sent planer un malheur, terrible et inavoué.

Peu à peu l'idée se répand d'une bataille mystérieuse où des choses imprévues et extraordinaires se sont produites. On l'étend, par la pensée, sur tout le front occidental, depuis Tournai jusqu'à Metz. Des masses énormes ont été engagées : une retraite inexplicable et inexpliquée s'en est suivie. De cette bataille terrible le public ne saisit ni les précisions tactiques ni le sens stratégique. Il se trouve, ainsi, anxieux et désorienté, au moment où la « manœuvre morale » allemande, pénétrant par les neutres, va produire sur lui ses redoutables effets.

En Allemagne. — Dans le camp allemand, après un moment d'hésitation, ce n'est qu'un cri : « Victoire ! »

Le premier communiqué visant les opérations à l'Ouest de la Meuse est du 23 :

A l'Ouest de la Meuse, les troupes allemandes s'avancent *vers Maubeuge;* une brigade de cavalerie, s'étant portée vers leur front a été battue (il s'agit, sans doute, du combat d'Anderlues).

L'objectif donné, à savoir Maubeuge, vise déjà une prochaine invasion du territoire français.

Le communiqué du 25 août annonce la prise de Namur et de cinq forts ; la chute de quatre autres paraît imminente. Le 27, c'est le chant de triomphe :

Les armées allemandes victorieuses en France. — L'armée allemande de l'Ouest a pénétré victorieusement, neuf jours après sa concentration, sur le territoire français de Cambrai jusqu'aux Vosges méridionales. L'ennemi a été battu sur toute la ligne et se trouve en pleine retraite. Vu l'étendue énorme du champ de bataille, dans une région boisée et en partie montagneuse, il n'est pas possible de donner des chiffres exacts sur ses pertes en tués, blessés, prisonniers et étendards pris. L'armée du général von Kluck a culbuté l'armée anglaise près de Maubeuge. Elle a repris l'attaque aujourd'hui, au Sud-Ouest de Maubeuge, *par un mouvement tournant.* Les armées des généraux von Bülow et von Hausen ont battu *complètement* environ *huit corps d'armée français et belges*, entre la Sambre, Namur et la Meuse (en réalité, deux corps d'armée, au plus quatre, ceux de l'armée Lanrezac, 1er, 10e, 3e et 18e ; il n'y a aucun corps belge ; aucun autre corps n'a été engagé et n'a même figuré sur le front.) Ces combats ont duré plusieurs jours. Nos armées poursuivent l'ennemi *à l'Ouest* de Maubeuge (on prétend imposer l'idée que les armées alliées sont tournées, et ce trait suffit pour révéler les desseins du grand état-major). Namur est tombé en notre possession après deux jours de bombardement.

L'attaque se dirige maintenant contre Maubeuge.

La nouvelle d'une magnifique victoire, presque sans coup férir, dans l'Ouest, complétant et achevant les succès des Ardennes et de l'Est, se répand dans le monde allemand, chez les alliés de l'Allemagne, chez les neutres.

Elle tombe comme une pluie bienfaisante sur les régimens progressant sous la chaleur accablante, dans l'épuisement des combats : le 23 août, l'officier Kietzmann écrit sur son carnet de route :

« (Au sud de Ninove) : On nous apprend la nouvelle d'une grande victoire de nos armes, près de Metz. »

« Le 24 : Bientôt, on nous apprend que la cavalerie anglaise est anéantie et que six divisions anglaises ont été exterminées à leur débarquement du train. »

« Puis, le 25 : Nous prenons connaissance d'un télégramme de l'Empereur qui exprime sa joie sur les marches fabuleuses accomplies par le IIe corps. Les trois derniers jours, nous avons fait environ 130 kilomètres. L'adversaire s'éloigne toujours en arrière; nous ne le rejoignons pas. On dit qu'une grande victoire vient encore d'être remportée devant nous. On parle de 20 000 prisonniers, de 150 canons pris à l'ennemi. »

Sous la date du vendredi 28, le carnet de route d'un officier d'artillerie qui appartient à l'armée von Kluck, témoigne de l'allégresse générale dans le camp allemand. Alors, s'élèvent ces chants de victoire que l'on entendait du camp français :

« Vers le soir, nous eûmes connaissance des victoires de la IIe armée Bülow : quels sentimens nous prenaient l'âme quand, à la clarté de la lune et des feux de bivouac, toutes les musiques militaires entonnaient l'hymne de reconnaissance répété par plusieurs milliers de voix! C'était une joie, une allégresse générale, et quand, le lendemain, on se remit en marche, nous croyions presque que nous pourrions fêter Sedan devant Paris... »

On faisait contresigner, en quelque sorte, ces bulletins de la nouvelle « grande armée » par le vieil empereur François-Joseph, adressant à l'empereur Guillaume ce télégramme de félicitations :

« Victoire sur victoire! Dieu est avec vous et sera aussi avec nous! Je t'envoie mes plus chaleureuses félicitations, cher ami, à ton cher fils, le kronprinz, le jeune héros, ainsi qu'au kronprinz Rupprecht de Bavière et à l'incomparable vaillante armée allemande. Les mots me manquent pour exprimer ce que mon armée ressent avec moi dans ces jours historiques. Je serre cordialement ta main puissante

« François-Joseph. »

Ainsi, par toutes les voies, se répand et s'impose l'idée de l'importance décisive des combats de la Sambre et de la supériorité absolue des armes allemandes. La presse allemande exulte. Par ses récits enflammés, elle répand, jusqu'aux derniers rangs du peuple et de l'armée, la certitude d'une victoire prompte

et l'ivresse d'une gloire que Dieu lui-même offre comme un hommage et une récompense au peuple élu. Pour les responsables de la guerre, l'ivresse tourne au délire.

Ils n'admettront plus, et le soldat vainqueur pas davantage, la pensée qu'un revirement quelconque dans le cours des événemens puisse se produire.

« Chaque jour, c'est une nouvelle victoire : Liége, Namur, Dinant, Morhange, Charleroi. Après chaque dépêche officielle, le bourgeois allemand repérait les noms sur sa carte et accrochait un drapeau à sa fenêtre. Dans les campagnes, on sonnait les cloches pour convoquer les paysans à la lecture du bulletin. A Berlin, un dimanche soir, les agens de police du district du centre se chargèrent de communiquer au public une glorieuse dépêche survenue après la lecture des journaux. Dans une automobile militaire, un officier remonta l'avenue des Tilleuls en criant la nouvelle à la foule. Les sergens de ville de garde, auprès des stations de tramways, l'annoncèrent dans toutes les voitures qui remontaient pesamment chargées vers les faubourgs populeux. En peu de temps, tout Berlin la connut et, malgré l'heure tardive, illumina et pavoisa.

« Ce furent des journées folles. Les Allemands les plus présomptueux n'avaient jamais osé penser que leur patrie était aussi puissante (1)... »

Donc, toute l'Allemagne répète : « Gloire au peuple allemand, gloire aux armées allemandes qui sont le peuple en armes et en marche ! Quand elles tombent sur le monde, elles le frappent d'épouvante et il n'a qu'à ramper à leurs pieds... »

Cette conviction de la supériorité fatidique des armes allemandes est telle qu'elle se glisse jusque chez l'adversaire, et le professeur E.-H. Baïer, chargé de l'apologétique de la guerre dans son *Volkerkrieg*, emprunte au *Times* ce tableau des phalanges allemandes se jetant, irrésistibles, au combat :

« Les commandans allemands portaient leurs troupes en avant, comme si elles avaient une inépuisable provision de bravoure. Les soldats vont au combat en sections profondes fortement ramassées, en rangs serrés ; ils ne se préoccupent pas de chercher des abris ; ils marchent droit devant eux à l'assaut, dès que l'artillerie a ouvert le feu. Que les ennemis soient à découvert ou dans une région val-

(1) *** *L'esprit public en Allemagne. Les Victoires d'août*, dans *le Correspondant* du 25 février 1915, p. 566.

ionnée ou boisée, peu importe. Ils n'ont qu'un mot d'ordre : *En avant, toujours en avant!* L'artillerie ennemie fauche des lignes entières; souvent, il ne reste plus que des cadres. Bientôt, les brèches sont comblées, le corps est reconstitué et il avance sur des tas de cadavres. La semaine dernière (bataille de Mons), leur puissance numérique était telle qu'on ne pouvait pas plus les arrêter que les flots de la mer. »

Chez les neutres. — Si l'impression est telle chez l'ennemi, que sera-t-elle chez les neutres?

Les meilleurs sont ébranlés : ils cherchent les raisons de ces succès incontestables, analysent, comparent la qualité des armées, le mérite des chefs. Ainsi ils sèment, sans le vouloir, un doute de plus dans l'esprit des peuples alliés, au moment où ceux-ci auraient besoin de tout leur sang-froid, de toute leur confiance.

Les observations principales que l'on peut déjà tirer de la bataille, écrit un Italien, le sage Angelo Gatti, sont les suivantes :

1° Les Allemands ont, au point de vue stratégique, atteint leur but. Ils ont pénétré entre les trois alliés, les ont en partie battus, en partie séparés, de sorte que, au jour de la bataille, ils se sont trouvés en ordre compact, alors que les adversaires étaient divisés. Toutefois, les différentes armées allemandes ne sont peut-être pas encore suffisamment fortes pour accomplir la tâche qui leur incombe, puisque, malgré une excellente impulsion, elles n'ont nullement réussi à écraser l'ennemi et ont même failli être arrêtées par lui. (C'est la seule restriction que sa sympathie se permette.)

2° Les Belges, les Anglais et les Français n'ont pas pu, après vingt-cinq jours de guerre, réunir les différens commandemens en un commandement unique et coordonner entre eux les mouvemens. Chacun a combattu vaillamment, mais pour son propre compte; les Belges d'abord et seuls; les Anglais, *à l'endroit où ils s'étaient portés après le débarquement ;* les Français, *en des endroits imprévus imposés* par la nécessité du moment.

3° Les Français n'ont pas cru, jusqu'à il y a très peu de jours, à la gravité de la menace allemande en Belgique... Il est difficile de penser que l'action, plutôt décousue et limitée, confiée aux armées françaises, samedi et dimanche, ait été le fruit d'une étude longue et réfléchie.

4° La valeur déployée par les troupes alliées *dans l'action tactique* a, d'une façon ou d'une autre, diminué les *défauts de la conception stratégique.*

Nous allons voir qu'un jugement tout différent et, jusqu'à un certain point, inverse, eût dû se dégager d'une appréciation renseignée sur les combats de la Sambre. Mais l'impression générale est telle que ce serait une sorte de paradoxe de discuter et d'analyser les circonstances et les modalités du succès. L'Allemagne s'est fait, de ce jour, une certitude de la victoire finale qui a rayonné d'elle sur le monde.

De cette conviction elle vivra, en quelque sorte, pendant des mois et des années. Tant les débuts importent et tant la victoire matérielle a ses prolongemens infinis et efficaces dans la manœuvre morale !

Il est permis cependant, à la lumière des faits, d'évoquer maintenant le verdict prononcé trop hâtivement. En exposant la « Bataille de Charleroi » non telle qu'on l'imagina de part et d'autre, mais *telle qu'elle fut*, on peut essayer de la ramener à ses proportions exactes et la considérer dans ses rapports avec l'ensemble de la guerre de manœuvres et avec la *Bataille des Frontières*.

II. — LA VÉRITÉ SUR LA « BATAILLE DE CHARLEROI. » PLAN DES ALLEMANDS. — LE GRAND MOUVEMENT TOURNANT. LES EFFECTIFS ALLEMANDS

Les combats de la Sambre résultent du choc de deux conceptions militaires se portant à la rencontre l'une de l'autre.

Disons, d'abord, la conception allemande.

L'invasion de la Belgique fait partie du plan général établi par le grand état-major allemand conformément aux doctrines de von Schlieffen. Suivant ces doctrines, exposées notamment dans l'article *Cannæ* et dans la brochure *Krieg der Gegenwart*, le haut commandement allemand, décidé à « en finir vite » avec la France afin de se retourner contre la Russie, aurait conçu le dessein d'anéantir, d'un seul coup, l'armée française, non par un unique mouvement tournant de l'aile droite, — comme on l'a cru d'après les exposés plus ou moins sincères de Bernhardi, — mais par l'enveloppement des deux ailes, c'est-à-dire par la manœuvre de la « tenaille » aboutissant à l'étreinte et l'écrasement.

Rappelons le texte de l'historien Heinecke, dans son article « Le Rythme de la Guerre mondiale, » paru en 1916 :

« Nous avons commencé la guerre comme *une guerre d'écrasement*, au sens militaire du mot. Préparés par les expériences des guerres de Napoléon et de Moltke et par les enseignemens de Clausewitz, nous avons tout fondé sur un brusque rassemblement de nos forces ; elles devaient fondre *toutes ensemble* sur l'adversaire, se précipiter en avant dans *un brusque mouvement concentrique*, aller chercher et anéantir, *en rase campagne*, le gros des forces ennemies. Le premier but était d'écraser tout de suite la France et de la contraindre à traiter. Si cela réussissait, nous pouvions nous retourner immédiatement et, avec les meilleures chances de succès, poursuivre le même plan militaire contre la Russie. »

Stegemann, critique militaire du *Bund*, auteur à demi officieux d'une histoire de la guerre qui paraît en Allemagne, fait à peu près le même exposé du plan général allemand :

« Prenant pour exemple la bataille de Cannes, le maréchal de Schlieffen a brillamment étudié et fixé le type d'une bataille de destruction procédant par double enveloppement. En réalité, dans l'histoire, la plupart des batailles furent décidées par un enveloppement ou un mouvement tournant; à vrai dire, la manœuvre enveloppante est beaucoup plus périlleuse dans l'offensive que dans la défensive. Il semble que l'armée assaillie, prise dans une manœuvre enveloppante, n'ait plus qu'un moyen de salut : c'est de se retirer précipitamment avant que l'enveloppement ne soit accompli ; si elle n'est enveloppée que d'un côté, les deux tiers de cette armée peuvent être sauvés... Il n'y a de « bataille de Cannes » que dans les conditions suivantes : l'assaillant subit la loi de la plupart des offensives, « il marche à tâtons dans l'inconnu, » comme dit Clausewitz ; mais, à un moment donné, il se voit engagé en un combat de front où son centre présente encore une force suffisante, et il n'attaque la manœuvre par les deux ailes que quand l'ennemi attaque de toutes ses forces sur le centre. »

Le critique militaire à qui nous empruntons ce texte a bien senti (après coup) le risque d'une telle conception qui, transportant dans la stratégie les méthodes de la tactique, met l'assaillant dans une situation inférieure, non seulement parce qu'il « marche à tâtons dans l'inconnu, » mais aussi parce qu'en raison de l'ampleur de la manœuvre, l'armée assaillie « peut se retirer précipitamment avant que l'enveloppement ne soit

accompli. » C'est ce qui se produira dans la manœuvre de la Marne et il est utile de le rappeler dès maintenant.

Malgré la force de ces objections, — qui, encore une fois, se sont produites après coup, — l'autorité des idées de Schlieffen s'imposa incontestablement au commandement allemand. Les faits sont là : puisque les Allemands ont attaqué à la fois en Lorraine et en Belgique, il faut bien admettre que le mouvement se faisait simultanément par les deux ailes, le centre (armée du Kronprinz et du duc de Würtemberg), étant tenu en réserve pour assener le coup décisif.

Le mouvement tournant par la Belgique est donc fonction de ce grand dessein militaire : l'aile droite de l'armée allemande représente une des branches de la tenaille, de même que les armées du prince de Bavière et de von Heeringen représentent l'autre branche dans l'Est; elles vont simultanément au-devant l'une de l'autre, avec cette différence toutefois que l'armée de l'Ouest devant déboucher dans le voisinage de Paris et ayant pour mission de couper l'armée française, d'abord de la mer, puis de la capitale, on l'organise avec un soin spécial, on la comble en quelque sorte de tous les réconforts matériels et moraux, on prend toutes les précautions stratégiques et tactiques pour assurer, autant qu'il est humainement possible, le succès de son importante mission.

Comment les Allemands conçoivent-ils ce mouvement d'enveloppement par l'aile droite?

Ici encore, nous avons des documens formels. Une brochure qui semble avoir été écrite sous l'inspiration de l'ancien généralissime von Moltke, intitulée *La Bataille de la Marne*, expose, en ces termes, le caractère et l'objet du mouvement tournant dont l'aile droite était chargée :

Le gouvernement allemand avait prévu qu'il n'avait pas à se fier à la Belgique et, en effet, les pièces trouvées à Bruxelles après l'occupation allemande (1) ont prouvé combien les cercles militaires

(1) On connaît la fable que la propagande allemande a tenté d'accréditer au sujet des pièces établissant un soi-disant accord militaire entre l'Angleterre et la Belgique. C'est une de ces mirifiques inventions comme la « garnison française à Liége, » les « avions de Nuremberg » qui ne tiennent pas debout mais qui ont servi à tromper et à entraîner l'opinion allemande. Voir, à ce sujet, *Histoire de la guerre de 1914*, II, 173.

allemands ont eu raison de demander pour les troupes allemandes le passage libre en Belgique, afin que les Belges ne puissent tomber sur le dos des armées allemandes quand celles-ci seraient entièrement occupées en France.

Le grand état-major allemand avait résolu de jeter tout d'abord la plus grande partie des troupes disponibles vers l'Ouest et de confier à quelques corps d'armée seulement la garde des frontières orientales... Entre Thionville et Aix-la-Chapelle, on comptait faire passer la masse principale des troupes disponibles et attaquer la France par la Belgique et le Luxembourg, tout *en s'efforçant d'étendre toujours davantage l'aile droite vers la mer.*

Par cette conversion géniale de la droite, on espérait, au moyen d'une grande courbe passant par Bruxelles-Valenciennes-Compiègne-Meaux, à l'est de Paris, pouvoir rejeter l'armée française au delà de la Meuse, de l'Aisne, de la Marne, peut-être même au delà de la Seine, pour déborder au sud de Fontainebleau et envelopper ainsi la ligne française. D'autres parties de l'armée, particulièrement des corps de réserve et de landwehr, devaient alors pousser *en avant de Dunkerque et Calais jusqu'à la côte pour empêcher de nouveaux débarquemens anglais...*

Voici maintenant l'exposé de Stegemann :

Le plan de campagne allemand s'appuyait sur cette considération que c'était une mesure de conservation personnelle pour l'Allemagne d'atteindre le territoire français aussi rapidement et aussi sûrement que possible, de l'envahir définitivement par un point faible et d'imposer ainsi sa loi à l'adversaire. Comme une entreprise conduite entre Meuse et Moselle eût été très incertaine et qu'elle eût produit, en même temps, une sursaturation de troupes, serrées les unes contre les autres, dans cet étroit espace, l'offensive par la Belgique devint la pensée maîtresse de toute la manœuvre. Sur cette donnée, la marche en avant déterminait un mouvement énorme depuis l'aile droite, qui, en cas de succès, *devait aboutir à un débordement et à un écrasement de l'adversaire par étreinte.*

... L'offensive stratégique des Allemands s'était mise en branle d'un seul coup. Pour ce mouvement d'encerclement, les forces de l'extrême-gauche devaient, pour le moment, rester fixées sur la ligne générale, tandis que celles de l'aile droite accomplissaient des marches énormes formant le mouvement tournant vers l'Ouest, avec Metz pour pivot.

Un autre historien, Kircheisen, détermine, avec beaucoup de netteté, le premier objectif de la manœuvre par l'aile droite :

C'était, sans nul doute, l'intention de von Kluck de *couper French du côté de la côte et de rejeter ses troupes sur Maubeuge...*

Tel est le caractère du mouvement tournant en tant qu'il fait partie du plan général allemand : envelopper les armées alliées *par la côte*, occuper la côte elle-même jusqu'à Dunkerque et Calais pour empêcher les débarquemens anglais, rabattre l'aile gauche des armées alliées sur Maubeuge et la bousculer par une poursuite vigoureuse jusqu'à l'étreinte et l'écrasement entre les deux pinces de la tenaille sur l'Aisne, la Marne ou la Seine.

Nous avons exposé les conditions dans lesquelles ce plan s'est développé à l'Est et au Centre; nous allons suivre son exécution à l'Ouest : la *Bataille de la Trouée de Charmes*, la *Bataille des Ardennes*, les combats de la Sambre (improprement nommés *Bataille de Charleroi*) sont les trois scènes d'un acte, constituant lui-même la première partie de la *Bataille des Frontières*.

L'armée provisoire de la Meuse (von Emmich), composée surtout de troupes de couverture, s'était emparée des ponts de Liége le 7 août.

Or, les armées allemandes, chargées d'opérer sur le front occidental, ne se mettent en mouvement pour la manœuvre en Belgique que le 19. Dans l'intervalle, un seul incident notable : la tentative sur Dinant, le 15. Elle est repoussée, et c'est tout.

Le dessein des Allemands reste obscur jusqu'au jour où ils se décident à s'avancer au delà de la ligne de la Gette, à forcer les ponts d'Huy et d'Ombret-Rosa sur la Meuse pour se porter sur la rive gauche, et à saillir de la forêt des Ardennes en masses énormes qui, toutes, se mettent en marche d'Est en Ouest. C'est un formidable débordement qui, à travers la Belgique, menace la France.

Cette marche commence le 19. Le 20, Bruxelles est occupé; le 21, les Allemands débouchent avec leurs corps de gauche sur la Sambre et, ce même jour, les rencontres des gros se produisent. En un mot, les Allemands se précipitent tout d'un coup à la rencontre des armées ennemies. Contraste frappant entre une si longue immobilité et une hâte si soudaine!

Sur la longueur du délai d'attente, le haut commandement

allemand a cru devoir s'expliquer par un communiqué daté du 18 août et intitulé : « Le cas de Liége. »

Communiqué allemand du 18 août. — LE CAS DE LIÉGE. Le quartier général dit que le secret de Liége peut maintenant être dévoilé. Les Allemands avaient reçu, avant la déclaration de guerre, l'assurance que des officiers français, et peut-être aussi des troupes, avaient été envoyés à Liége avec la mission d'instruire les troupes belges sur le service des forts. Avant l'ouverture des hostilités nous n'avions rien à dire de cela. (Vous voyez le raffinement de mensonge et d'hypocrisie; mais il est nécessaire pour en arriver aux explications qui suivent.) Dès le début de la guerre, cela constituait une violation de la neutralité de la France vis-à-vis de la Belgique. Les Allemands devaient agir rapidement. (Donc « le cas de Liége » n'est nullement prémédité; c'est tout à fait à l'improviste et pour parer à un danger, d'ailleurs inventé à plaisir, que l'Allemagne croit devoir se jeter sur cette place, Liége étant remplie de Français.) Des régimens non mobilisés furent jetés à la frontière et mis en marche sur Liége. Six faibles brigades avec un peu de cavalerie et d'artillerie prirent la ville. Deux autres régimens, qui venaient de terminer leur mobilisation, purent aussi être envoyés. (N'insistons pas sur ces révélations et ces explications aussi fausses qu'embarrassées.) Nos adversaires annoncèrent que, devant Liége, se trouvaient 120 000 Allemands ne pouvant continuer leur marche en avant, en raison des difficultés du ravitaillement. Ils se trompaient; car *cette pause eut d'autres raisons. C'est seulement alors que commence la marche en avant des Allemands.* Nos adversaires auront la preuve que nous ne l'avons entreprise que bien soignés et bien équipés. L'Empereur a tenu sa parole de ne pas sacrifier inutilement une goutte du sang allemand (Cela pour répondre à l'émotion causée en Allemagne par les pertes devant Liége, 42 000 hommes.) L'ennemi ignorait nos puissans moyens d'attaque; c'est pour cela qu'il se croyait en sûreté dans les forts... La forteresse de Liége ne servira plus les plans primitifs de nos adversaires, mais sera un point d'appui pour l'armée allemande.

Nous ne sommes pas obligés de prendre pour argent comptant ces explications alambiquées. Le haut commandement voudrait faire croire (surtout au public allemand) qu'il s'est jeté en hâte sur Liége et qu'il s'est emparé de la ville, au prix d'une cruelle effusion de sang, pour y capturer une garnison française. Fait extraordinaire : une fois la ville prise, cette garnison s'est évanouie. Non, la prise de Liége a un autre sens : cette place est la clef de toute la campagne. On s'empare des ponts tout

de suite, et par surprise, pour pouvoir déboucher en Belgique. Mais, tout d'un coup, stop : le grand mouvement s'est arrêté !

Pourquoi? Le communiqué allemand fait allusion aux nécessités de la concentration ; puis il indique que les faits parleront d'eux-mêmes. Les nécessités de la concentration ne motivent pas un tel retard : les Allemands se sont vantés de la rapidité foudroyante avec laquelle elle s'était achevée, grâce à leur réseau de chemins de fer aux approches de la Belgique et dans l'Eifel. Quant aux faits ultérieurs, ils n'ont rien révélé du tout : on en est donc réduit aux conjectures.

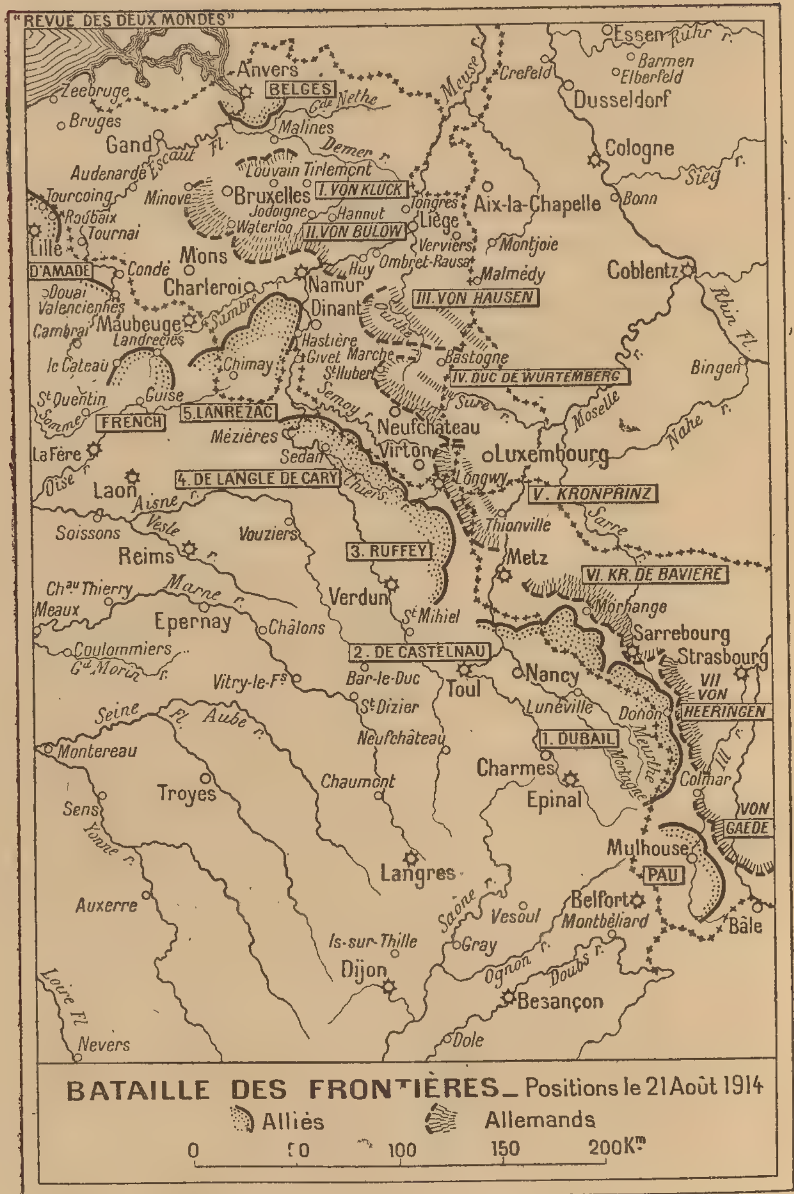
Il faut admettre que le haut commandement, en violant la neutralité belge, entendait commencer la manœuvre probablement par un *piège*, mais certainement par une *surprise*. Les deux explications d'ailleurs ne sont pas inconciliables.

Jusqu'au 18, les armées allemandes qui se sont massées sur le territoire belge sont, en quelque sorte, à l'affût, dans l'ordre suivant : l'armée du Kronprinz (Luxembourg et Luxembourg belge), armée du duc de Würtemberg (Luxembourg belge), armée von Hausen (région de Laroche), armée von Bülow (Sud de la Meuse, Andenne, Huy), armée von Kluck (derrière la Gette.)

Il est probable que, par cette disposition en demi-cercle, le grand état-major allemand se préparait à profiter, comme il a été dit déjà (1), d'une faute de ses adversaires. N'ignorant pas que le gouvernement belge avait fait appel au gouvernement français et qu'il avait demandé d'urgence l'envoi d'une armée en Belgique, les Allemands avaient, sans doute, conçu le projet de laisser cette armée s'avancer jusque sur la plaine de Bruxelles-Waterloo, pour l'écraser entre les cinq armées tombant simultanément sur elle.

Le raid de cavalerie du général Sordet qui pénétra en Belgique jusqu'aux portes de Liége, dut accréditer, dans l'esprit de l'état-major allemand, l'opinion que l'armée française suivait et que le commandement français, cédant à l'entraînement d'une impétueuse générosité, jetait, en quelque sorte, une armée de délivrance dans la gueule du loup. Mais, en fait, malgré des instances réitérés et des sollicitations émouvantes, le haut commandement français ne céda ni aux appels, ni aux conseils. Son plan était tout autre et il s'y tint fermement.

(1) V. de Souza, *La défaite allemande.*



CARTE GÉNÉRALE POUR LA « BATAILLE DE CHARLEROI »

A partir du 18, les Allemands apprennent par des actes publics et les communiqués officiels que le gouvernement belge a pris le parti de ramener son armée dans le camp retranché d'Anvers; dès lors, l'attente est inutile et aussitôt le Kaiser ordonne le déclenchement du grand mouvement tournant.

Le piège n'a pas joué : reste la surprise.

Le souci angoissant du commandement français, durant les premières semaines de la guerre fut celui-ci : par où déboucherait la principale offensive allemande?

Lui-même avait son plan; il attaquait par l'Alsace et la Lorraine et manœuvrait pour pénétrer en Allemagne, sa droite au Rhin. Mais l'exécution d'un tel projet ne pouvait pas ne pas être influencée par le parti que prendraient les Allemands. Nous verrons tout à l'heure par quelle suite de remaniemens et de mises au point le haut commandement français dut parer aux initiatives ennemies : on comprend de quel intérêt il était pour les chefs allemands de ne dévoiler leurs desseins que le plus tard possible. Deux lutteurs, avant de s'étreindre, multiplient les feintes.

Tant que les armées allemandes étaient immobiles dans le Luxembourg et le Luxembourg belge, installées qu'elles étaient au carrefour des routes conduisant soit en Belgique, soit en France, on pouvait leur attribuer divers projets : soit une contre-attaque de flanc contre notre propre offensive en Lorraine annexée, soit une attaque frontale sur Verdun, soit une offensive de grand style par la vallée de l'Alzette débouchant en France par Rocroi et Mézières, coupant nos armées de l'Est de Reims et de Paris. Les forces opérant en Belgique eussent tout simplement, dans ce dernier cas, fait fonction de flanc-garde ou tout au plus, eussent coopéré à la manœuvre en prenant le chemin de Paris par l'Oise, comme les alliés l'avaient fait en 1814.

En présence de ces diverses éventualités, le haut commandement français, tout en engageant son aile droite dans l'offensive lorraine, se tenait ramassé sur son centre, prêt à se porter partout où les Allemands apparaîtraient.

Pour les raisons que nous avons dites, les Allemands attendirent jusqu'au 18, au soir. C'est le 18, que l'empereur Guillaume quitte Berlin pour venir donner lui-même l'ordre déclenchant la manœuvre qui doit lui assurer le monde : il lance sa procla-

mation aux Berlinois. Ce n'est plus seulement l'Empereur, c'est le chef de guerre qui parle à ses armées et à son peuple : « Le cours des opérations de guerre a transféré le Grand Quartier Général hors de Berlin. Je me fie fermement à l'aide de Dieu, à la bravoure de l'armée et de la marine, et à l'inébranlable unité du peuple allemand dans ces heures de danger. La victoire ne désertera pas notre cause. »

Voici donc la conception allemande en voie de réalisation. Le chancelier Bethmann-Hollweg l'a dit et répété : « L'offensive par la Belgique, c'est, pour nous, une question de vie ou de mort. » Les états-majors ont médité leur coup : attendre, surprendre, tromper, frapper. Ils ont massé dans l'ombre les énormes effectifs armés et entraînés qu'une volonté sans précédent emporte dans le vertige du grand mouvement tournant.

Quels étaient ces effectifs ?

L'art des Allemands fut de développer, dès l'abord, sur la Belgique, un réseau de troupes de couverture, cavalerie, artillerie, infanterie extrêmement mobile, et ayant pour mission de voiler les emplacemens des gros, tout en donnant, par leur tactique, l'impression d'une démonstration et, si j'ose dire, d'un *bluff* plutôt que d'une action à fond et décisive. « Couvrir et découvrir, » terroriser le pays et tromper l'adversaire, tel était l'objet de cette première invasion militaire confiée aux corps de cavalerie Richthofen et von Marwitz. La mission fut accomplie avec une remarquable énergie et un grand savoir-faire technique : elle contribua à créer la « surprise » sur laquelle comptait le grand état-major.

Derrière ce rideau mouvant, les gros se mirent en branle à partir du 19. Que l'on tire, sur la carte, une ligne Nord-Sud passant par Diest, Tirlemont, Hannut, Andenne, Ciney, Rochefort, en un mot une ligne se développant en arrière de la Gette et de la Meuse : c'est à l'Est de cette ligne que les gros allemands sont arrêtés, tandis que les troupes de couverture sont lancées sur le territoire belge.

Le 19, l'alignement est rompu et les gros se mettent en branle d'un formidable et unique mouvement d'Est en Ouest.

Trois armées y prennent part : au Sud, en liaison avec l'armée du duc de Würtemberg qui reste dans les Ardennes, la 3e armée (armée von Hausen) s porte du Luxembourg (envi-

rons de Laroche et de Marche), dans la direction de la Meuse qu'elle abordera d'Yvoir à Fumay. Elle se compose du XIXe corps (von Laffert), du XIIe corps (von Elsa), du XIIe corps de réserve (von Kirchbach). Jusqu'au 18, elle était couverte par la cavalerie de la Garde qu'elle céda, à partir de cette date, à l'armée von Bülow. Elle compte 120 000 hommes.

Plus au Nord, la 2e armée (armée von Bülow) se compose, de gauche à droite, du VIIe corps de réserve (von Zwehl), de la Garde (von Plattenberg), du Xe corps (von Emmich), du Xe corps de réserve (19e division de réserve et 2e division de la Garde) (von Hülsen), du VIIe corps (von Einem), et d'un corps de cavalerie composé de la 5e division de cavalerie et de la division de cavalerie de la Garde (von Richthofen). Cette armée est la véritable armée d'opérations en Belgique proprement dite. Elle comprend un total de 210 000 hommes.

L'armée von Bülow a pour mission de tourner autour de la place de Namur, de masquer ou de prendre cette place et, en longeant la Sambre où elle appuie sa gauche, de traverser la Belgique en direction générale de Mons et Valenciennes, pour déboucher ainsi sur le territoire français.

Plus au Nord encore, débouche la 1re armée (armée von Kluck) : elle comprend les IXe corps (von Quast), IIIe corps (von Lochow), IVe corps (von Arnim), IVe corps de réserve (7e et 22e divisions de réserve) (Schwerin), IIe corps (von Linsingen) et, en couverture, un corps de cavalerie (2e, 4e, 9e divisions de cavalerie) (von Marwitz), soit une masse de 215 000 hommes.

Ces trois armées, qui s'étalent soudain sur la Belgique et qui, dans deux jours, prendront part, toutes les trois, aux combats de la Sambre, donnent, comme effectifs, les chiffres suivans :

3e armée	120 000 hommes
2e armée	210 000 —
1re armée	215 000 —
	545 000 hommes

Trois corps, il est vrai, sont maintenus en arrière ; ce sont les XIXe et IIe corps actifs et le IVe corps de réserve, soit environ 120 000 hommes. Mais ils sont là ; et leur présence suffit pour soutenir la retraite ou exploiter le succès. 545 000 hommes

à la disposition des chefs, 425 000 hommes en ligne, telle est la masse combattante dont dispose le commandement.

Chaque corps d'armée allemand compte 144 pièces d'artillerie dont un quart en obusiers légers ; le reste est en batteries montées avec un bataillon d'artillerie à pied ; cependant, les corps de réserve n'ont, chacun, que 72 pièces, soit moitié de l'artillerie du corps actif.

La 1re armée allemande (von Kluck) est la pointe extrême du dispositif de ce côté ; elle marche à une certaine distance de la mer, droit sur Audenarde-Courtrai, son extrême droite devant accomplir le mouvement tournant jusqu'à Dunkerque et Calais, de façon à balayer tout le Nord, au moins jusqu'à la Somme, avant de se rabattre sur Paris.

Von Kluck est parti de la Gette, le 19, pour sa grande randonnée. Précédés, comme nous l'avons dit, par la cavalerie von Marwitz, ses gros progressent, la droite en avant, avec une rapidité extrême et couvrent, au sud de la Demer, une large bande de terrain qui s'aligne en son milieu par Tirlemont, Louvain, Bruxelles, Sotteghem, Audenarde, Courtrai. Son corps de flèche est le IIe corps commandé par un des généraux allemands les plus réputés, von Linsingen. C'est lui qui tient l'aile marchante. Il n'est pas question de se porter, pour le moment, sur Charleroi et Mons ; l'objectif est plus au nord et droit à l'ouest. Si les armées von Bülow et von Kluck longent la Sambre, la Sambre n'est pas leur but ; elles vont au delà et ne doivent marquer leur mouvement de conversion au sud que quand elles auront atteint l'Escaut, de manière à se rabattre par Lille, Arras, Amiens, sur la Seine, peut-être même à l'ouest de Paris qui se trouverait ainsi coupé de Calais, de Dunkerque, de Rouen et du Havre. On attaquera l'ennemi si on le rencontre. Mais le but principal est de l'envelopper complètement et, pour cela, d'atteindre la mer.

Rappelons toute l'importance du mouvement tournant dans la doctrine allemande et surtout dans le système de Schlieffen : un adversaire tourné est un adversaire battu, parce qu'il est attaqué de deux côtés à la fois et que la convergence des feux l'assomme au moment même où il craint pour ses communications. Le mouvement tournant est donc la condition indispensable de la victoire. Il ne s'agit pas d'un mouvement d'aile plus ou moins adroitement exécuté et caressant, pour ainsi dire,

l'armée ennemie : il s'agit du round brutal dans les côtes qui lui fait perdre à la fois l'équilibre et le souffle ; l'armée battue ne doit plus respirer après ce coup.

La doctrine de Schlieffen multiplie la puissance des mouvemens d'aile en les assenant de deux côtés à la fois et en les faisant converger l'un vers l'autre. Une raison de plus pour que la manœuvre soit achevée, complète, sans repentir et sans bavure. L'enveloppement de l'armée ennemie est la condition de l' « étreinte » et de l' « écrasement. » Les armées allemandes de droite sont parties pour accomplir cette besogne audacieuse et brutale.

Et c'est pourquoi on a donné à ces armées à la fois le poids et la souplesse par la masse des effectifs et leur incomparable organisation : tout ce qu'une savante préparation et une longue sélection peuvent obtenir comme entraînement et comme choix, elles l'ont : le meilleur personnel, le meilleur matériel, les soldats, les chefs. Ce sont ces troupes incomparables dont l'apparition en Belgique causa, à la fois, l'éblouissement et la stupeur : ordre, discipline, éclat, splendeur. Cuivres astiqués, buffleteries fraîches, uniformes neufs, troupes de couverture s'abattant sur le pays comme des nuées de sauterelles ; gros se mouvant en rangs serrés avec le maximum d'accélération ; automobiles, bicyclettes, canons, obusiers, mitrailleuses, cuisines roulantes, hommes et machines, foules militaires roulant leurs flots pressés toujours, toujours. Musiques, trompettes et fifres, sonnant et sifflant, voix rauque du commandement, pas de parade martelant le pavé des villes : peuple casqué, tribus en armes dressées se précipitant à la mort, machine prodigieuse comme le monde n'en avait jamais vu et n'en reverra jamais !

III. — PLAN, EFFECTIFS ET POSITIONS DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Le premier dispositif français avait tourné la plus grande partie de nos forces vers la frontière de l'Est. Nous avons dit que le projet du haut commandement français était d'attaquer par l'Alsace et la Lorraine en s'appuyant à droite sur le Rhin pour porter, le plus tôt possible, la guerre en Allemagne. Décidé à respecter la neutralité belge, il n'avait pas d'autre débouché. Mais il avait aussi pour intention positive, dès le

début, d'appuyer ce mouvement d'aile droite par une attaque frontale qui, dans la région du Luxembourg, prendrait à partie les armées allemandes occupant la Belgique.

Dans quelle mesure le commandement français s'attendait-il à la violation de la neutralité belge et quelles précautions avait-il prises en vue d'une telle éventualité ? Il est impossible de reprendre ici tout le débat. Mais, ce qui paraît exact, c'est que le commandement français, tout en ayant la conviction que le territoire belge serait violé, n'allait pas jusqu'à penser que le haut commandement allemand prendrait le parti de déboucher *sur la rive gauche de la Meuse* et d'envahir la Belgique entière.

Les conséquences d'une pareille détermination étaient si graves pour l'Allemagne que notre état-major avait peine à admettre que ses généraux assumeraient, de propos délibéré, une telle responsabilité. On avait, en effet, les raisons les plus sérieuses de penser que si la neutralité belge n'était pas atteinte au Nord de la Meuse, le gouvernement belge et le gouvernement britannique réfléchiraient avant de se lancer immédiatement dans la guerre. Comment croire que l'Allemagne, pour un avantage stratégique douteux, romprait brutalement avec ces puissances et déchaînerait, par leur hostilité actuelle, la vindicte prochaine de l'univers ? En vérité, on ne pouvait fonder tout un système militaire sur une éventualité aussi incertaine et sur l'aléa d'une décision aussi absurde ; l'intérêt de l'Allemagne n'éclairait-il pas ses intentions et desseins ?

Le choix que fit l'Allemagne — avertie comme elle l'était des conséquences — ne peut s'expliquer que par la détermination arrêtée, dès lors, dans la pensée du gouvernement allemand, de considérer l'Angleterre comme son principal ennemi et de viser à l'anéantissement de cette puissance tandis qu'elle était encore désarmée. Cette raison peut seule expliquer le projet de marche des armées allemandes à travers la Belgique du Nord, droit sur l'Ouest et la mer, avec Dunkerque et Calais pour objectif immédiat.

Le commandement français, qui se plaçait surtout à un point de vue national et qui raisonnait d'après les données ordinaires du bon sens, se croyait donc suffisamment protégé en disposant ses troupes depuis Rocroi et même Vervins jusqu'aux Vosges, puisque la plus grande partie de nos corps d'armée se trouvaient ainsi placés face à la Belgique et au Luxembourg.

Il avait, d'ailleurs, d'autres devoirs : c'était de veiller à la défense du territoire français sur toute l'étendue de la frontière. Pouvait-il négliger la région de l'Est? Était-il en droit d'affaiblir, outre mesure, les armées qui protégeaient Nancy et Verdun?

Le plan général allemand embrassait, comme les faits le prouvèrent, non seulement une attaque par la vallée de l'Escaut, mais aussi une offensive sur la Trouée de Charmes. Donc, il fallait être prêt partout. Tant pour l'offensive en Alsace et en Lorraine annexée que pour la défensive en Lorraine française, notre « force de l'Est » ne devait, à aucun prix, être sacrifiée.

Tout en montant sa propre manœuvre, le commandement français n'en surveille pas moins celle de l'ennemi. Il recueille les moindres indices qui peuvent lui révéler les projets du commandement allemand à l'Ouest. Celui-ci les cache avec un soin jaloux jusqu'au 19.

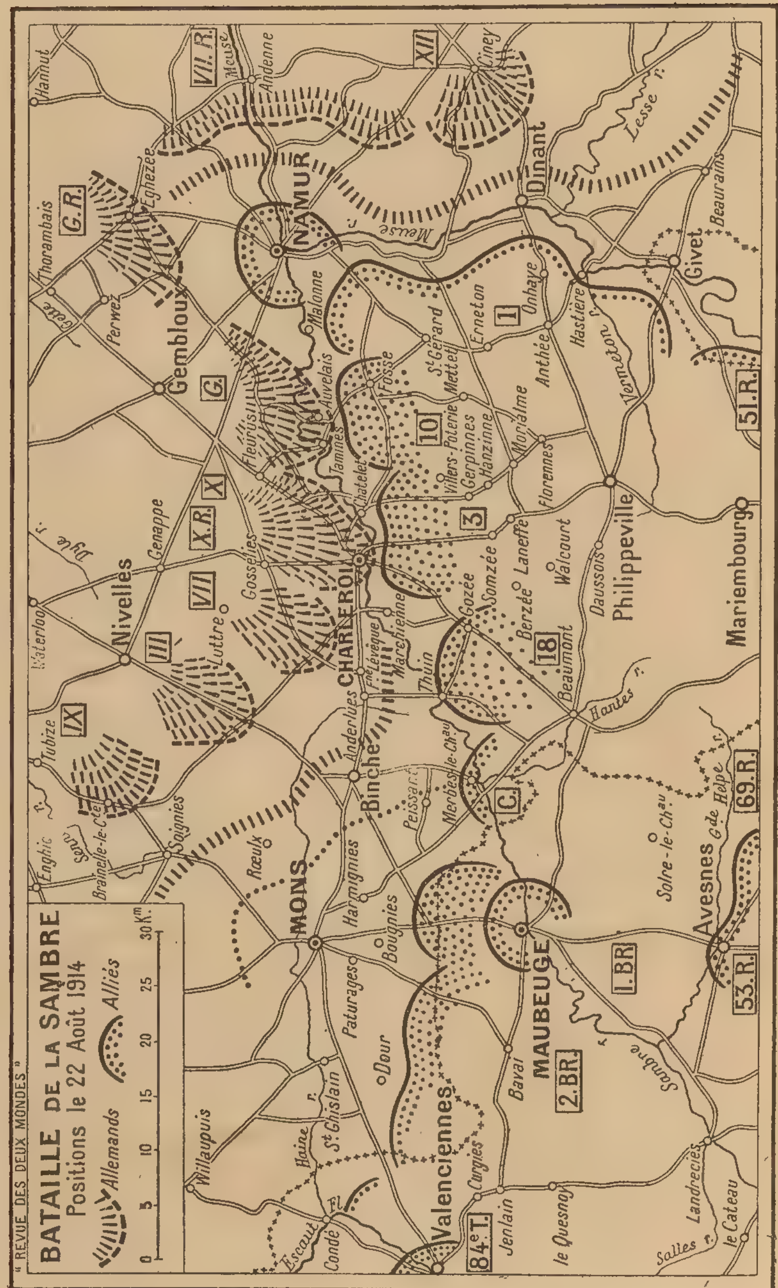
Le corps de cavalerie Sordet, qui a battu toute la Belgique, n'a apporté aucune donnée précise : on croit plutôt au *bluff*. Les armées allemandes sont toujours immobiles, voilées par le rideau mouvant et impénétrable de leur nombreuse cavalerie.

Cependant, un fait précis apporte, le 15, quelque lumière. Les troupes de couverture de l'armée von Hausen tentent de forcer la Meuse à Dinant : ce coup de sonde donne à penser que les armées allemandes n'ont pas pour objectif seulement la vallée française de la Meuse et qu'elles chercheront à déboucher plus au Nord, peut-être dans la direction de Maubeuge.

Immédiatement les précautions sont prises. Elles consistent, — pour parer à une éventualité encore incertaine, mais qui se précise, — à constituer, dans cette région, une puissante armée capable de faire tête à la manœuvre allemande si elle se manifeste dans cette direction. Une fois les mesures prises pour l'offensive à l'Est, l'attention du haut commandement français se porte presque uniquement vers le problème de l'Ouest.

Jusqu'à la date du 15, l'armée Lanrezac gardait le débouché des Ardennes, avec mission éventuelle de foncer sur les armées cachées dans cette région.

C'est le 15 que cette armée reçoit l'ordre de s'élever sur le territoire belge dans la direction de Namur; c'est également le 15 que le 18e corps, rattaché jusque là aux armées de l'Est et en réserve vers Toul, reçoit l'ordre de s'embarquer pour se


" REVUE DES DEUX MONDES "
BATAILLE DE LA SAMBRE
Positions le 22 Août 1914
Allemands
Alliés
0 5 10 15 20 25 30 K.m
Hannut
Thorambais
G.R.
Perwez
Eghezée
Gembloux
VII.R.
Meuse
Andenne
XII
Ciney
Dinant
Lesse r.
NAMUR
Meuse
Malonne
Auvelais
G.
Tamines
Fleurus
X
X.R.
Genappe
Dyle r.
Nivelles
Waterloo
VII
Gosselies
Luttre
III
IX
Tubize
Soignies
Braine-le-Cte
Senne
Enghie
Rœulx
Binche
Anderlues
Fne l'Évêque
Marchienne
CHARLEROI
Chatelet
Fosse
St Gérard
Mettet
Erneton
1
Onhaye
Anthée
Hastière
Givet
Beauraing
Vermeton
51.R.
10
Villers-Poterie
Gerpinnes
Hanzinne
Morialmé
Florennes
3
Somzée
Laneffe
Walcourt
Gozée
Berzée
Thuin
18
Beaumont
Daussois
Philippeville
Mariembourg
Hantes r.
Merbes-le-Chau
Peissant
C.
Solre-le-Chau
Gde Helpe r.
69.R.
Avesnes
53.R.
1.BR.
MAUBEUGE
2.BR.
Bavai
Sambre
MONS
Harmignies
Bougnies
Paturages
Dour
St Ghislain
Haine r.
Willaupuis
Valenciennes
Curgies
Condé
Escaut
Fl.
84e T.
Jenlain
le Quesnoy
Landrecies
le Cateau
Salles r.

porter sur la Sambre; c'est du 13 au 16 que les divisions d'Algérie, antérieurement dirigées vers l'Est, sont acheminées vers la région de Chimay où elles débarquent; c'est le 16 que le général d'Amade reçoit l'ordre de quitter le commandement de la région de Lyon pour se rendre à Arras et y constituer une armée nouvelle.

Dès lors, aussi, l'armée britannique, débarquée en Thiérache, combine son mouvement avec celui des armées françaises et se prépare à rejoindre la Sambre; le groupe des divisions de réserve, commandées par le général Valabrègue, qui a organisé, pour la défensive, la région de Vervins, va se porter dans cette même direction.

Ainsi se trouve prévu et créé un front compact, s'étendant de Dunkerque à Dinant.

Mais l'on ne sait rien encore de certain sur les projets du commandement allemand : celui-ci couve son piège et sa surprise. Dans le doute qui subsiste, le commandement français se tient prêt en vue de deux hypothèses.

De deux choses l'une : ou les armées allemandes déboucheront sur la Meuse moyenne ou plus au Sud encore, et, alors, les armées françaises du Centre, secondant l'offensive déjà déclenchée dans l'Est, les attaqueront par les Ardennes et, en même temps, les armées de l'Ouest (armée Lanrezac, armée britannique, etc.) entreprendront de tourner l'ennemi par Namur, Charleroi, Mons; ou bien les Allemands déboucheront au Nord de la Meuse sur Bruxelles et les places du Nord de la France : alors l'armée Lanrezac, l'armée britannique, etc., arrivées sur la Sambre, tenteront de les prendre de flanc pendant leur marche, tandis que nos armées du Centre (3e et 4e armées) fonceront droit au Nord pour les couper de Metz et du territoire allemand. En un mot, *notre* bataille étant une fois accrochée vers l'Est, toutes les forces disponibles se jetteront sur les armées allemandes pour les prendre de flanc dans l'Ouest, en plein mouvement tournant.

La preuve que cette volonté est celle du haut commandement français ressort à la fois des documens et des faits (1) : sa préoccupation principale, celle qui se manifeste par des ordres réitérés, est de garder ses armées bien ramassées et unies autour de la

(1) Voir l'ensemble des preuves et les dispositions détaillées des corps allemands et français dans l'*Histoire de la Guerre de 1914*, t. V, p. 263 et sq.

Meuse, de ne pas les laisser s'aventurer ni trop au Nord, ni trop à l'Ouest, de les maintenir à l'état de bloc offensif qu'on jettera sur la masse allemande en mouvement pour essayer de la briser.

Attaquer le Rhin et surveiller la Meuse : ainsi, dans la mesure du possible on protège la Belgique et le Nord, mais, pour rien au monde, on n'obéirait à la manœuvre allemande qui voudrait nous forcer à dégarnir la région de l'Est ; pour rien au monde on n'abandonnerait la liaison de toutes nos armées soit de l'Est, soit de l'Ouest avec leur principal point d'appui au centre, Verdun.

Le 20 août, le front des armées alliées se présente en Belgique occidentale dans les conditions suivantes :

A droite, la place de Namur, avec ses neuf forts, protège la région d'entre Meuse et Sambre. La 4e division belge (général Michel) est affectée à la défense de cette place ; elle a reçu, en plus, la 8e brigade qui, primitivement, occupait Huy.

Le 22, cette garnison sera encore renforcée par la 8e brigade française (général Mangin). On pensait que Namur, ainsi défendu, pouvait tenir aussi longtemps que Liége : la place était, pour ainsi dire, le pivot de la bataille à droite et appuyait l'offensive française qui avait, d'ailleurs, pour mission de la dégager.

Vient ensuite la 5e armée (général Lanrezac), qui va porter son quartier général à Chimay le 21 à 10 heures ; les corps de cette armée sont échelonnés au Sud de la Sambre dans l'ordre suivant, de droite à gauche :

1° Le 1er corps (général Franchet d'Espérey) quartier général Anthée, auquel est rattachée la 8e brigade (général Mangin). Il garde les passages de la Meuse au Nord de Revin. Il attend la 51e division de réserve (général Bouttegourd) qui doit le relever de la garde des ponts du fleuve. Alors, il se portera plus au Nord, dans l'angle de la Sambre et de la Meuse, pour déboucher à l'abri des forts ouest de Namur.

2° A gauche, le 10e corps (général Defforges) quartier général Florennes, ses avant-gardes à Fosse, avec ordre de s'opposer au débouché des colonnes ennemies, au Sud de la Sambre ; est adjointe à ce corps la 37e division d'Afrique (général Comby) occupant, plus au Sud, la zone Florennes-Philippeville.

3° Toujours à gauche, le 3e corps (général Sauret) ; quartier général à Walcourt ; il occupe le front Villers-Poterie-Loverval

d'où il domine Charleroi sur la rive Sud. Ce corps reçoit comme renfort la 38e division d'Afrique (général Muteau) qui occupe la région Somzée, Gourdinne, Berzée.

4° Plus à gauche, le 18e corps (général de Mas-Latrie); venu de Toul, il opère son débarquement dans la région d'Avesnes, prêt à se porter sur la Sambre. Son quartier général est à Solre-le-Château le 20, à Beaumont le 21. Il est en liaison avec le 3e corps par Ham-sur-Heure.

5° Le corps de cavalerie (général Sordet) était, le 20 au soir, en train de se replier vers l'Ouest; épuisé à la suite de la rude randonnée qu'il avait fournie dans toute la Belgique, il avait été très éprouvé, le 19, à Perwez dans des engagemens au Nord de la Sambre; il occupait sur le canal de Charleroi à Bruxelles, la région de Gosselies, Fontaine-l'Évêque, avec la mission de protéger les débarquemens de l'armée anglaise.

5° A l'Ouest, le terrain était encore vide de troupes, à cette date du 20 août. Mais le 4e groupe de divisions de réserve (53e et 69e) commandé par le général Valabrègue, après avoir organisé défensivement la région de Vervins, reçoit l'ordre de se porter vers le Nord dans la direction de Maubeuge, pour combler ce vide. La place de Maubeuge, avec sa puissante garnison et ses forts, dont plusieurs modernes, joue, à gauche, le rôle de point d'appui, comme Namur le joue à droite. Le groupe des divisions de réserve arrivera, le 22 au soir, pour se loger, à gauche du 18e corps, dans la zone Avesnes-Ferrière-la-Petite-Solre-le-Château.

6° On comptait que l'armée britannique viendrait prendre sa place sur le terrain, le 20. Mais elle n'arriva que le 22. Le 20, elle est encore très en arrière dans la région du Nouvion-Wassigny-Le-Cateau. Si elle eût été en place le 20, l'armée alliée se fût trouvée constituée au moment même où les Allemands entraient à Bruxelles. Le rôle réservé à l'armée britannique était d'exécuter un mouvement tournant d'aile gauche en se portant au Nord de la Sambre vers Mons, direction de Soignies-Nivelles; on pensait qu'elle y serait avant von Kluck. Malheureusement, ainsi que le reconnaît l'*Exposé de six mois de guerre*, elle n'arrive pas le 20 comme y comptait le commandement français. Le maréchal French écrit dans son rapport officiel : « La concentration était pratiquement achevée le 21 août (jour où les Allemands attaquent, sur la Sambre);

je pus *dès le 22*, prendre mes dispositions pour envoyer les troupes sur les positions que je trouvais les plus favorables. » En fait, il ne fut en ligne que le 23.

Le 22 août, le 1er corps anglais aura son quartier général à Maubeuge et cherchera sa liaison avec le 18e corps français par Peissant-Thuin. Le 2e corps (général Smith Dorrien) s'échelonne de Maubeuge à l'Escaut. C'est dans cette direction que les deux mouvemens tournans, celui de l'armée allemande et celui de l'armée alliée, marchaient en quelque sorte à la rencontre l'un de l'autre et devaient se heurter.

7° Heureusement, l'armée britannique ne forme pas à elle seule l'extrême aile gauche de l'armée alliée. Une armée de formation toute récente, l'armée d'Amade, est en train de débarquer à Arras, avec mission de constituer d'urgence un barrage de Maubeuge à la mer. C'est l'exécution d'une volonté du général Joffre remontant à la date du 15 : on sent toute l'importance de cette création. A la manœuvre d'enveloppement, le commandement français oppose une manœuvre de contre-enveloppement tout à fait imprévue pour l'ennemi. L'armée d'Amade crée, rien que par sa présence, un obstacle à la mission qu'a reçue l'armée von Kluck. Il est vrai que la nouvelle armée ne comporte que des troupes territoriales insuffisamment armées et encadrées. Mais les 3 et bientôt 4 divisions qui la composent, chacune à 4 régimens d'infanterie à 3 bataillons, n'en présentent pas moins un effectif imposant de près de 60 000 hommes. En outre, elle s'appuie sur la place de Lille dont le général Herment organise la défense et qui comptera bientôt une garnison de près de 18 000 hommes avec 340 bouches à feu. L'armée d'Amade recevra, en outre, à bref délai, l'appoint de deux autres divisions : la 61e et la 62e divisions de réserve, soit 36 000 hommes.

Récapitulons l'ensemble de ces effectifs, qui composent l'armée des Alliés sur le front occidental à la veille des combats de la Sambre.

D'abord, les forces françaises de LA CINQUIÈME ARMÉE (général Lanrezac).

51e division de réserve (Bouttegourd), *8e brigade* (Mangin), *1er corps* (Franchet d'Espérey), — *10e corps* (Defforges), avec la *37e division d'Afrique* (Comby); — *3e corps* (Sauret), avec la *38e division d'Afrique* (Muteau); — *18e corps* (de Mas-Latrie),

— *deux divisions de réserve* (Valabrègue), — le *corps de cavalerie* (Sordet) à 3 divisions, 1re, 3e et 5e : soit une armée d'au moins 280 000 hommes, 800 canons, plus de 100 000 chevaux et 20 000 voitures.

Outre les 280 000 hommes du général Lanrezac, il faut tenir compte des 25 000 hommes du général Michel à Namur, et des 35 000 hommes du général Fournier à Maubeuge.

A ces forces, il faut ajouter :

L'armée britannique (maréchal French), comptant : le 1er corps (général Haig), le 2e corps (général Smith Dorrien), la division de cavalerie (général Allenby) ; et, à partir du 24, les 15 000 hommes de la 4e division (général Snow), formant un total de 85 000 hommes.

L'armée d'Amade, avec ses 4 divisions territoriales, et la garnison de Lille, soit un total de 75 000 hommes et, à partir du 25, les 36 000 hommes des 61e et 62e divisions de réserve, le tout donnant un total de 111 000 hommes.

Les armées alliées opposent donc, du 22 au 25, aux 545 000 hommes des armées allemandes, un chiffre global de 536 000 hommes.

Il est vrai que l'armée française n'est pas toute en place le 22, et que les divisions territoriales sont dans des conditions d'armement et d'encadrement assez médiocres. Mais les corps allemands ne sont pas tous sur le front, ainsi que nous l'avons établi ci-dessus, et les trois forteresses de Namur, Maubeuge et Lille donnent de la consistance au front français et paraissent pouvoir offrir à l'armée alliée de solides points d'appui, soit pour l'offensive, soit pour la défensive.

Le général Joffre est donc en droit de penser que, si le premier devoir d'un chef est d'opposer des troupes au moins égales en nombre à celles de l'adversaire, ses précautions sont prises, et que, malgré le retard de l'armée britannique, les forces allemandes trouveraient, sur la Sambre, des forces alliées suffisantes pour garder la maîtrise des opérations.

Et telle est sa pensée et sa volonté ; en effet, si le mouvement très aventureux des armées allemandes se poursuit d'Est en Ouest, son intention est de les attaquer au moment même où la 3e et la 4e armées procèdent à l'offensive des Ardennes, de façon à les prendre de flanc, à les rejeter dans le Nord, et à les séparer, vers Namur, de l'armée de von Hausen et des deux

autres armées opérant dans le Luxembourg. A la manœuvre allemande, il oppose une manœuvre inspirée par sa volonté constante de briser l'armée allemande de l'Ouest allongée outre mesure, en l'arrêtant à gauche et en l'attaquant sur un point faible de son immense développement.

Ainsi, à la date du 20 août au soir, deux grandes armées, de forces égales, — dépassant chacune 500 000 hommes, — s'avancent l'une vers l'autre, sur le territoire belge, avec une même volonté d'offensive.

Nous avons dit l'impulsion prodigieuse donnée à l'armée allemande et sa direction droit à l'Ouest; mais nous n'avons pas assez dit l'effort imposé aux troupes de ces armées et les marches surhumaines qui leur sont ordonnées.

Les étapes de l'infanterie sont, chaque jour, de 35 à 50 kilomètres. Partis tard, il faut que les gros arrivent au but d'un bond. Tous les moyens mécaniques, voies ferrées, automobiles, bicyclettes, sont employés et multipliés à l'infini. Ces premières journées de la campagne, sous les ardeurs de la canicule, offrent le spectacle d'une course terrible, haletante, dont le soldat allemand accomplit le tour de force, voulu par ses chefs mais qu'il payera plus tard.

L'armée des alliés se présente dans des conditions différentes. Formée un peu tardivement, elle aussi a subi de dures fatigues; mais surtout elle souffre du défaut de coordination dans le haut commandement. Chacune des armées, française, anglaise, belge, a ses chefs propres; ils ont peu de rapports entre eux et ces rapports sont mal définis. Les plans ne sont ni délibérés, ni coordonnés. Il est permis de dire aujourd'hui que le commandement belge, en prenant le parti de retirer son armée dans le camp retranché d'Anvers, obéit à une conception politique et militaire qui n'était déjà plus conforme aux nécessités du moment. De même, l'armée britannique n'apparut dans la région que le 23, tandis que la bataille était engagée depuis deux jours et déjà compromise entre Namur et Charleroi. Le rôle d'aile tournante que l'armée anglaise devait remplir fut ainsi manqué à l'heure décisive.

L'armée Lanrezac était puissante; elle était rendue sur le terrain. Cependant, certaines divisions de réserve, envoyées en renfort, n'étaient pas en place, notamment la 51e division

de réserve, dont le retard tint le 1er corps immobilisé à la défense des ponts de la Meuse.

En général, une sorte de lourdeur dans les mouvemens présente un contraste frappant avec l'étonnante vélocité des armées allemandes. Du 19 au 21, trois jours sont perdus d'un côté et combien avantageusement employés de l'autre ! C'est pendant ces journées que les chefs allemands voient se réaliser leur grand dessein.

En marche le 19, s'élançant le 20, débouchant le 21, les armées allemandes prenaient, à l'heure même de la bataille, l'avantage principal, l'*initiative*.

Cette initiative ils l'ont gagnée par la résolution initiale de violer la neutralité belge, par le plan prémédité, et si longtemps dissimulé, qui les porte sur la rive gauche de la Meuse ; ils l'obtiennent surtout par la rapidité extraordinaire de leur action.

Du 19 au 21, les résultats sont les suivans : la Belgique couverte de la « galopade des uhlans » jusqu'à Tournai ; Namur entourée, assiégée ; l'armée von Bülow, après avoir bousculé notre cavalerie, se mouvant d'un seul bloc, sa gauche à la Sambre dans la direction de Mons ; l'armée von Kluck, projetée plus loin encore, abordant par sa gauche la région de Nivelle, que l'armée anglaise cherche à atteindre, la croyant libre d'ennemis ; dans le Luxembourg, von Hausen se mettant en marche pour venir surprendre, entre Fumay et Dinant, les communications de la 5e armée.

En un mot, les armées allemandes ont envahi la Belgique et arrivent les premières sur le terrain quand les armées alliées sont encore en train de se masser. Ainsi, l'initiative du commandement allemand pèse sur la manœuvre des armées alliées.

Observons toutefois que les dispositions stratégiques prises par le général Joffre n'ont pas encore rendu tout leur effet. Sa force principale, abritée derrière la Sambre, appuyée sur les places de Namur et de Maubeuge, menace les armées allemandes qui défilent devant elle et une force moindre, mais non négligeable, fait barrage pour s'opposer à leur mouvement tournant et empêcher leur débouché vers la mer. Si le commandement allemand est prêt à attaquer, le commandement français est prêt à attaquer aussi et il garde la volonté et les moyens de reprendre, à son tour, l'initiative.

Ainsi, s'engagent, le 21 août, les combats de la Sambre,

c'est-à-dire l'ensemble des événemens militaires connus sous le nom de « Bataille de Charleroi. »

IV. LES COMBATS DE LA SAMBRE. — LA MANŒUVRE EN RETRAITE

Le 21 août, les deux armées se trouvent à proximité l'une de l'autre, mais non pas exactement affrontées. L'armée allemande glisse entre la Sambre et la mer, la droite en avant avec une direction générale obliquée vers l'Ouest et le Sud-Ouest, direction de Valenciennes. L'armée française garde la Sambre, se préparant à déboucher au Nord de la rivière, mais avec une inclinaison légèrement obliquée au Nord-Est, direction de Namur.

La Sambre sépare les deux armées.

Cette séparation que fait la Sambre n'a pas, en réalité, une portée stratégique considérable. Quoique l'histoire militaire compte, dans cette région, des lieux illustres (Mons, Jemmapes, Fleurus), les proportions et les ressources de la guerre moderne n'y trouvent ni des facilités, ni des obstacles pouvant aider ou arrêter sérieusement des opérations de grande envergure. Surtout la nature des lieux s'est si profondément modifiée en raison du développement de l'industrie du charbonnage et des industries annexes que rien ne ressemble moins à un champ de bataille propice aux évolutions de puissantes armées.

Trois régions très différentes se partagent le bassin de la Sambre, si l'on remonte son cours, à partir de Namur, en se dirigeant vers l'Ouest jusqu'à Valenciennes et la vallée de l'Escaut. Ce sont : la région industrielle dont Charleroi est la capitale; le Borinage, ou région minière, groupée autour de Mons; au delà, vers l'Ouest, la région agricole ou des grandes fermes. La Sambre est une rivière d'une très modeste largeur, même à Charleroi, qui, prenant sa source parmi les pâturages de la Thiérache, vient, par une courbe dont Maubeuge est le point culminant, se jeter dans la Meuse à Namur. Née dans les verdures et les bois, elle coule au fond d'une étroite vallée longée, de part et d'autre, par des collines pittoresques et gracieusement meublées; mais, à partir de son entrée dans le Borinage, son canal fait un dur couloir où les eaux noires coulent comme une traînée de lave entre deux murs de charbon : la mine salit tout, même les eaux vives. Le reflet de l'usine est une tristesse de plus dans un paysage jadis agreste que le tra-

vail et l'industrie humaine ont si profondément transformé.

M. Dumont-Wilden a donné, de la région de Charleroi, quelque temps avant la guerre, une description qu'on croirait faite exprès pour expliquer le drame militaire qui allait s'y dérouler :

Quand, du haut du plateau, qui, au Nord, domine la Sambre et qui a conservé le caractère agreste que toute cette partie du Hainaut avait avant l'envahissement de l'industrie, on découvre tout à coup le pays de Charleroi, on ne voit d'abord qu'une immense agglomération; on se croirait aux abords d'une ville gigantesque, d'une ville presque aussi grande que Londres. Des multitudes de fabriques envoient dans le ciel, par leurs hautes cheminées, des nuages fuligineux; les maisons succèdent aux maisons, les rues aux rues, et c'est à peine si, çà et là, le parc d'un directeur d'usine, un champ ou un bois oublié piquent une note verdoyante dans cet horizon noirâtre. Ce pays de Charleroi n'est, en effet, qu'une agglomération de faubourgs ouvriers. Jumet, Gilly, Lodelinsart, Courcelles, Montignies, Couillet, Roux, Marchiennes-au-Pont, Marcinelle, Gosselies, Fontaine-l'Évêque qui n'étaient, il y a cinquante ans, que de modestes villages sont aujourd'hui peuplés comme des villes. Ils étendent au loin leurs maisons basses se touchant l'une l'autre à tel point que l'étranger qui parcourt le pays se figurerait aisément, après l'avoir traversé tout entier, qu'il n'a pas quitté le faubourg de Charleroi.

Ce sont donc de longs faubourgs industriels se développant sur les bords de la Sambre et du canal, du côté qui regarde Namur et, à gauche, le long de la route qui gagne Mons. Sauf quelques coupures verdoyantes, la région est barrée, en quelque sorte, par la succession fastidieuse des corons et des maisons ouvrières, tassés aux pieds des usines et dont l'horizon est encombré par la forme géométrique des « terrils. »

Au-dessus de cet océan de maisons, d'ateliers et d'usines, toujours couvert d'une atmosphère de fumée, s'élèvent, de part et d'autre, en pentes assez rapides, les deux lignes de collines parallèles à la rivière. Elles sont ravinées par le cours de petits ruisseaux descendant vers la Sambre et déterminant, ainsi, des redans dont les avancées forment les défenses naturelles de la vallée.

Les pentes et les crêtes se surveillent de part et d'autre et forment des observatoires d'où les artilleries peuvent se canonner entre elles, mais sans atteindre les fonds que par des tirs courts et plongeans.

Dans ces fonds, la Sambre et le canal forment à peine des obstacles : quelques mètres à franchir sous la protection des maisons qui, parfois, trempent leurs pieds dans les eaux; au bout de chaque rue transversale un peu importante, un pont; le cours d'eau franchi, des quais étroits et le réseau des rues et des ruelles qui dévalent des collines ou y grimpent en se contournant et s'achèvent par des sentes bordées de maigres jardins de banlieues, de guinguettes, de cabarets et de villas. Des murs, des palissades, des haies, des clôtures en fils de fer, tout signale le morcellement, l'émiettement de la petite propriété ouvrière. Pour l'assaut, ce sont de parfaits défilemens.

C'est dans cet étroit couloir sans accès et sans vues, sans plaine et sans horizon, que se heurtent les deux puissantes armées lancées l'une pour envahir la France et l'autre pour lui barrer la route. Assurément, si les commandemens avaient *voulu* cette bataille, ce n'est pas ce terrain qu'ils eussent choisi.

On trouvera dans notre *Histoire de la Guerre de 1914* un exposé détaillé des combats de la Sambre; il suffit de mentionner ici les faits militaires principaux affirmant les caractères de ces combats avec leurs conséquences tactiques et stratégiques.

L'avantage que le commandement allemand avait pris par l'initiative stratégique résultant du plan général d'opérations par la Belgique et la rive gauche de la Meuse se traduit ainsi qu'il suit :

Dans l'espèce de mouvement en éventail que les armées allemandes commencent en tournant autour de Namur comme pivot, elles arrivent les premières dans la plaine de Nivelle et elles entreprennent aussitôt la marche vers l'Ouest, qui s'appuie à gauche sur la Sambre et à droite sur la Demer. Mais la cavalerie et les avions apprennent au grand état-major allemand que d'importantes forces françaises sont massées au Sud de la Sambre. Des contacts ont été pris entre les deux cavaleries, le 19, à Perwez. Sur la rivière les ponts sont occupés.

Dans cette situation des deux armées, la place de Namur prend une importance considérable. Peut-être le projet originaire du commandement allemand était-il simplement de la masquer. Mais, dans la nuit du 20 au 21, la résolution est prise de balayer la Sambre, et le canon tonne sur Namur, le 21 août, à dix heures. On peut dire que la bataille vient chercher la rivière : en effet, le même jour, et presque à

la même heure, un effectif de 1 500 cavaliers allemands apparaît, d'abord, sur les collines qui dominent la rivière sur la rive gauche, à Saint-Martin; puis c'est l'artillerie qui prend position à Saint-Martin-sur-Velaine (cote 183); puis ce sont des masses de l'infanterie descendant vers la rivière par Gembloux-Fleurus. Bientôt, les avant-gardes françaises qui surveillent la rive droite sont avisées que Tongrinne et Fleurus sont encombrées de troupes ennemies : les gens du pays disent 100 000 hommes. C'est donc une armée qui se hâte dans la direction de Charleroi. Les batteries allemandes s'approchent et s'installent au Bois du Curé, sur un redan qui domine la Sambre : la canonnade tonne de ces hauteurs vers midi. La bataille est commencée.

Que faisait-on, au même moment, dans le camp français?

Pour la journée du 21, le général Lanrezac a donné des instructions offensives-défensives, par conséquent un peu obscures : les corps d'armée se disposeront à attaquer entre Namur et Nivelle, mais ils n'attaqueront pas. Le 1er corps (Franchet d'Espérey) restera sur la Meuse à attendre la relève de la 51e division; le 10e corps (Defforges) se tiendra sur les hauteurs au Sud de la Sambre (Fosse-Vitrival), et gardera aussi les ponts; le 3e corps (Sauret) s'opposera au débouché de l'ennemi sur Châtelet (1).

Le 18e corps (Mas-Latrie), les divisions de réserve, l'armée britannique sont encore en arrière, loin de l'ennemi, et font une ligne oblique Sud-Ouest de Charleroi au Nouvion.

Les corps de l'armée alliée forment ainsi, au moment où la lutte va s'engager, une sorte de pyramide dont la pointe est le 3e corps appuyé par le 10e corps.

Soit pour l'offensive, soit pour la défensive, ce dispositif est très dangereux. D'ailleurs, la pensée du général Lanrezac est de n'attaquer que le lendemain. Il prend ses mesures en conséquence : il compte qu'il aura le temps de porter son 1er corps en avant dès que la division de relève sera arrivée, et que ce corps mènera l'attaque dans l'encoignure de la Sambre et de la Meuse, sous le feu de la place de Namur.

(1) Ces instructions sont les suivantes pour le 3e corps : « Se tenir prêt à l'offensive; être en mesure de s'opposer éventuellement à un débouché de forces ennemies au Sud de la Sambre; se préparer à appuyer et à flanquer le 10e corps à sa droite et le 18e corps à sa gauche; veiller et arrêter les incursions de la cavalerie ennemie sur les ponts de la Sambre. »

Mais le commandant de la 5e armée n'est plus maître des événemens. Pendant qu'il élabore ses instructions, les Allemands ont attaqué, le 21, à douze heures quarante-cinq, et ils ont attaqué précisément les deux corps de flèche, en les prenant de flanc par le côté que couvre insuffisamment le 10e corps, échelonné depuis les hauteurs du sud de la Sambre jusqu'au pont d'Auvelais.

Les Allemands se sont insinués peu à peu dans les faubourgs de la rive gauche; ils ont gagné de jardins en jardins, de maisons en maisons, de ruelles en ruelles, jusqu'au moment où ils ont été arrêtés par le canal qui borde la Sambre. Ayant ainsi filtré, ils se trouvent en présence des avant-postes du 10e corps qui gardent les ponts de Tamines et d'Auvelais. Luigi Barzini, qui se trouvait sur les lieux, a parfaitement décrit ces préliminaires de la bataille auxquels il assista, sans qu'il ait pu, sur le moment, en prévoir les suites :

Entre les maisons et la place de la Gare passe un canal navigable dérivé de la Sambre qui traverse la ville plus au Nord; sur le canal, deux ponts tournans qui donnent accès à la ville étaient barrés par des chaînes. Au bord du canal, des soldats construisaient en hâte une barricade faite de pierres prises à un chantier. La ville avait l'air de s'intéresser intensément à ces préparatifs. Aux fenêtres apparaissent des visages curieux, et le long des trottoirs encombrés de tables de café, des passans s'attardaient à regarder. Rien de plus étrange que le contraste entre la tranquillité de la ville et ces fébriles apprêts de bataille. Le silence se prolongeait. Il y avait des momens d'alarme; les sous-officiers prenaient leurs revolvers en criant des ordres; c'était alors une fuite précipitée des passans; puis, l'on revenait à une attente plus calme. Les trottoirs se vidaient et se repeuplaient tour à tour. Voilà ce qui se passait : des patrouilles de uhlans venant de Gosselies entraient à Charleroi, et, au passage des ponts, étaient arrêtés par les avant-postes français. La bataille de Charleroi a commencé par cette chasse à l'affût. A la gare se trouvait la dernière embuscade.

L'après-midi du 21 est marqué par trois séries d'événemens militaires : bombardement de Namur, combats du 10e corps à Auvelais-Arsimont, combats du 3e corps de Châtelet à Charleroi.

Le 10e corps perd le pont d'Auvelais et, après des contre-attaques magnifiques mais vaines, notamment à Arsimont, il est refoulé par la Garde prussienne sur Aisemont-Cortil-Mazet,

c'est-à-dire sur les hauteurs au Sud de la Sambre ; le 3e corps est coupé du 10e corps à sa droite par les troupes ennemies se glissant par le pont d'Auvelais. Ainsi, on perd successivement les ponts de Pont-de-Loup, Tamines, Roselies. Châtelet est occupé par l'ennemi qui s'y barricade.

Les contre-attaques du 3e corps sur Aiseau-Roselies ne sont pas plus heureuses que celles du 10e corps ; dans la nuit du 21, l'ennemi (Xe corps) est maître de la Sambre. Un combat à Anderlues, contre notre corps de cavalerie épuisé, rejette celui-ci au delà de la rivière et menace d'envelopper le 3e corps. Les choses sont gravement compromises pour le général Lanrézac, au moment même où il donnait les ordres pour attaquer le lendemain 22 : tels sont les avantages de l'initiative !

Et cette journée du 21 n'est qu'une épreuve préliminaire. La journée du 22 fut la bataille proprement dite. Bien entendu, le projet du général Lanrezac de déboucher, ce jour-là, au Nord de la Sambre, n'a plus lieu, en raison des événemens; les ordres qu'il a communiqués aux corps, le 21 au soir, sont périmés. L'ennemi a pris l'initiative et il la garde.

Le 22 est, en somme, une sorte de répétition de la journée du 21. Le 1er corps reste toujours immobile; les deux corps de flèche, le 10e corps et le 3e corps, portent encore tout le poids de la lutte à laquelle le 18e corps cependant commence à participer ; nos forces sont jetées à la bataille, comme l'on dit, bûche à bûche. Le reste des forces alliées jusqu'à la gauche n'est pas encore en ligne.

Le matin, le 10e corps attaque avec fureur ; préparation d'artillerie insuffisante ; charges téméraires ; le corps est ramené à partir de 11 heures du matin ; contre-attaque nouvelle des troupes algériennes. Même tactique, même échec. La Garde prussienne subit des pertes énormes ; l'ennemi est contenu ; mais la retraite s'impose et s'accomplit sur une ligne oblique de la Sambre à Mettet.

La journée est toute semblable, mais plus mauvaise encore, au 3e corps. Contre-attaque sur Aiseau-Roselies ; les Allemands (Xe corps de réserve) débouchant de Charleroi, se développent en masses serrées sur l'Ouest et menacent de cerner le 3e corps. Échec de la 6e division. Contre-attaque de la 38e division (troupes algériennes). Corps à corps terribles. A trois heures, le 3e corps est en pleine retraite. Cependant l'ennemi a été très éprouvé;

ici encore, il hésite. Nos batteries contiennent sa poursuite.

A gauche, le 18e corps est entré en ligne un peu tard dans la journée et n'a pu qu'empêcher, par sa présence et ses lointaines canonnades, le mouvement du VIIe corps qui menaçait d'envelopper le 3e corps à l'Ouest.

Telle est la « bataille de Charleroi » proprement dite. Quatre corps allemands, VIIe actif, Xe de réserve, Xe actif et la Garde ont attaqué deux et, au plus, trois corps français. « La 5e armée est sortie ébranlée de la bataille du 22, mais elle n'est pas dissociée; si elle a reçu de rudes coups, elle en a porté à l'ennemi d'aussi rudes. » Le moral du soldat reste excellent; il ne se considère pas comme battu. C'est à reprendre. Et le commandement français se dispose à le faire.

La journée du 23 août voit la ruine de cette dernière espérance. Tant est fort l'avantage de l'initiative et tant il est vrai qu'on ne guérit pas un grand mal par des palliatifs, en pleine crise; mieux vaut trancher et chercher un *novus ordo*.

Le front français a étayé et consolidé successivement les corps en flèche en les calant par les corps voisins. Or, voici que tout l'édifice chancelle : Namur, qui soutenait notre droite, succombe; le 1er corps qui, enfin libéré par l'arrivée de la 51e division, se prépare à prendre de flanc l'armée allemande débouchant de la Sambre sur les hauteurs, est soudainement obligé de se retourner pour faire face aux premiers élémens (XIIe corps) de l'armée von Hausen qui ont passé la Meuse à Hastière; le 10e corps tient tête, il est vrai, devant les attaques assez molles de la Garde, et se replie seulement en fin de journée, prêt à contre-attaquer le lendemain; mais l'effondrement se produit au 3e corps et surtout à la 6e division. Le découragement, la désorganisation, l'embarras des convois refluant, le trouble des choses et des âmes s'exagèrent dans la nuit. La retraite sur Walcourt-Silenrieux est un des épisodes tragiques de cette campagne.

A l'Ouest, le 18e corps est fortement éprouvé dans un engagement qui dure toute la journée. Le groupe des divisions de réserve est venu occuper la position Thirimont-Cousolre.

Il est vrai que l'armée britannique survient juste à temps pour menacer le flanc de l'armée von Kluck. Celle-ci, arrêtée dans son mouvement, se rabat, division par division, sur l'armée de French. Si on les détruisait l'une après l'autre, ce

serait le salut ; mais French, se sentant isolé par l'échec de la 5e armée, se met en retraite après trois heures de contact avec l'ennemi. Le bref combat de Mons, suivi de ce prompt recul, met le comble à la crise,... mais commence peut-être aussi la guérison. La résolution prise par French de ne pas insister confirme une résolution semblable chez Lanrezac. Celui-ci ordonne la retraite générale de la 5e armée, le 23 à 9 heures du soir.

Les armées alliées se « décrochent, » mais face à l'ennemi. Et comme cette rupture du combat s'accomplit non par panique, déroute ni même défaite, mais par une volonté du commandement, comme il n'y a pas poursuite de l'ennemi, la retraite prend tout de même le caractère et offre les avantages d'une décision. Les choses vont prendre une face nouvelle. L'initiative change de camp.

Le 25 août au soir, les armées alliées sont ramenées sur le territoire français; la 5e armée occupe la ligne Maroilles-Avesnes-Fourmies-Regniowez. L'armée britannique occupe la ligne Cambrai-Le Cateau-Landrecies.

Elles sont battues : telle est la conséquence, pour ainsi dire fatale, de l'initiative stratégique et tactique prise par l'armée allemande du 19 au 21 août. Mais elles ne sont pas rompues : telle est la récompense des initiatives stratégiques combinées par le commandement français et sur lesquelles nous allons revenir. Un retard de deux jours a causé la surprise et la perte de deux journées; mais la sagesse des dispositions demeure et c'est elle qui va sauver ce qui peut être sauvé.

Que les Allemands célèbrent la victoire de « Sambre et Meuse, » comme ils l'appellent : ce n'en est pas moins pour eux une victoire incomplète et qui renferme le germe d'une prochaine défaite. C'est ce qu'il était impossible de discerner dans le trouble des premières émotions, mais c'est ce qu'il est possible de déterminer, maintenant.

G. HANOTAUX.

(*A suivre.*)

LE CARDINAL MERCIER

De la tombe où l'Allemagne se flattait d'avoir mis la Belgique, l'univers écoute s'élever, depuis trois ans, la voix du cardinal Mercier. Elle représente, tout à la fois, l'héroïque faiblesse du peuple belge, qui s'offrit en victime pour le droit des gens, et l'invincible force de l'idée de justice, vengeresse d'une telle victime; elle apporte à cette faiblesse le secours de cette force. Messagère d'un peuple opprimé, la parole du cardinal n'est pas une parole qui intercède, mais une parole qui proteste; elle ne plaide point, elle attaque. Elle ne courbe pas la Belgique devant ses vainqueurs en attitude de suppliante, mais elle leur intime, à eux, de se courber devant quelque chose de plus haut; elle n'est pas, à proprement parler, l'avocate des Belges; elle est l'avocate générale du droit lésé. Jadis, au temps des premiers Barbares, on vit des évêques s'improviser « défenseurs des cités : » ils demandaient que le vainqueur fût pitoyable au vaincu, et ils l'obtenaient. Le peuple belge, qui n'aspira jamais à être un belligérant, n'a point à accepter une posture de vaincu : au point de départ de ses glorieuses infortunes, il y eut une neutralité cyniquement violée; et son chef spirituel, auguste interprète de son âme, n'invoque jamais la pitié, mais revendique sans cesse la justice. De ce fait, ce ne sont pas seulement toutes les compassions humaines, mais toutes les consciences humaines, qui font écho à la voix du cardinal Mercier. Il fut en avance sur tous les hommes d'État et sur tous

les penseurs des pays neutres, pour oser proclamer, sous le joug même de l'Allemagne, que ce joug était une iniquité. L'opinion civilisée prit acte du verdict, et constata que chacune des monstruosités qui souillaient l'Allemagne d'une tache nouvelle parait le cardinal d'un prestige nouveau, puisque aussitôt sa protestation, s'attachant au crime, continuait de révéler au monde ce qu'était l'Allemagne et ce qu'était l'archevêque de Malines.

Les cercles cultivés, dans l'Europe de l'avant-guerre, estimaient en lui un intellectuel, un philosophe, un savant; mais les cercles cultivés ne le connaissaient encore qu'à demi. Car ils ignoraient que cet intellectuel mettait au-dessus de tout la charité; que ce dialecticien, s'évadant volontiers de son propre génie, quittait avec allégresse la mêlée des raisonnemens pour le recueillement de la contemplation; que ce scolastique aspirait vers l'élan mystique qui, soulevant l'âme vers Dieu, permet de le connaître un peu et de l'aimer beaucoup; que ce professeur de carrière se plaisait, d'une âme ardente, aux improvisations et aux soubresauts de l'action; que ce savant, enfin, si épris qu'il fût de la science pure, ne lui attachait tout son prix que si elle se tournait à aimer. S'arrêter à l'écorce de ses livres sans chercher plus au delà, plus au fond, la sève de son âme, c'était assurément faire honneur à l'auteur, mais c'était ignorer l'homme. La Grande Guerre est venue, et la Grande Guerre a dévoilé l'homme; elle a, si l'on peut ainsi dire, achevé de dessiner sa physionomie.

L'auteur intéressait une élite pensante; c'est sur l'homme, aujourd'hui, que les regards de l'humanité sont attachés. Comme autrefois son Maître, cet homme est, pour les belligérans, un « signe de contradiction; » et tandis que ses démarches sont un objet de scandale pour la race dévoyée qui veut que devant la force la dignité de l'âme capitule, il est devenu, pour tous les membres de la famille humaine qui ne se sont pas excommuniés eux-mêmes de cette famille, un maître de justice.

La splendeur d'un tel rôle éveille nos curiosités : elle est la suite d'un passé, l'efflorescence d'un caractère, l'épanouissement d'un certain nombre de traits qui préalablement existaient ; on voudrait les saisir, les fixer. Le cardinal nous dirait assurément, si nous l'interrogions, que tout ce qu'en lui nous admirons est l'œuvre de Dieu et l'apport d'une grâce; et sa réponse presserait nos regards de ne pas s'attarder sur lui-même

et de s'élever vers ce Christ qui, dans la toile éloquente de M. Albert Besnard, le domine et le pousse en avant. Mais sans nous refuser à croire que la vaillance de sa parole et de son geste fut un don, et que ce don vint d'en haut, nous l'amènerions à convenir avec nous — et avec la théologie — que la grâce ne supprime pas la nature, mais qu'elle la parachève, et que la lumière humaine dont on essaie d'éclairer une physionomie humaine n'offusque ni n'efface, en elle, le rayonnement souverain de Dieu.

I

Voilà deux cents ans à peu près que les Mercier sont des Belges; auparavant, ils étaient Français. Après quelques étapes dans le Sud de la Belgique, on les trouve installés, dans la première moitié du XVIIIe siècle, à Braine-l'Alleud, bourgade du Brabant wallon. Il y a là de bonnes terres, grasses de culture, riches d'élevage; ils y menaient une vie de fermiers. Peu à peu, l'industrie les tenta : le grand-père du cardinal, qui pendant de longues années fut maire de Braine — *le vieux maire*, comme on l'appelait — exploitait une tannerie. La famille alors connut des heures prospères, dans une belle bâtisse rurale qui se nommait le « château du Bastangier. »

Si le vieux maire eût laissé faire, son fils Pierre-Léon s'en fût allé vers Paris, pour être artiste; et la peinture, peut-être, lui eût rapporté un peu de gloire. Mais la notoriété de son talent, qui était réel, ne dépassa pas le cadre de la famille. L'obéissance filiale qui l'enracinait en Brabant n'enchaîna pourtant pas les vagabondages de son esprit : il s'occupait de mathématiques, de ponts et chaussées, de littérature; à défaut d'autre émigration, c'était encore une façon discrète d'échapper aux lisières de Braine. Les journées révolutionnaires de 1830 le sollicitèrent vers un autre genre d'évasion : avec trois autres Mercier, ses parens, il courut à Bruxelles faire le coup de feu pour les libertés belges. Le nom des Mercier figure quatre fois parmi ceux des Brainois qui risquèrent leur vie pour faire naître la Belgique moderne. Les Mercier, même au temps où ils avaient « du bien, » n'étaient pas captifs de leur aisance : l'idée de droit, l'idée de liberté, pouvaient les émanciper de leur bien-être familial et les entraîner loin de chez eux.

Au demeurant, s'il est des coins de terre où les imaginations s'assoupissent, Braine, tout au contraire, les invite à prendre essor et dans le temps et dans l'espace : au-dessus des herbages planent certains souvenirs qui n'ont rien de bucolique, souvenirs d'épopée, souvenirs de Waterloo. La suprême bataille napoléonienne — celle où l'Aigle se cassa les ailes — s'acheva dans ces parages ; et deux fermes voisines en gardèrent longtemps les stigmates : l'une, la Papelotte, occupée dans ces heures décisives par le prince de Saxe-Weimar (1), appartenait à un membre de la famille Mercier; l'autre était la propriété de la famille Charlier, où Pierre-Léon Mercier devait un jour prendre femme. La première guerre européenne laissait ainsi des traces profondes dans l'histoire familiale des Mercier, et dans celle des Charlier. Il était réservé à un enfant de Braine de graver, cent ans après, son verbe et son nom dans l'histoire d'une autre guerre, européenne d'abord et bientôt universelle : cet enfant devait être un Mercier, fils d'une Charlier.

Il naquit le 21 novembre 1851, succédant à quatre fillettes : après lui, deux enfans survinrent encore; et la mort prématurée du père fit de Barbe Mercier, sa veuve, la gardienne de sept orphelins. Une distillerie, sur laquelle avait compté Pierre-Léon pour nourrir cette famille, dut être vendue : on vendit aussi la maison familiale, et l'on se retira, tous les huit, dans une maisonnette proche de l'église, à Braine. Il semblait à ces infortunes qu'elles échappassent au délaissement, en venant s'adosser à l'église, qui console. Il y avait à Bruxelles de lointains cousins — l'un même fut un instant ministre — qui paraissaient tout prêts à illuminer d'un beau rayon l'avenir du petit Désiré Mercier : qu'il se préparât à entrer dans l'administration, et ils seraient ses protecteurs; ils l'exalteraient peut-être, le temps aidant, jusqu'à un fauteuil de chef de division, dans un important ministère.

Barbe Mercier n'égarait pas ses rêves vers de semblables cimes. Elle les attachait aux degrés de l'autel, où chaque jour s'agenouillait son veuvage : ils étaient la seule altitude avec qui son infortune se sentît de plain-pied, et la seule dont pour son fils elle souhaitât l'ascension, comme on souhaite une grâce. Et les quatre grandes filles, blotties contre la mère, inauguraient

(1) Henry Houssaye, *1815. Waterloo*, p. 306.

une vie de privations afin d'obtenir cette grâce, afin d'amasser aussi, tout doucement, les ressources nécessaires pour faire étudier l'enfant. Un frère de Barbe, l'abbé Antoine Charlier, était doyen de Virginal; elle avait un demi-frère, l'abbé Croquet, d'abord vicaire à Braine, qui s'en fut, quarante ans durant, évangéliser les Peaux-Rouges, et que les indigènes appelaient le saint de l'Orégon. Ces exemples, sans doute, allaient séduire le petit Désiré; et la famille qui avait cessé d'être heureuse n'attendait plus de la vie qu'une seule joie, cette joie-là.

Désiré Mercier fut tour à tour élève du collège épiscopal de Saint-Rombaut, à Malines, et du petit séminaire de cette ville; et ses aspirations répondaient à celles des siens. Il aura présente à la mémoire cette orientation très fixe et très haute de son adolescence, lorsque plus tard, devant un auditoire de jeunes, il s'épanchera dans une causerie, libre et grave, sur *l'Idéal et l'Illusion*. Il ne permettra pas que l'on calomnie ou que l'on bafoue l'idéal en l'assimilant à un rêve mal défini, mal précisé, et que, sous prétexte d'en reviser la valeur, on se décharge des devoirs onéreux que souvent l'idéal impose. « L'idéal, déclarera-t-il, c'est quelque chose de très précis, de très net; c'est une conception claire de notre devoir. Nous devons y rester fidèles et ne l'abandonner jamais. » A l'âge où d'autres font des rêves, il avait donc un programme, sanction d'une vocation : il voulait être quelqu'un qui aime Dieu, et qui le fait aimer. Et dans cette famille où l'on avait des peines et où l'on peinait, tous les élans et toutes les souffrances, toutes les exaltations et tous les accablemens, toutes les espérances et toutes les détresses devenaient activement complices de cette vocation, qui fut ainsi comme la fleur de toute une vie chrétienne collective, et qui mûrissait, discrète, dans la ville épiscopale de Malines, entretenue sans cesse et comme réchauffée par les lointaines prières de la petite maison de Braine.

Trois de ses premiers maîtres laissent au cardinal un souvenir ému : M. Robert, qui lui apprit à obéir; M. La Force, qui lui apprit à travailler et à vouloir; M. Pieraerts, qui lui apprit à oser (1). Les Allemands ont pu mesurer la valeur de ce professeur d'initiative qu'était M. Pieraerts. Les vacances ramenaient à Braine Désiré Mercier; et là, d'autres maîtres

(1) *Œuvres pastorales*, I, p. 81.

s'offraient, et conquéraient à jamais son cœur : c'étaient les ouvriers catholiques. Sans le savoir, eux, ils lui donnaient des leçons de psychologie. « Il y a souvent profit, dira-t-il dans la suite, à prendre à l'école du peuple de telles leçons. L'ouvrier pense très haut. Son langage prime-sautier ignore l'artifice. Nul ne vous aide mieux à lire dans l'intimité de l'âme (1). »

Avec ces grands camarades brainois, le jeune Mercier fut « Mamelouk : » ainsi débuta sa vie publique. Mamelouk, c'était le sobriquet dont les libéraux affublaient les Xavériens qui, sous le patronage de saint François-Xavier, groupaient les forces catholiques de la bourgade. On relevait ce sobriquet comme un titre de gloire; et chaque dimanche, tous les mamelouks ensemble, ouvriers et patrons, clercs et laïcs, descendaient le chemin de l'Estrée et s'en allaient boire quelques chopes ou « lutter, en de grands concours, au piquet ou au jeu de quilles pour gagner le prix, tantôt un lapin, tantôt un couple de pigeons (2). » Désiré Mercier, très simplement, très gaiement, se mêlait à ces joutes : il disputait le lapin, parfois il le gagnait; et la soirée se terminait en longues causeries avec ceux qu'après un demi-siècle ses lèvres cardinalices appelleront encore « nos chers ouvriers brainois. » Un jour survinrent les délégués bruxellois de l'Internationale : en deux *meetings*, les Xavériens restèrent maîtres du terrain. Désiré Mercier se sentait devenir un lutteur, à l'école de ces vainqueurs.

Dans ce même « local » des Xavériens, où s'aiguisait son tempérament combatif, il voyait l'idée religieuse amortir les antagonismes sociaux et faire taire toutes les catégories de vanités, aussi bien celles qui eussent pu devenir insolentes que celles qui eussent pu se sentir humiliées : tous ensemble, on était des catholiques, une compagnie dans l'armée catholique qui, périodiquement, aux élections, arborait le programme catholique. Désiré Mercier, conscrit dans cette armée, s'habituait à associer à la pratique du zèle religieux l'idée de fraternité sociale ; et la conception qu'il se fera plus tard de l'attitude sociale du chrétien s'inspirera de cette camaraderie d'apôtres qui entraînait aux jeux, aux *meetings*, aux salles de scrutin, les mamelouks du pays natal.

Le collégien de Malines, le Mamelouk de Braine n'avait

(1) *Œuvres pastorales*, III, p. 109.
(2) *Ibid.*, I, p. 292-294.

pas la gaieté des enfans autour desquels s'échafaude, comme un fragile décor de théâtre, une façade de bonheur. Il sentait auprès de lui des fardeaux qui pesaient, des souffrances qui s'offraient. Et tout au fond de son âme le contre-coup de ces souffrances se répercutait assez profondément pour qu'il eût en partage, dès le début de sa vie, cet art et ce besoin de compatir, qui sont l'attachant bénéfice des enfances assombries. Mais la souffrance qui se prodigue en compassion ne devient jamais une langueur; et dans le cadre austère, endeuillé, où le jeune collégien passait ses vacances et enracinait son cœur, se développaient en lui certaines vertus d'élan prime-sautier, d'initiative conquérante, d'active générosité, où malgré tout il entrait de l'allégresse, et qui jetaient dans l'atmosphère du foyer quelques notes de joie. Désiré Mercier partait avec entrain pour une vie grave et sévère, pour laquelle il n'avait d'autres maximes que de se mettre à la disposition de Dieu et de ceux qui devant sa conscience représentaient Dieu. Les curiosités intellectuelles, très diverses, très éparses, qui se jouaient en lui comme des survivances du tempérament paternel, étaient disciplinées et fécondées grâce à cette fixité du but, qui parachevait toutes les richesses de son être par la richesse souveraine de l'unité.

II

Deux années de philosophie au petit séminaire de Malines l'enchantèrent médiocrement : cette intelligence vivante demeurait mal satisfaite d'une philosophie qui manquait de vie, et qui n'était qu'un éclectisme intimidé, tant bien que mal habillé d'une livrée scolastique, et trop peu confiant en lui-même pour inspirer la confiance. Les jouissances que lui avait refusées cette indigente philosophie lui furent apportées, au grand séminaire, par la théologie. Là du moins, il trouvait une vraie synthèse, sûre d'elle-même, harmoniquement construite; il lisait la *Somme*, et l'aimait. Mais en philosophie aussi, saint Thomas avait fait acte d'architecte; qu'avait-on gagné, dans certaines écoles catholiques, à substituer à l'édifice philosophique du thomisme ces bâtisses composites dans lesquelles chaque faiseur de systèmes reconnaissait quelque pierre portant son estampille, et qui, s'ouvrant alternativement à tous les courans d'air, vacillaient sous leur chaotique tourbillon? Le

jeune clerc se posait cette question, et réservait la réponse pour l'avenir. Chaque chose en son temps : il avait d'abord à devenir un prêtre, et c'est à quoi, sur l'heure, visait son travail.

Il briguait quelque chose de mieux qu'une maîtrise intellectuelle dans les sciences théologiques : son contact fréquent avec les écrits des Pères, sa familiarité quotidienne avec saint Paul, tendaient à former en lui, non point un spécialiste en sciences sacrées, mais un apôtre de Jésus-Christ. S'il apprenait par cœur les *Épîtres*, s'il inaugurait sur ses cahiers cette façon de les traduire qui lui est si personnelle et qui leur fait rendre tout leur suc, ce n'était pas à des fins d'exégèse, mais c'était pour imprégner son âme « des plus grandes pensées dont se composa la primitive atmosphère morale du christianisme (1). » Il se cultivait pour les âmes qu'il aurait un jour à cultiver, et concevait l'étude comme un apprentissage de l'action, non comme une jouissance cérébrale. Sa vocation gouvernait son travail intellectuel : les intuitions, non moins profondes que soudaines, qui lui découvraient d'amples horizons d'études, étaient systématiquement ajournées ; il mortifiait toutes les aspirations qui ne tendaient pas uniquement, en lui, à l'éducation du futur prêtre. Il consacra trois ans de séminaire à préparer cette demi-heure matinale du 6 avril 1874, où, pour la première fois, il consacra l'hostie. « Vers le Dieu qui réjouit ma jeunesse, » inscrivait-il sur le *Memento* de son ordination, et sa jeunesse réjouie ne désirait rien de plus qu'un poste de paroisse, dans lequel il pourrait distribuer la parole et la vie de Dieu, et quotidiennement réaliser « ce moment unique de l'histoire du monde (2), » le sacrifice eucharistique.

Mais déjà ses supérieurs avaient disposé de lui : ils l'expédiaient à l'Université de Louvain. L'obéissance lui fut d'autant plus facile, qu'elle lui intimait d'ouvrir les fenêtres, toutes grandes, sur le monde de la pensée, tout en rentrant fréquemment dans cette cellule de l'âme, où le silence fait parler Dieu (3).

Les études philosophiques qu'on faisait alors à Louvain ne mettaient pas les élèves en possession d'une philosophie ; tout au plus leur suggéraient-elles le besoin d'en avoir une, et ce besoin s'accompagnait et se tempérait d'une certaine crainte.

(1) *Œuvres pastorales*, I, p. 102.
(2) *Ibid.*, III, p. 253.
(3) *A mes séminaristes*, p. 40 et suiv.

Car Louvain, vers le milieu du XIXe siècle, avait possédé une école de philosophie, authentiquement indigène et subtilement originale, et Louvain s'en était mal trouvé; cette école avait connu des ennuis. Le professeur Ubaghs, très grave et très saint homme, en était le chef (1). Soucieux des assauts que le rationalisme livrait à la foi, il avait éprouvé quelque plaisir — un plaisir de revanche — à voir les Lamennais, les Bonald, les Bautain, humilier la raison et faire de la tradition la source unique ou principale des vérités morales et métaphysiques. Mais il déplaisait à Rome que la raison humaine se méprisât à l'excès : impartialement, généreusement, Rome, en dépit du péril rationaliste, avait vengé la raison humaine des attaques du traditionalisme. Ubaghs alors, plus discrètement, avait repris la campagne : il maintenait l'idée de Bonald, d'après laquelle la raison individuelle, physiquement dépendante de la Société et de la Révélation, leur emprunte nécessairement ses premières certitudes sur Dieu, sur l'âme, sur l'obligation morale; mais il ajoutait — c'était la concession qu'il faisait au Saint-Siège — qu'une fois munie, par voie d'emprunt, de cette connaissance initiale, la raison était capable de se démontrer à elle-même la légitimité de la foi qu'elle professait. La concession n'avait pas satisfait Rome : un avertissement en 1843, puis en 1864 une condamnation, avaient coupé court aux espérances suscitées par l'école d'Ubaghs. Louvain s'était flatté d'offrir à Rome des armes contre la raison; Rome les avait brisées. Et comme il advient après ces catastrophes de la pensée, une génération de philosophes avait succédé, qui redoutaient un peu d'avoir un système et même une réputation : c'étaient de bons techniciens de la discussion, mais nullement des constructeurs.

Le jeune abbé Mercier, un jour convié par l'un d'entre eux à réfuter le positivisme, connut un de ces soubresauts qui souvent amènent l'élève à dépasser le professeur, et conclut à part lui, non point seulement à la nécessité de notions transcendantes, mais à l'urgence d'une construction métaphysique vraiment ordonnée, vraiment synthétique : sa ferveur pour saint Thomas, pour le livre capital du jésuite Kleutgen sur le thomisme, alla croissant. Et ce tête-à-tête avec le vieux docteur fut fidèlement poursuivi lorsque l'abbé Mercier, en octobre

(1) Mercier, *Critériologie générale*, p. 127.

1877, fut devenu directeur des philosophes au petit séminaire de Malines. Il ne songeait pas d'ailleurs, à cette date, à devenir le metteur en branle d'un vaste mouvement thomiste : il était tout aussi modeste que ses maîtres de Louvain. Il se faisait une loi — il se la fera toujours — de ne point devancer par une pétulance personnelle l'instant où ses énergies seraient assez mûres pour être cueillies par Dieu : il était trop l'homme d'un devoir, pour être l'homme d'un rêve.

Le devoir, pour lui, c'était, à Louvain, de cumuler avec ses études la surveillance amicale et cordiale des étudians laïcs du collège du Pape, futurs juristes, futurs médecins, dont malgré son jeune âge on l'avait nommé sous-régent; et c'était, à Malines, de cumuler avec son professorat la direction spirituelle de beaucoup de ces séminaristes dont il voulait obtenir qu'une fois pour toutes, par un de ces actes décisifs sur lesquels on ne revient plus, ils donnassent leur vie à Jésus-Christ. Nombreux sont les prêtres belges qui lui savent à jamais gré de leur avoir arraché ce don. Ce qu'il leur demandait, à l'aurore de leur jeunesse, ce n'était rien de moins que ce que le XVII[e] siècle appelait une conversion : c'était une désaffectation, une désappropriation de leur être, en vue du service divin. Et cette tâche quotidienne, émouvante et joyeuse, s'intercalait activement parmi les préoccupations du savant; elle les eût, s'il en eût été besoin, désencombrées et purifiées de tout souci d'ambition, de toute fébrile inquiétude d'avenir; elle absorbait certainement pour elle-même le meilleur de son âme.

III

Mais l'heure approchait où le devoir, pour lui, serait d'être un chef d'école, un initiateur intellectuel, et d'accepter que cette ambition, commandée d'en haut, commandât au jour le jour son travail : cette heure fut sonnée par Léon XIII.

De longue date, Léon XIII avait considéré saint Thomas comme le docteur le mieux qualifié pour « aplanir les voies à la Révélation. » L'encyclique *Aeterni Patris*, dès 1879, réclama que la philosophie thomiste fût restaurée dans l'enseignement catholique. Elle provoqua tout de suite, dans les écoles de Rome, un branle-bas assez confus d'hésitations et d'obéissances : elle finit par prévaloir, car on savait le Pape tenace en ses desseins.

Mais à Rome, en ce temps-là, la pensée catholique visait moins à s'épanouir qu'à se barricader : ses attitudes étaient moins conquérantes que défensives. Le thomisme, tel que l'enseignaient avec leur fraîche bonne volonté ces premiers docteurs romains, aimait mieux négliger les sciences récentes que se les assimiler, et que s'en laisser vivifier, et que les vivifier elles-mêmes : il exhibait une demi-arrogance qui masquait peut-être, encore, une demi-timidité (1).

Léon XIII ne concevait pas, lui, que l'Église de Dieu pût être timide. Pas de timidités vis-à-vis de l'histoire, et sous l'œil apeuré des custodes les archives du Vatican s'ouvraient; pas de timidités vis-à-vis des démocraties, et leurs pèlerinages entraient dans Saint-Pierre par la porte même qui dans le passé ne livrait accès qu'aux rois; pas de timidités vis-à-vis des problèmes sociaux, et le Pape recommençait, en un siècle de laïcisme, à se mêler des choses de ce monde en légiférant sur elles; pas de timidités, enfin, vis-à-vis des sciences, et Léon XIII, à la Noël de 1880, invitait le cardinal Dechamps, archevêque de Malines, à installer dans ce grand foyer de sciences qu'était l'Université de Louvain une chaire de philosophie thomiste.

Le souvenir d'un David de Dinant, d'un Henri de Gand, d'un Siger de Brabant, d'un Gilles de Lessines, témoignait que l'esprit belge pouvait se familiariser avec les complexités de la scolastique; et le passé de Louvain, qui avait en face de la Réforme représenté la culture catholique, permettait d'espérer pour un renouveau de cette culture l'abri de l'Université. Léon XIII ne voulait pas d'un enseignement ésotérique, murmurant à l'oreille de quelques séminaristes bien défendus l'exposé de quelques vérités anciennes, précieuses et fragiles; il voulait un thomisme de plein air, un thomisme rayonnant, un thomisme pour laïcs, qui « sculpterait profondément la philosophie chrétienne dans les esprits » des étudians de Louvain, futurs députés et futurs ministres.

A la suite des infortunes d'Ubaghs, Louvain, nous l'avons dit, était fatigué de philosopher. Le droit social de l'Église, les divergences entre l' « hypothèse » et la « thèse, » la compatibilité des principes du *Syllabus* avec la constitution belge, avaient suscité entre l'économiste Charles Perin et les catho-

(1) Voir C. Besse, *Deux centres du mouvement thomiste, Rome et Louvain.* (*Revue du Clergé français*, janvier et février 1902.)

liques libéraux des discussions assez âpres, qui avaient achevé d'effaroucher la hiérarchie épiscopale. On avait mieux à faire, pensait-elle, que de perdre le temps en bagarres spéculatives, au moment où les entreprises scolaires du ministère Frère-Orban mettaient en péril l'âme des petits enfans. On avait à créer des écoles primaires; c'était plus urgent que la philosophie... Mais Léon XIII avait parlé : il exigeait cette entrée du thomisme à Louvain, et cette irradiation de la vie publique belge par une instruction philosophique nouvelle. Les évêques, dociles et surpris, méditaient son désir, et leurs méditations, trop hésitantes ou trop profondes, s'attardaient longuement.

Elles s'attardaient encore lorsque soudainement ils apprirent que Léon XIII allait leur envoyer, après l'avoir mitré, un religieux d'Italie, grand clerc en thomisme, et qu'ils n'auraient plus à lui donner, à Louvain, qu'une salle et des élèves. Patience, Très Saint Père! supplièrent-ils aussitôt, et leur étude des suggestions pontificales devint subitement impatiente d'aboutir. « Prenons l'abbé Mercier, directeur de vos philosophes, » dit au cardinal Dechamps Mgr Durousseau, évêque de Tournai, qui naguère, comme supérieur du séminaire de Malines, avait eu le jeune prêtre sous ses ordres. — « Sera-ce bien? » questionna le cardinal. — « Tellement bien, répliqua l'évêque, que si j'étais Votre Éminence, je ne me réjouirais pas de le perdre. » — « Eh bien, nommons-le, conclut le cardinal résigné; le Pape sera content. » Et Léon XIII en effet fut content (1).

Le « grand abbé » — comme depuis son ordination l'appelaient ses élèves — s'en fut à Rome, aux vacances de 1882, voir le grand Pape; et leurs deux imaginations s'accordèrent. Les coups d'œil de Léon XIII traçaient une route à l'abbé Mercier; ils étaient le signe qu'il devait « aller de l'avant : » le cardinal aime ce mot-là. Le Pape ne voulait pas seulement « qu'on appliquât les principes de la philosophie catholique pour faire produire aux sciences physiques et naturelles tous les fruits dont elles sont susceptibles; » mais il constatait, d'autre part, que les anciens scolastiques s'étaient préparés, par l'étude des sciences physiques et naturelles, à l'œuvre propre de la philosophie. Un quart de siècle avant que les admirables travaux

(1) Pour cette histoire de l'œuvre de Mgr Mercier à Louvain, nous devons beaucoup au cours récemment professé par M. le chanoine Noël, un de ses plus distingués disciples, dans une chaire de l'Institut catholique de Paris.

historiques du regretté physicien Duhem n'eussent vengé la culture scientifique des scolastiques du mépris où la tenait l'ignorant XVIII[e] siècle (1), Léon XIII rendait à cette culture un hommage. Le professeur Mercier, appelé brusquement à l'héritage de ces vieux maîtres, trouvait dans cet hommage une leçon pour lui-même, et concluait, sans ambages ni délais, à la nécessité d'élargir constamment ses connaissances scientifiques.

Charcot, vers cette époque, compta quelque temps parmi ses étudians un docteur Mercier : il n'était autre que le futur cardinal. On le retrouvait bientôt à Louvain : libéré de la barbe qu'à Paris il avait laissé pousser, il emprisonnait pour toujours dans un tiroir les deux aigles qui lui servaient d'épingle de cravate au temps où il suivait Charcot; il redevenait le grand abbé; et sous cet habit, le seul qu'il aimât, il était alternativement professeur et étudiant. Être professeur, et professeur par le vouloir d'un Pape, c'était flatteur; mais allait-il avoir des élèves? Les étudians entendaient dire « que le nouvel enseignement serait quelque chose comme un cours d'archéologie, l'exhumation, respectueuse d'ailleurs, de théories, intéressantes peut-être, mais si vieilles, et qui d'aventure plaisaient au Pape régnant (2). » Ils eurent la curiosité d'aller voir, et puis ils revinrent et restèrent; et le futur cardinal déroulait, devant un auditoire composé surtout de laïcs, une psychologie, une logique, une critériologie, une ontologie, qui devaient plus tard paraître en volumes. « Ce qui frappait et nous séduisait en lui, expliquait naguère un de ses meilleurs élèves,

... c'était l'intense vérité personnelle de ce qu'il faisait et de ce qu'il disait. Rien de conventionnel, rien d'apprêté, rien de guindé, mais la communication, toujours libre et spontanée, de sa vie la plus intime, de ses sentimens les plus vrais, de ses pensées les plus sincères, telle était la méthode constante de son enseignement et de sa direction. Pour se livrer sans voiles, il faut être, sinon parfait, du moins exempt de ces faiblesses qui déconsidèrent et qui ruinent toute autorité; il faut avoir la pensée scrupuleusement droite, il faut être exempt de toute servitude et de tout amour-propre, il faut avoir l'âme jeune et fraîche, dévouée sans réserve, prête à s'oublier toujours et à se donner sans compter. Il avait en lui cette jeunesse, ce dévouement, cette

(1) Voir dans la *Revue* du 15 juillet 1913 l'article de M. Albert Dufourcq.

(2) Toast de S. Deploige au banquet de consécration épiscopale de Mgr Mercier, p. 7.

droiture d'esprit, ce zèle de l'idéal, et c'est pourquoi nos âmes de vingt ans s'attachaient à la sienne (1).

La spontanéité de l'entrain, les merveilleuses vertus d'entraînement survivaient à la leçon, et poussaient le professeur, ensuite, vers les ateliers de recherches où ses collègues défrichaient, chacun à part des autres, un petit coin du terrain scientifique ; il s'attardait avec une prédilection spéciale chez le neurologiste Van Gehuchten ; et tout humblement, dans ces studieuses promenades, il prenait posture d'apprenti, en descendant de la chaire où il avait fait la besogne d'un maître.

De loin, Léon XIII l'observait : il lui donnait en 1886 une prélature romaine. Il contemplait avec amour le magnifique labeur de ce pionnier, qui, là-bas, d'un geste audacieusement solitaire, jetait le pont entre les spéculations du Moyen-âge et les méthodes d'observation les plus modernes. Et peu à peu le Pape réfléchissait que, pour faire de la philosophie la synthèse des sciences, il fallait plus qu'un homme, — cet homme fût-il Mercier, — et qu'il fallait plus qu'une chaire : qu'il fallait un Institut, pourvu de chaires spéciales où l'on s'appliquerait à « façonner des jeunes gens d'élite à la science haute et désintéressée. » Deux brefs pontificaux, en 1888 et 1889, développaient ces perspectives, et ces perspectives étaient des ordres.

IV

En 1891, dans son rapport au Congrès de Malines, Mgr Mercier les commentait. Il y montrait le champ de la science, le recul constant de ses limites, l'urgente nécessité d'une main-d'œuvre catholique. « Vous vous résignez trop facilement, signifiait-il aux catholiques, au rôle secondaire d'adeptes de la science, et trop peu parmi vous ont l'ambition de travailler à ce que l'on a nommé la science à faire; trop peu parmi vous visent à rassembler et à façonner les matériaux qui doivent servir à former dans l'avenir la synthèse rajeunie de la science et de la philosophie chrétienne (2). » Il voulait les entraîner vers la science pure, cultivée pour elle-même, sans but professionnel, sans but apologétique direct; il voulait qu'ils fussent les chercheurs, dont ensuite la philosophie ordonnancerait les

(1) Miles, *Correspondant*, 10 février 1916, p. 418-419.
(2) Mercier, *Rapport sur les études supérieures de philosophie*, p. 76.

découvertes, qu'ils fussent les patiens analystes, dont ensuite la philosophie compléterait l'œuvre par un élan de synthèse.

Un Comte, un Taine avaient ainsi rêvé, chacun à sa façon, d'une philosophie où tout le savoir s'unifierait : on allait, à Louvain, créer l'outillage ; et dans l'Institut supérieur de philosophie, que présidait Mgr Mercier, se groupaient autour de sa chaire d'autres chaires dans lesquelles certains de ses collègues des diverses Facultés préparaient, chacun en son domaine, la convergence des sciences vers l'unité.

Puis un jour vint, — ce fut en 1893, — où les propres élèves de Mgr Mercier, les fils immédiats de sa pensée, furent assez nombreux, assez experts, pour pouvoir occuper eux-mêmes, autour du maître, les chaires de l'Institut. M. Nys professait la cosmologie ; M. de Wulf, l'histoire de la scolastique ; M. Thiéry, la physique ; M. Deploige, la sociologie : c'étaient quatre laïcs, dont plus tard deux devinrent prêtres. L'Institut prenait ainsi l'aspect d'une famille spirituelle ; un même esprit planait sur leurs enseignemens, qui donnaient désormais l'impression d'être coordonnés, et non point simplement juxtaposés ; ce labeur collectif trouvait son organe dans la *Revue néo-scolastique*, et son cadre, — un cadre digne de lui, — dans une belle construction gothique dont les plans étaient dus au futur ministre Helleputte, ami personnel du futur cardinal ; le séminaire Léon XIII s'ouvrait, pour accueillir les jeunes prêtres qui viendraient coudoyer les laïcs au pied des chaires de l'Institut ; et un bref pontifical de 1894 marquait la place de l'Institut dans l'ensemble du corps universitaire.

Mais il manquait à cette œuvre une suprême consécration : la souffrance de l'homme qui l'avait créée. L'Institut de Louvain était issu d'une impulsion romaine ; il était, à proprement parler, une pensée de Rome, épanouie sur le sol belge par un réalisateur, qui avait su la mûrir et la féconder. Et dans le haut clergé belge, tous ou presque tous avaient bien vite accepté, avec une nuance de respectueuse curiosité, la création nouvelle. Mais la réserve même qui donnait à cette curiosité quelque chose d'expectant laissait l'Institut un peu désarmé vis-à-vis d'une coalition de jalousies. Le thomisme, murmuraient quelques-uns, est vraiment coûteux pour la charité belge ; et tout l'argent qui se dépense pour ces nouveautés, nous ne l'aurons plus pour les élections. Et d'autres survenaient, se

demandant si le thomisme, tel qu'il s'exhibait à Louvain, était bien, en définitive, un thomisme authentique : on observait que, parlant français, il employait une langue qui n'était pas celle de saint Thomas; et la suite prouva que l'observation portait loin, et qu'elle visait haut.

Les efforts convergèrent pour ébranler la confiance de Rome en Mgr Mercier : un formidable assaut fut livré. Un jour de 1896, Mgr Mercier s'en fut à Rome, soudainement, pour parer les coups. Des ennemis l'y devancèrent, l'y suivirent, occupèrent les avenues et tinrent pour certain qu'il s'en retournait découragé. Il n'en fut rien. Il eût pu sortir élégamment des difficultés en acceptant un poste honorifique dans une grande paroisse de Bruxelles : il refusa. Abdiquer, c'est bon pour des sceptiques : il croyait en son œuvre. Il traversa des heures tragiques, mais ne désespéra jamais. Sur le linteau de sa cheminée, une inscription portait ces mots : *Labora sicut bonus miles Christi*, travaille comme un bon soldat du Christ; il la montrait à ses étudians, il y obéissait lui-même et poursuivait, sans trêve, humblement, son travail menacé.

Léon XIII continuait d'observer : au delà des dénonciations locales qui avaient desservi le prélat, il regardait l'École de Louvain s'essaimer, de petits centres de renouveau thomiste se fonder sous de lointaines latitudes, les élèves de Mgr Mercier multiplier en de nombreuses langues les traductions de ses livres, la *Revue néo-scolastique* se propager (1). Et ces succès étaient dus à l'esprit dont s'animait l'École de Louvain, à la langue aussi qu'elle parlait, et qui lui permettait d'être, parmi les laïcs, une efficace missionnaire du thomisme. L'année 1898 rendit à l'Institut de Louvain, sous la forme d'une lettre du cardinal Satolli, un témoignage de l'approbation romaine et la permission de faire largement usage du français ; et lorsque, à la fin de 1900, Léon XIII reçut en audience les pèlerins de l'Institut, il leur dit avec fierté :

Je suis heureux de voir à votre tête les professeurs de l'Institut supérieur de philosophie fondé par moi. Non seulement les études supérieures que Mgr Mercier dirige servent aux clercs, mais elles servent aussi aux laïques qui sont venus étudier la philosophie, même après avoir déjà pris d'autres grades : tel, De Lantsheere, qui vient

(1) Pelzer, *L'Institut supérieur de philosophie à l'Université catholique de Louvain* (1890-1904), p. 20 et suiv.

d'entrer à la Chambre belge. Voilà pourquoi, tout en tenant à ce que la philosophie de saint Thomas soit étudiée en latin, nous avons établi que les leçons y seraient données en français. Je veux et souhaite la prospérité de mon Institut (1).

L'Institut *fondé par moi; mon* Institut : ainsi Léon XIII qualifiait-il cette œuvre, dont les ennemis prétendaient, quatre ans plus tôt, qu'elle était d'ores et déjà désavouée. Définitivement ils avaient échoué. Ils avaient cru nuire au professeur Mercier; et sans le savoir, sans le vouloir, ils avaient achevé de modeler en lui l'homme d'énergie patiente, indomptable, égale à toutes les souffrances, qui plus tard étonnera d'autres ennemis et saura mettre à la gêne leur orgueil de vainqueurs.

L'Institut supérieur avait échappé à la crise qui risquait de lui être mortelle; et sur l'horizon des intelligences, saint Thomas continuait de monter. Ce n'est pas que Mgr Mercier fût homme à jurer systématiquement sur les paroles d'un maître; et volontiers il rappelait que saint Thomas, tout le premier, eût condamné ceux qui eussent asservi leur pensée à la sienne, et qu'il nous avertit, au début de la *Somme*, de ne pas exagérer la valeur de l'argument d'autorité (2). A l'instant même où Mgr Mercier venait d'exprimer son admiration pour la psychologie thomiste, il se hâtait d'ajouter :

Est-ce à dire que nous regardions la psychologie de l'École comme le monument achevé de la science, devant lequel l'esprit devrait s'arrêter dans une contemplation stérile? Évidemment non : la psychologie est une science vivante : elle doit évoluer avec les sciences biologiques et anthropologiques qui sont ses tributaires (3).

Il admettait qu'employée à contretemps, la méthode scolastique pouvait avoir des inconvéniens; et il reconnaissait, inversement, que la philosophie moderne peut être utile au néothomisme, d'abord en posant le problème de la valeur de la connaissance, puis en favorisant le développement de l'observation scientifique et de l'expérience en psychologie (4). En définitive, il ne tenait pas la philosophie thomiste « pour un idéal qu'il fût interdit de surpasser, ni pour une barrière traçant des limites à

(1) *Revue néo-scolastique*, février 1901, p. 84-85.
(2) Mercier, *Logique*, 5e éd. (1909), p. 48, n. 1.
(3) *Ibid.*, *Psychologie*, 6e éd. (1903), I, p. 1.
(4) *Ibid.*, *Logique*, 5e éd., p. 349-351. — *Les origines de la psychologie contemporaine*, 2e éd., p. 468 et suiv.

l'activité de l'esprit ; » mais il maintenait, « après examen, qu'il y a sagesse autant que modestie à la prendre au moins pour point de départ et pour point d'appui (1). » Il confrontait avec elle le vieux spiritualisme classique, celui dont Descartes fut le père : il y relevait un « préjugé antiscientifique, » qui opposait la psychologie à la physique, et qui étudiait à part l'âme et le corps sans jamais envisager leur union ; et il montrait comment cette erreur primordiale voila toujours aux spiritualistes du XIXe siècle les problèmes soulevés par les progrès de la biologie, et comment les hommes de laboratoire furent ainsi conduits, tout doucement, à une interprétation matérialiste de la vie psychique (2). La scolastique, au contraire, possédait à la fois un corps de doctrines systématisé et des cadres assez larges pour accueillir et synthétiser les résultats croissans des sciences d'observation.

Louvain convoquait ces sciences, les outillait ; et Mgr Mercier, s'adressant aux jeunes chercheurs, leur disait :

Ne soyons pas de ceux qui, à propos de ces mille et un petit faits bien précis dont l'étude patiente et minutieuse fait la force et l'honneur de la science contemporaine, ne songent jamais qu'à se demander avec un dédain mal dissimulé : A quoi cela sert-il ? Rien de plus antiscientifique que cette préoccupation intéressée. Les faits sont des faits ; et il suffit qu'ils soient, pour qu'ils méritent d'être étudiés. D'ailleurs, s'ils ne servent pas aujourd'hui, ils serviront demain : ce sont des matériaux destinés à entrer dans les synthèses plus compréhensives de l'avenir (3).

Ainsi faisait-on provision de résultats : les petits-neveux, plus tard, devraient à notre époque cette richesse, et s'en serviraient pour la synthèse, — d'accord avec l'aïeul, saint Thomas. Les laboratoires s'enrichissaient, créaient leur outillage, parfois, en même temps que leur science : celui de psychophysiologie devenait célèbre (4)... Plus tard la *Kultur* est survenue, détruisant par les flammes une partie de ces œuvres de science. L'Université de Louvain, qui avait été la première à condamner

(1) Mercier, *Logique*, 5e éd., p. 48, n. 1. Comparer le livre capital de son élève M. de Wulf, dont les malheurs de Louvain ont fait un professeur à l'Université de Poitiers : *Introduction à la philosophie néo-scolastique*, 1904.

(2) *Ibid.*, *Psychologie*, 6e éd., I, p. 1 et 6-7, et II, p. 271.

(3) *Ibid.*, *Psychologie*, 6e éd., I, p. 2.

(4) La notice de M. le chanoine Noël dans la *Chronique de l'Institut de philosophie*, janvier 1914, sur « le bilan de l'école de Louvain, » donne un lumineux résumé de tout ce que fit l'Institut jusqu'à la veille de l'attentat germanique.

Luther (1), avait ainsi, jadis, péché contre l'Allemagne : elle fut punie. Mais les flammes de la *Kultur* s'éteignent ; celle de l'esprit subsiste. L'œuvre entreprise par Mgr Mercier était une œuvre à longue échéance : par la pensée, il y attelait des générations. Les élans qu'il avait donnés doivent survivre à la guerre, comme ils survivaient en 1906 à son éloignement de Louvain.

V

C'est la marque des grands initiateurs de pouvoir s'effacer de leur œuvre sans qu'elle périclite : elle vit d'une vie propre, par eux, mais en dehors d'eux ; l'ayant servie sans avoir voulu la confisquer, ils peuvent, le jour venu, la détacher d'eux-mêmes, comme le fruit mûr se détache de l'arbre ; et lorsque leur âme est elle-même une âme détachée, ils trouvent dans l'âpreté du geste un parfum de sacrifice. Pie X, en 1906, proposa ce geste à Mgr Mercier : il le fit archevêque de Malines, cardinal. Il fallut laisser inachevé son cours de philosophie, où sa plume projetait, après tant d'étapes, d'aborder enfin Dieu ; il fallut prendre congé de ces jeunes gens qui depuis un quart de siècle étaient l'entourage de son âme. Mais leur appartenir, c'était encore s'appartenir à lui-même : il les aimait tant ! La volonté papale lui rappelait qu'il n'appartenait qu'à Dieu. Il accepta son nouveau terrain d'action, et d'emblée s'y installa.

Comme il se mettait tout entier dans son œuvre nouvelle, tout de suite, dans l'archevêque de Malines, le professeur se retrouva. Prenant congé de ses étudians, il leur parlait des responsabilités de l'épiscopat : « Chers étudians, continuait-il, je ne veux pas avoir peur ; » et il leur rappelait le petit livre du psychologue italien Mosso, d'après lequel, dans une lutte à armes égales, celui qui a peur est le vaincu (2). Dans son premier mandement, un autre psychologue faisait son apparition, William James : il le citait pour montrer par quelle force mystérieuse l'âme du croyant triomphe de la souffrance, et il ajoutait : « Il ne vous aura pas déplu d'entendre les affirmations de notre Évangile et notre expérience chrétienne confirmées par l'observation scientifique la plus désintéressée (3). »

(1) Delannoy, *L'Université de Louvain*, p. 104. — Noël, *Louvain*, p. 110.
(2) Mercier, *Œuvres pastorales*, I, p. 22-23.
(3) *Ibid.*, I, p. 60.

Claude Bernard, dans un sermon de retraite, était à son tour mobilisé, pour justifier, au nom de la physiologie, la parole de Bossuet, d'après laquelle il ne suffit pas de dire que nous *mourrons*, puisque chaque jour nous *mourons* (1). Bossuet apparaît au cardinal comme « le plus grand penseur des temps modernes (2) » : il convoquait, cependant, pour lui faire écho, un savant de laboratoire. Une conférence qu'il donnait en 1910 sur la nécessité de la liturgie se déroulait comme un cours de « psychologie des foules, » à l'issue duquel il fallait bien conclure qu'étant donné la nature de la collectivité humaine, l'Église devait nous faire prier comme elle nous fait prier (3). D'autres fois, un axiome de scolastique commandait toute une homélie « Les impressions coutumières cessent d'émouvoir, *ab assuetis non fit passio* » : le cardinal s'abritait derrière ces cinq mots pour signaler à ses prêtres qu'ils sont « trop familiarisés avec le spectacle de la mort pour y appliquer souvent avec intérêt leur pensée (4). » Il ne lui déplaisait pas, d'ailleurs, à son arrivée de Louvain, que ses prêtres fussent un peu philosophes : publiant une lettre pastorale sur Dieu, il y joignait, pour eux, une note en latin sur la théodicée ; et leur prêchant sur l'orientation de la vie, il leur montrait, en termes fort techniques, comment leur contingence même rendait nécessaire que Dieu existât (5).

Il apportait ainsi de Louvain ses familiarités intellectuelles coutumières, et ses habitudes de pensée, et son langage de penseur ; il apportait, surtout, une belle confiance dans l'intelligence humaine. Catholicisme, pour lui, « est synonyme d'élargissement intellectuel... Ce n'est pas à un esclavage intellectuel que le Christ convie l'humanité, mais à la liberté supérieure des enfans de la lumière. » Belle confiance, aussi, dans la science ; comme archevêque, il tenait à l'affirmer à nouveau : « Quoi qu'en disent certains esprits chagrins ou certains hommes de peu de foi, la science enregistre journellement des succès définitifs ; elle va de l'avant. » Confiance, encore, dans la force éducatrice de la réflexion : « Comme la grâce, disait-il à

(1) Mercier, *Retraite pastorale*, p. 99.
(2) *Ibid.*, III, p. 180.
(3) *Ibid.*, *Œuvres pastorales*, III, p. 55-65.
(4) *Ibid.*, *Retraite pastorale*, p. 89.
(5) *Œuvres pastorales*, I, p. 194 ; et *Retraite pastorale*, p. 72-73.

ses séminaristes, ne se substitue pas à la nature, mais s'y ajoute et se sert d'elle pour agir, votre perfection chrétienne et conséquemment votre éducation sacerdotale sont solidaires de votre pouvoir de réflexion (1). » Il proclamait sans relâche la dignité, la valeur, l'efficacité de notre instrument pensant. « Dans le royaume de la philosophie, l'unité est la loi, mais le sceptre ne peut appartenir qu'à l'intelligence (2) : » ainsi s'achève le discours : *Vers l'unité*, qu'il prononçait en 1913 comme président de l'Académie royale de Belgique.

Des intellectuels se rencontrent, pour qui l'intelligence se résume tout entière en un pouvoir d'abstraction : tel n'est pas le cardinal. Ce néo-scolastique redoute au contraire la prépondérance des abstractions : il la redoute pour la vie intérieure, non moins que pour la science. Car de même qu'il y a, pour le savant, des faits naturels à observer, il y a, pour l'âme chrétienne, des faits surnaturels à contempler. A l'oratoire non plus qu'au laboratoire, l'abstraction n'est de mise. En quelques pages d'une merveilleuse finesse, le cardinal prémunit les clercs contre une notion purement intellectuelle de la méditation, qui en ferait une concentration intense de la pensée. « Mais non, leur dit-il, la méditation n'est pas un exercice intellectuel solitaire, mais un entretien de l'âme avec notre Dieu vivant ; et son objet principal ne sera donc pas une vérité abstraite à mûrir pour un intérêt moral ; ce sera Notre-Seigneur, sa personne, son enseignement, ses exemples, ses œuvres. » Le cardinal recommande la méditation, ainsi conçue, comme un contrepoids à ce que l'étude a de desséchant, et ses intimes savent que ces conseils à ses clercs nous livrent le secret de sa propre vie (3).

Oui, son secret, son secret avec Dieu. Il y a quelques années, le peintre Janssens, voulant faire son portrait, s'en allait chaque dimanche l'observer à la cathédrale de Malines à l'office des vêpres, ponctuellement présidé par le prélat : il le regardait prier. Le rythme intérieur de la vie du cardinal reposa toujours sur un parfait équilibre entre l'étude et l'oraison, — l'oraison rendant grâces pour l'étude, et l'étude à son tour rendant grâces, en quelque mesure, pour les bienfaits de l'oraison, et l'enthousiasme des heures contemplatives se pro-

(1) *Œuvres pastorales*, I, p. 320; II, p. 12 et 275; *A mes séminaristes*, p. 63.
(2) *Revue néo-scolastique*, août 1913, p. 253-278.
(3) *A mes séminaristes*, p. 123-142.

pageant souvent tout au long des heures studieuses, sans jamais se laisser comprimer par ces impressions d'aridité qui parfois humilient d'une couronne d'épines la royauté intellectuelle du savant. Certains moines du Moyen âge s'inquiétaient de l'antagonisme entre la dialectique scolastique et l'intuition mystique, entre la pensée et l'amour, entre l'intellectualisme et la charité : dans une personnalité comme le cardinal Mercier, cet antagonisme se résout en unité. Et par ces deux livres d'instructions qui s'appellent : *A mes séminaristes*, et *Retraite pastorale*, le fondateur de la néo-scolastique rejoint ces grands docteurs qui savaient être des maîtres de prière aussi bien que des maîtres de pensée, un Thomas d'Aquin, un Bonaventure, un Duns Scot.

VI

Six ans après sa consécration épiscopale, le cardinal fit un recueil de ses œuvres pastorales : elles occupèrent trois volumes, où beaucoup de paroles sont des actes. Chef de trois mille prêtres et de 2 300 000 fidèles, il est soucieux, surtout, d'imprimer des directions, de dire une fois pour toutes, sur chaque question, ce qui doit être dit. C'est aux prêtres, aux hommes d'œuvres, de concerter les détails d'application, les cadres secondaires de l'action, et de faire fructifier, comme une semence, le verbe épiscopal. Le cardinal oriente, ce qui est déjà organiser à demi; à eux d'achever. Il vise, lui, à propager un esprit.

Vivant en un pays où, tous les six ans, la victoire du parti catholique est un succès temporel pour le clergé, il semble qu'après avoir publiquement fait entendre, pour ces triomphes électoraux, l'*Alleluia* qui convient, il éprouve le besoin de corriger, par d'austères conseils, la périlleuse griserie qui pourrait s'emparer des vainqueurs. L'orgueil sacerdotal est un sentiment qu'il ignore; les responsabilités du prêtre lui apparaissent comme si graves que la grandeur même du sacerdoce devient une occasion de s'humilier. Le cardinal combat tout esprit de caste. Il encourage les prêtres à souhaiter l'aide des laïcs; il annihile les objections qui les amèneraient à la refuser. Il va même, parfois, jusqu'à leur suggérer l'imitation des laïcs, et de quel laïc?... l'ouvrier. Parlant devant un auditoire populaire, il raconte avoir connu dans sa jeunesse un prêtre qui s'était proposé pour modèle de vie... « savez-vous

qui ? vous ne devineriez jamais : l'ouvrier, partageant sa journée entre le labeur aux champs ou à l'usine et ses sollicitudes pour sa femme et ses enfans. » — « Les pauvres sont nos maîtres, redit-il aux confrères de Saint-Vincent de Paul ; ils nous apprennent à donner, à prier, à aimer le Christ (1). »

Car dans la vie chrétienne telle que le cardinal la conçoit, on se fait volontiers l'apprenti d'un plus petit que soi. Un jour de 1907, déjà vêtu de la pourpre, il se plaît à rappeler à des étudians comment un étudiant l'éclaira jadis, lui professeur :

> Ce jeune homme, à qui je recommandais la pratique quotidienne de la piété, me fit observer que, s'il ne lui était pas toujours bien possible d'aller chaque matin à la messe, cependant il ne manquait jamais de visiter une famille ouvrière dans la gêne ou un malade pauvre auquel il s'intéressait, et il ajoutait qu'il ne s'en trouvait pas plus mal, religieusement parlant. Ce simple mot fut pour moi un trait de lumière, — comme quoi il est avéré, chers étudians, que si nous nous appelons vos maîtres, vous êtes souvent, en réalité, les nôtres; mais nous ne vous l'avouons que sur le tard; il faut bien, n'est-ce pas, sauvegarder le prestige professoral !

Et couvrant ainsi de son autorité l'attachante audace de cet aveu, il rend grâces à l'étudiant, qui lui fit si bien « *réaliser* cette maxime de la théologie morale, d'après laquelle les nécessités corporelles pressantes du prochain priment les pratiques, même obligatoires, de la vie spirituelle (2). »

Il est de pieux cénacles, où parfois s'embusque l'esprit de caste : le cardinal signale tout de suite le péril. Bénissant à Bruxelles une confrérie de dames, il leur dit franchement :

> Vous formez une élite; je voudrais vous voir vous habituer à une pensée plus large, à un sentiment de vie chrétienne plus intense. Ayez des ambitions de conquête. Intéressez-vous à toutes les âmes de votre paroisse, aux âmes de vos compatriotes, à toutes les âmes de la catholicité. Il ne faut pas que vous vous regardiez comme appartenant à un groupe, à une sorte de caste dans la société chrétienne. L'Église ne connaît point les castes, l'Église ne fait point d'acception de personne, l'Église veut du bien à toute l'humanité (3).

Le cardinal est un grand docteur de fraternité : sa pourpre

(1) Mercier, *Œuvres pastorales*, III, p. 487 ; II, p. 73 ; II, p. 381-384.
(2) *Ibid.*, I, p. 327.
(3) *Ibid.*, I, pp. 271-272.

cardinalice, représentante de l'Église maternelle, a des allures fraternelles. Il réclame ces allures de tous les chrétiens :

Bien des personnes d'un certain rang social, qui volontiers s'inclinent profondément devant un miséreux, seraient tentées de se détourner à la rencontre d'un ouvrier aux mains calleuses, d'une petite bourgeoise de modeste origine ; elles rougiraient de leur tendre la main, de leur prêter service. N'imitez pas cet exemple. Les castes sont pour l'Inde, elles ne sont pas de l'Église de Dieu. Dans l'Église, nous sommes tous frères et sœurs (1).

Il a pitié de ces foules ouvrières que les conditions matérielles de leur existence éloignent de l'Église ; et c'est pour les « aider à sortir de leur état de dépression, à rendre leur âme plus libre, » qu'il réclame le concours des catholiques pour l'organisation des métiers, et qu'il veut que les patronages soient des centres d'éducation positive, de solidarité professionnelle (2).

Il y a une dernière forme de l'esprit de caste ; c'est un certain orgueil de l'orthodoxie : le cardinal, encore, s'insurge à l'encontre. La charité intellectuelle, la charité tout court, lui paraissent être des vertus dont on n'est pas dispensé par la correction de la foi. A cette correction, nul ne tient plus que lui : sur un signe de Pie X, il étudia le modernisme avec l'ampleur d'un philosophe et l'exactitude d'un témoin sincère et pondéré. Il écrivait d'autre part, au début du présent pontificat :

Nous ne nierons pas qu'en certains pays catholiques, en Italie et en France notamment, l'anti-modernisme avait lancé certains tempéramens impétueux, plus puissans d'ailleurs en paroles qu'en œuvres, dans des polémiques âpres, insidieuses, personnelles. Il semblait que la profession de foi catholique ne suffît plus à ces chevaliers improvisés de l'orthodoxie, et que, pour obéir plus humblement au Pape, il fallût braver l'autorité des évêques. Brochuriers ou journalistes sans mandat, ils excommuniaient tous ceux qui ne passaient pas de bonne grâce sous les fourches caudines de leur *intégrisme*. Le malaise commençait à travailler les âmes droites ; les consciences les plus honnêtes souffraient en silence. D'un geste d'autorité, Benoît XV remet les choses au point. Quelques lignes de lui sont l'arrêt de mort de cet intégrisme brouillon (3).

(1) Mercier, *Œuvres pastorales*, I, p. 76.
(2) *Ibid.*, I, p. 94 et III, p. 32-34.
(3) Mercier, *Per crucem ad lucem*, p. 70.

Tous les mots ici portent, et ils soulagent, comme une revanche de la justice. Dans le diocèse du cardinal, cet intégrisme n'eut jamais qu'à se taire ; Mgr Mercier donna l'ordre de célébrer le centenaire de Montalembert, il y présida, il y parla, sans souci de ce que penseraient, où qu'ils se trouvassent, les chicaneurs de cette grande gloire.

Il prêche aux catholiques l'indulgence réciproque ; il leur prêche, aussi, l'indulgence pour ceux qui ne sont pas de l'Église. Explique-t-il que la libre pensée athée est incapable de sauvegarder la moralité et qu'elle a perdu ses titres à la répression du crime, il se hâte d'ajouter :

J'ai visé des doctrines, et me défends de juger ceux qui en sont imbus ou les préconisent. L'homme qui s'égare vaut toujours mieux que ses principes, parce qu'il y a dans la conscience un frein naturel qui empêche l'homme d'aller jusqu'au bout de la logique de son erreur. Par contre, le disciple de la vérité est toujours inférieur à son programme, parce qu'il y a dans le cœur de l'homme des convoitises mauvaises qui, si elles ne sont combattues, paralysent la volonté et la retiennent au-dessous de l'idéal auquel elle aspire (1).

Phrases riches de sens, qui sont contre le pharisaïsme un antidote d'élite. Le cardinal sait être cordial pour les hommes du dehors. N'aimant pour l'Église ni l'effacement, ni la bouderie, il s'en va parler, en 1907, aux côtés de M. Paul Janson, le tribun radical, dans une assemblée générale d'œuvres.

Quel charme, s'écrie t-il, dans le sentiment de confraternité que me procure mon assistance à cette assemblée ! Aujourd'hui que l'unité des croyances chrétiennes est rompue, il est si rare de se rencontrer avec ceux qui ne croient plus ou n'ont plus la même foi, sur un terrain de cordiale entente ! Cette unité, j'ai confiance qu'elle se reformera un jour : je ne sais quand ni comment ; mais à en juger par l'universalité de l'intérêt qui se manifeste pour les classes ouvrières, il me paraît qu'elle prendra son point de départ dans un sentiment de miséricorde pour les douleurs humaines et dans un commun désir de les soulager (2).

Un an plus tard, donnant à Liége une conférence contre l'alcoolisme, il supplie son auditoire très bigarré, catholiques et non-catholiques, de « se laisser aller au moins une fois, sans

(1) Mercier, *Œuvres pastorales*, III, p. 345.
(2) *Ibid.*, I, p. 274.

contrainte, aux sentimens pacifiques, aux espérances d'accord, aux désirs d'union, et de mettre en commun leurs dévouemens. »

Oubliez aujourd'hui, leur dit-il, vos préférences religieuses, politiques, sociales, professionnelles, pour vous souvenir que vous êtes mes frères, que je suis le vôtre, que nous avons tous au cœur une même flamme d'apostolat pour nos frères qui gisent sur la voie de la souffrance, rongés par les morsures du breuvage alcoolique (1).

Il veut que rien de ce qui est humain ne demeure étranger à l'Église; il salue, comme issues, sans parfois le savoir, de la pensée chrétienne, toutes les initiatives sociales par lesquelles s'organise l'amour du prochain. Et parce que notre époque multiplie ces initiatives il a foi en elle, et il l'aime, et il se demande si elle ne vaut pas toutes les autres; car, en définitive, « qu'est-ce qui compte? Les actes de charité, ce qui se passe invisiblement au dedans des âmes, la vie d'amour pour Dieu, la vie d'union pour nos frères (2). » La dialectique même, — cette dialectique qui fit sa première gloire, — est à ses yeux dépassée par la force probante de l'amour :

Lisez l'Évangile, le récit des *Actes des Apôtres*, les lettres de saint Paul, et vous serez, je crois, étonnés de la part minime faite par ces grands convertisseurs à l'attaque directe du mal, à l'offensive contre l'impiété. Leurs paroles sont presque toutes des paroles d'amour (3).

Et les œuvres pastorales du cardinal, à l'imitation de ces écrits apostoliques, sont tout imprégnées d'amour.

VII

De Louvain à Malines, son influence allait croissant.

Il avait, à Louvain, formé toute une génération de catholiques, qui peu à peu, grâce à lui, apportaient sur la scène politique, non plus seulement des opinions héréditaires, mais une doctrine et des faits, et non plus seulement des tendances, mais une conception philosophique de l'État et un bagage d'expériences sociales. Il avait ainsi vivifié d'une sève nouvelle le seul gouvernement européen qui fût officiellement catholique.

(1) Mercier, *Œuvres pastorales*, II, p. 144.
(2) *Ibid.*, II, p. 70.
(3) *Ibid.*, III, p. 69.

Mais tandis que les élèves prolongeaient ainsi dans la vie publique l'ascendant du professeur, on avait senti s'étendre sur la foule des consciences l'ascendant du pasteur; et lorsqu'on assistait, en 1909, au jubilé de l'Université de Louvain et au Congrès de Malines, on ne croyait pas que cet ascendant pût jamais grandir. Son ascétique profil dominait ces assemblées. Avec le temps, le grand abbé s'était voûté, — voûté, mais non courbé, — mais le mouvement qui lentement projetait ses épaules en avant ne visait point à les décharger d'un fardeau; il n'était point un fléchissement, mais comme un symbole, au contraire, de l'orientation de cette âme, — toujours en avant. La flamme du regard reflétait cette tenace allégresse d'enthousiasme qui récompense l'immolation d'une vie pour une besogne. Et cette allégresse persuasive, conquérante, donnait à la majesté cardinalice je ne sais quoi d'abordable : on se sentait proche d'elle, par l'entraînement qu'elle communiquait; le spectacle de ce chef était un appel, un aimant; c'était l'idéal en marche.

Ces quarante mille hommes que, dans son Congrès de Malines, le cardinal avait à manier représentaient un parti vainqueur : les victoires politiques sont des préludes de défaite lorsqu'elles ne sont pour les vainqueurs que des motifs de suffisance. Le cardinal, par les exigences mêmes qu'il imposait à la vie chrétienne, à l'action chrétienne, tenait ces vainqueurs en haleine. Il avait, par une initiative de voyant, convoqué toutes les reliques des saints de la Belgique, pour qu'elles fussent au milieu d'eux; et ces saints régnaient avec lui, du fond de leurs trente-six châsses, sur la vaste fourmilière des fidèles, rassemblés à Malines de tous les coins de la terre belge. Il faisait parler ces morts à ces vivans. Il se mettait à leur suite; il était comme eux un témoin, comme eux un apôtre, — un témoin, un apôtre qui venait après eux. Et les congressistes emportaient la belle vision d'une antique Église de Belgique planant sur la Belgique nouvelle, et d'une pourpre cardinalice essayant, mais en vain, de s'effacer derrière ces gloires dont elle avait concerté la résurrection.

Le cardinal trouvait des mots, des gestes, auxquels tout Belge était sensible, à quelque parti qu'il appartînt. La Belgique, lorsqu'il parlait d'elle, cessait d'apparaître comme la création la plus récente de la politique européenne : dans

l'histoire belge, il savait mettre du recul, et, dans la conscience belge, mettre de la fierté. On l'entendait proclamer, à Malines, dans le banquet de sa consécration épiscopale :

La petite Belgique a de grandes ambitions : si petite soit-elle, elle a marché à pas de géant. Je me rappelle un souvenir de jeunesse universitaire. Il y a trente ans, nos camarades anglais et américains s'amusaient à nous suivre à la gare quand nous repartions pour chez nous, et, d'un petit air malicieux, se plaisaient à nous faire cette recommandation qu'ils prêtaient à nos mères inquiètes : « Surtout, cher enfant, tenez les portières bien fermées. » Mais aujourd'hui, les portières sont larges ouvertes : après l'expansion coloniale, c'est l'expansion mondiale ; nos forces sont décuplées, notre activité déborde, notre fierté nationale grandit et s'affirme (1). »

Un autre jour, sa joie de patriote s'exaltait, en observant que, « relativement à sa population, la Belgique tenait la tête des nations des deux mondes dans la concurrence économique. » Dans une lettre que signaient avec lui ses collègues de l'épiscopat, il parlait de « la fierté d'être Belge (2). » D'épineux débats entre Wallons et Flamingans semblaient faire brèche dans l'unité morale du jeune peuple : la personnalité du cardinal visait à maintenir l'unité. Il avait, jeune homme, appris le flamand, en un temps où peu de Wallons l'apprenaient; il considérait comme « antichrétiens, antisociaux, antinationaux, » les préjugés qui voulaient évincer la culture flamande (3); il ouvrait à cette culture ses établissemens d'instruction, avec un esprit de mesure qui garantissait la durée de l'innovation. Mais tandis que, d'une Belgique, les malentendus de races risquaient d'en faire deux, Léopold II, par l'annexion du Congo, créait, lui, une « plus grande Belgique ; » et la voix de Mgr Mercier, s'élevant avec opportunité pour demander que la colonisation fût un acte collectif de charité fraternelle, rendait hommage au souverain qui venait d'ouvrir un vaste continent à la civilisation (4). « Ses initiatives civilisatrices, insistait le cardinal, ont élevé la puissance et le renom de la patrie belge à des hauteurs que seul le recul de l'histoire permettra

(1) Mercier, *Œuvres pastorales*, I, p. 42-43.
(2) *Ibid.*, II, p. 272 et II, p. 118.
(3 *Ibid.*, I, p. 156.
(4) *Ibid.*, II, p. 119, 434-435 et 290.

aux générations futures de mesurer (1). » Ainsi notait-il, au jour le jour, les prestiges de la patrie belge. Sa lettre pastorale de 1910 avait pour objet la piété patriotique; et la parole de ce prélat devenait l'une des forces directrices de son peuple. Ni ce prélat ni ce peuple ne pressentaient pourtant la gloire douloureuse qui les attendait l'un et l'autre, et qui devait les unir, inséparablement, dans l'admiration du monde.

VIII

Le cardinal était à Rome pour le conclave, lorsqu'à la fin d'août 1914 il apprit coup sur coup les dévastations incendiaires de Louvain, les bombardemens destructeurs de Malines. Son premier regard fut pour son crucifix, pour « Jésus meurtri, enveloppé de son sang comme d'une tunique. » « Il ne faut pas que le serviteur soit mieux traité que son maître, » lisait-il dans saint Mathieu. La Belgique, servante du Christ, devait donc accepter « une place de choix sur la montagne du Calvaire. » A chaque coup nouveau que l'Allemagne frappera sur la Belgique, le cardinal, interpellant ses ouailles, leur redira que le Christ aussi fut frappé. « N'est-ce pas, leur demandera-t-il, que vos cœurs généreux eussent mal supporté que notre divin Jésus fût seul à la peine? » La vie même du Christ, — la Passion avant la Résurrection, la mort pour arriver à la vie, la croix pour entrer dans la gloire, — lui apparaît comme offrant en un raccourci la solution fondamentale des problèmes essentiels de la vie des individus et des nations (2).

Il fallait bien expier, d'ailleurs. Sous la plume du cardinal, l'idée d'expiation, loin de s'acharner sur les péchés des autres, devient humblement et profondément persuasive, en affectant l'émouvante allure d'un mouvement de contrition.

Et nous, religieux, prêtres, évêque, nous surtout, dont la sublime mission est de traduire dans notre vie, plus encore que dans nos discours, l'Évangile du Christ, nous donnions-nous assez le droit de redire à notre peuple la parole de l'apôtre des nations : « Copiez votre vie sur la mienne, comme la mienne est copiée sur celle du Christ? » Nous travaillions, oui; nous priions, oui encore, mais c'est trop peu. Nous sommes, par devoir d'état, les expiateurs publics des péchés du

(1) Mercier, *Œuvres pastorales*, II, p. 421.
(2) Mercier, *Per crucem ad lucem*, p. 26-27, 155, 157, 237.

monde. Or, qu'est-ce qui dominait, dans notre vie : le bien-être bourgeois, ou l'expiation (1)?

Ainsi le primat de Belgique, préparant son retour parmi ses ouailles opprimées, se disposait-il à leur demander que le prêtre expiât pour le fidèle, et le fidèle pour le prêtre, et à revendiquer sa part du fardeau, dans le commun portement de croix.

Peu après la mi-septembre 1914, il rentrait dans son diocèse, voyait Anvers résister puis succomber ; et parcourant les routes mêmes où s'était engouffrée l'invasion, il s'en allait, de village en village, visiter son peuple. Des paroisses entières avaient disparu ; ailleurs, les deux tiers, les neuf dixièmes des maisons étaient rasées. Et ses ouailles, s'empressant, lui racontaient les fusillades, les déportations, les incendies, les massacres des prêtres, tout ce martyre belge dont Pierre Nothomb allait se faire l'historien tragique. Le cardinal sentait, au fond des âmes déchirées, certaines révoltes contre Dieu, qui permettait tout cela : il voulait les apaiser, devenir, pour elles, un maître de souffrance, un maître de pénitence. Il publia sa lettre : *Patriotisme et endurance*, à la Noël de 1914.

Mais souffrir, était-ce se taire? était-ce abdiquer l'idée de lutte? La lettre cardinalice prouvait le contraire; elle était un acte de lutte, au nom du droit. Le gouvernement belge était au Havre; le Roi, près des armées. A Bruxelles, l'Allemagne régnait; mais le cardinal était là, juge de l'Allemagne. Il redisait en face d'elle l'absolutisme du droit; il déclarait qu'affirmer la nécessité de tout subordonner à la justice, à l'ordre, à la vérité, c'était implicitement affirmer Dieu; et c'est au nom de la religion même qu'il célébrait l'héroïsme des soldats belges, vengeurs de l'Absolu. En Italie, en Hollande, certains « habiles » avaient dit : « Pourquoi la Belgique n'a-t-elle pas fait un simulacre de résistance? — Cela eût été indigne, répliquait-il ; les droits de la conscience sont souverains. »

Il précisait l'attitude séante à l'égard des « personnes qui par la force militaire dominaient la Belgique » : respect pour leurs règlemens, « aussi longtemps qu'ils ne lésaient ni la liberté de conscience chrétienne ni la dignité patriotique. » Mais ce pouvoir, insistait-il, « n'est pas une autorité légitime : dans l'intime de votre âme, vous ne lui devez ni estime, ni attachement, ni

(1) Mercier, *Per crucem ad lucem*, p. 40.

obéissance (1). » Le cardinal possédait cette force, d'être à la fois l'écho et le guide des consciences : il parlait à l'Allemagne au nom de la Belgique, à toutes deux au nom de Dieu.

Sa lettre fut saisie ; il y eut un cachot pour l'imprimeur, et des cachots pour les curés qui persistèrent à la lire en chaire ; et le gouverneur von Bissing convoqua le cardinal, pour qu'il s'expliquât. Le cardinal resta chez lui, constata que trois jours durant on le mettait aux arrêts ; il protesta publiquement au nom de ses droits de citoyen, au nom de ses prérogatives d'évêque, au nom de l'honneur dû à sa pourpre. L'Allemagne voulait qu'il se défendît, qu'il s'excusât : c'était lui qui demandait des explications à l'Allemagne. Étonnée, l'Allemagne recula : elle rendit à ce vieillard sacré le droit de circuler de nouveau parmi les ruines qui gisaient à terre, parmi les âmes qui demeuraient debout. Quant à sa lettre — la lettre délinquante, — elle circulait au delà des frontières. En vain les policiers de Bissing avaient tenté de mettre sous le boisseau l'angoissante lumière qu'elle projetait sur les horreurs allemandes; en France, en Angleterre, en Italie, des réimpressions de cette lettre mettaient la lumière sur le chandelier; on les introduisait dans nos écoles de France, pour apprendre à lire aux petits Belges réfugiés (2); et le roi Albert, digne souverain d'un tel citoyen, digne diocésain d'un tel pasteur, écrivait au Pape Benoît XV que, « comparable aux plus grands évêques du passé, l'archevêque de Malines n'avait pas craint de proclamer le droit imprescriptible d'une juste cause en face de la conscience universelle. »

Laissant les ennemis s'empêtrer dans leurs projets de poursuites, le cardinal reprit solennellement sa besogne de pasteur, partageant son temps entre son oratoire, la préparation de ses écrits épiscopaux, la visite à ses diocésains ruinés, et l'organisation de comités de secours. Dans chacun de ses mandemens, quelques lignes resplendissaient, pour maintenir à l'encontre du joug prussien l'élan de l'énergie belge : c'étaient tantôt un vœu pour la « répression des violences qui avaient troublé l'ordre européen, » tantôt une évocation de la victoire de la Marne, tantôt une invite à prier avec une prédilection spéciale

(1) Mercier, *Per crucem ad lucem*, p. 44-52.
(2) Rocquain, *Revue hebdomadaire*, 21 avril 1917, p. 353.

pour les âmes des soldats belges et alliés (1). Il était le seul homme qui, dans la Belgique obligatoirement silencieuse, pût libérer les âmes en libérant la sienne. Il en appelait à Dieu des crimes allemands; il en appelait à l'épiscopat allemand des « accusations impudentes du gouvernement impérial allemand » contre les prétendues cruautés belges; il les stigmatisait comme des calomnies (2).

Conviés à une enquête qui vengerait l'honneur belge, les évêques d'outre-Rhin se récusaient; mais, au début de 1916, Mgr Mercier partait pour Rome. Le cardinal Hartmann, de Cologne, jaloux de l'y devancer, avait, quelques semaines plus tôt, fait là-bas un rapide voyage, que les circonstances avaient contraint d'être furtif; il n'en avait rien rapporté qui lui parût digne d'être publié pour l'avantage de la cause allemande. Mgr Mercier succéda : de gare en gare l'Italie, patrie du droit romain, patrie du droit canon, l'acclamait au nom du droit; il recevait les hommages du Capitole, et publiquement les agréait, comme « le salut adressé par la municipalité romaine à un peuple martyr, à un roi d'un héroïsme indéfectible. » Il voyait le Pape, les cardinaux, leur montrait ces documens dont les évêques allemands — et pour cause — avaient évité de prendre connaissance; et le cardinal, quittant Rome, rapportait, au bas de son portrait, ces lignes du Pape : « Nous assurons notre vénéré Frère que nous sommes toujours avec lui et que nous prenons part à ses douleurs et à ses angoisses, puisque sa cause est aussi notre cause. » Une lettre pastorale parlait de son voyage; il commentait ces lignes pontificales, déclarait ancrée dans son âme, plus profondément que jamais, la conviction naturelle et surnaturelle de la victoire finale, et mettait en lumière « un fait désormais acquis à la civilisation et à l'histoire, le triomphe moral de la Belgique (3). »

Ce ne fut plus seulement l'imprimeur, mais le secrétaire archiépiscopal, qui fut mis en prison; et von Bissing, écrivant à Mgr Mercier, lui demanda des comptes, sur un ton de menace. — Pourquoi mon secrétaire est-il arrêté? Pourquoi ma correspondance violée? riposta hautement le cardinal. Et de nouveau l'arrogance allemande grinça, mais s'intimida, et le

(1) Mercier, *Per crucem ad lucem*, p. 124, 142, 173.
(2) *Ibid.*, p. 177-201.
(3) *Ibid.*, p. 206 et 210.

« triomphe moral de la Belgique » connut ainsi, grâce aux lourdes maladresses de von Bissing, une glorieuse page de plus.

La Belgique, elle n'est plus, ricanait la presse allemande. — Elle est plus grande que jamais, insistait le cardinal du haut de la chaire de Sainte-Gudule ; et lorsque, en 1930, elle fêtera son centenaire, les années qu'à présent elle traverse apparaîtront comme « les plus lumineuses et les plus majestueuses de l'histoire nationale (1). » Mais elles n'étaient lumineuses et majestueuses que parce que les martyres endurés s'accompagnaient de toutes les protestations que la justice requérait ; et Mgr Mercier, témoin des mesures de déportation prises, d'octobre à décembre 1916, contre 90 000 civils belges, traquait de ses réclamations les autorités allemandes, provoquait une démarche du Pape auprès de l'Empereur. Son esprit de fraternité s'insurgeait, non seulement contre ces mesures, mais contre l'arbitraire qui ne les faisait peser que sur la classe ouvrière. Il demandait pour la bourgeoisie, pour son clergé, « une part dans le sacrifice que l'occupant imposait à la nation ; » toujours accueillant pour la souffrance, mais toujours insurgé contre l'injustice, ce n'était pas la cruauté du sacrifice, mais c'était son illégalité, qui soulevait ses protestations ; il en appelait « à la réprobation du monde civilisé, au jugement de l'histoire, au châtiment de Dieu (2). »

On saura plus tard, par le menu, comment ses rapports personnels avec les autorités allemandes sanctionnaient ces actes de sa plume ; le livre : *Per crucem ad lucem*, où Mgr Baudrillart a groupé ces lettres altières, donne un avant-goût de ce que nous révélera l'histoire. Chacun des attentats de l'Allemagne, commenté par le cardinal, apparaissait à la nation belge comme une raison nouvelle pour qu'à l'encontre de l'Allemagne s'exerçât la vindicte publique, cette vindicte dont le cardinal osait rappeler que « d'après saint Thomas elle était une vertu, et qu'elle visait à sauver quelque chose qui ne se pèse pas, ne se chiffre pas, ne s'accapare pas, le droit, l'honneur, la paix, la liberté. »

Les catholiques d'Allemagne apprenaient avec stupeur, à la fin de janvier 1917, que le cardinal adressait à ses doyens une

(1) *Per crucem ad lucem*, p. 225.
(2) *Ibid.*, p. 275.

allocution solennelle sur la justice vindicative (1). On les vit alors, d'un geste assez gauche, s'essayer à fonder une ligue pour désarmer cette justice qu'ils commençaient de redouter, et pour renouer avec leurs coreligionnaires belges les liens de la « fraternité chrétienne. » Il y a des circonstances où l'usage de certains mots est sacrilège... « Les Allemands, reprit le cardinal, veulent nous faire oublier le passé abominable que nous leur devons! Non, notre devoir est simplement d'insister pour le rétablissement du droit violé, le châtiment du coupable et l'acquisition de garanties pour l'avenir : une autre attitude ferait de nous les complices de nos bourreaux. Un crime commis ouvertement contre notre nation ne peut pas être pardonné simplement! » L'idée de droit, — d'un droit auquel des réparations sont dues, — éclairait ainsi d'une franche et claire lumière toutes les démarches du cardinal, et prévalait avec la même sérénité sur les brutales menaces et sur les tentatives de paix plâtrée.

Il avait suffi de quelques semaines, en août 1914, pour déconcerter à jamais les illusions de la « conscience moderne. » On avait cru à l'efficacité morale de la Science, et la Science, maniée par l'astuce d'outre-Rhin, apparaissait comme un instrument de crime. On s'était flatté de faire éclore, aux conférences de La Haye, — à ces conférences d'où le Pape était absent, — une morale internationale; et ce droit des gens laïque, précaire comme toutes les élaborations purement humaines, était sauvagement lésé par l'un des contractans, par celui qui momentanément était le plus fort. On avait acclamé les audaces spéculatives de l'Allemagne intellectuelle, et l'Allemagne belligérante, messagère du droit de la force, cherchait dans ses penseurs sa propre apologie, et l'y trouvait. Mais la conscience moderne, après tant de déboires, se sentit un instant soulagée, lorsqu'elle vit ce cardinal se dresser devant le militarisme germanique au nom de la transcendance de la morale et de son inviolable prépondérance sur un droit issu de la force. L'arrogant hégélianisme, représenté jusqu'au delà des Alpes par le philosophe italien Benedetto Croce, accusait formellement Mgr Mercier de « sénilité mentale » (2), pour oser refaire un sort à d'aussi

(1) M. Julien de Narfon, dans le *Figaro* du 2 juillet 1917, a donné de cette allocution de magnifiques extraits.

(2) *La Critica*, 1916, XIV, p. 81. Dans cet étrange article intitulé : *L'État*

vieilles idées, gênantes d'ailleurs pour l'Allemagne. Mais ces vérités séculaires, authentiquement traditionnelles, recommençaient de se révéler comme le salut de l'humanité; les principes que naguère on avait crus caducs rendaient soudainement aux protestations des âmes une invincible portée.

La conscience moderne — affaire d'habitude — regardait encore, de temps à autre, vers son vieux maître Kant, vers ce maître dont elle avait cru pouvoir proposer la morale à la foule des âmes : et soudainement il lui semblait que ce maître s'effaçait, se dérobait, qu'il biaisait. Certes oui, il avait voulu la paix éternelle, mais c'était « au point de vue du *noumène ;* » quant au monde des *phénomènes,* — et c'est dans ce monde-là que travaille l'Allemagne de Guillaume II, — il estimait, ce doux philosophe, que la guerre était le moyen à jamais indispensable pour tendre vers cette fin transcendante : la paix. Il parlait de la vie morale en un langage superbe; mais il disait aussi que « l'esprit ne peut rien pour modifier la matière, et que cette matière, donc, était à jamais condamnée à demeurer purement matérielle, c'est-à-dire opposée à l'esprit : machine, inertie, violence, source d'égoïsme et de méchanceté. » Ainsi faisait-il « cheminer éternellement en dehors l'une de l'autre la vie naturelle et la vie morale, » à la faveur d'un « dualisme radical et absolu (1); » et sans le vouloir, ce maître altier d'une morale pure — trop pure — donnait ainsi quittance à la vie matérielle, à la matière, tout comme Luther, jadis, au terme de sa doctrine sur la nature et la grâce, se trouvait avoir donné quittance au péché. De ces deux grands éducateurs de la conscience moderne, les bourreaux de la Belgique retenaient surtout ces deux quittances-là.

Mais le cardinal Mercier, entretenant précisément de la conscience moderne, en 1908, les membres du jeune barreau d'Anvers, avait déjà montré comment le kantisme, avec ses bifurcations factices et ses cloisons étanches, « menait l'humanité dans une impasse; » et comment on ne pouvait « protéger le contenu intégral de la conscience morale qu'en renonçant à

comme puissance, M. Benedetto Croce partage ce reproche de sénilité mentale entre les « démocrates maçons » qui ont le culte de « la déesse Justice » et « les scolastiques type cardinal Mercier. »

(1) Émile Boutroux, *Morale kantienne et morale humaine.* (*Revue Bleue,* 10-17 mars 1917, p. 165).

l'interprétation kantienne du sentiment du devoir. » Ainsi constatait-il les embarras du kantisme, pour lui opposer la synthèse de la philosophie catholique (1)... Quelques années passaient, et la morale kantienne apparaissait comme une vaincue de la guerre : on sentait que l'Allemagne ouvrière de violence, que l'Allemagne puissance de mal, pouvait, en épiloguant un peu, trouver en certains recoins de cette morale une oblique absolution. Et la conscience moderne, s'avouant maintenant un peu déçue par cette morale qu'elle avait tant aimée, voyait le cardinal en arborer une autre, plus impérieusement exigeante pour l'ensemble des actes humains. Il en avait naguère, comme professeur, posé les assises et défini les bienfaits : aujourd'hui, pasteur et défenseur d'un peuple, il avait l'âpre et douloureuse occasion de la mettre à l'épreuve, et d'étaler tout ce qu'elle recélait de ressources pour le redressement du faible et l'humiliation du violent. Ainsi semblait-il que ces terribles heures eussent la vertu d'unifier les deux périodes de sa vie. Dans son cher Louvain, il n'y avait plus que des décombres ; mais dans les accens par lesquels ce philosophe devenu chef d'Église savait venger la Belgique et l'honneur humain, c'était encore un souffle de Louvain qui passait.

VIII

En acceptant la primatie belge, Mgr Mercier avait dit ;

Je ne veux ni gémir sur le passé qui n'est plus, ni rêver follement de l'avenir qui n'est pas. Le devoir de l'homme se concentre sur un point, l'action du moment présent. A quoi donc se réduit, pour chacun de nous, le jeu des causes secondes dont la Providence tenait, dans notre passé, les fils ? A une chose unique, à préparer le moment présent. C'est ce moment, donc, c'est la disposition providentielle d'aujourd'hui, que nous voulons adorer, bénir, et, fût-ce avec des serremens de cœur ou même des frissons, intrépidement réaliser (2).

Ces paroles, qui soulignaient un tournant décisif de sa carrière, résument la philosophie de son existence.

Il y a des grands hommes qui visent à gouverner les circonstances ou même à les créer, et qui mettent tout leur art et tout leur orgueil à fléchir, orienter, assujettir à leur volonté

(1) Mercier, *Œuvres pastorales*, II, p. 44 et 53.
(2) *Ibid.*, I, p. 23.

les faits dans la trame desquels s'encadre leur vie; ils aiment à faire régner sur leur temps les improvisations de leur vouloir; ils se flattent, par un geste d'arbitraire souverain, d'insérer eux-mêmes dans l'histoire, qui sous leurs yeux se déroule, un certain nombre de feuilles blanches, et de les remplir de leur personnalité, et d'apporter à la suite de l'histoire des dérangemens imprévus; leur caprice, qui pour un Bossuet n'est rien de plus qu'un esclave involontaire des conseils divins, se fait l'effet à lui-même, d'être le dictateur superbe des évolutions humaines; on dirait qu'ils s'érigent en concurrens de Dieu, dont ils ne sont que les agens inconsciens.

Mais loin d'eux, très loin d'eux, dans une ombre que brusquement certaines heures d'histoire illuminent, voici surgir d'autres grands hommes : ils ne sont point, ceux-ci, des orgueils qui sans le vouloir se livrent à Dieu comme des jouets; ils sont des dévouemens qui, de propos délibéré, se donnent à Dieu comme des auxiliaires; ils aspirent à servir plutôt qu'à dominer; ils font au jour le jour ce qui doit être fait, et leur devoir « se concentre sur un point, l'action du moment présent. » Le cardinal Mercier se dresse devant nous comme un exemplaire magnifique de cette façon de grandeur. Se mettre à la hauteur des circonstances est plus malaisé, parfois, que de les concerter. Il y a une façon de leur obéir, qui est tout le contraire d'un esclavage; il y a une façon de s'y prêter, et de s'y adapter, qui implique à leur endroit je ne sais quelle gérance souveraine. Et c'est là la façon du cardinal Mercier.

L'humanité se flatte, au jour le jour, de faire émerger certains hommes et de prendre leur mesure; mais la taille qu'elle leur attribue n'est qu'une invention de son propre suffrage, et des hommes sont réputés grands, que de grands événemens eussent peut-être montrés fort petits. Mais ces événemens, lorsqu'ils surviennent, se chargent eux-mêmes de reviser la mesure des hommes, telle que croyaient l'avoir toisée les jugemens humains; et beaucoup se rapetissent, et quelques-uns grandissent. Ceux qui se rapetissent n'avaient auparavant que des façades de grandeur; mais ceux qui grandissent n'avaient pas attendu, pour être vraiment grands, l'instant d'histoire qui les montre tels. Ils sont grands parce qu'ils l'étaient; ils paraissent plus grands parce que le devoir est plus haut, d'une altitude à laquelle sans effort leur grandeur s'élève.

Supprimez un instant la personnalité bienfaisante de Léon XIII et la personnalité malfaisante de Guillaume II ; supprimez ce Pape qui sut donner au crépuscule du dix-neuvième siècle de splendides lueurs d'aurore ; supprimez cet Empereur qui soudainement a fait trébucher notre vingtième siècle en d'inexpiables mares de sang. Tous deux disparus, la carrière de Mgr Mercier aurait eu le même point de départ : une chaire de philosophie au séminaire de Malines. Et grâce à la noblesse de sa physionomie sacerdotale, grâce à des qualités intellectuelles qu'un petit cercle eût connues, elle aurait eu, vraisemblablement, le même couronnement : un siège épiscopal, qui aurait bien pu être celui même de Malines. Et dans ce même cadre où elle l'admire, l'humanité l'eût laissé vivre et mourir sans se douter que cet homme était grand.

Mais parce qu'il y eut un Léon XIII et parce qu'il y eut, hélas ! un Guillaume de Hohenzollern, deux momens surgirent, dans lesquels la simple impulsion du devoir présent, mobile unique de ses actes, fit de ce jeune prêtre un initiateur scientifique, et de ce vieillard opprimé un prophète de libération, entendu d'un bout du monde à l'autre. L'Allemagne se trouble de se sentir débile, en face de cette voix désarmée ; l'Allemagne s'étonne, comme d'un paradoxe, de voir ce membre d'un peuple subjugué parler et agir, devant l'univers attentif, comme le véritable maître de l'heure. Cette maîtrise qu'il exerce sur la vie morale de l'humanité civilisée n'est que l'épanouissement d'une humble docilité : elle consacre son ponctuel souci de faire à chaque moment ce qui doit être fait, et son acceptation fidèle de la peine qui suffit à chaque jour ; elle récompense d'une divine allégresse sa sujétion constante au devoir quotidien, à ce devoir qui depuis bientôt trois ans l'invite à faire courber le front des vainqueurs — des vainqueurs qui passent — sous le souffle incoërcible d'un langage d'éternité.

GEORGES GOYAU.

RÉCITS DE L'INVASION [1]

III [2]

HISTOIRE

DE GOTTON CONNIXLOO

DEUXIÈME PARTIE

Plusieurs mois s'étaient écoulés depuis que Gotton avait avoué au forgeron le chagrin dont elle avait le cœur lourd. Ils n'en parlaient pas entre eux; mais Luc voyait que Gotton était souvent absorbée, sa bouche avait pris un pli morne et le rayonnement de la jeunesse commençait à se ternir sur son visage. Il ne l'aimait pas moins ardemment, mais de la sentir insatisfaite le plongeait dans de sombres tristesses qu'elle percevait à son tour et attribuait à un regret semblable au sien. Sa peine et son inquiétude s'augmentaient d'autant.

L'hiver était venu et l'on approchait de la fête de Noël. Un soir, Luc, en s'asseyant à table pour dîner, dit à Gotton : « Veux-tu que nous allions ensemble à Malines pour la nuit de Noël? J'entends dire que ce sera une grande fête de carillons et que toutes les cloches de la ville sonneront à la fois. » Gotton réfléchit un instant avant de répondre. Malines? Elle n'y avait jamais été. Elle imagina une grande foule dans

(1) *Copyright by* Camille Mayran.

(2) Voyez la *Revue* des 15 juillet et 1er août.

laquelle elle serait pressée ; des gens qui lui parleraient sans connaître son histoire, des églises où elle oserait entrer, s'agenouiller parmi le peuple chrétien. Avec reconnaissance, elle dit à Luc qu'elle aimerait aller à cette fête. Pendant trois jours, elle en rêva, goûtant à l'avance les heures où, confondue dans la multitude étrangère, elle rejetterait le poids du mépris public. Le moment venu, ils partirent ensemble et gagnèrent à pied la station de chemin de fer la plus voisine. Un épais brouillard enveloppait la terre de tiédeur. Gotton, le front appuyé à la vitre de son compartiment de troisième classe, regarda fuir les campagnes mouillées, voilées de blanc cotonneux, au milieu desquelles les peupliers semblaient courir comme des spectres. Au bout d'environ trois quarts d'heure, elle descendit avec Luc en gare de Malines. Le brouillard était encore plus épais dans la ville que sur les champs. On allumait les réverbères. Gotton s'étonna de toutes ces sphères de lumière laiteuse enfilées le long des avenues comme les perles d'un collier. Cela lui parut merveilleusement beau. Luc l'emmena au hasard, par les rues dont les boutiques, bien que fermées, avaient pour la plupart un brillant éclairage derrière les vitres de leurs devantures.

Dans une ruelle de traverse, ils s'arrêtèrent devant une auberge de modeste apparence dont l'enseigne portait un panier de légumes au-dessous duquel était inscrit en français et en flamand : *A la Jardinière de Rubens.* Ils y entrèrent, y retinrent une chambre pour la nuit et deux places à la table du réveillon. Puis ils reprirent leur promenade sans but à travers les rues inconnues où les passans surgissaient et s'effaçaient comme des fantômes dans le brouillard. Ils coudoyaient des citadins de Malines et des paysans venus du fond des Flandres, et de riches étrangers, des Allemands à lunettes, des Américains glabres accompagnés de maigres jeunes femmes dont la beauté agile et hardie se rehaussait de bijoux. Gotton arrêtée un moment dans un remous de foule, parmi ces étrangères, les considérait avec une admiration infinie. Soudain, elle rougit d'étonnement et de plaisir en s'apercevant que ces créatures splendides la regardaient aussi et l'admiraient. Avec une intuition rapide, elle devina qu'on parlait d'elle, quoiqu'elle ne pût comprendre les propos qui s'échangeaient à son passage : « *Beautiful Flemish girl! — Ach mein Lieb'! sieh'st du was für ein schönes Rubens!* »

La nouveauté des circonstances lui donnait une sorte d'ivresse. De longtemps, Luc ne l'avait pas vue si gaie. Ses yeux brillans, dans le poudroiement humide du brouillard, erraient sur les choses avec une expression d'enthousiasme, son pas était vif; de temps à autre, elle se retournait à demi et s'appuyait au bras de Luc avec un mouvement plein de tendresse et de bonheur.

Vers sept heures, ils dînèrent, et Luc lui fit boire du vin.

A huit heures, les cloches commencèrent de tinter. D'abord, ce furent des sons clairs, égaux, qui s'essoraient de seconde en seconde, comme pour tâter l'espace avant que ne s'y déploie le vol nombreux des carillons. Aux premiers tintemens, le silence s'était fait dans la foule et toutes les têtes s'étaient levées comme si l'on avait dû voir passer dans le brouillard des ailes d'anges.

Puis, l'une après l'autre, les vénérables cloches de la cité s'ébranlèrent, joignant leurs voix à la voix qui s'était élancée d'abord, et tout le ciel fut bientôt animé d'un vaste frémissement. La ville entière chantait; elle emplissait l'espace de son âme solennelle et joyeuse. Les ondes aériennes glissaient les unes dans les autres comme les flots d'une rivière fluide et bruissante. Il semblait que les écluses d'un fleuve mystique se fussent ouvertes, fleuve d'allégresse et de bénédiction pour la foule immense qu'effleurait son clair bouillonnement. De chaque clocher, tour à tour, s'envolait un chant qui planait sur les remous sonores, une mélodie qui faisait monter aux lèvres flamandes les paroles anciennes de quelque noël national.

Gotton écoutait; les vibrations des cloches entraient en elle, dominant toute son âme. Il lui semblait que quelque chose d'elle volait et se balançait en plein ciel sur les ailes du son, bien loin de ses peines et de ses joies quotidiennes. L'art modeste du sonneur de Metsys l'avait préparée à comprendre les maîtres de Malines. Par momens, elle pensait ce soir à son père et à cette chambre du sonneur dans le clocher de Metsys où, petite fille, elle était souvent montée avec lui pour le voir tirer sur les cordes, suivant un rythme souple et long. Elle se sentait pour lui un mouvement d'affection et imaginait combien il serait heureux de passer à Malines une telle nuit. Mais ce n'était pas possible qu'il fût venu; il avait à sonner au village la messe de minuit... Infatigable, Gotton entraînait Luc

à travers le brouillard opalescent, peuplé d'ombres et vibrant de musique pour s'arrêter au pied de chaque tour chantante et pénétrer dans chaque église. Dans les églises, la foule s'amassait pour attendre la messe de minuit; les candélabres étaient allumés; les vastes et légères harmonies d'un orgue, caressé par des doigts rêveurs, se mêlaient parfois au chant des cloches. Gotton n'avait jamais vu tant de gens réunis; jamais non plus elle n'avait éprouvé cette chaude exaltation des grandes fêtes catholiques où l'on sent dans les sanctuaires le brasillement des âmes pressées. Pourtant, elle ne s'arrêtait pas dans la foule, elle n'essayait pas de prier, elle aussi. Quand elle avait regardé un moment, dans une nef, les fidèles agenouillés, levant vers l'autel de pieux visages, puis les statues, les luminaires, la crèche encore vide entre Joseph et Marie, les bergers et les petits moutons, en attendant qu'on y déposât à l'heure de minuit un enfant enveloppé de langes, — il lui fallait repartir dans le brouillard blanchâtre, jusqu'à ce qu'elle trouvât une nouvelle église. On approchait de l'heure solennelle où les prêtres allaient commencer la célébration de la messe nocturne, lorsque, dans les bas côtés d'une étroite et sombre église où elle venait de pénétrer avec Luc, elle s'arrêta devant un buisson de cierges qui brûlait et pleurait la cire, aux pieds d'une image de Notre-Dame. Elle regarda la Vierge Marie, délicate et souriante sous son haut diadème, appuyant contre sa taille frêle et légèrement ployée les genoux de l'Enfant qu'elle porte sur son bras. Soudain, Gotton pâlit comme sous l'empire d'une émotion intense, et ses yeux s'élargirent. Au premier rang des agenouillés, le visage éclairé en plein par les longues flammes des cierges minces qui se consumaient trop vite, elle reconnaissait son père. L'étonnement ne la fit pas hésiter : c'était lui, avec ses cheveux noirs et plats, les quatre ou cinq rides profondes qui répétaient exactement sur son front l'arc double de ses orbites, ses tempes collées, ses yeux bruns, trop rapprochés. Mais le visage était vieilli; les minces narines avaient pris un aspect de vieux parchemin, les sillons des joues s'étaient creusés. Connixloo fixait son regard avec ferveur sur la statue de la Vierge et ses lèvres rapides murmuraient des prières. Dans ses yeux levés Gotton voyait jouer le reflet des cierges, mais voilà que le reflet se brouille, que le miroir des yeux devient tout entier brillant et que deux gouttes en

débordent sur la paupière jaune et plissée. Le vieux chantre pleurait en priant la mère de toute pureté.

Gotton se détourna; elle chercha Luc : il était absorbé à regarder un tableau dans une chapelle voisine et n'avait rien vu. « Allons-nous-en, » dit-elle. Il fut étonné de sa brusquerie et la suivit avec inquiétude. Pour elle le charme était rompu, l'ivresse épuisée ; en un instant, elle avait perdu l'illusion d'être fondue dans le peuple chrétien.

— Je voudrais rentrer à l'auberge, dit-elle à Luc, dès qu'ils furent dehors. Tu entends, les carillons cessent; je suis trop fatiguée pour veiller davantage.

— Comment? dit Luc. Est-ce que tu ne veux pas rester pour la messe de minuit?

— Oh! non, fit-elle. La tête me tourne de tant de choses que j'ai vues!

Ils gagnèrent l'auberge où l'on dressait la table pour le réveillon. Mais ils n'avaient plus envie de souper; ils se couchèrent. Quand Luc se fut endormi près d'elle, Gotton ne retint plus ses larmes. Longtemps elle pleura, tandis qu'en bas, autour de l'oie rôtie, résonnaient les rires. Elle ne pouvait distraire sa pensée de ce visage malheureux qui lui était apparu dans la lumière des cierges ; ni de cette ardente prière dont elle ne doutait pas qu'elle fût l'objet. Pour la première fois depuis qu'elle vivait avec Luc, elle se sentit non plus seulement déçue, non plus seulement méprisée, mais coupable.

Gotton reprit sa vie à la forge de Meulebeke sans avoir dit à Luc la rencontre qui l'avait troublée. Elle ne lui parla pas davantage du chagrin qu'elle éprouvait de n'avoir pas d'enfans. Elle l'aimait; elle s'attachait à ne pas le faire souffrir et aussi à retarder l'heure où naîtraient chez lui des regrets qui lui semblaient presque inévitables. L'amour, le dévouement, l'obéissance remplissaient au jour le jour une vie dont elle ne voulait pas interroger l'horizon. Cependant, lorsqu'elle restait seule, il arrivait parfois qu'une vague de tristesse lui débordât du cœur.

Un après-midi de la fin d'avril où Luc, rentrant à la forge, l'avait trouvée ainsi perdue dans ses rêves et tout en larmes, il lui dit à voix basse, en lui baisant les cheveux : « Viens voir, il fait beau comme au temps où tu m'es venue ; viens un peu

nous promener vers les bois. » Elle se laissa conduire. Ils sortirent par le petit chemin qui passait derrière leur jardin, pour éviter de traverser le village ; mais bientôt ils rejoignirent la route. Luc, poussé par les souvenirs qu'évoquait cette journée bleue de printemps, avait pris la direction du petit bois voisin de Metsys où, depuis trois ans qu'ils vivaient ensemble, ils n'étaient encore jamais retournés. Gotton n'avait pas l'air de s'en apercevoir, et elle se taisait. Tous deux regardaient leurs ombres unies s'allonger sur la route, car le soleil s'inclinait derrière eux, et l'ombre du boiteux se dérythmait bizarrement à chaque pas, à côté de l'ombre harmonieuse de Gotton. Les rayons obliques illuminaient toute la verte épaisseur de la prairie, tachetée de pâquerettes et de boutons d'or. Des vergers en fleur épanchaient dans l'air une odeur tendre et délicate, et, par endroits, des pétales blancs volaient sur la brise. La transfiguration de cette terre, si platement laide encore quelques semaines auparavant, — et qui pour l'ignorance de la pauvre Gotton était toute la terre, — représentait à ses yeux les délices et la mystérieuse béatitude de la fécondité dont elle était exclue. Pourtant la chaude pâleur du ciel et les parfums qui glissaient sur la campagne faisaient pénétrer jusque dans l'intimité de sa peine une influence pacifique et voluptueuse. Luc lui parlait maintenant de son travail, des prochaines commandes à livrer, de sa clientèle qui s'étendait dans la région ; et elle lui répondait avec calme et sagesse, comme une épouse attentive à la prospérité du ménage. Cette causerie, où l'homme se distrayait de son inquiète passion amoureuse et la fille de son chagrin caché, leur donnait un sentiment doux et profond de la communauté de leurs vies. Ils se reposaient ensemble dans cet humble aspect de l'amour. Et voilà que le petit bois que Luc avait voulu revoir se découvrait sur un renflement de la plaine, et plus loin, — si aigu, si léger dans le bleu du soir ! — le clocher de Metsys. Alors Luc étendit son bras autour de la taille de Gotton et d'un même mouvement ils se hâtèrent. Ils arrivèrent à l'endroit précis qu'ils cherchaient comme le soleil touchait l'horizon. Les sous-bois n'étaient qu'un fouillis vert ; mais, aux cimes des chênes encore trouées d'azur, les feuilles petites et dorées ressemblaient à des flammes de cierges. Les amans s'étaient arrêtés, lorsque soudain ils virent sortir du bois une bande de cinq enfans qui se poursuivirent en criant

jusqu'à la route. Le plus petit, tout blond et tout ébouriffé, qui restait en arrière, quoique courant éperdument, serrait entre ses bras un gros bouquet d'orchis violets.

Le forgeron tressaillit au son de ces jeunes voix. Le plus grand garçon qui menait la bande, en arrivant au bord de la route, s'arrêta tout net, dans une attitude de saisissement. Alors, tout bas, Luc dit à Gotton : « Les reconnais-tu? » Et du regard il compta ses enfans. Ils étaient bien là, tous : Jean-Baptiste, Catherine, Jean, Bernard et le petit Louis; ils étaient beaux; ils avaient les yeux étincelans, le sang aux joues, le souffle court comme celui des jeunes chiens après la course. Ayant dévalé la pente, voilà que, sur le bord blanc de la route, ils étaient en arrêt tous les cinq, et il semblait que les plus petits même eussent compris.

Luc fut saisi d'un grand désir de parler avec ses enfans. Sur un ton d'une douceur singulière, il appela l'aîné : « Tu es là, Jean-Baptiste? » L'enfant ne répondit pas; ses yeux se fixaient avec une sauvagerie hostile sur le couple qui se tenait à quelques mètres de lui. Subitement il se baissa, ramassa une pierre et la lança vers Gotton. Les cinq enfans aussitôt, sans proférer un son, détalèrent sur la route comme des lutins noirs dans le flamboiement rose de l'horizon.

Luc s'élançait après eux, mais Gotton s'abattit sur son épaule avec un cri sourd, et son poids était tellement inerte qu'il la crut blessée. Alors, tout en la soutenant, il se baissa comme avait fait son fils; mais elle l'enferma entre ses deux bras et lui cria : « Tu ne vas pas leur jeter des pierres, à tes petits! » Luc la traîna, pour l'y étendre, sur ce pré où il était venu respirer le souvenir des premiers baisers.

— Où as-tu mal? demandait-il. Où est-ce qu'il t'a frappée?

Elle cachait sa figure dans l'herbe et tout son corps était agité de longs frissons et de sanglots. Et comme il répétait : « Où as-tu mal? » elle secouait la tête sans pouvoir répondre. Il essaya de la caresser, mais elle le repoussa. Il comprit que c'était d'une source solitaire et longuement creusée que débordait ce flot de douleur; il se sentit seul à son tour et désemparé. Les gémissemens de la femme qu'il aimait et qu'il avait pu croire unie et fondue à lui de tout son être lui arrivaient comme de l'autre bord d'un abîme. Une fois de plus, il se

pencha sur elle et enfin il entendit les paroles qui jaillissaient du plus profond du cœur :

— Oh ! Luc, tu les avais, ces enfans ; tu les as quittés pour moi, et je ne t'en ai pas donné d'autres !

Il l'entoura de ses bras, lui souleva la tête, la couvrit de baisers furieux.

— Je t'aime, lui disait-il, je n'ai souci que de toi. Ne me parle pas de cette vermine ! Ne me parle jamais de cet enfant maudit qui t'a frappée !

Elle répondit avec force :

— C'est nous les maudits !

Et un nouveau silence tomba sur eux. Puis Luc murmura d'une voix étouffée :

— Gotton, tu ne m'as jamais dit cela. Est-ce que tu n'es plus heureuse avec moi ?

Gotton posa sa tête contre la poitrine de Luc comme en un profond refuge. Le vent léger du soir passait sur sa joue, mais, sous sa tête, elle sentait battre à grands coups le cœur du forgeron. Elle éprouva que tout au monde lui était indifférent ou étranger, hors ce battement-là et cette enclume de chair où avait été forgé son propre destin. Sans relever son visage aux paupières closes, à présent tout recueilli dans l'amour, elle dit :

— Luc, j'ai une peine que tu ne peux pas guérir. Mais je suis toujours une chose à toi.

III

Il y avait trois semaines que le fléau de l'invasion progressait d'une marche horrible, marquée de sang et de décombres à travers les campagnes de Belgique. Et le tocsin sonnait à Metsys, à Meulebeke, à Iseghem parce qu'on savait que l'ennemi était proche et que ce soir-là, probablement, il entrerait dans le canton. Quelques familles étaient parties. Après le départ des jeunes gens appelés à l'armée au commencement d'août, on avait vu s'ébranler de jour en jour les tristes charrettes où les femmes et les enfans, en habits de dimanche, étaient assis parmi les meubles entassés, et les hommes marchaient derrière, et le fils aîné tenait par la bride le cheval de labour qui allait tirer jusqu'à Anvers, par l'interminable route poussiéreuse, les pauvres restes du foyer abandonné. Mais le plus

grand nombre restait parce que c'était le temps d'engranger les moissons.

— Veux-tu que nous partions? avait dit Luc à Gotton. Et Gotton avait secoué la tête. Elle se disait : « Il a mis toutes ses économies à acheter cette forge pour que nous puissions vivre ensemble. Depuis trois ans, il n'en a guère fait de nouvelles. Ailleurs, il faudrait bientôt mendier. » Et puis elle était devenue sensible et craintive depuis un an : il lui semblait qu'elle aurait honte de s'en aller toute seule avec son amant parmi ces foules de gens qui fuyaient pour mettre à l'abri leurs petits enfans. « Qu'avons-nous donc à sauver? » pensait-elle. Mais elle s'inquiétait des petits Heemskerque. Elle dit à Luc : « Il faut que tu y ailles. » C'était un jour où Luc venait de rapporter de mauvaises nouvelles : l'ennemi avait incendié Louvain, Termonde, massacré par centaines des paysans et des bourgeois sur le seuil de leurs maisons. Le secours anglais n'arrivait toujours pas. L'armée belge débordée se retirait sur Anvers et, c'était sûr maintenant, le pays était abandonné — livré à l'ennemi, on allait avoir les Bavarois. Ils étaient debout dans leur chambre; tous deux se regardaient pâles, et le spectre du remords s'était dressé entre eux.

— Il faut que tu y ailles, répétait Gotton, et sa bouche contractée arrivait mal à prononcer les mots. Luc se mordait les lèvres et tirait sur sa barbe rousse.

— Tu ne connais pas l'orgueil des Moorslede, avait-il répondu; ni Gertrude, ni ses parens ne voudront seulement me parler, ils me mettront dehors comme un chien, — je ne verrai même pas les enfans.

— Vas-y tout de même; il faut savoir s'ils sont restés.

— Je sais qu'ils sont restés.

— Ah! — une autre souffrance crispe le cœur de la pauvre fille : il s'était informé tout seul, sans le lui dire! — Mais ils peuvent peut-être partir aujourd'hui, tu n'en sais rien?

— Non.

— Luc, vas-y!

Luc avait tourné le dos et passé dans la forge. Il devait encore, le lendemain, livrer du travail. Gotton entendit les coups tomber sur l'enclume. Elle avait le vertige. Les mains pendantes, incapable de rien faire, elle regardait autour d'elle la chambre où ils s'étaient aimés et qui était tout ornée des

présens qu'au hasard de ses courses Luc avait l'habitude de lui rapporter : des rideaux d'andrinople pour la fenêtre, une lampe de cuivre, des plats de faïence peints d'oiseaux et de feuillages, des pots d'étain, — puis là-bas, pendues derrière un rideau, des robes de toutes les couleurs, des jupes à raies, des fichus à fleurs ; à côté, le coffre où était plié le beau linge blanc et qui recélait aussi une petite boîte pleine de bijoux d'or. Gotton considérait tout cela que Luc lui avait donné depuis trois ans. Il l'avait traitée comme une maîtresse que l'on flatte, que l'on gâte, pas comme une vraie femme avec qui l'on se réjouit des économies. Elle en avait été attendrie souvent ; aujourd'hui cette pensée augmentait son trouble et l'horreur qu'elle avait d'elle-même. Elle considéra encore un miroir pendu au mur, au fond duquel, tandis qu'elle se peignait le soir sous la lampe et que des cascades d'or ruisselaient sur sa nudité, elle avait si souvent vu apparaître le visage ensorcelé de Luc. Elle se vit elle-même dans le miroir, blanche jusqu'aux lèvres. Tout ce que Luc lui avait donné, toutes ces choses imprégnées de souvenir et d'amour lui parurent subitement lointaines comme si elle les regardait de l'autre côté de la mort ; son propre visage l'observait comme un fantôme. Elle se sentait immensément seule. Le bonheur s'était évanoui comme une rosée et combien il lui semblait maintenant léger, pâle, fugitif en face de cette terrible et persistante réalité de la faute, de cette honte d'un père qui ne peut plus protéger ses enfans ! Les coups de marteau qui résonnaient régulièrement dans la forge lui écrasaient le cœur. « Il n'ira pas ! » se disait-elle. Et toute la vivante chaleur des baisers dont il l'avait vêtue tant de nuits se dissipait au souffle de la condamnation qu'elle sentait passer sur sa vie. Une voix criait du dedans : « Pour l'idolâtrie de mon corps, il a quitté depuis trois ans la femme qu'il avait prise devant Dieu et les petits qui avaient besoin de lui ! » Elle se sentait nue et défaillante sous les fouets du remords.

A côté, Luc frappait toujours l'enclume et les coups ébranlaient fortement l'espace où ne passait aucun autre bruit. Dans son vertige il semblait à Gotton que le bras de Luc rivait autour d'elle la chaîne de son péché.

Luc n'alla pas à Iseghem ce jour-là, ni le lendemain. Mais seulement le troisième jour, qui fut celui où toutes les cloches du canton sonnèrent à la fois le tocsin, poussé par sa propre

inquiétude plus que par les prières de Gotton, il se mit en route pour aller savoir ce qu'on avait fait de ses enfans. Il offrirait d'en ramener avec lui un ou deux, pour le temps de la crise, si cela pouvait faciliter les choses. L'essentiel était qu'on les tînt enfermés. Des récits affreux circulaient de village en village sur des petits enfans à qui les soldats allemands avaient coupé les mains.

Quand Luc revint à Meulebeke, seul, vers six heures du soir, le village semblait désert. Les habitans s'étaient retranchés derrière leurs portes closes; les animaux étaient rentrés dans l'étable ou la basse-cour. Sur les maisons silencieuses vibrait, à de lents intervalles, la voix des cloches désolées. Gotton se tenait toute seule, près de la fontaine, derrière l'église, pâle comme une revenante. Quand elle vit Luc, elle fit quelques pas vers lui, la bouche entr'ouverte, les yeux égarés.

— Qu'est-ce que tu fais là? demanda-t-il brusquement.

Elle montra le clocher où le tocsin sonnait toujours.

— Tu as passé en vue de Metsys, dit-elle lentement et comme en rêve. Est-ce que là aussi?... Est-ce que tu as entendu?

— Oui, là aussi.

— Ah!

Elle revit son père, dans la chambre du sonneur tirant sur les cordes.

— Et à Iseghem, qu'ont-ils fait pour les enfans? tu ne ramènes personne?

Ils arrivaient devant la forge. Luc la poussa d'un geste rude à l'intérieur. Puis il ajusta la porte, ferma la serrure à double tour et fixa le barreau de fer. Se retournant, il dit enfin :

— Ça s'est passé comme je te l'avais dit. Ils étaient tous ensemble, à la cuisine, les Moorslede et toutes leurs filles, Gertrude avec, assis sans rien faire autour de la table. Les enfans n'étaient pas là. Je les entendais qui faisaient du bruit au grenier. Le père Moorslede a craché par terre quand il m'a vu J'ai parlé tout de même; j'ai dit : « Faites excuse, malgré que je vous ai offensés, je suis venu pour parler des enfans. » Ils m'ont renvoyé avec des injures. Gertrude criait plus fort que les autres : « Voyez-vous ça, le sacripant? Voudrait peut-être les emmener chez sa gueuse? » Allons, ne pleure pas, Gotton. C'est toi ma femme et mon enfant. Vois, le barreau est accroché.

As-tu du pain pour plusieurs jours? Je ne te laisse plus mettre le pied dans la rue. S'il faut que nous logions du monde, je te cache au grenier. Tu as vu le barreau et l'anneau que j'ai forgés pour mettre là-haut. Les Bavarois ne les feront pas sauter. Je te garderai bien, mon agneau, mon trésor; n'aie pas peur.

Gotton n'avait pas peur des Bavarois et Luc déchiffrait mal ce qu'exprimaient sa pâleur et la fixité obsédée de son regard. Depuis que la guerre avait éclaté, ouvrant ses infinies perspectives d'effroi, elle était possédée d'une terreur qui n'était pas celle du meurtre ou de l'incendie, celle des jours sans pain, des nuits sans abri, de l'avenir dévasté. La tragique secousse qui ébranlait toutes les âmes avait résonné pour elle comme la trompette du Jugement. Il lui semblait que la fin du monde allait arriver et elle se voyait avec épouvante enchaînée hors de la chrétienté dans les liens de l'amour coupable. Elle pensait au malheur suspendu sur chaque toit comme à un ange justicier et tremblait en écoutant la voix intérieure qui répétait : Dans quel état nous sommes-nous trouvés? Elle se sentait reprise tout entière par des impressions de crainte fervente, solennelle qu'avait connues son enfance et que la jeunesse et l'amour avaient endormies dans leurs parfums de floraison. Les fleurs du printemps charnel, elles étaient toutes tombées, maintenant; l'orage venait de secouer les dernières, dénudant la monstruosité du péché dont la pauvre Gotton subissait la vision fixe et accablante. Et pourtant elle se demandait comment elle aurait pu se garder du mal. Quand elle revivait en rêve les semaines de la fascination, quand elle se rappelait les paroles de Luc et son regard et comment elle s'était sentie prise de jour en jour, si fortement, si sûrement, il lui semblait qu'elle était entrée dans l'amour d'une manière aussi mystérieuse et inévitable que l'on naît et que l'on meurt. A cause de cela même et parce qu'elle avait conscience de n'avoir pas voulu le mal, elle s'y croyait vouée. « Oh! qui m'aidera? » soupirait-elle et elle avait espéré passionnément que Luc lui ramènerait un de ses petits, ou deux peut-être... Les plus petits si c'était possible... Mais non, ce n'était pas possible! pourtant, est-ce qu'on sait jamais?... Des enfans à garder, à soigner, à qui donner de son propre pain, Dieu! qu'elle les eût aimés! qu'elle se fût sacrifiée pour eux de bon cœur s'il l'avait fallu! Et il lui avait toujours paru que les enfans qu'on a sous son

toit devaient protéger contre la damnation. Mais Luc revenait tout seul et voilà qu'elle serait seule avec lui, seule avec cet homme pour qui elle s'était perdue, à qui elle se sentait appartenir par toutes les fibres de son être, qu'elle n'aurait jamais la force de quitter... seule, inutile et bien à l'abri, derrière les barreaux qu'il avait forgés !

Tous deux étaient assis en silence dans la chambre. Il n'y avait plus rien à faire. Le tocsin s'était arrêté ; un orage couvait dans le ciel. Aux dernières nouvelles, l'ennemi était déjà sur le canton.

Vers sept heures, on entendit sur la route le trot rapide d'un détachement de cavalerie. Luc monta au grenier, mit la tête à la lucarne : une cinquantaine de uhlans traversaient le village, serrés et bien en ordre, épaule contre épaule, poitrail contre poitrail, les hommes silencieux ne tournant la tête ni à droite ni à gauche, les chevaux énormes et fougueux, lancés à vive allure et cependant tenus en rang. A voir passer ces cavaliers dont le groupe massif et rapide donnait une impression singulière de force et de volonté, les villageois qui avaient mis comme Luc la tête à la fenêtre éprouvèrent ce que c'est que le joug étranger.

Le lourd silence de l'attente retomba sur Meulebeke.

Un peu plus tard, une compagnie de fantassins s'arrêta sur la place. On vit le capitaine, un gros homme à barbe, entrer chez le bourgmestre puis ressortir, au bout de dix minutes, pour donner des ordres. Les soldats, sous la conduite de sous-officiers, se dispersèrent en petits groupes : deux d'entre eux vinrent frapper à la forge. Luc, ayant commandé à Gotton de se cacher au grenier, souleva la barre de fer qui renforçait sa porte et leur ouvrit. C'étaient deux jeunes garçons qui se ressemblaient comme deux frères. Ils avaient l'air fruste et timide ; ils venaient de marcher dix heures, ils étaient couverts de poussière et sentaient la bête. Leurs crânes étroits, leurs petits yeux entre les bourrelets gras des paupières, leur grosses lèvres, leurs larges épaules annonçaient une race étrangement primitive ; ils ressemblaient à d'humbles et sauvages serfs venus du fond de provinces barbares. Le regard dominateur de Luc leur fit peur comme celui d'un chef. Luc leur montra la terre battue, expliquant du geste qu'ils y dormiraient, puis il alla leur chercher du pain, du lard et de la bière. A toute communica-

tion, les deux soldats répondaient : « *Danke schön! Danke schön!* » Il était visible que la tête leur tournait de fatigue.

La nuit passa tranquille sur le village humilié. Une sonnerie de clairon, de grand matin, réunit les hommes sur la place pour l'appel et l'exercice. Les gens de Meulebeke leur laissèrent tout le jour la rue et le cabaret : nul ne mit le pied hors de sa maison. Enfermés ensemble, Luc et Gotton étaient les plus malheureux de tous, à cause de cette irrémédiable séparation que leur vie coupable avait établie entre eux et toutes les familles, tous les bons chrétiens de ce village. C'était bien dur d'être seuls et comme exilés jusque dans l'épreuve publique qu'ils partageaient cependant. Ils ne se disaient pas cette tristesse, mais tous deux y puisaient un plus sombre et plus âpre désir d'amour. Ils étaient inquiets aussi. On pensait qu'Iseghem était occupé comme Meulebeke ; et malgré le calme étrange des longues heures qui s'écoulaient, Gotton tremblait pour les enfans de Luc. Ce calme, c'était tellement inattendu, après tout ce qu'on avait entendu raconter ! Cela ne rassurait personne et donnait simplement du temps pour méditer la menace indécise suspendue sur tout le pays.

Le soir se glissait dans la chambre où le forgeron et sa maîtresse rêvaient en silence leurs rêves d'effroi. Soudain des coups précipités retentirent à la porte de la forge.

« Nos Allemands viennent chercher leur dîner, » pensa Luc et il se leva pour ouvrir. Mais Gotton l'entendit parler en flamand dans la forge ; elle comprit qu'on lui apportait des nouvelles. Son cœur se mit à bondir dans sa poitrine. Quelques minutes après, Luc rentra dans la chambre, pâle, la sueur lui perlant au front. Il resta un moment immobile, les yeux fixés dans le vide, sous le regard de Gotton qui n'osait l'interroger. Puis il dit à voix basse :

— Il s'est passé du vilain, à Iseghem. Gertrude a été tuée, avec ses sœurs et ses parens. Et on dit qu'ils vont incendier le village. Je m'en vais chercher les enfans.

Il sortit aussitôt.

Gotton, restée seule, joignit les mains, et branlant sa tête blême, elle répéta plusieurs fois : « Les enfans vont périr aussi ; — sûrement que les enfans vont périr aussi !... » Elle sentait que l'heure du châtiment était venue et il lui semblait tout à coup inévitable que ce fût celui-là même dont la terreur la

hantait mystérieusement depuis trois semaines. Rien ne lui semblait pire; elle aurait mieux supporté que Luc lui-même fût massacré, ou pris comme soldat et tué à la guerre. Elle songeait qu'on peut toujours, quand le malheur vous chasse de la vie, s'aller noyer dans un canal ou se pendre, la nuit, dans la chambre où l'on est restée seule; mais, du remords qui ronge le dedans, comment croire que l'eau ou la corde vous délivreraient?

Par la route plate et poussiéreuse, Luc marchait à grands pas entre les champs moissonnés. Il gardait les yeux fixés sur les toits d'Iseghem, encore distans de deux kilomètres. Le crépuscule était calme, nuageux, d'un bleu lourd et profond. Aucun signe de détresse n'altérait cette quotidienne douceur du soir et les fumées habituelles des cheminées montaient encore en fines spirales dans l'air immobile. Luc avançait en grande hâte, sachant que d'un instant à l'autre la flamme de l'incendie allait jaillir de ces paisibles toits. Comme il n'était plus qu'à quelques centaines de mètres du village, il entendit des cris, une confuse rumeur, et il vit venir vers lui, sur la route rectiligne, des femmes en fuite. Il passa au milieu d'elles, cherchant des yeux ses petits parmi les enfans qu'elles traînaient. Elles allaient, d'une marche incohérente, appelant des êtres perdus. Plusieurs avaient leurs vêtemens déchirés et portaient les marques des coups et des larmes sur leurs visages en convulsion. Luc vit que ses enfans n'étaient pas là. Il ne s'arrêta pas pour interroger, mais une des femmes le reconnut subitement et le montrant du doigt, elle s'écria de sa bouche hurlante :

— Ha! Celui-là! Il n'y aura donc que les mauvais qui en réchapperont!

Luc entra dans le village. Une odeur de pétrole infectait l'air. La rue était pleine de soldats. C'était dans le crépuscule une bruyante mêlée d'hommes en uniformes gris : les uns, ivres de vin ou de sanglante luxure, marchaient en roulant des épaules et en chantant; les autres, calmes et actifs, sous la conduite de sous-officiers, maniaient des pompes d'arrosage avec la précision méthodique du fantassin allemand à l'exercice. On préparait l'incendie.

Luc remonta la rue. Là, sur la gauche, était le logis aux volets verts et la forge où il avait vécu dix ans avec sa femme

et d'où il était parti un matin de printemps pour ne plus revenir. Un peu plus loin, il arrivait devant la maison des Moorslede où Gertrude était rentrée avec ses cinq enfans après qu'il l'eut abandonnée.

La porte était grande ouverte : il entra. Dans la salle basse où il avait été insulté la veille par l'orgueil d'une forte famille paysanne, il respira l'odeur du sang. L'ombre était déjà trop noire pour qu'il pût rien distinguer, mais à peine eut-il franchi le seuil que des cris stridens s'élevèrent d'un coin de la chambre. Les enfans étaient là, terrifiés dans ces ténèbres. Il appela leurs noms : Jean-Baptiste ! Catherine ! Jean ! Bernard ! Louis ! Mais ils ne firent que crier plus éperdument. C'était comme le tumulte affolé qu'on entend la nuit dans un nid de petits oiseaux ensanglanté par le hibou.

A tâtons, il voulut marcher vers le coin où les petits s'étaient blottis. Son pied buta contre un obstacle ; il tomba, les mains en avant, par-dessus un cadavre. Il se releva ; de ses doigts où collaient des caillots gluans, il chercha le visage de ce mort : à la longue barbe dont il distinguait maintenant la blancheur dans l'obscurité, il reconnut son beau-père, le vieux Moorslede, un homme grand et gros qui, à soixante-dix ans, avait gardé sous ses cheveux d'argent des joues fleuries ; un homme qui avait été bon pour lui autrefois, pendant bien des années qu'il l'avait appelé son fils. Il lui sembla que le goût du sang lui remplissait la bouche, les cris des enfans faisaient monter à ses yeux des larmes d'angoisse. Enfin, il apercevait dans le recoin, à gauche de la cheminée, le petit groupe convulsif. Il s'approcha, se mit à genoux, étendit ses bras autour d'eux indistinctement, comme un oiseau étend ses ailes sur sa nichée, et il leur parla si doucement qu'il les calma et qu'il sentit contre sa poitrine leurs petits corps s'arrêter de trembler. « Il faut venir avec moi, leur dit-il, je suis votre papa. Personne ne vous fera de mal. » Il s'était relevé. Son fils aîné le prit par la main et l'entraîna vers la chambre voisine. Un reste de jour y entrait par une fenêtre dont les petits carreaux glauques faisaient face au couchant. Il distingua sur le plancher plusieurs formes gisantes, et encore du sang étalé en nappes noires. Il comprit qu'il allait voir Gertrude ; il eût voulu détourner la tête et s'enfuir. Mais l'enfant ne lâchait pas sa main et le dominait de sa volonté passionnée. Il le conduisit ainsi jusque devant la

fenêtre : là, le cadavre de la mère était étendu, droit et rigide, la face levée, les yeux grands ouverts, le ventre déchiré à coups de sabre ou de baïonnette. Un petit fichu blanc encadrait le cou ridé et répandait dans l'ombre une livide phosphorescence sur le visage intact. L'expression de ce visage restait absolument étrangère à la hideuse blessure par où s'échappaient les entrailles : elle était calme, et dure, empreinte d'une étrange, d'une auguste dignité. Immobiles, le père et l'enfant regardaient. Soudain, une clameur s'éleva dans la rue et l'on entendit le bruit d'une course nombreuse et rapide. Luc comprit que l'incendie était déchaîné. Il fallait fuir. Il mit sa main sur l'épaule de l'enfant. Celui-ci se courba sur le visage de la morte et baisa sa joue creuse.

Une minute plus tard, Luc, avec ses cinq enfans dont il portait le plus petit entre ses bras, descendait la rue du village. Déjà la fumée les piquait à la gorge, et derrière eux les flammes montaient. Il y avait encore quelques soldats allemands qui s'en allaient, par petits groupes, se bousculant, faisant sonner leurs gros rires. Quelques-uns se montrèrent du doigt avec des moqueries le boiteux qui fuyait entouré d'enfans, mais ils ne leur firent pas de mal. Un autre qui se tenait tout seul à la sortie du village, les regarda passer en pleurant.

Le reflet des flammes sur les nuages couvrait la plaine d'une immense tente rouge, éclairant çà et là sur toutes les routes les misérables petits troupeaux noirs des gens chassés de leurs foyers, qui erraient entre les champs qu'ils avaient cultivés de leurs mains, sur la terre où ils n'auraient plus de gîte. Quand les petits étaient trop fatigués, Luc s'asseyait avec eux sur le bord de la route; ils appuyaient leurs têtes sur ses épaules, sur ses genoux; de faibles sanglots les secouaient encore par intervalles; s'ils voyaient passer un soldat allemand, ils tremblaient et se cachaient le visage.

Quand, en pleine nuit, Gotton ouvrit la porte du côté du jardin et vit entrer Luc avec les cinq enfans, des larmes de joie lui coulèrent des yeux. « Oh! Luc! cria-t-elle, ils n'ont pas eu de mal? — Non, dit Luc : as-tu de quoi manger? » Pour conjurer son pressentiment, elle avait tout préparé comme si elle croyait que les petits allaient venir; elle avait fait cuire la soupe, mis des draps frais au grand lit où elle allait les coucher. Avec des serviettes blanches elle lava sur leurs mains

et leurs visages des traces de sang, puis délaça sur leurs pieds gonflés les petites chaussures. Eux, tout apeurés, se laissèrent nourrir, déshabiller, embrasser sans résistance et peu à peu la stupeur de leurs jeunes yeux sauvages fit place à cette sorte d'engourdissement enivré que l'on voit aux enfans accablés de fatigue. Gotton les étendit tous les cinq, côte à côte, dans le lit. Luc et elle se couchèrent par terre, mais de quart d'heure en quart d'heure elle se relevait pour veiller le sommeil des enfans. L'aîné était rouge et agité; il semblait avoir la fièvre; les autres dormaient paisiblement. Gotton admirait les boucles blondes et les boucles rousses qui se mêlaient sur le traversin, les joues qui dans le sommeil semblent se gonfler d'un sang plus chaud, les lèvres tendres qui, par instans, remuaient, dociles au rêve fugitif, les paupières si blanches, si douces, les cils dorés. De quel ardent regard elle caressait les petites têtes! Voilà que se réalisait ce qu'elle avait tant rêvé, la maison pleine d'enfans! Dans quelques jours ils riraient, ces petits, ils oublieraient, au moins les plus jeunes, la pauvre femme qui les avait portés et allaités, et qui gisait maintenant, le ventre ouvert, dans une chambre de sa maison. Ils embrasseraient Gotton, l'adultère, pour qui leur mère avait été méprisée; elle peignerait leurs beaux cheveux. Non, Gotton sentait bien que ce n'était pas possible. Alors, qu'est-ce qui allait se passer? Qu'est-ce que Luc voudrait faire? Elle ne doutait pas que maintenant les enfans ne lui prissent tout le cœur. Son désir d'être mère lui avait fait comprendre ce que peut être l'amour des parens pour leurs petits. Il lui semblait inévitable que cet amour finît par être le plus fort, et par vaincre, dans le cœur paternel, l'amour de la femme. Elle revit encore une fois le printemps de trois années auparavant, et chacun de ses pas vers la faute. Elle se dit qu'elle était entrée dans la vie comme une pauvre folle qui ne sait rien et ne veut pas écouter ceux qui savent. Le mystère que l'enfant apprend par la tendresse dans la chaleur des bras maternels, son père ne le lui avait pas fait connaître; elle l'avait découvert trop tard, femme, dans sa propre souffrance.

Jean-Baptiste se retourna dans le lit en murmurant : « Maman! maman! » Gotton le regarda plus fixement. Elle lui voyait la ténacité de Luc, marquée sur le visage. Elle songeait que celui-là n'oublierait pas. Il la haïrait avec force. C'était le

même enfant qui au printemps dernier lui avait jeté une pierre.

Il est vrai qu'il avait déjà onze ou douze ans. On pouvait, si les choses ne s'arrangeaient pas, l'envoyer en apprentissage, et garder les autres à la maison. Gotton entrevoyait qu'après tout Luc était libre maintenant; il pouvait l'épouser demain, elle serait la femme légitime, la seconde femme qui a le droit d'élever les enfans de la première, et la morte serait effacée, remplacée, vaincue définitivement, elle n'aurait pas même une tombe où ses enfans pussent aller prier, car, dans l'immense incendie, dont la moitié du ciel rougeoyait, son corps n'était plus sans doute qu'un petit tas d'ossemens noircis parmi les décombres. De Gertrude Moorslede, il ne serait plus jamais question : et pourtant elle vivait dans ces petites poitrines d'enfans pour repousser l'amour de la fille stérile.

« Il faut que je m'en aille ! » se redisait Gotton ; et les larmes ruisselaient sur ses joues. Depuis trois ans qu'elle avait quitté Metsys, elle n'avait plus rien connu en ce monde que la figure taciturne et passionnée de Luc. Son pays était pour elle un désert; il n'y avait pas un être auprès de qui elle pût chercher refuge. S'en aller, cela signifiait mourir de cœur et de corps...

Pourtant, sans qu'elle conçût comment cela fût possible, elle était sûre qu'elle s'en irait. Alors, elle pensa : « Si je pouvais être tuée, moi aussi? Ce ne doit pas être difficile ! » Elle alla vers la fenêtre, appuya contre la vitre son front lourd, et, regardant trembler au bord des nuages la lueur de l'incendie, elle s'enfonça dans la pensée de l'abîme.

Le matin se leva, triste et morne comme des yeux qui ont trop pleuré. Une poussière de pluie rabattait sur l'horizon incolore la fumée de l'incendie. Après qu'on eut entendu le clairon allemand sonner l'appel, Luc sortit dans le village, tandis que Gotton habillait les enfans. Il revint au bout d'une demi-heure et lui fit signe qu'il voulait lui parler bas. Elle le suivit dans un coin de la chambre. Il lui dit :

— Il y a un soldat allemand qui a été tué sur la commune. Je l'ai vu, il est derrière la haie du vieux Van Dooren qui me l'a montré. Il a dû être tué cette nuit dans une affaire entre soldats et traîné là ensuite; il n'y a pas de sang, et les blessures sont au couteau. Le corps est couvert de feuilles. Sans doute

que celui qui l'a tué voulait l'enterrer là, et puis il aura eu peur, il l'a caché comme il a pu. Ils étaient tous ivres ici hier soir et il paraît qu'on a entendu venir des soldats d'Iseghem qui chantaient et criaient comme des fous après l'incendie et toutes les saletés qu'ils ont faites. L'homme qui a été tué devait être de ceux-là, car pour ceux d'ici ils ont déjà passé l'appel et s'il en manquait un nous aurions entendu du bruit. Mais quand on l'aura trouvé, c'est nous qui payerons ; nous serons incendiés comme à Iseghem, il y a des chances ; il faudrait essayer de partir avant.

— Luc, dit-elle, comment veux-tu ? avec les enfans, sans charrette ! Regarde Jean-Baptiste comme il a la fièvre ; tu ne le ferais pas marcher une demi-lieue, et où irions-nous ?

Il y eut un silence, et puis Gotton dit brusquement :

— Va de ma part chez le curé de Metsys, raconte-lui tout ce qui s'est passé, et que nous avons les enfans chez nous, et demande-lui pour les sauver qu'il nous prête sa carriole et sa jument. Il le fera, il est très bon. Alors tu pourras nous mener jusqu'à Malines. Et dis-lui qu'il me bénisse, et qu'il prie pour moi.

— Je ne peux pas te laisser seule ici. Il faut que tu viennes avec moi et que tu emmènes les enfans.

— Non, fit-elle. En une heure et demie, tu seras de retour ; s'il arrivait malheur avant dans le village, nous irions t'attendre sur la route.

Elle ajouta avec une soudaine fierté :

— On ne me verra pas mendiante à Metsys !

Il n'insista pas, car elle avait un regard qui promettait de ne pas céder. Et il partit en hâte.

Pendant qu'il parlait, dans un éclair, Gotton avait entrevu sa rédemption. Il lui semblait qu'une grande miséricorde venait de lui faire signe ; elle savait maintenant ce qu'elle voulait faire. A peine Luc fut-il parti, qu'elle alla chercher dans un vieux tiroir une petite bouteille d'encre et une plume. Elle ouvrit une boîte de papier à lettre ornée de fleurs qu'il lui avait naïvement rapportée un jour, sans songer qu'elle n'écrivait jamais à personne. De sa main ignorante, en gros caractères maladroits, elle écrivit :

« Luc, il faut que je m'en aille ; je ne peux pas élever ces petits après tout le mal que j'ai fait à leur mère. Je les aime-

rais, eux me détesteraient peut-être : ils auraient bien raison. J'en mourrais de honte et de chagrin. Toi, maintenant, tu dois vivre pour eux; tu dois te marier : il faut qu'ils aient une mère, et que ce ne soit pas une indigne comme moi. Je pense à cette jeune fille qui est chez les Van Dooren. J'ai entendu dire qu'elle est très bonne. Elle ne m'a jamais dit de mauvaises paroles. Peut-être qu'elle voudra bien. Fais cela le plus tôt possible. Luc, j'ai été bien heureuse avec toi ; mais ça ne pouvait plus continuer après ce qui est arrivé. N'aie pas trop de regrets. Si tu entendais dire bientôt que j'ai péri, moi aussi, sois heureux pour nous deux. Ce sera le signe que nous sommes pardonnés. — Ta pauvre amante qui t'aime et t'estime à jamais. — Gotton Connixloo. »

Elle plia le beau papier à fleurs, mit sa lettre dans une enveloppe sur laquelle elle écrivit : « Luc Heemskerque, » et la posa sur la cheminée. Elle embrassa les enfans, recommanda à Catherine de bien veiller sur ses petits frères et de ne pas les laisser sortir dans le jardin, car la pluie tombait maintenant très fort. Puis, à son tour, elle partit en serrant sur sa poitrine les plis de son châle. Elle marchait vite, croisant dans la rue de nombreux soldats qui fumaient ou sifflaient, et quelques rares villageois taciturnes rasant les murs.

Elle traversa le village et suivit la route jusqu'à un petit sentier qui mène à cette ferme des Van Dooren, près de laquelle Luc lui avait dit qu'était caché un cadavre allemand. Les fermiers, leurs enfans, leurs serviteurs restaient prudemment enfermés, et sans doute la nouvelle du meurtre ne s'était pas répandue, car on ne voyait âme qui vive dans ces environs. Gotton longea la haie qui enfermait le potager de la ferme. Près du second tournant, elle aperçut un cadavre allemand à demi dissimulé sous des branches arrachées à un cognassier, dont la ramure débordait la haie au-dessus de cet endroit. Craintivement elle se courba, souleva les feuilles bruissantes et mouillées, observa les hideuses entailles qui bâillaient des deux côtés du cou, puis les détails de l'uniforme, le numéro cousu sur la patte d'épaule. Quand elle eut bien regardé, elle laissa retomber les rameaux feuillus et s'en revint sous la pluie lourde, par le sentier toujours désert, puis par la route jusqu'au village où elle s'arrêta devant la Maison commune.

***

Dans la maison commune, le capitaine de la compagnie cantonnée à Meulebeke travaillait avec ses deux lieutenans. Des cartes de la Flandre occidentale s'étalaient devant eux sur une large table, au coin de laquelle étaient posés un broc de bière et trois verres qu'ils remplissaient et vidaient fréquemment.

Un planton parut dans la porte.

— Mon capitaine, c'est une femme qui demande à entrer.

— Une femme qui veut entrer? Allez donc voir, Hillmer, dit le capitaine, c'est peut-être un renseignement.

Le lieutenant Hillmer était un officier de tenue très militaire. Il avait un gros cou violacé qui débordait en bourrelet du col de sa tunique, une mâchoire carrée, de belles dents blanches. Avec la raideur rapide d'une excellente mécanique, il se leva et sortit.

Il revint au bout de quelques minutes.

— Mon capitaine, c'est une fille de ce pays qui a l'air d'une folle. Elle vient dire qu'elle a tué un soldat la nuit dernière.

Le capitaine ne put réprimer un sursaut :

— Comment, ici ? dans notre cantonnement, on a tiré ?

— Non, tué au couteau — du moins c'est ce que raconte cette femme. Ce ne devait pas être un homme de la compagnie. Il ne manquait personne à l'appel ce matin.

Un silence suivit. Le lieutenant Hillmer regardait son capitaine droit dans les yeux et un sourire d'attente relevait sa lèvre couleur de cuir sur ses dents blanches. Le capitaine, un gros homme à barbe blonde et dont les paupières tirées clignotaient, se passait et repassait la main sur le front.

— Il faut la juger, dit-il, et nous tâcherons d'arrêter l'affaire avec une exécution.

— Pardon, mon capitaine, reprit Hillmer, vous vous rappelez nos ordres : punition collective toutes les fois qu'on nous aura tué un homme. Le cas d'aveux spontanés n'est pas prévu.

— Hé bien! devant un cas qui n'est pas prévu, j'interprète les ordres, que diable!... J'interprète! Voyons, Hillmer, vous croyez que j'ai envie d'incendier ce trou? Vous croyez que ça me ferait plaisir, dites? Est-ce que vous n'en avez pas assez de ces cochonneries? Il y a quinze jours que je ne dors pas. La

tête me craque. Fichez-moi la paix et tâchez qu'on puisse coucher tranquille ici ce soir.

Il plia ses cartes et mit un peu d'ordre sur la table, puis s'étant ressaisi il dit d'une voix plus calme :

— Eh bien, nous allons nous constituer en tribunal. Hillmer à droite, Franz à gauche. Hillmer, vous avez un interprète ?

— Oui, mon capitaine! J'ai fait descendre le bourgmestre.

— C'est bien. Vous allez maintenant me chercher l'adjudant qui nous servira de greffier, et nous interrogerons cette femme.

Le jeune homme que le capitaine avait appelé Franz prit sa place, puis allongea ses jambes sous la table en rejetant le buste contre le dossier de sa chaise. Il avait l'air d'un monsieur des villes, mince, la peau blanche, les joues plates, le sourire moqueur et négligent. Il remarqua de sa voix froide et un peu grêle :

— Ce n'est tout de même pas ordinaire, cette affaire-là, mon capitaine. J'espère que vous n'allez pas trop la dépêcher ?

Le capitaine semblait avoir de l'indulgence pour ce jeune homme. Il haussa légèrement les épaules. « Regardez-moi, dit-il, cette espèce d'intellectuel! Ça fait la guerre en cherchant des curiosités! » Et il lui sourit avec un air d'amitié.

Au même moment, le lieutenant Hillmer rentrait avec l'adjudant à qui le capitaine tendit un cahier de papier, une plume et une bouteille d'encre. Chacun s'étant installé, l'adjudant alla ouvrir la porte et fit un signe au dehors. Gotton apparut sur le seuil entre deux soldats baïonnette au canon. Derrière elle, venait le bourgmestre retenu en otage dans la maison commune, un homme respectable, qui de sa vie n'avait parlé à Gotton et qui, tout tremblant de peur, fixait sur elle un regard indigné. Elle était toute mouillée de pluie; des mèches blondes rayaient ses joues blêmes que l'angoisse en quelques jours avait évidées. Elle se tenait les mains pendantes; ses yeux scintillans scrutaient les trois figures d'officiers allant de l'une à l'autre, essayant de surprendre sur les physionomies le sens des paroles étrangères. Le cœur lui battait si fort qu'elle avait peur de tomber.

— Vous dites que vous avez tué un soldat allemand? demanda le capitaine, et le bourgmestre traduisit.

Sans baisser les yeux Gotton fit signe que oui.

— Pourquoi?

Il n'y eut pas de réponse.

— Voyons, insinua le jeune lieutenant Franz, cela vous ennuie de nous dire qu'il a été trop aimable, le pauvre garçon?

Le bourgmestre ne traduisit pas. Le capitaine demanda :

— Où est son corps?

— Derrière la ferme des Van Dooren, dit Gotton. C'est moi qui l'ai traîné là cette nuit pour le cacher.

— Vous ne voulez pas dire, reprit le capitaine, pourquoi vous avez commis ce meurtre. Mais pourquoi est-ce que vous venez vous dénoncer?

— Pour que vous ne fassiez pas de mal au village, répondit-elle.

Ils se mirent à causer entre eux, elle sentit que ce qu'elle avait dit n'avait pas l'air vrai, et ces trois hommes lui paraissaient si dépourvus de toute colère qu'elle eut peur d'être simplement renvoyée pour folle. Elle se tenait immobile, épiant leurs moindres gestes, la bouche entr'ouverte, une étrange lumière verte palpitant dans ses prunelles brillantes. Toute l'énergie de sa profonde nature se concentrait dans le désir d'être crue et d'obtenir la grâce de l'expiation.

Ils avaient fini de causer. D'un seul mouvement ils se dressèrent tous les trois et une sorte de majesté impersonnelle uniformisait bizarrement leurs visages. Le capitaine scanda une brève formule, puis releva la tête et avança le menton d'un geste qui congédie. Gotton comprit qu'elle était exaucée. A la sortie, le lieutenant Hillmer la suivit et s'adressant au planton de service à la porte de la chambre :

— Trouve-moi tout de suite six hommes de la compagnie, lui dit-il; c'est pour un peloton d'exécution.

Dans la pièce où il étale de nouveau les cartes, le petit lieutenant pâle, au sourire négligent, dit au capitaine :

— Vous avez bien compris que ce n'était pas vrai, son histoire?

Le capitaine fait un geste qui signifie : qu'importe? et il ajoute :

— Si ce n'est pas elle, c'est son amant. Je vous répète que je n'ai pas envie de brûler ce village. Quand l'affaire éclatera, ce sera une bonne chose de pouvoir montrer que justice est faite.

*
* *

Le lendemain matin, Luc Heemskerque frappait à la porte du chantre Connixloo. Il le trouva seul, assis, la tête entre ses mains, dans la sombre chambre où, depuis trois ans, personne n'enlevait plus les toiles d'araignée. Connixloo, se levant, recula d'un pas en voyant entrer le forgeron.

— Votre fille est morte, monsieur Connixloo, dit Heemskerque.

— Elle est morte, oui, pour moi, depuis trois ans.

— Elle est morte volontairement, monsieur Connixloo, et a sauvé Meulebeke, il faut que vous le sachiez.

Connixloo — sans répondre — releva, comme pour écouter, sa tête aux tempes collées, pâle comme un vieux parchemin, et il claquait des dents.

Le forgeron lui raconta l'incendie d'Iseghem, comment il avait ramené ses enfans à Meulebeke, comment Gotton les avait soignés et couchés, puis l'inquiétude que l'on avait eue le lendemain pour Meulebeke après la découverte du cadavre caché derrière la haie des Van Dooren, son désir de partir, la ruse qu'avait eue Gotton pour l'éloigner.

— Quand je suis arrivé à Metsys, continua-t-il, et que j'ai demandé M. le Curé, M. le Curé a été bien bon, il est descendu pour me parler lui-même, et me demander des nouvelles de Gotton. Il m'a dit, comme je pouvais m'y attendre, qu'il avait prêté sa carriole et la jument, depuis huit jours déjà, à une veuve de la paroisse qui était partie pour Anvers avec ses enfans. « Le Curé, qu'il disait, on sait bien qu'il ne s'en va pas; aussi sa carriole est la première prêtée. J'aurais été content, qu'il a dit, de faire quelque chose pour Gotton. »

« Alors j'ai couru tout le chemin de retour jusqu'à Meulebeke. En descendant de la rue avant de rentrer chez moi, je regardais s'il n'y avait rien de changé.

« Je remarquais que l'on s'écartait de moi comme je passais et qu'on me regardait pourtant. J'ai demandé à un voisin sur la place : « Rien de nouveau? » Il m'a montré les maisons bien tranquilles et m'a dit : « Vous voyez. » Alors je suis rentré à la forge et j'ai trouvé une lettre que Gotton m'avait écrite : elle disait qu'elle s'en allait, qu'elle ne pouvait plus élever mes enfans, et elle me montrait bien qu'elle avait l'idée de chercher

à périr. J'ai couru dehors, j'ai vu du monde devant la maison commune, il y a un homme qui est venu vers moi et qui m'a embrassé en pleurant, et il disait : « Elle a sauvé le vil-« lage! » Alors j'ai tout compris, monsieur Connixloo : ce qu'elle avait été dire aux officiers qui sont dans la maison commune, et qu'elle avait dit qu'elle avait tué le soldat et qu'elle était morte.

« Il y avait beaucoup de monde autour de moi, il y en avait qui m'embrassaient et d'autres qui disaient : « C'est une honte! » parce qu'ils pensaient que c'était moi qui avais fait le coup. Moi, la tête me tournait... Je criais : « Où est-elle? » et en même temps je ne pouvais plus avancer. On m'a emmené où les soldats l'avaient fusillée, derrière la maison commune, contre le mur du jardin. Elle était là, couchée par terre avec une figure douce comme celle d'une enfant. Et ses vêtemens, son châle noir étaient tout pleins de sang, et le mur aussi était éclaboussé. A côté d'elle il y avait un soldat, baïonnette au canon. J'ai crié : « C'est ma femme, je veux l'emporter! » Mais le soldat m'a repoussé avec sa baïonnette. J'ai compris que les officiers avaient donné un ordre, pour que tout le monde la voie et que ça fasse peur. J'ai voulu parler aux officiers, mais on ne m'a pas laissé entrer dans la maison. Alors je suis resté près d'elle à genoux jusqu'au soir. La pluie tombait sur elle et lui mouillait les joues; je voyais son sang qui s'écoulait dans les ruisseaux. Vers sept heures un soldat est venu parler à la sentinelle; alors ils m'ont fait signe que je pouvais l'emporter, qu'ils me la laissaient pour que je l'enterre. Je l'ai emportée jusqu'à la forge, et je ne l'ai pas enterrée, monsieur Connixloo, parce que je crois que ça devait être son désir qu'on la mette au cimetière de Metsys, à côté de sa mère, si vous vouliez, monsieur Connixloo... »

Le chantre semblait accablé. Il murmurait : « Ma pauvre petite fille, ma pauvre petit fille! Et elle ne s'est même pas confessée! » Heemskerque ne répondit pas, et pendant un moment il n'y eut plus dans la salle basse qu'un bruit étouffé de sanglots.

— J'irai avec vous, dit Connixloo, nous n'aurons que nos bras, je pense, pour la porter jusqu'ici.

Ils partirent ensemble, le vieux chantre et le forgeron, et le poids du chagrin leur courbait les épaules, comme ils pas-

saient entre les épaisses prairies fleuries d'ombelles blanches d'où se levait pour eux l'image de Gotton.

Ils laissèrent sur la gauche les ruines d'Iseghem, un squelette de village, brisé, noirci, encore fumant. La route était déserte et coupée de grandes flaques.

— Je vous ai bien grièvement offensé, monsieur Connixloo, dit Heemskerque; mais, voyez-vous, votre fille, j'aurais dix fois donné ma vie pour elle. Je l'aimais tellement que je n'aurais pas cru possible de la perdre. Mais Dieu est le maître...

« Si je vous demande ce que je vous demande, monsieur Connixloo, reprit-il après un lourd silence, c'est à cause d'une parole qu'elle m'a écrite avant de s'en aller trouver les officiers à la maison commune : « Si tu entends dire bientôt que j'ai péri, « moi aussi, sois heureux, ce sera le signe que nous sommes par- « donnés. » J'ai peur qu'elle n'ait eu beaucoup de tourmens par des pensées que je n'ai pas connues. Elle s'en est allée mourir avec l'espoir d'être pardonnée de Dieu : je crois qu'elle aurait bien souhaité de savoir que son père lui pardonnerait aussi, et son village. »

Connixloo éleva un bras au-dessus de sa tête, d'un geste étrange comme pour se couvrir devant la majesté divine, et il murmura :

— Dieu est juge, moi je pardonne à mon enfant.

Ils arrivèrent à la forge. Connixloo recula sur le seuil en voyant la forme blanche et voilée étendue dans l'ombre, sur le sol de terre battue.

Puis, s'approchant, il souleva lui-même le linceul. Luc avait lavé les blessures de la morte; il lui avait ôté ses vêtemens souillés de sang et de boue et l'avait revêtue d'une longue chemise; il lui avait joint les mains et partagé les cheveux qui descendaient comme deux ruisseaux d'or jusqu'à ses genoux. Et maintenant il n'aurait plus osé l'embrasser; elle était devenue si lointaine, si pure, si tranquille ! Elle n'avait plus besoin de lui, ni de rien. Elle avait été jusqu'au bout de l'amour, et jusqu'au bout de l'expiation; elle semblait plongée dans un immobile assouvissement et, peut-être, cette puissante et bienheureuse ardeur dont elle rêvait, petite fille, devant les vitraux de Metsys, avant l'âge de la passion terrestre, était devenue son partage.

Dans la chambre voisine, les enfans étaient réunis. Catherine

venait d'allumer le feu, et sagement, comme elle l'avait vu faire à sa mère, elle épluchait des pommes de terre et des carottes qu'elle avait prises dans des provisions entassées au grenier. Elle avait lavé ses petits frères qui étaient propres et frais et jouaient en riant. Luc ayant entr'ouvert la porte les regardait. Celle qui avait été pour lui toute la beauté, la douceur, l'ivresse de la vie était couchée là dans le silence éternel, et pourtant la maison n'avait jamais été si pleine de jeune force et de jeune espérance. Ces enfans, qui avaient vu massacrer leur mère deux jours à peine auparavant, s'accoutumaient au nouveau foyer avec toute l'humble et robuste docilité de leur âge. Luc songeait en les regardant que maintenant sa maison leur appartenait, sa vie aussi, tout lui-même et que Gotton l'avait voulu ainsi. Il referma la porte et se retourna vers Connixloo.

Sur une civière de branches clouées, ils portèrent ensemble le corps de Gotton jusqu'à Metsys. Là, ils la couchèrent en terre bénite, parmi les glaïeuls, à côté de Jeanne Maers, la belle amoureuse à qui elle avait ressemblé. Et Connixloo s'en fut chercher le curé pour qu'il vînt bénir la tombe. Le curé, qui était gardé comme otage à la maison commune, vint entre deux soldats réciter les prières des morts.

Quand il eut fini, Connixloo, redressant ses genoux raidis, l'accompagna jusqu'à la porte du cimetière. Alors le vieux curé lui mit tendrement le bras sur les épaules et lui dit : « Ne te fais pas trop de tourment, mon bon Connixloo. Le Seigneur est miséricordieux. Vois-tu, ta pauvre Gotton, elle n'avait pas la tête bien claire, c'est pourquoi elle s'est laissé induire en erreur; mais c'était une fille au cœur profond. »

Camille Mayran.

L'ÉTERNEL CHAMP DE BATAILLE (1)

LES

BONNES GENS DE CHEZ NOUS

II

Une longue figure pâle aux joues tombantes et avivées d'un peu de rose, entre deux couples de papillotes en boudin qui, jusqu'à sa mort, restèrent du plus beau brun, et qui semblaient les appendices naturels d'un bonnet à ruches et à rubans violets, — un bonnet qu'elle s'obstinait, je ne sais pourquoi, à appeler « mon bonnet rouge, » — un caraco de soie noire bordé de petites perles très dures, une jupe de même étoffe, — le tout posé sur un « couvot, » — telle est restée dans mon souvenir la silhouette de ma grand'mère maternelle, toujours immobile et silencieuse dans son fauteuil, impersonnelle et inexpressive comme une figure mythologique environnée de ses attributs. Si j'ose parler d'elle ici, c'est que, comme ma vieille amie de Spincourt, la mère Charton, cette aïeule, nonagénaire, qui était devenue, avec les années, à peu près étrangère à la vie ambiante, m'apparaît, elle aussi, merveilleusement représentative de toute une terre lorraine, la région de Briey, celle des riverains de la Moselle entre Metz et Thionville. Pour moi, la mère Charton, c'est la Woëvre, avec ses grands vents, ses pluies diluviennes,

(1) Voyez la *Revue* des 15 août et 1er septembre 1915, 1er décembre 1916.

ses boues tenaces et profondes, ses immenses plaines à céréales. Ma grand'mère, c'est le Haut-Pays, avec ses forêts de chênes et de bouleaux, ses usines, ses forges, ses fonderies couronnées d'un perpétuel incendie nocturne, ses wagons de fonte et de houille, ses routes et ses allées de jardin empierrées ou sablées de « crasse » et d'escarbilles, paysage à la fois charbonneux et verdoyant, que je revois, comme au temps de mon enfance, à travers les verres coloriés d'un kiosque rustique, dans une fantastique lumière de topaze, où se découpaient des bordures de buis, des espaliers d'arbres fruitiers et des corbeilles de fleurs aux rigidités métalliques, toute une irréelle végétation minérale qui semblait pousser naturellement dans ce pays du Fer.

Ma grand'mère était-elle aussi fortement *racée* que la mère Charton, je n'oserais pas l'affirmer. Cependant, elle était née à Briey, dans une propriété de ses grands-parens, qu'on appelle encore aujourd'hui La Solle. Son aïeul maternel qui s'intitulait pompeusement « seigneur de La Solle » appartenait à une famille de petite noblesse parlementaire, les Adam de Fromeréville, originaires de Saint-Mihiel et qui possédèrent jusqu'après la révolution le domaine d'Hattonchâtel. C'étaient donc des riverains de la Meuse. Quant à son propre père, bien que né au château de Bouillon en Belgique, où commandait son grand-père, il descendait d'une vieille famille de l'Orléanais, les Bouvier de Lamotte, comme la célèbre Mme Guyon, la mystique amie de Fénelon, qui était née Jeanne Bouvier de Lamotte. Ainsi, mon arrière-grand'père, élevé à la Flèche, d'abord lieutenant à Montmédy sous les ordres du marquis de Vogüé, puis au régiment de Fort-Royal à la Martinique, où il avait été appelé par un de ses cousins, le marquis de Beauharnais, gouverneur de la Guadeloupe, le futur beau-père de l'impératrice Joséphine, — mon bisaïeul venait des bords de la Loire. En allant à la Martinique, il ne faisait qu'obéir d'ailleurs à une vieille tradition de famille. Plusieurs de ses ascendans furent capitaines de vaisseaux, celui-ci gouverneur de Québec et de la Nouvelle-France, celui-là lieutenant général des armées navales. L'un de ces coloniaux avait marié sa sœur au fils de Georges-Louis Leclerc de Buffon, le fameux naturaliste, auquel peut-être il avait rapporté des « coquilles! »... Qu'on raisonne, après cela, sur la race et le milieu! Qu'on essaye d'accorder tant d'influences diverses, celles du Barrois et du Gâtinais, de

la Wallonie belge et de la Martinique, — et Joséphine de Beauharnais avec M. de Buffon! Il n'en est pas moins vrai que ma grand'mère issue d'un sang si mélangé et si voyageur, était, autant qu'on peut l'être, une femme du Haut-Pays, — et rien que cela.

***

Sa longue existence se déroula tout entière entre deux vieilles maisons provinciales, dans le cadre archaïque et paisible du Briey d'autrefois, — le Briey d'avant la découverte et l'exploitation du célèbre « bassin. » Elle ne sortit que deux fois de sa petite ville, d'abord pour un voyage en Alsace, puis pour un autre en Prusse rhénane. Ce dernier surtout avait fait époque dans sa vie. C'est ce qu'elle appelait, avec une intonation respectueuse, « mon voyage aux bords du Rhin. » Sa troisième grande sortie, ce fut pour s'en aller au cimetière rejoindre son mari et ses enfans dans le caveau familial. Un autre déplacement, dont elle parlait aussi, lui avait laissé des impressions très vives : un court séjour à Hattonchâtel, berceau de sa famille maternelle. Elle s'y rendit, non point pour contempler le castel de ses aïeux, — elle n'avait aucune vanité nobiliaire, — mais pour visiter des parens. Le milieu était assez pareil à celui de Briey : il ne la dépaysait point, pas plus que celui de Longuyon, de Metz et de Thionville, où elle allait fréquemment chez des amis, des alliés ou des proches.

J'ai sous les yeux une aquarelle exécutée, du temps de Louis-Philippe, par un amateur ami de notre famille, et qui représente précisément cet antique domaine de La Solle où naquit ma grand'mère. C'est un logis tout rustique d'aspect, auquel donne accès une allée charretière, bordée d'un côté par un jardin potager, de l'autre par une maison de ferme, des granges et des écuries. Le faîtage du mur qui enclot le jardin est garni de fascines. Vis-à-vis, contre le mur des écuries, on a rangé un rouleau pour les semailles. Au fond, une maison sans style, couverte de tuiles, à un seul étage, mais avec d'importans greniers, peut-être des greniers à fourrage, si j'en juge par la dimension des fenêtres. Le corps de logis, qui semble fait de deux morceaux, est flanqué d'une tourelle naïve et débonnaire, plus semblable à un pigeonnier qu'à un donjon. A côté de la tourelle, on voit des perches à houblons, déposées

en paquets contre la muraille, et dont l'extrémité dépasse les volets du premier étage. Tout près, un puits campagnard, un puits à manivelle avec son chaperon, son seau de bois, l'auge pour les bestiaux. Le seul luxe, si l'on ose dire, la seule allusion seigneuriale, c'est la coiffure en ardoise de la tourelle, — on sait que, chez nous, l'ardoise anoblit, — puis les grosses boules de pierre en têtes de quilles qui dominent l'angle du mur de chaque côté de l'allée charretière et qui visent à donner l'illusion majestueuse d'un portail.

Depuis cette époque déjà lointaine, La Solle a traversé bien des vicissitudes. Elle a été vendue, bouleversée de fond en comble. On a jeté par terre la vieille tourelle et son chapeau pointu, remplacé le logis bonhomme par une bâtisse à prétentions. Aujourd'hui, au moment où j'écris, ce sont les Allemands qui l'occupent — pour la troisième fois, depuis un siècle. L'actuel propriétaire, un de nos parens, qui avait pieusement racheté ce débris familial (1), a dû se réfugier en France, où il attend patiemment l'heure d'être enfin en sûreté dans la maison paternelle. Si j'en crois les nouvelles apportées par d'autres réfugiés de notre pays, les envahisseurs ont coupé tous les arbres de La Solle, — des sapins gigantesques et magnifiques, autant que je me souvienne. Deux pas plus loin, ils ont abattu des noyers plusieurs fois centenaires, qui ont déjà leur légende parmi nos Lorrains évacués. La maîtresse des arbres vénérables, personne déjà vénérable elle-même, se serait jetée aux pieds de l'officier prussien chargé de l'exécution, en demandant grâce pour ces bons serviteurs. Le bourreau fut impitoyable. Tremblante, la pauvre dame dut assister, de sa fenêtre, à l'assassinat de ses arbres. Mais au premier choc de la cognée, elle reçut un tel coup au cœur qu'elle suffoqua et s'évanouit, tant et si bien qu'on vit le moment où elle allait passer. Quand ce fut fini et qu'elle eut repris ses sens, les bûcherons barbares, par un raffinement de cruauté, vinrent lui réclamer, d'un ton gouailleur, le prix de leur sinistre besogne.

Déjà en 1814, ils avaient menacé les vieux arbres de La Solle. Au lendemain de la nouvelle invasion de 1870, ma grand'mère aimait à rappeler leur arrogance, la brutalité de leur ton et de leurs manières. Elle en avait conservé une sorte

(1) M. Martial Bouvier de La Motte, à qui je dois tous les renseignemens généalogiques dont je me suis servi dans les pages qui précèdent.

d'effroi que les violences toutes récentes des Allemands venaient encore de raviver. Sans doute, dès cette époque de 1815, nos grands-parens avaient dû envisager la perspective d'une annexion prussienne, d'une incorporation de notre Basse-Lorraine aux pays rhénans. Nos gens de Briey, si réfractaires à la langue allemande, si moqueurs de tout ce qui sentait la lourdeur ou la grossièreté germanique, durent peut-être alors se préparer à la triste nécessité de parler la langue du vainqueur. Toujours est-il que ma grand'mère avait gardé dans sa mémoire deux ou trois mots d'allemand, souvenirs un peu honteux de l'invasion, qu'elle s'était empressée d'oublier pendant toute cette longue période de sa vie, où il y eut un regain de sécurité et même de gloire française, et qui lui revinrent en 1870, lorsqu'il fallut de nouveau héberger des garnisaires teutons. Elle n'avait pour eux que du dégoût, comme pour leurs pères de 1815. En revanche, elle ne tarissait pas en éloges sur les officiers russes, qui s'étaient montrés, disait-elle, beaucoup plus humains et surtout plus polis que les Prussiens. Pour elle, les Russes étaient des modèles de gentilhommerie, de courtoisie toute française. D'ailleurs, ils affectaient de ne parler que le français, au rebours des Allemands qui prétendaient imposer leur odieux jargon. Quelques-uns d'entre eux furent très probablement les hôtes de La Solle. Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'apparition de ces brillans cavaliers frappa vivement l'imagination de ma grand'mère. Cette Lorraine, de sens rassis, cette bourgeoise assez froide et terre à terre, je ne l'ai jamais vue s'animer un peu, sortir de son prosaïsme imperturbable, que lorsqu'elle parlait des officiers russes. C'était son petit romantisme à elle, en tout cas l'unique rayon de poésie qui eût traversé sa jeunesse.

L'existence n'avait pas dû être bien gaie pour elle dans ce rustique manoir de La Solle, où elle était née en 1796, au lendemain de la tourmente révolutionnaire qui venait de ruiner et de disperser sa famille. Un de ses oncles avait dû émigrer. Son grand'père, Adam de Fromeréville, qui fut inquiété pendant la Terreur, eut beaucoup de peine à sauver sa vie; ce ne fut pas pour bien longtemps d'ailleurs : il mourut deux ans après, en 1795. Quant à son père, Jacques-François-Marie Bouvier de Lamotte, lieutenant au régiment de Fort-Royal, elle ignorait ce qu'il était devenu pendant la Révolution. Il dut se cacher

sans doute, soit à Hattonchâtel, soit dans les environs de Briey, pour ne reparaître qu'après le Directoire. En tout cas, le courage de son beau-père, qui, en pleine Terreur, n'abandonna point sa maison de La Solle, lui valut de conserver ce suprême morceau du patrimoine de sa femme, tout entier vendu comme bien national. Mais cette propriété, avec la ferme attenante, était peu de chose pour entretenir une famille de huit enfans! L'héritier des seigneurs de La Solle dut se résigner à une situation des plus modestes. Ses fils aînés s'engagèrent dans les armées de l'Empire. Ses filles furent élevées avec une extrême simplicité, si j'en juge par ma grand'mère, qui savait tout juste lire, écrire et compter. Aucune culture littéraire, aucun art d'agrément. On ne lui avait rien appris, en dehors du catéchisme, ce catéchisme impérial, qui fut, paraît-il, le cauchemar de son enfance, tant il était compliqué, surchargé de préceptes révérencieux touchant Sa Majesté l'Empereur et son auguste dynastie! Quand, en 1872, on dut substituer, dans nos écoles, le catéchisme du diocèse de Nancy à celui du diocèse de Metz, je me souviens que je gémissais et que je me dépitais contre la longueur des réponses. Sur quoi, ma grand'mère me rabrouait :

— Qu'est-ce que tu aurais dit, si tu avais été obligé, comme moi, d'apprendre le catéchisme impérial!...

Ces notions de piété et une infinité de contes de revenans composaient tout son bagage intellectuel. Mais de fortes traditions de famille compensaient ce manque de culture. Elle avait gardé de sa première éducation un certain sens de la tenue, du décorum, voire de l'élégance, et aussi le culte des belles relations. Dans le Briey somnolent et désœuvré de ce temps-là, on se visitait énormément. L'existence se passait même tout entière en visites. A l'époque de ma grand'mère, il s'y trouvait un minuscule faubourg Saint-Germain, disparu depuis longtemps lorsque j'étais petit, et dont toutes les belles dames dormaient au cimetière sous des plaques de marbre, où je m'évertuais à déchiffrer les lettres dédorées de leurs noms. C'étaient toutes des parentes ou des alliées de la famille : les de Lorme, les de Maygret, les de Miscault. Je me souviens que mes tantes, dans leurs conversations, rappelaient parfois le nom d'une vieille demoiselle nonagénaire, depuis longtemps défunte, qu'elles nommaient familièrement « Chouchette de Miscault!... » *Chouchette*, dans notre français local, veut dire « frisette. » Et

je m'imaginais cette « Chouchette de Miscault » comme une petite vieille éperdument frisée, avec des yeux ronds en clous de fauteuil et un minois folâtre... Enfin il y avait une autre dame de Miscault, la comtesse d'Ollone, — dont le nom se prononçait avec un accent de vénération toute spéciale.

Cette vénération, dont j'ai recueilli les suprêmes échos, ne datait guère que du second Empire. Si je me rappelle bien les propos de mes tantes et grand'tantes, les bourgeois de Briey n'avaient, sous le premier Empire et même sous la Restauration, qu'une considération médiocre pour les derniers représentans de ces vieilles familles à demi ruinées. Et c'est peut-être pourquoi ma grand'mère, marchant sur son vingt-quatrième printemps, fut tout heureuse et tout aise d'épouser un simple brasseur qui lui donna douze enfans et une aisance que l'on ne connaissait plus chez ses parens. Elle quitta sa tour pointue, son manoir de La Solle et le beau monde de la Ville-Haute, pour descendre à la Ville-Basse (il fallait entendre de quel ton dédaigneux on disait « la ville-basse » chez les gens de la « ville-haute! ») et pour s'installer dans une brasserie, sise au bord de l'eau, à côté d'une tannerie et d'un moulin! Cependant elle ne crut point déchoir. Le logis où elle entrait était peut-être plus antique que celui dont elle sortait. Mon grand'père pouvait étaler des quartiers de bourgeoisie infiniment respectables et qui valaient bien les quartiers de noblesse de sa femme. J'ai vu, de mes yeux, dans une cave de la maison, une ancienne croix votive encastrée dans la muraille et dont la dédicace portait que ladite croix avait été érigée, en l'an de grâce 1694, par un bisaïeul ou trisaïeul de mon grand'père, pour commémorer la réfection de cette brasserie héréditaire.

Mais, même sans sa petite aisance et cette tradition bourgeoise déjà longue, mon grand'père avait de quoi éblouir sa fiancée. Outre ses avantages personnels, il était, dans le Briey d'alors, ce qui s'appelle « une forte tête. » Bonapartiste convaincu, il avait groupé autour de lui tous les libéraux de la localité. Sous Louis-Philippe, la politique le mit très en vue : ce qui lui permit d'arrondir considérablement sa fortune. Sous le second Empire, ce fut le triomphe : il devint un des plus fermes appuis du régime. Lorsqu'il mourut, en 1861, le sous-préfet de Briey, M. Stéphen Liégeard, le délicat poète des *Abeilles d'Or*, et, actuellement, l'unique survivant, je crois, des

anciens députés de la Moselle, écrivit à ma grand'mère une lettre de condoléances, que j'ai conservée, et qui témoignait de la plus grande considération administrative pour cet exemplaire serviteur de la bonne cause. Parmi nos reliques familiales, je retrouve un ruban rouge strié de vert, dans une petite boîte blanche, timbrée de l'aigle impériale, avec cette inscription : *Aux compagnons de gloire de Napoléon Ier*. Cette décoration aurait été remise, paraît-il, à mon grand'père par le même Stéphen Liégeard, sous-préfet, qui le traitait ainsi fort habilement comme un vieux grognard, bien qu'il n'eût jamais été que garde national et simple conscrit en 1814 ou 1815. Néanmoins, il avait une fort belle allure militaire, qui ajoutait encore à son prestige dans les milieux politiques. Les gens du peuple l'avaient surnommé *Fanfan*, comme les La Fleur ou les La Tulipe de la vieille armée. Il était adoré de ses ouvriers, tous libéraux et bonapartistes qu'il avait enrôlés. L'un d'eux, un vieux cocher nommé Doudou, ancien soldat, lui avait voué le même fanatisme qu'à l'Empereur en personne : à sa mort, il le veilla et il le pleura comme on ne pleure pas un maître. Autoritaire, ayant le verbe haut et, dans toute sa personne, un air de commandement, ce bourgeois napoléonien était consulté avec déférence, non seulement par les autres bourgeois de la ville, mais par une foule de cliens éparpillés à dix lieues à la ronde. Il était écouté comme un oracle par la famille de sa femme, qui s'inclinait devant sa supériorité très réelle. A table, dans les repas solennels, il présidait avec une majesté quasi sacerdotale. Pour trancher les rôtis, il avait des gestes augustes de sacrificateur. C'était le patriarche, à la fois roi et prêtre à son foyer. Tous les soirs, agenouillé devant la haute cheminée de la cuisine, que surmontait un crucifix de cuivre, entouré de ses huit enfans vivans et de ses domestiques, il prononçait la prière...

Complètement éclipsée par ce superbe époux, ma grand'mère se confina dans ses fonctions de ménagère et de maîtresse de maison. Cette brasserie où elle était descendue, peut-être à regret, elle y passa certainement les meilleures années de sa vie, les plus exemptes de soucis, les plus comblées de félicités matérielles. Cette vieille maison des aïeux a suivi le sort de la Lorraine et de la France monarchique. Paisiblement transmise de père en fils pendant des siècles, elle eut du mal à se remettre des secousses de la Révolution et du premier Empire. Puis,

après un éphémère éclat dans la première moitié du siècle, elle sombra avec la défaite de 1870.

Jusqu'à la mort de mon grand-père, elle fut non seulement un centre de réunion, mais de ralliement moral pour la famille. Après lui, vint la dispersion et l'oubli des traditions anciennes. Pour moi, je ne l'ai connue que dans sa décadence. Néanmoins elle résumait à mes yeux d'enfant tant de vieilles choses évanouies ailleurs, tant de vieilles idées et de vieilles habitudes, qu'elle m'a laissé un souvenir ineffaçable. Je revois ses caves, voûtées comme des cryptes de cathédrale et perpétuellement inondées par les coulures des foudres et des cuves de fermentation, ou par les rinçages des tonneaux. On s'y aventurait sur des poutres branlantes, formant ponceau d'un bout à l'autre de ces caves en enfilade, parmi les garçons brasseurs qui roulaient des fûts ou qui trimballaient des arrosoirs d'eau bouillante. Ces garçons brasseurs, dont l'uniforme consistait essentiellement en une paire de bottes et un tablier bleu, c'est une espèce aujourd'hui disparue, véritables types d'anciens ouvriers corporatifs. J'en ai connu un qui était au service de la brasserie depuis soixante ans. Ils s'y succédaient de père en fils et ils y étaient traités comme les enfans de la maison. On disait d'eux : « Not' *Jacques*, not' *Baptiste*, » comme on disait de leurs jeunes maîtres : « Not' *Alphonse*, ou not' *Émile*. » La plupart étaient de francs poivrots, aux moustaches toujours dégouttantes de bière. Ils avaient leur tonneau à eux, avec un gros verre posé dessus, où l'on buvait à discrétion du matin au soir. La tradition voulait que, lorsqu'on mettait un nouveau tonneau en perce, tout le personnel de la brasserie s'offrît une saoulerie complète. Et cela leur arrivait souvent de tarir un tonneau !

Métier débonnaire et, en somme, peu fatigant ! Le plus pénible pour les hommes, c'était, les jours de *brassin* (et l'on ne brassait guère plus de deux fois par semaine), de porter la hotte, une hotte de bois cerclée de fer comme un foudre et qui servait à véhiculer la bière brûlante des chaudières aux « rafraîchissoirs. » Quelle bonne odeur exhalait la maison, ces jours-là ! Odeur laiteuse d'orge écrasée, odeur un peu âpre et sauvage de houblon, qui m'apportait, dans une buée chaude, une vision naïve des grandes plaines d'Alsace. Je me représentais l'Alsace sous l'aspect d'une immense chaudière fumante, où des paysans en culottes courtes, comme dans les images d'Épinal, déver-

saient continuellement des pannerées de houblon. Cet âpre parfum me poursuivait dans les greniers, où les balles de houblon, sanglées dans leurs bâches, comme de grosses cuisinières allemandes dans leur corset, attendaient leur tour d'être précipitées dans la chaudière. Puis c'étaient les greniers à orge, orge en sac, orge étalée, qui, après maintes manipulations, arrivait dans l'enfer de la *touraille*, — la touraille avec les larges yeux rouges de sa fournaise sans cesse bourrée de houille, avec son ronflement perpétuel et sa rauque respiration de monstre, qui hallucinait mon imagination puérile. La fournaise, à travers d'énormes tubes en spirale, envoyait sa chaleur jusqu'à une chambre métallique, où l'orge, soumise à une température torride, arrêtait une germination artificielle commencée dans les vastes salles cimentées des « germoirs. » Le garçon chargé de la retourner à l'aide d'un râteau était nu jusqu'à la ceinture. Quand il sortait de là, par une petite porte en fer, la face livide, l'air hâve et squelettique, enveloppé dans un grand linge blanc pour étancher la sueur de tout son corps, j'avais un petit frisson de terreur : c'était, pour moi, la résurrection de Lazare...

Du temps de mes grands-parens, lorsque la machinerie était encore dans l'enfance, la brasserie exigeait ainsi une main-d'œuvre considérable. La maison était une ruche bourdonnante, pleine d'un va-et-vient de tous les instans. C'est ainsi que ma grand'mère se trouvait forcément en contact avec une domesticité nombreuse : servantes, couturières, ravaudeuses, repasseuses, garçons brasseurs, valets d'étable et d'écurie. Suivant un vieil usage très fraternel et très chrétien, les domestiques non mariés mangeaient à la table de famille, que présidait le maître du logis. C'étaient de belles tablées. Outre la « maison » proprement dite, on y voyait aussi des cliens, gens de la campagne ou petits propriétaires, des commis voyageurs ou des marchands d'orge et de houblon, ces derniers toujours Alsaciens et considérés comme des amis, presque comme des parens, tellement les relations commerciales qu'on entretenait étaient cordiales, affectueuses, scrupuleusement honnêtes. Elles se perdaient dans la nuit des âges. Les Schott de Strasbourg fournissaient notre brasserie depuis un temps immémorial. D'autres maisons strasbourgeoises étaient unies à la nôtre par d'antiques liens d'amitié. En reconnaissance de l'hospitalité

qu'ils y recevaient, ces vieux amis ne manquaient point d'envoyer un pâté de foie gras pour les grandes fêtes de l'année. Mon grand-père seul en mangeait, au milieu de l'admiration religieuse des convives... Et l'on voyait enfin à cette table de jeunes Allemands de la Prusse rhénane qui venaient apprendre, chez nous, leur métier de brasseurs et s'initier aux élégances de la civilisation et de la langue françaises.

Évidemment, je n'ai point pris ma part de ces agapes patriarcales; je n'ai connu ni les habitués ni les hôtes de la brasserie. Mais, pendant les veillées d'hiver, à l'époque de ma petite enfance, ma grand'mère aimait à m'entretenir de ce vieux temps, qui, encore une fois, fut assurément le meilleur de sa vie. Au lendemain de l'invasion de 1870, alors que la frontière rétrécie, si proche alors de nos foyers, nous donnait comme une sensation d'étouffement, les souvenirs de l'aïeule m'ouvraient des perspectives sur une France immense et glorieuse, qui ne finissait qu'au Rhin. Pour elle, Saarbrück, Kaiserslautern, Trêves, Coblentz étaient des noms aussi familiers que ceux de Metz et de Thionville. Et malgré les récentes horreurs de la guerre allemande, les gens qu'elle connaissait là-bas n'évoquaient à ses yeux que de bons et loyaux visages, des réceptions charmantes, des parties de plaisir égayées de danses et de musique sentimentale. Elle y avait entendu parler notre langue, acclamer notre pays... Mais surtout, ce que je retrouvais dans les conversations de ma bonne femme de grand'-mère, c'était l'écho mourant de tous les langages qui se parlaient, depuis des siècles, dans ces contrées riveraines de la Moselle : mots paysans, mots bourgeois, idiotismes provinciaux, élégances falotes de petits hobereaux ou de petits robins de bailliage, elle avait recueilli tout cela dans son entourage, sans y rien ajouter du sien. Sa mémoire était une plaque strictement réfléchissante, que nul reflet d'imagination ne troubla jamais. De même que la mère Charton était un vivant répertoire du parler de Spincourt et de la Woëvre, ma grand'mère offrait le vocabulaire le plus complet que j'aie connu de notre langage briotin et bas-mosellan.

***

Les Allemands prétendent que tout l'idéal de leurs vertueuses ménagères est enclos dans ces trois mots : « *Kinder*,

kirche, küche: les enfans, l'église, la cuisine. » Nos Lorraines, même celles des régions à dialectes germaniques, eussent d'abord protesté contre ce rapprochement aussi lourdement matériel qu'irrévérencieux de l'église et de la cuisine, et ensuite eussent déclaré la triple formule trop étroite pour leur usage. Les soins du ménage, auxquels elles se donnaient avec un beau zèle, ne les empêchaient point de songer à leurs devoirs de sociabilité et, en général, à tous les plaisirs mondains. La cuisine, — certes admirablement outillée et fournie, en ses armoires, d'une foule de choses succulentes et de réserves copieuses, — ne faisait pas oublier le salon. Enfin, pour ce qui est de l'église, ces dames n'eussent point manqué de dire : « De la religion, oui, sans doute, c'est excellent ! Mais pas trop n'en faut. »

Telle était l'opinion de ma grand'mère. Elle non plus n'était nullement dévote. C'était le cas, d'ailleurs, de la plupart des femmes élevées sous le Directoire et le premier Empire : leur éducation religieuse avait été bien négligée. J'ajoute que, dans le milieu d'où elle sortait, ce petit monde provincial de noblesse parlementaire, militaire surtout, on était généralement voltairien. J'attribue à l'influence de mon bourgeois de grand-père, homme profondément religieux, la régularité et la correction que ma grand'mère apportait dans ses pratiques de piété. Habituellement, elle assistait à la grand'messe du dimanche, avec son mari et tous ses enfans, et elle suivait l'office dans un superbe missel en maroquin vert et à tranches dorées, que j'ai retrouvé plus tard, au fond d'un secrétaire, à une époque où elle ne pouvait plus s'en servir, les caractères étant trop fins pour ses yeux. Ce livre somptueux, qui datait du XVIIIe siècle, avait dû être acheté dans une vente, ou transmis par héritage. Je vois encore le nom de la première propriétaire, tracé d'une encre jaunie et d'une belle écriture diplomatique, toute fleurie de boucles, sur la page de garde : « Pierron la Cadette. » Le texte pieux était précédé d'une approbation de « Mgr de Croÿ, évêque de Metz et prince du Saint-Empire romain germanique, » le tout timbré de ses armes et publié chez Alcan (ou Collignon ?), libraire de Monseigneur, à l'enseigne de *La Bible d'or*.

Pendant les dernières années de sa vie, la pauvre femme, devenue presque impotente, se faisait néanmoins un devoir

d'assister aussi régulièrement qu'elle le pouvait à la messe de onze heures. Mais épuisée par cet effort, elle lisait les vêpres dans son fauteuil. Ces raisonnables satisfactions une fois accordées à sa conscience et aux usages, elle ne s'occupait plus du tout des choses de l'église, sinon lorsqu'il s'agissait de quelque office ou service solennel à l'intention des défunts de la famille.

Ces fondations pieuses tenaient une grande place dans les préoccupations testamentaires, comme dans l'existence de toute une confrérie de vieilles demoiselles, qui semblaient n'avoir d'autre raison d'être et d'autre emploi au monde que d'assister aux messes des morts. Le dimanche, au prône, le curé ou les vicaires, avant de commencer leur sermon, annonçaient une longue kyrielle de ces offices funèbres, et l'on entendait ainsi hebdomadairement rappeler des noms de paroissiens enterrés depuis plusieurs siècles, dont personne ne se souvenait, dont les familles mêmes étaient depuis longtemps éteintes. Pendant une partie de mon enfance, j'ai été obsédé par une de ces rengaines dominicales qui revenait inexorablement à la fin du programme liturgique :

— Samedi, messe de fondation, pour M. Flayelle et son épouse.

Ma grand'mère elle-même ignorait qui étaient ce « M. Flayelle et son épouse, » et moi je les aurais volontiers donnés au diable. Ce n'est que bien longtemps après que j'ai senti tout ce qu'il y avait de touchant et de profondément humain dans cette coutume de la commémoration des morts. On peut trouver seulement que certains morts privilégiés abusaient un peu trop de l'attention et de la charité de leur prochain. Sans les spoliations de ces dernières années, je suis sûr que, jusqu'à la consommation des temps, les chrétiens de Briey eussent entendu, chaque dimanche, tinter à leurs oreilles les noms de « M. Flayelle et de son épouse. »

***

Tout cela intéressait médiocrement ma grand'mère. Elle avait, au logis, d'autres chats à fouetter, — et d'abord une ribambelle d'enfans. En ayant eu douze, elle savait, comme on dit, ce que c'est que d'avoir des enfans et surtout de les élever. Il lui fallut, pour cela, des trésors de patience, dont ses filles s'émerveillèrent plus tard. Et c'est peut-être pour cela, parce que les bambins ne représentaient à ses yeux que de la peine

et de l'ennui, qu'elle était si peu tendre au jeune âge. D'ailleurs elle avait reçu la vieille éducation classique, — l'éducation traditionnelle de nos pères, non encore amollie de sentimentalité romantique. Que c'est curieux! A l'époque où les parens n'aimaient guère les enfans, ceux-ci foisonnaient. Quand, après Victor Hugo, on s'est mis à les adorer, pour ne pas dire à les diviniser, on en a eu de moins en moins. L'amour des enfans était devenu de la littérature. Toujours est-il que mes oncles et mes tantes — principalement mes tantes — furent très sévèrement élevés. Quand ma grand'mère adressait la parole à l'une de ses filles, elle lui disait : « Mademoiselle ! » d'un ton qui donnait à l'interpellée la conscience immédiate de son néant. Elle se montrait extrêmement distante avec elles et ne les tutoyait jamais. Plus tard, par une adaptation spontanée aux usages, elle tutoya ses petits-enfans, et son vieux cœur s'attendrit si bien pour eux qu'ils eurent beaucoup de peine à comprendre le récit de ses rigueurs passées.

Si peu sentimentale qu'elle fût en matière d'éducation puérile, elle se piquait, en tout cas, de s'y connaître. L'hygiène des nouveau-nés n'avait pas de secrets pour elle. On la consultait là-dessus comme un oracle. D'ailleurs, pour toutes les maladies elle connaissait une foule de recettes et de thérapeutiques que les vieilles bonnes femmes de notre pays s'étaient léguées d'une génération à l'autre et où les onctions d'huile et de saindoux, les cataplasmes, les embobelinemens d'ouate et de coton jouaient un rôle capital. Pour l'emmaillotage des bébés, elle appartenait à l'ancienne école qui ligotait le nourrisson dans ses langes comme une momie d'Égypte dans ses bandelettes. D'après elle, celui-ci n'était jamais assez roidement entravé. Elle disait aux bonnes :

— Serrez-moi bien les *lurelles* de cet enfant-là!

Les *lurelles*, c'étaient les langes. Et elle n'avait de cesse que lorsque le poupon était transformé en un paquet rigide et tout d'une pièce, comme un cervelas de Pâques.

Les rhumes infantiles étaient redoutés par elle à l'égal d'une catastrophe. Pour éviter les refroidissemens et jusqu'aux moindres changemens de température, elle nous faisait affubler, pour dormir, de robes de nuit ouatées et capitonnées. Nos jambes étaient emprisonnées dans des sacs de flanelle, qu'elle appelait des « jambières » et nos pieds lutinaient, sous les couvertures,

des briques ou des cruchons brûlans, qu'on plongeait, tout habillés de linges, entre les draps.

Au printemps ou à l'automne, le temps qui, partout ailleurs, est assez variable, devient facilement très aigre et même glacial en Lorraine. Quand nous rentrions de promenade, trempés par une averse soudaine, ma grand'mère s'affolait à la pensée de toutes les coqueluches qui pouvaient fondre sur nous :

— Je vous demande un peu! Les voilà tout « purans! » Pas un fil de sec!... Changez-les vite, Joséphine!

Et on nous déshabillait des pieds à la tête. On faisait chauffer nos bas de laine devant le fourneau de la cuisine, avant de nous les enfiler. Inutile de protester. Ma grand'mère était inflexible sur ce chapitre. Convaincue, suivant le vieil adage médical, qu'il vaut mieux prévenir le mal que le guérir, elle ne voyait partout que rougeoles et scarlatines, spectres hideux qui rôdaient autour de nos petits lits. Aucun soin, aucune minutie n'étaient superflus pour les conjurer ou les mettre en fuite...

Au fond, malgré sa dureté apparente et sa sévérité, elle ne s'intéressait qu'aux enfans, non seulement aux siens, mais à ceux des parens, des amis, de tout le voisinage. Comme une bonne fermière qui épie anxieusement les couvées, elle se passionnait pour les naissances, était assidue aux caquets de l'accouchée, attentive à la croissance des nouveau-nés et elle s'émerveillait de les voir grandir, comme d'un miracle ravissant et toujours nouveau. Elle avait des mots pour tous les âges et toutes les transformations des bambins, pour tous leurs gestes et tous les menus événemens de leur existence. Le bébé qui commençait à essayer ses petites jambes était pour elle un *trotrot :*

— Regardez-moi ce petit « trotrot! » Un vrai Jésus!

Plus tard, quand l'enfant étrennait ses premières culottes et usait ses premiers souliers, elle s'ébahissait des progrès de sa malice et de la scélératesse de ses « avisions. » A chaque méfait du polisson, elle jetait les hauts cris :

— De quoi je me mêle! Un « bottré » de cet âge-là!

J'imagine qu'un « bottré » devait être, dans son idée, un gamin pas plus haut que la botte. Mais l'étymologie de ces vieux mots est très difficile à retrouver. Elle en avait un, par exemple, qui est encore inexplicable pour moi, mais qui était singulièrement expressif, — pour désigner la fillette déjà montée

en graine, quelque peu minaudière et prétentieuse, qui se pousse, tant qu'elle peut, afin de grandir sa petite taille :

— Avez-vous vu ce petit « pinéguet ? » s'exclamait ma grand'mère d'un ton narquois. Qui est-ce qui m'a bâti un « pinéguet » de cette espèce-là ?

Rien que la façon pincée dont elle prononçait ce mot de « pinéguet » évoquait toute la prétention de la jeune mijaurée et son effort désespéré pour hausser la plume de son chapeau et conquérir l'attention des grandes personnes. Il lui arrivait même quelquefois d'employer le patois des gens de la campagne, quand elle ne savait comment exprimer son aversion pour la figure de certains nourrissons mal venus :

— Oh ! le *peut'offant !* disait-elle, en se voilant la face.

« Le vilain » ou « le hideux enfant » ne traduirait pas tout ce que cette expression campagnarde signifie de laideur grossière et triviale. Et de même, les mots du vocabulaire français échouent à traduire les variétés de pleurnicheries enfantines que nos mots lorrains exprimaient d'une façon si vive et si directe. Ma grand'mère ne s'y trompait jamais, elle appelait les choses par leur nom. C'est ainsi qu'elle disait, lorsque nos sanglots s'achevaient dans une sorte de geignement sourd et continu :

— Auras-tu bientôt fini de « hogner ? »

« Hogner » ce n'était pas précisément grogner, ni pleurer ni sangloter; mais c'était un peu de tout cela. Et il y avait aussi « chigner » qui voulait dire encore autre chose. « Chigner » c'était pleurer pour rire, pour apitoyer une grand'maman inexorable. Ce n'était ni sérieux, ni honnête. Aussi nous déclarait-elle de son air le plus farouche :

— Je ne veux pas de « chigneurs » ni de « chigneuses » au logis !

Mais pour le coup, elle sortait hors de ses gonds, lorsqu'elle nous entendait pleurer, en poussant des cris aigus, comme gorets conduits en foire :

— Il n'y a pas de bon sens de « pincher » comme ça !... Allons ! que ce soit fini ! Et torchez vos yeux !

Car « pincher, » ce n'était pas seulement pousser des cris perçans, mais c'était grincer comme une corde de violon faussée, c'était racler atrocement les nerfs de notre pauvre grand'-mère. Pourtant elle ne se fâchait pas, ou si peu qu'il fallait

vraiment que ce fût, comme on disait à Briey, pour « faire mention. » On aurait cru qu'avec les années elle avait perdu jusqu'à la faculté de s'émouvoir, elle qui, autrefois, était si peu endurante, qui s'exaspérait contre ses filles, lorsque celles-ci plaquaient des fausses notes sur le piano, en estropiant les morceaux simplets de la méthode :

— Victorine, finissez! Vous me sciez le dos! Vous ne faites que « holquiner! »

Mais ces accès d'humeur n'étaient plus, de mon temps, qu'un souvenir historique déjà si lointain que je n'entrevoyais que confusément ce que pouvait bien signifier, dans la langue de ma grand'mère, ce mot de « holquiner. » Il fallait que nous eussions été bien méchans pour qu'elle levât le bout de sa canne, en grondant d'une voix cassée :

— Ah! mâtin! Je te « gûgne! »

A la messe, lorsque nous étions dissipés, ou lorsque nous nous faisions remarquer en tournant continuellement la tête, celle-ci, qui occupait le premier banc derrière le nôtre, nous « gûgnait, » pour nous obliger à nous tenir tranquilles : ce qui se réduisait à nous donner une légère tape sur la nuque avec le dos de son paroissien. Ses corrections étaient des plus bénignes. Et cependant, par habitude, elle tonnait contre le « libertinage » des enfans, et elle les menaçait d'une « houssine » imaginaire, qui, du moins pour nous, ne sortit jamais du hangar aux fagots. Quelquefois aussi elle criait du ton le plus impressionnant :

— Si vous continuez à être libertins, vous aurez pour goûter une « tartine à la gaille! »

Dans notre patois lorrain, une « gaille » c'est une chèvre. Cela, je le savais. Mais qu'est-ce que pouvait bien être cette terrible punition de « tartine à la gaille » dont nous épouvantait le courroux de notre aïeule? Longtemps, je m'imaginai que c'était être condamné à manger son goûter dans l'étable des chèvres. A dessein, pour nous terroriser, ma grand'mère évitait de préciser ce vague épouvantail. Ce n'est que plus tard que j'en eus le fin mot par mes tantes, qui, elles, en avaient tâté : « la tartine à la gaille » consistait en un morceau de pain sec trempé dans de l'eau, et saupoudré de quelques grains de sel. En somme, la pénitence n'était point si dure.

Il en était de cela comme de tous les châtimens que la

pauvre vieille promettait à notre turbulence, et qui n'étaient guère qu'en paroles. Elle se retranchait derrière l'autorité de nos parens et de nos maîtres :

— Puisque c'est ainsi, disait-elle, je te ferai donner un « ratrot » par ton professeur !... Ah ! tu peux préparer tes culottes !

Un « ratrot ! » De même que les « tartines à la gaille, » je n'ai jamais su au juste ce que c'était. Il n'en est pas moins vrai que la crainte du « ratrot » fut encore, pour tous les bambins de ma génération, le commencement de la sagesse. Cela se réduisait probablement à une simple semonce plus ou moins véhémente, selon la gravité des cas. Ainsi, par exemple, quand nous rentrions avec une bosse au front ou un coup de griffe à la joue, le « ratrot » était aussi infaillible que la compresse, mais d'un pathétique très mitigé. Ma grand'mère criait (car toute sa vie s'est passée à crier contre Pierre et Paul) :

— C'est bien fait ! Tu n'en a pas moitié !...

Elle voulait dire : moitié de ce que nous méritions. L'expression était d'ailleurs susceptible d'une foule d'applications. Une personne de nos amies s'était-elle conduite de façon un peu trop fantaisiste ou sentimentale, et en avait-elle été punie par des déboires, des humiliations, des pertes d'argent, elle prononçait avec une juste sévérité :

— C'est bien fait ! Elle n'en a pas moitié !

Elle surveillait notre tenue et particulièrement notre attitude à table, mais la rigueur de ses principes avait bien fléchi, depuis l'époque de ses propres enfans. Néanmoins une foule de choses restaient défendues. On ne devait pas avoir l'air *évaltonné*, c'est-à-dire prendre des allures d'indépendance ou d'insubordination. On devait éviter la négligence dans sa mise : « Te voilà fait comme un sottré ! » était le reproche ordinaire qu'elle adressait aux bambins ébouriffés et mal vêtus. Le « sottré » est, paraît-il, d'après nos légendes lorraines, le lutin qui, dans les écuries, s'amuse à emmêler les crinières ou les queues des chevaux, à brouiller l'orge avec l'avoine dans les coffres, ou dans les picotins. Bref, un enfant « fait comme un sottré » ne pouvait être, dans les idées de ma grand'mère, qu'un modèle de désordre scandaleux. Elle critiquait non seulement nos costumes, mais jusqu'à nos coiffures et jusqu'à la coupe de nos cheveux. S'ils étaient secs et hérissés, elle déclarait qu'« il

n'y avait pas de bon sens d'avoir des cheveux *hursus* dans ce goût-là. » S'ils étaient trop courts, on avait l'air d'un pigeon-capucin ; trop longs, on ressemblait à un curé ou à un maître d'école.

Mêmes critiques pour le boire et le manger. D'après elle, les enfans devaient déjeuner d'une assiettée de « mitonnade » (c'est ainsi qu'elle appelait la panade) ; le café au lait était déclaré *débilitant* et elle blâmait nos parens de nous en laisser prendre. Nous ne devions être ni « narreux » ni « nâchons, » c'est-à-dire ne pas faire les dégoûtés, ne pas rechigner sur la nourriture, ne pas la gâcher non plus. Une côtelette « toute dénâchonnée » était une côtelette abîmée, massacrée par nos petites mains maladroites. Nous ne devions pas mettre trop d'eau dans notre vin, — autrement ce n'était plus qu'une « aouée, » — ni répandre par terre les miettes de notre pain : cela s'appelait « faire des grémiottes, » — ni avaler notre potage par trop petites cuillerées : cela s'appelait « cueilleroter, » — ni « triger » les asperges, c'est-à-dire les presser avec nos doigts, pour en exprimer le jus. Enfin, quand nous n'étions pas exacts pour l'heure du dîner, l'excellente femme nous avertissait, en prenant sa grosse voix, que, la prochaine fois, nous trouverions « le torchon au pot. » Ou bien, pour nous attraper, ou décevoir notre gourmandise, elle nous annonçait comme dessert « un petit rien entre deux plats. » Là-dessus mon imagination travaillait. Ce « petit rien » était pour moi une friandise extraordinaire, qui se servait dans un plat spécial soigneusement recouvert d'un autre plat, pour en conserver tout l'arome...

* * *

Laveuses, qui, dès l'heure où l'Orient se dore,
Chantez, battant le linge aux fontaines d'Andorre!

Seul, le poète de la *Légende des Siècles* a pu percevoir les chants mélodieux des laveuses d'Andorre. Avec plus de vraisemblance, Homère compare le ramage des servantes, dans l'*Odyssée*, aux jacassemens insupportables des grues du Caÿstre. Nos laveuses, à nous, ressemblaient fort à ces servantes homériques. Nul n'a jamais entendu leurs chants. Mais, telles des oies criardes, elles faisaient, autour de leur lavoir, une rumeur perçante qui se répandait au loin. Cette rumeur, scandée par

les coups des battoirs, expirait soudain dans la ferveur et le vacarme du battage, pour reprendre bientôt sur un ton plus aigu, en un ensemble assourdissant, comme dans les basses-cours, lorsque tout à coup, sur un signal mystérieux, toutes les volailles se mettent à s'égosiller de concert. Puis, cela retombait, et l'on ne distinguait plus que le roulement des battoirs qui sonnaient sur les planches comme un temps de galop sur une piste sonore. Lorsque, petits garçons, nous traversions le Pont-Rouge, d'où nous dominions les baquets de nos laveuses, nous ne manquions jamais d'imiter le sifflement des oies, pour narguer ces bavardes infatigables : ce qui nous valait une bordée d'injures et la menace d'une fessée par les terribles battoirs, brandis contre nous au bout de poignets vigoureux. Mais nous les « bisions » de plus belle, en fuyant à toutes jambes.

« Biser, » c'était se croiser les deux index et se les passer l'un sur l'autre, en sifflant et en tirant la langue, à la façon des jars en colère. Ce petit manège avait le don de mettre en fureur ces chères laveuses, comme une allusion personnelle qui les couvrait de ridicule. De fait, j'ai revu plus tard une de ces vieilles braves femmes, toute cassée, toute ridée, toute branlante. Mais, dans cette décrépitude, sa redoutable langue de laveuse était restée vivace et gaillarde. Pareille à un dard, elle sortait à demi de la bouche édentée, prête à transpercer quelqu'un de sa pointe acérée. D'avance, elle en frétillait d'aise, et, rouge, marinée, recuite dans les petits verres d'alcool, elle flambait encore comme un brandon de discorde.

Cependant, ces rudes travailleuses, dont nous nous moquions, étaient fort considérées de nos mères. C'étaient des personnages d'importance, indispensables à l'économie domestique. Les lessives, qui n'avaient lieu que deux fois par an et qui supposaient des armoires bourrées de linge, devenaient de véritables solennités du foyer, dont les laveuses étaient les humides prêtresses. On s'assurait leur concours longtemps d'avance. Il y fallait déployer une véritable diplomatie. Quelquefois, on se les débauchait mutuellement. Enfin, c'était toute une affaire que de les réunir au complet pour le jour dit : c'est pourquoi on les flattait, on les circonvenait, on les comblait d'attentions. Aussi, quelle joie et quel orgueil, quand on pouvait annoncer à ses connaissances :

— Vous savez, je fais ma lessive, lundi prochain... Quel tracas! Pensez! j'ai huit femmes!

Quand on avait douze femmes, cela devenait tout à fait admirable. Les gens sortaient sur le pas de leur porte, pour admirer la pompe du défilé, lorsque les douze laveuses, ruisselantes et ployées sous leurs hottes, comme des cariatides, remontaient la grand'rue, l'une derrière l'autre et à pas comptés. On disait avec un frémissement d'émotion respectueuse :

— C'est la lessive de Mme Une Telle!...

Et, après avoir dénombré les figurantes de cette procession aquatique :

— Pensez! il y a douze femmes!...

Soufflant comme des bêtes de somme, les porteuses de hottes atteignaient enfin le logis, terme de leurs fatigues. On les attendait dans la cuisine, où d'immenses tables étaient préparées pour l'étendage et le pliage du linge. Si ces dames étaient en retard, à peine osait-on y faire une allusion timide, tant on avait peur de les courroucer! On était plein de prévenances pour elles, on les appelait par leurs prénoms, en y mettant une nuance affectueuse :

— C'est vous, Zazette? Vous en avez, une hottée sur le dos!... Ah! l'intrépide!

Ou bien on affectait de les plaindre :

— Ma pauvre Lalie, comme vous voilà « hodée!... » Et vous, Marguerite, vous êtes « crantée... » Mélanie, vous n'en pouvez plus : vous en avez plein vos traits!

En effet, — la comparaison tombait juste, — ces laveuses étaient fortes comme des chevaux. Dès qu'elles avaient déposé leurs hottes, on leur versait à chacune un plein verre de vin. Puis venait un repas copieux. Elles engloutissaient la nourriture : des miches entières y passaient. Enfin, après le café, on leur donnait « la goutte. » Nul ne s'entendait comme elles à siffler un petit verre. Leurs langues affilées s'insinuaient dans les vases les plus étroits et y tarissaient l'eau-de-vie de marc avec une promptitude merveilleuse.

Ma grand'mère, débordée par le souci de ses enfans, ne pouvait apporter à ces cérémonies ménagères l'intérêt et la passion qu'y mettaient les personnes oisives. C'est tout au plus si elle se préoccupait de faire solidement établir dans la buanderie, sur des cales exclusivement réservées à cet usage, le

grand cuveau à lessive, quelquefois flanqué d'un récipient plus petit, qu'elle appelait, sans nulle déférence, le « cuvion ovale. »

De même pour la cuisine et tout le ménage : elle se voyait obligée d'en abandonner le soin aux servantes. L'essentiel, à ses yeux, c'était que les rôtis ne fussent point trop « rameuchis, » ou encore « happés » par la chaleur âpre du four, ou enfin les légumes trop « débrôlés. » Elle ne raffinait pas non plus sur le soin du linge et des appartemens. Pourvu qu'il n'y eût pas de « frandouilles » aux serviettes, ni de « minons » sous les meubles, — c'est-à-dire ni effilochages, ni duvet, elle se tenait pour satisfaite. Des meubles solides et carrés, — les commodes Empire avec leurs pesantes applications de cuivre, les lits en bateau de l'époque Louis-Philippe avec leur placage d'acajou bien luisant, contentaient tous ses désirs de luxe et de magnificence. D'ailleurs, les bibelots n'étaient pas de son temps. Quand, vers la fin du second Empire, ils commencèrent à envahir les maisons bourgeoises, elle ne cessait de pester contre ces inutilités sans valeur, qui lui dérangeaient son esthétique :

— Enlevez-moi ces « totés ! » disait-elle à ses filles : ce ne sont que des ramasse-poussière !

Dans sa brasserie, elle avait tant à faire, à surveiller, à commander, à gourmander, qu'il ne lui restait vraiment plus de loisir pour les vaines élégances. Outre sa maison, il lui fallait encore s'occuper des remises, des jardins, du pigeonnier, de la basse-cour, qu'elle nommait la « quênerie. » Au milieu de tous ces tracas, ses seuls momens de récréation étaient les jours où elle avait la repasseuse, ou la couturière. Celles-ci étaient deux fonctionnaires attitrées de la maison, où elles venaient à jour fixe. La couturière surtout, — une parente pauvre, — faisait la joie de ma grand'mère. Elle lui contait tous les cancans de la ville, lui apportait des nouvelles de tout le pays environnant, tant ses relations étaient étendues et brillantes ! Nul n'était ferré comme elle sur les généalogies, les alliances, les héritages. Elle annonçait les morts, généralement dues à une congestion :

— Vous ne savez pas?... Mme Z... vient de mourir d'une attaque. Ce sont les X... qui héritent : les Y... n'auront rien !...

Et, sur le récri de ma grand'mère, elle prononçait péremptoirement :

— Eh bien ! oui, n'est-ce pas? *ils* ne sont pas du même « toquage ! »

Cette excellente Delphine! (c'était le nom de cette incomparable couturière), je l'ai très peu connue. Mais j'ai sous les yeux une photographie qu'elle s'était fait faire, — à Metz, chez Oulif, peintre-photographe, rue des Jardins, — désireuse de léguer à la postérité une image agréable de sa personne... Devant une table à colonnes torses et un pan de rideaux somptueux, elle minaude dans une jupe de soie noire à manches « engageantes » et à manchettes de mousseline bouffantes, le corsage boutonné jusqu'au menton, sous un petit col blanc, que ferme une broche en camée. Une de ses mains est appuyée sur le creux de son estomac, et l'autre, négligemment, tient une fleur et un mouchoir de dentelle déployé...

Ma grand'mère aimait beaucoup cette vieille fille, qui savait si bien conter les histoires. En récompense de ses commérages, elle lui faisait préparer des petits plats. Elle la choyait, la dorlotait. Car non seulement celle-ci déjeunait et dînait à la maison, les jours où elle y travaillait, mais, à quatre heures, selon l'expression consacrée, elle « recinait. » Quand elle avait défilé son chapelet de nouvelles, ma grand'mère lui disait d'un petit air affriolant :

— Delphine, je vous ai fait faire une surprise pour le goûter... Vous aurez des « gamirons! »

Les « gamirons » étaient une espèce de beignets, que je crois bien n'avoir jamais mangés qu'à Briey et chez ma grand'-mère, laquelle en détenait la recette depuis longtemps perdue, comme le nom lui-même de cette friandise. On les apportait tout chauds, sortant de la poêle, sur une « volette » d'osier. Et je vois encore Delphine, la couturière, tout en croquant ses « gamirons, » tapoter son corsage pour en expulser les miettes et passer une langue gourmande sur ses lèvres duvetées et blanches de sucre...

***

Comme les femmes du XVIIIe siècle qu'elle avait connues, ma grand'mère adorait la conversation, non pas le papotage féminin, qui est de toutes les époques et de tous les milieux, mais la conversation grave, cérémonieuse, celle pour laquelle on s'habille, on se met en frais et en représentation, pour laquelle enfin on « est sur son pied. » Être sur son pied, c'était être en grands atours et en parade, comme des poupées habillées

sur le pied de bois qui les maintenait debout derrière la vitrine des marchands de jouets. A Briey, on salonnait énormément, en ce temps-là, et on se mettait volontiers sur son pied. A côté et au-dessus des « coiroïls » populaires, les bourgeois et les hobereaux de l'endroit avaient leurs petites réceptions assidues. Ma grand'mère ne put y participer régulièrement que vers la fin de sa vie, lorsqu'elle prit, si je puis dire, sa retraite. Mais elle avait de la tradition et elle s'était fait la main de longue date! Elle savait écouter. A peu près dépourvue de personnalité, elle n'éprouvait aucune envie de briller et laissait parler son monde indéfiniment, avec une patience qui faisait mon admiration. Et même, je suis sûr qu'au fond elle en était enchantée. En prêtant l'oreille aux palabres de ces odieux raseurs, en s'installant quotidiennement à heure fixe dans son fauteuil pour les recevoir avec ses papillotes, son bonnet à rubans violets, son « couvot » ou sa « marchette » sous ses pieds, elle avait conscience de remplir un devoir social, auquel une personne de sa condition ne pouvait pas se dérober. Quand elle plaçait son mot dans la conversation, c'était généralement une expression imagée, sortie toute vive du terroir, un mot drôle, mais qui ne venait pas d'elle, qu'elle avait recueilli, soixante ans plus tôt, sur les lèvres d'une aïeule, d'un fermier, d'un vieux serviteur et que sa mémoire docile avait gardé. Elle était dépourvue de malice : naïvement, elle s'étonnait de tout. Son exclamation favorite était : « Peut-on! » pour : « Est-ce possible! » — qu'elle répétait à propos des choses et des événemens les moins extraordinaires. Sans nulle fantaisie, sans humour, sans imagination d'aucune sorte, elle donnait pourtant l'impression de tout cela, rien qu'en laissant parler en elle les voix de la terre et de la race. Ce n'était pas elle qui parlait, c'était, par sa bouche, toute une petite ville moqueuse, caustique, prompte à éplucher le voisin, à saisir le ridicule, et qui sentait encore la rudesse de la campagne toute proche.

Lorsque je l'ai le mieux connue, elle passait ses après-midi, embusquée derrière les rideaux de sa salle à manger, le dos tourné à la « cheminée prussienne, » qui ronflait d'un beau feu clair. En face, sur une haute crédence en noyer ciré, les lampes Carcel, coiffées d'un bouchon à papillotes, qui s'étalaient sur leurs globes comme des perruques « louisquatorziennes, » se faisaient vis-à-vis cérémonieusement. Sa boîte à ouvrage (car

elle cousait encore de temps en temps) bâillait, à ses côtés, sur une chaise, ou sur un guéridon. Elle commençait par lire la « gazette, » en quête d'un beau fait divers bien émouvant; mais, très vite fatiguée de sa lecture, elle rentrait ses lunettes dans l'étui et posait le tout sur l'appui de la fenêtre, habituellement garni d'un faux parterre en laine frisée, pour imiter la mousse, et tout fleuri de liserons et de grosses roses faites au crochet. Ce parterre artificiel, avec sa flore éclatante, excitait mon admiration. Mais il était moins émaillé de fleurs que hérissé d'une foule d'objets piquans et très durs, aiguilles à tricoter, épingles et ciseaux qui se dissimulaient sournoisement sous sa toison moutonnière, comme des vipères sous le gazon. Je n'osais pas y toucher. Je me bornais à contempler ce jardin merveilleux, tandis que ma grand'mère, soulevant à demi le rideau de mousseline empesée, épiait les allées et venues des passans. C'était son théâtre à elle. De là son regard tombait tout droit sur le parvis de l'église, de sorte qu'elle pouvait suivre, de son fauteuil, les cortèges de mariages et d'enterremens. Les dimanches, elle assistait aux sorties de vêpres, qui, en ce temps-là, étaient très courues et très élégantes. Rien ne lui échappait, aucun détail de toilette, aucun ridicule de costume ou d'attitude. Cependant, elle n'était nullement médisante. Personne ne montrait plus de bienveillance à l'égard du prochain. Quand on venait lui conter quelque sotte histoire sur une de ses connaissances, par principe elle refusait d'y croire et elle fermait la bouche aux cancanières, en leur disant d'un petit ton sec :

— Taisez-vous! Tout cela, ce sont des « dâdées! »

Mais cela ne l'empêchait point de prendre un vif plaisir à la petite comédie inconsciente que lui donnaient journellement ses contemporains, — simples passans ou visiteurs. Le dimanche surtout, dès que le dernier coup des offices avait sonné, elle était à son poste, et, à mesure que les fidèles pénétraient sous le porche de l'église, ses exclamations gouailleuses les silhouettaient au passage.

— Diantre! Mademoiselle une Telle!... Quelle « grimacière!... » Et sa mère! se mettre en blanc! A son âge! Peut-on!... Ah! C'est « une belle au jour!... » Je vous demande! Madame Chose, à soixante-quinze ans, oser encore sortir « en taille! » Qu'elle coure se cacher! C'est ma tante Aurore!... Regardez-moi le chapeau de madame X...!... Quelles plumes! Ce

n'est pas étonnant! il paraît que son mari gagne de l'or en barre dans son étude de tabellion!... Voilà ce que c'est que de passer tout son temps à sa toilette! Elle est en retard pour la messe! Elle n'arrivera plus qu'au dernier *malo!*...

Les jours de neige et de verglas, l'observatoire de ma grand'mère devenait tout à fait amusant. Les gens glissaient malgré leurs socques fourrés, perdaient l'équilibre et s'étalaient au beau milieu de la place. Certaines fois, c'était une petite vieille demoiselle en chapeau cabriolet, dont la bosse miroitait sous le satin d'un gros manteau ouaté et capitonné, qui s'avançait à pas si menus, si réguliers, qu'elle semblait couler sur le pavé. Ma grand'mère, qui la guettait derrière sa croisée, s'écriait tout à coup, en pouffant :

— Ah! voilà cette pauvre Clorinde, qui vient de faire « le cul de bourrée » sur la glace!...

La chute était inoffensive, tant la vieille demoiselle se trouvait matelassée de fourrures. Dans son embuscade, l'autre vieille en riait d'un petit rire d'enfant qui ne s'arrêtait plus, qui devenait un fou-rire, une véritable convulsion de gaieté, et qui la faisait pâmer d'aise.

Elle n'épargnait pas plus les hommes que les femmes :

— Eh mais?... il me semble que je reconnais le « faufilé! » disait-elle, en apercevant un vieux monsieur, contemporain de son propre mari, un long squelette si mince, si transparent, qu'il semblait n'avoir plus que le souffle.

Le « faufilé! » C'était un surnom du vieux temps, qui remontait à une antiquité si haute, que personne ne savait plus ce que cela voulait dire. Quand on interrogeait ma grand'mère, à ce sujet, elle répliquait d'un air entendu :

— Eh bien! oui, n'est-ce pas! Ç'a toujours été un avorton : il n'était que *faufilé*, il n'était pas cousu comme les autres hommes!...

Ceux-ci, elle les divisait par catégories, ayant chacune son étiquette plaisante. Tout au sommet de la hiérarchie masculine, se pavanaient « les mirliflores » et « les fashionables. » Puis venaient les gros rentiers du pays, tout bouffis de graisse et sanglés dans des redingotes de coupe surannée et vaguement grotesque :

— Un beau mardi gras! disait ma grand'mère, en haussant les épaules.

Les fermiers endimanchés et les propriétaires campagnards étaient invariablement traités de « Colas de village. » Le jeune paysan prétentieux, qui essayait d'en faire accroire aux gens de la ville, se voyait blasonné de l'épithète de « beau Jacques. » Mais cela se disait aussi des amoureux transis :

— Ah ! il a bonne mine ! C'est un beau Jacques !...

Enfin, au dernier degré de l'échelle, il y avait le « pochi, » — le « pochi, » digne de toutes les risées, de toutes les rebuffades et de tous les mépris ! C'était le type du parfait goujat, gros rustre en blouse, à la figure rubiconde quelque peu marquée de petite vérole, et traînant après ses grègues toute la crotte de son hameau, — ou bien bourgeois mal élevé, grossier, absolument infréquentable.

D'autres catégories burlesques étaient désignées par des expressions qui n'avaient pas changé depuis le moyen âge, qui étaient une survivance des mystères de la Passion et de la vieille scolastique universitaire. Un boulanger, long et osseux, à la face blême et au dos rond sous son tricot enfariné, venait-il à descendre la petite rue en pente, le « gripet » qui passait sous les fenêtres de ma grand'mère, celle-ci le coiffait incontinent du nom de « Grand Nicodème. » Un maigre séminariste, aux cheveux en baguettes de tambour et tout empêtré dans sa première soutane, ne pouvait être qu'un « grand quoniambonus. » Il y avait d'ailleurs une foule d'autres locutions analogues, qui n'étaient pas précisément locales, mais que le fameux mystère représenté à Metz en 1437 avait certainement popularisées dans le pays : « pleurer comme une Madeleine, — vieux comme Hérode, — aller d'Hérode à Pilate. » — En ce moment, alors que les Allemands occupent encore le bassin de Briey, il n'est sans doute pas inutile de faire remarquer que toutes ces façons de dire, usitées depuis des siècles par nos aïeux, sont strictement françaises.

* * *

Sous ces vieux mots il y avait aussi des façons de sentir très particulières, qui se sont perpétuées chez nous jusqu'à ces derniers temps. Et parmi elles le trait le plus saisissant, c'est peut-être cette peur du ridicule, que les Allemands ne possèdent à aucun degré et que nos gens de Briey poussaient jusqu'à l'excès. Et c'est encore la crainte de se singulariser, l'effroi de tout ce

qui pourrait ressembler à une originalité quelconque, le tout joint à un sentiment très vif de l'indépendance et de la dignité individuelle.

Mise en verve par les petits travers extérieurs des étrangers, ma grand'mère n'épargnait point les brocards à son entourage, à ses filles, à ses nièces, à ses petits-enfans. Les toilettes des uns et des autres étaient examinées et jugées par elle dans un esprit sévèrement hostile à toute prétention. Je me rappelle que, vers 1878, lorsque c'était la mode pour les dames de se coiffer « à la chien, » ou d'avoir des frisures sur le front, elle ne manquait jamais de rabrouer une de nos cousines qui abusait vraiment du bigoudi :

— Ah ! tu as bonne mine avec tes « chirouïlles » sur le nez !

Ou bien, comme ses souvenirs commençaient à se brouiller, elle confondait les frisures « à la chien » avec les boucles qui s'étaient portées sous le Directoire et le premier Empire. Lorsque ma cousine, calamistrée de frais, s'approchait de son fauteuil, elle chaussait ses lunettes, et, après l'avoir dévisagée un instant, elle faisait une moue désapprobatrice et elle soupirait :

— Te voilà coiffée « à la Titus !... » Qu'est-ce qu'il faut voir, mon Dieu !

Pour elle, cette coiffure « à la Titus » évoquait l'idée des pires dévergondages. En fait de danses, elle réprouvait également la gigue, qui en ce temps-là faisait fureur, comme d'ailleurs la plupart des danses étrangères qui l'avaient tour à tour scandalisée à l'époque de leur première nouveauté : la valse, la mazurka, la polka. Je l'ai entendue longtemps citer avec une nuance de blâme la jeune personne « évaltonnée, » qui avait rapporté de Paris la polka et qui l'inaugura chez nous, au grand mécontentement des vieilles dames. La *catchucha* (1), danse espagnole, probablement introduite à Metz par les hussards de Lassalle, symbolisait à ses yeux les entrechats et les débordemens les plus orgiaques. Lorsqu'une cuisinière un peu brutale, ou prise d'une fureur soudaine, saccageait tout dans sa cuisine, ma grand'mère s'indignait :

— Peut-on !... La voilà qui fait danser la *catchucha* à nos casseroles !

Enfin elle censurait tous les excès, jusqu'à la couleur trop

(1) Exactement, en espagnol, *cachucha*.

voyante d'un ruban ou d'une étoffe : une jupe vert tendre était qualifiée par elle de « beau vergoso! ». — Un « beau trimâzô » désignait une personne outrageusement parée, ou qui s'était livrée à une véritable débauche de mauvais goût. L'excès même dans la laideur lui semblait une chose inconvenante, qu'on ne se permet pas quand on est bien élevé. Elle refusait d'y arrêter sa vue ou sa pensée :

— Mademoiselle Une Telle?... Qu'elle coure se cacher! c'est un « monin! »

Il n'était pas jusqu'aux embonpoints qui ne dussent, pour elle, observer une certaine mesure. Un monsieur qui se singularisait par un trop gros ventre excitait immédiatement ses sarcasmes :

— Quelle indécence! ricanait-elle : il ne peut plus se baisser!

Les jeunes filles qu'on traitait inconsidérément de « musiciennes » ou qui affichaient des ambitions « artistes » étaient renvoyées par elle à leurs chiffons :

— Elle chante comme une perdue! gémissait ma grand'-mère : elle me rend moitié sotte! Elle ne fait que « russonner » du matin au soir!... Que voulez-vous, c'est une « bayâte! »

« Bayâtes » aussi les chanteuses des rues, qui s'arrêtent devant les maisons avec un orgue à manivelle! Et non moins « bayâts » les gens qui ont l'habitude de crier, de s'emporter en paroles. Elle disait de son mari :

— Ah! c'était un fameux « bayât! »

Mais ce qui dominait toutes ces petites critiques, c'était la défiance instinctive et héréditaire du Lorrain : la terreur d'être dupe. Invariablement, chaque fois que nous lui faisions part d'un projet un peu téméraire, à son avis, d'une affaire peu sûre, d'une liaison risquée, elle s'empressait de déclarer :

— Prends garde! Sinon, c'est moi qui te le dis : tu seras le « dabô! »

Un mot que je lui entendis prononcer tout enfant, dont je me suis toujours souvenu et qui emprunte aux circonstances actuelles un accent tragique, ce mot exprime pour moi toute la douloureuse et stoïque résignation de notre Lorraine sans cesse rançonnée et torturée par le reître qui passe. Un jour que je me plaignais d'un de mes professeurs, qui m'avait infligé une punition imméritée, elle me répondit assez durement :

— N'empêche : il faut obéir! *Qui est maître est maître!*

*
* *

Tous ces dictons, toute cette petite sagesse, un peu âpre et prosaïque, du terroir, tout cela n'était pas elle. Je ne saurais trop le répéter : cette pauvre grand'mère n'eut pour ainsi dire pas d'existence personnelle. Elle n'en eut pas, parce que toute sa vie se passa à se donner et à donner. Elle se donna à ses enfans d'abord, chair et sang, corps et âme, — puis à ses proches, à ses amis, à ses domestiques, au premier pauvre qui entrait. Elle était la Mère aux jupes de qui l'on se suspend, dont l'unique tâche est de rassasier les bouches qui demandent. En vraie maîtresse de maison, elle se sentait charge d'âmes. Avec n'importe qui, son premier geste était d'offrir. Elle avait, comme on dit, le cœur sur la main. D'une génération à l'autre, les enfans de ses serviteurs venaient frapper à sa porte, sûrs d'y trouver l'accueil et le réconfort. Elle avait habillé les pères et les mères, cousu les petits bonnets, préparé les langes des nouveau-nés. Pendant plus de cinquante ans, elle avait tenu table ouverte, hébergeant les riches et les indigens, les intimes et les inconnus, qu'on ne reverrait plus jamais, dressant des lits pour le passant, lui glissant un viatique dans la main. Pauvre vieille grand'mère, elle n'a pas fait fortune à ce métier! Je songe à elle, en ce moment, le cœur gros de tendresse et de reconnaissance, et aussi d'une angoisse qui ne prendra fin qu'avec la victoire et la paix françaises. Dans ce petit cimetière de Lorraine où elle dort son dernier sommeil, s'est-elle réveillée d'horreur et d'effroi en entendant sonner encore une fois autour de sa tombe les talons des bottes allemandes, en reconnaissant, dans les insulteurs et les bourreaux de son pays, les descendans de ces étrangers qu'elle a reçus à son foyer, avec qui elle a partagé son pain, — et, prise de dégoût devant une telle bassesse d'âme, se repent-elle d'avoir été, comme notre France insoucieuse, bonne jusqu'à l'oubli de soi-même, généreuse jusqu'au dénûment?...

Louis Bertrand.

POÉSIES

LE POÈME DES JARDINS

Je vous aime à jamais, ô parcs d'Ile-de-France!
Dans mes heures d'exil je sens quelle souffrance
Peut endurer un cœur soudain privé de vous
Et ce qui manque en lui de puissant et de doux...

Les premiers à ma vue en vos robes royales,
Jardins à la Française aux lignes si loyales,
Soumis à ce bel ordre, artisan de grandeur,
Vous éveillez en moi le respect et l'ardeur.

D'autant qu'aux jours d'été vous m'êtes plus présente,
Terrasse de Saint-Cloud, ma douloureuse absente,
Mes yeux sont attendris et se voilent de pleurs,
Beaux arbres, graves eaux, et parterres en fleurs!

Vous portez des rayons encore à votre face,
Marly, dans votre val où votre âme s'efface,
O vous qui désormais dans le soir le plus beau
Majestueusement descendez au tombeau!

Je revois vos gazons, vos vertes perspectives,
Et la terrasse haute aux rampes attentives,
O mon beau Chantilly, d'où s'offrent les dessins
Unis et mesurés de vos calmes bassins.

Et vous, FONTAINEBLEAU, dont l'âme est si diverse,
Je sens votre parterre en moi-même qui verse
La lente majesté de son siècle écoulé,
Au cœur des bois vieillis ô bouquet déroulé !

*
* *

Si vos buis composés ou vos eaux transparentes
Offrent à l'infini des beautés différentes,
Pourtant d'un même cœur héroïque et puissant
Dans un rythme pareil s'élance un même sang !
Charmilles, palpitez ! Fleurissez, ô balustres !
Dans ces parfaits séjours, secrets autant qu'illustres,
Que la rose au parterre élève son baiser
Et qu'aux terrasses monte un nuage embrasé !
Blancs aux feuillages verts, dans ces lieux d'épopée,
Sous les arbres levant le sceptre ou bien l'épée
Malgré tant de saisons qui se font leur bourreaux,
Que survivent les dieux où naissaient les héros !

*
* *

Miroir du parc D'OGNON, avec quelle tendresse
J'aime à rêver de vous... Nulle part ne se dresse
Aussi fidèlement, dans sa forme et sa voix,
L'image de jadis que j'entends et je vois.
Relique du Grand Siècle en ces bois oubliée,
Clairière d'eau splendide à la forêt liée,
Si tout parle à mes yeux tout est silencieux
Et sur le cœur de l'eau s'abandonnent les cieux !
Vieux arbres vert-feuillus de la racine au faîte,
Vases purs, dieux altiers, « Gloriette » de fête,
Tels surpris au filet de superbes oiseaux,
Vous êtes des captifs que retiennent les eaux...
Décor indéfloré de sa fête galante,
Sur le degré tranquille ou bien sur l'onde lente
C'est là que dans son rêve eût regardé Watteau
S'avancer le cortège et voguer le bateau...
Et là même, aujourd'hui, La Touche au clair génie
N'eût pas manqué d'offrir, dans toute l'ironie
D'un pinceau lumineux, d'un esprit inlassé,
Un hommage imprévu du Présent au Passé !

Bercé, dans un beau soir, de la phrase très tendre
De Lulli, de Rameau, j'espérerais entendre
Aussi, dans l'autre instant, y flotter à fleur d'eau
Un chant de Debussy, Ducasse ou Reynaldo....
Jardins qui reposez, solitaire merveille,
Que de l'Enchantement jamais ne vous éveille
De ses doigts amoureux quelque Prince Charmant,
Vous de tous les jardins la Belle-au-bois-dormant !

***

Las de tant de grandeur et de tant de noblesse,
Rejetant le compas et le ciseau qui blesse,
Le dix-huitième siècle, aimant à transformer,
Fatigué d'éblouir, résolut de charmer.

Dès lors vous êtes nés, et votre fantaisie,
O Jardins à l'anglaise, est la courbe choisie
Où s'enroule l'allée au temple comme au banc
Aussi bien que se noue au boudoir un ruban !

Vous fîtes BAGATELLE et son Rocher où tinte
L'eau qui tombe à l'étang que paisiblement teinte
Chaque changeant feuillage ou chaque floraison
Dans l'accord nuancé que pose la saison.

Sur un brocart ancien fraîche fleur épinglée,
Votre Hameau pimpant, sa Rivière réglée,
Aux dessins d'autrefois sachant se réunir,
Superbe CHANTILLY, viennent vous rajeunir !

Dominant votre Lac, le bois se glorifie
Du monument offert à la Philosophie,
ERMENONVILLE, ô vous à qui vint se lier
La gloire d'un Tombeau que ceint le peuplier...

Puis encor, beaux jardins, vous offrez à la vue
Votre Rocher, NEUILLY, votre Tour, BELLEVUE,
Et votre Naumachie où seul et doux vaisseau
Vogue la feuille d'or de l'automne, ô MONCEAU !

O désordre savant, beauté capricieuse,
Œuvre d'art si fragile, et par là précieuse,
Où chaque arbre qui meurt altère le tableau,
Découronnant le temple et dépossédant l'eau !

Dans ces jardins d'amour tout est grâce et caresse,
Mais la femme en ces temps n'est-elle pas maîtresse ?
Or voici son miroir où se peint le reflet
Des caprices sans nombre où sa beauté se plaît.

***

Dès l'horizon de rêve aux ormes contenue,
O Versaille immortel, c'est dans votre avenue
Qu'autrefois s'avançait, à vos fastes promis,
Plus d'un ambassadeur par avance soumis.

Et voici, solennel, et la grille franchie,
Le palais de la Gloire et de la Monarchie,
Étincelant jadis, aujourd'hui déserté,
Temple de Souvenir, asile de Beauté.

Versailles... aussitôt l'image éblouissante
Des miroirs endormis ou de l'eau jaillissante
Apparaît à nos yeux, royaume où tant de fleurs
Aux buis enveloppans proclament leurs couleurs.

Divinité de l'art, debout sur la terrasse,
Vous réglez l'infini que votre vue embrasse :
Tout à l'entour de vous, fuyant aux horizons,
Vos perspectives sont comme autant de rayons!

Escaliers de Titans, « Cent Marches » fabuleuses,
Vous montez lentement aux cimes merveilleuses,
Au château qui s'avance à son miroir tremblant
Fleuri de bronze noir, bordé de marbre blanc.

Le sommeil des gazons et la lueur des marbres
S'enchâssent aux accueils de l'allée et des arbres,
Tandis que noblement de leur rythme ont vibré
La statue à la rampe et le vase au degré.

Diadème au bosquet, voici la Colonnade,
Le règne de Neptune, et l'effort d'Encelade,
Le jet droit du Dragon, l'Allée aux larmes d'eau,
Les Saisons aux bassins qui posent leur fardeau...

Dressée au cœur serein du balustre impassible
Voici la vasque où monte, aux « Dômes, » l'eau flexible,
Les secrets de l'Étoile, et le Vertugadin,
Et l' « Obélisque » au ciel, bouquet d'eau du jardin!

Magicienne, c'est la salle des Rocailles
Où nous hantent les bals des nuits d'or de Versailles.
— Le Bosquet de la Reine, écho d'un autre instant,
De ses refuges verts répond en s'attristant...

C'est, dans son clair silence au-dessus de l'eau verte,
La grotte d'Apollon et sa clairière ouverte,
Et le Jardin du Roi, ses suprêmes joyaux,
Délicate retraite à tant de jeux royaux.

Et tous ces noms fameux sont entrés dans l'Histoire;
Ils chantent hautement comme un bruit de victoire;
A leur appel divin qui trouble un cœur fervent
Que de fronts tout à coup s'inclinent en rêvant!...

*
* *

Fastueux Grand-Canal, de vos lignes hautaines
Vous tracez fièrement vos conquêtes lointaines,
Chevalier qui portez, debout sur le gazon,
Pour manteau la forêt, pour cimier l'horizon!
Votre bras étendu dans un grave mystère
Dépose sur le cœur d'un jardin solitaire
La fleur de TRIANON qu'il vous a plu d'offrir,
Fraîche rose à vos doigts qui ne sait se flétrir...
O Trianon de marbre, et péristyle où s'arque,
Pour qu'attende la Cour et passe le Monarque,
Un cintre répété, frontispice hautain
Où déjà s'entrevoit le tranquille jardin...
Parterres et degrés, bassins calmes où sombre
Un vertige de ciel et de feuilles sans nombre,

Marronniers et tilleuls, royale frondaison
Étroitement unie au front de la maison;
Beaux rêves retenus, perspectives secrètes
Qui craignez l'Infini dans vos closes retraites
Et ne voulez ici d'autre aboutissement
Qu'un « Buffet », qu'un « Miroir » ou qu'un bassin dormant,
Parc cérémonieux, familières allées,
Dessinés pour des jeux de nobles « assemblées »
Où savait se mêler la mesure à l'ardeur,
Vous offrez à nos yeux une intime splendeur.

***

Mais n'est-ce point assez de toutes ces magies
Pour éveiller en nous les chères nostalgies
D'un Passé qui sourit dans sa robe d'antan,
Ou qui porte à son front un soleil éclatant?

Non! voici que, paré d'une beauté sereine,
Fleur d'arrière-saison, le « Jardin de la Reine »
A Versaille est éclos, — car tel était le nom
Que l'on donna d'abord au Petit-Trianon.

Rochers élyséens et sentier idyllique,
Faces de diamant, sur l'eau mélancolique,
Du Belvédère blanc que porte le gazon,
Où tour à tour s'inscrit le dieu de la saison;

Épanouissement harmonieux du Temple
Où l'Amour à jamais de son île contemple,
Sous le dôme parfait aux colonnes posé,
Son rêve ou son royaume enfin réalisé!

Hameau qui vient pencher dans la paix bocagère
Sur le Lac endormi son image légère
Et que préside, ainsi qu'un frivole seigneur,
La Maison de la Reine et sa façade en fleur;

Moulin fragile qui du temps des Bergeries
Semble garder le fard; changeantes broderies
Du printemps verdissant et de l'automne roux
Dont se voile à demi la Tour de Marlborough;

Sur les pavés moussus, au cœur de la prairie,
Silence du portail et de la Métairie
Où plus d'une Beauté jadis en souriant
Contemplait vos retours, Bergers de Florian !

*
* *

Clairs sentiers déroulés en lignes lumineuses
Sous les pas nonchalans des belles promeneuses,
Feuillages délivrés, et rameaux affranchis,
— Courtisans de l'azur sur les eaux réfléchis, —
Tièdes après-midis à l'ombre des Chaumières,
Nuits où le Temple en feu s'embrasait de lumières,
Vous fûtes autrefois les divertissemens
Qui surent enchanter ces fortunés momens.
Sous les cèdres profonds souvent s'est réunie
La plus spirituelle et vive compagnie,
En ces jours disparus où jetaient leurs éclairs
Les traits étincelans de Ligne et de Boufflers.
Après les jeux des champs, et de la Laiterie,
C'était l'heure du soir, sous un ciel de féerie,
Où le Comte d'Artois menait sur l'eau du Lac
Les grâces de Lamballe ou bien de Polignac.
A l'instant où le jour contre tant d'ombres lutte,
La basse et le hautbois, la viole, la flûte
Versaient sans se hâter dans le cœur attendri
L'élégie et les chants de Glück et de Grétry...
Hélas ! c'est dans ces bois qu'une aurore sanglante
Surprend la Reine, et livre à la foule insolente
Sa grâce sans reproche et son cœur sans défaut,
Pour les porter soudain du trône à l'échafaud !

*
* *

Soit qu'une discipline inflexible vous presse
Ou que s'offrent, changeans, vos détours à nos yeux,
Tous graves ou charmans, superbes ou joyeux,
Jardins ! je vous chéris d'une égale tendresse !

Mais vous, resplendissant et franc comme un soleil,
Vous êtes à jamais, plus qu'un autre, Versaille,
Pour mes yeux pleins d'amour et mon cœur qui tressaille,
La leçon lumineuse et le fervent conseil.

Il n'est point de mensonge, il n'est point de mystère
Dans vos jardins où tout se lit avec clarté,
Où tout dérive et naît de la calme beauté
De votre perspective et de votre parterre.

Si vous dictez ici l'héroïsme vainqueur,
N'est-il pas désirable aussi que l'embellisse
Et lui réponde au loin la grâce ou le délice
Qu'un Trianon fait vivre au fond de notre cœur?

Que Nolhac vous raconte, ou que Régnier vous chante,
Sur les pas du poète et de l'historien,
Ah ! combien notre cœur s'élance avec le sien
Lorsqu'un artiste pur nous berce ou nous enchante !

Car c'est la fleur glanée et le couronnement
D'une scène immortelle où les beautés sans leurre
De l'Art à son sommet, des Saisons et de l'Heure
Donnent ainsi leur rêve ou leur enseignement.

O Lieux sacrés et forts où fleurit l'Espérance
Qui sait atténuer nos plus intimes deuils,
Vous êtes pour toujours l'objet de nos orgueils,
Car vous êtes un peu de ce qui fait la France !

ERNEST DE GANAY.

LE MARTYRE DE REIMS

LES
ÉCOLES DANS LES CAVES

JOURNAL DE L'INSPECTEUR PRIMAIRE

La relation qu'on va lire est la reproduction d'une partie des notes que j'ai prises au jour le jour à mesure que les événemens s'accomplissaient. Le récit de ces faits douloureux m'a paru assez éloquent par lui-même pour se passer d'amplifications littéraires. Il aura du moins le mérite, à défaut d'autre, d'avoir été vécu et d'être absolument sincère.

Reims, ville ouverte, n'a cessé d'être sous le feu de l'ennemi depuis le 12 septembre 1914 jusqu'aujourd'hui. L'année scolaire ne commençant qu'au mois d'octobre, je ne parlerai pas ici de ce qui se passa en août et septembre 1914. Il y aurait trop à dire d'ailleurs sur la vie à Reims pendant cette période où, en quelques jours, on passa avec une rapidité déconcertante de l'enthousiaste et aveugle confiance dans le succès, aux craintes de l'invasion, à l'affolement général, à l'exode en masse, et finalement aux horreurs de l'invasion allemande! On vivait beaucoup dehors, le temps étant superbe; les rues étaient sans

cesse noires de monde. Durant les premiers jours, la foule se massa surtout sur le pont de Laon d'où l'on voyait se succéder jour et nuit, à quinze ou vingt minutes d'intervalle, les longs convois fleuris qui transportaient nos soldats joyeux et chantans. Les jours suivans, on se réunissait plutôt sur les promenades, face à la gare, où furent amenés les premiers prisonniers que chacun voulait voir, et bientôt aussi, — la nuit, — nos premiers blessés.

Vers le 11 août, le flot des Belges fuyant devant l'ennemi et dévalant à travers le faubourg Cérès nous apporta une première vision de la terrible réalité. Depuis cette époque jusqu'au début de septembre, ce tableau quotidien alla toujours s'assombrissant. Après les Belges de Liége, ce furent ceux de Charleroi, puis nos malheureux compatriotes de Givet, de Mézières, de Rethel, se repliant en hâte devant un ennemi qui les chassait comme un troupeau. Et l'on assista au lamentable défilé de ces pauvres gens poussant devant eux leurs bestiaux qui traînaient, efflanqués, de vieilles charrettes grinçantes portant quelques bottes de foin sur lesquelles s'entassaient pêle-mêle les enfans, les vieillards, la batterie de cuisine, la cage aux oiseaux et les souvenirs de famille, souvent les plus futiles... Puis ce fut le repliement de notre armée. D'abord, le corps des douaniers mobilisés qui, quatre par quatre, descendaient le faubourg Cérès. Puis les dragons, les hussards et le reste de la cavalerie partie quinze jours avant avec tant d'enthousiasme, qui maintenant allait se masser en arrière de Reims, en attendant de se replier vers la Marne où, enfin, devait avoir lieu le « grand rétablissement. »

Dès le 30 août, on percevait au loin la canonnade allemande ; le 31 août, on l'entendait très distinctement et, le 2 septembre, les Allemands étant à nos portes, le conseil de se replier fut donné officiellement aux fonctionnaires dont le séjour n'était pas indispensable dans la ville. Deux jours plus tard, le 4 septembre 1914, les Allemands entraient dans Reims qu'ils avaient au préalable, et « par erreur, » disent-ils, arrosé d'obus pendant une bonne demi-heure l'après-midi. Ils devaient l'occuper jusqu'au 12 au soir, date où ils en furent délogés par nos troupes qui, malheureusement, ne purent les refouler assez loin pour mettre la ville hors de leur atteinte. Ils s'installèrent sur les hauteurs qui, au Nord et à l'Est, dominent la

ville et, dès le 13, commencèrent à la bombarder. La journée du 19 fut parmi les plus terribles : c'est à cette date qu'eurent lieu le bombardement et l'incendie de la cathédrale, ainsi que de toutes les rues avoisinantes; le quartier des Laines, les abords de la place Royale, le centre de la ville et une grande partie du deuxième canton furent également très éprouvés. Comme la mobilisation avait beaucoup réduit le corps des sapeurs-pompiers, les incendies prirent rapidement de grandes proportions et leurs ravages furent considérables. Les jours suivans, eurent lieu des attaques françaises sur Brimont et près de la Pompelle et des ripostes allemandes dans ces deux secteurs avec le but évident de reprendre la ville. L'insuccès fut le même d'un côté et de l'autre. Nous occupâmes Brimont pendant quelques heures, les Allemands nous le reprirent; par contre, un régiment de la garde prussienne se fit écraser à Cormontreuil et laissa entre nos mains quelques centaines de prisonniers en essayant de rentrer à Reims par le canal.

18 octobre 1914. — Aujourd'hui dimanche, comme presque chaque jour depuis un mois, les Allemands arrosent la ville. Du plateau de Bezannes, où nous sommes venus comme d'ordinaire passer l'après-midi, on a l'impression que « ça tombe » sur le faubourg de Laon. — Ah! ce plateau de Bezannes! Ce qu'il fut fréquenté en septembre, octobre et novembre 1914! — Situé au Sud-Ouest de la ville, il la domine légèrement et permet d'en découvrir à peu près tous les quartiers. Ajoutez à cela qu'il est tout à côté du faubourg de Paris où, depuis le furieux bombardement du 19 septembre, s'est réfugiée une grande partie de la population qui, candidement, s'y croit à l'abri des canons ennemis. Et comme cette population, attendant chaque jour la délivrance espérée pour reprendre son travail, est inoccupée, elle vient là quotidiennement, le temps étant délicieux, passer l'après-midi, à voir... bombarder sa ville, quelquefois même sa propre maison, ou à écouter le sifflement sinistre des obus dont elle fait le compte sans s'interrompre de causer. Nombre de personnes apportent des longues-vues pour bien déterminer les points de chute et mieux voir les incendies, car il y a souvent encore des bombes incendiaires, ou pour suivre mieux et plus longtemps le vol des avions. Les dames se munissent de tabourets ou de plians; d'autres, plus simples, utilisent les bancs de

la route devant le cimetière; de pauvres gens enfin n'hésitent pas à s'installer à même la pelouse. Assis en cercle, ici on lit, surtout les journaux — auxquels on commence à ne plus croire, d'ailleurs; là on tricote, on fait de la tapisserie, partout on cause : le plateau de Bezannes est devenu le dernier salon de Reims. Il faut bien prendre son mal en patience *puisqu'aussi bien on n'en a pas pour longtemps* : chacun sait que « les Noirs » sont arrivés et que d'ici trois à quatre jours ce sera le « grand coup ».

Il y a ainsi chaque jour des centaines et des centaines de personnes qui se rencontrent tant sur le plateau de Bezannes que sur le chemin qui y accède et dans les sentiers ou les prés voisins. Comme cet automne est superbe, après avoir assisté à la « représentation » toujours la même : bombardement de deux à trois ou de trois à quatre heures, on fait un détour par les routes de Soissons, de Chamery, ou d'Épernay, on remonte jusqu'à la Maison Blanche, puis on rentre chez soi à la nuit tombante.

En s'en revenant, on assiste à l'exode quotidien des pauvres gens qui chaque soir descendent du faubourg Cérès, de la rue de Cernay ou simplement du centre de la ville pour aller coucher au faubourg de Paris, s'y croyant plus en sécurité contre le bombardement. C'est une habitude qui remonte aux jours de septembre. Les émigrans mettent sur une « guinde » (1) le plus précieux du « berloquin » (2) et en route pour l'avenue de Paris; là, ces malheureux campent où ils peuvent : chez des parens, des amis, d'anciens voisins, tous également hospitaliers. Mais comme le nombre des lits, et même des maisons, est tout à fait insuffisant, on s'étend où on peut. A la fin de septembre, quand les nuits étaient encore douces, certains dormaient sur les trottoirs, près de leur « guinde; » maintenant tous rentrent, s'entassent pêle-mêle sur le parquet des appartemens, sur le foin des hangars ou la paille des écuries : c'est la guerre! — « Eh, bien! nos poilus sont-ils donc mieux dans les tranchées? » — Et le lendemain matin, plus ou moins dépenaillés, ils reprennent le chemin de leur maison ou de celles qu'ils « gardent, » dans les quartiers voisins des lignes. Quelle tris-

(1) Petite voiture à deux roues qu'on pousse devant soi.

(2) Terme local désignant le petit mobilier et les souvenirs personnels d'une famille pauvre.

tesse que ces déménagemens périodiques, ce va-et-vient de pauvres sans travail et sans autres ressources que les secours du Bureau de bienfaisance, l'allocation de l'État ou l'indemnité de « garde » que leur paient mensuellement les riches propriétaires émigrés!

Lundi 26. — Tous les directeurs d'écoles absens de Reims, que j'ai convoqués pour conférer avec moi sur la situation et sur ce que nous pouvons faire, sont arrivés hier dimanche. La situation leur paraît très dangereuse et ils estiment qu'il n'y a lieu de rouvrir aucune école. C'est aussi, actuellement, l'opinion du maire; je vais donc attendre. Je rends sa liberté à ce personnel que je rappellerai le moment venu.

Mercredi 28. — Je suis allé ce matin, pendant une accalmie, voir ma maison sur laquelle deux obus sont tombés lors du bombardement du 4 septembre. Les quartiers au nord de la place Royale sont lugubres. Personne dans les rues ou à peu près; ce ne sont que maisons éventrées ou brûlées, poutres de fer tordues, pans de murs branlans. La circulation, même par « temps calme, » y est périlleuse : à l'angle de la rue de Bétheny et de l'ancien marché Saint-André, un homme qui passait hier devant une maison récemment incendiée a été tué par une grosse pierre qui s'est subitement détachée de la façade. Ma pauvre maison est dans un triste état : les obus l'atteignent maintenant par derrière depuis le recul des Boches. Un projectile a traversé l'immeuble du haut en bas, faisant à tous les étages des dégâts considérables.

Jeudi 5 novembre. — Je viens de faire une promenade nocturne dans la ville. Le spectacle de Reims le soir vaut d'être décrit. Depuis les bombardemens de septembre, il n'y a plus ni gaz ni électricité : on s'éclaire au pétrole. Mais comme nous sommes sur le front, l'autorité militaire a interdit depuis quelques jours tout éclairage des rues et même toute filtration de lumière par les portes ou les fenêtres des appartemens. Il paraît qu'il y aurait encore des espions qui la nuit font des signaux optiques à l'ennemi. Si bien que cette ville, autrefois ruisselante de lumière le soir, est maintenant, à la chute du jour, plongée dans la plus noire obscurité. La circulation devient difficile, inquiétante même. On marche à tâtons, se heurtant parfois les uns les autres ou buttant contre les poteaux du trolley des tramways. Cependant, de distance en distance, s'allument de

petites lampes électriques qui brillent quelques secondes puis s'éteignent pour se rallumer un peu plus loin. On dirait une procession d'étoiles; c'est très pittoresque, mais beaucoup moins pratique, parce que ces lampes aveuglent le passant qui vient se heurter contre vous. La nuit, on s'enferme chez soi : défense de sortir de huit heures du soir à six heures du matin. On n'a pas idée combien cet isolement, cette claustration forcée, douze heures sur vingt-quatre, est pénible, ni de quelle interminable longueur semblent les nuits!

Jeudi 26. — Encore un bombardement qui peut compter parmi les plus terribles. — A huit heures dix du soir, alors que le couvre-feu venait de sonner pour les civils, cinq officiers sortant de leur « popote » se rendaient chez eux à l'extrémité de la rue de Vesles, lorsqu'un 210 vint s'abattre à quelques mètres, en tua trois et blessa les deux autres. Détail atroce : la cervelle de l'un d'eux, le commandant S..., rejaillit à la figure de son fils qui l'accompagnait, mais qui ne fut pas blessé. Jamais jusqu'ici l'ennemi n'avait tiré si loin dans le faubourg de Paris. C'était à cent mètres environ du pont d'Épernay. Dès le lendemain, beaucoup de gens du quartier déménageaient, les uns quittant Reims, les autres allant simplement se loger plus haut, à la Haubette. L'autorité militaire ordonna aux marchands qui, jusque-là, tenaient leur éventaire à cette extrémité de la rue de Vesles, de s'installer dorénavant avenue de Paris, au Sud du pont d'Épernay : on ne devait pas tarder d'ailleurs à s'apercevoir qu'ils n'y étaient pas plus en sécurité. La rue de Vesles perdit ainsi beaucoup de son animation et de son pittoresque. Il était vraiment original, ce marché en plein vent, tant par son installation rudimentaire que par l'attitude de ces marchandes qui, bruyamment, interpellaient les passans et appelaient la clientèle. Avec cela, très fréquenté : c'était comme le rendez-vous quotidien de tout le faubourg de Paris, c'est-à-dire de plusieurs milliers de personnes.

Jeudi 3 décembre. — Reçu ce matin la visite de Mme Deresme, institutrice, réfugiée dans les caves Pommery. Elle me demande de l'autoriser à ouvrir une garderie dans les caves. Je l'y ai autorisée bien volontiers, lui conseillant même de transformer cette garderie en école dès qu'elle pourrait y réunir une vingtaine d'enfans. (Ce devait être la première *École de cave.*)

Vendredi 4. — Les journalistes des pays neutres sont venus à Reims, aujourd'hui. Leur visite a été rapide. Mais, vers trois heures, la caravane a été saluée par un certain nombre d'obus : à quatre heures, comme ces messieurs filaient de toute la vitesse de leurs autos sur la route d'Épernay, le bombardement faisait encore rage et la rue des Créneaux flambait. Ils ont certainement dû emporter un bon souvenir des procédés de la « Kultur. »

1915. Mercredi 13 janvier. — Je viens de voir le maire, M. le docteur Langlet, et lui ai proposé d'ouvrir quelques écoles pour recevoir les enfans qui courent les rues, exposant inutilement leur vie, ou fréquentent les cantonnemens. Comme le bombardement sévit presque chaque jour, ces écoles seraient, ainsi qu'à la maison Pommery, tenues dans les caves si c'est possible ; je vais procéder à une enquête.

Les jeudi 14, vendredi 15 et samedi 16 janvier, j'ai parcouru la ville et visité la plupart des caves des maisons de champagne. Parmi celles qui sont libres, trois seulement se prêtent à l'installation d'écoles. Ce sont : les caves Pommery, Champion (place Saint-Nicaise) et Mumm (rue du Champ-de-Mars). Chez Pommery nous serons à dix mètres sous terre, par conséquent très en sécurité ; nous occuperons trois couloirs où auront lieu la classe, la récréation, les exercices physiques, car nous ne saurions négliger l'éducation physique dans une école ouverte sous le patronage du créateur du « Parc des Sports » et du « Collège d'athlètes de Reims. » Chez Champion, nous nous installerons dans le bas-cellier, laissant inoccupés les deux autres qui sont au-dessus : trois caves superposées permettront en cas de danger de s'abriter immédiatement. Ces celliers n'ont encore jamais été utilisés ; la construction n'en est même pas complètement achevée.

De ma visite chez Mumm je devais emporter une impression qui ne s'effacera plus de ma mémoire. L'administrateur, M. Robinet, me faisait visiter divers celliers où il pensait qu'on pouvait installer une école, et qui d'ailleurs ne me parurent pas assez sûrs, en sorte que je leur préférai les caves mêmes. En parcourant ces celliers, j'eus sous les yeux un spectacle lamentable. Nous étions au début du « siège » de Reims. Beaucoup de malheureux Ardennais, descendus de Mézières et de Rethel, et de Rémois qui avaient quitté temporairement leurs

domiciles bombardés, croyant à la délivrance prochaine de la ville, étaient venus mettre en sûreté leur « berloquin » dans ces celliers où on leur avait généreusement offert l'hospitalité. Ils étaient bien deux cents dans un des plus vastes, devenu une véritable cour des Miracles. Quand on y pénétrait, une odeur âcre vous prenait à la gorge. Par quelques imprécises allées on avait bien cherché à diviser en compartimens ce grand espace de 50 mètres sur 20, mais on n'avait en réalité constitué que des compartimens factices et il fallait souvent, pour avancer, enjamber des couchettes étendues à même le dallage, ou faire le tour des lits, écarter des chaises et des fourneaux à pétrole. Ces pauvres gens avaient apporté là matelas ou paillasses. Sur des cordes tendues d'un pilier à l'autre se balançaient des bas troués, quelques étoffes rapiécées et du linge encore humide. Nous ne circulions que difficilement, courbant le dos pour franchir ces obstacles tendus à hauteur de nos têtes. Près de la couchette, unique souvent pour la mère et plusieurs enfans, un anémique fourneau à pétrole enfumait plus qu'il ne chauffait la casserole où était censée cuire la soupe du soir, et, par-ci par-là, pendaient aux piliers de l'édifice une cage à oiseaux vide de ses captifs, une vieille glace étoilée, un coucou grinçant ou un œil-de-bœuf n'ayant plus qu'une aiguille, pauvres souvenirs qu'avait en partie épargnés le bombardement et qui restaient encore précieux pour ces pauvres gens.

Des femmes, pour la plupart débraillées et mal coiffées, avec des enfans accrochés à leurs jupes, allaient et venaient dans ce vaste hall, bien heureuses encore d'y trouver un asile. Ceux qui n'ont pas vu quelles souffrances physiques et morales endurèrent, pendant les premiers mois de la guerre surtout, les malheureux émigrés obligés de fuir devant l'envahisseur, ne savent pas à quel degré le fléau de l'invasion peut éprouver les âmes même les mieux trempées. J'avais hâte d'éloigner les enfans de ce milieu aussi peu propice à leur santé physique qu'à leur éducation morale et je pensais qu'en ouvrant l'école dans un local tout proche, la maîtresse pourrait, par ses leçons, ses conseils et même les exigences réglementaires au point de vue de la propreté et de l'hygiène, contribuer à améliorer la condition non seulement des enfans, mais peut-être aussi des parens touchés indirectement. J'ouvris donc le 22 janvier l'école « Joffre. »

2 février. — Quels douloureux spectacles dans ces rues bombardées depuis six mois! Les glaces des beaux magasins du centre, presque toutes brisées par les explosions, ont été remplacées ici par une devanture aux trois quarts en bois, le reste en verre; là par des fermetures entièrement en bois, si bien qu'il faut tenir la porte ouverte pour éclairer l'intérieur, ailleurs par des planches à peine rabotées ou par des tôles. — Rue de Talleyrand, de grandes glaces fortement étoilées ont été consolidées avec du papier de toutes les couleurs; rue des Deux-Anges, la maison d'un luthier est fermée par des couvercles de caisses portant encore cette inscription, qui par hasard se trouve juste à l'emplacement de l'ancienne porte : « Côté à ouvrir. » Non loin une maison de tailleur, jadis très importante, est indiquée par cette simple mention écrite à l'encre avec un bout de bois : « Auberge, tailleur — civil et militaire. » Un marchand de cycles de la rue de l'Étape s'est mis encore moins en frais et, dans sa hâte, a tout uniment, sur les panneaux de son magasin, griffonné à la craie, en gros caractères : « Pour les articles cyclistes, s'adresser au bistro voisin. » A l'angle de la même rue, un cabaretier a fermé son débit avec les rallonges de sa table. Et sur les monumens publics, aux carrefours des rues, un peu partout, imprimée sur papier vert tirant l'œil, mais à moitié déchirée ou maculée, se lit l'odieuse « Proclamation » allemande informant les Rémois que l'armée ennemie ayant pris possession de la « Ville et Forteresse » (?) de Reims, ils n'ont qu'à se bien tenir s'ils ne veulent encourir une des nombreuses peines qui les menacent, notamment la pendaison. Suit une longue et interminable liste d'otages.

Ne croyez pas cependant que la ville, quoique bombardée presque chaque jour, soit une ville morte. Dans la rue de Vesles, la circulation est assez active, de huit à dix heures du matin, et l'après-midi à partir de deux heures, car c'est généralement entre dix et quatorze heures que nos excellens voisins, toujours très méthodiques, nous arrosent. Nombre de magasins sont ouverts et même achalandés : les cliens « civils, » contrairement à ce qu'on pourrait croire, y sont aussi nombreux que les militaires.

Les Rémois donc vont et viennent dans les rues, sans souci du danger qui les menace à chaque pas, circulant au milieu

des ruines, tenant à se rendre compte des effets du bombardement d'hier, regardant les cartes postales récentes qui répandront à travers le monde l'image des atrocités chaque jour renouvelées et chaque jour plus terribles de la « kultur allemande. » La ville, quoiqu'au tiers détruite, et où des tas de décombres soigneusement alignés devant les maisons atteintes, rappellent au promeneur les effets des obus de tous calibres, est toujours propre, et le visiteur n'est pas peu surpris de trouver les rues aussi bien entretenues qu'avant la guerre. — C'est qu'un avis de la municipalité, daté du 14 octobre 1914, ordonne de nettoyer les trottoirs et la chaussée « aussitôt la chute des obus, » et que le service de la voirie continue à être très bien fait. Ajoutez que le ravitaillement est assuré avec une régularité parfaite, grâce à la prévoyance de la municipalité qui fait emmagasiner chaque jour de grandes quantités de farine. La longue théorie des voitures chargées de sacs défile l'après-midi, à travers le faubourg de Paris, allant porter dans des écoles désaffectées toutes ces réserves qui suffiraient à soutenir un siège de plusieurs mois. Les mêmes mesures sont prises pour le charbon et pour toutes les denrées de première nécessité.

...Au coin du pont de Vesles, un vieux bonhomme qu'aucun bombardement n'effraye, sans doute parce qu'il porte le ruban de chevalier de la Légion d'honneur, tient crânement sous le bras son carton à journaux, criant à tue-tête : « Demandez *l'Éclaireur de l'Est*, aujourd'hui quatre pages. » Les deux journaux locaux ne tirent d'ordinaire que sur deux pages, qui suffisent amplement pour enregistrer la chronique locale peu riche en événemens variés...

Lundi 22. — Quelle nuit affreuse! Il faisait, hier dimanche, un temps magnifique : gai soleil, température douce, et calme absolu; tout Reims était dehors. Le soir, à huit heures cinquante-cinq, un sifflement sinistre se fait entendre suivi d'un éclatement tout proche; presque aussitôt d'autres sifflemens et éclatemens se produisent, puis d'autres et d'autres encore sans arrêt. Rapidement, tout le monde descend à la cave, où bientôt des voisins viennent nous rejoindre. Nous restons là jusqu'à deux heures vingt. Dehors les obus sifflent sans discontinuer par rafales de huit ou dix et ces sifflemens ininterrompus, se répercutant sous les voûtes de notre asile, nous

déchirent les oreilles. Vers onze heures, pendant une accalmie, je monte au grenier : on distingue cinq ou six grands foyers d'incendie. Dix minutes ne se sont pas écoulées, que de nouveaux éclatemens tout proches m'avertissent que l'arrosage n'est pas terminé. A la cave où je redescends, les dames, accourues dans cet abri et installées au petit bonheur sur des chaises, des bancs, des madriers, grelottent de froid. L'énervement chez chacune d'elles se traduit de manière différente. Mademoiselle P... rit d'un rire nerveux et continu qui fait peine à entendre ; mademoiselle C... parle sans cesse comme pour s'étourdir et se donner du ton et madame T... à chaque sifflement rapproché crie affolée : « Encore une ! » Les obus tombent en avant, en arrière, dans le canal, dans les champs où souvent ils n'éclatent pas, sur les maisons voisines où ils font un bruit d'enfer, au loin, sur le centre, partout. Enfin, deux heures et demie, puis trois heures arrivent et, transis de froid autant que rompus de fatigue nous remontons nous coucher. Mais, malgré l'accablante lassitude, comment dormir après de pareilles secousses ?

Ce matin, on m'affirme qu'il ne serait pas tombé moins de 3 à 4 000 obus sur Reims. Pas un quartier n'a été épargné, mais c'est surtout la rue de Vesles qui a été atteinte. Il y aurait en ville beaucoup de victimes : Rue de l'Étape, deux femmes ont été ensevelies sous les décombres de leur maison et les pompiers qui, trop peu nombreux, ont vainement essayé toute la nuit d'éteindre les incendies viennent de partir pour délivrer les emmurées. Il serait tombé des obus jusqu'à la Haubette qu'on croyait hors de la portée des canons ennemis et le faubourg de Paris a eu largement son compte.

Afin que les élèves puissent se remettre de leurs émotions, je viens de fermer toutes les écoles pour une durée de trois jours. L'effroi ressenti par la population a été si grand que les départs se multiplient dans des proportions considérables ; jamais Reims n'avait subi pareil « arrosage. »

Mardi 2 mars. — Le bombardement a recommencé hier soir et duré toute la nuit. Vers six heures d'abord, sont tombés quelques obus, puis à partir de neuf heures ils nous arrivèrent par rafales. J'ai constaté trois grands foyers d'incendie illuminant toute la ville ; dans la nuit noire c'était sinistre et grandiose, cela rappelait l'effroyable incendie de la cathédrale.

Le jour arrive et on annonce que l'école maternelle Courmeaux est brûlée ainsi que nombre de maisons particulières et de magasins. Il y avait, paraît-il, vingt-deux incendies allumés en même temps! Aussi, les dévastations dans certains quartiers ont été considérables. Il est avéré que les Boches n'ont pas lancé cette nuit moins de 2500 obus dont 150 incendiaires.

Mercredi 3. — Après cette nuit terrible, j'ai donné congé aux écoles de la rue de Courlancy dont les élèves avaient été très impressionnés par le bombardement et suis allé visiter, aux caves Mumm, l'école Joffre, que j'ai fait photographier.

Vendredi 5. — Bombardement général de la ville : je ferme pour deux jours l'école « Albert Ier, » située dans un quartier très « arrosé » et où se trouvent des cantonnemens de troupes.

Samedi 6. — A dix heures m'arrive M. Brodiez, directeur de l'école « Dubail » (caves Champion), qui m'annonce qu'un 150 vient de tomber sur l'école et que des éclats ont rejailli jusque près des enfans qui jouaient dans le cellier du rez-de-chaussée. Personne de blessé cependant : les enfans ont été terrifiés, naturellement, mais il n'y a eu aucune panique. Depuis trois ou quatre jours, l'ennemi s'acharne sur cette école et sur le quartier. L'école « Dubail » sera fermée pour huit jours.

A quatre heures, Mlle Philippe, directrice de l'école « Joffre, » vient m'informer que l'insécurité augmente encore dans le quartier des caves Mumm sans cesse bombardé, si bien que les enfans courent les plus grands dangers et en se rendant en classe et en quittant l'école.

Lundi 22. — Encore une bien mauvaise journée. Dès six heures du matin, les avions volent de tous côtés. A 11 heures un quart, un avion boche survole le quartier de Courlancy et jette cinq bombes dont une sur la route de Bezannes, près du passage à niveau, où il tue une femme. Grand émoi au groupe scolaire de Courlancy en entendant ces formidables détonations. Je fais réunir les enfans dans une petite salle carrée au centre du bâtiment, qui me paraît plus protégée que le reste. Un mot de réconfort à tout le monde, les enfans reprennent leur air rieur et, l'aéro étant passé, les classes recommencent au bout d'un quart d'heure. Le lendemain, pas un enfant ne manquait : voilà l'effet que produisent sur les petits Rémois les bombes allemandes!

Après midi, grande activité des deux artilleries. Visite de M. Millerand, ministre de la guerre. La nuit, bombardement « intermittent et méthodique : » chaque heure *régulièrement*, une rafale.

Vendredi 9 avril. — Dans la nuit du 8 au 9, bombardement de neuf à onze heures du matin, sans arrêt; nombreuses bombes incendiaires. L'ennemi tape surtout sur le centre de la ville et le faubourg de Laon. Sont incendiées notamment la maison Minard, rue Gambetta, les Folies-Bergère, même rue, une maison en face de l'école maternelle, rue Anquetil; plus légèrement atteints divers immeubles rue de l'Écu, et la Société Générale, place Royale, si bien que vers minuit on peut compter une quarantaine de feux simultanés.

Lundi 26. — Pendant la nuit, violente canonnade sur le front de Reims, surtout à l'Est vers Prunay et Sillery. Ce sont de gros canons qui entrent en action, puis bientôt les mitrailleuses et les fusils, pendant que les fusées éclairent tout le front; il n'y a pas de doute : c'est une bataille sur toute la ligne.

Mardi 27. — Canonnade prolongée, encore à l'est de Reims, avec quelques gros coups sourds venant de Brimont et de Bétheny; la bataille continue sans doute. Vers quatre heures un quart, elle atteint son maximum de violence : le canon tonne sans cesse et on entend très distinctement les rafales de 75, ainsi que le crépitement des mitrailleuses.

Mercredi 19 mai. — A neuf heures, j'accompagne à l'école « Dubail » M. Dramas, journaliste rémois, qui m'a demandé de la visiter. A deux heures, nous allons ensemble à la cathédrale. Un désastre! L'intérieur cependant est moins atteint que le dehors. Les statues de la tour du Nord sont presque complètement calcinées, et, à l'intérieur, les stalles de gauche sont brûlées complètement. Un obus a troué la voûte au-dessus du maître-autel : chose extraordinaire, l'horloge est intacte, ainsi que les orgues.

Mardi 25. — Les journaux de Paris nous apportent la grande nouvelle : l'Italie a déclaré la guerre. Aussitôt, je me fais un agréable devoir de rendre visite à M. Mazucchi, consul général d'Italie : réception très chaleureuse, congratulations réciproques. A mon retour, je passe dans les classes annoncer la bonne nouvelle, je la commente un instant devant les élèves

réunis et donne un jour de congé aux écoles. Une conférence sera faite dans chaque établissement sur l'alliance italienne. A dix heures du soir, par un clair de lune splendide, bombardement violent. Les Allemands se vengent sur Reims de l'alliance italienne.

Mardi 1er juin. — Dès huit heures et demie, bombardement du centre de la ville, puis le tir s'allongeant atteint jusqu'au faubourg de Paris. A dix heures et demie, comme les coups se précipitent, je descends dans les classes. A l'instant précis où j'y arrive, se produit une très forte explosion : une bombe est tombée chez M. Choubry, au n° 48 de la rue de Courlancy, et l'école est au n° 2! Naturellement, les enfans ont été saisis par ce bruit formidable. Les maîtresses ont pris les mesures habituelles, ont rassuré les plus impressionnés, et, à onze heures vingt, le calme étant revenu, j'ai ordonné la sortie. Renseignemens pris, la bombe de la rue de Courlancy a tué une femme; beaucoup d'autres victimes ont été faites en ville, surtout dans le centre.

Samedi 3 juillet. — A neuf heures dix du soir, j'étais assis dans la cour de l'école lorsque retentit un formidable éclatement, bientôt suivi d'un autre, puis d'un autre encore. Je rentre dans les classes et j'appelle, pour descendre à la cave, les personnes qui habitent au premier, car les sifflemens et les éclatemens se multiplient dans tout le quartier. Mlles F... et C... et M. T... descendent en hâte, non sans apporter chacun l'ordinaire sac contenant toute leur fortune, ce sac qu'on n'oublie jamais et qui reste, la nuit, posé près du lit de chaque Rémois pour être, en cas d'alerte, emporté dans la fuite. Avec M. T... nous nous blottissons dans un coin du « labyrinthe » aménagé près des classes. Alors commence la scène habituelle. A chaque sifflement, j'entends de la cave monter la voix de Mlle C... disant : « Encore une! » ou : « Pas éclatée! » « C'est dans le canal! » « C'est rue de Vesles! » etc.

Samedi 10. — Départ du premier convoi d'enfans pour ces « Colonies de vacances » que nous avons réussi à organiser. Grand remue-ménage rue de Courlancy, en face de l'école maternelle d'où partent ces convois. Accompagnés par leurs parens, nos « petits bombardés » arrivent dès six heures du matin (le départ est à sept heures), chacun portant le sac bourré de vêtemens, de jouets et aussi de victuailles, car il ne faut pas

se laisser mourir de faim en route, et certains traverseront toute la France. Des charrettes, des camions à ridelles conduisent, sous la surveillance de maîtresses, tout ce monde à la gare de Pargny, distante de sept kilomètres. Là, après qu'on a fait un nouvel appel, les enfans prennent place dans le chemin de fer de banlieue qui les transportera jusqu'à Dormans, où ils attendront le grand train Nancy-Paris. Arrivés à Paris, la Société « l'Accueil français » les transportera dans les locaux où elle les hospitalise en attendant (un jour généralement) leur départ pour l'endroit où ils passeront leurs vacances. C'est beaucoup de fatigue pour nos instituteurs et institutrices surtout, mais cela fait tant de plaisir aux familles! et nos courageux élèves ont si bien mérité ce repos loin des bombes!

Vendredi 17 septembre. — L'instituteur-soldat G... informe Mlle C... que les rumeurs relatives à l'offensive prochaine, au « grand coup, » seraient fondées : cela se mijote.

Le calme est à peu près général sur le front et en ville, même la nuit. A l'hôtel de ville on ne parle que du « grand coup » prochain. Dans ces conditions, je préfère ne pas faire rentrer les enfans envoyés en colonies de vacances. Ils ne reviendront que fin octobre. A l' « Ouvroir » que j'ai installé rue de Courlancy, les institutrices fabriquent en hâte des milliers de lunettes pour masques anti-asphyxians demandés par l'Intendance.

Samedi 18. — Toujours les mêmes rumeurs relatives au « grand coup. » Un soldat a dit à T... que tout doit être prêt pour le 20 courant et que l'offensive peut avoir lieu tous les jours, à compter de cette date. L'action serait engagée sur tout le front. Partout, en ville et dans les cantonnemens, fiévreuse agitation des officiers et des soldats. Les cantines des officiers sont prêtes et placées en lieu sûr; on en transporte de pleines charrettes à la Haubette. Tous les hôpitaux et ambulances sont vidés et prêts à recevoir de nouveaux blessés. Il nous faut prendre aussi nos dispositions contre le bombardement possible : j'ordonne la fermeture des trois garderies de vacances encore ouvertes (Dubail, Courlancy, Libergier) et interdis de nouvelles ouvertures sans autorisation formelle. Les écoles de la campagne resteront également fermées. Le calme cependant continue à régner. Voici qu'on apporte à l' « Œuvre des Institutrices » des toiles à couper et à coudre pour faire 2 800 sacs à terre.

Dimanche 19. — G... et S... confirment les renseignemens donnés antérieurement. L'offensive aura bien lieu aux environs du 20. Le général irait habiter les caves Pommery où tout est prêt depuis longtemps pour le recevoir. Il emménerait trois secrétaires, les autres restant à la Division. On parle beaucoup en ville d'une proclamation du général Joffre qui serait lue aux troupes aujourd'hui à trois heures. On croit pouvoir en donner même les termes. M[lle] F... « fortifie » la classe de M[me] L... par des rangées de caisses pleines de linge, par des tables superposées, des tableaux noirs, des meubles, des fauteuils et y place un lit. L'ouïe de la cave est fermée par des sacs pleins de cailloux. Au premier étage, je fais vider les armoires à linge dont le contenu est descendu à la cave. On range tous les meubles et le piano dans la cuisine, qui paraît plus protégée. Aujourd'hui il y a encore moins d'animation en ville et on entend une canonnade très intense des nôtres sur le front Est.

Jeudi 23. — Pas de nouvelles sensationnelles, sinon l'annonce par S... et G... d'une proclamation très courte du général Joffre aux troupes. Est-ce enfin le déclenchement? Dans le ciel, vers quatre heures, nombreux aéros boches et français, nombreux combats que je suis avec T... du plateau de Bezannes. De quatre heures à cinq heures et demie, violent bombardement de la ville. Nous voyons distinctement tomber les bombes et s'élever la fumée noire, notamment au centre et aux environs de la cathédrale et de l'hôtel de ville.

Samedi 25. — On vient de faire évacuer le cantonnement des brancardiers divisionnaires, logés à l'école de garçons voisine. A six heures, G... nous annonce que le préfet a téléphoné à la Division que nous avions aujourd'hui avancé de trois kilomètres à Auberive; des officiers disaient entre eux que les Anglais avaient avancé dans le Nord de trois kilomètres sur un front de dix. Attendons confirmation de ces bonnes nouvelles. A neuf heures vingt, ce soir, premier coup très violent d'un de nos gros canons placés à Saint-Brice. La lueur de l'explosion a illuminé l'horizon et le coup a fait trembler notre maison tout entière, si bien que nous croyions à l'explosion d'une bombe allemande, mais de quart d'heure en quart d'heure de nouveaux coups semblables nous ont rassurés. Il paraît que c'était « la grosse Julie » qui tirait.

Dimanche 26. — Toute la nuit, de demi-heure en demi-heure,

« Julie » a continué de tirer. Ce matin, au « Communiqué, » de bonnes nouvelles, et ce soir à deux heures G... est venu nous annoncer que l'avance de nos troupes est officielle. On a gagné trois kilomètres en profondeur, fait 10 000 prisonniers. Bravo! Nous nous empressons de répandre cette nouvelle partout autour de nous. Officiers, sous-officiers et soldats, eux, se chargent de la faire vite connaître en ville où toutes les figures sont radieuses et la gaîté générale, car on espère encore en une prompte délivrance! Le « Communiqué » de trois heures annonce 12 000 prisonniers et confirme l'avance en Artois. On se réunit entre amis, pour sabler le champagne.

Lundi 27. — Tout le monde attend toujours l'offensive en face de Reims. Du plateau de Bezannes, excellent lieu d'observation, on entend tonner formidablement le canon vers Berry-au-Bac et sur la ligne de l'Aisne. Et, dominant ce bruit terrible, de quart d'heure en quart d'heure, se fait toujours entendre la grosse voix de « Julie. »

Mardi 28. — Encore rien de nouveau sinon que le « Communiqué » de sept heures nous annonce 75 canons pris en Champagne, au lieu de 30. Ce soir, pas de journaux de Paris. Le « Communiqué » de quatre heures est plus que maigre. Chacun recommence à s'énerver.

OCTAVE FORSANT.

(A suivre.)

OÙ EN EST L'ARMÉE ALLEMANDE?

LE BILAN DE DEUX MOIS DE CAMPAGNE

(9 AVRIL — 8 JUIN 1917)

I. — LA MANŒUVRE DE HINDENBURG ET LE REPLI STRATÉGIQUE

Le 5 mars 1917, on apprit une nouvelle étrange : les Allemands se repliaient devant le front anglais et abandonnaient sans combat la redoute de Warlencourt. Ils semblaient renoncer à défendre Bapaume. Le bois de Saint-Pierre-Waast, le village de Sailly-Saillisel, objets tant disputés des combats de l'automne, tombaient tour à tour des mains de l'ennemi dans celles de nos alliés.

Ce n'était encore qu'un prélude. Brusquement, le 17 mars, après une semaine d'attente, le mouvement d'abord lent, limité avec précaution à des secteurs étroits de la vallée de l'Ancre, s'étendait à tout le front entre la Scarpe et l'Oise, sur un espace de 60, puis de 120 kilomètres. Tout le saillant occidental des lignes allemandes, l'immense arc de cercle qu'elles traçaient entre Arras et Soissons s'amincissait, s'aplatissait jusqu'à ne plus former qu'une droite, suivant une direction qui était à peu près la corde de cet arc. Tout l'espace intérieur, jusqu'à une

profondeur qui passait par endroits trente-cinq kilomètres, trois mille kilomètres carrés de territoire, trois cents villages, des villes, Péronne, Bapaume, Chauny, Guiscard, Nesle, Roye, Ham, Noyon, nous étaient subitement rendus. C'était une province, un grand lambeau de France prisonnière qui échappait à l'invasion, revenait à nous en trois jours.

On se rappelle l'état de fièvre que cette suite d'événemens créa dans le public. Chose curieuse : en Allemagne, ce déconcertant recul était également célébré à l'envi d'une victoire. Toutes les voix de la presse entonnent un chœur unanime à la gloire d'Hindenburg. Ce n'est plus un recul, c'est le « génial » repli. Le héros national nous eût-il pris autant de villes qu'il venait d'en perdre en un moment, il n'eût pas reçu plus de couronnes ou plus d'acclamations. Cette retraite prenait tournure de triomphe. L'Empereur approuvait. Jamais on n'avait vu retraiter une armée, ni perdre une conquête avec plus de satisfaction.

Sans doute, tout le monde n'était pas dupe. L'opinion allemande, si disciplinée qu'elle fût, ne pouvait s'empêcher de trahir son émotion. On avait beau administrer des formules calmantes : « Ne jamais considérer aucun détail isolément... Tout fait partie d'un tout... Tout se tient... » il est clair que beaucoup s'alarmaient de ce « détail. » Que devenait la « carte de la guerre? » Dans cette Allemagne pareille à « un grand bazar vide, » déjà tant de fois trompée sur l'époque de la victoire et la date de la paix, les bulletins de Ludendorff sur le « repli volontaire » devaient être accueillis avec une nuance de doute et de découragement.

Il était vrai pourtant que le principe d'un repli avait été, depuis quelque temps, un des partis envisagés par le commandement allemand. Il était question d'un « raccourcissement du front » qui devait libérer des forces pour un grand coup. L'idée semble contemporaine de la bataille de la Somme. Cette grande bataille, peu comprise chez nous, n'en a pas moins eu une portée qu'on serait aveugle de ne point voir. Nous avons hésité à y reconnaître une victoire; l'ennemi en a mieux jugé : il y a pris la conscience terrible de notre supériorité. Il a pu réussir, à grand'peine, à sauver la face et à éviter la débâcle; il s'est défendu pied à pied et n'a cédé de terrain qu'à la dernière extrémité. Mais, sans parler d'autres résultats assez considé-

rables — 70 000 prisonniers, 304 canons capturés, Verdun sauvé, — nous avions imprimé à l'Allemagne le sentiment d'un ascendant dont ce n'est pas trop de dire qu'elle en a conservé l'épouvante. Cette bataille a mis son armée à une épreuve telle qu'elle ne s'est plus senti la force d'en affronter une seconde. Si à Verdun elle a engagé en un an 56 divisions, elle a dû sur la Somme, entre le 1er juillet et le 31 octobre, en consommer 90, dont 25 sont retournées au feu deux et trois fois. Une instruction de la VIIe armée nous met dans le secret des angoisses du commandement, quand il s'agit de faire face à cette effroyable usure : où trouver des ressources pour continuer la lutte? « Que valent encore vos troupes? demande ce précieux questionnaire. *Critérium* unique : *sont-elles capables de servir sur le front de la Somme?* Et, comme toutes celles de l'armée y ont déjà passé, *dans quelle mesure se sont effacées les impressions de ces combats?* Dans quelle mesure les pertes ont-elles été comblées? (Prière d'éviter l'expression : *Division épuisée.*) Quel est le degré d'instruction de vos recrues? *Ne pas rechercher la perfection; ne pas exiger l'impossible.* On ne fait pas les difficiles dans les circonstances urgentes (1). »

Voilà à quelle nécessité le commandement allemand se trouve réduit dès le mois de novembre. Il savait que l'hiver n'apporterait qu'une trêve et ne ferait qu'accroître les forces de l'Alliance. Alors, devant l'offensive imminente de celle-ci, il ne restait plus qu'une parade, puisque l'autre, la parade de la paix préventive, avait échoué en décembre : c'était de rompre avant l'attaque et de refuser, dans ces conditions, une nouvelle bataille. L'appréhension d'un désastre, retardé plutôt que conjuré au cours de l'été précédent, dictait à Hindenburg l'ordre de la retraite. C'était, à six mois d'intervalle, la conséquence de la longue pression antérieure. La volonté allemande cédait à notre volonté.

Tel est le fait. Comment le faire passer pour un succès?

Il s'agissait de prouver :

1° Que la retraite ruinait nos projets d'offensive.

2° Qu'elle rendait à l'armée une liberté d'action dont nous ne tarderions pas à ne plus nous louer.

Ces deux articles constituent le sens de la « manœuvre. »

(1) 16 novembre 1916. Le document est reproduit *in extenso* dans la *Revue de Paris* du 1er juillet 1917, p. 70.

Le premier était le plus prochain et le plus apparent. C'est celui que la presse développe bruyamment comme premier bénéfice de l'opération. Le thème uniforme est le suivant : « Les plans de l'Entente sont « déjoués » et « réduits à néant. » Que reste-t-il aujourd'hui de ses préparatifs? Tout cet échafaudage croule à bas d'un seul coup. »

L'ouvrage de longs mois, les parallèles de départ d'où devait s'élancer l'assaut, les masses d'artillerie qui devaient frayer la route par un déluge de feu aux colonnes d'attaque, les chemins de fer, les routes construites à grands frais, les réserves accumulées déjà derrière le front, tout cela se trouve inutile : tout a été fait en pure perte. Au lieu de la victoire à cueillir, de nouvelles tâches s'imposent : d'abord, il faudra reconnaître, en glissant dans le sang, ce qu'est devenu l'adversaire; il faudra refaire d'autres plans, répartir autrement ses forces, avec le lourd souci des mille surprises désagréables qui peuvent survenir pendant ce moment de trouble. Telle est la situation pénible à laquelle se trouve condamnée l'Entente par la manœuvre d'Hindenburg (1).

On pourrait multiplier les citations du même genre. On sent à quel orage l'Allemagne pensait se soustraire, et avec quel soulagement elle le voyait se dissiper. Évidemment, on reculait; mais le prestige d'Hindenburg est au-dessus d'une reculade (2). D'autres y auraient laissé ou compromis leur gloire : la sienne est sortie de là plus solide que jamais. L'Allemand, quand il n'a pas la force, n'aime rien tant que la ruse, la subtile *Klugheit* qui sait jouer au plus fin, « engeigner » l'adversaire. Et c'était pour le populaire une joie sans mélange que le spectacle imaginaire de notre déconvenue et surtout du dépit de l'Anglais frustré du fruit de ses travaux, bafoué et encombré de l'immense bagage qui lui restait pour compte. Car cette Allemagne, naguère si vaine de son outillage, a changé de chanson; à mesure que ce monopole lui échappe, elle se retranche dans le domaine des supériorités abstraites et dans le privilège de « l'art. »

Mais la merveille de cet « art, » ce n'était pas de renverser les combinaisons de l'adversaire; c'était, par ce coup de poing donné dans l'échiquier, d'avoir subitement recouvré l'initia-

(1) *Lokal Anzeiger*, 14 mars.
(2) F.-C. Endres, *Frankfürter Zeitung*, 18 mars.

tive; c'était cette péripétie qui retournait la situation, et grâce à quoi l'homme assailli, déjà pris à la gorge, se dérobe à l'étreinte et reprend son indépendance. C'est lui qui maintenant traîne l'ennemi à sa remorque et l'oblige à le suivre (1). Il bouscule ses plans, le déroute et le place en présence d'une énigme (2). Mieux encore : par ce magnifique « décrochage, » le vieux maître inaugure une ère nouvelle de la guerre. « L'Histoire, écrit Salzmann, enregistrera un jour comme un fait capital *le chef-d'œuvre d'intelligence* qui préside à la création de la situation présente (3). » La guerre, en effet, immobile depuis deux ans, figée sur place dans les tranchées, avait pris une forme stationnaire dont aucun effort des deux partis n'avait réussi à la tirer. Tout le monde avait fini par accepter cette formule comme la condition fatale et le dernier mot de la guerre moderne. O miracle! Hindenburg paraît et le charme est rompu. « La pensée a repris ses droits sur la matière (4). » Puissance de l'idée (5)! Il suffit au grand homme d'un acte de sa volonté : aussitôt le front s'ébranle, et voilà restitués à ces masses inertes le mouvement et la vie. La rigueur des fronts défensifs se transforme en souplesse, l'ankylose en élasticité. La guerre, si longtemps pétrifiée, retrouve la flexibilité des lignes, l'espace, la manœuvre, la jeunesse. Il n'a fallu pour cela que le souffle du génie!

Ainsi, nos projets bouleversés; nos préparatifs rendus vains; l'initiative des batailles arrachée à l'Entente et l'Allemagne maîtresse de la conduite de la guerre; l'engourdissement des tranchées, la longue stagnation des affaires rompue par une solution grandiose, et le champ infini des surprises et de la manœuvre ouvert devant l'armée allemande : qu'était-ce, au prix de tout cela, que la frange de terrain qu'on abandonnait à l'ennemi? Du reste, on s'y prenait de façon à ne pas lui en rendre la possession agréable...

Enfin, Hindenburg gagne du temps. Moraht, l'oracle militaire du *Berliner Tageblatt*, écrit le 5 avril : « Dans le camp ennemi, les critiques compétens admettent *une perte de temps*

(1) *Lokal Anzeiger*, 14 mars.
(2) *Ibid.*
(3) *Vossische Zeitung*, 24 mars.
(4) *Kölnische Zeitung*, 17 mars.
(5) *Frankfürter Zeitung*, 19 mars.

d'au moins trois mois; c'est-à-dire qu'il faudra trois mois pour remettre sur pied une offensive franco-anglaise. » On peut d'ailleurs se demander « si la guerre sous-marine permettra à l'Entente de se procurer le matériel nécessaire à la construction d'une nouvelle base d'attaque (1). » En attendant, l'Allemagne tient les Alliés à sa merci ; condamnés aux tourmens de l'insécurité, environnés partout « d'incertitudes et de menaces, » ils cherchent inutilement à « percer les ténèbres » et à déchiffrer le mystère des intentions d'Hindenburg (2).

Telle est, d'après les Allemands, la situation au lendemain de la retraite : l'offensive des Alliés est ruinée ; la guerre maritime se charge d'en prévenir le retour. L'Amérique, il est vrai, vient de déclarer la guerre ; mais l'Amérique est loin et son concours problématique. La révolution de Pétrograd paralyse la Russie. Hindenburg est le maître des événemens et l'arbitre de l'heure. Que l'ennemi étourdisse le monde de ses clameurs de victoire pour quelques misérables bribes de terre reconquise, mais qu'il se hâte de se réjouir! « Rira bien qui rira le dernier (3). »

II. — LES PROJETS ALLEMANDS ET LES ACCROISSEMENS DE L'ARMÉE

En effet, ce mouvement n'était qu'une préface. Il était bien entendu qu'après ce premier acte le rideau se relèverait sur un nouveau coup de théâtre, qui pourrait cette fois être un coup de tonnerre. Chacun répétait en Allemagne que la retraite n'était qu'une feinte, et ne faisait que cacher une de ces idées de derrière la tête « qui sont la marque de toutes les conceptions d'Hindenburg (4). » « Le seul point sur lequel le doute n'est pas permis, c'est que l'idée fondamentale, aujourd'hui comme hier, est l'idée d'offensive (5). » — « Nous voulons, écrit-on encore, mener librement le combat décisif au lieu et au moment de notre choix, dans les meilleures conditions pour épargner nos troupes et briser à jamais les forces de l'ennemi (6). » Endres, derrière le stratagème de l'armée allemande, entrevoit

(1) *Schwäbischer Merkur*, 22 mars.
(2) *Lokal Anzeiger*, 14 mars.
(3) F.-C. Endres, *Frankfurter Zeitung*, 1er avril.
(4) *Lokal Anzeiger*, 14 mars.
(5) *Ibid.*, 19 mars.
(6) *Rheinische Westfälische Zeitung*, 19 mars.

la menace « d'une de ces vastes manœuvres en tenailles dont Hindenburg a le secret (1). » Le soldat sait bien que ce recul n'est pas définitif. « Il fait quelques pas en arrière, mais c'est pour mieux mener la charge (2). » Et le général von Ardenne : « Les Anglais, ricane-t-il, s'apercevront bientôt si nous leur montrons le dos, ou si ce n'est pas le clair regard d'un visage résolu (3). »

Là-dessus, on citait l'exemple des retraites qui avaient fini par des victoires ; on rappelait ces fortes manœuvres, suivies de foudroyantes surprises, dont Hindenburg s'est fait une spécialité. C'est ainsi qu'en 1916 il prélude à l'invasion de la Roumanie par l'évacuation d'une partie de la Transylvanie. C'est ainsi que, dans l'automne de 1914, pris sur sa gauche par les Russes pendant sa marche sur la Vistule, il répond à cette attaque de flanc par l'abandon de toute la Pologne et par un regroupement immédiat dans la région de Posen : prodromes de sa victoire de Lodsz que devait suivre, en mai, la percée de la Dunajec. C'est toujours le même Hindenburg qui venait de commander la retraite de la Somme. Qui sait quel coup de boutoir il méditait encore ?

Il est naturellement assez difficile de le dire, puisque ses desseins n'ont pas reçu un commencement d'exécution. Ce qui est sûr, c'est que toute l'armée s'attendait à la reprise de la guerre de mouvement, et que les critiques s'accordaient à y voir la meilleure de ses chances contre des adversaires qui ne la faisaient plus depuis trois ans ou qui, comme les Anglais, ne l'avaient jamais faite. Les troupes allemandes, au contraire, étaient là dans leur élément : presque toutes avaient pris part aux marches et aux campagnes du front oriental. Les Alliés ne pouvaient lutter sur ce terrain avec les vétérans de Pologne, de Serbie et de Roumanie. Dans cette guerre nouvelle l'Allemagne, à défaut du nombre, retrouvait tous ses avantages. Dans les dépôts, les recrues n'étaient plus exercées qu'à la guerre de mouvement.

Le reste est forcément du domaine de la conjecture. Des différentes hypothèses qu'il pouvait se proposer, sur laquelle l'état-major allait-il arrêter son choix ? Il y en a une qui est

(1) *Frankfürter Zeitung*, 18 mars.
(2) *Ibid.*, 25 mars.
(3) *Magdeburgische Zeitung*, 25 mars.

tout de suite à écarter, c'est l'idée d'un retour offensif sur le terrain de la retraite, et qui nous y bousculerait avant de nous laisser le temps de nous installer : s'il voulait manœuvrer par là, Hindenburg n'eût pas commencé par dévaster le pays et par couper les routes. Il est clair qu'un pareil « glacis » n'a qu'un sens défensif. Certains, se souvenant qu'Hindenburg est l'homme du front oriental, où il a remporté les plus beaux de ses succès, ne doutaient pas qu'il ne portât ses premiers coups contre la Russie; mais on répondait qu'il pouvait s'en épargner la peine: il n'avait, en effet, qu'à laisser faire les démagogues; ils auraient vite achevé de décomposer l'armée, et il aurait alors bon marché de la Russie. En attendant, la Révolution le laissait tranquille de ce côté. D'autres rappelaient que la méthode allemande est de tomber avec toutes ses forces sur l'adversaire le plus faible, et montraient l'Italie comme la victime désignée de la prochaine exécution.

Enfin, les derniers soutenaient comme la plus vraisemblable l'hypothèse d'une nouvelle offensive sur le front occidental; là se trouve l'adversaire principal, le plus fort et le plus détesté. Après la manœuvre de mars et le « refus du centre, » ils attendaient, comme conclusion, quelque vaste tentative d'enveloppement par les ailes, le gros de l'effort se portant surtout à l'aile droite, avec Calais pour objectif, c'est-à-dire les bases navales de l'Angleterre ; à moins qu'ajournant cette manœuvre, Hindenburg s'enfermât sur terre dans une attitude défensive, mais tout en dessinant par mer une menace d'investissement de plus grande envergure encore, agissant par ses sous-marins sur les communications de l'ennemi, pesant sur les artères qui lui apportent la subsistance (1). La marine, dans ce système, était une nouvelle armée, une sorte de bras immense ajouté à l'armée de terre et prolongeant sa droite à travers l'Océan, jetant ses tentacules autour de l'Angleterre, lui suçant le sang avec la vie. C'est en ce sens que l'Allemagne peut dire que le temps, qui travaillait pour les Alliés, travaille maintenant pour elle. Ainsi s'articulaient les pièces du mécanisme géant, la retraite de l'armée et l'offensive de la flotte, jusqu'au moment où, l'heure venue, et l'Angleterre haletante, épuisée par la guerre navale, il suffirait d'un seul assaut pour lui donner le coup de grâce.

(1) *Frankfürter Zeitung* 1? avril.

Reste une dernière hypothèse, fort différente des précédentes, plus fine et peut-être plus profonde. C'est que toutes ces idées d'offensive, tous ces développemens complaisans des journaux sur le « fier privilège de l'initiative, » n'étaient peut-être autre chose qu'un *bluff* destiné à amuser les badauds d'Allemagne en les entretenant dans leurs illusions favorites, et à inquiéter les Alliés en leur présentant de tous côtés de vagues épouvantails, tandis que le commandement, persuadé de la frivolité de toute entreprise de « percée, » serait bien résolu à ne plus rien tenter de ce genre pour son compte, et à en faire passer l'envie à qui viendrait le provoquer. En somme, dans cette opinion, Hindenburg serait un vieux malin qui cacherait son jeu et, sous des airs de matamore, se contenterait de demeurer prudemment sur l'expectative... Il va sans dire que cette opinion, si elle est exacte, équivaut à un aveu de défaite. Quand on se rappelle tout ce qu'on sait et tout ce qu'a écrit l'état-major allemand sur la valeur « en soi » et le mérite absolu de toute solution offensive, quand on se souvient de ses premières ambitions et de ses premières assurances, on est forcé de convenir que, pour en arriver là, il faut qu'il y ait dans la machine militaire allemande quelque chose qui ne va plus, et qu'une pareille démission de l'armée est ce qu'on peut imaginer pour elle de plus accablant.

Quoi qu'il en soit de ces conjectures, une chose est certaine : c'est que l'Allemagne se livrait à un fiévreux travail d'organisation militaire. Elle trouvait le moyen d'accroître son armée. Les dépôts, qui étaient à sec au mois de novembre, regorgent de nouveau. Elle porte à 234 le nombre de ses divisions. (L'armée du temps de paix en comprenait 50.) Elle vient d'en créer treize et se prépare activement à en forger huit ou dix autres. Ce que signifie d'ordinaire ce genre d'accroissemens, il suffit de consulter les dates pour le comprendre. Chacun d'eux correspond à l'une des entreprises allemandes et a pour raison d'être une de ces campagnes dont l'Empire a tour à tour attendu la victoire. On ferait l'histoire de la guerre par cette étude technique des transformations de l'armée.

Chacune de ces « époques » répond à un dessein de manœuvre défini, campagne de l'Yser, campagne contre la Russie ou contre la Roumanie, — et chaque accroissement de forces s'explique par les besoins de cette manœuvre. Qui dit

« manœuvre, » d'ailleurs, ne dit pas nécessairement « offensive : » on peut, dans le cas contraire, n'avoir pour objet que de se créer des pièces ou des unités de rechange, ce qu'on appelle des « volans, » pour soutenir une bataille d'usure. Dans tous les cas, il est enfantin de prétendre que la réduction du saillant de la Somme avait pour but de procurer à l'état-major allemand quelques « disponibilités; » la différence des fronts, avant et après la retraite, est de 45 kilomètres, représentant le secteur de cinq à six divisions. Cette économie insignifiante (et nous faisions la même, d'ailleurs, de notre côté) en valait-elle la peine, quand l'Allemagne, en s'établissant sur la ligne du Sereth, venait justement d'opérer un autre « raccourcissement » de quelque mille kilomètres?

Au début de l'hiver, elle est en plein travail : on assiste au plus vigoureux de ses efforts pour se créer des ressources nouvelles et pour utiliser, exploiter à l'extrême son capital en « personnel. » Jamais on n'a vu triturer d'une poigne plus rude la pâte ou la matière humaine. Une série de mesures d'une énergie extraordinaire parvient, dans ce pays qui paraissait vide en automne, à extraire encore une armée. On sait que l'Allemagne, dès le printemps de 1915, avait inauguré un type de divisions légères, constituées à trois régimens par la réduction des anciennes divisions à quatre régimens; ce système ternaire devient partout la règle : on supprime dans les régimens les quatrièmes bataillons, qui formeront le noyau des créations nouvelles. L'effectif de combat est unifié dans le bataillon à 650 hommes; les services accessoires (cuisiniers, plantons, ordonnances) seront remplis par des inaptes, des malingres, les déchets des dépôts, par une catégorie de vieux, de pères de famille, employés jusqu'alors aux menus services de l'intérieur, douanes, postes, etc. : cette opération, à 25 hommes par compagnie, devra rendre à l'armée active 250 000 hommes aguerris. Par le même procédé, on en tirera 25 000 autres des compagnies de mitrailleuses. Leurs remplaçans seront remplacés à leur tour par des auxiliaires du service civil. Cette substitution se poursuivra dans les bureaux, les hôpitaux, les ateliers et les usines. En principe, le service civil est volontaire, mais l'administration fait jouer, faut-il le dire? tous les divers ressorts de la pression et de la contrainte; elle dispose de l'allocation, de la carte de viande. Grâce à cette mobilisation universelle des deux sexes,

l'Allemagne peut se vanter de posséder encore, après deux ans et demi de guerre, une armée « en puissance » plus considérable que toutes celles que Moltke a jamais menées en campagne.

Ce système d'expédiens et de récupérations, de substitutions et de remplacemens, permet, une fois de plus, de faire le « plein » dans les dépôts. Ces ressources, ajoutées à celles des jeunes classes et des blessés guéris, vont suffire : 1° à alimenter le front et à combler les pertes courantes ; 2° à réaliser tout un programme de créations. Ce programme comprend deux parties. Une première série de divisions sera prête à entrer en ligne au mois de mars 1917. Elle est formée de 35 régimens (442 à 477) et porte, dans la série des divisions, les numéros 231 à 242 (outre la 15e bavaroise.) Une autre série de divisions, portant les numéros de la dizaine suivante (251 et au delà) est en train de s'organiser, dès la fin de janvier, avec les régimens de la série 600. Au début d'avril, une dizaine d'entre elles sont déjà repérées. Enfin, onze autres divisions sont formées au cours du printemps, soit par prélèvemens, soit par transformations d'unités existantes.

Au mois de mars, ce programme gigantesque est en voie d'achèvement. L'Allemagne est un vaste chantier de constructions ; elle fabrique à outrance des canons, des sous-marins et des divisions, mais cet effort représente à peu près sa limite. Elle ne peut puiser davantage dans son réservoir d'hommes sans tarir l'avenir. Déjà les divisions de la première série (231 et suivantes) font leur apparition. L'Allemagne a besoin d'un peu de temps encore pour mener à bien son ouvrage. Ce délai, la retraite va le lui assurer. On a vu que Moraht estime gagner ainsi deux ou trois mois. Dans trois mois, les sous-marins auront fait de la besogne. L'immense tenaille de la guerre navale aura resserré ses pinces ; l'Angleterre sera sur le point de crier grâce. Ce sera (si l'on admet l'hypothèse « offensive ») le moment de lancer les réserves, les trente ou quarante divisions dont le général von Ardenne commence à nous menacer (1), de jouer cette carte imprévue et d'obtenir, par un coup de masse, une écrasante victoire.

(1) *Berliner Tageblatt*, 13 avril.

III. — LA BATAILLE D'AVRIL A ÉTÉ, POUR L'ENNEMI, UNE BATAILLE DÉFENSIVE

Tel était, dans ses grandes lignes, autant qu'on peut le deviner, le plan dont la retraite était le premier acte. Tel est du moins le programme apparent, le scénario officiel que le commandement allemand fait développer par ses journaux...

Il dut s'apercevoir, au bout de peu de jours, que sa manœuvre ne lui donnerait pas tout ce qu'il s'en promettait. La bataille qu'il venait de refuser au centre se dessinait sur les ailes. Il avait vanté le mouvement de sa ligne « oscillant d'une façon élastique entre les solides points d'appui » que représentent ces deux ailes (1). Ce sont ces points d'appui — le double pilier de la manœuvre — qui allaient se trouver attaqués.

Rendons justice à l'ennemi : il nous a fort bien vus venir. Une bataille moderne, avec ce qu'elle comporte d'apprêts et de transports, n'est pas une chose qui se cache. Du reste, à tout hasard, il avait pris ses précautions. Il avait, chez nous, le 10 janvier, 130 divisions ; le 10 avril, il en avait 147, dont plus de 40 au repos formaient une réserve immédiatement disponible (2). Neuf autres étaient en route pour se joindre à celles-là : deux venues de Russie, le reste de formation nouvelle. On voit que les Allemands se tenaient sur leurs gardes. Sur un point, leur prudence se trouva en défaut : ils n'avaient pas prévu que notre front d'attaque s'étendrait à la Champagne.

L'attaque anglaise du lundi de Pâques devança pourtant leurs calculs ; l'ennemi ne l'attendait pas si tôt. La nôtre, huit jours plus tard, le trouva mieux en éveil. L'aviation redoublait de vigilance et montait activement la garde ; l'artillerie se montrait chaque jour plus agressive. Nous tombions sur un adversaire parfaitement préparé. Ses réserves étaient à pied d'œuvre. Un placard de von Boehm, affiché le jour de Pâques, avertissait l'armée de la prochaine offensive entre Soissons et Reims.

Les ordres sont catégoriques : on ne devra jamais céder un pouce de terrain. « Comme les organisations en arrière du front, dit le 5 avril une note de la 39e brigade de réserve,

(1) *Frankfürter Zeitung*, 20 mars.
(2) Sur ce nombre, cinq seulement venaient du front oriental.

ne sont pas très développées ou font même complètement défaut, *il faut tenir coûte que coûte notre position.* » A la 183[e] division, sur le Chemin des Dames, l'ordre est plus explicite encore :

I a. N° 638. Personnel. 18 mars 1917.

A M. le général commandant la 33[e] brigade de réserve.

La dernière fois qu'il a passé dans les tranchées, le général a eu l'impression que tous les officiers ne sont pas encore persuadés de la nécessité de tenir à tout prix notre première position *(die vorderste Stellung).* Je ne m'explique pas comment cette pensée a pu leur venir en tête, car tous les ordres prescrivent que la première ligne doit être défendue coûte que coûte et que, si elle était perdue, il faudrait se battre jusqu'à ce qu'elle soit reconquise.

Notre principale ligne de combat est la première ligne : voilà, à l'exclusion de toute autre, la seule pensée à s'enraciner dans l'esprit. Veuillez en pénétrer vos officiers et tous vos hommes. Vous me rendrez compte pour le 23 mars au soir.

VON SCHLUSSER.

L'instruction est répétée sous cette forme par la brigade :

33[e] brigade de réserve.

Vous me rendrez compte, le 22 mars au matin, que tous les officiers et hommes de troupe ont reçu de nouveau l'instruction formelle que la première ligne doit être défendue à toute extrémité. Au cas où une compagnie aurait eu le malheur de laisser pénétrer dans ses lignes des fractions ennemies, le commandant de cette compagnie devra, par une contre-attaque immédiate, s'assurer la reprise de ces positions. Il faut s'y exercer, bien que ce cas doive être, Dieu merci, l'exception.

J'espère que désormais il ne se trouvera plus personne à la brigade pour répondre qu'il *essayera* de tenir sur la première ligne, mais qu'on répondra que la première ligne doit être tenue coûte que coûte.

VON WURM.

On se rend compte, par de tels textes, du prix que l'ennemi attachait à ses positions et de l'effort qu'il s'apprêtait à faire pour les conserver. Il y allait de la gloire des armes allemandes (1). Du succès éclatant des attaques françaises de l'au-

(1) Ordre du général von Boehm à la VII[e] armée, 12 avril 1917.

tomne, surtout de la double victoire de Douaumont-Louvemont, remportée coup sur coup, en quelques heures, presque sans pertes, l'Allemagne avait gardé un ressentiment profond. Ces revers si cuisans lui restaient sur le cœur. Par deux fois, en octobre et en décembre, nos divisions « soigneusement instruites, » après une préparation d'artillerie de plusieurs jours, s'étaient élancées à la charge « comme à la manœuvre. » Par deux fois elles avaient fait ce qu'il leur avait plu, franchi en se jouant les barrages, sans que les troupes ni l'artillerie allemandes aient su leur opposer un obstacle sérieux. Le Français n'est plus l'adversaire brave et écervelé qui ne compte que sur son élan : chose plus grave, il a une méthode, et cette méthode s'est trouvée victorieuse. « L'ennemi, dit une instruction du Kronprinz, emploiera désormais les mêmes procédés, perfectionnés encore, même dans des attaques de plus grande envergure. Il faut que la défense s'oriente d'après cette règle. *Les causes des succès de l'ennemi sont connues. Il s'agit que ces succès ne soient plus possibles à l'avenir* (1). »

Ainsi l'expérience de Verdun et de la Somme a révélé aux Allemands notre supériorité technique. Force est de reconnaître « les progrès indéniables de l'infanterie française. » Il ne sera pas dit que la France aura eu raison de la science et de la ténacité allemandes. Aussitôt, avec cette énergie et cet esprit de suite qui le caractérisent, l'état-major allemand entreprend de refondre sa tactique de combat et d'opposer à notre méthode d'attaque une nouvelle méthode de défense. De là, le plan de la « ligne Hindenburg. »

Dans un mémoire confidentiel du 26 décembre 1916, Hindenburg analyse les raisons des « graves et douloureux échecs » des semaines précédentes et trace les grandes lignes du système. A Verdun, la première défense culbutée, nous n'avions plus trouvé devant nous d'organisations sérieuses; les réserves se sont vues submergées par nos troupes sans avoir le temps d'intervenir. En deux heures, nous progressions de trois kilomètres jusqu'aux positions de batteries. Il faut donc avant tout retarder l'ennemi et opposer à son avance des difficultés sans cesse renouvelées : qu'il ne puisse franchir un obstacle sans

(1) *Considérations sur la défense et la construction des positions*, mémoire de l'état-major du groupe d'armées du Kronprinz, 3 février 1917, signé : Von Schulenburg.

tomber sur un autre; qu'il soit contraint de s'arrêter sous le feu et d'y cruellement souffrir; qu'il trouve un terrain semé de pièges, hérissé de défenses, de fils de fer bien camouflés, disposés en dents de scie, en écharpe, en couloirs, qui disloquent l'attaque, l'accrochent, l'effiloquent, tandis que des feux d'enfilade partis de points bien choisis, au besoin de nids de mitrailleuses embusquées en plein vent, achèvent de le détruire. Si quelques groupes plus heureux parviennent malgré tout jusqu'à la deuxième ligne, ce sera pour s'y faire ramener ou ramasser par la garnison.

L'essentiel du système se ramène à ce qu'on appelle l'échelonnement en profondeur, par opposition à l'ordre mince ou linéaire. Une fortification du type Hindenburg comportera généralement deux ou trois « positions, » comprenant chacune au moins deux « lignes, » la ligne de défense et la ligne de soutien, réunies entre elles par des boyaux, le tout agencé de manière à obtenir un cloisonnement, un compartimentage étanche du terrain, afin de limiter l'irruption de l'ennemi, avec des points d'appui s'étayant mutuellement et un usage complet de tous les organes de flanquement, « qui constituent l'armature et le squelette du système (1). » On multiplie à l'intérieur les « bretelles, » les crans d'arrêt, les cadenas, les « verrous *(Riegelstellung)*; » on les doublera en arrière de « lignes de sûreté. » C'est un ouvrage de serrurerie extrêmement compliqué, qu'une position Hindenburg. La disposition des abris est assez particulière. Dans la ligne avancée, rien que des postes de guetteurs; dans la ligne de soutien, un abri tous les deux cents mètres pour un « groupe, » c'est-à-dire pour une dizaine d'hommes. Les grands abris de réserve sont placés en arrière. Plus d'abris de combat enterrés trop avant et d'où la garnison n'arrive pas à sortir : en revanche, partout une débauche de béton. On s'en servira surtout pour les blockhaus à mitrailleuses. En résumé, une « foule d'ouvrages de petites dimensions, disséminés, dissimulés, se soutenant d'après un plan précis, » sans aucune régularité, et disposés toujours en chicane ou en échiquier. Les linéamens de cette organisation apparaissent nettement dès la fin de janvier. L'Allemagne y emploie les prisonniers, les déportés, l'immense main-d'œuvre

(1) *Supplément d'instructions relatives à la construction des positions défensives*, document de la VIIe armée allemande, 27 septembre 1916.

de ses esclaves. Cette position, dans sa pensée, devait être imprenable. — Ajoutons que la « ligne Hindenburg » est inconnue sous ce nom dans le lexique allemand : on n'y connaît qu'une position qui porte des noms divers empruntés à la mythologie wagnérienne, position Siegfried vers le Nord, Wotan ou Albérich au centre. Depuis que nous l'avons emportée, les Allemands nient son existence : il est clair que dans ces conditions elle ne sera jamais prise...

Ce n'est pas tout. A ce système de fortification correspond une nouvelle formule de la défensive. Une défense vraiment « active » comporte deux élémens : la résistance « opiniâtre » et la contre-attaque. La première est l'affaire de la garnison des premières lignes, la seconde celle des soutiens et des bataillons de réserve. Les lignes avancées seront tenues par peu de monde, afin de limiter les pertes; de plus, cette ligne sera mobile et devra, si le feu rend la place intenable, se déplacer, s'égailler de côté et d'autre dans les trous d'obus, en dehors de la zone de feu, de préférence en avant. L'assaillant parvient-il à déborder la position? Ne pas considérer la partie comme perdue : « Ce n'est pas la force d'une position, c'est l'esprit et l'habileté de la défense qui repoussent l'attaque. » Alors, se déclenche le mécanisme de traquenards qu'on a décrit plus haut, et ont beau jeu les feux d'enfilade, les surprises latérales, les mitrailleuses qui se démasquent sur les flancs de l'assaillant. Celui-ci a pour principe de filer droit devant lui pour s'emparer de points essentiels, sans s'arrêter à étouffer en chemin les résistances . il n'y a qu'à le laisser faire. Qui enveloppe, risque d'être enveloppé à son tour : ce sera l'affaire des « soutiens » de lui régler son compte. Il peut arriver un moment où les postes des premières lignes se verront noyés de toutes parts dans un flot d'ennemis : c'est alors que « les hommes de cœur, aux nerfs d'acier, sont les colonnes de la bataille. » Ils peuvent disputer le terrain, gêner les progrès de l'adversaire, rendre la victoire incertaine, attendre la contre-attaque qui les délivrera. Voilà la défense élastique, la résistance en profondeur. La défense n'est plus localisée nulle part, arrêtée sur une ligne rigide. Ce n'est plus la bataille frontale qui se décide en un moment et où la poussée du plus fort fait céder ou éclater l'autre ; c'est un genre de combat diffus, sans bords ou sans contours précis, et qui se passe « autour de la première ligne, » avec des oscilla-

tions de pendule calculées pour en revenir à peu près au point mort.

La contre-attaque enfin est l'âme du système ; elle en est le nerf essentiel. Le principe est de surprendre l'assaillant en plein désordre dans sa victoire, de préférence sur les flancs : la contre-attaque le met en pièces. Les Allemands en distinguent plusieurs sortes. Celle des compagnies de soutien, placées immédiatement en arrière du front, doit être instantanée. C'est la réplique, la réaction automatique comme un réflexe; elle se déclenche sans ordres ; moins la riposte tarde, plus elle a de chances de réussir. Si elle échoue, le commandement fait donner les réserves. Enfin, en dernier ressort, si la situation l'exige, on lancera la grande opération « montée, » avec préparation complète d'artillerie, ce que les Allemands appellent la « contre-attaque de profondeur » *(Gegenstoss aus der Tiefe)*. Ceci suffit à montrer à quel degré de perfection ils avaient porté, pendant l'hiver, la doctrine de la défensive : c'est même ce qu'on discerne de plus clair dans les desseins menaçans qu'on prête à Hindenburg. Les documens de leur école d'exercices de Solesmes forment un manuel complet de ce genre de manœuvre. La leçon de l'automne leur avait profité : ils n'avaient pas perdu leur temps. Toute une tactique était prévue contre les engins nouveaux, en particulier contre les tanks; une artillerie spéciale était créée pour les combattre.

Enfin, tout était prêt. Rien n'était négligé pour rendre confiance à la troupe et la persuader du succès. Aux dernières attaques de Verdun, le nombre alarmant des prisonniers avait paru un grave symptôme de fléchissement moral. Les ordres insistent sur ce point : « Aucun chef ne devra ordonner ou permettre à une troupe de se rendre. *Défense à qui que ce soit de se constituer prisonnier.* Tout chef a le devoir de faire entendre à ses hommes qu'une telle lâcheté est une trahison, qui n'échappera pas, après la guerre, à la rigueur des lois. » (Ordre du 7e Bavarois de réserve, signé Aschnauer, du 6 avril 1917.) — « Il sera porté à la connaissance de tous que des réserves considérables se trouvent en arrière de la division, prêtes à exécuter une contre-attaque immédiate, et que, par conséquent, les élémens qui se trouveraient enveloppés peuvent être certains d'être secourus. Il faut faire comprendre à tous *que c'est une honte de se laisser capturer sans résistance et qu'au*

besoin; on a toujours sa baïonnette pour s'ouvrir un passage. » (Ordre de la 40e division, 31 mai, avant la bataille de Messines.)

On réagit contre le relâchement de la tenue et de la discipline. On recommande les *théories*, — « ce pain quotidien de la troupe, » — sur ce thème, par exemple : « En prenant pour point de départ notre offre de paix et le refus de nos ennemis, le commandant de compagnie expliquera aux hommes qu'il s'agit pour nous d'être ou de ne pas être. *Plus de scrupules : la colère et la rage doivent seules nous inspirer pour les combats décisifs qui approchent.* » (Ordre de la 42e brigade, signé von Davans.) Les généraux interviennent en personne par des proclamations :

5 mars 1917.

VIIe armée.

Le Général commandant **en chef,**

« Soldats de la VIIe armée !

« L'offensive de nos ennemis, précipitée par les succès de nos sous-marins, semble maintenant imminente et tournera ses principaux coups contre le front, longtemps tranquille, de la VIIe armée.

« L'armée est prête à recevoir l'adversaire comme il faut et à le renvoyer chez lui.

« Vous savez de quoi il s'agit et ce que vous avez à faire. Jetez les yeux autour de vous; voyez ces campagnes dévastées, ces villages détruits, ces forêts, ces récoltes ruinées : voilà ce qui menace notre patrie, si nous ne sommes pas vainqueurs. C'est pour nos toits, pour nos foyers, pour nos femmes, nos enfans, que *nous nous battons ici sur l'Aisne, comme si nous montions la garde sur le Rhin.*

« Veillez donc et ne vous laissez pas surprendre ! Soyez durs comme l'acier au feu. Frappez avec la fermeté allemande quiconque s'approche de vous, Français blanc, noir ou brun. Frappez jusqu'à ce que l'ennemi sans force implore la paix allemande, qu'il repoussait naguère dans son aveuglement.

« Qui voudrait revenir dans ses foyers sans cette paix victorieuse? A quoi bon vivre, s'il fallait vivre esclaves de nos vainqueurs? Non, jamais ! Nous voulons vaincre, nous vaincrons, parce qu'il nous faut la victoire.

« Von Schubert. »

Ces ordres se multiplient aux premiers jours d'avril. Vers le 10, le canon commence son tonnerre : l'assaut n'est plus qu'une

question d'heures. Le 15, veille de l'attaque, une proclamation du Kronprinz porte à la connaissance des troupes un message de l'Empereur : « L'Allemagne a les yeux fixés sur ses braves enfans. Ma pensée est avec eux; Dieu sera avec nous! »

IV. — LES ALLEMANDS PERDENT LEURS POSITIONS AVEC L'INITIATIVE. L'USURE DE LEUR ARMÉE.

On n'entre point ici dans le récit de la bataille, — cette bataille que l'Allemagne, dans un communiqué anxieux, appelle « une des plus grandes de tous les temps, » et qui a coûté à son orgueil les plus grands cris de détresse que nous ayons eu encore la joie d'en arracher (1). Le détail des opérations fera plus tard l'objet d'une étude militaire. Nous ne nous occupons ici que des résultats généraux.

Pour s'en tenir aux grands faits, les Allemands se flattaient, par leur repli du 17 mars, qu'ils nous avaient mis pour des mois hors d'état d'attaquer : moins de trois semaines plus tard, l'attaque anglaise commençait. Ils se vantaient que leurs positions étaient tout à fait imprenables : elles ont été prises sur toute la ligne. Ils s'étaient juré de ne pas laisser un prisonnier entre nos mains : les Alliés en avaient fait, dès le 1er mai, 39000 qui devenaient, à la fin de juin, plus de 63000, dont plus de 1200 officiers, c'est-à-dire un nombre presque égal à celui de nos prisonniers faits sur la Somme en quatre mois. 500 canons, autant de canons de tranchées, plus de 1300 mitrailleuses demeuraient, entre nos mains, les trophées de la victoire.

La puissance du coup est clairement attestée par toutes les lettres, les carnets de notes trouvés sur les cadavres ou sur les prisonniers. Un mot revient comme un refrain : « C'est pis que sur la Somme. » Les effets du bombardement sont effrayans :

« 9 avril. *La nouvelle bataille de la Somme bat son plein : deuxième édition revue et corrigée.* J'ai eu hier une veine inouïe : je suis arrivé sans trop de mal à mon poste de bataillon, en nage, voilà tout; mais la porte à peine fermée, voilà le tir à démolir qui recommence sur les boyaux. Sortir d'ici, il n'y a pas à y songer. *Il n'y a pas d'autre issue que les mains hautes.* Je vous avertis franchement que si vous

(1) Voir, en particulier, l'article de Salzmann intitulé : « *Des nerfs !* » (*Vossische Zeitung.*)

restez sans nouvelles pendant plus de trois semaines, c'est que je serai mort ou prisonnier. *Nous avons tous fait notre testament.* » (D'un homme du 10[e] grenadiers de la Garde, Falaise de Vimy.)

Ce sont des pensées du même genre qui peuplent chaque souterrain, rampent au fond des « caves à héros » (*Heldenkeller*) où les troupes entassées, secouées par les coups sourds des grosses explosions qui agitent la terre jusqu'aux entrailles, croient attendre leur dernier jour :

« 16 avril. Je suis encore en bonne santé, mais notre secteur si tranquille est devenu un véritable enfer. Si nous devons rester longtemps là-dedans, nous deviendrons tous fous. *Que penses-tu d'une paix séparée avec la Russie?* » (D'un homme du 201[e] de réserve, sur l'Aisne.)

Le ravitaillement n'arrive plus :

« Je commence à en avoir assez. Et je n'ai plus de vivres de réserve. Il me reste quelques boîtes de conserves. Aujourd'hui, j'ai distribué une boîte pour trois hommes, ils ne pourront pourtant pas tenir toute une journée avec ça, et moi encore moins que les autres. F... non plus n'a aucune idée de relève. D'ailleurs *je crois que nous sommes ici jusqu'au jour du départ pour Paris. Je m'exerce consciencieusement : « Pardon, monsieur! » et haut les mains. Je n'y arrive déjà pas trop mal.* » (Sans origine, front de l'Aisne.)

Le carnet d'un sous-officier du 202[e] de réserve (43[e] division de réserve) nous dépeint l'existence aux alentours du fort de Brimont :

« 9 avril, lundi. Activité d'artillerie particulièrement grande.

« 10 avril, mardi. Encore et toujours, sans arrêt, violente canonnade. A 2 h. 30, après-midi, alerte aux gaz. Au même moment, des hommes arrivent du fort de Brimont; celui-ci est soumis à un bombardement de grosses pièces; *il y a cent hommes enterrés.* Le reste s'est enfui dans les bois. Je me demande avec angoisse ce que sont devenus MM. les officiers. A 3 h. 10 précises, nous recevons des marmites de 380 ; cela dure jusqu'à 6 h. 30. Tous les accès du fort sont obstrués ; il ne reste que le passage par-dessus les remparts. *On ne peut peindre réellement l'horreur de ces scènes souterraines. A chaque instant, il faut s'attendre à être enseveli.* A 1 h. 10 du matin, ordre d'alerte renforcée. »

Une lettre du brancardier B... (418e de réserve) se termine par un trait étrange et éloquent de désespoir :

« Soupir, 12 avril. Je ne puis vous décrire ce qui se passe ici : une seconde bataille de la Somme se livre. Depuis sept jours et sept nuits, les Français ne se contentent pas de niveler tous nos abris et nos tranchées : ils détruisent encore toutes nos communications à l'arrière. Nous sommes réduits à demeurer accroupis dans nos trous et à nous laisser tirer dessus. Quant à notre artillerie, pas un coup de canon; elle fait des économies, et toutes les liaisons sont coupées avec la première ligne. *Nos hommes ont été enterrés par douzaines. On ne sait où se sauver. Il y a bien peu d'espoir de sortir de cette fournaise.* J'estime qu'il est bon de vous prévenir. *La captivité serait le salut; autrement, plus d'espoir.* En arrière du front, ils démolissent tous les villages et les cantonnemens. Pas un chemin n'est praticable. *Qu'ai-je fait pour vivre de telles horreurs?*

« Adieu, mes amis. Ne vous faites pas de bile à cause de moi. *Quand une fois on a rejoint les camarades qui sont sous terre, on est au moins délivré de cet enfer.* »

Des troupes se mutinent et refusent d'obéir. Le 12 avril, devant Vimy, un homme de la Garde écrit : « On nous relève. *Les hommes n'en veulent plus. Un peloton a refusé de monter aux tranchées; il y a une foule d'exemples semblables.* » Un autre, le même jour : « La tranchée est terriblement mauvaise : *ce n'est pas étonnant que les hommes ne marchent plus.* Nous aussi, nous avons refusé de prendre les tranchées. *Ils peuvent nous mettre en prison; peut-être qu'ainsi la guerre sera finie pour moi.* »

Ainsi, une fois de plus, s'imposait à l'ennemi l'impression de notre puissance. Et c'est à cette puissance qu'il a été contraint de céder, en dépit d'une résistance acharnée et de contre-attaques réitérées dont la rage n'a fait que s'exaspérer au cours de ces trois mois. Ce fait suffirait à montrer l'importance des positions que nous lui avons ravies. Il ne s'est pas couvert de l'insignifiance d'une perte qui n'aurait pas valu ce qu'elle eût coûté à recouvrer. C'est le prétexte qu'il avait donné lors de sa défaite à Douaumont : ce point n'offrait plus d'intérêt, du moment que l'on renonçait à l'entreprise de Verdun. Et le commandement venait encore, par sa récente retraite, d'offrir un exemple frappant de son indépendance à l'égard du « qu'en

dira-t-on » et de sa liberté d'esprit au sujet des sacrifices de terrain.

Mais il n'en allait pas de même cette fois. Jamais il ne s'est agi d'un repli sur les positions que nous venons de conquérir. Ces positions étaient le pivot de la manœuvre d'Hindenburg : la sécurité de la manœuvre reposait tout entière sur la solidité du pivot. Ce n'est pas tout : c'étaient ces falaises dominantes, ces situations de crêtes et de hauteurs dont l'armée allemande a, dès le premier jour, su s'assurer la possession. L'immense falaise du Chemin des Dames, qui court tout le long de la vallée de l'Aisne comme la muraille de quelque citadelle géante, commande toute la contrée de Soissons jusqu'à Reims; c'est à ce butoir que se heurta notre poursuite après la Marne. Là, dans les durs combats d'octobre 1914, s'étaient brisés tous nos efforts pour escalader cette muraille; là s'était produite la grande poussée allemande de janvier 1915, pour nous refouler au Sud de l'Aisne. De là-haut l'ennemi voyait tout à la ronde. Pas un de nos mouvemens ne lui échappait, et il nous cachait tous les siens à la faveur du couloir de l'Ailette. La crête de Vimy jouait le même rôle devant les plaines de Picardie, et le massif de Moronvilliers devant celles de Champagne. C'était le théâtre de nos offensives de mai 1915 en direction de Lens, et de celle de septembre pour culbuter l'ennemi dans la vallée de la Suippe. Dans toutes ces batailles, il avait réussi à garder les hauteurs. Aucun effort n'était parvenu à l'en déloger. Il songeait moins que jamais à les abandonner : qui a les vues, tient le pays. Il en était le maître soit pour la défensive, soit pour tout autre dessein qu'il pourrait méditer. On voit toutes les raisons qu'il avait de tenir à cette ligne. Il venait de la renforcer encore d'après les dernières recettes du système Hindenburg : c'était le *neç plus ultra* de la fortification. Cette ligne est maintenant tout entière entre nos mains. La situation est retournée : c'est nous qui voyons chez l'Allemand comme il voyait chez nous. Toute la ceinture d'observatoires qui lui servait à surveiller chacun de nos mouvemens, à régler le tir de ses canons, à deviner nos gestes, à préparer ses plans, lui échappe : nous lisons dans son jeu comme il lisait dans le nôtre. Il perd sa base d'opérations. Il faut qu'il reprenne celle-là ou qu'il en cherche une nouvelle quelque part en arrière. Il se prévaut, en attendant, de nous avoir

interdit d'aller plus loin que cette ligne. Il est vrai qu'il a réussi à retarder notre avance. Mais le temps ne fait rien à l'affaire : il y a dans la situation qui vient d'être créée des conséquences fatales qu'aucune controverse n'empêchera de se dérouler.

Ce n'est pourtant là encore que le petit côté de l'affaire. Pour en comprendre toute l'importance, il faut savoir ce qu'il en coûte à l'armée allemande et de quels prodigieux sacrifices l'ennemi a payé la perte de ses lignes.

On a vu que les Allemands, au commencement de la bataille, avaient sur le front occidental 147 divisions; dès le début de mai ce nombre était élevé à 156, sur un total de 234, c'est-à-dire que l'ennemi nous opposait les deux tiers de l'ensemble de ses forces, le front oriental absorbant le dernier tiers. Ce chiffre n'a pas été sensiblement diminué.

De ces 156 divisions l'ennemi, dans le premier mois de la bataille, s'est vu contraint d'en engager 87, et dans le second 25 autres, ce qui forme pour cette période un total de 112 divisions engagées. 23 ont subi le feu deux fois. — Un an de Verdun n'avait coûté que 56 divisions. Six mois de la Somme en ont coûté 96. *L'usure résultant de la dernière bataille est donc environ double de ce qu'elle a été dans les batailles passées* (1); et comme on sait que l'effet des pertes est fonction de la rapidité et qu'elles sont d'autant plus graves qu'elles se précipitent en moins de temps, on peut dire que jamais l'Allemagne n'avait, au cours de la guerre, subi plus effroyable et plus mortelle saignée.

Le jeu des relèves, la manière dont l'ennemi engage ses forces dans le combat ne sont pas moins instructifs. A la date du 1er avril, les Allemands disposaient en arrière du front d'une réserve d'environ 40 divisions reposées; 9 autres étaient en route pour se joindre aux premières : c'était une masse fraîche de plus de 50 divisions, soit le tiers des forces totales sur le front occidental.

Dès la fin d'avril, toute cette réserve a été absorbée. Il faut alors puiser dans les secteurs tranquilles comme dans un

(1) Le tableau suivant est très clair. On compte le nombre de relèves ou de passages de divisions :

Septembre-Octobre 1916 (2 mois).		1917 (9 avril-8 mai).	
Verdun	18 divisions	Artois	43 divisions
Somme	82 —	Aisne-Champagne.	60 —
Total. . .	100	Total. . .	103

réservoir pour alimenter la bataille, afin de remplacer les divisions éprouvées : les troupes retirées du combat sont remises en ligne à la place de celles que l'on envoie dans la fournaise. On leur donnait d'abord quelques jours de répit ; une division épuisée ne reparaissait en secteur qu'après deux ou trois semaines ; on lui laissait le temps de se refaire et de reprendre haleine. Bientôt, plus de ces ménagemens. Les débris des troupes démolies sont jetés sans transition de la bagarre dans quelque coin de l'Argonne ou des Hauts-de-Meuse, en bouche-trou ; la 2e division de la Garde, écharpée du 5 au 10 mai sur le plateau de Californie, se retrouve le 16 mai dans le secteur de la Harazée ; la 28e de réserve, abîmée vers Craonne et Chevreux, est relevée de là le 18 mai pour prendre la garde, le 25, sur la côte du Talou. Il n'y a dans l'intervalle que le temps du voyage. On n'impose pas volontiers de tels efforts aux hommes : il saute aux yeux que le commandement est à court de ressources.

Ce surmenage suffit à peine à faire face aux besoins. L'usure s'accélère dans des proportions effrayantes, à mesure que nos coups se précipitent. Les divisions qui ont reçu l'attaque anglaise du 9 avril n'ont été retirées du front qu'au bout de six jours. Après notre attaque du 16, les troupes sont usées en quatre jours. Après l'attaque anglaise du 7 juin, à Messines, en quarante-huit heures : deux jours ont suffi à les dévorer. Trois divisions ont dû être retirées le soir même. L'une d'elles, la 3e bavaroise, ne tenait les tranchées que depuis la veille. Elle a donc pris le secteur, s'est fait détruire et a été ramenée en arrière, le tout en vingt-quatre heures.

Dans quel état se trouvent les unités retirées du front ? Quel est pour chacune le degré d'épuisement où les a laissées la bataille ? Les chiffres suivans pourront en donner une idée ; il ne s'agit que de divisions auxquelles il a été fait plus de 500 prisonniers :

ATTAQUE ANGLAISE DU 9 AVRIL

14e	division	bavaroise	2 800	prisonniers
11e	—	—	2 200	—
17e	—	Réserve	2 100	—
79e	—	—	1 600	—
1re	—	—	1 500	—
18e	—	—	500	—
			10 700	dont 4 300 Bavarois.

ATTAQUE FRANÇAISE DU 16 AVRIL

9e division réserve bavaroise .	2 383	14e réserve bavarois. .	985
		3e — —	979
21e division.	2 319	80e régiment	972
5e — réserve bavaroise . .	1 929	10e réserve bavarois.	831
43e division réserve.	1 374		
	8 005 dont 4 312 Bavarois.		

Un calcul empirique, le plus souvent vérifié, montre que le chiffre des prisonniers représente communément le tiers ou le quart du chiffre total des pertes. Les unités dont on parle ici sont donc des unités pratiquement anéanties. La 45e de réserve, éreintée le 5 mai dans la région de Laffaux, est arrivée en Woëvre à l'état de squelette, avec des effectifs de vingt hommes par compagnie. Il y a tel régiment dont il ne subsiste que le souvenir : nous avons fait des prisonniers des trois bataillons, et tué ou mis hors de combat ce qui ne s'est pas rendu. Tel a disparu en entier comme dans un cataclysme; c'est le cas, par exemple, du 476e (242e division), qui a eu deux bataillons engloutis dans le tunnel du Cornillet, tandis que le troisième se faisait détruire, à la surface, dans une série de contre-attaques. La presse a publié le récit de la première descente qu'on ait faite dans ce sépulcre : on trouva les galeries obstruées par sept ou huit cents cadavres et, au milieu de ce charnier, un brancardier fou, accroupi entre quatre bougies.

A ces pertes déjà formidables viennent enfin s'ajouter celles des contre-attaques. Il ne s'est presque pas passé de jour, depuis le 16 avril et le 5 mai, sans que les Allemands essayassent de reprendre quelque lambeau de leurs anciennes lignes. C'est tantôt sur la charnière du moulin de Laffaux, tantôt sur l'isthme d'Hurtebise, sur les musoirs de Vauclerc ou de Californie, ou sur les dômes de Moronvilliers, le « Casque » ou le « Téton, » qu'ils renouvellent leurs efforts presque quotidiens. Sans doute, le plus grand nombre de ces opérations ne sont que de forts coups de main, menés par quelques bataillons. La première attaque d'ensemble se produit le 20 mai, sur le Chemin des Dames, et il est déjà surprenant que l'ennemi ait eu besoin de quinze jours pour réagir. Dans la nuit du 2 au 3 juin, il jette sur le saillant de Californie deux divisions nouvelles arrivées de Russie : elles se font exterminer sans résultat;

l'attaque devait se produire en quatre « vagues » successives ; les deux dernières ne parviennent même pas à déboucher. Il se passe alors tout un mois avant que l'ennemi, en dehors des affaires de détail, soit capable de monter un nouveau coup de grand style : l'attaque est lancée le 3 juillet, sur un front de 17 kilomètres, avec un effectif de 45 000 hommes. Elle s'écrase sur nos positions, sans les faire bouger d'une ligne, sans faire un prisonnier, et reflue en désordre avec des pertes cruelles. Le fait est grave. « Toute doctrine défensive est fondée sur l'axiome que l'assaillant s'use plus vite que le défenseur. Si c'est le contraire qui arrive, si la défense perd plus de monde que l'attaque, tout en cédant le terrain et en subissant la dépression morale qui accompagne le recul, la défensive n'a plus de sens miiltaire, et n'est plus qu'un aveu désastreux d'impuissance (1). »

Un désastre : le mot n'est pas trop fort pour exprimer le résultat de la campagne par rapport à l'armée allemande. La perte semble passer la proportion connue. « *Incroyable,* » nous dit une lettre d'Allemagne. En prenant la mesure ordinaire, qui est d'un prisonnier pour 4 ou 5 blessés ou tués, les 63 000 prisonniers comptés jusqu'au 1er juillet devraient donner une perte totale, à cette date, de 250 000 ou de 300 000 hommes. *Or, nous tenons de bonne source que la perte réelle était, le 27 mai, de 350 000 hommes*; ce compte ne comprend ni les 30 000 hommes de l'affaire de Messines, ni la « note » des contre-attaques des 30 et 31 mai à Moronvilliers, du 3 juin sur le plateau de Craonne, du 20 juin à Vauxaillon, du 29 juin autour de Cerny, du 3 juillet sur les dix-sept kilomètres du Chemin des Dames, des 20 et 22 juillet enfin sur les promontoires de Vauclerc et de Californie. Là s'est engagée une bataille qui rappelle les plus sanglantes époques de la bataille de Verdun. A un an d'intervalle, le Kronprinz renouvelle les pratiques meurtrières de sa tactique enragée. Il avance sur des hécatombes. Chacun de ses pas coûte un carnage. On sera modéré en estimant à 450 000 ou à 500 000 hommes l' « addition » des trois premiers mois de la campagne.

Une des conséquences immédiates a été celle-ci. On a vu que l'Allemagne, par un prodigieux effort, s'était imposé un

(1) *Journal des Débats, Situation militaire.*

programme de créations et était parvenue à le réaliser; à la fin de l'hiver, elle avait mis sur pied 13 divisions nouvelles (série 231) dont 10, au mois d'avril, se trouvaient sur notre front; elle était en train de forger les régimens 600 pour en former encore une douzaine d'autres divisions (série 251) : 42 de ces régimens étaient déjà tout prêts dans les dépôts de l'intérieur. Mais l'usure de la bataille a été si rapide que l'Allemagne renonce aux créations projetées. Aucune des divisions de la nouvelle série n'a pu être envoyée sur le front; leurs régimens se voient dissoudre à peine formés pour combler les vides des unités exténuées. Dès la fin de mai, douze d'entre eux sont déjà disloqués, et servent à replâtrer les divisions les plus malmenées. C'est ainsi que la 44e de réserve reçoit pour se remonter 700 hommes du 614e. 1 000 hommes du 624e et un bataillon du 625e servent à reconstituer la 56e division. Voici d'autres exemples; les régimens suivans ont été démembrés :

Le 613e (de Zossen)	pour renforcer la	1re division de rés. de la Garde.
Le 619e (Magdebourg)	—	79e division de réserve.
Le 620e (Itzehœ)	—	18e division.
Le 626e (Rastadt)	—	29e —
Le 627e (Ulm)	—	27e —

C'est le remède héroïque de la transfusion du sang; mais le donneur périt pour sauver le malade.

On voit quel désordre profond l'hémorrhagie de ces deux mois apporte jusque dans les forces vives de l'Allemagne. Cette perte n'absorbe pas seulement la réserve normale des dépôts de recrues : toute la classe 1917 est au feu depuis le mois de mars; la classe 18 a commencé d'apparaître sur le front. On incorpore la classe 19 : l'Allemagne mange son blé en herbe. Pour pallier le danger, elle est contrainte de démolir la machine nouvelle qu'elle construisait avec amour et de jeter à la fonte, en vrac, le métal humain qu'elle choyait comme l'arme secrète de sa victoire.

V. — CONCLUSION

En résumé, l'Allemagne, au début de 1916, pour prévenir notre offensive de la Somme, prend les devans et attaque elle-même à Verdun. En 1917, dans une situation analogue,

elle ne trouve que l'expédient du repli « volontaire : » c'est la seule ressource qui lui reste pour reconquérir l'initiative. Elle se flatte de gagner du temps, de nous réduire à l'impuissance par sa campagne sous-marine, et de nous écraser peut-être avec l'armée nouvelle qu'elle s'occupe de rassembler. Au rebours, elle est mise en demeure d'accepter la bataille. Elle rompt sur toute la ligne. Elle perd un ensemble de positions capitales, sur lesquelles ses efforts s'appuyaient depuis deux ans. La base matérielle de ses opérations lui échappe, avec le pouvoir de les exécuter : l'épée lui a sauté des mains.

Contrainte depuis un an à subir la pression et la volonté de l'adversaire, elle comptait sur la retraite pour desserrer l'étreinte et sur les sous-marins pour lui faire lâcher prise ; elle cherche en même temps à dénouer par l'intrigue les liens de l'Entente et négocie avec la Russie, afin d'avoir les mains libres contre l'Angleterre et la France. Des 156 divisions qu'elle avait réunies, grâce à cette sorte de trêve du front oriental, il ne lui en restait plus, vers le 15 juin, que 24 à engager dans la bataille, si l'on ne tient pas compte de 20 divisions de landwehr qui ne sont pas des troupes d'attaque. C'est avec ce capital singulièrement réduit que le commandement entreprend de restaurer ses affaires et lance les assauts ruineux de juin et de juillet.

Telle est la situation de l'armée allemande à la date où j'écris : ses positions perdues, avec un matériel immense et beaucoup plus de 400 000 hommes ; une armée blessée, qu'on est en train de rebouter avec les élémens destinés à d'autres desseins; la classe 18 entamée ; la maîtrise des opérations évanouie sans remède, avec la ligne qui l'assurait et les réserves neuves qui devaient en être l'instrument ; les plans de l'Empire abattus du même coup que ses forces. A la même heure, le front oriental se ranime et les bataillons d'Amérique défilent sur notre sol.

Sans doute, l'offensive russe a été suivie de prompts revers. Trahi en plein élan, Broussiloff a dû évacuer presque toute la Galicie. Mais la Révolution s'est déjà ressaisie. Elle répond à la trahison en organisant la Terreur. La liberté, l'honneur sauront sauver encore la patrie en danger. Déjà les choses s'améliorent : l'Allemagne n'a pas eu de quoi exploiter sa victoire ; elle tenait l'armée russe enfermée dans sa main, et n'a pas eu la force de refermer la main. Ce n'est même pas elle qui a provoqué la

Russie, dont la léthargie la servait. Elle s'arrête au bout de six jours pour souffler et compter ses morts. Et de Stanislau, où il est accouru pour lancer à son peuple des bulletins de triomphe, l'Empereur s'inquiète de la recrudescence du canon dans les Flandres. La nouvelle bataille qui commence a déjà pour effet de dégager le front de l'Aisne et de la Champagne; le feu se ralentit sur le Chemin des Dames. La ventouse sera-t-elle suffisante pour aspirer encore quelques-unes des forces du front oriental? Peut-être. En tout cas la Galicie ne rendra pas des hommes à l'Allemagne, et c'est d'hommes qu'elle a besoin pour soutenir la tempête qui crève à l'Occident.

Les affaires de l'Empire demeurent donc très critiques. Toute la situation, en dépit de succès faciles et provisoires, dus moins à la force qui lui reste qu'à d'impardonnables défaillances, est encore dominée à cette heure par l'état de pertes de l'armée et par les périls qu'elle court sur le front occidental, — par le passif de ces trois mois et par la menace de ceux qui s'ouvrent. L'Entente, au contraire, redouble d'énergie et s'apprête à frapper ses coups les plus puissans. Elle voit s'ajouter à ses forces immenses les forces fraîches d'un nouveau monde. C'est dans ces conditions assez graves que l'Allemagne devra pourvoir à sa défense avec des alliés affaiblis et avec une armée qui porte dans le flanc une de ces plaies profondes dont il est malaisé de guérir.

***

LA
SITUATION AGRICOLE
EN FRANCE

Faut-il s'inquiéter aujourd'hui, après trois ans de guerre, du problème de la production agricole dans notre pays?

Pour répondre à cette question et justifier une conclusion, nous ne pouvons pas mieux faire que de marquer les principaux traits de la situation faite à nos cultivateurs, d'en indiquer les dangers, et de faire connaître les remèdes dont l'expérience a prouvé l'efficacité. Nous l'affirmons, à cette heure, avec une parfaite sincérité : il est nécessaire de se préoccuper du problème agricole, sinon de s'en inquiéter, et l'enquête à laquelle nous venons de nous livrer, en parcourant nos campagnes, démontre clairement l'urgence de l'application d'une réforme générale.

Au lieu de parler, au lieu de légiférer, au lieu de décourager par la contrainte, il faut agir, et surtout laisser agir tous ceux, *toutes celles* aussi qui mettent en valeur, avec leurs bras robustes et leurs mains adroites, le sol de la France.

LA HAUSSE DES PRIX ET LES DOLÉANCES DU PUBLIC

S'il est malaisé, ou parfois impossible de connaître, avec quelque exactitude, les quantités de denrées alimentaires produites dans nos campagnes, rien n'est plus facile, au contraire, que de constater la marche des prix. A cet égard, toutes les

ménagères dressent des statistiques qu'elles croient exactes, et formulent des plaintes qu'elles trouvent justifiées. Depuis le printemps de l'année 1915, il s'est produit une hausse *générale* des alimens d'origine végétale ou animale. Au cours d'une récente tournée faite dans nos départemens depuis la Normandie jusqu'à la Provence, en passant par le Limousin et les Charentes, nous avons relevé nous-même les mercuriales, et comparé leurs chiffres avec ceux des périodes précédentes.

Il est parfaitement établi que l'élévation des cours est *générale* et *considérable*. Elle est générale en ce sens qu'elle porte sur tous les produits du sol sans distinction, et qu'elle n'est pas spéciale à certaines régions. Qu'il s'agisse du bétail et de la viande, du lait, du beurre et des fromages, des grains et des légumes, des fruits, du vin ou du cidre, on observe toujours une hausse variant de 20 pour 100, à 100 pour 100, par rapport aux moyennes des années 1913-1915.

La hausse n'est donc pas seulement générale, elle est encore considérable.

Sans doute, l'intervention de l'État a pu limiter parfois cette hausse, en taxant certains produits. Mais la taxe ne modifie pas les prix réels, ceux qui résulteraient normalement du jeu de la concurrence et des effets de la liberté des transactions; elle dissimule ces prix réels pratiqués et acceptés au besoin par les particuliers, en marge de la loi qui les gêne, et de plus, comme l'État est bien forcé de subir la règle commune, comme son action ne s'exerce pas à l'étranger, toutes les importations faites sont cotées aux cours *vrais*. Le consommateur qui bénéficie de la taxe et le producteur qui en souffre, supportent à titre de contribuables les conséquences des achats faits à perte pour dissimuler la réalité et retarder le règlement inévitable des *différences* dont l'État est responsable!

Que faut-il penser de la hausse dont nous parlons et que nous avons partout constatée?

Assurément elle étonne les gens mal informés, elle irrite tous ceux dont elle froisse les intérêts, et enfin elle fait supposer au public que nous souffrons d'une disette, d'une énorme réduction des disponibilités ordinaires. A la gêne réelle imposée aux Français dont le revenu modeste est en même temps un revenu *fixe*, s'ajoute une inquiétude morale qui se traduit par des plaintes, par des appels à l'intervention de l'État, et par

des achats de précaution portant sur des denrées de conservation facile, — sucre, œufs, légumes secs, salaisons, farines. Ces achats, multipliés en raison même de la hausse nouvelle que l'on redoute, précipitent l'élévation des prix et correspondent à un état d'esprit qui influe sur la cote en même temps qu'il paraît justifier ou excuser l'ingérence de plus en plus marquée de l'État dans le domaine économique.

En fait, comme nous le montrerons bientôt, la hausse des prix est parfaitement justifiée par les conditions nouvelles de la production agricole, en France, et de la concurrence étrangère

De plus, la hausse ne correspond nullement à une réduction énorme ou désastreuse de la production au point de vue des quantités.

Jusqu'à présent, au contraire, les denrées restent abondantes, — relativement, — c'est-à-dire qu'en dépit des difficultés prodigieuses dont doivent triompher les agriculteurs — et les femmes de nos agriculteurs mobilisés, les récoltes ou les produits sont loin d'avoir diminué dans la proportion que semblerait indiquer l'élévation des prix. Une hausse de 100 pour 100 ne correspond nullement à une diminution de moitié du total des quantités réellement disponibles. Et c'est cela qu'il faut bien noter et comprendre pour juger sainement la situation agricole, au lieu de parler de famine et de désastre. C'est cela que nous avons constaté.

Enfin la hausse n'a pas d'adversaire plus redoutable que la hausse elle-même, en ce sens que l'appât d'une *recette* de plus en plus élevée, équivalant souvent à un *profit* de plus en plus grand, stimule les énergies, éveille les désirs de gain, et fait des miracles qui se traduisent précisément, à la même heure, sur tous les points du territoire, par un labeur obstiné. Ce labeur maintient la production, l'assure, et prévient, à coup sûr, les réductions dont la hausse des prix conduit à exagérer l'importance quand on ne réfléchit pas et qu'on n'observe pas les faits sur place.

Distinguons donc avec soin la marche des prix et les variations de la production. Écoutons avec sympathie les plaintes de ceux qui souffrent réellement de la hausse parce qu'elle réduit leur bien-être, mais n'oublions pas ce que tant de gens oublient à cette heure : c'est que nous sommes en guerre. La lutte formidable, subie avec tant de fermeté et poursuivie par la France

avec tant de courage, doit avoir d'inévitables répercussions sur le bien-être de tous. Il est aussi déraisonnable que puéril d'exiger que personne ne souffre des conséquences de la guerre.

Quelles ont été précisément ces répercussions en ce qui touche les conditions de la production rurale? C'est ce que nous allons dire en utilisant tous les renseignemens recueillis par nous depuis plus d'un an.

LES CONDITIONS NOUVELLES DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN FRANCE

Deux faits caractérisent les conditions nouvelles de la production agricole dans notre pays à l'heure où ces lignes sont écrites : il s'agit tout d'abord de l'extraordinaire rareté de la main-d'œuvre, de la hausse de son prix et des exigences exceptionnelles du travailleur salarié ; il s'agit, en outre, de l'élévation du prix de toutes les matières qu'utilisent et achètent nos agriculteurs, de telle sorte que l'augmentation de leur coût de production comporte nécessairement, autant que logiquement, la hausse du cours de leurs denrées.

Insistons sur ces deux points.

Il est clair que la mobilisation a privé nos campagnes de tous les travailleurs, de tous les chefs d'exploitations notamment, qui étaient en âge de se battre. A cet égard, aucune preuve n'est nécessaire : l'évidence s'impose. Les femmes, les enfans, les adolescens, les hommes d'âge mûr et les vieillards constituent assurément une réserve fort importante, et la nécessité de travailler a été acceptée par tous ces braves gens, par toutes ces courageuses femmes en particulier. Leur éloge n'est plus à faire. Ils concourent tous de la façon la plus efficace à entretenir la vie nationale, et, par suite, à défendre la patrie. On a eu raison de dire que le patriotisme était la religion du sol. Personne ne pratique cette religion avec plus de ferveur que nos « paysans, » les *gens du pays!*

L'énergie, l'expérience et, disons-le sans fausse pudeur, le désir de gagner, ont rendu possible l'exploitation de notre territoire par les habitans des campagnes ; mais il leur a fallu rechercher des auxiliaires salariés. Ceux-ci, devenus très rares, se sont montrés très exigeans au double point de vue de l'alimentation et du prix de la main-d'œuvre.

Le vin ou le cidre, la viande au moins deux fois par jour, le café, sont le plus souvent exigés par les ouvriers nourris et par les domestiques.

Remarquons, à ce propos, que les salariés agricoles ne supportent pas les conséquences de la hausse des denrées alimentaires. C'est le patron, c'est l'employeur qui subit les augmentations de dépense et qui voit s'élever le prix de revient de ses produits.

Enfin, les gages ou salaires ont suivi une marche ascensionnelle encore plus rapide que celle des principales denrées alimentaires.

Dans nos départemens du Centre, un jeune homme de dix-sept ans pouvait déjà gagner, en 1914, de 500 à 600 francs par an comme domestique de ferme, et il était, bien entendu, nourri et blanchi. Ces gages se sont élevés à 800 francs en 1915 et à 1 200 francs en 1916.

Pendant la période des grands travaux de la fenaison et de la moisson, un ouvrier de la même région gagnait, en 1914, de 6 à 7 francs par jour, et son salaire a varié de 7 à 10 francs en 1915, puis de 10 à 12 francs en 1916. Le tâcheron nourri peut obtenir aisément 3 francs par jour pendant les autres périodes de l'année, et les femmes exigent 2 fr. 50. Fort souvent le coût de la main-d'œuvre a doublé depuis le commencement de la guerre.

Le prix des engrais industriels a également augmenté de 100 pour 100 au moins. Tel est le cas pour le superphosphate de chaux et le nitrate de soude. Les alimens destinés au bétail pour compléter les rations de fourrage ou de racines ont subi une hausse de 80 pour 100.

Il y a plus, et nous nous bornons ici à reproduire les notes que nous ont dictées des gens parfaitement informés :

« Le charron, le maréchal ferrant ont doublé et parfois triplé leurs prix. Les socs de charrue ont doublé de valeur, et le prix des instrumens agricoles a augmenté de 30 à 100 pour 100. Cette hausse continue. »

En regard de ces chiffres, il est intéressant de placer ceux qui se rapportent aux cours des principaux produits du sol. Il y a six mois environ, avant la hausse désordonnée qui a eu pour causes de fâcheuses mesures administratives et la difficulté des transports, l'élévation du prix des denrées agricoles

était bien moins considérable qu'on ne le suppose. Les cours dont nous parlons sont des prix de gros, bien entendu, et non des prix de détail. Voici les variations relevées par un homme dont la sincérité et la compétence nous inspirent une entière confiance. Il s'agit des moyennes constatées dans la même région du Centre de la France.

Le quintal de blé, vendu 27 francs en 1914, valait seulement 32 francs en 1916, à cause de la taxe qui en réduisait le prix.

La hausse n'atteint que 18 pour 100.

Le quintal d'orge valait 20 francs en 1914 et 25 francs en 1916.

La hausse s'élève à 25 pour 100.

L'avoine, cotée 22 francs en 1914, était vendue 35 francs en 1916.

La hausse atteint 51 pour 100.

Les pommes de terre ont subi une hausse de 20 pour 100 seulement, dans le même intervalle.

Pour le bétail, citons les plus-values suivantes dans le cours des deux années 1914-1916 :

Bœuf, au poids vif.	30	p. 100
Mouton —	27	—
Porc —	106	—

On voit que, sauf pour le porc, les hausses constatées ne sont pas aussi considérables que l'élévation des salaires, du prix des engrais, ou du cours des alimens destinés au bétail !

Par contre, les fromages ont à peu près doublé de prix, et le beurre, qui valait 3 francs par kilo, est vendu près de 5 francs, accusant ainsi une hausse de 60 pour 100. Bien entendu, le lait a subi une augmentation de prix analogue, bien qu'elle soit, en général, moins marquée.

Voici un exemple pris sur le vif à propos des fromages et du lait :

Dans le Cantal, la hausse de la *tomme* dépasse 100 pour 100 et sa fabrication fait ressortir la valeur du litre de lait à 40 centimes environ.

Dans ces conditions il est clair que le lait vendu à l'état frais dans les villes ou villages s'élève rapidement pour se rapprocher du cours obtenu par les fromagers. Il est bien certain que dans

la Franche-Comté, par exemple, la hausse des « Gruyère » a exercé la même influence sur le prix du lait vendu en nature, à l'état frais. La valeur du produit industriel a pour contrepartie la valeur de la matière première, et la hausse du premier entraîne la hausse de la seconde.

« Il est déplorable, dit-on, de voir augmenter le prix des denrées de première nécessité! »

La hausse n'est-elle pas expliquée et, en somme, parfaitement justifiée par les conditions nouvelles de la production? Qui pourrait le nier quand on a vu quels étaient désormais les salaires et les cours des produits dont les agriculteurs font usage?

Que n'a-t-on pas dit cependant à propos de la hausse? Toute variation de prix dans le sens de la cherté apparaît au public comme une sorte d'attentat contre la tranquillité de tous et contre les intérêts de la société. La cherté des denrées alimentaires ne peut être, à ses yeux, que le résultat d'une entente frauduleuse et criminelle, d'une insupportable avarice, ou d'un accaparement dont il faut châtier les auteurs avec une impitoyable sévérité. Sans doute les esprits, plus exaltés et généreux que perspicaces et réfléchis, se bornent d'ordinaire à blâmer les intermédiaires, les négocians, les revendeurs, les marchands au détail, mais, en ce moment, ils n'hésitent plus à dénoncer les agriculteurs eux-mêmes. Ils croient très sincèrement que ces derniers veulent s'enrichir aux dépens d'autrui, et ils disent que la terre, l'air, l'eau et le soleil n'ayant pas changé de prix, les denrées agricoles fournies par la Nature ne devaient pas subir une hausse! Ce sont là de pauvres raisonnemens. L'agriculture comme toutes les industries est obligée de faire des avances, et les valeurs qu'elle consomme pour produire doivent avoir pour contre-partie des valeurs au moins égales représentées par ses recettes. Parmi ces avances figurent précisément les salaires, les matières premières achetées par les cultivateurs, semences, engrais industriels, alimens donnés au bétail et fournis par l'industrie. Dès lors, la hausse de ces avances comporte logiquement l'élévation du prix des denrées agricoles.

Les cours montent ainsi sans que les cultivateurs soient le moins du monde responsables de cette marche ascensionnelle Jamais le producteur rural ne fixe les prix; jamais il n'accapare ou ne constitue des groupemens capables de provoquer un

renchérissement. On sait avec quelle lenteur et quelles difficultés les syndicats agricoles ont été établis dans notre pays où ils ne groupent d'ailleurs qu'une minorité. Combien il serait plus difficile encore de former des coalitions ou des trusts agricoles sur tout le territoire du pays! Jamais on n'a pu nous signaler une seule tentative réelle d'accaparement!

La hausse ne pourrait être efficacement combattue ou limitée que par la concurrence étrangère et par la liberté des importations. Or, la cote des marchés étrangers a subi les mêmes fluctuations que les mercuriales françaises, et, d'autre part, nos tarifs douaniers mettent un obstacle aux entrées des produits capables de concurrencer les nôtres. En outre, l'élévation des prix de transport exagère l'action des droits de douane et les rend prohibitifs.

Enfin, il faut se souvenir que si la France n'est pas menacée de la disette, il est cependant bien certain que les quantités produites et disponibles pour la vente ont diminué sous une double influence : celle de la réduction de la main-d'œuvre jointe à la diminution des stocks de matières fertilisantes, et celle des agens atmosphériques qui ont été peu favorables, notamment à la production des grains en 1916. Cette rareté toute relative des denrées agricoles a exercé naturellement une action sur les cours et ne pouvait que contribuer à leur relèvement.

Mais, remarquons-le bien parce qu'il importe de ne pas exagérer, et surtout de ne pas parler de famine ou de disette, *notre production agricole reste encore suffisante pour satisfaire à nos besoins, si nous savons faire un utile emploi de nos ressources en renonçant momentanément au bien-être que trop de gens considèrent comme une nécessité.*

Bien que les conditions de la production aient changé, bien que les quantités produites aient diminué, nous disposons encore de quantités supérieures à celles que l'on considérait comme normales, en pleine paix, il y a soixante ans.

Ainsi la production annuelle de blé constatée durant la période 1842-1861 s'élève, en moyenne, à 60 millions de quintaux. Eh bien! la moisson de 1916 a été supérieure à ce chiffre, si l'on y joint la récolte disponible de l'Algérie-Tunisie. On faisait, il est vrai, un plus large usage, à l'époque dont nous parlons, sous le règne de Louis-Philippe, des céréales infé-

rieures, telles que le seigle, le maïs ou le sarrasin, mais rien ne nous empêche de reprendre cette tradition au lieu de dépenser des centaines de millions que l'État consacre (aux frais des contribuables) à des achats de blés étrangers. Nos finances s'en trouveraient mieux, et nos forces ne seraient nullement affaiblies pour cela.

On dit que notre troupeau a diminué, et nous croyons, en effet, que son poids a été réduit parce que nombre d'animaux adultes ont été sacrifiés. Mais, d'une part, les jeunes bêtes qui vont remplacer les absens arrivent plus vite qu'autrefois à leur développement maximum, et, d'autre part, le poids de chacune d'elles est plus élevé qu'il y a cinquante ans. Avec nos effectifs réduits, nous pouvons fournir encore, par tête d'habitant, plus de viande que sous le second Empire. Ce poids ne s'élevait qu'à 20 kilos environ vers 1862, et il atteignait 57 kilos en 1900, d'après les évaluations officielles. Or, notre troupeau peut certes produire encore beaucoup plus de la moitié de la quantité de viande fournie par lui il y a seize ans. Nos disponibilités restent donc supérieures à ce qu'elles étaient en 1862, et personne ne parlait à cette époque de jours sans viande, de disette ou de souffrances !

Ces observations générales se trouvent confirmées par nos informations personnelles. En Normandie, dans le Nivernais, le Bourbonnais, l'Auvergne, nous avons constaté la présence d'un bétail plus jeune, comme âge moyen, que durant les années antérieures; mais ce bétail est nombreux, en excellent état, et l'élévation de son prix encourage les éleveurs qui réalisent de sérieux profits. Nous nous trouvions dans le Cantal à la fin de septembre, au moment où les troupeaux descendaient de la montagne. Il est impossible de voir des animaux en meilleur état, et, dans cette région, les réserves sont abondantes.

C'est là une certitude qui s'impose à l'esprit de tout observateur attentif.

Souvenons-nous, enfin, que la guerre nous impose des sacrifices, et apprenons à nous contenter de ce qui paraissait suffisant à nos pères. C'est ce que nous devons affirmer sans hésitation, en achevant de présenter les observations que nous suggère l'étude des conditions nouvelles de notre production agricole.

LA QUESTION DE LA TAXATION ET LES DANGERS DE LA FIXATION ARBITRAIRE DES PRIX

Nous avons signalé plus haut les doléances du public à propos de la cherté relative des denrées alimentaires. Le consommateur des villes, notamment, a vivement protesté contre la hausse, et, sans s'inquiéter des conditions nouvelles de la production, il a demandé au législateur de le protéger contre les prétentions *intolérables* des intermédiaires, des accapareurs ou des agriculteurs eux-mêmes.

C'est au nom des familles nombreuses, au nom des humbles et des gens de fortune modeste, que les partisans de la taxation ont élevé la voix. Leurs réclamations, leurs appels à l'intervention de la puissance publique ont été d'autant mieux accueillis que la hausse se produisait plus rapidement.

La loi du 16 octobre 1915 permit tout d'abord à l'État de procéder à des opérations de vente et d'achat de blé pour assurer le ravitaillement de la population civile. Ce texte prévoyait les réquisitions imposées aux producteurs comme aux détenteurs de blé, et fixait à 30 francs le prix *maximum* alloué, par quintal, aux propriétaires des grains réquisitionnés. En même temps, le droit de douane, supprimé en 1914, était rétabli. Dès lors, le prix de revient du blé majoré de 7 francs par 100 kilos rendait toute opération impossible pour les particuliers qui ne pouvaient pas utiliser les réquisitions à leur profit. L'État se trouvait ainsi investi de tous les pouvoirs nécessaires pour monopoliser, en fait, le commerce du froment tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Quant à l'agriculteur, il était bel et bien contraint de céder son grain à 30 francs par quintal, alors que le prix normal se fût élevé pour lui à 35 ou 36 francs sous le régime de la liberté du commerce! Enfin, la farine était également taxée.

A ce moment, un partisan enthousiaste de la taxation disait audacieusement :

« Le consommateur qui paie toujours son pain 45 centimes le kilo constate que, dans la crise générale de la vie chère, l'élément essentiel de son alimentation, la base de la nourriture de la famille française, est demeuré invariablement accessible aux petites bourses et aux familles nombreuses. »

En réalité, la taxation imposait à tous les producteurs de blé un sacrifice de 5 à 6 francs par quintal, puisqu'ils se trouvaient contraints de céder leur grain à 30 francs au lieu de le vendre 35 ou 36 francs, et, d'autre part, en achetant du blé au dehors à 38 ou 40 francs pour le vendre 30 francs seulement, l'État faisait une opération commerciale désastreuse dont la perte était naturellement subie par le contribuable! Sans doute, le consommateur bénéficiait d'une réduction de dépense, mais il en supportait partiellement les conséquences sous forme d'impôt, et il forçait le cultivateur à subir une véritable confiscation.

Est-il besoin de dire que les producteurs de blé accueillirent avec la plus vive irritation une mesure qui réduisait leurs recettes au moment où leurs dépenses augmentaient? Nous avons constaté partout, au cours de nos voyages, le fâcheux effet moral de la taxation imposée aux agriculteurs. Une conséquence déplorable de l'intervention arbitraire du législateur fut bientôt constatée. Les autres grains, et notamment l'avoine, n'ayant pas été taxés au même moment, leur cours s'éleva rapidement et dépassa même très largement celui du blé. Les agriculteurs avaient dès lors intérêt à vendre l'avoine ou l'orge et à faire consommer le blé par leurs animaux de ferme. Cette substitution fut, en effet, opérée, et nous avons *vu* sur la place du marché de X..., à 100 kilomètres de Paris, les musettes des chevaux pleines de blé! Bien entendu, les quantités de froment ainsi consommées par le bétail devaient être remplacées, et l'État se voyait forcé d'acheter fort cher à l'étranger le poids de grains que le cultivateur donnait aux animaux au lieu de le porter au moulin pour servir à la fabrication de la farine et du pain. La perte subie de ce fait, s'est trouvée aggravée par les dépenses de transport depuis le lieu de débarquement jusqu'au point où le blé devait être amené, moulu et consommé sous forme de pain. Enfin, une autre conséquence de la taxation arbitraire du blé ne tarda pas à être connue. Comme il est toujours plus facile de produire de l'avoine et de l'orge que du blé, comme ces deux premières espèces de grains sont semées notamment au printemps, on a constaté que les agriculteurs réduisaient les surfaces consacrées aux blés d'automne pour augmenter l'étendue des champs réservés aux autres céréales. D'ordinaire cette pratique se trouve en opposition avec l'inté-

rêt du producteur parce que le produit en argent d'une récolte de blé est largement supérieur à celui de la récolte d'orge et d'avoine sur la même terre; mais la taxation ayant désormais bouleversé l'ordre normal des choses et déprécié le froment pendant que les autres grains montaient de prix, il devenait au contraire avantageux d'augmenter la production des céréales communes en réduisant d'autant celle du froment.

On pourrait dire, il est vrai, que nous raisonnons sur des « espèces, » c'est-à-dire en généralisant abusivement. En réalité, les faits que nous signalons et les craintes que nous exprimons se trouvent exactement confirmés et justifiés par le ministre de l'Agriculture lui-même. Dans un rapport daté de mars 1916 et adressé au Président de la République, l'honorable M. Méline insiste sur les dangers de la taxation en demandant que le prix maximum du blé soit porté de 30 à 33 francs par quintal quand le Ministère de la Guerre fera des achats par voie de réquisitions à l'intérieur du pays. Voici comment il s'exprime :

«... Il est du plus haut intérêt pour l'alimentation publique et celle de l'armée, aussi bien que pour le bon état de nos finances, d'intensifier la production du blé qui est le produit français par excellence. Il devient d'autant plus précieux que les cours du blé étranger ne cessent pas de s'élever et la hausse ne fera que s'aggraver. *Chaque quintal de blé étranger introduit en France fait perdre 10 francs au Trésor et augmente la crise du change.*

« Nos agriculteurs ne se refusent pas à faire le maximum d'efforts pour diminuer le déficit en se concentrant sur la production du blé, mais ils sont découragés par le prix fixe et immuable de 30 francs qui leur a été imposé au début de la guerre, et qui était déjà insuffisant. »

Depuis l'automne dernier, il l'est devenu bien davantage, les frais de production et les difficultés de culture n'ayant pas cessé de s'accroître. Ainsi, le ministre constate précisément que les conditions de la production ont changé, et ses conclusions confirment les nôtres.

Voici maintenant le passage relatif aux conséquences fâcheuses de la taxation.

« L'enquête récente publiée par le ministère établit que la surface cultivée en blé a été, en 1915, inférieure de 475000 hec-

tares à celle de 1914. Il est indispensable de s'arrêter sur cette pente pour l'année 1916, et la première précaution à prendre doit s'appliquer aux ensemencemens du printemps qui commencent en ce moment.

« Nos agriculteurs livrés à eux-mêmes choisiront naturellement les céréales qui leur coûtent le moins cher à produire et qui rapportent le plus, et ils donneront la préférence à l'avoine et à l'orge dont les cours n'ont pas cessé de monter. »

La conclusion logique de cette argumentation devait être la suppression de toute taxe, jointe à la liberté du commerce des grains, mais l'honorable ministre de l'Agriculture se borne à demander que la taxe soit relevée à 33 francs pour les achats de l'Intendance, et pour les blés de printemps seulement.

Il est aisé de comprendre que cette mesure sanctionnée par le décret du 14 mars 1916 devait être inopérante. Le relèvement de la taxe ne s'appliquant qu'aux achats de la Guerre, sa portée restait médiocre, et il était, d'autre part, singulièrement difficile de distinguer les blés de printemps des autres blés, une fois la moisson faite !

Ce que nous devons retenir seulement du rapport officiel, c'est la preuve solidement établie des conséquences redoutables de la taxation du blé. Le « découragement » du producteur est notamment signalé d'une façon officielle.

Chose étrange, au lieu de supprimer la taxe du froment, le législateur décida, au contraire, qu'il y avait lieu de taxer désormais les grains tels que l'orge, l'avoine, le seigle, et même les résidus industriels de mouture, c'est-à-dire le son et les issues ! Tel fut l'objet de la loi récente du 17 avril 1916. Bien mieux, un autre texte, celui du 20 avril de la même année, autorisa la taxation, soit par décret, soit par arrêtés préfectoraux, des pommes de terre, du lait, et des légumes secs. Enfin, la loi du 30 octobre dernier permet de fixer arbitrairement le prix des beurres et des fromages, tout en autorisant, il est vrai, la taxation des tourteaux destinés au bétail et que l'agriculteur *achète* tandis qu'il *vend* les autres produits.

Il est clair que le découragement signalé par le ministre de l'Agriculture est devenu plus visible et plus dangereux que jamais. La loi du 29 juillet 1916 a bien élevé d'une façon générale à 33 francs le prix de réquisition du blé, porté récemment à 36 francs, mais le producteur sait parfaitement que les achats

faits à l'étranger par l'État sont beaucoup plus onéreux et que le vendeur français est moins bien traité que le vendeur américain ou argentin. Ce contraste lui paraît inexplicable. Il se demande pourquoi la taxe réduit le montant de ses recettes, non seulement quand il s'agit des grains, mais lorsqu'il est question de lait, de beurre, de fromages, de légumes secs; il n'admet pas que le législateur hésite à taxer dès lors les salaires des ouvriers agricoles, le fer des charrues, et tous les objets qui sont *achetés* par les producteurs ruraux.

D'ailleurs le législateur se rend compte lui-même de la situation faite à l'agriculteur et des sentimens qui l'animent. On a proposé, l'hiver dernier, d'accorder à tout producteur de blé une prime de 3 francs par quintal, et une autre prime de 20 francs par hectare ensemencé au delà de la surface consacrée à la culture du froment en 1915. Cette prime double n'a pas été votée; son effet sur les semailles d'automne a donc été nul, et, d'autre part, le payement de ces allocations spéciales ne pouvait manquer d'entraîner des vérifications, des enquêtes, des lenteurs et des déceptions de toutes sortes!

Ainsi, à l'heure où il conviendrait de stimuler toutes les énergies, de faire appel à toutes les bonnes volontés, de récompenser tous les labeurs utiles, le système de la taxation est au contraire généralisé, il décourage, il irrite, il refuse aux meilleurs serviteurs du pays, à ceux qui le nourrissent, les prix élevés dont bénéficient pourtant ceux qui vendent à ces mêmes agriculteurs, ou leur travail, ou leurs produits industriels.

Certes nous n'approuvons pas le système du *maximum* adopté par la Convention nationale, mais du moins nous faut-il reconnaître que cette Assemblée avait traité les agriculteurs avec moins de partialité et de rigueur, car elle avait taxé les salaires ruraux, les gages, et tous les produits achetés par les « laboureurs. »

Le traitement qui leur est infligé aujourd'hui ne saurait donc manquer de produire les effets déplorables, déjà constatés pourtant sous la première Révolution.

Si nos taxes actuelles réussissent à réduire les prix de vente des produits agricoles en dépit de l'augmentation des dépenses de l'agriculteur, celui-ci cessera de produire. Ce sont les quantités disponibles qui diminueront parce que le cultivateur découragé n'aura plus ni la volonté, ni la possibilité d'accom-

plir sa tâche. Avant même que la taxation ne produise ces effets désastreux, la lutte commencera entre l'agriculteur qui défend ses intérêts légitimes et l'État qui prétend lui imposer un sacrifice arbitraire. Si le producteur ne porte pas ses denrées sur le marché, on devra lui imposer des réquisitions, des visites domiciliaires, lui infliger les peines prévues par les textes en vigueur ou par d'autres lois dont la rigueur devra permettre de triompher de ses résistances!

Est-ce ainsi que l'on espère obtenir ce concert de bonnes volontés, cette ardeur au travail que rien ne saurait remplacer?

Déjà les mêmes moyens ont été employés autrefois, et voici comment un Conventionnel les appréciait : « Je ne parle pas, disait-il, de la tyrannie de ce moyen, — la réquisition, — mais je vous prie de considérer son insuffisance. Il n'y a rien de si difficile que de forcer un homme à se ruiner; s'il y a quelque expédient secret pour l'éviter, soyez sûrs qu'il le découvrira. L'intérêt privé est toujours plus habile que les lois prohibitives ne furent rigoureuses. Recourez aux confiscations, vous serez odieux et mieux trompés, voilà tout. »

Peut-on, d'ailleurs, réquisitionner, emmagasiner et répartir des denrées périssables? Évidemment non! Déjà le problème est fort difficile à résoudre pour le blé, et l'État a trouvé plus simple d'immobiliser des stocks dans les greniers du cultivateur. Mais pour les pommes de terre, qui se corrompent aisément, la question devient à peu près impossible à résoudre.

A propos du beurre qui s'altère, d'un jour à l'autre, comment ferait-on? C'est la question que posait dernièrement au ministre de l'Intérieur M. le comte de Saint-Quentin, et ce dernier avait raison de dire :

« Vous réquisitionnerez, vous aurez des stocks de beurre et de fromages! Comment les répartirez-vous?... Il faut voir où ce système va nous mener. La réquisition, la répartition, qu'est-ce que cela?... C'est le rationnement... »

Ce n'est pas seulement le rationnement (qui suppose l'existence préalable d'une ration), c'est l'anéantissement de la production, car la taxation complétée par la réquisition, c'est-à-dire imposée par la violence, a pour conséquence fatale l'inertie du cultivateur, sa mauvaise volonté, et l'abandon même de la terre.

Les difficultés de la taxation sont d'ailleurs démontrées dès

à présent par l'expérience. Les prix fixés arbitrairement ne peuvent jamais représenter que des moyennes, et c'est alors la dernière qualité de la marchandise qui est vendue au tarif fixé, les autres qualités devenant introuvables ou s'échangeant de gré à gré — en marge de la taxe — au prix *normal*. Nous avons relevé nous-même un exemple curieux de ces pratiques. A X..., dans un département du bassin de la Loire, l'autorité avait taxé les pommes de terre. Celles-ci étaient bien vendues à ce taux, mais il s'agissait de tubercules petits, de qualité médiocre, provenant de tris faits par les producteurs qui trouvaient ainsi le moyen d'écouler à un bon prix des pommes de terre de conservation impossible.

Si la taxe est plus élevée dans une région que dans l'autre, les marchandises sont aussitôt expédiées là où leur prix est plus avantageux pour les vendeurs, et la disette sévit ailleurs.

C'est ce qui vient d'être observé à Paris, quand le beurre fut taxé au-dessous des cours pratiqués en province. Les expéditeurs se gardèrent bien d'envoyer aux Halles les marchandises taxées à plus haut prix sur d'autres marchés, et les arrivages constatés à Paris diminuèrent dans de fortes proportions. En même temps, les beurres inférieurs furent vendus au prix de la taxe, c'est-à-dire à un prix *maximum* devenu un prix unique par suite de la rareté de la marchandise et de l'activité de la demande. Sous la pression de la nécessité, la taxe des beurres a été abolie, et, à Paris comme en province, on a vu augmenter les arrivages pendant que les prix s'abaissaient au lieu de s'élever !

Enfin, la taxe ne saurait rester fixe alors que tous les élémens des prix de revient agricoles varient sans cesse, et notamment ces frais augmentent parce que les difficultés de la production sont toujours plus grandes.

Si l'expérience du passé pouvait éclairer le législateur de 1917, il méditerait les sages paroles d'un Conventionnel, Ducos, qui disait déjà en 1793 :

« Je parlerai tout d'abord de la difficulté d'établir un prix avec quelque raison et quelque équité...

« Sans doute, en fixant le prix des grains, vous voulez faire entrer dans ce prix, comme données nécessaires, les avances de la semence, celles de la culture, l'achat des bestiaux, des instrumens aratoires, des transports, le prix du travail, enfin,

du laboureur et du fermier ; car, pour vous faire vivre, il faut bien qu'ils puissent vivre eux-mêmes... Si la fixation du prix des grains n'était pas en proportion avec la cherté des autres comestibles, *avec les avances de la culture, avec le salaire des manouvriers, le cultivateur, ne tirant alors aucun produit de l'exploitation de son champ, cesserait de cultiver, la plus grande partie des terres serait en friche l'année prochaine, et le peuple mourrait de faim...*

« *J'ai dit que la taxe, pour être équitable, devrait être en proportion avec une foule d'avances, de frais, de salaires dont le prix, variant sans cesse, devrait faire varier aussi chaque jour celui de la taxe; et j'ajoute que le commerce, et le commerce libre, peut seul suivre tous les degrés de ces variations...*

« Pour labourer, il faut des bœufs ou des chevaux. Eh bien ! un cheval qui coûtait 300 livres il y a trois ans, coûte aujourd'hui 1 200 ou même 1 500 livres. *Votre taxe suivra-t-elle cette effrayante progression ?*

« Si l'on proposait au cordonnier de taxer les souliers à 6 livres, il répondrait : « Le prix du cuir a doublé ; les jour-« nées de mes ouvriers étaient de 50 sous, il y a quelques « années; elles sont à 4 livres aujourd'hui. Je ne puis faire des « souliers qu'à 12 livres. Payez-les à ce prix ou je renonce à « mon métier. »

« Le cultivateur peut dire à son tour : « Taxez à une pro-« portion raisonnable tous les comestibles, tous les objets prin-« cipaux *d'industrie, toutes les avances et tous les travaux*, ou « ne taxez point le produit de mon travail !... »

On répond, il est vrai, à tous ces argumens que la taxe sera établie pour tous les produits agricoles en tenant compte du prix de revient et d'un bénéfice raisonnable ! Dernièrement, c'est en utilisant la méthode des prix de revient que les préfets ont été invités à taxer le lait et les dérivés du lait, tels que les beurres ou les fromages !

Mais cette méthode ne tient pas compte des variations du coût de production, variations incessantes que la taxe ne peut pas suivre, et, en outre, le calcul des prix de revient précis est impossible, parce qu'il devrait varier avec chaque ferme, avec chaque saison, avec chaque cultivateur. Les prix calculés par les commissions préfectorales sont donc inexacts, trop forts ici et insuffisans ailleurs. Les poursuites intentées contre des lai-

tiers ont pour résultat de rendre le lait plus rare et de forcer maint producteur à vendre ses vaches pour ne pas être exposé à des amendes, voire à des condamnations plus graves, s'il ne veut pas voir ses recettes tomber au-dessous de ses dépenses. Et c'est encore Ducos qui disait très justement à ce propos :

« Comme la proportion entre les prix et les dépenses s'établira bien mieux par la force des choses que par tous vos calculs, comme les échanges sociaux sont toujours justes quand ils sont libres, parce qu'ils sont l'ouvrage des intérêts respectifs et le résultat de leurs conventions, tandis que ce qui est forcé est souvent injuste parce que le législateur ne voit pas tout, comme l'intérêt privé n'oublie rien, il en résulte qu'il vaut mieux ne pas établir de taxe... »

Qu'est-ce, en outre, que ce bénéfice *raisonnable* dont les circulaires ministérielles ou les commissions locales parlent aujourd'hui ? S'agit-il d'un profit de 5 pour 100, de 10 pour 100, en admettant qu'il soit possible de calculer le montant des capitaux engagés? Le mot « raisonnable » est assez vague pour autoriser d'avance les actes les plus arbitraires, sous prétexte qu'il faut protéger les intérêts de l'acheteur. En fait, le profit raisonnable est celui qui résulte de la concurrence des producteurs et de l'activité variable de la demande combinée avec l'abondance non moins variable des offres.

Comment ne voit-on pas que l'intérêt du public n'est pas sacrifié à l'avidité du cultivateur aujourd'hui plus qu'hier? Si les conditions nouvelles de la production nous forcent à subir la hausse des prix, cette hausse n'est-elle pas moins dangereuse que la disette provoquée par le découragement de l'agriculteur?

Il n'est pas question d'ailleurs d'oublier les souffrances réelles infligées par l'élévation des prix à tous les pauvres dont les ressources ou les revenus *fixes* ne sont pas en rapport avec le cours des denrées de première nécessité.

C'est un devoir que de songer aux malheureux, mais il importe d'en préciser le nombre pour montrer que l'État peut les secourir sans anéantir la production en taxant le cultivateur.

Voici ce que l'on peut dire à ce sujet.

LA HAUSSE DES PRIX ET LE SORT DES PAUVRES

Nous savons fort bien qu'aux yeux des partisans de la taxation, il est nécessaire de s'opposer à la hausse des denrées pour épargner aux pauvres toutes les souffrances qu'entraîne la cherté des alimens. Cette préoccupation généreuse fait honneur à de bons Français, mais il s'agit, en fait, de savoir si l'on vient réellement au secours des déshérités en multipliant des taxes qui doivent décourager l'agriculteur et provoquer la disette.

Ne serait-il pas, en vérité, plus expédient et plus sage, ne serait-il pas moins coûteux de secourir les pauvres avec discernement plutôt que de ruiner tout le monde et de réduire la production agricole au moment où nous avons précisément besoin de l'assurer, sinon de la développer? Tout est là.

Nous pensons qu'on exagère trop volontiers le nombre des personnes que la taxation doit protéger contre la misère. Quelques renseignemens précis à cet égard sont donc indispensables, et nous montrerons du même coup que les dépenses à prévoir pour secourir les plus pauvres ne sont pas aussi considérables qu'on pourrait le supposer et qu'on le croit effectivement.

Une première remarque s'impose. La plupart des agriculteurs ne sont pas le moins du monde protégés par la taxation des denrées alimentaires, bien au contraire, et le sacrifice qu'ils subissent est largement supérieur à celui qu'on leur épargne.

Comme le cultivateur produit, en effet, non pas toutes les denrées, mais la plupart des denrées qu'il consomme, la cherté ne lui cause aucune gêne intolérable. En lui permettant de réaliser des profits normaux correspondant aux recettes basées sur des prix librement débattus, on améliore même sa situation, bien loin de la rendre plus douloureuse ou plus misérable. C'est l'évidence même.

Les salariés de l'agriculture constituent, d'autre part, deux groupes distincts, celui des domestiques nourris, logés à la ferme, et celui des journaliers qui ne prennent généralement qu'un repas à l'exploitation rurale. Visiblement, le premier groupe ne souffre nullement de la cherté des vivres, pas plus que tous les domestiques quels qu'ils soient, et le second ne

supporte que partiellement les conséquences pénibles de la hausse. D'ailleurs, pour les journaliers des deux sexes comme pour les domestiques, l'augmentation considérable du prix de la main-d'œuvre compense — et fort souvent au delà — l'élévation du cours des denrées alimentaires, surtout à la campagne, où les familles d'ouvriers ruraux possèdent un jardin et profitent de sa culture. Un très grand nombre de journaliers sont même propriétaires, et non pas seulement locataires d'une certaine étendue de terre.

En un mot, le groupe agricole dans notre pays ne saurait être intéressé au maintien ou à l'établissement des taxes.

Or, la population *agricole* — qu'il ne faut pas confondre avec la population *rurale* — représente environ 45 pour 100 de la population totale de la France. Ce chiffre doit être retenu ; il est assurément instructif et suggestif au point de vue qui nous intéresse.

On nous accordera que dans les autres groupes sociaux, parmi les industriels, les commerçans, les fonctionnaires, les personnes exerçant des professions libérales, le nombre des nécessiteux est fort restreint. A cette heure, cependant, les plus riches comme les plus pauvres profitent de la taxation, et notamment ils bénéficient des dépenses énormes faites par l'État pour acheter à l'étranger des denrées alimentaires qu'il revend à perte, de façon à ne pas élever les prix. Nos seuls achats de blé ont occasionné des sacrifices se chiffrant par des centaines de millions. Quelques indications précises nous ont été fournies, à cet égard, par des documens officiels.

Les salariés du commerce, de l'industrie, des transports, etc., sont à coup sûr intéressans, mais les statistiques relatives au chômage nous rassurent encore, et, de plus, nous savons très exactement que les salaires se sont élevés avec une extrême rapidité depuis dix-huit mois ou deux ans. Nous avons recueilli nous-même, en province, des informations nombreuses se rapportant spécialement aux salaires féminins. Dans les usines, les manufactures, les ateliers, les salaires ont au moins doublé. A ces salaires s'ajoutent pour les femmes de très nombreuses allocations distribuées — c'est l'opinion générale — avec une générosité excessive.

Enfin, les institutions de « secours aux pauvres » n'ont pas cessé de fonctionner et la solidarité sociale, à titre public ou

privé, vient encore protéger bien des déshérités contre la misère provoquée par la cherté. Il y a lieu de ne pas oublier cela et de souhaiter que toutes les œuvres de ce genre multiplient leurs services au lieu de les restreindre. Il n'est pas question d'abandonner à leur sort, ce qui serait cruel, des femmes chargées de famille, des veuves momentanément sans emploi, des enfans orphelins ou des vieillards. Nous pensons seulement que la tâche de l'État ou de la bienfaisance privée pourrait utilement consister à secourir les malheureux, au lieu d'abaisser par des taxes le prix des denrées qu'achètent les riches et les gens aisés aussi bien que les plus pauvres. Les sacrifices imposés aux agriculteurs et ceux que l'État supporte en vendant à perte profitent ainsi à des personnes dont la situation ne justifie en rien de pareilles largesses. En accordant des secours aux pauvres, *aux vrais pauvres, et à eux seuls*, on n'aurait pas à déplorer les conséquences de la taxation, tout en soulageant les misères réelles! C'est exactement ce que disaient les Conventionnels effrayés à la fois des dépenses énormes du Trésor et des conséquences du *maximum*. Richaud disait à ce propos : « Craignez de détourner les capitaux de l'Agriculture par le maximum qui la ruine... Il n'en a pas moins coûté à la République lorsqu'il a fallu tirer du dehors des subsistances de toute espèce qui coûtaient fort cher et qu'on vendait dans l'intérieur au maximum, et *le riche comme le pauvre* profitait des pertes énormes que faisait le gouvernement à ce commerce ruineux. Dans le nouveau système (suppression du maximum), il n'y aura au moins de sacrifices à faire que pour les troupes *et de secours à donner qu'aux indigens.* »

Ces réflexions n'ont rien perdu de leur sagesse et de leur actualité. Elles semblent écrites d'hier!

CONCLUSION

Il ressort clairement des observations faites dans nos campagnes que le système de la taxation, sans cesse aggravé par des applications nouvelles, tend à décourager l'agriculteur, à réduire la production, et à nous forcer de multiplier nos achats à l'étranger, achats ruineux puisque l'État vend à perte et contribue à provoquer la hausse sur les marchés neutres. Au lieu de stimuler toutes les énergies et de récompenser tous les

efforts en vue de rendre notre production plus abondante, le système du maximum, inauguré de nouveau en France, paralyse les bonnes volontés et brise le ressort de l'intérêt personnel. Cet intérêt personnel, ce désir du gain légitime correspondant, aujourd'hui, à des efforts extraordinaires, est pourtant *seul* capable de déterminer des actes, *partout, au même moment, sans violences et sans menaces.* Quelle est la loi qui peut exercer une pareille action et rallier sans difficulté toutes les opinions?

Il y a plus. Sous l'étreinte de la nécessité représentée par la cherté, la production peut être accrue en obligeant partout les moins fortunés à travailler pour se procurer les alimens dont ils ont besoin.

Il n'est pas de commune rurale qui ne puisse mettre à la disposition des artisans, des journaliers agricoles ou industriels, des familles nombreuses, une dizaine d'hectares prélevés sur des terres communales, sur des domaines ruraux dont quelques parties, sans être réellement délaissées, sont soumises cependant au système de la jachère ou de la dépaissance. En mettant ces parcelles à la disposition de ceux qui voudraient les cultiver, on augmenterait comme par miracle, sous la seule pression du besoin et de l'intérêt personnel, nos ressources en pommes de terre, en légumes verts ou secs, sans compter les grains eux-mêmes dont quelques ares ensemencés peuvent porter une récolte capable de nourrir toute une famille pendant un an. Pour cela, la réquisition est inutile; il suffit d'indemniser les propriétaires après entente amiable, et de se confier aux suggestions de l'intérêt personnel. Ceux qui ont besoin d'augmenter leurs ressources n'hésiteront pas à travailler dans ce dessein.

A un autre point de vue, au point de vue des économies à réaliser, le système de la taxation n'est pas moins critiquable, car il supprime l'effort nécessaire. Bien entendu, nous ne songeons pas à rationner le pauvre en réduisant la quantité des alimens qu'il serait capable d'acheter; mais nous songeons à ces substitutions d'alimens qui correspondent à de véritables économies et à une meilleure utilisation des ressources disponibles. Nous avons prouvé, — croyons-nous, — que ces ressources, par tête d'habitant, étaient encore supérieures aujourd'hui à celles dont disposaient nos pères il y a soixante ans, quand on tient compte de la production nationale.

Pourquoi notre population civile ne se contente-t-elle pas, en ces heures de crise, du bien-être matériel qui paraissait suffisant à la génération précédente? Pourquoi ses exigences actuelles sont-elles considérées comme légitimes, et pourquoi la consommation ne prend-elle pas, — au point de vue de la qualité, — le caractère de celle que l'on acceptait librement vers 1850?

C'est qu'aujourd'hui la taxation vient abaisser les prix et rend dès lors possible la persistance des habitudes prises depuis quelques années seulement.

On prétend, à cette heure, qu'il ne faut ni mécontenter, ni inquiéter les acheteurs! Mais la force des choses, plus puissante que toutes les lois, ne va-t-elle pas contraindre le législateur à renoncer au système qu'il a momentanément adopté? Les sacrifices imposés, en fait, à la nation tout entière, pour abaisser artificiellement le prix des alimens, ne sauraient être indéfiniment prolongés et accrus.

Cependant la taxation va provoquer la réduction de la production agricole nationale, et les pertes imposées à l'État commerçant dépasseront dès lors les forces contributives du pays en épuisant ses ressources financières.

Eh bien! au lieu de farder la vérité, il faut la révéler; il faut que tout le monde la voie en face. Il faut que la situation véritable du marché soit connue, et que la cherté même récompense les énergies productives pour prévenir un désastre, ou, du moins, pour éviter un grand danger.

Nous voyons clairement ce danger. Le système de la taxation, de la réquisition et des achats de l'État l'a créé. C'est ce système qu'il convient d'abolir avant qu'il ait produit toutes les conséquences dont on ne saurait trop résolument dénoncer la gravité.

D. Zolla.

REVUE SCIENTIFIQUE

LES PLAIES DE GUERRE

Quand la guerre éclata, les générations médicales formées depuis 25 à 30 ans ne connaissaient plus guère que théoriquement un grand nombre des terribles complications des plaies, qui avaient empoisonné la pratique des générations précédentes. La plupart des médecins n'avaient jamais vu de pourriture d'hôpital, de pyohémie, de gangrène gazeuse. Ils n'avaient que bien rarement l'occasion de voir du tétanos ou de la septicémie. Toutes ces affections constituaient des maladies d'ordre « paléontologique, » qu'on me permette cette expression. Ils ne connaissaient guère ces espèces pathologiques disparues que théoriquement, comme ils connaissaient par exemple la peste et le béri-béri, ou comme le biologiste connaît le mammouth.

Au milieu du siècle dernier, le grand chirurgien Nélaton disait qu'il faudrait élever une statue en or à celui qui saurait débarrasser la chirurgie — alors si pleine d'aléas — de l'infection purulente et des complications septiques des plaies. La récompense proposée ne paraîtra pas excessive si l'on songe que, par suite de ces complications, tous les amputés de cuisse de l'hôpital Saint-Louis à Paris, sauf un, avaient succombé, pendant la guerre de 1870-71. Ce précédent est d'autant plus caractéristique que l'amputation de cuisse est la plus fréquemment faite des amputations en chirurgie de guerre. Le rêve de Nélaton s'était depuis lors réalisé. Sous l'influence des doctrines de Pasteur, on trouva que les complications infectieuses des plaies étaient provoquées par des germes microscopiques. Lister appliqua l'antisepsie, qui arrête le développement de ces germes,

mais ne s'imposa pas sans luttes. Un jeune chirurgien, épris du progrès et conquis par ce qu'il avait vu chez Lister à Edimbourg, Lucas-Championnière, essaya de réaliser sa méthode à Paris. Sans relâche, il lutta pour la faire connaître. On aura une idée des difficultés qu'il eut à surmonter en se rappelant qu'un professeur de la Faculté de Paris — d'ailleurs bon chirurgien, quoique misonéiste, — disait qu'on devrait poursuivre en cour d'assises cet homme assez audacieux pour tenter la cure chirurgicale des hernies, tant était grave alors, sans l'antisepsie, toute intervention opératoire.

Peu à peu l'antisepsie s'imposa. Elle régna en souveraine maîtresse en chirurgie. Puis, sous l'influence des recherches scientifiques et par la marche du progrès, à l'antisepsie qui emploie des procédés chimiques — non sans quelques inconvénients parfois, — succéda, grâce à Terrier et à son école, l'asepsie, qui use de procédés d'ordre physique et mécanique et qui se borne à toucher le moins possible aux plaies en évitant de les infecter, qui en un mot est défensive plutôt qu'offensive.

Dans la pratique d'avant-guerre, les chirurgiens vivaient donc sur la doctrine d'asepsie, ne soupçonnant pas que la guerre nous ramènerait à foison les terribles complications des plaies qu'avaient connues leurs prédécesseurs. Sans doute quelques clairvoyans, au premier rang desquels se trouvait Lucas-Championnière, n'oubliaient pas que si l'ère antiseptique avait quasi fait disparaître ces accidens anciens, au point que les nouvelles générations médicales ne les connaissaient plus, il était à prévoir qu'elles renaîtraient avec la guerre, dont chacun sentait l'imminence.

Multa renascentur quæ jam cecidere.

Mais Championnière n'était pas écouté... ou guère, et nous vivions avant 1914 dans le dogme très consolateur — trop — de l'abstention au point de vue du traitement des plaies de guerre. On pensait et on enseignait qu'avec la vitesse considérable des nouveaux projec les, avec leur force de pénétration, ceux-ci seraient en quelque sorte aseptiques et que la chirurgie de guerre serait essentiellement conservatrice. La chirurgie mutilatrice, disait-on, a vécu. Cette doctrine s'est d'ailleurs trouvée assez souvent exacte pour les balles reçues de plein fouet à longue distance, et qui rendues antiseptiques par la haute température que produit le frottement dans l'air, traversent d'autre part l'étoffe sans l'entraîner à cause de leur mince forme arrondie.

On n'a pas oublié, dans les milieux militaires, les sensationnels

« Conseils aux chirurgiens » donnés tout au début de la guerre (août 1914), par une importante personnalité — administrativement, sinon scientifiquement parlant — de la médecine militaire. « Ne touchez pas aux plaies. » C'est sous cette forme schématique et brève que pouvaient se résumer ces conseils qui furent adressés à tous les médecins mobilisés. Car, c'est endormie sur le mol oreiller inerte de l'asepsie que la chirurgie militaire aborda la guerre présente.

Le réveil fut terrible et net. La dure expérience, mère de toute vérité, comme dit Poincaré, nous apprit clairement et promptement que la conduite à tenir devait être toute différente, je dirai même opposée, si l'on voulait éviter les pires désastres. C'est ainsi que le conflit actuel, qui nous a donné tant d'enseignements révolutionnaires en tactique, n'a pas été moins fécond en surprises dans cette autre bataille contre le mal qu'est la chirurgie de guerre.

Une chose frappante, dans les combats d'aujourd'hui, est la multiplicité extraordinaire des plaies qu'on rencontre souvent chez le même blessé. Cela est dû avant tout à la prédominance considérable des plaies par éclats d'obus, de torpilles ou de grenades sur les plaies par balles. Dans les guerres antérieures en rase campagne, les projectiles frappaient en général de plein fouet. Aussi les blessures par balles étaient-elles de beaucoup les plus fréquentes. Aujourd'hui, c'est l'inverse qui se produit. La guerre de tranchées a développé d'une façon formidable le rôle de l'artillerie. Pour atteindre l'ennemi dans les tranchées, on emploie essentiellement le tir indirect, l'artillerie avec ses obusiers et ses lance-torpilles diverses, l'infanterie avec les grenades. La balle tirée de plein fouet ne sert plus guère que contre un adversaire s'avançant en terrain découvert, c'est-à-dire dans le minimum des cas. Mais, même dans ceux-ci, les projectiles explosifs sont encore les plus efficaces et les plus employés à cause de leur grand rayon d'action, et parce que la supériorité de la balle, sa longue portée est inutile dans cette guerre.

De là résulte la prépondérance marquée des plaies par éclats d'obus, de grenades ou de torpilles sur les plaies par balles. Celles-ci se produisent surtout dans les assauts. Alors entrent en jeu les terribles mitrailleuses qui font de si grands ravages chez l'assaillant si la préparation d'artillerie n'a pas été suffisamment poussée.

On constate donc beaucoup plus souvent des plaies par éclats d'obus ou de projectiles similaires. En éclatant, l'obus ou la grenade se divise en un grand nombre de fragmens. Ceux-ci entraînent

d'ailleurs des débris de pierre, de bois, etc. Aussi les blessures qui en résultent ont-elles grandes chances d'être multiples. Cette multiplicité des plaies est parfois extraordinaire, et l'on a vu des soldats porteurs de plus de cent blessures. En outre, la vitesse relativement faible de ces fragmens de projectiles ne les échauffe souvent pas assez pour tuer les microbes que porte leur surface maculée. Enfin leurs bords déchiquetés déchirent et entraînent dans la plaie des fragmens d'uniforme et de linge eux-mêmes remplis d'impuretés. Donc généralement la plaie de guerre n'est dès l'abord pas aseptique.

Quelles sont les lésions constituées par les différens projectiles, autrement dit en quoi consiste essentiellement la plaie de guerre? L'examen détaillé d'une telle question nous entraînerait trop loin et nous nous bornerons à en tracer un schéma, en éliminant d'ailleurs les plaies des cavités du crâne, du thorax et de l'abdomen. Celles-ci diffèrent du reste beaucoup à la fois les unes des autres et des plaies des membres.

Un membre envisagé schématiquement comprend essentiellement, de l'extérieur à l'intérieur, les couches anatomiques suivantes : la peau doublée d'un tissu cellulaire plus ou moins épais et d'une aponévrose d'enveloppe du membre. Ces trois couches réunies constituent un ensemble élastique et résistant. Au-dessous se trouve la masse musculaire dans laquelle sont les vaisseaux et nerfs principaux. Cette masse musculaire est moins élastique et surtout moins résistante que le système cutanéo-aponévrotique (qu'on me pardonne ces termes barbares, mais il faut bien appeler les choses par leur nom) qui enveloppe le membre. Enfin vient l'os, qui est très résistant et pas élastique.

En somme, le membre peut être envisagé comme composé d'une couche excentrique assez résistante, et d'une couche centrale très résistante ; entre ces deux couches se trouve la couche musculaire peu résistante. Cet ensemble peut être lésé par des agens vulnérans variables. Nous ne parlerons pas des contusions qui constituent les cas les plus simples, et sont en général peu graves et partant peu intéressantes, ni même des plaies par armes blanches. Ces dernières, lorsqu'elles ne sont pas d'une gravité telle qu'elles amènent la mort à brève échéance, sont au contraire souvent bénignes et ne diffèrent guère des plaies accidentelles qu'on rencontre dans la pratique de la chirurgie civile.

Les plaies par armes à feu sont de beaucoup les plus fréquentes et les plus graves dans la guerre actuelle. On en rencontre deux

types principaux, selon la nature et la force de pénétration de l'agent vulnérant.

Dans le premier type, il s'agit d'un projectile à grande vitesse animé d'un mouvement sensiblement régulier qui a conservé sa forme primitive et qui frappe de plein fouet. C'est le cas de la balle de fusil ou de mitrailleuse n'ayant pas ricoché. Cette balle détermine soit un sillon, soit un cul de-sac lorsqu'elle reste incluse dans les tissus, soit un tunnel lorsqu'elle traverse le membre de part en part. Dans ce dernier cas, l'orifice de sortie est toujours plus étendu que l'orifice d'entrée.

En effet, en franchissant la peau par son extrémité effilée, la balle animée d'une force de pénétration aussi régulière que possible écarte pour ainsi dire les élémens du revêtement cutané, en utilisant au maximum son élasticité. La résistance rencontrée par le projectile dans l'intérieur du membre et la déviation même relativement légère qu'il y subit, jointes à la diminution de vitesse qui en résulte, font que l'orifice de sortie est nécessairement plus grand que celui d'entrée. C'est en effet la rotation de la balle qui la maintient tangente à sa trajectoire ; cette rotation étant diminuée, la moindre dissymétrie dans les résistances rencontrées fait un peu basculer le projectile sur sa trajectoire, produit dans son mouvement ce que les astronomes appellent des *nutations*, avec comme conséquence une augmentation de la surface traversée par la balle. L'orifice de sortie peut même être relativement considérable, alors que celui d'entrée est presque punctiforme. Lorsque cette balle n'a pas intéressé d'organe important, gros vaisseau ou nerf, ou os, la plaie, comme nous l'avons dit, est en général peu septique et elle guérit facilement. On a vu ainsi des balles entrer par exemple à la racine du nez, passer entre la face et le crâne et ressortir dans la région occipitale après avoir traversé toute la masse céphalique, sans occasionner de troubles importans et sans empêcher le blessé de retourner au feu au bout de quelques jours.

Un deuxième type de plaie de guerre tout différent est celui qui est déterminé par un projectile ou fragment de projectile à explosif, de forme irrégulière et animé de mouvemens asymétriques sur sa trajectoire : éclat d'obus, de torpille ou de grenade. C'est là un genre de blessure bien plus fréquent, comme nous l'avons dit, que le premier type. Le projectile, en pénétrant dans les tissus, perfore la couche superficielle constituée par la peau, le tissu cellulaire et l'aponévrose, puis dans un mouvement giratoire dont l'incompressi-

bilité des liquides organiques multiplie les ravages, il creuse dans la masse musculaire une vaste cavité. Car frappant les tissus dans une propulsion géométriquement non normale, entraînant des débris de vêtemens (capotes ou autres, bois, pierre, etc.), aux mouvemens de translation qu'avait précédemment le projectile s'ajoutent des mouvemens de rotation irréguliers qui sont facteurs de la constitution de cette cavité de dilacération intramusculaire.

Si le projectile, comme cela se produit très souvent, rencontre l'os, celui-ci lui oppose sa résistance, et les facteurs d'éclatement sont encore accrus notablement par la production d'esquilles osseuses plus ou moins détachées qui agissent de leur côté comme de nouveaux projectiles et aggravent les lésions par dilacération. Le ou les projectiles sont souvent situés à des distances très éloignées de ce que l'on pourrait supposer par leur orifice d'entrée et leur volume. Fait paradoxal : les débris vestimentaires se rencontrent souvent en des points tous différens des projectiles dans les cavités d'attrition. Nouvelle preuve des phénomènes de ricochet et de rotation considérables dont ont été le siège ces cavités. La question de la recherche des projectiles mérite d'ailleurs à elle seule une étude. Nous y reviendrons dans la suite.

Entre ces deux types de plaies, — plaie par balle de plein fouet et plaie par éclat irrégulier de projectile explosif — se place un type intermédiaire comme degré de gravité. C'est celui qu'occasionne un shrapnell. Celui-ci en effet est un projectile à faible vitesse, non ricoché, et généralement retenu dans les tissus comme l'éclat d'obus. Selon les cas et le degré d'infection du projectile, on aura une blessure participant des caractères de l'un ou l'autre type : plaie peu septique ou plaie infectée modérément en général et guérissant par l'ablation du projectile.

Il convient maintenant, pour que cet exposé ne soit pas trop incomplet, d'examiner en quelques mots ce qui a lieu au point de vue histologique dans les différentes plaies de guerre.

***

Rien n'est plus intéressant que d'étudier microscopiquement les phénomènes successifs dont est le siège une plaie de guerre du type le plus général, c'est-à-dire produite par un fragment irrégulier de projectile explosif. Dans « cet horrible mélange d'os et de chair meurtris » et où l'œil lui-même n'aperçoit qu'un douloureux chaos, le microscope va nous découvrir tout un champ de bataille où des êtres

minuscules se livrent une lutte sauvage pour et contre la défense de l'organisme lésé. Lutte passionnante, avec des hauts et des bas, où, dans l'infiniment petit, les tactiques et les stratégies se contre-battent énergiquement et dont dépend la mort, la mutilation ou le salut du blessé. Étrange analogie qui fait que le sort du soldat dépend des combats d'êtres infimes par rapport à lui, comme celui de ce grand corps qu'est la Patrie elle-même dépend des luttes de bipèdes humains infiniment petits, au moral comme au physique, par rapport à elle !

Il est du plus haut intérêt de suivre dans son détail et dans ses phases l'évolution microscopique de la plaie de guerre. Car cet examen est seul de nature à conduire à un traitement rationnel. Dans cette bataille qu'est le soin des blessés, comme dans la bataille des hommes, il faut d'abord voir et observer avant d'agir et pour agir utilement. Et l'étude microscopique continue des lésions est la base nécessaire de leur guérison, comme l'observation est celle des bons tirs d'artillerie, ainsi que je l'ai montré dans ma dernière chronique. *Veni, Vidi, Vici* indique, en chirurgie comme ailleurs, les trois étapes nécessaires de la victoire.

Regardons donc, du haut de cet observatoire magique qu'est le microscope, ce qui se passe dans la plaie. Par lui le Lilliput microbien va nous révéler ses secrets et les étranges combats qui l'agitent sur le champ de bataille de la pauvre chair meurtrie des soldats. Les récens travaux de divers chercheurs et notamment de MM. Policard, Phelip, Fiessinger, nous ont apporté à cet égard des révélations fort suggestives.

A l'intérieur de la cavité, à orifice déchiqueté et relativement étroit, qu'a produite dans la masse musculaire la giration du projectile déchirant, on trouve d'abord un magma formé par un mélange de muscle arraché, de caillots de sang, et de sérosité auquel sont incorporés des corps étrangers : le projectile lui-même, des débris de vêtement, de la boue, des fragmens divers de cailloux, de bois ou d'acier. Tous ces corps étrangers et plus ou moins maculés ont entraîné avec eux un certain nombre de microbes qui vont trouver un terrain très favorable à leur développement, car on sait, et le professeur Dieulafoy, en particulier, y a insisté, que les cavités closes favorisent la virulence des infections.

Pourtant, immédiatement après que la blessure a été faite, le microscope ne révèle d'abord que des élémens anatomiques détachés de leurs connexions normales, des tissus meurtris, et qui ont perdu

leur irrigation sanguine. Mais, chose curieuse, pendant plusieurs heures ces élémens conservent leur aspect habituel et il ne se passe rien. — On aurait pu croire que les germes infectieux devaient attaquer immédiatement, sans délai et sans répit, les tissus meurtris par le projectile qui, nouveau cheval de Troie, les a introduits subrepticement dans la citadelle. Il n'en est rien. Les deux camps semblent s'observer. Il y a là une période d'activité latente et invisible, comme si dans la guerre des microbes contre les tissus et leurs défenseurs, les phagocytes, les premiers restaient d'abord à l'affût et mobilisaient en quelque sorte leurs ressources avant d'assaillir l'adversaire, tandis que celui-ci prépare sa défense. On dirait que les microbes pathogènes ont appris depuis longtemps — bien avant nos stratèges — que toute attaque doit être précédée d'une préparation. Tout ceci a lieu avant la cinquième heure qui a suivi le traumatisme.

Puis la situation se modifie. Ces élémens cellulaires qui ont été meurtris et qui ont perdu leurs connexions vasculaires et humorales physiologiques, c'est-à-dire qui sont séparés de leur ravitaillement, se mortifient bientôt. Au microscope on voit alors les microbes, notamment le *B. perfringens* et le *B. capsulatus aerogenes* — puisqu'il faut les appeler par leur nom — sortir de leurs repaires, j'allais dire de leurs tranchées, et commencer à se multiplier dans le caillot. C'est qu'ils trouvent un milieu de culture extrêmement favorable à leur prolifération dans les albumines qui résultent de la décomposition des tissus cellulaires mortifiés. Il convient à ce propos de remarquer qu'il y a ici une grande différence entre la guerre des infiniment petits et celle de ces êtres qui ne sont pas infiniment grands, les hommes : ce n'est pas dans des dépôts, dans des réserves stratégiques que les microbes recrutent des combattans supplémentaires, c'est sur place, en plein champ de bataille, par l'enfantement continuel de nouveaux guerriers ; ici, lorsque la lutte se développe librement, le nombre des naissances dépasse singulièrement celui des morts. Ce sont là des choses qui différencient les microbes des hommes beaucoup plus que ne fait leur importance relative dans l'univers stellaire.

A ce déclenchement de l'attaque ennemie répond alors une réaction de défense de l'organisme, un tir de barrage contre les microbes ennemis, une contre-attaque, que constitue un afflux de globules blancs. Ces bons microbes, qu'on appelle aussi des leucocytes, ou, comme disait Metchnikoff, des phagocytes, — le nom ne fait rien à l'affaire, — et que l'organisme avait, dès le temps de paix, c'est-à-dire avant toute blessure, mobilisés en grand nombre dans le réseau

sanguin, c'est-à-dire sur les voies de communication capables de les déverser vite aux points menacés, ces bons microbes, dis-je, déclenchent en plein leur riposte aux environs de la vingtième heure. A ce moment, la bataille est engagée dans toute sa violence. Cette phase de la réaction de l'organisme est marquée par l'apparition de la suppuration et du pus. C'est, pour continuer mon parallèle, à peu près l'équivalent de la phase guerrière où se trouvaient, ces dernières semaines, arrivés nos amis russes.

Les tissus mortifiés ont alors disparu. En pratique, on ne rencontre guère à ce moment comme microbes que des cocci ou des coccobacilles.

Quant aux leucocytes, pour ne rien celer de leur état civil, je rappellerai que ce sont des polynucléaires neutrophiles. J'ai eu l'occasion naguère d'examiner ici même le mécanisme de la réaction phagocytaire, et de montrer que les idées de M. Metchnikoff sur ce sujet, pour ingénieuses et intéressantes qu'elles soient, ne constituent pas toute la vérité. A côté de la phagocytose, qui est, comme on sait, un phénomène de destruction et d'absorption des microbes pathogènes par les globules blancs qui les étreignent et les digèrent, à côté de cette action directe, il est aujourd'hui prouvé que les leucocytes agissent autant, sinon davantage, d'une façon indirecte, par les produits non vivans qu'ils sécrètent et qui sont de diverses natures : les uns neutralisant les substances toxiques produites par la décomposition des tissus ou émises par les microbes ennemis, les autres paralysant ces microbes eux-mêmes.

Il y a dans tout cela des analogies multiples et profondes avec ce qui se passe dans la guerre humaine. La phagocytose, la lutte de deux microbes qui s'étreignent, n'est-ce pas la lutte corps à corps de deux guerriers, la forme la plus ancienne du combat, celle qui ne disparaîtra jamais ? Les substances sécrétées par les microbes pathogènes ou les leucocytes ne sont-elles pas analogues aux projectiles, aux nappes de gaz, aux jets de flamme par lesquels les combattans agissent de loin, soit sur leurs adversaires, soit sur le milieu qui abrite et ravitaille ceux-ci? On pourrait pousser très loin jusque dans les détails ce parallèle.

N'est-il pas suggestif aussi que, de même que, dans la guerre présente on a cru d'abord à l'efficacité prépondérante des hommes, puis plus tard seulement à celle du matériel et des engins, pareillement la théorie phagocytaire, où le corps à corps des microbes était tout, se soit vue supplantée bientôt par la théorie humorale qui

montre les produits fabriqués par les microbes beaucoup plus meurtriers et plus efficaces que les microbes eux-mêmes?

Il ne faut pas croire d'ailleurs que tout soit parfaitement éclairci en ce domaine, pas plus que dans l'art militaire. Il serait trop choquant que nous connaissions les microbes mieux que nous-mêmes, et il y aurait là un paradoxe analogue à celui de l'astronomie découvrant dans le soleil et dans les confins obscurs de la Voie lactée des corps nouveaux que l'on ne devait trouver que plus tard dans l'air même que nous respirons.

Nous n'en sommes pas encore là dans le domaine de la vie microscopique; c'est heureux pour divers amours-propres, car enfin quelle contenance devraient garder tant d'augures s'il fallait demander aux cohortes des êtres monocellulaires les secrets de faire de la meilleure manière, battre les hommes entre eux? La vérité c'est que le rôle des phagocytes dans l'évolution des plaies reste sur bien des points très obscur, et il y a là matière pour nos successeurs à diverses découvertes qui pourraient bien rabattre rétrospectivement notre superbe et montrer un fourmillement d'incertitudes et d'erreurs dans nos idées actuelles.

Car enfin, lorsque tout va bien dans la marche de la plaie, et que l'ennemi faiblit devant l'énergique défense de l'organisme, quand les plaies commencent à se restaurer, quand elles sont, comme on dit, au stade de réparation, alors l'afflux des leucocytes diminue beaucoup. Cette diminution est même une condition essentielle de la bonne évolution d'une plaie. Ce qui domine la scène à ce moment, c'est la naissance du tissu conjonctivo-vasculaire jeune. Or, l'arrivée d'une grande quantité de léucocytes polynucléaires nuit à la poussée du tissu conjonctif. La thérapeutique rationnelle, loin de chercher à favoriser l'afflux des leucocytes, doit donc alors s'efforcer de l'arrêter. Ce ne sont donc pas des panacées universelles que les phagocytes, qu'on croyait toujours débonnaires et bienfaisans, du bon M. Metchnikoff. Ils me semblent plutôt, à l'instar de M. Prudhomme, porteurs d'armes qui servent à défendre notre constitution ou au besoin à la combattre.

Et puisque, malgré nous, notre esprit ne saurait s'échapper des parallélismes analogiques, car nous avons besoin dans notre isolement de sentir partout nos affinités avec les autres créatures, comment ne pas remarquer la haute et grave leçon que nous donnent ces guerriers infimes et candides — c'est leur nom qui le dit — préposés à la garde du corps humain et de sa santé? Une fois l'ennemi

repoussé, ces combattans, ne pouvant se résigner à l'inaction, veulent continuer à combattre et à faire dépendre d'eux seuls le salut de la cité. Et alors qu'en résulte-t-il? La formation du tissu conjonctif, la restauration et la prospérité de ce qui a été lésé ne peut se faire tranquillement et l'organisme ne peut retrouver son équilibre par la faute même de ceux qui l'ont empêché de le perdre. Si l'Allemagne avait médité sur ces leçons de l'infiniment petit, elle n'aurait pas laissé son militarisme la gouverner en temps de paix; elle ne lui permettrait pas aujourd'hui d'empêcher la fragile reconstitution du tissu conjonctif. Elle aurait maintenu à leur place qui est de servir et non de commander, de défendre la loi et non de la faire, ses microbes blancs et ses cuirassiers blancs. Et bien des choses tristes n'auraient pas eu lieu qui ont fait pleurer la terre.

Il importe donc essentiellement que, pour savoir où en sont les choses et s'il doit activer ou au contraire ralentir thérapeutiquement la production et l'afflux des leucocytes, le chirurgien sache d'une manière presque continue à quel stade de son évolution en est la plaie de guerre.

Les renseignemens du microscope sont alors d'un grand intérêt pratique, spécialement en ce qui concerne la détermination du moment où il conviendra de faire la suture secondaire de la plaie. On aura ces renseignemens en dénombrant périodiquement dans le champ du microscope : 1° le nombre de germes pathogènes, 2° le nombre des élémens de défense, des leucocytes polynucléaires, 3° celui des germes de la régénération du tissu conjonctif, cellules mononucléaires. C'est ce qu'on appelle la détermination des *indices microbiens* relatifs à ces trois sortes de germe. On tracera, à l'aide des nombres obtenus, des courbes qui fourniront les élémens positifs nécessaires au chirurgien pour établir les modes et les époques de ses diverses interventions.

En outre, la constatation de la présence et du nombre des cellules épithéliales fournit des renseignemens précieux sur l'activité *vasculiformatrice* dans la plaie, élément capital de la réparation, et sur l'absence de tout exsudat leucocytaire de mauvais pronostic.

Je m'excuse encore un coup d'employer parfois dans cet exposé des mots un peu barbares, et qui peuvent paraître singuliers à ceux de mes lecteurs qui ne sont pas coutumiers des promenades dans les plates-bandes ésotériques du jardin médico-chirurgical. Mais ces mots sont de pratique aujourd'hui courante parmi les séides d'Esculape; la Faculté leur a donné des lettres de grande naturalisation, et

si Molière lui-même les entendait, il serait obligé, après avoir ri beaucoup de l'anatomie bizarre de leurs syllabes assemblées, de convenir que ces néologismes ont une certaine valeur abréviative qui dispense des périphrases. Et puis comment pourrait-on se formaliser, en présence des phénomènes nouveaux dont la science découvre sans cesse l'existence, qu'il faille des mots nouveaux pour les nommer, alors que tant de mots anciens désignent des choses qui n'existent pas !

Dans ce qui précède, nous avons décrit sommairement l'évolution microscopique spontanée d'une plaie de guerre normale. Mais il se peut qu'arrivés au stade où nous nous sommes arrêtés en dernier lieu, la plaie n'évolue pas vers la guérison, et que par suite de la virulence des germes pathogènes et de la faiblesse des moyens de résistance du sujet, la défense succombe devant les microbes assaillans. L'infection a tendance alors à dépasser les régions lésées, à atteindre les régions voisines et même à les dépasser pour atteindre l'individu tout entier. C'est alors le navrant défilé des complications infectieuses, la gangrène gazeuse, l'empoisonnement total par les toxines que charrie le réseau sanguin et qui provient tant des germes pathogènes eux-mêmes que de la décomposition des tissus désintégrés et putréfiés. Bien d'autres complications et dégénérescences surviennent alors qui amènent souvent la mort; ou du moins, la guérison est alors beaucoup plus difficile, de même qu'un peuple envahi souffre plus de la guerre et a plus de peine à puiser en lui-même les ressources nécessaires pour battre l'ennemi qu'un peuple qui ne l'est pas.

Telle peut être l'évolution de la plaie de guerre évoluant spontanément dans un sujet en état de résistance forcément diminuée par le choc et par les fatigues.

Le rôle essentiel de la chirurgie de guerre est ou du moins doit être de contrecarrer cette évolution et de la diriger dans le sens précédemment indiqué, où la défense leucocytaire jugule l'attaque microbienne, puis de favoriser le stade de reconstitution des tissus. Comment la chirurgie a-t-elle appris à s'acquitter de ce rôle ? C'est ce qui nous reste à examiner.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La roue a vite tourné. L'armée russe, qui avait semblé bien partie, portait en elle des germes de décomposition. En moins de huit jours, Tarnopol était prise, les Austro-Allemands se glissaient par les vallées du Sereth et de la Strypa, se répandaient sur les deux rives du Dniester, réoccupaient Halicz, Stanislau, Nadvorna, obligeaient le général Korniloff à une retraite qu'ils inquiétaient; rentraient dans Kolomea, s'emparaient de Kuty, pointaient vers Czernovitz, vers Kimpolung, débloquaient les cols des Carpathes; et tous ensemble, le prince Léopold de Bavière, Boehm-Ermolli, l'archiduc Joseph, Kœwess, poussant de toutes leurs forces, à toute vitesse, rejetaient les Russes hors de la Galicie, les pressaient en Bukovine, les ramenaient à leur frontière, la franchissaient. Le Kaiser, réapparu à la lumière, après les entretiens de Berlin d'où il s'était, en l'honneur de son fils, si inopinément exclu, était venu à Tarnopol, moins sans doute pour voir que pour être vu ; et, bien installé au spectacle, dans son automobile changée en trône roulant, il avait à loisir admiré les heureux effets de la valeur de ses soldats et du travail de ses agens.

Malgré la magnifique ardeur de Kerensky, malgré la volonté des chefs, malgré l'effort énergique des régimens restés intacts ou ressaisis, la trahison et l'anarchie ont accompli leur œuvre. Le communiqué russe en fait, étape par étape, le douloureux, l'expiatoire aveu. « En raison de l'inexécution de certains ordres militaires, la résistance de nos troupes ne s'étant pas affirmée comme suffisante..., » dit-il le 21 juillet. Le 23, relatant un combat qui s'était d'abord dessiné favorablement dans la direction de Vilna, région du bourg de Krevo : « La conduite d'une partie de nos troupes n'a pas permis d'exploiter ce succès. » Le 26 : « Nos contre-attaques,

par suite des faibles effectifs de nos élémens ainsi que des conditions morales, n'ont amené aucun résultat positif. Quelques élémens continuent à abandonner leurs positions et n'exécutent pas les ordres prescrits. » Mais, hâtons-nous de le remarquer, il y a la contre-partie. Le bulletin relève, comme une consolation : « Il faut souligner la vaillance des officiers qui sont tombés en grand nombre dans l'accomplissement de leur devoir... » — « Les officiers se sont fait remarquer par leur héroïsme et se sont fait massacrer en grand nombre. » Et comme une espérance : « A côté de tels élémens se trouvent des troupes qui remplissent avec abnégation leurs devoirs envers la patrie et qui opposent une résistance obstinée à l'ennemi. »

Enthousiaste et impassible en même temps, dans un esprit de total sacrifice, sachant ce qu'il risque et le risquant délibérément, Kerensky s'efforce de reprendre en main l'État et l'armée. Il ne recule pas devant les mesures extrêmes. Il a juré au peuple russe, il s'est juré à lui-même, dans sa grande pitié de la patrie, de faire un gouvernement de Salut public. Or il sait qu'un gouvernement de Salut public, gouvernement de désespoir, de combat au dedans et au dehors, doit être ou plutôt ne peut pas éviter d'être un gouvernement « de sang et de fer. » C'est précisément le langage qu'il tient ; ce sont justement les mots qu'il emploie ; ce sont ceux qu'il dicte ou qu'il inspire à ses commissaires aux armées. Il le fallait. Il faut, comme quelqu'un osa jadis l'écrire en une formule à la fois cynique et superbe, « il faut que la patrie se défende ou avec ignominie ou avec gloire ; et, n'importe comment, elle est bien défendue. » Il faut donc ce qu'il faut pour que cela soit. Partant de cette nécessité première et revenant à cette nécessité première, se déroulent, enchaînées, toutes les autres nécessités.

« Pour que le sang des héros n'ait pas été répandu inutilement, télégraphiait le commissaire Savinkoff (qui devient ministre), à la suite de son inspection de la 7e armée, il faut que vous fassiez preuve d'une volonté de fer... Qu'ils soient punis, ceux qui refuseront d'exposer leur vie pour la patrie commune. Alors seulement le sang n'aura pas été versé en vain. » Korniloff, Tcherbatcheff, les meilleurs généraux, tous les bons soldats, ont pensé et parlé ainsi. Il en a été ainsi ordonné. « Placé devant l'alternative soit de sacrifier l'armée aux lâches et aux traîtres, soit d'avoir recours à l'unique moyen qu'ils puissent craindre, » le gouvernement révolutionnaire a dû rétablir sur le front la peine de mort qu'il avait abolie.

Dans de pareils cas, c'est moins le mauvais troupeau qui est cou-

pable, que le mauvais berger, que le chemineau jeteur de sorts. A l'intérieur aussi, il a fallu se résigner à sévir. Trop longtemps couverts par le voile d'une popularité indignement captée, Lénine et ses complices sont apparus tels qu'ils étaient, et l'on a eu la preuve qu'ils n'étaient pas seulement des politiciens extravagans et délirans ; de Berlin à Stockholm et de Stockholm à Petrograd, on a pu suivre à la trace les trente deniers de Judas. Oulianoff, dit Lénine, s'est enfui : il a sans doute trouvé un refuge en Allemagne, son pays de prédilection. Reste sa séquelle, moins puissante maintenant que ses mobiles sont découverts, mais toujours dangereuse par ses artifices. La trahison est comme un fleuve qu'il est possible de tarir à sa source, très difficile de briser dans son cours, impossible d'empêcher d'inonder et d'emporter tout, quand il a pris, en coulant largement, la force de s'épandre. Si Kerensky veut en venir à bout, c'est chez les faux Zinovieff et les faux Kameneff, chez les Apfelbaum et les Rosenfeld, qu'il est obligé d'aller la chercher, puisqu'il ne peut étendre le bras assez loin pour l'atteindre à son origine.

En attendant, les conséquences sont là : tout l'effort militaire de trois ans est compromis, ou même davantage ; l'offensive de Broussiloff, celle de l'été de 1916, avec ses 500 000 prisonniers, ses milliers de kilomètres carrés reconquis ou conquis, est annulée; en Galicie, en Bukovine, les Empires centraux effacent et rectifient « la carte de guerre; » ils entament la Podolie, la Moldavie; ils guettent la Bessarabie. La Russie, mordue au Nord, ne mord plus au Sud; envahie, elle ne rend plus l'invasion. Peut-être, à présent que l'état-major allemand ne croit plus avoir d'intérêt à la ménager, et qu'il a versé dans ses veines les philtres de dissolution, se prépare-t-il pour elle de grandes batailles. Mais la plus grande de toutes est certainement celle que Kerensky livre à l'anarchie. Qu'il la gagne, qu'il forme à son image un gouvernement de guerre, qu'il le pénètre et qu'il pénètre la nation de cette vérité élémentaire que la guerre a ses lois auxquelles les révolutions elles-mêmes ne sont pas dispensées de se soumettre, et rien n'est définitivement perdu. En soi, le fer et le sang sont injustes et impurs, un gouvernement de Salut public est tyrannique; il n'est gouvernement de Salut public et ils n'en deviennent les instrumens sacrés, ils ne se purifient qu'à la condition qu'ils sauvent.

Par bonheur, sur les autres fronts, les Alliés ont eu d'assez belles compensations, des revanches où la Russie, la première, s'est taillé sa part. L'armée russo-roumaine, — indemne ou moins touchée en

ses élémens russes, reconstituée en ses élémens roumains, — a attaqué, dans les vallées du Trotus, de la Susita et de la Putna; sur une longueur de soixante kilomètres, elle a enfoncé les lignes ennemies d'une vingtaine de kilomètres en profondeur; mais les événemens qui se sont passés sur le Dniester ralentissent et suspendent sa marche, s'ils ne la mettent en péril.

Sur notre front occidental, les Anglo-Français, ayant mené à bien une préparation d'artillerie telle que cette guerre, qui en avait déjà vu tant, et à pleine puissance, n'en connaissait pas encore d'aussi formidable, se sont ébranlés simultanément, une armée française en liaison, sur sa droite, avec les armées britanniques, sur sa gauche, avec l'armée belge. Une bataille s'est engagée, formidable comme sa préparation même, mais, selon toute probabilité, formidable en durée comme en intensité; bataille de patience autant que de violence, dans laquelle la tempête du 1er août et les pluies diluviennes qui l'ont suivie n'auront fait que marquer une pause, juste le temps d'organiser le terrain gagné et de faire avancer, par des chemins défoncés, les canons géans. Une bataille aussi décisive qu'aucune bataille puisse l'être dans cette guerre jusqu'ici sans décision où chaque bataille est toute une guerre, c'est bien ainsi que la jugent les Allemands qui la voyaient venir, puisque la seule image en a par avance glacé la joie lyrique, assombri l'éclat oratoire et épistolaire de l'Empereur, dans sa harangue de Tarnopol, dans ses dépêches à Hindenburg et à M. Kaempf, dans ses manifestes commémoratifs à la nation et à l'armée. Les nuées que le vent amasse dans l'Ouest obscurcissent à ses yeux le nouveau soleil qui se levait à l'Orient. Il pense au « bombardement » qui, là-bas, se prolonge, s'accroît sans cesse, se décuple, se multiplie, aux « assauts » qui vont se produire. Il sent, sur sa tête et sur sa langue, le poids « d'un monde d'ennemis. » Où sont les trompettes du triomphe ? Le ton est résigné, le souffle court. Par habitude, automatiquement, dans un soupir beaucoup plus que dans un défi, Guillaume II balbutie encore : « Dieu est avec nous ! » Les deux larrons du Golgotha purent aussi le dire sur leur croix. Mais ils ne ressuscitèrent pas avec Jésus, le troisième jour

Pour nous, la bataille des Flandres commence bien, et même un peu mieux que bien, mais elle ne fait que commencer, et nous devons savoir, nous ne devons pas oublier que, comme toutes les batailles de cette guerre, elle sera longue et dure. Longue et dure comme cette guerre elle-même, dont la fin seule est sûre. Elle va continuer, avec des intermittences, des péripéties, des contretemps,

des incertitudes, des émotions, pendant des semaines et des semaines, peut-être pendant plusieurs mois. Ne retombons pas dans les fautes ou dans les erreurs d'un récent passé. Ne nous élançons pas trop haut et ne nous lassons pas trop tôt. Vaincre, dans une bataille de durée, est naturellement une affaire d'endurance. Verdun et l'Aisne ont démontré que nous avions cette vertu, ou que nous l'avons acquise, et que nous sommes capables de la conserver. Mais mesurons et bornons nos desseins, sinon nos désirs; réglons sur le possible sinon nos ambitions, nos satisfactions. De la bataille qui commence, et sur le caractère de laquelle il importe de ne pas se tromper, n'attendons pas directement, immédiatement, de trop grands résultats territoriaux. Là, dans ce décor historique, sur ce sol humide et bourbeux, sur cette espèce de chaussée ou de digue à peine émergente, comme sur une planche jetée au-dessus des marécages, va être vidée, en champ clos, la querelle, depuis longtemps fatale, de l'Allemagne et de l'Angleterre. C'est là qu'avec les Belges et nous comme seconds, « la misérable petite armée anglaise, » que ce grossier Allemand d'Erzberger voulait jadis faire prendre tout entière par un vieux général prussien décrépit, hissé sur un cheval fourbu, pour l'exhiber, à titre de curiosité, dans les cirques, cette petite armée, devenue une nation en armes, — et quelle nation, qu'alimentent les ressources de la moitié de l'univers ! — a appelé en duel la colossale armée de l'Empire, grossie de toutes les classes qu'elle a drainées jusqu'aux râclures et épluchures, encadrée par ses plus vieilles bandes, commandée par ses chefs les plus réputés.

Déjà, dans la période préparatoire et dans la première phase de la bataille même, l'Allemagne paraît être dominée. Nos alliés et nous, lui opposons cinq pièces de canon pour une; ses feux sont éteints, ses avions descendus, ses yeux crevés, ses réseaux barbelés détruits, ses repaires éventrés, toutes ses malfaisantes et maudites inventions, ses flammes et ses fumées d'enfer retournées contre elle, à son tour empoisonnée par ses odeurs, tuée par sa propre pestilence. Elle n'a pas répugné à faire de toutes les sciences une encyclopédie du meurtre; en invoquant, à l'aide de sa perfidie et de sa brutalité, une chimie dévastatrice, assassine et incendiaire, elle nous a forcés, pour nous défendre, à convenir, plus de cent ans après la Révolution française, que la République, elle aussi, peut avoir besoin de chimistes. L'Allemagne a voulu faire la guerre d'usure, voir qui frapperait le plus fort, qui supporterait le plus aisément. La voilà accrochée au croc qu'elle a elle-même tendu. Lorsqu'elle sortira de

la bataille des Flandres, quelle que soit la variation de la « carte de guerre, » quelle que soit, sur le terrain, l'étendue de nos gains et de ses pertes, il n'y aura plus qu'un coup de lime à lui donner. Et la lime sera de belle taille et de bonne trempe, tenue par une main robuste. Elle sera, comme on dit à Paris, quand on y veut tout dire, « américaine ! »

Ainsi se présente, en son ensemble, dégagée de considérations incidentes ou accessoires qui n'y changeraient rien, la situation militaire, dans ce qu'elle a de favorable et ce qu'elle a de défavorable. Tâchons, en simplifiant de même, de montrer aussi clairement de quelle situation politique elle se double. Une des forces de l'Allemagne dans cette guerre a été de souder l'une à l'autre les deux tactiques, de joindre et de combiner ses deux offensives. Parlant de la crise allemande, nous en avons parlé sérieusement, comme si, sérieusement, il y avait eu crise en Allemagne. Nous avons cherché de notre mieux le sens du discours prononcé au Reichstag par le nouveau chancelier, comme si M. le docteur Michaëlis avait tenu à ce qu'il eût un sens, à ce qu'on lui en donnât un, et à ce que ce fût bien celui que l'on préférait y attacher. Mais l'opération peut se présenter sous un autre aspect. Il n'est pas interdit d'admettre, ou du moins on ne doit pas rejeter *a priori*, l'hypothèse d'une pure comédie, dans laquelle M. Scheidemann, M. Erzberger, M. Michaëlis lui-même, auraient joué chacun leur rôle, dont tous les groupes politiques se seraient faits plus ou moins les comparses, et qui aurait eu pour objet, en faisant croire à un désir de paix chez les Allemands, de surexciter les « maximalistes » russes, de semer des hésitations ou des dissentimens chez les Alliés, de rompre dans les différens pays l'union des âmes, et de brouiller entre elles, si c'était possible, les puissances de l'Entente, sournoisement induites à se méfier les unes des autres. Une chose, après coup, corrobore l'hypothèse qu'il y eut, dans la dernière crise, de la comédie : l'incident que vient de soulever, avec une inconscience rare même parmi ses compatriotes, M. le docteur Michaëlis.

Il n'avait pas dû être enchanté de ses débuts comme chancelier devant le Parlement de l'Empire, où il avait en effet trouvé le secret de décevoir ou de mécontenter tout le monde et de ne réaliser ni les espérances ni les craintes que sa nomination avait fait naître. Ce fonctionnaire bien noté, mais peu reluisant, que la fortune était allée soudain tirer du rang des gens « qui ne sont pas nés, » qui ne sont ni *hoch*, ni *wohl*, ni, à plus forte raison, *hochwohlgeboren*, et dont elle

avait fait, en le touchant, un personnage, le premier de l'Allemagne après l'Empereur, avait laissé surtout à son auditoire une impression de médiocrité. Il l'a senti. D'autre part, les journaux, le *Times* en tête, venaient de rappeler l'attention sur la Conférence tenue à Potsdam, le 5 juillet 1914, un mois avant la déclaration de guerre, entre Allemands et Autrichiens, souverains et princes héritiers, ministres, chefs d'état-major; et par cette publication, qui n'était du reste qu'une réédition, venait d'être posée derechef, ravivée, la question toujours brûlante des « responsabilités de la guerre, » que Guillaume II s'évertue à secouer, mais qui lui colle au dos comme une tunique enduite de soufre. Le crime des Empires du Centre, qui, dans la position réciproque de l'Allemagne et de l'Autriche, dans l'enchaînement des causes et des faits, est avant tout le crime allemand, — ici encore, l'Allemagne, l'Allemagne par-dessus tout! — était une fois de plus démontré. M. Michaëlis, encore novice, s'est cru assez malin pour donner le change, par un recours à la ruse puérile que pratiquent tous les écoliers, et dont nous avons souri l'autre jour : « Ce n'est pas moi! C'est lui! » Mais tandis que, d'abord, il l'avait fait avec une légèreté relative, ensuite, de peur que le coup n'eût pas porté, il a insisté germaniquement. Ne pouvant, décemment ou indécemment, prétendre que c'était la France qui, il y a trois ans, avait rendu la guerre inévitable, il s'est proposé d'établir que c'était elle qui maintenant en rendait nécessaire la prolongation.

Par cette révélation, M. Michaëlis se flattait de faire du neuf, de se distinguer de M. de Bethmann-Hollweg, demeuré empêtré dans ses chiffons de papier, et de ses compères viennois qui n'avaient su que rabâcher piteusement des fables ridicules, des histoires absurdes, des contes à dormir debout. Et l'instant lui paraissait bon. Chargé de résoudre le problème, il en repassait en esprit les données, telles qu'il aimait à se les représenter : la débâcle russe, le fléchissement, signalé avec complaisance et combien d'exagération! du moral des nations de l'Entente, les difficultés que certains d'entre les Alliés devaient avoir à s'accorder sur certains points, les lenteurs obligées, mais pesantes, de l'intervention américaine, la lassitude plus sensible au quatrième anniversaire (l'Allemand, homme d'imitation, est, naturellement aussi, un homme à anniversaires), la douleur des familles ravagées ou séparées, les souffrances, les privations, la gêne, la satiété de la mort, la poussée de la vie qui veut renaître, les agitations des partis et des syndicats de profiteurs qui pensent aux affaires de demain, les tracasseries en vue d'une paix brusquée et bâclée dont quelques-uns

grilleraient de s'attribuer le mérite, fût-il illusoire, et l'avantage, ne fût-il qu'électoral. Le milieu, comme l'instant, était donc propice. Le chancelier a alors lancé son brûlot, tiré son pétard, dernier gaz asphyxiant sorti du laboratoire de la Wilhelmstrasse. Solennellement, comme s'il déposait une pièce capitale dans les archives des siècles, M. Michaëlis a pris le monde à témoin. « Il sera de la plus haute importance pour le monde entier, a-t-il dit aux cinquante reporters qu'il avait convoqués tout exprès, de connaître que *des preuves écrites* de la convoitise de nos ennemis sont tombées entre nos mains et que nous savons ainsi les vraies raisons de la continuation des sanglans massacres entre les nations. Je veux parler des rapports de témoins oculaires et auriculaires des débats secrets dans la Chambre française des députés, le 1er et le 2 juin. »

Expédions tout de suite une question préjudicielle. A interpréter littéralement l'affirmation de M. Michaëlis, le chancelier allemand aurait entre les mains « des preuves écrites » de nos « convoitises ; » et ces preuves écrites seraient « des rapports » émanant, à un degré quelconque, de « témoins oculaires et auriculaires » du comité secret de la Chambre française. Ce n'est, à coup sûr, un mystère pour personne que des comptes rendus d'un des comités précédens ont couru tout Paris, qu'on en offrait des copies à prix fixe, et que, pour le dernier, celui auquel M. Michaëlis a fait allusion, il en a circulé de café en café des versions, les unes assez fidèles, les autres défigurées. On l'a su. La police l'a su, le gouvernement l'a su, la Chambre des députés l'a su. Qui s'en est ému ? Ou du moins qui a fait quelque chose de plus que si l'on ne s'en émouvait pas ? Et, aujourd'hui que des « rapports » fondés sur ces feuillets clandestins sont arrivés en Allemagne, qu'est-ce que cela prouve ? Non point qu'il y ait quelque part chez nous un traître, mais qu'il y a dans la Chambre beaucoup de bavards, et qu'un secret confié à six cents personnes ne saurait plus être, on s'en doute bien, un secret (l'art des conjurations le bornait strictement à trois, et encore !). Cela prouve, par surcroît, que les comités secrets, qui sont sans secret, ne sont pas sans inconvénient, comme voulut le dire M. le général Lyautey, à qui il en coûta son portefeuille de s'être permis de le supposer.

Mais, sur le fond, sincèrement, sans commettre une indiscrétion que nous reprocherions à d'autres, nous pouvons nous porter garant que, si la chancellerie a payé cher ce prétendu document, elle a été volée. Il a peut-être été dit, en comité secret, les 1er et 2 juin, quelque chose de cela, mais pas cela, et pas comme cela. L'informa-

teur des informateurs de la chancellerie s'est embrouillé dans une matière délicate, tout en nuances, qu'il est possible que tous « les témoins oculaires et auriculaires » n'aient pas toutes très finement discernées ni très exactement perçues; qu'au demeurant il était impossible aux informateurs de seconde main, même s'ils n'étaient pas professionnellement des déformateurs, de comprendre et de rendre en leur subtilité. Nous n'osons dire rien de plus, et c'est dommage : M. Michaëlis verrait à quel point il a été trompé. Il lui est d'ailleurs facile de le deviner, et même de le toucher du doigt. S'il tient à être renseigné sur ce point d'histoire, qui n'est et ne sera, quoi qu'il veuille, qu'un point d'histoire, qu'il lise attentivement la réponse de M. Ribot. Jamais un plus honnête homme n'a tenu un plus honnête langage.

A quoi bon biaiser ? Le point vif, et que le chancelier a voulu faire aigu, c'est la condition future de la rive gauche du Rhin. Il a accusé nos ministres, ou même personnellement M. le Président de la République, d'avoir conclu, à ce sujet, dans les derniers temps de l'ancien régime en Russie, un traité secret avec le tsar, nous réservant de procéder, sur la rive gauche du Rhin, à « de vastes modifications territoriales. » M. Ribot a répondu : « Il ne s'agit que de nous garantir contre une nouvelle agression, non pas en annexant à la France les territoires de la rive gauche du Rhin, mais en faisant au besoin de ces territoires un État qui nous protégerait ainsi que la Belgique contre une invasion d'outre-Rhin. » M. Michaëlis lui-même doit voir à présent qu'il y a une nuance, et il doit en prendre son parti. Personne en France ne veut aller au delà, mais personne non plus ne veut rester en deçà. Contre une nouvelle agression de l'Allemagne, nous qui les comptons par centaines depuis qu'il y a des Allemands et avant même qu'il y eût une Allemagne, nous entendons qu'on nous donne des garanties, et des garanties positives. Nous ne disons pas « territoriales, » par des annexions, mais nous disons catégoriquement positives, par des démantèlemens, des démobilisations, des démilitarisations, en un mot par une « déprussification. » En quoi nous nous montrons singulièrement plus modérés que les pangermanistes, qui réclament Longwy, Briey, Calais, Dunkerque, Anvers et toute la côte belge, au minimum. A qui la faute, si l'Allemagne est un voisin si incommode que l'on ne puisse vivre à côté d'elle sans s'en garder par une « marche? »

C'est tout, et voilà bien du bruit. Mais peut-être M. Michaëlis désirait-il simplement faire beaucoup de bruit. Hors d'Allemagne, l'Alsace-Lorraine, du point de vue allemand, ne « rend » plus. Il

n'est pas, jusqu'au Soviet qui, sous réserve des formes, ne s'associe à notre revendication, et que la chancellerie impériale ne renonce à échauffer ou à refroidir sur l'Alsace-Lorraine. Mais elle a cru qu'il en irait bien autrement de la rive gauche du Rhin, surtout en y mêlant les sinistres projets du tsarisme exécré. Elle a cru souverainement habile de marier à nouveau, après la lettre, le tsar et la République française. Et elle n'a pas visé la Russie seulement. Ailleurs encore, de l'autre côté de l'Océan, les mots d'annexions et de conquêtes pouvaient faire dresser l'oreille dans un geste ombrageux. *Divide et impera*, disait l'autre ; mais il avait la manière. M. Michaëlis ne l'a pas ; il découvre trop son jeu ; il montre trop la patte. Ce n'est pas du bel ouvrage. La double fin de sa machination se voit des extrémités de la planète : soutenir l'esprit de guerre en Allemagne, et le faire baisser dans l'Entente, troubler les Alliés et attendrir les neutres, en feignant que l'Allemagne veut une paix raisonnable que la vorace Entente s'obstine à repousser. Cependant, avec une maladresse qui a l'air d'une flatterie, le comte Czernin appuie la manœuvre. Lui, c'est à l'Angleterre qu'il s'adresse. Il affecte de prendre au bond une phrase de lord Robert Cecil disant : « L'Autriche-Hongrie n'est pas notre principal ennemi. » Qu'est-ce à dire, pour le comte Czernin? Il supprime l'épithète, comme évidemment déplacée, et c'est-à-dire : « L'Autriche n'est pas notre ennemi. » Sur quoi, tout allié qu'il est de l'Allemagne qui matin et soir prie Dieu de punir l'Angleterre et de faire de l'Empereur le ministre de ses vengeances, il offre tranquillement son arbitrage.

De l'une et de l'autre démarche, nous concluons que les Empires du Centre, ainsi que nous l'avons dit, *veulent* encore la guerre, mais qu'en dépit de chances militaires que la complexité même de l'Entente fait reverdir à chaque saison, ils la *peuvent* de moins en moins, et ne la pourront bientôt plus. Cette guerre n'est point une guerre ordinaire : plus de la moitié de l'univers y est en lutte contre quatre puissances, deux grandes et deux petites, sous le régime des nations armées, mais armées de tout ce qu'elles possèdent ou se procurent, population, production, richesses, subsistances, industrie, capacité d'achat et de transport. Il est possible qu'elle se termine par une victoire qui ne soit pas une action spécifiquement militaire, par une défaite qui soit surtout une faillite ou une défaillance. Mais ce qui est tout à fait impossible, d'une impossibilité physique et mathématique, c'est qu'à la longue, l'univers ne l'emporte pas.

Tandis que le chancelier s'occupait, avant de commencer ses

visites, à préparer ainsi son camouflet (dans les deux sens du mot), la Conférence des Alliés, à Paris, était close par la déclaration réitérée de leur inébranlable résolution. Certaines difficultés, qu'on escomptait dans le camp adverse, ou n'avaient pas été soulevées, ou avaient été écartées, ou avaient été esquivées. Le fagot d'épines des questions balkaniques avait été délié par les mains souples des Grecs et des Italiens assis autour de la même table. L'opinion de la révolution russe sur « les buts de guerre » et le ferme propos des puissances occidentales ne s'étaient pas entre-choqués. La suite des conversations avait été opportunément renvoyée à une seconde réunion qui devait se tenir à Londres. Mais, dans le même temps et à Paris même, siégeaient, en une sorte de Conférence officieuse, à côté de la Conférence officielle, des délégués des partis socialistes de France, d'Angleterre et de Russie. Toujours la concurrence des diplomaties. Le Soviet de Petrograd s'y était fait représenter par quatre plénipotentiaires, notamment par MM. Ehrlich et Goldenberg, qui sont, à n'en pas douter, d'excellens patriotes russes, bien que leurs noms ne rendent pas un très pur son de cristal slave. Ces quatre citoyens, tout frais émoulus de l'autocratie, nous ont prodigué leurs conseils avec une largesse parfois un peu choquante. « Voici ce que nous voulons, » tranchent-ils. Mais que veulent les autres ? Car les autres aussi ont le droit de vouloir. La révolution russe, ou quelques révolutionnaires, pensent et parlent de la sorte, c'est entendu. Et, avec leurs avis, qu'est-ce qu'ils apportent ?

Ce que MM. Ehrlich, Goldenberg et leurs compagnons ont dit, dans cette conférence à côté, nous passionne médiocrement et même nous intéresserait peu si nos socialistes, à nous, ne l'avaient pas entendu, et si ce n'étaient pas des perroquets. Le lendemain, M. Renaudel se perchait à la tribune de la Chambre. Sous le prétexte un peu gros d'empêcher M. le président du Conseil de favoriser par son silence la manœuvre de M. Michaëlis, il le sommait de renoncer publiquement pour l'avenir à toute autre garantie contre le retour d'une agression allemande que l'institution de la « Société des nations. » Mais l'homme peut s'instruire chez les bêtes, et se souvenir que la première « Société des nations » fut celle du Loup et de l'Agneau, et la seconde, celle des Animaux malades de la peste. M. Ribot l'a vu clairement et clairement dit. Il convient de lui en savoir gré, autant que d'avoir posé, comme une borne infranchissable à des empiétemens qui devenaient excessifs, cette maxime fondamentale : « Il n'y a pas, en France, d'autre gouvernement que

le Gouvernement. » Que si tout ce tapage avait pour objet final d'obtenir de la fatigue de l'autorité la facilité de se rendre, au sortir d'une conférence préliminaire, à un autre congrès international, où ne seraient pas seulement des socialistes alliés, quand il abandonnerait Stockholm pour Christiania, nous nous retournerions encore vers M. le président du Conseil et nous en appellerions de M. Renaudel à M. Ribot. Les paroles restent.

Il y a des paroles qui méritent de rester. M. Balfour, M. Bonar Law, M. Sonnino, M. Pachitch, en ont prononcé ces jours-ci. M. Lloyd George, à lui seul, peut en inscrire deux à son compte. « La guerre, a-t-il dit, est une terrible chose, mais *pas aussi terrible que le serait une mauvaise paix.* » Et encore : « L'Allemagne, qui a manqué son coup, s'arrangerait pour ne pas le manquer une autre fois. *Il faut qu'il n'y ait pas d'autre fois.* » Une paix juste et réparatrice, une paix solide, une paix durable, une paix moins terrible que cette terrible guerre, et la guerre qu'il faut pour l'assurer, tant qu'il la faudra, parce qu'il nous faut une paix définitive, c'est à cette pensée que le globe est comme suspendu. Toute sa vie se rassemble et s'organise autour de cet axe. Autour de lui, se groupent en un système d'événemens les accidens ou incidens quotidiens dont la terre et les mers s'emplissent jusqu'à en déborder. Même les affaires intérieures de chaque pays, conflits constitutionnels, orages parlementaires, embarras ministériels, empruntent de cette grande et unique affaire un immense surcroît d'importance. Affaires d'Irlande, d'Espagne, de Grèce : l'Occident, le Midi, l'Orient, l'Extrême-Orient. Il nous est arrivé de dire de la Chine qu'elle ne faisait rien comme personne. Nous lui devons amende honorable. Elle vient de faire comme tout le monde (y compris la république noire de Liberia), et de déclarer la guerre à l'Allemagne.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVIIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTIÈME VOLUME

JUILLET — AOÛT

Livraison du 1er Juillet.

Livraison du 15 Juillet.

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 53921.

